

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE

SCIENCES, LETTRES ET ARTS

DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

9-10

A MEAUX, chez **IE BLONDEL**, libraire de la Société.

Se trouve à PARIS, aux librairies :

AUBRY, rue Séguier, n° 18 :

H. CHAMPION, quai Malaquais, n° 15.

VOISIN, rue Mazarine, n° 37.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE

SCIENCES, LETTRES ET ARTS

DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

Fondée à Melun, le 16 mai 1864

NEUVIÈME VOLUME



MEAUX

IMPRIMERIE G. DESTOUCHES, RUE DE LA JUIVERIE, 1

IMPRIMEUR DU BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ

—
1884

*La Société laisse aux auteurs des travaux insérés
dans son Bulletin la responsabilité de leurs
opinions.*

ORGANISATION DE LA SOCIÉTÉ ¹

SIÈGE LÉGAL A MELUN

BUREAU CENTRAL

Président, M. Alfred MAURY, C. ✻, membre de l'Institut.

Vice-Président, N...

Secrétaire général, M. TH. LAMILLIER, officier de l'instruction publique.

Trésorier central, M. EYMARD.

Archiviste, M. LEMAIRE, ✻.

UN COMITÉ CENTRAL

Composé des membres du bureau dont les noms précèdent, des cinq Présidents de Sections et d'un délégué aussi par Section, est chargé d'administrer la Société.

SECTIONS D'ARRONDISSEMENT

SECTION DE COULOMMIERS :

Président, N... — Vice-Président, M. le marquis E. DE VARENNES.

— Secrétaïres, MM. HÉRON DE VILLEFOSSE ✻, A. VIRÉ.

Délégué près le Comité central, M. AD. BAYARD.

Membre de la commission de lecture, M. le comte Eugène DE FONTAINE DE RESBECQ ✻.

SECTION DE FONTAINEBLEAU ²

¹ Les statuts se trouvent au premier Bulletin de la Société, année 1864, p. 68.

² Provisoirement, les membres de la Section de Fontainebleau prennent part aux séances de la Section de Melun, le premier dimanche de chaque mois.

SECTION DE MEAUX :

Président honoraire, M. le vicomte de PONTON D'AMÉCOURT, ✱.

— Président, M. BOQUET-LIANCOURT. — Vice-Président, M. TORCHET. — Secrétaire, M. LACLEF. — Archiviste, M. DUMÉE. — Trésorier, M. BÉGUE.

Délégué près le Comité central, N...

Membre de la Commission de lecture, M. le vicomte de PONTON D'AMÉCOURT ✱.

Séances le troisième jeudi de chaque mois.

SECTION DE MELUN :

Président honoraire, M. Félix LA JOYE. — Président, M. le comte FOUCHER DE CAREIL, O. ✱. — Vice-Présidents, MM. Th. LHUILLIER et LEFEBVRE. — Secrétaire, M. H. FISCHER. — Trésorier, M. HOUDARD.

Délégué près le Comité central, M. EYMARD.

Membre de la Commission de lecture, M. LHUILLIER.

Séances le premier dimanche de chaque mois, à deux heures.

SECTION DE PROVINS :

Président, M. le comte Bernard d'HARCOURT, G. ✱. — Vice-Président, M. Jules MICHELIN. — Secrétaire-trésorier, N...

Délégué au Comité central, N...

Membre de la Commission de lecture, N...

LISTE ALPHABÉTIQUE
DES
MEMBRES FONDATEURS ET TITULAIRES
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE, SCIENCES, LETTRES ET ARTS.

Les lettres qui précèdent les noms indiquent les Sections dont les Membres font partie :
C, Coulommiers; F, Fontainebleau; Mx, Meaux; M, Melun; P, Provins.

Messieurs :

- P ARNOUL (Victor), propriétaire à Provins.
- M AUBERGÉ (Ernest), docteur en droit, ancien magistrat à Melun.
- Mx AVÈNE DE FONTAINE (baron d'), président de la Société d'horticulture de Meaux, au château de Brinches, commune de Villemareuil, par Trilport (Seine-et-Marne); à Paris, rue Tronson-Ducoudray, 5.
- C AVÈNE DE FONTAINE (le vicomte d'), propriétaire à Coulommiers.
- M BANCEL, docteur en médecine, secrétaire perpétuel de la Société d'agriculture et maire de Melun.
- C BARBIER (L.), ancien conservateur-administrateur de la Bibliothèque du Louvre, à Paris, rue Chanoinesse, 2.
- M BAREILLER (P.), propriétaire à Boissise-le-Roi, par Ponthierry.
- Mx BARIZET, ancien membre du Conseil général, propriétaire à Claye.
- F BAUDE, propriétaire à Fontainebleau, rue Saint-Méry, et à Paris, 15, place de la Madeleine.
- C BAYARD (Adolphe), membre correspondant de la Société française de numismatique, à Maisonnelles, par Grécy (Seine-et-Marne), et à Paris, rue Neuve-des-Mathurins, 108.
- M BEAUCLERC (agrillière), homme de lettres à Paris.

- F **BEAUVILLIERS** (Maxime), officier de l'instruction publique, juge de paix à Ferrières (Loiret).
- M **BÈGIS** (Alfred), avocat à Paris, boulevard Sébastopol, 16.
- Mx **BÈGUE**, huissier à Meaux.
- M **BÉHU**, professeur au lycée de Niort.
- M **BERGERON**, docteur en médecine à Paris, rue de Rivoli, 14.
- M **BERNARDIN** (Camille), avocat, membre du Conseil général de Seine-et-Marne, à Brie-Comte-Robert.
- M **BERNIER** (Émile), homme de lettres à Paris, boulevard de Strasbourg, 71.
- Mx **BERTHAULT**, ancien magistrat à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 136.
- P **BÉVILLE** (le général baron de), à Cerneux.
- P **BLANC**, ancien notaire à Bray-sur-Seine, propriétaire à Sens.
- Mx **BLAVETTE** (de), propriétaire à Montceaux, par Trilport.
- M **BLAVOT**, conseiller de préfecture honoraire, propriétaire à Rebais.
- M **BLOT**, artiste sculpteur, membre de plusieurs sociétés savantes, à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais).
- Mx **BOQUET-LIANCOURT**, propriétaire à Meaux.
- F **BONHOMME** (Honoré), homme de lettres à Fontainebleau.
- Mx **BONNO** (l'abbé), curé d'Etrépilly.
- M **BOUCHER**, ancien conseiller d'arrondissement, à Dammarie-lès-Lys et à Paris, avenue Trudaine, 11.
- C **BOUILLÉ** (le comte de), au château de Dammartin-sur-Tigaux.
- P **BOURGEAT**, juge au tribunal de Provins.
- F **BOURGES** (Ernest), imprimeur à Fontainebleau.
- P **BOURQUELOT** (Émile), bibliothécaire de la ville de Provins.
- Mx **BOUVIER**, ministre protestant à Meaux.
- M **BRANDIN** (Arthur), agriculteur à Galande (Réau), par Lientsaint.
- Mx **BRETAGNE**, receveur particulier des contributions indirectes, à Lagny.
- M **BULOT** (H.), architecte du département de Seine-et-Marne, à Melun.
- M **Bulot** (Prosper), architecte à Paris.

- M BUREAUD-RIOFREY, médecin à Bois-le-Roi.
- MX BURGUES, professeur au collège de Meaux, officier d'académie.
- P BURIN, ancien instituteur à La Croix-en-Brie.
- M BUVAL fils, architecte, ancien élève de l'école de Beaux-Arts, à Melun.
- M CALLERY (Alph.), propriétaire à Paris, boulevard Saint-Germain, 16.
- MX CARON, notaire à Meaux.
- MX CARTON, commissaire-priseur à Meaux.
- P CATTET, propriétaire à Provins.
- F CAUTHION, avoué à Fontainebleau.
- M CHANTECLERC, agriculteur à Limoges-Fourches.
- M CHAPU (Henri), artiste sculpteur, membre de l'Institut, à Paris, rue Notre-Dame-des-Champs, 34.
- MX CHARRIQU, imprimeur à Meaux.
- M CHOISEUL-PRASLIN (comte Horace de), député de Seine-et-Marne, maire de Maincy, près Melun, et à Paris, rue d'Aguesseau, 49.
- M CHOULLIER (Ernest), juge de paix à Ervy (Aube).
- MX CINOT (Amynthe), membre correspondant de la Société française de Numismatique, à Crécy.
- F CIRCOURT (comte Arthur de), propriétaire, membre correspondant de la Société française de Numismatique, à Fontainebleau ; à Paris, rue Godot-de-Mauroy, 33.
- MX COMIGNAN, homme de lettres à Paris.
- F CONSTANT (Charles), avocat, officier d'académie, membre de la Société de l'histoire de France, à Paris, boulevard Saint-Michel, 48.
- M COTELLE, artiste peintre, à Melun.
- F DAVID (Jules), ancien inspecteur divisionnaire des ports, à Neuilly-sur-Seine, rue Louis-Philippe, 27.
- MX DECOEUR, propriétaire à Lagny.
- M DECOURBE, artiste peintre à Melun.
- M DÉGOUT (l'abbé J.), curé-doyen de Mormant.
- M DELACOURTIE, propriétaire à la Planche, commune de Perthes, par Chailly-en-Bière.
- M DELAFORGE (l'abbé E.), à Melun.

- C DELBET (Ernest), docteur en médecine, maire de La Ferté-Gaucher.
- C DELBET (Jules), docteur en médecine, à Paris, 5, rue des Beaux-Arts.
- P DELONDRE (Paul), propriétaire à La Chapelle-Saint-Sulpice, par Provins.
- M DELURTIER, propriétaire à Melun.
- F DEMARSY (Arthur), archiviste-paléographe, membre de la Société française d'Archéologie, correspondant de la Société des Antiquaires de France, secrétaire de la Société de l'École des chartes, conservateur du musée de Compiègne, et à Paris, boulevard Saint-Germain, 69.
- Mx DESCAGES, libraire à Meaux.
- M DESPREZ (Ed.), docteur en droit, à Melun.
- F DESTORS, propriétaire à Somoreau.
- Mx DESTOUCHES, licencié ès-lettres, imprimeur à Meaux.
- Mx DETHOMAS, député, membre du Conseil général de Seine-et-Marne, à Paris, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 130, et à Montigny (Lesches).
- F DOIGNEAU, ancien adjoint au maire de Nemours.
- F DOMET, sous-inspecteur des forêts, à Fontainebleau.
- M DORMOY, inspecteur d'académie, à Blois.
- M DROUIN (Edmond), avocat, membre de la Société asiatique, à Paris, rue Moncey, 15 bis.
- M DUBUS, cultivateur, conseiller d'arrondissement, à Vaux-le-Pénil.
- F DUFAY (Auguste), manufacturier à Cercanceaux, commune de Souppes.
- Mx DUFRAIGNE, docteur en médecine, maire de Meaux.
- Mx DUMÉE, pharmacien à Meaux.
- M DUMOUTIER (G.), archéologue, à Paris-Les Ternes, rue Montnotte, 7.
- F DUPONT (Adrien), à Château-Landon.
- M DUPUY, agent-voyer à Melun.
- M DURET, ancien élève de l'École polytechnique, à Château-Landon.
- C DURVELLE, curé de Pommeuse.

- M DUVAL (Ch.-Latoison), artiste peintre et homme de lettres, officier d'académie, à Lagny.
- F ERCEVILLE (comte Ernest d'), propriétaire à Vulaines-sur-Seine, par Fontainebleau, et à Paris, rue Sainte-Catherine-d'Enfer, 4.
- M EYMARD, conseiller de préfecture, à Melun.
- Mx FICHOT (Charles), dessinateur, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Paris, 39, rue de Sèvres.
- M FISCHER (Henri), chef de division à la préfecture, à Melun.
- P FLEURNOY, curé-doyen de Donnemarie.
- M FONTAINE (de Melun), avocat à la Cour d'appel de Paris, avenue de Clichy, 4.
- M FORGEMOL DE BOSTQUÉNARD, docteur en médecine, conseiller d'arrondissement, à Tournan.
- M FOUCHER DE CAREIL (le comte A.), sénateur, ambassadeur à Vienne, président du Conseil général de Seine-et-Marne, membre correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques, à Paris, rue François I^{er}, 9.
- M FOURNIALS, ancien principal du collège de Melun.
- M FRAGUIER (le marquis de), au château du Mée, par Melun.
- P FRESNE (de), au château de la Boulaye, commune de Clos-Fontaine, par Nangis, et à Paris, rue Bellechasse, 15.
- M FRÉTEAU DE PÉNY (l'abbé Héracle), chanoine honoraire, à Melun.
- Mx GAUCHER, ancien instituteur à Nanteuil-sur-Marne.
- M GARNUCHOT, professeur au Collège de Melun.
- F GAULTRY (Paul), notaire à Fontainebleau.
- Mx GILQUIN fils, négociant en meules à La Ferté-sous-Jouarre.
- P GIVELET (Henri), propriétaire au château de Flamboin, commune de Gouaix.
- M GODIN (Auguste), fabricant d'ébénisterie artistique, à Paris, rue du Harlay (au Marais), 7.
- M GODIN (Eugène), sculpteur à Paris, rue Bochart de Saron, 9.
- M GOUGIS, professeur au lycée de Rouen.
- Mx GREDELUE, agent d'assurances, à Meaux.
- M GUILLAUME, membre de l'Institut, à Paris, et aux Fourneaux, près Melun.

- M GUILLON (Félix), membre et lauréat de plusieurs Sociétés savantes, à Orléans, faubourg Saint-Jean, nouvelle de la Roëche.
- P HARCOURT (comte Bernard d'), ancien ambassadeur, propriétaire à Melz, par Provins, et 5, rue Vanneau, à Paris.
- P HAUT (Marc de), avocat, propriétaire à Sigy ; à Paris, rue d Grenelle-Saint-Germain, 26.
- Mx HÉMAR, propriétaire, maire de Dammartin-en-Goële.
- C HOFFMANN, docteur en médecine, propriétaire du domaine de Cordoux, à Courpalay.
- M HOTTIGUER, à Lésigny, par Brie-Comte-Robert, et à Paris, rue Laffite, 17.
- M HOUDARD, greffier en chef du tribunal civil de Melun.
- C HUGUENOT (l'abbé), curé de Voinsles, par Rozoy.
- P HUSSON, propriétaire à Preuilly, près Donnemarie, et à Paris, rue Saint-Honoré, 191.
- C JOSSEAU, ancien député de Seine-et-Marne, avocat à la Cour d'appel de Paris, maire de Mortcerf, canton de Rozoy, et à Paris, rue Saint-Honoré, 245.
- M JOURNEIL, propriétaire à Melun.
- M LABICHE, ancien chef de division à la préfecture, à Melun.
- Mx LABOUR (Fernand), membre du Conseil général de Seine-et-Marne, maire de Saint-Pathus, canton de Dammartin, et à Paris, rue Pasquier, 25.
- Mx LACLEF, ancien avoué à Meaux.
- M LA JOYE (Félix), membre de la Société géologique de France, correspondant de la Société française de Numismatique, à Melun.
- M LANIS, propriétaire au Petit-Jard, par Melun.
- M LATOUR, receveur municipal, à Melun.
- F LA TOUR (Jos.-Albert-Léon de), membre de la Société archéologique de l'Orléanais, à Lorris (Loiret).
- Mx LAURENT (Léon-Anatole), conducteur des ponts-et-chaussées à Meaux.
- F LAVAURS, propriétaire à Sorques, commune de Montigny-sur-Loing.
- M LEBEUF DE MONTGERMONT (Louis), à Paris, rue Bellechasse, 13.

- Mx** LE BLONDEL, imprimeur-libraire à Meaux.
- M** LEBRUN, avoué à Lisieux.
- Mx** LECOFFRE, éditeur libraire à Paris.
- F** LEFEBVRE (Ch.), député, maire d'Avon, avenue de Valvins.
- C** LEFÈVRE (P.), membre du Conseil général, aux Aulnois, maire de Saints.
- M** LEFÈVRE, architecte à Paris, boulevard Beaumarchais, 34.
- Mx** LÉGER, percepteur des contributions à Meaux.
- M** LEGUAY (Louis), architecte expert, membre de la Société d'Anthropologie de Paris, du Comité d'Archéologie de Senlis et de la Société Numismatique, à Paris, rue de la Sainte-Chapelle, 3.
- P** LE HÉRICHÈ, imprimeur-libraire à Provins.
- M** LEMAIRE, archiviste du département de Seine-et-Marne, à Melun.
- Mx** LEMARIÉ, libraire à Dammartin.
- M** LEROY (Gabriel), archiviste de la ville de Melun, correspondant du ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques, à Melun.
- M** LHUILLIER (Théophile), chef de division à la préfecture de Seine-et-Marne, correspondant du ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques, à Melun.
- C** LIÉBERT (Eugène), homme de lettres à Paris, rue Jacob, 26.
- Mx** LIÉNARD (Eug.), percepteur des contributions à Jouarre.
- F** LITZELMANN (Léon), avocat à Paris, boulevard Saint-Michel, 16.
- M** MABILLON, greffier de la justice de paix, à Mormant.
- M** MARICOURT (E. de), propriétaire à Vieux-Maisons.
- M** MASBRENIER, docteur en médecine, à Melun.
- P** MAURICE (Charles), propriétaire au château de Toussacq, commune de Villenaux-la-Petite, et à Paris, passage Stanislas, 2.
- Mx** MAURY (Alfred), membre de l'Institut, professeur au Collège de France, directeur général des Archives nationales, à Paris, hôtel Soubise, rue des Francs-Bourgeois.
- Mx** MEIGNANT, à Saint-Soupplets.
- Mx** MERRÉ fils, à Meaux.

- P MICHAUD, ancien conseiller général, à Provins, et rue de Clichy, 9, à Paris.
- P MICHELIN (Jules), ancien magistrat, propriétaire à Provins.
- M MONTAUT, ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Paris, rue Demours, 19.
- M MORILLON (L.-Adolphe-Philéas), membre de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France, à Paris, rue Marie-Louise, 9.
- P MOULENCQ, docteur en médecine à Donnemarie.
- Mx MOUSTIER (le comte Audéric de), ancien président de la Société d'agriculture de Meaux, à La Chapelle-sur-Grécy, par Grécy-en-Brie, et à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, 85.
- Mx MULLER, ancien principal du collège de Meaux.
- C MEN (le marquis de), propriétaire au château de Lumigny, par Rozoy, et à Paris, rue de la Ville-l'Evêque, 27.
- P MURET (Henri), propriétaire à Noyen-sur-Seine, et à Paris, 8, rue du Louvre.
- M NIVET, conseiller général, à Melun.
- P NOAS (de), propr. au château de la Boulaye, commune de Closfontaine, par Nangis, et à Paris, rue Royale-Saint-Honoré, 8.
- C OGIER DE BAULNY (Fernand), membre des Sociétés entomologiques de France, de Berlin et de Suisse, correspondant des Sociétés savantes de l'Aube, de l'Yonne, etc., à Coulommiers.
- C OGIER DE BAULNY (Gaston), membre de la Société de l'Histoire de France et du Comité archéologique de Senlis, à Paris, rue Casimir-Périer, 2.
- Mx OFFROY aîné, à La Ferté sous-Jouarre.
- P OPOIX (Félix), ancien membre du Conseil général, à Donnemarie.
- M PABAN (Adolphe), homme de lettres à Combs-la-Ville.
- Mx PARIS, propriétaire à Meaux, quai Napoléon.
- Mx PETIT (Pierre), à Meaux.
- Mx PINGEOT (Léon), étudiant en droit à Meaux.
- C PLESSIER (Victor), député, à La Ferté-Gaucher.

Mx PLICQUE-FARON, à Meaux.

Mx PONTON D'AMÉCOURT (le vicomte G. de), associé correspondant de la Société des Antiquaires de France; président de la Société française de Numismatique et d'Archéologie, à Paris, 36, rue de Lille.

M PORCHON, conseiller d'arrondissement, adjoint au maire de Melun.

F POUGEAIS (l'abbé A.), curé-doyen de Moret.

Mx PUYO, chanoine de la Cathédrale, à Meaux.

M QUESVERS (Paul), agréé au tribunal de commerce de Montereau-fault-Yonne.

C RESBECQ (le comte Eugène de FONTAINE DE), membre de plusieurs Sociétés savantes, à Paris, passage Stanislas, 3.

F RICHÉ (A.), propriétaire à Vulaines-sur-Seine, par Fontainebleau.

F RONSIN, architecte, adjoint au maire de Fontainebleau.

Mx ROTHSCHILD (le baron Alph. de), propriétaire, au château de Ferrières.

F ROUX, conseiller général, maire de Némours.

F ROYS (le marquis Richard de), député de l'Aube, propriétaire au château de Saint-Ange, maire de Villecerf.

F SAINT-MARCEL, artiste-peintre à Fontainebleau.

M SAINT-PAUL (P.-L.), avocat, membre de la Société française d'Archéologie, à Rubelles, par Melun, et à Paris, rue d'Aguesseau, 1.

F SAMBUCY, propriétaire à Fontainebleau.

M SCHREUDER, capitaine retraité, président honoraire de l'Association des anciens élèves des écoles d'Arts et Métiers, à Vaux-le-Pénil, par Melun.

F SÉGUR (le comte Louis de), ancien député, membre du Conseil général, à Lorrez-le-Bocage, et à Paris, rue d'Albe, 14.

M SERTIER, propriétaire à Dammarie-les-Lys, par Melun.

M SYLVA (Miguel da), capitaine du génie, professeur à l'École centrale de Rio-de-Janeiro (Brésil).

F TABOURET, docteur en médecine, officier d'académie à Fontainebleau.

F TEISSIER, docteur en médecine, à Fontainebleau.

- P TEISSIER DES FARGES (Georges), au château de Beaulieu, commune de Pécy, par Jouy-le-Châtel, et à Paris, rue de Berlin, 14.
- MX TORCHET (l'abbé), curé de Chelles.
- MX TORCHET, inspecteur des orphéons de Seine-et-Marne, à Meaux.
- M TOREL, médecin à Brie-comte-Robert.
- M TRÉMIROT, bibliothécaire de la ville de Melun.
- F VALLOT, propriétaire à Fontainebleau, rue Marrier, 15.
- C VARENNES (le marquis Eugène de Goddes de), propriétaire à Coulommiers, et à Paris, avenue de la Reine-Hortense, 9.
- MX VESSERON (Louis), architecte à Meaux.
- M VILLEFOSSE (Antoine Héron de), membre résident de la Société nationale des Antiquaires de France, membre de la Commission de topographie des Gaules, attaché au Musée du Louvre, à Chartranges, par La Ferté-Gaucher, et à Paris, au Musée du Louvre.
- C VIRÉ (L. Achille), archéologue à Coulommiers.
-

LISTE DES MEMBRES CORRESPONDANTS

Messieurs

- BARBEY, archiviste de la Société historique de Château-Thierry.
- BARTHÉLEMY (Anatole de), membre de la Société des antiquaires de France, du Comité des travaux historiques et de la Commission de topographie des Gaules, à Paris, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 9.
- BERTRAND (Alexandre), id., conservateur du Musée de Saint-Germain-en-Laye, à Paris, rue des Saints-Pères, 9.
- BRÉAN, ingénieur, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Gien (Loiret).
- BROCA, professeur à l'école de médecine, secrétaire de la Société d'Anthropologie, à Paris, rue des Saints-Pères, n° 1.
- CANÉTO (l'abbé F.), vicaire général du diocèse d'Auch, directeur de la Revue Archéologique de Gascogne.
- CARLIER (l'abbé), ancien président de la Société archéologique de Sens.
- CHABOUILLET (P.-M.-Anatole), conservateur sous-directeur du Cabinet des médailles et antiques, à la Bibliothèque nationale, secrétaire du Comité des travaux historiques (section d'archéologie), rue La Bruyère, n° 58, à Paris.
- CLAIREFOND (Marius), ancien élève de l'école des Chartes, membre de plusieurs Sociétés savantes, négociant à Moulins, et à Paris, chez M. Clairefond, 27, rue des Vieux-Augustins.
- COTTEAU, juge au tribunal d'Auxerre, membre de la Société géologique de France, vice-président de la Société des sciences historiques de l'Yonne et membre de la Société française d'Archéologie.
- COUARAZE DE LAA, professeur de philosophie au lycée d'Alby.
- COURMONT (H. de), ancien directeur de l'administration des Beaux-Arts, à Paris, rue de Berlin, n° 28.
- DAMOUR (Léon), propriétaire à Fontainebleau.
- DROUET, archéologue, à Château-Thierry.

- DEBOIS (A.), ancien chef de bureau à la mairie d'Amiens. membre de la Société des Antiquaires de Picardie.
- DU CHATELLIER, homme de lettres, à Pont-l'Abbé (Finistère).
- DU MESNIL, ancien directeur de l'enseignement supérieur, à Paris, rue Saint Georges, 28.
- DURAND (Hippolyte), architecte des édifices diocésains, correspondant du ministère de l'Instruction publique, à Tarbes.
- DURUY (Victor), ancien ministre de l'Instruction publique, membre de l'Institut, à Villeneuve-Saint-Georges.
- DUSEVEL, membre non-résidant du Comité des travaux historiques, inspecteur des monuments historiques du département de la Somme, correspondant de la Société des antiquaires de France, de l'Académie d'archéologie de Belgique, etc., à Amiens.
- FLEURY (Edouard), secrétaire général de la Société académique de l'Aisne, à Laon.
- FONTAINE DE RESBECQ (vicomte Léonce), ancien magistrat, à Paris.
- FONTAINE DE RESBECQ (baron Hubert), attaché aux archives du ministère de la Marine, à Paris.
- HACHETTE, inspecteur général des ponts-et-chaussées, président de la Société historique de Château-Thierry, conseiller général du département de l'Aisne, à Gland, et à Paris, boulevard Malesherbes, 87.
- HIPPEAU, professeur de faculté honoraire, secrétaire du Comité des travaux historiques (section d'histoire), rue des Sablons, n° 97, à Passy-Paris.
- HUMPERT (le docteur), professeur au gymnase de Bonn.
- KERCKHOFFS, docteur ès-lettres, professeur d'allemand à l'École Arago, rue Gay-Lussac, 24, à Paris.
- LAISNÉ (Charles), architecte du gouvernement, professeur à l'École des Beaux-Arts, 10, rue Fontaine-Saint-Georges, à Paris.
- LANCIA DI BROLO (Frédéric), vice-président de l'Académie royale des sciences et lettres de Palerme (Sic le).
- LE GRAND DE REULAND, secrétaire perpétuel de l'Académie archéologique de Belgique, à Auvers.

LEGUAY (Charles), homme de lettres, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Paris, rue Lafayette, 155.

MAÎTRE (Jules), inspecteur de l'administration des postes, cité Gaillard, 6, à Paris.

MANNIER (E.), ancien notaire, membre correspondant de la Société des Antiquaires de France, à la Bassée (Nord), et à Paris, rue de l'Université, 8.

MILLET, architecte du gouvernement et des monuments historiques, 103, rue Saint-Lazare, à Paris.

MONTAIGLON (Anatole de), membre du Comité des travaux historiques au ministère de l'Instruction publique, professeur à l'École des Chartes, place Royale, 9, à Paris.

MOREAU (Frédéric) père, à Fère-en-Tardenois.

MOREAU (Frédéric) fils, à Fère-en-Tardenois.

NADALTE DE BUFFON, ancien avocat général à Rennes, membre de plusieurs Sociétés savantes.

PAILLARD (Alphonse), ancien préfet du département du Pas-de-Calais.

PONTÉCOULANT (le comte Roger de), ministre plénipotentiaire, à Paris, rue Basse-du-Rempart, n° 44 bis.

RÉTHORÉ (G.), propriétaire à Jouarre.

SABY, principal du collège de Châtellerauld.

SERVAUX (Eugène), ancien chef de division (travaux historiques et Sociétés savantes) au ministère de l'Instruction publique, 41, rue du Rocher, à Paris.

TAINÉ, membre de l'Académie française, à Paris.

TRAVERS, professeur honoraire de Faculté et secrétaire de l'Académie de Caen.

WURST, capitaine retraité, secrét. général de la préfecture, à Bonn.

LISTE DES SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

1. Le Comité des travaux historiques, au Ministère de l'Instruction publique.
2. Le Comité archéologique de Senlis (Oise).
3. La Société française d'Archéologie, à Caen.
4. La Société d'Anthropologie de Paris.
5. La Société archéologique de l'arrondissement d'Avesnes (Nord).
6. La Société des Antiquaires de France, à Paris.
7. La Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Poligny (Jura).
8. L'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-Lettres de Toulouse.
9. La Société Éduenne d'Autun.
10. La Société des Antiquaires de Picardie, à Amiens.
11. La Société des Antiquaires de Normandie, à Caen.
12. La Commission départementale des antiquités de la Seine-Inférieure, à Rouen.
13. La Société académique des Sciences, Arts, Belles-Lettres et Agriculture de Saint-Quentin.
14. La Société académique de Maine-et-Loire, à Angers.
15. La Société archéologique du Vendômois, à Vendôme.
16. L'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen.
17. La Société archéologique d'Eure-et-Loir, à Chartres.
18. La Société d'archéologie et d'histoire de Metz.
19. La Société archéologique de l'Orléanais, à Orléans.
20. La Société d'études d'Avallon (Yonne).
21. La Société libre d'Agriculture, Sciences, Arts et Belles-Lettres de l'Eure, à Évreux.
La même (section de Bernay).
22. Le Comité flamand de France, à Lille.
23. La Société d'Agriculture et la Commission d'Archéologie et des Sciences historiques de la Haute-Saône, à Vesoul.
24. La Société archéologique du Midi de la France, à Toulouse.
25. La Société philomathique de Verdun (Meuse).

26. La Société française de Numismatique et d'Archéologie, à Paris.
27. La Société d'Agriculture, Sciences et Arts de Meaux.
28. L'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Rouen.
29. La Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace, à Strasbourg.
30. La Société littéraire de Strasbourg.
31. La Société académique de la Marne, à Châlons.
32. La Société d'Archéologie de Bordeaux.
33. La Société académique de Brest.
34. La Société historique et archéologique de Château-Thierry (Aisne).
35. La Société des sciences de l'Yonne, à Auxerre.
36. La Société historique et archéologique de Langres (Haute-Marne).
37. La Société des Antiquaires de la Morinie, à Saint-Omer.
38. La Commission archéologique du département de la Côte-d'Or, à Dijon.
39. La Société archéologique, scientifique et littéraire de Béziers (Hérault).
40. La Société archéologique de Rambouillet (Seine-et-Oise).
41. La Société des Antiquaires de l'Ouest, à Poitiers.
42. La Commission des monuments et documents historiques et des bâtiments civils de la Gironde, à Bordeaux.
43. Le Comité archéologique de Noyon (Oise).
44. La Société archéologique de la province de Constantine (Algérie).
45. La Société d'Histoire et d'Archéologie de la Maurienne (Savoie).
46. La Société archéologique de l'arrondiss. de Boulogne-sur-Mer.
47. La Société archéologique de Sens (Yonne).
48. La Société Havraise d'études diverses, au Havre.
49. La Société archéologique et historique du Limousin, à Limoges.
50. La Société du Berry, à Paris, rue Bergère, 20.
51. La Société littéraire, archéologique et artistique d'Apt (Vaucluse).

52. L'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Savoie, à Chambéry.
53. La Société Savoisienne d'Histoire et d'Archéologie de Chambéry (Savoie).
54. La Société d'Agriculture, Industrie, Sciences et Arts du département de la Lozère, à Mende.
55. L'Académie Delphinale, à Grenoble.
56. La Société d'émulation des Vosges, à Épinal.
57. La Société des Sciences, Agriculture et Belles-Lettres de Tarn-et-Garonne, à Montauban.
58. L'Académie de La Rochelle.
59. La Société des anciens élèves des Écoles d'arts et métiers, à Paris.
60. L'Académie d'Archéologie de Belgique, à Anvers.
61. La Société d'Archéologie, Sciences, Arts et Belles-Lettres de la Mayenne, à Mayenne.
62. La Société des Sciences morales, des Lettres et des Arts de Seine-et-Oise, à Versailles.
63. La Société d'Archéologie lorraine à Nancy.
64. La Société départementale d'Archéologie et de Statistique de la Drôme, à Valence.
65. L'Académie du Gard, à Nîmes.
66. La Société d'Histoire naturelle de Toulouse.
67. La Société de Statistique de Marseille.
68. Le Comité central de publication des Inscriptions de la Flandre-Orientale, à Gand.
69. La Société des Lettres, Sciences et Arts des Alpes-Maritimes, à Nice.
70. L'Institut des provinces, à Caen.
71. La Société académique d'Agriculture, des Sciences, Arts et Belles-Lettres de l'Aube, à Troyes.
72. La Société des Sciences et Lettres de Loir-et-Cher, à Blois.
73. La Société polymathique du Morbihan, à Vannes.
74. La Société archéologique de Nantes et de la Loire-Inférieure.
75. La Société d'émulation d'Abbeville (Somme).
76. La Société des Sciences et Arts de Vitry-le-François.

77. La Société archéologique et historique des Côtes-du-Nord, à Saint-Brieuc.
 78. L'Association scientifique de France, à l'Observatoire de Paris.
 79. La Société académique de Laon.
 80. La Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe, au Mans.
 81. La Société des Lettres, Sciences et Arts de l'Aveyron, à Rodez.
 82. La Société académique de Cherbourg.
 83. La Société d'Histoire naturelle de Colmar.
 84. La Société des Sciences naturelles, des Lettres et des Beaux-Arts de Cannes et de l'arrondissement de Grasse, à Cannes.
 85. La Société archéologique du département d'Ille-et-Vilaine, à Rennes.
 86. La Société historique de Compiègne.
 87. L'Académie de Mâcon.
 88. L'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Besançon.
 89. La Société des Sciences, Lettres et Arts de Pau.
 90. La Société Nivernaise des Sciences, Lettres et Arts, à Nevers.
 91. L'Académie des Sciences et Lettres de Montpellier.
 92. La Société de l'Histoire de Paris et de l'Ile-de-France, à Paris.
 93. La Société archéologique de Tarn-et-Garonne, à Montauban.
 94. L'Université royale de Norwège, à Christiania.
 95. La Société d'émulation de l'Allier, à Moulins.
 96. La Société de Médecine de Besançon.
 97. La Société d'études scientifiques et archéologiques de Draguignan.
 98. La Société d'Archéologie, d'Histoire et de Littérature de Beaune (Côte-d'Or).
 99. La Société historique et archéologique du Maine, au Mans.
 100. La Société archéologique de Bordeaux.
 101. La Société académique d'archéologie, sciences et arts du département de l'Oise, à Beauvais.
-

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE

SCIENCES, LETTRES ET ARTS

DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

PROCÈS-VERBAUX DE LA SOCIÉTÉ

SÉANCE GÉNÉRALE ET PUBLIQUE

TENUE A MELUN LE 10 JUIN 1878

Le lundi de la Pentecôte 10 juin 1878, la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne, a tenu à Melun sa onzième séance générale.

A deux heures le grand salon du musée, à l'hôtel de ville, était complètement garni par le public, invité selon l'usage à assister à cette réunion annuelle, à l'agrément de laquelle la musique du 1^{er} régiment de hussards prêtait gracieusement son concours.

Au bureau prennent place M. le président Alfred Maury, membre de l'Institut, directeur général des Archives nationales ; M. le comte Foucher de Careil, sénateur, président de la Section de Melun ; M. Boquet-Liancourt, vice-président de la Section de Meaux ; M. Porchon, adjoint au maire remplaçant M. E. Aubergé, maire de Melun, empêché ; M. Eymard, trésorier ; M. Lemaire, archiviste, et M. Th. Lhuillier, secrétaire général de la Société.

Sont présents : MM. Bourges, Bulot, G. Leroy, Destouches, Delurtier, Le Blondel, Torchet, Drouin, D^r Bancel, Gaucher, Comignan, Ronsin, Decourbe, De Haut, Charriou, Adrien Dupont,

Labiche, Latour, Schreuder, Mortillon, et autres qui ont omis de signer la feuille de présence.

M. Georges Patinot, préfet de Seine-et-Marne, s'est fait excuser, ayant été appelé à Paris au dernier moment. Se sont également fait excuser MM. Aubergé, Blavot, Beauvilliers, Desprez, Constant, Rabaroust, Lefebvre, Menier, Viré, Richard de Tussac.

M. Alfred Maury, président, prononce le discours suivant :

« Messieurs,

» Si mon amour-propre se sent flatté de l'honneur que vous me faites en m'appelant, de nouveau, à présider votre séance générale annuelle, ma conscience a pourtant éprouvé quelque scrupule à l'accepter. Je me suis demandé si j'avais droit de siéger à cette place, moi que des fonctions absorbantes et des occupations multipliées retiennent constamment éloigné de vos réunions, qui ne m'y associe, pour ainsi dire, qu'en pensée et en suis réduit à vous assurer simplement de mes sympathies et de ma cordiale fraternité. Je ne m'illusionne pas assez sur mes faibles mérites pour m'imaginer que la distinction qui m'est ici accordée, c'est le concours que je vous ai prêté qui me l'a valu. Je n'y vois qu'un témoignage de votre bienveillance pour un enfant du département de Seine-et-Marne, qui garde, du pays où s'est passée son enfance, un reconnaissant souvenir et qui est heureux de se retremper dans l'air natal en venant, au moins une fois l'an, s'asseoir parmi vous.

» Je n'ai d'autre autorité que celle que me prête votre indulgence. Je ne saurais être votre chef; vous ne trouvez en moi qu'un vétéran des exercices intellectuels et des labours littéraires auxquels vous vous livrez. Auriez-vous au reste besoin d'un chef? Assurément non. Dans la science chacun sert librement. Dans l'armée des ouvriers de la pensée et des chercheurs de la vérité historique, il n'y a pas à proprement parler de général; il n'y a que des soldats plus ou moins expérimentés. Nul ne commande et cependant chacun doit obéir aux règles que dicte le bon sens, aux préceptes que l'étude nous a enseignés. A l'inverse de ces sociétés troublées, où règne l'anarchie et où chacun veut commander, bien que nul n'entende obéir, vous comprenez tous la nécessité d'une discipline, mais cette discipline, c'est vous-même qui vous l'imposez. Ne croyez donc pas que j'arrive de Paris, comme l'inspecteur de quelque corps militaire pour vous passer en revue; je n'ai pas de grosses épaulettes, je n'ai que des chevrons.

» Mais vous le savez, mes chers collègues, les vieux soldats aiment à parler de leurs campagnes ; ils se plaisent à donner des conseils aux jeunes recrues ; ils saisissent les occasions de raconter leurs faits d'armes et les dangers qu'ils ont courus ; ils raisonnent volontiers tactique et stratégie, comme s'ils étaient de grands capitaines. Je pourrais bien avoir cette faiblesse-là, et je vous prie de me la pardonner, car je vais vous entretenir de ces guerres que vous avez faites comme moi, que nous faisons tous les jours, c'est-à-dire des *études historiques et archéologiques*, guerres entreprises contre un ennemi fort envahissant, qui s'appelle l'ignorance du passé ; il menace plus qu'on ne pense notre sécurité, car une telle ignorance entraîne facilement à une fausse appréciation du présent.

» Pour reconnaître l'honneur que vous me faites, je veux, en ma qualité de Président, non vous adresser une harangue, mais vous communiquer quelques réflexions sur l'utilité de nos études, au risque de vous ennuyer un peu, beaucoup peut-être ; mais c'est le privilège du Président d'ennuyer sans qu'il soit permis de lui couper la parole. Tout ce qu'on espère de lui, c'est qu'il ne sera pas trop long. Rassurez-vous, je tâcherai d'être bref et de ne pas imiter ces vieux braves auxquels je me comparais et qui ne font pas grâce dans leurs récits d'une marche et d'une contre-marche.

» Nous nous occupons surtout de ce qui concerne l'histoire et des monuments qui en sont les témoins. Mais qu'est-ce que l'histoire ? Est-ce uniquement la connaissance des événements passés, ou l'histoire embrassant dans son cadre tout ce qui n'est plus, hommes et choses, idées et œuvres de l'art et de l'industrie ? Aujourd'hui l'on a singulièrement élargi le domaine historique ; on y fait presque tout rentrer, parce qu'en a constaté le lien intime qui rattache entre elles les diverses manifestations de l'activité humaine. L'histoire agrandit incessamment son horizon, et sur le terrain qui s'étend à perte de vue derrière nous, il y a place pour tous les genres d'investigations. Ici l'on défriche, et là on ameublit. Ici l'on creuse, et là on rend seulement la voie plus droite et plus praticable. Ici l'on cultive à la bêche, ailleurs à grand renfort d'instruments et d'outils ; partout on trouve à récolter, mais les fruits obtenus ne sont pas également mûrs. Pour s'assurer des moissons abondantes, il faut laisser reposer quelque temps le sol, suivant l'ancien procédé agronomique. La terre que nous foulons en ce moment de nos pas, où nous élevons en ce

moment notre demeure, qui nous nourrit et nous enrichit, n'est pas celle où l'historien doit aller s'établir. Il est nécessaire qu'un certain laps d'années se soit écoulé depuis les événements, pour que ceux-ci puissent être étudiés d'une manière vraiment profitable ; il faut se placer à distance pour juger de l'effet général d'une grande œuvre. L'histoire du présent, l'histoire contemporaine, est plutôt de la politique que de l'histoire, et la politique, Messieurs, n'est pas le terrain que notre Société d'archéologie a choisi ; nous voulons, avant tout, demeurer unis, et la politique trop souvent divise au lieu de rapprocher.

» Dans l'histoire contemporaine, on apporte d'ordinaire la vivacité de ses sentiments personnels, on cède à son insu aux incitations de ses intérêts, on se laisse entraîner par des sympathies ou des antipathies qui n'ont rien de scientifique, parfois même de raisonnable ; on se départit, en un mot, de cette impartialité de jugement indispensable à l'historien, de cette ferme volonté de louer le bien, de quelque côté qu'il vienne, et de condamner le mal, quel que soit celui qui s'en est rendu coupable. Plus le passé est éloigné, plus on se dégage de ces influences qui oblitèrent nos appréciations. Sans doute, par cela seul qu'elle s'enfonce dans un lointain de plus en plus profond, l'histoire perd un peu de son relief et de son mouvement ; mais en revanche, elle offre des plans mieux entendus, elle ne présente pas ces aspérités qui blessent. Le tableau qu'elle fait passer sous nos yeux leur ménage les effets de lumière et d'ombre, et ne les inonde pas de ces rayons, lumineux sans doute, mais qui brûlent au lieu d'éclairer.

» L'histoire, j'en conviens, est toujours un drame et un drame émouvant, un drame composé d'un nombre infini d'actes et de scènes, une de ces pièces à tiroirs devant laquelle aurait reculé l'incroyable fécondité d'un Lope de Vega ou d'un Calderon ; mais ces pièces sont comme celles qui appartiennent depuis longtemps au répertoire, elles amusent, elles intéressent, sans surexciter les cabales, sans insurger les susceptibilités. Les travers, les vices et les passions que l'histoire nous montre sont si loin de nous que nous ne nous apercevons pas que nous en avons hérité ; l'état civil nous en apparaît si ancien que nous nous imaginons aisément qu'ils sont morts et enterrés, que nous n'avons qu'à chanter leur *De Profundis*. Nous ne voyons pas que c'est là une inhumation précipitée. La critique d'une société totalement disparue ne saurait allumer nos colères parce qu'elle semble ne point nous concerner.

L'histoire des temps passés ne saurait nous monter à la tête ; elle est comme le vin vieux qui fortifie sans enivrer.

» Voilà pourquoi, Messieurs, l'histoire a nos préférences. Mais ne croyez pas pour cela qu'elle soit dépourvue d'enseignements à notre usage et qu'elle manque d'applications pratiques. Les événements changent, les sociétés se modifient, l'homme toutefois demeure le même pour le fond. Aussi les anciens jours présentent-ils plus d'un trait de ressemblance avec les nôtres. Là est l'utilité de l'histoire. On y peut chercher les moyens de dénouer des situations actuelles, en considérant en quoi aboutirent dans le passé des situations analogues ; on y trouve des faits qui, bien que lointains, gardent tout l'à-propos d'événements actuels. N'exagérons pourtant pas les similitudes. Il ne faut pas voir des identités là où il n'y a que des ressemblances, et craignons de conclure absolument de ce qui a été à ce qui sera. Il y a dans l'humanité une partie immuable et une partie changeante ; ce serait commettre un véritable anachronisme que de confondre en tous points les temps anciens avec les temps actuels. Or, vous le savez, éviter les anachronismes est un des premiers devoirs de l'historien.

» L'étude des temps anciens a rendu certaines gens admirateurs trop exclusifs du passé, de même que l'ignorance du passé donne à d'autres personnes une trop haute idée du présent. Plus on approfondit l'histoire dans ses détails et en consultant les documents originaux, plus on se convainc que chaque âge a eu sa part de misères, d'erreurs, et ses défaillances. A aucune époque, la vertu n'a été pratiquée avec austérité par la masse des humains. Il n'y a pas eu d'âge d'innocence depuis la sortie du Paradis terrestre qui, vous en conviendrez, est bien éloignée de nous. On retrouve chez les hommes de toute nationalité, de toute religion, de tous les siècles, des passions aveugles, dangereuses, sottes et obstinées. L'ambition change de masque sans changer de mobile ; la vanité change de hochet sans se montrer moins ridicule. Les générations passées ont eu leurs défauts, nous avons les nôtres, et regardez-y de près, vous constaterez que beaucoup des travers qu'on nous reproche furent aussi ceux de nos aïeux ; vous reconnaîtrez même qu'à tout prendre, sur bien des points, nous valons autant que nos ancêtres, si nous ne valons pas davantage. Ce n'est donc pas pour aller chercher comme modèle la vertu des temps passés que nous devons étudier l'histoire, c'est afin d'y rencontrer des situations qui nous puissent éclairer sur celles que nous traversons. Les

acteurs de ce vieux théâtre nous ressemblent fort, mais la mise en scène était alors différente de la nôtre. Les personnages sont autrement costumés, mais ce n'est pas, comme dit le proverbe, *le vêtement qui fait l'homme*. Les sociétés changent incessamment d'apparence extérieure, c'est là ce qui en fait la diversité; mais il y a des gens qui prennent ces changements d'habits pour des changements de nature; ils se trompent, ils ne regardent qu'à la surface. Il y en a d'autres qui voudraient que l'humanité gardât toujours ses vieux habits, s'en tint à la même mode, et parce qu'un vêtement allait jadis à notre taille et à nos habitudes, ils pensent qu'on ne devrait jamais l'abandonner; ils ne tiennent aucun compte de l'âge, de la saison et de la température; ils oublient que les vêtements s'usent, même les meilleurs. Mais l'enveloppe dont se vêtirait la société pour toujours, fût-elle de la meilleure étoffe, ne saurait perpétuellement lui convenir; ce ne serait plus un vêtement, ce serait un linceul. Il faut changer de temps en temps d'habits. D'abord, il y a des tailleurs que cela fait vivre; ensuite, parce que nous grandissons, nous vieillissons, et quelquefois rapetissons. Je ne vous dirai pas que les modes de vêtements deviennent de plus en plus belles, les vêtements de plus en plus élégants, mais le bon marché a son prix et l'œil est peut-être moins blessé d'une société où chacun a un vêtement simple et chaud, que d'une où il y a quelques magnifiques pourpoints dorés et beaucoup de guenilles.

» Voilà ce que nous dira l'histoire. Elle nous défend à la fois du culte superstitieux du passé et de l'injuste et superbe mépris pour lui, résultant d'une admiration outrée du présent. Nous ne sommes plus au temps où l'esprit révolutionnaire abattait nos vieilles églises et anéantissait tout ce qu'il appelait les monuments du despotisme et de la servitude; où l'on brûlait tous nos vieux titres, nos curieuses chartes, les chefs-d'œuvre de nos arts rappelant le régime aboli, où l'on proscrivait jusqu'aux noms qui rappelaient l'ancienne noblesse ou la foi religieuse de nos aïeux. Mais nous ne sommes pas pour cela des restaurateurs du passé. Nous comprenons que chaque institution a eu sa raison d'être et sa légitimité dans le temps. Parce que des choses ont perdu leur emploi, ce n'est pas une raison de leur refuser le respect dû à des services passés.

» N'imitons pas ces sauvages qui tuent leurs pères devenus vieux et incapables de les suivre dans leurs chasses ou dans leurs guerres.

Tels doivent être les sentiments qui distinguent l'esprit démocratique nouveau de celui d'il y a quatre-vingts ans, et cette part équitable faite au présent et au passé, c'est la saine étude de l'histoire qui nous l'a prescrit. Je dis la saine étude de l'histoire : car il importe, pour que celle-ci soit réellement féconde, qu'on évite de lui donner l'apparence d'un système ou la physionomie d'un libelle ou d'un pamphlet. Il ne faut pas qu'elle soit écrite pour faire les affaires d'un parti, ou pour chercher des armes en faveur des passions du moment ; elle doit être l'exposé sincère de la façon dont se sont produits les faits. En travaillant dans cet esprit, vous ne pouvez manquer d'acquérir une vue élevée des hommes et des choses, qui nous transporte dans une sphère calme et sereine où nous nous habituons à accepter même ce qui choque nos préférences personnelles, heurte nos sympathies, et va à l'encontre de nos espérances. Quand on s'est convaincu qu'un ordre providentiel régit la marche des sociétés, que celles-ci ne sont pas l'œuvre du hasard ou la création de tel ou tel homme, on comprend qu'il faut accepter franchement les transformations qui s'opèrent, alors même qu'elles nuisent à nos intérêts ou contrarient nos illusions. L'histoire nous donne ainsi pour le présent une leçon de modération et de sagesse ; on ne songe plus, après l'avoir méditée, à tenter de remonter le courant qui emporte les générations, et l'on ne fait servir les leçons de l'histoire qu'à se prémunir contre les dangers qu'il y aurait à en accélérer la marche ou en troubler le cours régulier.

» Avec de tels sentiments, comment n'aurions-nous pas à cœur de remercier nos devanciers d'avoir préparé la voie où nous marchons et que nous devons élargir à notre tour pour nos successeurs ? Et dans la modeste mission qu'elle s'est donnée, la *Société d'archéologie de Seine-et-Marne* n'a-t-elle pas à s'acquitter d'un tel devoir de gratitude ?

» Depuis notre dernière réunion générale, quelques-uns de nos collègues nous ont été enlevés : M. Bénard, greffier du tribunal civil de première instance de Meaux ; M. Daudé, de Melun ; M. l'abbé Berthemet, curé-doyen de Dammartin ; M. l'abbé Bécheret, curé de Monthyon, qui avait fourni à votre bulletin quelques notices intéressantes. Ces collègues sont maintenant entrés dans ce que les orientaux appelaient la *région des ancêtres* ; ils feront désormais l'objet de ce culte pieux que nous rendons à la mémoire des hommes qui ont travaillé à la prospérité et au succès de

notre association, car ce culte, comme celui que les anciens Aryas rendraient aux Pitris, est un précieux héritage auquel nous n'entendons pas renoncer. La flamme que les anciens entretenaient sur l'autel domestique en l'honneur des Lares, qui n'étaient dans le principe que les aïeux déifiés, répandait au sein de leurs demeures la chaleur et la lumière, en même temps qu'elle perpétuait le sentiment de la reconnaissance. Eh bien, ayons aussi nos dieux Lares et réchauffons notre zèle au même feu que nous entretenons pour honorer nos devanciers. Je me suis borné, vous le voyez, Messieurs, à des généralités. Il ne m'appartenait pas de vous offrir ici quelque travail spécial ayant pour objet un point d'histoire ou de littérature. Je laisse cette tâche à ceux de nos collègues que vous allez bientôt entendre et qui aborderont des sujets plus faits par leur nouveauté pour captiver votre attention.

» Mais je ne veux pas terminer cette allocution sans remercier la ville de Melun de la généreuse hospitalité qu'elle nous donne dans l'hôtel de sa municipalité. Melun, au reste, ne pouvait rester indifférent à une fête des études historiques. Cette ville occupe une belle page dans l'histoire, et en fêtant l'histoire, elle se célèbre elle-même. *Oppidum* gaulois, elle apparaît dans l'antiquité en même temps que Lutèce, dans ce fameux récit de la campagne de Labienus, qui forme un des plus intéressants épisodes du vi^e livre des *Commentaires* de César. Vers 1138, c'est à Melun qu'Abeillard commence à enseigner cette philosophie qui exerça sur l'esprit humain une influence considérable et en prépara l'émancipation. Au xv^e siècle, en 1420, Melun soutenait contre les Anglais un siège héroïque. Un siècle plus tard, c'est dans ses murs qui naissait Jacques Amyot, l'un des fondateurs de notre langue littéraire. Au commencement du xviii^e siècle, c'est Melun qui porte le blason de duc et pair de Villars, Villars qui n'était encore que l'illustre vaincu de Malplaquet, mais qui allait être bientôt le glorieux vainqueur de Denain et le libérateur de notre territoire : beaux titres de noblesse, Messieurs, que ceux-là ! On ne saurait les ranger parmi ceux que prodigue la faveur d'un prince, ou les confondre avec cette popularité que décerne l'engouement passager d'un peuple. Ce sont des titres qui se perpétuent sous tous les régimes, qui s'acclament dans les monarchies comme dans les Républiques, parce qu'ils reposent sur ce qui fera toujours la vraie grandeur : l'amour de la patrie et le culte de l'intelligence. »

M. Foucher de Careil rend ensuite hommage, dans une allocution brillante et pleine d'à-propos, au profond savoir de M. Maury, qui se donne modestement comme un simple soldat au milieu des explorateurs du passé qui fouillent le champ archéologique, de cette armée où chacun obéit et où nul ne commande. Assurément, dit l'orateur, l'érudit président ne vient pas commander, mais tous nous sommes heureux de l'entendre et prêts à profiter de ses enseignements, parce que tous nous reconnaissons en lui un maître de la science.

Abordant un sujet à la fois historique et littéraire, M. Foucher de Careil parle de la *Rome du réalisme*. Sous ce titre : *Les deux Corinne ou les deux Rome*, il apprécie et compare le jour tout différent sous lequel la ville éternelle a été vue par M^{me} de Staël et par George Sand ; tout en signalant le talent d'écrivain de l'auteur de *Daniela*, il critique son tableau réaliste de Rome, dont elle n'a aperçu que le mauvais aspect, — les mendiants, les galériens, les bandits, les filles, les madones qui cachent les poignards, et la malaria s'étendant partout. Il y a mieux à voir dans cette ville : M^{me} de Staël et après elle M. Foucher de Careil l'ont bien prouvé.

M. Drouin (de la Section de Melun) a traité de *l'antiquité de la race humaine*. La critique scientifique, qui a fait un pas immense depuis un quart de siècle, permet de relever certaines erreurs longtemps accréditées et de recourir à des données plus sûres pour commencer à éclairer cette grave question de nos origines. La géologie, l'astronomie, l'archéologie, l'anthropologie sont venues apporter leur concours successif aux esprits investigateurs ; l'homme quaternaire de M. de Quatrefages n'est déjà plus le dernier mot des découvertes. Avec les études nouvelles, pour lesquelles les couches de terrain forment une sorte de chronomètre qui ne trompe point, le temps est proche où l'homme tertiaire, qui n'est encore que sur le seuil de la science, deviendra indiscutable.

Telle est, du moins, l'opinion de M. Drouin. L'auteur, en terminant, signale une autre science toute moderne, l'anthropogénie, et arrive à cette conclusion que l'homme est réellement le dernier être vivant qui soit apparu sur la terre.

M. Torchet (de la Section de Meaux) donne ensuite lecture d'un mémoire intitulé : *Palestrina ou l'Art musical au concile de Trente*. Après avoir exposé l'état de la musique au moyen-âge, les abus étranges qui s'étaient introduits au xv^e siècle dans la

musique sacrée, l'auteur arrive au concile de Trente et à la prohibition des chants profanes, érotiques même, dans les églises. Il raconte comment Palestrina, par ses compositions, se voua à la réforme de ces abus et y contribua puissamment, avec l'aide de Charles Borromée et du pape, à la gloire de l'art mélodique non moins que de la religion. Il apprécie la valeur de l'œuvre de Palestrina, génie essentiellement italien, grave, pur, vivant, qui chante et prie ; ses compositions sont toujours élevées, c'est la musique du catholicisme.

M. Boquet-Liancourt (de la Section de Meaux) vient clore la série des lectures par une étude sur *les Fêtes civiles de la première République*, notice succincte mais substantielle et finement écrite, dans laquelle il retrace, d'après des programmes et des procès-verbaux authentiques, retrouvés pour la plupart dans les archives municipales de Meaux, la célébration de ces nombreuses solennités officielles de la fin du dernier siècle : fête de la Fédération, de l'Être suprême, de Marat, de la prise de Toulon, de la prise de la Bastille, et jusqu'à la fête des vieillards, espèce de pastorale naïve et théâtrale à la fois. M. Liancourt fait observer en terminant qu'au lieu de ces espèces de représentations, peu en rapport avec les idées qui avaient cours en 1793, nous avons maintenant les fêtes orphéoniques, les concours de l'agriculture et de l'industrie, les réunions des Sociétés historiques et littéraires ; ce sont les fêtes de l'amitié, de la science et du progrès, et sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, le temps présent n'a rien à regretter du temps passé.

La séance est levée à quatre heures et demie.

SÉANCE GÉNÉRALE ET PUBLIQUE

TENUE A PROVINS, LE 2 JUIN 1879

Le lundi de la Pentecôte, 2 juin 1879, à deux heures, la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne tient sa 12^e assemblée générale dans la salle d'audience du nouveau palais de justice de Provins.

Au bureau siègent : M. Alfred Maury, membre de l'Institut, président ; MM. Boquet-Liancourt, président de la Section de Meaux ; Jules Michelin, vice-président de la Section de Provins, Lhuillier, vice-président de la Section de Melun et secrétaire-général ; Eymard, trésorier de la Société.

Aux membres de la Section de Provins sont venus se joindre un certain nombre de leurs confrères des Sections de Meaux, de Melun, et de Fontainebleau.

Plusieurs autres se sont fait excuser.

Des invités nombreux de la ville de Provins assistent à la réunion. M. Gilbert-Boucher, sous-préfet de l'arrondissement ; M. Lebeau, maire de Provins ; M. le Procureur de la République ; M. de Jessé, colonel du 22^e dragons, prennent place sur l'estrade, ainsi que plusieurs dames.

A l'ouverture de la séance, M. Maury, président, exprime les regrets de la Société pour l'absence de M. le comte Bernard d'Harcourt, président de la Section de Provins, retenu chez lui par une indisposition.

Lecture est donnée, par le secrétaire général, de la lettre d'excuses de M. le comte d'Harcourt.

M. Alfred Maury prononce ensuite le discours suivant :

« Messieurs,

» La Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne reçoit aujourd'hui avec reconnaissance l'hospitalité que lui donne la ville de Provins. Elle a été heureuse de voir que l'une de ses sections, empêchée durant plusieurs années de prêter à ses travaux un actif concours, revendique cette fois l'honneur d'être le siège de son assemblée générale.

» Provins, en vérité, ne saurait désertier le champ que nous nous sommes donné pour mission de cultiver. Il a un passé trop rempli, il occupe dans les annales de notre contrée une place trop importante pour qu'il demeure indifférent aux efforts tentés par notre compagnie en vue d'éclairer davantage l'histoire de ce département. Cette ville pourrait-elle d'ailleurs oublier que parmi les fondateurs de notre association figura un de ses enfants, Félix Bourquelot, le savant historien de Provins, l'éminent professeur de l'école des Chartes, dont je ne saurais rappeler le nom sous une douloureuse émotion, car j'ai été son collaborateur et son ami.

» Grâce donc soit rendue à Provins de s'être souvenu cette année de notre Société et remercions-le de l'accueil bienveillant qu'il fait à notre réunion.

» La Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne a pour but d'entretenir dans ce département le goût des études sérieuses, et surtout de susciter les recherches historiques. Ne limitant pas le domaine qu'elle a choisi, elle poursuit ses investigations dans toutes les directions et à toutes les époques. Elle interroge les monuments architectoniques et figurés comme les cartulaires et les archives, et tout en s'appliquant plus particulièrement à mettre en lumière le passé des localités que renferme notre circonscription départementale, elle pousse des reconnaissances jusque sur des sols assez lointains. L'étude de l'histoire est une des plus fécondes en enseignements. Trop de gens ne la regardent que comme un simple passe-temps, et, trouvant qu'il est des moyens de se distraire plus amusants, il ne lui témoignent qu'une médiocre estime et y demeurent totalement étrangers. Ces personnes ne voient dans l'antiquaire qu'un collectionneur de bibelots, dans l'historien qu'un écrivassier entouré de papiers poudreux et en quête de documents fastidieux. Pousser à de telles occupations leur semble avoir l'inconvénient de favoriser des manies ridicules ou tout au moins de développer l'amour de bagatelles. Je conviens qu'il y a des gens qui ne prennent l'archéologie et l'histoire que par ce petit côté et peuvent donner quelquefois à rire en témoignant tant d'enthousiasme pour d'insignifiants parchemins ou de chétifs objets dont l'âge fait l'unique mérite. Disons-le pourtant, tout n'est pas puéril dans ce goût pour ces minces legs de l'antiquité, dans cette dévote recherche des reliques de l'histoire ; ce n'est après tout qu'une des formes du culte du passé. Or, ce culte n'est-il pas l'expression de la reconnaissance pour les services qu'ont rendus nos

aux, une marque de l'attachement que nous inspirent les traditions de la patrie, de cette grande famille qui s'appelle l'humanité!

» Chez tous les peuples ayant atteint à un degré avancé de civilisation, s'éveille la passion des choses anciennes et il se rencontre des individus qui mettent toute leur jouissance à s'en entourer. Des témoignages de l'antiquité gréco-latine attestent qu'il existait à Rome des collectionneurs zélés, comme nous en avons aujourd'hui, des amateurs de curiosités historiques, tels qu'étaient un Varron et un Denys d'Halicarnasse. Ce goût se manifesta en Italie dès le commencement du ^{xv}^e siècle, lors de la Renaissance, et nous le retrouvons à l'extrémité du monde oriental, chez une nation civilisée qui garde tant d'idées et d'usages de l'enfance de l'humanité, les Chinois. Il n'est pas rare de voir chez eux de savants collectionneurs d'antiquités, de vieux bronzes, de vieilles porcelaines, de vieux meubles, et des amateurs déterminés de vieux livres.

» Voilà donc la preuve que la prédilection pour les moindres objets, sur lesquels le temps a laissé son empreinte, devient un besoin de notre esprit dès qu'il a subi une culture quelque peu raffinée. La part faite à ce que j'appellerai la petite histoire, arrivons maintenant à la grande, à celle qui ne s'adresse pas à la pure curiosité, mais qui parle à ce qu'il y a de plus sérieux et de plus élevé dans l'intelligence humaine, à cette histoire qui donne des leçons au philosophe, au politique, à l'économiste, au législateur, à celle qui nous apporte pour la résolution des graves problèmes que nous agitions un contingent presque inépuisable d'informations. Hélas! la vie est trop courte pour que chacun puisse acquérir en tout, par soi-même, cette expérience qu'on ne néglige jamais impunément. Mais ce que nous ne saurions apprendre par notre propre commerce des hommes et des choses, l'histoire nous l'enseigne. En joignant nos observations personnelles à celles des générations passées, nous nous formons un corps de doctrines à l'aide duquel nous pouvons mieux juger des événements contemporains, et nous préparer de la sorte à plus convenablement nous acquitter de nos devoirs de citoyen. Je crains que cette vérité n'ait pas assez pénétré dans les esprits. La lutte des intérêts, les entraînements de partis, les rivalités de personnes nous détournent de la méditation calme et réfléchie de l'histoire. Et cependant cette méditation nous en apprend mille fois plus que ces éternelles déclamations dont se nourrit la polémique quotidienne.

» Je suis à tout instant frappé du peu de connaissance de l'histoire que laissent apercevoir tant de gens qui aspirent à diriger les affaires du pays, à en régler les destinées. Le présent les absorbe si complètement qu'ils ne songent pas à regarder derrière eux ; ils ne réfléchissent pas que, pour savoir où l'on va, il faut savoir d'où l'on vient. Des gouvernements qui ont régi la France depuis un siècle et plus, combien en est-il qui se sont perdus pour avoir méconnu les leçons de l'histoire ! Ils ont recommencé les fautes du passé, précisément parce qu'ils n'en avaient point étudié les causes et les effets ; car ce n'est pas à copier les œuvres du passé qu'il faut s'attacher, mais à se prémunir contre les erreurs qu'il a commises. Gardons l'admiration pour ce qui est vraiment grand, condamnons ce qui a été inintelligent ou coupable, de quelque côté qu'il soit arrivé ; point de fanatisme, et pour nous en préserver cherchons la réalité des faits. L'histoire ne doit être ni une thèse, ni un plaidoyer, ni un pamphlet, ni une apologie. Elle demande une étude approfondie des faits, une discussion critique des témoignages. Savoir l'histoire, ce n'est pas répéter certains lieux communs historiques, ce n'est pas reproduire telle ou telle appréciation plus ou moins contestable de quelque époque bien connue ; ce n'est pas redire un certain nombre de noms et de dates pris dans des auteurs de seconde main : c'est remonter aux sources originales, c'est s'adresser aux grands écrivains du temps ; c'est mettre en regard, dans une discussion impartiale et sincère, les témoignages loyalement pesés et patiemment recueillis. Voilà comment l'histoire peut nous instruire et nous apporter l'expérience dont nous avons besoin. Plus on l'approfondit, plus on reconnaît qu'elle peut éclairer bien des questions présentes, et qui paraissent toutes nouvelles. D'ailleurs on néglige trop l'expérience acquise par nos pères et qu'ils ont consignée çà et là dans des ouvrages qui ne sont point actuellement assez médités. Que d'anciens auteurs ayant traité du gouvernement et de la société et dont la lecture est encore pour nous des plus instructives, quand il s'agit de l'appréciation des événements contemporains ! Prenez la *Politique* d'Aristote, les *Avis et conseils* de Guichardin, les *Lettres d'Erasme*, les *Economies royales de Sully*, et vous serez frappés de tout ce qu'ils renferment d'observations ayant encore de notre temps leur application. C'est que si la constitution et les mœurs de la société changent, l'homme demeure toujours avec les mêmes instincts, les mêmes tendances, les mêmes passions. Lisez les *Carac-*

tères de Théophraste, composés il y a plus de 2,300 ans, et vous reconnaîtrez que, quoique nous ne soyons point des *Grecs*, le cœur humain est chez nous ce qu'il était chez eux. Or l'homme, n'est-ce pas là le grand ressort des événements ? A côté de ce qu'il y a de passager, d'éphémère dans les sociétés, il existe des lois qui subsistent en dépit de toutes les révolutions, parce qu'elles tiennent à ce qu'il y a de constant, de persistant dans notre nature. C'est surtout l'action de ces lois que l'histoire nous fait saisir, et ces lois une fois comprises, elles deviennent un fil conducteur pour la critique des faits contemporains.

Ne nous imaginons pas que ce soit seulement quelques grandes lignes, quelques mouvements généraux, que l'histoire nous permet de constater ; il y a une foule de questions spéciales pour lesquelles elle nous fournit de vives lumières. Je pourrais en administrer de nombreuses preuves, je me bornerai ici à deux exemples choisis à des époques bien éloignées l'une de l'autre.

» On se préoccupe beaucoup aujourd'hui en France des conséquences que peut avoir cette extrême centralisation, qui concentre dans la capitale et dans quelques autres grandes villes presque toutes les activités du pays, qui y fait incessamment affluer des individus accourus de tous les points du territoire. On se demande si cette prépondérance croissante de Paris, cette action attractive des grands foyers n'auront pas pour effet d'énervner dans les départements l'initiative politique et morale, la vie intellectuelle et économique. Eh bien, pour discerner ce que la centralisation peut engendrer, il importe de rechercher ce qui est advenu pour les grands centres de populations dans l'antiquité, pour Babylone, Alexandrie, Antioche, Byzance, et surtout pour Rome, qui nous est plus connue. La Rome antique attirait, comme le Paris moderne, des hommes de toutes les parties du monde. Ses splendeurs, les plaisirs et les jouissances que l'on s'y procurait, les fêtes, les amusements dont le pouvoir était prodigue envers le peuplé, appelaient les habitants des provinces et des contrées barbares, et surtout à l'époque impériale, la population s'augmenta rapidement. De César à la fin du règne d'Auguste, c'est-à-dire en quarante ans, elle s'était accrue d'un tiers. Les vieux Romains s'effrayaient de voir s'établir dans la ville éternelle ces milliers d'hommes étrangers à ses traditions et à ses intérêts, qui n'y apportaient souvent que leurs misères et leurs convoitises ; mais rien ne pouvait arrêter cet accroissement de la ville devenue la reine du monde.

Des faubourgs se formaient en dehors de son enceinte, et sous Aurélien, on dut faire entrer cette banlieue dans la ville. Il fallait nourrir la masse innombrable d'esclaves, d'affranchis, de metœques, qui fourmillait dans la gigantesque cité, masse toujours prête à fomentér des séditions et à servir le désordre. Le pain manquait souvent, et malgré les soins que les Romains prirent de bonne heure pour l'*annona*, c'est-à-dire pour l'approvisionnement de la ville, on craignait, non sans raison, après les mauvaises récoltes, que la disette ne devînt une cause de troubles et n'accrût la souffrance populaire. De là l'idée de ces *largitiones frumentariæ*, qui avaient pour objet non pas tant de distribuer gratis du blé, comme on distribuait parfois aussi de la viande de porc et de l'huile aux nécessiteux, mais de permettre au peuple d'acheter les céréales à meilleur marché. Le gouvernement faisait venir des blés des contrées lointaines, de la Sicile, de la Narbonnaise, de l'Espagne, de l'Afrique, de l'Égypte, et comme ces blés achetés par l'État ne payaient pas les droits du fisc, ils pouvaient être livrés au-dessous du cours. Ces arrivages créaient aux cultivateurs de l'Italie une redoutable concurrence. Dès les premiers temps de l'Empire, ils s'étaient beaucoup multipliés. Tibère faisait remarquer au Sénat que, sous son règne, l'importation des blés était bien plus considérable que du temps d'Auguste. « Nos greniers regorgent du blé des Barbares, écrivait deux siècles et demi plus tard l'empereur Probus au Sénat. » Les cultivateurs du Latium et des cantons limitrophes virent ainsi leurs revenus diminuer. Les bras se détournèrent de la culture et vinrent chercher dans Rome de l'emploi. Le propriétaire, ses affranchis et ses esclaves, y accouraient d'autant plus qu'ils y trouvaient, grâce aux *largitiones*, une vie plus facile et moins chère. Nombre de laboureurs vendirent leur *agellus*, souvent obérés par des emprunts, et grossirent dans la ville éternelle l'inquiétante armée du prolétariat. Il ne resta plus que quelques grandes propriétés qui furent mal cultivées et qui se transformèrent sur bien des points en déserts malsains, en marécages improductifs. La *malaria* étendit son manteau de fièvre sur une partie du Latium, et tandis que l'agriculture demeurait florissante dans les contrées lointaines qui apportaient les blés à Rome, elle dépérissait au cœur même de l'Italie. Déjà, à la fin du premier siècle de notre ère, les hommes de l'État, au dire de Pline, s'écriaient : « *Latifundia Italiam perdidere !* » Ce fut bien autre

chese au temps de l'invasion des barbares. Tant que cette péninsule avait joui du privilège de l'exemption des impôts, que grâce aux prisonniers faits sur l'ennemi on put maintenir dans les champs assez d'esclaves pour les cultiver, la décadence ne fut pas très-marquée et il y eut plus de malaise que de ruine. Mais lorsque les impôts vinrent frapper la terre italique, lorsque le propriétaire dut payer la *capitation*, l'*indiction*, l'*or lustral* et *coronaire*, la misère devint telle que les campagnes de l'Italie se dépeuplèrent d'une façon effrayante. Les barbares devenaient les plus forts et ne fournissaient plus des bras serviles pour cultiver le sol. Tous les pauvres allaient chercher dans les cités la sécurité et l'assistance. L'Italie resta alors loin, sous le rapport des produits, des contrées qu'elle avait plusieurs siècles auparavant soumises et civilisées. La dépopulation des campagnes fut telle qu'on dut attacher de force le laboureur à la glèbe. De là, la naissance du *colonat*, qui fut bientôt transformé en servage et qui aida à la conquête des barbares et fit rétrograder l'humanité.

» Ne sont-ce pas là des faits à connaître, quand il s'agit de la question du libre-échange et de la protection? Ne voilà-t-il pas des faits aussi instructifs que les tarifs de douane et les tableaux d'importations et d'exportations? Certes, je n'entends pas résoudre ici le problème économique, mais je dois signaler les lumières que l'histoire nous fournit sur une situation qui pourrait un jour avoir quelque analogie avec celle où Rome s'est trouvée.

» Quittons maintenant l'antiquité latine et reportons-nous seulement à deux siècles en arrière, au règne de Louis XIV, sous ce ministère de Colbert, qui a tant fait pour la prospérité matérielle de la France. Que trouvons-nous? Cette même question, qui divise tant aujourd'hui nos intérêts matériels, déjà envisagée sous ses divers aspects! Ne croyez pas que le célèbre ministre, fort de la volonté royale, ait par un acte de pure autocratie imposé le système prohibitif, qu'il ait hardiment prescrit ces mesures qui imprimèrent à notre industrie un si vigoureux élan. Il appela les conseils et les avis; il interrogea les divers besoins de la population; il pesa toutes les raisons qu'on faisait valoir de part et d'autre, les unes en faveur d'un abaissement des droits de douane, en vue d'assurer au peuple le pain à meilleur marché et de le mettre à l'abri de ces terribles famines, fléaux du moyen-âge, les autres pour réclamer une protection destinée à stimuler la production nationale dans l'industrie et l'agriculture. L'histoire de

l'administration de Colbert nous fournit à ce sujet de précieuses informations, et les rapports des intendants nous montrent quelles avaient été déjà les conséquences de l'application des principes que le grand ministre voulait faire prévaloir. Il y a là des documents historiques de l'intérêt le plus actuel et où l'on trouve des réponses non moins sûres que celles que nous apportent nos enquêtes.

» C'est l'histoire du commerce et de l'industrie dans le passé qui nous met sur la voie de ce qu'ils peuvent devenir dans l'avenir. Aucun des chapitres n'en est à négliger, non plus qu'aucun des chapitres de notre histoire politique n'est à passer sous silence, si l'on veut pressentir les phases que nous sommes appelés à traverser.

» Ainsi, Messieurs, quand le regrettable érudit dont je rappelais tout-à-l'heure le nom, Félix Bourquelot, composait sur les *Foires de Champagne*, dont Provins fut l'un des sièges principaux, son savant mémoire, il fournissait à ses concitoyens des éléments pour résoudre le problème ardu que soulève à cette heure la conciliation de la libre concurrence et de la protection du travail national. L'histoire, vous en conviendrez, après avoir entendu ces réflexions, n'est point un arsenal uniquement destiné à la conservation des armes hors d'usage et d'ancien modèle; c'est une réserve d'approvisionnements à mettre à profit en cas de disette d'informations et où l'on trouve fréquemment ce que la récolte de l'année n'a pas donné.

» Les matériaux dont nous dote l'histoire ont encore cet avantage qu'ils se prêtent mieux à leur objet parce qu'on est moins porté à en contester la valeur et la solidité. Dans cette recherche patiente de documents de toute nature, on est conduit davantage par l'amour de la vérité. L'esprit de parti, l'antagonisme des personnes, les prétentions ambitieuses ne viennent pas oblitérer les faits, car éloignés comme ils sont de nous, ils ne soulèvent plus à beaucoup près autant les passions. On se trouve ainsi dans des conditions d'impartialité propres à donner aux appréciations plus d'autorité. Émus par ce désir commun de découvrir la réalité dans le passé, les hommes d'opinions diverses peuvent ainsi plus facilement se rapprocher. La culture de l'histoire a donc l'avantage d'unir les esprits élevés et de faire concourir à un même but des forces qui, sur un autre terrain, l'eussent demeurées antagonistes. Elle fait de nous les ouvriers d'une même œuvre. Aussi la

disparition de quelques-uns de nos collègues est-elle pour nous une douleur de famille. C'est en rappelant nos morts, les vides qui se sont faits dans nos rangs depuis l'an dernier, que je dois, Messieurs, terminer ce discours.

» Nous avons perdu M. Ch. Dupont-White, économiste distingué, auteur d'ouvrages estimés, où il s'est surtout attaché à résoudre le problème des relations du capital et du travail. D'abord avocat au Conseil d'État, il occupa pendant quelque temps, après la révolution de février 1848, le poste de secrétaire général du ministère de la justice. Dans la vie politique, comme dans l'étude, obéissant à un sentiment généreux, il chercha les moyens d'assurer aux classes laborieuses un bien-être qu'il est plus facile de réclamer pour elles que de leur procurer dans la pratique. A côté du nom de M. Dupont-White se place celui d'un spirituel journaliste, M. de Villemessant, qui avait tenu à se faire inscrire dans notre Société par sympathie pour un département où il venait régulièrement en villégiature. Un des journaux les plus répandus de la capitale lui a dû son succès et il occupa dans la presse parisienne une position considérable; tous ceux qui l'ont connu ont loué son inépuisable libéralité. Il aima les lettres, et si la polémique quotidienne l'occupa plus que les méditations du cabinet, il n'en a pas moins exercé sur l'opinion une influence qu'il a due à ses talents. En détachant de nous l'Alsace, l'étranger n'a pu parvenir à en retenir tous les enfants; beaucoup ont préféré abandonner le sol natal plutôt que la patrie française. De ce nombre était M. le Dr Gast, médecin à Crécy, qui a figuré dans notre association et qui s'était mérité dans la ville où il résida l'estime de ses concitoyens. Il unit l'étude des sciences médicales à celle du droit, et avant d'avoir conquis le grade de docteur, il avait pris le diplôme d'avocat. Il nous a été enlevé jeune encore. Plus prématurément a été frappé M. Belle, de Tournan, à peine entré dans la carrière. Attaché au ministère des travaux publics, notre honorable vice président M. le comte Foucher de Careil avait rencontré en lui un collaborateur intelligent. Il n'a point non plus été donné de pousser une longue carrière à M. Edouard Dumesnil, de Nemours, auteur de quelques publications locales qui attestent la distinction et l'activité de son esprit.

» Ces noms iront grossir le nécrologe, hélas ! déjà étendu de notre Société et qui ne sera pas une des pages les moins intéressantes de l'histoire de notre département. Jadis les chroniqueurs

et les annalistes ne rappelaient que les noms des princes, des prélats, des capitaines, des seigneurs qui avaient marqué de leur temps ; aujourd'hui la reconnaissance est plus attentive ; elle veut ne pas laisser périr le nom d'individualités moins éclatantes, de ceux qui, pour avoir fait moins de bruit, n'en ont souvent rendu à leur pays que des services plus durables. Les œuvres, les inventions les plus utiles, Messieurs, vous le savez, furent généralement celles dont les auteurs ont été le plus ignorés ! »

Après le discours de M. le Président de la Société, accueilli par de vifs applaudissements, M. le comte d'Harcourt, Président de la Section de Provins, devait prendre la parole. Mais en s'excusant de ne pouvoir se rendre à la réunion générale, M. d'Harcourt a adressé le texte de l'allocution qu'il devait prononcer. Lecture en est donnée par M. Lhuillier, secrétaire général :

« Messieurs,

» En demandant la parole dans cette réunion, mon principal but est de souhaiter la bienvenue à ceux de nos collègues qui ont choisi Provins en 1879 comme lieu de leur séance annuelle. Si la Section de Provins n'a pas montré pendant les dernières années la même activité que les autres Sections du département, elle a toujours pris un vif intérêt aux travaux de leurs membres, elle a applaudi à leurs succès, elle s'est réjouie de l'impulsion qu'ils donnaient à l'œuvre commune et elle se félicite de pouvoir leur adresser aujourd'hui l'expression publique de ses sentiments.

» En second lieu, je voudrais, à titre de préambule aux intéressantes communications que plusieurs de nos collègues vont vous faire, vous dire un mot du palais dans lequel nous avons occasion de les entendre.

» Les républiques permettent qu'on parle du palais quand il s'agit de la justice, et les monarchies permettent qu'on parle de république quand il s'agit des lettres. A toutes les époques, en effet, et sous tous les régimes, on a traité avec les mêmes égards la justice qui est le sel des sociétés et les lettres qui en sont l'ornement. Peut-être ne devrait-on pas unir ces deux idées, dont l'une représente un besoin et l'autre un luxe. Mais les agglomérations d'hommes ne font pas, entre le nécessaire et le superflu, une distinction rigoureuse. A aucun moment de l'histoire, les peuples n'ont pu se passer ni d'un juge pour régler leurs différends, ni d'un poète pour donner une forme à leurs rêveries.

» En ne parlant ici que de la magistrature à laquelle ce local nous reporte naturellement, elle a, depuis longtemps, le privilège d'être envisagée comme une institution particulièrement chère au pays et comme un symbole d'apaisement. La science et l'application du droit se meuvent dans une sphère tellement élevée qu'elles l'ont taire, en certains cas, même les rivalités nationales. J'ai toujours été frappé d'un petit fait que j'ai entendu citer en Allemagne et qui est grandement à l'honneur d'un de nos anciens et célèbres jurisconsultes, Jacques Cujas. L'usage était autrefois, dans les Universités allemandes, qu'un professeur ayant à prononcer dans le cours de sa leçon le nom du jurisconsulte français Cujas portât la main à sa toque en signe de respect. L'ardeur des luttes qui ont divisé de nos jours la France et l'Allemagne a pu modifier cet usage, mais il était encore en pleine vigueur pendant les premières années du siècle.

» Pour en revenir au local où nous sommes réunis, il représente la justice sous son aspect tangible, et je ne crois pas inutile de rappeler les différentes destinations de l'emplacement sur lequel la construction nouvelle vient d'être élevée.

» Depuis le ^{xiii}^e siècle jusqu'aux moments qui précédèrent la Révolution, il a été l'un des principaux couvents de l'ordre des Cordeliers. Au moyen-âge, les grands couvents étaient les centres intellectuels importants et jouaient un rôle considérable dans une ville. On conserve encore à la bibliothèque de Provins un fragment d'une thèse soutenue par un étudiant au couvent des Cordeliers ; ce fragment est très-informe et ne permet pas de connaître la matière qui y était traitée, mais on sait que le goût des thèses était général alors. On y procédait avec une solennité que, bien souvent, le sujet était loin de comporter. Pour en citer un exemple qui concerne, non le couvent de Provins, mais l'ordre des Cordeliers, l'une des dispositions des statuts interdit d'une manière absolue aux membres de la communauté le droit de posséder ; toutefois la face des choses n'amène-t-elle pas des exceptions à la règle et ne peut-on donner des solutions diverses à la proposition suivante : « Les Cordeliers ont-ils la propriété ou seulement » l'usage de ce qu'ils mangent ? » Grave question à propos de laquelle des trésors de science ont été dépensés ; le moyen-âge se plaisait à ces controverses, où la puérilité de la cause faisait ressortir l'érudition des avocats.

» Le couvent de Provins, qui était un des principaux de l'ordre,

devait recevoir de temps à autre la visite de ces fameux prédicateurs cordeliers, Fradin, Olivier Maillard, Michel Menot et beaucoup d'autres, qui se distinguaient par un souffle oratoire puissant, une tendance marquée à des bouffonneries peu dignes de la chaire, et surtout par une hardiesse de langage extraordinaire vis-à-vis du pouvoir. Dans des fragments de sermons se rapportant à l'époque de Philippe-le-Bel, on trouve les allusions les plus transparentes aux bénéfices illicites que la démonétisation des pièces anciennes et la mise en circulation des pièces nouvelles procuraient à la couronne. Louis XI, qui avait à se faire des reproches d'une autre nature et qui n'aimait pas la résistance, supportait avec patience, mais non sans murmure, les admonestations d'Olivier Maillard. Le roi mécontent, un jour, de l'un de ses sermons lui fit dire que s'il continuait on le jetterait à la rivière. Maillard répondit qu'on allait au paradis par toute voie et qu'il s'y rendrait par eau plus promptement que le roi n'y arriverait, même avec les relais de poste nouvellement établis par lui. Le roi, bien que profondément affecté par cette réponse ironique, ne donna pas suite à sa menace. Un peu plus tard Michel Menot tonnait à la fois contre les abus et contre ceux de ses confrères qui les attaquaient trop mollement. « Malheur, s'écriait-il, au prédicateur qui tord l'évangile pour plaire aux rois et aux princes ! »

» Si le couvent des Cordeliers a servi de pied-à-terre momentané à plusieurs de ces hommes célèbres, il a eu aussi la visite de Louis XIV à son passage à Provins. En partant pour la campagne qui eut pour résultat la conquête de la Franche-Comté, Louis XIV coucha à Provins, entendit la messe aux Cordeliers et monta à cheval dans la cour du couvent.

» Ce n'est que sous le règne du successeur de Louis XIV, au milieu du xviii^e siècle, qu'on voit la justice élire domicile dans l'endroit où nous sommes. Elle l'a quitté plusieurs fois pour y revenir ensuite à partir de 1791, c'est-à-dire que depuis 88 ans elle y a siégé sans interruption. Les bâtiments étaient mal appropriés à leur destination; on hésitait encore il ya quatre ans entre une restauration du tribunal devenue indispensable, et une construction nouvelle. Le conseil général qui s'était arrêté d'abord à un projet de restauration consentit, d'après le vœu exprimé au nom de la ville de Provins, à revenir sur sa résolution, et décida que tous les bâtiments seraient rasés; cette utile mesure a donné naissance à l'édifice actuel qui vient seulement d'être achevé.

» Vous trouverez naturel, je l'espère, qu'au moment où la Société d'archéologie reçoit l'hospitalité dans le palais de justice reconstitué, un de ses membres ait mentionné quelques souvenirs qui se rattachent au palais de justice ancien.

» Quand de vieux murs disparaissent, la Société d'archéologie peut applaudir à leur destruction, mais elle leur doit au moins un adieu. »

M. Jules Michelin, sous ce titre : *Une représentation théâtrale au 18^e siècle*, raconte les tribulations d'une troupe d'acteurs suivant la cour, à la fois autorisée par le grand-bailli d'épée de Provins, poursuivie par le lieutenant général de police, et en définitive victime du conflit soulevé entre les deux magistrats.

M. Boquet-Liancourt donne lecture d'une étude intitulée : *Souvenirs de l'arquebuse de Provins*, où il trace à grands traits l'histoire de cette compagnie bourgeoise et rappelle les fêtes des grands prix provinciaux. A l'occasion d'une de ces fêtes, au XVIII^e siècle, un avocat provinois qui tournait facilement les vers, Bernard Lelleron, composa un recueil de compliments pour chacune des 54 compagnies convoquées dans la ville de Provins, et ce recueil a été imprimé. M. Liancourt signale un autre document qu'il possède, procès-verbal original du tir d'un autre prix de l'arquebuse, sous Louis XV, où chaque coup est constaté, *figuré* et attesté par la signature de trois chevaliers.

M. Auguste Lenoir, secrétaire de la Section de Provins, lit ensuite une étude biographique sur l'abbé Pasques, né dans cette ville, où il mourut en 1830. Bibliothécaire municipal et secrétaire perpétuel de l'ancienne Société d'agriculture, Nicolas Pasques n'a publié qu'un seul petit volume sur la question si controversée d'*Agendicum* : mais il a laissé de nombreux manuscrits, en prose et en vers, aujourd'hui conservés à la bibliothèque dont il avait autrefois la garde.

Plusieurs amateurs distingués de musique ont joint le concours de leur talent à l'attrait de cette séance publique ; ils ont exécuté, avec instruments à cordes et piano, trois quintettes qui ont été très-favorablement accueillis par les auditeurs.

La séance a été levée à 4 heures 1/2.

Dans une réunion des membres présents, qui a suivi la séance publique, M. Eymard, trésorier, a présenté la situation financière de la Société, et le compte annuel des recettes et des dépenses a été approuvé.

SÉANCE GÉNÉRALE ET PUBLIQUE

TENUE A MEAUX LE 17 MAI 1880

Le lundi 17 mai 1880, la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne, se réunit en séance générale et publique, à l'Hôtel-de-Ville de Meaux.

La séance est ouverte à deux heures, sous la présidence de M. Alfred Maury, membre de l'Institut, directeur général des Archives nationales. A côté du président, prennent place au bureau : MM. Boquet-Liancourt, président de la section de Meaux ; le comte B. d'Illarcourt, président de la section de Provins ; Th. Lhuillier, vice-président de la section de Melun et secrétaire général de la Société ; Eymard, trésorier ; Lemaire, archiviste.

Sont également présents MM. Barizet, Bègue, Benoist, Bourges, Bouvier, Bernardin, Destouches, Drouin, Gaucher, Grèdelue, Houzelot, Laclef, Lebeuf, Labour, Laurent, Le Blondel, Meignant, Clément Petit, Pierre Petit, Paris, Torchet. (D'autres membres ont omis de signer la feuille de présence).

M. le Sous-Préfet et M. le Maire de Meaux, ainsi qu'un grand nombre d'invités, assistent à la séance à laquelle Mmes Eyriès et Rosier, pianistes, la Lyre meldoise et la Société philharmonique ont bien voulu prêter leur concours.

M. Alfred Maury prononce le discours suivant :

« Messieurs,

» C'est un grand honneur pour moi d'être appelé une quatrième fois par votre bienveillance à présider ici l'assemblée générale de notre Société ; et cependant, je vous l'avouerai, j'éprouve en montant à ce fauteuil quelque embarras. Les sentiments que j'apporte parmi vous ne sont pas différents de ceux que j'ai apportés dans les réunions précédentes. Mon cœur est rempli de cette gratitude que je n'ai cessé d'avoir pour la ville où j'ai été élevé, de cette chaude sympathie que m'inspirent tous les enfants de Meaux, et en vous manifestant de tels sentiments, je me vois exposé à vous répéter les choses que je vous ai déjà dites et à vous fatiguer par de monotones répétitions. Ma position est un peu celle d'un homme qui écrit tous les ans une lettre de bonne année à ses

amis ; comme il ressent toujours à leur égard la même affection, li lui est difficile de trouver chaque fois des expressions nouvelles pour le leur dire. Veuillez donc, messieurs, m'excuser, si dans cette allocution je reviens sur des pensées que je vous ai jadis communiquées. J'ai pour motif de l'indulgence que je sollicite l'objet habituel de mes études, études qui occupent aussi dans vos travaux la place principale. Je suis professeur d'histoire au collège de France et gardien d'un des plus riches dépôts historiques que l'Europe renferme. Or, l'histoire est pleine de redites ; c'est un champ où l'on revient sans cesse sur les mêmes évènements, je dirai presque sur les mêmes hommes. L'humanité a beau grandir et marcher ; elle repasse bien souvent par des phases sinon identiques, du moins fort analogues ; elle retrouve aux différents âges les mêmes ardeurs et les mêmes défaillances, les mêmes illusions et les mêmes erreurs. La scène seule change et aussi le costume des acteurs. Si l'intrigue ne se dénoue point toujours de la même manière, si les rôles sont parfois différemment distribués, les mobiles auxquels obéissent les personnages et les émotions qu'ils font éprouver ne varient guère.

» Voilà pourquoi je vous disais que l'histoire se répète incessamment, malgré l'incroyable multiplicité des faits qu'elle embrasse. Faut-il en conclure que l'humanité reste stationnaire et que la société d'aujourd'hui n'est au fond qu'une pâle et fastidieuse copie des sociétés qui l'ont précédée ? Assurément non. Je ne prétends pas nier le progrès et contester l'importance des révolutions que nous avons traversées depuis trois siècles et plus. Mais il faut nous entendre sur ce mot de progrès dont on est enclin à abuser, que l'on emploie comme tant de mots sans nettement le définir et bien en comprendre la portée. Si par progrès nous désignons ces incessantes acquisitions dues au génie de l'homme et faites au profit de son intelligence des phénomènes de la nature et des applications qu'il en peut tirer pour son bien-être matériel ou pour son agrément, qui pourrait contester aujourd'hui le progrès en présence des merveilleuses découvertes des sciences physiques et mathématiques, des miracles de l'industrie, des méthodes de plus en plus perfectionnées et plus critiques qu'appliquent l'histoire, la philologie, l'économie politique, la géographie et la statistique, en présence des engins en vapeur, des chemins de fer, des télégraphes électriques et des procédés photographiques ? Ce progrès-là, il est hors de doute. Mais un progrès équivalent s'est-il réalisé dans le

domaine de la vie morale et dans l'ordre des sentiments? L'homme, parce qu'il multiplie ses moyens d'action et de transport, de production et d'informations, est-il plus heureux en soi et meilleur? A-t-il acquis des aptitudes en tout supérieures à celles que possédaient les générations passées?

» Telle est la question qui se pose à celui dont le coup d'œil embrasse l'ensemble de l'histoire; elle doit nous en apporter la morale, car l'histoire a une morale comme la fable. C'est cette morale qu'il importe de dégager après qu'on a raconté les faits qui répondent à l'apologue. Sans doute tous ceux qui écrivent l'histoire ne le font pas avec cette vérité et ce charme que tant de fabulistes ont su mettre dans des créations qui, sous l'apparence d'une œuvre d'imagination, sont l'expression de la réalité. Mais si les historiens n'ont pas pour nous le talent et les attrait d'un La Fontaine ou d'un Florian, d'un Gay ou d'un Lessing, ils nous disent pourtant des choses qui n'en sont pas moins véritables; leurs personnages n'ont pas toujours autant de bon sens et d'esprit que les animaux et les plantes auxquels Esope et Phèdre ont prêté un langage; mais ils parlent cependant pertinemment et il y a des conclusions à tirer de leurs actes et de leurs discours.

» A vous, messieurs, qui employez vos loisirs à retracer telle ou telle page de l'histoire de notre pays, à décrire tel ou tel monument qui la rappelle, de composer le fablier historique; à moi, qui suis votre président et qui dois à ce titre résumer dans l'assemblée générale annuelle vos travaux, de tirer la moralité des apologues que nous devons à votre érudition.

» Vous ne vous étonnerez donc pas que j'examine ici la question que j'énonçais tout à l'heure. Si l'histoire a l'avantage d'intéresser les esprits curieux, de leur fournir les plus nobles distractions, elle tend encore à un but plus élevé; elle se donne pour mission de résoudre certains problèmes intimement liés à celui de notre destinée. Je suis donc fondé à vous demander si l'étude que nous faisons des temps passés nous donne la conviction et la preuve que le progrès s'opère dans toutes les directions, si nous avons gagné en moralité, en force d'âme, en désintéressement, comme nous l'avons fait en lumière, si l'imagination et l'art créent aujourd'hui des œuvres supérieures à celles dont les siècles antérieurs nous ont dotés.

» Ecoutez les uns; ils vous diront que tout dégénère et décline,

que l'antique probité disparaît, que les mœurs se corrompent et que la folie s'empare de l'intelligence humaine. Comme ils voient finir un état social dans lequel ils avaient grandi et s'étaient fortifiés, comme ils ont perdu l'influence et les honneurs, la direction et la puissance, comme ils ont vu leurs intérêts froissés ou compromis, parfois leur personne frappée ou calomniée, tout leur paraît détestable et aller de mal en pis. Ils sourient au mot de progrès et tiennent volontiers ce progrès pour une reculade.

» Ecoutez les autres. Pour eux, la Société entre dans une voie nouvelle, pleine de promesses et d'avenir. L'homme devient chaque jour plus libre, son intelligence plus forte ; il apprend graduellement à se gouverner, et en même temps que le bien-être s'étend, que les droits de tous sont plus solidement garantis, la moralité y gagne et la justice est mieux observée. Ceux qui parlent ainsi ont vu les révolutions que nous avons traversées profiter à leur avancement et à leur fortune ; ils ont l'autorité, les places, la puissance ; la victoire a couronné leurs efforts et leurs intérêts sont satisfaits ; tout leur paraît magnifique.

» N'avons-nous qu'à choisir entre ces deux réponses si contraires ? Je ne le pense pas ; elles me semblent ne correspondre ni l'une ni l'autre à la réalité. C'est un sentiment égoïste qui les dicte à leur insu, à ceux qui les font, non l'étude sérieuse et approfondie des faits. Les faits, plus on les approfondit, plus on s'aperçoit qu'ils ne se prêtent pas à ces théories absolues qui veulent que tout soit bien ou que tout soit mal, à certaines époques, qui condamne radicalement une société pour en recommander exclusivement une autre. Il en est de la vie des nations comme de celle des individus. C'est un mélange en proportion variable de bonnes et de mauvaises choses, de grandeurs et de petitesse, d'heureuses chances et d'infortunes. La théorie absolue du progrès n'est pas plus vraie que la théorie absolue du pessimisme. L'une n'est pas plus scientifiquement établie que l'autre. Il n'y a pas assez de siècles que l'humanité marche continûment dans la voie où elle s'avance aujourd'hui, pour qu'on puisse être assuré qu'elle ne s'en écartera jamais et qu'elle a devant elle une éternité de progrès. Nous apercevons dans le passé trop de périodes de barbarie et de déclin ayant succédé à des époques de civilisation, pour qu'il nous soit permis d'affirmer que l'humanité grandira toujours et qu'elle ne sera point exposée à la vieillesse et à la décrépitude. Des symptômes de décadence et d'affaissement ont trop souvent fait place à

des convalescences rapides, à des rénovations complètes, à des réveils inespérés, pour que nous soyons fondés à soutenir que la Société, parce qu'elle laisse entrevoir quelque apparence de maladie, va se décomposant et que l'homme devient chaque jour plus corrompu et plus pervers. La réalité, c'est que l'humanité nous présente, comme les individus, une sorte de phénomène de libration. Nous achetons la supériorité sur un point par l'infériorité sur un autre. Les époques successives sont comme les individus encore plus divers qu'inégaux. Même, dans l'ordre des facultés de l'intelligence et des créations de l'esprit, on peut constater, dans des sociétés bien inférieures à la nôtre en civilisation, un plus grand développement de telle forme du génie et de l'industrie manuelle. Les sens ont plus d'acuité chez le sauvage que chez l'homme civilisé, et dans la jeunesse des nations l'art et la poésie brillent souvent d'un éclat plus vif que chez les nations arrivées à la maturité. Le contraste est encore plus saisissant dans l'ordre moral. Nous avons perdu certaines qualités et certaines vertus que nos pères possédaient à un haut degré, si nous en avons acquis qui leur étaient inconnues. Nous ne devons donc pas plus exalter à tout propos les temps actuels au détriment des temps anciens, que nous devons vanter les temps anciens pour ravaler les temps actuels. Les siècles passés ont eu leurs misères et leurs hontes, comme nous avons les nôtres, et quand on étudie ce qu'on appelle le bon vieux temps, non dans des ouvrages modernes et de secondemain, écrits de parti-pris, mais sur les documents originaux, on constate que les hommes n'étaient pas jadis à beaucoup près des modèles en toutes choses. Les héros dont Plutarque nous a laissé la vie en sont la preuve, et l'antiquité nous montre à la fois de grands exemples de vertu et d'affreux exemplaires de perversité, des actes sublimes et des traits odieux. S'il y eut un Léonidas pour périr aux Thermopyles, il y eut un Ephialtès pour indiquer aux Perses le défilé qui devait les introduire dans la Grèce. S'il y eut à Athènes un citoyen aussi illustre que Périclès, il y eut en même temps un démagogue aussi méprisable que Cléon. Critias a été contemporain de Thérémène, et si Socrate et Phocion ont bu la ciguë, il y eut des juges assez iniques pour les y condamner. Et si nous nous reportons à des temps moins reculés, dans notre propre histoire, ne voyons-nous pas le loyal serviteur Bayard se rencontrer avec le connétable de Bourbon sur le même champ de bataille? Condé, le vainqueur des Espagnols à Rocroi, qui sauvait notre

patrie, ne combattait-il pas un peu plus tard contre elle avec ces mêmes Espagnols aux Dunes ? C'est qu'en réalité il a existé de grandes vertus dans tous les temps, mais hélas ! elles ont toujours été rares, sous la monarchie absolue, alors que le pouvoir est enclin à confondre l'indépendance avec la révolte, il y eut des sujets qui surent obéir sans s'abaisser. Un président de la Vacquerie disait à Louis XI : « Sire, nous venons remettre nos charges entre vos mains et souffrir tout ce qu'il vous plaira, plutôt que d'offenser nos consciences. » Entre ceux qui se sont montrés le plus attachés au pouvoir d'un seul, il y a eu des gens qui ont fait preuve d'autant de courage et de noblesse d'âme qu'en ont déployé, à une autre époque, ceux qui ont combattu le despotisme ; et, à la journée des Barricades, en mai 1588, un Achille de Harlay s'écriait devant l'émeute, qui voulait le contraindre : « C'est grand pitié quand le valet chasse le maître ; au reste, mon âme est à Dieu, mon cœur est au roi et mon corps aux mains des méchants : qu'on en fasse ce qu'on voudra. » Rendons, messieurs, justice aux temps antiques comme aux temps présents. Ne prétendons pas ne trouver la vertu que là où la civilisation et la vie moderne ne sont point encore nées. Ne prétendons pas non plus faire des siècles reculés une époque exclusive de brutalité, de sottise et d'ignorance. Voilà comment il convient de répondre aux paradoxes que J.-J. Rousseau développait dans son fameux discours adressé en 1749 à l'Académie de Dijon, sur la question de savoir *si le progrès des arts et des sciences a contribué à corrompre ou à épurer les mœurs*.

» Cette impartiale appréciation de chaque âge respectif de l'humanité nous inspirera plus de modération et de retenue dans les luttes du présent. Elle nous rendra plus conciliants et plus équitables envers ceux dont nous ne partageons pas les opinions et les idées, car elle nous fera comprendre que, de même que chaque société a eu ses vertus, chaque forme d'institutions a eu dans son temps ses avantages ; elle nous inspirera des sentiments de reconnaissance pour les générations passées, dont nous avons hérité, et elle nous fera loyalement avouer que si nos aïeux n'eurent pas certaines supériorités dont nous sommes justement fiers, ils en avaient d'autres qui ne sont pas à mépriser.

» Une telle réflexion, Messieurs, trouve naturellement sa place à la fin de ce discours, où je dois vous rappeler ceux de nos collègues que nous avons perdus depuis notre dernière assemblée générale. Et le premier des noms que j'ai le devoir de prononcer

ici est celui d'un homme qui exerça pendant bien des années en cette ville la première magistrature urbaine. La mort de M. Geoffroy a été un deuil pour tous ses anciens administrés. Quelque dignement et honorablement que la municipalité ait été depuis représentée, Meaux ne perdra jamais le souvenir des services que M. Geoffroy lui a rendus. Formé par de fortes études classiques au goût des choses de l'esprit, intelligence aussi distinguée que cœur généreux, il portait à notre Société un vif intérêt et je ne puis sans émotion penser que je lui serrais encore la main lors de la dernière séance de nos assemblées générales qui se tint dans cette ville. M. le docteur Ballu était aussi un ami des lettres, et la section de Melun n'a point oublié les vers agréables et faciles qu'il aimait à lui lire. Ancien chirurgien aide-major des armées du premier Empire, il a achevé une longue et honorable carrière en consacrant à la culture de la poésie les loisirs que lui laissait l'exercice de l'art médical. M. l'abbé Tisserand, chanoine honoraire de Nice et aumônier du lycée de cette ville, appartenait par son origine à notre département. L'arrondissement de Melun, où il était né, le comptait dans sa section, à laquelle il fit parvenir quelques-unes de ces productions archéologiques, qui lui avaient valu le titre de correspondant du ministère de l'instruction publique pour les travaux historiques. Mais c'est surtout à la *Société des sciences naturelles, des lettres et beaux-arts de l'arrondissement de Grasse* que M. l'abbé Tisserand avait communiqué dans ces derniers temps le fruit de ses recherches. On peut lire dans le recueil de cette compagnie une *Chronologie des abbés de Lérins*, à laquelle il avait donné tous ses soins. M. Sollier, que Provins s'honora de compter parmi ses enfants, fut un de nos plus actifs et sympathiques collègues. Il nous a été ravi dans la force de l'âge. Sa rare instruction, autant que la solidité de son caractère, rendait bien précieuse la collaboration qu'il donna à la section de Melun, alors que les fonctions par lui occupées dans l'administration des domaines lui assignait cette ville pour résidence. Il l'a quittée alors qu'il fut appelé à un poste plus élevé. La Sorbonne entendit plusieurs fois les lectures qu'il faisait aux congrès des Sociétés savantes, où il a représenté honorablement l'érudition départementale.

Que le pieux souvenir dont nous entourons ces collègues qui ne sont plus ne détourne pas notre pensée de ceux qui continuent leur œuvre et auxquels il a été donné de s'avancer plus loin

dans la vie, de ceux qui sont venus prendre leur place. Que ces membres nouveaux apportent à nos travaux un élément plus jeune d'activité. Cherchons par notre exemple à leur faire produire tout ce que nous sommes en droit d'attendre d'eux. Agissons au sein de notre association, comme nous devons agir au milieu des changements de l'ordre social et politique qui s'accomplissent autour de nous. Au lieu de consumer notre temps dans de stériles récriminations contre l'injustice du sort, qui nous prive de quelques-uns des biens dont nous avons joui, consacrons les années qui nous restent à rendre plus féconds ceux dont le présent nous dote et à étendre ceux que l'avenir nous promet. »

Après ce discours, vivement applaudi, la parole est donnée à M. Labour, pour la lecture d'un chapitre qu'il détache d'un ouvrage inédit sur *M. de Monthyon*, le célèbre philanthrope, possesseur il y a moins d'un siècle de la baronnie de Monthyon, près Meaux.

Il s'agit ici du magistrat, que l'auteur apprécie très-finement dans l'intéressant chapitre extrait d'un livre en préparation et qui sera publié prochainement.

A M. Labour succède M. Drouin, qui communique un mémoire, fruit de longues et savantes recherches, sur *le séjour des Hébreux en Égypte*.

M. Lhuillier donne ensuite lecture d'une notice historique sur le château, maintenant détruit, sur les seigneurs et les hôtes de Bois-le-Vicomte ; cette notice est extraite d'une étude complète sur la commune de Mitry-Mory.

Enfin, M. Lebeuf rend compte du résultat de fouilles pratiquées sur le territoire d'Armentières, où l'on a rencontré un dolmen et des sépultures antéhistoriques ; à l'appui d'un mémoire succinct, M. Lebeuf présente une série d'objets anciens provenant des fouilles qui ont eu lieu en sa présence et sous sa direction.

L'ordre du jour annonçait une autre lecture, que devait faire M. Torchet, sur Haydn ; mais en raison de l'heure avancée et sur la demande de M. Torchet, elle est ajournée.

L'orchestre se fait applaudir une dernière fois, en exécutant la *Sérénade* d'Haydn, et la séance est levée à cinq heures.

SÉANCE GÉNÉRALE ET PUBLIQUE

TENUE A MEAUX LE 29 MAI 1882.

Le lundi de la Pentecôte 29 mai 1882, à deux heures, la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne, se réunit en séance générale et publique dans le grand salon de l'Hôtel de Ville de Meaux, sous la présidence de M. Alfred Maury, de l'Institut.

Preennent place au bureau : MM. d'Amécourt, président honoraire de la Section de Meaux ; Bocquet-Liancourt, président titulaire de la même Section ; Lhuillier, vice-président de la Section de Melun et secrétaire général de la Société ; Eymard, trésorier.

Sont présents à la séance : MM. Torchët, Laclef, Bègue, Dumée, Houzelot, Clément Petit, Bourges, Constant, Drouin, Fischer, Bernier, Benoist, Caron, Lâbour, Destouches, Laurent, Le Blondel, Muller, Hachette, et autres qui n'ont pas signé la feuille de présence.

Parmi les invités, venus en grand nombre, se trouvent M. Hermann Ligier, sous-préfet ; M. Modeste, maire de Meaux ; M. le général Rebillot, etc.

M. Alfred Maury, président, prononce le discours suivant :

« Messieurs et chers collègues,

» Dans maintes familles dont l'aïeul a le bonheur de compter de nombreux rejetons, chaque année, à une certaine date, il appelle à sa table l'ensemble de ses enfants et de ses petits-enfants. Entouré de sa postérité, il fête l'heureuse présence des siens et resserre ainsi le lien qui les unit.

» Nos assemblées annuelles ressemblent un peu à ces réunions de familles. Les jeunes et les vieux de notre *Société d'Archéologie* viennent s'asseoir autour, je ne dirai pas de leur ancêtre, mais de celui qu'ils ont choisi pour personnifier l'esprit commun qui les anime. Ils célèbrent par ce fraternel *meeting* la fondation de la Société.

» J'ai en effet la conscience que le président de cette assemblée générale représente bien la pensée qui nous réunit. Ne suis-je pas votre élu ? Ne suis-je pas amené ici par les sentiments qui

nous y ont tous conduits ? J'ai hâte d'ajouter que je ne prétends à rien de plus. Ma comparaison n'implique pas que je m'attribue le rôle de tuteur ou d'ancêtre. Si j'ai comparé notre assemblée à un banquet de famille, ce n'est pas que je me considère comme un patriarche. Je ne suis point encore tout à fait d'âge à revendiquer un pareil titre, et pourtant, il y a une chose qui pourrait prêter à l'illusion et me faire supposer que nous sommes ici en pleine vie patriarcale, c'est l'empressement avec lequel je vois exercer l'hospitalité à mon égard ; car tout Meldois que je sois d'origine, je dois à la plupart d'entre vous paraître un étranger, tant il y a d'années que je n'habite plus cette ville, où s'est passée mon enfance.

» Vous me recevez avec cordialité et vous me maintenez depuis treize années à votre tête. Cet honneur, je le dois uniquement au goût vif que j'ai toujours témoigné aux travaux qui vous rassemblent et à l'expérience que j'ai pu y acquérir. Je suis un vétéran de ces études historiques et archéologiques en vue desquelles notre association a surtout été fondée. Ma vie y fut exclusivement consacrée. Je ne m'en suis jamais détaché. En sorte que si je n'habite pas le département qui est le siège de notre Société, je n'ai en revanche jamais voulu me séparer de votre patrimoine. Je suis toujours demeuré pour ainsi parler à la maison de famille, et c'est là sans doute ce qui me donne quelque droit à prendre la place du *pater familias*, du chef de famille, comme l'entendaient les Romains, ce qui n'indiquait pas toujours chez eux l'antériorité de l'âge et les avantages de l'expérience. D'ailleurs, ce n'est point le pouvoir d'un père sur ses enfants que j'exerce en ce moment ; mon autorité est toute morale : elle consiste simplement à vous donner des conseils et à vous aider pour mieux atteindre le but que vous poursuivez.

» Ces séances générales où sont conviés les membres des différentes sections de notre Société ont de précieux avantages. Elles nous fournissent l'occasion trop rare de nous connaître mutuellement et de nous apprécier. Pendant tout le cours de l'année, nous vivons séparés les uns des autres, et ce qui montre bien la justesse de ma comparaison de tout à l'heure entre notre Société et une famille nombreuse, nous sommes, comme cela arrive d'ordinaire pour les membres des grandes familles, dispersés un peu partout. N'étaient ces jours solennels qui nous rassemblent, nous courrions risque de devenir étrangers les uns aux autres et nos

travaux s'en ressentiraient. Ces travaux ont languì quelquefois, et çà et là ils ont besoin d'être stimulés. Il y a dans notre famille des membres qui en ont conservé l'esprit; il y en a aussi qui ne nous témoignent qu'un intérêt un peu effacé; il y a ceux qui gardent dans toute sa ferveur le culte de nos études et ceux qui l'ont laissé se refroidir; il y a ceux qui sont toujours à la tâche et ceux pour lesquels a sonné l'heure du repos ou qui l'ont même avancée par amour de la retraite ou de l'indépendance. En un mot, notre famille, comme tant de familles, offre une certaine inégalité de coopération et de sentiments. Votre président doit avoir à cœur de raviver la flamme chez ceux où elle menace de s'éteindre.

» Si, de tout temps, ces réunions anniversaires qui rapprochent les hommes d'une même profession, d'une même origine, les personnes poursuivant les mêmes projets et préoccupées des mêmes pensées, les élèves sortis d'une même école, les disciples d'une même doctrine, ont été profitables, bienfaisantes, combien ne doivent-elles pas le paraître aujourd'hui que tant de causes diverses tendent à séparer les uns des autres ceux que rapproche la communauté de berceau, de vues et d'études! Le tourbillon des affaires, la fréquence des déplacements, l'instabilité des choses écartent incessamment du point qui les avait d'abord réunis ceux qui étaient faits pour s'entendre et s'entr'aider. De là la nécessité plus grande que jamais de combattre les effets de la séparation et du morcellement, par ces associations ayant périodiquement des réunions où ceux qui étaient éloignés se rencontrent et viennent se communiquer leurs projets et leurs idées, où d'anciens compatriotes et d'anciens collègues peuvent se retrouver après de longues absences, des interruptions de relations prolongées.

» Et ce n'est pas seulement entre travailleurs d'une même province, d'un même département, d'une même ville, que ces réunions périodiques se produisent utilement; elles sont encore de nature à établir un utile échange d'études et d'appréciations entre les travailleurs de Paris et ceux qui en vivent éloignés. Les Parisiens ne sauraient se passer, pour une foule de recherches, des informations que leur apportent les hommes instruits et expérimentés des départements. Il y a des choses, en effet, qu'on ne peut bien faire et observer qu'en province, où la vie plus calme et plus réglée se prête mieux à certains genres d'études. En revanche,

les habitants des départements ne peuvent que gagner dans un commerce habituel avec les savants de Paris, d'ordinaire mieux pourvus de matériaux pour la construction de ces grandes œuvres d'un caractère général auxquelles doivent aboutir tant d'investigations partielles.

» C'est dans des réunions telles que celles-ci que des relations fécondes peuvent se nouer, que d'autres peuvent se rétablir après avoir été longtemps abandonnées. Gens de Paris, nous venons nous retremper dans la connaissance de faits spéciaux sans lesquels les généralités ne sont que déclamations et chimères ; gens des départements, vous venez à notre rencontre pour nous demander notre concours et la critique pour laquelle nous sommes peut-être plus exercés. Il s'établit ainsi deux courants en sens inverse, qui répandent bientôt dans toutes les directions l'intelligence et le goût des études que nous poursuivons.

» Ce commerce intellectuel entre Paris et les provinces a rendu des services signalés au progrès scientifique, politique et moral de notre patrie. Assurément, il n'est pas nouveau. Dès le commencement du xvii^e siècle, on rencontre quelques hommes ayant eu à cœur de réunir en un seul faisceau les lumières dispersées sur différents points du pays. Ainsi le savant Peiresc, cet esprit d'une incroyable activité et d'une culture si étendue, se mettait, du fond de sa Provence, en relations avec tout ce qu'il y avait d'éminent en France et à l'étranger ; dans la première moitié du xviii^e siècle, il y eut des érudits d'un rare mérite, comme à Dijon le président Bouhier, à Nîmes l'habile antiquaire Jean-François Séguier, à Strasbourg l'historien Schœpflin, qui étaient en correspondance constante avec les savants de Paris et ceux des autres villes du royaume. Mais c'est surtout à partir du milieu du siècle dernier que ces rapports entre la capitale et les provinces devinrent fréquents et féconds. Il s'opéra un échange incessant d'idées qui se portaient de préférence sur les connaissances de culture récente, dont on attendait presque des prodiges, car notre nation était alors pleine d'espérances et aussi dupe de bien des illusions. La philosophie, alors toute puissante, ne croyait qu'aux passions généreuses, et pourtant on était à la veille d'une lutte terrible où tous les genres de violences seraient déchainés. Partout en France, il y a un siècle et plus, il se formait en province des académies qui se mettaient en rapport avec celles de Paris, dont elles étaient vraiment les émules. Ces compagnies prirent une part notable au

grand mouvement moral et économique du XVIII^e siècle; ce n'était pas seulement de la littérature et des arts qu'elles s'occupaient, dont elles contribuaient à répandre le goût; elles propageaient encore l'étude de l'agriculture, celle des sciences économiques et sociales. Dès 1674 était instituée, dans un pays voisin de ce département, l'Académie royale de Soissons, et, à quelques années de là, se fondaient, toujours avec l'approbation et le patronage du roi, les Académies royales d'Arles, d'Angers, de Villefranche en Beaujolais et de Nîmes. Au cours du XVIII^e siècle, la plupart de celles de nos villes de province où se produisait un mouvement intellectuel quelque peu accusé, Caen, Montpellier, Bordeaux, Marseille, La Rochelle, Dijon, Pau, Béziers, Montauban, Besançon, Metz, etc., eurent aussi leur académie ou société académique. Les présidents de ces Sociétés entretenaient avec plusieurs des hommes les plus distingués de la capitale des correspondances dont on retrouve chaque jour de curieux vestiges. Ces Sociétés ouvraient des concours sur les questions qui s'agitaient alors; elles décernaient des prix, et c'est ainsi que se sont propagées les idées qui commençaient à germer dans les intelligences les plus hardies et qui préparèrent l'œuvre de la Révolution. Quelques-uns de ces concours, dont le sujet marque assez quelles étaient les préoccupations du temps, provoquèrent des ouvrages dont l'influence sur l'opinion publique fut considérable. Ainsi ce fut l'Académie de Dijon qui, en 1749, mit au concours la question de savoir si le progrès des sciences et des arts a contribué à corrompre ou à épurer les mœurs. J.-J. Rousseau répondait par le célèbre écrit que l'on connaît, où le génie de l'écrivain dissimule l'exagération du paradoxe et qui fut couronné. Un peu plus de trente ans plus tard, l'Académie de Metz proposait successivement l'examen de l'opinion qui fait rejaillir sur toute une famille l'infamie de la peine qu'un de ses membres avait méritée et de la question des peines infamantes. Robespierre répondit par un Mémoire qui fit sortir son nom de l'obscurité, et Lacretelle aîné remporta une couronne qui a été le vrai début de sa célébrité littéraire.

» Je pourrais vous citer encore bien des exemples, qui vous montreraient tous les services qu'ont rendus au progrès intellectuel et au développement moral dans notre patrie ces relations fréquentes établies entre Paris et la province. Les choses n'ont point changé aujourd'hui et les associations telles que celle-ci, en imprimant à leurs travaux un caractère sérieux et suivi, peuvent

apporter leur utile part de lumières dans ce que je puis appeler cette grande illumination que la science, sous toutes ses formes, rend de plus en plus éclatante, et dont les rayons peuvent maintenant se répandre jusque dans le dernier des hameaux.

» En nous réunissant dans cette assemblée anniversaire, mes chers collègues, mettons en commun nos bonnes résolutions et nos bons sentiments. Honorons à la fois et les études historiques et archéologiques dont le goût nous rapproche, et ceux qui au sein de cette association nous en ont légué l'exemple et dont nous devons perpétuer le souvenir. Les anciens sacrifiaient aux âmes de leurs ancêtres comme à des divinités tutélaires et vigilantes habitant près d'eux et désignées dans l'Inde sous le nom de *pitrîs*, en Grèce sous celui de *héros*, à Rome sous celui de *lares*. Eh bien, dans l'acte de dévotion pour la science qui nous réunit, honorons du même coup nos pères intellectuels, nos devanciers dont la mémoire est inséparable de nos travaux.

» Depuis deux années, c'est-à-dire depuis l'époque de la dernière assemblée générale dans cette ville, que de collègues nous ont été enlevés ! La liste en est si longue que je ne puis guère qu'énoncer leurs noms :

» *M. Auguste Arnoul*, agriculteur distingué, qui exerça à Maison-Rouge en Brie des fonctions municipales.

» Un autre agronome émérite, *M. Buignet*, ancien maire de Chelles et conseiller d'arrondissement, a été vice-président de la Société d'agriculture de cette ville.

» *M. le marquis de Béthisy* représentait une famille de bien vieille race ; il a siégé à la Chambre des pairs et au Conseil général de notre département, et la ville de Mormant l'eut pendant quelque temps pour maire.

» *M. Menier*, qui s'était fait une grande situation dans l'industrie et que l'arrondissement de Meaux avait choisi, il y a peu d'années, pour son député. Des problèmes financiers et sociaux ont occupé son activité, que la maladie qui l'emporta avait à peine ralentie.

» *M. Drouyn de Lhuys* a été un de nos hommes d'Etat et de nos diplomates les plus considérables de 1848 à 1870. Successivement député, représentant du peuple, sénateur, il fut plusieurs fois ministre des affaires étrangères ; il a été ambassadeur près de deux grandes puissances, l'Autriche et l'Angleterre. La vie politique n'éteignit jamais en lui ce goût vif pour les lettres que de

brillantes études de collège décélèrent de bonne heure, et, retiré des affaires, il trouvait à l'Institut et dans d'autres sociétés savantes, dont il demeura un membre zélé, une utile application de sa vaste instruction et de sa flexible intelligence.

» *M. Léon Escudier*, qui fut maire de Villenoy, après avoir été l'un des fondateurs de la *France musicale*, s'était surtout fait connaître comme l'un de nos éditeurs de musique les plus intelligents. Il a contribué activement pour sa part à nos publications et il a inséré dans notre bulletin une intéressante notice.

» *M. Sallard*, après avoir débuté au barreau de Paris, s'était ensuite consacré à l'agriculture et aux intérêts de son département, dont il représenta à la Chambre des députés depuis 1876 l'un des arrondissements. Il associa à ses travaux politiques l'étude de l'histoire de France et de diverses questions qui s'y rattachent. L'Institut le couronna dans l'un de ses concours. Une mort prématurée l'a arraché à sa vie laborieuse.

» *M. Auguste Lenoir*, conducteur des ponts-et-chaussées, qui fit fonctions d'ingénieur ordinaire dans un arrondissement voisin de Provins, témoigna aussi son aptitude pour les études historiques par quelques estimables recherches sur l'histoire locale.

» *M. Stanislas Héron de Villefosse*, ancien officier de notre armée et membre du Conseil général de ce département, porta dignement un nom plusieurs fois illustré dans la science et qui s'y maintient avec éclat.

» *M. le comte d'Armaillé*, aussi issu d'une vieille race de gentilshommes, était un ami des arts qu'il entendait à merveille. Il s'est spécialement occupé de l'histoire de la céramique, science sur laquelle il a composé, en collaboration avec M. Salvétat, un livre justement estimé.

» Entre les membres que nous avons récemment perdus, il en est un que je dois spécialement mentionner, car son nom est inséparable des origines de notre compagnie : c'est le *marquis Adolphe de Pontécoulant*, mort en décembre dernier dans un âge fort avancé, il avait atteint sa 89^e année. M. de Pontécoulant fut en mai 1864, l'un des douze fondateurs de notre Société. Il en a été le Président et il occupa ce poste jusqu'au jour où ses forces défaillirent et où il lui devint impossible de satisfaire à ses devoirs. Caractère ardent, prêt à affronter tous les genres de périls, il aimait tant à courir les hasards qu'il le faisait aussi courir aux autres ; il avait hérité de son père l'énergie que celui-ci montrait

à la Convention nationale, en soutenant la cause de la modération et à la Chambre des pairs en résistant aux entraînements du parti de la réaction. La vie du marquis Adolphe de Pontécoulant ne fut pas moins agitée et traversée que l'avait été celle du conventionnel. Il a porté sous des cieux divers son courage et son esprit d'aventures, et quand, après avoir quitté la profession des armes, il dut demander à son travail des ressources qu'il n'avait point eu la prudence de s'assurer, il trouva dans sa plume, dans son instruction variée, ce nouveau genre d'existence qui le conduisit parmi nous. Il se consacra à la vulgarisation de la science, il prit à la presse scientifique une part active, et quand, ayant déjà atteint la vieillesse, il se vit contraint de se relâcher de son labeur, il poursuivit encore sur l'histoire de la musique, art qui avait toutes ses prédilections, des études qui l'ont aidé à supporter avec sérénité ses dernières épreuves.

» Je dois clore cette liste douloureuse en rappelant les noms de trois de nos correspondants qui auraient suffi à eux seuls pour jeter un grand lustre sur notre association, s'il leur eût été donné de se mêler davantage à ses travaux : Eugène Viollet-Le-Duc, Adrien de Longpérier, Achille Delesse !

» *Eugène Viollet-Le-Duc*, qui est mort le premier, fut un architecte d'un rare savoir dans tout ce qui se rapportait aux arts du moyen-âge ; aussi excella-t-il dans la restauration des monuments de cette époque. Ses livres sont demeurés classiques, et l'on y trouve à chaque page cette érudition que la pratique de l'art de bâtir a rendue plus ingénieuse et plus pénétrante, ce sentiment des procédés architectoniques et des styles que son crayon traduisait avec une incroyable facilité et à l'aide duquel il savait si bien interpréter les œuvres du passé.

» *Adrien de Longpérier* a été dans ce siècle un des maîtres de l'archéologie ; il en possédait toutes les branches avec une sûreté d'érudition qui n'avait d'égale que la sagacité de son intelligence. Déjà d'autres voix ont payé ici à cet homme éminent le tribut d'hommages qui lui était dû, car c'est surtout à la ville de Meaux qu'il appartient ; son nom y a été consacré par les souvenirs de la reconnaissance. Ses restes y reposent, sa famille y a vécu honorée, et c'est dans cette ville même que s'est éveillée cette vocation prononcée d'antiquaire qui devait le conduire plus tard à être l'une des lumières de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.

» *Achille Delesse*, mort inspecteur général des mines, a été l'un

de nos plus habiles métallurgistes et de nos géologues les plus distingués. Son enseignement à l'Ecole des mines et à l'Ecole normale, ses mémoires dans les *Annales des Mines* et ses autres ouvrages lui ont assuré un rang éminent dans la science et lui ont ouvert les portes de l'Institut. Comme Viollet-Le-Duc et Longpérier, il nous a été enlevé quand il atteignait à peine la vieillesse. Sa mort a fait un vide aussi profond dans la branche des connaissances humaines qu'il avait cultivées que dans le cœur des nombreux amis que lui avaient valu ses vertus et son caractère excellent.

» Telles sont, Messieurs et chers collègues, les pertes que notre Société a subies depuis deux années. Ces noms, ajoutons-les à cette généalogie de la Société qui comprend déjà tant d'hommes célèbres ou méritants à des degrés divers, dans ce livre d'or que nous devons méditer non pour y chercher un aliment de notre orgueil, mais pour y puiser des exemples à suivre et des motifs de persévérer dans notre tâche et dans nos efforts. »

M. Boquet-Liancourt rend compte du résultat des fouilles entreprises pendant l'hiver 1881-1882 à la Croix Saint-Faron, territoire de Meaux, et qui ont permis de retrouver l'emplacement exact de substructions anciennes, dont l'existence sur ce point était indiquée par la tradition. Selon toute apparence, ces substructions appartiennent à un amphithéâtre gallo-romain; on a seulement commencé à les mettre à jour, et les fouilles, qui seront continuées l'hiver prochain, quand le champ sera dépouillé de sa récolte, permettront certainement de juger de l'ensemble de l'édifice et d'en lever un plan complet.

M. Lhuillier donne lecture d'une notice sur la baronne de Winterfeld, qui fut au dernier siècle dame haute-justicière de Dampmart, près Lagny. L'auteur signale ce fait inédit que la dame de Dampmart n'est autre qu'Olympe Dunoyer qui, en 1713, à La Haye, eut une intrigue galante avec François Arouet, si célèbre dans la suite sous le nom de Voltaire.

M. Torchet fait connaître ensuite un épisode intéressant de la vie de Haydn, en racontant les circonstances à la fois touchantes et étranges de son mariage et de la composition de son fameux menuet du Bœuf.

M. Charles Constant, qui termine en ce moment la publication du troisième volume des Mémoires de Goulas, secrétaire de

Gaston d'Orléans, sous les auspices de la Société de l'histoire de France, obtient la parole et donne des détails nouveaux et très précis sur cette famille des Goulas, laquelle possédait autrefois plusieurs fiefs dans la Brie, à Jossigny, Serris, La Motte-Couter-nois, Liverdy, etc.

Enfin, M. Fernand Labour clôt la série des lectures par une notice dans laquelle il rappelle le séjour de Jean-Jacques Rousseau à Ermenonville, dans les derniers temps de son existence, d'après une correspondance de M. René de Girardin et aussi d'après la tradition interrogée à Ermenonville, à Dammartin, au Plessis-Belleville, où est morte Thérèse Levasseur, la veuve du philosophe.

Pendant cette séance, terminée à cinq heures, la Société philharmonique de Meaux, avec le très-gracieux concours de deux excellentes pianistes, a apporté le charme de la musique classique : des fragments de Beethoven, de Bach, d'Haydn et de Gluck, alternant avec les discours et la lecture des mémoires, ont été exécutés à la satisfaction générale.

PROCÈS-VERBAUX DES SECTIONS

SECTION DE MELUN

SÉANCE DU 4 FÉVRIER 1877

*Présidence de M. LHUILLIER, vice-président. — Secrétaire :
M. E. AUBERGÉ.*

Etaient présents : MM. Lefebvre, Bulot père, de Tussac, Lhuillier, Decourbe, Ronsin, Aubergé, Ballu, Leroy, Michelin, Lemaire, Gaucher, Mercier, Schreuder.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Lhuillier fait part des excuses de MM. Foucher de Careil, Delurtier et Bureau-Rioffrey, ainsi que de M. de Pontécoulant, qui exprime le regret de ne pouvoir plus, en raison de ses 85 ans, venir de Bois-Colombes assister aux réunions.

Communication est donnée d'une lettre de M. le secrétaire général de la préfecture, en réponse à celle par laquelle le secrétaire de la section l'avait informé qu'elle était disposée à fournir son concours à l'Inventaire des richesses d'art de France. Cette réponse met à la disposition de la commission nommée à cet effet des spécimens de catalogue, qui ont été apportés et sont présentés par M. Lemaire. Plusieurs membres s'engagent à préparer pour les prochaines séances des notes et matériaux du travail dont il s'agit.

Relativement à la participation de la Société à l'Exposition universelle de 1878, communication est également donnée d'une lettre de M. Lagrange, en qualité de secrétaire général du Comité départemental de Seine-et-Marne, informant le président de la Société qu'un arrêté ministériel a organisé une exposition spéciale historique de l'art ancien et que le Comité s'occupera à part de cette question quand il aura reçu des instructions spéciales.

Lecture est faite d'une étude de M. Saby sur la Révolution protestante, faisant suite à un travail lu par lui à la séance d'août

dernier, où il décrivait la situation politique, intellectuelle et sociale de la chrétienté à l'avènement de François 1^{er} et de Charles-Quint. Dans cette étude, M. Sahy expose que, des trois puissances qui exerçaient sur la société du moyen-âge une autorité dominante, l'église, la scholastique et la féodalité, seule l'église était restée vigoureuse. La scholastique voyait son empire détruit par la renaissance des études littéraires et des arts. La féodalité était ébranlée par les attaques de la royauté et du peuple. L'église, au moyen d'une double armée de prêtres et de moines, avait su créer une redoutable centralisation et asservir un monde composé des éléments les plus divers à son chef suprême, le pontife romain. Mais les atteintes portées aux deux ennemis du progrès que nous venons de citer préparaient la voie à la réforme religieuse.

M. Leroy lit une note où il signale l'inexactitude regrettable avec laquelle les anciens noms de lieux sont fréquemment indiqués dans les actes publics, et il donne des exemples récents : à Chartrettes, le Clos Poncet, ainsi nommé d'une famille originaire de Melun, qui a fourni sous les Valois plusieurs personnages distingués, prêtre, médecin, poète et magistrats, devient le Clos Ponce ou Poné ; au Mée, la rue de Live ainsi appelée de l'ancien fief de ce nom, est défigurée en la rue de l'Olive ou de la Lyre ; au Mée encore, l'*heure* des Moines est substituée à l'*heurt*, c'est-à-dire colline des Moines. Dans l'intérêt de l'histoire locale, les officiers publics devraient veiller à éviter ces altérations.

Le même présente de la part de M. La Joye, président honoraire de la section, un vase en terre trouvé sous le carrelage de l'église de Blandy, dans une sépulture qui remonte vraisemblablement à la fin du XIII^e siècle. Ce vase avait dû, suivant un usage assez répandu au moyen-âge, y être déposé avec de l'encens et des charbons ardents, dont il contient encore des restes. Le musée de Melun possède des vases semblables ayant servi au même usage.

M. Lhuillier présente à la Société 40 monnaies romaines de diverses époques, offertes par M. Maufrond, de Treuzy, qui ont été trouvées sur le territoire de Villemer par le sieur Panier.

Hommage est fait par le même : en son propre nom, d'un ouvrage dont il est l'auteur, intitulé *Géographie physique et historique du département de Seine-et-Marne* ; au nom de M. Leblondel, d'un exemplaire de l'*Almanach historique, topographique et statistique de Seine-et-Marne* ; au nom de M. Alphonse Beaudouin, de Bar-sur-Aube, d'un volume de poésies ayant pour titre :

Revers de médailles ; au nom de M. Camille Bernardin, du premier numéro du *Journal des Roses*, dont il est rédacteur en chef ; au nom de M. Anthyme Saint-Paul, d'une notice sur les écoles d'architecture romane au ^{xiii}^e siècle, et de deux prospectus, l'un relatif à l'*Annuaire de l'Archéologie française*, publié par lui, l'autre par lequel il demande la souscription de la Société à une carte archéologique de la France, qu'il se propose de faire paraître.

M. Lhuillier communique en outre à la Société : Une circulaire de M. le ministre de l'instruction publique, concernant la réunion annuelle des délégués des sociétés savantes, qui doit avoir lieu à la Sorbonne au mois d'avril prochain. La séance solennelle, présidée par M. le ministre, sera tenue le 7 avril ;

Des programmes de prix de la Société des antiquaires de Picardie, et de la Société historique et archéologique de Langres ;

Et une lettre de M. Bulot, président de la Société des architectes de Seine-et-Marne, offrant au président de la section le titre de membre honoraire, et sollicitant dans l'intérêt commun de l'art un échange de communications. A cette lettre, est joint un exemplaire des statuts de ladite Société. Cette proposition est accueillie par une résolution favorable.

M. Gaucher soumet à la réunion une pièce de quinze sols, un denier de Henri III et une fibule antique détachée d'un harnachement, trouvés à Nanteuil-sur-Marne.

L'assemblée, informée que son honorable vice-président M. Lhuillier vient d'être nommé officier d'académie, le félicite de cette distinction hautement méritée.

Le scrutin, qui a été ouvert au commencement de la séance, sur l'admission de M. Porchon, présenté à la dernière séance par MM. Delurtier et Aubergé, donne pour résultat l'unanimité des voix en faveur de M. Porchon, qui est en conséquence déclaré membre titulaire.

Présentation est faite, au même titre, de M. Blavot, conseiller de préfecture à Melun, par MM. Bancel et Aubergé, et de M. l'abbé Georges, membre de plusieurs sociétés savantes à Troyes, par MM. Choullier et Lhuillier. Le vote sur leur admission aura lieu à la prochaine séance.

SÉANCE DU 4 MARS 1877

Présidence de M. FOUCHER DE CAREIL, président.

Secrétaire : M. E. AUBERGÉ.

Présents : MM. Lemaire, Leroy, Delurtier, Ronsin, Belle, Porchon, R. de Tussac, Lefebvre, Lhuillier, Foucher de Careil, Aubergé, Latour, Mersier, Rabaroust, Eymard, Schreuder, Ballu, Houdard, Hérissé, Decourbe, Bureau-Rioffrey.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la dernière séance, M. Foucher de Careil exprime ses regrets de n'avoir pu venir la présider et annonce son intention d'écrire à M. Bulot, président de la Société des architectes de Seine-et-Marne, pour le remercier du titre de membre honoraire décerné par cette Société au président de la Section d'archéologie de Melun et Fontainebleau.

Sur une observation de M. Richard de Tussac, tendant à ce qu'il soit créé un fonds de réserve sur lequel pourraient être prélevées des allocations en faveur de fouilles et autres travaux rentrant dans le cercle des études de la Société, M. Latour, trésorier, fait connaître que cette réserve est déjà représentée par une rente sur l'Etat de 15 fr. et une somme de 500 fr., non compris les recouvrements de 1876 et de 1877, qu'il est prié d'activer. Sur sa demande, le trésorier est autorisé à déposer à la Caisse d'épargne de Melun les fonds appartenant à la Société, avec tous pouvoirs nécessaires pour en opérer le retrait, en totalité ou en partie, suivant les besoins et sur sa simple quittance.

M. Belle donne lecture de la suite de l'étude de M. Saby sur la révolution protestante. Cette réforme fut préparée par la transformation qui était en voie de s'accomplir dans l'enseignement, les lettres et les arts. A la même époque, Henri VIII, laissant de côté les guerres de conquêtes, avait la sagesse politique de s'appuyer sur la nationalité du pays qu'il gouvernait et de la renforcer en émancipant l'Eglise anglicane du despotisme pontifical. Aussi, est-ce de ce prince, méchant et méprisable dans sa vie privée, que date véritablement l'Angleterre moderne. Loin d'imiter cet exemple, François I^{er} gaspilla les forces de la nation dans des expéditions lointaines, et — sans être fanatique — se montra persécuteur et ultramontain, tandis que son rival heureux, Charles-Quint, combattait encore plus vivement la Réforme

et, tout en laissant attenter à la majesté du Pape, s'efforçait vainement de réaliser le gouvernement du monde par un empereur allié du souverain pontife, conception en désaccord avec le mouvement moderne et le courant des idées. S'ils eussent mieux compris le rôle qu'ils avaient à remplir, la Réforme religieuse, en même temps qu'elle aurait été plus générale, se serait accomplie d'une manière bien plus pacifique et plus bienfaisante.

M. Lhuillier lit un notice sur la bibliothèque et les bibliothécaires du château de Fontainebleau, au temps passé. Cette résidence royale a possédé une *librairie*, comme on disait alors, quelques années avant celle du Louvre, sous Charles V. Tour à tour florissante, presque abandonnée, puis reconstituée et enrichie sous François I^{er}, elle a eu pour conservateurs, sous les titres de *maîtres et gardes des livres du roi*, Guillaume Budé, Pierre du Chatel, Mellin de Saint-Gelais, Jacques Amyot, Jehan Gosselin et autres savants, sur lesquels M. Lhuillier donne des renseignements inédits. A la fin du xvi^e siècle, la bibliothèque de Fontainebleau, à laquelle on avait rattaché celle du château de Blois, fut transférée à Paris, où elle est devenue le point de départ de la grande Bibliothèque Nationale. Napoléon, en 1807, chargea le bibliographe Barbier de reconstituer au château de Fontainebleau une nouvelle bibliothèque, qui, aujourd'hui, est installée dans l'ancienne galerie de Diane et compte plus de 40,000 volumes. L'auteur signale la découverte (dans les dépendances de cet établissement, où elle était reléguée à l'état de paquets et complètement ignorée) d'une suite importante de brochures historiques des xvi^e et xvii^e siècles. Il est à peu près certain que cette découverte ne serait pas la seule si l'on pouvait poursuivre l'exploration commencée. On doit donc vivement désirer que de nouvelles recherches soient autorisées. La notice de M. Lhuillier étant destinée aux lectures de la Sorbonne, nous pouvons compter que le vœu qui y est exprimé en ce sens parviendra à son adresse.

M. Leroy fait hommage à la Société, au nom de M. Frédéric Moreau, d'un superbe album contenant la figuration en couleur de silex, armes, ustensiles, ornements, faisant partie de 6,000 objets trouvés à *Caranda*, canton de Fère-en-Tardenois (Aisne). Les fouilles exécutées en 1873, 1874 et 1875, dans cette localité, par les soins de M. Moreau, ont mis à découvert 2,600 tombes et une quantité considérable d'objets appartenant aux époques pré-

historique, gauloise, gallo-romaine et franque. Cette remarquable publication sera déposée aux archives de la Société, et une lettre de remerciements sera adressée au donateur.

M. Bureau-Rioffrey, président du Comité de protection artistique la forêt de Fontainebleau, offre à chacun de ses confrères un exemplaire de sa notice sur cette forêt, qui a été rédigée à l'appui des démarches faites par le Comité pour obtenir l'extension de la réserve laissée en dehors de tout aménagement régulier.

M. Leroy rend compte de la découverte d'une dizaine de squelettes et de tombes antiques dans une tranchée pratiquée près de l'embranchement de la route de Ponthierry et du chemin de Donnemarie. Cette sépulture, voisine de l'ancienne nécropole de Melodunum, remonte-t-elle à l'époque gallo-romaine ? Est-ce le résultat d'inhumation d'anglais morts au siège de Melun en 1420 ?
Adhuc sub judice lis est.

Le même membre fait connaître que divers objets métalliques, d'ailleurs sans importance, trouvés dans des sépultures mises à jour par les fouilles opérées dans la cour du Théâtre, autrefois couvent des Carmes, ont été vendus à des brocanteurs par les ouvriers qui en avaient fait la découverte. Pour éviter que le retour de semblable détournement ne s'applique à des objets d'un plus grand intérêt, l'administration devrait faire des recommandations aux entrepreneurs chargés de travaux sur les propriétés municipales.

M. Delurtier lit une poésie intitulée : *Le Progrès*. Quand même on ne partagerait pas les sentiments qu'inspirent à l'auteur l'ignorantisme, la superstition et la dictature, on ne pourrait encore qu'applaudir par patriotisme aux vers énergiques où il exprime l'espoir que la France ne retombera plus dans les fautes et les erreurs du passé et saura se relever de l'abaissement où elles l'ont conduite. D'ailleurs, ainsi que l'a fait remarquer avec beaucoup d'à-propos M. le Président, Horace a dit, et il ne faut pas l'oublier :

Pictoribus atque poetis
Quidlibet audendi semper fuit æqua potestas.
Scimus et hanc veniam petimusque damusque vicissim.

L'assemblée, informée que la Section de Meaux, dans sa séance du 13 février dernier, a exprimé le désir qu'à l'occasion de la réunion des Sociétés savantes à la Sorbonne, les sociétaires de

Seine-et-Marne présents à Paris le 7 avril resserrent dans un banquet leurs liens confraternels, déclare unanimement s'associer à cette idée.

Il est procédé, au scrutin secret, au vote sur l'admission de M. Blavot, présenté à la dernière séance, comme membre titulaire, par MM. Bancel et Aubergé. M. Blavot est admis à l'unanimité des votants.

SEANCE DU 6 MAI 1877.

Présidence de M. FOUCHER DE CAREIL, président.

Secrétaire : M. E. AUBERGÉ.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Blavot, admis à cette séance comme membre titulaire, remercie ses nouveaux collègues.

L'Assemblée examine avec intérêt un magnifique volume in-4°, première partie d'un ouvrage consacré à la description et à la reproduction par la gravure des antiquités et monuments du département de l'Aisne, très-remarquable comme texte et comme illustrations, dont il est fait hommage au nom de l'auteur, M. Edouard Fleury.

Il est décidé qu'une lettre de remerciements lui sera écrite par le secrétaire, et le titre de membre correspondant lui est décerné.

L'Assemblée vote la collation du même titre à MM. Frédéric Moreau, père et fils, dont la belle publication sur les objets trouvés par eux dans le même département, à Caranda, a été offerte en leur nom à la Société, dans la dernière séance.

M. Lhuillier donne lecture d'une notice rédigée par M. Maxime Beauvilliers sur la jolie statue du Gladiateur, qui se trouve au jardin anglais de Fontainebleau, d'après les documents qui lui ont été fournis principalement par feu M. Jamin, ancien sous-régisseur et sous-bibliothécaire du château. Ce bronze ne saurait être attribué au Primatice. L'original en marbre existe à Rome, d'où il avait été apporté au Louvre sous le 1^{er} empire et où il est retourné en 1815. Le nom du *gladiateur mourant*, sous lequel est généralement connue cette statue, n'est pas exact, d'après l'auteur de la notice, dont l'opinion est basée sur l'examen de cette œuvre

d'art, sur l'avis de Raoul Rochette et de Champollion-Figeac ; elle doit plus vraisemblablement représenter un guerrier gaulois mourant.

M. Aubergé, dans une étude botanique consacrée à la Flore vernale des environs de Melun, s'attache aussi à faire ressortir les analogies les plus marquées qui existent entre le règne végétal et le règne animal. Les phénomènes de motilité que l'on constate chez les spores de certaines algues, ceux de sensibilité si remarquables notamment chez la mimosa pudica, la propriété singulière que possèdent certaines plantes surnommées *carnivores* de captiver, dissoudre et peut-être même de s'assimiler de petits insectes et d'autres substances animales et azotées, fournissent particulièrement de puissants arguments à l'appui de la thèse admise maintenant par les naturalistes les plus autorisés, qui consiste à soutenir, — contrairement aux anciennes divisions artificiellement établies, — qu'il n'existe pas de démarcation absolue entre les diverses parties du royaume de la vie et que le règne végétal et le règne animal sont soudées par la base.

L'assemblée s'entretient ensuite de la séance générale publique des diverses sections de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne, qui doit avoir lieu à Meaux, sous la présidence de M. Maury, le 21 mai. Le programme en sera arrêté prochainement et des lettres de convocation seront adressées à tous les sociétaires.

SÉANCE DU 1^{er} JUILLET 1877.

Présidence de M. FOUCHER DE CAREIL, président.

Secrétaire : M. E. AUBERGÉ.

Étaient en outre présents : MM. Lhuillier, Latour, Eymard, Leroy, Schreuder, Lemaire, Delurtier, Lefebvre, Ronsin, Bourges, Porchon.

Après la lecture du procès-verbal, M. le président s'exprime ainsi : « La mort a frappé dans nos rangs. M. Labiche nous a été enlevé depuis notre dernière séance. C'est une perte douloureuse pour notre Société, dont il fut vice-président.

» Après avoir été conducteur des ponts et chaussées à Melun et avoir ainsi servi son pays dans cette noble compagnie, M. Labiche

avait pris sa retraite. Il était alors devenu, comme Mme de Sablé l'a dit de La Fontaine, notre fablier habituel. Vous avez entendu, comme moi, ce vieillard spirituel lire, ou plutôt jouer quelques-unes de ses fables où il savait envelopper les vérités les plus piquantes avec un esprit venu en droite ligne de notre dix-huitième siècle. Labiche laissera un grand vide dans notre Société. Que son fils, qui marche sur les traces paternelles, reçoive ici l'expression de nos regrets unanimes.

« M. Daudé nous appartenait moins particulièrement, à nous Société des lettres, sciences et arts, que M. Labiche. Il s'était d'abord consacré aux affaires ; mais c'était un de ces esprits libres et ouverts qui comprennent tout et ne négligent pas ce que Cicéron appelait l'ornement de la vie. « Les lettres, disait l'orateur romain, sont le charme de la jeunesse, la parure de la vieillesse ; elles sont le réconfort dans le malheur, la consolation dans les temps troublés. » M. Daudé avait fait cette épreuve de la vie et en a emporté le secret dans la mort. Membre de la Société depuis plusieurs années, il a droit à ses regrets. »

M. le président fait également part de la perte de M. Siraudin, membre correspondant de la Société, né à Melun et domicilié à Bayeux, où il est décédé. M. Siraudin avait fait de la littérature antique la passion de sa vie, et a publié plusieurs opuscules, notamment une brochure sur les avantages des études classiques. Il conservait un vif attachement pour sa ville natale et portait beaucoup d'intérêt à nos travaux, auxquels il regrettait que son éloignement ne lui permit pas de prendre part.

M. le président rend ensuite compte de la séance générale des diverses sections de la Société d'archéologie de Seine-et-Marne, qui a eu lieu le mois dernier à Meaux, sous la présidence de M. Maury, séance intéressante et bien remplie, dont la section de Melun espère voir le renouvellement, l'année prochaine, au chef-lieu. Il dépose sur le bureau plusieurs exemplaires d'une livraison de la Revue politique et littéraire, contenant une étude sur les trois Faust, qu'il a lue dans une séance générale.

Communication est donnée d'une invitation adressée à la section par l'Association française pour l'avancement des sciences, de se faire représenter par un délégué au congrès qui doit se tenir au Havre, du 23 au 30 août prochain ; d'une invitation par le principal du collège de Melun, à la distribution des prix qui aura lieu dans cet établissement le 7 août prochain, et où la section a

l'intention de faire remettre, comme par le passé, une médaille à l'élève le plus méritant en histoire; enfin, de lettres de remerciements de MM. Frédéric Moreau et Edouard Fleury pour le titre de membres correspondants que la Société leur a décerné.

Hommage est fait par M. Lhuillier, au nom de M. Quesvers, membre titulaire, d'une notice sur la prise de Montereau-faut-Yonne par les Français et sur l'entrée dans cette ville du roi Charles VII, le 10 octobre 1437.

M. Leroy offre à chacun des membres présents un exemplaire de sa notice sur la Léproserie Saint-Lazare de Melun.

Le même dépose, pour le Musée, au nom de M. Souchet jeune, une pièce de 12 sols à l'effigie de Louis XIV, et au nom de M. Moreau, un denier tournois à l'effigie de Henri III, trouvé dans la cour de la préfecture. Il fait en outre connaître que des fragments de statue en pierre, de l'époque gallo-romaine, ont été trouvés récemment dans les fouilles d'un puits du quartier de la Varenne. M. Leroy signale aussi un nouvel exemple des altérations trop nombreuses qui sont apportées aux anciens noms de lieux : il s'agit cette fois d'un jardin à Maincy, indiqué sur les affiches de vente comme situé au lieu dit le *Biais*, ce qui semble vouloir dire que ce lieu tire son nom d'une situation oblique, tandis que sa véritable dénomination est le *Bief*, à cause du voisinage du Moulin des Prés.

M. Lemaire donne lecture d'une notice sur le célèbre ingénieur Perronet (1708-1774), l'organisateur, avec Trudaine, de l'administration des ponts et chaussées, l'auteur des ponts de Neuilly, de Mantes, du canal de Bourgogne et de bien d'autres œuvres distinguées. Perronet séjourna dans notre pays, au château d'Annet-sur-Marne, dont il était devenu propriétaire, et s'occupa de divers projets le concernant, notamment d'une grande voie qui aurait traversé de plein niveau la ville de Melun du nord au sud. M. Lemaire donne des détails sur plusieurs de ces travaux, d'après des documents inédits soigneusement compulsés et commentés, notamment l'inventaire dressé après le décès de la femme de Perronet.

M. Leroy lit une description détaillée des anciens vitraux de l'église St-Aspais de Melun. Ce qui subsiste de ces vitraux, malgré certaines réparations qui en ont déparé une partie, est en général remarquable par la richesse du coloris et des détails. Ceux du chœur, qui sont contemporains de la construction de cette partie de l'église,

c'est-à-dire remontant au commencement du 16^e siècle, représentent l'histoire de la Création du monde et de l'homme, et (au milieu) plusieurs scènes de la vie du Christ après sa résurrection. Ceux des fenêtres latérales du chœur retracent la vie de saint François-d'Assises et de Joseph, fils de Jacob. Ils sont l'œuvre de véritables artistes, et la date de 1530 peut leur être attribuée avec certitude, au moins en ce concerne ceux consacrés à saint François. La décoration de ces fenêtres est complétée par des vitraux rapportés, l'un, plus ancien, représentant l'Ascension de Jésus-Christ, l'autre représentant les armes de Melun, — de l'époque de la Renaissance.

Les verrières de la chapelle de la Vierge, d'une bonne facture, ont été refaites en grande partie en 1865. Celle de la chapelle des d'Orléans-Longueville (anciens possesseurs de la vicomté de Melun) l'emportent sur les autres par le brillant du coloris et le fini de l'exécution. Quant aux vitraux de la chapelle Saint-Loup, ils sont bien inférieurs à ces deux points de vue.

M. Leroy exprime, en terminant, le vœu que la restauration, projetée par la fabrique, soit confiée à des mains dignes d'un tel travail.

Le même membre lit une note sur l'ancien cimetière gallo-romain de Melodunum qui, comme la ville elle-même, depuis la conquête romaine jusqu'aux invasions normandes, était situé dans la Varenne. L'établissement du chemin de fer a mis au jour, en 1847, cette nécropole qui renfermait, non-seulement des tombeaux des époques gallo-romaine, mérovingienne et carlovingienne, mais encore des sépultures d'anglais, morts pendant le siège de Melun, en 1420. Là se trouvait une quantité d'objets importants pour l'histoire et l'archéologie. La plupart, malheureusement, ont été détruits ou dispersés. Des fouilles particulières, effectuées plus récemment, ont donné lieu à la découverte de nouveaux cercueils, vases, bronzes, armes et objets divers dont l'intérêt fait d'autant plus regretter la disparition de ceux trouvés en 1847.

Présentation est faite par MM. Lhuillier et Beauvilliers, comme membre titulaire, de M. Félix Guillot, lauréat de la Société d'archéologie d'Orléans et de la Société héraldique d'Italie.

Le vote sur l'admission de ce candidat aura lieu à la prochaine séance.

SÉANCE DU 5 AOUT 1877

Présidence de M. LHUILLIER, vice-président.

Secrétaire : M. E. AUBERGÉ.

Étaient présents : MM. Drouin, Schreuder, Blavot, Leroy, Delurtier, Ronsin, Lefebvre, Porchon, Aubergé, Latour, Eymard, Lemaire, Lhuillier, Bulot père.

Communication est donnée, par M. Leroy, d'une série de titres et documents appartenant à M. Charavay, marchand d'autographes à Paris, concernant Melun, Tournan, Fontainebleau et Meaux. Il s'y trouve notamment : le procès-verbal dressé au district de Melun, en 1793, pour constater le don fait par le citoyen Palloy, d'une pierre provenant des cachots de la Bastille ; des chartes originales du xvi^e siècle, accordées par les rois Henri III et Henri IV à la ville de Tournan pour l'établissement d'un droit d'octroi et la création d'une foire le jour de la Madeleine ; deux lettres originales relatives à la prise de possession de l'évêché de Meaux par le cardinal de Bissy ; deux brevets de fontainiers des eaux du château de Fontainebleau au xvii^e siècle, et des copies de contrats notariés dans lesquels sont mentionnés des titulaires de l'ancien prieuré de Franchard et des officiers du château de Fontainebleau.

M. Lemaire donne lecture d'une notice sur le tombeau de Jean des Barres, chevalier, seigneur d'Oiserry au xiii^e siècle, et de ses femmes. Le procès-verbal d'ouverture de ce tombeau a été retrouvé par M. Lemaire, dans les papiers provenant du greffe de l'ancienne justice d'Oiserry, actuellement déposés aux archives de la préfecture de Seine-et-Marne. Ce procès-verbal constate que, contrairement à des dires postérieurs, toutes précautions furent prises alors pour préserver le tombeau du chevalier des Barres et de ses deux femmes et en assurer la conservation. M. Lemaire communique également un autre procès-verbal dressé en 1847 à l'occasion de l'ouverture du même tombeau, par les autorités du lieu. M. Eugène Grisy, de la Société des Antiquaires de France, y assistait et y consacra une savante notice. Il fut constaté que le corps de l'une des femmes, que l'on croit être Isabelle, épousée en Egypte, à la croisade, par le seigneur d'Oiserry, était comme momifié et en parfait état de conservation.

M. Leroy lit ensuite une notice sur l'ancien hôtel de la

Vicomté de Melun. Bâti dans la première moitié du xvi^e siècle, par des magistrats du bailliage, dans l'île Saint-Etienne, cet hôtel fut décoré dans le goût de la Renaissance. Il se faisait remarquer notamment par deux lucarnes sculptées qui existent encore. Malheureusement, il eut à subir des dégradations au temps de la Ligue, lorsque le capitaine de Saint-Paul, maître du quartier Saint-Aspais, canonna la paroisse Saint-Etienne. Il appartient au seigneur de la Grange-Leroy, gouverneur de la ville sous Henri IV. L'auteur donne d'intéressants détails sur l'historique de l'hôtel de la Vicomté jusqu'au temps de Louis XIII. Il se propose de terminer la lecture de cette notice dans une séance ultérieure.

Sur le bureau, sont déposés trois engins en fer trouvés par M. Girault, dans le jardin de sa maison, rue Notre-Dame. On les prendrait, à première vue, pour de petits mortiers d'artillerie, mais un examen plus attentif conduit à penser que c'étaient des boîtes à détonation destinées à servir dans les fêtes et cérémonies publiques avant la Révolution.

M. Leroy communique de la part de M. Meunier, garde champêtre à Chartrettes, qui les offre au Musée, deux pièces de douze sols à l'effigie de Louis XIV, trouvées à Chartrettes, au lieudit la Justice.

M. Félix Guillon, lauréat de la Société d'archéologie d'Orléans et de la Société héraldique d'Italie, demeurant à Orléans, présenté à la dernière séance par MM. Beauvilliers et Lhuillier, est admis, au scrutin secret, comme membre titulaire de la Société.

L'assemblée décide qu'une médaille en argent sera, ainsi que les années précédentes, décernée à l'élève du collège de Melun le plus méritant en histoire ; lors de la prochaine distribution des prix, elle sera remise au nom de la Société d'archéologie, section de Melun.

SÉANCE DU 2 DÉCEMBRE 1877.

Présidence de M. FOUCHER DE CAREIL, président.

Secrétaire par intérim : M. G. LEROY.

Présents : MM. Aubergé, Blavot, Decourbe, Delurtier, Dupuy, Eymard, Latour, Lemaire, Lhuillier, Porchon, Rabaroust et Ronsin.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. Foucher de Careil rend compte de l'ouvrage publié par notre confrère, M. Antoine Héron de Villefosse, sur les Mesures en usage en Brie aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles. Il commence par faire ressortir le mérite de ce travail qui a coûté à son auteur de patientes recherches très-habilement mises en œuvre. Quoi de plus humble, à première vue, que d'avoir consulté les chartriers pour en recueillir tout ce qui a rapport aux anciennes mesures d'un pays? Eh bien, cela est très-considérable : c'est le fragment d'une science nouvelle, d'une science dont on commence à réunir les éléments et dont on ne possédera tous les matériaux que dans un certain nombre d'années. L'histoire intérieure des États, cette histoire qu'on ne faisait pas, qu'on n'apprenait pas, touche à deux sciences qui n'existaient pas avant le ^{xviii}^e siècle : l'économie politique et l'économie rurale. Arthur Yung fut le premier qui réunit quelques principes de l'économie rurale, à propos de laquelle il y a encore beaucoup à connaître avant de pouvoir en faire une histoire complète. M. Natalis de Wailly et M. Leber, dans de savants mémoires, se sont occupés de la valeur de l'argent au temps passé, mais on n'est pas bien fixé sur le rapport réel de cette valeur avec celle de notre époque. Les termes de comparaison manquent encore; ils ne seront établis que lorsqu'on connaîtra exactement toutes les mesures si variées dont l'ancien régime faisait usage et leur concordance avec les mesures actuelles. Alors, on possédera un point de départ qui permettra de fixer avec certitude le rapport de la valeur des choses et de fonder les bases de la science de l'économie rurale. On y arrivera par des travaux comme ceux de M. de Villefosse, travaux dont il est facile d'apprécier la très-grande importance.

La diversité des mesures locales était infinie, comme le dit M. de Villefosse; non seulement les mesures variaient de province à province, mais encore de village à village; bien plus, on rencontrait souvent dans la même localité des mesures différentes : une vieille et une nouvelle mesure, une petite et une grande mesure; la mesure employée pour le blé était différente de celle employée pour l'avoine ou pour les autres céréales; la capacité du muid employé pour le vin différait de celle du muid dont on se servait pour l'huile; certaines denrées se mesuraient comble, d'autres se mesuraient ras; il y avait des mesures bourgeoises et des mesures foiraines; c'était enfin une confusion dont il devenait souvent diffi-

cile de sortir, et qui, en entravant les transactions, devait nuire au commerce et favorisait singulièrement la fraude.

Meaux avait deux mesures : la mesure de Meaux et celle du couvent de Saint-Faron. A Melun, la mesure du blé différerait de celle de l'avoine, etc. La variété prodigieuse des mesures de capacité en usage au moyen-âge correspond au système de décentralisation absolue qui fut propre à cette époque. Au point de vue historique, avant d'arriver à posséder une échelle comparative de la valeur de l'argent et des choses entre le moyen-âge et notre temps, il faut qu'une armée de bénédictins, s'inspirant de l'exemple de M. de Villefosse, fasse pour chaque province ce que notre savant confrère a fait pour la Brie.

M. Foucher de Careil considère comme préparatoires les recherches de M. de Villefosse sur les mesures usitées en Brie aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles. Il faut les continuer, les augmenter, pour arriver à pouvoir établir une concordance exacte du prix des choses avec la valeur de l'argent d'après les tables comparatives de M. Natalis de Wailly. Jusqu'à présent, à défaut de termes sérieux de comparaison, tout ce qu'ont fait la plupart des historiens qui se sont occupés d'économie rurale est inexact. Quand on possèdera ces éléments indispensables, ce sera énorme. L'économie rurale n'est pas seulement une branche de l'économie politique, c'est une science considérable.

En présence des difficultés de tous genres auxquelles le passé était livré par le fait de la diversité des mesures, on doit tenir pour un des plus grands bienfaits de ce siècle la réforme qui nous a dotés de l'uniformité des poids et mesures. Que de progrès accomplis depuis le ^{xiii}^e siècle, gêné dans ses relations commerciales et d'affaires par l'usage de ses mesures multiples, jusqu'au jour où des savants s'élancèrent sur la route dont la mesure devait donner le mètre à la civilisation moderne !

Une approbation unanime accueille le compte-rendu oral de M. Foucher de Careil sur l'ouvrage de M. Antoine Héron de Villefosse, compte-rendu dont l'analyse sommaire et incomplète qui précède ne peut donner qu'une idée imparfaite.

M. Lemaire et après lui M. Rabaroust présentent quelques observations sur les anciennes mesures de la Brie. D'après M. Lemaire, l'ancien arpent, usité pour les mesures agraires, offrait douze variétés différentes, résultant des dimensions de la perche qui en était la centième partie. Généralement la perche représen-

taut vingt ou vingt-deux pieds carrés correspondant à 42 ou à 51 centiares.

L'ordre du jour porte ensuite sur le vote d'admission, en qualité de membre titulaire, de M. Boucher, propriétaire, conseiller d'arrondissement à Dammarie-les-Lys, dont les présentateurs sont MM. Aubergé et Lhuillier.

Votants, 14. — Pour l'admission, 14.

M. Boucher est proclamé membre titulaire de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne.

La séance est levée à quatre heures et demie.

SÉANCE DU 3 FÉVRIER 1878.

Présidence de M. FOUCHER DE CAREIL, président.

Secrétaire par intérim : M. G. LEROY.

Présents : MM. Ballu, Blavot, Decourbe, Delurtier, Eymard, Houdard, Lemaire, Lefebvre, Lhuillier, Porchon, Ronsin, Schreuder, de Tussac.

MM. Aubergé et Latour expriment leurs regrets de ne pouvoir assister à la séance.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. le président annonce qu'il est fait hommage à la Société des publications suivantes :

Par M. Antoine Héron de Villefosse, membre titulaire :

Le Tarif de Zraña (notice extraite des comptes rendus de la Société de numismatique et d'archéologie, année 1875, T. VI).

Par M. Fernand Labour, membre titulaire :

La Bourgeoisie au XV^e Siècle. — (Trois bourgeois de Paris, Bureau de Dammartin, Taranne et Sanguin, possesseurs de fiefs en la chatellenie d'Oissery.)

Le Droil de garenne dans le ressort de l'ancien bailliage de Meaux.

Et par M. le docteur Godard :

Étude sur le bégaiement et son traitement physiologique.

Ces publications seront déposées dans la bibliothèque de la Société ; des remerciements sont votés aux donateurs.

M. le président communique une lettre de M. le ministre de

de l'instruction publique, annonçant que la réunion générale des Sociétés savantes de France aura lieu à la Sorbonne, le samedi 27 avril prochain. Elle sera précédée de trois jours de lectures publiques dans les sections d'archéologie, d'histoire et des sciences. Les mémoires devront être adressés au plus tard dans les premiers jours d'avril, et leur lecture autorisée par les sociétés particulières dont les auteurs font partie.

Il est également donné connaissance d'une circulaire de M. le ministre de l'intérieur, relative à la publication ou reproduction, par l'héliogravure, d'une série de chartes et documents historiques s'étendant du ^{vii}^e au ^{xviii}^e siècle. Cette publication est appelée à figurer à l'Exposition universelle. Elle sera offerte au public au prix de cent francs l'exemplaire.

M. Leroy termine la lecture de sa notice intitulée : *L'ancien hôtel de la vicomté à Melun* ; il rappelle comment cet hôtel sortit des mains de la famille de La Grange-Le Roy, pour passer dans celles du surintendant Fouquet, vicomte de Melun et de Vaux, puis ensuite en la possession de la famille Guérin de Vaux et autres propriétaires. Pendant la Fronde, le jeune roi Louis XIV, réfugié à Melun avec la Cour, habita la vicomté ; enfin, c'est dans cette demeure historique que le savant Bailly, membre de l'Académie et premier maire de Paris, résidait, quand il fut arrêté par des gardes nationaux parisiens en quartier à Melun, le 8 septembre 1793.

La notice de M. Leroy est renvoyée au comité central pour prendre place, s'il y a lieu, dans les publications de la Société.

M. Lemaire communique, en le commentant, le « Roole de ceulx qui ont juré la Sainte-Union des Catholiques à Meaux, les 20 et 21 mars 1589. » — 1,062 habitants y figurent, sans y comprendre ceux du Marché, du faubourg Cornillon et autres quartiers, dont le serment fit l'objet de procès-verbaux séparés.

M. Lhuillier ajoute qu'à plusieurs reprises, en d'autres circonstances, les habitants de la ville de Meaux avaient prêté des serments analogues, par exemple en 1577, à la demande de M. de Rosne, gouverneur de la Brie ; en mai 1588, à la suite d'un voyage du duc de Guise ; au mois de juillet de la même année, et enfin au mois de janvier 1589, à l'occasion de l'arrivée d'un nouveau gouverneur à Meaux.

Le travail de M. Lemaire est renvoyé au comité central pour figurer dans le bulletin de la Société.

M. Ronsin appelle l'attention sur la déplorable situation de l'église de Larchant, dont la ruine s'accroît chaque jour, par défaut de toiture suffisante pour protéger les voûtes et les murs. L'eau pénètre partout, et les infiltrations hâtent la destruction de ce remarquable monument. Quelques réparations urgentes remédieraient à ce triste état de choses. Il exprime l'idée d'un vœu tendant à obtenir un secours pécuniaire afin d'entretenir la couverture et d'empêcher la ruine absolue de l'édifice.

Plusieurs membres font observer que l'église de Larchant est classée au nombre des monuments historiques, et que les travaux de réparations incombent à l'Etat ; il suffirait de transmettre, au nom de la Société d'archéologie de Seine-et-Marne, les judicieuses observations de M. Ronsin, pour qu'il y fût donné, par l'Etat, telle suite que la commission des monuments historiques avisera.

La section, se joignant à M. Ronsin, apprécie ses observations et décide qu'un extrait du présent procès-verbal sera adressé à M. le ministre de l'instruction publique, des cultes et des beaux-arts.

M. Lefebvre dit que le défaut d'entretien des monuments historiques a causé depuis une trentaine d'années des pertes irréparables. Il a vu autrefois, au donjon de Nemours, des voûtes qui se sont successivement écroulées les unes sur les autres, faute d'une simple toiture pour les protéger contre l'action de l'eau, et qu'on aurait pu établir à peu de frais. Il cite des cas analogues pour des monuments situés dans des départements voisins de Seine-et-Marne.

M. Lefebvre parle également du projet de création d'un musée des arts décoratifs à Paris.

M. de Tussac, à propos de découvertes d'antiquités dans les terrains de la plaine de la Varenne, à Melun, exprime l'idée, dont il a déjà parlé, de créer un fonds de réserve qui serait destiné à des acquisitions d'objets et de documents pouvant intéresser la Société, et même, s'il y avait lieu, à pratiquer des fouilles.

Plusieurs membres apprécient la proposition, en faisant remarquer toutefois qu'il ne paraît pas nécessaire de créer un fonds spécial, attendu que la section possède des ressources dont elle a la libre disposition et qu'elle pourra toujours employer, suivant sa décision, dans les cas indiqués par M. de Tussac. M. le trésorier donnera, sur l'importance de ces ressources, des renseignements précis dans la prochaine séance. Il demeure entendu que, lorsqu'il

y aura lieu, on prélèvera sur ce disponible somme suffisante pour faire face aux dépenses des objets achetés, ainsi qu'aux frais des fouilles pratiquées par les ordres de la section.

M. Lhuillier donne lecture d'une *note sommaire sur des stations anté-historiques trouvées dans le département*, et explorées :

A Buthiers, par M. Bréan, ingénieur à Gien, correspondant de la Société ;

A Surville, par M. Elzéar de Quélen ;

Dans le voisinage de Moret, par M. Chouquet ;

Dans l'arrondissement de Coulommiers, par MM. Plessier et Dumoutier.

M. Lhuillier parle aussi de nouveaux ateliers monétaires de l'époque mérovingienne, signalés dans le département par M. Ponton d'Amécourt, et d'une découverte récente de monnaies romaines du Bas-Empire, faite à Poligny, canton de Nemours. Un vase de terre contenait environ 7.000 petits bronzes à l'effigie de Tetricus, Claude II, dit le Gothique, et d'autres empereurs proclamés en Gaule.

Dans une note plus complète, M. Lhuillier reviendra sur ces différentes découvertes.

M. le président annonce que des demandes d'admission, en qualité de membres titulaires, sont faites :

Par M. le baron Héron de Villefosse, conseiller général du canton du Châtelet, maire de Féricy. Présentateurs, MM. Foucher de Careil et Aubergé ;

Et par M. Labiche, chef de division à la préfecture. Présentateurs, MM. Foucher de Careil et Lhuillier.

Il sera statué sur ces demandes, à la prochaine séance, conformément au règlement.

M. Lhuillier, secrétaire général de la Société, annonce que le titre de correspondant a été accordé à M. Gabry, ancien membre titulaire de la section de Melun, qui en a fait la demande, par suite de son éloignement du département.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 3 MARS 1878.

Présidence de M. LEFEBVRE, vice-président.

Secrétaire : M. E. AUBERGÉ.

La séance est ouverte à deux heures.

Présents : MM. Schreuder, Sertier, Rabaroust, Delurtier, Ballu, Lefebvre, E. Aubergé, Latour, Eymard, Gaucher, Lemaire, Decourbe, C. Bernardin, Dubut, G. Leroy.

M. Lhuillier donne lecture d'une étude biographique et historique sur un personnage né à Meaux, Méhée de La Touche, publiciste, journaliste, secrétaire-adjoint de la commune de Paris en 1792, qui a joué dans la suite un rôle singulier et mené une existence assez misérable jusqu'à sa mort, arrivée en 1817. L'auteur fournit des détails inédits, d'autres absolument oubliés sur Méhée, ses aventures à l'étranger, ses démêlés avec la police de Bonaparte qu'il ne dédaigna pas cependant de servir comme espion politique.

Son père, qui s'était marié à Crécy, avait exercé la médecine à Meaux pendant quelques années et publié lui-même plusieurs ouvrages.

M. Leroy communique de nombreux fragments de poterie romaine, récemment découverts en fouillant un terrain situé dans la varenne de Melun et appartenant à M. Denis Feuillatte. Ces objets, gracieusement offerts par M. Feuillatte, seront déposés au musée. M. Leroy accompagne sa communication d'une notice rappelant les précédentes découvertes faites sur les terrains avoisinants ; il constate les circonstances de la dernière trouvaille et appelle particulièrement l'attention sur une petite coupe en verre, malheureusement brisée, dont la forme et les détails d'ornementation sont remarquables. Cette coupe en verre, trouvée au milieu de débris céramiques dans un puits carré, que M. Feuillatte a fouillé, remonte également à l'époque gallo-romaine.

M. Camille Bernardin soumet à l'examen de la section de Melun des tuiles romaines et une monnaie de Marc-Aurèle, provenant d'un champ situé au haut de la côte de Grégy, au bord de la route de Brie-Comte-Robert à Melun, où l'on a trouvé d'importants débris de la même époque.

M. Latour, trésorier de la section de Melun, fournit des ren-

seignements sur la situation financière et fait connaître qu'il a en ce moment un encaisse de 1,000 francs environ.

Il est procédé au scrutin pour l'élection de deux nouveaux membres titulaires : M. Stanislas Héron de Villefosse, propriétaire à Féricy, présenté par MM. Foucher de Careil et Aubergé ; M. Labiche, chef de division à la préfecture, présenté par MM. Foucher de Careil et Lhuillier.

Le dépouillement donne les résultats suivants :

M. de Villefosse : votants, 14 ; pour l'admission, 14.

M. Labiche : votants, 14 ; pour l'admission, 14.

Les deux candidats sont admis comme membres titulaires, sauf ratification par le Comité central.

MM. Delurtier et Lhuillier présentent comme membre titulaire, M. Sevet, professeur de physique et de chimie au collège de Melun ; il sera voté dans la prochaine séance, conformément au règlement.

M. le président rappelle que la réunion des délégués des Sociétés savantes des départements est fixée aux 24, 25 et 26 avril prochain et que le 27 aura lieu la séance générale, présidée par M. le Ministre de l'Instruction publique.

La séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 5 MAI 1878.

Présidence de M. LHUILLIER, vice-président.

Secrétaire par intérim : M. LEROY.

Présents : MM. Lhuillier, vice-président ; Leroy, faisant fonctions de secrétaire ; Delurtier, Eymard, Lemaire, Porchon, Schreuder.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

Dépouillement de la correspondance :

MM. Foucher de Careil, Aubergé et Rabaroust s'excusent de ne pouvoir assister à la réunion de ce jour. M. Ronsin se fait également excuser.

M. Aubergé fait savoir qu'il ne peut accepter en ce moment la continuation des fonctions de secrétaire, qu'il remplit depuis plusieurs années. La section apprend avec regret cette détermination.

M. Foucher de Careil soumet à la Société la proposition suivante :

« Il y a lieu cette année, à l'occasion de l'Exposition, de décerner un ou plusieurs prix aux instituteurs de Seine-et-Marne, dont l'exposition aura été la plus remarquée, et, à cet effet, de nommer un jury composé de membres de la Société, pour apprécier leurs œuvres. Les prix seraient décernés à la réunion générale à Melun. »

La proposition mise en discussion est prise en considération. Sont désignés, pour faire partie du jury, MM. Foucher de Careil et Delurtier, de la section de Melun ; Boquet-Liancourt et d'Amécourt, de la section de Meaux ; Lefèvre et Doigneau, de la section de Fontainebleau ; Rabaroust, de la section de Coulommiers. Ces messieurs seront priés de se réunir pour donner suite au projet.

Communication est donnée du programme du concours de poésie, ouvert par l'Académie de Mâcon à l'occasion de l'inauguration de la statue de M. de Lamartine.

M. Doigneau, membre titulaire, annonce à la Société que sur la demande de M. de Mortillet, conservateur-adjoint du musée de Saint-Germain, il fait figurer à l'Exposition universelle, dans les galeries de l'histoire du travail, des spécimens d'outils et objets des temps pré-historiques recueillis à Nemours, dans la vallée du Loing et dans la forêt de Fontainebleau.

M. Lhuillier dit que le Bulletin de la Société est terminé et qu'il va être distribué incessamment aux sociétaires.

M. Fleury, membre correspondant, fait hommage d'un nouveau volume grand in-4°, qu'il vient de publier sur les antiquités et monuments du département de l'Aisne. Remercements et dépôt aux archives.

M. le ministre de l'instruction publique adresse à la Société les trois premières livraisons du *Journal des Savants*, année 1878, et annonce qu'il continuera cet envoi. Remercements et dépôt aux archives.

M. Leroy donne lecture du *Cahier de doléances dressé par les habitants de Vaux-le-Pénil, en 1789*, pour être soumis aux députés des Etats-Généraux convoqués à Versailles. Les habitants de Vaux demandent la modération des impôts, le vote de ces impôts par des députés librement élus, la responsabilité ministérielle et la justification de l'emploi de toutes les sommes levées sur le peuple, la suppression des emprisonnements arbitraires, des privilèges, des capitaineries, la réforme des aydes, de la gabelle, de

la milice, de la procédure, qui étaient autant de fléaux et de causes de misère pour le pauvre peuple, etc.

M. Lemaire fait un compte-rendu sommaire du récent ouvrage publié par M. Berthault sur l'*Abbaye du Pont-aux-Dames*, fondée au ^{xiii}^e siècle par un seigneur de Crécy dans la paroisse de Couilly, près Meaux. Ce savant ouvrage fait honneur à son auteur, que la Société est heureuse de compter au nombre de ses membres titulaires.

Il est successivement procédé :

A un vote sur l'admission, comme membre titulaire, de M. Sevet, professeur de physique et de chimie au collège de Melun, présenté par MM. Lhuillier et Delurtier. M. Sevet est admis à l'unanimité ;

Et à un autre vote pour le renouvellement du bureau de la section de Melun-Fontainebleau pendant l'année 1878-79. Sont élus :

Président, M. Foucher de Careil ; *Vice-Présidents*, MM. Lefebvre et Lhuillier ; *Secrétaire*, M. G. Leroy ; *Trésorier*, M. Latour ; *Délégué* au Comité central, M. Rabaroust.

Une demande d'admission en qualité de membre titulaire est faite par M. Adrien Dupont, de Château-Landon. Les présentateurs sont MM. Lhuillier et Bourges.

M. le président annonce que la réunion générale annuelle de la Société aura lieu, cette année, à Melun, le lundi de la Pentecôte, 10 juin prochain, dans le grand salon de l'hôtel de ville. D'après ce qui se passe en pareil cas, il convient de nommer une commission chargée de l'organisation de cette séance et du banquet qui la suit. Sont désignés : MM. Foucher de Careil, Lhuillier, Delurtier, Porchon et Leroy.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à trois heures et demie.

SÉANCE DU 7 JUILLET 1878.

Présidence de M. FOUCHER DE CAREIL, président.

Secrétaire : M. LEROY.

Présents : MM. Foucher de Careil, président ; Lhuillier, Lefebvre, vice-présidents, Leroy, secrétaire, Ballu, Cotelle, Decourbe, Delurtier, Eymard, Garnuchot, Labiche, Lemaire, Michelin, Schreuder, Sevet, de Tussac.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

Au nom du bureau, M. le président adresse des paroles de remerciements aux sociétaires qui l'ont continué dans ses fonctions par le vote auquel il a été procédé dans la dernière séance. Il exprime aussi ses sentiments de gratitude en l'honneur des personnes qui ont concouru à l'organisation et à la réussite de la séance générale que la Société a tenue à Melun dans les salons de l'Hôtel de Ville le lundi de la Pentecôte 10 juin dernier ; à la municipalité, à M. Alfred Maury, le savant président général de la Société, qui est venu rehausser l'éclat de cette réunion par sa présence et le discours qu'il a prononcé.

M. le président exprime ensuite les regrets que la Société éprouvera en apprenant la mort prématurée d'un de ses membres, M. Léon Belle, de Tournan, enlevé à la fleur de l'âge. Ancien élève du collège de Melun, où il s'était distingué, intelligent et instruit, M. Belle laisse de grands regrets. La Section s'associe aux paroles de M. le président.

Dépouillement de la correspondance :

MM. Rabaroust, Bourges et Bernardin, membres titulaires, se sont excusés par lettres, de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

Le chancelier de l'Institution Smithsonnienne informe la Société de la mort de son secrétaire et directeur, le docteur Joseph Henry, décédé à Washington, le 13 mai dernier. Le docteur Henry avait contribué à l'avancement des sciences physiques, notamment des connaissances en électricité, électro-magnétisme, météorologie, capillarité, acoustique, etc. Il était âgé de 78 ans.

M. le docteur Legrand fait hommage à la Société d'une brochure intitulée : *La nouvelle Société indo-chinoise fondée par*

M. le marquis de Croisier et son ouvrage *l'Art Khmer*. Remerciements et dépôt aux Archives.

M. le président communique une lettre autographe du surintendant Foucquet, dont il a fait l'acquisition récemment dans une vente publique à Paris. Cette lettre, datée de Lagny, est adressée à monsieur le comte de Broglio, mareschal de camp. Elle donne des détails sur un combat livré par le comte de Grancey contre les Frondeurs, près Brie-comte-Robert, et sur l'attaque du château de Lésigny. Les Frondeurs, forts de 1.600 chevaux, en auraient perdu 800. Un post-scriptum ajoute : « On dit que le prince de Marsillac est tué. »

M. le président parle ensuite de la vente d'autographes de la collection de M. Benjamin Fillon, qui va être faite incessamment par M. Etienne Charavay. Il cite quelques-unes des pièces les plus intéressantes : Rabelais, Montaigne, Malherbe, Jacques Amyot, etc.

M. Lemaire donne lecture d'une *Notice sur les publications historiques de la ville de Paris*. Il rend compte de cette entreprise et des savants travaux publiés ou en cours de publication, au point de vue topographique, statistique et historique. Il analyse brièvement quelques-uns de ces ouvrages qui sont possédés par les Archives de la préfecture de Seine-et-Marne, grâce à la libéralité de M. le préfet de la Seine.

M. Leroy, lit un mémoire sur : *Les origines de l'Eglise Notre-Dame de Melun*. Au 17^e siècle, une rivalité qui durait depuis longtemps reprit plus vive que jamais entre les bénédictins de l'abbaye du Mont-St-Père et les chanoines de la collégiale de Notre-Dame de Melun. Chacun de ces établissements religieux revendiquait une priorité d'ancienneté sur son rival. Dom Elie, moine de Saint-Père, rédigea une savante dissertation dans laquelle il réduisit à néant les prétentions des chanoines, qui voulaient faire remonter leur église au temps de Childéric I^{er}, tandis qu'en réalité le titre le plus ancien où elle est mentionnée ne date que du temps de Charles-le-Simple, en l'an 901. M. Leroy analyse le mémoire de Dom Elie, avec adjonction de renseignements sur l'époque probable de la construction de l'édifice actuel.

M. le président invite les sociétaires à vouloir bien, lors de leurs visites à l'Exposition, prendre quelques notes sur les sujets qui rentrent spécialement dans les travaux de la Société, soit dans les galeries de l'histoire du travail, soit dans l'exposition scolaire,

soit enfin dans l'exposition algérienne. Chacun des sociétaires y trouvera un vaste champ pour mettre à profit ses connaissances et ses aptitudes. La Société conserverait, par la communication de ces notes, un excellent souvenir de l'Exposition universelle ouverte en ce moment à Paris.

Une discussion s'engage sur l'opportunité d'assurer à la Société le concours des instituteurs primaires pour signaler les découvertes d'objets d'art et d'antiquité qui peuvent être faites dans les communes et pour en assurer la conservation. Le titre d'associés correspondants pourrait être accordé à ceux de ces honorables fonctionnaires qui se seraient le plus signalés par leur dévouement.

Lecture est donnée par M. Lhuillier d'un projet de circulaire qui pourrait prendre place dans le Recueil des Actes administratifs en vue de la conservation des objets d'art et d'antiquité existant dans les communes ou qui pourraient y être trouvés.

M. le préfet et M. l'inspecteur d'académie seront consultés sur les moyens de réaliser ces différents projets.

M. Leroy communique, au nom de M. Camille Bernardin, cinq petits bronzes romains provenant d'une découverte plus considérable faite à Poligny, canton de Nemours, au mois de janvier dernier. Ils sont à l'effigie de Claude II, dit le Gothique, de Tétricus père, et de Tétricus fils. M. Leroy lit une note qu'il a rédigée sur ces monnaies et sur la découverte de Poligny.

Il est successivement procédé à deux votes pour l'admission en qualité de membres titulaires :

Premièrement : De M. Marchand, professeur de seconde au collège de Melun. Présentateurs, MM. Delurtier et Lhuillier.

Deuxièmement : De M. Adrien Dupont, propriétaire à Château-Landon. Présentateurs, MM. Bourges et Lhuillier.

A l'unanimité de 15 votants, MM. Marchand et Dupont sont élus membres titulaires de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne, section de Melun-Fontainebleau.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 4 AOÛT 1878.

Présidence de M. LEFEBVRE, vice-président.

Secrétaire : M. LEROY.

Présents : MM. Lefebvre, vice-président faisant fonctions de président en l'absence du titulaire, G. Leroy, secrétaire, Aubergé, Ballue, Delurtier, Dupont, Eymard, Lemaire, Lhuillier, Marchand, Rabaroust, Sertier, Sevet, de Tussac.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. le président exprime les regrets qui lui ont été manifestés par M. Foucher de Careil de ne pouvoir assister à la réunion de ce jour.

Lecture est donnée d'une lettre de M. Fournials, principal du collège de Melun, qui fait part de la distribution prochaine des prix aux élèves de cet établissement et invite MM. les membres de la Société à vouloir bien y assister.

A ce sujet, M. Lhuillier, secrétaire général, fait passer sous les yeux des sociétaires la médaille qui sera offerte, au nom de la Société, à l'élève ayant obtenu en rhétorique le prix d'histoire et de géographie.

MM. Rabaroust et Lefebvre demandent s'il ne serait pas possible qu'à l'avenir pareille médaille fût offerte aux lauréats des collèges de Coulommiers et de Fontainebleau. La proposition sera transmise au comité central.

MM. Dupont et Marchand, nouvellement admis en qualité de membres titulaires, expriment leurs remerciements à la Société.

M. Lhuillier donne lecture d'un mémoire intitulé : *Bossuet et l'offrande royale du jour de Saint-Etienne dans la cathédrale de Meaux*, dans lequel se trouve rappelé un incident causé à Meaux par l'absence de Bossuet, le jour de Saint-Etienne, 26 décembre 1702. Un usage ancien voulait que l'évêque officiât ou du moins assistât à la messe pour recevoir une offrande qu'on lui présentait tant au nom du roi qu'au nom du vicomte de Meaux et du vidame. En l'absence du prélat, les représentants de ces deux personnages prétendaient se soustraire à l'obligation à laquelle ils étaient tenus. M. Lhuillier rend compte des difficultés qui s'en suivirent et qui n'étaient pas encore tranchées quand le cardinal de Bissy succéda à l'illustre évêque de Meaux.

M. Leroy communique un travail intitulé : *Archéologie de l'église de Vaux-le-Pénit*. Après une description de la situation pittoresque où s'élève cet édifice, l'auteur en signale les particularités. Sur une construction romaine antérieure au x^e siècle dont il existe encore des traces, l'église actuelle fut construite à la fin du xii^e siècle, augmentée au temps de François I^{er}, et modifiée en 1602. Les quelques objets d'art, tombeaux et inscriptions de l'église de Vaux sont ensuite signalés par l'auteur. Il convient de citer le tableau du maître-autel sortant de l'atelier de Vien et les inscriptions rappelant la famille de Rostaing, qui posséda la seigneurie de Vaux aux xvi^e et xvii^e siècles.

M. Leroy communique une note sur *un fragment de bas-relief trouvé à Melun*, dans le faubourg Saint-Liesne, provenant peut-être de l'ancienne église de ce nom. Cette sculpture, de style roman, représentant un personnage nimbé tenant à la main un objet indéterminé, a été donnée au Musée par M. Lavenue, sur la propriété duquel elle a été trouvée.

M. Dupont fait passer sous les yeux des membres présents une hache en bronze trouvée sous un bloc de grés qui pourrait être un dolmen, au territoire de Souppes, dans le voisinage de la sucrerie.

Le même membre donne quelques renseignements sur les antiquités de Château-Landon ; il fournit des détails sur un ancien méridien ayant 26 faces, trouvé dans cette localité et faisant actuellement partie de sa collection.

M. Marchand lit la traduction qu'il a faite en vers français d'hymnes homériques à Apollon dillien et à Apollon phytien. La Société adresse à l'auteur ses félicitations sur ce remarquable travail, dans lequel la pensée et l'élégance du poète grec n'ont rien perdu à revêtir la forme des vers français. M. Marchand continuera cette intéressante communication.

M. Leroy annonce que les fouilles qui sont actuellement faites dans toutes les rues de Melun pour la canalisation de la nouvelle usine à gaz, ont amené la découverte de quelques débris se rattachant à l'état ancien de la ville.

Des monnaies des Césars et des Antonins, frustes et de peu d'intérêt numismatique, ont été rencontrés avec des fragments de tuiles et de poterie romaine dans les quartiers Saint-Ambroise et Saint-Etienne où s'élevait la ville primitive avant l'invasion des Normands aux ix^e et x^e siècles. M. Leroy a recueilli dans la rue

de Dammarie un fragment de poterie portant le nom de son fabricant gallo-romain : VIRTVS.

Rue du Château, on a mis à jour les bases des contreforts de la chapelle du prieuré Saint-Sauveur. A l'entrée du pont aux Fruits, dans le quartier Saint-Aspais, les ouvriers se sont trouvés en présence des fondations de l'ancien Châtelet, où les tribunaux siégèrent jusqu'à la Révolution. Rue Saint-Barthélemy, entre les hôtels de la Galère et du Grand-Monarque, sont apparues des substructions de la porte de Paris, qui permettait de franchir en cet endroit l'enceinte fortifiée de la ville. A la Préfecture, ancienne abbaye des bénédictins de Saint-Père, on a découvert un cercueil de pierre tendre, d'aspect carlovingien, analogue à celui qui a été décrit par notre honoré confrère, M. Lemaire, dans l'un des Bulletins de la Société et qui avait la même provenance. Enfin, dans les rues de l'Hôtel-de-Ville et Saint-Aspais, il a été trouvé des débris de tuyaux en poterie solidement cimentés, par lesquels les eaux de la Fontaine Saint-Liesne alimentaient des fontaines publiques établies en différents points des quartiers Saint-Aspais et Saint-Etienne. Ces fontaines créées au xvi^e siècle cessèrent d'être entretenues au xvii^e siècle, fautes de ressources communales, comme le prouve un arrêt du conseil d'État du roi en date à Paris, du 29 juillet 1673, dont il est donné lecture.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

SÉANCE DU 1^{er} DÉCEMBRE 1878.

Présidence de M. LHUILLIER, vice-président.

Secrétaire : M. LEROY.

Sont présents : MM. Lhuillier et Lefebvre, vice-présidents, Leroy, secrétaire, Blavot, Bulot, Charriou, Dupont, Delurtier, Labiche, Lemaire, Marchand, Houdard, Porchon, Sevet, de Tussac.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. Foucher de Careil, président, et M. Aubergé s'excusent, par lettres, de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

MM. Domet et Hérissé, ayant cessé de résider dans le département, donnent leur démission de membres de la Société.

M. le président annonce que la médaille que la Société a l'habitude d'accorder à l'élève du collège de Melun qui obtient les plus brillants succès en histoire, a été décernée, lors de la dernière distribution des prix, à l'élève Durenne, de Melun.

Hommage a été fait à la Société :

Par M. Le Blondel, de l'*Almanach de Seine-et-Marne et du diocèse de Meaux pour 1879* ;

Par M. Parisot, instituteur, d'une *Notice sur Bois-le-Roi* ;

Par l'Institut des provinces, des *Chroniques des Sociétés savantes* ;

Par l'Institut Smithsonian, de Philadelphie, de la liste de ses publications.

Remerciements et dépôt aux archives.

Une circulaire de la Société des Lettres de l'Aveyron fait appel aux personnes qui possèdent des lettres autographes ou des manuscrits d'Amans-Alexis Monteil, né à Rodez le 6 juin 1769, décédé à Cély (Seine-et-Marne) le 20 février 1850, auteur de l'*Histoire des Français des divers États*, etc. La Société de l'Aveyron fait cet appel en vue de publier la correspondance et les travaux inédits de Monteil.

M. Lemaire donne lecture d'un travail intitulé : *L'instruction primaire, gratuite et obligatoire*. L'auteur, répondant aux énonciations contenues dans une publication de M. Allain sur l'instruction primaire, démontre que cette instruction était loin d'être florissante dans toutes les paroisses, sous l'ancien régime, comme le prétend cet écrivain. Elle n'existait pas dans un certain nombre de localités rurales, et elle était fort incomplète dans des lieux où de pauvres magisters, mal rétribués, tenaient école pour l'enseignement du catéchisme, de la lecture et de l'écriture. Sous Louis XIV et sous Louis XV, on commença à se préoccuper officiellement de l'organisation de l'instruction primaire dans les villages. Il restait encore beaucoup à faire quand la Convention nationale, adoptant le rapport de Lakanal, réglementa les bases d'un vaste système d'éducation publique à tous les degrés ; malheureusement, ce ne fut qu'un projet, et l'éducation primaire continua, comme on sait, à être fort peu encouragée dans les temps qui suivirent, jusqu'au jour où fut rendue, sur l'initiative de M. Guizot, la loi du 28 juin 1833. M. Lemaire termine son travail par des ren-

seignements statistiques sur la situation de l'instruction primaire dans le département de Seine-et-Marne en 1878.

M. Sevet lit une *Note sur l'Embryogénie*. « Depuis son origine, dit l'auteur, l'embryogénie débat deux opinions contraires : la théorie des préexistences et celle de l'épigénèse. Aristote a été considéré par quelques auteurs comme l'inventeur de la théorie des préexistences. Cette opinion est inadmissible pour quiconque connaît les vues biologiques du philosophe grec. On lui doit seulement la loi du développement centrifuge. Gallien et Aquapendente admirent son hypothèse et la vulgarisèrent en comparant le développement de l'embryon à la construction d'un navire. La théorie des préexistences fut imaginée par Swammerdam et Malebranche après l'invention du microscope dont les physiologistes exagérèrent la portée. Cette théorie s'est perpétuée sous diverses formes jusqu'à notre siècle. D'abord, on crut à l'emboîtement des germes ; Holler alla même jusqu'à calculer le nombre de ceux qui se trouvaient renfermés dans l'ovaire d'Eve. Après la découverte des zoospermes, les partisans de l'emboîtement se partagèrent en deux camps : les ovulistes et les animalculistes ; puis on renonça à l'emboîtement et l'on admit des germes flottants dans l'espace et n'attendant qu'un moule pour se développer. »

M. Dupont communique en son nom et au nom de M. Duret, son beau-frère, une note sur le méridien en pierre, de forme polyédrique à vingt-six faces, par eux trouvé dans une dépendance de l'abbaye de Saint-Séverin de Château-Landon. Ce curieux monument est contemporain de François I^{er}, dont il porte les initiales accompagnées de fleurs de lys. Son constructeur possédait certaine science astronomique ; les indications horaires qu'on y voit sont, en effet, en conformité parfaite avec les éphémérides astronomiques.

Le même membre présente des dessins de carreaux émaillés du xiv^e siècle qui existaient dans la chapelle d'une abbaye de femmes appelée Pontfraise, située près de Château-Landon, et dans laquelle fut inhumée, au dire de dom Morin, Jeanne, comtesse de Bretagne, dame de Château-Landon, fille de Philippe-Auguste. Cette chapelle est complètement ruinée, des décombres couvrent son sol. Des fouilles récentes ont fait découvrir les carreaux présentés par M. Dupont.

Plusieurs membres proposent d'organiser, dans le cours de l'été prochain, une excursion archéologique à Château-Landon, laquelle

serait suivie d'une séance qu'on pourrait tenir dans une des salles de l'ancienne abbaye, où les propriétaires, MM. Dupont et Duret, offrent, dès à présent, l'hospitalité à la Société. Cette pensée, qui reçoit un accueil favorable, sera reprise et réalisée en temps opportun.

Tous les mémoires lus à la séance de ce jour sont renvoyés au Comité central, pour être insérés, s'il y a lieu, dans les bulletins de la Société.

MM. Delurtier et Lhuillier présentent l'admission, comme membre titulaire, de M. Duret, ancien élève de l'Ecole polytechnique, propriétaire à Château-Landon. Il sera statué sur cette admission à la prochaine séance, conformément au règlement.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 5 JANVIER 1879

Présidence de M. LHUILLIER, vice-président.

Secrétaire : M. G. LEROY.

Présents : MM. Lhuillier, vice-président, G. Leroy, secrétaire, Blavot, Dupont, Eymard, Garnuchot, Gaucher, Lemaire, Schreuder, Sevet, de Tussac.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

Dépouillement de la correspondance :

M. Foucher de Careil, président, exprime ses regrets de ne pouvoir assister à la séance, De semblables regrets sont exprimés par MM. Aubergé, Delurtier et Marchand.

Lecture est donnée d'une lettre de M. Rabaroust, de Coulommiers, qui adresse sa démission de membre de la Société.

Un vote est ouvert sur l'admission de M. Duret, ancien élève de l'Ecole polytechnique, propriétaire à Château-Landon ; ses présentateurs sont MM. Lhuillier et Delurtier. Le dépouillement du scrutin donne les résultats suivants : Votants 10, pour l'admission 10. M. Duret est proclamé membre titulaire de la Société. Le nouveau membre prend séance.

Communication est donnée du programme du concours scienti-

fique et littéraire ouvert par la Société académique de Brest, en 1879.

M. de Tussac, membre titulaire, commence la lecture d'un mémoire intitulé : *Souvenirs d'Afrique. Province de Constantine*. L'auteur indique d'abord les caractères généraux de la population divisée en race arabe proprement dite, nomade et adonnée à l'étude des bestiaux, en race mozabite ou commerçante, et en race kabyle ou agricole, attachée au sol. L'Exposition algérienne de 1878 lui fournit l'occasion de parler des monuments de l'Algérie qu'on y a reproduits et particulièrement de ceux de Tlemcen dont il donne la description. Cette ville pittoresque, entourée de sites magnifiques a conservé son originalité primitive qui a disparu dans certaines autres villes du littoral. Philippeville est également décrite par M. de Tussac. L'auteur entre ensuite dans des détails sur les mœurs arabes, sur la vie intérieure des indigènes, leur religion, leur hygiène, leur sobriété ; il donne enfin un aperçu de la canalisation, de ses résultats obtenus jusqu'à présent, et des progrès qu'elle est appelée à réaliser dans l'avenir. Des traitements doux et modérés serviront plus la cause de la civilisation que la force à laquelle les circonstances ont recommandé de recourir. M. de Tussac continuera, dans les séances ultérieures, la lecture de son intéressant mémoire.

M. Sevet communique une note sur la *Théorie de l'Epigénèse*. Il expose ce système de physiologie tel qu'il est établi par les travaux les plus récents, qui démontrent la formation des corps organisés par une addition successive de leurs diverses parties.

M. Dupont donne lecture d'une note sur un sceau inédit de l'abbaye de Saint-Séverin de Château-Landon, trouvé dans une fouille opérée par les soins de MM. Dupont et Duret dans les dépendances de cette abbaye. Ce sceau, soumis à l'examen de la section, paraît dater de la fin du XVI^e siècle, il porte cette légende : + S. SEVERIN DE CHASTEAU-LONDON.

M. de Tussac présente un fragment de schiste provenant des mines de Commeny, sur lequel on distingue des traces de poisson fossile.

Il fait hommage à la Société d'une notice sur les fouilles de la rue Nicole à Paris, par M. Robert de Lasteyrie. Remerciements au donateur et dépôt de cette publication aux archives.

M. le président dépose sur le bureau les ouvrages suivants

adressés par M. le Ministre de l'instruction publique et par des Sociétés correspondantes :

Journal des Savants, livraisons de mai à octobre 1878 ;

Mémoires de la Société archéologique de Constantine ;

Mémoires de la Société d'agriculture, sciences et arts de Meaux.

Remerciments et dépôt aux archives.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1879.

Présidence de M. LHUILLIER, vice-président.

Secrétaire : M. LEROY.

Présents : MM. Lhuillier, vice-président ; Leroy, secrétaire ; Aubergé, Blavot, Delurtier, Dupont, Dupuis, Labiche, Lemaire, Marchand, Porchon, Schreuder, Sevet, de Tussac.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

Dépouillement de la correspondance :

Programme du concours ouvert par la commission littéraire et artistique de Béziers, en 1879 ;

Envoi d'un volume de mémoires de la commission des antiquités de la Côte-d'Or, et du dernier numéro du *Journal des Savants* ;

Rapport par M. Lebœuf, sur la découverte de sépultures gallo-romaines à Meaux. Broch. in-8°, Meaux, imp. Cochet, avec planches.

M. de Tussac continue la lecture de son mémoire intitulé : *Souvenirs d'Afrique*. Dans cette partie de son travail, il entre dans des détails sur le partage des successions chez les Arabes, le droit d'ainesse y est en usage. Une des vertus du peuple arabe est la pratique de l'hospitalité ; il l'exerce généreusement ; l'hôte est l'objet de soins particuliers. Des préjugés nombreux ont cours dans les tribus. M. de Tussac en cite quelques exemples. Un jour, la femme d'un chef de douar étant tombée gravement malade, un docteur européen voulut la soumettre au régime du lait d'ânesse. Le remède fut repoussé avec mépris, parce que, d'après la malade, le lait d'un animal aussi vil qu'une ânesse ne pouvait avoir d'efficacité. L'hygiène, le vêtement, l'habitation, la sobriété de l'Arabe, son industrie, la fréquentation des marchés,

l'existence des chefs au sein de leurs tribus, la diffa sont successivement l'objet de descriptions des plus intéressantes, accompagnées de réflexions morales et philosophiques. L'auteur examine ensuite les moyens de colonisation les plus propres à transformer l'Algérie et à la mettre en état de restituer à la métropole les sacrifices qu'elle a faits pour elle depuis la conquête. L'ouverture d'écoles, d'écoles de métiers, d'écoles normales, d'écoles d'agriculture, seront les principaux de ces moyens avec l'ouverture de voies de communications, l'extension du réseau ferré, ainsi que des encouragements à donner à l'agriculture. L'auteur termine sa lecture en exposant et développant les pensées du maréchal Bergeaud sur la colonisation algérienne. Dans une séance ultérieure, M. de Tussac communiquera la suite de son important mémoire.

Dans une délicieuse poésie, pleine de fraîcheur et de charme, dont le thème est *Jésus marchant sur les eaux*, M. Marchand explique comment la foi peut enfanter des miracles.

M. Lhuillier donne lecture d'une notice intitulée : *Une levée de subsides sous Philippe-le-Bel*. Il rappelle les premières réunions des Etats-Généraux, les motifs qui portèrent la royauté à convoquer ces assemblées, le mode de leur convocation et les travaux ou délibérations qu'on leur doit. Elles eurent principalement pour but des levées d'impôts au profit du Trésor royal, soit pour le fait de la guerre, soit pour des circonstances particulières qui motivaient l'extension de l'aide féodale. M. Lhuillier soumet un titre original faisant partie de sa collection, contenant mandement de Jean de Vert, chevalier, bailli de Sens, à l'évêque de Meaux et au seigneur de Crécy, pour la levée de subsides votés à Château-Thierry, dans une assemblée de la noblesse et du clergé en l'année 1303. L'auteur décrit ce document, au point de vue paléographique, et fait ressortir que, grâce aux renseignements qui s'y trouvent contenus, on est édifié sur le mode de perception des impôts votés par les Etats-Généraux. Ce dernier point n'avait pas été complètement élucidé par les auteurs qui ont écrit sur les institutions civiles au temps de Philippe-le-Bel.

Les travaux lus à la présente séance sont renvoyés au Comité central pour prendre place, s'il y a lieu, dans les publications de la Société.

M. Dupont communique une note relative à une erreur commise par Dom Morin, dans son histoire du Gâtinais, à propos de Nemours.

Il présente une bague antique en bronze trouvée dans le voisinage de Château-Landon.

MM. Dupuis et Leroy font part de la découverte sur la place Saint-Jean, de Melun, par suite d'une excavation du sol, d'un pont solidement construit en gresseries sur les anciens fossés établis en avant de la porte de la ville. Ce pont, retrouvé à 1 m. 50 environ au-dessous du sol actuel, avait 3 m. de largeur et 4 m. de longueur.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 2 MARS 1879.

Présidence de M. LHUILLIER, vice-président.

Secrétaire : M. LEROY.

Présents : MM. Lhuillier, vice-président, Leroy, secrétaire, Blavot, Bulot, Decourbe, Eymard, Delurtier, Lemaire, de Tussac.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

Dépouillement de la correspondance.

M. Foucher de Careil, président, empêché par un deuil de famille, et M. Marchand, s'excusent de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

M. Dubois, membre correspondant à Amiens, fait hommage à la Société d'une notice dont il est l'auteur, intitulée : *Les Mystères à Amiens dans les xv^e et xvi^e siècles*. Dépôt aux archives et remerciements au donateur.

Communication est donnée d'une circulaire de M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, relative à la 17^e réunion des délégués des Sociétés savantes qui aura lieu à la Sorbonne du 16 au 19 avril prochain. MM. les sociétaires qui désirent y assister sont invités à en informer M. le secrétaire-général pour obtenir des cartes d'entrée.

M. de Tussac continue la lecture de son mémoire intitulé : *Souvenirs d'Afrique, province de Constantine*, 2^e partie, le présent et l'avenir. L'auteur décrit le port et la ville de Philippeville, il rend compte dans un style imagé et poétique, d'une soirée au bord de la mer et du lever de l'aurore. Il retrace les relations établies entre les continents africain et européen, et aborde successivement une

série de sujets ayant trait à son travail et dont voici le sommaire : Le vaisseau l'*Avenir*, manœuvres à bord, mouvement du port. — Livres et brochures sur l'Algérie, controverses. — Tempête humaine des réformes principales. — Recensement arabe. — Des routes. — Eboulements, indications pour y remédier. — Ponts, inondations. — Déversoirs à écluses. — Passages du livre de l'*Émile* commentés. — Bétail. — Coq gaulois. — Mœurs. — Livre d'or. — Washington inspiré des grands hommes d'Homère et de Plutarque. — Ordre national. — Départ pour Constantine.

M. de Tussac donnera la suite de ce travail dans une prochaine séance.

M. Lhuillier lit une note intitulée : *Un mot sur l'Exposition rétrospective du Trocadéro*. Notre honoré confrère constate que si la Société d'archéologie de Seine-et-Marne n'a pu, par elle-même, prendre part à cette exposition, on a eu du moins la satisfaction d'y rencontrer les noms de plusieurs de ses membres parmi ceux qui ont apporté leur contingent à cette grande entreprise. Il signale les outils en silex recueillis par MM. Doigneau, Dumoutier et Raoul Guérin, sur le sol de la Brie et du Gâtinais ; différentes curiosités, antiquités, livres, armes, bijoux, bronzes, œuvres d'art, exposés par MM. Julien Gréau (de Nemours), d'Haussonville, Le Blondel, de Rothschild, Edouard André, de Quinsonas, de Longpérier-Grimoard, Beurdeley ; la remarquable collection numismatique de M. Ponton d'Amécourt ; enfin, il appelle l'attention de la section sur un petit coffret ou reliquaire du ^{xii}^e siècle, émaillé, appartenant à l'église de Nantouillet, et sur lequel M. de Longpérier-Grimoard a publié une notice particulière dans le Bulletin du Comité archéologique de Senlis. En terminant, M. Lhuillier exprime l'espoir que ce reliquaire sera conservé à la Brie et qu'il ne prendra pas le chemin des Musées de Paris, comme le coffret de Saint-Louis et le rétable de Champdeuil.

M. Doigneau, membre titulaire à Nemours, adresse une note sur une roche des environs de cette ville qui lui paraît avoir servi à aiguiser et à polir les haches de pierre. Pour la soustraire aux risques de destruction, il l'a fait transporter dans un jardin lui appartenant. M. Doigneau réclame en faveur de la conservation des plus beaux menhirs qui existent dans la contrée, à Ecuelles, à Diant, à Amponville. Il demande — et son idée mérite d'être prise en considération — si l'État ou le département ne pourraient pas

intervenir pour assurer cette conservation au moyen de l'acquisition, dans un but d'utilité et d'intérêt public, de quelques centiares de terrain autour de ces intéressants monuments contemporains de ceux de Carnac et qui peuvent leur être presque comparés pour les dimensions. Quelques-uns des dolmens du Gâtinais mesurent 4 à 5 mètres de hauteur. La section décide que la proposition de M. Doigneau sera inscrite au procès-verbal et que des démarches seront faites auprès de MM. les conseillers généraux pour les intéresser à sa mise à exécution. La dépense d'acquisition une fois faite, on n'aurait jamais à se préoccuper des frais d'entretien.

L'ordre du jour étant terminé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 6 AVRIL 1879.

Présidence de M. LHUILLIER, vice-président.

Secrétaire : M. LEROY.

Étaient présents : MM. Lhuillier, vice-président, Leroy, secrétaire, Aubergé, Bulot père, Bulot fils, Decourbe, Delurtier, Dupont, Duret, Eymard, Labiche, Lemaire, Schreuder, Sevet, de Tussac.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

Dépouillement de la correspondance :

M. Foucher de Careil, président, s'excuse de ne pouvoir assister à la séance ;

M. Frédéric Moreau père, informe la Société qu'il se propose de lui adresser, à titre d'hommage, plusieurs planches représentant divers objets des époques gauloise, romaine et franque, recueillis dans les diverses fouilles d'Arcis-Sainte-Restitut, département de l'Aisne. L'avis de cet envoi est accueilli avec reconnaissance par la Société.

M. Lemaire donne lecture d'une notice intitulée : *Jean Rose et ses fondations hospitalières*. L'auteur, après quelques considérations sur les institutions charitables de Jean Rose, l'aîné, clerc, bourgeois de Meaux, reproduit *in-extenso* le titre passé le vendredi après la conception de Notre-Dame (13 décembre) 1336, en vertu

duquel cet homme de bien fit don d'héritages considérables pour la fondation dans la ville de Meaux d'un établissement destiné à la réception des pauvres malades, infirmes et indigents, biens qui sont encore en grande partie possédés par l'Hôtel-Dieu de Meaux. Au commencement du siècle actuel, la municipalité de cette ville voulant témoigner sa reconnaissance au généreux bienfaiteur avait projeté de lui ériger une statue ou un buste. Une délibération, dont les termes sont très-remarquables, avait été prise dans ce but ; malheureusement, pour des motifs qui nous échappent aujourd'hui, le projet demeura sans exécution. On se contenta de donner le nom de Jean Rose à l'un des principaux boulevards de la ville.

M. de Tussac communique la suite de ses études sur l'Algérie. L'auteur décrit la route de Philippeville à Constantine ; avec lui nous pénétrons dans cette ville, et successivement il aborde avec détails circonstanciés les sujets suivants : Routes, stations et villages. Configuration. Repeuplement et reboisement du pays. Sauterelles. Vignes et plantations. Altitude. Cirta. Pompeianus. L'avenir en 1904. Marché arabe à l'Algérie parisienne. Fête patriotique. Organisation d'un chef-lieu de département. Commentaires de la conclusion de l'ouvrage de la *Guerre en province*, par M. de Freycinet. Ecoles d'apprentissage. Arts et métiers. Ecoles normales. Institutrices. Jury d'honneur. Professions libres. Mariages. Education de l'enfance. Moyens employés. Démographie algérienne. Progrès constatés dans les trois départements. Théâtres. Embellissements et promenades d'un chef-lieu de préfecture. Camp des Oliviers. Souvenirs de Milah (1871). Déduction de ce chapitre. Départ pour Sétif.

M. Sevet donne lecture d'une *Note sur les spongiaires*.

M. Duret fait passer sous les yeux des membres de la Société un denier d'argent frappé à Château-Landon, sous Louis VI. Il lit à cette occasion une note relative aux différentes monnaies émises dans cette ville sous les Carolingiens et les Capétiens, aux types de Charles-le-Chauve, Carloman, Raoul, Philippe I^{er} et Louis VI. Il émet l'opinion que toutes ces monnaies sont royales et non féodales, comme l'ont pensé quelques numismatistes portés à cette opinion par la présence, sur le revers, de la crose abbatiale de Saint-Séverin.

M. Lhuillier présente plusieurs médailles grecques et romaines qui lui ont été confiées par un amateur. Quelques-unes sont des

médailles dites Padouannes, imitées de l'antique au xvi^e siècle. On y trouve Néron avec le revers *Decursio*, Galba, au revers *Adlocutio*, Annius Verus, Maximianus. La médaille grecque porte au revers ΜΕΩΝΙΣΤΙ.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 4 MAI 1879.

Présidence de M. FOUCHER DE CAREIL, président.

Secrétaire, M. LEROY.

Etaient présents : MM. Foucher de Careil, président ; Lhuillier, vice-président ; Leroy, secrétaire ; Decourbe, Delurtier, Dupont, Dupuy, Labiche, Latour, Lemaire, Eymard, Porchon, Roncin, Sevet, de Tussac.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

Dépouillement de la correspondance :

Les ouvrages suivants sont offerts à la Société par leurs auteurs ou par les sociétés qui les ont édités :

Annales de la Société historique et archéologique de Château-Thierry ;

Les monuments mégalithiques de Thimécourt, près Luzarches,
par M. G. Millescamps ;

Travaux de la Société d'histoire et d'archéologie de la Maurienne (Savoie) ;

Bulletin de la Société historique et archéologique de Langres ;

Journal des Savants, mars 1879.

Des remerciements sont adressés aux donateurs, et ces ouvrages seront déposés dans la bibliothèque de la Société.

M. le président annonce que la réunion générale annuelle de la Société aura lieu à Provins le lundi de la Pentecôte, 2 juin prochain. Des convocations particulières donneront la composition de l'ordre du jour.

M. Mersier, ancien juge à Melun, membre titulaire de la Société, annonce qu'ayant été nommé président du tribunal de Pontoise, il lui est impossible d'assister aux séances, et qu'il est dans la nécessité de donner sa démission.

La correspondance étant dépouillée, la parole est donnée à M. de Tussac pour la continuation de la lecture de son étude sur l'Algérie. Le chapitre III, relatif au voyage de Constantine à Sétif, est ainsi divisé : Départ de Constantine, route, altitude, chevaux de renfort, relais et villages, nécessité de repeupler, plaines, arrivée à l'hôtel du Commerce, description de Sétif, légende, bains maures, archéologie, ruines romaines, neiges, libre arbitre, esprit de solidarité, collège, internes, demi-pensionnaires, écoles m'zabites, fraternité, parallèle entre eux et les Lucquois, hirondelles, mœurs, cigognes, mœurs, Israélites, fraternité, religion, marché arabe, gazelles, femmes aux grains de blé, environs et promenades de Sétif, considérations générales, choix d'un chef-lieu de préfecture.

A la prochaine séance, M. de Tussac communiquera la suite de son travail.

M. Foucher de Careil communique cinq monnaies gauloises en argent dont il fait hommage au musée de Melun :

1° Allobroges du Lac Léman. — Face : Figure fruste. Revers : Centaures (?)

2° DVRNACOS. Ligue contre Arioviste. — Face : Tête casquée avec cette légende : ... NACOS. — Revers : Cavalier en action de guerre. Fragment de légende... cos.

3° TOGIRIX. Séquanes. — Face : Tête à gauche. Légende fruste. Revers : cheval courant à gauche. Fragment de légende : TOGIR.

4° Séquanes. — Face : Tête tournée à gauche. Fragment de légende : Q. Doc... Revers : cheval courant à gauche. Légende illisible.

5° Séquanes. — Face : Tête incomplète tournée à gauche. — Revers : cheval courant à gauche.

M. Dupont communique plusieurs monnaies romaines en bronze trouvées à Château-Landon et dans les environs, savoir : Auguste, Auguste et Agrippa, Faustine, Maximianus, Quintille, Constance II, Posthume, etc.

Le même sociétaire donne quelques renseignements sur un manuscrit inédit relatif à Château-Landon, ayant pour auteur Jacques-Nicolas Arrachart, professeur au collège royal de chirurgie, médecin à Rigny-le-Ferron, mort en 1833.

Le scrutin ouvert pour le renouvellement des membres du bureau pendant l'année 1879-80 donne les résultats suivants :

Votants, 14.

Président : M. Foucher de Careil, 13 ; M. Lhuillier, 1.

Vice-Présidents : M. Lhuillier, 12 ; M. Lefebvre, 8.

Secrétaire : M. Leroy, 12 ; M. Bulot fils, 2.

Trésorier : M. Latour, 12.

Délégué au comité central : M. Dupont, 8.

En conséquence, sont proclamés : Président, M. Foucher de Careil ; Vice-Présidents, MM. Lhuillier et Lefebvre ; Secrétaire, M. Leroy ; Trésorier, M. Latour ; Délégué au Comité central, M. Dupont.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 6 JUILLET 1879

Présidence de M. LHUILLIER, vice-président. — Secrétaire : LEROY.

Étaient présents : MM. Lhuillier, vice-président, Leroy, secrétaire, Delurtier, Decourbe, Eymard, Lemaire, Schreuder, de Tussac.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

Lecture est donnée d'une lettre de M. Latour, qui a été réélu trésorier de la section dans la dernière séance. L'honorable membre est dans l'impossibilité de continuer ses fonctions et se trouve dans la nécessité de donner sa démission de trésorier. La section exprime les regrets que cette détermination lui fait éprouver ; elle ne saurait oublier que M. Latour, pendant les quatre années qu'il a rempli les fonctions de trésorier, s'est efforcé de maintenir en bonne voie la situation financière de la section de Melun.

Il est fait hommage à la Société des ouvrages suivants :

Archives de la Commission scientifique du Mexique, publiées sous les auspices du Ministère de l'Instruction publique, livraisons nouvelles.

Mémoires et documents publiés par la Société archéologique de Rambouillet, T. IV, 1877-1879.

Journal des Savants, mai 1879.

Le Saint-Graal ou le Joseph d'Arimathie, publié d'après des

textes et des documents inédits, par M. Eug. Hucher. (Comptendu à la Société historique et archéologique du Maine, par M. Arthur Bertrand, son vice-président). Dans son ouvrage M. Hucher exprime l'idée que l'auteur de ce roman célèbre est *Robert de Borron* (aujourd'hui Bourron, près Fontainebleau), bien-faiteur de l'abbaye de Barbeau, qui vivait au ^{xn}^e siècle. Cette famille, alliée aux des Barres, seigneurs de divers villages dans le pays meldois, portait un écu chargé de trois fusées.

M. de Tussac reprend la lecture de son travail sur l'Afrique. Il aborde le chapitre IV, dont voici le sommaire :

De Sétif à El-Arbia. — Prologue. — Départ de Sétif. — Vallée Acoums du Bou-Sillam. — Villages. — Première journée de marche. — Arrivée au camp. — Du chef de groupe, ses attributions générales. — Précision dans l'exécution des ordres. — Du factionnaire contrôlé la nuit toutes les heures. — Camp d'Ain-Takroun, son aspect. — Cavalier démonté en route, pansage. — Deuxième journée de marche. — Bordj-Bou-Arreidy. — Bordj-Midjana. — Insurrection de 1871. — Marche de nuit. — Préludes du combat, pendant et après. — Arrière-garde. — Espions et courriers indigènes. — De la guerre de partisans. — Des économies, leur résultat. — Tribu des M'zitas. — Transformations nouvelles des gourbis Kabyles et des voies de communications. — El-Arbia. — Sangliers. — Hyène. — Chacal.

Cette lecture sera continuée dans une séance ultérieure.

La section décide de décerner cette année, comme d'habitude, une médaille d'argent à l'élève du collège de Melun, qui aura obtenu le plus de succès dans l'étude de l'histoire.

M. Buval fils, membre de la Société, fait parvenir pour être déposé au Musée un double tournois du ^{xvii}^e siècle à l'effigie de Frédéric-Henri, prince de la maison de Sedan-Bouillon, trouvé dans les fouilles de la maison d'école récemment construite à Grandpuits.

M. Fauveau, secrétaire de la Mairie, fait parvenir dans le même but différentes monnaies modernes, françaises et étrangères, avec un jeton à l'effigie de Louis XIV.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

SÉANCE DU 3 AOUT 1879.

Présidence de M. LHUILLIER, vice-président.

M. LEROY, secrétaire.

Présents : MM. Lhuillier, vice-président, Leroy, secrétaire, Eymard, Lemaire, Garnuchot, Schreuder, Sevet, de Tussac, Delurtier.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. Lhuillier fait passer sous les yeux des sociétaires la médaille qui sera décernée au nom de la Société, suivant la coutume, au lauréat du principal prix d'histoire, lors de la prochaine distribution des prix au collège de Melun. Cette médaille, aux armes de la ville de Melun, a été gravée par M. Desaide-Roquelay, quai des Orfèvres, 56, à Paris.

M. Lhuillier annonce que M. le ministre de l'instruction publique continue, cette année, à la Société d'archéologie de Seine-et-Marne, sa subvention ordinaire de la somme de 300 francs. Des remerciements sont votés à M. le ministre.

M. Lemaire donne lecture d'une notice sur un prétendu complot tramé dans les bois de Meaux contre la vie du roi Louis XV, en 1757. — Un habitant de Meaux, Etienne Fossart, se trouvant un jour dans les bois, aurait entendu deux hommes à lui inconnus comploter ensemble d'assassiner le roi et le dauphin. A quelque temps de là, Fossart parla de son aventure à un voisin, en lui recommandant de n'en dire mot, mais celui-ci garda si peu le secret que la nouvelle en parvint aux oreilles du lieutenant-général du bailliage, qui fit incarcérer aussitôt Fossart et son voisin trop bavard, auxquels on fit un crime d'avoir essayé de garder un secret qui pouvait devenir préjudiciable au roi et à la France, comme dit la procédure. L'accusation ne se justifiait guère à l'égard du voisin qui expiait par une détention qu'il était loin de prévoir le tort de n'avoir pas su conserver le secret tant recommandé par Fossart. Les pièces de cette procédure, conservées aux archives de la préfecture, ne disent pas comment l'affaire se termina. On sait seulement que le voisin fut relaxé au bout de quelque temps ; quant à Fossart, sa détention durait encore quatre ou cinq années après la rencontre qu'il avait faite dans les bois de Meaux des deux particuliers complotant contre la vie du roi et celle du dauphin.

M. Lhuillier commence la lecture d'une notice historique sur Bois-le-Vicomte et Mitry-Mory. Après avoir rappelé ce qu'étaient ces deux localités dans les temps féodaux et cité quelques-uns de leurs anciens possesseurs, il s'attache principalement à Bois-le-Vicomte dont le château fut édifié de 1585 à 1595, et qui appartient successivement aux familles de Laubépine et Feydeau, au duc de Montmorency, duc de Dammartin, au cardinal de Richelieu, au duc d'Orléans, frère de Louis XIII, à sa fille la grande Mademoiselle, qui le vendit à M. de La Meilleraye. M. Lhuillier signale les particularités qui marquèrent le passage de ces divers personnages à Bois-le-Vicomte, les améliorations et embellissements qu'ils y firent, enfin quelques faits historiques qui lient le nom de cette seigneurie à certains événements des règnes de Henri IV, Louis XIII et Louis XIV.

Dans la prochaine séance, M. Lhuillier continuera la lecture de son intéressante notice.

M. de Tussac reprend la suite de son ouvrage sur l'Algérie. Le chapitre dont il commence la lecture est intitulé : *Del Arbia aux Beni-Mançours*. — *Sommaire* : Kabylie, culture triplée. Libre discussion, deux hypothèses. Description et configuration du pays de Bordj-Bou-Arridj aux Beni-Mançours. Des habitations. Indications de villages. Thermes. Centres ouvriers. Moralisation. Rivière. Ponts. Limites des départements d'Alger et de Constantine. De Mansourah à l'Oued-Okris. Route nouvelle.

M. de Tussac n'ayant lu qu'une partie de ce chapitre, le surplus sera repris à la prochaine séance.

M. Lhuillier présente les monnaies suivantes trouvées à Melun :

1° Auguste : — Cæsar Augustus divi filius Cæsaris. — Revers : Autel de Lyon. Roma et Augustus.

2° Gordien III. — Imperator Cæsar Mantluis Gordianus Augustus. — Revers : Concordia Augusti.

3° Gallien. — Imperator Gallienus Augustus. — Revers fruste.

Le même membre fait hommage aux archives municipales de Melun de la copie d'un procès-verbal en date du 15 prairial an III relatif à des désordres commis dans cette ville et dans les environs par des sous-officiers et soldats du 7^e bataillon des gardes nationaux fédérés.

L'ordre du jour portait ensuite sur le vote d'un trésorier de la Section à élire en remplacement de M. Latour, dont la démission

a été acceptée avec regret. En raison de l'heure avancée de la séance et du petit nombre de sociétaires, ce vote est ajourné à la prochaine réunion.

La séance est levée à quatre heures.

SEANCE DU 9 NOVEMBRE 1879.

Présidence de M. LHUILLIER, vice-président. — Secrétaire : M. LEROY.

Présents : MM. Lhuillier, vice-président, Leroy, secrétaire, Blavot, de Choiseul, Decourbe, Delurtier, Labiche, Lefebvre, Le-maire, Sevet, de Tussac.

Absents excusés : MM. Foucher de Careil, Bourges, Plessier, Schreuder.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

Dons faits à la Société :

Par M. Foucher de Careil : *Discours prononcé au Comité Franco-Américain.*

Par M. Thuot : *Notice sur quelques restes d'édifices romains trouvés dans le rempart vitrifié du Puy-de-Gaudy.*

Par M. Jambois, avocat, membre de la Société française d'archéologie : *Les armoiries de la ville de Nancy.*

Par M. G. Leroy, membre fondateur de la Société et secrétaire de la section de Melun :

Les anciens vitraux de Saint-Aspais de Melun.

La vieille maison de Melun : La Crosse.

Le cimetière de Melodunum.

Antiquités trouvées à Melun.

Jean Élie, moine de Saint-Père de Melun au XVII^e siècle.

M. Lhuillier dépose sur le bureau les ouvrages ci-après adressés à la Société :

Journal des Savants, derniers fascicules.

Répertoire des travaux de la Société de statistique de Marseille.

Comptes-rendus de la Société française de numismatique et d'archéologie. 2^e série, T. 1, 2^e partie.

Rapport sur les Archives nationales, 1876 et 1877, par M. Maury.

Toutes ces publications seront déposées dans les Archives.

Des remerciements sont adressés aux donateurs.

M. Lhuillier annonce que depuis sa dernière réunion la Société a perdu M. le docteur Ballu, membre fondateur, et M. l'abbé Tisserand, membre correspondant, aumônier du lycée de Nice. — M. le docteur Ballu était assidu à nos séances avant qu'il ne fût atteint de la maladie à laquelle il a succombé ; il prenait part à nos travaux, et communiqua, à diverses reprises, des pièces de vers de sa composition. — M. l'abbé Tisserand était un enfant de Melun ; il se rattachait par sa famille maternelle à celle de l'abbé Mallet, melunais, collaborateur à l'Encyclopédie universelle du xviii^e siècle. M. Tisserand avait le goût des études historiques ; on lui doit d'importantes publications, comme le Cartulaire du monastère de Lérins, l'histoire du collège de Nice, la vie de Godeau, évêque de Vence, etc. Il avait professé au petit séminaire d'Avon et était correspondant du ministère de l'instruction publique pour les travaux historiques.

La section s'associe aux regrets exprimés par M. le président à l'occasion de la mort de ces deux honorés confrères.

M. Lhuillier continue la lecture de sa *Notice historique sur Mitry-Mory et Bois-le-Vicomte*. — Barthélemy d'Hervart, contrôleur général des finances, mort en 1676, devint propriétaire de Bois-le-Vicomte par l'acquisition qu'il en fit de La Meilleraye. Il fit de nombreux séjours dans son domaine, où il continua les embellissements commencés par Richelieu. Son fils, Anne d'Hervart, recueillit Bois-le-Vicomte. De son temps, ce château vit de fréquentes réunions de littérateurs et d'artistes, amis du maître de la maison, et qui trouvaient près de lui encouragements et protection. La Fontaine en fut un des hôtes assidus. Le fabuliste et son ami l'abbé Vergier, autre commensal d'Hervart, témoignent dans leur correspondance de leurs séjours à Bois-le-Vicomte, et redisent quelques aventures piquantes dont La Fontaine, distrait comme on le sait, fut le héros. M. Lhuillier rappelle ensuite la nomenclature des autres possesseurs du domaine après la mort d'Anne d'Hervart arrivée en 1699. Tous n'eurent pas pour leur propriété le même attachement que leurs prédécesseurs ; le château fut négligé, mal entretenu, le parc fut mis en coupe réglée, les avenues abattues et rendues à la culture. Cependant, lorsque Louis XVI en fit l'acquisition au prix de 404,000 livres, c'était encore un superbe domaine, comme on peut s'en

rendre compte par la description qu'en font D'Argenville, dans son ouvrage sur les environs de Paris, et le juré-expert Aubert à la suite de l'acquisition royale. Louis XVI céda Bois-le-Vicomte à l'archevêque de Paris. La Révolution en fit un bien national, qu'elle vendit au district de Meaux ; plusieurs possesseurs s'y succédèrent jusqu'au jour où tombé aux mains d'une bande de spéculateurs en 1816, ce beau domaine fut détruit, morcelé et rendu à la culture.

M. Lhuillier achèvera la lecture de son travail dans une prochaine séance.

Le même membre lit au nom de M. Plessier, membre titulaire, une notice sur le *petit Hôtel-Dieu de Provins*. Cet établissement situé rue de Troyes, était une annexe du Prieuré conventuel de Saint-Ayoul, qui fut fondé par les religieux bénédictins de l'abbaye de Moutiers-la-Celle, près Troyes, en 1048. Il avait des ressources spéciales ; dans les premiers siècles de sa fondation, les religieux y pratiquaient une large et bienfaisante hospitalité. Mais peu à peu, les revenus furent détournés de leur destination, le service des pauvres et des malades fut négligé, les bâtiments ne furent plus entretenus, et il arriva que l'hospitalité y fut supprimée. En 1740, le petit Hôtel-Dieu disparaissait après que les masures et dépendances qui en restaient encore eurent été données à cens et rentes à un particulier. Une petite statuette ornant une niche pratiquée dans la maison n° 22 de la rue de Troyes en est à présent le dernier souvenir.

M. de Tussac, membre titulaire, reprend la lecture de son travail sur l'Afrique. Préalablement, il lit une lettre extraite des mémoires de la Société archéologique de Constantine, donnant la description des vestiges de la ville romaine de *Turbisiacum numidarum*, nommée par les indigènes *Quemissa*. L'emplacement de cette ville, qui a déjà fourni de curieux monuments antiques, est une mine féconde à exploiter par les archéologues.

A la suite de ces renseignements intéressants, M. de Tussac continue la communication de ses *Souvenirs d'Afrique* au point où il en est resté à la dernière séance. Le sommaire de ce nouveau chapitre est ainsi libellé : El'Mraaba. — Ancien poste militaire. — Comment on se rend compte des constructions. — A propos du Théâtre de la Nature. — Les Bibans. — Djurjura. — Portes de fer. — Moine. — Rochers. — Détachement aux bains. — Beni-Mançours. — Vallée du Sahel. — Climat et terrains améliorés par

le reboisement et la culture. — Rendement de l'olivier. — Le Bousillon et le Sahel. — Camp surpris par l'inondation. — Chemin de fer de Philippeville à Alger avec embranchement sur le Maroc. — Lignes ferrées et télégraphiques coupées ou rétablies par la cavalerie.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

SÉANCE DU DIMANCHE 7 DÉCEMBRE 1879.

Présidence de M. LHUILLIER, vice-président. — Secrétaire, M. LEROY.

Présents : MM. Lhuillier, vice-président ; Leroy, secrétaire ; Aubergé, Bourges, Bulot, Eymard, de Tussac.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

Lecture est donnée d'une lettre de M. Foucher de Careil, président, ainsi conçue :

« Paris, 6 décembre 1879.

» L'état des communications qui a fait remettre notre séance
» aujourd'hui à la préfecture ne me permettra pas d'aller demain
» 7 décembre à Melun, comme j'en avais le désir, pour présider
» la séance de notre Société. Je le regrette d'autant plus que
» j'avais l'intention de l'entretenir de découvertes récentes faites à
» Bray-sur-Seine, et sur lesquelles je comptais appeler son atten-
» tion. J'ai fait demander au docteur, auteur de ces découvertes,
» de vouloir bien m'envoyer un mémoire à ce sujet.

» Veuillez donc m'excuser auprès de mes collègues et leur lire
» ma lettre.

» Agréez, etc.

» A. FOUCHER DE CAREIL. »

M. Lhuillier annonce que des demandes d'admission, comme membres titulaires, sont faites par :

MM. Boulloche et Séré de Rivières, substitués de M. le procureur de la République, à Melun ; présentateurs, MM. Blavot et Lhuillier.

M. Alfred Bégis, avocat à Paris ; présentateurs, MM. Lhuillier et Leroy.

M. Gougis, principal du collège de Melun ; présentateurs, MM. Bancel et Leroy.

Il sera statué sur ces demandes à la prochaine séance, conformément au règlement.

M. de Tussac fait hommage à la Société d'un mémoire sur l'enseignement populaire, par lui lu à Fontainebleau, le 27 septembre 1879, à la séance de la Société départementale d'encouragement à l'instruction ; — In-12° de 20 pages.

Remerciements et dépôt aux archives.

M. Leroy fait hommage aux membres présents de plusieurs opuscules qu'il vient de publier.

Plusieurs sociétaires s'étant trouvés dans l'impossibilité d'assister à la séance à cause de la rigueur de la température et de l'abondance de la neige qui empêche la circulation, la lecture des mémoires indiqués à l'ordre du jour est reportée à la prochaine réunion.

SÉANCE DU DIMANCHE 11 JANVIER 1880.

Présidence de M. LHUILLIER, vice-président. — Secrétaire, M. LEROY.

Présents : MM. Lhuillier, vice-président ; Leroy, secrétaire ; Aubergé, Blavot, Bourges, Delurtier, Eymard, Garnuchot, Le-maire, de Tussac.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

Dépouillement de la correspondance : — Communication est donnée du programme du prix dit Auguste Martin.

M. le président annonce que M. le baron Despatys et M. Emile Méry donnent leur démission de membres titulaires de la Société.

Il fait part du décès de M. Sollier, sociétaire titulaire, directeur de l'enregistrement et des domaines à La Rochelle. M. Sollier appartenait à la Société depuis sa fondation, en 1864 ; il prit une part active à ses travaux pendant qu'il séjournait à Melun et fit insérer plusieurs mémoires dans les premiers bulletins.

La parole est donnée ensuite à M. de Tussac. L'honorable sociétaire continue sa lecture sur l'Afrique, en ajoutant divers fragments au chapitre *d'El-Arbia aux Beni-Mançours*.

Cette lecture terminée, une discussion s'engage sur la possibilité de mettre en pratique, si faire se peut, les idées exprimées par M. de Tussac sur la création de tramways à vapeur circulant sur

les routes sans rails ni aiguilles. Depuis longtemps cette question a préoccupé les ingénieurs et d'autres personnes compétentes sans que, jusqu'à présent, elle ait obtenu de solution satisfaisante. MM. Aubergé, Blavot, Lhuillier, Leroy prennent successivement la parole. Ils concluent tous dans le même sens, à savoir : que M. de Tussac pourrait soumettre son travail sur les tramways, afin d'arriver à un résultat pratique qu'il n'est pas au pouvoir de la Société archéologique de lui donner, soit à des ingénieurs, soit au conseil général du département, au sein duquel la question des tramways sur routes a été agitée et qui figure toujours à l'ordre du jour de ses séances.

M. Lhuillier reprend et termine la lecture de sa notice sur Mitry-Mory. Ce domaine, cité dans des titres des temps carlovingiens, était déjà en la possession des chanoines de Notre-Dame de Paris au ^{viii}^e siècle. Sous les premiers Capétiens, l'agriculture y était florissante ; les chanoines accordèrent une charte d'affranchissement dans le cours du ^{xiii}^e siècle, et le seigneur laïque cent ans plus tard. Les guerres du ^{xv}^e siècle, qui eurent un douloureux retentissement dans la contrée, mirent fin à la prospérité publique pendant une longue suite d'années. Sous Charles VII, un combat eut lieu sur le territoire de Mitry entre les Français et les Anglais. Plus tard, on trouve un seigneur de Mory, du nom de Laurent, condamné à être écartelé ès-halles de Paris, pour sa participation dans un complot politique. Il appela de la sentence et considéra comme une grâce d'être pendu et étranglé au lieu d'être tiraillé et écartelé. La présence de Louis XI est constatée à Mitry vers les mêmes temps. Plus tard, la Réforme et la Fronde furent une nouvelle cause de troubles et de malheurs publics, qui eurent aussi leur contre-coup dans la paroisse. Une foire, un marché franc existaient de toute ancienneté à Mitry. On y trouvait aussi une léproserie et un Hôtel-Dieu dont l'abbé Ledieu, secrétaire de Bossuet, fut administrateur au temps où l'illustre prélat installait en personne les administrateurs de cet établissement hospitalier. De nombreux fiefs, auxquels se rattachent quelques souvenirs historiques, existaient sur le territoire de Mitry-Mory. L'église, qui n'est pas sans valeur architecturale, a possédé un tableau original d'Eustache Lesueur, *La Salutation angélique*, actuellement conservé au musée du Louvre. L'indication de quelques célébrités locales et des renseignements sur l'industrie des femmes du pays, qui confectionnent des fleurs artificielles, des

gants et des dentelles, terminent l'importante et intéressante notice de M. Lhuillier.

L'ordre du jour porte ensuite sur un vote d'admission, comme membres titulaires de la Société, de :

MM. Boulloche et Séré de Rivières, substituts de M. le procureur de la République à Melun ; présentateurs, MM. Blavot et Lhuillier ;

M. Alfred Bégis, avocat à Paris ; présentateurs, MM. Lhuillier et Leroy ;

M. Gougis, principal du collège de Melun ; présentateurs MM. Bancel et Leroy.

A l'unanimité des votants, au nombre de dix, chacun de ces candidats est admis et proclamé membre titulaire de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures et demie.

SÉANCE DU 1^{er} FÉVRIER 1880.

Présidence de M. LHUILLIER, vice-président. — M. LEROY, secrétaire.

Présents : MM. Lhuillier, vice-président, Leroy, secrétaire, Bourges, Delurtier, Gougis, Lemaire, de Tussac.

Absents excusés : MM. Sevet et Schreuder.

M. Foucher de Careil s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. le président donne lecture d'une circulaire de M. le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, relative à la réunion des Sociétés savantes des départements qui aura lieu à la Sorbonne les 31 mars, 1^{er}, 2 et 3 avril 1880. Les trois premiers jours seront consacrés à des lectures publiques dans les sections d'histoire, d'archéologie, des sciences et des beaux-arts. La séance du 3 avril sera consacrée à une réunion générale sous la présidence du ministre, et dans laquelle des récompenses seront décernées aux Sociétés qui se seront distinguées par leurs travaux. M. le président invite les membres qui désireraient assister à ces réunions à se faire connaître pour obtenir des cartes d'entrée.

La Société des architectes de Seine-et-Marne adresse la liste de ses membres titulaires et honoraires et des Sociétés avec lesquelles elle correspond, au nombre desquelles se trouve la Société d'Archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne.

M. de Tussac reprend la lecture de son travail sur l'Afrique : — Chapitre VI. Trois jours à Sétif.

M. G. Leroy commence la lecture d'une notice historique, topographique et archéologique sur la commune du Châtelet-en-Brie. Les deux premiers chapitres qu'il communique ont pour sommaire :

Chapitre 1^{er}. — Le Châtelet-en-Brie. Ses origines. Topographie. Hameaux et fermes isolées. Climats et lieuxdits. Division du territoire. Son exploitation avant 1789. Population. Etat civil.

Chapitre II. — Les anciens édifices du Châtelet. L'église. Le château des Dames. Robillard. L'Auditoire. Description archéologique.

La suite de cette notice sera donnée dans une séance ultérieure.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 7 MARS 1880.

Présidence de M. LHUILLIER, vice-président. — Secrétaire, M. LEROY.

Présents : MM. Lhuillier, vice-président ; Leroy, secrétaire ; Aubergé, Delurtier, Gougis, Sevet, de Tussac.

M. Foucher de Careil, président, s'excuse, par lettre, de ne pouvoir assister à la séance.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. Leroy communique les objets ci-après indiqués faisant partie de sa collection :

1^o Une médaille en cuivre, à l'effigie de Saint-Serge et de Saint-Mitophan, les deux grands saints de la Russie, trouvée sur un soldat russe tué à Sébastopol en 1855. Cette médaille populaire moderne conserve tous les caractères du style byzantin des XI^e et XII^e siècles ;

2^o Un cachet en bronze trouvé dans la Seine, sous le grand pont de Melun, paraissant dater du XIV^e siècle, et sur lequel on croit lire : SM. NAVT. MELED. (*Sigillum Nautarum Meledunensis*) ;

3° Une gravure d'Israël Sylvestre, représentant la porte de Bierre, à Melun, au xvii^e siècle. Les anciennes fortifications de Melun étant devenues insuffisantes depuis l'invention du canon, elles furent complétées sous le règne d'Henri IV par l'adjonction de bastions, redans, ouvrages à cornes et fossés, exécutés sous la direction du capitaine-ingénieur Ambroise Bachot. La gravure de Sylvestre, qui est très-rare, montre l'ancienne porte de Bierre avec les nouvelles fortifications de Bachot.

La parole est accordée à M. de Tussac. L'honorable sociétaire donne lecture de la fin du sixième chapitre de son travail sur l'Afrique, intitulé : *Trois jours à Sétif* ; à côté des descriptions du pays et des mœurs arabes, se placent des considérations sur les œuvres à réaliser pour hâter la colonisation de notre conquête algérienne.

M. Leroy communique un nouveau chapitre de sa *Notice historique, topographique et archéologique sur Le Châtelet-en-Brie*. Il cite les possesseurs des fiefs qui existaient sur le territoire du Châtelet aux xii^e et xiii^e siècles, rappelle quelques-uns de leurs actes, et indique comment ces fiefs, isolés au milieu d'un domaine royal, avaient pu se former par les usurpations des bénéficiers au temps des derniers Carlovingiens.

M. Dupont, membre titulaire, résidant à Château-Landon, a adressé à M. le vice-président une lettre pour savoir si la section ne prendra pas l'initiative de l'organisation d'une exposition rétrospective de beaux-arts et de curiosités, lors du prochain concours régional qui aura lieu à Melun dans le courant de juin 1880. Il serait disposé à y faire figurer un certain nombre d'objets d'art, antiquités et curiosités faisant partie de sa collection, et provenant, pour la plupart, de l'ancienne abbaye Saint-Séverin de Château-Landon qui lui appartient. — Une exposition artistique et industrielle, à laquelle une section rétrospective sera sans doute ajoutée, étant organisée par une commission spéciale qui a son siège à Melun, la section, en approuvant la proposition de M. Dupont, ne peut qu'engager l'honorable sociétaire à s'adresser directement à cette commission.

En raison de la réunion des sociétés savantes des départements à la Sorbonne au mois d'avril prochain, la section s'ajourne au premier dimanche de mai, conformément à l'usage.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SEANCE DU 2 MAI 1880.

Présidence de M. FOUCHER DE CAREIL, président.
Secrétaire, M. LEROY.

Etaient présents : MM. Foucher de Careil, président, Lhuillier, vice-président, Leroy, secrétaire, Aubergé, Bourges, Delurtier, Eymard, Latour, Lemaire, Paban, Schreuder, Sevet, de Tussac.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

Dépouillement de la correspondance :

M. Gougis, principal du collège, membre titulaire, s'excuse par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

M. Fleury, membre correspondant, fait hommage à la Société du deuxième volume d'un remarquable ouvrage sur les antiquités du département de l'Aisne.

M. Millescamps offre une notice intitulée : *Silex taillés et emmanchés de l'époque mérovingienne*. Paris, 1880.

M. Dubois, membre correspondant, adresse à la Société une brochure intitulée : *Notes historiques sur Amiens. 1731-1802*.

M. le Dr Nepveu (de Paris) fait hommage d'un volume de Mémoires de chirurgie, dont il est l'auteur. Paris, 1880, in-8°.

Des remerciements sont adressés aux donateurs et ces ouvrages seront déposés dans les archives de la Société.

Le scrutin est ouvert pour le renouvellement des membres du Bureau pendant l'année 1880-81. Le dépouillement aura lieu à la fin de la séance. M. Latour, trésorier, et M. Leroy, secrétaire, déclinent l'honneur d'une réélection pour différents motifs qu'ils exposent. En abandonnant leurs fonctions, ils se sont préoccupés du soin de trouver des successeurs qu'ils font connaître à la section ; ce sont M. Houdart, pour les fonctions de trésorier, et M. Paban, pour celles de secrétaire.

M. le capitaine Schreuder propose de voter des remerciements aux deux membres du Bureau qui ne se représentent pas. M. Leroy dit que ces remerciements, au lieu d'être restreints à ces deux membres, devraient s'appliquer au bureau tout entier, mais qu'il est de tradition constante dans la Société de s'abstenir de toutes félicitations entre sociétaires. Il n'est pas donné suite à la proposition.

M. le président rend compte de la réunion des Sociétés savantes des départements à la Sorbonne au mois d'avril dernier.

Il rappelle, à cette occasion, que le but de la Société de Seine-et-Marne est de s'occuper de l'histoire et des monuments de ce département ; il invite les sociétaires à se renfermer spécialement dans ce programme, le seul qui soit accepté par le ministère de l'instruction publique pour l'octroi des récompenses dont il dispose en faveur des Sociétés archéologiques et historiques de province.

Lecture est donnée d'une circulaire de la sous-commission d'inventaire des monuments mégalithiques et des blocs erratiques de la France et de l'Algérie. Cette sous-commission réclame le concours de la Société de Seine-et-Marne pour lui signaler les monuments de ce genre qui peuvent exister dans ce département. La circulaire est renvoyée à M. Doigneau, membre titulaire à Nemours, qui s'occupe spécialement des monuments des âges anté-historiques, et qui sera invité à vouloir bien y répondre.

M. le président communique plusieurs notes extraites de l'Annuaire de la Société française de numismatique et d'archéologie, année 1866, et relatives aux découvertes d'antiquités, monnaies romaines, moules de monnaies romaines en terre cuite, faites par M. Burin, instituteur à Saint-Just, sur le territoire de Châteaubleau, le *Riobe* de la carte de Peutinger sur la voie d'*Agendicum* à *Fixtunum*. Plusieurs fois, dans les séances de la Société, il a été question de ces découvertes. Quelques-uns des moules trouvés à Châteaubleau existent au musée de Melun.

M. Leroy dit que de semblables moules ont été trouvés dans la plaine de la Varenne, à Melun. Des exemplaires, malheureusement brisés, sont conservés au musée.

M. Leroy communique une série de documents d'un intérêt tout local sur la première Révolution : ce sont :

1° Trois almanachs de cabinet imprimés chez Tarbé, à Melun, pour l'an II, l'an III et l'an IV de la République ;

2° Les cahiers de doléances des communes de Melun et de Vaux-le-Pénil pour la réunion des Etats-Généraux en 1789 ;

3° L'acceptation de la Constitution de 1793 par les citoyens de Melun, avec les noms de ceux qui y adhèrent ;

4° Fêtes de la Révolution à Melun, depuis 1790 jusqu'en l'an VIII ;

5° La Révolution à Melun, ou réunion de pièces, lettres, procès-verbaux et documents divers, concernant des faits historiques accomplis dans la ville à cette époque.

Les documents compris sous les quatre derniers numéros sont

des copies réunies en volumes et faites sur les pièces originales conservées dans différents dépôts d'archives du pays.

M. Lhuillier annonce que, conformément à l'usage et aux statuts, la réunion générale de la Société aura lieu le lundi de la Pentecôte, 17 mai courant. Elle se tiendra cette année à Meaux.

M. de Tussac donne lecture d'un travail intitulé : *La Raison et la Folie*. Sous la forme de dialogue, l'auteur se livre à une curieuse controverse de quelques points touchant l'histoire, les coutumes et la religion de certains peuples, à différents âges du monde. Il démontre que de tout temps l'ignorance a favorisé la superstition et la tyrannie, et que le développement de l'instruction est l'unique remède contre ces maux.

M. Leroy lit un nouveau chapitre de sa *Notice topographique, archéologique et historique sur Le Châtelet-en-Brie*. Ce chapitre porte sur l'exercice du droit de justice, qui appartenait aux religieuses du monastère de Poissy, en vertu de la concession qui leur en avait été faite par le roi Philippe-le-Bel, en l'année 1314.

M. Paban lit plusieurs sonnets et pièces de poésie, intitulés : *Quiberon* ; *A une belle Bretonne* ; *Iséna* (L'île aux Moines) ; *Karnach* ; *Magnétisme* ; *Arbor*.

M. Sevet communique une *Note sur le régulateur du gaz* dont on fait usage à l'usine à gaz de Melun.

M. Lhuillier annonce qu'une demande d'admission, en qualité de membre titulaire, est faite par M. Ch. Lany, propriétaire à Trois-Moulins, commune de Maincy. Il sera statué dans la prochaine séance, conformément au règlement.

Le dépouillement du scrutin, pour le renouvellement du bureau, donne les résultats suivants :

Votants : 13.

Président : M. Foucher de Careil, 12 voix ; *Vice-Présidents* : M. Lhuillier, 12 voix ; M. Lefebvre d'Avon, 9 ; *Secrétaire* : M. Paban, 9 voix ; *Trésorier* : M. Houdart, 13 voix ; *Délégué au Comité central* : M. Dupont, 12 voix.

En conséquence, sont proclamés membres du bureau, pour l'année 1880-81, savoir : *Président*, M. Foucher de Careil ; *Vice-Présidents*, MM. Lhuillier et Lefebvre ; *Secrétaire*, M. Paban ; *Trésorier*, M. Houdart ; *Délégué*, M. Dupont.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures et demie.

SÉANCE DU 6 JUIN 1880.

*Présidence de M. LHUILLIER, vice-président. — Secrétaire :
M. LEROY.*

Étaient présents : MM. Lhuillier, Eymard, de Tussac, Labiche, Schreuder, Leroy, Lemarié, Delurtier, Latour, Bourges.

M. Leroy remplit les fonctions de secrétaire en l'absence de M. Paban.

Procès-verbal de la précédente séance adopté.

MM. Foucher de Careil et Gougis s'excusent par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

M. Leroy communique une clé de l'époque gallo-romaine, trouvée dans la plaine de la Varenne à Melun et offerte au Musée par M. Feuillatte.

M. Lhuillier lit une notice sur le mariage de Louis XV à Fontainebleau. — Intrigues pour empêcher le mariage avec Marie Leczinska. — Contrat signé à Versailles, le 9 août 1725.

Dès le 17 août le cortège quittait Strasbourg pour se rendre à Fontainebleau, où le mariage devait avoir lieu.

Le 15 le mariage par procuration avait été célébré à Strasbourg.

Le voyage s'effectua lentement. Deux semaines plus tard on trouve le cortège à Provins. Détails de la réception. Passage à Donnemarie. Le deuxième carrosse s'embourbe dans les chemins de traverse. Scène reproduite par un dessin de Lancret sur le récit du duc d'Antin. — Entrevue du roi Louis XV avec Marie, sur la paroisse de La Grande-Paroisse, à un endroit où s'élève encore aujourd'hui un obélisque de marbre rouge. Le roi avait 15 ans, la reine 22. — 5 septembre 1725, acte de mariage inscrit sur les registres de la paroisse Saint-Louis de Fontainebleau. Réjouissances, chasses, visites, spectacles, départ de Fontainebleau le 28 septembre. — Détails rappelés par Mathieu Marais.

7 octobre, *Te Deum* à Fontainebleau, Melun, Provins, etc.

M. Leroy donne lecture d'un chapitre de sa notice sur le Châtelet, — partie historique.

M. Lhuillier communique plusieurs sceaux provenant de Donnemarie et des environs :

S. Renaut-Roussiau (Dontilly, trouvé en 1877).

M^e Anthoine Lecaron (Chalautre-la-Reposte, bronze trouvé en 1878).

Des Massues, seigneur des Massues, de Villiers, des Forges et de Beaulieu-Bourtibon (fief d'Egligny); armes : d'azur à 3 massues d'or. — Camée d'après l'antique.

Admission de M. Lany. — Votants, 9 ; pour l'admission, 9.

La séance est levée à 4 heures 12.

SECTION DE MEAUX.

SÉANCE DU 18 JANVIER 1877.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, vice-président.

Assistants : MM. Boquet-Liancourt, Bouygues, Bouvier, Chéron, Comignan, Dumée, Houzelot, Clément Petit, Torchet.

Excusé : M. Rosier.

Le président exprime les regrets qu'inspire à la Société la mort de M. Jules Carro, de la section de Meaux, membre fondateur, secrétaire d'une rare exactitude. En attendant les élections du mois de mai, M. Comignan est prié de continuer à remplir les fonctions de secrétaire provisoire : il sera secondé par M. Destouches comme vice-secrétaire.

En effet, M. Destouches, qui a fait partie de la Société d'archéologie de Seine-et-Marne, section de Melun, n'a pas besoin d'une nouvelle nomination, et entre de plein droit dans la section de Meaux. Ainsi l'a-t-on décidé, et l'on espère que M. Destouches voudra bien accepter les fonctions de vice-secrétaire.

M. Dumée dépose sur le bureau 17 échantillons de pierres taillées, silex provenant des environs de Montereau, haches, couteaux, grattoirs, peut-être pierres de fronde et percuteurs, instruments connus de l'âge de pierre.

M. Chéron présente quelques médailles antiques : leur état un peu fruste, exige une étude approfondie pour reconnaître leur origine et leur signification, si l'on en excepte une très-petite monnaie romaine et une monnaie de Henri III.

M. Torchet lit la suite et la fin de son étude sur un philosophe du XVIII^e siècle, musicien improvisé. Sa discussion roule sur ce point : Jean-Jacques Rousseau est-il l'auteur véritable de la

musique du *Devin du village* ? M. Torchet se prononce formellement pour la négative. Il appuie sa conviction sur deux ordres d'arguments : 1° sur l'impuissance constatée de Jean-Jacques de composer un morceau de musique de la valeur du *Devin* ; 2° sur l'opinion très-généralement répandue que la musique de cet opéra était de Gravet, musicien lyonnais. M. Torchet appuie cette opinion de nombreuses autorités et de particularités très-significatives. Cependant, le doute peut encore exister. Nous en avons la preuve dans la discussion qui s'engage entre MM. Torchet, Bouvier et Liancourt.

M. Boquet-Liancourt continuant ses études historiques sur les maires de Meaux, retrace, en soulevant la plus vive attention, la carrière municipale de M. Rochard, successeur de M. Houdet, carrière fort courte : elle n'eut que six mois de durée, du 13 novembre 1791 au 7 mai 1792, mais très-agitée, comme cette époque critique.

La séance est levée à 4 heures.

SÉANCE DU 15 FÉVRIER 1877.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, vice-président.

Sont présents : MM. Bocquet-Liancourt, Bouygues, Bouvier, Carton, Comignan, Laurent, Le Blondel, Meignan, Petit (Pierre), Torchet et Destouches.

M. Destouches est désigné pour être le secrétaire de la séance.

Lecture est faite du procès-verbal de la dernière réunion, et elle ne donne lieu à aucune observation.

M. le président fait part de la mort de M. Plicque-Faron, membre de la Société, qui s'intéressait à nos travaux, et qui, plusieurs fois, présenta des monnaies curieuses. M. le président se fait l'interprète des sociétaires présents, en exprimant les regrets que cause la mort de ce collaborateur.

M. le président annonce également la mort de M. le docteur Vernois, une des illustrations médicales de notre temps, membre de la Société d'Archéologie, section de Meaux. M. le président exprime les regrets de la Société.

L'ordre du jour appelle la lecture d'une œuvre poétique de

M. Comignan. Dans ce chant national, Roland a rompu son épée ; lui-même est mort ; mais son génie est passé dans l'âme de la France, et la France a recueilli les morceaux de l'épée brisée, refondu la Durandal, et elle est prête à la faire briller. Cette poésie héroïque est accueillie par des applaudissements unanimes, et la Section, par l'organe de son président, exprime le vœu qu'elle soit livrée à l'impression.

La parole est à M. Bouvier, pour la relation d'un *Voyage en Espagne*.

M. Bouvier raconte en voyageur savant, en lettré, à qui la vue de ce pays historique rappelle avec vivacité, avec toute leur fraîcheur, les souvenirs divers dont l'Espagne est remplie.

L'île de la Bidassoa se montre au narrateur, avec le traité célèbre qui la fit nommer l'île de la Conférence. Les provinces Basques étalent les ravages et la dévastation d'une guerre fratricide : on y voit tout vivants les témoins des tristes exploits de don Carlos. Mais nous sommes en Castille, à Burgos. Voici la place de la Constitution. Il est à noter que les principales villes d'Espagne, pays où il n'y a point de Constitution, ont toujours une place principale portant le nom de place de la Constitution. Cette place est le siège de la mendicité la plus repoussante, et la vue se détourne des mendiants pour contempler la statue de Charles III. Voici le pont de Burgos, pour lequel « le titre de pont est une flatterie, » a dit Théophile Gauthier. Mais ce qui mérite son nom, c'est la cathédrale, aussi remarquable que les plus célèbres, aussi belle en son genre que celles de Strasbourg ou de Milan. Après l'architecture, on en admire la décoration intérieure, les pendentifs, les ornements en marbre, en or, surtout en argent massif. Le chœur, séparé du reste de l'église par une sorte de mur, de haute barrière qui avance et se ferme par une grille épaisse, semble faire une église dans l'église. Là, les moines et les officiants étaient tout à fait à l'abri des regards des fidèles. Les stalles de ce chœur offrent des sculptures artistiques, avec des détails parfois fort peu religieux. Les chapelles qui enveloppent la nef renferment des tombeaux historiques. Les orgues, qui sont d'une grande richesse, semblent avoir un ton criard dû peut-être à la disposition transversale des tuyaux. Les tableaux qui décorent la cathédrale sont tous de l'école espagnole, remarquable surtout par une vie, un réalisme, un besoin de vrai qui était dans le génie de ce peuple. Ainsi, leurs statues sont toutes coloriées et présentent une illusion vrai-

ment matérielle ; elles font pendant aux cabinets de figure de cire. L'exemple le plus remarquable est le fameux Christ de Burgos, de grandeur humaine, ayant une peau d'homme, des cheveux qui ont été ceux d'un être vivant, en un mot tout ce qui peut faire croire, par les sens, à la présence d'un Christ vivant.

Une curiosité de Burgos était autrefois la maison du Cid ; mais elle n'existe plus aujourd'hui, et sur son emplacement on a élevé une colonne. Le *custode* vous conduit au tombeau du Cid, contenant un coffre qu'il ouvre pour vous montrer quelques tibias ayant encore leur forme.

A quatre ou cinq kilomètres de Burgos se trouve la chartreuse de Miraflores, qui devait servir à la sépulture des rois. Le rétable en a été doré avec le premier or venu d'Amérique. Aujourd'hui le couvent est désert ; car, chose qu'on suppose peu en France, depuis trente ans il n'y a plus de moines dans la catholique Espagne. Mais en chassant les moines, les Espagnols ont été plus sages que les réformateurs de 1792 : ils ont su conserver leurs splendides demeures.

En quittant Burgos, on parcourt un pays triste et désolé. Devant ces plaines arides, le voyageur ne peut s'empêcher de murmurer avec tristesse : « *Ubi solitudinem fecerunt, pacem appellant.* »

Valladolid est une ville fort déchue, presque dépeuplée. Cette ancienne capitale, qui pourrait recevoir cent mille habitants, en compte à peine trente mille. Son musée est riche, surtout de toiles de peintres étrangers. Son théâtre est très-fréquenté, les Espagnols raffolant de théâtre. Les maisons de la ville sont toutes pourvues de *miradores*, sortes de balcons grillés, d'où les Espagnols peuvent, sans être vus, voir les passants et entendre les sérénades. La place de la Constitution a servi de modèle à la place Mañore de Madrid. C'est là qu'avaient lieu les *auto-da-fé*. Le palais de l'Inquisition ne se montre pas à tous les visiteurs, et M. Bouvier a eu le regret de ne pouvoir visiter ce monument si plein de souvenirs funèbres.

L'étape suivante de ce voyage artistique est Madrid, que nous montrera la seconde partie de la relation de M. Bouvier.

La Société exprime au narrateur le plaisir et l'intérêt que cause sa lecture, et émet le vœu que ce travail soit mené à bonne fin, et, sous forme de volume, se répande pour mieux faire connaître cette vieille Espagne si déchue, mais si belle encore.

M. Meignan, de Saint-Soupplets, présente quelques monnaies d'argent et de cuivre trouvées dans le sol de sa commune.

M. le président donne la parole à M. Destouches, en l'invitant à faire connaître le but de la Société d'encouragement à l'instruction, dont le siège est à Melun, mais qui tend à rayonner dans tout le département. Tout en reconnaissant l'utilité de cette Société dévouée, M. le président et MM. les sociétaires présents expriment l'opinion que le soin de soutenir cette Société est surtout du domaine de l'initiative privée.

M. Le Blondel rappelle que les Sociétés savantes sont invitées à se réunir, sous peu, à la Sorbonne, et recueille le nom des sociétaires qui désirent assister à ce congrès national. Lui-même demandera au bureau central le nombre de cartes suffisantes pour la Section de Meaux.

Au sujet de la réunion, à Paris, de la Société d'Archéologie de Seine-et-Marne, M. le président déclare qu'il serait à souhaiter qu'un banquet pût réunir les membres présents des diverses Sections. Avis de ce désir sera donné au comité de Melun.

L'ordre du jour étant épuisé, M. le président déclare la séance levée, à trois heures et demie.

SÉANCE DU 15 MARS 1877.

Présidence de M. DE PONTON D'AMÉCOURT, président.

Présents : MM. de Ponton d'Amécourt, Boquet-Liancourt, vice-président, Leblondel, trésorier, Laurent, archiviste, Caron, A. Torchet, Pierre Petit, Dumée, Burgue, Muller, Meignant, Destouches, Chéron, Houzelot, et Comignan faisant fonctions de secrétaire.

Excusé : M. Bouvier.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté sans observations. La parole est donnée à M. Boquet-Liancourt pour la lecture de la correspondance, qui comprend notamment deux lettres émanant de la municipalité, l'une au sujet des dates de construction et de reconstruction de la halle qui doit être démolie, l'autre touchant des recherches que l'on pourrait faire sur les origines de la famille Navarre, du pays meludois.

Ces deux études seront d'urgence entreprises par la Société.

Plusieurs objets sont présentés, entre autres une pointe de flèche en silex d'un travail parfait, un des types les plus finis que nous puissions voir des armes de l'âge de pierre. M. Meignan, de Saint-Soupplets, l'infatigable chercheur, expose une charmante hache en serpentine, récemment trouvée sur le territoire de sa commune ; cette hache, de l'âge de la pierre polie, a vivement attiré l'attention des membres présents. La Société a soumis ensuite à un premier examen et déterminé, grâce surtout aux profondes connaissances de son président, M. P. d'Amécourt, quelques monnaies, dont un blanc de Charles VI, une pièce venue de la République de Venise, 1680, un denier de Henry III, une pièce de Titus, un liard du Dauphiné (époque de François I^{er}), enfin une médaille gallo-romaine, à l'autel de Lyon ; sur cette dernière pièce, l'honorable président a donné les détails les plus intéressants et les plus précis.

M. Chéron a présenté aussi des ornements gaulois ; ce sont des pièces de harnachement, une plaque de ceinturon.

La parole a été donnée à M. Burgue, chargé par la municipalité de vérifier la qualité et le pouvoir éclairant du gaz fourni par l'usine de Meaux.

Grâce aux plans apportés, à une exposition claire et précise du sujet, l'honorable membre a préparé ses auditeurs, en peu de mots, à une expérience à laquelle il les conviait pour la soirée du 16.

L'expérimentateur doit rechercher si la pureté du gaz est suffisante, ce qui s'obtient par une réaction chimique, et si le pouvoir éclairant est celui déclaré, chose que des expériences physiques démontrent. Une lampe carcel prise pour type doit, en tant de temps, donner une lumière (proportionnellement à tant d'huile dépensée) qu'égalera telle quantité de litres de gaz fourni par l'usine.

Sur ces données, l'intérêt de la lecture se comprend assez, et les applaudissements de l'assemblée ont remercié vivement M. Burgue de son travail savant et consciencieux, dont le bien-être de la cité profiterait dans une large mesure.

M. Boquet-Liancourt a fourni, après cette première lecture, une série de notes sur la fondation de la halle de Meaux. Elle se trouva d'abord au nord du marché, où un pâté de maisons est bâti aujourd'hui ; on y vendait surtout des étoffes et des lainages, et elle fut détruite lors des guerres de religion.

On la reconstruisit place Saint-Maur, elle servit de halle et d'hôtel de ville jusqu'en 1710.

En 1771, des études furent faites, et une décision fut prise, que l'on exécuta en 1773 en construisant la halle actuelle, ayant pour destination principale l'emmagasinement des farines et des blés. Faisant partie des propriétés seigneuriales et confisquée à la Révolution, elle fut donnée à l'hospice, dépossédé de ses biens et réclamant pour ses malades une compensation, après que la Terreur eût été endiguée; la halle a duré 104 ans, et Meaux ne l'a possédée réellement que trois ans.

M. de Ponton d'Amécourt soumet, après ces communications intéressantes pour tous nos concitoyens, une partie de son nouveau travail numismatique. Il s'agit des ateliers monétaires d'Amilly, Chailly, Coulommiers, Crécy et Provins, à la fin de la période gallo-romaine.

L'érudition profonde, les recherches habiles menant à la découverte de la vérité et y conduisant les moins versés dans ces matières avec une facilité rare, telles sont les qualités qui frappent d'abord dans l'œuvre de l'honorable président de la section de Meaux.

L'ouvrage devant incessamment paraître, il ne peut être étudié à fond comme il le sera par un rapport spécial.

La question d'une séance publique devant, selon l'ordre du jour, être en ce moment agitée, on décide que la séance aura lieu au mois de mai, à un jour qui sera ultérieurement fixé, et qu'à la séance ordinaire d'avril on lira les ouvrages que les sociétaires se proposent de soumettre au public, afin de fixer la division des lectures, de connaître le temps qu'elles pourront prendre et d'arrêter l'ordre des travaux préliminaires nécessités par la circonstance. La séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 19 AVRIL 1877.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, vice-président.

Etaient présents : MM. Le Blondel, Laurent, Clément Petit, Torchet, Burgue, Destouches, Dumée, Meignan, Houzelot et Comignan faisant fonction de secrétaire.

Excusés : MM. Pierre Petit et Bouvier.

Le procès-verbal de la séance de mars est lu et adopté.

Le vice-président procède au dépouillement de la correspondance.

M. Moreau, propriétaire, près de Caranda (Aisne), fait don à la Société du magnifique album de la collection d'antiquités préhistoriques, de l'âge de bronze, gauloises, gallo-romaines, mérovingiennes, trouvées dans les fouilles exécutées à Caranda, sur l'emplacement d'une nécropole, qui, de siècle en siècle, avait constamment servi aux générations qui se sont succédé autour d'elle.

L'album examiné et admiré par les membres présents, donnera lieu à un rapport particulier, dès que la légende qui doit l'accompagner parviendra à la Société.

Les plus vifs remerciements sont adressés au donateur et lui seront transmis par le vice-président.

La municipalité de Lagny demande à la section de Meaux qu'elle veuille bien s'associer au concours orphéonique organisé dans cette ville par l'infatigable directeur des orphéons et corps de musique du département, M. Torchet.

Une médaille de vermeil est offerte par la Société.

Des travaux de construction ayant été faits rue Saint-Faron, ont amené, dans les fouilles qu'ils ont nécessitées, la découverte d'une statuette gallo-romaine, représentant un Amour, qui devait former la poignée d'une lampe antique ; ce morceau fort remarquable, datant du ⁱⁱe au ⁱⁱⁱe siècle avant la décadence de l'art, a été acheté par la Section pour la ville de Meaux, sur les fonds consacrés par cette ville aux fouilles et recherches dirigées par la Société d'archéologie.

Deux haches de l'âge de la pierre polie, trouvées sur le territoire de Cocherel, ont été soumises par M. Comignan à l'examen des membres présents.

M. Meignan, de Saint-Soupplets, a présenté ensuite une monnaie d'or gallo-romaine, trouvée par lui dans des fouilles entreprises près du bois de La Grange, sous sa direction.

Lorsque ces fouilles qui ont déjà mis à jour un quadrilatère de maçonnerie entourant un champ, et portant à l'un de ses angles une substruction que l'on croit être celle d'une tour, seront terminées, un rapport complet sera fourni à leur égard.

Dans un résumé très-remarquable, M. Meignan a indiqué à la Société les lignes principales, le résultat des recherches si nom-

breuses que depuis des années il a faites sur le territoire de Saint-Soupplets, avec un succès dont il fournit les preuves à chaque séance.

On a surtout remarqué dans son compte-rendu la partie spécialement consacrée à la description du terroir de Saint-Soupplets, au point de vue archéologique.

La Société a vivement applaudi ces lignes consciencieuses, pleines de preuves, de faits et d'enseignement.

L'ordre du jour appelait la lecture de M. Torchet, sur un roi musicien, Louis XIII.

C'est une étude qui montre sous un point de vue nouveau ce visage sombre du roi pour lequel Richelieu gouverna la France. Destinée à la séance publique, elle ne peut aujourd'hui être déflorée par une analyse. Pleine d'intérêt et de détails piquants, elle a fortement attiré l'attention des membres présents.

Le vice-président a donné ensuite à la section connaissance d'une géographie en vers de l'abbé Macquin, professeur de rhétorique, avant la révolution, au collège-séminaire de Meaux.

Il a reconstitué une forte partie de l'ouvrage (qui n'a pas été entièrement imprimé) grâce à deux manuscrits prêtés par le savant abbé Denis.

La géographie en question était apprise dans des pensions de jeunes filles. Elle renferme de la mythologie, de l'histoire. A côté de son enseignement spécial, les vers en sont fort bien tournés et certains passages sont remarquables tant pour le fond que pour la forme.

La nomination du bureau a été remise au mois de juin, la séance de mai étant générale.

Pour cette séance extraordinaire, une réunion aura lieu dans les premiers jours de mai, afin d'arrêter définitivement le programme des lectures, d'intercaler les parties musicales, de préparer les invitations et en un mot de faire tout ce qui est nécessaire à une bonne organisation de cette solennité.

La séance est levée à 4 heures.

SÉANCE DU 21 JUIN 1877.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, vice-président.

Étaient présents : MM. Bouvier, Chéron, Comignan, Dumée, Laclef, Leblondel, Meignan, Pierre Petit, Torchel et Destouches, faisant fonctions de secrétaire.

Lecture est faite du procès-verbal de la dernière séance ordinaire de la Société, et il est adopté sans observation.

Il est procédé au vote du bureau. M. le curé de Chelles envoie son vote que transmet M. Torchel. Sont élus pour l'année 1877-1878, dans la section de Meaux ;

Président, M. de Ponton d'Amécourt ;

Vice-président, M. Boquet-Liancourt ;

Trésorier, M. Leblondel ;

Archiviste, M. Laurent ;

Délégué auprès du comité central, M. Clément Petit ;

Secrétaire, M. Comignan.

S'inspirant de l'utilité démontrée par la pratique, le bureau ayant désiré s'adjoindre un vice-secrétaire, M. Destouches est désigné pour remplir ces fonctions.

Il est procédé à l'admission comme membre titulaire de M. Geoffroy, maire de Meaux, présenté par MM. Bocquet-Liancourt et Bouvier ; à l'unanimité, l'assemblée prononce l'admission de M. le maire, et le remercie de l'honneur qu'il lui fait en s'intéressant à ses travaux.

M. le président lit une lettre de M. Réthoré, membre de la Société, qui fait l'envoi d'une belle meule de granit, à écraser le grain, antique vestige d'un art primitif, offert à la Société d'archéologie par M. Grenier, du Petit-Bilbarteau, commune de Jouarre. La Société, par l'organe de son président, reconnaît l'importance de cette pièce curieuse et transmet au donateur ses remerciements. Un membre sera chargé d'étudier ce débris d'une civilisation passée.

M. Berthault, membre de la Société, s'excuse, par lettre, de ne pouvoir assister à la séance.

M. Labour annonce, également par lettre, qu'il se propose de lire à la Société un travail sur les rapports de Leibnitz et de Bosquet ; cette lecture sera mise à l'ordre du jour de la prochaine séance de juillet.

M. Boquet-Liancourt présente les deux objets suivants : un cachet, avec tête de cerf, et un denier tournois à l'effigie de Louis XIV adolescent (1649).

M. Chéron communique certains objets antiques en bronze, dont l'un, assez curieux, représente une idole.

M. Meignan continue, avec une ardeur infatigable et un succès constant, ses fouilles au bois La Grange, à Saint-Soupplets. Elles viennent de lui donner de nouveaux spécimens de l'âge de pierre, parmi lesquels une fort belle hache, un marteau, un bloc travaillé, une hache ébauchée à trois faces. Une hachette en bronze a été trouvée dans les mêmes parages.

Deux volumes sont offerts à la Société, qui les accepte avec reconnaissance. L'un est de M. Burger, le savant sociétaire de la Société d'agriculture de Meaux : c'est une étude sur l'assèchement du sol par les essences forestières. (Extrait de la Revue des eaux et forêts).

Le second ouvrage est : *An annual report of the board of regents of the Smithsonian institution* (Washington, 1876).

M. Torchet annonce à l'assemblée la mort de M. l'abbé Béche-ret, curé de Monthyon, membre tondateur et sociétaire érudit, qui laisse trois ouvrages d'histoire locale :

1° Notice sur la commune de Plessis-l'Évêque. — 1867 ;

2° Notice sur les carrières à plâtre de Monthyon. — 1870 ;

3° Notice historique, descriptive et topographique sur le village de Germigny-sous-Coulombs.

M. Torchet se fait l'interprète des regrets que cause à la Société la mort de cet homme de bien.

M. Bouvier a la parole pour lire la suite de son *Voyage en Espagne*. Madrid et son Musée, tel est le sujet de cette nouvelle étude.

« Madrid cause au voyageur une véritable déception : on s'attendait à trouver une ville espagnole, et l'on tombe sur une ville tout-à-fait française : plus de miradorès, plus de costumes nationaux, comme dans les villes de la Biscaye ou de la Navarre : le paletot, les modes parisiennes, les rues larges, feraient croire qu'on n'a pas franchi la frontière. Mais voici les madrilènes élégantes, qui sous leurs mantilles, avec leur teint mat, leur éventail provocateur, nous disent qu'il y a encore des Pyrénées.

Madrid a été construit par un caprice de Philippe II, au détriment de Tolède et des autres capitales. C'est une ville sans eau,

car le ruisseau qui la traverse est toujours à sec. Elle est régulière et moderne. Le vieux quartier est la place *Mayor*, avec ses souvenirs si espagnols des bûchers d'hérétiques et des combats de taureaux. Mais sa véritable richesse est son musée, « le plus riche de l'Europe, » a dit M. Viardot.

En effet, au siècle de la Renaissance, l'Espagne marchait au premier rang dans la voie des arts, et les successeurs de Charles-Quint et de Philippe II continuèrent cette splendide galerie qui n'a pas de rivale. Et pourtant ce musée n'est pas complet : car il ne possède ni une suite de toiles remontant à l'origine de la peinture, ni une collection individuelle.

Le catalogue comprend plus de deux mille tableaux.

Après Venise, c'est à Madrid qu'il faut étudier le Titien : trente-quatre toiles de ce maître sont une des richesses de l'Espagne. Raphaël y a plusieurs œuvres considérables : la *Vierge au Poisson*, la *Vierge au Léopard*, etc.

Mais ce qu'on cherche avant tout, ce sont les peintres espagnols. Voici d'abord Murillo avec 46 tableaux. Ce maître a considérablement produit et, en Espagne, il est peu de cathédrales et de riches familles qui n'aient quelques-uns de ses tableaux. Le musée de Madrid possède la « *Concepcion purissima*, » bien plus céleste que la fameuse *Assomption* de notre Louvre. Figurez-vous une enfant de 14 ans, d'une candeur plus pure que la pureté, dans le ravissement du ciel, qui s'ouvre à elle : la vue divine la possède. Voici le *François de Paule*, avec le réalisme particulier à la peinture espagnole ; des *Jeunes filles au puits* avec le titre de *Rebecca* ; mais au lieu de Juives nous avons bien devant nous des jeunes filles de la Mancha ; « *Jésus au Mouton* ; » et enfin le chef-d'œuvre de tous, « la *Sainte Famille*, » de Murillo. Comme toujours, c'est une pauvre demeure et l'atelier d'un charpentier ; Marie est devant son rouet, contemplant son enfant debout. La *Sainte-Elisabeth de Hongrie* pansant les teigneux présente le contraste de la misère sordide et vermineuse de ces mendiants et de la richesse et de la beauté de la sainte : c'est la charité divine qui rapproche et réunit ces deux extrêmes. D'après l'admiration de Murillo, ce serait là son chef-d'œuvre.

Quittons Murillo : voici Ribeira, le conteur aux rudes histoires, le réaliste par excellence : rien de plus terrible, de plus sauvage, même de plus hideux que les scènes dépeintes par Ribeira. C'est d'abord le *Saint-Pierre en prison* : ce saint est endormi ; un ange

au regard flamboyant le réveille pour partir. Le *Saint-Jérôme au désert* représente un vrai squelette qui défie la mort ; le *Martyre de Saint-Barthélemy* est d'un réalisme impitoyable ; le *Sculpteur aveugle* est une toile touchante ; la *Madeleine* déteste son infamie et ne s'en consolera pas ; le *Songe de Jacob* montre le patriarche ayant couché à terre son luteur.

Vélasquez complète l'héroïque trio : c'est un voyant ; pour lui, regarder, c'est exprimer ; la terre lui a livré tout ce qu'elle a de puissance et de vitalité. Toute son œuvre est à Madrid. Ses « *Bouffons de cour*, » nains royaux, forment une page de haute philosophie ; *Esope et Ménippe* ; son *Christ en croix*, avec ses cheveux rabattus sur la figure, est d'un effet puissant, presque horrible ; ses *portraits des fils et petits-fils de Charles-Quint* font le désespoir des peintres. Les *Fileuses*, superbe ébauche ; les *Forges de Vulcain*, aux rudes natures, travailleurs tout fumants de sueur ; enfin, *Vélasquez faisant le portrait de l'infante* avec la trace de la croix rouge de la Calatrava faite par le roi Philippe IV sur le pourpoint du peintre. On sait en effet que finissant le tableau, l'artiste demanda au roi s'il n'y manquait rien : Philippe IV prenant un pinceau, montra qu'il manquait encore à Vélasquez l'occasion d'illustrer la Calatrava comme il illustrait la peinture. Les *Buveurs* ont un certain air bestial : là, Bacchus assiste en riant à la corruption des hommes : le dieu fait boire, mais il ne touche pas à la coupe. Ce qui est remarquable dans l'œuvre de Vélasquez, c'est que son génie n'a de secret pour personne : connaisseurs comme ignorants, tous sont profondément remués par la vue de ses toiles vivantes et pleines de puissance.

Enfin voici l'œuvre de Goya, un moderne, mais qui est le quatrième grand nom dans l'histoire de l'art espagnol. Ses portraits n'ont rien emprunté à la convention ; ils sont toujours le vrai. Bien que faits la plupart à Rome, ils sont restés espagnols, et sont particulièrement réalistes. Goya cherchait moins le beau que le vrai, et ses portraits nous représentent des hommes de la vérité et de la nature. »

La Société félicite M. Bouvier de sa lecture attachante et profondément artistique, et émet le vœu que dans une prochaine séance l'auteur continue son beau voyage d'Espagne.

M. Comignan étant retenu et ne pouvant lire lui-même son

poème inscrit à l'ordre du jour, sera prié de le communiquer à la prochaine séance.

La séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 16 JUILLET 1877.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, vice-président.

Membres présents : MM. d'Avène, Destouches, Dumée, Geoffroy, Barizet, Bouvier, Boquet-Liancourt, Comignan, Labour, Laurent, Charles Petit, Clément Petit, Meignan, Torché.

La séance est ouverte à deux heures. Après lecture et adoption du procès-verbal, M. Boquet-Liancourt félicite les nouveaux membres qui assistent à la séance.

La Société consultée déclare qu'une médaille sera, suivant la coutume, offerte en son nom, à l'élève du collège qui aura mérité le premier prix d'histoire.

M. Labour donne lecture d'une étude très-intéressante sur les rapports qui eurent lieu entre Bossuet et Leibnitz, et sur la tentative de rapprochement entre les religions catholique et protestante. Nous ne pourrions ici donner qu'une idée trop incomplète de cette question délicate traitée avec beaucoup de tact et de savoir par M. Labour.

M. Comignan lit une pièce de vers, intitulée *l'Abordage*, et extraite de ses *Drames de la Mer*, dont nous attendons la publication.

Enfin M. Boquet-Liancourt termine la séance en continuant ses études sur la carrière si peu connue des maires de Meaux avant la Révolution.

La séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 18 OCTOBRE 1877.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, vice-président.

A deux heures et demie, la séance est ouverte.

La lecture du procès-verbal de la dernière séance est faite par le secrétaire et acceptée; ce procès-verbal est adopté.

Le président présente à la Société une brochure dont l'hommage lui était fait par l'auteur.

Titre : *Lettres au Publicateur de Meaux sur le Salon de 1877.*

Auteur : M. Latoison-Duval.

Il s'agit là d'un ouvrage artistique fort intéressant, d'études sérieuses faites par un connaisseur.

Nous devons citer l'hommage à la Société d'archéologie, servant de préface au livre lui-même :

« Si familière et si restreinte que soit la forme, le but, de longue date déjà poursuivi, reste le même : tâcher d'éveiller ou d'entretenir le sentiment raisonné du beau dans les choses d'art, en laissant de côté, avec intention, tout ce qui, dans ces expositions, déroge par système ou insuffisance de talent à ces lois de premier ordre, qu'on ne transgresse jamais impunément. Il ne faut pas s'y tromper, le public ordinaire est moins ignorant qu'on ne pense ; dans ses opinions il ne s'égare pas toujours autant qu'on veut bien le dire ; et souvent son bon sens a fait justice de plus d'une exagération ridicule ou blâmable. Le vrai et le naturel ont ses préférences marquées.

» C'est à cause de cela qu'on doit s'attacher à éclairer son goût en ne lui parlant qu'un langage qu'il puisse comprendre sans effort d'imagination, et qui s'adresse avant tout à sa raison ; le reste est affaire d'acquis ou d'expérience. Aux gens spéciaux, les spécialités et les savantes théories.

» CH. L. D. »

La Société remercie M. Latoison-Duval de son hommage et s'associe aux vues élevées sur l'art, le vrai et le naturel, qu'il expose comme ses bases de critique.

Une deuxième communication est faite ensuite aux membres présents.

Il s'agit de la deuxième partie du magnifique album en chromolithographie, représentant les découvertes faites à Caranda, par M. Moreau.

Cette partie renferme le texte explicatif du premier volume. Des remerciements ont déjà été adressés au donateur de ce merveilleux ouvrage ; mais la Société est heureuse de pouvoir les lui renouveler.

La lecture de M. Torchet, excusé, est remise à la prochaine séance.

M. Boquet-Liancourt donne à l'assemblée la liste chronologique des maires de Meaux aux xviii^e et xix^e siècles.

Il augmente cette lecture de notes, de remarques et de détails qui, avec l'esprit si goûté de l'honorable président, excitent au plus haut point l'intérêt des sociétaires.

Entre autres particularités, il fait connaître comment intervint l'établissement des fonctions municipales au titre électif, pour que, les finances étant obérées, on puisse en décréter ultérieurement la vénalité et forcer les villes au rachat de leurs privilèges.

L'office de maire se payant 10.000 livres, l'Etat encaissait et la ville soldait la rente.

En 1771, Meaux racheta moyennant 45.000 livres ses libertés municipales.

Différents plans et des vues de Meaux, d'après Janvier, sont présentés ensuite aux sociétaires : le plan de la ville aux temps les plus reculés, celui du Marché avec sa citadelle, enfin, la porte Saint-Mélor démolie en 1627.

M. Dumée offre un silex taillé, trouvé sur le territoire de Coulommès ; il s'agit d'un outil dont la destination est problématique.

Une porte de bahut, représentant deux portraits sculptés de bourgeois du moyen-âge, l'homme et la femme, est exposée par M. Meignan, de Saint-Souplets.

M. Comignan lit une poésie intitulée : *Le dernier sommeil de la Mendicante*.

MM. Destouches et Comignan présentent à la Société :

M. Perrault, professeur de rhétorique du collège de Meaux.

MM. Comignan et Destouches présentent :

M. Bretagne, receveur particulier sédentaire des contributions indirectes, à la résidence de Lagny.

Il sera statué, par la voie du scrutin, à la prochaine séance, sur l'admission de ces deux candidats.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 13 NOVEMBRE 1877.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, vice-président.

La séance est ouverte à deux heures et demie.

La lecture du procès-verbal a été adoptée après les observations suivantes :

1° M. Torchet a demandé que le mot excusé soit remplacé à son égard par celui d'empêché, ce qui est immédiatement adopté ;

2° Il reste entendu que les comptes-rendus d'ouvrages envoyés à la Société seront faits à part et non insérés dans le procès-verbal.

M. Le Blondel fait hommage à la Société de son Almanach de Seine-et-Marne pour 1878.

M. Torchet donne une première lecture d'un travail sur l'histoire de la musique religieuse au moyen-âge. Notre collègue, qui a fait les recherches les plus consciencieuses sur l'origine du chant des premiers chrétiens, fait observer que les traditions se montrent fort vagues et fort contradictoires sur ce sujet. Dans ses investigations nombreuses pour arriver à la connaissance de la vérité, il avoue qu'il a été, dans certains cas, frappé de l'insuffisance des preuves et surtout de la divergence d'opinions d'auteurs également respectables.

Pendant les deux premiers siècles de notre ère, le culte catholique vit peu à peu élaborer les différentes parties de sa liturgie. Mais on n'attendit pas que les formes liturgiques fussent entièrement arrêtées pour introduire le chant dans les exercices pieux, puisque, d'après les témoignages les plus authentiques, l'usage de chanter des cantiques, des hymnes et des psaumes dans les réunions des fidèles, date du temps des apôtres. Les écrits des disciples du Christ disent que ces chants, dont il serait bien difficile de déterminer le caractère et la nature, impressionnaient vivement et disposaient les cœurs à s'enflammer des saintes ardeurs qu'ils travaillaient à inspirer.

L'histoire démontre que le christianisme, substituant son influence heureuse à la domination romaine, fonda un art nouveau dans les ruines de l'art ancien. Les Grecs fourniront les principaux modes de leur musique, les Hébreux les chants de leurs psaumes ; des formules mélodiques seront empruntées aux peuples de diverses contrées, et ces débris épars, dernières lueurs d'une civili-

sation factice qui s'éteint, formeront la base de l'art qui va prêter son concours à la religion rénovatrice du genre humain.

La Section avait à voter sur l'admission de deux membres nouveaux :

M. Perrault, professeur de rhétorique au collège de Meaux, et M. Bretagne, receveur particulier des contributions indirectes à Lagny.

Les deux honorables postulants ont été reçus membres titulaires à l'unanimité des membres présents.

M. Laclef donné lecture d'un travail très-important de M. Victor Champier, dans le *Moniteur universel*, sur l'album des découvertes faites à Caranda par M. Frédéric Moreau.

La Société, qui a étudié ce magnifique album, a écouté avec attention la lecture qui lui était faite et qui soulevait notamment cette question que dans des tombes de l'âge de fer et des premiers siècles de notre ère, on trouvait des silex taillés et polis, flèches, haches et grattoirs, dont la présence ne peut être expliquée que dans un sens religieux. C'étaient là, ou des souvenirs, ou des amulettes, ou des objets du culte, d'autant que le cérémonial des sacrifices prescrivait l'emploi de la hache de pierre bien longtemps après la découverte du fer et son application aux besoins de l'humanité. Au demeurant, la question reste obscure et complexe, et doit être traitée à fond dans une étude spéciale.

M. Comignan donne lecture de plusieurs fragments d'un travail intitulé *Mucius Scaevola*. C'est une étude dramatique où l'auteur tend à revenir exactement aux anciennes règles, aux unités, voulant se rallier ainsi au théâtre du xvii^e siècle et se rapprocher de l'art dramatique des Grecs, tout en tenant compte des aspirations modernes.

Cet essai pourra être réservé pour les mémoires de la Société.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1877.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, vice-président.

Étaient présents : MM. Boquet-Liancourt, vice-président ; Clément Petit, Torchet, Dumée, Chéron, Perrot, et Destouches faisant fonctions de secrétaire. Absent excusé M. Pierre Petit.

Lecture est faite du procès-verbal de la dernière séance, qui est adopté sans observations.

M. le président fait part à la Société de la mort de M. Besnard, greffier en chef du tribunal civil de Meaux, et exprime les regrets de la Société. Une autre mort est venue attrister la Société d'archéologie : c'est celle de Mme Carro, qui, femme et belle-fille de sociétaires, tenait dans les solennités de la Société d'archéologie une part importante comme pianiste.

La parole est à M. Torchet pour la lecture de la deuxième partie de son étude sur l'histoire de la musique religieuse. Arrivé au ⁱⁱ^e siècle de l'ère chrétienne, M. Torchet montre un des succès que l'hérésiarque Aryus trouvait dans le chant de ses hymnes. Jusqu'alors il n'y avait que la voix des chantres qui retentit dans les églises ; Aryus emprunta à Diodote et à Flavien d'Antioche l'innovation de diviser les fidèles en deux chœurs qui se répondaient alternativement. Il en résulta dans les deux églises une rivalité musicale. Pour enlever l'espoir des progrès nouveaux aux schismatiques, l'évêque de Milan, Saint-Ambroise, fixa le chant orthodoxe chrétien. Poète et musicien autant qu'Aryus, Saint-Ambroise voulut que le chant fût grave et pieux, et établit à Milan l'usage de chant alterné. Saint-Augustin témoigne dans ses Confessions (l. ix) de l'effet magique de cette musique austère qui n'était autre que le plain-chant. M. Torchet expose alors les innovations musicales de Saint-Ambroise, qui remplaça par le plain-chant le tétrachorde primitif dont il reste deux échantillons merveilleux, la *Préface* de la messe et la musique du *Te Deum*, les deux spécimens les plus archaïques de la musique, dépassant en beauté, au dire de M. Fétis, tout ce qui a été fait pour le service divin. Ces deux chants sont composés de tétrachorde, mode lydien, le mode pathétique dont parle Platon. Ils sont la vraie tradition qui unit l'âge moderne à l'antiquité.

Des applaudissements unanimes accueillent cette seconde partie du travail de M. Torchet.

M. Destouches lit une biographie sommaire d'un poète latin échappé à l'oubli, grâce à de rares fragments et à quelques témoignages épars dans les historiens et les poètes de son temps, Cassius de Parme. Contemporain de César, dont il fut l'un des meurtriers, Cassius lutta contre Antoine et contre Octave. La guerre civile terminée, le proscrit s'était retiré à Athènes pour y vivre de poésie et d'étude, quand les soldats d'Octave vinrent le

surprendre, le tuèrent et anéantirent ses œuvres. Le fragment le plus important qui nous soit parvenu de ce poète, dont la vie fut si tragique, est une glorification d'Orphée qui devait avoir sa place dans une épître morale. Lecture est faite de la traduction en vers de ce passage.

M. Chéron présente un spécimen du travail de l'âge gallo-romain : c'est une hache de bronze trouvée dans le faubourg Saint-Faron. Une autre pièce curieuse apportée aussi par M. Chéron, est un coffret du temps de Henri III ou de Henri IV, en peau de chagrin, avec une serrure et fermoirs.

M. Dumée rend compte d'une invention de M. Henri Giffant, ingénieur, qui trouve dans l'hydrogène pur une puissance calorifique supérieure à celle du gaz d'éclairage. Ce travail intéressant, exposé dans le journal scientifique la *Nature*, est éclairci par les explications de M. Dumée.

M. le président Boquet-Liancourt, toujours à la recherche de ce qui intéresse la ville de Meaux, montre plusieurs ouvrages du XVIII^e siècle, écrits par des Meldois. L'un d'eux raconte les fêtes qui accueillirent à Meaux la naissance du dauphin en 1713. La nouvelle en fut publiée pour la première fois dans la cathédrale de Meaux, en plein office, par une femme du peuple qui criait : « La France a un dauphin ! » Les fêtes furent magnifiques, les quartiers de la ville y rivalisèrent d'ardeur.

Après ce récit intéressant, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 17 JANVIER 1878.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, vice-président.

Étaient présents : MM. Boquet-Liancourt, Bouvier, Laurent, Meignan, Clément Petit, Torchet, Comignan. Absents excusés : MM. Destouches, Pierre Petit, Dumée, Geoffroy.

Après lecture, le procès-verbal de la dernière séance, auquel il est fait une légère rectification, est adopté.

Le président donne connaissance d'une Revue savante italienne, *La Revista Europa*, envoyée à la Société.

Le président fait part de la mort de M. l'abbé Berthemet, curé de Dammartin, que sa mauvaise santé éloignait de nos séances.

C'est M. Berthemet qui a rendu au culte l'ancienne chapelle des Cordeliers.

M. Boquet-Liancourt fait part en même temps de la démission de M. de Colombel, un des membres fondateurs de la Société et un de ses plus zélés collaborateurs à la première heure. La Société exprime les regrets que lui inspire cette démission.

Lecture est donnée d'une lettre de M. le Maire qui prie la Société de débarrasser l'Hôtel de Ville de pierres et de plâtres antiques qui surchargent le plancher. En attendant la création d'un Musée, ces respectables vestiges sont déposés en lieu sûr.

La Société s'occupe ensuite d'une question souvent agitée : le changement d'heure des séances. On paraît croire qu'en fixant à quatre heures l'ouverture des séances, un plus grand nombre de sociétaires pourrait y assister. La Société décide qu'il en sera ainsi à l'avenir ; cependant, ne voulant pas juger d'une manière définitive cette question, elle prie les personnes qui auraient quelques observations à faire sur ce changement, de les lui faire parvenir.

M. Meignan dépose sur le bureau deux silex un peu frustes, mais portant néanmoins la trace du travail humain, provenant du terroir si riche de Saint-Soupplets, lieudit le Camp de Goële ; plus, quelques monnaies, parmi lesquelles on remarque une pièce de cuivre de Henri II et une petite monnaie de Pologne. Il dépose aussi un livre de dévotion manuscrit, sur lequel sont adaptés les emblèmes de l'amour divin, gravures qui ont déjà été communiquées à la Société.

M. Boquet-Liancourt lit une petite nouvelle, le curé Saint-Patrice : c'est l'histoire d'un pauvre curé de campagne sauvé, par une sorte de miracle, d'une situation des plus critiques.

M. Torchet continue la lecture de ses études sur l'histoire de la musique religieuse au Moyen-Age, faisant suite à celles qu'il a faites sur l'histoire de l'architecture religieuse à la même époque.

« L'Eglise, en ces temps, eut à choisir, parmi les chants connus et populaires, ceux qui étaient construits sur les modes les plus simples du système musical des Grecs, aux quatre échelles ou tons authentiques adoptés par Saint-Ambroise.

« Le Pape Saint-Grégoire-le-Grand en ajouta quatre autres, et ainsi se forma le système musical de l'Eglise, composé de huit échelles diatoniques, c'est-à-dire de huit octaves différemment combinées. Ce qui distingue matériellement chaque ton ou échelle du chant ecclésiastique, c'est la mobilité du demi-ton qui dans nos

deux modes, majeur et mineur, occupe une place déterminée ; c'est la variabilité de la dominante et de la note finale.

« De Saint-Ambroise au pape Saint-Grégoire, dans l'espace de deux cents ans, il se fait dans le système de la musique un travail sourd d'altération et d'élimination. On sait d'une manière presque certaine que les chants choisis par Saint-Ambroise et qu'il avait empruntés à l'église grecque, renfermaient des délicatesses vocales, des variétés d'accents et de rythmes qui ne se trouvent plus dans le *Cantus planus* de Saint-Grégoire, les Barbares qui étaient survenus ayant bouleversé toute la civilisation romaine et détruit les traditions. »

M. Torchet a étudié en musicien et sur le vif les causes réelles et positives des effets longtemps signalés, mais jamais expliqués, des différents modes grecs et grégoriens. Ces effets ont été exprimés, pendant tout le cours du Moyen-Age, avec une sûreté de jugement qui fait non seulement l'éloge des musiciens du temps, mais aussi celui de cette musique si expressive et si variée.

M. Torchet continuera dans une prochaine séance son intéressante étude.

La séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 21 FÉVRIER 1878.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, vice-président.

Etaient présents : MM. Boquet-Liancourt, d^r Houzelot, Meignan, Dumée, Chéron, Bouvier, Torchet, Pierre Petit et Comignan.

Excusés : MM. Destouches et Rozier.

La séance est ouverte à quatre heures.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

La Société reçoit avec regret la démission de M. Léger.

M. Dumée offre à la Société plusieurs volumes de mémoires pour compléter les collections des sociétaires, le cas échéant.

Plusieurs pièces de monnaie curieuses, dont une frappée lors de la visite que fit le czar Pierre I^{er} à Louis XV enfant, sont présentées à la Société.

M. Meignan apporte une hache en serpentine trouvée au camp de Goële.

Il dépose, en outre, sur le bureau l'*Indicateur fidèle et Guide du royaume, 1745*, ouvrage curieux et bien conservé.

Les étapes de tous les coches y sont indiquées. Nous y avons relevé pour le voyage de Paris à Meaux :

» Le carrosse de Strasbourg part de Paris tous les samedis à six heures du matin. Arrivée à Pantin à 7 heures ; à Bondy, 8 heures 1½ ; à Villeparisis, à midi, on y dîne ; à Claye, à 3 heures du soir ; enfin à Meaux, à 7 heures du soir, et l'on y couche. »

Une râpe à tabac en bois sculpté est présentée par M. Chéron.

M. Pierre Petit communique un mémoire rédigé d'après les notes trouvées dans les archives de M. Jean-Denys Chalmot, notaire apostolique à Meaux. Il s'agit de l'enterrement du cardinal de Bissy, évêque de notre ville, et des cérémonies qui s'en suivirent. De nombreux et intéressants détails sont renfermés dans ce document, dont la lecture a vivement excité l'attention de l'assemblée.

M. Torchet continue la lecture de ses études sur la musique religieuse au Moyen-Age. Il esquisse, dans cette séance, l'histoire de la propagation, dans l'Occident, du chant grégorien, qualité aussi de romain, parce qu'il fut d'abord établi à Rome. Rien ne fut négligé par saint Grégoire pour répandre le goût du chant ecclésiastique, non seulement en Italie, mais encore dans les Etats qui relevaient de l'autorité du Saint-Siège. Ainsi, nous voyons que pendant la vie de ce saint pontife, Augustin, depuis lors évêque de Cantorbéry, fut envoyé dans la Grande-Bretagne afin d'y répandre la connaissance du chant grégorien. Cependant, comme chaque grande nation avait sa liturgie particulière, appropriée à ses mœurs, à ses traditions, le grand réformateur crut devoir agir avec une sage lenteur, attendant du temps la consommation de son œuvre. Charlemagne, qui voulut établir l'unité de la liturgie et du chant dans tous les pays soumis à sa domination, éprouva de grandes difficultés à changer les usages séculaires des peuples.

M. Torchet lit plusieurs chroniques intéressantes : celle d'une altercation survenue entre les chantres gaulois et ceux de la chapelle pontificale, racontée par le moine d'Angoulême, et une autre du moine de Saint-Gall, qui corrobore cette dernière. Il fait le récit de plusieurs prodiges légendaires qui se lient aux efforts que fit Charlemagne pour détruire le rite ambrosien à Milan, et aux tentatives d'Alphonse VI pour abolir en Espagne le rite mozarabe.

M. Torchet termine sa lecture en constatant qu'au ^x^e siècle l'unité liturgique était fondée en Occident.

Cette lecture a intéressé les membres présents, et toutes leurs félicitations ont été adressées à M. Torchet, qui continuera du reste ses études sur l'histoire musicale.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à six heures.

SÉANCE DU 21 MARS 1878.

Présidence de M. le vicomte DE PONTON D'AMÉCOURT,
président.

Etaient présents : MM. Boquet-Liancourt, vice-président ; Le Blondel, trésorier, Labour, Bouvier, Pierre Petit, Clément Petit, Laclef, Houzelot, Destouches, Chéron, Torchet, Dumée, membres titulaires, et Comignan, secrétaire.

Excusés : MM. Geoffroy, Rozier et Bretagne.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Il est donné lecture de divers documents :

1^o Le programme des concours de la Société havraise pour 1878 ;

2^o Une circulaire du ministère des Beaux-Arts rappelant à la Société son travail de recherches des Richesses artistiques de l'arrondissement. La commission précédemment nommée va mettre la dernière main à ses travaux.

M. Lecoffre, éditeur à Paris, est présenté par MM. Boquet-Liancourt et Le Blondel, comme membre correspondant. Il sera procédé au vote sur son admission à la séance du mois d'avril.

M. Labour donne lecture d'un important travail, dont une partie déjà a paru dans la *Gazette des Tribunaux* et est intitulée : « La noblesse coutumière dans le bailliage de Meaux.

« La noblesse coutumière, c'est-à-dire du ventre, qui consiste en l'annoblissement par la mère, d'enfants dont le père était roturier, n'était point universellement reconnue en France : la Champagne plus particulièrement et la Brie maintinrent cet usage même après les réclamations de la noblesse française, surtout sous Louis XII, lors des enquêtes que ce roi ordonna sur les coutumes et les droits de ses Etats. »

Cet ouvrage est d'un puissant intérêt, libéral et d'érudition réelle.

M. Pierre Petit a continué de donner lecture de documents trouvés par lui dans les archives de l'étude du notaire Jean-Denys Chalmot. Il s'agissait cette fois de l'entrée à Meaux de M. de La-roche de Fontenille, évêque, et des cérémonies qui s'en suivirent. Le tout eut lieu les 27, 28 et 29 juillet 1739, et les détails les plus précis, les plus intéressants, qui remplissent cette communication, ont fait espérer aux membres présents que les archives de l'ancien notariat seront plus amplement étudiées par M. Pierre Petit.

M. Boquet-Liancourt a donné lecture du premier des quatre chapitres qu'il consacre à la Révolution française à Meaux. Il s'agissait ici de la disette de 1789 dans notre ville. Cette étude, pleine de noms, de faits et de dates, a montré surtout l'abnégation, le courage, l'activité infatigable d'un comité de surveillance, qui lutta contre la disette, les accapareurs, l'âpreté au gain des cultivateurs d'alors, dans le seul but de faire le bien sans espoir de rémunération, et pour M. Hattingais, par exemple, en l'exposant à voir la masse populaire comprendre mal le bienfait et remplacer la reconnaissance par l'ingratitude, ce qui du reste est de tous les temps.

Comme chiffres intéressants, nous voyons que le setier de blé (200 livres environ) valait 20 à 28 livres argent, en 1788 et 1789. Le pain blanc se payait autant de liards à la livre qu'il y avait de 40 sous dans la valeur du setier.

Cet exposé historique a été vivement applaudi.

On a présenté alors à la Société des objets récemment découverts.

M. Chéron a montré un cachet en bois, sorte de tampon faisant partie d'un atelier de graveur avant l'invention de l'imprimerie.

Un petit flacon gallo-romain a été étudié ensuite, ainsi qu'un flambeau moyen-âge trouvé dans les fouilles de l'église Saint-Furcy, à Lagny, et que M. Bretagne, membre titulaire, offre à la Société.

Une lampe ancienne à quatre becs, une cuillère du moyen-âge, et dont le manche est terminé par une vierge, une pierre conique très-légère ont été trouvées dans un tombeau lors de fouilles exécutées à Couilly pour des réparations à la maison de M. Borgnon. Un rapport spécial sera consacré à cette découverte.

Trois ornements en bronze, fibules et houcles de ceinturons, ont été examinés ensuite.

M. Meignan, de Saint-Soupplets, a présenté plusieurs tran-

chants de hache en pierre polie et des fragments de pierres taillées, toujours trouvés au lieudit Camp de Goële.

M. Comignan communique son poème maritime, *Le Malais*, œuvre mouvementée et pathétique, à laquelle la Société donne d'unanimes applaudissements.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance a été levée à 6 heures.

SÉANCE DU 18 AVRIL 1878.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, vice-président.

La séance est ouverte à quatre heures.

Etaient présents : MM. Boquet-Liancourt, Labour, Torchet, Bouvier, Chéron, Bretagne, Dumée, Destouches, Clément Petit, Pierre Petit et Comignan.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Liancourt donne connaissance des pièces complémentaires à sa dernière étude sur la ville de Meaux au XVIII^e siècle; un de ces documents, fort curieux, est relatif à la garde nationale; il porte que tous, hommes, prêtres ou femmes, sont tenus de monter leur garde ou de payer un prix convenu.

Une séance publique de la section, en mai; est admise en principe; elle est fixée au lundi 20 mai, à 2 heures. Une commission est nommée pour préparer en ses détails cette solennité.

M. Labour donne lecture d'un travail important : *Une justice de village avant la Révolution*.

L'œuvre dont il s'agit est conçue dans un esprit large et libéral; le double intérêt d'histoire et de curiosité qu'elle renferme a été vivement senti par l'assemblée. Nous ne pouvons que donner les titres des chapitres, en espérant que l'auteur réservera son travail pour les mémoires de la Société.

1. Les justices seigneuriales; les grandes, les médiocres et les petites seigneuries; procédure devant les tribunaux féodaux; peines appliquées.

2. Les ordonnances de police du bailli d'Oissery.

3. Les poursuites contre les crimes et les délits; police des cabarets.

4. Les peines prononcées pour délits de chasse.

5. Le clergé devant la juridiction seigneuriale.

6. Les officiers du bailliage d'Issery.

7. Conclusion.

On peut voir, par ce qui précède, que la châtellenie d'Issery a été choisie comme point d'appui de comparaison et de concentration par l'historien qui, entre autres choses intéressantes, a fait remarquer à l'auditoire que la justice seigneuriale condamnait très-rarement à la prison. On en inférerait au premier abord qu'il faut reconnaître là une justice bien paternelle, et ce serait oublier que si le seigneur justicier ne condamne pas à la prison, c'est pour ne point nourrir le prisonnier, tandis qu'il écrase d'amendes, ce qui est tout à son profit, ceux que ses officiers amènent à son tribunal.

La Société procède au vote sur l'admission de M. Lecoffre et le reçoit à l'unanimité comme membre titulaire.

M. Bouvier donne lecture de quelques notes d'un voyage à Vienne, capitale de l'Autriche. Finesse, bon goût, connaissance approfondie des choses de l'art, font de ce travail une page charmante qui a été vivement goûtée par les membres présents.

Nous avons vu tour à tour Vienne comme cité, Vienne à travers l'histoire.

A la suite de l'auteur nous avons visité le clocher de la cathédrale Saint-Etienne et l'intérieur de cette basilique, les musées, où parmi tant de chefs-d'œuvre est l'*Ecce homo* du Corrège; les chambres du trésor, où se montre le fameux diamant de Charles-le-Téméraire; le château de Schœnbrunn, où Napoléon entra deux fois en vainqueur, en 1803 et en 1809, et où son fils vint mourir après que le père eut été vaincu.

M. Torchet lit une étude des plus intéressantes sur le *Miserere* qui se chante le vendredi saint à la chapelle Sixtine. Cette œuvre d'Allegri a pendant deux cents ans été tenue cachée; elle fut réservée pour la seule chapelle papale et pour le seul jour auquel elle fut destinée. A part un ou deux monarques, nul ne put la faire exécuter. Mozart parvint à la faire connaître au public; il l'entendit à Rome, la copia de mémoire et en dirigea l'exécution.

Ce *Miserere* fameux, lorsqu'il n'est plus entouré des cérémonies funèbres, des détails d'exécution et des décorations traditionnelles, n'est plus l'œuvre admirée par dessus toutes et se transforme complètement.

On ne pouvait l'entendre tel qu'il fut rêvé que le vendredi saint et à la chapelle Sixtine.

M. Boquet-Liancourt termine la séance par une fantaisie intitulée : *Le Jugement dernier*.

L'esprit si fin et si gaulois de notre vice-président s'est donné libre-carrière dans ces pages légèrement satiriques qui semblaient sorties d'une des plumes les plus délicates du xviii^e siècle.

Plusieurs questions relatives au règlement et à l'administration de la Société ont été posées et débattues ; elles seront tranchées à une prochaine réunion.

M. Bretagne offre à la Société plusieurs monnaies curieuses.

La séance est levée à 6 heures 1/4.

SÉANCE SOLENNELLE ET PUBLIQUE DU 20 MAI 1878.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, vice-président.

Un assistance brillante et choisie s'est donné rendez-vous dans le salon de l'hôtel de ville de Meaux.

M. le Sous-Préfet assiste à la réunion.

Se sont fait excuser : M. Maury, membre de l'Institut, et président de la Société, retenu par ses travaux aux Archives nationales ; M. Foucher de Careil, sénateur, président de la section de Melun, et M. de Ponton d'Amécourt, président de la section de Meaux.

La séance est ouverte à 2 heures, par une allocution du président qui résume les aspirations de la Société, montre le but auquel elle tend, la présente sous ses divers côtés au public, identifie en un mot l'assistance avec l'œuvre modeste, mais non interrompue, que la section de Meaux consacre aux sciences et aux beaux-arts.

La parole est ensuite donnée à M. Bouvier, membre titulaire. Son étude sur les cartons de Raphaël est un morceau délicat de critique d'art.

Le procédé de l'auteur, simple mais grandiose, consiste à dépeindre d'abord la scène historique, à en déduire le côté philosophique, à chercher alors comment ce peintre a pensé son tableau, et, pour finir, une description de l'œuvre, description précise, lumineuse, artistique, met entièrement l'auditeur à même de juger ou de comprendre Raphaël.

D'unanimes applaudissements ont plusieurs fois témoigné de

l'intérêt que le public prenait à la lecture faite par l'honorable membre.

Le fragment du *Septuor* de Beethoven a été exécuté avec brio et nuance par l'élite des membres de la Société Philharmonique, et la parole a été donnée à M. Torchet, membre titulaire et fondateur.

Sa lecture sur *la Révolution communale, établissement de la Commune de Meaux au XII^e siècle*, est pleine de faits curieux, de remarques historiques nouvelles, de déductions savantes. Il s'agit là d'un travail consciencieux, plein et utile, d'un chapitre de plus ajouté à notre histoire de Meaux, si bien édifiée déjà par un des fondateurs de notre Société, M. Carro père, dont le nom vient forcément sous notre plume chaque fois que nous devons parler d'archéologie et d'histoire locale.

La lecture qui suit le second intermède musical est du vice-président, M. Boquet-Liancourt, et a pour titre : Pourquoi Meaux, capitale de la Brie, n'est pas chef-lieu du département de Seine-et-Marne ? étude historique, humoristique parfois, remplie de recherches habilement mises en œuvre ; ce travail a vivement excité l'attention du public. Il y est démontré que Meaux avait tous les droits à tous les points de vue, et cela matériellement et indiscutablement, chiffres en main, à être le chef-lieu de Seine-et-Marne, puisqu'elle était déjà la capitale incontestée de la Brie.

Des influences plus ou moins ardentes, des actes plus ou moins blâmables peut-être, ayant changé l'état des choses, leur aspect, le droit et le fait, Melun, lorsqu'il fallut voter, l'emporta sur Meaux. Mais ce fut un triomphe que même de nos jours, après avoir bénéficié de ses avantages de chef-lieu, Melun ne remporterait plus dans une lutte à armes égales.

Le dernier intermède musical joué délicatement, d'une façon parfaite et correcte, est suivi de la lecture d'un poème de M. Comignan, secrétaire de la Société (1). Ce poème, intitulé : *Une Mère*, est une simple histoire et n'a d'autre prétention que d'émouvoir par le tableau de l'amour paternel souffrant toutes les angoisses de l'attente, de l'abandon, du désespoir, mais consolé d'un seul coup par le retour du fils qui a coûté tant de larmes.

M. Geoffroy, membre titulaire et maire de Meaux, a, dans quel-

(1) Ce poème a été lu d'une façon remarquable par un élève de rhétorique du collège de Meaux, M. Degoff.

ques-unes de ces paroles émues et pleines d'à-propos dont il a le secret, terminé la séance.

Les applaudissements de tous ont répondu à l'improvisation brillante de M. Geoffroy.

La *Lyre* a exécuté son final avec brio. Le président l'a remerciée au nom de la Société, de son concours dévoué qui ne lui a jamais fait défaut ; il a rappelé les derniers succès de cette excellente fanfare et lui a prédit prochainement de nouvelles récompenses.

La séance est levée à 4 heures 1/2.

SÉANCE DU 18 JUILLET 1878

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, président.

Étaient présents : MM. Boquet-Liancourt, Bouvier, Pierre Petit, Dumée, Meignan, Lebeuf, Carton, Comignan. Excusé, M. Torchet.

Le procès-verbal de la séance d'avril est lu et adopté. Il en est de même pour la séance publique du mois de mai.

On procède au renouvellement du bureau. Sont nommés :

Président honoraire : M. de Ponton d'Amécourt.

Président : M. Boquet-Liancourt.

Vice-président : (ballottage).

Secrétaire : M. Comignan.

Archiviste : M. Laurent.

Trésorier : M. Le Blondel.

L'élection du vice-président est remise à la prochaine séance.

La séance continue par quelques mots du président rendant compte de la réunion générale tenue à Melun, et à laquelle un certain nombre de membres de la section de Meaux assistaient.

Cette séance a été ouverte par M. Maury avec un discours plein de feu, d'inductions historiques, de philosophie humaine. Les plus chaleureux applaudissements l'ont maintes fois interrompu.

M. Foucher de Careil a traité : du séjour à Rome de George Sand, comparé à celui de Mme de Staël.

M. Drouin a donné une étude approfondie, savante, sur l'antiquité de la race humaine.

Une étude sur Palestrina, par M. Torchet, a vivement excité l'attention de l'auditoire.

Enfin un banquet a terminé la cérémonie.

M. Pierre Petit donne deux extraits de la correspondance de Jean-Denys Chalmot, d'abord sur la façon dont fut célébrée à Meaux la paix entre le roi de France et l'Allemagne, qui mit fin à la guerre de Sept-Ans. Feu d'artifice, revue, Te Deum, ont signalé cette fête. Une discussion, sinon plus, fort intéressante, entre deux des principaux magistrats pour savoir qui allumerait le feu de joie, est un détail historique fort piquant. Nous laissons la parole au vieux chroniqueur :

« Après le Te Deum, la Ville est sortie de l'église pour mettre le feu au brasier qui était préparé devant ladite église en la manière accoutumée, et M. de la Noue, lieutenant-général, était à la tête de la Ville et a prétendu lui seul mettre le feu ; mais M. Durel, lieutenant-criminel et l'un des échevins, a prétendu avoir aussi le même droit. Pourquoi il s'était emparé d'une torche et voulant se mettre en devoir de mettre le feu, M. le lieutenant-général l'aurait repoussé et empêché. Sur cette contestation, ledit sieur Durel se serait jeté sur la torche dudit sieur lieutenant-général et tous deux ensemble, avec la même torche qu'ils tenaient l'un et l'autre, ils ont, en se disputant, mis le feu au brandon, après quoi se sont retirés et ont dressé procès-verbal dudit sujet. »

Des détails intéressants sur un orage extraordinaire qui eut lieu le 9 juillet 1739 suivent le premier extrait.

M. Meignan donne lecture de notes archéologiques prises lors d'un voyage dans le département du Nord.

La distribution du Bulletin (13^e année, 8^e volume), est faite aux membres présents.

M. Meignan présente des pièces de silex taillés très-intéressantes : grattoirs, couteaux, taillants de haches et nuclei.

La séance du mois d'août est extraordinairement fixée au 8 août.

La Société est invitée par son président à se rendre à la collection de M. Lebeuf, qui est présenté comme candidat à la Société par MM. Boquet-Liancourt et Comignan. Il sera procédé à son admission à la prochaine séance.

L'excursion de la Société à la collection de M. Lebeuf donnera lieu à un compte-rendu spécial.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Rectification : M. Clément Petit est maintenu au titre de délégué près le Comité central.

SÉANCE DU 8 AOUT 1878.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, président.

Étaient présents : MM. Boquet-Liancourt, Clément Petit, Bouvier, Le Blondel, Torchet, Carton, Chéron, Dumée, Laclef, Destouches et Comignan.

Après la lecture du procès-verbal et de la correspondance, M. Clément Petit présente un morceau de marbre ramassé par lui sur les ruines de Carthage. M. Carton exhibe une hache en silex magnifique trouvée dans l'Oise, et M. Chéron une dague du xvi^e siècle trouvée à Villemareuil.

Plusieurs monnaies, recueillies par M. Lefrançois, jardinier, sont soumises à l'examen de la Société.

L'élection au 2^e tour d'un vice-président a donné la majorité (8 contre 3) à M. Torchet.

M. Lebeuf, présenté à la séance précédente, a été élu à l'unanimité membre titulaire.

La Société examine l'état des curiosités artistiques de Saint-Soupplets et un plan de sépulture mérovingienne dessiné sur place par M. Lebeuf.

Il est décidé qu'une séance aura lieu chez M. Carton, qui prépare une exhibition préhistorique, archéologique et artistique ; toutefois l'honorable membre propose de remettre au mois de décembre la visite projetée.

La séance du mois de septembre n'aura pas lieu à cause des vacances.

L'excursion à Saint-Pathus et aux environs, sous la direction de M. Labour, membre titulaire, est toujours maintenue à la date déjà choisie, 12 septembre 1878.

La lecture de M. Torchet est ajournée, les délibérations, les votes et les discussions ayant absorbé le temps de la séance.

La séance est levée à 6 heures.

SÉANCE DU 17 OCTOBRE 1878.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, président.

Étaient présents : MM. Boquet-Liancourt, F. Labour, Torchel, Laclef, Bouvier, Bretagne, Houzelot, Müller, Burgues, Laurent, Lebeuf, Leblondel, Dumée et Comignan. Excusés : MM. Petit Pierre, Destouches et Clément Petit.

La parole est à M. Labour pour donner lecture de son travail sur les fouilles exécutées par lui à l'est de Saint-Pathus et qui ont permis de découvrir la trace d'une voie romaine, dans les champs du lieudit le Bourget, se reliant à la grande voie appelée Chemin-Ferré, et que la tradition n'a pas perdue de vue. Elle allait de Sens à Boulogne et était une des quatre grandes routes de la Gaule. Pour ce qui est de la nouvelle voie, elle a sept mètres de large, ce qui indique une voie militaire, et de 30 à 35 centimètres d'épaisseur en moyenne. Elle est composée : 1° d'un lit inférieur très-solide ; 2° d'une couche de pierres plates ; 3° d'une couche de petites pierres ramassées, dites pierres roulantes ou plutôt roulées. On y a découvert des étriers, des monnaies, dont une d'Antonin-le-Pieux, et à l'ouest de la voie, à vingt pieds, une substruction antique a été fouillée et de nombreux débris de poterie ont été retrouvés, entre autres un plat d'une conservation presque complète. Par la position des ruines et leur isolement, il s'agissait là, sans doute, d'une villa.

La direction de la nouvelle voie lui fait faire un angle droit avec le Chemin-Ferré. On perd là sa trace ; c'était probablement une voie militaire transversale reliant deux grandes villes. Les fouilles et les études seront continuées, et la Société a vivement applaudi le rapport plein de faits, de recherches et de savoir de M. Labour.

M. Parisot, instituteur, fait hommage à la Société d'une brochure intitulée : *Notice historique et géographique de Bois-le-Roi*.

Des remerciements lui sont adressés.

La parole est à M. Torchel, vice-président, pour la lecture de son étude intitulée : *Essai sur l'histoire de la musique religieuse au Moyen-Age*.

Ce travail, particulier aux neumes, est du plus haut intérêt, précis, clair, plein de démonstrations.

M. Labour donne lecture d'un mémoire intitulé : *Un procès au xvii^e siècle*.

Cette étude humoristique, mais qui montre jusqu'où était tombée la magistrature avant 89, où le droit fut considéré comme un fait et non comme un dérivatif du bon vouloir, se résume dans l'anecdote suivante :

Le poursuivant du fameux procès pensa qu'il était bon, avant l'arrêt, et comme c'était la coutume, d'aller visiter son juge. Comme c'était la coutume aussi, il songea à lui porter un présent : homme d'épée, il n'eut point l'habileté nécessaire pour entourer le présent des formes congrues, il y alla franchement et fut mal reçu.

Mais nous remontons dans le sujet et avec le vieil historien cité par le rapporteur, nous donnerons les détails de l'espèce.

Moulinet, le plaignant, avait acheté une pièce de satin noir, afin de l'offrir au juge pour qu'il s'en fit une robe de cérémonie. Rendu au logis du magistrat, après les préambules, il lui offrit honnêtement son cadeau. Colère du juge, dignité froissée et tout le reste. Moulinet se retira coi, battu, désespéré. Au bas de l'escalier, il rencontra l'épouse du juge. Et de la conversation échangée, il résulta qu'il avait été maladroit et que la dame se chargerait de sauver la position, d'excuser la maladresse, à cette condition toutefois qu'il laissât le coupon de satin.

Ce qui fut fait.

Sortant du logis, Moulinet s'entendit appeler par le magistrat. Il tourna la tête.

— Seigneur Moulinet, lui fut-il dit : je veux bien vous pardonner votre tentative corruptrice, mettre le tout sur le fait de l'habileté et je recevrai le satin, sans y plus penser cependant.

— Le satin a été remis à madame, répondit Moulinet.

Ainsi finit la comédie. Malgré cela, la partie adverse ayant eu vent de cette affaire, décida de lutter à armes semblables et s'y prit mieux.

L'adversaire de Moulinet se présenta chez le juge : la dame le reçut. Il avisa un tableau de valeur au moins médiocre.

— Belle toile, s'écrie-t-il ! Je la voudrais chez moi. Que ne puis-je l'acheter !

Un marché se conclut, comme l'on pense, et le tableau passa ès-mains de l'habile plaideur qui, le payant fort cher, trouvait ainsi le gain de son procès. Moulinet perdit absolument la cause.

La séance a été levée à six heures.

SÉANCE DU 21 NOVEMBRE 1878.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, président.

La procès-verbal de la séance du mois d'octobre est lu et adopté.

M. Boquet-Liancourt, président, présente à la Société une carte topographique du district de Meaux (1790). Cette carte est surtout curieuse en ce qu'elle offre, à côté d'une exécution graphique remarquable, à droite et à gauche, des tableaux présentant les noms des administrateurs politiques et des élus de la contrée à cette époque.

Plusieurs discussions d'intérêt particulier sont ouvertes, et la nomination d'une commission qui en est la conséquence est votée. Elle se compose de MM. Carton, Laurent et Comignan.

MM. Laurent et Carton présentent à la Société la candidature de M. Bègue, huissier. Il sera statué sur son admission à la séance suivante, selon les règlements.

M. Lebeuf donne lecture d'un rapport substantiel et très-pratique sur les recherches faites par lui et couronnées de succès au cimetière gallo-romain de la Bauve, indiqué par la tradition et limité par M. Carro père dans sa remarquable *Histoire de Meaux*.

Les fouilles pratiquées en ce lieu ont mis au jour des pièces d'une valeur rare; au point de vue anthropologique, de remarquables spécimens ont été exhumés. Comme industrie de l'époque, nous possédons, par ces fouilles, de belles poteries et surtout une magnifique lagena à deux couleurs de verre et les débris d'un vase à applications d'une valeur incontestable.

Des fouilles à un lieu déterminé seront entreprises par les soins de la commission déjà citée. Le lieu choisi permettra à la Société de tirer un bon parti de la somme que la municipalité a mise à sa disposition.

L'ordre du jour appelait la lecture, par M. Torchet, vice-président, de son *Essai sur l'Histoire de la musique religieuse au moyen-âge*.

M. Torchet a traité avec netteté et une grande science cette seconde partie de son travail, sur la notation musicale dans les siècles qui ont précédé celui de Gui d'Arrezzo.

A ce novateur nous devons l'application de la ligne (multicolore à cette époque) et qui devint la portée.

On ne peut trop espérer qu'un jour les travaux de notre infatigable collègue se trouvent réunis sous un titre et dans un ouvrage que tout curieux d'études rétrospectives désirera posséder.

Le Briard, almanach républicain, est offert à la Société.

Des remerciements sont adressés à l'éditeur.

M. Meignan, qui, dans ses limites restreintes, n'a jamais trouvé le dernier mot, présente à la Société six spécimens de pierres taillées et polies, notamment deux haches, deux ciseaux et un petit nucleus.

M. Laclef, membre résidant, donne lecture d'une étude sur Jean Rose.

Au moyen-âge, ce digne bourgeois occupé de charité, est un type caractéristique dont l'histoire doit garder précieusement le souvenir.

La séance a été levée à six heures.

SÉANCE DU 19 DÉCEMBRE 1878.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, président.

Étaient présents : MM. Boquet-Liancourt, Carton, Chéron, Comignan, Dumée, Houzelot, Laclef, Laurent, Le Blondel, Lebœuf, Pierre Petit, Torché.

La lecture du procès-verbal de la dernière séance a donné lieu à quelques réclamations : Le dernier paragraphe, relatif à l'établissement du séminaire dans les bâtiments de l'hôpital Jean-Rose, sous l'épiscopat de M. Séguier, soulève une discussion à la suite de laquelle il est convenu que cette importante question historique ne pouvait être tranchée incidemment. Le paragraphe critiqué sera retranché du procès-verbal.

Une lecture est faite par M. Pierre Petit, sur la question de la dotation Jean-Rose.

La Société a reçu l'avis de la mort de M. Guillon des Brûlons, membre titulaire. Les regrets unanimes des membres présents seront, par la voie officielle, transmis aux parents du défunt.

La Société historique et de statistique de Marseille offre à la Société le répertoire de ses travaux pour 1878.

M. Bègue, huissier à Meaux, est élu membre titulaire à l'unanimité des membres présents.

L'ordre du jour portait : Rapport de la commission des finances et des archives. Ce rapport est lu et ensuite adopté.

M. Boquet-Liancourt, président, lit un travail plein de détails et d'observations sur la ville de Meaux, pendant le Directoire.

C'est un chapitre très-rempli de notre chronique locale, — une œuvre que, sans doute, quelque jour, l'auteur fera paraître.

M. Chéron présente à la Société quelques bronzes assez curieux.

La séance s'étant longuement prolongée, la lecture de M. Torchét, vice-président, a été, sur son désir, remise à la prochaine séance.

Le président lève la séance à six heures et quart.

SÉANCE DU 16 JANVIER 1879.

Présidence de M. TORCHET, vice-président.

Étaient présents : MM. Torchét, Le Blondel, Laurent, Comignan, Chéron, Dumée, Pierre Petit, Laclef, Houzelot, Bouvier, Bègue, Burgues, l'abbé Torchét.

Excusés : MM. Liancourt, président, et Destouches.

Le procès-verbal est lu et adopté.

M. Pierre Petit continue sa lecture sur l'établissement du séminaire dans les bâtiments de l'hôpital Jean-Rose, sous l'épiscopat de M. Séguier. Cette lecture est vivement goûtée.

M. Torchét, vice-président, continue ses études si intéressantes sur les origines de la musique.

Les membres présents insistent vivement pour que toutes les démarches soient faites près de la municipalité afin d'obtenir un local spécial à la Société d'archéologie, local où elle réunirait ses archives et ses collections et préparerait ainsi les éléments d'un musée pour la ville de Meaux.

La lecture historique de M. Boquet-Liancourt, président, absent et excusé, n'a pu avoir lieu par ce fait.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à cinq heures et demie.

SÉANCE DU 20 FÉVRIER 1879.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, président.

Étaient présents : MM. Boquet-Liancourt, Carton, Chéron, Comignan, Dumée, Laclef, Laurent, Le Blondel, Lebeuf, Meignan, Pierre Petit, Torchet.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le président présente : 1° le Bulletin trimestriel de la Société d'histoire naturelle de Toulouse ; 2° Mémoire-Bulletin de la Société académique de Boulogne-sur-Mer ; 3° des programmes de divers concours de la Société havraise.

M. Perdrigé, architecte, est présenté par MM. Le Blondel et Laurent ;

M. Descaves, conseiller municipal, est présenté par MM. Comignan et Laurent.

Selon le règlement, il sera statué sur l'admission des postulants à la prochaine séance.

M. le docteur Carlo Boni, directeur du musée civique de Modène, est présenté par MM. Lebeuf et Comignan comme membre correspondant.

Hachette trouvée par M. A. Petit. C'est une pièce très-remarquable à raison de sa conservation et comme granit.

M. Meignan expose un certain nombre de journaux de la première République et des parchemins assez curieux.

L'ordre du jour appelle une lecture de M. Pierre Petit : 3° partie de son étude sur le cardinal de Bissy et l'hôpital Jean-Rose. La suite de ce travail continue à intéresser l'assistance.

M. Torchet produit une étude nouvelle sur la musique religieuse au moyen-âge. Les questions particulières qu'il traite cette fois sont le déchant, la musique mesurée, la notation proportionnelle ou figurée. Cette lecture est applaudie et fort goûtée.

M. le président, dans une causerie charmante, fait savoir comment il est devenu collectionneur. Dans les innombrables collections à faire, il a choisi Meaux, ses pièces et documents historiques, portraits, autographes, cachets, armes, etc.

Il exhibe aux membres présents une série de documents, signatures et dessins du plus haut intérêt.

Vu l'heure avancée, M. Comignan remet la lecture qu'il se proposait de faire à une prochaine réunion.

La séance est levée à six heures moins un quart.

SÉANCE DU 14 MARS 1879.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, président.

La séance est ouverte à quatre heures.

Le procès-verbal de la dernière séance ne peut être lu, le secrétaire étant absent.

MM. Perdrigé et Descaves, présentés à la séance précédente, sont admis comme sociétaires. M. Gredelue est présenté. Conformément au règlement, il sera statué sur son admission dans la séance du mois d'avril.

M. Le Blondel, trésorier de la Section, rend compte de la situation financière. La Société est débitrice d'une somme de cent et quelques francs, mais elle a des recouvrements assurés pour une somme double, sans parler des recouvrements probables. Il donne également le nombre des bulletins de chaque année qui n'ont pas été réclamés par les sociétaires et qui restent à leur disposition.

Une série d'éventails est déposée sur le bureau et passe de mains en mains : éventails Louis XIV, éventails Louis XV, Louis XVI, de l'Empire et de la Restauration. Le goût et le style de chacune de ces époques se manifestent sur ces fragiles ustensiles avec autant de précision que sur les meubles et les monuments publics. On paraît remarquer particulièrement un éventail très-simple, portant la date de 1781, et qui, d'après les peintures dont il est décoré, paraît se rapporter à un fait historique, la naissance du Dauphin.

Le président communique à la Société le programme des prix divers proposés par l'Académie d'archéologie de Belgique, et un spécimen-programme de la Société anonyme de reproductions artistiques du quai Voltaire.

Puis M. Torchet termine par une douzième lecture la première partie de ses études sur l'origine de la musique. Au xiii^e siècle, on en est encore aux procédés du moyen-âge : l'école fla-

mande, savante, studieuse, dont Josquin est le représentant le plus connu, se livre à un travail minutieux, mais sans goût, sur le contre-point, une sorte de scolastique musicale. La musique s'attarde dans ces errements sans avenir pendant cent cinquante ans, tandis que la Renaissance ouvre à tous les arts de nouvelles carrières. Les airs de chansons populaires s'introduisent dans l'église : le scandale est si grand qu'il est question de bannir des offices toute combinaison harmonique. Heureusement Palestrina vint en 1553 démontrer, par ses compositions, l'alliance possible de la prière et de la musique la plus sublime. Si réussie qu'elle fût, la tentative de Palestrina, encore timide, n'était que le commencement de la réforme. Le grand émancipateur, le père de la musique moderne, qui révéla toutes les ressources de l'harmonie et ses effets dramatiques, fut Monteverde, qui brillait à Venise de 1613 à 1649. La Société témoigne à M. Torchet le désir d'entendre la suite de ces études savantes et pleines d'intérêt.

M. Pierre Petit achève, par la lecture de l'arrêt du Conseil d'Etat, l'étude qu'il a faite sur le procès des chanoines de Sainte-Geneviève et du cardinal de Bissy, au sujet de l'hôpital Jean Rose de Meaux.

La séance est levée à six heures et quart.

SÉANCE DU 17 AVRIL 1879.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, président.

Etaient présents : MM. Boquet-Liancourt, Torchet, Meignan, Dumée, Perdrigé, Laurent, Chéron, Bouvier, Laclef, Houzelot, l'abbé Torchet, Le Blondel, Comignan. — M. P. Petit, excusé.

L'album de Caranda, déjà offert par M. Moreau, vient de recevoir un supplément de son auteur.

La question du musée et d'un local spécial est touchée, et la Société acquiert la preuve que ses démarches ont été prises en considération.

Une médaille est votée pour le concours de musique de La Ferté-sous-Jouarre.

M. Meignan donne connaissance de ses découvertes au *Bois-des-Avernes* : 1° une médaille de Vespasien ; 2° des poteries communes caractéristiques.

Des silex trouvés au *Champ-de-Goële* sont également présentés par le même membre ; on y remarque un couteau magnétique.

L'*Iconographie du Concile de Constance* a été envoyée à la Société par le ministre de l'instruction publique. Ce superbe document, en russe, français, anglais et allemand, est orné d'illustrations chromo-lithographiées d'une exécution parfaite et d'un intérêt considérable.

La Section examine la collection des documents les plus anciens de l'hospice général de Meaux, qui constitue une série de vingt-quatre grandes photographies représentant les titres les plus curieux des archives de l'hospice.

Il est procédé au vote, selon le règlement, sur l'admission de M. Gredelue ; après le dépouillement du scrutin, M. Gredelue est déclaré admis.

La séance continue par une lecture de M. Boquet-Liancourt, président, sur les journaux de Meaux au xviii^e siècle.

Meaux a précédé d'un demi-siècle toutes les villes du département, pour la publication d'une feuille périodique, et il y a lieu de citer particulièrement :

La *Gazette de Meaux* (1716), imprimée par Frédéric Allard, habitant alors la rue de la Cordonnerie ;

Les *Affiches de Meaux* (1774). Cette feuille parut jusqu'à la Révolution, tous les quinze jours, sous la direction de Ch. Dupré, rue Bossuet ;

Le *Journal historique du prix provincial de l'arquebuse de Meaux* (1788). Ce recueil était publié par Courtois, près de la cathédrale.

Une autre publication de l'époque, et relative au même sujet, sous la rubrique : *Recueil de Pièces*, est moins intéressante.

Les *Affiches de Meaux* devinrent l'*Ami des Meldois* à la Révolution (1790-1791), feuille politique royaliste, paraissant tous les jours.

Concurremment avec l'*Ami des Meldois*, se publiait le *Courrier Meldois*, journal révolutionnaire, sous la direction du sieur Enghien, rue du Petit-Cloître.

Après cette lecture très-intéressante et très-applaudie, la députation de la section à la réunion des Sociétés savantes à la Sorbonne est organisée.

La réunion publique du mois de mai n'aura pas lieu cette an-

née ; le renouvellement du bureau sera voté en conséquence à la séance indiquée par le règlement.

Vu l'heure avancée, M. Comignan remet sa lecture à une autre réunion.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 6 heures.

SÉANCE DU 15 MAI 1879.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, président.

Etaient présents : MM. Boquet-Liancourt, Torchet, Bègue, Chéron, Destouches, Dumée, Laclef, Gredelue, Perdrigé, Decœur, Laurent, Le Blondel, Bouvier, Meignan, Comignan. MM. Labour et Pierre Petit sont excusés.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

La délégation de la section à la réunion générale de la Société à Provins est organisée.

Il est procédé au renouvellement du bureau. M. Le Blondel donne sa démission de trésorier.

Sont nommés :

Président, M. Boquet-Liancourt. — Vice-Président, M. Torchet. — Secrétaire, M. Comignan. — Archiviste, M. Laurent. — Trésorier, M. Bègue. — Délégué pour le comité central, M. Clément Petit.

L'ordre du jour appelle la présentation des découvertes et ouvrages de M. Fourdrignier, par M. Comignan.

Peu de découvertes ont cette importance. Celles de M. Fourdrignier, savamment exposées dans un texte bien étudié, soumises aux regards dans des planches magnifiques, ont excité l'attention de la Société, qui adresse des éloges et des remerciements à l'auteur, pour son œuvre d'abord et ensuite pour le don qu'il fait d'un exemplaire à la section de Meaux.

M. Bègue donne lecture d'un travail fait en collaboration avec M. Gredelue, intitulé : « Notice sur les origines et la construction du canal de l'Ourcq. »

Les projets remontent à François I^{er} (1520), les travaux ont vu le grand Riquet et mérité la protection de Colbert ; en janvier 1825, ils n'étaient pas entièrement terminés !

Beaucoup de détails intéressants, de noms et de dates sont fournis par les auteurs de cette étude.

Après cette lecture, M. Bègue présente à la Société un Montaigne en trois volumes, belle édition de 1659, et un plan en miniature (1 vol.) des environs de Paris (1704).

M. Giblet, percepteur à Trilport, est présenté par MM. Boquet-Liancourt et Dumée. A la prochaine séance, selon les règlements, il sera voté sur son admission.

M. Meignan, après avoir présenté un débris fort caractéristique de meule antique, communique une étude sur une voie romaine et certains emplacements gallo-romains.

La voie se trouve sur le terroir de Neufmontiers.

Les principaux emplacements sont Fescheux, le Bois-Colomb, le parc de Boissy à Forfry, Douy-la-Ramée, Vertbois et Fontaine-Sainte-Marguerite (Oissery), Lagny-le-Sec, Marchémoret, pont de Montgé, Saint-Mard, etc.

M. Boquet-Liancourt, président, donne lecture d'un curieux épisode de la vie du prince de Conti (comte de la Marche, engagiste de Montceaux), mort en 1814 à Barcelone.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à six heures.

SEANCE DU 19 JUIN 1879.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, président.

Membres présents : MM. Barbey, Bègue, Boquet-Liancourt, Carton, Descaves, Dumée, Gredelue, Houzelot, Laclef, Laurent, Meignan, Torchet. Excusés : MM. Perdrigé, Pierre Petit.

M. Barbey, vice-président de la Société historique de Château-Thierry et membre honoraire de la section de Meaux, est invité à prendre place au bureau.

La séance est ouverte à quatre heures. Le secrétaire étant absent, la lecture du procès-verbal de la réunion du mois de mai est remise à la séance de juillet.

M. Bègue, le nouveau trésorier, expose l'état de ses recouvrements, qui paraît très-satisfaisant.

Le président fait un compte-rendu sommaire de la séance publique de la Société d'archéologie de Seine-et-Marne, qui a eu

lieu à Provins le 2 juin. Il félicite la section de Meaux qui était à cette réunion plus nombreuse que les autres sections.

M. Laclef, d'après d'anciens documents, retrace le passage de la duchesse de Berry à Meaux, en 1825, page intéressante de l'histoire de notre ville.

M. Boquet-Liancourt, sous ce titre : *Réception au Parnasse d'un poète meldois*, lit une critique humoristique des *Drames de la Mer*, ouvrage nouvellement édité, de M. Comignan, secrétaire de la Section.

M. Meignan produit une nouvelle série de trouvailles que lui a fournies le sol inépuisable de Saint-Souplets. Cette fois, ce sont de véritables bijoux de l'âge de pierre que M. Meignan nous apporte : pointes de flèches, pointes de lances taillées avec une délicatesse admirable.

Il est procédé, suivant le règlement, au vote sur l'admission de M. Giblet, proposé à la séance précédente. M. Giblet est élu membre de la Société.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à cinq heures et demie.

SEANCE DU 17 JUILLET 1879.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, président.

Présents : MM. Bègue, Boquet-Lancourt, Chéron, Comignan, Descaves, Dumée, Gredelue, Houzelot, Laclef, Meignan, Pierre Petit, Perdrigé, Torchet.

La séance est ouverte à quatre heures. Les procès-verbaux des séances de mai et juillet sont adoptés, avec quelques rectifications. — Sont déposés sur le bureau et offerts à la Société les trois premiers numéros de la *Revue de Goële*, publiée par M. Lemarié, et le *Répertoire des travaux de la Société de statistique de Marseille* année 1879.

M. Lemarié est présenté par MM. Gredelue et Bègue. Conformément au règlement, il sera voté sur son admission à la prochaine séance.

La Section décide qu'une médaille d'honneur sera offerte, comme les années précédentes, à l'élève du collège de Meaux qui remportera le premier prix d'histoire.

M. Meignan dépose sur le bureau de nouveaux produits de ses patientes recherches, pierres taillées et polies, pointes de flèches, débris de vases en terre de Samos et en argile grossière, un fer à cheval, enfin une fort belle monnaie gauloise. Tous ces objets proviennent d'un champ dit la Charbonnière, situé à douze kilomètres de Meaux, sur la route de Dammartin, et dont M. Meignan a retracé le plan. Il y avait là un gisement important. M. Meignan pense que ces débris sont de plusieurs époques distinctes, de l'âge indéterminé connu sous le nom d'âge de pierre, de l'époque gauloise et de l'époque gallo-romaine. La Société le remercie de cette intéressante communication et l'encourage à continuer ses explorations qui apportent tous les jours une nouvelle lumière sur le passé mystérieux de nos pays.

M. Chéron dépose sur le bureau quelques objets : une plaque sur laquelle sont figurés une clef et une serrure, un bouton fort singulier, dont il n'est pas facile de dire l'époque, et deux monnaies françaises.

M. Gredelue lit une étude sur les voyages de Chardin en Perse et dans les Indes.

M. Laclef communique plusieurs numéros de deux anciens journaux locaux, *Les Petites-Affiches* et *La Gazette de l'arrondissement de Meaux*. Ces journaux sont du commencement de ce siècle. Le dernier était publié par Raoult, le traducteur de Juvénal.

En outre M. Laclef montre à la Société une commission d'ad-joint au maire de Ferrières, délivrée à l'un de ses ancêtres le 1^{er} prairial an 8 et signée par le premier préfet de Seine-et-Marne, M. de La Rochefoucault.

Une lecture sur le droit de vengeance à l'époque mérovingienne, faite par le même membre, a vivement intéressé.

Un cachet en verre très-remarquable a été présenté par M. Boquet-Liancourt : il représente une offrande payenne à trois personnages, — c'est une œuvre moderne, du dernier siècle.

La séance a été levée à 6 heures.

SÉANCE DU 21 AOUT 1879.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, président.

Étaient présents : MM. Boquet-Liancourt, Torchet, Destouches, Bouvier, Laclef, Pierre Petit, Laurent, Lebeuf, Dumée, Gredelue, Bègue, Comignan.

Excusé : M. Chéron.

Le procès-verbal est lu et adopté. Une addition y est faite au sujet du cachet présenté à la dernière séance ; il s'agit d'un sacrifice à Priape, copie d'une œuvre antique du musée de Naples.

A cette séance, ont été offerts à la Société :

Deux Bulletins de la Société académique de Boulogne, 1879 ;

Recueil des publications de la Société nationale havraise, 1877.

Le vote sur l'admission de M. Lemarié donne l'unanimité des suffrages. La réception est prononcée.

M. Comignan a la parole pour son étude littéraire intitulée : *Le Gaucher*.

Il débute par une lecture sur le but, le style, le vers, le sujet de son œuvre et analyse ensuite ce travail.

Le Gaucher est l'épisode, dans l'histoire de la République romaine, de Mucius Scævola, et sur ce point, l'auteur a dit :

» Le sujet mérite qu'on s'en occupe ; son choix était imposé ; il fallait consulter l'histoire, lui demander de grandes figures, peu connues à la scène toutefois ; d'autre part, comme toute œuvre doit enseigner ou prouver pour être une œuvre, il nous fallait une de ces grandes leçons des temps passés, un de ces faits uniques, un critérium de l'humanité où tous les siècles reviennent forcément.

» Nous avons choisi l'héroïsme inspiré par l'amour de la patrie, l'épisode dans l'histoire de la République romaine où Mucius Scævola, le Gaucher, et Clælia Virgo, cette Jeanne d'Arc antique, montrent que

Tant qu'une patrie en face du devoir
Conserve un citoyen, il lui reste un espoir.

Tite-Live a été suivi par nous, pour ainsi dire, à la lettre ; Denys d'Halicarnasse le rhéteur nous a donné les bases du roman.

» Les temps actuels enfin ont fourni à notre œuvre l'actualité, c'est-à-dire la raison d'être. »

La Section a reconnu que cette œuvre constitue un ensemble littéraire qui peut figurer dans ses mémoires et décide unanimement que l'impression en sera proposée au Comité de publication.

M. Lebeuf expose ses tableaux rudimentaires d'archéologie pré-historique, divisés en trois périodes.

Il s'agit là d'une innovation importante, de la vulgarisation de l'archéologie.

Les trois tableaux exposés sont fort bien dessinés et surtout présentent un abrégé à la fois savant et simple au moyen duquel l'homme du monde, l'élève, n'auront plus à se trouver en face d'un inconnu complet à ce mot d'archéologie.

On ne peut trop encourager une telle entreprise ; son auteur est d'ailleurs très-versé dans cette importante question, à laquelle il a consacré de nombreuses années et de sérieux travaux.

M. Torchet donne lecture de son ouvrage : *Episode romanesque de la vie d'un roi mérovingien*.

Cette lecture a été fort goûtée, tant pour ses détails historiques que pour sa forme anecdotique.

Est mis en discussion ce quatrième article de l'ordre du jour :

Détermination du lieu et du jour où aura lieu la prochaine excursion de la Société.

Une excursion à Caranda est mise aux voix et adoptée, à moins d'impossibilité matérielle ; la date en sera fixée ultérieurement.

M. Boquet-Liancourt présente : 1° une ardoise sculptée trouvée à Meaux. Elle représente un saint, un enfant, avec animaux et paysage. Ce sujet religieux est une sculpture du moyen-âge, sans qu'il y ait lieu de rien déterminer cependant ;

2° Un vase en cuivre, style bysantin, ornementation Renaissance, type oriental accentué, trouvé aussi à Meaux.

Une pétrification d'os trouvée à 6 mètres de profondeur dans la carrière Hannoteau et Leroy, au sommet de Crégy, est présentée par M. Grédelue.

Un almanach de l'année 1779, exposé par M. Bègue, est fort original, car il a la forme d'une médaille en cuivre.

M. Bègue, trésorier, donne la situation pécuniaire de la Section ; elle est excellente et il reçoit pour ses efforts des remerciements unanimes.

La séance est levée à six heures.

SÉANCE DU 16 OCTOBRE 1879.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, président.

La séance est ouverte à quatre heures.

Le procès-verbal de la dernière séance ne peut être lu, en l'absence du secrétaire. M. Bègue lit un compte-rendu de l'excursion faite par la Section aux châteaux de Ferrières et de Guermantes. M. Petit donne quelques explications sur la construction du château de Ferrières. La Société décide que des remerciements seront adressés à M. de Rothschild.

Sur la demande du président, M. Bègue se charge de faire une étude sur les pierres tombales et les inscriptions antiques que renferme le vieux chapitre de Meaux.

M. Torchet donne lecture de la première partie d'une *excursion à vol d'oiseau à travers Lyon, Saint-Etienne et Valence*. Ces impressions de voyage où l'archéologie de l'antique *Lugdunum*, l'architecture des anciennes églises, l'aspect pittoresque du pays et de ses habitants, sont habilement mis en scène dans une narration rapide et élégante, captivent tous les suffrages. La Société en entendra la suite avec plaisir.

M. Boquet-Liancourt lit une étude sur *Bossuet et Mme Guyon*. Dans le démêlé qui s'éleva entre ces deux personnages, M. Boquet-Liancourt donne tous les torts à Mme Guyon que, d'après les faits tirés de ses propres mémoires, il regarde comme une extravagante. Cette lecture donne lieu à quelques observations de M. Bouvier.

La Section s'occupe ensuite d'une proposition tendant à changer l'heure de ses séances. Après une courte discussion, la question est renvoyée à la prochaine séance, afin de recueillir les avis des personnes intéressées et de décider avec plus de maturité.

La séance est levée à cinq heures et demie.

SEANCE DU 20 NOVEMBRE 1879.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, président.

La lecture du procès-verbal du 21 août n'a donné lieu à aucune observation.

Il en est de même pour le procès-verbal du jeudi 16 octobre.

Le président présente à la Section des envois de mémoires de Sociétés savantes étrangères. Dix-sept volumes de la Société archéologique de Belgique et deux volumes américains.

Une demande d'admission de M. Merré, comme membre titulaire, est présentée par MM. Torchet et Gredelue. Il sera voté sur cette admission à la première séance.

M. Torchet a la parole pour donner la suite de son *Excursion à vol d'oiseau à travers Lyon, Saint-Etienne et Valence*. Toutes les qualités d'intérêt, d'observation, d'études archéologiques, remarquées dans la première partie de cette lecture, ont été applaudies dans la seconde, et l'attention des membres présents a été attirée au plus haut point.

M. Lebeuf a la parole pour exposer le résultat de la continuation de ses fouilles au *Cimetière gallo-romain de la Bauve*.

La lecture débute par une étude générale des différentes sépultures comme orientation, nombre des corps, méthode d'ensevelissement.

Une étude sur les tuiles trouvées suit la première partie du travail.

L'auteur continue par la description de chaque sépulture, décrit les squelettes dont l'âge et le sexe ont été déterminés par MM. les docteurs Houzelot, Henne et Charpentier; les objets renfermés dans chaque tombe sont également décrits et étudiés.

Le nombre de sépultures importantes est de six :

1° Un squelette d'homme avec trois objets principaux : une fibule en bronze doré, un poignard de fer à manche en jais et une boucle de ceinturon en argent ;

2° Un squelette d'homme avec cinq objets importants : une fibule en bronze doré, une boucle de ceinture en bronze, une lame de poignard en fer, un gobelet en terre très-mince, et des clous de chaussures aux pieds de l'inhumé.

3° Un squelette de femme avec neuf objets : six bracelets en bronze, un en fer, un en ivoire et le dernier composé de quatre-vingt-quinze petites perles en verre bleu ;

4° Un squelette de femme adulte avec neuf objets : une boucle d'oreille en argent, un bracelet en bronze plat, six perles et une bague en bronze ;

5° Un squelette de femme avec un collier de pièces de monnaie et une rondelle de terre cuite (deux monnaies de Dioclétien de 245

à 313 de J.-C., une monnaie de Constantin, mort en 326), plus deux boucles d'oreille et un petit couteau en fer ;

6° Un squelette de femme avec un bracelet en bronze, une fiole en verre blanc (12 cent. de haut) et un verre en boire, pièce de la plus haute valeur.

Les principaux objets découverts sont exposés.

On y remarque des vases de terre dont il n'est pas parlé plus haut et qui proviennent de fouilles faites dans les sépultures les plus pauvres.

Chaque sépulture a donné lieu à la formation d'un tableau explicatif où sont classés et attachés les objets trouvés, avec méthode et avec goût.

Les plus vifs applaudissements ont accueilli la communication de M. Lebeuf.

M. Boquet-Liancourt fait ensuite une lecture : *De la haute antiquité et de l'excellence des fromages de Brie*.

Il s'agit là d'une de ces études humoristiques fines et originales, dont le président de la section de Meaux a le secret. On croirait lire une des pages et une des meilleures de Brillat-Savarin.

M. Descaves, membre de la Société, fait hommage du *Briard*, almanach républicain, dont il est éditeur.

M. Le Blondel, membre de la Société, fait hommage de l'*Almanach de Seine-et-Marne*, dont il est aussi l'éditeur.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 5 heures 1/2.

SÉANCE DU 18 DÉCEMBRE 1879.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, président.

La séance est ouverte à quatre heures.

Présents : MM. Boquet-Liancourt, Bègue, Carton, Comignan, Grédelue, Laclef, Lebeuf, Laurent, Clément Petit, Torchel, Dumée.

Excusé : M. Pierre Petit.

Le procès-verbal est lu et adopté.

M. Merré fils, présenté dans la séance de novembre, est nommé membre titulaire. M. Plique-Faron est présenté comme membre titulaire par MM. Laurent et Le Blondel ; il sera, conformément au règlement, statué sur son admission à la prochaine séance.

Le président dépose sur le bureau plusieurs publications envoyées à la Société : 1° Rapport sur l'activité de la commission impériale archéologique de Saint-Petersbourg, année 1876 ; 2° Revue archéologique du cimetière gaulois de Samsais, offert par M. Laclef ; 3° Répertoire des travaux de la Société de statistique de Marseille (année 1879).

Le changement de l'heure des séances pour l'année 1880 est mis aux voix et n'est pas adopté. La question reste toujours ouverte, mais jusqu'à décision contraire, l'heure des séances de la Section restera fixée en 1880, comme en 1879, à quatre heures.

La Section reconnaît à l'unanimité la nécessité de louer un local pour y réunir ses collections. Un emplacement est proposé, la Société ira le visiter, et dans sa prochaine séance décidera si les conditions de location lui paraissent acceptables.

Dès à présent, elle nomme, pour procéder à l'installation et au classement de ses collections, une commission composée de MM. Laurent, Carton et Gredelue.

Sur la proposition de M. Carton, la Section décide qu'une démarche sera faite auprès de la municipalité pour l'engager à acquérir le résultat des fouilles très-intéressantes faites par M. Lebeuf dans l'antique cimetière gallo-romain de Saint-Lazare.

M. Lebeuf fait connaître la suite de ces fouilles. Une série de tombes nouvelles a été mise à jour.

Elle a produit des objets curieux dont il donne la nomenclature. Signalons deux tombes de pierre qui seront transférées dans la cour de l'hôtel de ville. Les monnaies et autres objets recueillis dans les tombes ne modifient pas l'époque de cet hypogée, qui s'étend du 1^{er} au 14^e siècle de notre ère.

Les objets les plus curieux provenant des fouilles sont mis sous les yeux de la Société. Remercements à M. Lebeuf.

M. Torchet donne lecture de son étude : *Un Roi flûtiste*. Il s'agit, bien entendu, de Frédéric II, roi de Prusse. M. Torchet nous raconte les difficultés que le monarque eut à surmonter pour se livrer à ce goût artistique. Dans une seconde lecture, viendra l'appréciation du talent de cet artiste couronné. Lecture très-appréciée.

M. Bègue, dans une courte lecture, expose les raisons qui le portent à croire que les monuments dits druidiques ne sont pas l'œuvre des Druides ni des Gaulois, mais remontent à une antiquité beaucoup plus reculée, à l'âge préhistorique. Les principaux motifs

de cette opinion sont l'absence ordinaire de tout métal dans ces monuments, et l'existence souvent constatée de tels monuments dans des pays où les Druides et les Gaulois n'ont jamais pénétré.

M. Lebeuf partage complètement la manière de voir de M. Bègue.

M. Bègue communique à la Société une monnaie gauloise de Chartres, plusieurs pièces d'argent du xv^e siècle trouvées à Tancrou, enfin une très-ancienne et très-curieuse Imitation de Jésus-Christ, dont les gravures naïves méritent d'être remarquées.

La séance est levée à six heures.

SÉANCE DU 15 JANVIER 1880.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, président.

Présents : MM. Bègue, Boquet-Liancourt, Bouvier, Dumée, Grédelue, Lebeuf, Petit (Clément), Petit (Pierre), Torchet. Excusé, M. Comignan.

La séance est ouverte à quatre heures. Le procès-verbal est lu et adopté. M. Plicque-Faron, présenté dans la séance de décembre, est nommé membre titulaire.

Sont déposés sur le bureau : Mémoires de la Société académique de Boulogne-sur-Mer, tome 9, 1^{re} partie, et le 3^e volume du bulletin de cette même Société.

M. Bègue, trésorier de la Section, expose la situation financière. L'encaisse est de 545 fr. et il reste encore des sommes assez notables à recouvrer. A propos des cotisations en retard, quelques membres n'ayant donné aucune réponse aux réclamations réitérées qui leur ont été faites, sont considérés comme démissionnaires et rayés des listes de la section. Les autres retardataires sont priés avec instance de se mettre en règle.

La Section juge que la situation est assez satisfaisante pour lui permettre de louer un local destiné à réunir ses collections et charge son président de régler définitivement les conditions de cette location.

M. Bouvier donne lecture de son travail sur l'architecture en Italie. Ce n'est pas un jugement doctoral qu'il entend formuler sur les développements de ce grand art, c'est simplement

une appréciation personnelle et le reflet des impressions que lui ont causées les monuments qu'un trop rapide voyage a fait passer devant ses yeux. Malgré la magnificence de quelques églises italiennes, ce n'est pas en Italie, mais dans les pays plus septentrionaux, qu'il faut chercher les véritables modèles de la grande architecture religieuse. Les églises en Italie ne sont que des basiliques de style composite. Dans ce pays, ce qu'il faut admirer sans restriction, ce sont les constructions civiles, habitations privées, hôtels de ville et palais de l'époque de la Renaissance. Nous ne pouvons qu'indiquer sommairement les points sur lesquels la lecture de M. Bouvier jette de vives lumières.

M. Torchet, continuant l'étude intéressante qu'il avait commencée à la dernière séance, sur *Un Roi flûtiste*, donne de curieux détails à propos des artistes qui composaient la musique de Frédéric II et avaient, quelquefois malgré eux, l'honneur de figurer avec lui dans ses concerts privés, la plus chère distraction de son règne. Il fait connaître la dynastie artistique des Bach, dont Sébastien Bach est le plus illustre représentant, et qui pendant plus d'un siècle vit le génie de la musique héréditaire dans cette famille privilégiée.

La séance est levée à six heures.

SÉANCE DU 19 FÉVRIER 1880.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, président.

Etaient présents : MM. Boquet-Liancourt, Torchet, Plicque-Faron, Meignan, Dumée, Laurent, Bouvier, Gredelue, Pierre Petit, Laclef, Houzelot et Comignan.

Excusés : MM. Lebeuf, Carton.

Le procès-verbal est lu et adopté.

Lecture de la correspondance :

1° M. Perdrigé donne sa démission.

2° Une lettre de M. Lemarié, sur des fouilles exécutées à Dammartin, à l'ancien château. Il renseigne la Société sur les découvertes déjà faites, entre autres sur un escalier qu'il décrit avec soin et méthode : il est construit en briques seules, la voûte toutefois est en pierres de taille, la conservation des marches est par-

faite ; la date de la construction peut être déterminée entre 1467 et le commencement du xvi^e siècle. M. Lemarié prie le comité de demander à la municipalité de vouloir bien, au sujet de ces fouilles, ne pas négliger la science et l'histoire, choses sérieuses et d'intérêt actuel, pour qui les comprend.

La Société fera les démarches utiles.

La discussion sur la séance générale de 1880 s'est close par le vœu exprimé de demander au siège central de la Société, à Melun, ce qu'il importera de décider en la circonstance.

M. Carton fait présenter à la Société un souvenir historique quoique bien récent : le fanion de la deuxième compagnie des mobiles de Meaux. Ce fanion a assisté au siège de Paris et à ses combats. C'est une précieuse acquisition pour le musée de la Section de Meaux.

M. Torchet a la parole pour sa lecture : *Frédéric-le-Grand, flûtiste* (suite).

Cette étude, qui s'arrête sur l'entourage du grand roi, est pleine de faits et de détails. Krantz en est le principal héros, ainsi que Benda.

M. Boquet-Liancourt présente à la Société un carton de plans et estampes relatifs à la ville de Meaux. Sa causerie sur l'iconographie meloise a, comme de coutume, attiré toute l'attention des membres présents.

Parmi les découvertes de l'honorable président, il faut remarquer des cartes de l'ordre religieux, de l'ordre électif et de l'ordre administratif. Viennent ensuite des plans de la ville à tous les âges, l'assistance a eu lieu de s'arrêter sur les plans de M. Carro, un de ses fondateurs si regrettés et l'historien de notre cité meloise. Puis ce sont les vues anciennes importantes, celles de Peters (1630), d'Israël Sylvestre, de Châtillon, de Tassin (1633), et l'on a pu remarquer à côté de ces pièces rares des gravures sur des épisodes historiques, de nombreux portraits, les diplômes des principales sociétés meloises, etc.

Le carton de M. Boquet-Liancourt a été feuilleté par les sociétaires avec une vive satisfaction.

Il est difficile de trouver une plus grande réunion de matériaux et de bases historiques pour notre cité, et l'on ne peut mieux faire œuvre de bon citoyen que ne le fait M. Boquet-Liancourt en les collectionnant.

Il est présenté à la Société un vieil ouvrage fort curieux, rempli

de gravures ingénieuses pour le moins, et portant ce titre : *Les emblèmes de l'amour divin et humain ensemble*, expliquées par des vers français par un père capucin.

M. Laclef communique le portrait de M. Desescoutes, député de Meaux à l'Assemblée nationale de 1789, et y ajoute des détails biographiques intéressants.

La séance est levée à 6 h. 1/4.

SÉANCE DU 18 MARS 1880.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, président.

La séance est ouverte à 4 heures.

Étaient présents : MM. Boquet-Liancourt, Torchet, Houzelot, Laclef, Pierre Petit, Bouvier, Dumée, Müller, Meignan, Carton et Comignan. Excusés : MM. Lebeuf et Destouches.

Le procès-verbal est lu et adopté.

M. Lebeuf s'étant fait excuser, la lecture qu'il devait faire est remise à une prochaine séance.

M. Laclef a la parole pour un travail intitulé : *Autographes et lettres nouvellement éditées de Bossuet*.

Il présente à la Société un ouvrage nouveau sur la correspondance de Bossuet et lit trois des lettres de ce recueil.

Le même membre communique un autographe de Bossuet, retrouvé par lui dans ses papiers de famille.

M. le président présente une monnaie gauloise, bronze antique, et un débris de poterie portant le nom du fabricant : Driobocius F, ou Driodocius F.

M. Petit présente un ouvrage de Bossuet, édition originale, fort bien conservée.

Un opuscule de M. Burger, ancien membre de la Section, est offert à la Société. Il porte ce titre :

Rapport sur l'Exposition universelle, sylviculture, faune forestière et agricole.

Des remerciements sont adressés à M. Burger.

La parole est à M. Comignan pour la lecture de son travail intitulé :

Biographie des principaux hommes politiques de Seine-et-

Marne depuis la Constituante jusques et y compris les nominations complémentaires de l'an V, VI et VII, et pour un grand nombre jusqu'à la Restauration (1815).

Après avoir donné la liste des hommes politiques de la Brie pendant cette période, l'auteur a particulièrement étudié vingt-huit de ces personnages, qui sont : MM. Daguesseau, Bailly de Juilly, Barbou, Bernard, Bernier, Berthier, Bidault, Davost, Desescoutes, Despatys, Dupont de Nemours, Dutailis, de Faudoas, Fréteau, Houdet, Himbert, de Jaucourt, Jollivet, de Noailles, de Paroy, Picault, La Rochefoucault, Rousselet, Sedillez, Tellier, Thibault, Thomas et Vaublanc.

Ces biographies plus ou moins longues renferment des détails historiques dignes d'attirer l'attention.

M. Torchet remet sa lecture sur la musique de Frédéric II à une prochaine réunion.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 6 heures.

SÉANCE DU 15 AVRIL 1880.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, président.

La séance est ouverte à quatre heures.

Étaient présents : MM. Boquet-Liancourt, Torchet, Faron-Plicque, Meignan, Lebeuf, Pierre Petit, Destouches, Dumée et Laclef.

Excusé : M. Comignan.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. le président donne lecture de la correspondance : M. le vicomte de Ponton d'Amécourt, président honoraire de la section de Meaux, adresse à la Société un questionnaire relatif aux monuments mégalithiques et appelle son attention sur les questions posées.

M. Lebeuf a la parole et lit son rapport sur les fragments et antiquités dont il a suivi la découverte dans le champ situé au lieudit la Bauve, près de Meaux.

Tous ces fragments, exposés sur le bureau, sont à peu près en parfait état de conservation.

M. Meignan présente à la Société différents silex.

M. le président entretient la Section de la fixation du jour de la séance générale annuelle de la Société. Elle aura lieu le lundi 17 mai prochain dans le grand salon de l'hôtel de ville de Meaux. M. le président va écrire à ce sujet à M. le secrétaire général de la Société, à Melun.

M. Torchet donne ensuite lecture de son *Etude sur le roi flûtiste Frédéric-le-Grand*.

Des remerciements sont votés à MM. Lebeuf, Meignan et Torchet.

La séance a été levée à cinq heures et demie.

SÉANCE DU 17 JUIN 1880.

Présidence de M. BOQUET-LIANCOURT, président.

La séance est ouverte à quatre heures.

Étaient présents : MM. Boquet-Liancourt, Torchet, Clément Petit, Bouvier, Decœur, Gredelue, Descaves, Destouches et Laclef.

S'étaient fait excuser : MM. le docteur Houzelot, Merré, Le Blondel, Lebeuf, Bègue et Pierre Petit.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Benoist, conseiller général, et M. Offroy, présentés à une précédente séance, sont nommés membres titulaires.

Il est ensuite procédé au vote pour le renouvellement du bureau.

Sont nommés :

Président d'honneur : M. le vicomte de Ponton d'Amécourt ;

Président : M. Boquet-Liancourt ;

Vice-président : M. Torchet ;

Secrétaire : M. Laclef ;

Trésorier : M. Bègue ;

Archiviste : M. Laurent ;

Délégué au comité central, M. Clément Petit.

M. le président dépose sur le bureau : 1° un volume intitulé : *Répertoire des travaux de la Société de statistique de Marseille*, année 1880 ; 2° un autre volume offert par son auteur et intitulé : *Les Beaux-arts à l'Exposition universelle de 1878*, par M. Ch. Duval.

M. le président met sous les yeux des membres présents différents dessins représentant : la statue de Pomone, le monastère de

Saint-Faron, la Vierge des Capucins, la fontaine du grand parvis de la cathédrale de Meaux, la Porte Saint-Mélor, la Porte au Pain et la Porte Saint-Nicolas. Tous ces édifices d'autrefois donnent lieu à des explications par lesquelles M. le président intéresse vivement la Société.

M. Torchet continue la lecture de son travail sur Frédéric-le-Grand, musicien.

La Section témoigne sa vive satisfaction par ses applaudissements.

M. Gredelue fait don à la Société, de la part de M. Frère, marchand épiciier à Meaux, du fanion de la 1^{re} compagnie du bataillon des mobiles de Meaux en 1870.

Des remerciements seront adressés à M. Frère.

M. Lebeuf, tout en s'excusant de ne pouvoir assister à la séance, envoie trois pièces de monnaie dans un état parfait de conservation; la première présente d'un côté une tête de profil, à droite, CAESAR, de l'autre côté l'aigle aux ailes déployées et au-dessus AVGUSTVS; la deuxième a d'un côté une tête casquée tournée à gauche et de l'autre côté une tête de cheval tournée à droite avec le mot ROMA écrit derrière le col; enfin, la troisième est une pièce gauloise en étain, tête à gauche, et au revers un sanglier avec une urne au-dessous.

M. le président donne lecture d'un projet de règlement pour le local affecté aux collections de la Société d'archéologie.

Il est ainsi conçu : 1° Le local loué par la Section d'archéologie de Meaux pour y déposer ses collections, sera ouvert à tous les membres de la Société. Toutefois, les sociétaires devront se faire accompagner par un membre du bureau;

2° Il sera fait un catalogue des livres et une liste des objets appartenant à la Société;

3° Tout sociétaire aura le droit d'emporter chez lui les livres de la Société : il ne pourra prendre que deux volumes à la fois et devra inscrire sur un registre particulier son nom, le titre des volumes empruntés et la date de l'emprunt. Au retour de ces ouvrages, il sera fait mention de leur restitution sur une colonne parallèle à celle où est indiqué leur prêt.

La Section adopte ce projet de règlement.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à cinq heures et demie.

TRAVAUX

LIZY-SUR-OURCQ

LA SEIGNEURIE AU XVIII^e SIÈCLE

Par M. L. BENOIST

Conseiller général, membre titulaire (**Section de Meaux**).

PRÉAMBULE

La terre et seigneurie de Lizy jouissait de droits importants et nombreux ; elle était sous ce rapport l'égale des terres titrées.

Elle avait notamment :

Droit de haute, moyenne et basse justice tant sur le territoire de Lizy que sur la terre et seigneurie de Mary, avec droit de greffe, de sergenterie, de prisée et vente, et de tabellionnage ;

Droit de banalité de moulin et de pressoir ;

Droit de péage ;

Droit de hallage et de minage ;

Droit de foires et marchés ;

Droit de corvée ;

Droit de banvin ;

Droit de dîme ;

Cens, surcens, rentes seigneuriales en grains, deniers, poules et chapons ;

Censives à Saint-Jean-les-deux-Jumeaux ;

Droit de retrait féodal, de relief, quint et requint ;

Lods et ventes, saisine et amendes, droit de retrait censuel ;

Droit de pêche et de navigation ;

Confiscation, deshérence, épaves, droit de voierie ;

Droit de colombier, de garenne et de girouette ;

Droits honorifiques à l'église ;

C'était là ce que l'on appelait « de beaux droits » (1).

Il nous a paru intéressant de rechercher quelle était à une époque rapprochée de nous, au xviii^e siècle, durant la vie de nos grands pères, l'étendue exacte et précise de ces droits ; de déterminer quel était à ce moment le poids de ce qu'on a nommé le joug féodal ; d'étudier, chemin faisant, la féodalité elle-même et d'indiquer, en jetant un coup d'œil sur le présent, quelles institutions l'ont remplacée et quels progrès ont été accomplis.

§ 1^{er}. — JUSTICE

Le seigneur de Lizy avait haute, moyenne et basse justice (2) sur toute l'étendue du terroir et de la paroisse de Lizy (3).

Cedroit était le titre éminent de la seigneurie, et primitivement il était inséparable du fief (4).

Le seigneur haut justicier connaissait de toutes les affaires réelles

(1) Voir contrat devant Sainfray, notaire à Paris, du 13 mars 1689, contenant vente de partie de la terre et seigneurie de Lizy au marquis de La Trousse.

(2) La basse justice donnait le droit de connaître de la police, des injures légères et d'autres délits qui ne pouvaient être punis au plus que d'une amende de 10 sous parisis. Les seigneurs bas justiciers jugeaient les procès de leurs sujets jusqu'à la somme de 60 sous parisis, ainsi que les questions relatives aux cens, rentes et exhibitions de contrats pour raison des héritages situés sur leur territoire. La moyenne justice donnait le droit de connaître des délits qui ne pouvaient être punis de plus de 75 sous d'amende et de toutes les causes civiles et obligations féodales des sujets ; le moyen justicier pouvait nommer des tuteurs et des curateurs, faire poser les scellés, procéder aux inventaires. Les appels des bas et moyens justiciers se portaient devant les seigneurs qui avaient le droit de haute justice.

(Chéruel. — *Dictionnaire historique des Institutions*).

(3) Il n'y avait plus à Lizy dès le commencement du xviii^e siècle, en outre du fief du seigneur, que deux fiefs nommés de Tigeaux et de la Cloche, fort peu importants ; ce dernier consistait en maison et jardin d'un revenu de 12 à 15 livres par an : ni l'un ni l'autre n'avait droit de justice.

Cependant en 1766 le collège Louis-le-Grand donnait à ferme : « La terre, seigneurie et ferme des Écoliers de Dormans à Lizy, avec les lods, ventes, saisine, amendes et à la charge de faire exercer la justice dans cette seigneurie, y établir un juge, greffier, etc. ». Mais cela ne pouvait s'entendre que de la seigneurie du fief, et non de celle du territoire, de la moyenne et basse justice et non de la haute ; il était de règle que la haute justice donnait seule la seigneurie du territoire et tous les droits honorifiques. Du reste les droits invoqués par le collège Louis-le-Grand n'étaient pas exercés, et il est à penser que la mention de 1766 se reproduisait depuis longtemps de bail en bail, bien que les droits qu'elle indique se fussent perdus depuis longtemps.

(4) Toutefois, par suite de démembrements et d'inféodations particulières, il était devenu de maxime que « fief et justice n'avaient rien de commun ». C'est-à-dire qu'un fief pouvait subsister sans la justice et réciproquement. Nous en avons un exemple à Mary, où, durant le xvii^e siècle le fief appartenait aux seigneurs de La Trousse et la haute justice aux seigneurs de Lizy.

et personnelles, civiles et criminelles entre ses sujets, sauf les cas royaux : hérésie, parricide, fausse monnaie, émeute, blasphème, etc.

Bien qu'au xviii^e siècle le pouvoir judiciaire du seigneur eût été sensiblement amoindri par la justice royale, le juge seigneurial pouvait encore prononcer les condamnations les plus graves, même la peine de mort, mais elles ne pouvaient être exécutées que quand elles avaient été confirmées par les juges royaux (1).

Pour l'exercice de la justice, qu'il lui était défendu de rendre en personne, le seigneur haut justicier avait un juge appelé prévôt ou bailli, un lieutenant, un procureur fiscal, des procureurs postulants, un greffier, un ou plusieurs sergents ayant le privilège exclusif des prises et ventes mobilières faites en justice ; il instituait dans chacune des paroisses de son domaine où il avait moyenne et basse justice, un maire, un greffier, un sergent et un procureur fiscal. Tous ces agents étaient à sa nomination, mais les officiers des justices subalternes devaient avant leur réception être examinés par un membre du siège présidial, après information de leurs vie et mœurs. Ils étaient sous la surveillance des juges royaux et s'ils donnaient lieu à de justes plaintes, les seigneurs pouvaient être condamnés à les remplacer par des personnes intègres et capables.

De même, le seigneur haut justicier qui abusait de sa justice pouvait être privé de son droit. Ajoutons que si les officiers du seigneur étaient compétents pour tout ce qui concernait le domaine, les droits et revenus, tant en fief qu'en roture, ils ne pouvaient connaître de toute autre cause où leur seigneur était intéressé ; celui-ci devait se pourvoir devant les juges supérieurs.

Ces prescriptions étaient sages et propres à corriger une partie des abus ; mais le seigneur restait maître de destituer ses officiers, soit sans indemnité, s'il les avait institués gratuitement, soit moyennant le remboursement de la finance qu'il en avait reçue.

D'autre part, patrimoniale en la personne du seigneur, la justice non-seulement passait avec le domaine au nouveau propriétaire, mais le seigneur haut justicier pouvait, en érigeant une partie de sa terre en fief, investir le nouveau seigneur du droit de

(1) Postérieurement à 1750, le bailli de la châtellenie de Nanteuil-sur-Marne et Croûtes condamnait deux individus convaincus d'assassinat, l'un à être rompu vif sur la place du village, ensuite exposé sur une roue pour y finir ses jours, le second à être pendu et son corps exposé pendant 24 heures.

(Archives départementales de Seine-et-Marne, B 186).

justice sur la nouvelle seigneurie et créer ainsi de nouveaux tribunaux. Il existait en effet en France, avant 1789, soixante-dix à quatre-vingt mille justices seigneuriales.

Les baillis de Lizy durant le ^{xviii}^e siècle, Muly, Devernon et Robert, étaient en même temps baillis du marquisat de la Trousse. Ils avaient le titre d'avocats au Parlement ; c'était une garantie de savoir. Ils ne résidaient pas toujours à Lizy et remplissaient les mêmes fonctions dans d'autres seigneuries ; c'étaient des magistrats ambulants (1).

Le procureur fiscal, agent personnel du seigneur, requérait comme ministère public devant le bailli, veillait à l'exécution des règlements de police que faisait le bailli. Il exerçait généralement au même titre pour plusieurs seigneurs.

Le seigneur de Lizy, comme tout haut justicier, devait aussi entretenir une salle d'audience (elle était à Lizy d'abord dans le vieux château, puis dans la ferme des Quatre Fils Aymon, aujourd'hui communs du château moderne), une prison au rez-de-chaussée avec geôlier qui sût lire et écrire (ordonnance de 1717). Il avait le droit d'élever, pour l'exécution des peines, un pilori avec carcan et des fourches patibulaires à deux piliers seulement (2).

Nous pouvons voir à Lizy, au vieux château, au bas de la tourrelle du côté du parc, la pièce qui servait de prison : au-dessous se trouvait une autre prison, voûtée, obscure, réservée aux cas les plus graves ; elle est fermée depuis quelques années (3).

Quant aux fourches patibulaires, nous devons penser qu'elles avaient été dressées au-dessus de la montagne à l'ouest de Lizy, au lieudit la Justice, dénomination fréquente et généralement appliquée au canton où s'exécutaient les sentences capitales.

(1) Voici ce que dit un auteur du ^{xviii}^e siècle : *Code des Seigneurs hauts justiciers* : « Les officiers des seigneurs doivent résider sur les lieux, l'ordonnance de Charles VII en 1441 les y astreint avec rigueur. Cependant, le plus grand nombre, au mépris de cette ordonnance, ne font aucune résidence et ne viennent dans le chef-lieu que quand ils y sont appelés par les émoluments qu'ils espèrent y toucher ; ce qui cause un grand préjudice aux parties qui sont obligées le plus souvent de plaider pardevant un paysan que l'on qualifie d'ancien praticien et auquel il est facile de faire quelque surprise. »

(2) Le nombre des piliers variait suivant la qualité du seigneur et pouvait s'élever à dix.

(3) Cette disposition des prisons était assez habituelle. Nous lisons dans la description du château d'Oissey : « Au rez-de-chaussée de cette grosse tour est une forte prison, et au-dessous, une autre prison en forme de basse fosse voûtée. »

(*Châtellenie d'Oissey*, par M. FERNAND LABOUR).

Le seigneur haut justicier supportait seul les frais de justice criminelle, même ceux des procès suivis par la justice royale pour faits commis dans l'étendue de la seigneurie. Le cas était arrivé à Voltaire, seigneur de Tournay, qui écrivait en 1760 : « On me persécute de la part du Conseil ; on veut que je sois haut justicier ; on fait pendre ou à peu près de pauvres diables en mon nom ; on me fait accroire que rien n'est plus beau que de payer les frais, et on va saisir mes bœufs pour me faire honneur. » En outre, le seigneur supportait les honoraires du bailli et du procureur fiscal : En 1765, Louis de Vernon, avocat au Parlement, recevait comme bailli du marquisat de La Trousse et de Lizy, 100 livres par an ; Picard, comme procureur fiscal, 200 livres ; d'autre part, le greffe constituait souvent un revenu : celui de Lizy, en 1697, était affermé 40 livres ; en 1765, il ne produisait plus rien.

De 1753 à 1766, les frais de la justice criminelle se sont élevés, pour la seigneurie de Lizy et le marquisat de La Trousse, à la somme de 2.034 livres 13 sous 9 deniers.

En parcourant les registres des causes de la justice seigneuriale de Lizy, on remarque que les affaires de police se bornaient presque exclusivement à celles qui intéressaient directement le seigneur : dégâts dans ses bois, chasse sur son domaine, etc., ou qui concernaient les règlements sur le culte. Ainsi, Louis Picart et Pierre Huré, cabaretiers à Lizy, sont condamnés à soixante-douze sous d'amende chacun pour avoir, contrairement aux règlements, donné le dimanche à manger et à boire pendant le service divin ; Gibert, laboureur à Lizy, à cent sous d'amende pour avoir fait charger un bateau le dimanche.

Comme les frais de poursuites pouvaient retomber sur le seigneur, le procureur fiscal fermait souvent les yeux sur les délits qui ne le touchaient pas directement, et il n'y avait en réalité aucune police d'ordre public. « L'impunité n'est nulle part plus grande que dans les justices seigneuriales, » écrivait en 1765 Renauldon, auteur d'un traité des droits seigneuriaux.

Il n'est pas besoin de dire que les roturiers seuls étaient justiciables des justices seigneuriales : les nobles devaient être appelés devant les juges supérieurs, les membres du clergé devant l'official, juridiction ecclésiastique ; les uns et les autres jouissaient d'ailleurs, pour la plupart, du droit de committimus, c'est-à-dire du droit de traîner leur adversaire même en première instance devant nos-seigneurs des requêtes du palais ou de l'hôtel du roi.

Les appels du bailliage de Lizy étaient portés au Châtelet de Paris, dans le ressort duquel il se trouvait.

Outre les offices dont nous avons parlé, le seigneur de Lizy avait le droit d'instituer sur ses domaines des tabellions chargés de recevoir les actes et contrats dans l'étendue de la seigneurie. Ils étaient distincts des notaires royaux, comme les sergents seigneuriaux étaient distincts des huissiers royaux.

Le tabellionnage se donnait à bail comme le greffe et pouvait être cédé.

Toute dépendante qu'elle était, la justice seigneuriale avait l'avantage d'être à la portée des justiciables; et à Lizy il ne paraît pas qu'elle ait démérité de la considération et de la confiance publique : le dernier bailli et le dernier procureur fiscal furent successivement nommés juges de paix par les habitants. Le tiers-état de ce bailliage en 1789 demandait la suppression seulement des justices des terres non titrées, et leur réunion à la plus prochaine terre titrée. — Si le tiers-état du bailliage de Meaux en demandait la suppression totale, c'est parce que « la justice est un apanage de la souveraineté, » et quand dans le préambule de son cahier il s'écriait : « L'administration de la justice est devenue un fléau, la jurisprudence est versatile, les lois et les coutumes obscures, le droit incertain, le recours à la justice impraticable par la multiplicité des tribunaux et les frais immenses de procédure, » ce n'est pas à la justice seigneuriale que s'adressaient ces véhémentes paroles. Au-dessus d'elle se croisait une foule de juridictions, dans le dédale desquelles les justiciables se perdaient : conseil d'Etat, grand conseil, cour de parlement, chambre des comptes, chambre de la marée, cour des aides, cour des monnaies, bailliage du palais, chancellerie du palais, table de marbre, comprenant la connétablie et la maréchaussée de France, l'amirauté et les eaux et forêts, élections, chambre des bâtiments, greniers à sel, capitaineries, etc., etc. Au-dessus encore de ces juridictions s'élevaient les tribunaux d'exception ou commissions spéciales instituées par le roi pour telle personne ou telle affaire, quand il n'usait pas du droit de justice dont il était souverainement investi, en disposant par des lettres de cachet, suivant son bon plaisir, de la fortune, de la liberté et de l'honneur de ses sujets.

« Le grand nombre de justices, disait-on avec raison, ôte au peuple le moyen d'avoir justice. » (1). On pouvait être traîné suc-

(1) On comptait à Meaux en 1774 les juridictions suivantes :

Le présidial, le bailliage civil, le bailliage criminel, la police, la maréchaussée,

cessivement et sans fin de tribunal en tribunal, de la basse ou moyenne justice à la haute, de celle-ci au bailliage du ressort, ou au siège présidial, de là au parlement de la province. Aussi le tiers-état du bailliage de Meaux demandait-il qu'il fût établi, sous des peines déterminées, qu'aucune instance ne durerait plus d'un an : intention excellente, mais irréalisable même aujourd'hui.

Il demandait en outre :

« Qu'à l'avenir nul office de judicature ne fût acquis à prix d'argent. »

La vénalité des charges judiciaires, inaugurée par Louis XII, largement pratiquée par François I^{er}, non par mesure d'ordre public, mais pour subvenir aux besoins du fisc, subsista jusqu'en 1789. Vivement critiquée, elle avait été soumise dès 1560 (ordonnance de Moulins), à certaines conditions de moralité et de capacité. En 1614, néanmoins, les deux premiers ordres aux États Généraux en demandaient l'abolition, moyennant remboursement ; le Tiers-État s'y refusait pour ne pas grever le trésor public : si elle produisit du moins cet heureux résultat de permettre au Tiers-État l'accès des parlements, elle avait de tels inconvénients qu'elle ne pouvait subsister, et elle a été, en effet, supprimée.

« Qu'il ne fût permis à tel juge que ce pût être, de recevoir ni épices ni vacations. »

Les épices étaient un présent offert par le plaideur à son juge, en nature d'abord (de là vient leur nom), en argent ensuite. Cet usage fort ancien devenu légitime, s'appliquant même aux procureurs du roi et à leurs substituts, dura jusqu'à la Révolution. On comprend quels abus en pouvaient naître (1). Les épices étaient évaluées en 1789 à 30 ou 40 millions (2).

l'élection, le grenier à sel, l'officialité de l'évêché, celle du chapitre, le bailliage de la temporalité de l'évêché, celui de la temporalité du chapitre. — et on peut ajouter la maîtrise des eaux et forêts transférée à Crécy, mais tenant ses assises à Meaux, le jour de la foire de la Mi-Mai. — Ajoutons aussi la capitainerie siégeant à Montceaux.

(1) Rappelons ce quatrain fait à l'occasion de l'incendie du palais de justice sous Louis XIV :

Ce fut certes un triste jeu
Quand à Paris, dame justice,
Pour avoir trop mangé d'épice
Se mit le palais en feu.

Et cet autre sur l'avidité de certains magistrats :

Ci-git Cléon, ce président avare,
Qui vendit la justice à chaque citoyen,
Croyant qu'une chose si rare
Ne doit pas se donner pour rien.

(2) Le budget de la justice dépasse à peine aujourd'hui 37 millions.

Suivant le vœu du bailliage de Meaux, il a été apporté dans notre organisation judiciaire une grande simplification, qui n'est pas arrivée à son terme. Pour les affaires civiles, de police, et correctionnelles : justices de paix, tribunaux civils de 1^{re} instance, tribunaux de commerce, cours d'appel ; pour les affaires criminelles, cours d'assises avec le jury ; au-dessus de ces juridictions, la cour de cassation assurant la saine application de la loi ; pour les affaires administratives, conseils de préfectures et conseil d'Etat, enfin la cour des comptes contrôlant la gestion de tous les comptables des deniers publics, depuis le plus modeste percepteur jusqu'aux ministres (1) ;

Deux degrés de juridiction au plus ;

Plus de tribunaux d'exception ; nul ne peut être distrait de ses juges naturels ;

Plus de vénalité des charges judiciaires ; les droits de justice ne sont plus un patrimoine transmissible par héritage ou à prix d'argent, comme un champ ou une vigne ;

Tous les magistrats à la nomination du chef de l'Etat, la plupart inamovibles, ce qui est une garantie indispensable d'indépendance et de bonne administration ;

Plus d'épices : les magistrats reçoivent leur traitement du trésor public et nul ne peut rien exiger ni recevoir au-delà, sous peine de concussion ;

Publicité des audiences, obligation pour le juge de motiver ses jugements ;

Le jury appliqué à toutes les affaires criminelles et même à certaines catégories de délits ;

Séparation du pouvoir judiciaire et du pouvoir administratif ;

Enfin une loi commune à toute la France remplaçant la diversité des coutumes.

Voilà de sages et fécondes réformes.

§ II. — DIME.

« La dime, dit un auteur du xvii^e siècle, est une partie due à Dieu de tous les biens qu'un homme a acquis, ordinairement la dixième, onzième ou douzième partie. »

(1) Nous mentionnerons pour ordre seulement, parce qu'il ne fonctionne qu'à de rares intervalles, le tribunal des conflits, chargé comme son nom l'indique de décider de la compétence entre les tribunaux judiciaires et les tribunaux administratifs.

Ce même auteur ajoute : « Il y a plus de raison qu'un homme paye la dîme de ce qu'il acquiert par le travail de ses mains comme parties du corps plus nobles que de ce que la terre lui produit. »

Ainsi la dîme devait appartenir à l'Eglise seule et devait porter non-seulement sur les productions de la terre, mais sur le produit du travail humain sous toutes ses formes : « L'industrie qui vous fait vivre, disent au soldat et à l'artisan les pères du concile de Trosly (909), appartient à Dieu, donc vous lui en devez la dîme. »

Cette large doctrine subit des restrictions et des exceptions ; au *xviii*^e siècle, dans notre contrée, la dîme ne portait que sur les fruits de la terre, les agneaux et les produits de basse-cour.

D'autre part, bien qu'établie primitivement pour l'entretien du clergé séculier et régulier et le soulagement des pauvres, elle put appartenir et appartenir souvent à des laïques, malgré les réclamations des évêques et des conciles ; elle s'appelait dans ce cas dîme inféodée.

Les grosses dîmes se levaient sur les gros fruits de la terre, blé, seigle, orge, avoine, escourgeon, sur le vin ; les vertes et menues dîmes sur les fourrages, le lin, le chanvre, les pois, les lentilles, les haricots, etc. ; les dîmes de basse-cour ou de charnage sur les agneaux, les oies, les canards, porcs, etc.

On appelait dîme novale celle qui se percevait sur des terrains mis en culture depuis moins de 40 ans, ou plus exactement sur toute terre défrichée depuis l'établissement de la grosse dîme ; une fois novale, la terre conservait indéfiniment ce caractère. Cette dîme appartenait de droit au curé, même quand il était privé des grosses dîmes.

Le terroir de Lizy nous présente l'exemple de la plupart de ces espèces de dîmes.

Les grosses dîmes appartenaient en grande partie au prieuré Saint-Pierre et Saint-Paul de Reuil-en-Brie ; elles lui avaient été données par un des évêques de Meaux et cette possession lui avait été confirmée par Rainaud, évêque de la même ville, en 1169 (1). Le chapitre de l'église de Meaux en possédait aussi une partie, en vertu d'une donation que lui avait faite, au *xv*^e siècle, Jean de Morly, dit Maillard (2).

(1) Archives de Seine-et-Marne, G. 43.

(2) Archives de Seine-et-Marne, G. 43.

En 1661, les religieux du couvent de Reuil, à qui revenait le droit aux dîmes de Lizy, en vertu d'un partage fait avec le prieur Dom Boucot, le louaient à Thibaut Gastier, moyennant, outre l'acquit à la décharge des bailleurs de 8 muids et demi de grains, 1.150 livres, un brochet d'une demi pistole et 100 livres de pot de vin (1).

En 1789 la dîme ne représentait pas moins de dix livres en moyenne par chaque hectare exploité ; c'est à ce taux que le principal cultivateur de Lizy en affranchissait les biens qu'il faisait valoir.

Une autre partie de dîme appartenait au seigneur de Lizy, comme dîme inféodée ; elle portait sur « tous les grains et autres fruits croissant sur les terres du dit Lizy depuis la chaussée du pont vers la maladrerie et comme vont les chemins de Lizy à La Ferté, celui de Lizy à May et de May à La Trousse (2) ». Nous ignorons comment le seigneur en était devenu propriétaire ; ce droit qui se percevait à la 13^e gerbe était en tout cas de peu d'importance ; en 1784 il était loué 88 livres 13 sous (3).

Le chapitre et l'Hôtel-Dieu de Meaux et le commandeur de Moisy le Temple y avaient aussi un droit à prendre sur la part du prieuré de Reuil.

La dîme de basse-cour ou charnage appartenait au curé de Lizy qui avait en outre en 1789 la dîme de 140 arpents de novales ; il était quant au reste réduit à la portion congrue, consistant en 102 minots et 1 boisseau de blé et 60 minots 1½ d'avoine, que lui fournissait tous les ans le fermier des grosses dîmes, en l'acquit du prieuré de Reuil, gros décimateur.

Nous voyons encore à Lizy, dans la cour qui porte le nom de Cour des Dîmes, la grange dîmeresse des moines de Reuil. Monteil va nous dire dans son style pittoresque et animé quel en était l'usage.

« Il y avait dans les anciens villages une autre espèce de grand « château ou de grand bâtiment qu'on appelait la grange dîmeresse, où, suivant les saisons, les villageois amenaient des « agneaux, des veaux, des pourceaux, des chevreaux ; apportaient

(1) Bibliothèque de Meaux, 6^e registre de Reuil. Le fermier devait percevoir la dîme même sur les terres du prieuré de Saint-Laurent et engranger à Lizy dans la grange dîmeresse.

(2) Aveu et dénombrement du 3 décembre 1725. Terrier censuel et féodal d'Oisery.

(3) Acte devant Bonnet, notaire à Lizy, du 26 avril 1784.

« des oisons, des dindons, des poulets ; apportaient de la laine, des « gerbes, des raisins, que sais-je ? apportaient de la farine, des « chataignes, du gland, des fruits, que sais-je ? du foin, du bois, « que sais-je ? apportaient les dîmes blanches, les dîmes vertes, « que sais-je ? les dîmes des pois, des lentilles, des fèves, des « millets, des dragées, que sais-je ? mais n'est-ce pas assez ? »

En 1789 on a évalué le revenu des dîmes en France à 123 millions de livres (1).

Le tiers-état du bailliage de Meaux, à cette époque, ne réclamait la suppression que de deux espèces de dîmes, et se contentait de demander pour les autres un nouveau code qui en réglât la perception et les rendit moins onéreuses à l'agriculture.

L'Assemblée constituante fit plus et mieux, elle les supprima toutes, en se réservant de subvenir d'une autre manière aux dépenses du culte et au soulagement des pauvres, et en déclarant rachetables les dîmes inféodées. (Lois des 4 août et 3 novembre 1789, 15 mars 1790.) Par une autre loi du 1^{er} décembre 1790, elle ordonna que les fermiers des fonds sujets à la dime seraient tenus d'en payer aux propriétaires, à partir de la récolte de 1791, la valeur fixée à l'amiable ou à dire d'experts. Ces mesures étaient politiques et justes. Vexatoire dans la perception, inégale dans la répartition entre les membres du clergé séculier ou régulier, détournée en grande partie de sa destination, la dime devait en tout cas être réformée ; instituée dans un intérêt d'ordre public, elle devait disparaître dès que l'Etat se chargeait du soin de cet intérêt. Son abolition ne fut pas non plus un don gratuit fait aux propriétaires ; elle eut pour compensation la contribution foncière, inconnue jusqu'alors. Quoi qu'il en soit, si, comme on le prétend, la dime remonte à Abraham, elle avait vécu plus de 4,000 ans lors de son trépas en France (2).

(1) Le roi dans sa réponse du 18 septembre 1789 ne l'évaluait qu'à 80 millions au plus, mais cette estimation a été démontrée inférieure à la réalité ; aujourd'hui elle ne monterait pas à moins de 600 millions, la production agricole de la France dépassant 7 milliards.

(2) La Dîme royale, qui n'a rien de commun avec celle dont nous venons de parler, est le nom d'un ouvrage de Vauban, inspiré par le plus pur patriotisme et par un ardent désir de soulager le peuple. Vauban proposait de remplacer les impôts multiples, inégalement répartis, par un impôt unique auquel il donnait le nom de dîme royale, et qui n'eût pas admis de privilège. Les privilégiés ruinèrent dans l'esprit du roi l'auteur et le livre qui fut mis au pilori ; le grand capitaine, le grand citoyen ne put survivre à cette disgrâce et mourut de chagrin quelques mois après.

§ III. — BANVIN.

Le seigneur de Lizy a récolté les six arpents de vigne qui lui appartiennent (le Clos du Seigneur). Son vin est depuis huit mois dans son cellier; il est bon à vendre. Nul, durant cinquante jours, du 10 août inclus au 1^{er} octobre, ne pourra vendre du vin que le seigneur n'ait vendu le sien. C'est le banvin. Le débit de sa marchandise est du reste assuré; ce haut et puissant vigneron a la police des cabarets, et c'est une recommandation auprès de ses agents que de s'approvisionner chez lui.

Les seigneurs ecclésiastiques ou nobles, qui jouissaient de ce privilège, étaient, par surcroît, exempts, sous certaines conditions, de tous droits de détail.

Ce privilège, que rien ne justifiait, ne pouvait durer; il a été aboli par la loi du 13 mars 1790 (1).

§ IV. — PÉAGE.

Le pont de l'Ourcq, entre la ville et Vieux-Moulins, avait été en 1389 emporté par les eaux; le seigneur l'avait rétabli et avait obtenu du roi, comme prix de ce rétablissement et de l'entretien dont il devait être désormais tenu, la concession d'un droit de péage, confirmé par arrêt du Conseil d'Etat du 3 juin 1738, lors de la révision générale des péages (2).

Ce droit était dû, suivant la règle générale alors, non pour les personnes, mais pour les bestiaux et marchandises (3). Lizy et

(1) En 1627, le seigneur de Lizy vendit en détail, sur le terroir de Lizy, le canton appelé aujourd'hui la Montagne, à la charge de le planter en vigne; ce vignoble n'a pas réussi et a été supprimé.

(2) Voir acte Dubois, notaire à Lizy, du 12 juillet 1738. Un arrêt du Conseil d'Etat du 24 février 1733 avait supprimé le péage. Le 9 août suivant, Jean Sébastien, syndic de la paroisse, réunissait sous la halle les habitants de Lizy et les invitait à pourvoir désormais à l'entretien du pont, leur faisant observer que le seigneur ayant à sa disposition un autre pont entre le parc et le château, il n'avait plus ni intérêt ni devoir d'entretenir le premier. Mais le représentant du seigneur intervenait et annonçait que celui-ci avait retrouvé des titres constatant son droit à un péage, qu'il se réservait de les soumettre au roi et que jusque-là il entretiendrait le pont. (Acte Dubois, notaire, du 9 août 1733.) Il est énoncé dans un autre acte du même notaire, du 19 décembre 1727, que le seigneur dépensait en moyenne 130 livres par an pour l'entretien, et que vers 1701 le marquis de La Trousse avait consacré 2,000 livres à en faire restaurer la charpente.

(3) La redevance était pour un cheval ou une bête chevaline de 2 deniers, pour chaque bœuf de 4 sous, pour chaque vache 2 sous, chaque cent de bêtes à laine 8 sous 4 deniers, charrette chargée 2 sous, etc., à peine contre les contrevenants de confiscation des marchandises, harnais, chevaux et bestiaux, de 3 livres d'amende et de tous dommages-intérêts.

Mary en étaient exempts. Il rapportait dans les années immédiatement antérieures à 1789, 212 livres par an.

Ce revenu n'était plus ce qu'il avait été, quand le grand chemin de Paris à Reims passait par Lizy et avant la création de la route de Soissons. Aussi, Mme d'Harville, dame de Lizy, avait-elle formé le projet de rattacher cette dernière route à celle de Château-Thierry par Montreuil-aux-Lions et de prolonger le chemin de Beauval jusqu'à Senlis, pour mettre la Champagne en communication avec la Picardie et la Normandie, et faciliter l'écoulement des vins, des laines, du fer, provenant de la première de ces provinces. Les routes départementales de Dammartin à Château-Thierry et de May à Senlis, réalisent aujourd'hui le vœu de M^{me} d'Harville.

Appliqué aux ponts et aux bacs construits et entretenus par les seigneurs (le seigneur de Lizy était aussi propriétaire du bac de Mary), le péage était la rémunération plus ou moins proportionnelle d'un service. Sur le parcours des fleuves et des rivières, que les seigneurs s'abstenaient d'entretenir, il n'était plus qu'une exaction. L'avidité y avait multiplié les péages à l'infini; c'était une bonne fortune que de posséder une rivière dans son domaine.

Au xvii^e siècle, il existait sur le Rhône trente péages dans un espace de trente-six lieues. En vain, les rois, à plusieurs reprises, défendirent d'en établir de nouveaux; en vain ils cherchèrent à supprimer les anciens; les seigneurs éludèrent les prescriptions royales. Aux droits de péage fort onéreux en raison de leur répétition fréquente, s'ajoutait une gêne excessive pour effectuer le paiement lui-même. Les bureaux de recettes étaient situés à des distances plus ou moins grandes du passage, jusqu'à trois ou quatre lieues; il fallait perdre un temps infini ou courir le risque sur lequel comptait le receveur, de passer sans payer, c'est-à-dire de voir sa marchandise confisquée, et rachetée par une transaction qui décuplait le droit. Nous aurions peine à croire de tels abus s'ils n'étaient attestés par des documents irrécusables.

On raconte à Tanerou, près Lizy, qu'un péage était établi sur la Marne et qu'un canon braqué en haut du village avait raison des marchands qui oubliaient de payer. Quoi qu'il faille penser de cette légende, elle indique quel souvenir a laissé la rigueur des moyens employés pour assurer la perception du droit.

Mentionnons parmi les droits de cette nature, le pulvérage, droit qui était dû aux seigneurs pour le passage d'un troupeau à

cause de la poussière qu'il soulevait. « C'est, dit avec raison Bou-
» taric, le dernier raffinement des droits seigneuriaux. »

La loi du 13 mars 1790, en supprimant en principe les péages, avait maintenu et déclaré rachetables ceux qui avaient été concédés pour dédommagement de frais de construction de ponts, canaux et autres ouvrages ; tel était le cas du péage du pont de Lizy. Mais par la loi du 25 août 1792, l'Assemblée législative déclara abolis sans indemnité tous les péages, sauf pour les ci-devant seigneurs à prouver par les titres de leur création primitive, qu'ils étaient la représentation ou le dédommagement d'une propriété dont le sacrifice avait été fait à la chose publique. Le péage avait cessé d'être perçu à Lizy dès 1789.

Nous voyons subsister encore aujourd'hui les droits de douanes et ceux d'octrois, perçus au profit de l'Etat et des villes ; lorsqu'il nous arrive de murmurer contre la gêne ou la charge qu'ils nous imposent, rappelons-nous qu'ils ne profitent plus à un seul ; et souvenons-nous des vexations, des extorsions que nos pères subissaient à la limite de chaque seigneurie dans l'intérieur du royaume (1).

§ V. — MARCHES, FOIRES, HALLAGE, MINAGE.

Pour l'approvisionnement de ses sujets et le développement du commerce, le seigneur obtenait du roi l'autorisation d'instituer des marchés et des foires, construisait une halle pour la commodité des marchands, assurait la sincérité des transactions en préposant un agent de son choix au mesurage des objets vendus, faisait vérifier certaines denrées. C'étaient autant de sources de revenus pour lui. A Lizy, nul ne pouvait étaler, vendre, ni débiter des marchandises ou bestiaux aux marchés et foires qu'en

(1) Voici un extrait d'un tarif de perception daté de 1663 ; on verra que rien n'échappait aux droits : « C'est la pancarte et déclaration des droits de péage et
» passage par eau des denrées et marchandises montant et avalant par la rivière de
» Marne à l'endroit de Nogent-l'Artaud, payables envers le seigneur dudit Nogent.

» Toutes personnes, clercs, gentilhommes ou autres de quelque état qu'ils soient,
» doivent péage de quelque marchandise que ce soit.

» Toute marchandise qui se pèse et vend au poids, le cent doit 10 deniers
» tournois.

» Une navée de foin, blé, seigle, orge, avoine, vesces, pois et autres grains, la
» navée doit 10 deniers tournois. La pièce de vin, grande ou petite, doit 5 deniers
» tournois. La faucille doit obole, la faux doit 1 denier tournois, la grosse de sabots
» doit 5 deniers tournois. Chaque pièce d'oiseau de proie doit 2 deniers tournois,
» mais si l'esprevier y est, il affranchit les autres. »

payant un droit déterminé; nul, se servir d'autres halliers, planches, etc., que de ceux du seigneur et en payant; nul, vendre et livrer ses grains dans toute l'étendue de la seigneurie sans recourir, pour les mesurer, à l'agent du seigneur et payer le droit (quinze sous par muid), tout cela sous peine de confiscation et d'une amende de trois livres quinze sous (1).

En outre, le seigneur de Lizy établissait un langueyeur ou inspecteur des porcs, chargé de s'assurer par la langue des bêtes mises en vente qu'elles n'étaient pas atteintes de ladrerie. Ce droit se donnait généralement à bail avec celui de hallage et minage.

Ces perceptions étaient, à Lizy, plus gênantes pour les redevables que profitables au seigneur. En 1785, elles donnaient à peine 120 livres par an. Il est vrai qu'en 1638 le minage de Lizy rapportait 640 livres. Il avait bien diminué. Entre autres causes, l'édit de Turgot du 13 septembre 1774 avait établi la liberté des grains; de plus, les laboureurs qui venaient au marché de Lizy apportaient de simples échantillons de leurs grains dans de petits sacs, faisaient leur vente dans l'*Auberge de la Charrue*, et n'en conduisaient plus au marché. La livraison de la plus grande partie se faisait au port de Mary, où elle s'embarquait pour Paris. C'était l'objet de profondes doléances de la part de l'intendant du seigneur qui ajoutait : « De là vient que le peuple manque souvent » de blé; on est obligé de le racheter aux marchands, ce qui le » renchérit. » Et il indiquait naïvement un remède qui prouve bien l'ignorance où l'on était des principes et des bienfaits de la liberté du commerce : « Ce serait d'obtenir un arrêt d'arrondissement » pour que tous les laboureurs compris dans cet arrondissement » fussent obligés d'amener leurs grains au marché. » Grâce à cette mesure, il promettait au seigneur un revenu de 10,000 livres par an.

Nous ne devons pas nous étonner que cet intendant, si zélé pour les intérêts de son maître, n'ait pas compris Turgot, quand nous savons que l'édit de 1774 suscita à ce ministre des ennemis parmi ceux mêmes qu'il avait voulu protéger, et fut une des causes de sa chute (2).

(1) Aven et dénombrement du 3 décembre 1723. — Terrier féodal et censuel d'Oissey.

(2) Aujourd'hui même encore, sur la plupart des marchés, les pourvoyeurs et revendeurs ne peuvent acheter qu'à partir d'une certaine heure, afin de permettre aux habitants de la localité de s'approvisionner. Cette disposition que consacrait à

En 1725 il existait à Lizy quatre foires annuelles : Saint-Sébastien (20 janvier), Saint-Jacques et Saint-Philippe (1^{er} mai), Saint-Laurent (10 août), et Saint-Denis (9 octobre). Elles avaient été instituées : deux par lettres-patentes de Louis XII en date à Blois de 1501, sur la demande de Louise de Vaudrey, veuve de Guillaume III du Broullat (1), et les deux autres par lettres patentes vérifiées au Châtelet de Paris le 4 août 1629, à la demande de François d'Angennes, seigneur de Lizy.

Ces foires qui existaient encore en 1742, ainsi que le témoigne un acte reçu par Dubois, notaire à Lizy, le 8 mars de ladite année, sont tombées en désuétude pendant longtemps ; une seule, celle d'octobre, a été rétablie en 1859 et fixée au 6 du mois par décret du 9 septembre 1861 (2).

Le marché de Lizy est de date immémoriale et s'est tenu toujours le vendredi.

Un document ancien indique quelle était l'importance des foires à l'époque où les communications étaient difficiles et où le commerce rencontrait pour ses opérations de chaque jour des entraves sans nombre. Les deux foires de Provins rapportèrent au comte de Champagne et de la Brie, en l'année 1296, 2.779 livres 12 sous 1 denier, et la foire de Lagny, 1.813 livres 7 sous 8 deniers.

Aujourd'hui encore, les villes et même les villages, à l'exemple des seigneurs, construisent des halles, favorisent l'établissement des foires et marchés et en tirent produit, non plus au profit d'un seul, mais au profit de tous, et il est telle commune qui y trouve le plus clair de ses revenus (3).

Lizy dès 1723 un article du règlement de police peut-elle se concilier avec la liberté du commerce proclamée par la loi du 17 mars 1791 ? La Cour de cassation la reconnaît légale et obligatoire.

(1) Trésor des Chartes, R. CCXXXV, p. 94.

(2) En 1780, dans une requête à M^{me} d'Harville, portant de nombreuses signatures, « les habitants de Lizy qui avaient le bonheur d'être ses sujets, » rappelaient qu'il a existé le 1^{er} mai une foire ou plutôt une fête très favorable au commerce local et même aux droits seigneuriaux, que cette foire a été transférée au mardi de la Pentecôte, jour où dans une procession solennelle s'honorent à Jouarre les saintes reliques conservées en l'église de cette paroisse, et ils supplient la dame de Lizy d'ordonner à ses officiers de justice, afin d'éviter cette coïncidence, de fixer la fête au premier dimanche de mai. Nous ignorons quelle suite a été donnée à cette pétition.

(3) La halle de Lizy appartenait au seigneur. Le 1^{er} septembre 1792, Mme d'Harville offrit à la commune de la lui céder, avec les accessoires, à prix d'estimation : le conseil général de la commune nomma des commissaires à cet effet. Il ne parait pas qu'en l'an XII la question de la propriété de la halle fût bien nette, car le maire

Les conseils généraux ont été investis par la loi du 10 août 1871 du droit de statuer définitivement sur l'établissement, la suppression ou les changements de foires et marchés; ils refusent bien rarement les autorisations demandées pour la création de nouvelles foires ou de marchés, laissant ainsi à l'initiative particulière toute sa liberté.

Le droit de hallage et minage a été supprimé par la loi du 15 mars 1790.

§ VI. — BANALITÉ.

De même qu'il avait construit les ponts, le seigneur, maître des cours d'eau de son domaine, avait, pour son usage et pour celui de ses sujets, établi des moulins. A Lizy, il avait moulin à farine, moulin à drap, moulin à huile et aussi un pressoir; et, soit en vertu de la coutume, soit en vertu d'une convention, « nul ne pouvait faire moudre ses grains, faire faire ses huiles, faire fouler ses draps, faire pressurer ses vins qu'aux moulins et pressoir du seigneur, à peine de confiscation des grains, etc., et le droit se percevait, pour les grains se mouvant en farine, la seizième partie; pour les vins, le sixième seau; pour les huiles, 10 sous chaque minot, et pour la draperie, 10 sous pour chaque pièce de drap, serge et autres quelconques » (1). Voilà la banalité.

Une conséquence nécessaire de cette banalité, c'est que nul ne pouvait, là où elle existait, construire ni pressoir ni moulin (2), et aussi que nul meunier étranger ne pouvait amener de farine ni venir chasser (quêter du grain) sur le territoire banier.

Ce monopole industriel, très-cher aux seigneurs, était précieux à Lizy, où les moulins ont toujours eu une grande importance. Aussi les seigneurs l'ont-ils constamment maintenu avec un soin jaloux.

Écrivait le 12 brumaire au citoyen B... « Soit que la halle de Lizy appartienne à Mme d'Harville, soit qu'elle appartienne à la commune, toujours est-il que vous jouissez des bancs et du produit depuis nombre d'années sans rien payer. » Il est hors de doute qu'aujourd'hui cette halle appartient à la commune de Lizy.

(1) Aveu et dénombrement de 1723.

(2) En 1575, à la requête du duc de Savoie et de Nemours, seigneur de Bray-sur-Seine, le bailli de Bray condamnait divers habitants à cuire leurs pâtes et pains aux fours banaux de la ville et ordonnait que tous les autres fours seraient démolis et abattus dans la quinzaine, avec défense d'en édifier ni construire sans permission (*Archives de Seine-et-Marne*, E. 963).

En 1413, Regnault Lecharpentier, meunier à Viron (commune d'Ocquerre), s'étant avisé d'amener de la farine à Lizy, Marie de Paillard, dame du lieu, obtint le 27 novembre, du prévost de Lizy, sentence de laquelle il résulte que « nul des habitants d'icelle » ville de Lizy ne peut aller moudre ailleurs, qu'il doit payer au » meunier de la dame de Lizy la mouture du blé qu'il aurait » moulu hors du moulin, et avec ce l'amende de 60 sols tournois, » et en outre que nul meunier ni autre personne ne peut ni ne » doit amener farine moulue pour vendre, en ladite ville de Lizy, » qu'il ne soit tenu de perdre le cheval et la farine, avec semblable » amende de 60 sols tournois. »

Et l'imprudent meunier de Viron fut en effet condamné à perdre cheval et farine et à payer l'amende.

En 1660, le meunier de Lizy, Guillaume Gibert, avait vu à son tour son cheval et sa voiture, quêtant sur le terroir du Plessis-Placy, saisis par le meunier de ce village, mais il en eut raison; en vain, le seigneur du Plessis-Placy, François Augis, conseiller et secrétaire du roi, prit fait et cause pour son meunier; après les évolutions d'une procédure qui dura près de six ans, intervint au Parlement de Paris, le 20 février 1666, un arrêt qui, constatant la banalité du moulin de Lizy et la non-banalité du moulin à vent du Plessis, condamna le seigneur de ce dernier lieu à 12 livres de dommages-intérêts envers Gibert.

Mal en prit aussi à un boulanger de Lizy, nommé Lormier, d'avoir fait sa farine ailleurs qu'au moulin banal. Le 6 novembre 1693, à la requête de Marguerite Delafond, dame de Lizy, et Jeanne Scellier, sa meunière, il était condamné à 3 livres de dommages-intérêts et à 3 livres d'amende; il épuisa toutes les juridictions, mais sans succès. Par sentence du Châtelet de Paris, en date du 9 septembre 1694, et par arrêt de la cour du parlement, du 22 février 1695, la dame de Lizy fut maintenue en possession du droit de banalité du moulin; défenses furent faites à l'appelant et à tous autres habitants d'aller moudre ailleurs, enfin la condamnation à l'amende et aux dépens fut confirmée contre Lormier.

Plus récemment, en 1774, le meunier de Vieux-Moulin ayant contrevenu à la banalité des moulins de Lizy, dut reconnaître qu'il n'avait aucun droit d'aller ni envoyer quêter les grains des particuliers de Lizy pour être convertis en farine dans son moulin, ou leur en ramener ou faire ramener les farines et son; et, tout

en déclarant que la contravention avait été commise à son insu, il se soumettait à payer 72 livres de dommages-intérêts (1).

L'année précédente, année de cherté des grains, les boulangers de Lizy se soulevèrent contre la nécessité de payer le droit de mouture sur le pied du seizième en nature; ils firent non sans peine avec le meunier un traité fixant le droit à 16 livres 10 sous par muid (12 septiers, de 5 minots chacun, mesure de Meaux), pour une seule mouture, et à 21 livres si le grain devait être moulu et remoulu suivant la vieille méthode (2).

Ces exemples font suffisamment comprendre quels obstacles la banalité opposait aux progrès de l'industrie et à l'extension du commerce.

En bien des seigneuries, elle ne s'appliquait pas seulement aux moulins et aux pressoirs, mais encore aux brasseries, forges, boucheries, fours, etc.

« Ce droit, dit Renauldon en son Dictionnaire de jurisprudence, est odieux comme constituant une espèce de servitude personnelle ». Eût-il en effet, dans l'origine, reposé sur une convention, son caractère perpétuel et irrachetable le rendait, par le progrès des siècles, aussi disproportionnellement onéreux que contraire à la liberté.

La législation nouvelle ne pouvait laisser subsister les banalités. Les lois des 4 août 1789 et 15 mars 1790 les abolirent, en exceptant toutefois et déclarant rachetables celles qui reposaient sur un contrat.

§ VII. — CORVÉE.

Chaque année, au moment de la maturité des foins, un ordre du seigneur mandait à tous et à chacun des habitants de Lizy, qu'ils eussent à venir faner les foins des deux pièces du château appelées les Corvées, les charger, charrier, décharger, engranger et entasser sans pouvoir prétendre ni salaire ni nourriture, à peine contre les contrevenants de 3 livres 15 sous d'amende chacun (3).

Telle était la corvée. Les prairies du château contenaient 29 arpents et ce travail représentait au dernier siècle 100 livres environ.

(1) Acte Picart, notaire à Lizy, 13 juillet 1774.

(2) Acte Picart, notaire à Lizy, 23 octobre 1773.

(3) Aveu et dénombrement du 3 décembre 1725.

On pouvait d'ailleurs se faire remplacer. Si, matériellement, cette obligation était peu lourde, sa nature la rendait intolérable ; nous pouvons reprendre l'expression de Renaudon et l'appeler un devoir odieux.

Lorsque le seigneur de Lizy cessa de cultiver lui-même son domaine et le donna à bail, il y comprit le droit de corvée. Nous le voyons figurer dans un bail de la ferme seigneuriale du 24 novembre 1770. Mais la corvée, malgré cette mention, était depuis assez longtemps tombée en désuétude.

On sait à quels abus la corvée a donné lieu. En maintes seigneuries les sujets étaient corvéables à merci ; les rois intervinrent et réduisirent à 12 par an les jours de corvée (1579). Là aussi le caprice et l'orgueil se donnèrent carrière en imposant les obligations les plus étranges. Les parlements déclaraient non obligatoires les corvées contraires à l'honnêteté, à la décence, à la morale ; mais combien d'autres subsistaient qui pour n'être que ridicules n'en étaient pas moins insupportables. Près de l'abbaye de Seuilly (Indre), se trouvait un large fossé plein d'eau que tous les mariés de l'année devaient sauter le 1^{er} dimanche de juin, au son de la musique et publiquement, sous peine de 3 livres 2 onces de poivre au profit de l'abbaye. Les paysans de l'abbé de Luxeuil, ceux du prince de Soubise à Roubaix devaient, durant le séjour des seigneurs dans leurs domaines, battre l'eau des étangs pour faire taire les grenouilles ; « chez le même prince de Soubise, ils devaient à certains jours venir faire la moue, le visage tourné vers les fenêtres du château, ailleurs venir à cloche-pieds baiser le loquet de la porte du manoir ou faire une momerie de gens ivres en présence du seigneur » (1).

Nos pères à Lizy n'eurent pas à subir de semblables humiliations.

Au commencement du XVIII^e siècle, à la corvée seigneuriale s'ajouta la corvée royale qui avait pour objet la confection et l'entretien des chemins. Elle pesait exclusivement sur les paysans qu'elle détournait de leurs travaux et dont elle ruinait le matériel et les animaux ; la contrainte, les amendes, la saisie atteignaient les récalcitrants. Abolie par Turgot en février 1776, elle fut rétablie trois mois après et ne fut supprimée définitivement, comme la corvée seigneuriale, que par la loi déjà citée du 15 mars 1790.

(1) Paul Lacroix, *Mœurs et usages au moyen-âge*.

Le mot corvée est encore employé quelquefois aujourd'hui, par réminiscence du passé, et s'applique dans le langage usuel au travail que l'excellente loi de 1836 réclame de chaque habitant, soit en nature, soit en argent, pour l'entretien des chemins vicinaux. Mais cette prestation dont personne n'est exempt, qui n'est que la réparation par chacun de l'usure qu'il est réputé causer aux chemins, n'a rien qui ressemble à la corvée du temps passé, forcément personnelle et surtout cruellement inégale. Elle n'a rien en tous cas qui porte atteinte à la liberté, à la dignité. En supposant que la prestation ne soit pas rigoureusement proportionnelle, la loi de 1836 a produit pour nos campagnes de si précieux résultats, elle a donné un tel essor à notre agriculture, à nos industries, à toutes nos entreprises, elle procure au plus humble prestataire de telles facilités et a tellement élargi le cercle de son travail, qu'il est prudent de n'y toucher qu'avec une extrême circonspection.

§ VIII. — CENS, RETRAIT CENSIER, SURCENS, LODS ET VENTES, TERRIERS.

Lorsque les Francs eurent fait la conquête des Gaules, le prince qui les commandait se réserva une partie des terres conquises et distribua le surplus à ses officiers, à la charge du service militaire. Ces officiers firent de leur côté des concessions semblables à des officiers subalternes qui, à leur tour, en faisaient de pareilles à d'autres. C'est à cette gradation de concessions que les fiefs et arrière-fiefs doivent leur origine (1). Nous en parlerons plus loin.

Mais une autre partie du sol, de beaucoup la plus considérable, resta entre les mains de ses possesseurs ou fut concédée par les seigneurs à leurs sujets sous la charge et réserve, dans l'un et l'autre cas, de la seigneurie directe et du paiement d'une redevance. Ces terres étaient roturières. La redevance était le cens, fort modique du reste (4 deniers par arpent, à Lizy, Congis, Échampeu, etc.), mais de nature seigneuriale, c'est-à-dire imprescriptible et irrachetable, donnant généralement au seigneur le droit de retraire ou reprendre l'immeuble à chaque mutation et ne laissant ainsi au possesseur qu'un droit précaire. Les redevables s'appelaient censitaires, et le nom de censives s'appliquait tout à la fois au droit et aux biens qui en étaient chargés.

(1) Code des seigneurs hauts justiciers.

Ces possessions roturières avaient constitué, bien avant le xviii^e siècle, une large démocratie terrienne ; ce serait une erreur de croire que le tiers-état est devenu propriétaire foncier seulement depuis la Révolution, ou peu de temps auparavant ; la division du sol et l'accession des anciens serfs à la propriété étaient des faits accomplis depuis longtemps dans notre contrée. Ainsi sur les 1.679 arpents composant le territoire de Lizy, 1.202 arpents 50 perches étaient de roture. Le seigneur n'en avait conservé que 238 ; pareille quantité appartenait à des établissements ecclésiastiques et au collège Louis-le-Grand. Dans cette paroisse le nombre des censitaires ou propriétaires de biens de roture était en 1780 de 263 ; il était à Échampeu (depuis réuni à Lizy), suivant le terrier du seigneur en 1769 de 150, soit au total 413. Le cadastre de Lizy et d'Échampeu ne compte aujourd'hui que 450 articles, y compris les doubles emplois inévitables. Il y a plus, le cadastre d'Echampeu, au moment de sa réunion à Lizy (1841), ne portait plus que 140 propriétaires au lieu des 150 censitaires de 1769. Mais, d'autre part, l'importance moyenne des cotes immobilières des habitants mêmes des villages s'est sensiblement accrue.

A côté des fiefs et des censives, se plaçait l'alleu, bien libre, exempt de toutes charges, n'étant sujet à aucun devoir, placé en dehors de la hiérarchie féodale ; l'alleu est le type de la propriété telle que nous la concevons ; il avait eu peine à se maintenir dans ces siècles où la sujétion était la règle : il ne s'en trouve pas d'exemple à Lizy (1).

Au cens s'ajoutait souvent, soit en vertu de la coutume, soit plus souvent en vertu de la convention, le surcens ou rente seigneuriale en grains, poules ou chapons.

A Lizy, les cens, surcens et rentes seigneuriales s'élevaient pour l'année 1780 à 275 livres 7 sous, 4 deniers, 12 minots de blé, 23 minots d'avoine, 10 chapons 1/8 et 12 poules 1/6 (2).

En cas de non paiement à l'échéance, le censitaire était condamné au profit du seigneur à une amende appelée défaut.

(1) On sait que le royaume d'Yvetot, rendu célèbre par la chanson, n'était autre chose qu'un franc alleu.

(2) Dans certains endroits, le sujet devait chaque année une poule ou géline à son seigneur ; on l'appelait poule de coutume ou poule de feu (une par feu) ; cette redevance qui ne s'appliquait guère qu'aux serfs n'existait pas à Lizy.

On donnait aussi le nom de surcens, mais improprement, à de véritables rentes foncières ; telle était celle d'un muid de blé et un setier d'avoine due à la seigneurie

Le cens, tout modique qu'il était, avait une sérieuse conséquence pécuniaire ; l'héritage qui y était soumis devait au seigneur censier, en cas de vente ou contrat analogue, un droit appelé lods et ventes. Ce droit était à Lizy du douzième du prix. Il se modérait souvent de $\frac{1}{3}$ ou de $\frac{1}{4}$; le produit en était évalué en 1780 à 1,670 livres par an, sauf les remises accoutumées. Il variait de paroisse à paroisse ; à Cocherel il s'élevait jusqu'au sixième du prix ; par contre, à Congis, en vertu d'une disposition fort exceptionnelle, il n'était point dû de lods et ventes. N'oublions pas qu'en outre de ce droit, le plus souvent exorbitant, il fallait payer au roi le contrôle et le droit d'insinuation, et nous prendrons une idée des charges qui pesaient sur la propriété roturière.

L'ensaisinement était la conséquence du paiement des droits de lods et ventes ; le salaire de la formalité était en général 12 deniers. Cette mise en possession produisait un effet important ; elle était le point de départ de la prescription au profit des nouveaux possesseurs.

Il était intéressant de ne pas laisser perdre les produits casuels de la seigneurie ; aussi les seigneurs avaient-ils soin de solliciter des lettres patentes les autorisant à renouveler fréquemment leur terrier, c'est-à-dire le registre sur lequel étaient relevés la consistance et les droits utiles ou honorifiques de la seigneurie (1). Tous les censitaires devaient y venir faire la déclaration des biens qu'ils possédaient, avec production de leurs titres et reconnaissance des cens, surcens, rentes seigneuriales, dus pour chaque héritage. En cas de retard ou de refus, le juge impartissait un délai passé lequel les biens des retardataires se trouvaient réunis au domaine du seigneur, avec faculté pour lui d'en disposer comme bon lui semblait.

Les terriers de la seigneurie de Lizy, dont le dernier a été dressé en 1770, ont disparu ; ils ont sans doute été brûlés au pied de l'arbre de la liberté avec grand nombre d'autres papiers féodaux. Heureusement d'autres documents y suppléent.

de Lizy par divers habitants de Fosse-Martin, en vertu d'un bail à rente fait par Guillaume du Broullat, seigneur de Lizy, devant Baulde, notaire de ce lieu, le 23 novembre 1483, ou encore la rente de 12 setiers de blé et 1 setier d'avoine que devaient des habitants de Beauval, en vertu d'un acte du 28 juin 1566 fait avec Louise d'Orgemont, veuve de Louis du Broullat, dame de Lizy. Les surcens et rentes seigneuriales étaient, comme le cens, irrachetables.

(1) Il existe à la mairie de Lizy un terrier de l'ancienne paroisse d'Echampeu, qui est un remarquable spécimen des documents de ce genre.

La taille, dont a beaucoup parlé et qui était pour le seigneur le droit de lever arbitrairement des impôts sur ses sujets, a dû être perçue à Lizy, mais elle avait cessé depuis fort longtemps. Il y avait existé aussi au profit du seigneur un droit appelé pain de fortage, qui était de 2 deniers tournois par habitant. Il n'était plus perçu en 1600.

La loi du 15 mars 1790, considérant comme prix et condition d'une concession primitive de fonds, les cens, surcens, rentes féodales, lods et ventes, avait ordonné sur cette présomption, en réservant la preuve contraire, qu'ils continueraient à être payés jusqu'au rachat qu'elle en autorisait ; cependant, dès le vote de la nuit du 4 août 1789, les campagnes, où régnait une vive agitation, s'étaient généralement refusées à payer les droits seigneuriaux. Nous lisons dans un procès-verbal d'assemblée de la communauté d'Arzillières, dont la baronie appartenait aussi à la comtesse d'Harville, dame de Lizy, en date du 17 novembre 1789 : « Les habitants, d'une voix unanime et par acclamation, refusent, en corps de communauté, les censives et droits seigneuriaux prétendus par madame la comtesse d'Harville, à laquelle ils ne cessent de porter le plus profond respect, jusqu'à ce qu'elle ait fait connaître par la production de ses titres quels sont les droits représentatifs des anciennes servitudes et ceux qui, étant le prix d'une concession, seraient l'objet d'un rachat. » Si cette délibération avait été déferée au Conseil du roi, elle eût été cassée comme l'ont été plusieurs autres de même nature par arrêt du 11 juillet 1790.

Des censitaires rachetèrent, conformément à la loi du 15 mars 1790, les droits de cens, lods et ventes : ainsi le 2 janvier 1792, André-Alexandre Bèjot, cultivateur à Charmentray, payait au ci-devant duc de Gesvres 186 livres 16 sous pour rachat de cette nature sur six pièces de terre situées en la ci-devant seigneurie d'Echampeu ; le 11 février suivant, le même seigneur recevait semblable remboursement d'un sieur Charles-Jean Daguin (1) : mais ces exemples durent être rares ; car une autre loi du 25 août 1792, moins équitable que la précédente, a supprimé la présomption établie par celle-ci, et une troisième loi du 17 juillet 1793, consacrant une iniquité, abolit définitivement, sans indemnité et sans distinction, toutes les redevances ci-devant seigneuriales, droits censuels, fixes et casuels.

(1) Aubry, notaire à Crouy ; actes à ces dates.

§ IX. — CHASSE.

Il est un droit qui, généralement, n'est pas même écrit parmi ceux des seigneurs, par ce fait qu'il était un accessoire, une conséquence essentielle de la haute justice : c'est le droit de chasse, droit noble par excellence, droit royal. Nos rois, en effet, ont été pour la plupart aussi intrépides chasseurs que vaillants soldats, et ceux mêmes qui ne se piquaient pas de ce dernier mérite, n'étaient pas moins passionnés pour la chasse : témoin Louis XI, qui cherchait dans cet exercice une distraction à ses sombres pensées, et consacrait, malgré ses principes rigoureux d'économie, des sommes considérables à l'achat de faucons, de chiens et de chevaux de chasse. C'est souvent au retour de la chasse que son ancêtre saint Louis rendait la justice sous le chêne de Vincennes. François I^{er} fut surnommé le père des veneurs ; Charles IX et sa mère, Catherine de Médicis, eussent dû oublier dans cet exercice qu'ils aimaient, le dessein de l'abominable nuit du 24 août 1572 ; Henri IV chassa, nous raconte Sully, le lendemain de la bataille d'Ivry (1) ; Louis XIV, délaissant la chasse au faucon, mit en honneur la chasse du cerf ; sous ses deux successeurs, des carnets authentiques nous apprennent combien de pièces de gibier ont reçu la mort de leur royale main (2). Aussi la maison de nos rois comptait-elle, dès le xiii^e siècle, parmi les grands officiers, ceux de la vénerie : grand-veneur, grand-fauconnier et plus tard grand-louvetier (3). Ces charges étaient recherchées par les plus grandes familles ; en 1789, le duc de Penthièvre était grand-veneur, le comte de Vaudreuil, grand-fauconnier, le comte d'Haussonville, grand-louvetier (4). Ils avaient sous leurs ordres des capitaines, des lieutenants, des gentilshommes, des pages, des piqueurs, des gardes, toute une troupe enfin. Pour la conservation des plaisirs royaux, il avait été créé dix capitaineries qui, outre le soin d'en-

(1) Voir Paul Lacroix : *Mœurs, usages et coutumes au moyen-âge*.

(2) En 14 ans, Louis XVI abat 189,251 pièces de gibier, outre 1,254 cerfs ; les sangliers, les chevreuils sont en proportion (M. Taine, *Origines de la France contemporaine*, — *l'Ancien régime*, page 122).

(3) Il a existé une charge de capitaine du vol pour pies, qui n'a été supprimée qu'en novembre 1733. (*Archives de Seine-et-Marne*, C. 336).

(4) Le fils de Buffon était lieutenant *ad honores* dans la capitainerie royale de Fontainebleau (*Archives de Seine-et-Marne*, B. 66.)

tretenir le gibier, avaient la charge de juger les délits. Il en existait une à Montceaux ; en 1789 elle avait pour gouverneur et capitaine notre voisin, le duc de Gesvres ; elle comprenait un lieutenant de robe longue, un premier lieutenant, un lieutenant honoraire, un sous-lieutenant, un procureur du roi, un greffier, un receveur des amendes, un inspecteur général, un sous-inspecteur, dix-huit gardes dont six à cheval, un huissier ; au total, vingt-neuf fonctionnaires, soldés pour l'entretien d'une chasse royale, où le roi n'avait pas pris ce plaisir depuis 175 ans (1).

C'était un mauvais voisinage qu'une capitainerie ; le gibier dévorait les récoltes ; les prairies et autres fourrages ne pouvaient être coupés avant l'éclosion des couvées. « On prend plus de souci, » dit un auteur, de la perdrix qui couve que d'une femme en couches » (2). Et cependant, malheur au vilain qui se serait vengé sur l'ennemi ! Les peines les plus sévères lui étaient réservées, amende, prison, bannissement, les galères, la mort même (3).

Aussi, dans le préambule de son cahier, le tiers-état du bailliage de Meaux disait : « L'agriculture est dans le découragement ; la moisson du laboureur lui est enlevée par la multitude du gibier. Dans la capitainerie de Montceaux, qui embrasse quatre lieues carrées d'étendue, vingt-cinq gardes sont employés au maintien de la loi injuste d'épiner, de celle qui empêche la fauchaison, à vexer les habitants par des amendes, des perquisitions, des empri-

(1) La chasse coûte au roi de 1,100,000 à 1,200,000 livres par an et occupe 280 chevaux, outre ceux des deux écuries. (M. Taine, ouvrage cité, page 121.)

(2) Voici quelques passages d'un règlement publié en 1761 par le duc de Gesvres, gouverneur du château et de la capitainerie de Montceaux : — ART. 1^{er}. Défense à toutes personnes de chasser en quelque sorte et manière et sur quelque gibier à poil ou à plumes que ce puisse être dans toute l'étendue de la capitainerie ; faucher ou faire faucher aucun pré, luzerne et sainfoin avant la Saint-Jean ; enclorre aucun héritage dans l'étendue des plaisirs sans permission. — ART. 3. Ne pourront, aucuns particuliers, soit propriétaires, soit fermiers ou autres, cueillir ou envoyer cueillir des herbes dans les blés et autres grains depuis le 1^{er} mai, sous peine de 3 livres d'amende pour la première fois. — ART. 4. Faisons défense à toutes personnes d'aller à travers champs dans les blés, avoines, etc..., même aux propriétaires, depuis le 1^{er} mai jusqu'à la Saint-Jean et encore pendant la grand'messe et vêpres, les jours de fêtes et dimanches de toute l'année. (*Archives de Seine-et-Marne*, A. 87.)

(3) Henri IV, « le seul roi dont le peuple ait gardé la mémoire, » avait établi la peine de mort « contre les braconniers arrêtés plusieurs lois chassant la grosse bête dans les forêts royales. » Tant il est vrai que les esprits, même les plus généreux et les plus élevés, ne peuvent pas s'affranchir de toutes les erreurs de leur temps. Oublions cette erreur-ci et souvenons-nous que Henri IV a relâché et sauvé la France compromise et épuisée par les derniers Valois.

sonnements (1). Vingt-cinq gardes, en un mot, sont toujours en activité pour la conservation d'un ennemi qui rend la terre stérile; quatre cavaliers de la maréchaussée veillent seuls à la sûreté des citoyens. » Il ne faut rien ajouter à ce rapprochement éloquent.

Le tiers-état demandait donc que tout propriétaire et cultivateur pût, par tout autre moyen que par les armes à feu, tuer sur ses terres le gibier destructeur des fruits et récoltes; que les remises à gibier et garennes ouvertes fussent supprimées. La noblesse elle-même du bailliage de Meaux et, après elle, le clergé demandaient la suppression de la capitainerie de Montceaux, déjà réclamée par les États-Généraux de 1614.

Les nobles cependant n'étaient pas moins jaloux que les rois du droit de chasse; ils entretenaient aussi des fauconneries, des meutes, des équipages considérables, et au moyen-âge, dans plus d'une baronnie, l'éducation des faucons a tenu plus de place que celle des enfants.

Le seigneur de Lizy, en qualité de haut justicier, avait droit de chasse sur toutes les terres de sa justice. Il en jouissait paisiblement, lorsqu'en 1782, Bulté père, garde-chasse du chapitre de Notre-Dame de Paris, s'insurgea et chassa obstinément, sous une grêle de procès-verbaux du garde seigneurial Michel et de condamnations au bailliage de Lizy.

Suret, dit l'avocat, succéda à Bulté dans son titre et sa révolte, et il s'établit entre lui et le garde seigneurial une lutte semi-héroïque qui ne s'arrêta qu'à la trentième contravention et au trentième procès-verbal. L'affaire fut portée en appel à la table de marbre du palais à Paris; le chapitre prit fait et cause pour ses gardes, et « les vénérables doyen, chanoines et chapitre » n'étaient pas hommes à rien céder de leurs prétentions. D'autre part, la chose était pour Mme d'Harville de trop d'importance pour qu'elle abandonnât la partie. Elle invoquait son titre de haute justicière, qui devait lui assurer le droit contesté, lançait vertement ses ad-

(1) Le 15 juin 1722, les gens du comte d'Evreux, gouverneur de Montceaux, assaillent la maison de Pierre Moreau, à Varreddes, le maltraitent de coups, ainsi que sa femme et ses enfants et font usage de leurs armes contre cette famille soi-disant condamnée à l'amende. (*Archives de Seine-et-Marne*, B. 395.)

En 1785, Louis Michel et Pierre Lecerf, du Vaudoué et de Larchant, « braconniers incorrigibles, » étaient condamnés à être bannis à 15 lieues de la forêt et capitainerie de Fontainebleau après avoir été préalablement fustigés de verges autour des forêts, bois et garennes où ils braconnaient. (*Archives de Seine-et-Marne*, B. 65.)

versaires qui avaient osé se qualifier de seigneurs de Lizy et les réduisait à faire amende honorable de ce chef. Ceux-ci, à leur tour, prétendaient que ce qu'ils possédaient sur Lizy (112 arpents environ) était un fief, dit de la Motte, « tenu franchement et quittement sans servitude aucune, en franc alleu, » provenant d'une donation faite au chapitre en 1363 par les exécuteurs testamentaires de Guillaume de Chanac, patriarche d'Alexandrie, lesquels avaient acquis ces droits en 1353 d'une dame de Pontmolin. Ce débat commencé en 1782 était encore pendant en 1788, et avait donné lieu à une procédure effroyablement volumineuse. Comment a-t-il été tranché ? Nous l'ignorons. N'a-t-il pas été s'abîmer dans le gouffre qui a englouti les droits féodaux ?

Le décret-loi des 4 août et 3 novembre 1789 porte :

« Le droit exclusif de la chasse et des garennes ouvertes est aboli, et tout propriétaire a le droit de détruire et faire détruire, sur ses possessions, toute espèce de gibier, sauf à se conformer aux lois de police qui pourront être faites relativement à la sûreté publique.

» Toutes capitaineries, même royales, et toutes réserves de chasse, sous quelque dénomination que ce soit, sont pareillement abolies.

» M. le président est chargé de demander au roi le rappel des galériens et des bannis pour simple fait de chasse, l'élargissement des prisonniers actuellement détenus et l'abolition des procédures existant à cet égard. »

Les principes posés par la loi de 1789 régissent encore notre législation sur la chasse ; si, par mesure d'ordre et de sécurité publique, la chasse n'est pas considérée comme du domaine du droit des gens et n'est pas permise à chacun indistinctement et sans condition, sur son propre terrain, la loi de 1844 est bien différente des lois antérieures ; l'amende est la peine principale pour le simple fait de chasse.

D'autre part, la suppression des capitaineries a délivré l'agriculture des dommages incalculables qu'elle en éprouvait, et si encore aujourd'hui elle souffre, en plus d'un endroit, de la multiplicité du gibier et du voisinage des bois et forêts, ses réclamations, outre que l'action en indemnité est ouverte à tous, seront, nous n'en doutons pas, entendues des législateurs (1).

(1) Pour comprendre quelle idée on se faisait du droit de chasse encore au *xviii^e* siècle, il faut lire un mémoire rédigé en 1744 par un lieutenant de robe

§ X. — PECHE, NAVIGATION, DESHERENCE, PLANTATIONS, COLOMBIER, GIROUETTES.

Une seigneurie, comme nous pouvons en juger, était un petit royaume, et le seigneur y jouissait de beaucoup de droits que nous avons appelés droits régaliens ou domaniaux. Ainsi, bien qu'une ordonnance de 1669 eût déclaré que toutes les rivières navigables et flottables appartenaient au roi, nonobstant tous titres contraires, le seigneur de Lizy, soit en vertu de concessions faites par le roi lui-même, soit à tout autre titre, avait droit de pêche et de navigation sur la rivière d'Oureq, depuis son embouchure jusqu'à Vieux-Moulin, au-delà jusqu'à Viron, comme seigneur de Vieux-Moulin, et droit de pêche dans la Marne, comme seigneur de Mary. La pêche de l'Oureq lui rapportait en 1787 90 livres, et celle de la Marne 48 livres.

Encore au même titre que l'Etat aujourd'hui, le seigneur haut justicier héritait de ceux de ses sujets qui mouraient sans enfants ni héritiers. Les biens vagues et sans maître, les trésors cachés, les épaves, lui appartenaient. Il pouvait planter à son profit les chemins autres que les grands chemins appelés chemins royaux (1).

longue de la capitainerie de Montcaux, et adressé à Monseigneur le duc de Noailles, pair et maréchal de France, etc., gouverneur et capitaine des chasses royales de Saint-Germain-en-Laye. Dans cet opuscule intitulé Plaisirs, Varennes et Capitaineries (Plaisirs était le nom des chasses royales; varennes, dit l'auteur, signifie vivier, réserves), l'auteur énonce comme incontestables ces propositions :

La chasse en France est un droit et un plaisir qui réside dans la personne du souverain à titre de propriété, et dans la personne des seigneurs, gentilshommes et nobles, à titre de concession.

La défense de la chasse est fondée sur le véritable intérêt de l'Etat : le prince procure l'abondance et la sûreté du royaume en la défendant et en empêchant les laboureurs de désertir leurs charrues, les artisans leurs métiers, les marchands leur commerce.

Un droit de cette importance veut un tribunal spécial et indépendant, les capitaineries, et le tribunal d'appel le plus élevé, le conseil du roi (déclaration de 1656).

Les offices des chasses, à la différence des offices domaniaux ou de judicature dans lesquels la vénalité s'est glissée, ne sont ni vénaux ni héréditaires, parce qu'ils sont créés pour la conservation des plaisirs de sa majesté, et qu'elle doit se réserver le pouvoir de changer les officiers selon qu'ils se comporteront dans leurs charges. « Quels offices dans l'Etat sont plus dignes d'être conservés dans leur pureté, dans leur ancienne candeur, que ceux qui concernent immédiatement les plaisirs de sa majesté? » Aussi les officiers de capitainerie de maisons royales sont commensaux du roi et jouissent de tous les privilèges et exemptions de la commensalité la plus réelle et la plus effective.

(1) En 1785, la demi-lune de la Croix-Rouge, à Lizy, était plantée de 88 ormes appartenant au seigneur.

Toujours, en qualité de haut justicier, il avait droit exclusif de colombier. Nous avons vu à Lizy le grand colombier seigneurial à pied, dans le jardin qui lui a emprunté son nom : nouvelle charge pour l'agriculteur qui en nourrissait la population.

Quant au droit de girouette, d'où pouvait-il provenir, sinon de la vanité, qui variait la forme des girouettes suivant la qualité du seigneur? En 1787, l'agent du duc d'Orléans à Lizy se permit d'en placer une sur la maison de son maître, tenue en roture; le procureur fiscal de Mme d'Harville lui enjoignit de la descendre; l'agent de s'excuser et de s'exécuter. Quand nous plaçons sur nos toits cet innocent emblème de toutes les versatilités, nous ne nous doutons guère que le législateur a dû nous y autoriser (loi du 23 avril 1791) et que le droit de girouette est une des conquêtes de 1789.

§ XI. — DROITS HONORIFIQUES A L'ÉGLISE : OFFRANDES, PAIN BÉNIT, LITRES.

A l'église, en la maison de Dieu où, suivant l'expression de Loyseau, « l'humilité nous est le plus commandée, » le seigneur, dans les processions, marchait immédiatement derrière le curé, avait son banc au premier rang dans le chœur ou dans la chapelle, recevait le premier l'encens et le pain bénit, allait le premier à l'offrande, ornait l'église ou sa chapelle de ses armoiries, prétendait recevoir l'eau bénite « par présentation » et être au prône recommandé nominalemeut aux prières des fidèles, droits pour la conservation desquels le seigneur de Lizy et de la Trousse fit dresser procès-verbal en l'église de Crépoil, contre le curé de ce lieu, le 21 octobre 1764, ainsi qu'il avait fait déjà contre le curé de Cocherel, le 5 juin 1751.

A son décès, le seigneur avait droit de litres, c'est-à-dire que l'église à l'intérieur et à l'extérieur devait être tendue, durant une année, d'une bande de velours noir, ou peinte d'une ceinture noire portant ses armoiries.

Après sa mort, le corps du seigneur reposait sous les dalles du chœur; c'était son droit exclusif, s'il avait eu la haute justice. En 1778, le marquis de Cramayel obligeait le curé et le marguillier de Limoges (Seine-et-Marne), à reconnaître que c'était inconsidérément et sans droit qu'ils avaient laissé inhumer dans le chœur de l'église le corps de messire de Bouville, seigneur de Mauny (1).

(1) *Archives de Seine-et-Marne*, E., 522.

« L'exercice de ces droits auxquels la vanité des seigneurs attachait une grande importance, soulevait souvent, dit M. Babeau, des difficultés et des procès.

» Plusieurs seigneurs, tels que le comte de Brienne, voulaient que le curé présentât l'eau bénite avec le goupillon ; les parlements, chargés de trancher cette question, décidaient qu'à moins d'un usage bien établi, ils la recevraient seulement par aspersion. Dans tous les cas, elle devait leur être donnée avec distinction et avec toute la décence convenable.

» Plusieurs curés ne se soumettaient qu'à contre-cœur, et l'on en cite deux qui firent faire des goupillons énormes, avec lesquels l'un noya la perruque neuve de son seigneur, et l'autre jeta une si grande quantité d'eau bénite sur une dame, qu'elle fut obligée de sortir de l'église pour aller changer d'habits et de linge. Ces excès toutefois furent sévèrement punis (1). »

Près de nous, à Villevaudé, en 1764, les marguilliers étaient condamnés à 10 livres d'amende, payables même par corps, pour avoir donné le pain béni aux sœurs de la Charité du lieu avant de l'avoir fait présenter, par distinction, à M^{me} de Fretteville, dame de Villevaudé. Le curé de la paroisse ne devait pas être étranger à cette querelle : de 1764 à 1767, il plaide contre M^{me} de Fretteville au sujet des droits honorifiques de celle-ci à l'église, se fait poursuivre, se laisse saisir et doit payer, pour sa part de frais, 327 livres 3 sous 7 deniers (2). Combien a-t-il dû en coûter à ce curé qui fit plaider pendant 26 ans son seigneur, et qui, ayant été condamné par cinq arrêts successifs, ne consentit à l'encenser à la messe que lorsqu'un sixième arrêt l'y eut contraint (3) ?

Les droits de déshérence, d'épaves, de trésors trouvés, celui de s'approprier les terres vaines et vagues ont été abolis par la loi du 13 avril 1791, qui ordonna en outre de faire retirer du chœur des églises les bancs seigneuriaux et de faire supprimer les litres et ceintures funèbres. Les droits honorifiques et les distinctions attachées à la qualité du seigneur avaient été supprimés dans la nuit du 4 août 1789.

§ XII. — PRIVILÈGES.

Le seigneur, indépendamment des droits seigneuriaux eux-mêmes, jouissait, s'il appartenait à l'ordre de la noblesse, de pri-

(1) A. Babeau. *Le Village sous l'ancien régime*.

(2) *Archives de Seine-et-Marne*, E., 623-624.

(3) M. Babeau. *Loco citato*.

vilèges qu'il est à propos de rappeler. Il était exempt de la taille et de la corvée personnelle (1). Il avait droit, ainsi que nous l'avons dit, de décliner la juridiction des justices subalternes; s'il était pair, il plaidait devant la Cour des pairs (2); évêque ou abbé, devant le grand conseil; officier de la maison du roi, devant les maîtres des requêtes de l'hôtel; membre du clergé devant l'official; et s'il n'était d'aucune de ces catégories, il avait ou obtenait des lettres de *committimus* et pouvait saisir les maîtres des requêtes du palais. S'il était coupable de délit ou de crime de droit commun, le droit de grâces s'exerçait largement en sa faveur; s'il servait dans l'armée, une ordonnance de 1781 lui réservait, à l'exclusion des roturiers, le grade de sous-lieutenant et tous les grades plus élevés; l'école militaire ne s'ouvrait que pour ses fils, et bientôt (1786) il en fut ainsi pour les collègues de la marine.

La Constitution de 1791 a fait justice de tous ces abus, en posant ces grands et féconds principes :

Tous les citoyens sont admissibles aux places et emplois sans autre distinction que celle des vertus et des talents;

Toutes les contributions seront réparties entre tous les citoyens également, eu égard à leurs facultés;

Les mêmes délits seront punis des mêmes peines sans aucune distinction des personnes.

§ XIII. — FIEFS RELEVANT DE LIZY, SEIGNEURIE DE SAINT-JEAN-LES-DEUX-JUMEAUX, RETRAIT FÉODAL.

La terre et seigneurie de Lizy ne comptait en 1724 que deux fiefs, mouvant et relevant d'elle et formant arrière-fiefs (3).

L'un sis à Candilly, près de Cocherel, appartenait au duc de Tresmes; et l'autre sis à Lizy, appelé le fief de la Cloche, consistant en une maison et jardin situés près de l'église, d'un revenu de 12 à 15 livres, était occupé en 1724 par les héritiers de René Marchand (4).

Ces deux fiefs devaient à leur suzerain immédiat les devoirs et profits dont nous allons parler.

Il avait existé un fief appelé de Tigeaux, comprenant quelques

(1) Les roturiers, ainsi que les définit rigoureusement de Ferrières, sont ceux qui doivent supporter les charges de l'Etat.

(2) C'était le nom que, dans ce cas, prenait le parlement.

(3) Terrier féodal et censuel de la châtellenie, terre et seigneurie d'Oisery.

(4) Ce fief est représenté aujourd'hui par le petit quartier de Lizy appelé la Cour-des-Cloches.

terres près le bois dit de Tillet, et un fief de Vaugenoux consistant en trois arpents et demi de terre situés en la seigneurie de Vieux-Moulin; mais ces deux fiefs étaient réunis au domaine. Toutefois le seigneur de Lizy, en qualité de propriétaire du fief de Vaugenoux, percevait 14 deniers de cens sur 4 pièces de terre près Vieux-Moulin.

Trois autres fiefs, l'un à Candilly, tenu par Gilles d'Ocquerre, un autre à Montgé, tenu par Pierre de Cocherel, et le troisième tenu par les héritiers Gilles d'Ocquerre, avaient relevé du château de Lizy, mais ils n'existaient plus en 1724.

Enfin le seigneur de Lizy possédait aussi en partie la terre de Saint-Jean-les-deux-Jumeaux où il percevait des droits seigneuriaux sur les fiefs de Loche et de Montcoupet; il louait cette seigneurie le 9 octobre 1528, 3 livres par an, et en 1724 il en tirait 50 livres annuellement.

Comme le seigneur censier pour les rotures, le seigneur féodal, pour les fiefs, avait le droit de retraire, dans un délai déterminé, des mains des acquéreurs, tout fief mouvant de lui vendu par le vassal.

§ XIV. — DEVOIRS FÉODaux DU SEIGNEUR DE LIZY.

Quels que fussent ses droits, le seigneur féodal avait ses devoirs, et dans un état social fondé sur une dépendance générale, ces devoirs avaient été d'abord assez rigoureux. Le seigneur de Lizy était un des anneaux de cette chaîne qui, descendant du roi jusqu'au dernier sujet du dernier vassal, enserrait tous les habitants du royaume. Comme les autres, il était vassal ou plutôt arrière-vassal : il relevait sa terre et seigneurie de l'évêque de Meaux et du châtelain d'Oiserry, tous les deux vassaux immédiats du roi. Aussi le voyons-nous le 19 août 1724 dans le château d'Oiserry : « genou en terre, tête nue, sans épée ni éperons, porter au seigneur d'Oiserry, la foi, hommage et serment accoutumés qu'il était tenu « de lui rendre à cause de la moitié au total et par indivis de la « terre de Lizy la Gonnèse, mouvant en plein fief du chatel d'Oiserry ».

Pour cette fois et sans tirer en conséquence, le suzerain avait autorisé le vassal à se faire représenter par un mandataire. Messire Noël Danican, seigneur de Landivisiau, châtelain d'Oiserry, Saint-Pathus, Forfry, La Ramée et autres lieux, conseiller du roi en tous ses conseils, maître des requêtes ordinaire de son hôtel, ne pouvait refuser cette courtoisie à très haute et très puissante

dame Henriette-Marie Lehardy de la Trousse, princesse de la Cisterne, dame de Lizy; mais c'était une dérogation à la règle primitive qui exigeait que l'acte de soumission fût accompli par le vassal lui-même. Le roi seul était dispensé de cette obligation personnelle; c'eût été en effet un spectacle étrange que de voir le roi de France à genoux devant Grosjean, maître d'une tour en ruine ou d'une crapaudière érigée en fief. Aussi une ordonnance de Philippe-le-Bel en 1302 avait supprimé l'hommage à rendre par le roi, comme ne pouvant se concilier avec l'autorité souveraine et l'avait remplacé par une indemnité.

Mais hormis le roi et les seigneurs ecclésiastiques, à qui la profession des armes était interdite, tout seigneur devait faire acte de sujétion. On voit avec quelle solennité cet acte s'accomplit à la cour, quand, en 1669, le duc de Lorraine fit foi et hommage pour son duché de Bar. Nous ne pouvons résister au désir de citer le passage entier des Mémoires de Saint-Simon, qui fait ressortir en même temps quel était le caractère de cette cérémonie : « Le roi était dans son fauteuil, le chapeau sur la tête, M. le maréchal de Lorge derrière lui, en l'absence de M. de Bouillon, grand chambellan, qui était à Evreux; Monseigneur le duc de Bourgogne, debout et découvert, un peu en avant de M. le chancelier, mais sans le couvrir; M. le duc d'Anjou, de même de l'autre côté, sans couvrir M. le duc de Gesvres, premier gentilhomme de la chambre du roi; M. le duc de Berry, Monsieur, M. le duc de Chartres, les princes du sang et les deux bâtards (le duc du Maine et le comte de Toulouse) étaient tous en rang, formant le demi-cercle, avec force courtisans derrière eux et après eux. Aucun duc que les deux que je viens de nommer, parce qu'ils étaient en fonctions de leurs charges et nécessaires, ni aucun prince étranger. Les secrétaires d'Etat étaient derrière Monsieur le chancelier, et les princes du même côté. Monseigneur ne se soucia pas de voir la cérémonie. M. de Lorraine trouva fermée la porte de la chambre du roi qui entre dans le salon, et l'huissier en dedans. Un de la suite de M. de Lorraine gratta; l'huissier demanda : « Qu'est-ce ? » Le gratteur répondit : « C'est M. le duc de Lorraine. » Et la porte demeura fermée. Quelques instants après, même cérémonie. La troisième fois, le gratteur répondit : « C'est M. de Bar. » Alors, l'huissier ouvrit un seul battant de la porte. M. de Lorraine entra, et de la porte, puis du milieu de la chambre, enfin assez près du roi, il fit de très-pro-

fondes révérences. Le roi ne branla point et demeura couvert sans faire aucune sorte de mouvement. Le duc de Gesvres, alors suivi de Nyert, mais ayant son chapeau sous le bras, s'avança deux ou trois pas, prit le chapeau, les gants et l'épée que M. de Lorraine lui remit, et le duc de Gesvres tout de suite à Nyert, qui demeura en place, mais fort en arrière de M. de Lorraine, et le duc de Gesvres se mit en la place où il était auparavant. M. de Lorraine se mit à genoux sur un carreau de velours rouge bordé d'un galon d'or qui était aux pieds du roi, qui lui prit les mains jointes entre les deux siennes.

» Alors, M. le chancelier Pontchartrain lut fort haut et fort distinctement la formule de l'hommage-lige et du serment auquel M. de Lorraine acquiesça, et dit et répéta ce qui était de forme, puis se leva, signa le serment avec la plume que Torcy, secrétaire d'Etat chargé des affaires étrangères, lui présenta, un peu à côté du roi où Nyert lui présenta son épée qu'il remit, puis lui rendit son chapeau, dans lequel étaient ses gants, et se retira. » A ces détails, Saint-Simon ajoute : « Le premier gentilhomme de la chambre du roi en année devait prendre l'épée, le chapeau et les gants de M. de Lorraine allant rendre son hommage. Les prendre en ce cas-là, c'est dépouiller le vassal des marques de dignité en présence de son seigneur et non pas le servir, et ce qui le montre, c'est que le premier gentilhomme de la chambre ne les garde ni ne les rend. Toute sa fonction n'est que de dépouiller le vassal, et c'est le premier valet de chambre qui les reçoit du premier gentilhomme de la chambre, dans l'instant où il les a ôtés au vassal, et c'est ce même valet de chambre qui les rend au vassal après son hommage. »

Nous ne sommes plus au temps où le vassal baisait les pieds du roi, comme ce baron normand qui leva si haut le pied de Charles-le-Simple qu'il jeta le monarque à la renverse, ni au temps où le vassal mettait les mains sous les pieds de son seigneur. On n'échangeait plus le baiser d'usage sur la bouche ; le procès-verbal de 1724 n'en fait pas mention, non plus que des serments sur l'Evangile, prescrits par l'article 63 de la coutume de Paris.

On aurait peine à croire que la fantaisie et le ridicule aient pu se glisser dans les formalités de cet acte solennel. Les vassaux du baron de Moncontour devaient, lors de la foi et hommage, lui présenter une alouette liée sur un char à bœufs ; mais, conformément à la raison, le Parlement de Paris annula cette obligation et la

remplça par une indemnité en argent. Quoi qu'il en soit, on ne négligeait pas impunément ce devoir sur lequel reposait la hiérarchie féodale : il y allait de la saisie du fief et de la perte des revenus durant la saisie. Le 25 juin 1779, faute par la comtesse d'Harville, marquise de La Trousse, d'avoir fait au roi la foi et hommage qu'elle lui devait en cette qualité, un huissier se transportait avec deux praticiens au château de la Trousse, et « mettait en la main du roi le susdit fief et tous et chacun des fruits, droits, profits et revenus. »

La foi et hommage se renouvelait à toute mutation de seigneur ou vassal. Si le vassal ne trouvait pas son suzerain à son château, il frappait trois fois à la porte en présence d'un notaire et de deux témoins, appelait trois fois, et si personne ne répondait, se mettait en état de vassal, portait foi et hommage et en faisait dresser procès-verbal.

Comme conséquence de la foi et hommage, le vassal devait, dans les quarante jours et par acte notarié, fournir l'aveu et dénombrement de son fief servant et des arrière-fiefs relevant de lui, c'est-à-dire un état détaillé de sa tenure, des droits et charges qui y étaient attachés, des parties concédées à titre d'arrière-fiefs et des conditions de ces concessions (Art. 81 de la coutume de Paris). Il ne le devait néanmoins qu'une seule fois, le suzerain vint-il à changer de son vivant.

Si le vassal était mineur, les représentants devaient, par un acte solennel, demander au suzerain « souffrance » jusqu'à ce que le mineur fût à l'âge requis par la coutume pour porter foi et hommage et serment de fidélité ; c'est ce que firent les tuteurs et tutrices de Mme d'Harville envers l'évêque de Meaux et la comtesse de Pontchartrain, châtelaine d'Oissery, par acte du 11 avril 1753. (Aléaume, notaire à Paris.)

Les obligations que consacrait l'acte de foi et hommage n'étaient plus au XVIII^e siècle ce qu'elles avaient été à l'origine. Primitivement, elles impliquaient des services rigoureusement personnels de la part du vassal, surtout des services militaires ; il devait assister son suzerain en guerre, aussi bien que dans l'administration de la justice et de la police du fief, et lui fournir dans des cas déterminés des secours en argent appelés aides. Mais quand les roturiers purent tenir des fiefs, quand les armées devinrent permanentes, les services féodaux dégénérèrent en prestations pécuniaires appelées du nom vulgaire de profits. Toute mutation de

vassal y donnait ouverture, sauf la succession ou la donation en ligne directe. En cas de succession collatérale, il était dû au seigneur le droit de relief ou rachat (article 33 de la coutume de Paris), c'est-à-dire une année des revenus du fief. En cas de vente ou de tout autre contrat analogue, le profit prenait le nom de quint et requint, ce qui indique qu'il était du cinquième du prix, auquel on ajoutait le cinquième de ce cinquième (1). Lorsque la terre de Lizy fut vendue à la maison de La Trousse, le quint et requint se trouva dû aux deux suzerains de cette terre. La marquise de La Trousse ne s'exécuta pas sans difficulté et laissa faire contre elle par Bossuet, évêque de Meaux, une saisie féodale; mais elle dut subir envers ses suzerains la loi qu'elle imposait à ses vassaux : le 4 mai 1696, elle payait au marquis d'Alègre, châtelain d'Oissey, 3.000 livres pour tous droits de sa moitié; elle ne dut pas en être quitte à moins pour l'autre moitié revenant à Bossuet, qui toutefois l'avait transportée dès le 19 mai 1691 à Léger, notaire à Meaux.

Ces profits ouverts à chaque mutation n'auraient pu se produire à l'encontre des établissements de main-morte (églises, abbayes, chapitres, etc.), qui n'en subissent aucune; aussi avait-on prescrit que ces établissements devaient présenter à leur suzerain un homme appelé homme vivant et mourant, personnifiant l'établissement, et à la mort duquel le suzerain exerçait ses droits (2); il en était de même pour les villes et communautés d'habitants, quant aux offices municipaux qui leur appartenaient : elles devaient semblablement fournir au roi un homme vivant et mourant.

Nous pouvons faire remarquer ici comment l'harmonie établie entre les diverses parties d'une institution sociale se rompt avec le temps, et comment, par suite, l'institution elle-même se trouve compromise. Le vassal, avons-nous dit, devait primitivement à son suzerain des services personnels, qui, au temps où l'on vivait constamment sous les armes, étaient fort onéreux. De là les conséquences suivantes : le fief est indivisible, il appartient à l'aîné des fils, qui prend encore sa part dans le surplus de la succession. Quant aux filles, incapables de jouer un rôle militaire, elles sont

(1) Voir Malécot et Blin, *Précis de droit féodal et coutumier*.

(2) Voir procès-verbal de la nomination d'un homme vivant et mourant, *Châtellenie d'Oissey*, par M. Fernand Labour, page 41. L'homme vivant et mourant fourni par l'abbaye de Jouarre avant 1789 à son suzerain a survécu assez avant dans ce siècle au régime dont il avait représenté un des rouages.

exclues et il ne leur est laissé que ce que demande le strict devoir d'humanité. Au xviii^e siècle et depuis longtemps, les devoirs du vassal se sont transformés et allégés : il doit encore répondre à l'appel fait par le roi, du ban et arrière-ban, mais cet appel n'a eu lieu que deux fois dans le xvii^e siècle et pas une seule fois dans le xviii^e. Cependant l'aîné des fils jouit toujours de ses droits exclusifs et privilégiés, et la criante inégalité du partage entre les frères, et entre ceux-ci et les sœurs s'est maintenue et perpétuée.

En dehors de ses devoirs féodaux le seigneur avait un devoir social : il devait nourrir et entretenir les enfants abandonnés trouvés sur ses terres. Les biens sans maître lui appartenant, il était logique qu'il fût chargé de ces épaves humaines. Il a été exonéré de cette obligation par la loi du 29 novembre 1790, qui a mis à la charge de l'Etat l'entretien de ces enfants.

Quant aux devoirs personnels et aux profits de fiefs, ils ont été abolis par la loi du 4 août 1789, et il n'en peut plus subsister aucune trace dans notre société nouvelle.

§ XV. — CONCLUSION.

Guizot en parlant de la féodalité a écrit : « Aucun système n'est resté aussi odieux à l'instinct public (1) ». « La haine des droits féodaux, dit de Tocqueville, est si forte qu'elle survit à son objet même et paraît ainsi inextinguible » (2). Les causes de ce phénomène sont complexes. Une des principales, croyons-nous, c'est que le régime féodal violait outrageusement deux sentiments qui sont le fond, la passion du caractère français, le sentiment d'indépendance et le sentiment d'égalité. Sous ce régime, la dépendance était partout, l'égalité nulle part ; pas une terre, pas un morceau de sol qui ne relevât d'une autre terre, d'un autre coin du territoire ; pas une personne qui ne relevât d'une autre personne, et cela par un ordre de sujétion immuable, inéluctable, se transmettant de génération en génération, de siècle en siècle. Par suite l'exercice des droits et facultés naturels se trouvait constamment entravé : les banalités, les corvées, le banvin, le cens, la chasse, sans pousser plus loin cette énumération, étaient autant d'atteintes au libre développement du commerce et de l'industrie, à la propriété, à la dignité, à la liberté.

(1) Histoire de France racontée à mes petits enfants, tome 4^{er}, page 212.

(2) L'Ancien Régime et la Révolution, page 46.

D'autre part, inégalité devant les charges publiques : le tiers-état paie presque la totalité des impôts ; la noblesse en supporte à peine une partie ; le clergé n'a jamais reconnu au roi le droit de l'y soumettre et s'il consent à en supporter une part, c'est à titre de don volontaire.

Inégalité devant les tribunaux, nous l'avons vu plus haut.

Inégalité devant la justice : les peines ne sont pas les mêmes pour les nobles et les roturiers.

Inégalité devant la loi du patriotisme, qui veut que chacun puisse servir son pays suivant ses moyens. Depuis longtemps le roturier verse, comme le noble, son sang pour sa patrie, à laquelle il n'est pas moins dévoué que le noble. Quel avancement peut-il espérer ? Il y a 30.000 emplois, 100.000 nobles demandent du service, et depuis 1781, il lui est défendu d'aspirer même à une sous-lieutenance. Sous l'empire de cette ordonnance, le maréchal Fabert serait resté sergent, et nous ne compterions pas dans les fastes de la France les glorieux succès dus à ce roturier.

Inégalité dans la famille : depuis plusieurs siècles le vassal, comme nous l'avons dit, n'est plus obligé de fournir des hommes au roi ; une milice régulière a été établie ; cependant l'ainé des fils continue de prélever seul le château et ses dépendances ; s'il n'a qu'un frère il prend les deux tiers du surplus ; s'il en a plusieurs, la moitié ; les cadets réduits à la portion congrue assiègent la cour, envahissent les emplois, les grades, les bénéfices, les abbayes ; quant aux filles, le couvent est le plus souvent leur partage (1).

Inégalité devant la loi naturelle : le servage subsiste encore dans la Bourgogne, le Nivernais, le Berry, mais surtout dans le Jura et toute la Franche-Comté. On compte, en 1789, 1.500.000 serfs ou main-mortables. L'abbé de Saint-Claude, qui avait le pouvoir d'abolir et de faire grâce, en possède dix mille. Qu'était-ce que la main-morte ? Louis XVI nous l'apprend dans le préambule de l'édit du 8 août 1779 inspiré par Necker : « Le roi n'a pu voir sans « peine les restes de servitudes qui subsistent dans plusieurs de ses « provinces ; il a été affecté en considérant qu'un grand nombre de

(1) Un ordre, quelque puissant qu'il soit, ne peut durer longtemps dans de telles conditions : l'ancienne noblesse de race était en décadence. Si nous faisons la revue de notre pauvre noblesse, écrivait en 1756 l'abbé Croyer, qu'y verrions-nous ? Un aîné, s'il le peut, prend le parti des armes. Se mariera-t-il un jour ? Il l'ignore. Les cadets épousent une croix de Malte, un rabat ou un froc. Souvent même sans embrasser aucun état, ils restent dans un célibat aussi dangereux qu'inutile, et les filles vont immoler leur fécondité dans un cloître (Paul Lacroix, XVIII^e siècle).

« ses sujets, servilement encore attachés à la glèbe, sont considérés
« comme en faisant partie et confondus pour ainsi dire avec elle :
« que privés de la liberté de leurs personnes et des prérogatives de
« la propriété, ils sont mis au nombre des possessions féodales. »
Et le roi abolit la main-morte dans ses domaines et le droit de suite
par toute la France (1). Mais tout tardif et bienfaisant qu'il était,
cet édit fut sous l'influence de la noblesse et du clergé tenu en
échec par les Parlements. Le Parlement de Paris ne l'enregistra
que sous la réserve des droits des seigneurs ; le Parlement de Besançon en recula l'enregistrement jusqu'au 12 octobre 1788, à la
veille même de la réunion des États-Généraux, et nous avons la
douleur de dire que la main-morte dura en France jusqu'à la nuit
du 4 août 1789, la main-morte en vertu de laquelle le main-mor-
table taillable à merci « de haut et de bas », ne pouvait quitter le
domaine où il était né sans le congé de son seigneur, prendre
l'homme hors de ce domaine ou d'autre condition que lui sans le bon
plaisir de son seigneur, disposer du produit de son travail entre-
vivs ni par testament, sauf pour une modique valeur mobilière ; ses
enfants et sa femme n'héritaient de lui qu'autant que les premiers
vivaient avec lui sous le même toit, « à son pot », et la seconde,
libre avant son mariage, qu'autant qu'elle renonçait à recouvrer sa
liberté et restait serve : l'édit de 1779 disait vrai, le mainmortable
était possession féodale (2).

Nos pères à Lizy, tout en ressentant contre les abus et les ini-
quités du régime féodal la haine qu'ils méritaient, se sont montrés
sages et modérés. Nous avons un témoignage de leurs sentiments
dans les cahiers des plaintes, doléances et remontrances qu'ils ont
rédigés, le 7 mars 1789, en vue des États-Généraux. Les gens du
tiers-état du bailliage de Lizy demandaient :

Que la noblesse et le clergé payassent leur part des impositions
de toute nature suivant leurs facultés et possessions ;

La suppression des droits de franchise ou franc fief, des retraits
féodaux et censuels, des banalités, des péages, des justices des

(1) Le droit de suite était le droit de revendiquer les serfs qui s'étaient enfuis du
domaine de leur seigneur et le droit de revendiquer à la mort d'un serf tout ce
qu'il possédait, même en dehors de la seigneurie, en quelque lieu que ce fût.

(2) Pour notre contrée le dernier exemple de main-morte que nous ayons ren-
contré remonte à 1417 : le 7 février de cette année, le prieur de Grandchaup faisait
connaître judiciairement comme son homme de corps le fils de Marion, femme
Drouet, qui revendiquait son fils comme homme libre. Ces exemples sont plus fré-
quents dans les siècles précédents.

gens de main-morte, comme ne devant pas se mêler des affaires du siècle, et la réunion des justices des terres non-titrées à la justice de la plus prochaine terre titrée.

Il n'est question ni de la corvée ni du banvin ; ce qui indique que ces droits étaient tombés en désuétude.

Les vœux du bailliage de Lizy étaient modestes. L'Assemblée constituante les adopta et les dépassa en abolissant le régime féodal ; elle donna ainsi à Lizy l'avantage très-appréciable d'être délivré de la banalité, des péages et autres droits seigneuriaux, et au pays tout entier le bienfait inestimable de l'affranchissement du sol et de tous ses habitants.

JAIGNES

CANTON DE LIZY-SUR-OURCQ

Notice historique et statistique du 12^e au 19^e siècle

Par M. L. BENOIST

Conseiller général, membre titulaire (**Section de Meaux**)

Et M. ADRIEN

Instituteur à Jaignes.

CHAPITRE I^{er}.

NOTIONS GÉNÉRALES.

Etymologie du nom de Jaignes. — Epoque préhistorique. — Géologie. — Agronomie. — Hydrologie. — Modification du territoire en 1835. — Population. — Natalité. — Mortalité des enfants. — Climat. — Réseau vicinal actuel. — Juridictions anciennes.

Jaignes est appelé dans les anciens titres Jehagnes (1), Jehe-nois (2), Jéhangnes (3), Jahangnes (4), Jehaignes (5), Gé-hennes (6) ; ce nom ne vient-il pas de Janestaria, en vieux français Jannaie ou Genestray, lieu couvert de genêts ? Tel a dû être en effet l'état général du sol de cette commune lorsque les premiers habitants s'y sont fixés. Il nous répugnerait de tirer le nom de ce village du mot gehenne, et d'en faire dans le passé une succursale des lieux infernaux (7).

Le terroir de Jaignes était occupé du temps de l'âge de pierre :

(1) Charte donnée par Hugues d'Oisy, mai 1165.

(2) Charte de Marguerite de Bourgogne, fin du xiii^e siècle.

(3) Charte d'août 1214.

(4) Vente par Jean de Moustiers, février 1267.

(5) Compromis entre le prieuré de Grand-Champ et l'abbaye de Soissons, septembre 1313.

(6) Bulle du pape Eugène III, 1148.

(7) La prononciation ordinaire du mot Jaignes, qui ne tient pas compte de la lettre *i*, indique que la dénomination de Jéhangnes et Jahangnes a été prédominante dans les siècles passés. Nous avons retrouvé l'orthographe actuelle dans un document de 1390.

il s'y rencontre en effet de nombreux outils se rapportant à cette époque, tels que haches et couteaux en silex, jade et serpentine, des pointes de flèches, etc. La faune de ce temps y est représentée par le rhinocéros, dont il n'est pas rare de rencontrer des molaires. On voit auprès de l'église de Jaignes un grès curieux par ses stries nombreuses, sur lequel les hommes de l'époque préhistorique aiguisaient leurs instruments. Cette pierre mérite d'être conservée.

Le terroir de Jaignes repose sur une couche de craie, au-dessus de laquelle est une couche de calcaire grossier, pierre de taille et moëllon. Ce dépôt s'étend, d'une part de la Marne à l'église de Jaignes, et de l'autre du ru des Saintes au sud-est jusqu'au village, en faisant plusieurs pointes à l'est vers Grand-Champ; au-dessus, se trouvent les sables moyens, encore riches en fossiles. On rencontre en effet à Jaignes un nombre de coquillages marins aussi considérable qu'à Mary (1). Immédiatement au-dessous du sol arable de Jaignes, est un dépôt lacustre de travertin inférieur avec gypse en amas. La quantité de terre végétale que renferme ce sol varie, d'après la carte agronomique de M. Delesse, entre 15 et 33 0/0 suivant les cantons.

La commune de Jaignes est alimentée par quatre nappes d'eau souterraines provenant de l'infiltration des pluies; trois d'entre elles aboutissent à la Marne, l'autre au Clignon.

La première, qui commence au bas Morintru, passe à Chivres, traverse le ru des Saintes, coule entre la Marne et Jaignes, et arrive à la Marne au-delà de Tancrou qu'elle alimente.

La deuxième, qui commence au haut Morintru, longe le ru des Saintes, passe aussi au-dessous de Jaignes pour se diriger vers la Marne.

La troisième commence au même lieu que la seconde, et après avoir touché Beauval, les Avernes, Molien, Cuissy, Ruthel, traverse la commune de Jaignes par le milieu et se perd dans la Marne, après avoir contourné Tancrou au nord.

Enfin la quatrième, qui commence à Nanteuil-sur-Marne et passe à Méry-sur-Marne, Courcelles, Montiébard, Sainte-Aulde, Chamigny, Tanqueux, Chivres, se tient au-dessous de Jaignes et de Tancrou, pour aller à Lizy et de là par Vieux-Moulin, Ocquerre, Crouy et Vasset, à la petite rivière du Clignon.

(1) Voir la notice sur Mary.

Le terroir de Jaignes, jusqu'en 1835, était d'une étendue de 550 hectares environ et ne renfermait qu'un hameau, le moulin sur la Marne, appelé le Moulin de Jaignes.

Une ordonnance royale du 22 mars 1835, supprimant la commune des Essarts-Grand-Champ, réunit à Jaignes la partie sud de cette commune, c'est-à-dire les hameaux de Grand-Champ et de Torchamp, et en outre détacha de Tancrou, en faveur de Jaignes, au sud, le hameau de Chivres, sur la Marne, et une enclave dite de la ferme de Cuissy. D'autre part, Jaignes céda à Tancrou le canton appelé le Clos-Berthelot ou les Marmitières, entre le chemin de Lizy à La Ferté et le chemin de Jaignes à Grand-Champ.

A partir de ce moment, le territoire de Jaignes eut une étendue de 1,011 hectares et comprit, outre le hameau du Moulin de Jaignes, celui de Torchamp à l'est (5 k. 2 h.), celui de Grand-Champ aussi à l'est (4 k.) et celui de Chivres au sud-ouest (2 k.).

Nous parlerons de Grand-Champ dans une notice spéciale qui comprendra aussi Torchamp, et de Chivres en même temps que de Tancrou.

Ce que nous avons dit plus haut de la géologie, de l'hydrologie et de l'agronomie s'applique au territoire actuel. Dans ce qui va suivre, il ne sera généralement question que de l'ancienne paroisse de Jaignes.

Il existait à Jaignes, en 1709, 61 feux (1); en 1770, 67 feux, soit environ 300 habitants; en 1790, le nombre des habitants était de 325; en 1796, de 359; en 1806, de 374, dont 67 hommes mariés, 13 hommes veufs, 68 femmes mariées, 14 veuves, 96 garçons, 104 filles et 12 militaires.

Après l'annexion de Grand-Champ, Torchamp et Chivres, en 1835, la population de la commune s'est élevée à 434 habitants; en 1876, elle était descendue à 357, dont 281 à Jaignes, 10 à Chivres, 12 à Grand-Champ et 54 à Torchamp; le nombre des maisons était alors de 102. En 1881, nous ne comptons plus que 318 habitants. La dépopulation qui atteint nos campagnes se fait, on le voit, gravement sentir à Jaignes.

Le choléra, en 1832 et en 1849, a fait à Jaignes de nombreuses victimes; les décès de l'année 1832 se sont élevés à 27, et ceux de 1849 à 28. Nous avons aussi remarqué, en parcourant les anciens

(1) M. de Boislile. *Mémoire de la généralité de Paris*. Appendice 1881. — Imprimerie nationale.

registres de la paroisse, que pour certaines années ils constatent un nombre relativement considérable de décès : 26 en 1693 ; 27 en 1710 ; 26 en 1749. Nous devons attribuer la mortalité de 1693 à la disette qui sévit en cette année, et celle de 1710 à un hiver exceptionnellement rigoureux et à la famine qui l'a suivi. Quoi qu'il en soit, Jaignes, situé sur une hauteur auprès de la Marne, est dans d'excellentes conditions de salubrité.

Nous avons relevé sur les mêmes registres de la paroisse et commune de Jaignes, par périodes de vingt ans, les naissances, mariages et décès de 1700 à 1879, en indiquant particulièrement les décès d'enfants au-dessous de cinq ans. Nous donnons ce relevé dans l'appendice ci-après.

On y remarquera que la natalité était au xviii^e siècle bien supérieure à ce qu'elle est au xix^e. Ainsi, de 1700 à 1719, avec une population de 61 feux, nous comptons 235 naissances ; dans le siècle entier, 1,461 naissances pour 242 mariages (près de 5 enfants par ménage, exactement 4.80), tandis que de 1860 à 1879, avec une population de plus de 350 habitants, nous ne comptons que 167 naissances, et dans les quatre-vingts premières années du siècle, 767 naissances pour 233 mariages (3.29 enfants par mariage) (1) ; mais, d'autre part, la mortalité des enfants est infiniment moindre aujourd'hui qu'elle n'était au xviii^e siècle : la moyenne des décès des enfants de moins de cinq ans, de 1700 à 1799, est de 41 pour 100, proportion effrayante que nous avons la consolation de voir décroître progressivement de 1800 à 1879 ; la mortalité des enfants de moins de 5 ans, dans la dernière période (1860 à 1879), n'est plus que de 18.5 pour 100 ; nous devons compter que la bienfaisante loi du 23 décembre 1874 sur la protection des enfants du premier âge, au fur et à mesure qu'elle sera mieux connue et plus sérieusement appliquée, compensera, en conservant les enfants qui viennent au monde, la différence si sensible entre la natalité en France et celle des autres contrées (2).

Jusqu'à ce siècle, Jaignes n'eut qu'un chemin qui méritât ce nom : celui de Lizy à La Ferté-sous-Jouarre, formant aujourd'hui le chemin de grande communication n° 3.

Il possède en outre, maintenant, les chemins de grande communication n° 53, de Changis à Chamigny, et n° 73, de La Ferté-

(1) La moyenne actuelle pour la France est de 3.31 enfants par mariage.

(2) Nous avons eu soin de décaler les nourrissons étrangers à Jaignes.

sous-Jouarre à Cocherel, indépendamment de quatre chemins vicinaux ordinaires représentant une longueur de 2 kil. 060 m.

Jaignes était de la généralité de Paris; de l'élection, du grenier à sel et de la coutume de Meaux; de la subdélégation de La Ferté-sous-Jouarre et de la maîtrise des eaux et forêts de Crécy.

En matière judiciaire, les premières causes se jugeaient à Jaignes, par le maire, si elles étaient de la basse ou moyenne justice; à La Ferté devant le bailli, si elles étaient de la haute justice. L'appel se portait au Châtelet de Paris.

En matière ecclésiastique, Jaignes était de l'archidiaconé de France et du doyenné de Gandelu (1). Il est aujourd'hui du doyenné de Lizy.

CHAPITRE II.

SEIGNEURIE DE JAIGNES.

Abbaye de Notre-Dame-aux-Nonnains de Soissons. — Ses acquisitions, ses droits seigneuriaux à Jaignes. — Les abbesses Etérie, Catherine de Bourbon, Marie Charlotte de La Rochefoucauld-Bayers.

La seigneurie de Jaignes appartenait à l'abbaye royale de Notre-Dame-aux-Nonnains, de Soissons, de l'ordre de Saint-Benoît, qui remontait au ^{vii}^e siècle, et eut pour fondateur Drausin, vingt-deuxième évêque de cette ville (658). Ses premiers bienfaiteurs furent Leutrude, femme d'Ebroïn, maire du palais, et ce seigneur lui-même : c'est dans cet asile que se retira Leutrude lorsque son mari fut enfermé au couvent de Luxeuil (670), comme plus tard s'y réfugia la reine Ingelburge, femme de Philippe-Auguste durant le temps de sa répudiation (1199-1201).

La première abbesse fut Etérie, mandée à cet effet du couvent de Jouarre, déjà renommé au ^{vii}^e siècle.

L'abbaye de Notre-Dame de Soissons parvint rapidement à un haut degré de prospérité : une charte de Charles-le-Chauve, datée de 858 constate qu'elle comptait 216 religieuses, 40 servantes, 30 sœurs du tour, indépendamment de 130 servants (2).

(1) Voir la carte du diocèse de Meaux, dressée par Jaillot, dédiée à Bossuet.

(2) A ces époques primitives, surtout dans l'ordre de Saint-Benoît, proche ou dans l'enclos même des monastères de filles, mais séparément, se trouvaient d'autres

Aussi le titre d'abbesse de Soissons était-il fort recherché, et nous comptons parmi ces abbesses une sœur de Charlemagne, une fille de Charles-le-Chauve et une petite-fille de Louis-le-Gros. Le récit des miracles accomplis sur le tombeau de Saint-Drausin, mort en 670, ne fut pas étranger à ce progrès qu'entretenaient d'autres miracles dus à la vertu des nombreuses reliques accumulées dans le couvent. Nous renvoyons sur ce point à la relation qu'en fait avec une naïve bonne foi dom Michel Germain, bénédictin, dans son histoire de l'abbaye de Soissons (1).

La charte de 858 ne fait pas mention de Jaignes : nous le trouvons indiqué dans une bulle d'Eugène III, datée de 1148, parmi les biens et revenus de l'abbaye avec le quart d'avouerie que possédait à Jaignes la religieuse Adélaïde, probablement l'abbesse de ce nom, morte le 15 septembre 1116 (2).

Est-ce là le début de la possession de l'abbaye de Soissons à Jaignes ? En outre, la comtesse palatine de Troyes, Blanche, « la plus belle et la plus vertueuse princesse de son siècle, » et la princesse Marguerite de Bourgogne, qui sont citées parmi les bienfaitrices du couvent, ne lui ont-elles pas fait donation de ce qu'elles pouvaient posséder à Jaignes ? Cette Marguerite, fille de Thibaut, comte de Blois et de Chartres, avait épousé en premières noces Hugues d'Oisy, sieur de Montmirail, vicomte de Meaux, qui, par une charte du mois de mai 1165, donnait à Théodoric, son chambellan, une maison à Jaignes, et elle-même, devenue épouse en

bâtiments pour les religieux qui leur administraient les sacrements et gouvernaient leur temporel.

Le roi assignait au couvent de Notre-Dame 3.000 muids de froment, 350 muids de légumes, 30 sous par semaine pour acheter du poisson, 2.600 muids de vin, etc. Il assignait en outre à l'office de l'infirmerie trois villages composés de 80 manoirs ; à l'office du vestiaire, 5 villages, 199 fermes, situées en partie près de Cologne, avec 145 colons attachés à la glèbe et il réservait pour l'abbesse elle-même Nesles et Noyers avec 78 fermes. Les pauvres n'étaient pas oubliés : le roi donnait à la porte du monastère les dîmes de tout le revenu de l'abbaye pour y recevoir honorablement les riches aussi bien que les indigents.

(1) Paris, 1775. In-quarto. Bibliothèque nationale, L K, 9373. Parmi ces reliques se trouvaient un soulier de la Sainte-Vierge, qui, en 1128, d'après le récit de l'historiographe, mit fin à une terrible maladie contagieuse, et une fiole contenant des gouttes du lait de la mère de Jésus-Christ, rapportée de Constantinople par l'évêque de Soissons, Nivelon, oncle d'une des abbesses. Cet évêque fit à l'abbaye d'autres présents d'un revenu plus régulier, sinon plus élevé, notamment de toutes les noyales de son diocèse, de la cure de Sommelans et de plusieurs autres paroisses, des dîmes de Charly, Coupru, Chouy, etc.

(2) « *Apud Gehennias quartam partem advocatiæ quam Adelaïs monialis possidebat.* » — Avouerie indique un droit dû par les sujets à leur seigneur.

secondes noces d'Othon I^{er}, comte palatin de Bourgogne (1), confirmait, par une autre charte, un échange passé entre Nivard, son sénéchal, et Elvide, abbesse de Soissons, de biens situés à Jaignes (2).

Ce qui est certain, c'est que plusieurs chartes du xiii^e siècle, dont les originaux sont en nos mains, constatent l'accroissement des possessions du couvent à Jaignes. Ainsi il acquiert en août 1215, de Philippe de Jaignes, 12 arpents de terre pour 22 livres ; en mars 1252, de Jean de Moustiers, seigneur de Marcy, pour 150 livres, une rente de trois muids de blé à prendre sur des héritages qui deviennent l'entière propriété du couvent, en février 1267, pour le prix de 400 livres ; en février 1254, de Gilles de Manœuvre et Gillette, sa femme, pour 90 livres, tous les revenus des vendeurs à Jaignes, tels que cens, rentes d'avoine, corvées, avouerie, vinages ; en 1256 et en 1258, de Jean de Marcy, 15 perches de mesure et jardin, près la maison de l'abbaye, moyennant 21 livres, et pour 31 livres une hostise avec une grange, et la moitié de quatre arpents de pré à Chivres ; en 1258, de Jean, dit Maillard, une vigne, moyennant 21 livres ; en mai 1263, de Jean de Lerny, 9 arpents 1½ de terre labourable, moyennant 72 livres ; en 1271, de Gilles Lemaisir, moyennant 35 livres, plusieurs pièces de terre désignées au contrat ; en mai 1272, de Jean de Jaignes, pour 8 livres tournois, une rente de 14 setiers de vin, moitié blanc, moitié rouge, à la mesure dite grand pot, et 4 sous tournois aussi de rente (3).

En 1266, Rodolphe, de La Ferté-au-Col (aujourd'hui La Ferté-sous-Jouarre), vendait à l'abbaye, près la grange de Gérard, une mesure et 52 arpents de terre moyennant 310 livres tournois. La même année l'abbaye achetait de Gaston de Verac dit de Corroy, moyennant 39 livres tournois, une pièce de pré de 4 arpents et demi, entre Verac ou Corroy et Changis, tenant au pré de Chambre-Fontaine-d'Ussy (4).

(1) *Moreri*. Bourgogne, Franche-Comté.

(2) M. l'abbé Denis se demande si le domaine de Jaignes ne provient pas des largesses du bienheureux Simon de Crépy, comte de Valois (rien ne nous le fait supposer), ou des vicomtes de La Ferté-sous-Jouarre ; une abbesse du xii^e siècle, Mathilde, était en effet fille de Godefroy, vicomte de La Ferté : sa mère, nommée Ermengarde, se retira à Soissons et fit don au couvent de grandes propriétés. Cette seconde hypothèse nous paraît plus plausible ; nous préférons toutefois celle que nous émettons plus haut, parce qu'elle peut s'appuyer indirectement sur des textes.

(3) Voir à l'appendice n^o 6 copie de trois des chartes du xiii^e siècle.

(4) Cartulaire de l'abbaye de Soissons (*Archives départementales de l'Aisne*).

Dès le commencement du ^{xiv}^e siècle, le domaine de l'abbaye de Soissons à Jaignes était considérable; en 1315 elle possédait, dans ses deux fermes de Jaignes et de la Grange-d'Érard, un matériel agricole important, et en 1353, elle y percevait de nombreux surcens et rentes seigneuriales dont nous parlerons plus loin.

Les droits dont les vénérables religieuses et convent de Notre-Dame de Soissons jouissaient comme Dames temporelles de Jaignes, étaient notamment les suivants :

1° La moyenne et basse-justice avec mairie et greffe ; la haute justice appartenait au châtelain de La Ferté-sous-Jouarre, en vertu d'une transaction de juin 1280 (1).

Le juge ou maire et le procureur fiscal de Jaignes recevaient à la fin du ^{xviii}^e siècle, des Dames de Soissons ou de leur fermier, 10 livres par an pour leurs honoraires (2). L'abbaye de Soissons déléguait sa justice à son fermier qui était tenu de la faire exercer et percevait les amendes à son profit.

Le maire de Jaignes, suivant l'usage de la plupart des seigneuries, tenait tous les ans des plaids généraux, sorte d'appel nominal où devaient comparaître tous les justiciables sous peine de 7 sous 6 deniers d'amende. Le dernier de ces plaids s'est tenu le 19 décembre 1791 (3).

2° Les deux tiers des grosses dîmes de toute la paroisse (4) ; le dernier tiers appartenait au chapitre de la cathédrale de Meaux, comme nous le dirons plus loin.

Le revenu des dîmes pouvait s'élever à la fin de l'ancien régime à 1.500 livres par an pour tout le territoire.

3° Le cens, des surcens et redevances seigneuriales en argent, grains, vinages, fouaces et chapons. Un cueilleret ou registre de ces revenus, dressé pour l'année 1353, par le frère Malbus, receveur des religieuses, constate que celles-ci avaient à percevoir à Jaignes 201 septiers, 1 pinte 11/12 et 27 seaux de vin rouge ; 18 septiers, 5 pintes et 7 seaux de vin blanc, 25 sous 8 deniers en

(1) Même cartulaire.

(2) En 1784, était maire et juge des justice et mairie de Jaignes Pierre-Philippe-Louis Huvier, de La Ferté-sous-Jouarre, avocat en Parlement. Le greffe était tenu en 1789 par Leconte, de Jaignes, qui en remit les registres au maire de la commune le 10 décembre 1790.

(3) Archives du département de Seine-et-Marne.

(4) Les terres de l'abbaye situées sur les paroisses voisines, d'une contenance de 25 arpents 32 perches, dont 12 arpents sur Armentières, étaient soumises à la dîme au profit des décimateurs des paroisses de la situation.

argent, 26 chapons, 14 fouaces de fine farine de froment, 11 septiers et mine d'avoine (1). Le cartulaire de l'abbaye dressé en 1739 (2) mentionne qu'il lui était encore dû alors sur Jaignes environ deux queues de vin, soit environ 800 litres.

Le cens était de 4 deniers par arpent de 16 pieds ou de 7 deniers et pite par arpent de 22 pieds (51 ares 07) (3).

A l'égard des surcens et rentes, ils variaient suivant la convention. A diverses reprises l'abbaye de Soissons avait concédé une partie de son domaine, notamment des terres à planter en vigne, moyennant, outre le cens ordinaire, un surcens qui d'abord fixé à une livre s'était successivement accru et était en 1613 de cinq et même six livres par arpent de 16 pieds (4). En 1789 les cens et rentes étaient évalués à 140 livres environ par an.

4° Les lods et ventes, droit que tout acquéreur d'un héritage soumis au cens devait payer au seigneur. Il se percevait à Jaignes sur le pied du douzième du prix, soit $8 \frac{1}{3}$ pour cent. L'abbaye abandonnait à son fermier les lods et ventes sur tout contrat n'excédant pas 600 livres, c'est-à-dire jusqu'à concurrence de 50 livres de droit et le quart seulement du droit sur les ventes excédant 600 livres, se réservant les trois autres quarts. En 1784, l'émolument du fermier était évalué de ce chef à 200 livres par an.

5° Le droit de banalité sur tous les habitants de Jaignes pour le pressoir établi dans la ferme de l'abbaye, lequel droit se percevait à raison du cinquième et sixième seau, suivant la nature de la denrée soumise au pressoir. Il était également compris dans le bail de la ferme.

6° Le droit de percevoir de tout propriétaire du terroir de Jaignes possédant moins de 5 arpents, la somme de 5 sous par an. C'est le seul exemple, quant à présent, que nous ayons trouvé de cette redevance dont le motif plausible ne nous apparaît pas.

L'abbaye de Soissons avait droit de chasse sur sa seigneurie et entretenait un garde qui devait justifier, suivant une prescription invariable, de sa religion catholique, apostolique et romaine,

(1) Il est difficile de préciser en mesures actuelles ces redevances de vin et d'avoine. Il existait à Jaignes des septiers de diverses grandeurs pour le vin : le vin rouge se mesurait généralement au grand pot ; le vin blanc au petit pot et d'après une charte de mai 1272 les pintes au grand pot et celles au petit pot n'étaient pas les mêmes. Qu'était-ce aussi que le seau ?

(2) *Archives départementales de l'Aisne.*

(3) La pite était la moitié d'une obole qui elle-même était la moitié d'un denier.

(4) Voir bail du 24 novembre 1576 et autre du 28 décembre 1619.

comme de ses bonnes vie et mœurs, et prêter serment en la maîtrise des eaux et forêts.

Le droit de tabellionage appartenait au seigneur de La Ferté-au-Col, haut justicier, et le tabellion de ce seigneur établissait à Jaignes un substitut ; ainsi en 1636, le tabellion de La Ferté afferma à Antoine Gérard, de Jaignes, moyennant 70 livres par an le droit d'exercer en cette qualité en la branche de Jaignes et Tancrou. Le dernier tabellion a été Alexis Leconte, en même temps greffier de la justice et mairie (1).

L'abbaye de Soissons avait joui à Jaignes d'autres droits seigneuriaux, tels que la main-morte, le formariage, la corvée. En 1315, elle abandonnait à son fermier cinq sous sur chaque cas de main-morte et de formariage, se réservant le surplus. Nous rappellerons que la main-morte était le servage ; que le seigneur avait droit d'hériter de son sujet mainmortable, même souvent à l'exclusion des enfants ; que le mainmortable ne pouvait disposer entre-vifs ou par testament ni même vendre ; que le formariage était la redevance due au seigneur toutes les fois qu'une personne de condition servile ou mainmortable se mariait hors de la seigneurie à laquelle elle appartenait ou lorsqu'elle épousait une personne libre ou dépendant d'un seigneur étranger (2).

Quant à la corvée, nous avons dit plus haut qu'en 1254, Jean de Manœuvre vendait à l'abbaye, entre autres choses, les droits de corvée qu'il avait à Jaignes.

Mais ces droits odieux ne durent pas tarder à disparaître ; nous n'en trouvons plus mention dans aucune pièce, même dans les baux postérieurs à 1315 qui sont en notre possession, bien qu'ils comprennent les principaux droits seigneuriaux de l'abbaye (3).

La seigneurie du couvent de Soissons à Jaignes dans les deux derniers siècles n'eut rien d'oppressif et fut même aussi légère que le comportait sa nature ; l'exercice des droits de la seigneurie était remis aux mains du principal fermier du couvent qui, suivant l'usage général, prenait le titre de receveur de la terre et seigneurie de Jaignes ; et depuis 1602, sauf un court intervalle, la ferme principale a été occupée par deux familles seulement qui ont laissé

(1) Les minutes des tabellions de Jaignes, Gérard père et fils de 1626 à 1700 sont en la possession du notaire de Lizy.

(2) Sur ces droits et sur ceux qui précèdent, voir pour plus de développements la notice sur Lizy.

(3) On verra à propos du prieuré et de la seigneurie de Grand-Champ que la main-morte y existait encore en 1417.

d'honorables souvenirs ; la descendance de l'une d'elles réside encore sur les lieux.

La présence de l'abbesse à Jaignes était fort rare, bien qu'elle se réservât de loger dans la ferme deux jours et deux nuits avec sa suite, d'y être hébergée aux frais du fermier et d'y faire recevoir 20 chevaux pour elle et ses gens. Elle ne devait pas en effet voyager sans un train considérable ; ainsi le permettaient la puissance et le renom de l'abbaye, et la naissance de l'abbesse, issue le plus souvent, comme nous l'avons déjà vu, des plus anciennes et des plus illustres familles : En 1590 une tante de Henry IV, Catherine de Bourbon, était abbesse de Notre-Dame de Soissons depuis plus de 20 ans ; elle subit le contre-coup des dissensions de cette époque et fut chassée de son couvent par l'évêque de Soissons, trop zélé ligueur. « Cependant, dit l'Etoile, une plus catholique, plus dévote, plus religieuse personne et plus retirée des affaires du monde ne se pouvait trouver que cette princesse » (1).

Après elle nous nommerons :

Louise de Lorraine ;

Henriette de Lorraine ;

Armande de Lorraine d'Harcourt ;

Gabrielle de La Rochefoucauld, fille de François, 5^e du nom, duc de La Rochefoucauld et de Gabrielle du Plessis-Liancourt.

Catherine de Fiesque ;

Françoise-Marguerite de Roye de La Rochefoucauld ;

Elisabeth-Catherine de Roye de La Rochefoucauld ;

Et Marie-Charlotte de La Rochefoucauld-Bayers.

Celle-ci fut la dernière et la plus malheureuse ; d'abord abbesse du Paraclet, elle était passée en 1778 à l'abbaye de Notre-Dame de Soissons. En 1792 ayant donné asile à ses deux frères François-Joseph et Pierre-Louis, évêques de Beauvais et de Saintes, qui avaient été députés du clergé aux États-généraux, son couvent fut envahi par les soldats et sa vie courut les plus grands dangers ; ses frères furent massacrés dans les prisons de Paris le 2 septembre 1792 ; elle-même, après la dissolution de sa communauté, tomba dans une misère profonde ; continuant toutefois dans son dénuement l'exercice de la charité dont elle avait pris l'habitude durant sa prospérité, elle se consacra à une religieuse infirme qu'elle avait recueillie et mourut en 1806.

1) Journal du règne de Henry IV. T. 4, page 375.

La loi du 4 août 1789, en abolissant la féodalité, avait mis fin à la seigneurie des Dames de Soissons sur Jaignes.

Leur domaine, comprenant une ferme et 349 arpents de terre, fut vendu nationalement le 4 février 1791, moyennant 248.100 livres à un sieur Lesclavy sur lequel, faute de paiement, il fut revendu plus tard à Guillaume Bioche, ancien notaire à Paris.

De Guillaume Bioche ou de ses enfants, ce domaine a passé dans les mains d'un descendant du fermier à qui l'abbaye en faisait bail en 1704; resté dans la même famille, il est encore aujourd'hui cultivé par un des descendants de l'acquéreur.

CHAPITRE III.

ÉGLISE.

Biens et revenus de l'Eglise et de la Cure. — Presbytère. — Cimetière. — L'abbé Mallet durant la Révolution. — Fête de Sainte-Geneviève-des-Ardents.

ÉGLISE ET FABRIQUE

Manassès I^{er}, évêque de Meaux, donna en 1107 l'église de Jaignes au chapitre de la cathédrale de cette ville, donation que confirmèrent en 1135 Manassès II, et vers 1180 le pape Alexandre III (1); le chapitre conserva la collation de cette église jusqu'en 1789.

L'abside et le chœur de l'église de Jaignes sont de style gothique et paraissent remonter au x^v^e siècle; la nef et le bas-côté sont de construction moderne. La première pierre du clocher a été posée en 1633, jour de la translation de Saint-Nicolas, par Nicolas Hochard, curé de Jaignes, en présence notamment de Jean Regnault, receveur de la terre et seigneurie du lieu, de Crespin Bourgeois, maître d'école. Cette construction était faite par les gros décimateurs de la paroisse, l'abbaye de Notre-Dame de Soissons et le chapitre de Meaux (2); en la même année, étaient fondues et baptisées les trois cloches de l'église, et le 14 avril 1634,

(1) Cartulaire du chapitre de l'église de Meaux, tome A, pages 12 et 15.

(2) Le marché de cette construction était de la somme de 1.600 livres, suivant acte de Gérard, tabellion à Jaignes, du 11 avril 1633.

le curé Hochard plantait solennellement, à l'angle du chemin de Lizy à La Ferté et du chemin de Jaignes à Ruthel, la croix dite de Ruthel, « due aux bienfaits et charité de Jean Regnault (1) » (elle subsistait encore il y a peu de temps).

L'église de Jaignes possède aujourd'hui une belle sculpture en bois de chêne, style de la Renaissance, servant de tabernacle au maître-autel, et provenant du prieuré de Grand-Champ, et dans le même style, un autel de la Vierge provenant de l'ancienne église de Villers-les-Rigault.

Nous connaissons les biens et revenus de l'église et fabrique de Jaignes, par les comptes des marguilliers rendus et examinés alors avec une régularité et une attention remarquables. Le plus ancien de ces comptes que nous ayons dans les mains s'applique aux années 1637 et 1638, et était rendu par Jean Lemarié ou Marié; d'autres comptes embrassent la période de 1695 à 1790, sauf quelques lacunes. Nous y pouvons voir avec quelle sollicitude jalouse la communauté des habitants entendait conserver le droit de percevoir les deniers de la fabrique et d'en déterminer l'emploi. En 1746, François Boulanger, curé de Jaignes, s'étant arrogé la recette de ces deniers, les habitants refusèrent d'entendre son compte, et après sept années de cette gestion irrégulière, l'évêque de Meaux dut commettre un de ses grands vicaires pour le régler; encore les habitants ne voulurent-ils point y assister, et le curé quitta la paroisse. De même, en 1773, des barreaux de fer ayant été posés aux croisées de l'église sur l'ordre d'un vicaire général du diocèse sans assemblée de paroisse, les habitants refusèrent d'admettre la dépense, et le doyen rural dut être chargé par l'évêque de terminer ce litige; il passa en compte la somme dépensée « parce qu'il lui avait été enjoint de le faire; » mais en même temps il reconnaissait que désormais aucune dépense ne pourrait avoir lieu sans l'autorisation d'une assemblée de paroisse dûment convoquée (2).

Les ressources régulières de la fabrique de Jaignes n'étaient pas

(1) Un descendant de Jean Regnault, comme lui receveur de la terre et seigneurie de Jaignes, Nicolas Regnault, en 1710, faisait placer un rétable en bois de chêne à l'autel de l'église et se signalait par diverses autres libéralités.

(2) Les comptes de la fabrique de Jaignes nous indiquent le prix de divers objets au xvi^e et au xvii^e siècle : en 1637, la livre de chandelle coûtait 7 sous; le blé 104 sous le septier; en 1716, le poinçon de plâtre coûtait 1 livre 10 sous; la journée de maçon 22 sous; l'horloge placée à l'église de Jaignes en 1756 a coûté 88 livres.

très-élevées. Il lui appartenait : 1^o 40 arpents environ de terre, mesure de roi, sur Jaignes et terroirs circonvoisins, affermés, en 1790, 166 livres, lui provenant de nombreux legs ou donations faits à charge de services religieux ; 2^o environ 20 livres de rente annuelle et perpétuelle en plusieurs parties, ayant même origine ; 3^o et 45 livres 5 sous de rente sur les aides et gabelles, faisant moitié de 90 livres 10 sous de pareille rente, léguée en 1779 tant à la fabrique qu'aux pauvres de Jaignes, par Jean-Dominique Duchesne, sacristain de l'église Saint-Jean-en-Grève, à Paris, frère d'une dame Jullien de Jaignes.

A ces revenus s'ajoutaient le produit des quêtes, des trones, même des places dans l'église et surtout les offrandes des fidèles.

Les dépenses de la fabrique ont été de 1754 à 1780 de 8.896 livres 5 sous, soit pour 27 ans, une moyenne d'environ 315 livres par an. Dans ces dépenses figure annuellement une somme de 43 livres 10 sous payée au maître d'école comme clerc paroissial.

Les immeubles de l'église de Jaignes ont été vendus par la nation le 23 juillet 1793, moyennant 40.400 livres, et la rente de 45 livres 5 sous transférée à l'Etat s'est trouvée éteinte.

Quant aux objets mobiliers de la fabrique servant au culte (1), un ordre du commissaire du Directoire du district de Meaux, du 27 prairial an II, enjoignit au maire et officiers municipaux de Jaignes de les transporter sans délai à Meaux, ce qui fut exécuté le 3 messidor suivant.

Déjà, le 9 octobre 1793, deux des trois cloches de l'église avaient été conduites au port de Mary et embarquées pour Meaux (2). Le cuivre, le fer, le plomb de l'église, les cordes même des cloches suivirent la même voie.

En l'an X, il fut question de réunir Jaignes à Tancrou pour le culte : mais sur la réclamation énergique du curé Mallet et des habitants, ce projet fut abandonné.

D'assez nombreuses inhumations eurent lieu en l'église de Jaignes : cet honneur fut accordé notamment, en 1610 à un marguillier ; en 1617, à une demoiselle de Raquet, dame de Cuissy ; la

(1) En 1793, ils comprenaient 16 surplis, 17 aubes, 7 amicts, 16 grandes chapes, 10 chasubles, une bannière, un dais, 2 tabernacles, 2 chandeliers et une croix argentés, un soleil et 2 ciboires d'argent, 2 calices et leurs patènes aussi en argent.

(2) Une de ces cloches avait été baptisée le 31 décembre 1777 et avait en pour parrain B noist Prosper Leduc et pour marraine Thérèse-Florence Puisieux.

même année à Simonne Louarde, femme d'Alexandre Gillet ; en 1619, à Alexandre Gillet lui-même ; leur pierre tombale existe encore, mais coupée en morceaux ; on y peut lire cette inscription : — « Ci-gisent les corps de honnestes personnes Alexandre Gillet, » vivant, recepveur de Jaignes, lequel décéda le 21 mars 1619, et de » Simonne Louarde, sa femme, laquelle trépassa le douzième jour » de juin 1617. Priez Dieu pour leurs âmes. » Le même honneur fut encore donné en 1687 à Pierre Séguin, maître d'école ; en 1710, 13 novembre, à Françoise Clérin, femme de Nicolas Jullien ; en 1728, 13 février, à Nicolas Regnault, officier de la-capitainerie de Montceaux ; les curés de l'église devaient y avoir leur place ; Martin Pellelier y fut inhumé en 1631 ; Poyard, le 20 janvier 1674 ; ce dernier légua à l'église divers objets servant au culte, d'une valeur de 200 livres.

D'autres pierres tumulaires se rencontrent en l'église de Jaignes : deux d'entre elles, bien conservées et particulièrement intéressantes, proviennent de l'église du Prieuré de Grand-Champ ; nous en parlerons dans la notice consacrée à ce prieuré.

Il n'existe plus aujourd'hui à Jaignes qu'une cloche, qui porte cette inscription : « L'an 1815, j'ai été bénite sous l'invocation » de la sainte Vierge, par M. Nicolas-Paul-Jacques Mallet, curé. » M. Jacques-Nicolas-Paul Jullien, maire ; M. Julien Boucher, » adjoint et cultivateur ; Antoine-Pierre Lépine, percepteur. Jean- » Baptiste Antoine, fondeur à Neuilly-Saint-Front. »

CURE.

Comme la fabrique, la cure de Jaignes possédait environ dix arpents de terre sur le territoire de la paroisse. C'était un mince revenu. Moins heureux que les curés de Mary et de Tancrou, ses voisins, le curé de Jaignes ne jouissait pas des grosses dîmes et était réduit à la portion congrue.

La possession des dîmes sur Jaignes a donné lieu à de nombreux et graves différends entre les curés et les gros décimateurs qui étaient, comme nous l'avons dit, pour deux tiers, l'abbaye Notre-Dame de Soissons, et pour le dernier tiers, par suite d'usurpation sur l'abbaye, s'il faut en croire celle-ci, l'office du réfectoire du chapitre de la cathédrale de Meaux. Il n'était remis au curé de Jaignes pour son gros et portion canonique, que quatre muids de grains, deux tiers blé, un tiers avoine. Cet état de choses ne parut pas à Jean Fournier, maître ès-arts, curé de

Jaignes, conforme à la justice. Il revendiqua contre l'abbaye de Soissons les grosses dîmes comme appartenant en principe au curé de la paroisse. Les religieuses invoquèrent leur possession immémoriale, alléguèrent les besoins du couvent où se célébrait nuit et jour le service divin et où s'exerçait l'hospitalité. Propriétaire des dîmes d'un grand nombre de paroisses, l'abbaye ne pouvait, sans se porter un grave préjudice, reconnaître la prétention du curé de Jaignes. Elle résista énergiquement et une transaction du 14 octobre 1533 la confirma dans sa possession, en attribuant au curé de Jaignes cinq muids de grains, les menues dîmes et toutes les dîmes de vin, tant sur Jaignes que sur Grand-Gérard.

Le 8 août 1552, Jean Fournier transigea de même avec le chapitre de Meaux.

En 1670, le 5 août, sur une nouvelle instance introduite par Poyard, curé de Jaignes, un arrêt du Parlement de Paris ordonna que celui-ci prendrait son gros suivant la mesure ancienne de La Ferté-au-Col avant la réformation qui en avait été faite, lui maintint la jouissance des dîmes de vin, des vertes et menues dîmes, ainsi que des dîmes novales s'il en existait, déclarant toutefois exempts de dîmes tant le domaine des religieuses que celui de la cure.

La question n'était pas définitivement tranchée. Legretz, curé de Jaignes, la reprit en 1698; le 5 septembre 1702, une sentence arbitrale, en confirmant pour l'ancien domaine de la cure l'exemption de toutes dîmes, déclara qu'il n'y avait pas de novales à Jaignes et se contenta de dire que les menues et vertes dîmes du curé comprendraient les pois, fèves, lentilles, dragées, trémois, sainfoins et autres fruits, sauf les froments, seigles, orges et avoines, soit purs, soit mêlés ensemble, et encore sauf l'escourgeon.

Un quatrième procès, greffé sur ce troisième, fut moins heureux pour le curé Legretz. Bien qu'il eût eu gain de cause en première instance, bien qu'il eût obtenu à Paris une audience particulière du président Feydeau, un arrêt du Parlement du 10 juillet 1716 réduisit le gros du curé à 132 minots de blé et 66 minots d'avoine, et pour comble de déboire, condamna le curé à restituer ce qu'il avait perçu en trop sur les années précédentes, à Nicolas Regnault, receveur de la terre et seigneurie de Jaignes, chargé d'acquitter le gros.

Le curé Legretz a consigné sur les registres de sa paroisse ces divers débats judiciaires avec le texte des sentences, transactions et arrêts, même de sa conférence avec le président Feydeau ; et après ces échecs multipliés, soumis, non convaincu, il donne à ses successeurs, non sans amertume, le sage conseil de se résigner désormais et de ne pas commettre de nouveau la modeste cure de Jaignes dans une lutte contre une riche et puissante abbaye.

Ce conseil a été suivi ; nous ne voyons plus trace de procès.

En 1789 (1) l'abbé Jacques Mallet, curé, louait les menues et vertes dimes, les dimes de cour, de charnage et autres lui appartenant sur le terroir de Jaignes, se réservant la dime de vin, moyennant, avec les terres de la cure, 424 livres par an (2).

Il recevait en outre 132 minots de blé et 66 minots d'avoine de l'abbaye de Soissons, comme nous venons de le dire, et touchait 8 livres de rente foncière due par une famille Vienne.

Enfin, la cure possédait un presbytère avec 50 perches de jardin et verger situé près de l'église.

Les biens ruraux de la cure furent vendus par la nation le 28 février 1793 et adjugés moyennant 6.200 livres.

A l'égard du presbytère, il fut également vendu comme bien national le 3 thermidor an IV et adjugé à Paul Jullien, maire de Jaignes, moyennant 1.835 francs.

Il a été rétrocédé à la commune de Jaignes le 3 juin 1810 et est encore en sa possession.

CIMETIÈRE.

Le cimetière de Jaignes était de temps immémorial au devant de l'église, et s'étendait sur l'emplacement des rues adjacentes, ainsi que l'ont indiqué les tombes trouvées lors de la construction de ces rues.

Il a été transféré à l'ouest du village en 1863, sur un terrain d'une contenance de 17 ares.

Un règlement, régulièrement approuvé, y a autorisé des concessions perpétuelles.

L'ancien cimetière a été converti en une place plantée d'arbres : c'est lors de ces travaux qu'a été mise à jour la pierre antique dont nous avons parlé dans le chapitre I^{er}.

(1) 30 mars, M^e Picart, notaire à Lizy.

(2) La dime verte, suivant la déclaration de l'abbé Mallet en 1790, portait sur environ 486 arpents ; la dime de vin, sur 40 arpents de vigne.

LA CURE DURANT LA RÉVOLUTION.

Nous donnons dans l'appendice la liste des curés qui se sont succédé en l'église Sainte-Geneviève de Jaignes de 1612 à nos jours ; nous avons nommé plusieurs d'entre eux ; celui qui a traversé à Jaignes la période révolutionnaire se nommait Jacques Mallet. Il prêta le 23 janvier 1791 le serment constitutionnel et continua son ministère. Elu officier municipal, il fut, en décembre 1792, chargé de tenir les registres de l'état-civil. Resté à Jaignes au plus fort de la tourmente révolutionnaire, sans toutefois prêcher ni catéchiser (1), il fut arrêté et détenu quelque temps en l'an II ; il revint après cette détention en la commune, fit lever, le 12 brumaire an III, les scellés apposés sur la maison curiale, reprit publiquement ses fonctions sacerdotales le 12 fructidor suivant, en demandant acte de sa soumission aux lois de la République, obtint le 20 brumaire an IV des habitants de Jaignes la déclaration qu'ils choisissaient « la ci-devant église du lieu pour l'exercice du culte catholique, » réitéra le 24 du même mois foi et obéissance de sa part aux lois de la République, prêta ensuite serment au Concordat (an XI) et désormais vécut paisiblement en sa paroisse jusqu'à sa mort, arrivée en 1816. Il eut même, en 1806, la satisfaction de voir ses paroissiens se cotiser pour augmenter son traitement et s'engager pour une somme de 150 francs par an.

Les vicissitudes qu'a subies l'existence de l'abbé Mallet étaient communes à tous les prêtres alors ; nous en avons vu et nous en verrons de plus pénibles exemples.

FÊTE DE SAINTE GENEVIÈVE DES ARDENTS.

La patronne de la paroisse de Jaignes est sainte Geneviève. La fête de cette sainte se célèbre le 3 janvier, jour anniversaire de sa mort, arrivée en 512, et aussi le 25 novembre, sous le vocable de sainte Geneviève des Ardents. Ainsi faisait-on à Jaignes ; mais comme ces deux jours tombent dans un temps rigoureux et incommode et que « beaucoup de personnes étaient empêchées de venir à Jaignes faire leurs dévotions et y laisser des charités pour l'entretien et réparation de l'église », les habitants de Jaignes, en 1691, adressèrent à l'évêque de Meaux, qui était alors Bossuet, une supplique tendant à ce que la fête de novembre fût remise au

(1) Rapport du maire du 9 floréal, an II.

premier dimanche de juillet ; Bossuet le leur octroya et cet usage s'est perpétué jusqu'à ce jour (1).

D'où vient cette dénomination de sainte Geneviève des Ardents ? « Du temps de Louis VI, dit le Gros, il s'éleva dans Paris une cruelle maladie que les médecins nomment feu sacré ; plusieurs personnes en moururent sans qu'on pût y apporter de remède ; cela obligea le clergé et le peuple d'avoir recours à sainte Geneviève dans l'espérance que par les mérites de sa pureté incomparable, elle apaiserait la colère de Dieu justement irrité contre leurs débauches et leurs sensualités. Il fut donc arrêté, à l'instance d'Etienne I^{er}, pour lors évêque de ce siège, que la châsse où reposaient les dépouilles de la sainte serait solennellement apportée de son église en celle de Notre-Dame ; on ressentit aussitôt l'effet de cette dévotion ; car tous ces pauvres *ardents*, qui n'attendaient que la mort, furent guéris à l'instant même, excepté seulement trois qui manquèrent de foi, ou que Dieu ne voulut pas guérir pour des causes qui nous sont inconnues. Une église fut alors bâtie en mémoire de ce miracle, et c'est une paroisse de la cité, *Sainte-Geneviève-des-Ardents* ; l'année suivante, le pape Innocent II, informé de tout ce qui s'était passé, ordonna que l'on en fit tous les ans mémoire, le 25 novembre, dans le Bréviaire de Paris, et accorda de grandes indulgences à ceux qui visiteraient cette église. »

Nous livrons sans commentaire à nos lecteurs ce récit tiré d'une vie de sainte Geneviève, éditée par la bibliothèque catholique de l'hôpital militaire de Toulouse. Nous avons voulu seulement indiquer l'origine du surnom de la sainte.

CHAPITRE IV.

LE TERRITOIRE.

Division et morcellement du sol dans les derniers siècles et de nos jours. — Biens de main-morte en 1789 et aujourd'hui.

Le morcellement du sol et la propriété roturière que l'on croit à tort être l'œuvre des temps modernes étaient des faits presque

(1) La supplique en question porte notamment les noms suivants : Amicy de Pontenel, prêtre, curé de Jaignes, docteur en théologie ; Jacques Ferret ou Férct, Claude Fournier, Honoré Fournier, Antoine Mireaux, Jean Boisard, Jean Potonnier, Nicolas et Alexandre Baquet, Antoine Patout, Jean et Pierre Leconte, Nicolas Pierre, Ambroise et François Potet, Tremblet père et fils, familles qui ont ou avaient encore tout récemment des descendants à Jaignes.

Sur 29 pétitionnaires, 5 seulement ont déclaré ne savoir signer.

entièrement accomplis à Jaignes dès le ^{xiii}^e siècle (1). Les manants et roturiers possédaient à ce moment près de la moitié du territoire.

Le cueilleret des dames de Soissons pour l'année 1353, dont nous avons déjà parlé, indique qu'à cette époque elles comptaient à Jaignes 53 débiteurs de vinages, 25 débiteurs de rentes en argent et 20 débiteurs de surcens et rentes d'avoine, tous propriétaires sur la paroisse, indépendamment des censitaires ordinaires.

En 1755, d'après le terrier que l'abbaye de Soissons fit dresser, le territoire de Jaignes était divisé entre 176 propriétaires, dont 172 censitaires ou détenteurs de terres de roture soumises au cens, se partageant environ 1.600 parcelles. Les quatre autres propriétaires étaient : l'abbaye de Soissons, elle-même, pour une contenance, d'après le terrier, de 321 arpents 70 perches, en 58 parcelles ; l'abbaye de Longpont et le seigneur de La Ferté-sous-Jouarre, et Chamigny, pour 94 arpents 2 perches 75 centièmes, en 35 articles dits terres de Coucy (2) ; et le prieuré de Grand-Champ, pour le moulin de Jaignes et ses dépendances.

En l'an V, il se trouvait sur le terroir de Jaignes 249 propriétaires, soit 75 de plus qu'en 1755 ; en 1830, à la veille du jour où le terroir de Jaignes fut modifié, il n'y avait plus que 232 propriétaires.

Après le remaniement du territoire, nous constatons, d'après le

(1) Un contrat de vente de septembre 1271 peut servir à en témoigner.

Voici la désignation de ce contrat :

1^o Une pièce au haut des collines, tenant d'un côté à l'abbaye, d'autre côté à Martin Masonnier ;

2^o Au Chêne, une pièce, tenant d'un côté à Jean de Cocherel, d'autre côté aux Lefèvre ;

3^o Au Lavoir, une pièce, tenant d'un côté à l'abbaye, d'autre côté au chanoine Drouard ;

4^o A la Genevraie, une pièce, tenant d'un côté à Lambert Saout, et d'autre côté à la dame de Coucy ;

5^o Aux Fourniaux, une pièce, tenant d'un côté à Lambert Saout ;

6^o Au Buisson-Rond, une pièce, tenant d'un côté à Jean Maillard, d'autre côté à Hubert Pottet ;

7^o A la vallée du Languedoc, une pièce, tenant des deux côtés à la dame de Coucy.

8^o Entre deux villes, une pièce, tenant à Silon de Tancrou, chevalier.

(2) Ces terres avaient conservé le nom d'un de leurs anciens propriétaires ; le seigneur de Coucy avait des possessions à La Ferté-sous-Jouarre, à Lizy, à Gandelu, etc. Voir la notice sur Lizy. Les terres de Coucy n'étaient pas soumises au cens, mais payaient la dime. Le 7 novembre 1448, Jeanne de Bethune, comtesse de Coucy et de Guise, vicomtesse de Meaux, dame de La Ferté au-Col, signait un compromis avec les religieuses de Soissons, au sujet notamment du droit de terrage que celles-ci réclamaient sur les terres en question.

cadastre et l'état de sections dressé en 1836, 312 propriétaires et 2.740 parcelles pour 978 hectares 3 ares.

En 1755, il existait à Jaignes 65 maisons, dont 58 étaient encore couvertes en paille (1). Il existe aujourd'hui, y compris Chivres, Torchamp et Grand-Champ, 102 maisons presque toutes couvertes en tuiles.

Si nous recherchons quels étaient en 1789 à Jaignes les biens de main-morte, nous trouvons :

	Arpents.	Perches.
1° Le domaine de l'abbaye de Soissons	321	70
2° Les terres de Coucy pour les deux tiers appartenant à l'abbaye de Longpont	62	68
3° Le moulin de Jaignes et ses dépendances appartenant au prieuré de Grand-Champ	8	»
4° La cure de Jaignes	10	25
5° La fabrique de l'église de Jaignes	10	17
6° Le chapitre de la cathédrale de Meaux	6	42
7° Le prieuré de Chivres	3	30
8° La fabrique de l'église des Essarts	1	10
9° La fabrique de l'église de Grand-Champ	3	»
10° La chapelle de Chivres	9	50
Total	433	12

Soit plus des deux cinquièmes du territoire.

Ces biens, devenus nationaux par la loi des 2 et 4 novembre 1789, furent vendus, comme nous l'avons dit plus haut pour le domaine de l'abbaye de Soissons, la cure et la fabrique de Jaignes, et comme nous le mentionnerons dans la notice sur Grand-Champ pour le moulin de Jaignes.

Le tiers des terres de Coucy, appartenant au duc Louis-Alexandre de la Rochefoucauld de la Roche-Guyon, seigneur de La Ferté-au-Col et de Chamigny, fut confisqué au profit de la nation (2); mais il échut à sa veuve et héritière, par le partage fait administrativement avec elle; à l'égard des deux autres tiers, ils

(1) Dès 1647, les bâtiments de la ferme de l'abbaye étaient entièrement couverts en tuiles.

(2) Ce seigneur, élu membre de l'Académie des sciences en 1782, ami de Franklin et de Lafayette, fut député de la noblesse aux Etats-Généraux; il se montra animé de l'esprit le plus sagement libéral; mais n'ayant pu s'associer à toutes les mesures de cette époque, il s'attira l'animadversion du peuple et fut massacré à Gisors le 14 septembre 1792.

ont été vendus par l'Etat le 17 prairial an IV, moyennant 33.001 livres 16 sous 8 deniers.

Les trois arpents de la fabrique de Grand-Champ furent vendus le 23 prairial an II.

Nous dirons, dans la notice sur Tancrou, le sort des biens du chapitre de Meaux, du prieuré et de la chapelle de Chivres, et de la fabrique des Essarts.

Il n'existe plus à Jaignes de biens de main-morte, en dehors des propriétés communales, que 19 hectares 76 ares 10 centiares appartenant aux hospices civils de Meaux.

Et, d'après le cadastre de 1835, le terroir se décompose ainsi :

	Hectares.	Ares.	Centiares.
Terres	845	05	70
Vignes	12	65	05
Prés	9	90	55
Bois	75	75	75
Friches	17	42	30
Jardins	12	10	10
Sol de bâtimens et cours . .	5	13	55
Eglise, cimetière, presbytère .	»	16	95
Chemins et places publiques .	17	55	90
Rivières et ruisseaux. . . .	15	04	70
Abreuvoir	»	1	60
Total	1.010	82	15

Nous aurons occasion de dire que cet état s'est modifié en plus d'un point depuis 1835, notamment en ce qui concerne la contenance des vignes.

CHAPITRE V.

AGRICULTURE.

Un matériel agricole en 1315. — Série de baux de 1411 à l'an 9. — Progression des fermages. — Statistique de l'agriculture en 1770 et à ce jour. — Vignes. — Commerce. — Industrie. — Apiculture.

Un document authentique du 11 septembre 1315 nous fournit le détail presque complet du matériel agricole d'une grande ferme et nous donne par cela même un aperçu de l'état de l'agriculture à

cette époque. Ce document est un bail (le plus ancien peut-être que l'on puisse citer dans nos pays), fait par l'abbesse de Soissons de ses deux fermes du territoire de Jaignes : l'une située à Jaignes même, près de l'église, existant encore sous le nom de ferme de l'abbaye et l'autre appelée alors la Grange-d'Érard, depuis Grand-Gérard, située au Sud-Est du territoire, au-dessus du hameau de Mollien, détruite depuis plus d'un siècle et dont la charrue met parfois encore à découvert quelques fondations (1).

Voici le détail de ce matériel qu'il nous paraît intéressant de reproduire en entier, ainsi que l'indication du mobilier proprement dit : 20 couvertures, 18 traversins, 4 oreillers, un ciel de lit, 26 paires de draps pour les serviteurs, 10 paires usées, 18 nappes et 12 autres élingées, 18 serviettes doubles et 3 doubliers (doubles nappes) troués, 18 essuie-mains, 2 couvertures de poil de lapin, 2 autres de poil de chèvre, une autre en laine, un dessus de lit rouge ;

8 pots de cuivre petits et grands, 8 plats, 2 chaudières, 2 marmites, 2 bassins et un baquet à laver, un plat à barbe, un bassin à boire, un flambeau de cuivre, 2 grilles, tenailles, pincettes et tisonnier, 3 chenets, un trépied, 2 seilles à porter l'eau, 3 lanternes pour étables et voitures, une armoire, 2 huches, un gauffrier, 4 coupes de madre (2) dont deux à pieds argentés, 8 pots d'étain, 2 autres pour les aumônes, 26 assiettes d'étain, 2 serans (3), une corde à encaver les vins, une corde à puits, une paire de tréteaux pour les animaux que l'on tue, 2 gobelets ;

2 charriots et 2 tombereaux garnis de fer, une ferrure neuve pour charriot, 2 paires de roues neuves non ferrées aussi pour chariot, 4 charrues non ferrées garnies de leurs cordages, une autre neuve, 6 coutres et 4 socs, 4 essieux, 4 câbles pour l'août, 5 paires de guides pour charriot, 10 paires de traits pour charrues, 5 paires d'avant-trait, 5 paires de longues pour les chevaux ;

7 tables à manger, 12 sièges, 6 paires de tréteaux, 2 chandeliers de cuivre, une servante pour poser le bassin à laver, 2 cuiviers-baignoires, 2 cuiviers ronds à soutirer les vins, 4 entonnoirs,

(1) Ce bail est du reste une sorte de gage ; le couvent avait dû emprunter à Pierre de Cath et sa femme, habitants de Reims, 1.800 livres tournois ; pour se libérer, il afferma à ses créanciers pour 6 ans son domaine moyennant au total 1.800 livres parisis ou 300 livres par an : la livre parisis étant d'un 5^e supérieure à celle de Tours, les fermiers avaient à payer 60 livres par an.

(2) Cœur et racine de bois dur.

(3) Outil pour peigner le chanvre.

3 corbeilles d'osier, 3 pichets de sel, 2 seaux pour recevoir les redevances en vin, une tinette, 4 seaux à traire, 32 tonneaux vides et une queue, 8 coffres, 5 cuves dont une mal cerclée, un saloir, 24 cerceaux de cuve, 80 douves ;

121 moutons blancs dit Chatris, 106 brebis portières, 115 antenois, 115 agneaux d'un an, 8 bierres, 11 rateliers, 6 séparations, 3 auges ;

18 vaches, 2 taureaux, 1 génisse, 15 longues à vaches ;

22 gros porcs et 22 petits ;

15 licous de cheval, un harnais à deux chevaux pour chariot ;

2 tarières, un coffre, 4 fourches pour le foin, 4 autres dites fourches fières, 2 pelles ferrées, un hoyau, une houe, une hache ;

2 mesures à grain garnies de fer, 20 paniers de poulaillers, 12 oies, 30 paires de poules, 3 muids et 3 quartaux de vin rouge, 3 muids de vin blanc nouveau et vieux ;

2.350 fagots, 440 falourdes, nombreux ferrements de roues et et autres ;

3 muids et 9 setiers de blé, 3 muids et 4 setiers d'avoine, 8 setiers de pois et fèves ;

2 chalits dans l'étable pour les passants qui logent à la ferme.

Ces objets sont ceux que l'abbaye, qui jusqu'à ce jour avait fait cultiver ses fermes par un gérant, donnait à cheptel à ses fermiers (1). Ils ne comprennent pas la totalité du matériel nécessaire : notamment nous n'y voyons pas figurer les chevaux. Le fermier devait se les procurer à ses frais. Mais tel qu'il est, ce détail nous montre par la présence de 21 bêtes à cornes et de plus de 450 bêtes à laine, quel développement avait pris, dès le commencement du xiv^e siècle, l'agriculture à Jaignes et dans notre contrée (2).

Nous pouvons du reste, grâce à une série presque ininterrompue de baux durant trois siècles et demi, juger de ses progrès.

Les deux fermes de Jaignes et de la Grange-Erard, réunies en 1315, furent ensuite louées séparément jusqu'en 1754, où elles furent de nouveau réunies dans la même main.

Voici pour l'une et l'autre les chiffres successifs des fermages :

(1) Dom Michel Germain constate que des frères résidaient dans la ferme de l'Abbaye qu'ils étaient chargés d'administrer.

(2) Voir étude historique de ce bail par M. l'abbé Denis, Imprimerie Chartiou, Meaux, 1883.

FERME DE JAIGNES, DITE DE L'ABBAYE.

Dates des baux	Durée	Noms des fermiers	Objet du bail	Fermage	Observations
1441, 1 ^{er} janv.	9 ans	Gilles et Jacques Houdiart	215 arp. à 20 pieds ou 90 h. 73 a.	40 livres	L'abbaye prête à ses fermiers 21 livres pour les aider à s'établir.
1475, 11 août	21 ans	Pierre Berthelot	Id.	60 livres	Le fermier est en même temps fermier de la mairie et de la plus forte partie des droits seigneuriaux, et doit payer le gros du curé, fournir deux livres de cire le jour de Notre- Dame et payer à l'abbesse 43 sous 9 deniers pour ses joyaux. Id.
1498, 23 octob.	9 ans	Louis Berthelot	Id.	70 livres	Id.
1507, 28 août	9 ans	Laurent Delaplace	Id.	80 livres	Id.
1514, 31 déc.	9 ans	Pierre Delaplace	Id.	95 livres	Mêmes conditions, plus payer les gages du procureur fiscal. Id.
1522, 6 mars.	3 ans	Id.	Id.	106 livres	Id.
1576, 24 nov.	18 ans	Pierre Lemeignan	227 arp. à 20 pieds ou 95 h. 79 a.	350 livres (1)	Plus 100 livres de chanvre
1602, 4 nov.	9 ans	Chiboust et Gillet	Id.	550 livres	Le fermier continue à faire exercer la justice, à percevoir la plus forte partie des droits sei- gneuriaux à son profit, et paye sans diminution de fermage le gros du curé.
1621, 16 octob.	18 ans	François Regnault, gendre de Gillet, et greffier du bail- liage de Neuilly-Saint-Front	280 arp. à 20 pieds ou 118 h.	600 livres	Plus 100 livres de chanvre par an.

(1) Pour les trois premières années, le fermage était de 317 livres seulement ; le fermier était chargé de réédifier quatre travers d'étable
et de les couvrir en toiles, pour remplacer quatre travers brûlés par les réîtres au mois de mai 1576.
Il avait été réuni à la ferme un lot de terre de 12 arpents, appartenant à l'hôtelier de l'abbaye, loué jusque-là séparément.

Dates des baux	Durée	Noms des fermiers	Objet du bail	Fermage	Observations
1638, 21 sept.	9 ans	François Regnault, président en l'élection de Soissons	280 arp. à 20 pieds ou 118 h.	1.500 livres	Plus 100 livres de chaivre par an et 300 livres de pot-de-vin.
1677, 23 nov.	12 ans	Jean Regnault, licencié-à-lois, avocat au Parlement, élu en l'élection de Meaux	Id.	1.800 livres (1)	Pot-de-vin, 600 livres. — Le fermier doit payer chaque année 40 livres pour les gages des officiers de justice.
1659, 6 déc.	9 ans	Charles Carriat	283 arp. 33 perch. à 20 pieds ou 119 h. 55 a.	2.500 livres	Pas de pot-de-vin. Mêmes conditions.
1669, 20 nov.	9 ans	Philippe Regnault, sieur de Grand-Maison	Id.	1.950 livres	Id.
1678, 15 nov.	9 ans	Nicolas Regnault, avocat au Parlement	Id.	2.200 livres	Id.
1686, 14 janv.	9 ans	Id.	Id.	2.200 livres	Plus 550 livres à titre de pot-de-vin.
1686, 14 nov.	9 ans	Id.	Id.	2.200 livres	Mêmes conditions, sans pot-de-vin.
1705, 18 nov.	3 ans	Id.	Id.	1.950 livres	Id.
1708, 28 juin	9 ans	Nicolas Jullien, et Françoise Clérin, sa femme	Id.	2.000 livres	Id.
1716, 30 mai	9 ans	Nicolas Jullien (2)	Id.	2.200 livres	Id.
1725, 24 juin	9 ans	Id.	Id.	2.500 livres	Id.
1734, 6 nov.	9 ans	Id.	Id.	2.500 livres	Id.
1744, 8 juillet	9 ans	Nicolas-Paul Jullien et Agnès Leduc, sa femme	Id.	2.500 livres (3)	Id.

(1) A ce moment, la ferme était entièrement couverte en toiles.

(2) Nicolas Jullien a épousé en secondes noces Marie-Anne Duchesne.

(3) Les deux baux précédents sont accompagnés de contre-lettres qui portent le fermage à 2.500 livres. Nous n'en avons pas trouvé

GRANGE D'ÉCARD.

Dates des baux	Durée	Noms des fermiers	Objet du bail	Fermage	Observations
1455, 8 avril	99 ans	Jean Gautier	Environ 100 arp. ou 42 h.	4 livres	Obligation de faire réédifier la ferme et de donner à l'abbesse, pour ses joyaux, 6 fromages par an.
1481, 7 mars	70 ans	Anaclel Gautier	Id.	10 livres	Charge de reconstruire quatre bouges d'étable et de fournir 12 fromages par an.
1498, 1 ^{er} avril	9 ans	Louis Gilot	112 arp. 5½ perch. à 20 pieds ou 47 h. 30 a.	4 muids de grains, 2½ blé, 1½ avoine	
1601, 23 août	27 ans	Denis Potin	114 arp. 58 perch. à 20 pieds ou 48 h. 35 a.	5 muids de grains, 2½ blé, 1½ avoine	
1619, 28 nov.	27 ans	Id.	Id.	160 livres	
1634, 10 nov.	18 ans	Louis Potin	Id.	350 livres	Plus 100 livres de pot-de-vin.
1644, 22 nov.	9 ans	Id.	Id.	400 livres (1)	
1652, 21 déc.	9 ans	Id.	Id.	400 livres	
1662, 2 janvier	9 ans	Id.	Id.	475 livres	
1712, 13 octob.	18 ans	Jean Mouret	Id.	400 livres	

pour le bail de 1744 ; mais tout porte à croire qu'il en existait une, et que le fermage réel était aussi de 2.500 livres. Blâmons, en passant, l'usage de semblables contre-lettres, desquelles les communautés religieuses elles-mêmes se rendaient complices, et qui ne sont autre chose qu'une fraude à la loi et un larcin fait au Trésor public.

(1) Les baux des biens de main-morte, comme on peut le remarquer par ceux-ci, ne recevaient pas toujours leur entière exécution pour toute la durée convenue ; les héritiers des communautés n'étant qu'usufruitiers-vagabonds, ne pouvaient, en principe, louer que pour la durée de leur vie. A la mort de l'abbesse qui avait consenti le bail, ce bail pouvait être annulé ; c'est ainsi qu'en 1644, la nouvelle abbesse fit casser, par lettres royaux, le bail de 1634, bien qu'elle y eût concouru comme coadjutrice de l'abbesse alors en dignité. Cette insécurité était un sérieux obstacle aux progrès de l'agriculture.

Dates des baux	Durée	Noms des fermiers	Objet du bail	Fermage	Observations
1738, 16 février	9 ans	Charles Bataille	114 arp. 58 perch. à 20 pieds ou 48 h. 35 a.	650 livres	
1749, 14 sept.	6 ans	Nicolas-Paul Jullien	Id.	650 livres	
LES DEUX FERMES RÉUNIES					
1754, 31 janv.	9 ans	Nicolas-Paul Jullien et Agnès Leduc, sa femme.	349 arp. 96 perch. à div. mesures, environ 175 h.	3.450 livres	Aux termes de ces baux, les fermiers avaient la jouissance, comme précédemment, de la presque totalité des droits et revenus seigneuriaux, dîmes, lods et ventes en partie, amendes jusqu'à 60 sous, cens, surcens, rentes. Ils devaient acquitter le gros du curé, aussi comme précédemment. En 1784, les droits seigneuriaux étaient évalués à 4.200 livres par an et le gros du curé à 600 livres aussi par an.
1761, 30 déc.	9 ans	Id.	Id.	3.450 livres	
1770, 18 sept.	9 ans	Veuve Nicolas-Paul Jullien	Id.	4.500 livres	
1778, 22 sept.	9 ans	Jacques-Nicolas-Paul Jullien et Louise-Charlotte Béjot, sa femme.	Id.	5.500 livres	
1784, 17 nov.	9 ans	Id.	Id.	8.000 livres	
An 2, 18 floréal		Id.	Id.	9.600 livres	Avec les droits et rentes que la nation avait compris dans la vente.
An 9, 26 prair.		Id.	Id.	7.700 livres	
A ce tableau, ajoutons la terre de Coucy :					
1680		Charles Carriat	118 arp. 26 perch. à 20 pieds ou 49 h. 90 a.	350 livres	
1777		Nicolas-Paul Jullien	Id.	4.600 livres	

Avant de tirer de ces tableaux les conclusions qu'ils comportent, disons qu'il faut tenir peu de compte des différences des contenances; elles viennent à peu près uniquement de ce qu'au fur et à mesure des défrichements opérés par les fermiers, les parties mises en culture ont été comprises dans les mesurages et énoncées dans les baux.

En examinant ces tableaux, on voit que la progression des revenus de l'abbaye à Jaignes, dans les quatre derniers siècles, a suivi, sauf quelques arrêts momentanés, une marche constante; de 1441 à 1621, le revenu s'élève de 50 livres à 760 livres; de 1621 à 1754, il se quadruple et au-delà; de 1754 à 1784, il passe de 3.150 à 8.000 livres; de même les revenus des terres de Coucy, de 1680 à 1777, montent de 350 à 1.600 livres. Durant le seizième siècle, la progression a été de 1 à près de 9; durant le dix-septième, de 1 à 4, et durant le dix-huitième de 1 à 3; soit de 1 à 100 environ durant l'espace de 300 ans.

Le fermage, comme nous l'avons dit, comprenait les droits seigneuriaux, chargés toutefois du gros du curé; en 1789, ces droits représentaient 600 livres nets, soit seulement un treizième environ de la redevance totale; en conséquence, les proportions que nous avons indiquées plus haut pour les revenus de l'abbaye, nous pouvons les appliquer aux immeubles et aux fermages eux-mêmes et dire, sans sortir de la vérité, qu'à Jaignes, de 1500 à 1789, la valeur locative des immeubles a centuplé.

Nous constatons ce fait sans entendre le généraliser. S'il tient pour partie à la diminution progressive de la valeur de l'argent, il tient aussi au travail des fermiers.

En présence de ces résultats et sous les réserves que nous avons faites, nous ne pouvons nous défendre de rappeler, sans le reproduire, le parallèle que nous avons établi ailleurs (1) entre le revenu immobilier et le revenu mobilier. Les faits parlent d'eux-mêmes.

En 1771, sur 1.650 arpents environ composant le territoire de Jaignes, 655, suivant le rôle de la taille, étaient en valeur; les fermiers en détenaient près de 500 arpents (M^{me} Nicolas Jullien, 241; M^{me} Nicolas-Paul Jullien, 258); les autres habitants en tenaient à loyer 132 arpents; le reste était cultivé par les propriétaires (2).

(1) Voir la notice sur Mary.

(2) On remarquera que ces divisions s'appliquent à la culture seulement et non à la propriété du sol.

Le même rôle évalue pour la fixation de l'impôt par chaque arpent de 22 pieds, les terres labourables à 8 livres, les prés et les vignes à 12, et les jardins à 15 livres. Cette évaluation était, on le voit, au-dessous de la vérité; c'était équitable : les impôts pesaient alors lourdement sur le fermier.

Il se trouvait à Jaignes en 1770, 41 chevaux, 800 bêtes à laines, et, ce qui indique surtout l'aisance relative des petits ménages, 77 vaches; ces chiffres avaient peu varié à la fin du dernier siècle; le 30 frimaire an IV, le maire constate l'existence de 80 vaches, 40 veaux, 810 bêtes à laine, 38 chevaux, juments et poulains.

En 1879, Jaignes, augmenté de Grand-Champ, de Torchamp et de Chivres, comptait 80 chevaux, 51 bœufs et taureaux, 2.500 bêtes à laine et 59 vaches seulement.

En 1770, il existait à Jaignes trois grandes fermes occupées par mesdames Jullien et trois petits labours. Les trois grandes fermes sont aujourd'hui dans la même main (1).

De même aussi, les fermes de Grand-Champ et de Torchamp, annexées à Jaignes, autrefois divisées, sont aujourd'hui réunies.

Nous ferons remarquer que la ferme principale de Jaignes, dite de l'Abbaye, est depuis 1708 dans la même famille; que six générations directes s'y sont succédé, donnant un exemple rare de leur attachement au sol natal et à l'honorable profession de cultivateur. Ajoutons que les fermes de Grand-Champ et de Torchamp sont aussi dans les mains d'un descendant de la même famille.

Le sol de Jaignes est trop propre à la production du blé pour que la culture de cette céréale n'y remonte pas très-haut. En 1315, l'abbesse de Soissons imposait à son fermier l'obligation de faire, par chaque période de trois ans, un blé d'hiver et un blé de mars.

La production du blé n'a pas diminué, même depuis que les plantes oléagineuses, textiles et sucrières, se sont introduites dans notre contrée. Aujourd'hui, sur un territoire de 1.011 hectares, dont 850 en terres labourables, Jaignes cultive, année moyenne, 254 hectares en blé, 9 hectares en seigle et orge, 250 hectares en avoines; plus 80 hectares en betteraves, 150 hectares en

(1) Ces trois fermes étaient : 1^o Celle de l'Abbaye, près l'église; 2^o Celle de la Place, appartenant depuis longtemps à la famille de Grandmaison; 3^o et la ferme d'En-Haut, ayant appartenu en 1709 à Simon de Molignon, et en 1791 à la famille Vasson. Antérieurement à ces dates, il existait aussi une ferme dite de la Reine, dans une pièce de terre attenant au jardin de l'école (Terrier de 1755).

luzerne, trèfle et sainfoin, 15 hectares en pommes de terre (1). Le surplus est en jachère, et sur partie de cette jachère s'ensemencent des maïs et autres fourrages annuels.

La vigne tend à disparaître entièrement du terroir de Jaignes. Il en existait 62 arpents en 1772, 40 arpents en 1789 ; il en existe à peine 4 hectares aujourd'hui. Une série continue de mauvaises récoltes a découragé les propriétaires, qui ont arraché leurs plants.

Nous regrettons de ne pas voir se développer à Jaignes la culture des abeilles ; elle y serait favorisée par le voisinage des deux rûs des Saintes et du Pressoir et par l'abondance des sainfoins.

La population de Jaignes s'est de tout temps adonnée à l'agriculture ; il n'y a jamais existé d'autre commerce ou industrie que le commerce et l'industrie nécessaires aux besoins journaliers de la localité. Il se trouvait toutefois sur le terroir de Jaignes un moulin appartenant au prieuré de Grandchamp. Nous en parlerons dans la notice consacrée à ce prieuré.

CHAPITRE VI.

BIENS COMMUNAUX. — IMPOTS.

Biens et revenus communaux. — Comptes du receveur. — Impôts avant et après 1790 ; impôts à ce jour. — Sous-répartition de 1854 : allègement qui en est résulté.

La communauté des habitants de Jaignes était propriétaire d'une pièce de terre et plantation de 2 hectares 42 ares 59 centiares sur le terroir de la paroisse, à Marne, près le bac de Tancrou. Il ne paraît pas qu'il lui ait jamais appartenu d'autres communaux ; car en 1793, lorsque la loi invita les communes à rechercher et à revendiquer les biens dont elles avaient pu être dépouillées par l'effet de la puissance féodale, le Conseil général de Jaignes députa à Paris deux de ses membres pour faire les recherches nécessaires ; mais ni à la chambre des comptes, ni au bureau des archives, ni dans aucun autre dépôt public, les délégués ne trouvèrent trace d'autre propriété que de la pièce indiquée plus haut

(1) Les fermes de la commune de Jaignes cultivent une étendue assez considérable de terres sur les terroirs voisins : il ne s'agit ci-dessus que du terroir même de Jaignes.

pour laquelle il avait été payé, en 1673, 40 livres comme droits de nouveaux acquets (1).

Elle était louée, en 1780, 121 livres par an. Les 14 et 21 pluviôse an 2, une double assemblée des habitants de Jaignes se prononça contre le partage en nature de ce terrain. La loi du 20 mars 1813, sur les biens communaux, le transféra à la caisse d'amortissement, à la charge par elle de fournir à la commune de Jaignes une rente 5 % sur l'Etat, proportionnée au revenu net de l'immeuble, et il fut vendu à la requête de la caisse d'amortissement le 1^{er} octobre 1813, moyennant 4,000 francs (2).

La rente allouée à la commune en échange de son terrain fut de 91 francs. Elle est représentée par 81 francs 3 % sur l'Etat par suite tant de la conversion du 5 % que de la consolidation faite en 1862 du 4 1/2.

Les revenus communaux étaient, comme on le sait, perçus par un receveur nommé en assemblée de paroisse sous la présidence du syndic.

Le 22 mars 1770, Agnès Leduc, veuve Jullien, rendit le compte de la recette que son mari et elle avaient faite des revenus communaux depuis et y compris l'année 1736 jusqu'au 11 novembre 1769, et des dépenses jusqu'au même jour ; la recette montait pour 34 ans à 2,371 livres, soit environ 70 livres par an et la dépense à 2,326 livres 4 sous ; ce compte approuvé d'abord par

(1) Cependant nous trouvons dans une notice sur Changy, publiée par M. G. Réthoré en 1879 (Almanach du département de Seine-et-Marne), la mention suivante :

En 1249 une grande contestation s'éleva entre les hommes de Changy et les hommes de Jaignes touchant le mode de jouissance d'une prairie commune située sur les bords de la Marne en face d'Armentières. Le chapitre prit fait et cause pour ses hommes, et l'abbesse de Notre-Dame de Soissons soutint ses serfs de Jaignes (de Jehengniis). On s'en remit au jugement arbitral du doyen de Meaux, du prieur de Grand-Champ, du curé de Jaignes, de Thomas, de Jaignes, chevalier, de Pierre, dit Frontars, maire de Chailly et de Jean, maire de Changy. Ceux-ci décidèrent que dorénavant les bœufs, les vaches et les chevaux de Jaignes pourraient aller paître sur la part des habitants de Changy après la fauchaison et jusqu'à la mi-mars seulement : deux grosses pierres furent posées pour délimiter les parts respectives. La ligne formée par ces pierres se trouvait dans la direction de la maison de Verdelon, d'Armentières ; il fut défendu aux montons et aux pores de Jaignes d'entrer dans aucune partie des prés de Changy. Les mêmes droits et les mêmes défenses furent stipulées pour ceux de Changy. Toutefois cette décision ne paraît pas avoir eu fait les plaideurs, car cette même année eut lieu un nouvel arbitrage touchant le même objet ». Nous ignorons ce qu'est devenue la prairie dont parle M. Réthoré.

2) La loi du 20 mars 1813 ne s'appliquait pas à tous les biens communaux. Elle faisait exception pour les bois, les pâtis, pâturages, tourbières et autres dont les habitants jouissaient en commun.

l'assemblée des syndic, curé, marguilliers et habitants de Jaignes, le 23 mars 1770, fut le 27 mai suivant définitivement arrêté par l'intendant Berthier de Sauvigny. Le compte des 12 années de 1769 à 1780, dont l'original existe aux archives de Seine-et-Marne (1) fut rendu en 1781 par un sieur Gibert; la recette s'élève à 1,436 l. 16 s. Les dépenses portent sur des réparations à l'église, le prix de la refonte des cloches, les vingtièmes et la levée du milicien de 1776 à 1780.

Nous avons dit plus haut que la communauté de Jaignes possédait en outre 45 livres 5 sous de rente sur les aides et gabelles, légués aux pauvres par Jean-Dominique Duchesne en 1779. Nous ignorons ce que cette rente est devenue.

On sait que quand des besoins imprévus, excédant les ressources communales, survenaient, il était, après assemblée de paroisse et approbation de l'intendant, dressé un rôle spécial repartissant entre les contribuables la somme votée par l'assemblée de paroisse. C'étaient des charges accidentelles. Nous n'en avons point trouvé d'exemple à Jaignes.

Une charge annuelle était celle des impôts levés au nom du roi; ils s'élevaient pour l'année 1772 aux sommes suivantes :

Taille y compris 43 livres 15 sous revenant au collecteur, à raison de 6 deniers par livre et 2 livres pour droit de quittance.	1,795 liv. 15 s.
Capitation : principal.	820 liv.)
4 sous par livre.	164 liv.)
Imposition particulière et militaire	720 liv. »
Total (2).	<u>3,499 liv. 15 s.</u>

Le chiffre de la taille était le même qu'en 1771 et en cette dernière année le total se répartissait ainsi qu'il suit :

	Contenance en arp.	Revenus.	Taille.
La veuve Nicolas Jullien pour ses deux fermes	241	1,811 l. »	419 l. 10
La veuve Nicolas-Paul Jullien pour une ferme et dîme	258	3,763 »	918 »
A reporter.	499	5,574 l. »	1,337 l. 10

(1) E. 1912.

(2) Nous expliquerons dans la notice sur Lizy comment se recouvraient ces impôts. A Jaignes, Nicolas Jullien et sa veuve avaient rempli la fonction de collecteur de 1763 inclusivement, à 1771, aussi inclusivement; en 1772 il était dû à leurs successions 1,180 livres 3 sous non recouvrées et dont ils avaient dû faire l'avance au roi sous peine de contrainte par corps.

Report.	499	5,574 l. »	4,337 l. 10
La veuve Lemerle locataire de.	44	345 »	73 10
Antoine Pierre, dîme et location de	30	297 »	68 10
Etienne Cabuzet	10	88 »	20 05
Nicolas Pierre, dîme novale.	10	119 10	27 10
Nicolas Regnault	33	243 »	56 »
Totaux.	626	6,847 l. 10	4,589 l. 05
Mabile pour le moulin		300 »	70 »
59 habitants manouvriers à 2 livres			
6 sous 3 deniers chacun			436 l. 10
Total de la taille.			<u>1,795 l. 15</u>

Outre ces impôts, il y a lieu de mentionner une charge qui à la différence de ceux-ci ne pesait pas sur l'exploitant ni sur la personne, mais sur le sol même, c'est-à-dire sur le propriétaire : les dîmes grosses et menues. Les biens de l'église en étaient, nous le savons, généralement exempts, et à Jaignes, le domaine de l'abbaye de Soissons n'y était pas soumis, non plus que le domaine de la Cure ; quoi qu'il en soit, les grosses dîmes du terroir représentaient en 1780 (le chapitre de Meaux en affermais le tiers moyennant 430 livres), 4,290 livres (1). Les menues dîmes avec les dîmes vertes et de basse-cour, rapportaient en 1789, non compris les dîmes de vin, environ 300 livres.

De plus il était dû au roi un impôt sur le revenu appelé 20°, mais qui dépassait sensiblement cette proportion. En 1768, la ferme de Laplace, à Jaignes, sur un fermage de 900 livres a eu à payer 90 livres 18 sous ; en 1771, 109 livres 5 sous ; en 1774 et 1775 sur 950 livres de fermage, 143 livres chaque année, soit plus du septième (2).

Nous n'avons pas besoin de rappeler que les impôts étaient alors pour la plupart inégalement répartis ; qu'il existait au profit de nombreuses catégories de personnes des exemptions qui aggravaient le fardeau des autres. C'est ainsi qu'en 1661 Jean Regnault,

(1) Lorsque la dîme fut abolie, les fermiers durent tenir compte au propriétaire de la valeur qu'elle représentait. Ainsi, pour la partie des terres de Coucy appartenant au duc de La Rochefoucauld, Jullien, fermier, tenait compte de 100 livres par an, comme valeur de la dîme.

(2) Un autre impôt était relatif à la milice : Jaignes a payé en 1735 pour l'habit et le fournement des miliciens 30 livres ; en 1744 même somme pour même cause ; de 1750 à 1759, 94 livres 2 sous 9 deniers ; de 1766 à 1769 inclus pour le petit équipement de miliciens, 44 livres 13 sous 9 deniers ; pour 1781 et 1782, 69 livres 10 sous.

fermier de l'une des fermes de l'abbaye de Soissons, invoqua, pour s'affranchir de la taille, sa qualité d'élu en l'élection de Meaux. Aussitôt Charles Carriat, laboureur à Jaignes, faisait sommation à Jean Berthelot et Simon Morry, assesseurs et collecteurs des tailles pour 1661, d'avoir à comprendre au rôle Jean Regnault nonobstant sa prétention et à l'imposer pour la ferme de l'abbaye et la dime du chapitre de Meaux, leur déclarant que, faute de le faire, il les prendrait à partie, et recusant le tribunal de l'élection de Meaux dont Jean Regnault était membre, il se faisait autoriser à l'appeler avec les collecteurs devant la cour des aides.

Quoi qu'il en soit, voici quels ont été les impôts payés à Jaignes durant les cinq dernières années qui ont précédé l'établissement du nouveau système de l'assiette de l'impôt, non compris les vingtièmes qui étaient à la charge directe de chaque propriétaire, l'impôt des miliciens supporté par les revenus communaux, ni les autres charges communales.

1786	4,625 livres.	
1787	4,755 liv.	
1788	4,755 liv.	
1789	4,868 liv.	11 sous 6 deniers.
1790	4,611 liv.	10 s. 10 den.

La loi du 23 novembre et 1^{er} décembre 1790 établit la contribution foncière « la seule, dit l'instruction, dont les propriétés foncières doivent être désormais chargées pour les dépenses générales de l'Etat ». Elle fut fixée à 240 millions pour la France entière.

La commune de Jaignes eut à supporter de ce chef pour son territoire entier, y compris les propriétés précédemment privilégiées et exemptes :

En 1791	7,813 l. 1 s.
En 1792 , ...	9,221 2
En 1793	9,339 »

Une autre loi du 13 février 1791 établit la contribution mobilière fixée à 60 millions pour tout le royaume. Jaignes paya en 1791, 615 livres 5 sous (1).

(1) Le département de Seine-et-Marne fut imposé pour 1791 en principal :	
Pour la contribution foncière à	5,450,800 livres.
Pour la contribution mobilière à	4,200,200
Total.	<u>6,651,600 livres.</u>

Pour 1881, le contingent en principal du département de Seine-et-Marne a été celui-ci :

Enfin, pour mentionner toutes les contributions directes, la loi du 2 mars 1792, en abolissant les droits d'aide, les maîtrises et les jurandes, créa la contribution des patentes; Jaignes eut à payer pour cet objet en 1791, 165 livres; en 1792, 204 livres 14 sous.

Nous ne nous arrêterons pas ici à expliquer les chiffres de ces impôts ni à les rapprocher des chiffres des impôts actuels; cette étude pourra être l'objet d'un travail spécial. Nous nous contenterons de dire que, lorsque la Constituante a fixé à 240 millions les contributions foncières du royaume entier, ce chiffre représentait d'après ses calculs le total des impôts payés alors, sous le nom de taille, de 20^e, etc., et nous ferons remarquer que la base de l'impôt a été entièrement changée. Tandis que la taille atteignait le laboureur, le commerçant, l'artisan, l'ouvrier dans leur exploitation agricole, leur commerce, leur industrie, leur travail journalier, l'impôt foncier fut établi directement sur les immeubles eux-mêmes.

Il ne s'agit ci-dessus, pour la contribution foncière, que de ce que nous appelons le principal, c'est-à-dire de ce qui revient à l'Etat. Le budget communal et le budget départemental venaient de naître et réclamaient leurs ressources; l'impôt foncier y contribuait pour les sommes suivantes :

	Département et district.	Charges locales.
En 1791 . . .	1,082 liv. 1 s.	278 liv. 15 s. 6 d.
1792 . . .	1,253 l. 9 s.	263 l. 12 s. 3 d.
1793 . . .	1,406 l. 11 s.	390 l. 14 s. 7 d.

Jaignes qui payait en 1791 pour le principal de l'impôt foncier 7,813 liv. 1 sou ne payait plus en 1814 que 6,112 fr. et en 1821 que 5,669 francs.

Une nouvelle étude des revenus imposables ayant eu lieu dans la France entière, la loi du 30 juillet 1821 consacra un dégrèvement de plus de 13 millions qui réduisit à moins de 155 millions la contribution totale fixée d'abord à 240 millions.

Ainsi la portion des contributions foncières revenant à l'Etat a diminué successivement.

Contribution foncière	3,052,486 fr.
Personnelle et mobilière	653,546
Portes et fenêtres	406,378
Total	<u>4,112,410 fr.</u>

La différence est sensible.

Les charges départementales et communales ont au contraire sensiblement augmenté d'année en année et sans avoir à les suivre pas à pas, voici quel est pour 1881 le total des trois premières contributions directes de la commune de Jaignes, comprenant aujourdhui, ne l'oublions pas, 1.011 hectares, dont 978 hectares 03 sont imposables.

	Etat.		Département.		Commune.	
Contribution foncière	5,867 fr. 04		3,202 fr. 21		3,242 fr. 20	
Contribution personnelle et mobilière .	687	82	321	78	327	33
Portes et fenêtres. .	538	36	145	81	245	23
	<u>7,113 fr. 22</u>		<u>3,669 fr. 80</u>		<u>3,814 fr. 78</u>	

Soit au total 14,597 fr. 80 c. dont plus d'un quart profite directement et immédiatement à la commune et dont un autre quart dévolu au département lui profite également par voie indirecte.

Jaignes est du reste une des communes du canton de Lizy où le chiffre des centimes additionnels est le moins élevé.

Il n'était que de 36 en 1879, de 43 en 1880, tandis que la moyenne pour les 23 communes du canton de Lizy dépasse 80.

La 4^{me} contribution directe (patentes) a produit à Jaignes en 1881, 464 fr. 73 c. et les prestations 1.841 fr. 25 c.

Le total est en conséquence de 16.920 fr. 33 c.

Les revenus imposables attribués à Jaignes en 1854, lors de la sous-répartition foncière opérée dans le département de Seine-et-Marne, ont été déterminés ainsi qu'il suit :

	Contenances et nombre.		Prix moyen par hectare.
Terres	845 hectares.		54 francs.
Vignes	13	—	43 —
Prés	10	—	76 —
Bois	76	—	52 —
Friches	17	—	3 —
Jardins	12	—	100 —
Sols	5	—	83 —
Maisons et usines. .	143	—	40 —

Et se sont élevés à 63.562 francs.

Le contingent de la commune de Jaignes fixé à 6.863 fr., avant ce travail, a été réduit à 5.326 fr. Mais la mesure n'ayant été appliquée que pour 3/5, le contingent est resté à 5.930 fr. 80 c. Il n'en est pas moins résulté pour la commune de Jaignes un allègement d'impôt de 922 fr. 20 c. en principal qui, si

l'on tient compte des centimes additionnels départementaux, centimes spéciaux, etc., dépasse 4.600 fr. par an (1).

En terminant, faisons remarquer que durant les cinq dernières années de l'ancien régime, la moyenne de l'impôt royal pour Jaignes, comprenant alors à peine 500 hectares, a été de 4.723 livres, représentant environ 9.500 francs en monnaie d'aujourd'hui, et que le principal, tant de l'impôt foncier pour le territoire actuel (près de 1.000 hectares), que de l'impôt personnel et mobilier et des portes et fenêtres, dépasse à peine 7.000 francs ; de ce chef, la différence est de plus de moitié.

CHAPITRE VII.

INSTRUCTION (2).

Il n'est pas possible de préciser l'époque du premier établissement d'une école primaire à Jaignes ; nous en trouvons la mention dans les plus anciens registres de paroisse remontant au commencement du xvii^e siècle.

Nous dirons ailleurs ce qu'à cette époque signifiait le titre de maître d'école, comment il était subordonné à celui de clerc paroissial, et quel enseignement on pouvait attendre du maître ; nous passerons immédiatement aux dernières années du xviii^e siècle.

Le 24 octobre 1779 fut nommé maître d'école et clerc paroissial à Jaignes, Pierre Marcou ; voici, textuellement, le procès-verbal de sa nomination qu'il nous paraît intéressant de reproduire en entier :

« L'an mil sept cent soixante-dix-neuf, le vingt-quatre du mois d'octobre, vingt-deuxième dimanche d'après la Pentecôte, à l'issue de la messe paroissiale, dite et chantée à la manière ordinaire, Nous M^{re} Nicolas Mocquet, prêtre, curé de la paroisse de Sainte-Geneviève de Jaignes, le sieur Jacques-Nicolas-Paul Jullien, receveur

(1) Voir l'ouvrage de M. Frédéric Benoist, conseiller général : *De la sous-répartition foncière en Seine-et-Marne*.

(2) Le présent chapitre est extrait d'un travail très-complet et très-conscientieux fait par M. Adrien en vue de l'Exposition universelle de 1878 et qui a valu à son auteur une mention honorable du ministre de l'instruction publique. On y trouve l'indication d'une excellente organisation pédagogique et une foule de détails dans lesquels il ne nous est pas possible d'entrer. (*Note de M. Benoist*)

de la terre et seigneurie de madame l'abbesse de Notre-Dame de Soissons, marguillier, receveur de la fabrique et syndic de ladite paroisse, Marie-Anne Duchêne, veuve Jullien, laboureuse de la dite paroisse, absente mais consentante, Nicolas Mabile, meunier des moulins de Jaignes, et la plus grande partie des habitans présens et assemblés à la porte du chœur de l'église, au son de la cloche, à l'effet de procéder à la réception d'un maistre d'école et clerc paroissial. Entre quatre qui se sont présentés, la pluralité des voix et des signatures a été en faveur de Pierre Marcou, natif d'Armentières, ci-devant maistre d'école à Tigeaux depuis quatre ans, comme le trouvant le plus capable de remplir les conditions de maistre d'école. Et par ce présent acte, nous le recevons pour en faire toutes les fonctions ainsi qu'elles se sont faites ci-devant aux conditions qui suivent : C'est à savoir, nous curé, marguillier et habitans, accordons qu'il sera pris sur notre fabrique, par chacun an, la somme de quarante-trois livres dix sols pour ses gages. Nous susdits habitans nous obligeons en outre, savoir : nous laboureurs, de donner audit maistre d'école, par chaque an, la somme de trois livres par charrue, et nous manouvriers, par ménage, la somme de douze sols, et nous veuves, la somme de six sols, et de plus l'eau bénite tous les dimanches, ainsi qu'on l'a donné ci-devant.

» Et moi Pierre Marcou, maistre d'école, m'oblige de servir ladite fabrique, de faire toutes les fonctions de clerc paroissial et de maistre d'école aux conditions ci-dessus énoncées ; et m'oblige en outre de me loger à mes dépens sur les quarante-trois livres 10 sols que la fabrique me donne pour mes gages par chaque an, de conduire l'horloge de la paroisse gratuitement, de gratter les allées du cimetière trois fois l'année et aurai, pour ce, l'herbe du cimetière, de balayer l'Eglise tous les samedis et veilles de bonnes fêtes, de houcher les araignées, en un mot de la tenir proprement, de sonner l'angelus depuis la Toussaint jusqu'au premier de mars le matin à cinq heures et à sept heures du soir, et depuis le premier mars jusqu'au premier de novembre à quatre heures du matin et à huit heures du soir.

» Et en outre m'oblige de faire l'école depuis la Toussaint jusqu'à la fête de Saint-Jean-Baptiste, pourvu que le nombre des enfans soit au moins de huit. Le présent fait double et signé réciproquement l'an et jour que dessus. »

Et ont signé au bas : Mocquet, curé, Jullien, Mabile, Pierre,

Lépine, Renoux, Jean Boisard, Jean Bouché, Pierre-Nicolas Gaitre, Thomas Coquelet, Claude Mireaux, Jean Le Long, François Le Long Antoine Fournier, Philippe Lefèvre, Louis Picard, Jacques Fabert et Pierre Marcou, clerc paroissial de Jaignes.

Nous ferons au sujet de ce procès-verbal les remarques suivantes : l'instituteur était nommé en assemblée de paroisse, après examen et concours, à l'issue de la messe ; c'était l'heure généralement choisie pour les assemblées de paroisse, et en ce cas particulier, le futur maître d'école, qui avait charge de chanter au lutrin, avait pu se faire entendre et se faire juger sur ce point important durant la célébration de l'office.

Le traitement de l'instituteur clerc-paroissial se composait de 43 livres 10 sous que lui accordait la fabrique, du produit de la rétribution scolaire qui était de 10 sous et de 3 sous suivant que les enfants écrivaient ou non, de la taxe par ménage et par charrue indiquée dans le procès-verbal, représentant environ 60 livres et du produit de la distribution de l'eau bénite. Cet usage était que chaque dimanche le maître d'école parcourait le village un bénitier d'une main et un grand panier de l'autre, et, entrant dans chaque maison, y donnait l'eau bénite et recevait en échange un morceau de pain ou quelque menue monnaie. Cette rétribution accessoire, qui malgré ce qu'elle a de peu digne, sinon d'humiliant, s'est conservée jusqu'à 1848, produisait à Jaignes près de 250 francs par an, en sorte qu'à la fin du siècle dernier, le traitement de l'instituteur pouvait être évalué à près de 450 livres.

Un autre usage valait au maître d'école quelques dîners : il apprenait à certains de ses enfants les antiennes qui se chantent à l'église durant les neuf jours précédant la fête de Noël et qui commencent par O ; en récompense, les parents invitaient à leur repas le maître d'école, dont on disait, par jeu de mots, qu'il allait ronger les os.

Le traitement principal du maître d'école fut porté au minimum de 500 livres en 1794, et Pierre Marcou, qui, le 16 mars 1794, avait dû se faire agréer à nouveau par la commune de Jaignes, suivant les dispositions du décret de la Convention nationale du 29 frimaire an II, toucha cette somme pendant plusieurs années.

Un arrêté du préfet de Seine-et-Marne, en date du 19 fructidor an X, pris en exécution de la loi du 11 floréal précédent, décida que le traitement de l'instituteur se composerait du logement à

fournir par la commune ou d'une indemnité en tenant lieu, et de la rétribution scolaire réglée par chaque conseil municipal. Celui de Jaignes fixa la rétribution à 75 et à 50 centimes. Ce traitement étant notoirement insuffisant, il avait été décidé, le 11 messidor an XIII, que chaque ménage paierait, en outre, 1 franc, et les cultivateurs 3 francs par charrue ; cette délibération ne fut pas approuvée, mais n'en reçut pas moins, en fait, son exécution durant assez longtemps.

En 1830, le traitement, y compris le produit de l'eau bénite, atteignait, mais ne dépassait guère 600 francs. La loi du 28 juin 1833 améliora cette situation, et la rétribution scolaire ayant été d'ailleurs successivement augmentée, le traitement de l'instituteur en 1842 était d'environ 875 francs, en y comprenant 30 francs pour le casuel de l'église. En 1865, il était de 1.060 francs.

Nous savons qu'aujourd'hui, en vertu de la loi du 19 juillet 1875, le minimum du traitement de l'instituteur est de 900 francs à 1.200 francs, suivant celle des quatre classes à laquelle il appartient ; la commune de Jaignes votant un supplément de 300 francs, le traitement de l'instituteur actuel, qui est de 1^{re} classe, s'élève, y compris le secrétariat de la mairie, le cours d'adultes, et les 100 francs alloués à la maîtresse de couture, femme de l'instituteur, à environ 1.800 francs.

La rétribution scolaire, périodiquement augmentée, était de 1 franc et 1 franc 50, suivant l'âge des élèves. La loi du 16 juin 1881 vient de la supprimer à compter du 1^{er} juillet 1881 et établit la gratuité absolue de l'enseignement primaire.

La salle où se faisait l'école se trouvait, de 1753 à 1792, dans une cour donnant sur la rue de Tancrou, près la rue du Moulin ; la paroisse avait compris qu'il importait de posséder pour ce service un local qui lui appartint, et elle avait obtenu du couvent de Soissons (acte Picart, notaire à Lizy, du 5 mars 1779), la concession, moyennant six deniers de surcens par an, d'un terrain en pointe de 7 perches $\frac{1}{3}$ au bout du jardin du presbytère, appelé le heurt, où devait être construit un logement convenable pour le maître d'école ; mais cette construction ne fut pas faite, et, après plusieurs déplacements, la classe fut transférée, en 1812, dans un bâtiment situé à l'angle de la rue de l'Eglise et de la rue de l'Abbaye, dépendant du presbytère auquel il est réuni de nouveau aujourd'hui. Malgré diverses améliorations successives, le logement de l'instituteur dépourvu de jardin était insuffisant, et plus

insuffisante encore la classe qui réunissait parfois 40 à 45 élèves sur une surface de 24 mètres carrés avec 2 mètres 63 seulement de hauteur sous plafond.

En 1861, l'instituteur et la classe furent installés définitivement dans un local dont une partie a été reconstruite à neuf, situé dans la rue de l'Abbaye, avec cour et jardin de 8 ares 80 centiares. La classe présente une superficie de 43 mètres carrés et un cube de 151 mètres 180. La dépense totale, y compris la construction de murs autour du jardin, s'est élevée à 10.000 francs, supportée en entier par la commune, sauf une subvention de 1.200 francs allouée par l'Etat et 100 francs obtenus du département.

Le mobilier scolaire est de l'ancien modèle : tables à bancs continus et fixes.

Le matériel d'enseignement, cartes géographiques, compendium métrique, tableaux de poids et mesures et autres, sphère, ne laisse rien à désirer. M. Adrien, instituteur actuel, y a joint, pour les leçons de choses, un musée qu'il accroît chaque jour.

La fréquentation étant devenue obligatoire, le nombre des élèves inscrits (qui comprend tous les enfants en âge de venir à l'école), est de 45, de 5 ans à 13 ans.

Il n'y a pas de salle d'asile à Jaignes.

Les succès répondant aux soins et aux efforts du maître, il a été délivré à l'école de Jaignes, de 1872 à 1881 inclus, douze certificats d'études primaires (1), et une élève préparée pour l'école normale, Marie Duval, a été admise première en 1875. Bien que la commune de Jaignes possède des hameaux éloignés du chef-lieu, elle occupe le troisième rang des communes du canton, quant au nombre de certificats d'études primaires comparés à la population scolaire.

M. Adrien a établi, en 1877, une caisse d'épargne scolaire pour laquelle il a fait un règlement spécial. Cette excellente institution a été favorablement accueillie par l'autorité locale et les familles. Au 1^{er} janvier 1881, cette caisse comptait vingt-six élèves possédant un livret de la grande caisse d'épargne et le montant des sommes versées était, à la même époque, de 1.675 fr. 20.

Un cours d'adultes gratuit ouvert en 1863 réunit pendant les mois de novembre, décembre et janvier, de douze à quinze élèves chaque année.

(1) 1872, Mortier Achille ; 1875, Marcou Gabriel, Adrien Paul, Duval Marie, Goujon Hélène ; 1876, Touprie Albertine, Adrien Marie ; 1877, Adrien Gabrielle, Duval Eugénie ; 1879, Conflans Ulysse ; 1880, Lelong Louis ; 1881, Pierre Amédée.

L'instituteur actuel, qui a créé un jardin fruitier modèle, enseigne à ses élèves la greffe, la taille, la conduite des arbres et les autres travaux horticoles. La génération qui arrive à l'âge viril a presque tout entière reçu ses excellentes leçons. Les expositions de ses produits lui ont valu, de la part de la Société d'horticulture de Meaux, en 1871, un 2^e prix, avec médaille d'argent; en 1875, un 1^{er} prix, aussi avec médaille d'argent; en 1877, un grand prix, avec semblable médaille; en 1879, un 1^{er} prix, avec médaille en vermeil, et en 1881, une nouvelle médaille en vermeil. En 1883, la Société des agriculteurs de France lui a décerné une de ses principales récompenses.

L'école possède une bibliothèque fondée le 1^{er} janvier 1870, sur l'initiative de l'instituteur, et grâce à la générosité d'une personne amie de l'instruction; elle a reçu depuis des dons du ministère. Elle compte aujourd'hui 131 volumes de lecture; le nombre des prêts qui, en 1874 était de 149, en 1877 de 193, est tombé en 1880 à 35. Le goût de la lecture s'est ranimé depuis que la bibliothèque circulante, récemment fondée dans le canton de Lizy, a fait son apparition à Jaignes.

Il ne s'est pas trouvé un seul illettré sur les 21 conscrits de la commune qui ont fait partie des huit classes de 1872 à 1879.

Le tableau suivant donnera un aperçu du progrès de l'instruction depuis 1700 :

TABLEAU faisant connaître le nombre des illettrés, d'après les actes de mariage, et évaluation en tant pour 100, par périodes de 20 ans, de 1700 à 1879 compris.

INDICATION DES PÉRIODES de 20 ans	NOMBRE des MARIAGES	CONJOINTS QUI ONT SIGNÉ		CONJOINTS QUI N'ONT PAS SIGNÉ		ÉVALUATION par 100 DES ILLETTRÉS	
		hommes	femmes	hommes	femmes	hommes	femmes
1700 à 1719	47	28	9	19	38	40.42	80.85
1720 à 1739	43	24	11	19	32	44.18	74.41
1740 à 1759	42	31	9	11	33	26.19	78.57
1760 à 1779	54	38	13	16	41	29.62	75.92
1780 à 1799	56	38	18	18	38	32.14	67.85
1800 à 1819	48	30	14	18	34	37.50	70.83
1820 à 1839	64	45	31	19	33	29.68	51.56
1840 à 1859	68	61	52	7	16	10.28	23.52
1860 à 1879	53	49	46	4	7	7.55	13.20

Il est à propos de faire observer que parmi les illettrés qui figurent dans la dernière période de 1860 à 1879, deux hommes seulement et une femme sont natifs de Jaignes ; de sorte qu'en réalité l'évaluation par cent serait, pour les hommes, de 3.78 au lieu de 7.55, et pour les femmes de 1.89 au lieu de 13.20 (1).

CHAPITRE VIII.

JAIGNES DURANT LA RÉVOLUTION.

Première municipalité de Jaignes. — Serment fédéral, Paul Jullien ; réquisitions ; enrôlements volontaires ; gelée des vignes ; détresse générale ; comité de surveillance ; brûlement des titres féodaux ; suppression de la fête des Rois ; garde nationale.

Lorsque le décret du 14 décembre 1789 supprima les anciennes municipalités existant sous le nom de mairies, hôtels de villes, échevinats, consulats et autres, et en constitua de nouvelles sous la dénomination uniforme de maires, officiers municipaux et notables composant le conseil général de la commune, les citoyens actifs (2) de Jaignes nommèrent pour maire Paul Jullien, pour officiers municipaux Nicolas Pierre et Claude Mireaux, et pour procureur de la commune Leconte, ancien greffier de la justice et mairie de Jaignes.

C'est cette municipalité qui, le 14 juillet 1790, prêta avec tous les citoyens de la commune le premier serment de la fédération, reproduisant la miniature de l'immense et enthousiaste solennité du Champ-de-Mars de Paris.

Jaignes eut l'heureuse fortune de trouver en Paul Jullien un maire actif, dévoué, distingué. Grâce à une autorité incontestée reposant sur un grand esprit de justice et de bonté, il sut préserver Jaignes de tout désordre et y maintenir une entière sécurité ;

(1) Il est juste de dire que les progrès accomplis à Jaignes depuis 1860 sont dus surtout au zèle éclairé et infatigable de l'instituteur actuel, M. Adrien. L'administration a reconnu ce zèle en lui accordant, en 1873, une mention honorable, en 1886, une médaille de bronze, en outre de la mention honorable accordée par le ministre de l'instruction publique, en 1878, à l'occasion de l'Exposition universelle. (Note de M. Benoist.)

(2) Étaient citoyens actifs et électeurs des municipalités les Français âgés de 25 ans, domiciliés dans la commune depuis un an, payant une contribution directe de la valeur locale de trois journées de travail et n'étant pas serviteurs à gages.

aussi fut-il constamment investi des fonctions de maire de 1789 au 3 décembre 1813, jour de son décès (1), sauf de novembre 1791 à novembre 1792, où il fut remplacé par Nicolas Potonnier. Il fit face à toutes les circonstances avec une remarquable équité. La répartition qu'il établit, avec l'assistance du conseil, des réquisitions qui s'adressaient à Jaignes, ne souleva jamais aucune réclamation. Ces réquisitions, comme partout ailleurs, étaient incessantes : chevaux et voitures pour le transport des vivres ; équipements et harnachements de toute espèce pour l'armée, tels que cuirs, éperons, couvertures, brides, sangles, peaux de moutons ; matières pour fabrication des armes et munitions de guerre : plomb, cuivre, salpêtre, cendres, bois de cornouiller ; vivres de toute sorte : blé, seigle, avoine, farine, fourrage, etc. ; rien n'était à personne, tout à la patrie ; les visites domiciliaires se succédaient sans relâche, chacun devant fournir l'état des ressources de sa maison et livrer ce qui lui était demandé.

N'oublions pas la réquisition des hommes eux-mêmes : Jaignes se montra animé d'un zèle vraiment patriotique ; le 19 mars 1793, six hommes lui sont demandés ; sept s'enrôlent aussitôt : Augustin Pierre, Charles-François Bellot, François-Louis Pierre, Louis Germain, Pierre-Augustin Montalant, Mathieu Pierre, Jean-François Lacaille ; et le Conseil général vote 600 livres pour leur mise en route. Le 28 août précédent, Paulin-Pierre Lelong s'était également enrôlé. En l'an 2, la petite commune de Jaignes d'environ 320 habitants, avait fourni pour la défense du sol national 22 de ses enfants ; peu de communes rurales peuvent se glorifier d'une plus belle offrande à la patrie (2).

La nation devait venir en aide aux familles pauvres de ses soldats et en l'an 3, il se distribuait à Jaignes à ce titre 435 livres par trimestre. Ces secours étaient bien nécessaires ; les vignes de

(1) Il fut nommé membre du Conseil de l'arrondissement de Meaux par décret impérial du 11 juillet 1811, chevalier de l'ordre du Lys en 1814. Il reçut de l'administration de nombreuses missions pour lesquelles il n'épargna ni son temps, ni ses peines, et fut un de ses auxiliaires les plus éclairés. La municipalité de Jaignes ferait acte de justice en donnant à une des rues du village le nom de cet administrateur ou en rappelant de toute autre façon son souvenir à la reconnaissance des habitants.

(2) En outre de ceux déjà désignés se trouvaient François Michon, Charles-Eloi Michon, Antoine-Nicolas Vienne, Louis-Nicolas Patout, Louis-Prosper Gautier, Jacques Patout, Antoine-Pierre Boisard, Nicolas Blavot, Hubert Delinge et Jean-Louis Delinge, frères, Claude-François Lelong, Joseph Lelong, Simon-Basile Fournier, Claude-Honoré Fournier.

Jaignes qui étaient alors une précieuse ressource pour les habitants avaient été gelées pour la 3^e fois dans l'hiver de 1792 à 1793. Chaque arpent ne devait produire que 2 pièces de vin au lieu de 7 ou 8; et le vin se vendait de 80 à 100 livres la pièce. Beaucoup devaient s'en priver.

A ces causes de gêne, s'ajoutaient les charges en argent : la loi du 3 septembre 1793 avait décrété un emprunt forcé d'un milliard sur tous les citoyens riches et le décret du 3 septembre suivant en avait réglé l'exécution : bien que ne s'adressant qu'à la partie la plus aisée de la population, cette mesure atteignait indirectement la population entière, et le nombre des mendiants, qui à Jaignes en 1790, sur 323 habitants, était de 40, non compris 70 mendiants étrangers parcourant la paroisse chaque semaine, s'était accru sensiblement.

Dès 1790, l'Assemblée Constituante avait voté pour l'établissement d'ateliers de charité une somme de 6,640,000 livres à répartir entre les 83 départements, à raison de 80,000 livres pour chacun d'eux. Les 3,000 livres, accordées aux 27 communes composant alors le canton de Lizy, avaient été rapidement employées.

En vain la Convention avait eu recours à la mesure extrême du maximum et prononcé les peines les plus sévères contre ceux qui vendraient leurs grains ailleurs que sur le marché (lois du 4 mai et 11 septembre 1793) (1). En vain la loi, pour assurer l'exploitation de la récolte, fixait le prix des salaires, gages et journées de travail en ajoutant moitié au taux librement consenti en 1790 (2). La

(1) Loi du 11 septembre 1793 : Le prix du quintal, poids de marc (100 livres) de blé froment de 1^{re} qualité ne pourra excéder 14 livres; de la plus belle farine de froment, 20 livres; de l'avoine de 1^{re} qualité, 14 livres; de foin et sainfoin, 6 livres. La loi ne tenait compte d'aucune circonstance et était applicable à la France entière. La loi du maximum prit fin par celle du 10 décembre 1794.

(2) Voici quels étaient les salaires à Jaignes en 1790 :

Journée d'un manouvrier non nourri.	1 liv. 5 sous.
Gage annuel d'un 1 ^{er} charretier, grain et argent (logement et nourriture en sus).	226 liv.
D'un 2 ^e charretier, id.	187 liv.
D'un 3 ^e charretier, id.	152 liv.
D'un petit charretier, id.	93 liv.
D'une servante, id.	81 liv.
D'un valet de cour, id.	51 liv.
D'un berger, en argent et grains	576 liv.
Sciage d'un arpent de blé (51 ares)	8 liv. 10 sous.
Sciage d'un arpent d'avoine y compris retourner, lier et ramasser.	5 liv.
Salaire d'un batteur par minot de blé	3 sous 9 den.
Salaire d'un batteur par minot d'avoine.	1 sou.
Journée d'une voiture à 3 chevaux	8 liv.

disette était partout et la misère était générale (1). Ces moyens révolutionnaires, qui confisquent la liberté, n'atteignent jamais leur but.

Cependant l'ordre ne fut pas un instant troublé à Jaignes et la population plus sage qu'en bien d'autres communes, sourde aux suggestions de la défiance ou de l'envie, conserva à ses administrateurs une pleine confiance. Le comité de surveillance qui, pour obéir à la loi du 21 mars 1793, y fut nommé le 30 nivôse an 2, ne paraît pas avoir accompli d'autres actes que la prestation du serment qu'il fit le 2 pluviôse suivant, d'être fidèle à la nation et à la loi, et de soutenir la liberté et l'égalité; et lorsque la loi ordonna d'achever sans délai l'épuration complète de toutes les autorités constituées, l'assemblée générale de la commune maintint en fonction tous les membres de la municipalité, maire, officiers municipaux, notables, procureur devenu agent national (3 germinal an 2) (2).

Quelques jours auparavant (27 brumaire an II), la municipalité se conformant à l'aveugle décret du 17 juillet 1793, avait brûlé, au pied de l'arbre de la liberté, en présence de la commune assemblée, les cueillerets et autres titres censuels et féodaux de la terre et seigneurie de Jaignes (3).

La commune de Jaignes donna peu de temps aux fêtes qui, à cette époque, pour avoir changé de caractère, n'étaient pas moins multipliées qu'auparavant. Les papiers de la commune ne font, du moins, mention d'aucune de ces solennités théâtrales dont nous avons de nombreux exemples. Elle supprima même une fête, celle des rois, comme « visiblement contraire aux principes de la Constitution. »

Il ne paraît pas non plus que la garde nationale, organisée en exécution de la loi du 29 septembre 1791, ait eu à remplir aucun office : la seule trace de son existence est le procès-verbal en date du 27 juillet 1792, qui en constitue les officiers : capitaine, Paulin-Pierre Lelong ; lieutenant, Nicolas-Jean Jacquemain.

(1) Voici un détail du dénuement de cette époque : pas de savon à Jaignes ; le maire doit en demander au district de Meaux : il en reçoit 11 livres 10 onces pour toute la commune au prix de 25 sous la livre et le répartit entre 99 parties prenantes (Procès-verbal du 10 germinal an 2).

(2) Étaient en fonction à ce moment : Maire : Jacques-Nicolas-Paul Jullien ; officiers municipaux : Gabriel-Louis Mabille, meunier, et Jean Boucher, couvreur ; agent national : Nicolas Potonnier ; notables : Pierre-Louis Leroy, Pierre Moreau, Pierre-François Bénard, Jean Lefèvre, Jacques Fabert.

(3) Une partie de ces titres a heureusement échappé au brûlement officiel et nous a servi pour le présent travail. Nous en devons la communication à l'obligeance de M. Adolphe Fasquel, que nous ne saurions assez remercier.

CHAPITRE IX.

CAHIER DE LA PAROISSE DE JAIGNES.

Nous terminerons cette notice par une pièce curieuse, assez rare dans nos villages, intéressante en ce qu'elle montre quelles réformes étaient surtout désirées en 1789 ; c'est le cahier dressé en vue des Etats-Généraux, des « doléances, plaintes et remontrances de la paroisse de Jaignes. »

« Les habitants du Tiers-Etat du village de Jaignes, duement assemblés, en exécution des ordres de Sa Majesté, portés par ses lettres données à Versailles le 24 janvier 1789, à l'effet de rédiger le cahier de leurs doléances, plaintes et remontrances, ont arrêté qu'il était utile de demander :

« 1° La suppression de toutes les capitaineries dans lesquelles le Roy ne prend point le plaisir de la chasse, et notamment de celle de Montceaux où tous les habitans qui se trouvent dans son enceinte, éprouvent une inquisition perpétuelle et une grande gêne pour la culture, indépendamment des pertes et dommages considérables causés par le gibier ;

« 2° La suppression de tous privilèges pécuniaires pour les trois ordres de l'Etat ;

« 3° La suppression des aydes ;

« 4° Une très-grande modération dans le prix du sel ;

« 5° L'établissement du droit de contrôle des actes dans tout le royaume, afin que personne n'en soit exempt ; et pour obvier aux abus qui se commettent, la fixation du droit à cinq sols par cent francs à quelque somme que l'acte puisse monter, afin que le riche contribue convenablement, et à fin par ce moyen de soulager le pauvre ;

« 6° Que tous les impôts soient supportés également par tous les ordres de l'Etat, suivant leurs facultés, sans aucune exemption ;

« 7° La suppression du droit de franc fief ;

« 8° La suppression des droits d'échange des biens entre particuliers, le double droit exigé pour ces sortes d'actes mettant une entrave considérable à la culture ;

« 9° La suppression des péages, banalités, minages et autres droits de cette nature, en indemnisant toutefois les propriétaires de ces droits qui ont réellement des titres valables ;

« 10° Que les corvées soient supportées par les trois Etats, sans exemption ni privilège ;

« 11° Qu'il soit accordé une indemnité pour les vignes et arbres fruitiers gelés ;

« 12° Attendu que tous les moulins du canton sont employés pour l'approvisionnement de Paris, ce qui met les particuliers dans l'impossibilité de faire moudre leurs grains, il soit dit et ordonné qu'il soit pourvu à ce que chaque meunier soit tenu de moudre les jours de la semaine qui lui seront indiqués pour le service du public, en lui payant la mouture qui aura été fixée en argent ou en grains ;

» 13° Que les acquéreurs et nouveaux propriétaires à titre singulier, soient tenus d'exécuter les baux faits par les anciens propriétaires et ne puissent évincer les locataires ou fermiers, même en les indemnisant ;

» 14° Que les laboureurs et fermiers de chaque paroisse soient obligés de faire cultiver les terres des particuliers de leur village, lorsqu'ils n'en feront valoir qu'un ou deux arpents, sauf aux fermiers à exiger des particuliers le payement de ces labours, suivant le prix fixé par l'usage ;

» 15° Que les nouveaux titulaires de bénéfices, même de collation royale, soient pareillement tenus d'exécuter dans tous les cas les baux de leurs prédécesseurs, sauf à prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter les abus et la fraude ;

» 16° Que tout bénéfice dont les revenus modiques ne peuvent faire vivre le titulaire, soit supprimé, et les revenus employés en des établissements de bureaux de charité ;

» 17° Que les portions congrues soient fixées à 1,200 francs et les vicariats à 700, le casuel supprimé ;

» 18. Qu'il soit défendu à tous seigneurs de céder leurs chasses à titre de conservation, à peine de confiscation ;

» 19° Que chaque fermier ne puisse exploiter que quatre char-rués, à moins qu'il n'en ait davantage en un seul corps de ferme, ou qu'il ne soit propriétaire d'une ferme, indépendamment de celle à lui affermée.

» Fait et arrêté en l'assemblée de la paroisse de Jaignes ce jour d'hui cinq mars 1789. »

Ont signé : Jullien, Jean Jacquemain, Nicolas Pierre, Potonnier, Paulin Pierre, Lelong, Leconte, Pierre Lelong, Renoux, Boisard, Claude Miraux, Henry Noël, Jean-Pierre Moreau, Louis

Picard, Michon, Dominique Suret, Jacques Fabert, P. Lalouette, Leconte, Lépine, Mabile et Picart.

Les signataires de ce cahier ont joui de la plupart des réformes qu'ils demandaient : ils ont vu la suppression des capitaineries et de tous les privilèges féodaux pécuniaires et autres, l'égalité de tous les citoyens devant les impôts, la modération du prix du sel, la réduction du droit d'échange, etc. ; les droits d'aides eux-mêmes furent supprimés momentanément, tout cela au grand profit et soulagement du tiers-état ; si les articles 14 et 19 n'ont pas reçu satisfaction, c'est qu'ils sont contraires aux principes de la liberté naturelle, et les rédacteurs du cahier de 1789, mieux éclairés, les retrancheraient aujourd'hui de leurs demandes.

Appendice n° 1.

COMMUNE DE JAIGNES

Relevé des naissances, mariages et décès de 1700 à 1879 compris

ANNÉES — Périodes de 20 ans	NAISSANCES			MARIAGES	DÉCÈS			DÉCÈS au-dessous de 5 ans (1)
	mascu- lines	fémi- nines	total		mascu- lins	fémi- nins	total	
1700 à 1719	107	128	235	47	106	125	231	114 48 %
1720 à 1739	112	107	219	43	127	94	221	73 33 %
1740 à 1759	114	101	215	42	153	122	275	101 47 %
1760 à 1779	104	102	206	54	98	89	187	72 35 %
1780 à 1799	145	141	286	56	127	130	257	115 40 %
1800 à 1819	95	96	191	48	106	85	191	62 32 %
1820 à 1839	99	103	202	64	121	109	230	54 27 %
1840 à 1859	106	101	207	68	140	114	254	68 33 %
1860 à 1879	87	80	167	53	89	73	162	31 18.5 %

(1) Les nourrissons étrangers à Jaignes ont été retranchés.

Appendice n° 2.

LISTE DES CURÉS DE JAIGNES

NOMS DES CURÉS	Date et durée DE LEUR SÉJOUR	OBSERVATIONS
MM.		
Fournier	1533	
Randottez (Jean)	1612	
Champion	1629	
Hochard	1630 à 1640	
Pelletier	1640 à 1651	
Poyard	1651 à 1673	
Duthéron	1674 à 1682	
Pillon	1683 à 1684	
De la Chaise	1686 à 1687	
Amicy de Pontenet	1687 à 1691	
Legretz	1693 à 1723	Décédé à Jaignes, le 9 nov. 1723,
Berthelet	1723 à 1724	à 70 ans.
Delaverdure	1724 à 1746	
Boulangier	1746 à 1754	
Mocquet	1754 à 1788	Décédé le 20 déc. 1788, à 77 ans.
Mallet, ex-curé de Crépoil	1788 à 1816	Décédé le 5 mai 1816, à 66 ans.
(1)		
Cartier	1818 à 1823	
Hue	1824 à 1828	
Gaffet	1828 à 1834	
Dardarre	1834 à 1837	
Larroque	1837 à 1841	
Bibéron	1841 à 1865	
Guyard	1865 à 1871	
Bédé	1871 à 1881	
Allanet	1881	Curé actuel.
(1) Féty, curé de Tancreu, a desservi la paroisse par intérim, de 1816 à 1818.		

Appendice n° 3.

LISTE DES INSTITUTEURS DE JAIGNES, DE 1633 A 1881.

NOMS ET PRÉNOMS	TITRE OU QUALITÉ	DATE DE		DURÉE DES SERVICES
		l'en- trée	sortie	
Bourgeois (Crespin)	Maistre d'escole	»	1636	»
Séguin (Pierre)	Maistre d'escole	1669	1687	18 ans
Séguin (Charles)	Maistre d'escole	1688	1693	5 —
Sébastien (Jean)	Maître d'escole	1693	1708	15 —
Tremblet (Etienne)	Clerc de la paroisse	1710	1712	2 ans
Pothonnier (Claude)	Id.	1712	1714	2 —
Tremblet (Martin)	Clerc intérimaire	1715	1715	3 mois
Congy (Pierre)	Clerc de la paroisse	1715	1719	4 ans
Simon (Pierre)	Id.	1720	1721	1 —
Bouzamé (François)	Id.	1722	1723	1 —
Chevaucheur (Jean)	clerc et M ^e d'école	1723	1726	3 —
Leconte (Alexis)	Clerc de la paroisse	1729	1753	24 ans
Lelong (Etienne)	Id.	1753	1779	26 —
Marcou (Pierre)	Clerc, M ^e d'école, instituteur	1779	1805	26 —
Cholin (Nicolas (Laurent)	Instituteur	1805	1805	2 mois
Carré (Louis-Jean)	Instituteur	1807	1811	4 ans
Picot (Jean-Baptiste)	Id.	1812	1813	2 —
Picart et son frère	Id.	1814	1814	1 —
Simonny (Etienne-Théodore)	Id.	1815	1840	25 —
Lacour (Jean-Toussaint)	Id.	1840	1848	8 —
Lebrun (Louis-Xavier)	Id.	1848	1853	5 —
Adrien (Louis-Achille)	Id.	1853	compte 31 ans de services en 1884	

Appendice n° 4.

LISTE DES MAIRES ET DES ADJOINTS DEPUIS 1790.

Maires.

MM.

- 1° Jullien Jacques-Nicolas-Paul, de 1790 à 1791 ;
- 2° Pothonnier Nicolas, de 1791 à novembre 1792 ;
- 3° Jullien Jacques-Nicolas-Paul, de 1792 à 1815 ; 23 ans ;
- 4° Boucher Jullien, gendre de M. Jullien, de 1816 à 1832 ;
16 ans ;
- 5° Fasquel Adolphe, gendre de M. Boucher, de 1832 à 1874 ;
42 ans ;
- 6° Fasquel Léon, 1874, fils de M. Adolphe Fasquel (en exercice).

NOTA. — La même famille exerce depuis 92 ans, sans interruption, la fonction de maire à Jaignes.

Adjoints.

MM.

- 1° Gauthier Jules-Sébastien, de 1790 à 1798 ;
 - 2° Potonnier Nicolas, de 1798 à 1799 ;
 - 3° Bénard Pierre-François, en 1800 ;
 - 4° Gauthier Jules-Sébastien, 1801 et années suivantes ;
 - 5° Boucher Jullien, de 1806 à 1816 ;
 - 6° Noël Prince-Eugène, de 1820 à 1828 ;
 - 7° Pierre Jean-François, de 1834 à 1840 ;
 - 8° Dubois Prudent, de 1840 à 1871 ;
 - 9° Dufferrier Louis, de 1871 à 1874 ;
 - 10° Bouché Emile, 1878 (en exercice).
-

Appendice n° 5.

LAURÉATS DE LA SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE.

La Société d'agriculture, sciences et arts de Meaux, qui a pour mission d'encourager et de récompenser les services des ouvriers de l'agriculture, a décerné :

En 1859, à MIREAUX Remy, manouvrier, une médaille d'argent pour 52 ans de services dans la même ferme ;

En 1876, à GÉRARD André, né à Torchamp, qui comptait 51 ans de services dans la ferme de Beauval, près Jaignes, une médaille d'argent et la rente viagère de 50 francs fondée par M. Vieillot, président de la Société ;

En 1876, à MICHAUX Jules-Antoine-Christin, charretier depuis 29 ans chez MM. Fasquel, une médaille de bronze pour ses bons services et pour son dévouement et son énergie pendant l'invasion de 1870-1871.

CHARTES FRANÇAISES DU XIII^e SIÈCLE.

Mars 1252.

Vente par Jean de Moustiers à l'abbaye Notre-Dame de Soissons.

Je Jehans de Moustiers, sire de Marcy, escuyers, faiz asavoir a touz caus (ceux) qui sont et qui a venir sont, qui ces presentes letres verront : que je pour le pris de cent et cinquante livres de tournois, ai vendu a leglise nre (1) dame de Soissons as nonnains, trois muis de ble yvernage, sainc et sec et moiteenge a la mesure de Jahaigues de rente a touz jourz a prenrrer chascun an dedenz Noel seur (sur) tout le tenement que jai et que je tiēg de la devant dite eglise a Jahaigues et au terroir, a set soulz et deus deniers et maaille de cens ; et reçois que mes grez est faiz en deniers con-
tanz des cent et cinqnte livres devant diz de leglise devant dite ; et pour ce pris je promet et m'oblige par ces presentes letres que je de cest vendage et des trois muis de ble qui i sont contenu, porterai a la devant dite eglise loial garandise encontre touz caus qui a plait et a droit en vorroient (voudraient) venir ; et pour faire paiement a la devant dite eglise chascun an a touzjourz au terme qui mis i est, dou (du) ble devant dit, je oblige moi et mes oirs et tout le tenement devant dit. Encore est-il asavoir que je et mi oir (mes hoirs) ne porrons rien prenrrer ne lever de ma grange de Jahaigues en laquele on met et metra le ble dou tene-
ment devant dit chascun an, dusques a tant que leglise devant dite ou ses comandementz aura pris et leve ses trois muis de ble de-
vant diz. Encore est-il asavoir que se (si) aucuns resquooit ce marchie de leglise devant dite, que li resquoerres pour les trois muis de ble devant diz seroit tenuz à rendre a leglise devant dite douze deniers forz de cens a touz jourz chascun an a feste Saint-Remi ; ne ja pour ce ne charroit riens (et néanmoins pour cela ne

(1) Le signe — indique la suppression d'une ou plusieurs lettres.

serait diminué rien), dou cens de set soulz et deus deniers et maaïlle devant dit.

Encore est-il asavoir que leglise devant nomée, toutes les foïees que je et mi oir defaurrons (mes hoirs défaudront) au paiement dou ble devant dit, porra saisir tout le tenement devant dit et tenir sanz rendre et sanz delivrer de ce atant que plains paiemenz sera faiz a leglise ou a son comandement dou default dou ble. Et par les convenances dou vendage devant dit doit comencier li premiers paiemenz dou ble devant dit a Noel qui vient prochainement.

Et en tesmoignage de toutes ces choses je ai ces presentes lettres scelees de mon seel. Ce fu fait en lan de lincarnacion nostre Seigneur mil deus cens et cinquante deus au mois de marz.

(A cette charte est attaché le sceau de Jean de Moustiers).

Octobre 1266.

Vente par Jean de Chivres à l'abbaye de Soissons.

Je Jehans de Chivres, escuiers, faiz a savoir a touz caus qui ces presentes lettres verront et orront, que je qui avoie de mon eritage seze deniers tournois de cens ppetuel (perpétuel) dune piece de pre contenant quatre arpenz et demi ou la entour (environ) et la seignorie de ce pre par la raison de ce cens, li quels prez siet en la riviere de Marne au terroir de Changy entre Changy et Ucy au lieu ou en dit Acheseles, delez (près) le pre de Chambrefontaine, et est Gautier de Courroy qui le tient demoi au cens devant dit, ai quitte et quitte a touz jourz a l'eglise Nre Dame Sainte Marie de Soissons par loial vendage que je li (lui) ai fait, ce cens devant dit et la seignorie de toul ce pre et toute la droiture que je avoie et pooie et devoie avoir, ne ni retieng rien ; et ce vendage ai-je fait a cele (icelle, cette) eglise bonement et de ma volonte et pour bon pris et loial : cest a savoir pour treze livres et demie de tournois, dont mes grez est faiz plainement en bone monioie qui ma este baillïce, païee, contee et nombree et einssi le conois je, et nous est ; et pour ce que je ne tenoie de nului en fie ne sanz fie, ce cens et la seignorie de ce pre, ne redevanz nen estoie de rien a nului dou

monde, aincois le tenoie et avoie tenu et mi ancestre devant moi touz jourz en franc alue franchement et quitement, et qui einssi lai vendu et vent à la dite eglise, li promet je loiaumēt par la foi de mon cors que je en ai donēe, que je li garandirai plainement le devant dit cens et la seignorie de ce pre a touz jourz cōme franc alue, contre touz caus qui fie ou autre seignorie i clameroient, s'il avenoit quaucuns li clamast et li voussist (voulūt) avoir, et a porter ceste garandie a ladite eglise, oblige je moi et mes biens touz muebles et nō muebles que je ai et aurai et mes oirs touz a touz-jourz doir en oir. Et pour ce que ce soit ferme chose et estable a touz jourz ai je baillie ces letres a ladite eglise seclees de mon propre seel. Avec les letres de la court ordinaire (de) l'official de miauz (Meaux), de cui juridicion je sui, faites de ces meemes convenances et de la conoissance de mon seel que je conui en cele court. Ce fu fait en lan de lincarnacion nre seigneur mil deus cenx et soissante-sis au mois dotembre.

Février 1267

Vente par Jean de Moustiers à l'abbaye de Notre-Dame-de-Soissons.

Je Jehans de Moustiers, escuiers, sires de Marci, faiz a savoir a touz cels qui sont et qui a venir sont qui ces presentes letres verront et orront : que je qui avoie a Jehaingnes et au terroir environ un tenement en terres arables par diverses pieces, en un pre, en avaines de rente, en cens et en autres choses que je tenoie entierement de leglise Nostre-Dame de Soissons a certain cens, et seur (sur) lequel tenement tout (entier), ladite eglise avoit et a de son achat trois muis de ble chacun an de rente eritablement que je li (lui) avoie vendu ça en arriere (déjà auparavant), ai vendu en present (présentement), et vent par loial vendage a ladite eglise tout le tenement devant dit, en quels choses que il soit, hors mis seulement mon bos (bois) de Jehaingnois qui me demeure, ne nest pas en ce vendage; lequel vendage j'ai fait a ladite eglise pour certain pris et loial, cest a savoir pour quatre cenx livres de tournois dont je sui paieiz et men tieng a paie plainement en bone mōnoie qui ma este bailliee, contee et nombree, pourquoi je ne puis dire ci-apres (désormais) que la mōnoie ne mait este bailliee,

païee, contee et nombree; aïcois i renonce bien; par lequel vendage je saisis ladite eglise dou dit tenement tout (entier) et li met en sa main come son loial achat et li quit (lui abandonne) de tout en tout a touz jourz ne ni retieng rien fors que seulement le bos de Jahaingnois devant dit qui me demeure. Je promet loiaument a ladite eglise par la foi de mon cors que je en ai donee, que je li tenrrai (lui tiendrai) et garderai fermement et loiaument cest vendage, ne (ni) ne len pourchacerai emmi ne destourbier, nempechement ne griete ne moleste (ni par troubles, empêchement, lésion ou vexations). Aincois (mais au contraire), li promet seur ma foi donee que je li porterai partout bone garandie et loial as us et as coustumes de la vile de Jahaingnes seur tout ledit tenement vendu et seur toutes les choses et chascune par soi qui sont de ce tenement vendu et qui sont contenues en ce vendage contre touz cels qui a droit et a loi en vorroient (voudraient) venir; et ferai touz-jourz estable (stable) ce vendage, sauf et bon, loial partout comme loiaus venderres; et a ce oblige je moi et mes biens touz muebles et no muebles presenz et a avenir et touz cels qui a mes biens venrront (viendront) après moi comént quil i viengnent ou come oir de mon deces ou dautre cause. Et pour ce que ce soit ferme chose et estable a touz jourz, jai baillie a ladite eglise ces presentes letres seeles de mon propre seel avveques les letres de mon ordinaire de miaux (Meaux) faites de ce meesme vendage et tesmoignanz mon dit seel. Ce fu fait en lan de lincarnacion Nostre Seigneur mil deus cenz et soissante set au mois de février.

(A cette chartre est appendu le sceau encore entier de Jean de Moustiers).

ÉTUDE HISTORIQUE

Sur l'ancien Château, la Seigneurie, les Seigneurs
et les Hôtes de

BOIS-LE-VICOMTE, A MITRY-MORY

Par M. TH. LHUILLIER

Secrétaire général de la Société (1).

Bois-le-Vicomte, au territoire de Mitry-Mory, ou — comme on disait alors — de Mitry-en-France, était une des notables seigneuries de l'ancienne Ile-de-France aux deux derniers siècles.

La s'élevait un château de belle apparence, ne manquant ni d'élégance ni d'étendue, et qui a été embelli par ses divers possesseurs, depuis le cardinal de Richelieu jusqu'aux Sénozan.

Ce n'était pas un de ces antiques domaines, dont l'origine incertaine remonte aux vieux temps de la féodalité ; les bâtiments seigneuriaux étaient modernes, mais confortables, entourés de jardins et de plantations superbes, et leur souvenir n'évoque pas seulement le nom de Richelieu : la grande Mademoiselle, le duc de Mazarini, la famille d'Hervart ont possédé Bois-le-Vicomte. Poursuivant plus avant les recherches, on rencontre Philippe de Champagne et Mignard, on voit apparaître les poètes Segrais et Chapelain, Vergier et La Fontaine.

Aussi cette seigneurie m'a-t-elle semblé non moins intéressante — bien qu'à un point de vue différent — et tout aussi digne d'être étudiée qu'une ancienne forteresse qui aurait eu l'honneur d'abriter les rois mérovingiens.

C'est seulement un extrait de cette étude que je vous demande la permission de vous lire, — le temps assigné pour chacune des communications à faire en séance générale ne permettant pas de donner ici la notice tout entière.

(1) Lue à la séance générale et publique tenue à Meaux en 1881.

Le château de Bois-le-Vicomte a été édifié de 1585 à 1595. Rien n'autorise à supposer qu'il ait remplacé une habitation plus ancienne, car il n'est nullement question de château en ce lieu dans les titres antérieurs à la fin du xvi^e siècle, où figurent cependant « le hameau de Boys-le-Vicomte et la ville de Mitry », où il est question des possessions des chanoines de Paris, de l'abbaye de Chelles, des religieuses des Fontaines-les-Nones, dans l'étendue du territoire, et enfin de petits hôtels féodaux tout à l'entour, à Mory, à Novion, à La Villette-aux-Aulnes.

Au moyen-âge la circonscription qui forme aujourd'hui la paroisse de Mitry se trouvait ainsi partagée entre plusieurs seigneurs ecclésiastiques et laïques, qui, les uns et les autres, jouissaient de prérogatives particulières sur des cantons plus ou moins importants. Les religieuses de Chelles, les chanoines de Paris se qualifiaient dames ou seigneurs de Mitry : de petits possesseurs de fiefs s'arrogeaient le même titre, quelquefois contestable, souvent contesté et donnant ouverture à de fréquents procès. Les comtes de Dammartin-en-Goëlle avaient, de leur côté, outre la mouvance féodale sur une partie de ce territoire, la seigneurie directe sur d'autres ; et c'est ainsi que les de Trie, les Fayel, les Chabannes, les Montmorency sont qualifiés également seigneurs de Mitry dans les titres.

Bois-le-Vicomte tirait son nom d'un bois voisin ayant appartenu au vicomte de Breteuil, Jean de Fayel, en même temps seigneur de Dammartin. Avant la fin du xvi^e siècle, c'était simplement la réunion de quelques maisons de laboureurs, et le sort de ce fief modeste suivait celui d'une des seigneuries particulières existant à Mitry, siège d'une paroisse dès le ix^e siècle.

En 1452, un baron de Montmorency ayant épousé la veuve de Guillaume de Broullart, dame du fief d'Hérouville, à Mory, possédait une fraction de Bois-le-Vicomte ; le surplus était à Thibault de Vitry, conseiller au parlement, chanoine de Paris, qui obtint alors des lettres du roi pour le renouvellement du terrier des « seigneuries et justice haute, moyenne et basse de Boys-le-Vicomte, ès-ville de Mitry-en-France et Mory. »

Ce Thibault a laissé son nom à un autre fief situé dans Mitry ; il acquit aussi des biens assez étendus de Laurent de Mory, qui devait être pendu quinze ans plus tard dans la guerre des Bourguignons.

A la fin du xv^e siècle, les terres de Bois-le-Vicomte et de La

Villette-aux-Aulnes appartenait à Jean Budé, garde des archives, mort le 28 février 1501, laissant douze enfants, au nombre desquels figure le savant Guillaume Budé, qui devint maître de la librairie du roi. Le partage de la succession paternelle, en 1506, amena une nouvelle division du petit fief de Bois-le-Vicomte. Dreux, l'aîné des fils, trésorier des chartes, en eut une part, Jean Le Charron, son beau-frère, une autre. Guillaume lui-même paraît avoir également recueilli quelques biens dans le voisinage de Mitry, car on le voit peu après transiger sur des droits féodaux avec Philippe de Boulainvilliers, devenu comte de Dammartin.

En 1535 la part de Dreux Budé se trouvait aux mains de « noble homme et sage M^e Jehan Courtin, conseiller du roi, auditeur en sa charge des comptes. »

Quant à la seconde portion, Jean Le Charron fils, conseiller au parlement, en passait déclaration au terrier de Chelles en 1545, pour ce qui était dans la mouvance du fief de Maurepas. Madeleine, sa fille, mariée à Claude Berziau, seigneur de la Marcellière et de Grangemenant, céda ses droits à François de L'Aubespine, président au grand conseil.

Beau-frère de Nicolas Le Hardy de La Trousse, grand prévôt de France, dont la terre était voisine, L'Aubespine était seigneur de Bois-le-Vicomte, La Villette et la Corbillère, en 1568, lorsqu'il recueillit à la fois la succession de son père, secrétaire d'Etat et confident de Catherine de Médicis, et l'héritage de son oncle Sébastien, évêque de Limoges, connu surtout comme diplomate.

Il mourut lui-même un an plus tard.

Sa fille Claudine épousa Méry ou Emery de Barbezières, seigneur de La Roche-Chesnevault, comte de Civray, qui devint ainsi possesseur des biens de son beau-père dans l'Ile-de-France.

Cette famille L'Aubespine, honorée de hautes charges, opulente, bien en cour, est la créatrice du château de Bois-le-Vicomte, à mi-chemin entre La Villette-aux-Aulnes et les quelques maisons du hameau dont il devait prendre le nom.

Ce château, précédé d'une cour d'honneur et élevé de deux étages, avec greniers surmontés de combles aigus couverts en ardoises, contenait six appartements de maître au premier étage et huit au second. Construit en briques, avec chaînes de pierre, entouré de fossés remplis d'eau avec pont-levis, il offrait un carré long, simple en profondeur, éclairé par sept fenêtres de face, et était flanqué de quatre pavillons d'avant-corps. On y arrivait par

quatre vastes perrons formant terrasses, décorés de colonnes et pilastres accouplés d'ordre dorique.

Du côté de l'entrée, la vue s'étendait à deux lieues de distance; jusqu'à Dammartin, qu'on apercevait admirablement du haut de la terrasse.

Avec ses avant-corps et ses tourelles d'escalier aux angles, sa toiture à charpente élevée, surmontée de crêtes et d'épis, ses escaliers à paliers spacieux, à membrures épaisses, ses balustres supportant de lourdes rampes, ses lucarnes à montants évasés en forme d'S avec frontons triangulaires, ses pavillons surmontés de dômes, toute cette construction caractérisait bien l'architecture du règne de Henri IV. Ce n'était déjà plus la Renaissance, ce n'était pas encore le style Louis XIV.

Claude ou Claudine de L'Aubespine, restée veuve d'Emery de Barbezières, mourut sans enfants à Paris, le 3 mai 1609, après avoir fait donation de ses biens à son cousin germain, Guillaume de L'Aubespine, baron de Châteauneuf-sur-Cher, conseiller du roi en tous ses conseils et chancelier de ses ordres.

Le château de Bois-le-Vicomte figure dans la donation. Entouré dès cette époque d'un jardin et d'un parterre, sinon d'un véritable parc, il était le siège d'une seigneurie notable, avec prévôté, chasse, péage, travers, foires et marchés, droits honorifiques à l'église de la paroisse.

Guillaume de L'Aubespine continuait les traditions de sa famille : ambassadeur en Angleterre sous Henri IV, il le fut encore sous Louis XIII. C'est lui qui recueillit les papiers importants provenant des missions politiques de l'évêque de Limoges, son oncle et son parrain ; ces papiers retrouvés en 1833, abandonnés dans les combles du château de Villebon, ont fourni à M. Louis Pâris les matériaux d'une publication intéressante sous ce titre : *Négociations, lettres et pièces relatives au règne de François II* (Collection des documents inédits, 1841, in-4°).

Tenu éloigné de la campagne par ses fonctions, Guillaume de L'Aubespine n'y venait guère que dans la belle saison ; Bois-le-Vicomte était pour lui plutôt un pied-à-terre qu'une habitation. Aussi, le 20 septembre 1614, donnait-il à bail sa « terre et seigneurie » à Christophe Ganneron, laboureur à Chambry, moyennant 1.500 livres par an. Le locataire avait pour demeure « le portail de l'habitation et la basse-cour du château. » On lui louait les granges, greniers et écuries, avec faculté d'occuper pour serrer

ses récoltes et « pour la commodité et usage de sa famille » les chambres basses du château, avec les cuisines et le fournil. Le seigneur se réservait tous les logis hauts du principal corps de bâtiment et des pavillons, une écurie, les jardins et parterres, le logement de son jardinier, les bois et les garennes. Une condition du bail imposait à Ganneron l'obligation de garder, nourrir et entretenir une pauvre femme nommée Louise, « étant de présent au château. » Pour cette charge, il était tenu compte au fermier de 36 livres à déduire du loyer.

Sept ans plus tard, le baron de Châteauneuf avait vendu sa terre à Antoine Feydeau, trésorier de l'épargne, intendant de la maison de la reine Marie de Médicis, dame de Montceaux.

Feydeau agrandit son domaine, en achetant la ferme de Tremblay; en 1623, il loue à Ganneron celle de La Villette-aux-Aulnes, et on le voit les années suivantes planter des avenues, dessiner les parterres, créer le vaste parc qui devait faire un des principaux ornements de Bois-le-Vicomte.

Marie de Médicis date de ce château une lettre qu'elle écrit au roi le 25 juillet 1625 (1).

Henri II, duc de Montmorency et de Damville, pair de France, gouverneur du Languedoc, comte de Dammartin vers 1600, était rentré en possession de plusieurs fiefs précédemment aliénés sur Mitry, ainsi que de la seigneurie principale de ce village, dont avait joui le roi dans la seconde moitié du xvi^e siècle.

Le 28 décembre 1629, par contrat devant Parque et Haudessens, notaires à Paris, il cède Mitry, moyennant 42,000 francs, au cardinal de Richelieu « Armand du Plessis, grand-maitre, chef et surintendant général de la navigation et du commerce de France. »

L'année suivante, la terre de Bois-la-Vicomte avait suivi le sort de celle de Mitry; bientôt Richelieu signale son passage en concluant des marchés pour la restauration des fermes et le relèvement des clôtures du parc, pour la décoration des bâtiments et la réédification du moulin à vent; enfin, en dotant l'église de la paroisse d'un orgue remarquable par son buffet et par ses jeux.

En même temps, le cardinal-ministre menait de front d'autres affaires plus graves; nous n'en dirons qu'un mot, en ce qui se rattache étroitement à notre sujet.

(1) Bibliothèque nationale, manuscrits du fonds français; anc. fonds, n° 3.833. Recueil de lettres, t° 72.

Henri de Montmorency, celui-là même qui venait de lui vendre Mitry, après avoir combattu les calvinistes, se trouva mêlé à la guerre civile du Languedoc ; il embrassa le parti de Gaston, frère du roi, et fut pris les armes à la main à Castelnaudary, en 1632. Richelieu, s'étant chargé de lui faire son procès, s'acquitta si sévèrement de cet office que Montmorency, condamné à mort, fut aussitôt décapité à Toulouse. Le comté de Dammartin, confisqué, vit démanteler son vieux château, dont on mura les issues, et Richelieu en confia la garde à Bassompierre, qu'un peu plus tard il devait faire arrêter à son tour, emprisonner et exiler.

La cour, au temps du cardinal, était devenue sanglante ; outre le duc de Montmorency, on sait comment finirent d'Ornano et Marillac, Chapelle et Boutteville, de Thou et Cinq-Mars.

L'âpre et redoutable ministre qui, suivant l'expression du cardinal de Retz, foudroyait autant qu'il gouvernait le royaume, ne devait pas conserver longtemps Bois-le-Vicomte.

De prime abord, il avait conçu cependant la pensée de transformer cette agréable résidence et y avait installé son architecte, Jacques Lemercier, qui, durant son court séjour dans le pays, y acheta quelques immeubles. C'était au moment où il ornait les appartements de tapisseries et le parc de statues, où les peintres Mercier, Ferrier, Simon Vouet et Philippe de Champagne étaient aussi appelés pour exécuter des ouvrages décoratifs qu'ils délaissèrent bientôt pour aller travailler aux autres châteaux du cardinal.

D'après les biographes de Philippe de Champagne, — l'abbé de Marolles entre autres, — c'est en 1628, aussitôt après son mariage avec la fille de Duchesne, que le peintre commença à décorer le Palais-Royal, le château de Richelieu et celui de Bois-le-Vicomte. L'éminence rouge voulait même se l'attacher exclusivement, et, dans ce but, il lui fit des offres capables de tenter beaucoup d'autres ; mais on sait la réponse de l'artiste : « Si M. le cardinal pouvait me rendre plus habile peintre que je ne suis, ce serait la chose du monde que j'ambitionnerais avec le plus d'ardeur ; cela n'étant pas possible, je ne souhaite que les bonnes grâces de son Eminence. »

La présence de Richelieu à Bois-le-Vicomte est encore attestée par sa correspondance publiée dans la collection des documents inédits sur l'histoire de France ; on y trouve des lettres datées de ce château, en 1631, 1632, 1634 et 1635.

Parmi les visiteurs de cette époque, on peut citer Abel Servien, secrétaire d'Etat et l'un des premiers membres de l'Académie française, qui date de Bois-le-Vicomte deux de ses lettres adressées à La Valette et à Châtillon, au mois d'avril et au mois de juin 1635 (1).

Dès la fin de l'année 1633, le cardinal, déjà préoccupé de l'érection de sa terre de Richelieu en duché-pairie, songeait à abandonner la propriété de Bois-le-Vicomte.

Il avait acheté le château de Rueil, près Paris, obtenu du roi, par échange, la terre de Chinon, qui relevait en partie de Champigny, ancienne demeure de Montpensier. Cette vassalité lui pesait, l'existence d'une autre belle maison près de la sienne lui portait ombrage. Il obligea Gaston, duc d'Orléans, frère de Louis XIII et tuteur gardien-noble de mademoiselle de Montpensier, sa fille, à lui céder Champigny, en échange de Bois-le-Vicomte.

Bois-le-Vicomte, toutefois, ne fut qu'engagé : Richelieu devait en rester propriétaire. Gaston signa le contrat à Blois en 1635, sacrifiant ainsi le vieux domaine des Montpensier, qui devait être rasé, mais avec l'espoir que sa fille en obtiendrait la rétrocession à sa majorité, avec un dédommagement équitable.

Aussitôt en possession de Bois-le-Vicomte, le prince renouvela le bail du fermier Ganneron, en y ajoutant les fermes de La Villette-aux-Aulnes, Bourcière et Bonne-Nouvelle, qui rapportaient 5.500 livres ; il vendit des coupes de bois importantes pour restaurer les « maçonnerie, charpenterie et couverture du château, les murs et contrescarpes des fossés. »

Anne-Marie-Louise d'Orléans, sa fille, y venait fréquemment avec sa gouvernante, M^{me} de Montglat-Saint-Georges, Jeanne de Harlay, qui s'efforçait de la distraire et de satisfaire son goût pour les promenades. On voit alors la petite princesse de dix ans parcourir la Brie ; aller de Bois-le-Vicomte à Montceaux, puis à La Ferté-Gaucher, qui était une terre de sa gouvernante ; passer trois jours à Montglat pour la noce du jardinier du château, s'arrêter trois jours à l'abbaye de Jouarre, où se trouvaient trois filles de M^{me} de Chevreuse qui étaient de son âge ; aller ensuite au château de Villemareuil, visiter Saint-Fiacre, « un lieu de grande dévotion, dit-elle plus tard, que M^{me} de Saint-Georges, pleine de piété, pre-

(1) Ces lettres originales se trouvent à la Bibliothèque nationale, recueils numéros 6.645 et 6.646. Elles ont été publiées par Aubery dans ses *Mémoires pour l'histoire du cardinal de Richelieu*.

nait grand soin de me faire goûter, chose assez mal aisée à faire à dix ans. »

La mort du cardinal de Richelieu, propriétaire de Bois-le-Vicomte, survenue le 4 décembre 1642, ne rompit pas l'engagement de cette terre au profit de Gaston.

Quand Mademoiselle, devenue majeure, régit elle-même ses biens, elle poursuivit les ouvrages entrepris par son père, commanda des sculptures à Jean Faidherbe, un artiste qu'elle estimait assez pour être marraine d'un de ses enfants. Alors aussi, revenant souvent à Bois-le-Vicomte, elle y installa Claude Chompré en qualité de concierge, nomma Claude de Cholin, son trésorier, Antoine Gaillard, contrôleur de sa maison, Jean Durand, son receveur.

Elle était là le 23 août 1648, quand elle apprit la victoire remportée par le prince de Condé, à Lens.

C'était l'époque de la Fronde, temps de troubles et de luttes intestines, de cabales et d'intrigues, auxquelles la princesse prit une part active qui doit être mentionnée ici.

La grande Mademoiselle, comme on l'appelait, née en 1627, avait eu précisément Richelieu pour parrain ; sa marraine était la reine Anne d'Autriche.

Spirituelle, cœur vaillant, tête romanesque, elle joua, malgré sa jeunesse, dans cette fameuse guerre des princes, un rôle passager mais brillant, dont elle ne se repentit point, à en juger par les Mémoires qu'elle a laissés. Elle avait perdu sa mère en naissant et un peu plus tard sa gouvernante, M^{me} de Montglat. Gaston, aussi pusillanime et indécis avec un grain d'ambition, que sa fille était résolue, se laissa facilement dominer par des conseillers qui avaient mis la princesse de leur côté.

Celle-ci, mécontente de la cour où elle avait été élevée, de Mazarin, successeur de Richelieu, dont les efforts avaient fait échouer certains projets de mariage, se lança hardiment dans le parti des frondeurs.

Mlle de Montpensier mit dans la lutte une détermination peu commune ; elle marcha avec les troupes à travers la Beauce et l'Orléanais, y acquit de la popularité et fut assez redoutée un instant pour songer que son union avec le jeune roi Louis XIV pourrait devenir une des conditions de la paix.

« Un peu fantasque, mais loyale et courageuse, dit M. Victor Cousin, Mademoiselle s'était jointe à sa belle-mère et elle était déclarée pour la guerre, moitié par goût de l'éclat et du bruit, pour

parader à la tête des troupes avec ses deux dames d'honneur, la comtesse de Frontenac et la comtesse de Fiesque, transformées en aides-de-camp, moitié par l'espoir secret que dans la défaite de Mazarin et le triomphe de son père, elle parviendrait à épouser le jeune roi et à échanger le casque de la Fronde pour la couronne de France ».

Les choses tournèrent autrement. A son arrivée dans Paris émeuté, elle donna encore des preuves de courage et d'humanité, tout en perdant la partie. Mais quand le monarque y entra à son tour, le duc d'Orléans reçut l'ordre de sortir de la capitale et Mademoiselle celui de quitter les Tuileries.

La fille de Gaston partit en secret, chevauchant sous un déguisement, suivie de ses gens, à la recherche d'un asile. Son existence devint pendant quelque temps aventureuse, ce qui ne déplaisait point à son caractère et à la tournure de son esprit. Sa première étape fut le château de Pont-sur-Yonne, chez M^{me} de Boutillier.

Elle avait envoyé ses équipages à Bois-le-Vicomte, tandis qu'elle gagnait du terrain et allait de château en château, où elle recevait encore les courriers des princes. C'est ainsi qu'elle apprit que la voiture de M. de Préfontaine, son homme de confiance, marchant à la suite de son train et qui avait la garde de ses cassettes avec ses papiers les plus importants, venait d'être attaquée et pillée. « Ce qui m'inquiétait le plus, dit-elle dans ses Mémoires, c'était une certaine vie de Mme de Fouquerolles, que j'avais faite, un Royaume de la lune, des vers de M^{me} de Frontenac et des papiers de cette conséquence. Je voulais envoyer un exprès à MM. de Turenne et de La Ferté pour les avoir ; Préfontaine était en colère de ce que je ne regrettais que cela. »

Il se trouva heureusement que les soldats s'étaient contentés de prendre les chevaux, le linge, les habits et l'argent de l'homme d'affaires, laissant tous les papiers dans les cassettes. D'ailleurs MM. de l'armée royale firent très-obligeamment rendre la totalité des objets volés.

La princesse finit par gagner Saint-Fargeau, dont le château lui venait de sa mère et qu'elle ne connaissait pas encore. Elle s'y trouva si mal installée qu'aussitôt un architecte fut mis à l'œuvre et qu'elle fit venir des meubles de Bois-le-Vicomte. Peu à peu, le séjour devint plus sortable. La princesse réunit bonne compagnie, se créa une petite cour et établit une salle de spectacle dans son château. La *Gazette rimée* de Loret célébra alors les agréments de Saint-Fargeau.

En 1657 l'autorisation de rentrer à Paris fut accordée à Mademoiselle, qui s'empressa d'en profiter. Grande princesse, jolie, libre à 30 ans, avec un demi million de rente, ne semblait-elle pas enfin trouver le bonheur ? Une passion déclarée pour le duc de Lauzun, capitaine des gardes et favori du roi, — mais simple cadet de Gascogne — vint y mettre obstacle et la tourmenter toute sa vie. En 1662, cet attachement la fit encore éloigner de la Cour.

Mais n'anticipons pas davantage sur les événements et revenons vers Bois-le-Vicomte.

On conçoit aisément que, dans notre pays voisin de Paris, accablé par le passage, le séjour et les exactions des troupes indisciplinées qu'entretenaient les partis, la seigneurie de Mlle de Montpensier ne dut pas être épargnée pendant la Fronde.

Précisément le comté de Dammartin avait été restitué, après la mort de Richelieu et de Louis XIII, au grand Condé, héritier de Montmorency par sa mère (1644), et le grand Condé était à la tête des Frondeurs avec sa sœur, la duchesse de Longueville. Turenne, qui soutenait Anne d'Autriche, s'installa en 1650 dans les terres de Condé et de Mademoiselle avec 3.000 cavaliers et de l'artillerie. Bien que le vieux château de Dammartin eût été démantelé, le maréchal s'en était emparé au nom du roi, pour établir à l'entour le campement de son armée.

En 1651, nous voyons, par les Mémoires de M^{lle} de Montpensier, qu'elle vint plusieurs fois à Bois-le-Vicomte. Remecourt, dit-elle, fille d'honneur de Madame, y venait aussi ; c'était une bouffonne, d'un esprit tourné à la raillerie et aimant le monde, ce qui ne l'empêcha pas de devenir une excellente carmélite.

Louis XIV, déclaré majeur, agit vigoureusement contre Mazarin ; au mois de septembre 1651, les esprits s'enflamment de nouveau et la Fronde recommence.

Les soldats de Turenne ne furent pas seuls à causer des exactions dans ces villages désolés. Au mois d'avril 1652, 20.000 Espagnols étaient amenés par Charles IV, duc de Lorraine, au prince de Condé ; et ces Espagnols, que le peuple persista à appeler les Lorrains, à cause de leur chef, entrèrent dans le pays meldois, parcoururent toute la Brie, où ils commirent de tels ravages que leur souvenir y est resté exécré. Un écrit du temps, *l'Esprit de la Fronde*, constate que Charles de Lorraine laissait piller impunément, car c'était la seule paye qu'il donnât à ses soldats.

Les autres camps ne valaient mieux ; aussi, la même tradition se retrouve-t-elle à peu près sur tous les points de Seine-et-Marne.

Les documents authentiques attestent les pillages opérés par les soldats de Condé et de Conti, à Bombon, à Champeaux, Lady, Blandy, Limoges-Fourches, Andrezel ; par les fourrageurs de l'armée de Lorraine et de Wurtemberg à Chailly-en-Bière, à Chaumes, à Rampillon, à Leudon, à Saint-Fiacre, à Crouy ; par les troupes de Turenne et de Mazarin, à Grandchamp, à Mitry, au Mée et à Combs-la-Ville.

La misère était générale dans notre contrée. Les terres restaient en friches ; la famine, l'épidémie, rien ne manqua aux maux qui s'en suivirent. Les minutes du greffe de Mitry nous montrent à ce moment le juge seigneurial abandonnant le pays, tandis que Thomas Compagnon, greffier et tabellion, meurt dénué de tout, et que ses enfants sont réduits à répudier sa succession « attendu la calamité des temps de guerre. »

Mademoiselle qui avait dû encore s'éloigner de la Cour, par ordre, eût pu revenir en 1652 ; il lui était loisible d'habiter Bois-le-Vicomte, mais cette terre se trouvait en si triste état qu'elle refusa de s'y rendre.

Son éloignement forcé se prolongeant lui permit de soigner davantage ses intérêts particuliers ; elle poursuivit devant le Parlement la rentrée en possession de son ancien domaine de Champigny, et un arrêt de juillet 1655 lui donna satisfaction.

Par contre, le duc de Richelieu, petit-neveu et légataire du cardinal, obtint la jouissance de Bois-le-Vicomte, sous la réserve expresse, au profit de la princesse, d'en pouvoir opérer le retrait à toute époque, toujours en qualité d'engagiste. C'est ainsi que de 1655 à 1657 Armand-Jean Vignerod du Plessis de Richelieu, duc et pair, général des galères, lieutenant-général ès-mers et armées du Levant, figure dans les contrats avec la qualité de seigneur haut-justicier de Bois-le-Vicomte, Mitry-Mory et dépendances.

La succession du cardinal de Richelieu, en dépit des apparences, laissait à son héritier de nombreux créanciers à satisfaire et des obligations testamentaires très-lourdes à remplir. La liquidation était difficile, les procès se succédaient et les créanciers devenaient plus pressants.

M^{me} du Puits de Fou de Laval, à laquelle il restait dû 54.000 liv. sur la vente de la baronnie de Trèves en Anjou, fit saisir la terre de Bois-le-Vicomte le 15 juin 1657 ; puis elle temporisa encore, car Mademoiselle, usant de son droit de retour à l'égard du duc

de Richelieu, rentra provisoirement dans ce domaine. Nous la voyons en 1661 et 1662, pendant qu'on renouvelait son terrier, résider tout-à-fait à Bois-le-Vicomte et effacer par des bienfaits la trace des souffrances passées de ses vassaux, qui en avaient grand besoin.

Il ne faut pas l'oublier, c'est sur les habitants des campagnes que pesaient principalement les charges féodales, lorsque la guerre ne les avait pas ruinés déjà. La dîme enlevait une part des récoltes, la corvée arrachait les paysans à leurs travaux au profit du château, le colombier du seigneur vivait aux dépens des champs d'alentour, la garenne les dévastait, la chasse ne respectait pas les moissons. La féodalité méprisait le serf et le vassal, taillables et corvéables à merci, dans ce temps où la puissance du seigneur n'avait guère, vis-à-vis de la justice, comme le remarque M. Chéruel, d'autres limites que les scrupules de sa conscience.

Sans doute le moyen-âge était déjà loin et l'on serait tenté de croire que la situation s'était notamment améliorée avec cette brillante civilisation qu'on appelle le siècle de Louis XIV ; mais les témoignages contemporains enlèvent cette illusion. La Bruyère, qu'on n'accusera pas d'hostilité contre le gouvernement monarchique, a tracé le portrait du paysan et décrit sa situation misérable... Le duc de Bourgogne, lui-même, s'élève contre la tyrannie des seigneurs féodaux dans les campagnes au temps de Louis XIV. « Ils commandent en despostes, dit-il, des corvées pour l'embellissement de leurs terres ; ils élargissent et plantent des chemins à leur profit contre les ordonnances, établissent sous des titres supposés des péages, des fours et des moulins banaux... »

Aussi, les gens des villages s'estimaient-ils fort heureux quand le seigneur n'exerçait sur eux qu'une autorité sage et protectrice, quand il était humain et compâtissait aux souffrances dont il était témoin. A cet égard, les habitants de Mitry et Bois-le-Vicomte se trouvaient favorisés.

M^{lle} de Montpensier aimait à faire le bien et employait noblement sa fortune. Ses contemporains la représentent dotant ses filles d'honneur, plaçant les fils de ses fermiers, répandant des aumônes, aidant les gens de lettres et les artistes, fondant des maisons de charité, embellissant ses domaines où elle donnait des fêtes magnifiques.

Son séjour à la campagne attirait habituellement une suite nombreuse de commensaux. Le peintre Mignard, ancien maître

de dessin de la princesse, Daniel Huet, évêque d'Avranches, et l'abbé Cotin étaient du nombre. Le poète Segrais, entré à son service à 20 ans, avec le titre d'aumônier, la suivait dans tous ses voyages, était devenu l'un de ses gentilshommes ordinaires et secrétaire de ses commandements. En 1662, Jean Regnault de Segrais avait acquis assez de notoriété pour entrer à l'Académie française ; il n'en resta pas moins attaché à sa protectrice et ne se retira que dix ans plus tard, disgracié pour avoir tenté de la détourner de Lauzun.

Le poète, de son côté, attirait à Bois-le-Vicomte d'autres poètes, particulièrement Chapelain, ancien précepteur des deux fils du marquis de La Trousse, près Lizy, et qui était resté chargé de la gestion de leurs biens, après avoir obtenu un bénéfice ecclésiastique dans le voisinage, — le prieuré conventuel de Grandchamp, au territoire de Jaignes.

Malheureusement pour les gens de Mitry, un nouvel ordre d'exil vint frapper la princesse, la reléguant à son château d'Eu. C'était à la fin de l'année 1662.

D'ailleurs, les créanciers du cardinal de Richelieu poursuivaient la vente de tous les biens de sa succession, et Bois-le-Vicomte était adjugé le 27 mars 1664, moyennant 318,000 livres (1). L'acquéreur fut Armand de La Meilleraye, duc de Mazarini, pair de France. On conserve aux archives de Seine-et-Marne quelques cueillerets des cens et rentes qu'il faisait percevoir à Mitry.

Ce Mazarini, fils du vaillant maréchal de La Meilleraye, — encore un cousin germain du cardinal de Richelieu, — avait recueilli de la succession paternelle la charge de grand-maître de l'artillerie ; en 1660, par son mariage avec Hortense Mancini, nièce et principale légataire de Mazarin, il était devenu duc de Mazarini et maître d'une dot que Saint-Simon évalue à 28 millions. Par malheur, la bizarrerie de son caractère qui tournait à la folie, jointe à une union mal assortie, le rendit la fable de la cour. Hortense Mancini provoqua une séparation judiciaire, et, en attendant l'issue du procès, se retira d'abord à l'abbaye de Chelles, puis à celle du Lys, près Melun, d'où elle passa définitivement à l'étranger. Le procès dura longtemps, mais le duc ne songea pas

(1) Cette somme fut distribuée à la suite d'un ordre judiciaire ouvert le 24 février 1665 entre onze créanciers. — Mém. sur procès pour M^{re} Claude L. de Chubéré et autres, contre M. le duc de Richelieu et M. le duc d'Orléans ; Paris, imp. Osmont (18^e s.) ; 23 p. in-f^o.

à s'en plaindre, puisqu'une de ses bizarreries consistait précisément à engager et à soutenir des contestations interminables, sans aucune chance de succès.

C'est ce seigneur qui distribuait les emplois aux gens de sa maison, au moyen d'une sorte loterie, ainsi que le rapporte Voltaire :

« On conte que l'époux de la célèbre Hortense
Signala plaisamment sa sainte extravagance :
Craignant de faire un choix par sa faible raison,
Il tirait aux trois dés les rangs de sa maison.
Le sort, d'un postillon, faisait un secrétaire,
Le cocher étonné devint homme d'affaire;
Un docteur hibernois, son très-digne aumônier,
Rendit grâce au destin qui le fit cuisinier. »

Dans son duché de La Meilleraye peut-être s'exerçait cette plaisante fantaisie ; quant à sa maison de Bois-le-Vicomte, eut-il le loisir de la monter sur ce pied ?

Six ans après l'avoir achetée, dès le 13 décembre 1668, devant Parrot et Lefouin, notaires à Paris, il l'échangeait avec Barthélemy Hervart et Esther de Vimart, son épouse.

Il n'y était pas venu trois fois.

Hervart ou d'Hervart, riche financier, qualifié alors secrétaire du roi, maison et couronne de France de l'ancien collège, était le possesseur du somptueux hôtel de la rue Platrière, à Paris, où se trouve installée l'administration des Postes. Après avoir débuté comme munitionnaire à l'armée du duc Bernard de Saxe, il était venu d'Augsbourg à Paris fonder une maison de banque qui rendit des services à l'État. Mazarin, en retour, et bien qu'il considérât d'Hervart comme un vaniteux sur lequel on ne pouvait faire fonds, n'avait pas hésité à le nommer intendant des finances, puis contrôleur général, en dépit du parti catholique, car le financier était protestant.

Naturalisé français, anobli, de plus en plus fortuné, d'Hervart faillit être surintendant des finances, ayant secondé Colbert, dans cette vue, lors de l'accusation portée contre Fouquet. Tout-à coup les événements l'obligèrent lui-même à songer à la retraite, on le remboursa de sa charge et Colbert devint seul contrôleur général.

En octobre 1676, la mort frappa soudainement Barthélemy d'Hervart dans un voyage qu'il fit à Tours.

L'ancien financier avait séjourné une partie de cette année 1676 à Bois-le-Vicomte et passé de nombreux contrats devant Nicolas Corré, qui y cumulait l'office de tabellion seigneurial avec l'emploi de greffier de la prévôté.

D'Hervart ne possédait déjà plus le contrôle général depuis deux ans, quand il avait acheté cette terre. Afin de charmer ses loisirs, il s'était livré à son goût pour les bâtiments et pour les arts libéraux, en reconstruisant une partie de son hôtel de la rue Platrière, dont le salon et le cabinet de travail furent décorés par P. Mignard.

Sa campagne ne devait pas être moins bien traitée ; à sa mort, le seigneur de Bois-le-Vicomte y entretenait des constructeurs chargés de s'inspirer des transformations entreprises naguère par Richelieu.

Son second fils, Anne d'Hervart, conseiller au Parlement, déjà possesseur de la maison de Gondi, à Saint-Cloud, eut Bois-le-Vicomte en partage, avec plusieurs fiefs voisins, dont il fit renouveler le terrier, en vertu de lettres-patentes obtenues du roi en 1687.

Ce seigneur, ami et protecteur de La Fontaine, comme Hortense Mancini, dont nous citons le nom tout à l'heure, comme la duchesse de Bouillon, sa sœur, — recueillit le fabuliste chez lui, à la mort de M^{me} de la Sablière (1693), et c'est dans son hôtel de la rue Platrière que La Fontaine s'est éteint le 13 avril 1695, après avoir été pendant deux années choyé par la maîtresse du logis.

C'était d'ailleurs un asile ouvert aux poètes, aux écrivains, aux artistes dans l'embarras, et La Fontaine le fréquentait assidûment dès avant la mort de M^{me} de la Sablière.

Anne d'Hervart et sa femme avaient pris le fabuliste en vive amitié ; ils l'emmenaient à la campagne dans la belle saison, avec plusieurs jeunes femmes, leurs parentes. Cette société de l'hôtel d'Hervart et de Bois-le-Vicomte, gaie, aimable, séduisante même, était bien faite pour éveiller l'imagination de La Fontaine. Dans le recueil de ses œuvres, outre certaine chanson adressée à la dame de Bois-le-Vicomte, on retrouve la trace de plusieurs de ses voyages en ce lieu enchanteur, notamment en 1687, 1688 et 1689.

On connaît une lettre en vers et en prose, adressée aux trois dames d'Hervart, de Viriville et de Gouvernet, où il se défend de rester dans la Brie tandis qu'on répète au théâtre son *Astrée*, mise en musique par Colasse :

« Toute la cour d'Amalhonte
Etant à Bois-le-Vicomte,
Muses, j'ai besoin de vous.

.

» Comme il y a longtemps que vous vous mêlez de mes affaires, vous savez aussi bien que moi que ce que je dis est véritable... Mais de demeurer tranquille à Bois-le-Vicomte pendant qu'on répétera à Paris mon opéra, c'est ce qu'il ne faut espérer d'aucun auteur, quelque sage qu'il puisse être... Toutes muses que vous êtes, entreprendriez-vous de me préserver du péril à quoi je m'exposerais en m'allant enfermer dans un château où M^{me} d'Hervart et ses nièces n'épargnent âme vivante et me retiendraient par enchantement contre tous droits d'hospitalité ? »

La famille d'Hervart, zélée pour le protestantisme, eut à souffrir de la révocation de l'édit de Nantes. La veuve de Barthélemy, surnommée la mère des protestants, était passée en Angleterre avec M^{me} de Gouvernet, sa fille, en emportant ses objets les plus précieux et ses portraits de famille peints par Mignard. Les fils d'Hervart, au contraire, se faisaient catholiques ; Anne avait abjuré dès le mois de novembre 1685 pour épouser la fille du président de Bretonvilliers.

La Fontaine, tout en s'inquiétant peu de la confession, parlait assez plaisamment de convertir les religionnaires qui étaient de ses amis et revenait souvent sur ce chapitre. Il écrit un jour à la duchesse de Bouillon, alors à Londres : « ... J'avais fait dessein de convertir M^{me} Hervart, M^{me} de Gouvernet et M^{me} Heland, parce que ce sont des personnes que j'honore, mais on m'a dit que je ne trouverais pas des sujets encore assez disposés. Or, je ne suis bon non plus que Perrin-Dandin que quand les parties sont lasses de contester... »

Il avait près de lui Anne d'Hervart. Celui-ci, malgré sa conversion au catholicisme, le rassurait sur le salut de sa mère, de sa sœur et des protestants en général ; La Fontaine, facile à convertir, n'y songeait plus pendant quelque temps.

Un autre poète, un autre conteur, et dans ce genre le plus heureux des imitateurs de La Fontaine, avait comme lui ses grandes entrées à l'hôtel de la rue Plâtrière ; c'est Jacques Vergier, ancien abbé au petit-collet et ancien précepteur de M. d'Hervart. Devenu commissaire de la marine, il se désennuyait de la prose administrative en rimant des contes galants à Brest, à Rochefort, à Dun-

kerque, à Calais, et en lançant des couplets qui étaient fort bien accueillis à Paris.

Au commencement de juin 1688, Vergier est à Bois-le-Vicomte. La Fontaine lui raconte, dans une de ses lettres, combien l'ont émerveillé la beauté et les quinze ans de M^{lle} de Beaulieu, à ce point qu'en partant à cheval, le dimanche précédent, pour rentrer dans la capitale, ne songeant plus à son chemin, il s'est égaré à trois lieues dans la plaine et est allé se jeter dans Louvres, plus loin de Paris que n'en est Bois-le-Vicomte.

« ... J'étais encore à cheval qu'il était près de dix heures... Il fallut giter au village... J'eus beau dire l'oraison de Saint-Julien, M^{lle} de Beaulieu fut cause que je couchai dans un malheureux hameau. Elle m'a fait consumer trois ou quatre jours en distractions et en rêveries, dont on fait des contes par tout Paris... »

Sa lettre se termine ainsi : « Si M^{lle} de Gouvernet est encore à Bois-le-Vicomte, je vous conjure de lui dire de ma part que sa présence doit avoir fort embelli un lieu auquel je ne croyais pas qu'il se pût rien ajouter... »

La Fontaine, en quittant l'allée du château, avait continué tout droit par un chemin de traverse vers Tremblay et Roissy, au lieu de tourner à gauche sur la grande route de Paris. Était-il besoin des jolis yeux de M^{lle} Amaranthe de Beaulieu pour causer de telles distractions au poète ?

Aussi Vergier lui répond de Bois-le-Vicomte : « Ne soyez pas en peine, Monsieur, le récit de vos malheurs n'a point fait verser de larmes... Tout le monde en a ri et personne n'en a été surpris... »

En 1689, il écrit à M^{me} d'Hervart : « J'ai reçu une grande lettre du bonhomme La Fontaine... Ce qu'il y a de meilleur dans sa lettre est qu'il me marque qu'il va passer six semaines avec vous à la campagne. Voilà un bonheur que je lui envie fort... »

Vergier, l'ami de La Fontaine, de Pontchartrain, du duc d'Aumont, périt assassiné dans Paris le 23 août 1720.

A cette date, et depuis longtemps déjà, Anne d'Hervart n'existait plus ; il était mort fort jeune encore, en 1699, et sa veuve avait rejoint sa belle-mère en Angleterre.

Dangeau rapporte, dans son Journal, que le grand conseil trancha, le 18 octobre 1699, l'affaire de la succession de M. d'Hervart en faveur de M^{me} de Gouvernet, sa sœur. Pourtant les titres nous apprennent qu'au mois de décembre de la même année, Jean-Antoine d'Hervart, maître des requêtes, héritier bénéficiaire de

son frère, était seigneur de Bois-le-Vicomte et Mitry, et qu'en cette qualité il rendit hommage de sa terre au prince de Condé, comte de Dammartin.

C'est seulement à la mort d'Antoine, en 1707, que Bois-le-Vicomte fut recueilli par sa sœur Esther d'Hervart, mariée depuis 1653 à Charles de la Tour, marquis de Gouvernet. Puis ce domaine passa à sa belle-fille, la marquise de Gouvernet, née de Rochalart, protestante comme elle.

Dès le 4 octobre 1713, Jean-Frédéric de la Tour-Gouvernet fils se qualifie seigneur de Bois-le-Vicomte, comme donataire de sa mère. Non-seulement celui-ci n'était pas protestant, mais il était docteur en théologie et chanoine de Notre-Dame de Paris.

Pour cette famille, la question religieuse n'était toujours pas réglée; ceux de ses membres expatriés subissaient les conséquences de la révocation de l'édit de Nantes. En juillet 1712, M^{me} de Gouvernet écrivait encore de Londres au ministre pour être autorisée à garder sa fille près d'elle à Londres, et M^{me} Anne d'Hervart, dans une lettre du mois d'août, refuse catégoriquement de renvoyer sa nièce qu'elle a emmenée de France « pour la sauver des convertisseurs. » Elles étaient menacées dans leurs propriétés situées en France. Peut-être ne faut-il pas chercher ailleurs le motif du transport que M^{me} de Gouvernet, à peine en possession, avait fait de tous ses biens à son fils, le chanoine de Notre-Dame.

Obligé d'abréger ce qui me resterait à détailler encore, je me contenterai de dire que Bois-le-Vicomte passa par héritage ou par alliance aux Viriville, aux Sénozan, et au comte Archambaud de Talleyrand-Périgord, qui, ne pouvant éteindre les lourdes dettes qui grevaient son domaine, le laissa vendre au chatelet de Paris le 28 avril 1787. C'est le roi qui s'en rendit acquéreur moyennant 1.450.000 livres, pour l'échanger aussitôt avec l'archevêché de Paris.

La révolution approchait.

Le 28 février 1791 on le revendit nationalement, au district de Meaux, moyennant 452,000 fr. à un cultivateur de Mitry, qui signa une déclaration de command au nom de M. Taillepiéd de la Garenne, introducteur des ambassadeurs.

En l'an VII il passait aux mains du général de Belle, beau-frère de Hoche et de Masséna; neuf ans plus tard, c'était la propriété du baron d'Alton, lorsque les troupes alliées le saccagèrent à leur passage.

On ne songea pas à réparer ces dégâts : Bois-le-Vicomte fut livré

à la bande noire, comme bon nombre de châteaux de notre contrée. Les bâtiments ont été détruits de 1816 à 1817 et les arbres du parc, ces vieux chênes plusieurs fois séculaires, sont tombés sans pitié sous la cognée.

Il est resté cependant un pavillon, à droite de l'entrée principale ; à gauche s'étendent des bâtiments d'exploitation, qui sont d'anciennes dépendances du château, comprenant autour d'une grande cour carrée, les écuries, bergeries, vacheries, près lesquelles on retrouve encore des fossés empoisonnés.

Je dois m'arrêter, je crains même d'avoir abusé de votre bienveillante attention ; mais il m'a semblé que les détails historiques consignés dans l'étude dont vous venez d'entendre des extraits, méritaient d'être recueillis. J'ai pensé que vous pourriez prendre, au récit de ces souvenirs, une part de l'intérêt que j'ai trouvé moi-même à les rechercher, de cet attrait particulier qui s'attache à la connaissance du passé dans la province que nous habitons, que nous aimons comme on aime toujours le petit coin de terre où l'on est né.

LA TAILLE DANS L'ÉLECTION DE ROZOY

(1707-1738)

Par M. ALPHONSE GALLERY,
Membre titulaire (**Section de Melun**).

De tous les impôts de l'ancienne monarchie, la taille était sans contredit le plus considérable puisque, suivant les époques, la taille représentait à elle seule la moitié ou le tiers au moins du budget des recettes (1).

Il semblerait de prime abord que, depuis le renouvellement des études historiques, la question de la taille ait dû être absolument épuisée, en raison de son importance ; il n'en est rien cependant.

Le mécanisme de l'impôt est à peu près connu, au moins dans ce que l'on appelait les pays d'élections ; mais, dès que l'on arrive à examiner quelle était la quotité de l'impôt, dès que l'on cherche à déterminer si l'impôt était lourd ou tolérable, si la perception en était facile ou non, si les poursuites étaient nombreuses ou modérées, on voit de toutes parts se croiser les contradictions les plus vives.

Beaucoup de personnes se croient encore obligées de soutenir, par principe en quelque sorte, que la taille était le plus exécrable impôt, et sans vouloir rien examiner, n'en veulent démordre à aucun titre.

Quelques autres veulent bien se donner la peine d'examiner la question ; elles ouvrent les mémoires des contemporains, y font une collection plus ou moins ample de griefs contre la taille, et cette fois, armées de preuves irréfutables, pensent-elles, puisqu'elles sont authentiques, elles déclarent leur opinion formée ; par toutes les preuves qu'elles ont accumulées, la taille leur semble le plus condamnable des impôts.

(1) Ainsi en 1609, les recettes totales étant de 32 millions $1/2$, la taille montait à 14 millions ; en 1642, recettes 79 millions, taille 44 millions ; en 1649, recettes 92 millions, taille 50 millions (Forbonnais, *Recherches sur les finances, passim* ; Wailly, *Histoire financière de la France* ; Clamageran, *Histoire de l'impôt en France*).

Aux premières, il n'y a rien à répondre, si ce n'est que lorsqu'on introduit des préventions politiques dans l'étude de l'histoire, il n'y a plus d'histoire possible.

Aux secondes, nous dirons que nous admettons parfaitement leurs preuves; mais qu'elles n'ont aucune signification, parce qu'elles sont en nombre véritablement infinitésimal par rapport à ce qu'elles devraient être pour être décisives.

En effet, lorsqu'il s'agit d'étudier un service financier qui donne lieu, comme le recouvrement de la taille, à une quantité considérable d'actes de perception, dix, cent, mille faits critiquables, rassemblés sur tous les points du territoire et se rapportant à des périodes de temps différentes, sont tellement peu de chose si on les compare au nombre immense des actes de perception qui se sont produits, que l'on peut dire qu'ils ne comptent absolument pour rien.

Prenons une élection, par exemple celle de Rozoy-en-Brie, sur laquelle nous avons tout une série de documents indiscutables, et recherchons à quel nombre s'élèvent les versements qui peuvent donner lieu à des poursuites de la part des receveurs des tailles et à l'emprisonnement pour dettes des collecteurs.

Les versements des collecteurs se font quatre fois par année en quatre termes égaux, mais on tolère les à-compte.

Négligeons les à-compte et nous arrivons, pour les 63 paroisses qui forment l'élection, à 252 versements par année, c'est-à-dire, pour une seule élection, à 25,200 versements par siècle, à 116.000 versements pour les cinq derniers siècles de la monarchie.

Ce n'est rien encore, car les collecteurs représentent des paroisses tout entières, dont chaque habitant a sa cote de taille à payer. Dans l'élection de Rozoy, il y avait 4,200 feux donnant lieu *au minimum* à 16,800 versements par année pour la taille (les à-compte non compris), à 1,680,000 versements par siècle, à 8,400,000 versements pour les cinq derniers siècles de la monarchie.

Ainsi, dans une seule élection, dans 63 paroisses seulement, pendant les cinq derniers siècles, se produisent 2,100,000 cotes de taille, 8,400,000 versements de taillables, 116,000 versements de collecteurs, au total 10,616,000 actes administratifs qui peuvent donner lieu chacun, soit à des réclamations, soit à des procès, soit à des saisies, soit à des ventes, soit à des emprisonnements.

S'il fallait évaluer ce qui se produisait ainsi dans toute la France,

ce n'est pas à moins de huit à dix milliards d'actes administratifs concernant la taille que nous arriverions.

En présence de ces chiffres énormes, nous le demandons, que deviennent les quelques demi-douzaines de faits sur lesquels on s'appuie sans varier pour condamner le système d'impôt que représentait la taille ?

Combien de fois des résistances au paiement de la taille se sont-elles produites ? Combien de fois des collecteurs, soit par impuissance réelle de payer, soit par négligence, soit par mauvais vouloir, ont-ils été poursuivis et emprisonnés ? Quelle a été la durée de leur emprisonnement ? Quel en a été le résultat ? A toutes ces questions, dont la solution est seule à pouvoir nous renseigner sur les vices de la taille, ce ne sont ni les mémoires de contemporains incompetents, ni les allégations des réformateurs ou des faiseurs de système qui peuvent répondre, mais la statistique seule.

De quelle manière accueillerait-on aujourd'hui les affirmations d'un homme qui, sans consulter les chiffres, sans dépouiller les documents administratifs, prétendrait pouvoir porter un jugement équitable sur un service financier quelconque ? On ne tiendrait aucun compte de ses opinions.

Et cependant, par une anomalie que la passion seule explique dès qu'il s'agit de l'ancienne France, où la complication forcée du système financier devrait rendre beaucoup plus circonspect encore, il n'est pas d'affirmation, si dénuée de preuve qu'elle soit, qu'on ne relève avec le plus grand soin comme chose démontrée, pas d'allégation de contemporains, si intéressée qu'elle puisse être, que l'on n'admette comme un document irréfutable.

Il va sans dire qu'une statistique complète, embrassant dans tous ses détails le service de la taille sous l'ancienne monarchie, en eût-on tous les éléments, ce qui n'est malheureusement pas, serait une entreprise tellement colossale qu'il faudrait renoncer à jamais pouvoir la mener à bien.

Mais des statistiques particulières, déjà très-laborieuses, sont néanmoins possibles à établir.

Pour peu qu'elles embrassent une circonscription assez étendue, qu'elles concernent une élection tout entière, leur valeur devient considérable.

Nous sommes loin de prétendre qu'il suffit de connaître exactement ce qui se passait dans une élection, pour en induire avec cer-

titude ce qui se passait dans la France tout entière ; mais, ce qui nous paraît hors de doute, c'est que les résultats obtenus dans une élection sont très-sensiblement les mêmes dans les élections voisines et dans la généralité même que ces élections composaient, car la fertilité du sol, la richesse des habitants et les pratiques de l'administration y étaient les mêmes.

C'est à ce point de vue que nous nous sommes placé lorsqu'après avoir parcouru aux Archives de Seine-et-Marne sept registres qui concernent la perception de la taille, nous avons reconnu la possibilité d'établir pour l'une des plus importantes élections de la Brie une statistique rigoureuse de la taille.

On sait que le montant de la taille était fixé d'abord par le conseil du roi, qu'il était ensuite réparti entre les généralités, que dans chaque généralité il y avait une répartition entre les élections, dans chaque élection une répartition entre les paroisses.

Toutes ces répartitions étaient faites administrativement, par les fonctionnaires de l'État.

Dans chaque paroisse, il y avait ensuite une répartition par habitants, qui avait ce caractère très-remarquable, c'est qu'elle était une affaire essentiellement locale, regardait exclusivement les habitants mêmes des paroisses, sans intervention d'aucun agent de l'administration, et que c'étaient les redevables qui nommaient eux-mêmes leurs assesseurs et leurs collecteurs. L'administration ne connaissait donc aucun contribuable en particulier ; elle ne connaissait que des groupes d'habitants représentés par leurs assesseurs-collecteurs.

Tous ces habitants étaient solidaires du paiement de la taille et formaient, dans toute la force du terme, de véritables communautés ; leurs assesseurs devenaient responsables solidairement pour tous les habitants du paiement de la taille. Par conséquent, c'est contre ces assesseurs d'abord, puis successivement contre les plus haut imposés (1), s'il le fallait, que s'exerçaient les poursuites des receveurs des tailles en cas de non-paiement, et sauf recours bien entendu de ces assesseurs ou des plus haut imposés contre les habitants de leur paroisse.

Ce système peut être discuté évidemment ; les centralisateurs le

(1) On connaissait les plus haut imposés sous le nom de *solidaires*. Ils étaient rarement mis en cause. Nous n'avons trouvé dans les registres d'écron de Rozoy que 23 emprisonnements de solidaires.

trouveront détestable, les décentralisateurs excellent. Il était organisé en tout état de cause avec la plus grande logique.

Les registres de l'élection de Rozoy (1), qui sont la base de ce travail, forment sept volumes ; ils s'étendent du 11 janvier 1707 au 30 septembre 1738, avec une lacune du 25 janvier 1726 au 29 avril 1729 ; ils embrassent par conséquent une période de 29 ans et trois mois et demi.

Ils renferment environ un millier de procès-verbaux d'arrestations de collecteurs ; 979 de ces procès-verbaux, c'est-à-dire l'immense majorité, mentionnent : les causes et la date de l'arrestation, les contraintes préalables délivrées par les receveurs, le chiffre des sommes dues, enfin la date de l'élargissement du collecteur incarcéré, soit après paiement soit pour toute autre cause (2).

Toute l'histoire du recouvrement de la taille dans l'élection de Rozoy s'y trouve donc écrite d'une manière irréfutable.

Par un heureux hasard, la période que comprennent les registres est l'une des plus malheureuses pour le recouvrement de la taille ; nous sommes en effet à la fin du règne de Louis XIV et au début de la régence ; nous allons avoir les famines de 1709, de 1710, de 1714 et de 1725 ; le prix du blé va s'élever à près de huit fois ce qu'il était dans les années d'abondance, c'est-à-dire à 24, 25, 33 et 39 livres le setier (3) ; nous allons voir en 1720 l'avoine atteindre le prix exorbitant de 24 livres le setier. Cette période désastreuse est donc éminemment convenable pour nos études, car personne ne pourra nous accuser d'avoir choisi une période par trop favorable pour soutenir une thèse intentionnellement optimiste.

Grâce aux registres d'écrou de Rozoy, nous allons connaître la situation réelle en matière de taille de toute l'élection de Rozoy, c'est-à-dire de 21.000 habitants (4) pendant vingt-neuf années.

(1) Ces registres sont aux archives de Seine-et-Marne. Lorsque M. Lemaire a eu la complaisance de nous les communiquer, ils n'étaient pas encore classés et ne portaient par conséquent aucune cote.

(2) Voici le détail de ces procès-verbaux :

Registre I, 50. — Registre II, 137. — Registre III, 146. — Registre IV, 194. — Registre V, 160. — Registre VI, 109. — Registre VII, 183. — Total : 979.

Il y a encore dans ces registres un certain nombre d'autres procès-verbaux ; ils concernent des délits ou des crimes de droit commun ; car les prisons, affectées spécialement aux emprisonnements des collecteurs des tailles servaient aussi éventuellement aux autres prisonniers, au moins d'une manière temporaire.

(3) Voyez Dupré de Saint-Maur, *Essai sur les Monnaies*, etc., Paris, 1746, in-4^o, p. 177.

(4) Ce chiffre nous a été fourni par M. Lemaire ; il l'a obtenu en multipliant par cinq le nombre des feux, supputation admise à la fin du XVIII^e siècle.

Le nombre des feux de l'élection de Rozoy était, en 1717, de 4.218 feux.

Nous avons dépouillé de la manière la plus complète les sept registres d'emprisonnements de collecteurs ; nous en avons extrait plus de cinq mille indications et notre statistique demanderait pour être reproduite in-extenso plus de quarante-deux pages ; nous n'avons pu songer par conséquent à le faire ici.

Il nous suffira d'ailleurs de reproduire les tableaux où notre travail se trouve résumé ; les indications de ces tableaux seront d'autant plus nettes qu'il sera plus facile de les embrasser d'un coup d'œil.

Avant d'étudier la statistique, il faut se pénétrer intimement de la situation d'un receveur des tailles. Lorsqu'il délivrait une contrainte contre un asséur-collecteur et le faisait ensuite incarcérer, c'est qu'il y était absolument forcé ; il ne se trouvait pas en effet, comme le sont nos percepteurs, en présence d'un redevable ordinaire devant vingt ou trente livres d'impôt et que l'on pouvait attendre ; il s'agissait pour le moins d'un quartier, souvent de plusieurs quartiers de la taille de toute une paroisse ; c'étaient des sommes de cinq cents, mille, deux mille, quatre mille livres et plus, et ces sommes étaient dues souvent depuis deux, trois années et plus.

Ces connaissances préliminaires acquises, passons à notre statistique de Rozoy. Le nombre des emprisonnements y est de 979 en vingt-neuf ans et trois mois et demi ; c'est donc une moyenne de 2 emprisonnements $\frac{3}{4}$ par mois pour 63 paroisses, soit un emprisonnement tous les vingt-deux mois pour chaque paroisse. En voici le détail :

Jouy	69	Fontenay	23
Vaudoy	53	Mortcerf	23
La Croix	40	Presles	22
Péczy	38	Lady	22
Nangis	34	Dammartin	21
Guérard	33	Chateaubleau	20
Grandpuits	32	Ormeaux	19
Touquin	32	Tournan	18
Liverdy	28	Marles	17
Villegagnon	28	Rampillon	17
Eannost	27	Gastins	16
Chaumes	27	Mormant	15
Faremoutiers	26	Lahoussaye	15
La Celle	26	Bailly	14

Neufmoutiers.	14	Rozoy	8
Courpalay	14	Nesles	7
La Madeleine.	13	Ozouer	6
Quiers	13	Pezarches	6
Favières	12	Le Plessis (Ieu Aussous) .	6
La Chapelle-Iger	12	Tigeaux.	5
Courtomer	11	La Boissière	4
Gretz	11	Crèvecœur	4
Verneuil	11	Voinsles	4
Châtres	10	La Fermeté.	3
Closfontaine	10	Villeneuve-la-Hurée . . .	3
Maisoncelles	10	Chapelles-Breteuil	2
Pecqueux	10	Bernay	2
Planoy	10	Vilbert	2
Saint-Just	9	Hautefeuille	1
Aubepierre.	9	Hustin (1)	4
Beauvoir	9	Chapelle-Orteil (2). . . .	1
Lumigny.	9		

Manquer une échéance en moyenne tous les deux ans, il est évident que ce n'est pas une chose toute normale ; y a-t-il lieu de s'en effrayer ? nous le croyons d'autant moins que si, laissant de côté les résultats obtenus *en moyenne*, nous examinons les emprisonnements, paroisse par paroisse, il nous sera facile de voir que c'est la résistance seule de quelques paroisses à payer la taille qui est la cause du plus grand nombre des emprisonnements.

Rien n'est plus varié, en effet, que la résistance des paroisses à payer la taille. Il y a des paroisses telles que Hautefeuille, Bernay ou Vilbert, dans lesquelles on ne trouve qu'un ou deux emprisonnements en vingt-neuf ans, tandis que d'autres, telles que Jouy ou Vaudoy, en présentent jusqu'à 53 et 69.

Si l'on prend la grande majorité des paroisses, on voit que les deux tiers d'entre elles, c'est-à-dire 42 sur 53, n'ont fourni que 336 emprisonnements en 29 ans, soit environ un emprisonnement par paroisse tous les trois ans et demi, tandis que le dernier tiers, formé de 21 paroisses, a fourni 643 emprisonnements, soit un emprisonnement par paroisse tous les onze mois.

Comme conclusion sur ce premier point, il est évident que mal-

(1-2) Sans doute Gastins et les Chapelles-Breteuil, aujourd'hui les Chapelles-Bourbon.

gré les malheurs publics qui venaient frapper les paroisses de l'élection de Rozoy de 1708 à 1738, la grande majorité des paroisses acquittait assez facilement la taille, puisqu'elles ne manquaient une échéance trimestrielle que tous les trois ans et demi, c'est-à-dire une échéance sur quatorze.

Mais il est impossible de nous en tenir là ; il faut que nous sachions quelle était la rigueur avec laquelle on traitait les collecteurs en prison, quelle était la durée de leur détention, puisque nous cherchons à découvrir s'il y avait une relation certaine entre les mauvaises récoltes et la multiplicité des emprisonnements, etc.

L'emprisonnement des collecteurs n'était pas une peine, mais un moyen de contrainte, il revêtait le même caractère que l'emprisonnement pour dettes à la requête des créanciers, tel qu'il se présentait il y a quelques années à la prison de Clichy.

C'étaient les receveurs de la taille qui devaient avancer les frais d'entretien des collecteurs emprisonnés, sous peine de les voir relâcher par le gardien de prison (1), et saul à se faire rembourser leurs avances par les collecteurs au moment du paiement.

Le séjour dans les prisons était beaucoup plus supportable qu'on ne le pense généralement ; comme à Clichy, les prisonniers avaient le droit le plus formel et de donner en prison tous les suppléments de vivres et de coucher qui pouvaient leur convenir ; les règlements étaient formels à cet égard : un extrait du règlement de la Cour des aides, du 30 avril 1650, devait être inscrit en tête de chaque registre d'écrou. Chacun des registres porte effectivement comme préambule : « Le gardien leur laissera la liberté d'envoyer quérir leurs vivres et nécessités où bon leur semblera, à peine de 50 livres d'amende, conformément au règlement de nos seigneurs de la Cour des aides, etc. »

Il ne suffit pas d'avoir déterminé le nombre des emprisonnements ; leur petit nombre relatif ne prouverait effectivement pas grand'chose, non plus que la douceur relative du régime de la prison, si la durée de la détention était indéfinie.

Voici quelle a été la durée moyenne des emprisonnements :

Registre I. 1707-1708. Durée 10 jours.

Registre II. 1708-1709. Durée 20 jours.

(1) Exemple en 1708. Un collecteur de la paroisse de Vaudoy est mis en liberté le 1^{er} février 1708 par ordonnance du président des élus pour défaut de provisions d'aliments (*Registre d'écrou de Rozoy*, n° 1).

Registre III. 1709-1710. Durée 22 jours $1/2$.

Registre IV. 1710-1712. Durée 14 jours $3/4$.

Registre V. 1712-1717. Durée 14 jours.

Registre VI. 1717-1726. Durée 13 jours.

Registre VII. 1729-1738. Durée 14 jours $1/2$.

La moyenne générale est de 15 jours par emprisonnement.

Comme il est toujours prudent de se défier des moyennes lorsqu'elles sont par trop générales et que par conséquent un grand nombre de résultats soit en maximum, soit en minimum, peuvent s'y trouver confondus, nous avons recherché quel était le nombre des collecteurs qui avaient pu faire un séjour beaucoup plus long que 15 jours dans les prisons des receveurs des tailles.

Or, sur les 979 emprisonnements sur lesquels nous avons des données complètes,

633 ont fait moins de 15 jours.

216 — de 15 jours à 1 mois.

91 — de 1 mois à 1 mois $1/2$.

49 — de 1 mois $1/2$ à 2 mois.

5 — de 2 mois à 2 mois $1/2$.

4 — de 2 mois $1/2$ à 3 mois.

6 — de 3 mois à 3 mois $1/2$.

2 — de 3 mois $1/2$ à 4 mois.

1 — de 4 mois à 4 mois $1/2$.

1 — de 4 mois $1/2$ à 5 mois.

2 — de 6 mois à 6 mois $1/2$.

En voici le tableau détaillé :

ANNÉES	moins de 45 jours	de 15 jours à 1 mois	de 1 mois à 1 mois 1/2	de 1 m. 1/2 à 2 m.	de 2 m. à 2 m. 1/2	de 2 m. 1/2 à 3 m.	de 3 m. à 3 m. 1/2	de 3 m. 1/2 à 4 m.	de 4 m. à 4 m. 1/2	de 4 m. 1/2 à 5 m.	de 5 m. à 6 m. 1/2
1707	34	8									
1708	36	28	12	3	»	2	1				
1709	49	33	42	3	»	»	»	1			
1710	53	24	9	1	1	»	1				
1711	83	32	12	2	1						
1712	44	14	1	1	»	»	»	»	1		
1713	32	9	»	»	1	1	1	1			
1714	18	7	2								
1715	44	9	2								
1716	13	2	»	1							
1717	9	3	3	2							
1718	17	4									
1719	15	7	»	1							
1720	8	8									
1721	1										
1722	9	2	»	1	»	1					
1723	5										
1724	8	1									
1725	7	2	»	1							
1729	18	3									
1730	1										
1731	7	3									
1732	2	1	»	»	»	»	»	»	»	1	
1733	15	»	1								
1734	18	5	1	»	»	»	»	»	»	»	2
1735	47	1	2	1	1	»	1	»	1		
1736	13	4	2								
1737	11	1	1								
1738	14	1	1	»	1	»	2				
	633	216	91	19	5	4	6	2	2	1	2

La plupart des collecteurs incarcérés faisaient donc moins de quinze jours de prison ; il n'y avait qu'une infime minorité dont la détention fût assez longue.

Du nombre et de la durée des emprisonnements dans l'élection de Rozoy se dégage invinciblement cette conclusion : c'est que, en très-grande majorité, les paroisses payaient très-régulièrement la taille, qu'elles ne manquaient une échéance que tous les trois ans et demi, et que même alors il ne lui fallait pas plus de quinze jours en moyenne pour réunir les fonds et dégager leurs collecteurs.

Passons à un autre point de vue ; l'administration se montrait-elle tracassière ? exigeait-elle inflexiblement la rentrée de l'impôt à l'échéance prescrite, sans tolérance aucune ?

Le tableau suivant répond à cette question.

Sur mille emprisonnements, de 1707 à 1738 :

278 concernaient l'exercice courant ;			
379	—	la 1 ^{re} année antérieure.	
248	—	la 2 ^{me}	—
63	—	la 3 ^{me}	—
16	—	la 4 ^{me}	—
10	—	la 5 ^{me}	—
3	—	la 6 ^{me}	—
3	—	la 7 ^{me}	—

En voici le tableau année par année :

EMPRISONNEMENTS RELATIFS A :

ANNÉES	Exercice courant	1 ^{re} année antérieure	2 ^e	3 ^e	4 ^e	5 ^e	6 ^e	7 ^e
1707	7	23	11	4				
1708	16	33	27	5	.			
1709	50	47	29	10	1			
1710	20	39	36	5				
1711	24	42	38	16	»	1		
1712	10	21	16	6	2	8		
1713	44	14	8	5	5	»	3	
1714	5	11	6	1	»	»	»	3
1715	6	19	28	»	1			
1716	7	2	8	1	»	1		
1717	2	10	»	4	3			
1718	»	7	6	7	1			
1719	2	9	9	1	3			
1720	»	18						
1721	»	1						
1722	1	6	7					
1723	2	2	1					
1724	2	6	1					
1725	2	7	1	1				
1726	»	»	1					
1729	17	1	3					
1730	»	»	1					
1731	10							
1732	1	3						
1733	16							
1734	3	17	7					
1735	42	11	1					
1736	5	14	1					
1737	13							
1738	1	16	2					
	278	379	248	63	16	10	3	3

Il est donc de toute évidence que l'administration se montrait fort tolérante; bien qu'elle fût assurée de se faire payer en peu de jours, comme nous l'avons vu précédemment, il est démontré qu'avant de poursuivre, l'administration accordait d'assez longs délais. Ces délais s'étendaient, en effet, pour des chiffres quelque

fois importants, jusqu'à la troisième et même la quatrième année après l'exercice.

Avant de conclure d'une manière générale, il nous paraissait important de chercher à découvrir quelles étaient les causes qui empêchaient les paroisses de satisfaire aux échéances de la taille et qui entraînaient l'emprisonnement des collecteurs.

Était-ce l'énormité du taux de la taille? Était-ce la misère causée par les mauvaises récoltes?

Dans une étude précédente, nous avons rassemblé un certain nombre de documents qui prouvent que le taux de la taille était loin d'être excessif. Nous ne voulons pas les reproduire ici; il nous suffira de dresser le tableau suivant qui indique quel était le taux de la taille à la fin du dix-septième siècle; d'après les renseignements donnés pour des paroisses qui étaient très-rapprochées de l'élection de Rozoy, et cela à une époque où les tailles étaient beaucoup plus élevées même que pendant la période que nous étudions spécialement :

TAUX DE LA TAILLE

		Grandes exploitations	Petites exploitations	Cote des pièces consultées aux archives de S.-et-M.
		—	—	
1768	Poigny	2 sous 10 d.	2 sous 1 d.	C. 205
1769	Moutils	2 » 8	2 »	C. 207
1770	Rupéreau	3 » 6	2 » 8	C. 209
1771	Sancy.	3 » 4	2 » 9	C. 211
1772	Savins	2 » 6	1 » 10	C. 213
1774	Saint-Brice	2 » 7	1 » 11	C. 218
1775	Provins	4 » 3	3 »	C. 219
1777	Rouilly	2 » 5	2 »	C. 223
1780	Melz	2 » 6	2 » 1	C. 229
1782	Saint-Hilliers . . .	3 » 7	2 » 4	C. 233
1783	St-Loup-de-Naud . .	3 » 7	2 » 10	C. 235
1785	Villiers-St-Georges .	4 » 3	1 » 10	C. 239
		38 »	27 »	
Moyenne.		3 » 2	2 3	

Pour les petites exploitations 10 %, pour les grandes 15 %, voilà quel était le taux de la taille à la fin du 18^e siècle.

Si l'on considère qu'une fois la taille payée, le tiers et même la moitié, suivant les époques, du budget des recettes se trouvait rempli, on sera forcé de convenir que les impôts de l'ancienne France étaient beaucoup plus modérés que nos impôts.

Il est vrai que notre impôt foncier ne s'élève que de 4 à 9 % (1) de nos revenus fonciers.

Nos contribuables paraissent à première vue moins chargés que les taillables du dix-huitième siècle, et cependant quelle erreur !

Nous venons de voir qu'au dix-huitième siècle, l'ancienne France, en sacrifiant de dix à quinze pour cent de ses revenus pour la taille, était débarrassée de la moitié ou du tiers au moins de ses charges annuelles.

Aujourd'hui, une fois que l'impôt foncier est entré dans les coffres de l'Etat, quelle part des charges publiques a-t-il acquittée ? à peine un seizième (2).

Il est donc impossible de prétendre que le taux de la taille fût excessif.

Quelle influence exerçait sur le nombre des emprisonnements l'abondance ou la pénurie des récoltes ? Nous avons un moyen bien simple de le découvrir ; c'est de comparer le prix du blé et de l'avoine au nombre des emprisonnements et de chercher la relation qu'il peut y avoir entre les uns et les autres.

Ceci nous est d'autant plus facile que, par une heureuse coïncidence, Dupré de Saint-Maur, dans son *Essai sur les monnaies* (3), nous a conservé le cours du blé et de l'avoine justement sur le marché de Rozoy.

Voici le tableau du nombre des emprisonnements comparé au prix du blé et de l'avoine :

(1) Rapport de l'enquête de 1851 ; les chiffres exacts sont : pour les départements, de 3.76 à 9.10 % ; moyenne, 6.07. Il est vrai qu'entre les communes le taux varie de 0.61 à 21.43 % (*Bulletin de statistique*, août 1879, p. 128.)

(2) Les recettes de l'impôt foncier sont en effet prévues au budget de 1881 pour 17 millions, sur un chiffre total de recettes de 2 milliards 682 millions, et cela sans parler des budgets des départements et des communes, qui sont sans proportion avec les dépenses locales de l'ancienne France. (*Bulletin de statistique et de législation comparée*.)

(3) *Essai sur les monnaies ou réflexions sur le rapport entre l'argent et les denrées*. Paris, 1746, in-4°.

Années	Emprisonnements	Blé	Avoine	Années	Emprisonnements	Blé	Avoine
1706	»	6 ¹ 55	8 ¹ 20	1721	1	12 ¹ 25	10 ¹ 40
1707	42	5 77	5 80	1722	13	13 37	10 40
1708	82	8 37	6 40	1723	5	20 87	17 »
1709	132	39 62	14 80	1724	9	20 81	20 30
1710	91	33 77	10 20	1725	40	25 31	13 20
1711	130	14 87	14 90	1729	21	14 25	15 60
1712	61	17 43	17 10	1730	1	13 06	12 80
1713	45	23 81	18 60	1731	10	16 37	18 40
1714	27	24 25	19 40	1732	4	11 18	14 40
1715	55	11 90	11 70	1733	16	8 62	7 80
1716	16	10 37	8 50	1734	26	9 19	7 40
1717	17	8 21	7 20	1735	54	9 43	7 40
1718	21	9 12	7 40	1736	19	10 87	8 40
1719	23	11 94	12 40	1737	13	12 25	8 80
1720	16	17 12	24 »	1738	19	15 62	10 90

On voit, au premier coup d'œil porté sur les chiffres que, pendant l'année 1709, si désastreuse au point de vue des récoltes, le recouvrement des tailles fut particulièrement difficile; l'année 1709 nous présente le maximum et dans le prix du blé et dans le nombre des emprisonnements des collecteurs.

A partir de cette époque, cette relation cesse d'une manière presque constante; ce que l'on remarque, tout au contraire, c'est d'abord que lorsque le prix des céréales augmente, le nombre des emprisonnements diminue (ceci est sensible notamment en 1712, 1713, 1714, 1716, 1717, 1723, etc), et ensuite, que lorsque le prix des céréales baisse le nombre des emprisonnements augmente, comme par exemple en 1711, 1715 et de 1732 à 1735.

Ces indications, surtout lorsqu'on réduit le tableau précédent en diagramme, sont fort nettes; elles prouvent que, l'année 1709 étant exceptée, l'administration veillait de très-près sur le rendement des récoltes et qu'elle proportionnait très-régulièrement ses poursuites aux facultés des redevables.

Que la récolte fût belle, on devenait plus strict pour la rentrée des tailles; qu'elle fût mauvaise, on se montrait tolérant envers les redevables.

Nous avons tenu à nous abstenir de tout développement et à con-

server à cette étude le caractère d'une dissertation pour ainsi dire mathématique, afin que nos conclusions ressortissent non pas d'un enchaînement plus ou moins contestable de raisonnements, mais de chiffres qui soient indiscutables.

Réunissons à présent tous nos résultats partiels et nous aboutirons à cette conclusion générale : la taille dans l'élection de Rozoy, même pendant une période de famine et de malheurs publics, était modérée ; les poursuites pour la rentrée de la taille étaient peu nombreuses dans la grande majorité des paroisses ; si un certain nombre de paroisses néanmoins se montraient récalcitrantes, c'était très-certainement par négligence ou par entêtement, puisque dans l'immense majorité des cas, le paiement de la taille était effectué dans la quinzaine qui suivait l'emprisonnement pour dette des collecteurs. Les emprisonnements de plusieurs mois étaient excessivement rares, et l'emprisonnement n'avait du reste rien de bien pénible. Enfin, l'administration tenait compte, au moment d'ordonner les poursuites contre les collecteurs, de l'abondance ou de la disette des récoltes.

La taille était donc un impôt infiniment plus tolérable qu'on ne le pense ordinairement.

SOUVENIRS DE L'ARQUEBUSE DE PROVINS

Par M. BOQUET-LIANCOURT

Président de la Section de Meaux (1).

Messieurs,

Au risque de vous répéter ce que vous savez déjà trop, j'ai pensé que, dans une ville si riche en souvenirs, il ne fallait pas évoquer les souvenirs d'une autre ville, et que tout devait être rose à Provins.

L'arquebuse de Provins comptait parmi les plus anciennes. Elle aurait même pu, comme beaucoup d'autres compagnies, placer son origine à une époque antérieure à l'invention de l'arquebuse. Cette prétention n'eût pas été aussi paradoxale qu'elle en a l'apparence. Les compagnies d'arquebusiers n'étaient que la continuation des compagnies d'archers et d'arbalétriers. Or, il y avait des arbalétriers à Provins au quatorzième siècle.

Ces compagnies d'archers très-anciennes furent, à l'époque des guerres avec les Anglais, encouragées par quelques privilèges, organisées et enrôlées par les rois de France pour la défense du royaume et la sécurité des provinces. Plus tard le perfectionnement des armes amena l'abandon de l'arc pour l'arbalète, et de l'arbalète pour l'arquebuse. Les compagnies changèrent de nom, en conservant leur antique constitution et en revendiquant leurs antiques privilèges. *Les compagnies d'Arquebuse ci-devant Arbalétriers*, dit en propres termes le Concordat de 1775.

Quoi qu'il en soit, c'est au seizième siècle, et particulièrement sous le règne de Louis XII, que les compagnies d'arquebuse se multiplièrent dans toute la France.

Elles eurent alors pendant un siècle, un rôle militant qu'il n'est pas toujours facile de distinguer au milieu des armées avec lesquelles elles se trouvaient confondues, dans la fumée des sièges et des batailles.

Plus tard, les armées nationales s'étant régularisées et organisées, les compagnies d'arquebuse perdirent leur utilité primitive

(1) Lu à la séance générale et publique tenue à Provins.

et ne furent plus qu'une sorte de milice provinciale, l'élite de ces milices ; elles prirent alors le nom caractéristique de compagnie des jeux militaires.

Chose étrange, c'est précisément pendant les deux siècles où leur utilité se trouvait si non détruite, du moins très-considérablement amoindrie, que ces compagnies, soutenues par la tradition, acquirent la plus grande notoriété, remplaçant l'utilité par l'éclat de leurs fêtes, et animant par leurs joutes pacifiques les loisirs de la province.

Je reviens à l'arquebuse de Provins. Des lettres patentes de 1554 constatent son existence et ses privilèges. Ces privilèges consistaient dans l'exemption de logements militaires, du droit de courte pinte, droit municipal sur les boissons, et enfin, pour le roi de l'Oiseau, dans le droit de ne payer que cinq sols de taille. Privilèges bien minces, il nous semble aujourd'hui, qui n'en étaient pas moins enviés à cette époque, souvent attaqués par le fisc, toujours énergiquement défendus, confirmés par des lettres royales, des arrêts, des délibérations municipales de 1561, 1613, 1720, 1725, 1769, et maintenus victorieusement jusqu'à la Révolution.

L'hôtel de l'Arquebuse construit en 1670, rue des Bons-Hommes, vis-à-vis la Tuilerie, restauré par les soins de l'abbé d'Aligre, fut encore augmenté en 1693, avec le concours de la municipalité. Son tir fut agrandi, son jardin étendu. Sur la porte on lisait cette inscription :

Medius Martis, pacisque ludus.

L'uniforme de la compagnie de Provins conserva les mêmes couleurs avec une persistance rare parmi les compagnies d'arquebuse qui suivaient volontiers les caprices changeants de la mode : habit couleur rose de Provins, veste et culotte chamois, boutons et galons d'argent ; quant à la forme, elle se modifiait en suivant les usages de l'armée.

Le drapeau portait d'un côté la Tour-le-Roi, avec cette légende :

Struxit me Cæsar, servat me Cæsare Major.

Cesar m'a bâtie, un plus grand que César est maintenant mon appui. De l'autre côté, une guirlande de lys et de roses avec cette devise qui n'a pas besoin d'explication :

Sic florent nostris lilia mixta rosis.

Le dicton de la compagnie était : *les Roses de Provins*, charmant dicton, qui rappelait à la fois les exploits d'outre-mer, la spécialité florale de la ville et peut-être aussi la beauté des dames

de Provins, beauté proverbiale même parmi ces dames qui n'ont que la beauté pour vertu.

Sans être exclusive, la compagnie se recrutait dans la riche bourgeoisie, dans le commerce, dans la noblesse. Les dépenses qu'entraînait la qualité de chevalier de l'arquebuse, l'entretien d'un uniforme luxueux, l'achat d'une arquebuse, les cotisations, les voyages, suffisaient à restreindre le nombre des candidats.

Du reste l'effectif de la compagnie, qui fut fixé en 1776 à cinquante chevaliers, était jusqu'alors très-variable. Il était de deux cents chevaliers en 1562, d'après Claude Haton, et en 1774, il était tombé à vingt-six.

La compagnie était commandée par un capitaine, un lieutenant, un guidon, un major, un enseigne. C'étaient là du moins les grades primitifs, reconnus par le concordat ; mais une assez grande fantaisie avait fini par régner dans les compagnies. L'arquebuse de Provins avait un colonel au dix-huitième siècle ; d'autres compagnies avaient des prévôts, des grenadiers, des brigadiers, des gentils-hommes à drapeau et même des amazones.

Le but principal de l'arquebuse étant d'*adext rer* la jeunesse au maniement des armes, les compagnies se réunissaient tous les dimanches pendant l'été, pour tirer à la butte, dans les jardins de l'arquebuse. Le tir de l'oiseau ou du papegeai formait l'épisode le plus remarquable de ces exercices. Il avait lieu à Provins le dimanche qui suit la Saint-Louis, mais dans la plus grande partie des compagnies, cette petite fête se célébrait le lundi de la Pentecôte, aujourd'hui même.

L'oiseau, en bois ou en fer blanc, ne se tirait pas à la butte. Il était placé sur une perche de plus de cinquante pieds de haut. Le chevalier qui abattait l'oiseau était proclamé roi de la compagnie. S'il avait la même adresse trois années de suite, il devenait empereur et portait l'écharpe blanche ; le roi dépossédé prenait le titre de connétable. Inutile d'ajouter que cette royauté éphémère était fêlée par de joyeux festins.

Le tir de l'oiseau était une fête toute locale, particulière à chaque compagnie. Les grandes fêtes de l'Arquebuse, où se révélait l'importance qu'elle avait acquise, étaient les prix généraux et les prix provinciaux.

La ville de Provins fut le siège d'une de ces fêtes en 1686. Voici comment s'exprime, à propos de cette fête, un vieux manuscrit signalé par M. Lhuillier, notre collègue, et reproduit dans l'*At-*

manach de Seine-et-Marne par un autre de nos collègues, M. Leblondel.

« La même année 1686, les chevaliers de l'arquebuse de Provins rendirent un prix dans une fête, à laquelle furent invités les arquebusiers de vingt-quatre villes voisines.

» Le jour fixé était le 25 août.

» Le samedi, veille de la montre, les compagnies du dehors ont été reçues avec les cérémonies ordinaires. Le 25 au matin, tous les chevaliers s'assemblèrent à Saint-Quiriace, où la messe fut célébrée par M. le doyen et les drapeaux portés à l'offrande. Le soir on transporta le bouquet et les prix à l'hôtel de ville, puis on alla à Saint-Jacques recevoir le présent que M. l'abbé d'Aligre voulait faire d'une médaille frappée au coin de M. le chancelier son père.

» Le vingt-sixième d'août, l'on commença à tirer les prix, par le coup du roi, qui fut tiré par le sieur de Montqueron, lieutenant-général de Provins, de la compagnie de cette ville, laquelle se distingua par son adresse et remporta 21 prix sur 80 qui étaient proposés.

» Le bouquet était une tour d'argent ornée de fleurs, autour de laquelle on lisait cette légende : *Condidit hanc Cæsar, servat nunc Cæsare major*, légère variante de la devise du drapeau de la compagnie. »

Ces détails précis et précieux n'ont qu'un tort, leur trop grande brièveté ; mais il est facile de les compléter, de les rectifier même en quelques points à l'aide d'autres documents. Les grands prix de Châlons, de Rheims, de Meaux, de Montereau, de Saint-Quentin ont trouvé des chroniqueurs plus prolixes, et comme, sauf quelques détails locaux, les cérémonies se passaient de la même manière dans toutes les villes du Concordat, on peut esquisser un tableau un peu plus complet de la fête de 1686 à Provins.

J'ai déjà prononcé deux fois le nom du concordat : c'était un traité d'union, une sorte de fédération conclue entre les compagnies d'arquebuses des provinces de Picardie, Champagne, Brie et Ile-de-France. Le premier concordat avait été conclu à Châlons en 1439, à l'époque où les arquebusiers étaient encore arbalétriers. Renouvelé en 1680 et en 1773, il avait pour but de juger les contestations et de promulguer des règlements applicables à toutes les compagnies qui en faisaient partie.

Lorsqu'une compagnie d'arquebuse, avec l'autorisation du gou-

verneur de la province, avait l'honneur de rendre un prix général ou provincial, honneur fort coûteux auquel elle s'était préparée par de larges cotisations et avec le concours de la municipalité, elle commençait par adresser une invitation cérémonieuse à toutes les compagnies du concordat ; ce n'était pas vingt-quatre compagnies à inviter, comme le dit le manuscrit plus haut cité, mais cinquante-huit. Au reste toutes les compagnies ne venaient pas : et les plus belles fêtes n'en ont compté qu'une cinquantaine. Mais cinquante compagnies, et même vingt-quatre, c'était déjà beaucoup de monde. C'était quatre, cinq, six cents, mille et même parfois de plus de mille chevaliers. Ces chiffres mêmes ne donnent qu'une faible idée de l'affluence qu'attiraient ces concours, car les chevaliers amenaient avec eux des aumôniers, des musiciens, des marqueurs, des voituriers, sans compter les parents, les amis, les curieux et les curieuses. Jugez de l'animation que devaient procurer à une ville de province, et à son commerce, de pareilles fêtes qui duraient toute une semaine.

Le jour de l'arrivée des compagnies, l'arquebuse de la ville qui rendait le prix était en grande tenue à pied et à cheval sur la grande place. Une sentinelle placée sur le clocher le plus élevé, signalait l'approche de chaque compagnie par des coups de tocsin et désignait la porte à laquelle elle allait se présenter, en plaçant un étendard dans cette direction.

Un officier avec deux chevaliers allait au devant ; à portée d'être entendu, l'officier criait : Qui vive ? — Arquebusiers royaux — Quelle compagnie ? — Compagnie de..... — Avance, qui à l'ordre. L'officier de la compagnie qui arrivait s'avancait vers l'officier de la compagnie recevante, qui, la main droite sur la garde de son épée, et le chapeau en tête, recevait le mot du guet, après quoi, les deux officiers mettaient le chapeau à la main et se donnaient l'accolade. Puis, tambours battants, drapeaux déployés, la compagnie faisait son entrée dans la ville, et après avoir salué la compagnie indigène, était conduite à l'hôtel qui lui avait été préparé où elle recevait le présent d'usage, douze bouteilles de vin et un pâté de venaison.

Le soir, étaient nommés les douze présidents du tir, ou généraux inspecteurs. C'étaient les juges du tournois. Ils portaient comme insignes une médaille d'argent aux armes de la ville qui rendait le prix.

Le lendemain, messe du Saint-Esprit, dite par le plus haut di-

gnitaire ecclésiastique de l'endroit, en présence de tous les chevaliers, avec accompagnement de musique militaire. Le même jour avait lieu la montre, c'est-à-dire le défilé de toutes les compagnies escortant le bouquet et les autres prix. Ce bouquet ou gage d'armes, qui primitivement se composait de quelques fleurs, était devenu, par la suite des temps, un petit édifice de bois ou de terre cuite, doré, sculpté, orné de fleurs, de médaillons et d'inscriptions : nous avons vu que le bouquet de Provins, en 1686, représentait une tour d'argent. Les autres prix, des pièces d'argenterie disposées en pyramide, variaient suivant la richesse de chaque ville ; mais au dix-huitième siècle, ils atteignaient ordinairement une valeur de douze et même de vingt mille livres, qui représenteraient aujourd'hui une somme bien supérieure.

La montre était suivie d'une collation où, après avoir porté à la santé du roi, il devint d'usage de distribuer au peuple tous les mets qui se trouvaient sur les tables.

Le jour d'après, le tir commençait par le coup du roi, tiré par le gouverneur de la province ou par le dignitaire désigné pour le suppléer. Puis les compagnies se succédaient suivant le numéro que le sort leur avait donné ; chaque chevalier tirait quatre coups. Les précautions les plus minutieuses étaient prises pour assurer la loyauté de cette joute. Les armes étaient examinées, les coups vérifiés, mesurés et reproduits sur un registre signé par trois inspecteurs du tir. Le tir avait lieu au panton (à la cible).

Le prix provincial était toujours attribué au tireur le plus adroit de la province. Le prix général était décerné d'après d'autres considérations, l'importance des compagnies, leur bonne tenue et la richesse des villes auxquelles elles appartenaient ; considérations graves, car la ville qui recevait le bouquet, contractait l'obligation de rendre un pareil bouquet, dans un temps donné, et cet honneur eût été trop onéreux pour beaucoup de villes. En outre, pour empêcher les jalousies, un règlement fort sage avait décidé que le prix général passerait successivement dans les trois provinces du concordat. « Lorsque le bouquet sortira de Picardie, il entrera en Brie, et lorsqu'il sortira de Brie, il entrera en Champagne. »

Et pendant que duraient ces concours, ce n'étaient que festins, bals, comédies, concerts, illuminations, feux de joie, galanteries, parties de plaisir, plaisanteries joyeuses de carnaval. En vérité, nos ancêtres n'étaient pas trop à plaindre.

Le prix de 1686 a fait naître un recueil de vers fort curieux, de

M. Bernard Lelleron, avocat au Parlement, imprimé à Provins, chez Nicolas Menissel. Je ne soutiendrai pas que les vers de Bernard Lelleron soient tous parfaits, mais ils sont de la bonne époque, d'une facture large, facile, élégante ; et ils réalisent un véritable tour de force, en tournant avec adresse, sans trop de monotonie, cinquante-huit compliments adressées aux cinquante-huit villes du concordat. L'appétit littéraire le plus vigoureux recule épouvanté devant tant de douceurs, mais il ne faut pas oublier que les recueils de ce genre ne doivent pas se lire comme un poème dramatique. Il faut les comparer, non pas à un dîner dont on doit goûter successivement tous les plats, mais à un buffet où chacun choisit ce qui lui convient. Chaque compagnie allait droit à son éloge, à son plat, j'allais dire, et si elle le trouvait à son gré, elle s'inquiétait peu de savoir si les condiments qui le rendaient agréable n'avaient pas été également employés dans le régal des autres compagnies.

Quant aux compliments adressés au roi, au gouverneur de la province, au gouverneur de la ville, à l'abbé d'Aligre, au maire, aux échevins, aux dignitaires de tout ordre et de toute espèce, ne nous scandalisons pas de cette adulation continue : elle était alors en usage et je ne suis pas bien certain qu'elle n'y soit plus encore. Rappelons-nous les banquets qui suivent les fêtes de notre époque et les santés interminables qui les couronnent : au président, aux organisateurs de la fête, aux délégués, aux invités, aux étrangers, à la musique, aux dames et parfois aux cuisiniers même... Ce que le dix-septième et le dix-huitième siècles disaient en vers aux princes, nous le disons en prose aux puissants du jour. Les hommes changent peu : réunis, ils aiment à s'encenser à outrance, à charge de revanche ; à moins que, la politique aidant, ils ne préfèrent s'injurier et se vilipender sans plus de mesure.

Du reste, il y a beaucoup à apprendre dans le recueil de Bernard Lelleron. Nous y voyons par les vers qu'il a consacrés à l'abbé d'Aligre, les meilleurs de ce recueil, que cet abbé, faisant l'usage le plus généreux de sa fortune, avait fondé à Provins une sorte d'hôpital, réparé les murailles de la ville et restauré l'arquebuse : ce qui prouve, soit dit en passant, que l'affection pour Provins, l'affection active et généreuse, est traditionnelle parmi ses habitants.

Nous y voyons encore que le capitaine de l'arquebuse, en 1686, était M. Bercel de Marolles ou de Marcelles ; je trouve ce nom écrit de deux manières ; le lieutenant, M. Guérin ; l'enseigne, M. Pointel ; et le roi, M. Lecocq de la Galestre.

Hélas, messieurs, je me suis trop attardé au prix de 1686. Il me faudra passer au galop sur les autres circonstances où l'arquebuse de Provins s'est signalée.

En 1687, l'arquebuse de Provins figure au grand prix de Rheims avec onze chevaliers. En 1693, elle eut à rendre un nouveau prix, gagné à Nogent-sur-Seine. En 1717, elle est représentée au prix général de Meaux, non par vingt chevaliers, comme l'indique la curieuse gravure de M. Jollain, mais par quinze seulement, suivant Rochard, témoin oculaire, qui nous donne le nom de tous les tireurs. M. Guyot, président du grenier à sel, était alors capitaine ; M. Bureau, président de l'élection, lieutenant ; M. Grisard, enseigne ; M. de Charnacq, guidon ; M. Dupont, roi. Un prix fut gagné à ce concours par M. Robinot, de Provins.

La compagnie de Provins figure en 1754 au grand prix de Châlons ; en 1773, à Montereau avec quatre officiers, sept chevaliers ; en 1774, au prix général de Saint-Quentin, avec cinq officiers, sept chevaliers, un aumônier, un flûte et deux tambours, sous le commandement de M. Pellet-Deveaux, capitaine en second : MM. Robinot et Lacour aîné, roi, remportèrent des prix à Saint-Quentin.

C'est à Saint-Quentin que parut pour la première fois une chevalière, une amazone, mademoiselle Renotte de Gruyères, fille ou sœur du capitaine de la compagnie de Mézières. Elle y causa une véritable explosion de madrigaux, de compliments, de chansons. Elle y gagna tous les cœurs ; je crois même qu'elle y gagna un mari ; car un peu plus tard, sur l'état de la compagnie de Mézières, nous trouvons deux amazones, deux demoiselles Renotte, dont une mariée à M. Puthaux, major de la compagnie.

Elles étaient annoncées au prix provincial qui fut tiré à Meaux en 1778. Elles n'y vinrent pas : mais l'arquebuse de Provins y fut dignement représentée. Elle avait alors pour colonel le marquis de Champcenest ; et pour capitaine, M. de Frolich de Flaix. Un hasard m'a fait retrouver le procès-verbal de ce tir. Vous y pourrez constater, si vous en êtes curieux, et la signature des tireurs les plus adroits de l'arquebuse de Provins et la mesure exacte de leur adresse, relevée au compas.

Du reste, la fin de l'arquebuse approchait : pendant les années qui précédèrent la Révolution, les compagnies se recrutaient plus difficilement. Des idées d'égalité et de centralisation, funestes aux vieilles coutumes provinciales, se répandaient partout. En 1788, le concordat et le gouvernement décidèrent que toutes les compa-

gnies porteraient à l'avenir le même uniforme. On était en instance pour obtenir quelques modifications à cet uniforme, quand, en 1790, une mesure radicale supprima toutes les compagnies d'arquebuse.

Les vieux drapeaux de ces compagnies, suivis de bien des regrets, furent solennellement déposés dans les églises, où, comme des condamnés en chapelle, ils firent une courte station, avant d'être brûlés sur la place publique en 1793.

Les compagnies d'arquebuse avaient terminé leur carrière. Quelques tentatives ont été faites depuis pour les ressusciter : peine inutile. Ces vieilles compagnies, avec leurs règlements du moyen-âge, leurs privilèges surannés, leurs traditions antiques, leurs jeux, leurs brillants uniformes, formaient tout un petit monde qui n'appartient plus qu'à l'histoire et que la Révolution a brisé pour toujours.

Mais les morceaux en sont bons, bons à ramasser et à utiliser.

Le but patriotique de l'arquebuse, d'adextrer la jeunesse au maniement des armes, est poursuivi aujourd'hui par les nombreuses sociétés de tir qui s'organisent dans toute la France et que nous accompagnons de tous nos vœux.

Les concours de musique, quand ils défilent avec leurs bannières dans nos rues pavoisées, nous donnent, à un autre point de vue, une idée de ce que pouvaient être les grandes montres de l'arquebuse, ainsi que de la vive émulation que causaient ces joutes pacifiques.

Notre Société d'archéologie elle-même, bien qu'elle n'ait assurément rien de guerrier, a conservé aussi quelques traditions de l'arquebuse : la courtoisie, les bonnes relations, et cette sage coutume du roulement qui attribue successivement à chacune des sections qui la composent, l'honneur de recevoir les autres sections : excellente coutume qui bannit le monopole et la haine qui l'accompagne toujours, et que nous voudrions voir universellement appliquée dans tous les concours qui la comportent.

Permettez-moi donc, messieurs, d'emprunter un instant le vieux langage de l'arquebuse et de vous dire : le bouquet est sorti de Melun l'an passé pour entrer à Provins ; il sortira de Provins cette année pour entrer, je crois, à Meaux.

La ville de Meaux sera heureuse et glorieuse de vous rendre l'hospitalité que vous nous offrez si gracieusement aujourd'hui.

UNE REPRÉSENTATION THÉÂTRALE

AU XVIII^e SIÈCLE

Par M. Jules MICHELIN

Vice-Président de la Section de Provins.

Ce n'était point une mince besogne en 1765, que d'organiser une comédie, comme on disait alors, dans notre ville de Provins.

Que d'ennuis et de tracas pour arriver à ce résultat !

Il fallait d'abord présenter requête à M. Colin des Murs, lieutenant général de police, à l'effet d'obtenir l'autorisation de jouer.

Il fallait encore, chose non moins essentielle, construire un théâtre, car, à cette époque, Provins n'en possédait pas.

Un sieur Labbé, concierge de M. de Charolais, avait bien eu l'idée, en 1740, de convertir en salle de spectacle une hôtellerie portant l'enseigne du Lion d'or, dont il était propriétaire. Mais en ce temps déjà, les entreprises dramatiques ne prospéraient guère ; Labbé était mort, avant d'avoir réussi ; sa succession avait été déclarée vacante, par sentence de la justice de St-Ayoul, en sorte que l'hôtellerie du Lion d'or était redevenue, comme avant, le rendez-vous des rouliers qui commençaient à fréquenter la nouvelle route royale de Paris à Bâle.

Le théâtre incommode que nous avons tous connu, et qui a disparu pour faire place à l'élégant édifice, que nous devons à la libéralité de M. Victor Garnier, ne fut bâti qu'en 1770, cinq ans après l'épisode que nous allons raconter.

Ces difficultés n'arrêtèrent pas un sieur Giroux, s'intitulant *Comédien du Roi suivant la Cour*, qui était arrivé à Provins avec sa troupe le 20 novembre 1765.

Son premier soin fut donc de présenter requête à M. le lieutenant général de police.

M. Colin des Murs était jeune, plein d'ardeur ; par une faveur spéciale et bien méritée, il avait été pourvu de sa charge à l'âge de 28 ans, avec dispense pour porter la parole. Mais nous ne croyons pas faire tort à sa mémoire en ajoutant (le mot n'avait pas encore

été inventé) qu'il était ce qu'on appelle aujourd'hui *Clérical* : les gens de théâtre ne lui plaisaient pas.

Aussi s'empessa-t-il de refuser l'autorisation demandée, avec expresse défense de représenter.

Il aurait pu opposer son *veto* sans le motiver. C'est ce qu'il ne fit pas.

Les motifs de sa décision étaient au nombre de cinq.

Les voici :

« 1° Que les comédiens, en présentant requête afin de permission de représenter, avaient dit qu'ils s'étaient arrêtés en cette ville par hasard, qu'ils avaient compté exercer leur profession en la ville de Troyes, et qu'ils y avaient été refusés, à cause de la maladie de Mgr le dauphin (il mourut le 13 décembre suivant).

2° Que depuis plusieurs jours M. le cardinal de Luynes, archevêque de Sens, dans l'étendue duquel diocèse est située cette ville, avait ordonné à tout prêtre de son diocèse de demander à Dieu, en célébrant le saint sacrifice, le prompt rétablissement de la précieuse santé d'un prince aussi cher à l'État; que même on attendait une ordonnance dudit sieur archevêque, pour faire les prières publiques de quarante heures, laquelle ordonnance a en effet été publiée le dimanche 24 dudit mois.

3° Qu'informé que Sa Majesté venait de congédier tous les comédiens de la cour actuellement à Fontainebleau, il serait de la dernière indécence de permettre à cette ville des plaisirs de cette espèce, que le Roi ne voulait plus tolérer à sa cour, et que la ville de Provins fût la seule à ne pas prendre part à la douleur commune.

4° Que si, dans les grandes villes, les spectacles sont un amusement peut-être nécessaire, pour éviter un plus grand mal, à l'égard des moindres villes, il n'y a pas apparence d'utilité ou de nécessité suffisantes, pour compenser le mal qui en résulte.

5° Que dans cette même ville, quelques troupes de comédiens, qui y ont été tolérées, y ont toujours laissé de tristes fruits de l'inconduite et du désordre, que cette espèce de gens ne manque guère d'autoriser par leur exemple, encore plus par la morale lubrique dont ils sont les prédicateurs.

Quelques faits qu'on pourrait citer en sont une preuve complète. »

Tout autre se fût résigné; mais le comédien Giroux tenait dans sa troupe l'emploi de fort premier rôle, les situations compliquées ne l'effrayaient pas.

Il avait appris, par la ville, que M. le Lieutenant général de police allait entreprendre le long et pénible voyage de Donnemarie. On lui avait rapporté que, pour franchir les quatre lieues qui le séparaient de cette petite ville où il avait reçu le jour, ce magistrat devait suivre une route défoncée, et gravir les coteaux accidentés du *Montois*. Son absence devait donc se prolonger pendant quatre jours au moins.

C'est plus qu'il ne lui en fallait.

Giroux s'en alla donc trouver incontinent, en son château de Paroy, M. le marquis Guy Le Gentil, grand bailli d'épée de Provins, auquel il exposa en termes émouvants son humble et pressante demande. En effet il s'agissait pour lui et sa troupe, en dehors du succès dont il ne doutait pas, de savoir si on souperait, ce qui faisait défaut quelquefois.

M. Le Gentil était jeune aussi et raffolait du théâtre, et puis en outre de sa charge de Bailli, il était lieutenant aux gardes françaises, il avait fait ses preuves au combat naval livré sur les côtes d'Irlande le 28 février 1760, était chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, et il ne lui déplaisait pas d'entrer en lutte avec un lieutenant de police ; il ne fit donc pas difficulté d'accorder l'autorisation, et eut même l'amabilité de promettre au suppliant d'honorer de sa présence la représentation projetée.

Tout marchait à souhait.

Restait à résoudre la question du théâtre. Giroux s'en tira à merveille.

Le théâtre fut construit dans une chambre dépendant d'une maison, sise rue des Capucins, occupée par Leroy, potier en terre (cette maison existe encore), et le 28 novembre au matin, les Provenois purent voir les affiches apposées aux endroits accoutumés.

Giroux ne les avait point fait imprimer, il l'eût bien désiré, mais la chose n'était pas possible. L'imprimeur de la ville et du collège, Louis Michelin, capitaine-guidon de la compagnie de l'arquebuse et membre de l'académie des Apathistes de Florence, était en ce moment à la Bastille, pour avoir clandestinement publié le livre *De l'Esprit*, d'Helvétius, et la *Vie de M^{me} la marquise de Pompadour*.

Les affiches étaient donc manuscrites.

En voici une :

Par permission du Roi,

Les comédiens du sieur Giroux, suivant la cour par la protection de M. le marquis de Paroy, commandant sous les ordres de Mgr le comte de Clermont, prince du sang,

Donneront aujourd'hui 28 novembre 1765,

LES AMOURS DE NANTERRE.

Ils sont logés chez Leroy, près les Capucins.

On commencera à cinq heures du soir.

On prend 24 sols et 12 sols.

La représentation fut splendide. La salle, ou plutôt la chambre, était éclairée avec des chandelles, comme à la Comédie-Française. M. le grand bailli avait tenu sa promesse : il était là, au premier rang, donnant le signal des applaudissements. Nous pouvons même indiquer le costume qu'il avait revêtu pour la circonstance : il avait un habit de soie noire, une grande cravate p'issée, un chapeau dont les bords étaient rabattus, un manteau de velours, et une épée au côté. Et parmi les spectateurs, on remarquait un certain nombre d'officiers du Royal-Champagne, qui tenait alors garnison à Provins, et auxquels Giroux avait adressé des invitations particulières.

Soirée charmante. Recette excellente. Mais réveil désagréable.

Le spectacle était à peine terminé qu'apparaît un troisième personnage, sur l'intervention duquel Giroux n'avait pas compté. C'est M. Chaillot de Sémondé, procureur du roi au bailliage, faisant fonctions de lieutenant de police en l'absence du titulaire. Il venait d'être informé, un peu tard, il faut le reconnaître, de l'audace de ces comédiens. Il présente aussitôt requête à M. Pierre Rivot, premier conseiller, pour ordonner que le théâtre sera abattu par deux charpentiers, et que les acteurs seront mis en prison.

La sentence fut exécutée immédiatement ; deux des artistes furent arrêtés et écroués ds-prisons royales, par les soins de Pierre Edmée, huissier ordinaire du bailliage, qui s'était fait prêter main-forte par M. Guérin du Bochet, lieutenant de la maréchaussée.

Ce n'était pas fini !

A cette nouvelle, M. le grand bailli se souvient qu'il est garde-française, il prend fait et cause pour ses protégés, et jure d'avoir raison de la police.

Il soupait précisément chez son ami, M. Jean-Baptiste-Augus-

tin-Joseph-Emeric-Georges de Clary, chevalier de Saint-Louis, capitaine d'infanterie dans le régiment de Bassigny, seigneur d'Allonville-aux-Bois et lieutenant des maréchaux de France au département de Provins et Montereau, dans cette belle maison qu'il s'était fait construire rue aux Juifs, au coin de celle de Hollande.

Par un hasard tout-à-fait heureux et auquel M. de Clary n'était peut-être pas étranger, M. Chaillot de Sémondé et M. Rivot assistaient à ce repas. Il y fut nécessairement question de l'événement qui faisait le sujet de toutes les conversations. M. le grand bailli fut éloquent, M. le procureur du roi se laissa toucher, M. le premier conseiller ne demanda pas mieux que d'en faire autant : il avait un faible pour M. Le Gentil. Quelques mois auparavant, lors de sa réception, c'est lui qui avait prononcé le discours officiel, où faisant allusion à son combat naval, il le comparait à Moïse qui, sans partager les périls des Israélites, était témoin de leur victoire. Bref, l'affaire s'arrangea, et il fut décidé *inter pocula* que le théâtre serait rétabli, les acteurs mis en liberté, et qu'une seconde représentation serait donnée le samedi 30 novembre.

Elle eut lieu en effet. M. le grand bailli y assistait encore. La chambre était comble. Le prix des places n'avait pas été augmenté. Giroux avait seulement un peu modifié l'entête de son affiche, qui était ainsi formulée :

*Par permission du Roi, de M. le Bailli et de MM. les Magistrats
de cette ville,*

Les comédiens donneront aujourd'hui 30 novembre,

LES ENSORCELÉS ou JEANNOT ET JEANNETTE,

Suivis de LA SERVANTE JUSTIFIÉE.

*On commencera à cinq heures du soir, chez Leroy, près les
Capucins.*

On prend toujours 24 sols et 12 sols.

Mais il était écrit que l'infortuné Giroux ne voyait pas encore le terme de ses tribulations.

M. le grand bailli, fort satisfait, avait quitté le lendemain son hôtel des *Trois-Pucelles*, rue des Barbeaux, et regagnait son château de Paroy, lorsque non loin du *Petit district*, son carrosse se croise avec celui de M. le lieutenant général de police, qui revenait de Donnemarie. On s'arrête tout naturellement, et après les

compliments d'usage, M. Le Gentil raconte avec une certaine complaisance le coup d'État qu'il vient d'opérer.

M. le lieutenant général de police est indigné, on a méconnu son autorité, il arrive en toute hâte, il court rue des Capucins, il admoneste verbelement le potier Leroy. Les charpentiers sont requis : il fait abattre de nouveau le théâtre, saisir les planches employées à sa construction, ainsi que les décorations et tout ce qui servait aux représentations, après quoi il ferme l'établissement dont il conserve la clé et donne l'ordre d'emprisonner un des acteurs, le seul qui ait été trouvé par les cavaliers de la maréchaussée.... C'était le souffleur ! Cet utile et modeste artiste resta deux jours en prison et ne fut relâché que sur la promesse, faite par la troupe (qui en avait assez), d'évacuer la ville dans l'heure, ce qui eut lieu.

Mais il fallait régler le conflit qui venait de s'élever entre les deux juridictions.

M. le lieutenant général de police adresse à M. le chancelier de Maupeou un procès-verbal en date du 1^{er} décembre 1763, où après avoir reproduit les motifs de son refus, il ajoute :

« Considérant que la charge de bailli de cette ville, dont M. Le gentil est pourvu, ne lui donne aucune espèce de juridiction ; que les baillis ne sont établis que pour faire respecter et procurer l'exécution des ordres des sièges où ils président.

Qu'aux termes de tous les arrêts et règlements, il est décidé que les baillis n'ont pas voix délibérative, lors même qu'ils président, soit à l'audience, soit à la chambre du conseil, et qu'il leur est défendu d'empêcher ou retarder l'exécution des ordres que les officiers de police donnent à ceux qui les doivent exécuter.

Que par l'édit de création des lieutenants généraux de police, du mois d'octobre 1659, et autre édit du mois de novembre 1706, c'est aux lieutenants généraux de police qu'il appartient, à l'exclusion de tous autres, d'accorder les permissions qui sont requises par les comédiens, opérateurs et autres personnes de cette qualité.

Que, quand bien même le dit sieur Bailli serait compétent pour donner de pareilles permissions, ce qu'on est bien loin de pouvoir prouver, au moins il est certain qu'il aurait violé toutes les règles de l'ordre judiciaire, en réformant et annulant notre ordonnance, rendue par nous comme juge compétent en cette matière et qui ne sommes comptable de l'exercice du pouvoir que le roi nous a confié, qu'au roi lui-même et à sa cour de parlement.

Qu'après avoir désapprouvé notre ordonnance du dit jour 20 novembre, et l'ordonnance du dit M^e Rivot du 28, et l'exécution qui s'en était suivie, le dit sieur Le Gentil par une ordonnance par lui rendue a autorisé les dits comédiens à représenter des comédies en cette ville, et engagé M^e Rivot à rendre la liberté aux deux prisonniers, même à supprimer l'ordonnance rendue par lui ledit jour, quoique exécutée.

Que même, sans avoir égard au respect dû aux fêtes ordonnées et aux ordonnances et règlements à ce sujet, les dits comédiens ont fait reconstruire leur théâtre, et employé des ouvriers pendant le jour et fête de Saint-André, fête chômée en ce diocèse, et qu'au mépris de nos défenses ils ont représenté des comédies.

Les motifs qui nous ont déterminé à rendre en très connaissance de cause notre ordonnance du 20 novembre sont trop justes, et le mépris public du légitime usage que nous avons fait de l'autorité que le roi nous a confiée, trop caractérisé pour que nous puissions négliger l'exécution de cette ordonnance, et laisser impunie la révolte à notre autorité. »

La réponse de M. de Maupeou ne se fit point attendre : le 10 décembre il écrivait de Fontainebleau à M. le lieutenant général de police :

« Monsieur,

» J'ai reçu, avec votre lettre du 7 de ce mois, le procès-verbal que vous avez dressé le 1^{er} et les copies qui y étaient jointes. Je ne puis qu'applaudir aux différents motifs qui vous avaient déterminé à rejeter la demande des comédiens dont vous me parlez, et M. le marquis de Parcy, en supposant qu'il eût le droit dont il a fait usage, aurait dû vous imiter. J'ai peine à croire qu'il se porte à attaquer vos ordonnances ; du moins n'en ai-je pas encore entendu parler, et s'il le fait, c'est à vos supérieurs immédiats que vous devez vous adresser pour faire régler vos droits respectifs.

» Je suis, monsieur, votre affectionné à vous servir.

» DE MAUPEOU. »

Comme M. le grand chancelier le prévoyait, M. le bailli se garda bien d'attaquer l'ordonnance, il avait molesté un *civil*, il avait été deux fois à la comédie : l'amour-propre et l'esprit étaient satisfaits, cela lui suffisait.

Au reste l'aventure ne nuisit pas à son avancement : l'année suivante il était nommé lieutenant général au gouvernement de

Champagne et de Brie, et nous le retrouvons, en 1789, à l'Assemblée constituante, député pour la noblesse.

M. Colin des Murs continua paisiblement l'exercice de ses fonctions jusqu'en 1783, époque à laquelle il les transmit à son fils.

Quant à Giroux, on ne le revit pas à Provins, rien ne pouvait plus l'y attirer... il n'était pas archéologue.

Et le 5 janvier 1766, M. le lieutenant général de police faisait publier au son du tambour, aux carrefours de cette ville, une ordonnance par laquelle il défendait de représenter des comédies en public, de faire jouer des marionnettes, baladins, farceurs et autres spectacles de cette nature, et aux habitants de louer des places ou chambres pour représenter, aux cabaretiers de les garder plus de 24 heures, et aux ouvriers de travailler à faire des théâtres, à peine de 100 fr. d'amende.

Ainsi se termina cette grosse affaire, dont toutes les circonstances sont au long relatées, dans le 3^e volume des manuscrits de M. l'abbé Ythier, que possède la bibliothèque de Provins, sous ce titre :

Desmélé entre M. le bailli et M. le lieutenant général de police, au sujet de la permission refusée et donnée à des comédiens.

RECHERCHES HISTORIQUES
SUR
L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE
DANS LA BRIE

Par M. TH. LHUILLIER
Secrétaire général de la Société.

Après avoir recueilli une série assez importante de notes volantes sur les origines des écoles dans la portion des anciennes provinces de Brie et du Gâtinais qui forme maintenant le département de Seine-et-Marne, j'ai pensé qu'il pouvait être utile de les coordonner et de les résumer pour servir à ceux qui s'occupent de l'histoire de l'enseignement populaire.

On ne trouvera guère ici que l'indication de faits groupés, autant que possible, dans un ordre chronologique sur l'ancienneté et l'accroissement progressif du nombre des petites écoles, leur régime, le recrutement, le salaire et la condition des maîtres. Passant tour-à-tour d'un village au village voisin, d'un ordre de faits à un autre, sans me préoccuper de ménager les transitions, je n'ai en vue que d'offrir des renseignements certains sur un sujet présentant par lui-même un vif intérêt d'actualité et qui est encore un côté peu exploré de notre histoire locale.

On y verra, par exemple, que les membres du clergé, lorsqu'ils étaient chargés du rôle d'écolâtres, ont reconnu excellent le principe de la gratuité des écoles, et que l'ancien régime a appliqué ce principe, comme un bienfait en quelque sorte naturel, partout où il a pu le faire.

L'instruction obligatoire n'est pas plus une nouveauté que l'instruction gratuite ; proclamée, édictée au xvi^e siècle, si l'obligation n'exista guère en fait, on comprendra aisément qu'on ne pouvait se montrer rigoureux à cet égard contre les pères de famille, à une époque où les moyens de satisfaire aux ordonnances n'étaient pas mis partout à leur disposition.

Cependant l'existence des petites écoles, de celles que nous ap-

pelons écoles primaires, remonte assez loin. Rares après le moyen-âge, elles se multiplient peu à peu, surtout à partir de la Renaissance; tout en restant précaires, très-insuffisantes aux divers points de vue du nombre, de la valeur des maîtres et du niveau des connaissances qu'on y pouvait acquérir, elles se trouvaient néanmoins beaucoup plus répandues dans notre province, avant la révolution, qu'on n'est généralement porté à le croire.

Peu de paroisses restèrent privées d'établissement scolaire, si modeste qu'il fût.

Ce qui frappe surtout, lorsqu'on tente aujourd'hui des comparaisons avec certaines périodes du temps passé, c'est le peu de développement de l'enseignement populaire au commencement du xix^e siècle, malgré les moyens dont on avait pu disposer auparavant.

Depuis, le progrès a fort heureusement marché d'un pas assuré et notre époque a réalisé, sous ce rapport, en moins de cinquante ans, plus que n'avaient fait les générations antérieures pendant des siècles.

I

Sous les rois des premières races, les hommes d'étude se trouvaient dans les monastères, dans les chapitres de chanoines, dans les diverses communautés religieuses; l'église était l'unique dépôt des lettres et des connaissances dans la société. Aussi l'enseignement de la jeunesse fut-il une de ses principales préoccupations, et le clergé put augmenter son influence par cet avantage, qui lui assurait une large place dans le gouvernement et lui permettait de s'élever jusqu'aux premières dignités de la monarchie.

Les premiers professeurs furent donc des religieux et les premières écoles des cloîtres, où se formaient les prêtres qu'on répandait dans les paroisses; comment s'étonner si le clergé eut les petites écoles dans les mains, dès qu'on les forma? Il était seul capable d'enseigner.

D'après dom Rivet (1), la cathédrale de Paris avait des écoles avant le iv^e siècle. Les écoles épiscopales auraient ainsi précédé les écoles monastiques, selon toute probabilité.

Au deuxième synode de Vaison, on recommandait l'éducation des clercs; aux curés, les pères du concile conseillaient de se pré-

(1) *Histoire littéraire des Bénédictins*, t. V.

parer des successeurs et une récompense éternelle en élevant de jeunes lecteurs dans leur propre maison. Ces recommandations en faveur de l'instruction et dont le but était l'intérêt de l'église, remontent à l'époque mérovingienne.

M. l'abbé Denis, chanoine de Meaux, auteur d'un très-conscientieux travail historique sur l'Agriculture dans Seine-et-Marne, récemment publié (1), signale la rénovation qui suivit la conquête des Francs ; il énumère les fondations de monastères au vi^e siècle, favorables à la fois à l'agriculture et à l'étude dans le rayon qui forme notre département actuel. C'est Saint-Séverin de Château-Landon, Rebais, Reuil, Saint-Pierre de Lagny, Saint-Fiacre, Saint-Faron de Meaux, Saint-Père de Melun, Chaumes, Chelles, Faremoutiers, Jouarre et Champeaux : huit monastères d'hommes et quatre de femmes.

Ces établissements, dit M. l'abbé Denis, ne doivent pas être considérés seulement comme des asiles de piété, comme des maisons hospitalières, mais aussi comme des écoles de science religieuse et littéraire.

L'éducation des enfants de familles nobles était, en effet, confiée aux moines. Saint-Aile, fils d'un seigneur de la cour de Childébert II, roi d'Austrasie, avait étudié à Luxeuil avant de devenir abbé de Rebais ; Saint-Hildevert avait été élevé dans les exercices de piété et dans l'étude des lettres à Saint-Faron et à Rebais, avant de devenir évêque de Meaux. La célèbre abbaye de filles de Chelles, à la mort de Sainte-Bathilde, possédait sous sa dépendance et dans son voisinage immédiat une communauté de religieux ; chacune de ces maisons recevait des élèves : les religieuses formaient les jeunes filles à la vertu et aux connaissances propres à leur sexe, comme les prêtres du second monastère s'occupaient de l'éducation des jeunes nobles. L'un des rois fainéants, Thierry, fils de Dagobert III, fut placé chez ces maîtres réputés en l'an 715 ; le jeune prince, il est vrai, « ne fit honneur ni au couvent ni à Chelles, dont il porta le nom, car il mourut en 738, tout aussi obscurément qu'il avait vécu » (2).

Sous Charlemagne le cadre s'élargit.

Nous ne sommes pas encore arrivés au synode de Valence (855),

(1) *Lectures sur l'Histoire de l'Agriculture*, etc. ; Meaux, Cochet, imp., 1884, 1 vol. in-8° de 376 p.

(2) M. l'abbé Torchet. *Chelles aux temps mérovingiens*. Société d'archéologie de Seine-et-Marne, 6^e vol., 1873 ; p. 9.

où l'on invite les évêques à aviser au sujet des écoles, aussi bien de celles où l'on enseigne la science profane et le chant, que de celles où l'on apprend les sciences ecclésiastiques; mais déjà l'existence des premières est certaine, car le concile lui-même nous apprend qu'elles sont en décadence.

Le plus utile promoteur des mesures relatives à l'instruction, par lesquelles Charlemagne illustra son règne, fut Alcuin, qu'il avait attiré de Parme en France et à qui il avait conféré trois abbayes, entre autres celle de Ferrières-en-Gâtinais. On peut croire que l'heureuse influence de l'abbé de Ferrières profita à la région du Gâtinais qui dépend maintenant de Seine-et-Marne.

Par sa lettre-circulaire de 787, approuvée par les évêques, le monarque voulait qu'on instituât des écoles de jeunes lecteurs apprenant, dans les évêchés et dans les monastères, les psaumes, la notation musicale, le chant, le comput et la grammaire. Tel était le programme de ces écoles ecclésiastiques qui jetèrent quelque éclat. Malheureusement, l'œuvre de civilisation ébauchée par Charlemagne cessa de progresser après lui: sous ses successeurs, l'éclipse de l'intelligence devint aussi complète qu'auparavant, selon M. Vallet de Viriville (1). Quelques-unes seulement, parmi les écoles épiscopales, purent se soutenir, et au premier rang figure celle de Paris, où Abbon vint se perfectionner, suivi bientôt par Remi, qui avait étudié d'abord à Reims.

Au x^e siècle, rapporte encore M. Vallet de Viriville, les écoles de Paris, d'Orléans et de Reims se partageaient la royauté de la science. Tours possédait alors une école de calligraphie.

Une constitution de l'an 788 avait mis à la charge des évêchés et des couvents, partout où ces établissements existaient, les frais d'entretien d'une école. Les prêtres, dit à son tour Théodulfe, évêque d'Orléans (2), tiendront écoles dans les bourgs et dans les villages; ils enseigneront la charité aux enfants qui leur seront envoyés, sans rien exiger des parents, mais se contentant de recevoir ce qui sera offert volontairement.

Le concile de 826, tenu à Rome, sous le pape Eugène II, prescrit encore d'établir des écoles dans les sièges d'évêchés, dans les paroisses et autres lieux où elles seront jugées nécessaires, avec

(1) *Histoire de l'instruction publique en France.*

(2) *Capitulaires*, chap. XX. Labbe, concil. t. VII, p. 136.

des maîtres capables d'enseigner les lettres, les arts libéraux et les dogmes de l'église (1).

L'éducation de la jeunesse ne pouvait manquer de devenir, pour ceux qui en étaient chargés, le fondement d'une grande prépondérance. M. Guérard, dans sa préface du *Cartulaire de Notre-Dame de Paris*, examine les causes de cette suprématie de l'église sur le peuple, et explique comment l'instruction, la possession des richesses, la bienfaisance donnèrent aux religieux et aux prêtres une précieuse popularité. Il montre ensuite les fautes commises, qui devaient leur faire perdre cette influence peu à peu.

C'est seulement au XI^e siècle que se fondent, dans notre pays, les collégiales de Melun et de Provins, où l'enseignement allait prendre droit de cité. A cette époque, florissait à Meaux un poète latin, Fulcoius, attiré de Beauvais dans cette ville par la réputation des professeurs qui enseignaient à l'école épiscopale, à laquelle il resta lui-même attaché, avec le titre d'archidiacre de la cathédrale (2).

Au commencement du siècle suivant sont fondées les écoles du monastère de Lagny, dont la réputation grandit rapidement. Anselme, moine de cette maison, qui succéda à Sigebert, comme abbé de Gembloux, est placé à leur tête en 1112. C'était un lettré; d'après le *Gallia Christiana*, Anselme a dirigé aussi les écoles de Hautvillers, enrichi la bibliothèque de Gembloux et continué la chronique de Sigebert. Il est question, dans l'histoire manuscrite de l'abbaye de Lagny, laissée par dom Chaugy, des écoles de ce lieu, où Hugues Fart enseignait publiquement les sciences en 1152, et que Gilbert Dumont dirigeait vers 1160. Après la mort de Dumont, le régent fut nommé annuellement par l'abbé de Saint-Pierre de Lagny.

Lagny dépendait du diocèse de Paris.

Pour le diocèse de Meaux, le bénédictin Toussaint Duplessis (3) constate de son côté cet usage des abbayes et des collégiales, d'élever des enfants de famille pour les former à la vertu dès le bas-âge et leur donner les premiers éléments d'instruction, ainsi que le

(1) Canon 34. Dom Remy et Cellier, *Histoire générale des auteurs sacrés*; Paris, 1758, t. XXII, p. 596.

(2) Dom Bouquet, *Recueil des Historiens de France*, t. XI.

(3) *Histoire de l'église et du diocèse de Meaux*; Paris, 1730, 2 v. in-4^o, t. 1^{er}, p. 105.

recommandait la règle de Saint-Benoist; mais, dit-il, ces pieuses écoles, très-florissantes au ^{xii}^e siècle, prirent une autre face au siècle suivant. Le bas-chœur ayant été institué dans les cathédrales, les écoliers y furent compris et leurs places devenues serviles n'eurent plus pour objet principal que le chant et les cérémonies de l'autel. On donnait encore des maîtres aux enfants, mais ce qu'on avait en vue se réduisait à la musique et au service du chœur. Dom Duplessis ajoute qu'il trouve, pour la première fois, les écoliers de Meaux dans cet état d'assujétissement en l'année 1246.

Nul ne pouvait enseigner dans la ville épiscopale sans l'assentiment du maître des enfants du chœur. Le privilège de maîtrise avait été conféré en 1147 par l'évêque Manassès à un *magister scholarum* nommé Adam; il passa ensuite au chancelier de la cathédrale, mis au rang des dignitaires seulement en 1201, sous l'évêque Anseau ou Anselme, poète et professeur de droit. Le premier chancelier fut Clairambaud, *vir litteratus*. Créé pour régler les leçons qui se disent au chœur, sa juridiction s'étendait sur la psalette ou maîtrise des enfants de chœur de la cathédrale, « première école du diocèse, et sur toutes les autres écoles, particulièrement celles de la ville, dont il a le droit d'instituer les maîtres, de les destituer et corriger, avec subordination néanmoins à l'évêque » (1). Par l'acte d'érection de l'office d'écolâtre en dignité, on attacha à cet emploi quelques revenus fixes, les canons défendant « de rien exiger pour le gouvernement des classes. »

C'était une charge en honneur dans l'église, que celle de nommer les *maîtres écrivains* et les *maîtres d'école*, — ceux qui enseignaient à écrire et ceux qui enseignaient seulement à lire. A Paris, elle était remplie par un docteur en théologie ou en droit canon. Dès le ^x^e siècle, Aurillac avait pour écolâtre l'illustre Gerbert, qui devait s'élever jusqu'au trône pontifical sous le nom de Sylvestre II; plus tard Guillaume de Champeaux a été écolâtre et archidiacre de Paris. Notons en passant que l'évêque de Meaux Manassès, lorsqu'il institua le *magister scholarum* dans son diocèse, respecta des droits antérieurs, en confirmant à l'abbaye de Saint-Jean-des-Vignes-lès-Soissons le privilège scolaire dont elle jouissait sur un territoire assez étendu. Déjà cette abbaye possédait le prieuré conventuel de Saint-Martin de La Ferté-Gaucher, qu'elle devait à

(1) D. Duplessis, t. 1^{er}, p. 102.

la libéralité de Gaucher de Montmirail et de l'évêque de Meaux Bouchard. Manassès ratifia ce qu'avait fait Bouchard pour les droits de l'abbaye de Saint-Jean sur l'église Saint-Martin et la paroisse Saint-Romain de La Ferté, sur les dîmes, sur la justice d'une partie du territoire; il a soin d'ajouter, dans la charte signée à cette occasion, que les chanoines du prieuré de Saint-Martin jouissent du haut privilège d'écolâtres et que nul ne peut diriger écoles à La Ferté-Gaucher ni dans l'étendue de la châtellenie sans leur autorisation (1).

Dans le diocèse de Sens, c'est au préchantre — quatrième dignité de leur église — que les archevêques ont confié la charge de nommer et d'inspecter les maîtres d'école. Le plus ancien document qui établisse ce droit est une charte de 1176, adressée par l'archevêque Guillaume II de Champagne au préchantre Geoffroy. Le prélat défend d'ouvrir, sans l'approbation de ce dernier, aucune école de grammaire, de chant ou de psautier dans la ville de Sens..., dans les châteaux de Moret, Montereau, Marolles, Bray, etc. (2).

Là aussi, il y avait antérieurement des concessions particulières, qui furent respectées. A Provins, par exemple, le chantre de Saint-Quiriac institua les magisters dans toute l'étendue de la châtellenie, et la grande charte accordée à cette collégiale par Henri-le-Libéral, comte palatin de Troyes (1176), confirme au titulaire ses droits acquis (3). Cependant, le chantre de Notre-Dame-du-Val de Provins tenta bien d'empiéter sur le privilège de l'écolâtre, il obtint même un titre en sa faveur; mais en 1178, l'archevêque Michel de Corbeil, mieux informé, s'empressa de révoquer le droit qu'il avait conféré « par surprise » au chantre de Notre-Dame-du-Val.

A Tournan, dans le ressort du diocèse de Paris, le seigneur Anseau II de Garlande reconnaît en 1192 qu'il appartient au prieur du lieu d'établir le maître d'école (4).

Le mouvement scolaire marchait de front avec le mouvement

(1) Le P. Legris : *Histoire latine du prieuré de Saint-Jean-des-Vignes*. — M. Choron : *L'instruction primaire dans le Soissonnais*.

(2) Archives de l'Yonne; fonds du chapitre de Sens. — La charte de l'archevêque Guillaume est rapportée par Fenel dans ses *Preuves de l'Histoire des archevêques de Sens*. — V. Max. Quentin, *Congrès scientifique de France*, 1858.

(3) *Cartulaire de Michel Caillot*, manuscrit de la bibliothèque de Provins; folio 167. — Archives de Seine-et-Marne, G. 440.

(4) L'abbé Lebeuf, *Histoire du diocèse de Paris*.

politique des communes ; il l'avait devancé peut-être et ce fut sans doute une de ses causes, car la revendication de l'affranchissement communal dénote chez le peuple une certaine culture intellectuelle. Les franchises obtenues, le besoin d'apprendre se fit mieux sentir encore, et l'on y mit une véritable ardeur. Effet ou cause, peut-être cause et effet tout ensemble du mouvement communaliste, comme le remarque M. Choron dans son *Etude sur l'instruction primaire dans le Soissonnais* (1), cette ardeur devint le point de départ du progrès scolaire signalé par l'abbé de Nogent-sous-Coucy, Guibert, auteur du *Gesta Dei per Francos*, mort en 1124.

M. d'Arbois de Jubainville remarque que si des cathédrales, des collégiales et des abbayes, on descend aux prieurés, on retrouve également les professeurs à l'œuvre : c'est alors qu'Abélard enseignait dans le prieuré Saint-Ayoul de Provins. La France littéraire de cette époque, dit-il, peut être comparée à un enfant auquel l'Eglise fait l'école.

Les comtes de Champagne et de Brie attachent des précepteurs à la personne de leurs fils ; cependant, Henri-le-Libéral étudie les arts libéraux et est soumis pendant plusieurs années « à la discipline des écoles. » Il paraît même qu'en dépit de sa naissance, on ne lui ménagea pas les coups de férule (2).

On voit l'inauguration d'une ère nouvelle. Désormais, les lettrés ne se trouveront plus uniquement dans les rangs du clergé ; des écoles particulières de grammaire, appelées à devenir un jour les collèges, prennent place avantageusement à côté des anciennes écoles épiscopales, monastiques et paroissiales. Les écoles capitulaires ne sont pas encore publiques ; celles des paroisses, dites d'abord presbytérales, cessent d'être tenues directement par les curés ; enfin, les écoles monastiques redeviennent, comme à leur début, des écoles intérieures où les élèves, selon leurs aptitudes et les emplois auxquels ils se destinent, peuvent apprendre depuis les premiers éléments jusqu'aux notions les plus élevées de l'enseignement de l'époque.

Il ne faudrait pas croire, toutefois, qu'en se propageant, l'instruction grammaticale eût pénétré bien avant dans les classes inférieures de la société, parmi les *vilissimi*, comme les désigne

(1) Société archéologique et historique du Soissonnais, 1878.

(2) D. Bouquet, t. XVI, p. 703.

l'abbé Guibert, aussi peu partisan lui-même d'élever pour ceux-là le niveau des connaissances, qu'il l'était des libertés communales.

Du moins, le témoignage de dom Guibert atteste-t-il qu'un progrès notable s'est accompli de son temps.

Il parle dans l'épître dédicatoire à l'évêque de Soissons, qui accompagne son histoire de la première croisade, des villes, des bourgs, des campagnes où l'on apprend la grammaire avec ardeur, et il y revient encore dans sa préface : « Voyant, dit-il, que de tous côtés on se livre *avec fureur* à l'étude de la grammaire et que le nombre toujours croissant des écoles en rend l'accès facile même aux hommes de basse extraction, j'aurais eu honte de ne pas raconter, sinon comme j'aurais dû, au moins comme j'ai pu le faire, la gloire de notre temps. »

Ne prenons pas trop à la lettre l'enthousiasme de l'abbé de Nogent ; ce « nombre toujours croissant » des écoles est relatif.

Nous avons dit que le privilège de suprématie scolaire était en honneur, il n'était pas non plus sans profit. Ceux qui en jouissaient continuaient à percevoir une redevance sur les maîtres auxquels il accordaient la licence d'enseigner (1). Et, bien que le 3^e concile de Latran ait déclaré en 1179 qu'il y avait abus et qu'un tel usage devait être proscrit, cette redevance n'en subsista pas moins, comme tant d'autres abus.

On connaît une lettre du pape Alexandre III au chapitre de Châlons-sur-Marne, qui défend encore formellement de vendre l'autorisation d'enseigner (2).

Les conciles prenaient soin de prescrire (1179-1215) la création d'une prébende spécialement affectée à l'enseignement, dans chaque cathédrale, pour que le titulaire instruisit gratuitement non seulement les clercs de l'église, mais tous les autres écoliers pauvres : « *aliosque scholares pauperes gratis instrueret...* »

Les monastères, comme les cathédrales, sont périodiquement invités à consacrer des fonds à cet usage, « personne ne pouvant exiger de rétribution pour la permission d'enseigner, ni pour l'exercice de l'enseignement. »

(1) Varin (Archives administratives de Reims, tome III, page 596) nous apprend qu'en 1384 dans cette ville « l'escollaterie en temporel ne vault pas plus de xx livres. »

(2) Dom Bouquet, XV, page 851.

Malgré ces efforts constants, la création des prébendes préceptoriales fut longtemps négligée, et les mêmes prescriptions reparaissent dans tous les synodes ou conciles nationaux, dans la pragmatique sanction sous Charles VII, dans le concordat de François I^{er}, dans les ordonnances de Charles IX, de Henri III, etc.

Ainsi que le remarque M. Vallet de Viriville (*Histoire de l'Instruction publique en France* ; p. 199), on peut dire qu'en général l'église ne subvint pas assez largement par elle-même à cette dette morale de l'enseignement du peuple. Elle formait surtout des sujets destinés au rôle d'enfant de chœur ; au-delà, « l'œuvre s'accomplit progressivement, sous son égide, mais par le zèle et l'industrie de la société laïque. »

Notre province, voisine de Paris, fut peut-être mieux dotée que beaucoup d'autres ; le clergé s'y montrait plus éclairé, plus libéral, plus disposé à se préparer des successeurs capables d'honorer l'église. L'université naissante de la capitale compta, parmi ses premiers disciples, de nombreux étudiants briards. Il n'est peut-être pas de contrée, dit M. l'abbé Denis (*Essai historique et archéologique sur Pécy* ; 1863, in-8°), où les monastères et les prieurés aient été fondés en plus grand nombre que dans la Brie, au moyen-âge. Chaque seigneur trouvait ainsi à la porte de son manoir des maîtres pour ses enfants, qui allaient ensuite entendre les leçons des docteurs de Paris. Depuis le règne de Saint-Louis jusqu'à la fin du xiii^e siècle, les grandes familles briardes donnent des évêques aux églises de France ; les maisons de Garlande, de Gretz, de Chevry, de Melun, de La Houssaye, de Salins, de Beaulieu, de Nemours, sont au premier rang dans ce mouvement intellectuel et religieux. Le diocèse de Meaux trouve ses prélats dans son propre sein. C'est l'époque où les chapitres procèdent à des élections, sévèrement revisées par le St-Siège, où les rois choisissent dans le clergé les conseillers de la couronne. Le savoir ouvre le chemin des hautes positions et des honneurs : Etienne de Nemours, fils du seigneur de Villebéon et de La Chapelle-Gautier, obtient l'évêché de Soissons en professant à la suite de Guillaume de Champeaux, cet autre enfant de la Brie, fameux entre tous dans la même carrière. Bientôt Guillaume de Bray et Simon de Beaulieu seront revêtus de la pourpre, et Martin IV, briard comme eux, est élevé à la papauté après avoir été ministre de Saint-Louis.

Tous avaient fréquenté la célèbre Université de Paris, où leur compatriote Pierre de Maincy donnait ses leçons.

Avec le ^{xiii}^e siècle la direction des études tend à se modifier ; l'esprit de la cour lettrée des comtes de Champagne va leur donner un essor nouveau. Les comtes n'avaient pourtant aucune autorité sur l'enseignement dans leurs domaines, l'église restant maîtresse à cet égard ; mais ils encourageaient l'instruction par des libéralités, et leur influence produisit un grand mouvement en dehors des écoles, dans un public ordinairement étranger aux études latines et classiques. On vit se développer, à côté de la littérature scolastique, « une littérature nouvelle, gaie, légère, vivant d'imagination comme l'autre de raisonnement, mais peu sérieuse et souvent peu morale, en un mot la littérature française primitive » (1).

Avec Thibaut IV, qui avait le goût de la poésie, les poètes se multiplièrent ; pour n'en citer que quelques-uns, c'est alors que surgirent Robert de Bouron, Guyot de Provins, Guy de Bazoches, Gilles de Vieux-Maisons, Jehan de Flagy, traducteur du roman de Garin le Loherin, Nicolas de Bray-sur-Seine, doyen du chapitre de cette ville et auteur des *Gestes de Louis VIII*.

A la vérité, l'enseignement primaire proprement dit ne profitait guère de cet élan vers les études littéraires. Cependant, à la date de 1212 (2), il est fait mention des écoles de Saint-Loup-de-Naud et d'Esmans, dont les curés avaient la collation (3).

A Melun, à la même époque, le chantre de la Collégiale Notre-Dame, ne jouissait pas, comme celui de Saint-Quiriace à Provins, du privilège d'instituer les maîtres des petites écoles. Des prétentions s'étaient bien produites dans ce sens, mais les bénédictins du monastère de Saint-Père de Melun avaient un droit antérieur, confirmé en 1222 par le pape Honorius III. La bulle du Saint-Père défend au chapitre de Notre-Dame de troubler les bénédictins dans leur droit d'enseigner publiquement au bourg Saint-Aspais et d'y nommer les maîtres (4). Sébastien Rouillard, le vieil historien

(1) D'Arbois de Jubainville, *Histoire des comtes de Champagne et de Brie*.

(2) Une contestation s'étant élevée entre le curé de Saint-Loup-de-Naud et l'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif, sur leurs droits respectifs, Pierre de Corbeil, archevêque de Sens, régla en 1212 les termes d'une convention entre eux, dans laquelle il est stipulé que le don des écoles de Naud reste au curé.

(3) D. Cotton. *Histoire de Saint-Pierre-le-Vif d'Auxerre* ; manuscrit de la bibliothèque publique de cette ville. — M. Quantin : *Congrès scientifique de France*, 1858, p. 136. — Félix Bourquelot : *Notice historique et archéologique sur le prieuré de Saint-Loup-de-Naud* (Bibliothèque de l'école des Chartes, t. 2).

(4) Archives de Seine-et-Marne, H, 222. — Bernard de la Fortelle, *Histoire de Notre-Dame de Melun*, 1843, in-4°, p. 7 et 8. — En 1450 et 1468 des sentences rendues par des juges choisis par le pape ont maintenu l'abbaye de Saint-Père de

melunais, parle aussi d'une école des juifs qui existait dans cette ville aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles ; nous connaissons, en effet, un acte de 1310 par lequel François-Simon Lerat, chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, ratifie comme seigneur *tréfoncier* la vente faite au chapitre de Melun, d'une maison « en la Juiverie », tenant d'une part à celle qu'on appelle l'escole aux juifs et d'autre part à Denise Galimar. A la synagogue ouverte dans la rue qui porte encore le nom de la Juiverie, était sans doute annexée une école pour l'instruction des jeunes israélites, comme à Provins, dans la ville haute.

L'école juive de Provins était de vieille fondation ; on en rencontre la trace dès 1191 et M. Félix Bourquelot nous apprend qu'elle fut saisie, au nom du roi, en 1306, lors de l'expulsion des juifs ordonnée par Philippe-le-Bel (1).

Le village de Samois avait au ^{xiii}^e siècle un maître d'école. Dans les dessins de la collection Gaignières, à la bibliothèque d'Oxford, se trouve reproduite la pierre funéraire d'Evrat Polet, « clerc maître de l'escole de Samoy », mort le jeudi veille de Saint-André 1234 et inhumé dans le cloître de l'abbaye de Barbeaux (2).

A Chaumes, un enfant du pays avait enseigné comme précepteur avant de se faire chevalier hospitalier ; c'est Jehan de Chaumes, qui devint commandeur de Saint-Jean-de-Latran, à Paris, après Guillaume de Moret, en 1260.

Si l'on en croit la tradition, car aucun titre authentique n'en apporte la preuve, Blanche de Castille, mère de Saint-Louis, aurait fondé en 1251, dans l'abbaye de Juilly, une école destinée aux fils des croisés morts aux deux batailles de Mansourah (3).

L'existence d'une école de grammaire à Provins, en dehors des petites écoles, est plus certaine. Elle payait en 1276 au roi 4 livres 10 sols de loyer pour le local situé « au dessous des greniers de

Melun en possession des écoles de la ville, malgré la prétention du chantre de l'église collégiale Notre-Dame, et avec le droit d'y nommer le maître (Archives de Seine-et-Marne ; — 1^{er} inventaire du convent de Saint-Père ; ^{fo} 5, ^{vo}). — Voir aussi les archives municipales de Melun, fonds de Saint-Père, G.-G. — Dans un mémoire du ^{xviii}^e siècle, touchant la haute justice de ce convent, est mentionnée la bulle de 1222 qui a maintenu les religieux dans leur privilège d'enseigner au bourg Saint-Aspais et dans la rue de Boissettes, « où il y a encore une maison dite « de l'Ecole. M. l'abbé a le droit d'y nommer un maître, comme a fait M. de « Marillac, suivant les arrêts de la cour contre le chantre de Notre-Dame. »

(1) *Les Foires de Champagne et de Brie* ; t. 2, p. 170.

(2) Voir l'*Épithaphier des environs de Paris* ; bibliothèque nationale, fonds du saint-Esprit ; voir aussi *Millin*, antiquités nationales, t. II, n° 13.

(3) M. Hamel, *Histoire de Juilly*, 1868 ; 2^e édition, p. 48.

S. M. ». Un peu plus tard, en 1318, elle était transférée « vers le four du roi » (1).

D'après les recherches de Michel Cordier sur l'histoire de Coulommiers (2), un collège aurait aussi été établi dans cette ville en 1290, par la reine Jeanne de Navarre ; nous ne connaissons pas de document qui confirme le fait. Dom Duplessis, sans remonter aussi loin, atteste que l'on conservait de son temps au chartrier du prieuré de Sainte-Foy à Coulommiers, des lettres de provision accordées aux maîtres des grandes et petites écoles de la ville, tout au moins depuis 1339. En effet, l'inventaire des titres de ce prieuré (3), inventaire qui a survécu aux documents eux-mêmes, mentionne les nominations de maîtres et de maîtresses, faites en 1339 par François Alzéard de Séveriat, en 1433 par Jean de La Salle, en 1536 par Charles des Ursins, en 1567 par Claude Despençe, en 1577 par Guy Ganssard, successivement prieurs de Sainte-Foy.

Ces maîtres se nomment Pierre Maron, Jean Bohier, Claude Chevallier, etc. Le 8 octobre 1567, c'est une maîtresse pour les écoles de filles que nomme le célèbre Claude Despençe : elle s'appelle Jeanne Mondoillot, femme de Denis Possot, — un nom qui eut lui-même quelque notoriété locale (4).

Ainsi, les prieurs de Sainte-Foy instituaient le régent des grandes écoles et conféraient aux autres maîtres de la ville le pouvoir d'enseigner ; leur droit d'écolâtre est encore confirmé par sentence du bailli du 18 septembre 1617. Au xvi^e siècle, les grandes écoles de Coulommiers avaient perdu le titre de collège. Le 28 janvier 1589, René-Hector de Mesgrigny, abbé de Saint-Jacques de Provins et en même temps prieur séculier de Sainte-Foy, institua de nouveau un petit collège avec un seul maître ; il fit plus : des bâtiments appropriés à cette destination furent élevés à ses dépens par l'entrepreneur Guillement, sur un terrain attenant au cime-

(1) M. Emile Lefèvre : *Notice sur le collège de Provins*.

(2) Manuscrit cédé par M. H. Michelin à M. Despommiers, qui l'a offert à la bibliothèque publique de Coulommiers. Ce manuscrit a été publié, en grande partie, dans les *Essais historiques sur le département de Seine-et-Marne*, de L. Michelin.

(3) Archives de la ville de Coulommiers, G.-G., 72.

(4) En 1484, un Possot était curé de Coulommiers. Son neveu, Denis Possot, prêtre de Coulommiers, a publié un *Voyage en Terr-Sainte* (Paris, Regnault-Chaudière, 1536, in-4°).

Un autre Possot (Jérôme), de Provins, réputé pour savant et habile prédicateur, a été prieur des Jacobins de cette ville et provincial de son ordre ; il est mort à Provins en 1567.

tière de Sainte-Foy (1). La fondation de l'abbé de Mesgrigny ne prit pas d'extension; en 1650, M^e Guillaume Nolet, avocat au Parlement, principal du collège, ne comptait que quinze élèves, et une déclaration de 1730 atteste que cette maison, simple école possédant seulement 50 francs de revenu, « valait à peine une dizaine d'écus. »

Au xiv^e siècle (1350-60), un bourgeois de Meaux dont le nom est resté vénéré, Jean Rose, consacra une large part de sa fortune à créer dans cette ville un hôpital pour vingt-cinq aveugles, avec douze lits pour de pauvres passants; des prêtres devant administrer sa fondation, il leur confia l'éducation de dix jeunes enfants « habiles à apprendre et à profiter, » pour lesquels il assura des pensions gratuites. Les élèves boursiers de Jean Rose reçurent d'abord là les premières leçons et ce fut bien une petite école à l'origine; dans la suite une partie de la fondation se trouva confondue avec le séminaire et le collège.

A l'époque des libéralités du bourgeois de Meaux, une école existait à Lizy-sur-Ourcq. Un document du 30 septembre 1384, cité par l'abbé Thomé, chanoine de Meaux, dans ses manuscrits autrefois conservés à l'évêché, établit que le maître d'école de Lizy recevait chaque année une investiture nouvelle; le curé de la paroisse en avait la nomination pendant deux années consécutives, la troisième année c'était au chancelier de la cathédrale de Meaux à faire son choix (2).

En 1392, Guillaume de Dormans, ancien évêque de Meaux, devenu archevêque de Sens, invita son chapitre à faire un règlement pour les écoles. Ce règlement senonais intéressait de nombreuses paroisses comprises aujourd'hui dans Seine-et-Marne : les maîtres devaient subir l'examen préalable devant le préchantre, qui les envoyait ensuite dans les villes ou dans les campagnes, selon leur savoir. Malgré le vœu des conciles de Latran, ils payaient au recteur des grandes écoles de Sens un droit d'installation basé sur le nombre des élèves, à raison de 6 sols tournois par enfant apprenant le latin et de 3 sols parisis pour les autres, garçons ou filles.

(1) Archives de la ville de Coulommiers, DD. 1.

(2) Peut-être Raoul de Presles, seigneur de Lizy et fondateur du collège qui a porté son nom à Paris, n'est-il pas étranger à la création de cette école dans le lieu de sa seigneurie. On sait qu'il a donné des maisons aux maîtres d'école de Cys et de Presles, diocèse de Soissons, et que cette donation a été amortie par des lettres de Louis X, signées à Moissy-l'Evêque (aujourd'hui Moissy-Cramayel) au mois de février 1314.

Les localités de notre province pourvues d'écoles n'étaient pas encore nombreuses ; celles que nous avons citées, évidemment privilégiées, en devaient l'établissement à des fondations généreuses ou au clergé lorsqu'il était en possession d'une seigneurie dans le pays même (1). Les temps étaient malheureusement peu favorables aux créations de ce genre. Les invasions anglaises pesaient sur la Brie et la Champagne ; le clergé avait été imposé en 1357 au 10^e de son revenu, les habitants délaissaient les villages, les champs restaient incultes pendant de longues années. Dans le doyenné de Provins, les curés abandonnaient souvent leurs paroisses pour se retirer dans les forteresses (2). Les petites écoles rurales ne devaient être guère plus nombreuses au xiv^e siècle qu'au xiii^e, si l'on considère qu'à Paris il n'existait encore que quarante maîtres et vingt maîtresses ; c'est ce que nous apprennent les *Statuts et Règlements des petites écoles de Paris*, publiés en 1635 par Martin Sonnet, chanoine de Champeaux (3), qui y a joint le procès-verbal d'une assemblée tenue le 6 mai 1380.

La décadence des anciennes écoles abbatiales obligeait les moines eux-mêmes à aller chercher dans les universités une instruction sécularisée (4). Tous les efforts se portaient vers l'enseignement plus élevé. Le cardinal Jean de Dormans, évêque de Beauvais, oncle de l'évêque de Meaux, fonde à Paris un grand collège qui prend son nom ; aussitôt des prêtres meldois, des notabilités briardes encouragent de préférence cette fondation, comme Alice de Villebéon et Jean de Boville, qui lui cèdent leur terre de Nanteau-sur-Essonne, comme Jean Rolland, chanoine de Meaux et curé d'Arcueil, Firmin Barbe, chanoine de Meaux, les d'Orge-mont de Montjay, et plus tard le célèbre Claude Despençe (5).

La Brie, nous devons le remarquer, était toujours représentée

(1) Les archives publiques, dans notre province, ne sont pas riches en titres remontant au xiii^e siècle. Cependant on peut citer le testament de Simon du Châtelet, bourgeois de Melun, conservé aux archives de la mairie de cette ville. Le testateur dispose, au mois de mars 1259, de ses biens, qui sont considérables, au profit d'établissements religieux ou charitables ; il laisse des sommes d'argent pour des collèges et des communautés d'écoliers.

(2) Archives de l'Yonne, G. 378. 379, 407.

(3) Martin Sonnet, mort en 1679, a laissé quelques autres publications.

(4) D'Arbois de Jubainville : *Histoire des comtes de Champagne*, II, p. 269.

(5) Il en fut de même, au xvi^e siècle, lors de la fondation du collège des Grassins à Paris, par Pierre Grassin, conseiller au Parlement, vicomte de Busancy, seigneur de Quincy et de Montgodefroy-en-Brie, qui avait épousé Marie Courtier de Pomponne.

dans les sphères élevées de l'enseignement. En 1302 Pierre de Lagny et en 1368 Théobald d'Aubepierre sont successivement recteurs de l'Université de Paris ; en 1408 Jean de Brie portait le même titre ; en 1425, le frère Pierre de Provins, de l'ordre de Saint-Antoine de Viennois, docteur en droit canon, est un des députés envoyés au concile de Pise par l'Université.

Ce n'était pas seulement la noblesse qui entretenait ses fils dans les collèges ; des bourses nombreuses facilitaient le placement des fils de laboureurs ou fermiers, des protégés de seigneurs laïques ou religieux. La bourgeoisie, de son côté, y envoyait ses enfants, en vue des emplois et des dignités auxquels l'instruction permettait de prétendre. Les offices de judicature ou de finance procuraient aux titulaires des privilèges recherchés et constituaient une sorte d'ordre particulier, qui finit par prendre rang sous le nom de noblesse de robe. Les possesseurs de ces offices, exempts de taille et du logement des gens de guerre, pouvaient acheter des terres nobles sans payer les droits exigés des acquéreurs roturiers ; et pour atteindre ce but il fallait aller au collège, car la vénalité des charges n'excluait pas certaines conditions de grades ou d'examens préalables, dont le succès dépendait du savoir du candidat.

L'ancienne bourgeoisie avait d'ailleurs ses qualités propres. Econome, simple de mœurs, amie du travail et des occupations sérieuses, en devenant instruite elle grandit en considération et en richesse. C'est chez elle qu'allaient se recruter à peu près exclusivement les membres de l'ordre judiciaire et de toutes les professions libérales, où l'on rencontra souvent des connaissances littéraires qu'on n'y trouverait peut-être pas de notre temps.

Ainsi s'expliquent les dispositions favorables de l'ancienne société pour les collèges, tandis que les petites écoles restaient languissantes.

Au commencement du x^v^e siècle, les maîtres d'école montraient à écrire et simultanément à lire, dans les parchemins d'abord, ensuite dans les papiers, où l'écriture était moins soignée et plus difficile à déchiffrer : ils enseignaient à peu près tout ce qu'ils savaient. (1)

Dans la ville de Meaux, le chantre de la cathédrale, qui nommait le maître des petites écoles, se fit maintenir en possession de son privilège, en 1406, à la suite de l'établissement de M^e Jean

(1) Alexis Monteil, *Les Français des divers Etats* ; xiv^e siècle, épître 72.

en qualité de recteur, sans qu'on eût pris soin de le présenter à son agrément. Cependant, le 19 décembre 1411, le chapitre Saint-Etienne prend l'avis du chancelier de l'église pour instituer un maître des écoles grammaticales de la ville, du marché et des faubourgs (1).

Il y avait conflit d'attributions entre le chantre et le chancelier, et les contestations à ce sujet se sont souvent reproduites. En 1468 le chantre reparait ; il nomme un régisseur des écoles, « en attendant l'issue d'un procès pendant avec Pierre Dufour, prieur-curé de Sainte-Céline ».

Quelques années auparavant, de 1450 à 1460, Guillaume Alemain, maître ès-arts, dirigeait l'école de garçons des ville, marché et faubourgs de Meaux, et Perrette Laherèche celle des filles.

Les écoles spéciales pour les jeunes filles n'existaient, pour ainsi dire, point encore. Les classes étaient mixtes à peu près partout, et l'on a pu constater que, dans le même local, les garçons apprenaient à écrire, mais non les filles. Pendant longtemps il n'y eut pas d'instruction scolaire pour celles-ci, l'éducation morale et religieuse devait leur suffire.

A Crécy-en-Brie, par une nouvelle anomalie, ce n'était pas le chancelier, mais bien le doyen du chapitre de la cathédrale de Meaux qui nommait le maître d'école au x^v siècle (2), de même qu'il nommait à la cure.

Assez communément, dans les villages, les desservants se faisaient maîtres d'écoles, augmentant ainsi leur modique salaire et trouvant l'occasion d'encourager les vocations religieuses. Il est même certaines localités qui eurent de la sorte l'heureuse chance de rencontrer, pour répandre un peu d'instruction, des hommes de bonne volonté dont le savoir dépassait de beaucoup le niveau ordinaire (3). Par exemple, Nicolas Fradet, licencié ès-lois, avocat au Parlement, chanoine et chancelier de l'église de Bourges, retiré à Coulommiers en 1476, avec le titre de prieur commendataire de Sainte-Foy, consentit peu après à se faire *recteur de la cure* de

(1) Cartulaire manuscrit de l'église de Meaux, tome iv ; à la bibliothèque publique de cette ville.

(2) Archives de Seine-et-Marne. Inventaire des titres du chapitre de la cathédrale.

(3) Sébastien Rouillard, en rappelant dans son histoire de Melun (p. 606) que Jacques Amyot eut pour professeur de mathématiques Oronce Finé, ajoute qu'il se fit expliquer les derniers livres d'Euclide par « un petit écrivain, fort subtil mathématicien, qui apprenait aux enfants à écrire, avec l'*abaco*, c'est-à-dire l'arithmétique et l'art de calculer par jetons et par chiffres. »

Mouroux ; malgré son âge avancé, ce docte personnage desservait la paroisse et instruisait les enfants.

A côté, le curé de Coulommiers, Adam Baratte, qui était docteur en théologie, réunissait chez lui de jeunes garçons pour leur donner des leçons. Il avait un petit domestique, nommé Mathieu Gillet, natif de Chailly, qui profita de cet enseignement ; Adam Baratte l'envoya à Paris pour compléter son instruction et résigna la cure de Coulommiers en sa faveur. Une charte de Louis XI, du 30 septembre 1471, constate que Mathieu Gillet était alors « prestre curé de Coulommiers et escolier estudiant en l'université de Paris. » L'étudiant prit ses grades, devint prédicateur et chanoine de la cathédrale de Meaux.

C'est alors aussi que frère Jean Féret, religieux de St-Magloire, prieur de Chalifert, au diocèse de Meaux, se fit maître des écoles de Montfort-l'Amaury, sous le nom et l'aveu de l'abbé de Saint-Magloire (1).

Cependant les mœurs du clergé s'étaient singulièrement relâchées ; la décadence morale des clercs enseignants de Paris et de la banlieue, à la fin du règne de Louis XI, est attestée par d'assez nombreux documents. La fondation d'universités nouvelles avait multiplié les clercs et les gradués, l'abus de la commende ou du cumul des bénéfices ecclésiastiques enrichissait quelques privilégiés, en réduisant à la misère cette masse croissante de clercs non admis au partage, clercs vagabonds, truands et mendiants, dont Villon a été le poète et le complice, maîtres ès-arts qui se font maîtres d'écriture ambulants ou chapelains mercenaires, deviennent larrons, fabriquent à l'occasion la fausse monnaie, vendent les vases sacrés et exploitent les femmes de mauvaise vie. M. Siméon Luce (2) a rappelé récemment ces faits en publiant les lettres de rémission accordées par Louis XI, au mois de juillet 1478, à Etienne Cappel, maître ès-arts, clerc, arrêté pour fabrication de fausse-monnaie, après s'être associé dans la ville de Meaux à Guillaume Guevueir dit Goberville, et à Jean du Breuil, son serviteur, « lesquels tenoient escolle d'escripre, en intention d'aler par le pays avec eulx et de gagner sa vie. »

A Coulommiers, Cappel avait laissé ses compagnons à leurs

(1) Archives nationales ; L. 605.

(2) Les clercs vagabonds à Paris et dans l'Ile-de-France sous Louis XI ; Bulletin de l'histoire de Paris, 1882. — Archives nationales, section historique, J. J. 266, n° 1034. fo 220.

leçons (1), pour gagner Provins et tenir la plume chez un tabelion ; mais un mois après il les avait rejoints et partait avec eux tenir école d'écriture à Châlons.

Le 28 octobre 1484, l'abbé du Jard, Etienne Gallé, et frère Mathias, curé de la paroisse Saint-Ambroise de Melun, concèdent à M^e Egidius de Bourdeaulx, clerc, maître ès-arts, les écoles de cette paroisse pour y enseigner et faire enseigner en la manière usitée par les cédants (2). M. G. Leroy, dans son *Historique sommaire de l'enseignement à Melun* (3), exprime l'avis que ces écoles de grammaire n'étaient autres que le petit collège existant déjà dans la rue de la Rose, où Jacques Amyot dut recevoir ses premières leçons avant d'aller au collège du cardinal Lemoine, à Paris.

Les écoles de grammaire étaient mercenaires ; ceux qui les ouvraient, — prêtres, clercs ou laïques, — devaient y vivre de la rétribution des écoliers, et les populations du bon vieux temps n'étaient pas toujours en état ni en disposition de payer, ce qui rendait précaire le sort des maîtres et souvent impossible le maintien de leurs classes. De là aussi l'infériorité des écoles de grammaire comparées aux écoles ecclésiastiques, lesquelles étaient gratuites et entretenues par les monastères ou les églises dont elles dépendaient (4).

Les diverses paroisses de Melun avaient d'ailleurs leurs petites écoles, de temps immémorial, dit encore M. Leroy ; les habitants en avaient la surveillance aussi bien que l'entretien. Avant l'apparition des congrégations enseignantes de femmes, les deux sexes y recevaient en commun une instruction des plus restreintes, car on n'y apprenait pas toujours à écrire... Cependant, les maîtres d'école ou recteurs, pénétrés de l'importance de leurs fonctions, marchaient de pair avec les maîtres artisans dont ils se disaient les égaux, quoique ceux-ci prétendissent le contraire et les qualifiassent ironiquement d'*abécédaires*. Si la profession était quelque peu honorifique, en revanche elle n'était guère lucrative : les recteurs allaient quelquefois mourir à l'hôpital, comme il arriva

(1) Coulommiers avait à cette époque un autre maître d'écriture nommé Antoine La Mollère (Archives de l'Hôtel-Dieu de cette ville. B. 68).

(2) Archives de la ville de Melun ; fonds du Jard. — Série GG.

(3) Melun, 1867, brochure in-8°.

(4) M. Chorou : *L'Instruction primaire dans le Soissonnais* (Société archéologique de Soissons, 1878).

encore en 1618 à Laurent Herenge, « pauvre maistre d'escolle de la paroisse Saint-Aspais. »

Un titre du 4 mai 1490 prouve qu'à cette époque la petite ville de Nangis n'était pas dépourvue d'école ; il s'agit de quelques parcelles de terre situées en censive de la commanderie de La Croix-en-Brie, qu'échangent entre eux Etienne Chapotot, de Saint-Just, et Guillaume Marchand, « maistre des escoles de Nangis » (1).

II

Les guerres anglo-bourguignonnes et les troubles presque incessants qui suivirent avaient amené la fermeture des écoles en beaucoup d'endroits et leur abandon pendant un temps plus ou moins prolongé, lorsque commença le xvi^e siècle.

L'enseignement élémentaire avait été tellement négligé que ceux qui acquéraient des charges d'huissier ou de sergent, ne sachant pas suffisamment écrire, les exploitaient avec l'aide de scribes autorisés.

Dans cette période nouvelle apparaît cependant, dès 1503, le magister Noël, à May-en-Multien, qui reçoit 10 sols de gages (2).

En 1508, Nicole Dupuis, maître ès-arts, licencié en décret, régent des grandes écoles de Sens, devient aumônier et administrateur de l'hôpital Saint-Jacques de Melun, où est institué un précepteur.

L'année suivante, on trouve mentionnée la grande école de Provins (3). Le 10 février 1521, Guillaume Guiboureau, greffier et tabellion de Roissy-en-Brie, donne une maison de ce village, rue du Four, « pour faire et tenir l'école » (4). A la même époque, Jean-Baptiste-Armand Truetin est maître d'école à Jouarre (5) ; Philibert Lebrun, sous-vicaire, est maître d'école de la paroisse Saint-Nicolas de Meaux (1525), Yves Marquet, prêtre, recteur des écoles à Melun ; enfin une école est ouverte à Brie-

(1) Archives de Seine-et-Marne ; inventaire des titres de La Croix-en-Brie.

(2) *Almanach du diocèse de Meaux pour 1780*, p. 161, — d'après un ancien compte de fabrique.

(3) Félix Bourquelot, *Histoire de Provins*, II, p. 112. — Cette école était dans le cloître Saint-Quiriace et la maison appartenait au roi.

(4) Archives de Seine-et-Marne, E. 1599.

(5) Archives de Seine-et-Marne, II. 534.

Comte-Robert, « attenant à l'ancienne église, place des Bourdeaulx. »

Un fait assez curieux pour le temps, mais qu'on rencontre communément au siècle suivant, c'est l'obligation imposée à un tuteur, par acte passé devant Louis Violet, notaire à Melun, le 6 décembre 1520, d'envoyer à l'école ses pupilles mineurs.

Dans la ville de Provins, l'école de la rue des Bonshommes (aujourd'hui rue de la Butte) a pour recteur Jean Gauthier en 1544 ; elle est indépendante de celle qu'entretenaient toujours les églises, ainsi qu'on le voit dans un arrêt du Conseil de 1597, portant réduction de prébendes de Notre-Dame-du-Val : « non compris, dit l'arrêt, les dignités de doyen, chantre, prévost, et les prébendes affectées au docteur théologal, aux enfants de chœur et leur maître, précepteur des grandes escolles, à la fabrice de laditte église et aux vicaires d'icelle » (1).

En 1556, — l'année même de la création d'un collège à Meaux, — les habitants de Provins résolurent aussi d'avoir leur collège pour les humanités. Maître Pierre Le Blanc, nommé principal, prit son institution du chantre de Saint-Quiriace, directeur-né des écoles de la ville (2) ; mais il ne s'installa pas sans difficulté. Malgré l'opposition que rencontrait la création nouvelle, à laquelle était affecté le produit des deux prébendes préceptoriales de Saint-Quiriace et de Notre-Dame-du-Val, outre les biens de la maladrerie de Close-Barbe, le roi finit par accorder des lettres patentes d'établissement en 1570. Déjà, Pierre Leblanc n'était plus là. Le curé du Mériot, Claude Haton, trace dans ses *Mémoires* (3) un singulier portrait de ce maître qui, de « pauvre avocat sans cause, devenu fêce-cul pour vivre », chercha vainement à se marier de tous côtés et fut surnommé « l'amoureux des onze mille vierges. » De dépit, « le pauvre Le Blanc se débaucha et prit un autre état, qui fut celui de prêtrise. »

Dès 1566, Claude Moissant, chanoine de Saint-Quiriace, doyen de la chrétienté de Provins, plus tard député aux États généraux

(1) Manuscrits Ythier, *Histoire ecclésiastique*, t. II, p. 222 ; à la Bibliothèque publique de Provins. — Félix Bourquelot, *Histoire de Provins*, II, 128.

(2) Un arrêt du Parlement du 15 février 1653 dut encore maintenir le chantre de Saint-Quiriace dans le droit d'instituer les petites écoles à Provins et aux environs.

(3) Publiés par M. Félix Bourquelot dans la *Collection des documents inédits sur l'Histoire de France*, imp. impériale, 1857, 2 vol. in-4°. Voir *Introduction*, p. XXVII, et page 630.

de Blois, portait le titre de « rector majorum scholarum de Provino ».

Claude Haton rapporte encore que la ville de Provins prit à rente en 1571 la maison de Claude Barengeon, rue aux Juifs, pour installer son collège, et que le principal fut alors M^e Maugis, « homme marié, venu de Nogent-sur-Seine », lequel auparavant tenait les grandes écoles au-dessus de l'église Saint-Pierre, en montant à Saint-Quiriace.

Comme toute concession émanée du pouvoir, soit civil, soit ecclésiastique, revêtait un caractère féodal, il ne faut pas trop s'étonner si l'attribution du rôle d'écolâtre résultant pour le chantre de Saint-Quiriace de la charte signée en 1176 par le comte de Champagne, fut dans la suite considérée comme un véritable fief. L'abbé Ythier, qui a laissé de volumineux manuscrits sur l'*Histoire de Provins*, conservés à la bibliothèque publique de cette ville, reproduit (t. 1^{er}, *Histoire ecclésiastique*) un acte de foi et hommage rendu pour le *fief de scholasticité* par Claude Godelle, prêtre, chantre et chanoine de Saint-Quiriace, au roi, représentant les anciens comtes de Champagne, à cause de sa grosse tour de Provins.

Tandis que l'instruction populaire languissait aux mains du clergé, le protestantisme apparut dans la première moitié du xvi^e siècle; étendant leur action promptement dans notre contrée, les novateurs ouvrent çà et là des écoles, y placent des gens plus instruits que les anciens maîtres, et dévoués, bien entendu, aux idées nouvelles.

Le clergé ne pouvait rester indifférent. Il crée aussi des recteurs, surtout à partir de 1546. Une lutte qui allait devenir sanglante s'établit entre la religion traditionnelle et les nouvelles doctrines; l'esprit d'association s'éveille, dit M. Félix Bourquelot (1), les tendances démocratiques se montrent tour-à-tour chez les protestants et chez les ligueurs.

En juin 1546, au concile de Trente, la question d'enseignement fut largement traitée. Rappelant l'obligation imposée aux cathédrales d'entretenir une prébende destinée à former de jeunes clercs, on montra la nécessité d'en faire autant dans tous les chapitres de chancines. Pour les églises dont le revenu était trop faible « et où il y a si petit nombre et du clergé et du peuple, qu'on ne saurait

(1) Introduction aux *mémoires* de Claude Haton, p. XIX.

avoir commodément la lecture en théologie », on réclama « à tout le moins un maître élu par l'évêque avec le conseil du chapitre, pour enseigner gratuitement la grammaire aux clercs et aux autres pauvres écoliers, afin que, moyennant l'aide de Dieu, ils puissent après passer à l'étude de la sainte écriture... »

Il s'agissait surtout d'assurer dans les campagnes le recrutement des prêtres, qui laissait à désirer, moins encore par le nombre que pour la valeur des sujets. Claude Haton, curé lui-même, s'exprime ainsi dans ses *Mémoires*, à la date de 1554 (1) : « Pour ce temps, y avoit par la France assez grand nombre de prebtres, et si l'accroïssait-on tous les ans ; car le temps étant comme en paix, les laboureurs des villages qui avoient trois ou quatre garçons se réjouissoient d'en envoyer l'un aux escolles pour le faire prebtre, nonobstant que la plus grande part fussent vitieux et mal vivans... »

Le chroniqueur revenant plus loin sur le même sujet, trace un triste tableau des mœurs au milieu du xvi^e siècle, aussi bien chez la noblesse et le clergé que parmi les gens du tiers-état (2).

Cette époque de la Renaissance, mouvementée, remuante, féconde, fut un temps de réveil pour l'instruction populaire, comme pour les lettres et les arts. L'instruction du peuple, à vrai dire, était la cause du catholicisme, intéressé à conserver sa suprématie sur l'enseignement. Un édit de 1551 prescrit aux maîtres d'école de se faire approuver avant d'exercer, et les curés recherchent des clercs dignes de leur confiance pour les placer dans les localités les plus déshéritées jusque-là. Cette sollicitude du gouvernement et du clergé était inspirée par la nécessité de combattre la réforme, à mesure qu'elle se propageait.

C'est alors qu'on trouve dans les registres du Parlement un arrêt du 7 février 1554, relatif aux écoles buissonnières soupçonnées de protestantisme (3), et cet autre arrêt rapporté dans les preuves des libertés de l'église gallicane, par lequel le Parlement de Paris, à la date du 21 octobre 1557, enjoint à tous pédagogues,

(1) 1^{er} vol. p. 15.

(2) Mémoires de Cl. Haton, p. 99. — Voir aussi les *Plaintes et doléances du tiers-état de Provins aux Etats généraux d'Orléans en 1560* (Bulletin des comités historiques, 1849, p. 271).

(3) Alexis Monteil : *les Français des divers états*, station XXX, notes. — On sait qu'à Troyes le maître d'école Edme fut alors fouetté aux carrefours de la ville, pour avoir admis dans sa classe des catéchismes et des livres de prières en français!

directeurs, demeurant hors des collèges, de mener *sous peine de la corde* leurs enfants ou écoliers à l'église, et de leur faire ouïr la messe les jours de dimanche et autres fêtes.

Le flot calviniste montait toujours.

En général, pour le pays environnant Provins, le peuple des campagnes résistait à la séduction des doctrines nouvelles, mais beaucoup de petits seigneurs et quelques gens parmi les plus éclairés s'y laissent entraîner (1). Dans les villes, la propagande est plus active. A Provins même, l'abbé de Saint-Jacques Guillaume de La Chesnaye, clerc tonsuré, sous-diacre et non prêtre, se montre partisan de l'hérésie et place dans son abbaye, pour l'instruction des moines, un précepteur ou maître d'école qui est luthérien. Après avoir exercé pendant un an et demi, ce précepteur, dénoncé par le maître des grandes écoles Le Blanc, fut appelé devant l'official de Sens, interrogé et emprisonné à l'archevêché; cependant, il obtint sa liberté au bout de six semaines, grâce à son abbé et à quelques seigneurs du voisinage. Il ne put toutefois revenir à Provins (2). Quant à Guillaume de La Chesnaye, il se maria dans le diocèse de Chartres et finit par être pendu à Paris, sur la place Maubert.

Le diocèse de Meaux fournit aux calvinistes beaucoup plus d'adhérents que tous les pays d'alentour. Dans la ville épiscopale, sur 1.200 familles que comptait le quartier du Marché, une douzaine à peine étaient restées catholiques, et cela en dépit des mesures les plus rigoureuses.

En 1546, on s'était saisi des protestants assemblés au marché de Meaux; le Parlement en condamna quatorze à la peine capitale, et ces malheureux furent brûlés vifs sur la place publique, au milieu du quartier qu'ils habitaient (3). Vain exemple, inutile barbarie! Les autres ne restèrent que plus étroitement attachés à leurs croyances.

On n'avait pas encore vu de protestants se réunir publiquement dans le pays melunais, vingt-cinq ans après leur apparition à

(1) Félix Bourquelot : *Histoire de Provins*.

(2) *Mémoires de Claude Haton*, p. 53.

(3) Il existe une relation contemporaine de cet événement, pièce rare de 8 pages in-8° avec la marque de l'imprimeur Jean André à la dernière page; elle est intitulée : « Exécution de l'arrest qui condamne 14 blasphémateurs hérétiques, avec les noms et détails de ladite exécution qui eut lieu en la ville de Meaux, le cinquième jour d'octobre 1546. »

Meaux. Quand l'édit d'Amboise (8 mars 1560) accorda le pardon général pour le fait de la religion nouvelle, des prêches s'ouvrirent à Brie et à Melun. Dans une assemblée de notables, tenue à Fontainebleau le 21 août de la même année, des voix officielles s'élevèrent en faveur de la réforme et de ses adeptes ; des seigneurs, des magistrats se prononcèrent dans le même sens, en promettant leur appui aux novateurs. L'abbé des bénédictins de Saint-Père de Melun, Charles de Marillac, en même temps archevêque de Vienne, n'avait pas craint de s'élever généreusement au sein de cette assemblée contre les abus de l'église romaine et contre les supplices infligés aux protestants. Cet abbé fut trouvé mort à Melun, quelques mois plus tard, — le 3 décembre 1560, — étranglé dans son lit, dit-on, après avoir soupé avec Tristan de Roostaing, seigneur de Vaux-le-Penil et confident de la reine-mère.

Un pasteur du nom de Pierre David attirait la foule aux prédications organisées par ses soins au faubourg Saint-Liesne de Melun ; il y installa des écoles pour la jeunesse : le clergé porta plainte et obtint, le 7 mars 1561, un arrêt du Parlement contre les conventicules, prêches et assemblées dans cette ville et dans ses faubourgs (1).

Les religionnaires gagnèrent la campagne, le prêche fut transféré au village de Chartrettes, mais leurs écoles se fermèrent sans être remplacées.

Aux états d'Orléans de 1560, c'est encore la noblesse, — la gentilhommerie calviniste, comme on l'appelait, — qui s'unit au tiers-état pour demander avec instance (art. 2 du 2^e cahier de la noblesse) la création d'écoles paroissiales, la levée d'une contribution sur les bénéfices ecclésiastiques, pour « raisonnablement stipendier les pédagogues et gens lettrés en toutes villes et villaiges. » Elle veut aussi obliger les parents à envoyer les enfants à l'école, sous peine d'amende, et qu'« à ce titre ils soient contraints par les seigneurs ou juges ordinaires. »

L'assemblée se sépara sans rien décider à ce sujet, mais le clergé comprit le parti qu'il pourrait tirer de la réalisation d'un tel vœu. Enseigner gratuitement, c'est faire approcher du maître les enfants des artisans, des nécessiteux, dont le nombre est le plus grand ; en s'adressant à ceux qui ignorent, en formant les enfants, dans ce pays désagrégé par les luttes religieuses, on pouvait arri-

(1) M. G. Leroy : *Le Protestantisme dans le Melunais*, 1874, in-18.

ver un jour à retrouver une France unie dans sa foi, dans ses croyances et partant plus maniable (1).

L'année ne se passa pas sans qu'il fût prescrit d'envoyer les enfants aux écoles. Une ordonnance édicta de nouveau que, partout où il n'en existait pas encore, une prébende serait consacrée à l'instruction gratuite, dans chaque cathédrale ou collégiale. Le titulaire de cette prébende devait lui-même enseigner. En même temps on affecta à la fondation d'écoles le revenu des confréries existant dans beaucoup d'églises paroissiales.

Ainsi l'instruction devient obligatoire. La disposition existe, mais l'obligation rigoureuse et absolue d'envoyer les enfants aux classes était-elle applicable? Bien des villages encore restaient dépourvus de maîtres!

On temporisa, faute de pouvoir faire mieux, mais on vit alors se multiplier les écoles, — écoles catholiques bien entendu, sous la dépendance de ces prêtres que Guillaume Briçonnet, évêque de Meaux, se plaint de trouver fort ignorants et peu fidèles à la résidence (2).

Le village de Champdeuil (aujourd'hui canton de Mormant), possédait une école laïque. Les comptes de la fabrique, conservés aux archives municipales, constatent qu'en 1557-58 le *magister* recevait d'elle 12 sols tournois; en 1559-60 Pierre Moireau, magister, touche 28 sols de gages, et Jean Duval, son successeur de 1566 à 1569, perçoit quelques boisseaux de blé pour parfaire son traitement sans rien exiger des élèves. Ce Jean Duval exerçait en même temps l'office de substitut du tabellion-juré de Melun, à Champdeuil (3).

La gratuité n'était pas générale dans le voisinage de Melun. En 1563, Jean Hèbre, curé de Montgermont-lez-Pringy, fait son testament; sans fortune, il distribue le peu qu'il possède à la fabrique de son église, à des orphelins, à une religieuse du Lys; à son filleul Jehan, fils de Mathurin Vaillant, il laisse « 12 sols parisis semel, pour son escollaige de la 1^{re} année qu'il ira à l'escole » (4).

Le 26 novembre 1568, le roi signe une déclaration portant que

(1) Saint-Charles : *De l'enseignement primaire en Languedoc*.

(2) Mgr Allou : *Chronique des évêques de Meaux*, p. 75.

(3) Archives de la mairie de Champdeuil. Inventaire des titres de l'église de la paroisse, du 18 janvier 1585.

(4) Archives de Seine-et-Marne; B, 129.

tous ceux qui tiendront des écoles seront de religion catholique, apostolique et romaine ; ce qui n'empêche pas quelques calvinistes de continuer à enseigner dans les environs de Coulommiers et à Bézu, près La Ferté-sous-Jouarre, qui avait pour seigneur le prince de Condé, chef des protestants.

Deux ans après, aux Etats-Généraux convoqués dans le royaume de Navarre, la première instruction des enfants est déclarée obligatoire sur la proposition de la reine Jeanne d'Albret.

En même temps, le concile de Malines recommande aux prêtres de contraindre les nécessiteux à envoyer leurs enfants aux classes, en les privant au besoin des secours de la charité publique.

Aux Etats de Blois de 1576, c'est encore le clergé qui insiste pour la mise en vigueur du principe de l'obligation, édicté en 1560 et déjà négligé.

Cependant cette ordonnance de 1560 devait porter des fruits. Les prébendes créées en vertu de ses prescriptions commençaient à fonctionner chez nous : Choisy-en-Brie, dont le prieur était seigneur temporel, Le Châtelet (1), seigneurie des religieuses de Poissy, et la ville de Montereau-faut-Yonne, qui avait un chapitre de chanoines, furent dotés d'écoles nouvelles.

Les bâtiments scolaires étaient, comme on pense, fort modestes. En 1578, quand les habitants de Choisy-en-Brie, pour éviter le pillage et les violences auxquels ils étaient constamment exposés de la part des gens de guerre, obtinrent du roi l'autorisation de se clore de murailles, fossés, tours, tournelles et de construire des portes, il fallut répartir entre la communauté et selon la faculté de chacun, un impôt de 2.500 livres tournois destiné à payer la dépense. On évalua chaque héritage compris dans l'enceinte ; la propriété qui a le plus d'importance est l'hôtel de M^e Pierre Lefebvre, chanoine de Notre-Dame du Val de Provins, entouré de 112 perches de terrain, et estimé 700 livres tournois ; les écoles figurent parmi les moindres immeubles : c'est « un appentis de 2 travées de logis, couvertes en tuiles, avec une perche 1/2 de jardin ; » l'évaluation ne s'élève qu'à 20 livres tournois (2).

(1) Les registres paroissiaux du Châtelet, remontant à 1569, prouvent l'existence d'un maître d'école à cette époque.

A Montereau, c'était une création, l'école du xiii^e siècle ayant depuis longtemps disparu.

(2) *Origine historique des fortifications de Choisy-en-Brie*, par M. Victor Plessier. Paris, Noblet, 1870, broch. in-8° de 23 p.

Il est question de la nouvelle école de Montereau en 1583. A cette date un examen a lieu pour l'admission d'un élève boursier au collège de Sens; la place est disputée par Jean Forget, fils d'un praticien de La Tombe-sur-Seine, qui avait « fréquenté sept ou huit mois l'école de Montereau, où il avait appris à lire et à écrire, » mais non la grammaire. Cet élève avait 14 ans; ce fut un concurrent plus jeune, mais possédant des principes de grammaire, qui obtint la bourse (1).

Il résulte des registres capitulaires de Notre-Dame de Montereau, conservés maintenant à la mairie (2), qu'en 1586 les chanoines payaient à Christophe Gourjon, greffier et maître d'école, 12 livres par an pour les enfants de chœur, auxquels il était enjoint de fréquenter la classe et le plain-chant « sur peine de punition telle qu'il appartiendra, et de faire ce qui leur sera commandé par le maistre d'école, le tout à l'honneur de Dieu, de l'église et à leur salut. » Dix ans plus tard, une ordonnance prescrit aux enfants de chœur d'aller tous les jours « chez M. Miger, régent des écoles de la ville, pour apprendre à lire, à écrire et la grammaire » (3).

Ce n'est pas sans difficulté qu'on obtenait des évêques et des titulaires de prébendes l'acquit de la charge imposée pour l'enseignement gratuit; mais l'édit de février 1580, intervenu sur les plaintes et remontrances du clergé assemblé à Melun (4), venait de régler la question, en respectant les droits acquis. Cet édit porte (art. 13) que « les prébendes ou le revenu d'icelles destiné à un précepteur, suivant l'article 9 de l'ordonnance d'Orléans, seront pris sur le nombre ordinaire, — une vacance se produisant, sans que le salaire du précepteur puisse être prélevé sur les revenus de l'évêque et du chapitre, auparavant ladite vacation. »

Le chapitre de chanoines de Bray, dont l'évêque avait dû réformer la conduite (5) quelques années auparavant, eut alors sa prébende préceptoriale, dont profitèrent les villages situés entre la

(1) Bulletin de la Société archéologique de Sens; t. XI, p. 163.

(2) Archives de Montereau, GG. 110.

(3) Archives de Montereau, GG. 111. — La prébende préceptoriale disparut dans la suite; la collégiale elle-même fut supprimée en 1774.

(4) *Edict du Roy sur les plaintes et remontrances du clergé de France, généralement assemblé en la ville de Melun l'an 1579*; Lyon, 1580, in-8° de 47 p.

(5) Déjà en 1543, Nicolas Cornet, chanoine de Bray, et d'autres gens d'église, s'étaient déguisés pendant le carnaval et avaient prêché un sermon « de toute joyeuseté, » composé et rimé par Cornet pour la circonstance. (Archives de l'Yonne; G, 670).

Seine et l'Yonne. De là sortit toute une pépinière de recteurs des petites écoles (1). Bientôt ces maîtres pénétrèrent dans le Montois, d'abord à Saint-Sauveur-lès-Bray et à Vimnelles, où les habitants s'étaient engagés à construire des classes et à rétribuer les titulaires, en leur abandonnant des portions de biens communaux ou au moyen d'une contribution volontaire prélevée sur le produit de chaque charrue.

Le dimanche 15 mai 1585, dit M. Delettre, historien du Montois, fut un jour de fête à Vimnelles. La place de recteur de l'école se donnait au concours : plusieurs candidats venus de Courlon et de Vinneuf se présentèrent au lutrin, et cette lutte d'un nouveau genre avait attiré beaucoup d'habitants d'alentour. Maître Gillet Moreau, de Courlon, sortit vainqueur et fut l'un des premiers instituteurs établis dans le Montois. Il répondit à la confiance des familles, ayant sans doute d'autres connaissances que celle du plainchant.

Cet heureux début inspira le désir de suivre l'exemple de Vimnelles dans d'autres paroisses un peu importantes ; de 1590 à 1600 on construisit des écoles à Thénisy, à Dontilly, à Paroy, à Sognolles, à Luiselaines. A Donnemarie, pourtant, centre plus considérable et seigneurie du chapitre Saint-Martin de Tours (2), ce n'est qu'en 1617 que l'on parvint à créer une sorte de prébende préceptoriale, confiée à un vicaire rétribué tant avec le produit des confréries qu'au moyen d'une subvention prélevée sur le revenu de l'Hôtel-Dieu. Mlle Goyet, fille du seigneur de Bécherelles, avait donné naguère une maison à l'église, pour servir de presbytère ; on en fit une école.

Dans la ville de Melun, un nouveau maître fut installé en 1589 ; Jacques Chapelain, prieur et chambrier du couvent de Saint-Père, venait de donner pour cet objet (3 mars) une rente de 50 livres à l'église Saint-Aspais.

(1) Dans certaines provinces, en Bretagne par exemple, le curé était qualifié de *recteur*, ici, c'est le maître d'école.

La prébende préceptoriale de Bray permit de créer de grandes et de petites écoles dans cette ville. Les premières furent qualifiées collèges dans la suite.

En 1631, Jean Léo était *principal du collège de Bray*. (Voir registres paroissiaux à la date du 25 octobre 1631).

(2) A Tours, le chapitre de St-Martin avait érigé, dès le x^e siècle, la charge de *maître-escol* en bénéfice doté de champs, de prés, de vignes, de dîmes. Alexis Monteil cite dans son *Traité des maternels manuscrits* (I, p. 158) un rouleau de parchemin relatif à une enquête sur les dîmes réclamées par le *maître-escol* de ce chapitre, en 1433.

Dans les paroisses dépendant du diocèse de Paris, l'ordonnance de 1560 s'appliquait aussi peu-à-peu. Des maîtres étaient placés à Moissy et à Lieusaint. Claude Mallier, seigneur de La Houssaye et de Servon, constituait le 2 février 1588, avec Marguerite de Lyonne, sa femme, une rente de cent écus sol en faveur des habitants de Servon, pour en affecter une part à l'entretien d'un maître d'école, une autre part à marier de pauvres filles et le surplus à habiller six pauvres (1).

Les tendances qui s'étaient manifestées aux états d'Orléans et reproduites dans les cahiers du tiers-état et de la noblesse lors de la tenue des états généraux de Blois, en 1576, se retrouvent dans ceux de 1588. La noblesse propose le prélèvement d'une contribution annuelle sur les bénéfices ecclésiastiques, afin de payer des « pédagogues et gens lettrés en toutes villes et villages, pour l'instruction de la pauvre jeunesse du plat pays sur la religion chrétienne, autres sciences nécessaires et bonnes mœurs... » Elle renouvelle le vœu que les parents soient tenus d'envoyer leurs enfants aux écoles, sous peine d'amende (2).

C'était l'époque de la ligue ; d'autres préoccupations tourmentaient le pays.

Quand Henri IV signa l'édit de Nantes (13 avril 1598), cette nouvelle fut accueillie comme un acte de justice et un premier pas vers la reconnaissance de la liberté des cultes. Sans accorder aux protestants les mêmes immunités qu'aux catholiques, le roi leur octroyait du moins la faculté de s'assembler dans une ville ou un bourg par bailliage ou sénéchaussée et dans les châteaux, sièges de haute justice ; il leur garantissait l'égalité des droits civils, l'admission dans les écoles, dans les hôpitaux, l'accès aux charges publiques sans formalités vexatoires. Pour les anciens co-religionnaires du Béarnais, le bienfait était capital ; mais ceux-ci ne devaient guère en jouir paisiblement.

Henri IV avait encore signé une ordonnance pour l'établissement d'une petite école dans toute communauté d'habitants, et une pénalité était prévue contre ceux qui n'y enverraient pas leurs enfants.

On vit créer de nouveaux maîtres dans un petit nombre de

(1) Michelin. *Essais historiques sur le département de Seine-et-Marne*. p. 409.

(2) Ambroise Rendu. *Essai historique sur l'instruction publique* ; Paris, 1819, in-8°.

localités, qui n'avaient pas trop souffert des derniers troubles. Excités par la présence de quelques précepteurs protestants dont le savoir faisait exception, les nouveaux venus enseignèrent l'écriture, les éléments du calcul, les principes du langage. Il arriva même, remarque M. Delettre dans son *Histoire du Montois*, que les recteurs d'écoles furent gens plus instruits que les curés ; ceux-là tentèrent de secouer le joug qui les tenait sous la domination du clergé, des conflits surgirent et les habitants prenaient ordinairement parti pour le recteur. Les plaintes des curés firent d'abord enjoindre aux maîtres d'école de s'en tenir à enseigner la lecture, l'écriture et le catéchisme ; ensuite un édit de décembre 1606 rappela que tout régent, précepteur ou maître d'école des petites villes et villages devait être approuvé par le curé et qu'il pouvait être révoqué par l'évêque.

En certains lieux, des prêtres zélés s'appliquèrent à la surveillance des classes. Mais ce contrôle semblait parfois désobligeant pour les maîtres ; il déplaisait surtout lorsque les mœurs et la valeur des curés laissaient à désirer, car les abus qui s'étaient introduits dans l'église tendaient de plus en plus à s'y répandre. Causés en partie par l'opulence des couvents, par la funeste pratique de la commende, ces abus avaient gagné les séculiers et le relâchement devenait général ; le désordre des monastères, la négligence des évêques, l'irrégularité des élections, la non résidence, la mendicité des moines, la fréquente inconduite des prêtres étaient autant de sujets de plaintes pour une fraction du clergé, restée soucieuse d'autre chose que de son influence temporelle.

M. de Montalembert, dans son *Histoire des Moines d'Occident*, avoue qu'au xvii^e siècle la corruption était extrême et la décadence profonde (1). « Faut-il s'étonner que le peuple, ignorant l'histoire, souffrant du présent sans connaître la vertu passée, ait perdu peu à peu le respect et la reconnaissance?... Par une conséquence inévitable la piété diminue et l'hostilité grandit » (2).

III.

La ligue apaisée, le calme s'était rétabli dans l'Etat. A peine parvenu au trône, Louis XIII, dans des lettres patentes relatives

(1) Préface ; chapitres VI et VII.

(2) M. Hérelle : *Documents inédits sur les Etats généraux* (Société des sciences et des arts de Vitry-le-François, 1878, p. 145).

à la gestion des biens des léproseries, ordonne qu'après la dépense nécessaire aux malades, le surplus des revenus servira à la réédification d'une ou deux maladreries ou hôpitaux en chaque bailliage ou diocèse, selon la nécessité publique; « s'il reste des deniers, dit-il, ils seront affectés à la nourriture des pauvres des lieux, à l'entretien des enfants aux études, écoles et métiers, à marier de pauvres filles orphelines et autres œuvres charitables ».

Malheureusement, les directeurs des biens des maladreries considéraient leurs fonctions comme une sorte de bénéfice ecclésiastique, dont ils percevaient le revenu sans acquitter aucune charge. Ils s'inquiétèrent peu des nouvelles prescriptions.

Chez nous, néanmoins, la période qui s'ouvrait devait être favorable aux petites écoles.

M. de Vieupont, devenu évêque de Meaux, commença par réformer son clergé, dont le bénédictin Duplessis (1) parle dans des termes plus que vifs. Les efforts du prélat ne furent pas stériles, ils ranimèrent un zèle religieux qui se répandit en fondations pieuses de toutes sortes.

Le calvinisme persécuté, mais non abattu, relevait la tête dès que l'occasion semblait favorable; pendant vingt ans, Jean de Vieupont s'appliqua à comprimer ces tentatives. Son successeur, Jean de Belleau, prend possession du siège épiscopal le 22 février 1626, et dès le 2 septembre de la même année, il enjoint (2) aux curés et vicaires d'enseigner eux-mêmes le catéchisme à leurs paroissiens, de veiller à ce que les maîtres d'écoles le fassent apprendre aux enfants. Plusieurs maîtres étaient encore soupçonnés d'hérésie, et non sans raison, car malgré tout le calvinisme progressait. La Ferté-sous-Jouarre ouvrait un prêche; le maréchal duc de Caumont-La Force, héritier des princes de Condé et devenu seigneur de cette ville, y appelait un ministre, qui se faisait entendre tour-à-tour dans les localités voisines. L'évêque Jean de Belleau lutta et succomba à la peine.

A son tour, le 23 juin 1637, Dominique Séguier provoque un arrêt du Parlement pour interdire au seigneur de Claye d'introduire le prêche dans ce lieu, au ministre Billot et à tous autres d'y prêcher, et à Jean de Rome, huguenot, qui tenait école, d'enseigner

(1) D. Duplessis, *Histoire du diocèse de Meaux*. — A. Carro, *Histoire de Meaux*. p. 318.

(2) Statuts synodaux; art. 3.

la jeunesse en quelque endroit et de quelque manière que ce fût (1). Peut-être les religionnaires de Claye se soumirent, mais d'autres continuaient leurs exercices dans le voisinage. Le 19 avril 1641, M. Séguier obtient du Conseil privé du roi, cette fois, un arrêt qui défend à Pierre Cayer, maître d'école de la R. P. R., d'exercer dans le village de Lumigny, au mépris des édits, et à tous autres de l'entreprendre à l'avenir.

La seigneurie de Lumigny appartenait aussi à un protestant militant, Gaspard de Champagne comte de la Suze, qui venait d'épouser en premières noces une fille du maréchal de Châtillon, Henriette de Coligny, connue comme poète et femme galante.

L'arrêt de 1641 fut publié dans l'étendue du diocèse de Meaux sans grand résultat. Trois ans après intervint une nouvelle injonction du Conseil privé, pour empêcher Prévost et un autre maître de tenir des écoles protestantes à Lizy et à La Ferté-sous-Jouarre, sous peine de 1,000 livres d'amende et de prison. Sa Majesté ordonnait de plus au bailli de Meaux de tenir la main à l'exécution de cette mesure « à peine d'en répondre en son propre et privé nom » (2).

Lizy et La Ferté-au-Col (comme on disait alors) étaient en effet avec Meaux les principaux centres calvinistes de la contrée. A Lizy, le château appartenait à la famille d'Angennes, attachée aux idées nouvelles et qui continua à attirer des pasteurs pour les propager. De son côté, le duc de La Force ne résistait pas avec moins d'énergie. La Ferté, qui n'avait que six familles protestantes en 1623, lors de l'ouverture du prêche, en comptait près de 80 trente ans plus tard. En 1647, un imprimeur protestant de Sedan, François Chayer, vint même s'établir à La Ferté-au-Col, où il réimprima le livre de Thomas des Hayons : *Les Mystères de notre Rédemption*, représentés en 4 tableaux. Cependant Chayer ne put guère rester qu'une année dans cette ville, où les persécutions devenaient plus vives : il partit pour Liège afin d'échapper à la prison. Bon nombre de ses co-religionnaires durent suivre peu-à-peu son exemple.

L'évêque Séguier, après avoir sévi contre les écoles huguenotes, s'occupa en 1654 des petites écoles catholiques ; ce fut encore pour défendre à tout clerc paroissial et à tous maîtres et maîtresses

(1) D. Duplessis ; t. I^{er}, p. 461.

(2) D. Duplessis ; t. I^{er}, p. 456 ; t. II, p. 363.

de s'ingérer à enseigner la jeunesse sans s'être préalablement présentés devant lui ou devant ses grands-vicaires, afin d'être examinés sur leur foi, leurs vie, mœurs, science et connaissances en la doctrine chrétienne. Il prescrit l'établissement de deux écoles séparées, garçons et filles, partout où faire se pourra ; il recommande à tout curé de visiter les classes « s'il ne les tient lui-même » ; pour juger de l'assiduité des maîtres et du profit que les élèves tirent des leçons, le curé, dit-il, interrogera les enfants et « les animera à bien apprendre par de petits présents d'images ou d'agnus qu'il fera à ceux qui répondront le mieux » (1).

M. de Ligny, prédécesseur de Bossuet, renouvela les prescriptions de ses devanciers, auxquels il ajouta ce paragraphe : « Nous voulons aussi que les maîtres d'école prennent certificat de vie et de mœurs des curés des paroisses dans lesquelles ils auront desservi, avant que de pouvoir être employés en d'autres, et nous enjoignons aux curés de donner leurs certificats en leur conscience, et de ne se servir d'aucun dont la vie serait scandaleuse ou suspecte. »

L'instruction ne pouvait manquer de profiter de l'élan de fondations pieuses qui signala le commencement du dix-septième siècle et se continua dans la suite, aussi bien dans les parties de la Brie et du Gâtinais dépendant des diocèses de Sens et de Paris, que dans le diocèse de Meaux.

Ce fut la marquise de Harlay-Montglat, gouvernante des enfants du roi, qui donna l'exemple. Ses ancêtres avaient été huguenots, mais ne partageant pas ce qu'elle appelait leur « fatale erreur », elle fonda dans la terre de La Ferté-Gaucher un couvent de chanoinesses régulières de l'ordre de Saint-Augustin, sous le titre Sainte-Monique ; ces religieuses devaient se dévouer à prier pour le roi et la famille royale et s'employer à l'instruction des filles.

En 1603, Blandy avait un maître d'école, récemment installé. Les registres paroissiaux nous donnent son nom, en même temps qu'ils fournissent une particularité à signaler : c'est le sacrement

(1) Les récompenses en usage chez les religieuses de la congrégation Notre-Dame, à Coulommiers, consistaient en petites médailles, dont le coin a été retrouvé en 1862 et offert par M. Achille Viré à la bibliothèque publique de cette ville.

Au xviii^e siècle on distribuait à titre d'encouragement, dans quelques écoles, des jetons en billon où étaient figurés, d'un côté, le maître entouré de ses élèves, de l'autre les lettres de l'alphabet.

de baptême administré dans l'église à un enfant naturel, par ce magister remplaçant le curé et le vicaire absents. Voici la teneur de l'acte inscrit au registre :

« Le dix-septième jour de novembre mil six centz et trois, a esté par moy maistre d'escolle de Blandy, en l'absence de mons^r le curé et mesmement de mons^r le vicaire, baptisé ung filz pour Denise Songeuse, l'une des paroïssiennes de Blandy, et comme ayant reçu de Collombe Brasier, femme juré et passé au serment pardevant mons^r l'archediacre de Sens ou mons^r le doyen comme elle m'a dit et affermer estre, que estant au travail de cette femme qu'elle l'a enquesté sur le serment et dam de son âme qu'elle ayt à luy dire et déclairer qui estoit le père de cest enfant, et qu'elle luy a faict reponce et affermé qu'elle alloit à Paris et qu'elle trouva en son chemin ung soldat, lequel luy promis la foy et qu'elle se estoit soumise en sa volonté, et qu'elle ne recognoist aultre à qui l'enfant appartienne sinon à luy, et qu'elle ne le congnoist aultrement : ladite Collombe me affermant et soubtenant les susdictes parolles en présences des parrains et marrainnes, ce que n'ay voulu différer luy administrer le sacrement de baptesme. A esté nommé Jani par un nommé Jam Sapin, pour le présent serviteur de Denis Masblon, et Claude Massy, et Andriene Garry, f^e de Robert Masblon, tous demeurant à Blandy, et autres. » Signé : Liber, av c paraphe.

Et pourtant, dès 1493, l'évêque de Meaux Jean Lhuillier avait fait expresse défense de baptiser sans le secours d'un prêtre, « sauf le cas de nécessité et danger de mort ; » plus tard (1654-1734), défense fut faite aux curés, sous peine de suspension, de baptiser sans les cérémonies de l'église ; les sages-femmes étaient interrogées à l'avance sur la matière et la forme du baptême ou de l'ondoyement à la maison, pour le cas de danger de mort des nouveau-nés. Dans les diocèses de Paris et de Sens, les règlements ecclésiastiques sur le baptême étaient absolument les mêmes. Ici, un maître d'école baptise, sans même invoquer le cas de nécessité ou de danger de mort : c'est le seul exemple de ce genre que nous ayons rencontré dans les nombreux registres paroissiaux que nous avons eu l'occasion de consulter.

Dans le cours de la même année 1603, Françoise de Laval, veuve de Henri de Lenoncourt, baron de Coupvray, alors mariée au prince Louis de Rohan-Guéméné, duc de Montbazou, avait fondé près de son château de Coupvray un petit collège dit

le Mont-de-Piété, pour six enfants de villageois « nés en légitime mariage, capables de servir Dieu et d'apprendre métier ; » ces enfants devaient être choisis par la fondatrice ou par sa famille dans les terres dépendant de sa seigneurie : à Coupvray, Voulangis, Bouleurs, Magny-le-Hongre et Lesches. D'abord confiée à un séculier, cette institution passa en 1631 aux mains des religieux trinitaires ; les élèves y étaient entretenus, vêtus, nourris, instruits pendant cinq ans, mais ils ne devaient boire que de l'eau, afin de les habituer au travail, à l'économie et à la sobriété (1). La fondation subit dans la suite des réductions : le collège n'entretenait plus que quatre élèves en 1654 et était tout-à-fait abandonné un peu plus tard.

Pour ne point nous écarter de l'ordre chronologique, énumérons ici diverses écoles de village dont l'existence est constatée pour la première fois au commencement du xvii^e siècle.

A Chailly-en-Brie, une inscription placée dans l'église pour rappeler les fondations dues à la famille des Houdrichons, laboureurs au hameau de la Huppote, mentionne Nicolas Houdrichon, mort le 18 février 1608, qui a laissé à cette église une maison pour servir d'école.

Une déclaration des marguilliers de Sourdon, du 10 octobre 1609, conservée aux Archives nationales, nous apprend que la fabrique fournissait au précepteur 4 setiers de blé et 18 livres tournois, pour « la sonnerie ordinaire et aider à chanter à l'église. » Le paiement des gages, quant à l'instruction des enfants, était assuré au moyen d'une fondation particulière.

Au village de Crépoil, alors siège de paroisse (aujourd'hui hameau de Cocherel), le curé Jean Perrier avait fondé une rente de 6 livres au profit du magister « pour l'angelus ; » une inscription gravée dans l'église rappelait la libéralité de ce prêtre, qui est mort chanoine de la cathédrale de Meaux en 1617.

Un peu plus tard, Marin Gillay est magister à Bois-le-Roi (1622), et l'école de Luzancy apparaît dans les registres paroissiaux, à propos de l'inhumation d'un enfant Nicolas Dubois, qui se noya dans la Marne le 24 août 1625, étant « en pension chez le maître d'école. »

On rencontre aussi le nom de Désiré Husson, « maître des écoles de Château-Landon, » dans les comptes de fabrique de la

(1) Dom Duplessis : *Histoire de l'église de Meaux*.

paroisse Saint-Tugal de cette ville pour les années 1626-1628. La fabrique ne lui payait que 4 livres de gages, la rétribution scolaire étant acquittée par les élèves. Les mêmes comptes relatent une dépense de 75 sols pour le dîner du prieur, du maître d'école et du porteur de croix à une procession qui visita Souppes, Nargis, Préfontaine et Néronville (1).

En 1628, Louis Guibert, conseiller d'Etat, seigneur de Bussy-Saint-Georges, fondait dans son château une chapelle et affectait un revenu à l'entretien du chapelain, auquel il imposait l'obligation d'enseigner aux enfants du village, particulièrement aux plus pauvres, et de les conduire le soir à l'église pour la prière (2).

L'année suivante, c'est un chanoine de Dammartin-en-Goëlle nommé Jean Rochon, qui laisse par testament (9 septembre 1629), sa maison avec un fonds permettant à quatre filles dévotes d'y vivre en commun et d'y tenir école pour les pauvres enfants de leur sexe (3).

En même temps s'établissaient sur la paroisse Saint-Quiriace de Provins, au bout de la rue des Barbeaux, des dames de l'école de Jésus, que nous verrons bientôt appelées religieuses de Notre-Dame de la Paix ou filles de la Vierge, congrégation fondée par le bienheureux Pierre Fourier; elles venaient aussi dans le but d'instruire gratuitement la jeunesse pauvre, « tant au service de Dieu et à la doctrine chrétienne qu'à la lecture, l'écriture et les ouvrages manuels (4) »

Cinq religieuses de la même congrégation, obligées de quitter Vic en Lorraine, se fixent à Coulommiers, du consentement du duc de Longueville (5), tandis que quatre filles de la Croix, abandonnant Roye en Picardie, s'installent à Brie-Comte-Robert comme maîtresses des écoles gratuites.

En 1641, après avoir surmonté bien des difficultés (6), M. de Bellegarde, archevêque de Sens, dote Nemours de six religieuses enseignantes; cette petite communauté fut supprimée cent ans plus tard, compromise dans l'affaire de la bulle *Unigenitus*.

(1) Archives de la ville de Château-Landon, GG. 42.

(2) Michelin : *Essais historiques sur le département de Seine-et-Marne*, p. 797.

(3) D. Duplessis : *Histoire de l'église de Meaux*, II, p. 332.

(4) Archives du département de Seine-et-Marne, II, 670.

(5) Installées en 1637 à Coulommiers, rue du Haulme, ces religieuses prirent possession ensuite de l'ancien château, dit Hôtel des Salles, qu'elles habilitèrent à partir de 1643.

(6) Archives du département du Loiret, A, 1364.

Quand les sœurs de Nemours avaient ouvert leur école, des bénédictines venaient d'être appelées à Moret, pour créer un couvent sous la protection de Jacqueline de Beuil, comtesse de cette ville, ancienne favorite du roi Henri IV et alors mariée au marquis de Vardes. Fondées en 1638 et encouragées par M^e Claude Leblanc, conseiller aumônier du roi, chanoine et prêchantre de Sens, « ayant l'institution des escholes tant grandes que petites dans le diocèse, » les bénédictines de Moret installèrent chez elles une école gratuite pour les filles, selon le but de leur institution. Tour à tour prieuré perpétuel, sous le nom de Notre-Dame-des-Anges, puis abbaye royale en 1754, par suite de la réunion du couvent de Villechasson, cette maison fut supprimée en 1785, après avoir eu 35 religieuses, entretenu des classes ouvertes sans rétribution et un pensionnat florissant. Ajoutons que le brevet du roi, prononçant l'extinction de ce monastère et la réunion de ses biens tant au prieuré de Champbenoist, près Provins, qu'à l'abbaye de Saint-Antoine de Sens (29 avril 1781), réserva une portion des anciens bâtiments de Moret pour des sœurs de charité, chargées du soin des malades et de la tenue d'une école gratuite (1).

Messire Claude Viole, seigneur de Guermantes et du Chemin, mort en 1638, avait agrandi le presbytère de sa paroisse, pour permettre au curé d'instruire les enfants ; ce fait, établi par un contrat devant Barré, notaire, du 20 mars 1639, était relaté dans une inscription sur marbre noir qu'on voyait autrefois à l'église de Guermantes et qui a été retrouvée récemment dans un égout du château.

A Lagny, Charlotte Le Bret et sa sœur, religieuses bénédictines, créent en 1641 une petite communauté, puis elles ouvrent une école gratuite dans des bâtiments achetés par leur père, Jacques Le Bret, président-trésorier de France à Paris, conseiller du roi en ses conseils d'Etat et privé.

Les villes plus importantes ne pouvaient rester en arrière, dans ce mouvement de fondations favorables à l'enseignement, que nous continuons de suivre pas à pas.

En 1644, des lettres-patentes de Louis XIV autorisent l'établissement à Melun d'un couvent d'Ursulines, filles ou femmes veuves, « pour vaquer à l'instruction des petites filles, à la piété, aux bonnes mœurs, aux honnêtes exercices et occupations de leur

(1) Archives de la ville de Moret. GG. 18.

sexe. (1) » Ce couvent, dans lequel une fille du poète J. Racine fit profession, acquit une certaine réputation, ce qui ne l'empêcha pas d'être supprimé au siècle suivant, à la suite des querelles du jansénisme.

Quatre ans plus tard, en 1648, des Ursulines sont également établies dans la ville de Meaux, pour l'instruction gratuite des « filles riches ou pauvres sans distinction, » par Hélène Boullé, veuve du navigateur Samuel de Champlain. L'évêque Dominique Séguier, qui avait favorisé cette création (2), y donna son approbation le 15 mars 1648 et obtint des lettres du roi du mois de mai 1651. Comme à Melun, les Ursulines prospérèrent promptement à Meaux et l'on y reçut des pensionnaires, ainsi que le pratiquaient déjà dans cette dernière ville les religieuses de la Visitation établies en 1631.

Le 21 août 1646, la reine Anne d'Autriche avait chargé M. Vincent (le célèbre Vincent de Paul) de lui envoyer deux sœurs de charité capables de soigner les femmes et les filles malades et de tenir école au bourg de Fontainebleau ; l'école fut ouverte en 1648 : telle est aussi l'origine de l'Hôtel-Dieu de cette localité, où florissait alors un maître d'écriture nommé Jacques de Franqueville, parent de Daniel Pintenelle, un des peintres que la reine employait

(1) Archives de l'Hôtel-Dieu de Melun : II. A, 4-4.

(2) Dès le 1^{er} février 1648, ce prélat adressait la lettre suivante aux « gouverneur, eschevins et habitans de la ville de Meaux : »

« Messieurs,

« Depuis qu'il a plu à Dieu m'établir dans la chaire épiscopale du diocèse de Meaux, j'ay creu que mon principal soing devoit estre de procurer le salut au peuple qu'il a comis soubz ma conduite, ce que j'ay exécuté selon mon pouvoir par les missions que j'ay faittes tant en la ville de Meaux qu'ailleurs, et par l'establissement d'un séminaire, et par le soing que j'ay pris du collège pour l'instruction de nos enfans. Il ne reste à présent que de pourvoir à l'instruction des jeunes filles, qui est à mon advis une des choses plus importantes et plus dignes du soing épiscopal, d'autant que, vos filles aiant reçu une bonne instruction, elles seront un jour capables, estant mères de famille, de communiquer ce bien à leurs enfans. C'est ce qui m'a fait résoudre d'escouter une proposition d'establir un monastère de religieuses Ursulines dans la ville de Meaux, ce que je ne puis sans vottre consentement, que, je m'asseure, vous donnerez volontiers pour un si saint ouvrage. C'est ce que j'attends de vous et de toute la ville pour qui je suis obligé de veiller continuellement et d'employer tous mes soins, ce que je feray toujours avec autant d'affection que je veux demeurer,

« Messieurs,

« Votre très-affectionné serviteur,

« D. SÉQUIER, évêque de Meaux. »

(Collection de l'auteur).

au château. Un peu plus tard, Louis de Franqueville succéda à son père.

A Provins, de pieuses femmes constituées en communauté à l'hôtel Des Marets, instruisaient les petites filles; l'archevêque de Sens les réunit aux religieuses enseignantes de la rue des Barbeaux, lesquelles prirent la dénomination de Filles de la Vierge. Des lettres-patentes du roi leur furent accordées plus tard, en 1672.

Au mois de novembre 1649, ce sont des religieuses du tiers-ordre de Saint-Dominique de Toul qui ouvrent à Rozoy une classe gratuite pour les enfants de leur sexe; elles obtiennent, grâce à l'appui du curé François Gourmont et à l'aide des habitants, un subside annuel de 200 livres.

Des écoles mixtes existaient à Jaignes, à Ozoir-la-Ferrière, au Pin, à Torcy.

La première pierre du clocher de Jaignes est posée en 1633 par le curé Hochard, en présence de Crépin Bourgeois, maître d'école (1). A Ozoir, domaine qui passa de l'abbaye de Saint-Maur à l'archevêché de Paris, lors de la sécularisation du monastère, on pouvait lire autrefois dans l'église une inscription relatant les fondations de Louis de Courcelles, curé du lieu, chanoine d'Etampes et chapelain du roi; par son testament, du 10 août 1645, ce prêtre avait laissé à ses successeurs 50 livres de rente pour le catéchisme du dimanche et l'instruction de la jeunesse (2). Au Pin, c'est l'inscription de la cloche qui nous fournit le nom de Pierre Cahenier, maître d'école en 1650. Celui d'Antoine Pierrotin, précepteur des enfants de Torcy, se trouve mentionné dans des pièces conservées aux archives de Seine-et-Marne (3).

Le 20 avril 1650, Michel Lecomte, bourgeois de Melun, fait son testament olographe et institue à l'église Saint-Ambroise de cette ville un chapelain, chargé de célébrer des messes de fondation et spécialement obligé d'assister au convoi des pauvres, d'apprendre à lire et écrire aux enfants de la paroisse, et de leur faire le catéchisme deux fois par semaine, le tout gratuitement. Ce bienfaiteur de Saint-Ambroise, esprit indépendant autant que libéral, qui laissait au chapelain un revenu honnête, ajoutait

(1) Comptes de fabrique, conservés à Jaignes.

(2) F. de Guilhermy, *Inscriptions de la France*, IV, 409. — La pierre rappelant la fondation du curé d'Ozoir-la-Ferrière a été employée à l'édification d'une fontaine publique.

(3) Série E, n° 1,180.

une condition bonne à noter : le titulaire devait être élu par les habitants sans participation du curé, ni d'autres prêtres, ni de l'archevêque (1).

Dans un village voisin, à Vaux-le-Pénil, le maître d'école Gaspard Landrot exerçait en même temps la profession de chirurgien, qui souvent se confondait avec celle de barbier ; au mois de mars 1653, Landrot est remplacé par Louis Barlerot, chappier en l'église Saint-Aspais de Melun, reçu par les notables habitants de Vaux pour enseigner « l'écriture, l'arithmétique, la musique et autres instructions. »

Vers le même temps, le maître d'école de Château-Landon cessa de percevoir la rétribution des élèves. Jacques Galland, conseiller du roi en ses conseils et secrétaire ordinaire du Conseil d'Etat, avait pourvu en 1647 à la création d'une préceptorie dans ce bourg, à condition qu'elle serait tenue par une personne « de probité requise, » capable de « vaquer à l'instruction des jeunes enfants ès premières lettres et principes, comme leur enseigner ... la religion catholique, apostolique et romaine, et autres documents nécessaires à l'instruction d'iceux en la doctrine, bonnes mœurs et sciences humaines. » Le fondateur s'était réservé le choix du titulaire, « clerc ou lay, ainsi qu'il aviserait. » Le premier maître fut Claude Charpentier, « professeur de sciences humaines, » lequel eut dans la suite pour successeurs Jacques-François Hissery et Jean-Baptiste Villemon, maître ès-arts de l'université de Paris (2).

A Saint-Siméon, la fabrique possédait trop peu de revenus pour assurer les gages fixes d'un maître ; les habitants en état de payer y suppléaient au moyen d'une contribution supportée par tous, ayant ou non des enfants. Nous voyons le bailli de Coulommiers, à la requête du curé de Saint-Siméon, dresser la liste des habitants « cotisés pour le payement du maître d'école, clerc paroissial, » et une sentence porte que « de leur consentement, tous les particuliers inscrits payeront 8 sols par an, levés par quartier à la diligence du marguillier, lequel rendra compte de sa gestion. » Les cotisés étant au nombre de 119, les gages fixes du magister s'élevaient à 47 livres 12 sols (3).

(1) Ce testament est au rang des minutes de Guibert, notaire de Melun, à la date du 17 mai 1655.

(2) Archives de l'Hôtel-Dieu de Château-Landon, G. 1.

(3) Archives de Seine-et-Marne ; bailliage de Coulommiers, 1648.

Le prieuré des Bernardines de Provins fut transféré à Bray-sur-Seine, porte de Jaulnes, au milieu du xvii^e siècle, et prit le nom d'école de Jésus ou école Saint-Bernard ; les petites filles y furent reçues sans rétribution, grâce à la générosité de la veuve d'un prévôt de Provins, conservateur des foires de Champagne. Cette dame, Nicole Bernard, veuve d'Antoine Jueit, donna à cet effet 800 livres à prendre sur l'église de Sergines, suivant contrat du 10 octobre 1653 (1).

A la même date, on trouve le nom de Pierre Dufour, qui tenait les petites écoles de Champs-sur-Marne depuis le décès de Guillaume Legrand ; ceux de Perrot, qui dirigeait l'école de Marolles-sur-Seine (2) ; de Nicolas Heullin, à la fois maître d'école et huissier royal à Hondevilliers (3).

A Dammartin-sur-Tigeaux, un maître venait aussi d'être fondé ; c'est Thonnellier, que les fabriciens dotent de 30 livres 5 sols par an comme clerc paroissial (4). A Pécy, quelques années après, l'instruction des enfants est confiée à un prêtre, institué comme chapelain du château de Beaulieu par Adrien du Drac, suivant contrat du 19 février 1659 ; ce chapelain jouissait du revenu de 30 arpents de terre, et les habitants lui payaient ses gages pour son service paroissial (5).

A Férolles-Attilly, une inscription funéraire existant au milieu de l'église nous apprend que Jean Verdier, curé, inhumé le 21 janvier 1662, après avoir desservi la paroisse pendant 37 ans, donna 22 liv. de rente pour « aider à avoir un maître d'école » ; malheureusement les économies du pauvre prêtre étaient insuffisantes et il fallut attendre encore 80 ans ! Ce fut un de ses successeurs, Jean Legay, mort très-âgé vers 1742, qui fonda définitivement l'école de garçons de Férolles, alors paroisse distincte d'Attilly.

Mme la présidente Pierre Viole, dont le mari avait reconstruit le château de Guermantes, institua, pendant la même année 1662,

(1) Archives de Seine-et-Marne ; insinuations des donations au bailliage de Provins.

(2) Archives de Seine-et-Marne, B, 1046 ; G, 474.

(3) Archives de Seine-et-Marne, H, 312.

(4) Archives de Seine-et-Marne ; compte de fabrique pour 1662. Documents provenant du greffe de Coulommiers.

(5) Par des actes postérieurs, Adrien Leroy et le chancelier Le Tellier, seigneurs de Beaulieu, ont confirmé la fondation d'Adrien du Drac. — M. l'abbé Denis : *Essai historique et archéologique sur Pécy*, 1863, in-8°, p. 121.

deux sœurs de charité en faveur des pauvres, des malades et des enfants de ce village.

Dix ans après, Urbain Le Boiteux, maître ès-arts en l'Université de Paris et maître écrivain, venait à Melun enseigner la lecture, l'écriture, les langues grecque et latine ; il remplaçait à la fois Jehan Burry, maître écrivain, et L. Levallois, précepteur pour la langue latine, dont le fils, né à Melun en novembre 1639, admis dans la Société de Jésus, a laissé plusieurs ouvrages imprimés.

Le village de Maisonnelles, près Crécy, avait alors pour maître d'école Jean Bernard, laboureur, cultivant quelques arpents de terre (1). Jacques Bruslé est maître des écoles à Compans, Augustin Devillers, « clerc d'église » et maître d'école à Villeneuve-sous-Dammartin (2) ; Jean Lefebure exerce à Lésigny en 1671, il se marie, meurt la même année et est remplacé par Simon Rebecque.

A Luzancy, Chantereau, *magister*, fut remplacé en 1674 par N. Frain (3). A Bois-le-Roi, c'est Jacques Pelé, auquel succéda en 1676 Jean Douynat et quelques années plus tard Jean Brindy, qui était en même temps « tisseur en toile. »

Les maîtresses laïques, pour l'éducation des filles, étaient toujours très-rares. Cependant la ville de Fontainebleau en avait une, nommée Elisabeth Quirin, laquelle exerçait déjà depuis près de vingt ans, car elle est citée dans une enquête dirigée en 1659 par le prévôt Jean Yves.

Dans la petite ville de Crécy, quatre femmes pieuses et charitables, mais laïques, frappées de l'abandon dans lequel on laissait l'instruction des jeunes filles, s'étaient réunies, mettant en commun leurs biens et se dévouant de leur personne pour commencer à combler cette lacune. Leur petite communauté, où l'on ne pouvait porter l'habit religieux ni prononcer de vœux, avait pour but la charité et l'enseignement. Les fondatrices ouvrirent rue Dame-Gille d'abord, puis rue des Huilliers, une école gratuite où elles enseignaient « la croyance et la modestie aux filles, » en leur montrant à lire et écrire ; elles s'occupaient aussi de l'ornement des autels et de l'assistance des pauvres. L'évêque de Meaux constata les heureux résultats obtenus dès le début, et au mois d'avril 1676 le roi approuva la fondation (4).

(1) Archives de Seine-et-Marne : H. 333.

(2) Archives de Seine-et-Marne ; minutes de Clerselier, tabellion à Villeneuve-sous-Dammartin ; 1668-1670.

(3) M. l'abbé Torchet. Notice historique sur Luzancy ; Coulommiers, 1860, in-8°.

(4) Archives de l'hospice de Crécy ; III. A, 1.

On tira bientôt des femmes de cette maison séculière pour en organiser de semblables à Claye, à La Ferté-sous-Jouarre, à Dammartin, puis à La Ferté-Gaucher, à Varreddes, à Quincy et au faubourg Saint-Nicolas de Meaux.

A Dammartin, les princes de la maison de Condé contribuèrent à la fondation.

A La Ferté-sous-Jouarre, c'est Anne Perrin, femme de Pierre Courtin, seigneur de Tanqueux, qui pourvut en 1677 aux frais d'établissement des femmes charitables ; quelques années après, leur école donnait l'instruction à 200 filles, quelques-unes de 17 à 18 ans. La direction en fut confiée un peu plus tard (1697) à des sœurs de Ste-Geneviève de Paris, dites Miramiones, du nom de leur fondatrice Mme de Miramion, dame de Rubelles, près Melun. Au temps de Bossuet les religieuses de la Ferté commencèrent à recevoir chez elles, par ordre supérieur, des enfants de protestants qu'elles devaient étroitement garder et instruire en la foi catholique (1). Dans une lettre adressée le 3 novembre 1687 par le prélat à Mme de Tanqueux, il lui mande qu'on « se plaint à La Ferté, que les sœurs mettent des baillons et des cornes aux petites filles ». « Ces châtiments, dit-il, sont bons quelquefois pour leur éviter le fouet ; mais le baillon paraît un peu rude et, en un mot, il faut épargner aux filles des convertis ce qui leur donne prétexte de plainte. La douceur et la patience sont ici le seul moyen qui nous reste. »

A La Ferté-Gaucher, ce n'est qu'en 1680-1681 qu'on appela des filles charitables de Crécy pour organiser l'école gratuite créée par la libéralité de Romaine Montguillon, veuve de Nicolas Macé, ancien officier de Gaston, duc d'Orléans, et pour préparer à leurs fonctions les nouvelles maîtresses. De même qu'à Crécy, celles-ci devaient être laïques, capables d'enseigner « la crainte de Dieu, les bonnes mœurs, à lire et à écrire. » Malgré le zèle des personnes qui s'y dévouaient, quelques-unes ne répondaient que très-imparfaitement à ce programme fort simple. De bonnes mœurs, elles l'étaient ; capables d'inspirer aux enfants la piété et la crainte de Dieu, il n'en faut pas douter ; mais le reste ?

Un de nos excellents confrères, M. Victor Plessier, député, qui

(1) On voit encore cet article de dépense figurer en 1790 au compte de la Charité de Meaux : « 7 avril, à la petite Dutoit, née protestante et élevée aux frais de l'évêque chez les Miramiones de La Ferté, 48 liv, pour l'habiller à l'occasion de sa 1^{re} communion.

(Archives de la mairie de Meaux, G G. 114).

a fait une étude sérieuse de nos annales et d'intéressantes découvertes en fouillant le passé de notre histoire locale, rappelait récemment dans un discours de distribution de prix (1) que M. de Ligny, évêque de Meaux, visitant il y a deux siècles la ville de La Ferté-Gaucher, rédigea une ordonnance dans laquelle il s'occupa des écoles. Celle des filles était tenue par des maîtresses qui savaient à peine enseigner à lire, comme il arrivait souvent.

« Il n'y avait pour toute la ville qu'un seul maître d'écriture, qui dirigeait l'école des garçons, où les filles se rendaient pour profiter de ses leçons. M. de Ligny trouva le contact des enfants des deux sexes dangereux et prescrivit au maître de partager son temps entre les deux écoles, pour montrer aux filles séparément. Une femme de bien par excellence, animée de l'amour du prochain et ayant conscience de la dignité de son sexe, eut la générosité de consacrer une partie de sa fortune à la fondation d'une école... » C'est la fondation de Romaine Montguillon. Bossuet, successeur de l'évêque de Ligny, disposa quelques années après d'une place de maîtresse dans cette maison, en faveur de Marie Moreau, que l'écolâtre — Nicolas de Brie, prieur-curé de La Ferté-Gaucher, — crut devoir interroger pour se rendre compte de ses aptitudes. La pauvre fille « avoua franchement qu'elle ne lisait pas assez bien pour enseigner, et elle ne fut pas installée. »

L'affaire n'aboutit pas sans difficulté, il y eut à ce propos un arrêt de la cour; on peut voir exposée dans la Bibliothèque publique de Coulommiers une lettre autographe de Bossuet, adressée à Romaine Montguillon, et qui a trait précisément à ces difficultés.

A l'époque où se créaient les communautés séculières de filles charitables, nous trouvons les noms d'André Lagravoire, maître des petites écoles à Vaux-le-Pénil (2), d'Etienne Langlois, maître d'école à La Chapelle-sur-Crécy; de Pierre Duval, à Landoy; d'Antoine de Brie, à Crégy, qui poursuit les habitants du village devant l'official de Meaux pour obtenir le paiement de 15 livres, représentant trois quartiers de ses gages (3); de J. Dieu, maître d'école à Bouleurs, qui avait succédé à Antoine Dieu, son père; de Jacques Desescoutes, *précepteur d'enfants* à Boissy-le-Châtel;

(1) Discours prononcé... à La Ferté-Gaucher, le 19 octobre 1879; Coulommiers, 1879, in-8°.

(2) Archives de Seine-et-Marne, E. 1410.

(3) Archives de Seine-et-Marne, B. 381.

de Jean Deplanche, à Trilport; de Jean Govinard, à Samois. Il y avait des maîtres à Germigny-sous-Coulombs, dont on a pu dresser la liste à partir de l'année 1660 (1). A La Ferté-Gauchér, Pierre Royer, à la fois maître des écoles et organiste, prend à bail en 1668, moyennant 300 livres par an, le tabellionnage seigneurial, que son insuffisance dans la pratique l'obligea d'abandonner; à Nanteuil-sur-Marne, Pierre Nefflier était en même temps précepteur des enfants et greffier de justice. En 1670, Nefflier, âgé de 75 ans, fut remplacé par Louis Lagroue (2).

Evidemment l'école existait dans ces diverses localités à une date antérieure; c'est simplement la première trace rencontrée dans les documents écrits que nous notons au passage. Un certain nombre de nos villages furent dotés de classes à la Renaissance; mais, si les chapitres de chanoines, si les bénéficiers durent satisfaire chez eux à l'ordonnance de 1560, combien d'autres paroisses, où les chanoines et les couvents ne possédaient rien, pouvaient rester privées du même avantage? Là aussi, pourtant, on vit s'ouvrir peu à peu des écoles, grâce aux efforts des communautés d'habitants, qui fournirent aux fabriques des églises le moyen d'y pourvoir, grâce surtout à l'initiative privée, à la générosité d'un seigneur ou au dévouement d'un simple particulier.

A l'extrémité sud de notre département, vers Château-Landon, se trouve la petite paroisse de Mondreville, de tout temps peu importante et peu favorisée. Elle n'avait pas encore d'école au ^{xvii}^e siècle; les habitants en souhaitaient une, mais étaient trop pauvres pour en faire les frais, lorsque vers 1695, une fille de 20 ans, Louise Clément, née à Griselles, vint se fixer à Mondreville, se dévoua sans rétribution et sans aide au soulagement des malheureux, au soin des malades et à l'instruction. Elle rassembla les enfants dans sa maison pour leur inspirer la piété en même temps qu'elle leur apprenait à lire et à écrire, — tout ce qu'elle savait elle-même, — et cela dura quarante ans. Le 24 avril 1713, la brave fille mourut « en odeur de sainteté, » dit le curé du village, qui lui donna la sépulture dans son église.

Le 3 août 1677, on enterrait aussi dans l'église Saint-Nicolas, de Meaux, « maître » Jean Marquis, décédé octogénaire, après

(1) *Notice sur Germigny*, par M. l'abbé Bécheret. — *Bulletin de la Société d'archéologie de Seine-et-Marne*, 1870, 5^e année, p. 278.

(2) Minutes de l'étude du notaire de Nanteuil-sur-Marne.

avoir tenu « très-soigneusement » l'école de la paroisse pendant quarante ans (1). A la même époque, la paroisse Saint-Martin de Meaux avait pour maître d'école Jean Brûlé (2).

A Lorrez-le-Bocage, c'est Alexandre Landelle, âgé de 29 ans, qui exerce la double fonction de magister et de commis au contrôle des exploits ; il passa vers 1680 à Pont-sur-Yonne pour se livrer exclusivement à l'enseignement.

A Champeaux, un généreux habitant du nom de Pierre Brulart avait gratifié le maître d'école d'un petit revenu ; le 7 avril 1679, Elisabeth Massé de La Roche, sa veuve, accrut de 100 livres les gages déjà assurés, afin d'aider le titulaire à « subsister plus commodément, avec ce que l'église peut fournir, et à condition d'instruire gratuitement tous les enfants pauvres (3). » Le 6 août de la même année, le curé et les habitants installaient Louis Mallat en qualité de maître d'école (4).

A la même époque, Augustin Delespine, originaire de Bayeux, obtient l'autorisation d'ouvrir école à Melun, d'y enseigner « les langues latine et grecque et les humanités, ainsi qu'il l'a fait à Vertheuil avec la permission du duc de La Rochefoucauld. »

En 1681, Villiers-sur-Morin, seigneurie des religieuses de Chelles, avait pour maître d'école Philippe Lobin, dont le nom nous est fourni par une sentence de l'officialité de l'évêché de Meaux. Lobin traduit devant cette juridiction un débiteur, qui refuse de lui payer certaine rétribution pour sa présence comme clerc paroissial à des enterrements et aussi des « droits d'escolage » pour cinq enfants décédés. Il obtint gain de cause comme clerc paroissial, mais l'official repoussa sa demande comme maître d'école, « attendu le laps de temps » (5). Il paraît que pour les dettes de cette nature on admettait la prescription.

Fontainebleau avait vu s'ouvrir une petite école de garçons, tenue en 1640 par Jehan Mannay, puis par un vieillard presque octogénaire, mais elle avait été promptement abandonnée ; l'école de filles que nous avons mentionnée plus haut s'était mieux soutenue. Le professeur d'écriture Franqueville, gendre de Mannay,

(1) Archives de la ville de Meaux ; reg. paroiss. GG. 46.

(2) Archives de la ville de Meaux ; reg. paroiss. GG. 78.

(3) Archives municipales de Champeaux, G. I. — La donation de P. Brulart est aussi mentionnée sur le premier des registres de baptêmes conservés à la mairie.

(4) Registres paroissiaux de Champeaux.

(5) Archives de Seine-et-Marne ; série B, supplément.

avait lui-même disparu pour faire place à Maurice Deschamps, à la fois arpenteur et maître de mathématiques, lorsqu'en 1681 un « bourgeois du bourg royal », François Paintende, présenta requête au prévôt, remontrant « qu'il serait fort utile d'avoir une personne capable d'enseigner la langue latine aux enfants, qu'on est obligé d'envoyer au loin pour s'instruire. » François Paintende offrait d'enseigner « la lecture, l'écriture, l'arithmétique et le latin jusques en philosophie » ; il demandait l'autorisation de s'établir, « même d'être interrogé préalablement si on le jugeait à propos. » Ce sont les termes de sa requête, au bas de laquelle le prévôt répond immédiatement. Le 10 mai 1681, il le reçoit « pour maître des petites écoles de Fontainebleau, lui permet de les tenir publiquement, faisant défense à quiconque de le troubler dans ledit exercice » (1).

Le 2 juillet 1697, semblable autorisation est accordée à Pierre Binard « de tenir les petites écoles de Fontainebleau, enseigner à lire, écrire et dessigner... à charge de garder les ordonnances, ce que le dit Binard, par serment de lui pris au cas requis, a promis faire... » (2).

Par un heureux hasard, la petite paroisse d'Armentières, seigneurie de l'archevêque de Paris par suite d'échange avec Catherine de Médicis, eut à cette époque un prêtre instruit et plein de dévouement, nommé Saint-Mars, qui avait naguère dirigé le collège des Trente-trois. Retiré à la campagne pour passer ses vieux jours, il fut pourvu de la modeste cure d'Armentières en 1683 ; trouvant le village dépourvu de maître d'école, l'ancien principal se mit à l'œuvre, donna des leçons élémentaires aux enfants et continua jusqu'à sa mort.

La paroisse de Moissy, dans le pays Melunais, était, comme Armentières, une seigneurie de l'archevêché de Paris, et c'était aussi le curé qui enseignait la lecture et l'écriture aux enfants, en 1685. A côté du village, se trouvait le château de Cramayel, doté d'une chapelle particulière au xiii^e siècle ; en 1687, l'archevêque céda au seigneur de Cramayel sa terre de Moissy, sa ferme et ses dîmes, en vue de mieux doter la chapelle du château et de permettre au chapelain d'aider le curé à faire son service et de s'occuper des écoliers. Ceux-ci profitèrent peu de ces dispositions bienveillantes ; le chapelain de Cramayel fut toujours un

(1-2) Archives départementales de Seine-et-Marne. — Prévôté de Fontainebleau.

prêtre étranger au diocèse et qui ne s'astreignit jamais à la résidence. On dut rechercher un précepteur laïque; en 1700, Pierre Charpentier figure comme maître d'école parmi les exempts de la paroisse; il est logé gratuitement dans une maison appartenant à l'église et cultive des terres, car il possède un cheval et une vache.

Dans la seconde moitié du xvii^e siècle, les rôles des tailles pour les paroisses de l'élection de Provins, qui sont conservés aux archives de Seine-et-Marne (1), fournissent, à propos des magisters, quelques renseignements qui doivent trouver place ici.

En 1684, Jacques Lecoq, « maître d'escolle » à Provins, paroisse Saint-Pierre, était exempté d'impôts — exceptionnellement, car en 1687 il est taxé à 8 livres 15 sols; en 1684 à Lizines, François de La Grivière, nouvellement installé, était taxé à 20 sols 6 deniers de taille; en 1687 cet impôt s'est élevé à 6 livres 10 sols; à Saint-Loup-de-Naud, Jacques Gou payait 3 livres; à Saint-Sulpice (La Chapelle-Saint-Sulpice), François Fausois, récemment venu, payait 10 sols; à Chalmaison, Philippe Duhamel, est imposé à 5 sols; à Gouaix, Nicolas Tassier paie 3 livres; à Cerneux, Pierre Guyot paie 6 deniers; à Chalautre, Charles Lacroix paie 10 sols; à Hermé, Toussaint-Henri Benoist, 8 livres, etc.

L'élection de Provins (diocèse de Sens) était encore médiocrement pourvue d'écoles ou les maîtres y étaient bien insuffisants, car en 1687 les collecteurs de Bezalles, d'Augers, de Boisdon, de Cerneux, de Sancy, de Sainte-Colombe et de Saint-Hilliers déclarèrent ne pouvoir signer les rôles, ne sachant pas écrire. Quant à la ville chef-lieu, qui comptait alors parmi ses enfants un académicien, — Toussaint Rose, — et d'excellents professeurs (2), sa situation était au contraire satisfaisante; outre ses grandes écoles ouvertes à la Ville-Haute, elle en avait trois petites sur les paroisses Saint-Pierre, Sainte-Croix et Saint-Ayoul, dirigées par J. Lecoq, François Charpentier et Louis Tondou.

Nous avons mentionné plus haut l'école tenue à Bouleurs (diocèse de Meaux) par la famille Dieu. Ajoutons que ce village avait aussi à la fin du xvii^e siècle une école distincte pour les filles, créée

(1) C. 473.

(2) Louis Privé, né à Provins, chanoine de Saint-Quiriace et de Saint-Nicolas, savant helléniste, principal du collège des Grassins; Jacques de L'Œuvre, principal du collège de Provins, devint recteur du collège d'Harcourt, en 1667; Edme Ythier, docteur de Sorbonne, recteur de l'Université de Dorai, mort en 1702 à Provins, où il était né.

par l'église du lieu et dirigée par deux sœurs, au moyen de 200 livres de rente léguées par Madeleine Bégat le 27 juillet 1688. Ces religieuses s'occupaient en même temps du soin des malades.

Les documents contemporains nous fournissent encore les noms de Charles Houdet, exerçant à Meaux la profession de « maître d'écriture et arithméticien » ; de Mathieu Couveux, maître d'école et chantre à l'église de Villiers-sur-Seine ; de Jean Manesier, magister à Maincy, près Melun, où il resta treize ans ; de Boquet, à Juilly.

C'est Boquet qui, en 1690, rédige d'une bonne écriture et très-correctement un bail par adjudication des terres de l'église de Juilly ; l'adjudication est passée devant le curé, et le maître d'école certifie les publications et affiches. Dans cet acte, le rédacteur a soin d'obliger le locataire à charrier « les matériaux nécessaires aux réparations et réfections tant de l'église que de la maison de l'escole » (1).

Le village de Saint-Fiacre (aujourd'hui canton de Crécy) dont le prieuré de bénédictins et le pèlerinage au tombeau du patron de la Brie étaient réputés, possédait aussi sa petite école, dans une maison provenant des libéralités de Jean Grésillon. Le curé était souvent en querelle avec les bénédictins, au sujet de leurs dîmes et de leurs droits respectifs ; dom Ansart, auteur d'une *Histoire de Saint-Fiacre* (2), rapporte un épisode peu édifiant de ces discordes : le jour de la saint Jean-Baptiste 1695, au moment où les moines et le peuple se rendaient processionnellement sur la place publique pour allumer le feu traditionnel, le curé Sibourg s'emporta, lança quelques coups de bâton et finalement ferma la porte de l'église, ce qui obligea les religieux à serrer les croix, images et bannières chez le maître d'école, qui dût bientôt après quitter la paroisse.

Le curé Sibourg ne dut pas laisser d'excellents souvenirs derrière lui.

Tout autre est la mémoire de l'abbé Chapperon de Saint-André, curé de Varreddes à la mort de Bossuet et qui devint vicaire général du diocèse de Meaux (3). Il avait desservi de 1688 à 1698 la paroisse de Bannost et, pendant son séjour dans ce vil-

(1) Archives de Seine-et-Marne ; G, 345.

(2) Dom Ansart, *Histoire de Saint-Fiacre et de son monastère* ; Paris, veuve Hérisson et Barrois, 1784, in-12. Page 287.

(3) Né à Lizy en 1654, mort à Meaux le 15 août 1740.

lage, y avait établi deux sœurs de charité, pour les malades et pour instruire sans rétribution la jeunesse des deux sexes, lui apprendre à lire, à écrire et à chanter. Malheureusement, cette fondation ne put se soutenir après la mort de la marquise de Ville-gagnon, dame de Bannost, qui secondait l'abbé de Saint-André. Le petit hôtel-Dieu disparut au bout de 25 ans d'existence et le revenu de la fondation fut distribué annuellement aux pauvres ; la maison, dans la suite, se trouva encore affectée à une école (1).

Au moment de l'installation des sœurs de Bannost, un maître arrivait à Précy-sur-Marne pour enseigner aux enfants des deux sexes ; il se nommait Jean Le Lorain et se fit installer après avoir justifié à l'évêque du diocèse de ses bonnes mœurs et d'un « savoir suffisant. »

Il était léger ce *savoir suffisant* ! Et le niveau des connaissances ne pouvait pas s'élever ; non-seulement on se gardait d'encourager les maîtres à élargir le cadre de l'enseignement, mais les évêques rappelaient à l'ordre ceux qui tentaient quelque innovation.

C'était aussi l'avis des intendants de province de tenir les maîtres d'école à distance respectueuse des collèges et de leurs prérogatives, comme le fils de l'artisan ou du paysan devait rester à distance du haut clergé, de la noblesse et même de la bourgeoisie.

A Paris, le programme était un peu différent, mais pas plus qu'ailleurs le marquis de Seignelay ne souffrait qu'on s'en écartât ; la preuve ressort suffisamment de la lettre suivante qu'il adressait le 8 décembre 1675 au procureur général de Harlay :

« Je vous envoyai au mois de may de la présente année une lettre de cachet par laquelle S. M. ordonnait au Parlement de tenir la main à ce que les maistres d'écolles de Paris ne peussent enseigner qu'à lire, escrire et les premiers principes de la langue latine, sans pouvoir retenir aucuns de leurs escolliers après l'aage de neuf ans ; et comme S. M. a esté informée que lesdits maistres d'escolles continuent d'enseigner la langue latine, la langue grecque et la rhétorique, S. M. m'a ordonné de vous dire qu'elle vouloit estre informée de ce que le Parlement a fait en conséquence de ladite lettre : je vous prie de me le faire sçavoir (2). »

(1) *Almanach historique de Meaux pour 1773*, p. 158. — *Semaine religieuse de Meaux*, 7 novembre 1874.

(2) G. Depping : *Correspondance administrative sous le règne de Louis XIV*, t. IV, p. 597.

Les évêques et les archidiacres, en visitant les écoles à leur passage dans les paroisses, s'enquéraient des mœurs et de la religion des maîtres ou *clercs laïques*, ils interdisaient ceux qui étaient coupables de débauche, de fréquentation des cabarets, de jouer du violon dans les assemblées publiques ou de tenir des jeux. Ils leur recommandaient de porter un habit décent et les cheveux courts; de l'enseignement, on ne s'occupait qu'incidemment.

Il y a loin, comme on voit, des idées de ce temps où la coupe des cheveux de l'instituteur faisait l'objet d'une réglementation, aux graves questions qui s'agitent aujourd'hui en matière d'éducation (1).

Les nouveaux convertis étaient toujours la véritable cause des attentions accordées à l'instruction populaire.

M. de Bezons, intendant de Bordeaux, écrivait en 1691 au contrôleur général qu'il préférerait, ainsi que l'évêque d'Agen, employer les fonds provenant des fugitifs à l'établissement de maîtres d'école et à l'instruction des nouveaux catholiques plutôt qu'à la réparation des églises. Le contrôleur général parle dans le même sens à M. de Bâville, intendant du Languedoc : « Il ne me paraît pas d'inconvénient de retrancher les gages de consul, mais pour ceux des maîtres et maîtresses d'école, le Roy aura peine à en souffrir le retranchement (2). »

Ces maîtres, quand l'Etat en faisait les frais, étaient souvent mal payés ; à Calais, le paiement se trouvait en retard d'une année en 1694, et à La Rochelle, l'intendant réclame des fonds au contrôleur général, « ces sortes de paiement ne pouvant être reculés davantage sans réduire ces pauvres gens-là dans la dernière misère » (3).

Cependant, dans leur sphère modeste, les maîtres d'école de campagne rendaient des services que les habitants, — de concert le plus souvent avec le curé et les fabriques d'églises, — savaient reconnaître ; afin de retenir les plus aptes, on leur accordait des avantages particuliers.

A la fin du *xvii^e* siècle, par exemple la paroisse de Liverdy avait pour curé Damien Collandière, natif de Tournan, — un

(1) M. Pouy : *Histoire de François Faure*, évêque d'Amiens ; — *Société des antiquaires de Picardie*, 1876, 3^e série, t. V, p. 178.

(2) *Correspondance des contrôleurs généraux*, publiée par M. de Boislisle ; Paris, imprimerie nationale, 1874, t. 1^{er}, p. 239, 266, 316.

(3) *Correspondance des contrôleurs généraux*, t. 1^{er}, p. 387.

lettré qui a laissé quelques écrits. Le 20 avril 1692, le curé Collandière rassembla les habitants et leur soumit les doléances de Louis Desmarets, maître d'école recommandable, rétribué de façon fort modique et qu'on avait « compris au rôle des tailles ainsi qu'aux autres charges de la paroisse, telles que contributions, milice, etc., quoiqu'il ne fît nul commerce et n'exerçât d'autre fonction que celle de greffier de la justice de Liverdy. » D'une voix unanime, le maître d'école fut déchargé des tailles, milice et impositions, à condition qu'il ne fît « aucun autre commerce que de tenir le greffe. »

L'année suivante, l'abbé Holdier, chanoine de Paris, en visite à Liverdy, prescrivit (18 juillet 1693) de séparer l'école des filles de celle des garçons, lesquels devaient être instruits en des lieux et à des heures différents.

Une autre fois, l'archidiacre recommande de relever les noms des paroissiens qui ne font pas leurs pâques, d'avertir au prône les parents d'envoyer leurs enfants au catéchisme et de les menacer des censures en cas de négligence (1).

Il existait alors des recteurs à Varennes et à Barbey, près Montereau : les noms d'Edme Gaudaire et d'André Marie apparaissent avec cette qualification sur les registres paroissiaux. A Montereau même, en vertu de l'arrêt du Conseil d'Etat du 1^{er} mars 1692 relatif à l'emploi des revenus des villes (2), cent livres sont affectées aux gages du maître d'école ; rien n'était encore prévu pour une maîtresse, mais un an plus tard une fondation particulière permit d'appeler une fille pieuse pour montrer à lire et à écrire aux enfants du sexe « depuis le bas-âge jusqu'à 13 ou 14 ans ». La ville n'avait à pourvoir qu'au local, à la chambre et au lit (3) ; malheureusement, les ressources de la fondation étaient trop chétives, l'école ne put subsister.

Dans le cours des années 1692, 1695 et 1698, Bossuet établit des sœurs de la Charité, enseignantes et garde-malades, à Varreddes, à Meaux et à Mitry. A Varreddes et à Mitry, on les plaça dans de petits hospices déjà existants (4) ; à Meaux, Mme Louise de

(1) Archives de Seine-et-Marne ; G. 297.

(2) Cet arrêt autorise les villes à accorder une gratification aux personnes qui se consacrent à l'enseignement de la jeunesse et dont le travail ne produit pas de moyens d'existence suffisants.

(3) M. Paul Quesvers. — Maltres d'école et maltres de latin à Montereau.

(4) A Mitry, les comptes de l'Hôtel-Dieu prouvent que les enfants pauvres étaient envoyés aux petites écoles aux frais de cet établissement, moyennant 4, 5, 6, 8 et 10 sols par mois (Archives de l'Hôtel-Dieu de Mitry, E. 4, 7, 10, 13).

Vernon, veuve de Michel Payen, fournit des fonds auxquels un curé du Plessis-Placy, Jean-Baptiste Guyard, ajouta 3,000 livres, et l'évêque procura le logement dans une maison de la rue Tire-Chape, que son successeur le cardinal de Bissy devait agrandir en 1719.

Provins avait pour abbé de Saint-Jacques, dans la seconde moitié du xvii^e siècle, François d'Aligre, qui se constitua le bienfaiteur de la ville et des pauvres, fonda (1691) un établissement dans lequel 30 jeunes filles orphelines furent élevées, instruites et apprirent métier jusqu'à 18 ans ; il créa un cours gratuit de théologie en même temps qu'il ouvrit au public sa bibliothèque et celle de son père, riches de plus de 10,000 volumes.

La maison des orphelines était dans la rue du Murot, au-dessus de l'église Saint-Thibault.

En 1695 fut aussi fondé à Fontainebleau l'hôpital de la Sainte-Famille ou du Mont-Pierreux, grâce aux libéralités du roi et à la sollicitation de Mme de Montespan. On devait y recevoir les vieillards, mais il avait pour principal objet l'éducation de 60 pauvres filles orphelines, admises à 6 ou 7 ans, pour y être instruites dans la religion catholique et formées à des ouvrages manuels, couture et dentelle (1).

Saint-Brice, près Provins, avait pour curé Antoine Rayer qui dota sa paroisse d'un revenu destiné à quatre obits annuels et à l'entretien d'un maître pour instruire les enfants en la religion catholique, apostolique et romaine (2).

Le notaire Charles Savoye, de Melun, est appelé le 25 mai 1698 au château de Rubelles, par Mme Chassepot de Beaumont, dame du lieu, veuve d'un membre de la chambre des comptes, pour dresser un contrat dotant Rubelles d'une école gratuite tenue par un laïque. Le maître, auquel la donatrice assurait le logement et 150 livres de gages, devait être marié et donner de son temps, tous les jours ouvrables, trois heures le matin et trois heures l'après-midi, à apprendre aux garçons et aux filles à lire, à écrire, à prier Dieu et leur catéchisme. « Sera tenu le dit maître d'école de faire les dites instructions et enseignements gratuitement, sans rien pouvoir exiger des enfants de la paroisse ; sera le dit maître d'école choisy et nommé par la fondatrice, et après son décès, les sieurs curez de ladite paroisse choisiront des gens de probité et mariez, pour exercer avec l'agrément des seigneurs du lieu ladite

(1) Archives de l'hospice de Fontainebleau, E. 2.

(2) Archives de Seine-et-Marne, G. 348.

charge de maître d'école... » Si l'intérêt de la paroisse l'exigeait, le maître pouvait être révoqué; le nouveau titulaire était nommé par le seigneur et le curé; en cas de contestation, l'archevêque de Sens jugeait sans appel, « n'étant pas juste que les différends des particuliers puissent arrêter le cours d'un bien public » (1). En retour de sa libéralité, Mme de Rubelles demandait que les écoliers se rendissent à l'église, chaque jour, sous la conduite de leur éducateur, afin de prier Dieu pour le repos de son âme.

Dans le cours de cette même année 1698, la municipalité de Melun songea à établir au prieuré Saint-Sauveur, qui venait d'être réuni à la collégiale de Notre-Dame, une communauté de prêtres réguliers capables de tenir un collège. M. Rousseau, trésorier de France et directeur général des monnaies, natif de la ville, avait même offert des libéralités à cette intention; mais ce fut simplement un projet, dont la seule trace existe dans une délibération municipale du 18 novembre 1698 (2).

A cette date la communauté des habitants d'Everly achète une maison pour servir d'école (3).

Il y avait aussi un magister à Fleury-en-Bière; par son testament du 4 juin 1699, Nicolas Aubraicq, curé, lui laisse un arpent de vigne, à condition de sonner les angelus du matin, du midi et du soir, à la décharge de la fabrique.

On cherchait toujours les moyens de rendre obligatoire la fréquentation des classes. Dans certaines justices seigneuriales, les actes de tutelle enjoignent aux tuteurs d'y envoyer leurs pupilles, « pour les instruire en la foi catholique, apostolique et romaine » (4). M. de Bissy, lorsqu'il n'était encore qu'évêque de Toul, avait signé une ordonnance contre les pères et mères qui négligeaient d'envoyer leurs enfants aux écoles; il privait des sacrements, « même en temps de Pâques », les contrevenants (5), et la privation des sacrements était une mesure assez sérieuse à la fin du XVII^e siècle. Cette façon d'imposer l'instruction pouvait n'être pas tout à fait

(1) M. G. Leroy. — *Almanach historique de Seine-et-Marne pour 1872*, p. 82.

(2) *Notice sur le prieuré de Saint-Sauveur de Melun*, par M. G. Leroy. Bulletin de la Société archéologique de Seine-et-Marne, t. 6, p. 71.

(3) Archives de Seine-et-Marne; E, 994.

(4) Archives de Seine-et-Marne; B. 82. — Seigneurie de La Haute-Maison, année 1668.

(5) Ordonnance synodale du 16 mars 1695. — M. Alexis Ott; *Un mot sur l'instruction primaire; le maître d'école d'autrefois et l'instituteur d'aujourd'hui*.

inefficace, elle ne réussit cependant qu'à demi, et plus tard le prélat ne tenta pas de renouveler l'épreuve à Meaux.

Louis XIV, dans ses déclarations des 15 avril 1695 et 13 septembre 1698, prescrit aux hauts-justiciers de dresser chaque mois la liste des enfants ne fréquentant pas les écoles, de façon à permettre aux procureurs généraux de statuer à leur égard. On procédait par intimidation ; pouvait-on aller au-delà, en considérant le nombre de localités encore dépourvues de maîtres ?

« Voulons, dit le roi dans sa déclaration de 1698, que l'on établisse *autant qu'il sera possible* des maîtres et des maîtresses dans toutes les paroisses où il n'y en a point, pour instruire les enfants des deux sexes des principaux mystères de la religion catholique, apostolique et romaine, du catéchisme et des prières... comme aussi pour y apprendre à lire *et même à écrire à ceux qui pourraient en avoir besoin* » !

«... Enjoignons à tous les pères et mères, tuteurs et autres personnes qui sont chargées de l'éducation des enfants, de les envoyer auxdites écoles et au catéchisme jusqu'à l'âge de quatorze ans.... » (1).

Les dispositions de cette ordonnance prescrivaient même d'enlever à leurs mères, à leurs familles, les enfants protestants à partir de cinq ans, afin de les placer dans les écoles catholiques.

Bossuet, qui entrait dans les moindres détails de l'administration de son diocèse, ne pouvait négliger ce point important. On peut regretter de voir la sollicitude du grand évêque éveillée par l'intérêt du prosélytisme. Il recherchait lui-même des maîtres disposés à compléter l'œuvre du révocateur de l'édit de Nantes, pour les imposer aux localités où la Réforme comptait le plus d'adeptes ; mais les efforts les plus sérieux tentés pendant de longues années pour l'instruction élémentaire du peuple ne se rattachent-ils pas à ces tristes souvenirs ?

A maintes reprises, Bossuet répète, dans ses instructions pastorales et dans ses ordonnances (14 septembre 1688, 1690, 1691) : « Défendons comme nous l'avons défendu... aux curés d'établir dans leurs paroisses aucun maître ou maîtresse d'école sans notre

(1) M. de Boislike, éditeur de la *Correspondance des contrôleurs généraux avec les intendants*, cite une lettre de M. de Bâville du 23 juin 1699, où il est question de l'arrêt du Parlement de Toulouse, prescrivant la tenue de registres parafés par le juge, pour dresser état des écoliers fréquentant les classes.

permission ou celle de nos vicaires généraux, conformément à l'art. 23 de nos statuts synodaux ; déclarons nul et de nul effet ce qui sera fait au contraire. »

Les protestants avaient eu quelques bonnes écoles dans des villages, qui en avaient été ensuite privés et les regrettaient ; on éprouvait de la difficulté à effacer ce souvenir.

Quinze ans après la révocation de l'édit de Nantes, après cette mesure qui, selon l'expression du P. Lacordaire, a déshonoré le règne glorieux de Louis XIV (1), l'évêque de Meaux s'occupait plus activement que jamais des *nouveaux convertis*. Les calvinistes nombreux de son diocèse avaient d'abord opposé de la résistance ; beaucoup d'entre eux durent tout abandonner pour fuir les persécutions et ceux qui restèrent, en abjurant l'hérésie, ne paraissaient qu'à demi convaincus.

Quelques-uns partent encore en 1698.

« Le retour des nouveaux catholiques à l'église touchait sincèrement notre prélat, dit l'abbé Ledieu dans son *Journal* (2)... Dans le dessein de travailler à leur réunion avec un nouveau zèle, il envoya le s^r abbé Chabert dans toutes les paroisses où il y a des religionnaires, dès le commencement de 1699, prendre leurs noms et facultés, en savoir le nombre, les faire aller aux instructions et les enfants à l'école. Ils se trouvèrent au nombre d'environ 2.400, répandus en 50 ou 60 paroisses. Au mois d'octobre suivant, à l'occasion d'une nouvelle déclaration du roi (3) sur l'instruction et les mariages des réunis, il leur envoya de nouveau le même abbé Chabert... Dans le même temps, c'était à Germigny le 24 octobre, il fit un mémoire de l'état en général de ces religionnaires... Ce mémoire fut envoyé à la cour fin d'octobre, et tout l'effet qu'il eut dans ce temps ce fut que trois ou quatre demoiselles mal instruites dans la religion protestante, furent enfermées aux Nouvelles-Catholiques de Paris... »

La déclaration du roi du 13 septembre, relative aux protestants qui sortaient du royaume, prononçait les galères contre les hommes et condamnait les femmes à la réclusion ; de plus, elle confisquait leurs biens. Bossuet réclame aussitôt l'affectation des

(1) *Mémoires du P. Lacordaire*.

(2) *Journal de l'abbé Ledieu*, publié par l'abbé Guettée, tome I^{er}, p. 5.

(3) Déclaration du roi portant peine des galères contre ceux de la R. P. R. ou réunis à l'Eglise, qui sortiront du royaume sans permission ; donnée à Fontainebleau le 13 septembre 1699. — Imp. in-4^o.

biens d'un de ces fugitifs aux dépenses qu'exigent l'instruction de ceux qui restent et les missions qu'il organise pour les convertir et les retenir. Le ministre Pontchartrain lui répond le 9 novembre : « J'ai reçu la lettre que vous m'avez écrite concernant le nommé de Vrillac (1), de La Ferté-sous-Jouarre, qui s'est absenté et a laissé un bien assez considérable que vous voudriez appliquer aux dépenses à faire pour l'instruction des nouveaux catholiques. Mais comme la confiscation ne peut avoir lieu que quand il sera condamné, il faut attendre le jugement, après quoi je proposerai au roi selon vos intentions. »

Au mois de mars suivant, le prélat adresse à M. de Pontchartrain un nouveau mémoire, dans lequel nous relèverons les passages suivants :

« Le nombre des réunis est d'environ 2.400, répandus dans 50 ou 60 paroisses du diocèse de Meaux. Mon dessein est de pourvoir principalement et d'abord aux plus grands lieux, dont l'exemple fera plus d'effet dans le voisinage...

» A Nanteuil-lès-Meaux, où était le temple et où il y a eu 600 personnes des réunis, outre les ecclésiastiques que je pourrai envoyer de la ville de temps en temps, on y a besoin d'un vicaire chargé uniquement du soin journalier des réunis, et d'un maître et d'une maîtresse d'école.

» A La Ferté-sous-Jouarre, qui est un grand lieu, on aura besoin d'un prêtre résidant : l'école y est bien remplie, tant pour les garçons que pour les filles. Le prêtre de La Ferté sera chargé de Saâcy, qui est à une lieue, où il faudra seulement un maître d'école...

» Pour Lizy, qui est un gros bourg, j'ai pourvu en toute manière, excepté à une maîtresse d'école, qui y serait très-nécessaire.

» Il faudrait... un autre ecclésiastique pour Saint-Denis-lès-Rebais, avec un maître d'école.

» C'est en tout pour le diocèse de Meaux quatre prêtres, 3 maîtres d'école et 2 maîtresses. On peut mettre les maîtres d'école à 120 livres et les maîtresses à 100 livres... »

A ces propositions, Pontchartrain répond :

(1) C'est de Reilhac, dont le gendre, E. Lesueur, avait été ministre protestant à La Ferté, lieu de sa naissance.

« À Versailles, le 29^e mars 1700.

« J'ai rendu compte au roi aujourd'hui du mémoire que vous avez donné... Sa Majesté a agréé l'établissement des maîtres et maîtresses d'école et l'imposition des sommes demandées pour cela. A l'égard des ecclésiastiques, il faut remettre cette dépense à un autre temps... » (1).

Le 16 octobre 1700, le roi étant à Fontainebleau confirmait l'article 10 de sa déclaration du 13 décembre 1698, concernant l'éducation des enfants des protestants, et le 8 mai 1715 — quelques mois avant de mourir — il renouvelait encore ses prescriptions antérieures à l'adresse des nouveaux convertis.

Berthelet, procureur fiscal du chapitre cathédral de Meaux, constate qu'avec l'autorisation du bailli, il a fait publier cette déclaration de 1715 dans la paroisse de Crégy, pour enjoindre « à tous ceux qui font profession de la religion réformée d'envoyer leurs enfants aux écoles, catéchismes et autres instructions qui se font dans les églises et paroisses où ils sont demeurant, pour la religion catholique, sous les peines portées ès-déclaration, c'est-à-dire confiscation des biens des père et mère; et, en ce qui concerne ceux qui font refus de satisfaire aux devoirs de la religion catholique, conformément à l'abjuration qu'ils ont faite : à l'égard des hommes, les galères perpétuelles et confiscation des biens; quant aux femmes, être enfermées le reste de leurs jours, avec confiscation de leurs biens (2). »

Louis XV avait à peine atteint sa majorité de 14 ans et pris en mains le gouvernement, que le duc de Bourbon, premier ministre, lui faisait signer à son tour une déclaration le 14 mai 1724 (3), en vue de continuer l'œuvre de soumission religieuse. Le duc, scandaleux amant de la duchesse de Prie, devenu persécuteur de la foi, ne comprenait pas que les violences impolitiques servaient mal la cause qu'il avait la prétention de protéger. Des émigrations se produisirent encore dans la Brie, devant la menace des galères.

(1) Il y eut des conversions de protestants achetées à prix d'argent; on a payé 6 livres par tête, prélevées sur le produit des économats (bénéfices vacants). Les dévôts eux-mêmes plaisantaient cette éloquence dorée, « moins savante que celle de Bossuet, mais bien plus persuasive. » (*Œuvres de Louis XIV.* Paris, 1806, t. VI, p. 356).

(2) Archives de Seine-et-Marne; B. 393.

(3) Voir de La Poix de Fréminville. *Traité du gouvernement des biens et affaires des communautés d'habitants*; p. 490-498.

Les écoles paroissiales paraissaient plus facilement se recruter, grâce au zèle de l'abbé de La Salle, missionnaire, fondateur des frères de la doctrine chrétienne. On commença à exiger un peu plus des maîtres; outre l'aptitude *suffisante* pour la lecture, l'écriture, le catéchisme et le plain-chant, il fut question des éléments de grammaire et des notions de calcul.

L'article 5 de la déclaration de 1724 édicta une fois de plus la création de maîtres et de maîtresses dans toutes les paroisses qui en étaient encore privées; leurs gages, à défaut d'autres revenus, étaient imposables sur les habitants, à raison de 150 livres pour un maître et de 100 livres pour une maîtresse.

Les procureurs fiscaux reçurent de nouveau mission de dresser la liste des enfants ne fréquentant pas les classes, pour être à même de sévir. Dans notre province, il en fut de cette prescription comme des précédentes; mais il paraît que l'obligation — cette fois — n'est pas restée lettre morte partout et que dans le Languedoc, dans les Cévennes, des amendes furent infligées aux parents qui n'envoyaient pas leurs enfants aux écoles (1).

On n'agissait que dans les pays où les croyances protestantes persistaient plus ardemment. Il est facile de comprendre que l'instruction obligatoire était mal venue, présentée comme un instrument de persécution par l'alliance du trône et de l'autel. Les dispositions inhumaines qui visaient les protestants révoltaient la raison; elles échouaient à l'application, et les sages mesures qui s'y trouvaient mêlées, frappées d'abord de la même impuissance, se dégagèrent difficilement de leur caractère odieux. Ce n'est qu'avec lenteur, insensiblement pour ainsi dire, qu'elles finirent par passer dans la pratique au cours du XVIII^e siècle.

Cependant les libéralités, les fondations en faveur des petites écoles se succédaient presque sans interruption, comme au siècle précédent.

Le 11 mars 1700, Jean Levé, bourgeois de Paris, avait légué à l'Hôtel-Dieu une rente de 700 livres, sur laquelle 200 livres devaient être prélevées chaque année pour l'entretien d'un maître d'école à Lésigny-en-Brie (2).

L'année suivante Mme Arnould de Pomponne, née Catherine

(1) M. Maggiolo. — *De l'enseignement primaire dans les hautes Cévennes*; Nancy, 1879, p. 23.

(2) Archives de l'Hôtel-Dieu de Paris; 4.618-86.

Ladvocat, ouvre dans sa seigneurie une classe dont elle confie la direction à son chapelain ; dans la suite, son fils Nicolas-Simon Arnould, marquis de Pomponne, lieutenant général dans l'Île-de-France, ajouta à cette fondation une maison et 50 livres de rente (1).

A Dammartin-en-Goëlle, le procureur fiscal Antoine Portefin laisse en mourant à l'hôtel-Dieu de cette ville une maison qu'il possédait à Paris, sous certaines conditions qui furent jugées inacceptables (1703) ; on refusa le legs. Mais Marie Hobbe, sa veuve, transige avec le cardinal de Bissy, évêque de Meaux, et avec l'hospice de Dammartin, en abandonnant deux autres maisons situées dans cette dernière localité, rue des Barres, plus une rente de 400 livres, le tout pour servir à l'instruction de la jeunesse et à l'entretien d'un maître d'école autorisé par l'évêque, sur l'avis des administrateurs de l'hospice et des habitants. Ce maître enseigna la lecture, l'écriture et le latin (2).

En 1704, les bernardines de Bray-sur-Seine sont remplacées par des religieuses enseignantes de la congrégation de Notre-Dame. A la même époque le seigneur de Fleury-en-Bière donne un local pour l'école de Perthes, qui dépend de son domaine.

Nous avons vu déjà les habitants de Saint-Siméon s'imposer l'entretien d'un maître d'école, l'église du village ne possédant pas de revenu. Il arrivait assez fréquemment que la place, mal rétribuée, restait vacante ; en 1705, Pierre d'Assigny, seigneur des Bordes, de la Vanne et de Charcot, fit disparaître cette charge imposée à ses vassaux, en assurant lui-même le paiement annuel de 50 livres au magister, et immédiatement on installa un nouveau titulaire nommé Pierre Mariot (3).

A Chaintréauville, Pierre Bertrand, bourgeois de Paris, lègue 100 livres de rente pour un recteur laïque. En 1707, M. Auget, doyen des trésoriers de France, s'acquitte envers l'église de Chassigny d'un legs de l'abbé Auget, son frère : il constitue une rente

(1) Une inscription existe dans l'église de Pomponne, qui relate cette fondation. C'est par son testament du 20 août 1721, que le marquis de Pomponne fit don d'une maison d'école pour les filles et doubla la rente de 50 livres déjà consacrée par sa famille à l'instruction des enfants des deux sexes, « jusqu'à 9 ans seulement pour les garçons. »

(2) Archives de l'Hôtel-Dieu de Dammartin ; B. 3.

(3) Ce maître occupa une maison léguée à la fabrique de l'église par le père de Pierre d'Assigny, dès le 10 mai 1670. Archives de l'hôtel-Dieu de Coulommiers, G. 2.

de 80 livres, dont 50 livres destinées au vicaire qui instruira les enfants pauvres, et, prévoyant le cas où cette condition ne serait pas remplie, il impose à la fabrique l'obligation de payer 15 livres au maître d'école, en réservant le surplus pour soulager de pauvres veuves des hameaux de Rouget et de Vaux (1).

Au mois de mars 1709, Jean Carpe, maître écrivain ayant exercé à Lyon et à Mâcon, est autorisé à enseigner à la jeunesse de Melun la lecture, l'écriture, l'arithmétique et le latin, « après avoir prêté le serment requis. »

A partir de cette année 1709, le curé de Mormant fut aidé dans ses fonctions par un vicaire, qui prit la direction des petites écoles du lieu. C'était un ancien augustin sécularisé, d'esprit assez singulier, mais populaire et qui obtenait les bonnes grâces des habitants. Le P. Nicolas Dupont, d'après les notes d'un desservant de Mormant qui fut député aux Etats-Généraux (2), allait quêter dans les fermes et dans les auberges pour les honoraires de sa première messe et chassait les couleuvres pour se nourrir; il se construisit lui-même une maisonnette en face le Griffon de la poste royale, et fut remplacé, après trente ans d'exercice, par M. Renesson.

Le 31 mars 1710, Charles Chabault, maître écrivain de Paris, devenu maître des petites écoles de Réau, désirant établir Louis-Charles Chabault, son fils, dans la ville de Melun, présente requête au lieutenant-général du bailliage, et le jour même, sur le vu des attestations du curé de Réau et des « exemples et manuscrits représentés, » l'autorisation est accordée au postulant de s'installer « maître écrivain tenant les petites écoles. »

Nous avons remarqué déjà que, dans la ville de Meaux, les modestes éducateurs de l'enfance étaient traités honorablement et que le 3 août 1677 on avait inhumé *maître* Jean Marquis dans l'église Saint-Nicolas. Ce n'était pas un cas isolé. Le 11 mai 1668, la femme de maître Viquet, tenant l'école de la paroisse Saint-Remy, avait été également enterrée dans l'église, tandis que la veuve du sieur Pognet, principal du collège, était conduite au

(1) Archives de Seine-et-Marne, G. 443.

(2) Nécrologe ou obituaire de l'église de Mormant, avec des notes sur les curés, rédigé en 1776 par Jean Thomas, curé de la paroisse. Ce recueil manuscrit, de la main de François-Janvier Beaunier; maître d'école, se trouve à la bibliothèque publique de Melun.

cimetière de Chaâge (1). Le 15 juillet 1710, François Lesné, qui avait été maître d'école sur cette paroisse de Chaâge et dirigeait alors une petite pension, vint à mourir à 42 ans; les religieux cordeliers, voulant rendre hommage à son mérite, lui donnèrent la sépulture dans leur église (2).

Un document portant cette même date de 1710 prouve qu'à Lizy l'instruction n'était pas gratuite. Sur les remontrances du prieur-curé, faisant valoir que nombre de pauvres gens sont hors d'état d'envoyer leurs enfants à l'école, le cardinal de Bissy, évêque de Meaux, ordonne qu'on dresse la liste de ces enfants pauvres « auxquels sera donnée, par le maître ou le sous-maître des escolles, toute l'éducation et l'instruction qu'il conviendra, moyennant quoi, et en rapportant par eux le certificat des sieurs prieur et officiers, comme ils auront enseigné lesdits pauvres, leur sera payé chacun mois par l'administrateur en charge de l'hôtel-Dieu, trois livres (3). »

Au Ménil-Amelot, une maîtresse d'école est créée en 1711 (4) par le marquis de Mauregard, Charles Amelot; à Courchamp, une école est fondée par Jean Guillemin, seigneur du village, avec 60 livres de gages pour le titulaire (5).

La paroisse de Blandy pourvue d'un maître dès les premières années du XVII^e siècle était moins heureuse cinquante ans après; elle avait perdu cet avantage en 1685; mais en 1712 nous y voyons installé François Pourchez, « maître écrivain et des écoles » (Archives départementales, E. 1469).

Un peu plus tard, la fabrique recueillit un legs de 2,000 livres de M. Gimat, qui lui permit d'appeler deux sœurs de Nevers pour soigner les malades et enseigner les petites filles. En 1736, le curé Puissant compléta cette fondation, en offrant une maison avec la somme nécessaire pour assurer la gratuité (rente de 600 livres sur les gabelles), plus 250 livres pour établir un maître d'école, soit laïque, soit ecclésiastique, capable d'apprendre aux garçons la lecture, l'écriture, l'arithmétique, le plain-chant, le latin, les céré-

(1) Archives de la ville de Meaux. Registre paroissial de Saint-Remy, 7 décembre 1646.

(2) Archives de la ville de Meaux. Registres paroissiaux de Notre-Dame-de-Chaâge.

(3) Archives de l'hôtel-Dieu de Lizy; G. 1.

(4) Archives de Seine-et-Marne, G. 294.

(5) Testament du 1^{er} août 1711, devant Ballin, notaire à Paris.

monies de l'église et la doctrine chrétienne. En 1781-1784, le curé Becquet ajouta 100 livres de rente aux premiers fonds et remplaça les sœurs de Nevers par des filles de la charité de Sainville-en-Beauce (1).

À Evry-les-Châteaux, M. Brunet de Rancy augmente le revenu du magister; à Chaumes, on installe trois sœurs des écoles charitables de l'Enfant-Jésus (de la rue du Cherche-Midi, à Paris (2); à Courtry, à Nanteau-sur-Lunain, ce sont des sœurs de la Charité.

Le 18 mars 1712 une dame charitable, Anne-Elisabeth de Saintonge, avait hypothéqué sa ferme de Collégien pour garantie d'une rente de 500 livres destinée à donner des soins aux malades et une éducation convenable aux petites filles de Lagny, ainsi qu'à celles de Thorigny, lieu de sa naissance. Suivant le désir de la donatrice, une école de filles, dirigée par des sœurs de Saint-Charles, fut installée à Lagny sous le patronage de M. de Noailles, archevêque de Paris.

Presque en même temps (14 novembre 1712 — 4 avril 1714), Jeanne-Madeleine Denisart, parisienne, pensionnaire à l'abbaye de Faremoutiers, fondait aux mêmes fins dans ce village deux sœurs de la charité de Nevers (3), avec trois cents livres de rente. Les religieuses jugèrent ce fonds insuffisant et furent presque aussitôt remplacées par des sœurs de Sainville, en faveur desquelles l'abbesse de Faremoutiers ajouta 100 livres de revenu à la fondation primitive.

À Quincy, M. François Boula, possesseur de la seigneurie, fit alors construire une nouvelle maison d'école, au nom de son jeune fils; pour reconnaître ce bienfait, les habitants placèrent au-dessus de la porte un marbre blanc avec cette inscription : « *Pueris erudiendis scholam hanc dono, dedit nob. puer Alex. Boula, ætatis sue anno 2º, Christi vero 1715.* »

Deux ans plus tard (1717) le président Langlois, seigneur de La Fortelle, légua par testament 500 livres de rente pour l'entretien d'un chapelain et d'un maître d'école à Nesles-la-Gilberde ;

(1) Archives de Seine-et-Marne, H, 753, 754.

(2) Antoine Arnould, abbé commendataire et seigneur de Chaumes de 1674 à 1698, neveu du grand Arnould, avait précédemment consacré une rente de 54 livres au traitement de la maîtresse d'école.

(3) Dom Duplessis ; *Histoire de l'église de Meaux*, I, 241.

après son décès, ses héritiers affectèrent à la même fondation un capital de 12,400 livres (1721).

Dans le bourg de Chelles, dont l'abbaye célèbre était dirigée par Mlle d'Orléans, fille du régent, cette abbesse réunit les biens d'un petit Hôtel-Dieu à une maison qu'elle fonda pour quatre sœurs de la congrégation de Nevers, chargées du soin des pauvres et des écoles de charité destinées aux petites filles.

Ainsi les fondations se succèdent sans interruption.

A Dammartin-en-Goëlle, c'est Pierre Berthe, professeur de Sorbonne, natif du pays, qui encourage l'école et crée six bourses au collège du Plessis, à Paris (1). En 1721, Louis de Clermont, comte de Cheverny, marquis de Montglat, près Provins, gouverneur du duc de Chartres, complète une fondation antérieure, assure l'instruction des filles et le soin des malades dans ses terres de Cheverny, de Sancy et Montglat ; il appelle des religieuses de la charité du Montoir et rétribue les maîtres de façon à faire profiter de leurs leçons tous les enfants pauvres (2).

En 1724, tandis que les habitants de Montry contribuent à la reconstruction d'une école qui tombe de vétusté, ceux de la paroisse Saint-Aspais de Melun en réclament une pour les filles, les indigents ne pouvant avoir accès dans les pensionnats annexés aux couvents de la ville. Le 6 juin de la même année les dames de charité de Saint-Aspais, afin que les jeunes filles pauvres reçoivent « une éducation capable de les préserver des désordres dans lesquels la plupart vivent, » désignent une sœur de Saint-Vincent-de-Paul qui les instruira gratuitement (3).

L'année suivante, l'école capitulaire Saint-Etienne de Meaux recueille les libéralités de M^e Antoine Laurent, l'un des chanoines ; entre autres choses, le donateur augmentait de 250 livres les appointements du maître de musique pour instruire les enfants de chœur, — de 300 livres les récompenses à distribuer à ces enfants, en vue de les aider dans leurs études ou pour apprendre un métier. Il voulait qu'outre les 50 livres que recevait le maître de grammaire, on lui attribuât 100 livres par an (4).

Les noms de quelques nouveaux éducateurs de la jeunesse apparaissent dans les pièces d'archives, qui nous offrent en même

(1) Testament du 28 mars 1719.

(2) Archives de Seine-et-Marne ; H, 802.

(3) Archives de la mairie de Melun, G-G. — Charité de Saint-Aspais.

(4) D. Duplessis ; *Histoire de l'église de Meaux*, H, p. 446.

temps deux faits à noter. Ainsi, Claude Marot, maître d'école de Fouju, est encouragé pécuniairement par son curé, et les enfants de la paroisse des Ecrennes ont pour précepteur Adrien Corbie, qui signe en qualité de témoin, le 27 octobre 1725, l'acte de délivrance d'un legs fait à l'église de ce village par César Baudelot, membre de l'Académie des belles-lettres.

En 1729, Dominique Favier, avocat au Parlement de Paris, laisse à l'Hôtel-Dieu de Beaumont-en-Gâtinais une rente de 75 livres, dont partie est destinée au maître d'école pour l'instruction des enfants du hameau du Ménil et de tous les enfants pauvres de la paroisse (1).

L'abbé de La Salle, lorsqu'il avait fondé en 1717 les frères des écoles chrétiennes, avait stipulé que leurs établissements seraient gratuits. Ce n'est toutefois qu'après bien des difficultés et malgré l'opposition des maîtres d'école de village, que la cour de Rome approuva son projet en 1724 ; l'année suivante intervenaient les lettres-patentes du roi. Aussitôt le cardinal de Bissy, successeur de Bossuet à l'évêché de Meaux et bienfaiteur des écoles gratuites, s'était mis en rapport avec l'abbé de La Salle, dont il seconda les efforts. Non seulement ce prélat introduisit dès 1729 (2) les frères à Meaux, les dotant d'une maison et d'une rente de 1.200 livres (3), mais en même temps il accroissait les revenus du séminaire et augmentait la dotation de l'école de filles fondée en 1695 dans sa ville épiscopale, par Mmes Payen, Leber et Marquelet de Rutel (4).

En 1733 il charge son vicaire général de régler les écoles de Lizy, où des classes pour les garçons et pour les jeunes filles sont ouvertes par ses soins le lundi 7 décembre de la même année.

C'est surtout par son testament du 2 août 1735 que le cardinal de Bissy manifesta son zèle en faveur de l'instruction populaire : il institua des maîtres de latin à La Ferté-sous-Jouarre, à La

(1) Archives de l'Hôtel-Dieu de Beaumont ; G, 2. — L'école de Beaumont existait auparavant ; on trouve cette mention dans un compte de l'Hôtel-Dieu pour les années 1703 à 1712 : Au nommé Amad, recteur des écoles, 40 livres pour avoir enseigné les enfants pauvres pendant huit mois (Mêmes archives, E, 18).

(2) Archives de la ville de Meaux ; GG. 108.

(3) Le local primitivement affecté à l'école des frères fut insuffisant dans la suite ; la ville leur concéda gratuitement (25 octobre 1761) un emplacement dans la cour de la grande maison, rue Cornillon, pour y construire une nouvelle école. (Archives de la mairie de Meaux ; BB. 16).

(4) D. Duplessis ; histoire de l'église de Meaux, I. page 332.

Ferté-Gaucher, à Rozoy, à Crécy, à Dammartin ; il augmenta les gages des maîtres dans les paroisses de Saint-Martin et de Saint-Nicolas de Meaux (1), de Villers-les-Rigauts, des Essarts, de Poincy, ceux des maîtresses d'école de Touquin et de Dammartin. A chacune des paroisses de Lizy (2), de Crouy, de Nanteuil-lès-Meaux et de Quincy, il laissa 100 livres de revenu pour l'entretien d'une maîtresse d'école ; aux Miramionnes de La Ferté-sous-Jouarre il légua 150 livres pour le noviciat d'une fille se destinant à l'enseignement, et enfin les frères des écoles chrétiennes de Meaux reçurent encore 1,000 livres, pour fournir du vin à leurs collègues qui enseignaient gratuitement les enfants pauvres de la paroisse Saint-Sulpice de Paris.

En ce qui concerne particulièrement le village de Quincy, le cardinal de Bissy avait signé le 28 avril 1734 une ordonnance où, considérant « les besoins de cette paroisse composée de 900 communians, non compris les protestants ni les enfants, » il décidait la création d'un vicaire et d'une maîtresse d'école ; défense était faite au maître d'enseigner les filles, aussi bien qu'à la maîtresse de recevoir les garçons.

Une autre ordonnance régla l'institution des maîtres de latin. Ceux-ci furent autorisés à toucher des honoraires, fixés par l'évêque, sur l'avis des curés et des principaux habitants. Les élèves devaient assister tous les jours à une messe basse ; les leçons duraient ensuite de 8 heures 3/4 à 11 heures du matin, et de 2 à 4 heures du soir, une demi-journée de congé était accordée le mercredi et le samedi ; enfin il y avait vacances pendant tout le mois de septembre, après exercices publics et distribution de prix. Un article du règlement voulait que les écoliers s'approchassent une fois par mois du tribunal de la pénitence (3).

A Rozoy, l'école latine — comme on l'appelait — fut installée rue des Pourcelets, dans une maison donnée en 1734 par Marie

(1) Joseph de Bissy, abbé de Saint-Faron de Meaux, frère de l'évêque, a fait aussi plusieurs legs en faveur des écoles de cette ville, par son testament daté de 1747. (Archives de Maine-et-Loire ; E. 1679).

(2) A Lizy, le marquis de La Trousse ajouta 100 livres de rente pour l'école de filles. Deux sœurs de Nevers y furent appelées à la suite d'une délibération du bureau de l'hôtel-Dieu (1759-61), portant « qu'il est de toute importance que les filles, destinées à être femmes et mères, reçoivent l'éducation qui leur facilite le moyen de contenir leurs maris et de veiller sur la conduite de leurs enfants... » (Archives de l'hôtel-Dieu de Lizy, G. 2).

(3) Archives de la Ville de Meaux ; GG. 9.

Duval, veuve de Laurent Rebétz, marchand (1). A La Ferté-sous-Jouarre, la ville appropria au même usage des bâtiments appelés la Porte du Limon. A Crécy, c'est seulement en 1740, quand on transféra dans cette ville le couvent des Minimes qui existait à Fublaines, qu'on put ouvrir l'école latine ; un des Pères Minimes devint professeur et dirigea un petit pensionnat, auquel Moréri donne le titre trop prétentieux de collège (2). Les conditions d'existence de cette maison sont stipulées dans une délibération du corps de ville de Crécy du 21 juin 1734 (3).

Au cours de la même année 1734 on réunit à la cure de Montceaux, près Meaux, paroisse royale assez pauvre, la chapelle sacerdotale fondée jadis par les rois de France au château de Vivier-en-Brie et donnée au xvii^e siècle au chapitre de Vincennes. Le Vivier n'était déjà plus qu'une ruine et les chanoines de Vincennes recevaient 600 livres de revenu qui étaient attachées à la chapelle, sans acquitter aucune charge. Le titre de chapelain pouvait être supprimé sans difficulté ; il fallut cependant une sorte de compensation : on créa un vicaire dépendant de la cure de Fontenay-Trésigny, auquel le curé de Montceaux servit une rente de 300 livres.

Louis XV avait autorisé ces arrangements par lettres-patentes signées à Fontainebleau au mois d'octobre 1733, mais la procédure ecclésiastique dura encore huit mois ; dans l'intervalle le promoteur de l'évêché remontra que depuis quinze ans la chapelle du Vivier était sans titulaire et qu'il serait juste de constituer, au moyen des 9.000 livres dont le chapitre de Vincennes avait profité, un fonds de revenu permettant d'augmenter de 200 livres le traitement du nouveau vicaire et d'affecter 200 livres à la rétribution d'un maître d'école qui apprendrait « à lire et écrire aux enfants tant du hameau du Vivier que d'autres du voisinage, dépourvus de toute instruction à cause de leur éloignement de Fontenay. » Sans doute, les chanoines de Vincennes ne se prêtèrent pas à cette combinaison, car il n'est plus question d'école dans l'ordonnance du cardinal de Bissy du 23 juin 1734 : le vicaire

(1) Archives de Seine-et-Marne ; B. 443.

(2) Il n'y eut jamais plus d'une douzaine d'élèves ; le dernier régent de latin, en 1790, était Charles-Joseph Roger, qui est resté dans le pays.

On avait installé les religieux minimes à Crécy, dans le couvent qu'occupaient les religieuses bénédictines de Montdenis, lesquelles furent réunies à Meaux au couvent de Noëfort, moyennant une indemnité de 4.000 livres que leur paya l'évêque.

(3) Archives de Crécy, série B.

fut simplement chargé de dire la messe au Vivier le dimanche et les jours de fêtes, d'y prêcher et d'y faire le catéchisme aux enfants.

La même année encore, deux frères des écoles chrétiennes avaient été appelés à Fontainebleau, du consentement du roi ; ils n'y arrivèrent toutefois que le 14 février 1735, bientôt suivis d'un troisième frère, pour remplacer deux anciens maîtres. Sur un terrain acheté en 1739, on leur édifia, au moyen de dons et d'offrandes, une maison d'école qui appartient aujourd'hui à la ville et a toujours conservé la même affectation (1).

En 1735 sont installées à Pontcarré deux sœurs de charité fondées le 20 février 1734, pour les malades et pour l'école ; les seigneurs du village avaient consacré à cet usage 440 livres de rente sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, une maison, plus un revenu de 150 livres « pour les drogues et médicaments. »

L'année suivante (1736) un ancien grand-maire de Donnemarie pour le chapitre de Tours, Jean Prévost, lègue en faveur du maître des petites écoles une somme modique permettant d'apprendre gratuitement à lire et à écrire à trois jeunes garçons du pays. Trois élèves gratuits, c'était peu pour une localité de 1.000 âmes. Donnemarie avait pour curé Armand Cottreau du Coudray, auteur de quelques écrits en prose et en vers ; lié avec M. Colin des Murs, riche bourgeois, il lui montra combien l'instruction des enfants était négligée et, par son testament, M. Colin donna 12.000 livres pour acheter des biens dont le revenu servirait à l'enseignement gratuit. La ferme du Pavillon, à Dontilly, était à vendre : les intentions du testateur furent accomplies dès avant sa mort, arrivée en 1744 ; avec le produit de cette ferme, on put instruire gratuitement les enfants de Donnemarie et de Dontilly, entretenir pendant un certain temps deux élèves au séminaire de Sens et pourvoir encore à l'apprentissage de plusieurs adultes.

De nouvelles écoles fonctionnaient dans quelques autres villages : à Fromont, sous la direction d'Antoine Guyon ; à Courtry, grâce à un legs de Philippe Milieu, dont le testament, contesté, fut validé par arrêt de la Cour ; à Serris, à Nesles, à Ségy, à Reuil.

Antoine Debuy, fils d'un plâtrier de Crégy, tenait l'école de

(1) Les frères des écoles chrétiennes, qui avaient disparu à la Révolution, ont été réinstallés en 1817 ; deux ans après, on comptait dans cette école gratuite 5 frères et 300 élèves.

Villeneuve-le-Comte en Brie ; la paroisse de Champagne avait pour magister Antoine Sicotin, qui laissa 200 livres à la charité de Montereau (1). En 1737, les habitants de Lumigny se font autoriser à couper trente pieds d'arbres destinés à la charpente de leur maison d'école ; en même temps, à Avon, les religieux trinitaires font édifier près de l'église un bâtiment de 33 pieds de long sur 16 de large et 22 pieds de haut, pour servir d'école de charité aux pauvres filles de la paroisse (2).

Dans la ville de Lagny, l'abbé du couvent de Saint-Pierre, seigneur du comté, fait dresser par son bailli, en 1739, un règlement embrassant toutes les matières de police ; on y trouve l'injonction « aux pères, mères, tuteurs et curateurs d'envoyer leurs enfants et pupilles aux écoles et instructions chrétiennes. » Disons tout de suite que ce règlement fut renouvelé le 27 juin 1783 et homologué le 4 juin 1785 par arrêt du Parlement ; celui-ci intitulé : « Sentence de police pour l'ordre et la tranquillité publique », ne contient pas moins de 61 articles : l'article 7 reproduit l'injonction de 1739 (3).

A Moret, où nous avons vu par la lettre de l'archevêque de Sens au préchantre Geoffroy, qu'une école existait au ^{xii}^e siècle, l'instruction n'était pas très-florissante six siècles après et elle n'était plus gratuite. En 1739, les habitants déplorent l'insuffisance de Jean-Baptiste Bijot, leur maître d'école, qui touche 100 livres de gages sur les deniers communs et l'octroi, jouit de l'exemption des tailles et des charges publiques, perçoit en outre une rétribution sur les écoliers « sans excepter les pauvres qui sont en grand nombre » ; d'accord avec les gens de Saint-Mammès, ils réclament à la fois du maire, des échevins et du lieutenant général le remplacement de maître Bijot, qui, « depuis vingt ans, n'a pas su faire un élève capable d'aider père et mère, à ce point que les collecteurs aussi bien que les administrateurs de l'hôtel-Dieu sont forcés de prendre des clercs. » Le corps de ville s'exécuta, en accordant toutefois à Bijot une gratification de 200 livres pour l'aider à se pourvoir ailleurs (4). Jean-Baptiste Coquentin, qu'on

(1) Archives de l'hospice de Fontainebleau. III, B. 5.

(2) Archives du ministère des finances. Recueil manuscrit d'arrêts concernant les eaux et forêts, tome 37.

(3) Ce règlement contient la défense expresse de poser, dans la ville de Lagny, la question : « Combien vaut l'orge ? » sous peine de 30 livres d'amende.

(4) Archives municipales de Moret ; BB. 19 ; CC. 19.

lui donna pour successeur, obtint 200 livres de gages fixes, à condition de recevoir gratuitement les pauvres et les orphelins.

En 1741, à Villegruis, François Serpillon, recteur des petites écoles, dressait les actes de baptêmes, mariages et sépultures pour le curé, vieillard octogénaire qui mourut le 13 juin, sans en avoir signé aucun depuis le 1^{er} janvier.

L'année suivante, Jean Le Gay, curé de Férolles (aujourd'hui Férolles-Attilly), succombait après avoir fondé une école dans son village (1).

La petite ville de Rebais comptait deux paroisses, Saint-Nicolas et Saint-Jean. En 1743, la première fut éteinte et réunie à la seconde, du consentement des habitants, de l'abbé des bénédictins, qui était seigneur du lieu, et de l'évêque diocésain ; des conventions intervinrent sur divers points à régler, et parmi les propositions soumises aux habitants, se trouvait un article ainsi conçu : « Sera en outre payé sur lesdits revenus au maistre d'escolle et clerc paroissial de Saint-Jean, outre ses gages ordinaires, la somme de 53 livres, à charge de faire les fonctions de clerc paroissial dans toute l'étendue du territoire de Saint-Nicolas, d'assister et chanter aux obits-hauts à la charge de la fabrique, et encore d'enseigner gratuitement les jeunes garçons de la ville et des faubourgs ou hameaux de Rebets auxquels le sieur curé donnera un certificat de pauvreté. » Cette rédaction souleva des observations de la part des marguilliers de Saint-Jean, qui demandèrent que « sur les revenus des deux fabriques, il soit permis aux marguilliers et habitants de cette paroisse de choisir pour maistre d'escolle telle personne capable qu'il leur plaira, au prix qu'ils pourront, et qu'il ne soit point dit que le maistre recevra 55 livres par an pour faire les fonctions de clerc paroissial de Saint-Nicolas... »

Le village de Sancy, près Crécy, avait aussi son magister. C'était Alexandre-Prosper Lemaire, « écrivain juré, » à qui la fabrique ne payait que 15 livres représentant la valeur de son logement. Il délaissa ce poste ingrat, pour se faire arithméticien et maître de pension à Meaux, place Saint-Maur.

En 1746, des sœurs de la Charité sont appelées à Nangis afin de diriger l'hôpital et l'école des filles. En 1749, la maréchale de Montmorency, née Harlay, laisse 200 livres de rente au recteur de

(1) L'abbé Lebeuf : *Histoire du Diocèse de Paris*, t. XIV.

l'école établie dans sa terre de Beaumont en Gâtinais, à cette condition que le choix et le changement du maître se feront toujours de concert avec le seigneur et le curé (1). Quatre ans après, M^{me} Desvieux, dame de Mauregard et du Ménil-Amelot, assure un revenu de 600 livres pour l'instruction des filles et le soin des malades à Mauregard (2). Une inscription fixée sur un pilier du chœur, dans l'église du Pin, nous apprend aussi que M^{me} L.-P. Desvieux, née Le Cousturier, avait déjà donné, par contrat devant Loyal, notaire à Torcy, du 11 décembre 1745, une rente de 58 livres 2 sols 6 deniers en vue de pourvoir à l'instruction des enfants pauvres de la paroisse du Pin. Enfin, à Villegagnon, Joseph Legé tient les petites écoles (3), succédant à François Driot qui, en 1743, cumulait cet emploi avec la profession de bourrelier (4).

La querelle du jansénisme, née au xvii^e siècle, s'était ravivée à mesure que les jésuites avaient ressaisi leur influence auprès du pouvoir. En 1727, le cardinal de Bissy avait présidé une réunion d'évêques dans laquelle furent condamnées des erreurs touchant la messe, l'eucharistie et surtout l'autorité de l'église et la primauté du pape. Prélat riche, pieux, recommandable par sa charité et par les bienfaits répandus dans son diocèse, l'évêque de Meaux se trouva néanmoins exposé à de sévères critiques à propos de l'ardeur qu'il déploya contre les jansénistes.

Les prêtres et les couvents devaient se soumettre à ses vues et donner leur approbation au formulaire rédigé autrefois sur cette grave question ; on rencontra une résistance inattendue en maints endroits : de là, ce renouvellement d'une lutte qui divisa si longtemps les membres du clergé et dont les pauvres maîtres d'école éprouvaient le contre-coup. Obligés d'enseigner le catéchisme, pour aider les curés, ils étaient parfois fort embarrassés. Tantôt le prêtre, soumis à son supérieur, déplorait les tendances jansénistes, tantôt une abbesse, — comme à Faremoutiers, — résistait, refusait de signer le formulaire et répandait des propositions reprouvées par l'évêque de Meaux.

Dans le diocèse de Sens, dont dépendait une fraction importante de notre province, c'était pis encore. Beaucoup de prêtres

(1) Archives de l'hôtel-Dieu de Beaumont ; G. 2. — Testament déposé à M^e Roger, notaire à Paris, le 9 septembre 1749.

(2) Archives de Seine-et-Marne ; H. 772.

(3) Archives de Seine-et-Marne ; H. 649.

(4) Archives de Seine-et-Marne ; C. 359.

et la plupart des couvents professaient un grand respect pour les libertés de l'église gallicane et s'honoraient de partager sur ce point les sentiments des Pascal, des Bossuet, des Arnauld (1). Ce n'était pas l'avis de l'archevêque Languet de Gergy, aussi la lutte était-elle vive. Il y avait les deux catéchismes de feu M. de Gondrin et celui du nouveau prélat, animé d'un grand zèle pour la bulle Unigénitus. M. de Gondrin, en son temps, avait interdit son diocèse aux jésuites et, bien qu'il fût l'oncle de Mme de Montespan, il était mort exilé à l'abbaye de Chaumes le 20 septembre 1674 ; mais les exemplaires de ses deux catéchismes ne se trouvaient pas moins répandus un peu partout, comme ceux de M. Languet, et les enfants les prenaient au hasard. Les uns étaient prohibés, les autres imposés : le curé (2) et le maître d'école devenaient responsables des erreurs.

La censure ecclésiastique ne s'exerçait pas seulement sur le catéchisme ; tous les livres admis dans les classes (ils n'étaient pas nombreux, à la vérité) devaient être visés par l'évêque ou tout au moins par le curé de la paroisse.

Un imprimeur-libraire de Melun, Charles Ménissel, a été, lui aussi, victime de ces démêlés ; ayant imprimé et mis en vente à cinq sols, c'est-à-dire à la portée des classes peu aisées, un petit catéchisme copié sur celui de M. de Gondrin, il vit saisir l'édition chez lui, et, sur la plainte de l'archevêque Languet (3), son brevet d'imprimeur-libraire lui fut enlevé par arrêt du conseil (23 juillet 1736). On alla jusqu'à confisquer ses presses, en vertu d'ordres secrets de l'intendant, et le malheureux imprimeur, craignant pour sa liberté personnelle, disparut sans qu'on le revît dans la suite.

A l'encontre du prélat de Sens, l'archevêque de Paris Christophe de Beaumont était moliniste ; on le relégua chez les chanoines de Champeaux. Notons en passant que ce village de Champeaux était le chef-lieu d'un petit doyenné, dont les curés s'étaient eux-mêmes signalés naguère par leur communauté d'idées avec les

(1) M. Grézy, *Notice sur l'Hôtel-Dieu Saint-Nicolas de Melun*.

(2) Nombre de prêtres avaient protesté contre les innovations du catéchisme de M. Languet ; il existe des *Remontrances respectueuses* imprimées à ce sujet en 1733 (in-4° de 36 p.) et signées des curés de Saint-Lieue de Melun, de Montereau, de Féricy, du Châtelet, d'Egligny, de Marolles, etc.

(3) M. Languet était chanoine de Notre-Dame de Melun en même temps qu'archevêque de Sens ; il tenait en commende l'abbaye de Chaumes, où il institua en 1747 un petit séminaire dépendant de celui de Sens.

jansénistes ; ils avaient signé, — leur doyen en tête, desservant d'Andrezel, — une lettre à l'archevêque de Paris rétractant l'approbation qu'ils auraient pu donner à la bulle Unigenitus.

Les démêlés à propos du jansénisme firent prononcer à maintes reprises, dans notre pays, de 1727 à 1760, la privation des sacrements, les peines d'emprisonnement et d'exil. Ils motivèrent une lettre de cachet du 9 novembre 1740, enjoignant aux religieuses Annonciades de Melun de remettre à leurs parents, dans le mois, les pensionnaires dont on leur avait confié l'instruction ; cette mesure de rigueur devait entraîner trente ans plus tard la suppression définitive du monastère (1). Les Ursulines éprouvèrent le même sort.

La fermeture de ces pensionnats, où étaient placées des jeunes filles de bonne famille venant de provinces diverses et surtout de la capitale, fut plus fâcheux pour les couvents que pour la population melunaise. La ville n'était pas dépourvue d'écoles au milieu du xviii^e siècle.

Après la saisie du catéchisme de M. de Gondrin chez le libraire Ménissel, et la suppression de l'imprimerie que ce dernier exploitait, les officiers de police redoublèrent d'activité pour surveiller l'enseignement de la jeunesse à Melun. En 1748, on obligea tous les maîtres et toutes les maîtresses à se pourvoir d'une autorisation nouvelle.

Ainsi, le 6 février, Louis-Antoine Thomelin, pourvu depuis 1726 de lettres de maîtrise pour exercer la librairie et venu récemment s'établir de Paris à Melun, se fait autoriser à ouvrir un magasin où il débitera des livres et donnera des leçons d'écriture.

Le 21 juin, Elisabeth et Véronique Couturon, âgées de 25 à 30 ans, sont admises par M. Le Tenneur, lieutenant général de police, à continuer de tenir les petites écoles en la paroisse Saint-Aspais et à prendre des pensionnaires, après avoir produit un certificat du curé, licencié de Sorbonne, attestant « qu'elles sont catholiques et se sont acquittées de leur devoir de chrétiennes dans la dernière quinzaine de Pâques. »

Le même jour et avec de semblables garanties, on autorise Charlotte-Madeleine Beau, âgé de 54 ans ; le 25 juin suivant, c'est le tour de Geneviève Sirot, âgée de 24 ans ; le 27 juin, c'est Marie Boulanger, femme de François Dubois, cavalier de la ma-

(1) 20 juin 1771.

réchaussée, âgée de 66 ans, et Jean-Baptiste Bisson, âgé de 49 ans.

Ce dernier dirigeait depuis dix ans les petites écoles de garçons, auxquels il enseignait « même le latin. »

Le 6 août 1748, Thomas Marcout, âgé de 36 ans, natif de Langres, établi également à Melun depuis dix ans, est admis à y poursuivre l'enseignement de la lecture et de l'écriture. Tous exercent dans la paroisse Saint-Aspais. Sur la paroisse Saint-Ambroise résidait L. Etienne Guichard, maître écrivain de Paris, qui s'occupait des enfants de chœur de Notre-Dame et donnait des leçons sans tenir école ouverte. Enfin, le 18 décembre, il est permis à Jean-François Beaunez (1), pourvu de lettres de maîtrise d'écrivain et arithméticien délivrées à Paris le 20 juin 1719, et ayant exercé pendant vingt ans à Rochefort, de s'établir « dans la ville et les faubourgs de Melun pour apprendre à la jeunesse l'écriture, l'arithmétique, prendre des pensionnaires, tenir école ouverte et pendre tableau. » Ici, le lieutenant de police donne acte à Beaunez de sa déclaration « qu'il est de la religion catholique, qu'il a juré fidélité au roi et s'est obligé d'élever la jeunesse dans ladite religion, » conformément aux instructions de l'intendant et de l'archevêque de Sens.

Dans cette même année 1748, aux termes d'un testament rédigé le 15 août par Simon Rozé, tabellion de la châtellenie de Bransles en Gâtinais, Marie Ballet d'Agny, veuve de Jean de Bienvenu, sieur de Bardoche, laissait à l'église de Bransles un lot de 30 arpents de terre à charge de payer 60 boisseaux de blé méteil au maître d'école, annuellement, le jour de Saint-André, pour enseigner gratuitement les pauvres et les orphelins de la paroisse (2).

A Château-Landon, Jean-Baptiste de Villemon, agréé par M. Languet de Gergy, prend le titre de « principal des écoles (3). »

Pendant sa prélature à Sens, M. Languet ne cessa d'exercer son zèle pour la réglementation des écoles. On retrouve encore quelques-unes des pièces qu'il a fait imprimer dans ce but : « Lettre d'approbation pour les maîtres d'école, suivie d'un règlement,

(1) Il était d'une famille de calligraphes. On lit sur la cloche de Lésigny-en-Brie, datée de 1735, que son parrain fut Charles Beaunez, maître écrivain, juré expert à Paris.

(2) L'école existait antérieurement à Bransles ; nous y voyons quelques années plus tôt un maître nommé Hubert Naudet, né en 1700.

(3) Archives de Château-Landon. Registres paroissiaux, GG. 48.

1728 ; » — « Règles pour les maîtres et les maîtresses d'école, 1730, 1733 ; » — Mandement pour l'enseignement du catéchisme de M. Languet, avec défense aux maîtres et maîtresses d'école d'en faire lire et d'en enseigner d'autres, 1739 (1). »

Son règlement des écoles, imprimé au dos des brevets délivrés de son temps aux maîtres et aux maîtresses, a été observé dans le diocèse de Sens jusqu'à la Révolution ; il prescrivait aux précepteurs, entre autres choses, d'être soumis aux curés, de traiter les enfants avec douceur, de ne point les frapper par colère ni leur parler avec trop de rudesse, de séparer les filles des garçons, de tenir les classes ouvertes de 8 heures à 11 heures du matin et de 2 à 5 heures, l'après-midi.

C'est lui qui réunit le prieuré des Augustines de Donnemarie au couvent de Notre-Dame de Provins (1746-49). Au prieuré de Donnemarie avaient été joints précédemment (1695) l'ancien hôtel-Dieu, la maladrerie et la chapelle Saint-Laurent existant dans la même localité ; sur l'ensemble des héritages de ces divers établissements, l'archevêque préleva 300 livres de revenu pour tenir lieu des biens de la maladrerie et les remit à la fabrique de Donnemarie à charge d'instruire les enfants, de soulager les pauvres et de soigner les malades (2).

Au milieu du XVIII^e siècle, nous trouvons trace de la présence d'un maître d'école à Courquetaine ; c'est Jacques Bréfort, natif de Saint-Germain-lès-Couilly, mort à 27 ans, « de maladie contagieuse, » et inhumé le 20 juillet 1752 (3).

On a vu en 1724 les dames de charité de la paroisse Saint-Aspais de Melun aviser à l'instruction première des filles pauvres ; le 16 avril 1753, Guillaume Dagron, élu en l'élection, et sa femme née Julien, déclarent devant le notaire Godin qu'ayant depuis longtemps l'intention de favoriser la charité des femmes de Saint-Aspais, « dont les sœurs sont non-seulement occupées à secourir les pauvres femmes malades, mais encore l'une d'elles à instruire gratuitement les jeunes filles pauvres, en leur apprenant les principes de notre sainte religion, à lire et à écrire, » ils entendent

(1) Ces pièces et quelques autres figurent au tome 20 des recueils formés par Th. Tarbé sous le titre général de *Bibliothèque d'un Senonais*, et qui appartiennent maintenant à la bibliothèque publique d'Auxerre.

(2) Archives de l'hôtel-Dieu de Donnemarie ; A, 3. — Archives de Seine-et-Marne ; H. 998.

(3) Registres paroissiaux de Courquetaine.

donner à cet établissement 118 livres 12 sols 6 deniers de rente au denier 40 sur les aides et gabelles (1).

Un nouveau maître d'écriture venait aussi de s'installer à Melun : c'est Jean-François Bonnée, juré expert de Paris (2).

Dans la paroisse de Dampmart, Claude Chevalier enseignait alors les enfants des deux sexes. Ayant remplacé Florent Borgnet, il est mort en fonctions après dix ans d'exercice. A défaut de local spécial, les fabriciens de l'église lui payaient 30 livres par an et il installait les classes à sa guise ; c'est seulement en 1770 qu'on construisit l'école sur un terrain offert par M. de Bizemont, seigneur en partie du village. Cette maison coûta 2.400 livres payées tant par la fabrique que par les habitants (3).

Le village de Dammartin-sur-Tigeaux, que nous avons vu en possession d'une école en 1660, avait pour seigneur, un siècle plus tard, Jean-Samuël Menjot, maître ordinaire à la cour des comptes. Par son testament du 9 novembre 1757, auquel il ajouta des codicilles dix-sept ans plus tard, ce seigneur obligea ses héritiers à faire instruire gratuitement à perpétuité sept garçons et six filles de leur choix, lesquels fréquentaient l'école du mois de novembre au mois de mars ; les héritiers Menjot payaient pour chacun cinq sols par mois. Le soir, au sortir de l'école, après une prière à la vierge, le maître faisait réciter un *De Profundis* pour M. Menjot père ; il recevait encore cinq sols de ce chef.

En 1758, le 1^{er} octobre, les fabriciens de Jouy-le-Châtel, d'accord avec les habitants, décident l'installation d'une maîtresse d'école et font choix de Marie-Elisabeth Térure, femme Leroi, « sauf l'agrément de l'évêque de Meaux. » Ils lui assurent la jouissance d'un local.

A Mons en Montois, l'année suivante, les habitants passent un marché moyennant 190 livres pour la construction d'une classe (4).

Le 12 février 1760 (5) M. Lallemand de Nantouillet, en fondant à l'église de ce village un salut qui devait se célébrer les jours de fête, a soin d'attribuer 3 livres pour l'assistance du maître d'école ;

(1) Archives de Seine-et-Marne ; B. 462.

(2) Archives de Seine-et-Marne ; B. 461.

(3) Registres des délibérations du conseil de fabrique de Dampmart, conservés à la cure du lieu.

(4) Minutes de Mercier, notaire à Donnemarie ; 24 juin 1759.

(5) Minutes de Dutartre, notaire à Paris.

une plaque de marbre, placée dans la chapelle de la vierge, rappelle encore cette fondation.

A Rouvres, M^{re} de Verville institue un recteur (1), tandis qu'au Plessis-leu-Aussous (1761) le curé Pierre Picot donne 100 livres de rente pour avoir un « maître d'école capable dans la paroisse, qui en est privée depuis 47 ans et plus (2). »

Dans la ville de Montereau-faut-Yonne, pourvue au xii^e siècle d'une école renouvelée à la renaissance, l'enseignement prospérait peu sous Louis XV. Le compte de fabrique de la paroisse Saint-Maurice pour l'année 1738 (3), ayant été examiné par M. Châtellain, vice-gérant de l'archidiacre de Sens, l'examineur inscrit au registre la mention suivante : « Et sur ce qui nous a été représenté par les sieurs curé, marguilliers et habitants de la paroisse, qu'il étoit nécessaire tant pour le service divin, administration des sacrements, qu'instruction et éducation des enfants, d'avoir un maître d'école pour remplir lesdites fonctions ; et, comme il n'y a aucuns fonds attribués audit M^e d'école, requéroient les sieurs curé, marguilliers et habitants qu'il fût par nous consenty que la fabrique donnât, par an, pour ce qui regarde le service de l'église et assistance aux sacrements, la somme de 50 livres. Comme cette somme n'est pas suffisante pour l'entretien et la nourriture dudit maître d'école, leur attribuons et taxons en outre, pour ses assistances au service divin es-jours non chômés et de dévotion des paroissiens : 1^e pour un grand enterrement, 10 sols ; pour un petit, 5 sols ; pour chaque service où il y aura matines, messe et vespres, 10 sols ; pour une messe simple, 5 sols, et pour chaque mariage 10 sols.... Et dans l'instant, s'est présenté devant nous Louis Mathé (4), duquel le sieur curé nous a rendu bon et suffisant témoignage, tant pour ses mœurs que pour sa littérature ; en conséquence de quoy nous lui permettons de tenir les petites écoles et lui enjoignons de se conformer aux règlements et statuts donnés par Monseigneur l'archevêque... »

Il y avait eu depuis quelque temps dans cette ville deux autres pauvres classes, dont les titulaires vivaient à grand'peine : l'une,

(1) Archives de Seine-et-Marne ; G. 343.

(2) Archives de Seine-et-Marne ; B. 381.

(3) Archives de la ville de Montereau. — GG. 91.

(4) Nommé ailleurs Mottet. Il avait exercé à Marolles-sur-Seine, où vinrent ensuite Antoine Hébert, Denis Devulaine, etc.

tenue par l'organiste de l'église, réunissait une cinquantaine d'enfants ; l'autre était une petite école de latin, pour laquelle le chanoine Henrielly recevait 150 livres des deniers communs. En 1740 ce dernier alla s'établir à Paris et l'organiste Thomassin (1), resté seul, se fit aider par sa femme pour la tenue de ses classes. La ville lui devait 50 livres, à charge d'admettre gratuitement les enfants pauvres ; les autres élèves payaient 6 sols à leur arrivée, 10 sols pour lire et écrire et 15 sols lorsqu'ils chiffrèrent. Mais la subvention de 50 livres était assez mal payée pour motiver l'intervention de l'intendant de la généralité. En 1763 Thomassin fut remplacé, après 25 ans d'exercice, par Verneau (de Montargis) qui exigea 100 livres de la ville et augmenta le taux des mois d'école, en élargissant le cadre de son enseignement ; il perçut 10 sols des entrants, 15 sols pour l'écriture, 30 sols pour la géométrie, 30 sols pour le latin, 40 sols pour « l'architecture et la géographie. » De plus, il donnait des leçons particulières d'une demi heure à raison de 40 sols par mois, et du double si la leçon durait une heure (2).

Une délibération du corps municipal de Brie-Comte-Robert, datée de cette année 1763 (30 août), fournit un exemple du choix du maître d'école fait directement par les notables habitants.

Deux ans après, les habitants d'Esbly délibérant sur l'agrandissement de leur maison d'école, requèrent du curé Bernier 372 livres au nom de la fabrique, après avoir pris l'avis de M. Charlet, seigneur du village, afin de hâter l'exécution du travail, « rien n'étant plus pressant. » M. Charlet, de son côté, garantit le complément de la dépense ; enfin, un propriétaire voisin autorisa la suppression d'un passage commun longeant le cimetière, pour permettre d'enclaver ce passage dans la nouvelle construction (3).

Peut-être y aurait-il lieu de mentionner à la même date (1765) la création à La Rochette, près Melun, d'une école d'agriculture pour cent enfants trouvés, confiés par le gouvernement à M. Mo-

(1) Claude Thomassin était à la fois organiste, cabaretier, collecteur et maître d'école, en 1751.

(2) Plus tard, en 1780, Louis Pattu, clerc tonsuré et licencié ès-lois, créa un pensionnat pour les arts et belles-lettres à Montereau ; François Gaillat lui succéda et devint en 1788 juré-prieur au bailliage. Le pensionnat n'avait pu soutenir la concurrence d'un bon maître d'école, nommé Robert, installé en 1785.

(M. Paul Quesvers. — *Maîtres d'école et maîtres de latin à Montereau*).

(3) Archives de Seine-et-Marne, E. 1583.

reau de La Rochette, agronome et sylviculteur en correspondance avec Voltaire au sujet de ses travaux de défrichement et de peuplements forestiers. On donnait aux élèves illettrés des leçons de lecture et d'écriture, mais ce n'était pas là un établissement public d'instruction primaire.

Constatons en passant l'existence d'écoles à Lumigny (Duret, clerc et magister), à Mortcerf (Lépine), à Aubepierre (Emery), à Grandpuits, à Souppes (Caillot), à Coutevroult, à Jouy-sur-Morin, où un tisserand nommé Bazin soutient un procès à propos de la maison qu'il a acquise pour la fabrique, en vue de servir aux classes et au logement du maître (1).

Trilbardou possédait une école distincte pour les petites filles. Des procédures portées devant le bailliage de Meaux et qui se terminent en 1768 par un règlement pour l'administration de l'hôtel-Dieu de ce village, nous apprennent que la classe était ouverte dans des locaux appartenant à l'hôtel-Dieu, pour lesquels on n'avait jusque-là payé aucun loyer, bien que la fabrique eût reçu une somme suffisante pour assurer le logement de la maîtresse et la tenue des écoles fondées par M. et M^{lle} de Marine. Nous y voyons encore qu'aux termes de l'acte de donation, il devait être fait une distribution de prix chaque année aux élèves, et que le curé Gobert négligeait cette condition onéreuse imposée par les fondateurs.

A Messy il y avait également école de garçons et école de filles, tenues l'une par Antoine Lucet, l'autre par sa femme ; tous deux y exerçaient encore après la Révolution.

En 1766, grâce à M^{me} Le Fouin, dame d'Arcy, veuve d'un gouverneur de Melun, un maître est institué dans la paroisse de Boissettes, où elle possédait une maison de campagne. Par acte du 6 mars, devant Delaleu, notaire à Paris, elle donne une rente de 304 livres 1 sol 8 deniers pour une école d'enfants pauvres et pour rétribuer deux chantres ; plus tard, par son testament, elle ajoute 40 livres, et en 1773, Louis Maurevert, curé de Boissettes, concourt encore à l'augmentation de cette fondation (2).

Pendant la même année 1766, au moment où la suppression de l'abbaye de Saint-Père de Melun était en question, les religieux

(1) Archives de Seine-et-Marne, G. 280, 289.

(2) Un marbre placé dans l'église de Boissettes rappelle la mémoire des bienfaits de M^{me} Le Fouin, née Edmée-Marie-Marguerite Hattin du Buisson.

renouvellent leur engagement d'instruire gratuitement la jeunesse et d'employer deux d'entre eux à enseigner le latin, afin d'avancer les enfants dans leurs classes aussi loin que possible ; « ce qui seroit, — est-il dit dans un mémoire conservé aux archives municipales, — un grand soulagement pour les chefs de famille dont les fortunes sont peu considérables ; ce qui formeroit un plus grand nombre de jeunes gens pour l'état ecclésiastique ou pour le barreau, n'y ayant plus aucun collège dans la ville, qui a besoin de l'instruction de la jeunesse pour la soutenir dans tous les différents états... » (1).

Les registres de la paroisse Saint-Liesne de Melun fournissent à la date du 17 avril 1768, un document intéressant : c'est l'acte de réception d'un maître d'école. M. G. Leroy l'a rapporté dans son étude sur l'enseignement dans cette ville.

Les paroissiens assemblés au banc d'œuvre à l'issue de la messe, après avertissement au prône et appel au son de la cloche, reçoivent et installent Jean-Baptiste Bona, auquel ils assurent « un fixe honnête, » soit 100 livres par an. Le curé contribue pour 3 setiers de grain tel qu'il le reçoit des gros décimateurs, plus 30 livres en argent ; la fabrique offre 24 livres, et les habitants complètent les gages. Il est convenu en outre que le maître d'école pourra réclamer 8 sols de salaire mensuel, par « chaque enfant qui commence, » 15 sols pour l'écriture et 20 sols de ceux qui abordent le calcul.

La ville de Melun s'attendait depuis un certain temps à la suppression de ses deux monastères d'Ursulines et d'Annonciades, qui avaient eu des pensionnats florissants, fermés déjà par ordre de l'autorité ecclésiastique. Cette suppression fut ordonnée, malgré l'opposition des habitants, et en 1772 les biens des deux communautés, ayant été confisqués, passèrent en partie à l'hôpital Saint-Nicolas, où s'installèrent six sœurs de la congrégation de Nevers pour le soin des malades, l'enseignement gratuit des pauvres filles et aussi pour ouvrir un pensionnat (2).

(1) Archives de Melun, fonds de Saint-Père ; série GG.

(2) Une lettre de la sœur Ursule adressée à M. Tarbé, officier municipal de Melun en 1791, contient quelques renseignements sur l'établissement d'instruction de Saint-Nicolas. La classe gratuite des externes comptait alors 70 à 80 enfants des diverses paroisses de la ville et même des campagnes voisines. Deux maitresses dirigeaient cette classe, où l'enseignement était le même que pour les pensionnaires, sauf la géographie et l'histoire que les externes n'apprenaient pas. Les internes n'étaient pas nombreuses ; il y en avait 6, payant chacune 120 livres.

L'institut des frères des écoles chrétiennes, dont la maison principale de Rouen devenait insuffisante, demanda alors à acquérir les bâtiments que les Ursulines venaient d'abandonner à Melun. Le supérieur voulait y transférer le siège de sa congrégation, avec noviciat et maison de retraite ; les pourparlers durèrent cinq ans, et, en attendant l'issue des négociations, le maire et les échevins offrirent un logement pour deux frères, avec 600 livres de revenu, en vue de donner immédiatement l'enseignement gratuit aux garçons pauvres : l'offre fut acceptée. Enfin, le 6 juillet 1778, en vertu d'un contrat devant Bourcier, notaire à Paris (1), le frère Agathon, 5^e supérieur général, devint définitivement possesseur de l'ancien couvent des Ursulines (2), et put y établir la maison-mère des frères de la doctrine chrétienne.

Après avoir installé leur première école à Melun, sur la paroisse Saint-Aspais, au premier étage de l'ancien châtelet, mis à leur disposition par le conseil de ville, les frères en ouvrirent une autre dans le quartier Saint-Ambroise, laquelle prospéra jusqu'à la Révolution.

A la même époque un pauvre maître de pension de Paris, nommé Marcel Barret, se faisait autoriser à ouvrir des classes à Donnemarie, pour la lecture, l'écriture, l'arithmétique, l'orthographe, la grammaire française et les humanités ; il espérait donner des leçons particulières « pour l'histoire sacrée et profane, la géographie et les fables de La Fontaine. » On lui permit de recevoir des pensionnaires à 300 livres par an et des externes à 3 livres par mois. De son côté, « voulant marquer sa reconnaissance aux habitants, » le maître prenait quelques externes de la paroisse et des annexes, à titre de « boursiers gratuits. » (3)

La communauté des habitants ni l'église ne lui faisant aucun avantage pécuniaire, Barret ne tarda pas à chercher fortune ailleurs.

A Combs-la-Ville, un registre de compte nous apprend que la fabrique payait au maître d'école 100 livres par an, et qu'on fit en 1772-73 d'importants travaux pour installer convenablement les classes. Dans le cours de ses visites, M. Desplasse, archidiacre de Brie à la cathédrale de Paris, inscrit ses recommandations sur ce

(1) Archives de l'Hôtel-Dieu de Melun ; II E, 4.

(2) Aujourd'hui caserne de cavalerie.

(3) Archives de l'Hôtel-Dieu de Donnemarie ; III E, 2.

même registre, à la date du 27 septembre 1773 ; il « exhorte les pères et mères à envoyer leurs enfants à l'école et au catéchisme; étant responsables devant Dieu des fautes que le défaut d'instruction leur ferait commettre » (1).

Nous avons vu le village de Champdeuil doté d'un magister au milieu du xvi^e siècle. Deux cents ans plus tard, il n'en avait plus et depuis longtemps déjà quand le curé Sérard obtint — après sentence et malgré les marguilliers — l'affectation de 6 arpents des terres de la fabrique au rétablissement d'un maître d'école (2). C'était en 1774; des notes inscrites par le curé sur les registres paroissiaux il résulte que la place fut confiée à Bronsard, lequel, ayant réglé le carillon du clocher, l'a fait jouer pour la première fois le jour de Noël 1774, et qu'en 1783 on bâtit la maison d'école aux frais de la fabrique, moyennant 3,350 livres. A cette dernière date, le maître était Pierre-Louis Pasquet, « ci-devant jardinier, dit le curé Sérard, et encore plus méchant maistre d'école, qui de sa vie n'a su lire ni principe de lecture ni d'écriture : à peine pouvait-il connaître les lettres qui formaient son nom et le signer. » Le 5 janvier 1786, Pasquet n'ayant plus d'élèves reprit son ancien métier au village de Champigny-en-Brie.

Les délibérations de la fabrique Notre-Dame de Dammartin-en-Goëlle, où existait un chapitre de chanoines, nous montrent les marguilliers expulsant d'une maison le locataire qui ne payait pas son loyer, pour en donner la jouissance, le 12 mai 1776, à Nicolas Sennelier, premier chantre, « en faveur duquel la fabrique est obligée à l'entretien d'une école. » Il est décidé que Sennelier occupera cette maison tant qu'il sera chantre maître d'école, à charge de dresser gratuitement les comptes de la fabrique et de tenir la chambre du prédicateur « proprement et en bon état. »

D'autres écoles s'ouvrent à Villevaudé, pour les filles, sur un don de M. Mérault et de quelques personnes pieuses; à Fleury-en-Bière, où M. Jérôme d'Argouges place des sœurs pour les villages de sa seigneurie (Fleury, Perthes, Saint-Martin-en-Bière); à Sept-Sorts, où l'abbé de Chalandos avait laissé 100 livres de rente pour rétribuer un maître.

A Melun, une école nouvelle et laïque est établie dans la paroisse Saint-Etienne, en faveur des enfants des deux sexes; le maître

(1) Archives de Seine-et-Marne; G. 275.

(2) Archives de la commune de Champdeuil. — Registres paroissiaux, 1772-83.

reçoit un subside de 120 livres de la ville, à titre d'indemnité de logement.

Pour le choix des précepteurs, l'ancien droit du préchantre de Sens s'était maintenu dans beaucoup de paroisses de ce diocèse. On voit vers 1780 les fabriciens de Valjouan nommer Edme Croisy, premier chantre, sonneur, sacristain et maître d'école, mais c'est sous le bon plaisir et avec la permission de l'archevêque cardinal de Luynes, et à la condition expresse que Croisy se fera agréer par le préchantre (1).

Il y avait assurément des exceptions.

En 1781 la ville de Nemours, déjà pourvue d'un collège et de petites écoles, vit s'établir chez elle un petit pensionnat. Le 10 janvier, Charles Thibon obtient du lieutenant général civil et de police du bailliage l'autorisation de distribuer un prospectus faisant connaître qu'il enseigne « le français et l'écriture par principes, ainsi que l'arithmétique, » et de placer une enseigne sur sa porte. Jacques-Joseph Parant, « préposé à l'éducation d'enfants depuis environ deux ans » dans la même ville, cherche à soutenir vaillamment la concurrence ; le 29 décembre 1781 il présente requête à son tour pour « ouvrir aussi un pensionnat, enseigner publiquement tant la langue latine que les autres principes d'éducation. » L'autorisation, aussitôt accordée, vise un arrêt du parlement du 6 août 1779, servant de règlement, et prescrit à Parant « de mener ou envoyer par personnes sûres au collège de Nemours, les pensionnaires ou externes qu'il aura, lorsqu'ils seront en état de fréquenter la cinquième (2). »

Il n'est plus question ici des droits du préchantre ; le certificat de catholicité délivré par le curé de la paroisse est seul exigé.

C'est ce qui a lieu également à Moret, où les habitants rédigent un règlement pour l'exercice de la maîtrise d'école en 1783, au moment où il confie cette maîtrise à Étienne Dumont, dont le père exerçait depuis longtemps à Héricy.

Déjà le 18 avril 1784, les habitants de Moret avaient admis

(1) Archives de Seine-et-Marne. — G. 366.

M. Mireur, de Draguignan, dans une communication intéressante qu'il a faite en octobre 1879 au Comité des travaux historiques sur les écoles du Languedoc (*Revue des Sociétés savantes*, 7^e série, T. III, 1881), dit que dans cette province l'agrément de l'autorité ecclésiastique avait cessé d'être requis, tout au moins à partir du xvi^e siècle, sauf dans deux ou trois localités.

(2) Archives de Seine-et-Marne ; bailliage de Nemours.

comme maître d'école Nicolas Michel, natif de Moussy-le-Neuf, pourvu du certificat de catholicité, mais celui-ci (1) ne fit que passer dans la localité.

Pour quelques paroisses voisines de Meaux, c'est l'évêque — et non plus le chantre ou le chancelier de l'église cathédrale, comme autrefois, qui fait fonctions d'écolâtre. Le 6 juillet 1787, M. de Polignac, « sur ce qui lui est représenté que Claude Lefèvre, clerc paroissial et maître d'école de Nanteuil-lès-Meaux depuis près de quarante ans, ne peut plus continuer les mêmes fonctions, à cause de son âge, mais qu'il peut être encore utile à la paroisse pour l'instruction des jeunes filles, » — le nomme et l'institue maître d'école des filles de Nanteuil (2).

Nous avons dit ailleurs que l'autorité ecclésiastique en conférant aux maîtres le droit d'exercer leur profession, s'était réservé le pouvoir de le leur retirer. En cas de difficulté, l'intendant de la généralité intervenait, et les Archives de l'Aube (3) fournissent l'exemple d'un titulaire interdit par l'évêque, puis menacé de prison par l'intendant pour avoir voulu résister.

Les intendants n'étaient pas tous, à beaucoup près, favorables à l'instruction des villageois; chargés de contrôler les dépenses des communautés d'habitants, ils admettaient difficilement les sacrifices relatifs aux écoles, et si les écoles dans certaines provinces se sont multipliées au XVIII^e siècle, ce n'est pas à ces hauts fonctionnaires civils qu'on en doit le bienfait. A la veille de la révolution, on en voyait encore professer de singulières théories touchant l'enseignement au degré le plus humble, le plus indispensable; la lettre adressée le 26 juillet 1782 par l'intendant de Provence (4) au ministre Joly de Fleury, à propos de l'école de Carnoules (Var), mérite d'être rapportée :

« La dépense étant à la charge de la communauté, le peuple y contribue sans en profiter, ce qui ne paraît pas juste. Ces établissements ne peuvent être utiles qu'aux personnes aisées, elles doivent par conséquent pourvoir en particulier au traitement du maître d'école; non seulement le bas peuple n'en a pas besoin, mais j'ai toujours trouvé qu'il convenait qu'il n'y en eût point dans les villages. Un paysan qui sait lire et écrire quitte l'agriculture

(1) Archives de Moret. BB. 13, 14.

(2) Archives de Seine-et-Marne, D. 20.

(3) C. 1217.

(4) Cet intendant se nommait des Galois de La Tour.

pour apprendre un métier ou pour devenir un praticien, ce qui est un très-grand mal. C'est un principe que je me suis fait et je suis parvenu à empêcher bien des établissements de cette nature dans des lieux où ils tirent à conséquence. J'ai lieu de croire que vous adopterez cette façon de penser et que vous rejetterez la demande des consuls de Carnoules. »

En effet, la demande fut rejetée — (1) par économie.

Ici, on se montrait moins parcimonieux et une plus grande latitude était accordée aux administrations locales. Le 19 juillet 1789, par exemple, les habitants d'Annet décident qu'une pension alimentaire de 170 livres sera payée, sur les revenus communaux, à leur ancien maître d'école, que l'âge et les infirmités obligent à cesser ses fonctions après de bons services. Cette mesure libérale était une nouveauté ; elle ne souleva aucune difficulté. C'est, nous devons le dire, le seul exemple que nous ayons rencontré d'une sorte de pension de retraite en faveur des maîtres d'école de l'ancien régime.

En dehors des écoles dues à des libéralités particulières et où le fondateur s'était réservé la nomination du maître, l'écolâtre était arrivé à laisser les habitants choisir entre les candidats qui se présentaient, quand une place venait à vaquer. Pourvu que le choix portât sur un maître pourvu de la licence ecclésiastique, la communauté pouvait débattre les conditions avec lui et passer un traité, auquel l'intendant ne refusait jamais sa sanction.

Le 29 septembre 1746, c'était encore le sieur Galland, descendant du fondateur du préceptoriât de Château-Landon en 1647, qui avait pourvu de son emploi J.-B. Villemon ; lorsque le grand âge de ce maître exigea son remplacement, le fondateur n'avait plus de représentants : ce furent les habitants qui firent choix de Claude-Joseph Bauve, originaire de Péronne, en qualité de coadjuteur et successeur de Villemon. On trouve la nomination de Bauve, à la date du 15 août 1782, dans les registres municipaux.

Les traités de cette nature, souvent préparés par le curé, étaient passés comme les baux pour trois, six ou neuf ans ; on imposait au titulaire l'obligation de sonner l'angelus, de conduire l'horloge,

(1) Les cahiers de 1789 pour la province de Normandie, publiés par M. Hippeau, renferment des plaintes au sujet des entraves diverses apportées au zèle de ceux qui voulaient fonder de petites écoles — notamment en percevant, sur ces sortes de donations, des droits exagérés.

de chanter à l'église, d'apprendre aux enfants à servir la messe, et quelquefois plus encore, comme de balayer l'église et de soigner les ornements d'autel (1). Le maître devait être de bonnes mœurs, on était peu exigeant pour le reste.

Le 6 janvier 1785 on dresse un de ces actes à Préaux-en-Gâtinais. A la réquisition du syndic perpétuel et du syndic annuel, les principaux habitants s'assemblent dans l'église, au son de la cloche; une quinzaine de laboureurs étant ainsi réunis, on leur expose que la paroisse ne peut rester plus longtemps sans maître d'école, « tant pour l'instruction chrétienne des enfants que pour le service de clerc paroissial » ; que François Rameau, abandonnant le poste qu'il occupe au Bignon, demande à prendre celui de Préaux. Après délibération, Rameau est nommé pour « instruire la jeunesse en la religion catholique et romaine, enseigner à lire et à écrire, ainsi qu'il est d'usage, comme aussi assister M. le curé dans toutes les fonctions publiques de son ministère, chanter les offices divins les fêtes et dimanches et autres jours de dévotion, enfin remplir les fonctions de sonneur et fossoyeur suivant l'usage des lieux. » Les habitants arrêtent qu'il lui sera payé annuellement : par la fabrique, 12 livres ; par les laboureurs, un boisseau de blé méteil, mesure d'Egreville, par chaque cheval ; par chaque manœuvre, 15 sols. Le maître aura droit, lors de son assistance aux enterrements, à 10 sols pour une grande personne et 5 s. pour un enfant ; pour un mariage il aura 10 s. Il recevra de plus, pour chaque enfant apprenant à lire, 5 sols par mois ;

(1) En 1794, à l'installation d'Etienne Vasset, maître d'école et clerc paroissial à Crépoil, on lui fixa les conditions suivantes :

1^o Qu'il fera l'école de la Toussaint jusqu'au temps où les enfants vont aux nelles ou aux chardons ; qu'il sera assidu à leur montrer à lire, à écrire et à leur apprendre le catéchisme ;

2^o Qu'il sera assidu les fêtes et dimanches aux offices de la paroisse ;

3^o Qu'il balayera l'église tous les samedis, ainsi que la sacristie, tiendra l'église et le maître-autel propres en ôtant la poussière des chandeliers ;

4^o Qu'il servira la messe à M. le curé ou lui fournira un enfant ; qu'il sonnera l'angelus trois fois par jour, la messe et les vêpres les dimanches et jours de fêtes, pliera les ornements, les prendra dans sa maison où ils sont et les reprendra après l'office, mais seulement aux fêtes solennelles ; enfin, qu'il chantera toutes les messes de fondation.

L'obligation de balayer l'église la veille des dimanches et fêtes, de gratter les allées du cimetière trois fois l'an, est également imposée à Pierre Marcou, lors de son installation à l'école de Jaignes, le 24 octobre 1779 (*Registres paroiss. de Jaignes*). Pierre Marcou était surtout clerc paroissial ; on lui demandait seulement d'instruire les enfants de la Toussaint à la Saint-Jean, *pourvu qu'ils fussent au moins huit*.

pour leur apprendre à écrire 10 s., à compter 15 sols. Comme sonneur et fossoyeur, il percevra 50 s., plus 15 s. de sonneries aux grands enterrements. » Enfin, le syndic perpétuel, voulant favoriser davantage le nouveau titulaire, s'oblige à le loger gratuitement pendant six ans dans une petite maison située en face du cimetière et à lui donner 2 setiers de blé méteil, au lieu d'un boisseau par cheval; de leur côté, les habitants décident que François Rameau jouira des treilles qui garnissent les murs de l'église.

C'est le curé du village qui a rédigé cette convention, conservée dans les archives locales. En terminant, il a soin de spécifier qu'elle sera soumise à l'homologation de l'intendant, afin d'en assurer plus facilement l'exécution « relativement aux honoraires fixés, contre ceux qui seraient refusants de les payer. »

Quand, au contraire, il y avait dans une paroisse défaut d'entente entre les habitants et le curé, le choix des maîtres d'école devenait l'occasion de difficultés et de mesquines rivalités, dont le village en fin de compte restait souvent victime. Ainsi, à la mort de Pierre Couillet, maître d'école à Quiers, en 1779, le maire accepte pour le remplacer Bénigne Millière, laboureur à Voinsles, qui possédait une bonne écriture, calculait suffisamment et avait de l'orthographe; mais le curé n'ayant pas été consulté, protesta, blâma le maire, se mit à la recherche d'un autre magister quel qu'il fût, et découvrit à Mormant un homme de bonne volonté, nommé Blaise Chapeau, cordonnier de son état, taillé en hercule, dont la voix devait faire merveille à l'église. Le dimanche des Rameaux, Millière et Chapeau se disputèrent la place en chantant au lutrin, et, de l'avis des habitants, le candidat du curé l'emporta hautement.

Il fut installé. Par malheur il savait à peine lire et écrire : un an après on eut le bon esprit de rappeler Millière, qui prit la place de Chapeau et exerça à Quiers pendant près d'un demi-siècle.

A Champdeuil, le recteur montrait à lire, à écrire, il connaissait l'arithmétique, le plain-chant, faisait réciter le catéchisme aux enfants trois fois par semaine et devait leur apprendre la civilité et la politesse (1).

Ce dernier point était généralement observé dans les écoles de

(1) Réponse à un questionnaire, 15 janvier 1792. Archives municipales de Champdeuil.

village ; les maîtres, peu instruits, s'attachaient volontiers à l'éducation et essayaient tout au moins d'initier les jeunes élèves à la *civilité puérile*, si la grammaire et l'orthographe leur faisaient défaut.

Cependant, quelques maîtres s'étaient rencontrés dans les villes, pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle, qui avaient tenté d'élargir le cercle restreint des études, en commençant à montrer le latin à leurs meilleurs élèves. Mais toujours on leur opposait les privilèges des collèges. Un arrêt du Parlement de Paris, du 2 avril 1784, ordonna que dans toutes les villes du ressort où existait un collège, aucun particulier, autre que les maîtres ès-arts et les maîtres de pension, ne pourrait enseigner, si ce n'est dans des familles particulières, sous l'inspection et dans la maison des parents, les premiers éléments de la langue latine, ou à moins encore que l'enseignement ne soit absolument gratuit, lesdits particuliers ne pouvant recevoir ni honoraires ni rétribution, même sous prétexte de se charger de la nourriture et de l'entretien des enfants (1).

De leur côté, les maîtres de pension jouissant d'une indépendance relative, s'ingéniaient à donner du relief à leurs maisons. Nous avons cité plus haut Le Maire, ancien maître d'école à Sancy, qui devint maître de pension à Meaux ; son fils lui succéda et, suivant l'exemple du séminaire-collège de cette ville, organisa des distributions de prix, accompagnées d'exercices littéraires avec intermèdes de musique ; des invitations étaient adressées aux notables habitants. Voici l'une de ces lettres d'invitations imprimées :

« M.

« Vous êtes priés, de la part du sieur Maire, qui tient pension en cette ville, sous la protection de S. A. S. Monseigneur le duc d'Orléans, premier Prince du sang, de lui faire l'honneur de vous trouver à un petit Exercice littéraire que soutiendront ses écoliers, dans la salle de MM. les Chevaliers de l'arquebuse, jeudi 26 juillet 1787, à 4 heures 1/2 de relevée.

« On y récitera un dialogue, tant en vers qu'en prose, mêlé d'ariettes.

« Il y aura concert par MM. les amateurs de cette ville, qui veulent bien l'honorer de leur zèle et de leurs talents, pour exciter davantage l'émulation des enfants.

(1) Archives de Seine-et-Marne ; B. 586.

« A la fin de ce petit Exercice on fera une distribution de prix à ceux qui se seront le plus distingués. »

L'année scolaire au village ne comprenait que sept à huit mois, d'octobre à mai, les enfants aidant aux travaux des champs pendant l'été. Les classes duraient de cinq à six heures par jour, réparties en deux séances, à peu près comme elles le sont encore.

Le règlement rédigé quelques années avant la Révolution pour l'école de charité fondée par Mme Le Menestrel de Hanguel, à Saint-Germain-Laxis, porte qu'il y aura classe de 8 heures 1½ à 11 heures le matin, et de une heure 1½ à 4 heures dans l'après-midi.

Après la prière du matin, les enfants chantaient « l'antienne conforme au temps », à l'église, devant l'autel de la vierge. Cette école était gratuite pour les indigents et le maître recevait les 100 livres de fondation, mais les autres enfants payaient 6 sols par mois pour apprendre à lire, 12 sols pour écrire et 18 sols s'ils abordaient l'arithmétique (1).

Dans quelques localités on a vu alors, comme il s'en trouve encore aujourd'hui, des familles vouées à l'enseignement, fournir des maîtres d'école de père en fils pendant une longue suite d'années; citons les Carruel à Crécy, les Dieu à Bouleurs au xvii^e siècle, les Pétiot à Luzancy, les Cornillot à Vaux-le-Pénil, et un peu plus tard les Gaillet à Varreddes, les Chevalier à Dampmart, les Philippe à Marcilly, les Plé qu'on rencontre à Montceaux, Mareuil, Villenoy, Montévrain et Quincy, les Benoist à Saint-Ouen-sur-Morin, les Levol, qui dirigèrent l'école de Coutevroult de 1759 à 1842 sans interruption.

Pour ce qui est des gages, assurés soit par les fabriques, soit par les communautés d'habitants, soit par des fondations particulières, on a pu constater déjà le peu de variation qu'ils avaient subi depuis le temps où Bossuet proposait de payer 120 livres aux maîtres et 100 livres aux maîtresses.

Les déclarations de Louis XIV et de Louis XV avaient bien fixé à 150 livres les émoluments d'un maître, mais chaque paroisse continuait d'agir selon ses facultés et ses usages. Ainsi, en 1710, le magister Prin souscrit un traité pour dix ans à Luisetaines, moyennant 36 livres seulement de gages fixes, plus les dons volontaires du pressurage des vins, suivant la coutume. A Thomery, le maître d'école faisait à l'automne une *quête de vin*, que les habi-

(1) Archives de Seine-et-Marne; G, 350.

tants menacèrent de lui enlever en 1733, s'il enseignait le catéchisme de M. Languet (1). A Chelles, l'église Saint-André payait 125 livres d'honoraires (2). A Précy, la fabrique donnait un fixe de 100 livres, qu'elle élève à 200 livres à partir de 1779 (3). A La Grande-Paroisse, on prélève sur le produit des usages et pâturages communs 40 livres seulement pour enseigner les nécessiteux (4). A Jablines, de 1711 à 1716 se succèdent Ferragu, Toussaint Lhuillier et François Moinet, avec 100 livres de gages ; en 1717 Moinet reçoit 150 livres et est remplacé l'année suivante par Jumelet, qui resta plus de vingt ans dans la localité (5). A Chalifert, à Lesches, les gages suivent la même progression qu'à Jablines, et l'école de Lesches est reconstruite en 1717-1718 (6).

En 1735, Pierre-Robert Dominé, maître d'école de Trilbardou, n'a que 64 livres d'émoluments ; à Brie-Comte-Robert, le directeur de l'école gratuite Fleuret reçoit 200 livres sur les revenus de l'hôtel-Dieu (7) ; à Châtenay, Charles Mathé, de 1744 à 1754, comme en 1777, Claude Pêcheux à Melz, touchent chacun 110 livres ; à Gouaix, Jean Bourgeoisat a un traitement de 174 livres, porté à 200 livres en 1786 pour Jean Chéreau, son successeur (8).

Au milieu du XVIII^e siècle le maître d'école Muzaton, de Limoges-Fourches, avait un gage fixe de 110 livres payé par l'église de Limoges pour 50 livres, par l'église de Fourches pour 40 livres, et par le curé, à titre de gratification, pour 20 livres. M. Fontaine de Cramayel, dont la seigneurie s'étendait sur le village de Limoges, ajouta de son côté 60 livres. En 1768, on prit un nouveau maître, venant de Pecqueux, ainsi recommandé au curé de Limoges par le desservant de la paroisse qu'il quittait :

« Le sieur François Sérant, que vous avez arrêté pour maître d'école, me demande une attestation favorable ; je la lui dois telle, dans la vérité et dans la justice. Pendant dix années pleines qu'il a exercé ici il s'est parfaitement bien comporté et à ma satisfaction. Il ne quitte que par certains mécontentements réciproques des fermiers et de lui contre les fermiers. Le sieur Sérant est très-hon-

(1) Nouvelles ecclésiastiques, année 1733.

(2) Archives de Seine-et-Marne ; G. 268.

(3) Archives de Seine-et-Marne ; G. 328.

(4) Archives de Seine-et-Marne ; E. 1926.

(5-6) Archives de Seine-et-Marne, C. 59 ; G. 288.

(7) M. C. Bernardin. *Histoire du couvent des filles de la Croix* ; Melun, 1877, p. 5.

(8) Archives de Seine-et-Marne ; C. 59.

nête homme, nullement sujet au vin, très sobre au contraire sur cet article, de bonnes mœurs, aimant les offices de l'église auxquels il assiste toujours avec exactitude, décence et édification; sachant parfaitement le chant, il écrit et lit très-correctement.

» Je vous assure et bien vrai, mon cher confrère, que mon présent certificat n'a rien d'enflé. Vous pouvez en toute confiance l'arrêter. Vous voudrez bien même que je vous prie de lui rendre sa condition la plus avantageuse qu'il sera possible. »

Il résulte d'un compte rendu par Courtellemont, régisseur de la terre de Fleury-en-Bière, que c'était toujours le seigneur qui servait en 1769 les 100 livres de gages du recteur des petites écoles, Louis Sachot.

A Fresnes, Louis Musnier ne reçoit que 30 livres des deniers communs, pour les enfants pauvres (1); à Valence-en-Brie la fabrique de l'église abandonnait au magister une rente de 32 livres 6 sols 8 deniers (2); à Annet, Jumelet touche 170 livres, plus un supplément pour « l'écolage des pauvres » (3); à Everly, J.-L. Bègue n'a que 100 livres (4); à Ferrolles (Attily), à Montévrain, la fabrique paie 200 livres d'honoraires au maître d'école (5); à Coupvray, c'est 150 livres seulement; enfin, le compte des recettes et dépenses de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés, en 1790, porte 50 livres pour le maître d'école d'Esmans, près Montereau (6).

Bon nombre des éducateurs de la jeunesse, outre leurs gages, jouissaient du logement. Nous avons vu qu'ils percevaient des prestations en nature, variables selon les usages du pays, avec quelques rémunérations pour des services particuliers; c'est ce qu'on appelait le casuel, — venant doubler et quelquefois quadrupler le traitement fixe.

Souvent aussi ils exerçaient un autre métier, comme on a pu le remarquer. Ainsi, Tristan Canard, mort le 23 septembre 1701, avait cumulé la maîtrise d'école de Fontainebleau avec la charge d'huissier à la prévôté; en 1702, Etienne Damourette, tout

(1) Archives de Seine-et-Marne; E. 1924.

(2) Archives de Seine-et-Marne; G. 364.

(3) Archives de Seine-et-Marne; E. 1903.

(4) Archives de Seine-et-Marne; E. 1920, 1925.

(5) Archives de Seine-et-Marne; E. 1923.

(6) Archives nationales. — L'abbé Lebeuf, *Histoire du diocèse de Paris*, nouvelle édition commencée par M. Cocheris et restée inachevée.

en dirigeant les petites écoles d'Aulnoy, se faisait recevoir maître tisserand pour exercer cette profession pendant quelques mois de l'année dans les villages d'alentour. Villegagnon avait un magister bourrelier ; à Serris il était greffier de la justice seigneuriale, et dans la paroisse du Pin, près Claye, le maître d'école était non-seulement greffier de la justice du lieu, mais encore greffier et tabellion d'un seigneur voisin, receveur des aides et receveur de différents fiefs ; cette multiplicité de fonctions lui laissait peu de temps à consacrer aux enfants et excitait les plaintes des habitants (1).

A Jaulnes, au XVIII^e siècle, le recteur d'école n'avait que cent livres de gages fixes ; on résolut de le traiter plus favorablement et de construire des classes. Un dossier de six pièces conservé aux archives de Seine-et-Marne (C. 372) atteste que la solution se fit longtemps attendre, — quelque chose comme 25 ans. Les habitants exposaient à l'intendant de la Généralité de Paris — qu'ayant eu jusque-là des recteurs originaires du village, leur propre logement avait toujours servi d'école, mais que cet avantage n'existait plus et que la construction d'une maison pour les classes était indispensable. Le subdélégué de l'intendant appuyait la requête, en faisant valoir à son tour que le maître d'école de Jaulnes, marié et père de quatre enfants, ne pourrait vivre avec 312 livres formant toutes les ressources de sa place. Enfin, les habitants augmentèrent son gage de 100 livres à prendre sur la communauté et l'intendant approuva cette résolution.

A Champdeuil, la fabrique de l'église donnait alors au maître son logement et six arpents d'héritages représentant un revenu de 300 livres ; les parents acquittaient 6 sols ou 12 sols par mois, selon l'âge des enfants (2).

Celui de Couilly, en 1789, déclare comme il suit le revenu de sa place :

Il touche de la fabrique. 120 liv.

Le casuel se compose :

1^o De ses droits d'assistance aux baptêmes et aux enterrements 36

A reporter. 156 liv.

(1) Archives parlementaires ; T. V. p. 23.

(2) Archives municipales de Champdeuil ; réponse du 15 janvier 1792 à un questionnaire du district de Melun.

Report.	156liv.
2° De ce que donnent les habitants auxquels il porte chaque dimanche l'eau bénite, de maison en maison (1) .	60
3° De la quête des vins, valant année commune trois pièces de vin à 30 livres, et trois de boisson à 15 livres .	135
Plus, ce que payent les parents des élèves pour les dix mois de classe (août et septembre étant les mois de va- cances), en moyenne	300

La place valait donc 651liv.

A Congis, — une petite localité pourtant, — elle rapportait plus encore au maître d'école Chauvin, d'après sa propre déclaration :

L'église lui payait	150liv.
Neuf mois d'école valant	200

(Trois mois étaient accordés à Chauvin *pour gagner sa moisson, selon l'usage*).

Casuel en nature	200
Casuel en argent	75
Logement et un arpent de terre	75

700liv.

Ajoutons que ce maître était, en outre, secrétaire greffier et arpenteur, et que sa femme tenait l'école des filles, ce qui leur valait des émoluments supplémentaires.

Mais c'étaient là d'heureuses exceptions.

On retrouve bien ailleurs, ajoutés au traitement fixe et à la rétribution des élèves, les mêmes éléments du casuel, la quête des vins et la distribution d'eau bénite; mais le tout ne rapportait que 600 livres à Coupvray, 450 livres à Saint-Germain-lès-Couilly, 400 livres à Coutevroult, 374 livres à Magny-le-Hongre, etc.

Au Plessis-aux-Bois, la fabrique d'église ne payait rien, c'était le seigneur qui contribuait pour 120 livres, et le maître d'école Jean-Pierre Dubourg ne recevait au total que 180 livres.

A Germigny-l'Evêque, la quête des vins était remplacée par la perception d'une corde de gros bois.

Dans une lettre adressée en l'an II au ministre Paré, l'instituteur Grémion, de Tancrou, rappelle ce qu'était sa place avant la Révolution. « Je touchois de la fabrique 150 livres, dit-il; les

(1) Cet usage s'est conservé dans quelques villages jusqu'en 1848.

fêtes et dimanches je faisais chantre à l'église, j'étois obligé de sonner les angélus, de remonter et conduire l'horloge ; on me donnois 10 sols par feu et les cultivateurs 3 livres par charue ; une eau bénite que je portois me valoit du pain ; de plus, chaque élève payoit 5 sols ou 10 sols par mois, suivant la classe. Le culte a toujours son existence dans la commune, je te demande comme instituteur resçu si je peut assister aux offices et continuer de porter l'eau bénite, aussy de recevoir les 3 livres des cultivateurs et les 10 sols des autres comme par le passées. » Nous ne connaissons pas la réponse du ministre, mais Grémion quittait Tancrou presque aussitôt pour devenir instituteur à Cocherel, où il déclare vouloir enseigner « la lecture, l'écriture, les quatre premières règles, règles de trois droites et inverses, fausses positions, racine quarrée, racines cubes, toisé de bois, les quatre règles des fractions et la géométrie. » A coup sûr, il ne devait pas enseigner l'orthographe.

Notons encore certaines immunités accordées aux anciens recteurs des écoles.

L'édit de 1774 relatif aux milices exemptait de cette charge ceux qui étaient âgés de 30 ans, approuvés par l'évêque et munis du certificat de l'intendant de la province (1). On était arrivé peu à peu à les dispenser de payer la taille, dans quelques localités, comme à Croissy-Cramayel (2); dans d'autres, leur taxe était modérée à cinq sols, conformément à un arrêt du 7 avril 1719, toutefois ce n'était pas une règle absolue, car celui de Montaiguillon est imposé comme les autres contribuables (3); à Saint-Mars, en 1724, Jacques Bruyant, et en 1784 son successeur Levasseur, sont inscrits l'un et l'autre aux rôles des tailles pour 4 livres 14 sols (4).

A Grisy-sur-Seine, au contraire, « la maîtrise d'école » resta jusqu'à la Révolution grevée d'une redevance de 5 deniers 1/2, une pinte de froment et une pinte de seigle, à prendre sur les

(1) Boutaric : *Institutions militaires de la France*, p. 460.

(2) En 1662, Laurent Bourgoïn, mattre écrivain et organiste de Saint-Aspais de Melun, présentait requête aux officiers de l'élection pour être exempt de taille, « selon l'usage des villes bien policées. » (Archives de Seine-et-Marne ; élect.).

Notons en passant cet exemple assez fréquent des maîtres d'écriture cumulant les fonctions d'organiste : Ant. Froment, à Nemours (1682-87); Dutemple, à Fontainebleau ; François de La Courcelle, à Moret, etc.

(3) Archives de l'Aube, C. 1396.

(4) Archives de Seine-et-Marne, C. 237, 328.

terres composant la dotation de l'école (1); c'était une rente féodale au profit du château.

Une lettre adressée en 1782 au duc de Penthievre par son intendant prouve que ce seigneur bienfaisant accordait chaque année une gratification aux magisters établis dans ses domaines; celui de Gretz, près Tournan, recevait ainsi 72 livres (2).

Veut-on maintenant avoir une idée du mobilier scolaire des villages au XVIII^e siècle?

Il était tout-à-fait primitif et appartenait souvent au maître.

Dans un inventaire dressé le 11 mars 1732, au décès de Jean Carot, maître d'école à Crouttes, seigneurie de Nanteuil-sur-Marne, on peut relever ce simple énoncé : « Dans la maison de l'école, deux grandes planches jointes ensemble, servant de table, montée sur deux petits tréteaux, et cinq petits bancs, estimés 3 livres. »

Et c'est tout.

Voici un autre exemple de la même époque, pris à Beaumont-en-Gâtinais, où la fondatrice était la maréchale de Montmorency; il s'agit d'un mobilier de classe, à l'hôtel-Dieu, c'est-à-dire d'une école congréganiste de filles : « Un grand crucifix en estampe, collé sur toile, avec son chassis (3), les quatre fins dernières de l'homme, une grande table à écrire, cinq bancs en chêne attachés au mur, neuf petits bancs courants, une bourse de cent jetons (4). »

Enfin, citons ici un usage qui existait dans beaucoup de localités : les jeunes garçons des écoles fêtaient la Saint-Nicolas (6 décembre), comme les collégiens célèbrent encore la fête de saint Charlemagne. On conserve aux archives municipales de Coulommiers (5) les titres de propriété d'un pré situé à Chartronges, qui

(1) Archives de Seine-et-Marne, E. 300. Cueilleret de 1773-85. — A Courtacon, le recteur des petites écoles, Charles Bacon, payait aussi à la fabrique 6 livres 6 sols de rente constituée le 15 avril 1729. (Archives de Seine-et-Marne, G. 279).

(2) *Le duc de Penthievre*, par M. Honoré Bonhomme; Paris, Didot, 1869; pièces justif. p. 218.

(3) Monteil cite (*Les Français des divers Etats*, note du chap. 78, n° 22) une ordonnance de Guill. Ruelle, chantre de N.-D. de Paris, du 6 juillet 1633, enjoignant aux maîtres et maitresses d'école de ce diocèse de tenir dans les classes « une image de Notre Sauveur crucifié, en relief ou en plâtre peinture. »

(4) Inventaire de l'Hôtel-Dieu de Beaumont, aux archives de cet établissement, E. 15.

(5) Série GG. n° 55.

appartenait à la confrérie de Saint-Nicolas et qu'on appelait Pré-Robin ou des Echaudés, « à cause de la donnée d'échaudés qui se faisait aux écoliers de Coulommiers le jour de Saint-Nicolas. »

V.

En parcourant l'ensemble des notes qui précèdent, il est facile de juger par quels efforts, par quels moyens et dans quelle mesure, sans secours de l'Etat et en l'absence d'organisation un peu régulière du personnel enseignant, on parvenait graduellement à satisfaire aux premiers besoins de l'instruction populaire.

Nous avons vu la gratuité et l'obligation de cet enseignement admises en principe sous l'ancien régime ; quant à la troisième proposition maintenant à l'ordre, la laïcité, celle-ci est bien de notre temps. Comment eût-on imaginé l'instruction laïque des enfants, alors que le prêtre était seul en état de la leur donner ? Plus tard, n'était-on pas impuissant encore, quand le clergé ayant exclusivement le droit d'instituer les maîtres d'école et le pouvoir de les révoquer, les tenait étroitement sous sa dépendance ? Enfin, il ne faut pas perdre de vue que l'enseignement dans les campagnes était rétribué presque partout, pour une notable part, sur le revenu des fabriques.

Est-ce à dire qu'on n'ait jamais songé, sous l'ancien régime, à modifier cet état de choses ; que la subordination de l'école à l'église fût admise sans difficulté jusqu'en 1789, et que cette situation — comme on l'a prétendu quelquefois — était absolument dans les mœurs de nos pères ? On aurait tort de le croire.

Il existait assurément des croyances respectées ; il y avait, selon l'opinion émise par M. Albert Duruy dans une étude toute récente (1), des habitudes et des pratiques invétérées ; mais il y avait surtout intérêt à conserver l'enseignement dont on jouissait, puisqu'on n'était pas à même de le remplacer. L'école avait toujours été confessionnelle ; c'était même, à vrai dire, le seul côté par où la royauté et le clergé s'intéressaient à elle. Ayant fait partie de l'église, elle était simplement restée, d'après la formule primitive, « servante de l'église. » C'était traditionnel ; l'idée de la nécessité de l'instruction pour l'instruction elle-même n'existait pas encore. Pourtant, cette dépendance pesait ; dès la Renaissance, sans contester

(1) M. Albert Duruy. *L'Instruction publique et la Révolution*. — *Revue des Deux-Mondes*, 15 septembre 1881.

aux prêtres le droit d'enseigner, on sentait que ce droit eût dû être limité : on émit l'opinion que le rôle du clergé devait se borner à l'enseignement dogmatique. La monarchie et le haut clergé, si souvent divisés, s'étaient aussitôt retrouvés unis pour enrayer les efforts tentés dans ce but, et les novateurs avaient été réduits à l'impuissance.

L'idée réapparut timidement, rarement, par la suite ; à peine rencontre-t-on dans les pièces d'archives, certains indices, certaines aspirations en faveur de l'éducation laïque, comme dans le testament de Michel Lecomte, de Melun, en 1650 ; dans la fondation à Rubelles d'un maître d'école *marié*, en 1697, ou dans le legs d'une rente, au commencement du 18^e siècle, pour un maître laïque à Chevrainvilliers.

Le président Rolland, devançant de trente ans les idées que la Révolution devait poursuivre en ce qui touche l'esprit de l'enseignement, proposait en 1760 une éducation nationale ; organe de l'école philosophique ennemie des jésuites, il allait plus loin qu'elle sans cesser d'être l'écho de son temps. La Chalotais, Helvétius, Diderot, ainsi que le rappelle M. Albert Babeau (1), lorsqu'ils déclaraient que l'instruction devait être une œuvre exclusivement civile, n'avaient en vue que l'instruction secondaire ; La Chalotais ne voulait pas que les connaissances du peuple s'étendissent au-delà de ses occupations, et Voltaire lui répondait le 28 février 1763 : « Je vous remercie de proscrire l'étude chez les laboureurs ; moi qui cultive la terre, je vous présente requête pour avoir des manœuvres et non des clercs tonsurés. » Le président Rolland, au contraire, englobait les écoles de campagne dans ses projets. A côté des philosophes, plus occupés de leurs théories que de l'intérêt réel du peuple, le mouvement s'accroissait en faveur de l'instruction des classes déshéritées. Un sentiment suscité pourtant par les philosophes, celui de la philanthropie, portait à souhaiter l'amélioration de son semblable, non plus pour l'amour de l'humanité, selon l'expression du don Juan de Molière, qu'on avait regardée comme impie sous Louis XIV (2).

Les cahiers de doléances de 1789 contiennent des vœux plus caractérisés, mais encore peu nombreux. Les habitants d'Herblay, près Paris, par exemple, exposent que si la religion constitue un des points essentiels de l'éducation, on ne doit pas oublier qu'il est

(1-2) *L'Ecole de village sous la Révolution*. Paris, Didier, 1884, in-12.

d'autres connaissances utiles à enseigner concurremment ; que si cette partie de l'administration a été la plus négligée, parce qu'on a apporté des entraves à ses progrès, c'est qu'elle a été soumise à l'inspection exclusive des ecclésiastiques (1).

Les paysans étaient favorables à la révolution, qui supprimait la taille, les dîmes, les droits féodaux, mais ils n'étaient pas hostiles à la religion et ne demandaient pas la persécution de leur curé, qui partageait leur vie précaire et leurs aspirations, qui les guidait, les soutenait à l'occasion. Dans quelques localités, le curé fut même élu maire comme à Grez-en-Gâtinais, à Congis, à Andrezel, à Cesson et ailleurs. Un peu plus tard, en 1793, quand le vicaire de Nemours qui desservait la paroisse de Saint-Pierre-lès-Nemours fut suspendu de ses fonctions et arrêté, les habitants allèrent en nombre auprès des administrateurs du district réclamer son élargissement, en faisant valoir que ce prêtre était en même temps officier public de leur commune et le seul membre du conseil sachant suffisamment écrire pour remplir ces fonctions. Le district leur donna un autre vicaire, qui devint officier municipal. Le 18 octobre 1793 ne voit-on pas encore les habitants de Vaux-le-Pénil, lors de l'installation de Jacques Codieu, maître d'école, insérer dans leur procès-verbal la condition « d'enseigner aux enfants la religion chrétienne, les prières et le chant » ?

Il est d'ailleurs intéressant de le constater, — dans ces cahiers de 89, c'est le clergé qui réclame le plus énergiquement en faveur de l'instruction, de la gratuité et de l'obligation. Les ordres laïques se montrent moins soucieux à cet égard ; ils ne songent pas sérieusement à contester aux prêtres une prérogative consacrée par l'usage, tandis que ceux-ci, plus clairvoyants, craignent de la voir échapper de leurs mains.

Si l'assemblée du clergé tenue à la veille des Etats généraux, dans le bailliage de Sarreguemines, réclame l'instruction obligatoire et appelle les sévérités de la justice contre les pères et mères qui négligent d'envoyer leurs enfants à l'école à partir de 7 ans, elle a soin de demander en même temps que ces derniers soient tenus « d'assister aux instructions du catéchisme jusqu'à 25 ans, à moins qu'ils ne se marient auparavant ».

De même, quand on voit le clergé du bailliage de Nemours formuler le vœu de conserver les ordres religieux des deux sexes,

(1) Archives parlementaires ; t. IV. p. 602.

c'est uniquement — comme il le déclare — pour leur réserver comme un droit l'éducation de la jeunesse (1).

Le tiers-état cependant n'entraît pas dans ces vues. D'accord en cela avec la bourgeoisie, le paysan n'aimait ni les abbés, ni les bénéficiers, ni les décimateurs vivant à ses dépens, sans profit pour le trésor public ; il souhaitait la suppression, non de toutes les communautés, mais des couvents qui ne lui rendaient aucun service. Il eût volontiers conservé les congrégations enseignantes. Quant au bas clergé, loin d'être son antagoniste, il le considérait comme un ami et voulait qu'on lui assurât une subsistance honnête, en faisant disparaître le casuel, « commerce honteux, avilissant l'honneur du sacerdoce et nuisible au respect des pasteurs ». De leur côté, les curés prennent souvent parti pour le peuple contre les privilégiés ; à l'exception de la liberté des cultes et de la liberté de la presse, — ils insistent pour réclamer les mêmes réformes que le tiers-état (2).

Une fraction considérable du clergé était beaucoup plus imprégnée de l'esprit du XVIII^e siècle qu'elle ne le croyait elle-même. Les prêtres de campagne, attachés au gallicanisme, accueillaient en général les idées de liberté et d'égalité. Témoins et souvent victimes des abus de l'ancien régime, ils appelaient de leurs vœux une révolution qui, limitant la puissance du clergé supérieur recruté exclusivement parmi les privilégiés, devait alléger pour eux un joug supporté avec peine.

Aussi bien que les cahiers du tiers-état, ceux du clergé dénotent un caractère national, qui surprend un peu aujourd'hui.

Que d'idées nouvelles se font jour dans ces cahiers de 1789, que de réformes utiles sont entrevues ! Le tiers-état de Chevannes, au bailliage de Nemours, — où Dupont de Nemours avait ses propriétés, — réclame pour les instituteurs le paiement d'un demi traitement lorsqu'ils cessent d'être employés après vingt ans de services ; à Nancy, on propose de créer une décoration spéciale pour récompenser les plus habiles membres du corps enseignant ; le tiers-état de Reims demande la création d'établissements propres à former de bons maîtres d'école.

Ainsi apparaissent les germes, l'idée première de trois nou-

(1) Archives de Seine-et-Marne ; B. 264.

(2) M. Hérelle ; *Documents inédits sur les Etats généraux*. Mémoires de la Société des sciences et arts de Vitry-le-François, 1878, p. 187.

veautés qui ont fait leur chemin : la pension de retraite, les palmes académiques et nos écoles normales primaires (1).

C'est à Nemours encore que la noblesse de 1789 demande qu'on multiplie les écoles dans le royaume, et « principalement dans ce bailliage qui en manque absolument. » A Melun, les nobles se contentent de donner un pouvoir indéterminé à leur député pour régler tout une série d'affaires, parmi lesquelles l'enseignement se trouve compris, mais sans formuler de vues particulières à ce sujet (2).

L'instruction secondaire était moins exclusivement la chose du clergé que l'enseignement primaire. M. Chéruel (3), cependant, reproche avec raison à l'administration de Louis XIV d'avoir abandonné l'ensemble de l'instruction publique à des corporations isolées. L'unité nationale n'avait pas triomphé des traditions du moyen-âge ; « les universités donnaient un enseignement qui n'était soumis à aucune impulsion centrale, à aucune surveillance du gouvernement. Les inspections prescrites par l'ordonnance de Blois n'ont jamais été sérieusement exécutées. A plus forte raison, les collèges particuliers qu'entretenaient les villes ne relevaient que des autorités locales. »

A de rares exceptions près, les études n'y étaient pas supérieures à celles des écoles ouvertes dans les villes, et le chancelier de France était fondé à recommander le 13 avril 1686 aux principaux des collèges de Paris de soigner leur enseignement, les élèves sortant de chez eux fort ignorants (4).

De leur côté, les intendants ne se montraient pas plus favo-

(1) Beugnot, qui était en 1790 procureur général syndic de l'Aube, eut alors l'idée de stimuler le zèle et l'émulation des élèves par des concours cantonaux ; il proposait aussi de confier la surveillance de toutes les écoles du département à un homme capable et recommandable : ce « recteur de l'éducation du département », comme il l'appelle, n'est-ce pas l'inspecteur d'Académie d'aujourd'hui ?

(2) Les plaintes, doléances et remontrances du bailliage de Sainte-Menehould contiennent ce paragraphe (§ 69) : « La réformation des mœurs étant une des branches les plus essentielles d'un bon gouvernement, l'éducation du peuple paraît mériter la plus sérieuse attention de la part des Etats généraux. Nous proposons entre autres moyens, l'instruction plus soignée des maîtres d'école, ainsi que des prix pour les élèves et pour les instituteurs. »

L'idée a fait son chemin depuis.

(3) De l'administration de Louis XIV, d'après les mémoires d'Olivier d'Ormesson ; Rouen, 1849, p. 194.

(4) Bibliothèque nationale ; manuscrits, supplément français, 40.275.

rables à l'instruction secondaire, en province, qu'ils ne l'étaient pour l'enseignement primaire : « Je suis peu partisan des collèges dans les petites villes, écrit Ant.-J. Amelot, cela donne occasion au peuple de faire apprendre le latin à ses enfants et d'en faire de mauvais prêtres ou des procureurs, des sergents ou autres engeances de même espèce, au lieu de bons artisans et de bons laboureurs qu'ils auroient été (1). »

Les petits collèges restant la plupart sans valeur, s'étaient cependant multipliés. M. Levasseur, de l'Institut, en compte plus de 500 en France avant 1789, renfermant environ 70,000 écoliers, sans parler des établissements dirigés par les corporations religieuses, qui étaient les plus nombreux. Tous ceux de notre contrée (aujourd'hui département de Seine-et-Marne) étaient tenus par des religieux au XVIII^e siècle (2) ; aucun cependant, — c'est un fait à noter, — n'a été dirigé par les jésuites. La fameuse Société avait bien tenté, au siècle précédent, de s'introduire dans le collège de Provins, mais M. de Gondrin occupait alors l'archevêché de Sens ; le moment était mal choisi. Il nous est resté, à propos de cette tentative, une ordonnance du prélat où les doctrines de la Société de Jésus sont sévèrement jugées, et l'établissement demeura aux mains des oratoriens.

Les bourses dans les collèges étaient très-nombreuses, et dans ceux de Paris l'enseignement fut absolument gratuit à partir de 1719.

Dans ses *Lettres sur l'Amérique du Nord* publiées en 1836, M. Michel Chevalier affirme que, chez nous, le nombre des élèves fréquentant les collèges avant 1789 était triple ou quadruple de ce qu'il est aujourd'hui (3) ; il cite notamment une province, la Franche-Comté, qui possédait à elle seule plus de bourses dans les collèges qu'il n'en existe maintenant dans la France entière.

De son côté, M. Villemain, ministre de l'instruction publique, dans un rapport rédigé en 1843, parle de plus de 40,000 élèves recevant une éducation gratuite ou semi-gratuite dans les

(1) M. Alfred Cramail ; documents antérieurs à 1790 ; Paris, Leclère, 1877, in-8°, p. 9.

(2) Le collège de Nemours avait été tenu par des laïques, à son début ; en 1735 il avait pour principal Jean-Baptiste Lécuyer, curé de Bagneaux et de Gandelles.

Cet établissement, maintenant supprimé, avait encore en 1821 pour régent d'humanités Th. Janson qui, la même année, subissait avec succès les épreuves du doctorat ès-lettres.

(3) Tome II, p. 485.

collèges avant la révolution, grâce aux fondations libérales de plusieurs siècles.

On avait ainsi rendu accessible à une fraction des classes pauvres l'instruction classique, dont la médiocrité seule suscitait des plaintes fondées.

L'enseignement aux divers degrés avait toujours manqué d'organisation : c'était là son défaut capital.

Non seulement il différait dans les diverses universités, mais cette divergence existait même dans l'étendue de chaque université. Chez les jésuites, au contraire, tous leurs collèges d'Europe, d'Asie, d'Amérique, avec leurs 6 ou 7.000 maîtres, n'ont jamais eu qu'un seul maître et un système d'enseignement complet jusque dans les petits collèges. C'est à cette unité qu'ils devaient la supériorité de leurs établissements (!).

Dès l'époque de Henri IV, un fils d'Etienne Pasquier, Nicolas, magistrat d'un esprit élevé, signalait ce défaut de l'enseignement dans notre pays. Dans ses *Lettres*, il expose des vœux d'utilité publique qui ne font pas moins d'honneur à son patriotisme qu'à ses lumières (2), et parmi les causes des maux dont souffrait alors le pays, il place au premier rang la mauvaise éducation de la jeunesse ; pour combattre cette pernicieuse influence, il indique une réforme essentielle : « Ce serait, dit-il, qu'il n'y eût plus qu'une université en France. » D'accord déjà avec les idées qu'exprimait plus tard l'intendant Amelot, il déplore de ne voir sortir d'un grand nombre de petits collèges « qu'une fourmilière d'apprentis savants présomptueux, qui affoiblissent le commerce de la marchandise, la culture et la ménagerie des champs, les métiers, en un mot toutes les forces de la nation (3). »

Plus tard, l'abbé de Saint-Pierre demandait l'établissement d'un bureau permanent de l'instruction publique, et Diderot, partisan de la gratuité, de l'obligation et de la sécularisation de l'ins-

(1) Alexis Monteil. — Histoire des Français des divers états ; XVI^e siècle, station XXX.

(2) Nicolas Pasquier avait aussi formulé cette pensée générale, reprise plus tard par Bossuet dans sa célèbre controverse avec Leibniz, de voir se réunir l'église catholique et la religion réformée. Il semble, disait Pasquier, que nous ne sommes point si différents qu'il ne soit aisé de nous accorder si nous voulons. (*Lettres*, t. V, p. 7). Entre les causes du schisme, il signale les fautes et les vices des prélats, et proclame que la rigueur n'est bonne qu'à propager l'hérésie et à troubler l'Etat, dont la prospérité est dans la paix (t. VIII, p. 8).

(3) *Lettres* ; VIII, p. 5.

truction publique, conseillait la création d'un grand-maître dans son plan d'une université pour la Russie. Puis vinrent les économistes Adam Smith, Dupont de Nemours, Turgot, dont les idées trouvèrent de l'écho dans l'opinion publique.

Malgré les efforts tentés par quelques esprits éclairés pour faire apprécier les bienfaits de l'instruction du peuple, on en était encore à ce point, dans certaines classes sociales, que la question suivante fut posée par l'Académie de Rouen : « Est-il avantageux ou préjudiciable au bien de l'Etat que les gens de la campagne sachent lire et écrire ? » Hâtons-nous d'ajouter qu'un mémoire fut présenté en réponse, — un seul — et que l'auteur, l'abbé Terrisse, se prononça dans le sens de la propagation de l'instruction.

Cette organisation désirée, cette université française unique ne devaient apparaître qu'à la chute de la royauté. L'idée d'un système national d'éducation, qui se présenta sous l'influence de l'école philosophique, visait surtout à déposséder le clergé du rôle qu'il avait rempli jusque-là.

La Révolution voulut donner à l'instruction populaire une vie nouvelle et toute différente, avec plus de développement que par le passé. Elle renversa d'abord l'ancien système d'éducation, pour jeter les bases de celui qu'elle entrevoyait, — dont malheureusement les événements devaient entraver l'application. En détruisant tout d'un coup le vieil édifice, sans être préparée à le remplacer aussitôt, en supprimant les congrégations sans distinction aucune, en promulguant les décrets sur les droits seigneuriaux, sur les biens ecclésiastiques, sur la constitution civile du clergé, la Révolution avait-elle prévu le coup fatal qu'elle portait aux petites écoles ?

VI.

Sans doute on enseignait peu de choses dans les écoles de village, au temps de Bossuet ; la lecture, l'écriture, le catéchisme, et à la rigueur les trois premières règles de l'arithmétique avec un peu de grammaire, composaient un léger bagage de savoir. Mais y apprenait-on davantage cent ans plus tard, sous Napoléon 1^{er} ? Nos grands parents étaient-ils donc si loin, quant au niveau des connaissances élémentaires, de celles qu'acquièrent encore aujourd'hui, dans les campagnes, 50 % des enfants qui ne fréquentent pas assidûment l'école et l'abandonnent à 12 ans ?

Il existe cependant sur l'ignorance des populations rurales au

temps passé, des préjugés non justifiés, de réelles erreurs, dont on doit faire justice. On a souvent parlé, — prenant l'exception pour la règle, — du défaut absolu d'instruction, même parmi la noblesse, et de la prétendue vanité qu'elle en tirait. La noblesse du moyen-âge et de la Renaissance recevait l'éducation de son époque, et il est sorti de son sein des poètes aussi bien que des chroniqueurs marquants. On a cité des « barons fiers de leur ignorance autant que de leur épée, » des gentilshommes apposant une croix pour toute signature ; mais cette croix ne se trouve que dans un temps et au pied d'actes où elle était usitée par les rois eux-mêmes, et la preuve existe, au moins pour plusieurs, que ceux qui se conformaient ainsi à l'usage, non seulement savaient écrire, mais qu'ils étaient loin de manquer d'instruction (1).

Ne sait-on pas qu'à la Renaissance, les nobles — et même les dames — se mirent à l'étude du latin et du grec avec une sorte de passion ? Henri IV raconte que sa mère, Jeanne d'Albret, lui fit lire Plutarque lorsqu'il n'était « à peine plus un enfant à la mamelle. » Sa lettre à Marie de Médicis, du 3 septembre 1601, nous fait voir au milieu des guerres civiles cette femme — d'un grand sens, il est vrai, — enseignant Plutarque à son fils. D'après Brantôme, les princesses de la maison de France, entourées de leurs gouvernantes, « s'édifioient grandement aux doux dictz des Grecs et des Romains, remémorés par le doux Plutarque. » En dehors de la cour, les femmes de la société, comme on dirait aujourd'hui ; en faisaient leur lecture assidue : « Les dames, dit Montaigne, en régentent les maîtres d'école (2). »

Tout le monde s'en mêla, on abusa même du grec et du latin, et Rabelais commença à rire de cet abus en racontant « comment Pantagruel rencontra un Limosin qui contrefaisoit le langage françois. » Charles Estienne a pu dire en ses *Paradoxes* (3) : « Si quelqu'un se cuyde avancer en compagnie de prononcer trois pauvres parolles de latin, à peine a-t-il ouvert la bouche qu'on l'appelle ou magister de village ou pédagogue de colleige. »

Pour attaquer l'ignorance des nobles d'autrefois, on ne s'est ar-

(1) Voir le livre de M. Ch. Louandre : *La Noblesse française sous l'ancien régime*, 1880.

(2) M. Genouille : *Deux Lettres de Henri IV* (Société d'archéologie de Sens, 1877, t. XI).

(3) Edition rare de 1554 ; *Déclamation III*.

rété ni au moyen âge ni au xv^e siècle, où les classes militaires professaient, il est vrai, un superbe dédain pour les lettres ; on ne s'est pas même arrêté à la Renaissance ; on a prétendu que les grands seigneurs du temps de Louis XIV se flattaient encore de ne point savoir écrire. Le cas s'est-il produit ? Cette mention relevée peut-être sur quelques titres, — nous n'en connaissons pas, quant à nous — : « Messire un tel n'a signé, en sa qualité de noble, » signifie-t-elle ce qu'on a supposé ? Ne s'agit-il pas d'un personnage, entiché de fatuité, qui eût fort bien signé s'il n'avait dédaigné de commettre son paraphe en compagnie de celui de son vassal ?

Le maréchal de Vitry, Nicolas de Lhospital, répondant le 14 octobre 1593 au corps municipal de la ville de Meaux, dont il était gouverneur, s'exprimait ainsi : « Si j'avais étudié cinq ans au collège de Navarre, je vous ferais une plus longue harangue, mais je n'ai étudié qu'aux armes. » Conclura-t-on de cette précaution oratoire que le maréchal de Vitry était sans instruction ? Ses lettres autographes prouvent assez qu'il n'était pas illettré.

Non, la vieille société française n'était étrangère ni aux lettres ni à la philosophie. Qu'on se rappelle l'accueil que reçut non seulement des seigneurs, mais des dames nobles du grand siècle, la philosophie de Descartes !

D'ailleurs, l'instruction aux degrés les plus élevés ne subissait pas, de siècle en siècle, comme l'instruction élémentaire, le contre-coup des événements. Pour celle-ci les périodes heureuses et malheureuses alternaient continuellement ; telle localité, pourvue de maîtres dès le xiii^e siècle, en resta privée pendant longtemps aux siècles qui suivirent.

On sait qu'après s'être accrue durant la période féodale, la population diminua sensiblement lors de la guerre de cent ans ; que les pertes furent réparées sous Charles VII et ses successeurs jusqu'aux troubles religieux, lesquels amenèrent une nouvelle diminution. Plus tard encore, sous Louis XIV, tandis que la guerre, la disette, les impôts affectaient si vivement les campagnes, l'industrie était frappée au cœur et la richesse nationale compromise par la révocation de l'édit de Nantes ; au milieu de ces fluctuations, les pauvres écoles du village disparaissaient et les fondations anciennes durent être plus d'une fois renouvelées. Il n'en était pas de même pour les collèges établis dans les grandes villes, fréquentés et soutenus par les classes aisées.

Des chercheurs patients ont supputé, d'après les anciens actes de baptêmes, mariages et sépultures, le nombre des signatures apposées pendant certaine période, pour essayer d'établir une statistique de l'instruction répandue à cette époque. C'est là une base discutable. Nous avons eu souvent l'occasion de constater que tels curés faisaient exactement signer leurs actes, tandis que d'autres ne prenaient pas ce soin et les rédigeaient même après coup.

Indépendamment des anciens registres paroissiaux les mieux tenus, consultez les actes d'assemblées de parents pour tutelles, les vieilles minutes de notaires, les déclarations à terrier, — tout au moins dans notre province, car il en était autrement dans le midi, dans l'ouest, dans le centre de la France, — et vous serez frappé de voir la plupart des laboureurs, artisans, gens de métiers et ouvriers, signer au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècle, quelques-uns même d'une très-bonne écriture (1).

La statistique entreprise par M. Maggiolo est la plus étendue et la seule qui ait été conduite avec autant de méthode; sans fournir des résultats qu'on doive considérer comme définitifs, elle donne la proportion suivante des conjoints qui signaient leurs actes de mariage, dans l'Ile-de-France, à la veille de la révolution : hommes, 63,55 %; femmes 39,05 %.

D'après mes propres observations, que je me garderai bien également de trop généraliser, il ressort qu'aux environs de Melun, sous Henri IV, 45 % des hommes savaient signer, et 25 % des femmes seulement; qu'en 1789, cette proportion s'était élevée à 60 % pour les hommes et à 38 % pour les femmes.

Ces derniers chiffres se rapprochent sensiblement de ceux qu'a obtenus M. Maggiolo en opérant sur des bases différentes, et l'on sera loin de s'étonner du nombre des illettrés de 1789 (nombre qui s'accrut sous l'empire) en songeant que la proportion des conscrits ne sachant ni lire ni écrire était encore en France de 48,83 % il y a un demi-siècle, — en 1833 (2).

(1) Le savant Huet déclare, dans ses mémoires, n'avoir jamais admis chez lui de domestiques illettrés; c'étaient, en effet, ses valets qui lui servaient de secrétaires et lui faisaient la lecture.

M. Babeau, auteur de travaux très-intéressants sur l'ancien régime, a constaté que, dans l'Aube, au temps de Louis XIV, 72 0/0 des hommes et 22 0/0 des femmes savaient lire et écrire. Cette proportion, vraie peut-être pour la Champagne, serait un peu différente pour la Brie, si je m'en tenais aux exemples puisés dans les terriers et les actes d'assemblée d'habitants que j'ai pu consulter.

(2) Dans Seine-et-Marne, 3,88 0/0 des hommes et 6,26 0/0 des femmes qui ont

Même pour les filles, l'éducation était beaucoup moins négligée dans la Brie, aux derniers siècles, qu'en mainte autre province comme l'Angoumois, le Béarn, le Berry, le Poitou ou le Nivernais. En général, on n'attachait pas l'importance d'un intérêt public à l'instruction des jeunes filles et leur savoir, jusque dans les familles les plus illustres, était fort inégal au temps de Louis XIV, ce qui a permis à M. Vallet de Viriville de dire, dans son *Histoire de l'instruction publique*, que notre vieille société française, si célèbre par sa galanterie et par l'influence des femmes, semble avoir eu pour doctrine de borner l'éducation de la femme au programme d'Arnolphe :

« De savoir prier Dieu, d'aimer, coudre et filer. »

Et pourtant M^{me} de Rochechouart traduisait le *Banquet de Platon*, M^{me} de Castries, sa nièce, lisait Criton dans le texte, et les leçons de Ménage avaient assez profité à M^{me} de Sévigné pour qu'elle pût apprécier en latin « la majesté du style de Virgile, » et faire goûter à sa fille « l'ampleur des périodes de Tacite. »

A côté de telles exceptions, combien de grandes dames ne savaient ni lire ni écrire correctement, ainsi que le rappelait Fénelon sans crainte de blesser aucune susceptibilité (1). Qu'était-ce dans le peuple, où, — dit encore Fénelon, — rien n'était si négligé que l'éducation des filles ?

Cette négligence se montrait même parfois étrangement systématique. On a cité une maîtresse d'école de Doullancourt (2) qui ne voulait pas enseigner à ses élèves les principes de l'écriture « de peur qu'elles n'employassent leur savoir à correspondre avec leurs amants. »

On ne poussait pas le scrupule aussi loin dans notre province de Brie. La noblesse et la bourgeoisie plaçaient les demoiselles dans les couvents ou bien les instruisaient dans les familles ; les jeunes villageoises apprenaient à lire, écrire et compter à l'école ouverte

contracté mariage en 1880 ne savaient pas signer. En 1881 cette proportion était réduite à 3,64 0/0 pour les hommes et portée à 3,64 0/0 pour les femmes.

Ces chiffres résultent de la statistique dressée par M. le Dr Bancel, qui constate en outre que pendant les deux années 1880-1881 le nombre des illettrés a diminué dans la population urbaine et augmenté dans la population rurale.

(Compte-rendu des travaux des Conseils d'hygiène de Seine-et-Marne et mouvement de la population pour 1881. Melun, imp. Michelin, s.d. in-8°).

(1) M. Gréard. Rapport sur l'instruction secondaire de filles (*Journal officiel* du 21 décembre 1882).

(2) *Recherches sur la Haute-Marne*, par M. Fayot ; 1 vol. in-12, 1879, p. 15.

pour les garçons, partout où il n'y en avait pas d'autre. Il faut croire que ces écoles mixtes étaient fréquentées assez assiduellement ; car, si l'on consulte les actes d'assemblées des communautés religieuses de femmes, leurs délibérations, les procès-verbaux de prise d'habit, — même dès la fin du xvi^e siècle, — on voit des signatures nettes et fermes, qui contrastent avec l'écriture informe et capricieuse des tabellions d'alors. Nous n'avons pas besoin de dire que ces communautés, à part quelques abbayes riches et réputées, se recrutaient surtout dans la classe moyenne.

Si le degré d'instruction n'était pas élevé dans les petites écoles, au moins y apprenait-on le peu qui y était enseigné et particulièrement l'art d'écrire lisiblement, — un art peu florissant de nos jours. — Seuls les gens de justice, tabellions, procureurs et magistrats, devançant notre siècle à cet égard, calligraphiaient beaucoup moins bien que ceux dont le métier n'était pas de tenir la plume.

Au xvii^e siècle, on attacha d'autant plus d'importance à soigner l'écriture qu'on venait de traverser une période de transition.

Les rois avaient naguère attiré auprès d'eux des calligraphes élégants et discrets, sous la dénomination un peu pompeuse de secrétaires de la chambre. Pierre Hamon, de Blois, l'un d'eux, premier maître à écrire de Charles IX, était d'une grande habileté ; trop habile, il contrefit la signature du roi pour servir les huguenots, ses co-religionnaires, et fut pendu en 1569. Voulant éviter le retour du cas de P. Hamon, le roi délaissa les secrétaires de la chambre et encouragea la création d'une corporation d'experts-jurés écrivains vérificateurs. Il permit à cette communauté d'enseigner l'écriture, l'orthographe et le ject, c'est-à-dire l'art de compter (1). Le chantre de Notre-Dame de Paris, supérieur des petites écoles, l'Université elle-même, dont les maîtres écrivains ne subissaient pas la juridiction, virent avec peine cette création nouvelle ; mais ce fut surtout aux pauvres maîtres d'école que les écrivains-jurés firent sentir le poids de leur privilège.

L'étoile des calligraphes avait singulièrement pâli au temps d'Henri IV et de Louis XIII ; on eût cherché en vain l'écriture

(1) On comptait avec des jetons ; les comptes par chiffres n'ont été substitués qu'un peu plus tard à l'usage du *ject* ou jeton. Au commencement du xvii^e siècle, les deux manières de compter étaient encore enseignées simultanément dans les écoles.

noble et hardie des scribes formés aux leçons de Nicolas Gigantis, de Jean Lemoine et de Le Gaigneur (1).

La propagation de l'imprimerie n'était pas étrangère à cette décadence. « Longtemps l'écriture avait lutté contre l'imprimerie, dit Monteil, elle l'a même vaincue par la pureté et la finesse des formes, mais vaincue à son tour par la rapidité de la presse, elle s'est dépitée, irritée de l'irrévocable préférence donnée à sa rivale ; et, pour ainsi dire, elle s'est, dans sa mauvaise humeur, dans son dépit, hérissée de longues queues, de pointes tortueuses et barbares. » On ne vit plus que lettres historiées et défigurées, les unes allongées démesurément, les autres tronquées, réduites à d'indéchiffrables pattes de mouches qu'on ne se donnait plus la peine de former. Aussi, n'est-ce pas sans raison que les paléographes considèrent l'écriture de la fin du xvi^e siècle comme la plus difficile à lire.

La fantaisie avait pris de telles proportions qu'en 1632 le gouvernement jugea nécessaire de charger Louis Barbed'or, syndic des écrivains de Paris (2), de déterminer la forme des lettres françaises ; cette forme, une fois fixée, devint obligatoire pour les actes publics. Le Bé, à son tour, reçut mission d'arrêter la forme des lettres italiennes.

L'art d'écrire reprit faveur. Chaque ville un peu importante posséda, à côté des maîtres d'école, un ou plusieurs maîtres d'écriture, élèves d'une corporation dans laquelle ont brillé de véritables artistes, comme les Jarry, les Sénault, les Rossignol, et plus tard les Bédigis, les Roland, les Saintomer, les Bernard (de Paris), Bernard (de Melun), et Baron (de Sablonnières-en-Brie).

La concurrence entre les maîtres à écrire et les maîtres d'école faisait naître des compétitions continuelles, dans lesquelles la justice eut souvent à intervenir. Les premiers ouvraient de véritables écoles libres, au préjudice des seconds qui s'y opposaient ; les écrivains-jurés prétendaient jouir du droit exclusif de montrer à écrire, et les magisters paroissiaux, soutenus par les habitants aussi bien que par le clergé, obtenaient ordinairement raison de

(1) *L'art ou instruction pour apprendre à écrire en grosses lettres*, par Nicolas Gigantis, cordelier ; Paris, Lenoir, 1539. — *Les instructions de bien et parfaitement écrire, toiller la plume, etc., avec quadrins en ordre d'A, B, C*, par Jean Lemoine, écrivain de Paris ; Paris, Jean Bridier et Jean Hulpeau, 1556. — *L'Alphabet ou exemplaire d'écriture*, par Le Gaigneur ; Paris, 1584.

(2) Né à Paris vers 1589, mort en 1670, secrétaire de la chambre du roi ; il a créé l'écriture ronde.

telles prétentions. Cependant, en 1661, un arrêt du Parlement de Paris défendit aux maîtres d'école de placer plus de trois lignes d'écriture dans les exemples qu'ils donneraient à leurs élèves.

Le maître écrivain, s'il avait quelque aptitude pour le plainchant, sollicitait lui-même la tenue des petites écoles, qui lui assurait des gages fixes et les avantages matériels attachés à l'emploi. Dans cette catégorie de maîtres, il s'en trouva assez fréquemment qui, ayant fait des études, pouvaient donner des leçons d'arithmétique, d'orthographe, de géométrie et même de latin. C'est ce que pratiquait Nicolas Arlou, maître des écoles de la paroisse Saint-Christophe de Meaux, mort en 1724, latiniste et surtout habile calligraphe, qui a laissé de jolis manuscrits sur parchemin (1).

Qu'on ne se fasse donc pas d'illusion sur ce point : la capacité des maîtres d'école de 1800, par exemple, ne dépassait pas celle des maîtres-recteurs des petites écoles de 1700 ; leur valeur était même, en général, inférieure à celle des maîtres d'école du temps de Louis XV et de Louis XVI.

M. Maggiolo a dit avec raison, en parlant de ces derniers, qu'ils ne manquaient ni de vocation, ni d'aptitude, ni de dignité, et que les communautés d'habitants, d'une part, la bienfaisance privée, de l'autre, entretenaient alors un nombre considérable d'écoles où l'on acquérait convenablement les premières notions utiles. Les règlements, ajoute M. Maggiolo, avaient moins pour but de multiplier les connaissances que d'inculquer aux enfants de fortes habitudes religieuses, intellectuelles, sociales, et dans de telles conditions l'enseignement populaire était parvenu à préparer utilement cette génération vaillante, dont les cahiers du Tiers-Etat révèlent l'intelligence, le bon sens et le patriotisme (2).

Par malheur l'instruction primaire cessa en quelque sorte d'exister après 1792 (3), en dépit des efforts tentés par des esprits généreux.

L'un des premiers soins de la Convention avait été cependant

(1) Mémoires manuscrits de Rochard, t. VI, p. 629 ; Bibliothèque publique de Meaux.

(2) Communication faite à la réunion des Sociétés savantes à la Sorbonne, en avril 1881, sur les écoles dans les anciens diocèses de Châlons et de Verdun.

(3) A Melun, dès 1791, il n'y avait plus d'école publique que dans le quartier Saint-Aspais. (Mémoire présenté au directoire du département par les citoyens du quartier Saint-Ambroise : Melun, imprimerie Tarbé, 1791, in-4° de 12 pages.)

pour l'instruction. La loi du 29 frimaire an II proclamait la liberté et la publicité de l'enseignement ; elle voulait que l'instruction au premier degré fût salariée par l'Etat et que les parents fussent punis s'ils négligeaient d'en faire profiter leurs enfants (1). Mais dès le 27 brumaire an III on s'aperçut qu'il fallait adoucir ces dispositions, difficilement applicables tout d'un coup, au milieu des événements qui se déroulaient.

Le conventionnel Lakanal, que son savoir et son dévouement à la cause de l'enseignement désignaient au choix de ses collègues, s'occupa de cette branche de l'administration ; il n'épargna ni ses démarches ni ses peines pour sauver les richesses scientifiques et littéraires provenant des châteaux d'émigrés et des couvents, pour prévenir les actes de vandalisme, pour organiser les écoles aux divers degrés. En mission dans Seine-et-Marne, il songea un instant à créer une école rurale et un jardin botanique dans l'ancienne abbaye du Lys, mais cette création ne put se réaliser (2). Pour faire revivre les petits établissements scolaires, il provoqua des lois, multiplia les circulaires aux administrateurs des districts : sa correspondance particulière sur ce point fut des plus actives. Le 4 floréal an III, dans un arrêté signé à Fontainebleau, Lakanal nous apprend que 165 communes du district de Meaux n'ont que 87 écoles primaires, et que, dans ce nombre restreint, 47 ne satisfont pas aux exigences de la loi du 27 brumaire. Ces classes étaient tenues par d'anciens précepteurs et clercs paroissiaux, sur lesquels les administrateurs du district portent le jugement suivant : « Beaucoup de bonne volonté, mais ce n'est pas assez, il faut des connaissances et ils n'ont que la routine... Pour que des citoyens éclairés puissent se livrer uniquement à cette étude, dans les campagnes, et y trouver un moyen de subsistance, les émoluments sont tout-à-fait insuffisants. »

Le 23 floréal, se rendant mieux compte de l'œuvre entreprise et voulant multiplier les écoles, Lakanal réduit la somme de connaissances à exiger des maîtres et s'efforce de faire payer plus exactement leur salaire. Le programme n'est pas chargé ; il

(1) Le projet de loi portait d'abord : les pères, mères, tuteurs et curateurs *pourront* envoyer leurs enfants ou pupilles aux écoles du 1^{er} degré d'instruction. » Le député Charlier, soutenu énergiquement par Danton, avait fait substituer aux mots : *pourront envoyer*, ces mots : *seront tenus d'envoyer*. « Il est temps, disait Danton, de rétablir ce grand principe qu'on semble méconnaître, que les enfants appartiennent à la République avant d'appartenir à leurs parents. »

(2) Archives de Seine-et-Marne. — Registre du district de Melun, nivôse an III.

suffit de connaître la lecture, l'écriture, les premiers principes du calcul, *pour les citoyens* ; la lecture, l'écriture et quelques travaux manuels, utiles et communs, *pour les citoyennes*. Mais le concours des administrations locales semble toujours lui échapper : « Vous partagez, leur écrit-il (1), la responsabilité qui pèse sur ma tête, responsabilité que je n'atténuerai pas si j'échouais dans mon entreprise... »

Le représentant du peuple fait imprimer à Melun et répand de tous côtés le règlement adopté par le Comité d'instruction publique pour la police intérieure des écoles. Ce règlement, en six articles laconiques, porte que les classes seront ouvertes une fois par jour dans les communes de moins de 1.000 habitants et deux fois dans les autres communes ; que les écoles de campagne vaqueront pendant la fenaison, la moisson et les vendanges. L'article 5 est ainsi conçu : « Toute punition corporelle est bannie des écoles primaires. » C'était une innovation (2) et, d'après une note imprimée au pied du règlement, c'était même la mesure la plus difficile à généraliser.

Un jury d'instruction est organisé dans Seine-et-Marne, puis des jurys de districts, dans lesquels Lakanal trouve quelquefois d'éminents collaborateurs : Fontaine de Cramayel, le dessinateur Marillier et le savant Laplace font partie du jury d'instruction fonctionnant à Melun en frimaire an II.

En même temps le vaillant député concourt à la création au château de Fontainebleau d'une école centrale qui eut une courte, mais brillante existence ; il essaie de recruter de meilleurs instituteurs et d'assurer à tous un traitement de 500 francs.

Tant de zèle, mal secondé, restait à peu près impuissant. Beaucoup d'anciens établissements avaient disparu, par suite de la dispersion des congréganistes et de la suppression des fondations seigneuriales. Quelques prêtres, en petit nombre, s'étaient fait instituteurs (3) ; mais leurs écoles se fermaient à mesure que la marche des événements s'accroissait davantage.

(1) Recherches sur l'Histoire de la Révolution de la Brie ; Meaux, 1876, in-18.

(2) Ce progrès, Montaigne l'appelait déjà de son temps, pour les colléges « vraie geaule de jeunesse captive, » où les maîtres n'éveillaient l'appétit envers leurs livres et leur leçon « qu'avec une trêgne effroyable et les mains armées de fouets. »

(3) Un séminariste de 23 ans, que la révolution réduisait à la misère, se fit instituteur à Meaux pour vivre pendant quelque temps. En 1795, il fut ordonné prêtre à Paris, secrètement : c'est M. Jacques Bernet, qui a été archevêque d'Aix et est mort cardinal en 1846.

Le jury d'instruction publique du district de Meaux écrit alors : « L'instruction est donnée par d'anciens maîtres d'école, et peut-être serait-il difficile de les remplacer, malgré leur insuffisance. Ils ont en général des notions d'écriture, d'arithmétique et de lecture, quelques-uns même d'arpentage. Nous ne nous dissimulerons pas qu'il paraît difficile qu'ils forment subitement leurs élèves aux principes de morale républicaine ; eux-mêmes ont besoin de leçons à cet égard et il n'appartient qu'au temps d'opérer le changement si nécessaire dans le régime des petites écoles. Ce sera beaucoup d'obtenir d'eux, quant à présent, de ne pas conduire les élèves aux cérémonies religieuses et de puiser leurs leçons de lecture ailleurs que dans les catéchismes et psautiers. »

On sent ici l'esprit de modération qui distingua de tout temps les populations briardes.

Les habitants des campagnes se souciaient peu des questions d'instruction qu'ils comprenaient mal. La direction des affaires communales était souvent tombée aux mains des moins lettrés, et les circulaires de la commission que représentait Lakanal prouvent assez l'indifférence des municipalités à cet égard. Les sociétés populaires étaient là, il est vrai, pour exciter le zèle et donner le ton ; mais la jactance y tenait plus de place que le savoir et le travail utile. On apprenait surtout aux enfants, sous l'ancien régime, le catéchisme du diocèse ; cet enseignement fut remplacé par celui d'un autre catéchisme, le catéchisme républicain, philosophique et moral de La Chabaussière, qui devait suffire à tout.

Les abus faisaient place à d'autres abus, et malheureusement à une ignorance plus complète.

L'arrêté du département sur les fêtes décadaires nous a laissé un souvenir du nouveau mode d'éducation un instant adopté. Au milieu de démonstrations patriotiques sur la place publique, entre la lecture des lois, le chant des hymnes et l'audition des morceaux de musique, le président interrogeait les élèves sur les articles de la Constitution, que l'instituteur leur avait lus chaque jour.

Ainsi voyons-nous, à Vaux-le-Pénil, l'instituteur national — comme on l'appelait — inviter les enfants à assister aux fêtes décadaires, « en leur recommandant d'être dociles, afin de leur inspirer le principe du républicanisme. » Il devait « apprendre par cœur les Droits de l'homme à ceux qui ont des dispositions et leur distribuer copie des chants patriotiques (1). »

(1) Archives de Seine-et-Marne ; L. 239, p. 56.

Les enfants n'eurent-ils pas également leur place dans les sociétés populaires ? Ils y recevaient des récompenses, entraient dans le cortège et récitaient même des discours politiques dont on leur chargeait la mémoire. Le procès-verbal d'une séance tenue par le club jacobin de Fontainebleau le 1^{er} brumaire an II, constate que le « neveu de Lecomte, âgé de cinq ans, a prononcé un discours (1) » ; dans sa péroraison, le précoce sans-culotte regrettait que la faiblesse de son âge ne lui permit pas de *rosser* les aristocrates comme il le désirait. Le 15 frimaire, c'est le maître de pension Lacorrège qui amène des élèves à cette assemblée des jacobins de Fontainebleau ; l'un d'eux monte à la tribune, pour lire la déclaration suivante : « Citoyen président, les élèves de la pension du citoyen Lacorrège, voulant participer à l'équipement du cavalier que la Société populaire se propose de fournir, m'ont député vers toi pour déposer sur le bureau un assignat de cent sols, fruit de leurs épargnes. Ils t'annoncent aussi qu'au lieu de fêter la Saint-Nicolas, ils fêtent celle de la Raison. Vive la République ! (2). »

A la société populaire de Moret, le maître Denis conduit ses élèves qui récitent la déclaration des Droits de l'homme ; l'un d'eux, un enfant de huit ans, s'acquitte si bien de cet exercice de mémoire que l'assemblée lui décerne « pour prix de son civisme naissant, un exemplaire enjolivé des Droits de l'homme. » (Séance du 10 nivôse an II).

Lanthenas, dans une brochure publiée en 1792, considère les clubs révolutionnaires comme une branche essentielle de l'instruction publique. De même, Sergent, conventionnel en mission, qui assistait le 16 octobre 1794 à une séance de la société populaire de Brie-comte-Robert, recommande aux maîtres et aux parents d'envoyer leurs enfants à ces réunions : « Les sociétés populaires, dit-il, sont de véritables écoles ; c'est dans l'asile du patriotisme plutôt que dans les livres, qu'ils puiseront les bons principes, apprendront à devenir vertueux citoyens et à bien servir la patrie. »

Dans cette ville de Brie, les classes s'ouvraient et finissaient par le chant d'une strophe empruntée à l'*Invocation à l'Être suprême*, composée par le conventionnel Maure et dont la Société populaire avait adressé copie aux maîtres et aux maîtresses d'école.

(1) Ch. Constant. — *Un Club jacobin en province* ; 1875, in-18 ; p. 66.

(2) Cette pièce manuscrite existe aux archives municipales de Fontainebleau. — Ch. Constant, *Histoire d'un Club jacobin*, p. 67.

On conçoit que, dans de telles conditions et abandonnées à un personnel aussi incertain qu'insuffisant, les écoles restées ouvertes comptaient pour peu.

Heureux encore les maîtres d'école que le fanatisme politique n'entraîna pas au-delà des fêtes révolutionnaires. Quelques-uns ont payé de leur liberté et même de leur vie, comme Prunelle, de Meilleray, et Jean Aubry, de Coulommiers (1), le regret de voir disparaître les seigneurs et les fabriques qui assuraient le payement de leurs gages.

Par contre, il est juste de dire que d'autres maîtres d'école se portèrent du côté des terroristes. Dans cette même ville de Coulommiers, qui fournit Aubry à l'échafaud révolutionnaire, son collègue Leduc, devenu officier municipal, s'employa à la mutilation des édifices, sous prétexte d'enlever les signes de féodalité, et finit par envoyer à la mort le curé Lebas, soumis pourtant aux exigences du serment constitutionnel, mais avec lequel il avait eu des démêlés à une époque antérieure (2).

L'obligation du serment civique ne fut pas seulement imposée aux prêtres, elle s'étendit aux agrégés et en général à tous les individus en fonction dans les établissements d'instruction publique ; les vides créés dans ces établissements ne pouvaient plus se combler et les tracasseries du directoire rendirent le recrutement d'autant plus difficile que la situation matérielle des instituteurs n'était pas tolérable. Le salaire d'autrefois n'existait plus, les nouveaux gages fixes étaient mal payés, les élèves faisaient défaut et avec eux la rétribution.

Les guerres du Consulat et de l'Empire devaient encore prolonger cette crise pendant longtemps. Où les écoles n'étaient pas fermées, l'enseignement restait nul ou peu s'en faut ; tel maître improvisé, à la fois secrétaire de mairie, épicier, tisserand, sabotier, barbier ou ménétrier (3), quelquefois un ancien militaire blessé,

(1) Aubry, dit Dulac, était clerc tonsuré et maître de latin ; il avait embrassé les idées nouvelles et été choisi pour sergent-major de la garde nationale. Dénoncé pour des propos royalistes qu'il aurait tenus au corps de garde, il a péri sur l'échafaud révolutionnaire en 1793.

(2) Anatole Dauvergne ; *Esquisse historique et archéologique sur Coulommiers* ; 1863, in-8°, p. 27.

(3) En 1836, à Bransles, l'instituteur était encore ménétrier et faisait danser la jeunesse du village. On ferma d'abord les yeux, mais le violoniste fréquentait le cabaret, et un beau jour il y chanta des couplets désobligeants pour le maire et le curé ; l'incompatibilité des deux professions fut déclarée le 4 juillet 1836 et le gai compagnon se vit destituer.

eût été fort empêché d'enseigner à ses élèves autre chose que la lecture et l'écriture sans orthographe (1).

Le 2 fructidor an II (9 août 1794) les administrateurs du district de Melun avaient envoyé dans les communes un questionnaire relatif à l'instruction primaire ; voici les réponses pour la ville de Brie-Comte-Robert, chef-lieu de canton :

« — Combien avez-vous d'instituteurs ou institutrices ?

— Un seul, depuis la démission du citoyen Adam, etc.

— Sont-ils instruits, ont-ils les talents qu'exigent leurs fonctions ?

— Il sait lire, écrire et les quatre premières règles de l'arithmétique.

— Quel est le nombre des élèves ? — Environ 83 sur au moins 300 enfants.

— Les père et mère, tuteurs et curateurs, sont-ils exacts à envoyer les enfants, etc. ? — N'ayant qu'un seul instituteur, il est impossible qu'il puisse recevoir et contenir au moins 300 enfants.

— Avez-vous sévi contre ceux qui négligent de remplir ce devoir ? — Par la raison ci-dessus, la municipalité n'est pas dans ce cas.

— En quoi consiste l'instruction ? — Les droits de l'homme, la constitution, le catéchisme républicain, le recueil des actions héroïques ; il n'y a pas encore de principes élémentaires pour le calcul décimal.

— Eprouvez-vous des difficultés pour vous procurer des instituteurs ; quelles sont-elles ? — Oui ; le défaut de capacité. »

Un autre fait regrettable qui s'est produit à cette époque montre combien étaient méconnus les bienfaits de l'instruction populaire. Le directoire, à bout de ressources (loi du 28 ventôse an IV), comprit dans les biens nationaux à vendre les maisons d'école, — appartenant aux fabriques le plus souvent et considérées dès lors comme biens ecclésiastiques. Dans Seine-et-Marne 210 maisons d'école ont été ainsi aliénées. De peu de valeur et mal appropriés à leur destination (2), ces bâtiments doivent inspirer peu de regrets

(1) En l'an III, Chevance, instituteur d'Isles-lès-Villenoy, réclame le payement de son traitement à l'un des administrateurs du district de Meaux et termine ainsi sa lettre, très-bien calligraphiée, du reste : « Tu voudra bien sur le chant m'orthoriser à me faire délivrer mandat ... puisque mon traitement ne s'élève pas à la somme portée en la dite article (l'article 2 de la loi du 4 ventôse) » (Archives de Seine-et-Marne ; L. 219).

(2) Les conditions d'hygiène inquiétaient peu nos pères. Avant 1831, à Mareuil-lès-Meaux, l'école était tenue dans une ancienne sacristie de l'église, qui avait été

lorsqu'on voit nos maisons d'école modernes (1), mais la privation d'un local a retardé la réouverture des classes communes pendant une longue période, dans beaucoup de localités (2).

On n'avait pas tardé à s'apercevoir de la faute commise, et ce fut un député de Seine-et-Marne, Bailly de Juilly, que la commission d'instruction publique chargea de présenter au Conseil des Cinq-Cents un rapport proposant de surseoir à la vente des édifices destinés à l'enseignement. Bailly s'acquitta de sa mission dans la séance du 17 fructidor an IV, la résolution fut imprimée et transmise d'urgence au Conseil des Anciens par un messenger d'Etat. Pour notre pays, il était trop tard. Les municipalités avaient assisté avec indifférence à la vente de leurs maisons d'écoles.

Une loi du 3 brumaire an IV, portant organisation de l'instruction publique, venait de prescrire l'établissement d'une ou plusieurs écoles primaires dans chaque canton ; elle créait des jurys d'examen pour les candidats instituteurs, et les maîtres devaient être nommés par les administrateurs de département, sur la présentation des municipalités. Leur traitement se composait de la rétribution des élèves, au taux fixé par l'administration départementale ; le conseil municipal avait la faculté d'exempter de cette rétribution un quart des élèves, pour cause d'indigence.

On était déjà loin, comme on voit, de la gratuité décidée en l'an II.

La Convention se préoccupait de l'instruction des filles, de tout temps fort délaissée ; par une autre loi du même jour (3 brumaire) elle prescrivit la division de chaque école en deux sections, l'une pour les garçons, dirigée par un instituteur, l'autre pour les filles avec une institutrice.

abandonnée à cause de son humidité ! (Julien Dujay ; *Statistique de Mareuil ; Meaux*, Dubois, 1834, in-8°, p. 12).

(1) Il existe dans les archives du département de l'Aube un plan dressé au XVIII^e siècle pour la construction d'une maison d'école ; on y prévoit, outre la salle de classe, une seule chambre, un four, une écurie, une étable à porcs, poulailler, etc. (C. 1284).

(2) Une proclamation du district de Nemours, contre le fanatisme (frim. an III), nous apprend que quelques églises abandonnées servaient soit de magasins de subsistances, soit de fabriques de salpêtre, soit de maisons d'instruction « nécessaires à la régénération des mœurs et de l'esprit public. »

Les registres du même district constatent, à la date du 5 thermidor an III, qu'en-core bien que les prêtres des 96 communes de la circonscription aient abdiqué ou discontinué leurs fonctions, les habitants des campagnes ne persistaient pas moins « à se réunir dans les ci-devant églises paroissiales, aux jours indiqués par le culte catholique, pour y chanter l'office. »

Les législateurs cherchaient à devenir plus pratiques, malheureusement les difficultés d'exécution n'étaient pas aplanies. Dans sa séance du 8 floréal an VI l'administration centrale de Seine-et-Marne se plaint encore du défaut de concours des municipalités, de la rareté des maîtres et des choix regrettables que font les communes qui ne laissent pas l'école absolument de côté. « Des instituteurs trop faibles pour résister aux sollicitations du fanatisme ou fanatiques eux-mêmes ont sacrifié à leurs préjugés l'instruction républicaine qu'ils doivent à leurs élèves ; d'autres, plus éclairés et plus courageux, sont victimes de leur attachement à leurs devoirs et se voient dépouillés de leur état par des rivaux indignes de la confiance publique ; d'autres encore allèguent le manque de livres républicains, pour justifier l'usage qu'ils ont conservé d'apprendre à lire dans les livres de l'ancien régime. » Ainsi s'expriment les membres de l'Administration départementale, en adressant une mise en demeure aux municipalités et en leur distribuant 800 exemplaires de l'*Alphabet national* et 800 exemplaires du *Catéchisme de la Constitution* ; ils annoncent le prochain envoi d'autres livres élémentaires, tels que les *Conseils d'un père à son fils*, le *Catéchisme républicain*, la *Morale de l'enfance* (1).

Aucun ouvrage contenant les principes ou les maximes d'un culte quelconque n'était toléré, et l'on avait interdit aux maîtres de prendre une part active aux cérémonies de l'église (2). Mais les villageois n'admettaient pas partout l'application de ces mesures. A Esbly, en l'an VI, les habitants maltraitèrent l'instituteur Geligné, pour avoir refusé de sonner la cloche et de chanter au lutrin ; ils le remplacèrent par un nommé Vilquin, qui se fit chantre et clerc paroissial, fut suspendu par l'administration supérieure et ne resta pas moins à son poste, soutenu par la population tout entière du village (3).

Quelques ecclésiastiques se hasardent à donner eux-mêmes des leçons aux enfants. Le président de l'administration cantonale de Tournan signale ce fait qu'à la Madeleine un laïc fait à la fois fonction de ministre du culte et d'instituteur public, tandis qu'à

(1) L'énumération des livres élémentaires en usage se trouve dans un rapport présenté par Lakanaël à la Convention le 14 brumaire an IV.

(2) Délibération de l'administration centrale du département de Seine-et-Marne, imprimée à Melun, Michelin, 8 p. in-4°.

(3) Archives de Seine-et-Marne ; L. 227.

Tournan l'instituteur se mêle aux cérémonies de l'église. « Si l'on n'y met bon ordre, écrit-il (an VI), les instituteurs républicains élus, reçus par le jury, vont se trouver sans écoliers, car les fanatiques les envoient où l'on apprend le catéchisme religieux ; ils n'auront plus que les indigents et quelques enfants de vrais patriotes, dont le nombre n'est pas grand, malheureusement. »

Les administrateurs du département lancent de nouvelles circulaires et rendent compte de leurs efforts au ministre Letourneux, qui s'empresse de les féliciter : « C'est avec raison que vous avez interdit aux instituteurs primaires nommés en vertu de la loi du 3 brumaire an IV, de prendre part aux cérémonies d'un culte quelconque ; vous pouvez également interdire l'enseignement aux ministres du culte catholique qui exercent des fonctions religieuses ou les obliger à opter. La tolérance qui fait la base des lois républicaines ne permet pas que l'éducation de la jeunesse soit confiée aux ministres d'un culte exclusif. »

Ce qui nuisait à la cause de l'éducation populaire, c'était la nomination de maîtres peu recommandables, admis uniquement sur leur prétendu civisme et qui devenaient promptement suspects aux populations.

Barbé-Marbois déclarait au Conseil des Anciens, en mars 1796, que l'enseignement et l'instruction ne faisaient que rétrograder et que le nombre des enfants sachant écrire et compter n'était pas égal à la moitié de ce qu'il avait été autrefois. Un peu plus tard, Benezech, dans un rapport au directoire exécutif, ne cache pas davantage la gravité du dépérissement de l'enseignement populaire ; il demande qu'on vienne au secours des instituteurs et avoue que, depuis près de six ans, « il n'existe plus d'instruction publique (1). »

C'est ce que répète encore Fourcroy, devenu directeur général de l'instruction publique, lorsqu'il déclare dans un rapport que les communes, en général, n'ont pu payer les maîtres et qu'il n'y a pas eu d'écoles...

La loi du 11 floréal an X, inspirée déjà de l'esprit césarien, remit aux préfets et aux sous-préfets le soin d'organiser les écoles, avec le concours des communes. Celles-ci eurent le choix des maîtres et la fixation du taux de la rétribution scolaire. Le 19 fructidor de la même année, un arrêté du préfet de Seine-et-Marne régla les

(1) Archives nationales ; F. 17, 1140.

détails d'application de la loi nouvelle. Non-seulement l'instituteur pouvait devenir secrétaire de mairie, mais il devait être préféré à tout autre pour cette fonction, si le conseil municipal jugeait que le cumul ne compromettait ni l'un ni l'autre des deux services (1).

Immédiatement le conseil municipal de Vaux-le-Pénil révoque Etienne Vincent, reçu en l'an II sur un certificat de civisme et depuis longtemps reconnu « trop faible en science d'écriture et de lecture, incapable d'enseigner aux élèves ni d'aider le conseil comme secrétaire, n'écrivant qu'en moyens caractères, ne lisant qu'avec peine, ne pouvant rédiger procès-verbaux, délibérations ni pétitions, et connaissant au plus moitié de l'orthographe de sa langue. » On lui donne pour successeur P.-J.-B. Jourdain ; le nouveau maître subit le 12 pluviôse an XI un examen devant un jury composé de MM. de Rozière et Despatys, auxquels « il a paru bien lire, écrire et orthographier, bien calculer suivant l'ancien système, passablement suivant le système décimal, et être passablement instruit des matières républicaines. »

Ces modifications successives, cette réglementation hésitante, n'étaient pas faites pour attirer de bons maîtres, pour exciter leur émulation. On lisait alors dans la *Feuille hebdomadaire du département de Seine-et-Marne*, — seul journal local du temps, publié à Melun par Lefèvre-Compigny, — des avis dans ce genre :

— « La ville de Moret manque d'un instituteur pour l'école primaire. Le maire désire en trouver un capable d'enseigner à bien lire, écrire, l'arithmétique et les premiers éléments de la grammaire et de la géographie. Outre la rétribution ordinaire payée tous les mois par les pères et mères pour leurs enfants, la ville lui payera 200 francs annuellement et le logera gratuitement. Cet instituteur peut compter sur 80 à 100 écoliers (2). »

— « Les maires des communes de Rebais et de Saint-Léger, réunies pour une seule école primaire, procéderont le 27 de ce mois, avec leurs conseils respectifs, à la nomination de candidats pour la place d'instituteur primaire de ladite ville. M. le curé de Rebais se propose de nommer le sujet élu pour son clerc paroissial (3). »

— « Les habitants de la commune de Perthes désireraient trouver un bon instituteur pour remplacer le sieur Targat, décédé après

(1) Cet arrêté a été imprimé. Melun, Michelin, in-4° de 7 p.

(2) *Feuille hebdomadaire* du 16 nivôse an XIII.

(3) *Feuille hebdomadaire* du 4 août 1895.

avoir occupé cette place pendant quarante ans ; elle est très-avantageuse. Il y a un très-beau logement et habituellement plus de cent élèves (1). »

L'Empire voulut néanmoins innover encore. Le droit d'instituer les instituteurs fut réservé exclusivement au grand-maître de l'Université ; les conseils municipaux n'eurent plus à faire que des présentations. Le grand-maître adressa même des instructions pour la fermeture des écoles dont les chefs ne justifieraient pas d'une autorisation quelconque d'enseigner, émanée de l'Université impériale. Ce n'était rien moins, pour Seine-et-Marne et assurément pour la plupart des départements, que la fermeture de huit écoles sur dix ; M. de Plancy, préfet, en fit l'observation au ministre. Il fallut encore sur ce point consentir à des concessions nécessaires. Un arrêté du grand-maître, du 13 décembre 1808, tint lieu d'autorisation provisoire à tous les maîtres en exercice au 1^{er} janvier 1809, pourvu qu'ils eussent exercé constamment dans la commune où ils se trouvaient alors et qu'aucune révocation particulière ne les eût frappés.

La situation était si pauvre qu'on laissa simplement subsister ce qui existait.

Prenons pour exemple un état des écoles de l'arrondissement de Fontainebleau, dressé au 1^{er} juin 1813. En regard de cinquante communes, on lit : « Pas d'école. » Et ce ne sont pas les plus petites localités : Barbey, Bois-le-Roi, Cannes, Champagne, Diant, Episy, La Celle, Montigny-sur-Loing, Saint-Pierre-lès-Nemours, Varennes, etc. Pour celles qui avaient un maître, chaque nom est suivi de cette indication : « Sans diplôme ni autorisation. » A Bransles, Chenou, Amponville, Guerecheville, Fromonville, Chevrainvilliers, La Brosse-Montceaux, Mondreville, Rumont, Salins, Samoreau, Vernou, etc., l'école « vaque six mois. » Dans la colonne ouverte pour indiquer le chiffre total de la rétribution scolaire, du traitement accordé par la commune, y compris l'indemnité de logement (car les maisons d'école étaient rares), la somme varie entre 150 et 400 fr. A Thomery et à Moret, pourtant, elle s'élève à 900 fr. ; à Fontainebleau 1.000 fr., et à Montereau jusqu'à 1.500 fr.

En 1811, malgré cette triste situation et au lieu d'encourager le petit nombre de maîtres capables, d'exciter leur zèle à former de

(1) *Feuille hebdomadaire* du 20 août 1808.

meilleurs élèves, on leur avait encore défendu, — comme aux siècles précédents, — de porter leur enseignement au-delà des limites assignées : lire, écrire et chiffrer. Il fallait toujours sauvegarder le privilège des collèges et des lycées.

A cette époque, quelques milliers de francs inscrits au budget de l'Etat paraissent suffisants pour l'instruction primaire. La gloire militaire absorbait tout ; Napoléon 1^{er} avait besoin de soldats nombreux et braves, peu importait qu'ils fussent illettrés.

Comme l'enseignement populaire, l'enseignement supérieur était négligé, l'empereur n'y voyant qu'un foyer d'idéologues. L'instruction secondaire avait ses préférences, parce qu'il y puisait des officiers et des ingénieurs ; c'est là aussi qu'il trouvera des administrateurs pour imposer sa politique, des versificateurs qui chanteront ses louanges. Pendant une certaine période, les écoles secondaires avaient elles-mêmes retrogradé ; mais elles profitèrent du désarroi prolongé des petites écoles et de la suppression de la gratuité. Le collège de Melun, depuis longtemps fermé, rouvrit ses portes ; Provins, après avoir tenté d'obtenir l'école centrale du département, avait reconstitué son collège sous le titre d'institut, avec exercices publics et distributions de prix. Enfin, les pensionnats deviennent plus nombreux. Citons, pour les jeunes gens, ceux de Nompère, de Gaussoin, d'Hébert, à Fontainebleau ; celui de Lecourt, à Lagny ; ceux de Pihet et de V. Raoult, à Meaux ; celui de Gauthier, à Nemours, cédé ensuite à Abel ; celui de Pascal, à Rozoy. Montereau avait aussi son école secondaire, dont on trouve le palmarès imprimé pour l'année 1808.

De petits pensionnats sont même établis dans des bourgs et de simples villages : à Jouarre, par Mme Tapray, pour les jeunes filles ; à Doue, par le général d'Harville, qui recueille dans son château et fait instruire une quinzaine d'orphelins, fils de défenseurs de la patrie ; à Saint-Germain-Laval, par M^{me} de Goërmans ; à Voisins, commune de Mouroux, par les époux Boniface.

La plupart de ces établissements ne se soutinrent pas. D'autres se formèrent qui n'eurent encore qu'une existence éphémère, comme la pension de jeunes filles ouverte au Mée par M. Badelet, desservant ; celle de M^{me} François, élève d'Isabey, créée à Provins en 1808 ; la succursale des demoiselles de la Légion d'honneur, à Barbeaux ; le collège de Chelles, installé en 1816 par le vicaire Cholet ; les maisons d'éducation de Couilly, de Faremoutiers, de Ponthierry, de Mauperthuis, etc.

Ce fut seulement sous la Restauration (ordonnance du 19 mai 1816, art. 10) qu'on obligea les aspirants instituteurs à subir un examen devant un délégué du recteur, et qu'on délivra des brevets de capacité. Il est vrai que les congréganistes avaient reparu et qu'on n'exigeait d'eux, pour toute garantie de capacité, qu'une lettre d'obédience délivrée par leurs supérieurs.

Dans ces conditions nouvelles, on vit renaître les libéralités d'autrefois. M^{me} de Montagu fonde une école de filles à Fontenay, dans les dépendances de son château; la commune de Thoury-Ferrottes recueille un legs de 400 francs de rente pour l'instruction gratuite des enfants; à Grèz, la comtesse Jollivet (veuve d'un conventionnel), laisse 300 francs par an à l'instituteur (1); à Liverdy, M^{me} Godet de Marson donne une rente de 100 francs pour instruire douze enfants pauvres; à Nangis, M. le comte L. Greffulhe, pair de France, fonde une école d'enseignement mutuel (1817), et M^{me} veuve Prêtre laisse à son tour 50.000 francs de rente (2) pour créer une autre classe, où seront admis gratuitement les écoliers de Nangis et de Fontaine. Dans la suite, ces deux dernières fondations ont été réunies de façon à assurer un meilleur fonctionnement des deux écoles gratuites ouvertes à Nangis pour les enfants des deux sexes (3).

A Nemours venait d'être établie une école d'enseignement mutuel pour les jeunes filles, aux frais de la ville et sous les auspices de M. le comte Germain, préfet (1818).

Vers le même temps, un ancien magistrat melunais, Nicolas-Michel Foix, s'est fait le bienfaiteur du bourg de Chaumes, où il était né. Par son testament du 2 janvier 1821, il a affecté une part de sa succession à la création de bourses pour des enfants de Chaumes, d'Argentières ou de Beauvoir; à la rémunération d'un vicaire chargé d'enseigner la grammaire, la syntaxe et le latin pendant quatre ans à huit garçons de Chaumes, et au paiement du maître d'école qui apprendra à ces huit enfants l'écriture et le calcul.

Alors aussi M. de Cosnac, évêque de Meaux, fut autorisé par ordonnance royale de 1822 à établir à Avon, dans un hôpital supprimé, fondé autrefois par Anne d'Autriche, un petit séminaire qui devait

(1) Testament du 11 octobre 1815. L'autorisation d'accepter le legs est seulement du 17 mars 1821.

(2) Testament; codicile du 17 mai 1824.

(3) Délibération municipale de Nangis, du 31 mars 1831.

disparaître 26 ans plus tard et renaître en ces derniers temps ; en 1824 le prélat songea à organiser un noviciat d'instituteurs (1) dans les bâtiments de l'ancienne abbaye de Chaâge, à Meaux, mais ce projet n'eut pas de suite.

Quatre ans après, la famille de Mun construisait à Lumigny une école tenue par des religieuses, auxquelles un revenu de 800 francs était assuré.

Nous ne pouvons énumérer tous les bienfaits particuliers recueillis sous la Restauration par les écoles de village ; à la vérité, si les écoles devenaient plus nombreuses qu'au temps de l'empire, leur valeur ne laissait guère moins à désirer. Le 21 décembre 1820 le gouvernement avait pourtant créé, pour la première fois, un ministère de l'instruction publique, et dix-huit mois plus tard le ministre prenait le titre de grand-maitre de l'Université.

Comme le rappelait dernièrement à la tribune M. Lenient, député de Provins, les ordonnances de 1816 et de 1828 avaient eu le tort de subordonner l'influence des recteurs et des préfets à celle du clergé ; mais « au lendemain de 1830, un souffle libéral vint ranimer cette grande et patriotique question de l'enseignement primaire, qui avait été étouffée et oubliée sous les fanfares militaires de l'Empire et les cantiques de la Restauration » (2).

Quand intervint la loi du 28 juin 1833, ce fut une véritable régénération. Cette loi, que Victor Cousin appelle la charte de l'instruction primaire, obligea les communes à entretenir des classes élémentaires et exerça partout la plus heureuse influence sur les progrès de l'instruction populaire. Chez nous, en particulier, elle donna naissance à l'école normale d'instituteurs de Melun, qui, ouverte dès 1833, porta bientôt ses fruits, en permettant de recruter des maîtres plus capables et en nombre suffisant.

Le 2 juillet 1833, parut un règlement spécial applicable aux écoles primaires simultanées de l'arrondissement de Melun, où ce mode d'enseignement s'était répandu, comprenant : l'instruction morale et religieuse, en première ligne, la lecture, l'écriture, le calcul, les éléments de la langue française et le système légal des poids et mesures. Des notions de dessin linéaire, de géographie et d'histoire, enfin des leçons de géographie de la France, pouvaient être données aux élèves les plus avancés.

(1) Archives de Seine-et-Marne, 1 T. 1.

(2) Chambre des députés ; séance du 4 mars 1884.

A cette époque, sur 555 communes (réduites à 530 aujourd'hui), 486 avaient des classes ouvertes aux enfants, 49 communes étaient réunies à d'autres pour l'enseignement, et 20 seulement en manquaient encore. Le niveau des connaissances s'élevait graduellement ; il restait à traiter plus convenablement les maîtres, pour lesquels la rétribution des élèves n'offrait souvent qu'une ressource très-insuffisante.

En 1843 le Préfet, dans le rapport annuel qu'il adresse au Conseil général, déclare que l'école normale fournit des sujets plus aptes à la bonne tenue des classes ; « malheureusement, ajoute-t-il, il y a des circonstances qui s'opposent à ce que l'amélioration se généralise ; il y a surtout la difficulté qu'éprouvent les communes pauvres, — ce sont les plus nombreuses, — à remplacer les anciens instituteurs qui ont plus de zèle que de capacité et se contentent d'un traitement dont la modicité éloigne les aspirants plus capables. » Le préfet propose de faire nouveaux sacrifices sur le budget départemental pour élever à 300 fr. au minimum le traitement fixe des instituteurs (1).

En 1849, l'école normale avait fourni au département 239 maîtres, dont 169 étaient encore en exercice ; le directeur recevait un traitement de 2,800 fr. et les maîtres-adjoints (y compris ceux qui enseignaient le dessin et la musique) coûtaient annuellement 4,400 francs. On comptait alors dans Seine-et-Marne 500 écoles communales et 45 écoles privées, plus 43 écoles communales élémentaires et 43 écoles privées spéciales aux jeunes filles. Ces établissements recevaient 38,000 élèves.

En 1865, c'est 642 écoles publiques et 439 écoles libres qui fonctionnent, plus 81 salles d'asile, avec 56,377 élèves primaires, dont le tiers environ jouissait de la gratuité, au moyen de fondations spéciales ou de libéralités des communes.

En 1878, on est arrivé au chiffre de 874 écoles primaires, avec 49,639 enfants, en laissant à part 8,921 enfants qui fréquentent 124 salles d'asile. Le personnel enseignant ne s'élève pas à moins de 4,200 maîtres ou maitresses, dont le traitement moyen est de 1,500 fr. pour un instituteur et de 1,045 fr. pour une institutrice (2).

(1) Délibérations du Conseil général de Seine-et-Marne ; Melun, Michelin, 1843, page 70.

(2) A la suite du décret du 19 avril 1862 il n'y eut plus de traitement inférieur à 700 francs.

Il convient de noter aussi que la somme inscrite au budget de l'Etat, en faveur de l'instruction primaire, qui était de quelques milliers de francs en 1811, se chiffre aujourd'hui par millions !

Si l'on a fait un grand pas, c'est donc seulement depuis une assez courte période, et notre époque peut à bon droit se féliciter du chemin parcouru. Le dernier mot n'est pas dit : le gouvernement actuel, le pays tout entier, ont compris que le progrès ne doit pas s'arrêter là (1). Selon la parole d'un ancien ministre de l'instruction publique : « Le premier peuple est celui qui a les meilleures écoles ; s'il ne l'est pas aujourd'hui, il le sera demain. »

Les pages qui précèdent sont spécialement consacrées à l'instruction primaire ; s'il y est question de l'enseignement à un degré plus élevé, ce n'est qu'incidemment, — le lecteur a pu le remarquer. Qu'il ne nous accuse pas d'oubli, pour n'avoir pas même mentionné certains collèges quand nous avons parlé longuement — trop longuement peut-être — des petites écoles. Ce n'est pas que l'enseignement secondaire ait fait défaut dans ce pays de Brie et Gâtinais, au temps passé ; mais nous avons cru devoir simplement rester dans le cadre que nous nous étions tracé.

En ce qui touche les grandes écoles ou collèges, le sujet demande à être traité séparément.

Sans remonter jusqu'aux célèbres leçons de Robert de Melun, de Guillaume de Champeaux et d'Abailard dans la Brie ; sans parler de quelques-uns des professeurs d'humanités qui enseignaient dans les monastères au ^{xiv}^e siècle et dont il serait facile de faire revivre le souvenir, n'avons-nous pas eu les collèges de Coulommiers, de Provins, de Melun à la renaissance ; celui de Meaux que l'évêque Séguier unit au séminaire avec la prébende préceptoriale en 1645-1647, pour avoir des maîtres capables d'instruire gratuitement la jeunesse depuis les premiers éléments jusqu'à la philosophie exclusivement ; le collège de Juilly, qui a brillé d'un vif éclat sous les noms d'académie royale et de lycée ; celui

(1) Partout maintenant l'école est gratuite. L'étude que nous publions était écrite en grande partie depuis deux ans quand la loi du 28 mars 1882 a rendu l'instruction primaire obligatoire pour les enfants des deux sexes, âgés de 6 ans à 13 ans révolus.

de Nemours, fondé sous Henri IV ; celui de Montereau qui avait en 1700 Couverché-Debalart pour principal ?

Au xvii^e siècle les écoles latines du cardinal de Bissy s'établissent ; un petit séminaire est institué dans les dépendances de l'abbaye de Chaumes par brevet du roi du 24 janvier 1744 ; une maison d'éducation dirigée à Rebais par les bénédictins devient collège royal militaire en 1776 ; enfin, après la révolution, trois écoles secondaires sont rétablies à Melun, à Meaux et à Provins par décrets de l'an XI et de l'an XII ; Fontainebleau eut l'école centrale du département, qui fit place à une école militaire supprimée en 1808 et répartie entre Saint-Germain-en-Laye et Saint-Cyr.

Tels sont les jalons qu'on rencontrera lorsqu'on voudra entreprendre l'histoire de l'enseignement secondaire dans notre pays.

Le champ est assez vaste, des recherches peuvent le rendre curieux à parcourir : peut-être y reviendrons-nous une autre fois.

CONFÉRENCE

SUR LA GÉOLOGIE ET LA PRÉ-HISTOIRE DU DÉPARTEMENT
DE SEINE-ET-MARNE

Faite au comice agricole de Mormant (25 mai 1884)

Par M. l'abbé BONNO

Membre titulaire (*Section de Melun*).

Mesdames et Messieurs,

Dans tous les temps, savoir a été le désir de l'homme. Aujourd'hui, ce n'est plus un désir, c'est un besoin. Tous veulent savoir et tout savoir.

Malheureusement, la science n'est et ne sera jamais le partage que du petit nombre, parce que la science ne s'acquiert que par l'étude et que tous n'ont pas le loisir de s'y livrer.

Et encore ce petit nombre, s'il jette sur les plateaux d'une balance d'un côté ce qu'il sait et de l'autre ce qu'il ignore, il comprend que son bagage scientifique est bien mince et reconnaît que Celui-là seul sait tout qui a créé toutes choses.

L'unique espoir de l'homme d'étude est donc de surprendre quelques étincelles qui émanent du foyer ardent que l'on nomme la science, et lorsqu'il croit les posséder, son devoir est de les faire scintiller au yeux de tous.

En un mot, étudier et vulgariser, telle, à mon avis, doit être la préoccupation de l'homme d'étude.

C'est précisément pour vulgariser une étude peu connue jusqu'à ce jour que je suis venu au milieu de vous, j'y suis venu appelé par des amis, j'y suis venu avec confiance, certain de rencontrer un auditoire bienveillant et sympathique.

Mon intention est de vous parler de la formation des terrains du département de Seine-et-Marne et des instruments primitifs qui ont appartenu aux hommes de Bombon et de Mormant.

FORMATION DES TERRAINS DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE
ET INSTRUMENTS PRIMITIFS DE L'HOMME DE BOMBON.

L'écorce solide que nous foulons aux pieds a une très petite épaisseur, moindre en comparaison que celle de la coquille d'un œuf.

Elle n'est que la 260^e partie du diamètre de la terre.

On sait que si l'on descend à une profondeur au-dessous de la surface du sol, on trouve des températures plus élevées, qui sont indépendantes des saisons.

M. Cordier, qui a réuni un grand nombre d'expériences faites dans les mines et dans les eaux de source, a montré que l'accroissement de la température avec la profondeur n'est pas partout rigoureusement la même ; mais qu'on peut en moyenne admettre que le thermomètre monte d'un degré quand on descend de 33 mètres.

Il en résulte qu'à une profondeur assez faible on trouverait ici, sous le sol de Mormant, des températures capables de fondre le fer et la plupart des corps que nous connaissons.

Ce feu forma des roches, entre autres : le granit, la serpentine, l'obsidienne, la pierre ponce.

Aucun végétal, aucun animal n'aurait pu supporter une si forte chaleur ; la terre était donc inanimée et ce n'est que lorsque la température s'est trouvée peu différente de ce qu'elle est aujourd'hui sous la zone torride que les êtres y ont été créés.

Dès leur première apparition, nous distinguons les quatre embranchements : les vertébrés, les annelés, les mollusques et les rayonnés.

Si nous jugeons par les dépôts de houille que nous rencontrons à cette profondeur, la végétation de cette époque devait être luxuriante.

Nous trouvons en effet des fougères arborescentes, des conifères géants, toutes plantes que l'on ne voit plus que sous la zone torride.

Mais remontons de plusieurs étages et rapprochons-nous un peu de cette dernière couche que nous foulons aux pieds.

Après avoir percé ces bancs de sel dans lesquels, pour la première fois, nous remarquons les ammonites, et avoir traversé ces blocs énormes de calcaires et de fer appartenant aux formations dites jurassiques, nous arrivons enfin aux terrains crétacés.

La craie qui, en grande partie, constitue cette couche, a été formée par la trituration des coquilles et des polypiers. Elle s'étend depuis Auxerre jusqu'à Londres, et depuis Anvers jusqu'à Saumur ; elle sert de base aux terrains de Paris et de Londres, et c'est pour cette raison qu'on lui a donné le nom de couche anglo-parisienne.

Dans plusieurs localités de notre département, nous rencontrons

à la surface de la terre la même craie qu'il nous faudrait, à Mormant, aller chercher à une certaine profondeur.

Ainsi à Barbey, à Montereau, etc., la craie abonde à peu de frais et sans travail. Dans cette craiese trouvent beaucoup d'animaux fossiles.

La craie appartient aux terrains secondaires.

Immédiatement sur cette couche, aux bords de l'Ourcq, du Loing, du Lunain, de l'Orvanne, de l'Auxence et de la Voulzie, nous rencontrons les premières assises des terrains tertiaires, à savoir : le groupe de l'argile plastique composé de sables, d'argiles, de marnes argileuses, de poudingues à cailloux roulés et de lignites.

Sur les bords de la Marne, à Méry, Saâcy, Sainte-Aulde, etc., ce sont des blocs énormes de calcaires grossiers, dits calcaires coquilliers.

Ce calcaire est ainsi nommé parce qu'il est presque entièrement composé de débris coquilliers marins triturés, réunis par un ciment calcaire. Nous l'appelons vulgairement pierre de taille, et c'est avec cette pierre que les villes de Paris, Bordeaux et Marseille ont été bâties.

Au-dessus des calcaires coquilliers, les sables moyens font leur apparition : ils forment une couronne au-dessous de Cocherel, longent les bords de la Théroutanne, de la Biberonne, de la Beuvronne, du canal de l'Ourcq, du petit et du grand Morin, mais seulement jusqu'à Crécy. Ces sables marins renferment des quantités innombrables d'animaux fossiles.

Après les sables moyens, vient le travertin avec gypse en amas.

Le gypse est du sulfate de chaux hydraté, c'est-à-dire renfermant une certaine quantité d'eau :

Acide sulfurique	46
Chaux.	33
Eau	<u>21</u>
	100

Sa formation est attribuée soit à des vapeurs acido-sulfureuses dégagées du foyer central, soit à des sources d'acide sulfurique qui auraient pénétré certains calcaires. Le plâtre dont on se sert n'est que du gypse cuit. On le rencontre à Cocherel, aux Brûlis (hameau de Vendrest), dans le Multien, à Monthyon, Penchard, Quincy et surtout à Chelles.

Au-dessus du gypse, nous trouvons les glaises vertes et les marnes blanchâtres si utiles à l'agriculture.

Ce sont elles qui, mélangées en sage proportion avec les argiles

arables, dans les temps de sécheresse, empêchent la terre de se crevasser et, dans les temps d'humidité, y facilitent l'infiltration des eaux.

Ces marnes, véritable trésor pour l'agriculture, se rencontrent à Vendrest, sur les bords du grand et du petit Morin, de l'Aubertin, de l'Hyères, de l'Ancœur et de la Varvanne.

Le travertin supérieur, ou argile à meulières inférieures, ou argile de Brie qui suit l'étage précédent, couvre une grande partie du département de Seine-et-Marne, surtout les plateaux de Bassevelles, de Rebais, de Lumigny et de Mormant.

Enfin, nous arrivons aux sables supérieurs.

Presque tous connaissent les carrières de sables qui environnent Mormant, celles de Beauvoir, de Verneuil et de Bombon.

Pretons celle de Bombon pour type, nous y trouverons la clef du mystère qui a présidé à la formation du sol que nous foulons aux pieds.

Ces sables sont, comme altitude, à 114 mètres au-dessus du niveau de la mer, ils ont environ 5 mètres de puissance.

Immédiatement, sur ces sables, est superposée une légère couche d'argile d'environ 0^m10 c.

A la surface de cette couche d'argile, l'homme a vécu. Nous en avons pour preuve les débris de charbons qui ont servi à son foyer, les céréales qu'il y a laissées, les outils qu'il y a travaillés.

Voici du blé trouvé dans cette carrière, il y a quelques années, et dont beaucoup d'entre vous ont entendu parler. C'est le *Triticum vulgare antiquorum* ; le grain est elliptique et petit. A son aspect, on a cru d'abord qu'il avait été calciné par un incendie ; c'est une erreur. Lors de sa découverte, ce blé était aussi beau, aussi frais que celui que vous semez et récoltez.

Au fond des lacs de la Suisse, lorsque les eaux sont claires et limpides, on aperçoit des poires, des pommes, des châtaignes et aussi des céréales ; ce sont des fruits, des grains qui ont appartenu aux hommes des cités lacustres.

A travers les eaux, ces restes de l'homme antique paraissent aussi beaux et aussi vermeils que s'ils étaient encore suspendus à leurs branches ou renfermés dans leurs épis.

Mais, dès l'instant qu'ils sont retirés de la profondeur des eaux, se trouvant en contact avec l'air, ils se contractent et se carbonisent. Voilà le phénomène qui s'est produit pour le blé de Bombon.

Les premiers hommes connaissaient donc le blé ; en voici une preuve évidente, et cette découverte confirme la tradition qui, suivant la mythologie égyptienne, fait hommage du blé au dieu Isis ; suivant la mythologie grecque, à la déesse Cérès, et suivant la doctrine juive et chrétienne, à Dieu même : *Tu mangeras ton pain à la sueur de ton front.*

Avec ce blé, nous trouvons sur cette couche d'argile des quantités d'instruments ayant appartenu à l'homme de Bombon. Ces objets sont en silex pyromaque d'eau douce, uniformes et représentant tous une pointe de flèche.

La face inférieure est taillée d'un seul éclat et laisse voir le bulbe ou coup de percussion.

La face supérieure est taillée à plusieurs éclats, toujours dans le sens de la formation d'une pointe de flèche, et parfois retouchée.

Ce qui étonne, c'est de rencontrer toujours la même forme d'instruments, et cette forme, dans tous les pays, est la même (c'est le type du Moustiers, Dordogne) ; de telle sorte qu'en voyant en n'importe quelle contrée, un objet taillé de cette façon, vous pourrez dire sans crainte de vous tromper : cet objet a été travaillé par un homme contemporain de l'homme de Bombon.

Cet homme de Bombon fut anéanti par un cataclysme épouvantable et englouti sous les eaux.

Les traditions de tous les pays, de toutes les religions, nous appuient dans cette conviction, et la géologie de la localité nous en donne des preuves incontestables.

En effet, voici des blocs énormes de grès, mesurant en moyenne de 4 à 5 mètres de puissance, tous arrondis et affaîssés dans une terre essentiellement argileuse.

Le grès, vous le savez, croît par juxtaposition, c'est-à-dire quand des grains de sable viennent s'ajouter aux autres grains déjà coagulés ; or, vous l'avez remarqué tous les jours, ces grès gisent en pleine argile et non au milieu des sables, et comme l'argile est incapable de remplacer le moindre grain de sable dans la formation du grès, il faut en conclure que ces grès sont des blocs erratiques et d'une provenance étrangère.

La provenance, à mon avis, la voici : c'est Fontainebleau.

A un moment donné, des eaux torrentielles inondèrent la terre habitée par l'homme de Bombon ; cette pluie continue détrempa les dix centimètres de la couche argileuse placée sur les sables supé-

rieurs. Les eaux ayant atteint une hauteur considérable, produisirent, par leur poids énorme, des oscillations du sol; des blocs considérables se détachèrent de la chaîne de rochers qui allait de Fontainebleau à Malesherbes.

Ces blocs roulant sur eux-mêmes et dans tous les sens arrondirent leurs arêtes. Pierres, sables, argiles, calcaires, tout cela mélangé dans les eaux produisait une mer de boue.

Or, il est un fait établi par les travaux de Dubuat : tant qu'une eau courante est animée d'une vitesse dépassant 1 m. 20 par seconde (720 m. par heure), les limons en suspension ne déposent pas. Dès que la vitesse s'abaisse au-dessous de 0 m. 20 c., il se forme brusquement un premier dépôt des limons grossiers; puis les limons fins s'abaissent lentement comme un nuage et forment un second dépôt au-dessus du premier.

C'est précisément ce que vous pouvez constater tous les jours.

Visitez n'importe quelle carrière de sables supérieurs, à Verneuil, Beauvoir ou Bombon, et vous remarquerez tout d'abord enfouis dans cette couche d'argile, qui a précédé l'époque diluvienne, des blocs énormes de grès, puis un lit de callots roulés, sur ces callots un dépôt d'environ deux mètres de limons grossiers, et à la surface un limon d'une finesse extrême qui semble avoir été déposé avec la plus grande délicatesse.

C'est ce limon fertile qui constitue la terre arable du département de Seine-et-Marne.

INSTRUMENTS PRIMITIFS DE L'HOMME DE MORMANT.

La race humaine n'était cependant pas détruite : Deucalion est sur le mont Parnasse, pour les payens, et Noé sur le mont Ararah, pour les Juifs et les Chrétiens, le père du genre humain renouvelé.

Ce qui semble aujourd'hui prouvé par la linguistique, qui dans ces derniers temps a fait de si grands progrès, c'est que l'homme qui apparaît plus tard à Mormant et que nous allons maintenant étudier, venait de l'Asie, avait traversé la Russie méridionale; suivi le Dniéper; puis, après avoir dépassé Ulm et Cronstadt, s'était répandu à l'ouest et au nord, dans les vallées du Rhin, de la Seine et de la Marne, et ainsi était venu se fixer dans la plaine que nous habitons.

Cet homme nous a laissé quantité d'objets qui lui ont appartenu :

1° Des nuclei ou masses de silex sans forme déterminée, dont on détachait des lames plus ou moins épaisses qui servaient ensuite pour la confection des divers objets ;

2° Des perceurs, c'est-à-dire des marteaux en pierre ;

3° Des pilons ;

4° Des grattoirs, des lames de couteaux, parfaitement conservés ;

5° Des haches et hachettes en silex pyromatique, en diorite, en serpentine, en jade ;

6° Des polissoirs ;

7° Une quantité de flèches ;

8° Des sifflets en argile, ayant la même forme que les embouchures de flûte d'aujourd'hui ;

9° Des perles en pierre très-bien perforées ;

10° Des amulettes en serpentine, etc.

Je pourrais vous parler de certains bronzes et des meules à moudre le grain trouvés dans la localité, mais je dépasserais le programme que je me suis tracé.

En terminant, Mesdames et Messieurs, je désire vous faire remarquer que s'il est impossible à l'homme de tout savoir, il lui est du moins très facile de savoir quelque chose de ce grand tout.

Certes, aujourd'hui, les moyens ne manquent pas à celui qui désire s'instruire, il n'a qu'à ouvrir les yeux, prêter l'oreille, étendre la main pour toucher, voir, entendre, comprendre et savoir.

Que ne fait-on pas pour vulgariser la science ?

Visitez la dernière classe du département de Seine-et-Marne et, à côté de la bibliothèque qui donne la théorie, vous trouverez le musée scolaire qui enseigne la pratique.

L'enfant voit ces gravures, ces collections, ces objets dont son maître lui parle, non seulement il les voit, mais encore il les touche, et dès lors, il sait.

L'explication la meilleure eût été incapable d'éveiller en lui la moindre idée ; l'objet s'est chargé d'être le professeur et il a réussi.

Vous-mêmes, vous m'avez compris, parce que vous avez vu et touché les objets dont je viens de vous parler : ces couteaux, ces haches, ces flèches en silex, en serpentine, vous disent quelque chose parce que vous les avez sous les yeux et que ma parole n'est pas pour vos oreilles un son vide de sens.

Encore, tous vous avez étudié le département de Seine-et-Marne.

Eh bien ! vous êtes-vous jamais rendu compte comme aujourd'hui, au moyen de cette carte en relief, de sa forme si nettement dessinée par ses deux versants, la Seine et la Marne ?

Avez-vous jamais remarqué, comme en ce moment, la différence des altitudes : Cocherel, à 209 mètres au-dessus du niveau de la mer ; Seine-Port à 34 mètres ; Mormant, cet endroit que nous foulons précisément aux pieds, à 106 mètres ? Avez-vous jamais remarqué ces villes et ces villages dans les vallées, en amphithéâtre, ou sur les hauteurs ?

Non, c'est la première fois que d'un seul coup d'œil, vous embrassez dans toutes ses formes et dans sa réalité le département que vous habitez. Et si votre intelligence est ainsi frappée, c'est parce que cette carte est à la fois et théorique et pratique et que, pour y voir clair, il suffit de ne pas se mettre un bandeau sur les yeux.

C'est pour cette raison que ce travail a trouvé place dans les endroits publics : dans les mairies et écoles.

Déjà le Conseil général en a doté les écoles normales et supérieures ; mais ce n'est pas là, à mon avis, que la carte en relief est appelée à rendre le plus de service ; elle est, dans mon idée, destinée aux enfants qui n'ont que peu de temps à passer sur les bancs de l'école, qui doivent beaucoup apprendre en quelques années et auxquels, par tous les moyens possibles, il faut faciliter le travail ; en un mot, cette carte géologique en relief est avant tout pour nos écoles de campagne.

Puisse-t-elle être utile à ces enfants, et certes l'auteur n'aura pas perdu son temps si, avec une connaissance approfondie du département, il a réussi à inculquer dans les cœurs l'amour du sol natal.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE NEUVIÈME VOLUME

	Pages.
Composition du bureau central et des bureaux de sections.....	V
Liste des sociétaires.....	VII
Liste des membres correspondants.....	XVII
Liste des sociétés correspondantes.....	XX

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

Séance générale et publique tenue à Melun le 10 juin 1878.....	1
Séance générale et publique tenue à Provins le 2 juin 1879.....	11
Séance générale et publique tenue à Meaux le 17 mai 1880.....	24
Séance générale et publique tenue à Meaux le 29 mai 1882.....	32
Séances de la section de Melun-Fontainebleau (1877-1880).....	42
Séances de la section de Meaux (1877-1880).....	100

MÉMOIRES

Lizy-sur-Ourcq. La Seigneurie au XVIII^e siècle , par M. L. Benoist, conseiller général, membre titulaire (section de Meaux).....	159
Jaigues, canton de Lizy-sur-Ourcq, notice historique et statistique du XII^e au XIX^e siècle , par M. L. Benoist, conseiller général, membre titulaire (section de Meaux), et M. Adrien, instituteur à Jaigues.....	201
Étude historique sur l'ancien Château, la Seigneurie, les Seigneurs et les Hôtes de Bois-le-Vicomte, à Mitry-Mory , par M. Th. Lhuillier, secrétaire général de la Société.....	261
La Taille dans l'élection de Rozoy (1707-1738) , par M. Alphonse Gallery, membre titulaire (section de Melun).....	281
Souvenirs de l'Archiduc de Provins , par M. Boquet-Liancourt, président de la section de Meaux.....	297
Une représentation théâtrale au XVIII^e siècle , par M. Jules Michelin, vice-président de la section de Provins.....	307
Recherches historiques sur l'Enseignement primaire dans la Brie , par M. Th. Lhuillier, secrétaire général de la Société.....	315
Conférence sur la Géologie et la Pré-Histoire du département de Seine-et-Marne , faite au Comice agricole de Mormant, le 25 mai 1884, par M. l'abbé Bonno, membre titulaire (section de Melun).....	334

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE

SCIENCES, LETTRES ET ARTS

DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE

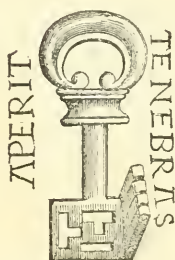
SCIENCES, LETTRES ET ARTS

DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

Fondée à MELUN, le 16 mai 1861

DIXIÈME VOLUME

(1894)



FONTAINEBLEAU

M. E. BOURGES, IMPRIMEUR BREVETÉ

32, rue de l'Arbre-Sec

—
1894

LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

MM.

- AUBERGÉ (Ernest), docteur en droit, propriétaire à Melun.
BALANDREAU, député, maire de Melun.
BAZIN, conducteur des ponts et chaussées, à Melun.
BEAUVILLIERS (Maxime), juge de paix à Patay (Loiret).
BÉGIS (Alfred), avocat, à Paris, boulevard Sébastopol, 16.
BERNARDIN (Camille), avocat, cons^r général, à Brie-Comte-Robert.
BERNIER (Emile), homme de lettres, à Paris, boul. de Strasbourg, 71.
BESOUL, ancien maire, à Favières.
BLAVOT (Eug.), conseiller de préfecture honoraire, membre du conseil général, à Rebais.
BOUDIER, pharmacien, à Melun.
BOUÉ, directeur des contributions indirectes, à Melun.
BOURGES, imprimeur, à Fontainebleau.
BOURQUELOT (Émile), adjoint au maire de Provins.
BRANDIN (Arthur), agriculteur, à Galande (Réau), par Lieusaint, président de la Société d'agriculture de Melun.
BULOT (Prosper), architecte du département, à Melun.
BUREAUD-RIOFFREY, médecin, à Bois-le-Roi.
CALLERY (Alphonse), à Paris, boulevard Saint-Germain, 16.
CASRON, directeur des contributions directes en retraite, à Melun.
CHANTECLER, agriculteur, à Limoges-Fourches.
CHOISEUL (comte Horace de), anc. député, à Paris, r. de Rivoli, 232.
CHOULLIER, juge de paix, à Érvy (Aube).
CHRISTIAN, archéologue et artiste peintre, à Paris.
COLLOMBIER, directeur des domaines, à Tarbes.
CONSTANT (Ch.), avocat, à Paris, boulevard Saint-Michel, 48.
CRÈVECŒUR (R. de), maire de Lésigny, associé correspondant de la Société des antiquaires de France.
DELACOURTIE, propriétaire à La Planche (Perthes).
DELBET (docteur), député, maire de La Ferté-Gaucher.
DROSNE, imprimeur, à Melun.
DURUS, agriculteur, au Saussoy (Érvy-les-Châteaux).
DUMOUTIER, inspecteur de l'enseignement au Tonkin, à Hanoï.

- DUPONT (Adrien), à Paris, rue Vandamme, 65.
FISCHER, chef de division à la préfecture, à Melun.
GARNUCHOT, professeur au collège, à Melun.
GILLET (docteur), propriétaire, à Paris.
GUILLAUME, membre de l'Institut, directeur de l'École française des Beaux-Arts, à Rome; aux Fourneaux (Le Mée).
GUILLON (Félix), à Orléans, venelle de la Boesche.
HARCOURT (comte Bernard d'), ancien ambassadeur, à Melz-s.-Seine.
HAUT (Marc de), conseiller général, maire de Sigy.
HOUDART, greffier du tribunal civil, à Melun.
HÉRON DE VILLEFOSSE (Antoine), membre de l'Institut, à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, 80.
HUGUES, archiviste du département de Seine-et-Marne, à Melun.
LABICHE, ancien chef de division à la préfecture, à Melun.
LATOUR, ancien receveur municipal, à Melun.
LEBEUF DE MONTGERMONT (comte Georges), propriétaire, au château de Montgermont (Pringy).
LEBRUN, avoué, à Lisieux.
LEFEBVRE (Ch.), ancien député, à Avon.
LE BLONDEL, imprimeur-libraire, à Meaux.
LELIÈVRE, avoué, à Melun.
LEROY (Gabriel), bibliothécaire-archiviste de la ville de Melun, correspondant honoraire du ministère de l'instruction publique pour les travaux historiques.
LHUILIER, chef de division à la préfecture, à Melun, correspondant du ministère de l'instruction publique pour les travaux historiques et les Beaux-Arts.
LIORÉ (Georges), conseiller d'arrondissement, à Moret.
MARC, vice-président du conseil de préfecture, à Melun.
MARICOURT (de), propriétaire, à Vieux-Maisons, par Champcenest.
MASHRENIER (docteur), médecin, à Melun.
MICHELIN, imprimeur, à Melun.
MONTAUT, député, à Paris, avenue de Villiers, 107.
MOREL (René), publiciste, à Melun.
MORILLON, à Paris, rue Marie-Louise, 9.
MUN (marquis de), propriétaire, à Lunigny.
NIVET, conseiller général, à Melun.
POUSSIÉ, docteur en médecine, au Châtelet.
QUESVERS (Paul), agréé au tribunal de commerce de Montereau.
RABOURDIN (Charles), homme de lettres, à Hériey.
RESBECQ (comte Eugène de), à Paris, passage Stanislas, 3.

RICHÉ, conseiller général, maire de Vulaines-sur-Seine.
RONSIN, architecte, à Fontainebleau.
ROTHSCHILD (baron Alph. de), prop^{re}, au château de Ferrières.
SABOT, chef de bureau à la préfecture, à Melun.
SÉGUR (comte Louis de), conseiller général, à Lorrez-le-Bocage.
SÉNÉCHAL, conseiller de préfecture, à Melun.
SWARTE (Victor de), trésorier-payeur général, à Melun, correspondant du ministère de l'instruction publique pour les travaux historiques et les Beaux-Arts.
TABOURET (docteur), à Fontainebleau.

COMPOSITION DU BUREAU

(SECTION DE MELUN).

Président : M. G. LEROY.
Vice-président : M. Th. LHUILLIER.
Secrétaire : M. FISCHER.
Trésorier : M. HOUDART.
Archiviste-bibliothécaire : M. BAZIN.

MEMBRES CORRESPONDANTS

MM.

BARTHÉLEMY (Anatole de), membre de la Société des Antiquaires de France et du Comité des travaux historiques, à Paris, rue d'Anjou-Saint-Honoré, 9.
BERTRAND (Alexandre), cons^r du musée de St-Germain-en-Laye.
BRÉAN, ingénieur, membre de plusieurs sociétés savantes, à Gien.
CHABOUILLET, conserv^r, sous-direct^r à la Bibl. nat^{le}, à Paris.
COTTEAU, présid^t de la Soc. des sc. histor. de l'Yonne, à Auxerre.

- DUBOIS, membre de la Société des Antiq. de Picardie, à Amiens.
DU CHATELLIER, homme de lettres, à Pont-l'Abbé (Finistère).
DURUY, membre de l'Académie française, ancien ministre de l'instruction publique, à Villeneuve-Saint-Georges.
FONTAINE DE RESBECQ (vicomte Léonce), ancien magistrat, à Paris.
FONTAINE DE RESBECQ (baron Hubert), à Paris.
GABRY, ancien conseiller d'arrondissement, à Melun.
GAUGUET (Élie), éditeur et homme de lettres, à Paris.
JOUIN (Henri), secrétaire de l'école des Beaux-Arts, à Paris.
KERCKHOFFS, prof. de langues étrang., docteur ès lettres, à Paris.
MONTAIGLON (Anat. de), professeur à l'école des Chartes, à Paris, place Royale, 9.
MOREAU (Frédéric) père, à Fère-en-Tardenois.
MOREAU (Frédéric) fils, à Fère-en-Tardenois.
SABY, principal du collège de Châtellerault.
TOULOUZE, archéologue, à Paris.
VASCO (de), homme de lettres, à Paris.
-

SOCIÉTÉS CORRESPONDANTES

La liste des Sociétés correspondantes a été insérée dans le 9^e volume.

ALLOCUTION

Prononcée par M. G. LEROY, président

Dans la séance du 5 juillet 1891.

MESSIEURS,

Appelé par vos suffrages à l'insigne honneur de présider nos séances, ma première parole doit être l'expression de ma reconnaissance envers vous, qui avez poussé l'indulgence jusqu'à me choisir, alors que tant d'autres de nos confrères étaient plus capables d'arrêter votre attention. Elle doit être aussi la manifestation d'un profond sentiment de regret, que vous partagez tous, pour la perte de l'homme éminent qui dirigeait nos travaux avec des qualités que je ne peux me rappeler sans être effrayé de mon insuffisance à lui succéder.

Ce qui diminue ma crainte, Messieurs, c'est l'espoir que votre bienveillance me soutiendra, jusqu'au jour où vous me déchargerez de l'honorable mission que vous m'avez confiée, et que je n'ai acceptée qu'avec la pensée de la voir transmettre, à l'expiration de l'année, comme cela se pratique dans plusieurs sociétés, à un autre de nos confrères, plus compétent que moi, de manière à établir une sorte de roulement, qui appellera successivement chacun de nous à la présidence et l'initiera à l'administration de notre communauté.

J'ai maintenant, Messieurs, le douloureux devoir de parler des pertes regrettables que la Société a faites en ces derniers temps et dont le souvenir est encore présent à votre mémoire. Ces pertes sont nombreuses : MM. Foucher de Careil, Eynard, Chapu, Bancel, Buval, Doigneau, et, avant eux, MM. Dégout, Delaforge, Fréteau de Pény, Decourbe, Cotelle, nous ont été enlevés par la mort.

Vous savez tout l'intérêt que M. Foucher de Careil portait à notre Société, dont il avait accepté la présidence malgré ses multiples occupations. Il ne se contentait pas de la présider et de l'admini-

nistrer. Il prenait une part active à ses travaux en faisant assez souvent, au sein des séances, de véritables conférences sur des sujets d'histoire, de géographie, d'archéologie, d'économie politique. Ses études, ses lectures, ses voyages, lui fournissaient des éléments de discours, d'allocutions et de récits qui tenaient ses auditeurs sous le charme de sa parole facile, éloquente, toujours agréable. Combien de fois, lorsque l'ordre du jour était peu fourni, n'y suppléa-t-il pas par ses improvisations sur des sujets se rattachant à nos travaux ?

Vous lui avez donné un successeur comme président ; ce successeur ne saurait avoir la prétention de le remplacer sur aucun des points qu'il abordait, qui lui étaient familiers en quelque sorte, et où il excellait. Je m'arrête, Messieurs, car ces souvenirs ne peuvent qu'aviver la douleur que nous cause la mort de notre regretté et savant président, M. le comte Foucher de Careil.

M. le docteur Bancel assistait de temps à autre à nos réunions. Comme M. Foucher de Careil, il avait de nombreuses fonctions qui ne le rendaient pas maître de son temps. Sans prendre une part active à nos recherches et à nos labeurs, il s'y intéressait néanmoins, il les aimait, comme enfant de Melun qu'il ne quitta jamais, comme bibliophile ayant le goût des beaux et bons livres, comme attaché aux choses du passé, à l'histoire, qui nous fait mieux comprendre, par une suite d'observations et de déductions morales, les faits du présent et leurs conséquences dans l'avenir.

Maire de Melun pendant vingt ans, M. le docteur Bancel encouragea la Société d'archéologie. Dans les travaux municipaux, dans les démolitions et les fouilles, il ne manqua jamais de recommander aux ouvriers la conservation des objets d'antiquités qu'ils pourraient trouver, et c'est ainsi que, de son temps, les collections de l'Hôtel de Ville se sont augmentées de débris intéressants ou curieux. Il apporta la même sollicitude pour l'accroissement de la collection bibliographique locale à la bibliothèque de la ville. Sur sa proposition, le conseil municipal vota, en 1887, un crédit suffisant dans le but d'acquérir, à la vente des collections de l'abbé Dégout, des livres, dessins et gravures concernant spécialement la ville de Melun et le département de Seine-et-Marne. Si les travaux du docteur Bancel ne figurent pas dans les publications de la Société, vous voyez, Messieurs, qu'à sa manière, lui aussi fut un membre actif de notre association.

M. Eymard, conseiller de préfecture honoraire, que nous avons perdu au mois de décembre dernier, avait été l'un de nos membres

fondateurs. C'était un esprit ouvert, observateur, et qui savait écouter. Assidu à toutes nos séances, il prenait part aux discussions en y apportant les avis que lui dictaient son savoir et une saine raison. Il avait assumé la tâche d'administrer les finances de la Société, tâche ardue qu'il remplit avec dévouement jusqu'à sa mort. Nous devons à cet estimable collègue, avec lequel nous n'eûmes jamais que d'agréables relations, un tribut de reconnaissance et de regrets.

La France s'est émue de la mort prématurée d'un autre de nos meilleurs collègues, d'un grand artiste dont la perte est une cause de deuil inoubliable pour tous les amis des arts. M. Henri Chapu, qui joignait à une grande modestie un incomparable talent, nous a été enlevé inopinément, dans la force de l'âge, au mois d'avril dernier. Dès la création de la Société archéologique, M. Chapu fut des nôtres; il tint à donner cette preuve d'estime à ses concitoyens et à encourager une association qui avait inscrit dans son programme l'étude des arts anciens et modernes. Ce grand artiste, qui assistait quelquefois aux séances, avait un culte intime pour son pays natal voisin de Melun, pour la petite commune du Mée, lieu de sépulture de sa famille, où il a voulu lui-même être inhumé. Il y avait fondé, avec les maquettes de toutes ses œuvres, un musée d'une haute valeur, où il est possible de suivre le développement de son talent, et que sa mort rend plus précieux encore. Melun possède aussi plusieurs statues et bas-reliefs signés de lui.

C'est à la suite d'une séance de la Société d'archéologie, en 1867, dans laquelle il avait été question du passage de Jeanne d'Arc à Melun, que l'idée lui vint de doter la ville d'un médaillon de l'héroïne, en souvenir de cet événement. Il m'en informa par une lettre personnelle, la municipalité accueillit avec empressement la proposition, et c'est à cette circonstance que le chevet de l'église Saint-Aspais doit l'ornement de la représentation en ronde bosse de la Pucelle d'Orléans, qui contribua à délivrer Melun du joug des Anglais en avril 1430.

C'est peut-être à cette même circonstance, qu'après les désastres de 1870, qui rappelaient ceux de la guerre de Cent-Ans, notre éminent collègue eut la pensée de sa belle statue de Jeanne d'Arc entendant ses voix mystérieuses, qui exprime si bien, avec des sentiments de douleur patriotique, l'énergique résolution de sauver la France. Ainsi, la première inspiration de M. Chapu d'exercer son talent à faire revivre l'image de l'héroïne lui vient des souvenirs que notre Société avait consacrés à celle-ci.

D'autres ont dit ce que l'art devait à ce grand artiste, qui savait allier la beauté, la délicatesse, le fini, la pureté des lignes de la statuaire antique au goût et aux exigences de notre temps. Je suis incompetent pour apprécier son talent, mais il m'est permis de dire, à moi qu'il honorait de son amitié, que ce sera la gloire de la Société archéologique de Seine-et-Marne d'avoir compté M. Henri Chapu au nombre de ses membres titulaires. Nos regrets et notre douleur s'augmentent à la pensée qu'il était jeune encore quand la mort nous l'a ravi, et que l'art contemporain a perdu en lui un de ses maîtres et de ses plus illustres représentants. Depuis longtemps, l'Institut lui avait ouvert ses portes, il avait obtenu les plus hautes récompenses aux expositions de Paris, et la croix d'officier de la Légion d'honneur, qu'on ne prodigue pas aux artistes, avait affirmé son talent.

La mort nous a également enlevé un autre de nos membres, dans toute la force de la vie, M. Paul Buval, architecte à Melun, ancien élève de l'École des Beaux-Arts. On le voyait de temps à autre à nos réunions. Appelé par ses travaux professionnels à la restauration d'anciens édifices, d'églises notamment, il y apportait le goût de l'art architectural des temps passés. Il s'efforçait de rester dans les limites du style primitif de l'édifice qu'il restaurait ou reconstruisait, et sut éviter l'écueil où succombent certains architectes, auteurs d'anachronismes qui font le désespoir des archéologues. Dans nos séances, les avis de M. Buval étaient écoutés et goûtés.

Le 4 mai dernier, M. Edmond Doigneau, de Nemours, mourait dans un âge peu avancé. Membre titulaire de la Société, il s'occupait spécialement de l'étude des monuments mégalithiques. Il fit de bien intéressantes découvertes dans l'arrondissement de Fontainebleau, signala des menhirs, des dolmens, des polissoirs restés ignorés jusqu'à présent, assura leur conservation en les faisant classer au rang des monuments historiques, explora des ateliers de silex taillés et polis, remit en lumière, en un mot, les populations primitives qui vivaient dans le bassin du Loing et ses affluents à une époque remontant aux premiers âges de l'apparition de l'humanité dans notre pays. M. Doigneau était tout dévoué à ces études spéciales; il s'y consacrait avec autant de zèle que de savoir, et fit à diverses reprises, à Nemours et à Melun, des conférences sur les recherches qui lui étaient chères. La Société a perdu en lui un bon et excellent collègue, animé du feu sacré qui fait le véritable archéologue.

Nous avons aussi perdu M. l'abbé Fréteau de Pény, un de nos membres fondateurs, qui fut, au début de la Société, vice-président de la section de Melun. Il savait beaucoup, s'exprimait avec une grande facilité, possédait une douce éloquence, et fut assidu à nos réunions jusqu'au jour où il entra dans les ordres. Postérieurement, on ne l'y vit plus, mais il fit toujours partie de la Société, dont les travaux l'intéressaient. Quand il est mort, il y a deux ans, ayant conservé sa belle intelligence jusqu'à son dernier soupir, on a pu dire de lui que c'était un beau livre, une véritable encyclopédie qui se fermait.

Peu de temps après M. l'abbé Fréteau de Pény, en la même année 1889, mouraient à quelques semaines d'intervalle, deux autres de nos membres fondateurs, MM. Decourbe et Cotelte, artistes peintres, qui, en plusieurs circonstances, rendirent des services à la Société par l'exécution de dessins d'antiquités qui accompagnent nos bulletins. Tous deux, originaires de Melun, firent de nombreuses vues de cette ville, avant sa transformation, quand elle conservait encore sur plusieurs points sa physionomie du moyen âge, ses vieilles rues, ses débris de remparts et de tours, ses bords pittoresques de la Seine non limités par des quais, ses vieux moulins chancelants sur leurs pilotis et qui donnaient aux ponts un aspect dont on n'a plus d'idée aujourd'hui. A ce sujet, j'exprimerai le vœu de voir un jour ces curieux documents de topographie locale — conservés par les familles de nos excellents confrères — venir prendre leur place naturelle dans les archives de Melun, à la Bibliothèque municipale ou à la Préfecture.

Avant ces honorés confrères, la section de Melun avait aussi perdu M. Édouard Desprez, qui se livrait à de savants travaux sur le droit pénal; M. l'abbé Dégout, collectionneur émérite; M. l'abbé Delaforge, qui écrivit des brochures historiques sur Seine-et-Marne, et fut le premier à éclaircir le passé de Blandy-les-Tours, où il était né. Membres fondateurs de la Société, ils lui restèrent fidèles jusqu'à la mort, datant déjà de quelques années.

Les pertes que je viens de rappeler doivent nous faire réfléchir sur l'avenir de notre Association. Tant de morts, s'ajoutant à des départs et des démissions, ont réduit considérablement son effectif. Sur les champs de bataille, quand les soldats tombent frappés par les balles ennemies, les survivants ont coutume de s'écrier : Serons les rangs!... Nous, au contraire, nous avons le devoir de dire : — Ouvrons nos rangs, appelons parmi nous, pour combler les vides, pour assurer la durée d'une œuvre utile, des jeunes

gens qui en seront l'avenir et perpétueront sa vie, des hommes mûrs, des vieillards aussi, si nous pouvons en décider à se joindre à nous, pour profiter des leçons de leur expérience.

L'existence de la Société d'archéologie de Seine-et-Marne est à ce prix. La section de Melun en est le rameau principal, ne le laissons pas périr. Voyez autour de nous : Les sections de Fontainebleau, de Provins, de Coulommiers, qui ont eu une vie active, comme en témoignent nos premiers bulletins, sont aujourd'hui dissoutes ou à peu près et sans grand espoir de renaître jamais. Meaux — et c'est avec un vif regret que je le constate, — la section de Meaux veut vivre à son gré, de sa vie propre et personnelle. C'est encore un rameau qui se détache du tronc commun, aujourd'hui représenté par la seule section de Melun-Fontainebleau qui conservera, malgré vents et marées, le titre de : Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne.

Soutenons donc le drapeau d'une association déjà vieille de près de trente ans, dont la vie affaiblie aujourd'hui, mais facile à ranimer, n'est pas sans honneur. Ouvrons nos rangs, recherchons de nouveaux adhérents, inspirons-nous de l'ardeur des fondateurs pour donner à nos travaux une impulsion nouvelle, pour dissiper et guérir l'atonie de ces derniers temps.

Ayons à cœur de ne pas laisser périr entre nos mains une association qui a rendu des services au département, en faisant connaître son histoire ou en appelant l'attention du public et des autorités administratives sur des monuments, édifices ou ruines, dont il convenait d'assurer la conservation.

Il convient d'agir. Votre bureau, messieurs, ne faillira pas à la mission que vous lui avez confiée. Fort de votre appui, il essaiera de ranimer les forces vives de notre Société en ne négligeant pas la tenue des séances, en faisant opérer le recouvrement des cotisations, non de toutes celles qui sont arriérées, mais seulement depuis l'année 1890, et en poursuivant, dans les limites de ressources désormais restreintes, la publication régulière d'un bulletin. C'est par le bulletin que ceux de nos confrères, trop éloignés de Melun pour assister exactement aux séances, verront que la Société vit et prospère, qu'elle poursuit son but, et qu'elle mérite les adhésions et les encouragements que nous recherchons.

Pour cette œuvre, nous avons besoin du concours de tous, et ce concours, nous l'espérons, ne saurait nous faire défaut. Chacun de nous peut s'y employer, et nul ne doit s'effrayer du titre principal de notre Société. Nous ne sommes pas seulement une Société

archéologique, nos travaux sont plus complexes. Ils sont aussi scientifiques, littéraires, artistiques, c'est-à-dire qu'ils s'appliquent à toutes les branches des connaissances intellectuelles et à leurs manifestations.

Le programme est vaste, prétentieux peut-être. Les fondateurs ont dû l'adopter, lors de la création de la Société, en 1864, pour rassurer tous ceux de nos concitoyens que le seul titre de Société archéologique aurait pu écarter ou effrayer. En effet, combien compte-t-on de purs archéologues dans Seine-et-Marne?

L'archéologue n'est-il pas le *rara avis* de nos régions? Mais on y trouve en grand nombre des personnes adonnées aux professions libérales et dont l'intelligence et le savoir peuvent trouver facilement à s'exercer dans le goût ou la culture des sciences, des lettres et des arts. Pour ce motif, notre association a dû se faire éclectique, dans l'espoir de grouper ceux de nos concitoyens qui ne restent pas indifférents aux manifestations des œuvres de l'esprit humain.

Cette digression m'a paru nécessaire pour démontrer qu'en dépit des apparences, les éléments de recrutement de nouveaux membres ne font pas défaut, et que ceux-ci ne doivent pas invoquer soit leur modestie, soit leur inaptitude, pour faire partie de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne.

Le programme qu'elle embrasse peut donner satisfaction aux préférences et aux connaissances de chacun. Si même, nos futurs confrères ne prennent pas tout d'abord une part active à nos travaux, nous leur serons reconnaissants de leur adhésion, de leur assistance aux séances, de leur bienveillante attention. Le goût de nos études les gagnera; ils voudront, j'en suis convaincu, nous faire participer aux leurs, quelles qu'en soient la direction et la base, fussent-elles même tournées vers la poésie. Ai-je besoin de le rappeler, notre société a eu ses poètes; plusieurs d'entre nous se souviennent encore du temps où l'un de nos bons confrères, vieillard contemporain du dernier siècle, nous disait des fables pleines de naturel et de bonhomie.

Je me plais à rappeler ces souvenirs déjà lointains, parce qu'ils ont des senteurs de jeunesse agréables à fleurir, comme a dit Ronsard, et pour montrer surtout que nos réunions ne sont pas toujours aussi graves, aussi noires que leur enseigne archéologique pourrait le faire supposer.

Que tous les hommes de bonne volonté, pratiquant à des degrés divers le culte des sciences, des lettres et des arts, viennent donc

à nous ; ils sont assurés de trouver des confrères qui leur feront fête, et des distractions intellectuelles qui pourront les intéresser. S'il existe contre nous des préventions de trop viser à la science, il faut les dissiper et gagner à notre cause les timides et les indécis. A ceux qui diraient que nous avons l'air de savant en us, il faut répondre que nous sommes seulement des gens soigneux qui recherchent et mettent de côté les miettes de l'histoire de leur pays.

Encore une fois, recrutons des adhérents, comblons les vides qui se sont faits parmi nous, donnons-nous de nouveaux confrères et des successeurs, assurons la continuation d'une œuvre qu'il serait fâcheux de voir périr.

Autour de nous, à Melun même ou dans le département, de nouvelles sociétés se fondent, les anciennes poursuivent le cours de leur prospérité et s'offrent à nous comme autant d'exemples à imiter.

La reprise projetée de la publication d'un Bulletin me fait augurer favorablement de notre avenir. C'est par son Bulletin, régulièrement édité, que la Société archéologique de Seine-et-Marne se fit, dès les premières années de sa fondation, un rang honorable parmi les Sociétés savantes de France.

Ce rang, votre concours le maintiendra, l'accroîtra encore, je n'en doute pas, et nous réaliserons, par l'association de nos efforts, le but auquel nous tendons tous : le retour des jours prospères qui ont signalé le début de notre Société, quand elle comptait dans ses rangs les Bourquelot, les Carro, les Grésy, les Dauvergne, les Pontécoulant, les Ponton d'Amécourt, et d'autres qui étaient son orgueil et sa gloire.

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE

SCIENCES, LETTRES ET ARTS

DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

La Société d'Archéologie, Sciences, Lettres et Arts de Seine-et-Marne a été fondée à Melun le 16 mai 1864, en vue de « réunir en un faisceau commun les hommes d'étude, de les exciter à des travaux scientifiques et littéraires, d'encourager et de féconder leurs efforts, de coordonner les idées et les opinions individuelles dans un fructueux ensemble. » Les études devaient naturellement se porter de préférence « sur l'histoire et l'archéologie du département et des anciennes provinces dont il est formé; sur les monuments qu'il renferme, sur les mœurs, les coutumes, le langage de ses anciens habitants, sur les illustrations qui s'y rattachent. »

Des sections d'arrondissement se réunissant chez elles, adoptant un règlement intérieur à leur convenance et nommant leur bureau, étaient reliées entre elles au moyen d'un comité central, de façon à former un tout. Cette organisation, d'après M. Félix Bourquelot, pouvait « donner aux forces qui, isolées, étaient incapables d'agir, une énergie suffisante et fructueuse. »

Ainsi constituée, l'association, nombreuse dès ses débuts, a montré une activité féconde et a pu mettre au jour des

travaux qui lui ont assigné un rang honorable parmi les sociétés de province poursuivant le même but. Mais les vides qui se produisent, avec le temps, au sein de toutes les associations, se sont succédé ici avec une fatale rapidité et n'ont pas toujours été comblés. En peu d'années, la Société d'archéologie de Seine-et-Marne a vu disparaître la plupart de ses premiers organisateurs, de ceux que leur savoir et leur dévouement à l'œuvre avaient fait entrer au comité central et placer à la tête des sections. La mort a frappé tour à tour MM. Brunet de Presle, Félix Bourquelot, Anatole Dauvergne, Eugène Grésy, A. Carro, de Pontécoulant; puis MM. d'Amécourt, Boquet-Liancourt, Torchet, La Joye, Alfred Maury, Foucher de Careil. Et combien d'autres sont morts dans cette période de près de trente ans !

Au moment où il semblait naturel de resserrer les rangs, des sections d'arrondissement cessaient de se réunir; d'autres, comptant sur leurs propres forces, ont cru devoir abandonner la Société-mère pour se constituer en associations particulières et indépendantes.

La Société d'archéologie de Seine-et-Marne, tout en regrettant cette défection, est restée fidèle à ses traditions. Elle poursuit le cours de ses travaux; grâce au zèle des sociétaires qui se sont groupés autour de la section de Melun-Fontainebleau, elle n'a pas cessé d'être représentée chaque année aux congrès convoqués à la Sorbonne et à l'École des Beaux-Arts, sous les auspices de M. le Ministre de l'Instruction publique. Elle continue de fonctionner sur les bases anciennes, en conservant ses statuts, qui permettront peut-être un jour aux sections d'arrondissement de reprendre leur place au foyer commun.

Si les circonstances, à certains moments, ont amené moins de régularité dans la tenue des séances ordinaires,

on conçoit aussi que la limitation des ressources n'ait pas permis d'entreprendre plus tôt de nouvelles publications.

Neuf volumes grand in-8° du Bulletin ont paru de 1864 à 1884. Une nouvelle série commence avec le présent volume, qui comprend, outre un choix de Mémoires, les procès-verbaux des séances tenues à Melun pendant les années 1890, 1891, 1892 et 1893.

Afin d'éviter une lacune dans la nomenclature des sujets qui ont été traités ou ont fait l'objet de communications dans la période antérieure à 1890, la commission du Bulletin a décidé d'en donner au moins l'indication; c'est dans ce but qu'on trouvera plus loin un résumé sommaire des procès-verbaux des séances tenues à Melun de 1881 à 1886, ceux-ci ne pouvant être imprimés *in extenso*, quant à présent.

Il a paru nécessaire de placer cet avis préliminaire en tête du volume qui va être distribué à nos confrères. Il n'est pas moins utile, pour la prospérité de la Société d'archéologie de Seine-et-Marne, de rappeler que ses rangs sont ouverts à tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du passé, aux sciences, à la littérature, aux beaux-arts. Les amis de notre histoire locale, de nos antiquités, de nos monuments, sont nombreux; espérons qu'ils joindront leurs efforts aux nôtres, et que leurs recherches et leurs travaux ne resteront pas ignorés.

In antiquis Sapientia.

SOMMAIRE DES PROCÈS-VERBAUX
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE DE SEINE-ET-MARNE
(Section de Melun)

du 4 décembre 1881 au 6 septembre 1885

NOTA — (Ces procès-verbaux ont été imprimés *in extenso*, en leur temps, dans les journaux de Melun, l'*Indicateur général* et le *Nouveliste de Seine-et-Marne*).

SÉANCE DU 4 DÉCEMBRE 1881.

Hommage d'ouvrages à la Société. — *Étude historique sur l'Instruction primaire dans la Brie* (dernière partie), par M. Th. Lhuillier. — *L'entrée de Bossuet à Meaux le 8 février 1682*, par M. Lemaire.

SÉANCE DU 5 FÉVRIER 1882.

Annnonce de la mort de MM. Adrien de Longpérier et marquis de Pontécoulant, membres fondateurs de la Société. — Hommage d'ouvrages. — *Statuts des maîtres-pâtisseries rotisseurs de la ville de Meaux en 1567*, note par M. Lemaire. — Notice par M. Lhuillier sur un *Théâtre français créé dans la ville de Fontainebleau sous le règne de Louis XV*.

SÉANCE DU 5 MARS 1882.

Notice historique sur la création d'une compagnie de fusiliers dans la ville de Meaux au xvii^e siècle, par M. Lemaire. — *Du costume au temps passé : L'habit à brevet à la Cour de Louis XIV et la soutane violette du doyen du Chapitre cathédral de Meaux*, par M. Lhuillier. — *Compte rendu des dernières publications de la Société historique de Beaune*, par M. Lagrillière-Beauchère. — Fouilles exécutées à Meaux, au lieu dit le Tumulus de Saint-Faron. — Présentation par M. Brandin (de Galande-Réau) d'une monnaie gauloise, fleur de coin, des Parisii, trouvée sur les terres de Galande.

SÉANCE DU 2 AVRIL 1882.

Hommage d'ouvrages. — *Étude sur les stations anté-historiques de Montapeine et de Bauthail, près Coulommiers*, par M. Gustave Dumoutier. — *Philippe-Auguste à Château-Landon en 1180*, notice par M. G. Leroy. — Style antique en bronze trouvé dans la Varenne de Melun; grains ou perles d'un collier des temps pré-historiques provenant de la Seine. — Communication de M. Lhuillier sur un bref de Clément VII en faveur des églises de Meaux, Marcilly, Gesvres, Barcy, Fublaines, Boutigny, Ségy, Changis, Crécy; et sur un marché passé en 1559 pour des travaux de menuiserie à exécuter au château de Monceaux-les-Meaux, sous la direction du Primatice.

SÉANCE DU 7 MAI 1882.

Hommage d'ouvrages, notamment de l'album Caranda, par M. Fleury. (Monuments antiques du département de l'Aisne.) — Annonce de la réunion générale de la Société à Melun le lundi 29 mai courant. — *Mesures prises à Meaux en 1668 à l'occasion de la peste de Soissons*, mémoire par M. Lhuillier. — *Société pour la conservation des monuments historiques d'Alsace*, compte rendu par M. Lemaire. — Portrait d'Ingres à la bibliothèque de Melun, dessin du bibliothécaire J. Barbier. — Spatule antique, en bronze, provenant de la Varenne de Melun. — Cachet du xiv^e siècle, trouvé à Touquin, légende : « damoiselle Ysabel ». — Renouvellement du bureau; sont élus : — *président*, M. Foucher de Careil; *vice-présidents*, MM. Lhuillier et Lefèvre; *secrétaire*, M. Fischer; *trésorier*, M. Houdart; *délégué au Comité central*, M. Eyraud.

SÉANCE DU 3 DÉCEMBRE 1882.

Hommage d'ouvrages. — *Lettres closes du roi Louis XIV, 1663-64*, la première relative au passage de ce monarque à Meaux, la seconde intéressant les marchands et le commerce du royaume, notice par M. Lemaire. — *Documents pour servir à l'histoire de la Céramique, Brie et Gâtinais*, par M. Lhuillier. — Esterlin d'Edward 1^{er}, trouvé à Germigny-sous-Coulombs. — Admission de M. le docteur Masbrenier, de Melun, et de M. Alphonse Gallery, de Paris, en qualité de membres titulaires; — de M. Élie Gaugnet, homme de lettres à Paris, en qualité de correspondant.

SÉANCE DU 13 JANVIER 1883.

Hommage d'ouvrages à la Société. — *Documents pour servir à l'histoire de la Céramique* (suite) par M. Th. Lhuillier. — *Mesure du Méridien terrestre. Base de Melun à Lieusaint, calculée par Delambre en l'an II*, communication de M. Lemaire. — Instruments de l'âge de pierre, présentés par M. Lhuillier, au nom de M. Félix Grenier. — Monnaies anciennes et modernes de la collection de M. G. Leroy.

SÉANCE DU 4 MARS 1883.

Hommage d'ouvrages à la Société. — M. Delacourtie présente des ossements d'un animal de l'époque pré-historique, trouvés à Soisy-sur-École. — Lettre de M. Doigneau, de Nemours, sur les polissoirs de la vallée du Loing. — *Grotte funéraire du Chesnoy*, commune de la Grande-Paroisse, lettre de M. Amédée Fauche, de Montereau-faut-Yonne. — *Les seigneuries de La Motte, Couternois, et Serris, aux XVII^e et XVIII^e siècles*, notice par M. Callery. — *Mémoire sur le recouvrement de la Taille dans l'Élection de Rozoy-en-Brie*, par le même.

SÉANCE DU 6 MAI 1883.

Hommage d'ouvrages. — *Étude sur Nicolas Goulas, seigneur de la Motte-Couternois en Brie, et sur ses mémoires*, par M. Alphonse Callery, membre titulaire. — *Le poète Colardeau*, né le 12 octobre 1732, dans la Beauce-Orléanaise, notice par M. Maxime Beauvilliers. — Vente de la collection Charvet, sceaux, monnaies, billets de confiance concernant des localités de Seine-et-Marne. — Renouvellement annuel du Bureau : *Président*, M. Foucher de Careil; *Vice-Présidents*, MM. Lhuillier et Lefebvre; *Secrétaire*, M. Fischer; *Trésorier*, M. Houdart; Délégué au Comité central, M. Eymard. — M. Chanteclerc fils, cultivateur à Limoges-Fourches, est admis comme membre titulaire.

SÉANCE DU 1^{er} JUILLET 1883.

Hommage d'ouvrages à la Société. — *Note sur les filets de Saint-Cloud*, avec leur prétendue destination au repêchage des corps noyés, par M. Lemaire. — *Mémoire sur l'état des Élections de Pro vins et de Melun aux XVII^e et XVIII^e siècles*, par M. Lhuillier.

— *Tristan de Rostaing, gouverneur de Melun sous la Ligue*, décédé en 1591, enterré dans l'église Saint-Pierre de Vaux-le-Pénit, note par M. Adrien Dupont. — Collier préhistorique, en cailloux percés et arrondis, trouvé dans la Seine. — Admission de membres titulaires : M. Lebrun, avoué à Lisieux ; M. Drosne, imprimeur à Melun.

SÉANCE DU 2 DÉCEMBRE 1883.

Hommage d'ouvrages à la Société. — *Les Chroniques de Melun et de son District, en 1792 et 1793*, par M. R. Lajoie, un vol. in-12. — *Le noble jeu de l'arc en la ville de Coulommiers, en 1669*, notice par M. Lemaire. — *Antiquités préhistoriques de Limoges-Fourches et environs*, communication de M. Chanteclerc. — Produits exposés par M. Delurtier, plats et vases imitant la laque. — Registre relatif à l'ancienne Élection de Nemours, communication de M. Lhuillier. — Incendie dans la ville de Brie en mai 1754, note de M. Lemaire. — Admission de M. Besoul, maire de Favières.

SÉANCE DU 6 AVRIL 1884.

Hommage d'ouvrages. — *Étude sur Nemours*, temps préhistoriques, par M. Doigneau. — *Pages inédites des campagnes de l'armée du maréchal de Turenne*. — *Le ban et l'arrière-ban en 1674-75*, par M. Lemaire. — Portrait sur émail de Jacques Cœur, argentier du roi Charles VII, seigneur de Gély-en-Bière, près Melun ; communication de M. Masbrenier. — Trois vues de Melun, peintures par M. Decourbe. — *Étude sur l'ancien château royal de Montceaux-en-Brie*, par M. Lhuillier. — Sépulture du chevalier de Vauréal dans le cimetière Saint-Ambroise de Melun. — Signature autographe de J. Amyot, sur une quittance du 6 février 1593, présentée par M. Lhuillier.

SÉANCE DU 1^{er} MARS 1885.

Hommage d'ouvrages. — *La Brie d'autrefois*, par M. Jules Grenier. — Denier d'Edward, roi d'Angleterre, trouvé dans la Varenne de Melun. — Décès de MM. Gaucher et docteur Forgemol, membres titulaires. — *Recherches historiques sur Mandegrès, commune de Favières*, par M. Besoul. — *Une princesse de la maison de Lorraine arrêtée à Melun comme vagabonde sous Louis XIII*, par

M. Lhuillier. — Au sujet de la devise : « *Tout par raison, raison partout.* » — Minéraux trouvés à Melun. — Lettre de cachet de Louis XIV aux maire et échevins de Melun, 2 mars 1649. — Une question de préséance à l'auditoire du bailliage de Melun, en 1658, communication de M. Lemaire.

SÉANCE DU 12 AVRIL 1885.

Hommage d'ouvrages. — Notes historiques, par M. Besoul, sur la ferme dite de la Pasterie, et sur les cantons ou écarts de la Pilonnerie et la Croix-Paillard, dépendant de la commune de Favières. — Legs de M. Victor Roussel à la ville de Melun, création d'un jardin botanique. — Découvertes d'antiquités préhistoriques, gallo-romaines et franques, dans la commune de Linoges-Fourches, proche le bois de Mauny. Communication de M. Chanteclerc. — Monnaies.

SÉANCE DU 6 SEPTEMBRE 1885.

Rapport de M. Leroy sur le projet de création d'un Jardin botanique à Melun, en vertu du legs fait à la Ville par feu M. le docteur Victor Roussel. — Hymne au tombeau de J.-J. Rousseau, 1792, communication de M. Besoul. — Antiquités trouvées à Melun. Fragment de poterie gallo-romaine avec la marque : OF. SEVER. (*Officina Severini*). Bronzes et monnaies romaines. — Demande de renseignements sur les oiseaux de passage.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

(Section de Melun)

SEANCE DU 16 MARS 1890.

La séance est ouverte à 2 heures du soir, sous la présidence de M. le comte Foucher de Careil, sénateur.

Sont présents : MM. Aubergé, Drosne, Eymard, Fischer, Foucher de Careil, Lhuillier, Leroy, Masbrenier, Schreuder.

Absents excusés : MM. Houdart, Lemaire, Porchon et Sertier.

Au début de la séance, M. le président annonce qu'il convient d'abord de régler une question d'ordre administratif concernant l'exécution des statuts généraux et des sections d'arrondissement, notamment celle de Meaux. Il est nécessaire, ajoute M. Foucher de Careil, de resserrer les liens confraternels qui unissent les différentes sections, il serait regrettable qu'une scission se produisît et qu'on en vînt à oublier les bonnes relations d'autrefois. A Meaux, on se réunit régulièrement, on désire la reprise de la publication du bulletin, on souhaite aussi qu'une plus large part soit faite à la section dans le produit des cotisations pour subvenir à des dépenses qu'il est difficile de réduire : loyer d'un local, acquisitions d'antiquités, menues dépenses.

Après avoir pris connaissance d'une communication de M. Benoist, président de la section de Meaux, et après examen de diverses propositions d'ordre intérieur, la section de Melun émet l'avis :

1° Que le Bulletin de la Société soit imprimé annuellement, autant que les ressources le permettront, et qu'un volume d'environ 15 feuilles d'impression soit commencé aussitôt que les manuscrits auront été centralisés, en abrégant autant que possible les procès-verbaux des séances, de façon à laisser une place assez étendue pour la publication des mémoires ;

2° Qu'à titre transactionnel et afin de permettre à la section de

Meaux de faire face à ses dépenses propres, celle-ci n'aura à verser dorénavant à la caisse centrale de la Société que le tiers du produit de ses cotisations, pour concourir aux frais généraux.

Il est décidé en outre que la section de Melun s'assemblera en séance ordinaire tous les deux mois; en conséquence, la prochaine réunion est fixée au 1^{er} dimanche de mai, à 4 heures de l'après-midi.

M. Leroy lit ensuite une notice intitulée : *La question de Metiosedum-Melun résolue par une inscription antique découverte dans cette ville.* — Depuis près de deux siècles les éditeurs et commentateurs du récit de la guerre des Gaules par César, se sont partagés sur la question de savoir si *Metiosedum* et *Melodunum*, désignées dans le VII^e livre à l'occasion de la campagne de Labienus contre les *Parisii*, étaient deux localités distinctes, ou bien s'il s'agissait de la Ville de Melun. Des auteurs ont pensé que *Metiosedum* était Meudon, d'autres sont d'avis que cette localité n'est autre que Melun. Le texte de César a été discuté, critiqué, analysé, mais le débat n'a pas été définitivement éclairci, quoiqu'il apparaisse de ce texte que *Metiosedum* était situé sur la Seine, en amont de Paris.

M. Leroy reprenant à son tour les passages contestés, démontre, après d'autres érudits qui ont abordé le même sujet, l'abbé Lebeuf, Brunet de Presle, etc., qu'il faut chercher *Metiosedum* au-dessus de Paris, et non en aval de cette ville comme le pense notamment M. Desjardins, dans sa *Géographie de la Gaule*, qui croit y reconnaître Meudon. Les plus anciens manuscrits des Commentaires, conservés à la Bibliothèque nationale, et qui datent des XI^e et XII^e siècles, désignent clairement l'île de Melun sous le nom de *Metiosedum*, mais des copistes plus modernes ont cru devoir ajouter à ce nom *vel Melodunum* et cette appellation a été conservée seule dans des manuscrits plus modernes. De là, la confusion qui s'est élevée et qui dure encore.

La découverte d'une inscription antique sur la place Notre-Dame de Melun, en 1865, paraît devoir mettre fin au débat. Cette inscription est incomplète, mais M. Leroy en propose une restitution dans laquelle se lit le nom de *Metiosedum*. Il s'agit de l'érection d'un temple au dieu Mercure par un citoyen de cette ville. Sur les fragments retirés des fouilles, on lit :

...VMDEIMERCVRICVMS...OSEDITI...VIS AEDIF...AVS-
PISCISPRAEF...CVR...]

L'inscription complète serait :

TEMPLUM. DEI. MERCURI. CUM. SIGNO. METIOSEDI. TI.
CIVIS. ÆDIFICAVIT. AUSPICHS. PRÆFECTI. CURAQUE.

Temple du Dieu Mercure avec la statue. Titus citoyen de Metiosedum l'édifia sous les auspices et l'administration du préfet.

Cette restitution ne laisserait plus de doute sur l'identification de *Metiosedum* avec Melun; elle a le mérite de concorder avec les meilleurs et les plus anciens manuscrits des Commentaires de César. M. Leroy, en terminant, reporte l'honneur du dernier mot d'un débat qui passionne le monde savant depuis près de deux siècles, à la Société archéologique de Seine-et-Marne, qui, en faisant exécuter les fouilles de la place Notre-Dame, a exhumé la pierre vingt fois séculaire sur laquelle se lit le véritable nom de Melun antique : *Metiosedum*.

M. Lhuillier donne lecture d'une notice intitulée : Les tableaux et la bibliothèque d'un chanoine de Meaux, homme de lettres, en 1720. Il s'agit de Louis Trabouillet, qui fit imprimer à Paris de 1699 à 1718 l'*Etat de la France*, publication précédemment rédigée par son oncle Nicolas Besogne, et qui fut supplantée par l'*Almanach royal*.

Trabouillet, chapelain du roi, devenu chanoine prébendé de la cathédrale de Meaux, est mort dans cette ville le 21 décembre 1720; le procès-verbal de vente de son mobilier montre qu'il possédait quelques tentures de tapisserie, une douzaine de peintures parmi lesquelles figurent une scène de la Ligue et un portrait de Louis XIV. — On y trouve des indications sur la composition de sa bibliothèque et sur la valeur des livres passant en vente publique à l'époque de la Régence.

Le même membre communique un document original de l'année 1515, qui relate la vente de 121 arpents de bois situés à la Croix-Blanche (Favières) et provenant de l'abbaye d'Hermières. Ce document sur parchemin, qui mesure 3 mètres de longueur, est offert aux Archives du département.

Il est ensuite procédé au vote sur l'admission :

Comme membre titulaire, de M. le docteur Poussié, du Châtelet, présenté par MM. Houdart et Leroy.

Comme membre correspondant, de M. Eugène Toulouze, archéologue à Paris, présenté par MM. Eymard et Lhuillier.

MM. Poussié et Toulouze sont nommés à l'unanimité.

Au cours de la séance, on soumet à l'appréciation de la Société archéologique le projet d'un vitrail qui doit être exécuté pour l'église Saint-Aspais de Melun, par M. Hausser, peintre-verrier à Reims. Par une bonne pensée, dont il faut les féliciter, les fabriciens ont choisi deux sujets d'histoire locale : — *Saint Louis distribuant des aumônes aux pauvres à la porte du château de Melun.* — *Saint Louis assistant à la procession de la Croix-Boissée, au faubourg du Vieux-Marché (des Carmes), le jour de Pâques fleuries.* — Ce vitrail est destiné à la chapelle de Saint-Louis, où existent les armoiries de la famille des d'Orléans-Longueville, vicomtes de Melun aux xv^e et xvi^e siècles.

M. Leroy fait hommage aux membres présents de la notice qu'il a publiée l'année dernière sur les fouilles de Saint-Germain-Laxis : *Dissertation sur une villa antique découverte dans la plaine de Saint-Germain-Laxis.*

M. Lhuillier communique un relevé des observations météorologiques recueillies à Favières, du 13 avril 1887 au 14 novembre 1888, par M. Besoul, membre de la Société.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 4 heures.

SÉANCE DU 11 MAI 1890.

Après la lecture du procès-verbal de la dernière réunion, et à propos du dessin communiqué à la section du vitrail projeté dans l'église Saint-Aspais de Melun, M. Buval fait observer qu'il existe dans cet édifice de belles verrières anciennes, et qu'il serait désirable que la fabrique confiât l'exécution de son nouveau vitrail à un verrier de talent, de façon à obtenir un travail artistique digne de figurer dans le voisinage des panneaux qui existent déjà.

Une notice de M. G. Leroy est consacrée à un nom de lieu celtique qu'on trouve dans la commune du Mée, près Melun ; il s'agit de la rue de Live, *Liva*, mot armoricain, d'après Ducange, qui doit s'entendre d'une eau coulant abondamment, comme *Alivus* indique la chaussée, la levée qui borde et retient les eaux d'un étang et empêche les inondations. M. Leroy signale l'existence d'un ancien fief qui avait gardé ce nom celtique, dû en effet à la présence d'eaux abondantes. Il rappelle qu'un Pierre de Lives, chevalier, est cité parmi les nobles de la Châtellenie de Melun

possédant fief au temps de Philippe-Auguste, et démontre d'après un terrier de la seigneurie du Mée, qu'en 1512 l'*ostel de Lyves* était encore entouré de deux étangs, dont un de 12 arpents. L'auteur regrette la facilité avec laquelle on dénature, même dans les titres, les noms anciens; c'est ainsi qu'à une époque récente, on a fait de la rue de *Live*, la rue de *la Lyre*.

Un mémoire adressé par M. Rabourdin contient la biographie du poète Jean-François Guichard, que les Dictionnaires historiques font naître et mourir à Chartrettes, près Melun (1731 + 1811). L'auteur rectifie les dires des biographes et fait connaître cet écrivain, parisien d'origine, mais qui a possédé néanmoins à Chartrettes une habitation provenant de son père et où il a résidé quelque temps dans la seconde moitié du XVIII^e siècle.

À la suite de la lecture du mémoire de M. Rabourdin, M. Lhuillier fournit quelques renseignements nouveaux sur J.-F. Guichard; il communique des autographes de ce poète, son portrait, plusieurs de ses publications en brochures, et le catalogue de sa bibliothèque, imprimé lors de la vente qui eut lieu à Paris en 1811, — bibliothèque importante, à laquelle était jointe une collection de plus de 4,000 gravures.

Une monnaie gauloise, trouvée sur les terres de la ferme de Noisement, dans la commune de Moissy-Cramayel, est ensuite communiquée. C'est un statère d'or des Parisii, de 20 millièmes de décimètre, qui a été confié à M. Leroy par le possesseur. Exactement semblable à celui qui existe à la Bibliothèque nationale (n^o 7777 du catal. des monnaies gauloises) il n'est pas en or pur, mais en électrum; d'un côté, figure la tête d'Apollon-Belenus tournée à droite, devant la bouche est un fleuron; au revers, cheval passant à gauche; au-dessus, filet triangulaire avec un point dans chacune des mailles, une rosace au-dessous.

Cette monnaie gauloise des Parisii est intéressante par sa provenance, plusieurs autres spécimens d'un type uniforme ayant déjà été rencontrés dans le voisinage de Moissy, de Réau, de Limoges-Fourches et de Lieusaint (où un atelier monétaire existait encore à l'époque mérovingienne).

M. Lhuillier dépose sur le bureau :

1^o Un volume intitulé : *Mes fouilles dans le sol du vieux Paris*, par M. Toulouze, archéologue à Paris, membre correspondant. Dépôt à la bibliothèque et remerciements à l'auteur.

2^o Des fragments d'armes trouvés depuis peu à Melun, dans la Seine, en face de l'emplacement de l'ancien château : groupe de

cinq épées anciennes en fer et un fer de lance relativement moderne. Ces objets seront déposés au musée.

Sur la présentation de MM. Eymard, Leroy et Lhuillier, sont admis à l'unanimité, comme membres titulaires : M. Marc, vice-président du conseil de préfecture, et M. Collombier, inspecteur des domaines.

Le vote pour le renouvellement du bureau de la section est ajourné à la prochaine réunion.

SÉANCE DU 8 MARS 1891.

La section de Melun de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne s'est réunie en séance ordinaire le dimanche 8 mars 1891, à 4 heures de l'après-midi, à l'hôtel de ville, sous la présidence de M. Lhuillier, vice-président.

Présents : MM. Aubergé, Bourges, Fischer, Lhuillier, Marc, Masbrenier, Michelin.

M. Lhuillier fait part des excuses de MM. Leroy et Hondart, qui ne peuvent assister à la réunion, et de la démission de M. Dupuy, agent voyer.

Il rappelle que la section a fait une perte très sensible en la personne de son président, M. le sénateur comte Foucher de Careil, et que deux autres membres de la Société, MM. Eymard et Sertier sont également décédés.

La section s'associe aux regrets exprimés par M. Lhuillier.

M. le président annonce que la réunion annuelle des sociétés savantes aura lieu à la Sorbonne dans la semaine qui suit la Pentecôte; les mémoires que les membres de la Société auraient l'intention de présenter doivent être préalablement communiqués en manuscrit au comité institué au Ministère de l'Instruction publique.

Il propose ensuite de régler la question de paiement du loyer de la bibliothèque de la Société.

Il est décidé que la section de Melun prendra ce loyer à sa charge.

M. Bourges demande qu'il soit procédé au recouvrement des cotisations.

M. le docteur Masbrenier offre, au nom de son père, les mé-

moires de la société des sciences naturelles archéologiques de la Creuse (2^e série. — Tome 1^{er}).

Remerciements au donateur.

M. le président dit qu'il y a lieu de renouveler le bureau de la section pour l'année 1891-1892.

Sont élus :

Président, M. GABRIEL LEROY ;

Vice-président, M. TH. LHUILLIER ;

Secrétaire, M. FISCHER ;

Trésorier, M. HOUDART ;

Bibliothécaire, M. LEMAIRE.

Il est ensuite donné lecture des travaux ci-après :

Par M. Fischer, au nom de M. Gabriel Leroy : *Journal d'un bourgeois de Melun au xvi^e siècle*.

Par M. Th. Lhuillier : *Une page inédite du journal de Ledieu, secrétaire de Bossuet*.

Après cette lecture, M. Lhuillier fait passer sous les yeux de ses confrères une monnaie romaine de Trajan.

Il est procédé au vote sur l'admission, comme membre titulaire, de M. Bazin, conducteur des ponts et chaussées.

M. Bazin est nommé à l'unanimité des votants.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 5 h. 1/4.

SÉANCE DU 5 JUILLET 1891.

La section de Melun de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne, s'est réunie en séance ordinaire le 5 juillet 1891, à quatre heures de l'après-midi, sous la présidence de M. Gabriel Leroy, président.

Présents : MM. Bazin, Bourges, Fischer, Journeil, Latour, Leroy, Lhuillier.

Absents excusés : MM. Aubergé, Drosne, Houdart, Le Blondel, Quesvers.

Le procès-verbal de la séance du 8 mars dernier est lu et adopté.

M. le président remercie d'abord ses confrères de l'honneur qu'ils lui ont fait en lui conférant la direction des travaux de la

Société; il rappelle ensuite les pertes qu'elle a éprouvées en ces dernières années.

Ces pertes sont nombreuses :

MM. Foucher de Careil, Eymard, Chapu, Bancel, Buval, Doigneau, et avant eux MM. Dégout, Delaforge, Fréteau de Pény, Decourbe, Cotelte, lui ont été enlevés par la mort.

Tant de morts, s'ajoutant à des départs et à des démissions, rendent nécessaire la recherche de nouveaux membres, pour assurer l'avenir de la Société. Le titre de société archéologique, dit M. le président, ne doit effrayer personne; les sciences, les lettres, les arts, ont droit de cité au sein des séances, et les bulletins déjà publiés montrent la diversité des travaux et leur intérêt au point de vue de l'histoire locale et d'autres manifestations des connaissances de l'esprit humain.

Pour rendre à la Société sa vie d'autrefois, les séances devront être reprises régulièrement, la publication d'un bulletin annuel ne sera pas négligée, non plus que le recouvrement des cotisations à partir de 1891.

M. le président adjure ses collègues de le seconder dans la régénération d'une œuvre utile, prospère naguère, et dont le passé n'est point sans gloire.

Les conclusions de ce discours sont unanimement approuvées. Toute publicité lui sera donnée en vue du but à atteindre.

M. le président dépouille la correspondance; il annonce ensuite que des demandes d'admission en qualité de membres titulaires sont faites par :

M. Balandreau, maire de la ville de Melun. Présentateurs : MM. Latour et Leroy.

M. Rabourdin, homme de lettres à Héricy. Présentateurs : MM. Lhuillier et Leroy.

Ces admissions sont votées à l'unanimité.

M. Lhuillier donne lecture d'une notice sur *l'ancien château des évêques de Meaux, à Germigny-l'Évêque*.

Après avoir décrit l'heureuse situation du vieux manoir, M. Lhuillier retrace ce qu'il fut aux temps féodaux, et dit comment il passa entre les mains des évêques de Meaux, qui en firent leur résidence champêtre et se plurent à l'embellir. Bossuet affectionnait particulièrement ce séjour; il y passait la plus grande partie du temps que les devoirs de son épiscopat lui laissaient libre.

Germigny est plein de souvenirs de personnages historiques de

l'ancienne France, de grands seigneurs, de rois, de princes, d'illustrations littéraires ou artistiques. Rigaud y lit le beau portrait de Bossuet, gravé par Edelinck.

La lecture de la notice de M. Lhuillier sera continuée à la prochaine séance.

L'heure avancée ne permet pas la communication d'une note de M. Leroy, intitulée : *Les Gallo-Romains à Réau-en-Brie*. Cette communication aura lieu ultérieurement.

La séance est levée à 6 heures.

SÉANCE DU 6 DECEMBRE 1891.

La section de Melun se réunit en séance ordinaire, à l'hôtel de ville, le dimanche 6 décembre 1891, à quatre heures de l'après-midi, sous la présidence de M. Gabriel Leroy.

Sont également présents : MM. Aubergé, Bazin, Drosne, Fischer, Houdart, Fourneil, Lhuillier, Marc, Michelin et Rabourdin.

MM. Balandreau, Brandin, Latour et Quesvers s'excusent de ne pouvoir assister à la réunion.

Le procès-verbal de la séance du 5 juillet dernier est lu et adopté.

M. le président expose en quelques mots les motifs qui avaient fait suspendre momentanément les séances, la nécessité de les reprendre régulièrement et de s'occuper de la publication d'un bulletin annuel; puis il exprime les regrets de la section pour la perte qu'elle a faite de M. Lemaire, archiviste départemental, membre fondateur de la société, décédé récemment.

M. Leroy fait hommage aux membres présents de deux notices qu'il vient de publier :

Le Hameau, la chapelle et les Fiefs de Germenoy, paroisse de Vaux-le-Pénil;

Les Gallo-Romains à Réau-en-Brie et à Limoges-Fourches.

A l'unanimité, M. Houdart est confirmé dans les fonctions qui lui ont été précédemment conférées, de trésorier de la Société d'archéologie de Seine-et-Marne, en remplacement de M. Eynard, décédé, et de trésorier de la section de Melun.

Il est ensuite décidé qu'il sera procédé prochainement au recouvrement des cotisations de l'année 1891.

MM. Boné, directeur des contributions indirectes à Melun, et Lioret, conseiller d'arrondissement à Moret, présentés par MM. Leroy et Lhuillier, sont admis comme membres titulaires de la Société.

Au nom de M. Edouard Bérard, architecte du Gouvernement, M. le président donne lecture d'un travail sur l'architecture de l'église Notre-Dame de Melun. En relevant les plans de cet édifice, M. Bérard y a retrouvé, parfaitement apparentes, les traces importantes d'une basilique latine, pouvant remonter au temps de Charlemagne, sur laquelle l'église actuelle est venue se superposer aux ^{x^e} et ^{xv^e} siècles. Les constatations de M. Bérard concordent avec les données de Sébastien Ronillard, le plus ancien des historiens de Melun.

M. Lhuillier continue la lecture de sa notice sur l'*ancien château de Germigny-l'Évêque*, lieu de plaisance des évêques de Meaux, très fréquenté durant la belle saison et où ils coulaient d'assez heureux jours.

Il y avait de brillantes réunions à Germigny; des lettrés et des artistes s'y rencontraient, on y jouait même la comédie, expurgée naturellement, et dont les oreilles chrétiennes n'avaient pas à souffrir. Après Bossuet, MM. de Bissy, de la Roche de Fontenille, de Polignac, y tenaient une petite cour. Mesdames Adélaïde et Victoire, tantes du roi Louis XVI, y séjournèrent, et ce fut à cette époque le point de départ de la fortune de Gouin, natif de Germigny, qui parvint aux fonctions d'administrateur général des postes.

Après l'émigration de M. de Polignac, en 1791, Germigny, devenu bien national, fut vendu au profit de l'État, détruit en partie et morcelé. Aujourd'hui M^{sr} de Briey a essayé de renouer les traditions passées, en rachetant une épave de l'ancien château de ses prédécesseurs.

M. Lhuillier termine sa communication par la lecture d'une ordonnance de Bossuet pour le règlement des mœurs dans la paroisse de Germigny, dont il était seigneur.

M. Rabourdin fournit d'intéressants renseignements sur la mort héroïque de deux enfants de Melun, tués à l'ennemi en Crimée : l'intendant Leblanc, blessé mortellement à l'Alma, et le général Breton, tué d'une balle à la tête, en conduisant ses troupes à l'assaut de Malakoff.

Le buste du général Breton, œuvre du sculpteur Frison, existe au musée de Versailles, galerie de Crimée. Il est désirable que la ville de Melun en possède une copie, pour compléter, dans son

musée, la série des illustrations locales. Une démarche auprès de l'administration des Beaux-Arts aurait sans doute un heureux résultat. Ce serait, pour l'État, l'occasion de venir en aide à un artiste et de l'encourager, en lui confiant l'exécution de cette copie. — La section charge son bureau de soumettre cette idée à M. le maire de Melun.

M. Rabourdin présente aussi plusieurs médailles, monnaies et jetons antiques et modernes, trouvés ou recueillis à Héricy-sur-Seine. — M. Leroy est prié de les examiner pour en rendre compte à la prochaine séance.

M. Leroy lit ensuite un mémoire intitulé : *Sur l'origine du mot Pénil (Vaux-le-Pénil)*, dans lequel il émet l'idée que ce mot, écrit autrefois Pénî, vient d'un culte qui aurait été rendu, en ce lieu, à Peninus, divinité qui présidait aux montagnes, culte introduit dans la localité par les Romains, après la prise et l'occupation de *Metiosedum* (Melun). Il appuie son idée d'un faisceau de probabilités qui lui donne assez de vraisemblance.

M. Lhuillier fait part de la découverte à Contençon, arrondissement de Provins, en juin dernier, d'un nombre considérable de monnaies frappées au ^{xii}e siècle, au nom des comtes de Champagne et des évêques de Meaux. Malheureusement, elles ont été dispersées avant d'avoir été examinées par des numismates, qui auraient pu élucider certains points douteux de l'histoire monétaire des comtes de Champagne et de Brie. — A cette occasion, il communique un denier provinois, émis par un de ces comtes de Champagne, et trouvé à Crécy-en-Brie.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 5 heures et demie.

SÉANCE DU 7 FÉVRIER 1892.

La section de Melun se réunit en séance ordinaire, à l'hôtel de ville, le dimanche 7 février, à quatre heures de l'après-midi, sous la présidence de M. Gabriel Leroy.

Sont également présents : MM. Aubergé, Bazin, Bourges, Drosne, Fischer, Latour, Lhuillier, Liorêt, Michelin, Rabourdin.

Absents excusés : MM. Balandreau, Boné, Brandin, Houdart, Marc, Le Blondel, Quesvers.

Après l'adoption du procès-verbal de la précédente séance et le dépouillement de la correspondance, M. le président annonce que des demandes d'admission comme membres titulaires sont faites par :

M. R. de Crèvecœur, maire de Lésigny, associé correspondant de la Société des antiquaires de France. Présentateurs : MM. Lhuillier et Leroy.

M. Casron, ancien directeur des contributions directes à Melun. Présentateurs : MM. Latour et Houdart.

M. Sénéchal, conseiller de préfecture à Melun. Présentateurs : MM. Marc et Lhuillier.

L'admission de ces nouveaux membres est prononcée à l'unanimité.

M. le président communique une lettre de la Société d'émulation de Belfort qui demande à échanger ses publications contre les nôtres.

Cette demande est accueillie.

M. Leroy dit qu'il a examiné les monnaies et médailles qui lui avaient été confiées par M. Ch. Rabourdin et qui proviennent d'Héricy. Ce sont des monnaies des empereurs romains du Haut et du Bas-Empire ; des monnaies de quelques rois de France et des jetons de la Chambre des Comptes et autres ; le tout n'offrant aucune rareté.

Au nom de M. Marc, il est déposé une notice de M. E. Toulouze, intitulée : *La bataille navale de Morsang-Saintry*. — Remerciements.

M. Leroy fait hommage aux membres présents d'une notice qu'il vient de publier : *Les capitaineries dans la Brie et le Gâtinais avant 1789*.

M. Aubergé donne lecture d'une étude sur *le Traité de paix conclu à La Tombe, près Montereau-faut-Yonne, en 1418*. — Après d'intéressants renseignements sur la topographie de la commune de La Tombe, sur ses fiefs avant la Révolution, dont les principaux appartinrent à l'abbaye de Faremoutiers et au ministre Turgot, l'auteur expose que cette localité, voisine des possessions du roi de France et du duc de Bourgogne, fut choisie, en 1418, pour les négociations ayant pour but de mettre un terme aux dissensions intestines qui désolaient la France, et qui, en se prolongeant, allaient compromettre son indépendance et sa nationalité. Ces négociations firent longues, deux mois entiers y furent employés ; de par! et d'autre les cours de France et de Bourgogne y en-

voyèrent leurs personnages les plus marquants. Le pape Martin IV n'y resta pas indifférent. Deux cardinaux le représentèrent et concoururent à la conclusion de la paix, qui fut accueillie avec des transports de joie. Malheureusement, elle dura peu. Le cométable d'Armagnac, secondé par une faction puissante, s'efforça de la rompre ; Paris fut livré aux Bourguignons, et, de nouveau, le pays connut les calamités de la guerre civile et de la guerre étrangère qui le mirent à deux doigts de sa perte.

Après sa lecture, M. Aubergé présente quelques fossiles de la craie trouvés à La Tombe et plusieurs outils de l'âge de pierre recueillis dans la même localité, où ils abondent.

Les communications de M. Aubergé sont accueillies avec un vif intérêt.

M. Leroy expose, dans une notice dont il donne lecture, qu'il n'existe aucun portrait authentique de Marie-Madeleine de Castille-Villemareuil, femme du surintendant Fouquet, le créateur du fastueux domaine de Vaux-le-Vicomte. Au contraire, le surintendant a été portraituré par les principaux artistes, peintres et graveurs de son temps. Mais, d'après une note de l'épithaphier des environs de Paris, conservé à la Bibliothèque nationale, Le Brun aurait peint plusieurs tableaux pour l'église de Maincy, entre autres une Marie-Madeleine qui serait le portrait de M^{me} Fouquet. Échappée à un autodafé de l'an II, cette Madeleine se trouve aujourd'hui dans l'église de Courtry, commune de Sivry.

M. Lhuillier soumet un recueil de modèles d'écriture exécutés par Bernard, ancien frère des écoles chrétiennes, décédé à Melun sous le premier Empire. Ces spécimens de la calligraphie d'autrefois sont très curieux ; ils sont l'œuvre d'un véritable artiste, qui exécutait avec une sûreté de main extraordinaire les ornements et les dessins les plus variés. A ces modèles est joint le portrait à la plume d'un autre maître d'écriture bien connu, Saintomer, expert près les cours et tribunaux ; ce portrait, exécuté aussi par Bernard de Melun, a été gravé.

M. Leroy présente des tuiles signées de tuiliers de Melun au xvm^e siècle, provenant des toitures de l'église de Chailly-en-Bière et de la ferme de Ponilly-Gallerand. Sur l'une d'elles, un facétieux ouvrier a consigné les amours malheureuses d'un sien compagnon nommé Jérôme. L'excellente qualité de ces produits de la céramique melunaise est à remarquer.

M. Ch. Rabourdin communique une notice biographique sur M. Drouyn de Lhuys, ancien député de Seine-et-Marne et ancien

ministre des affaires étrangères. Il rappelle son rôle diplomatique en 1859, à l'époque de la guerre d'Italie, et en 1864, au moment de Sadowa. M. Drouyn de Lhuys ne craignait rien tant pour la France que la formation de puissants États dans son voisinage. On sait combien l'avenir lui a donné raison.

M. Bazin présente une icône ou médaille de cuivre sur laquelle est représentée une vierge byzantine avec une inscription russe; cette médaille, trouvée à Moras, commune de Saint-Cyr sur-Morin, sur l'emplacement d'un combat de troupes françaises et russes en 1814, devait être suspendue au cou d'un soldat russe qui périt dans un engagement.

Après la nomination de M. Bazin comme archiviste-bibliothécaire de la Société, en remplacement de M. Lemaire, décédé, la séance est levée à 6 heures.

SÉANCE DU 10 AVRIL 1892.

La section de Melun se réunit en séance ordinaire, à l'hôtel de ville, le dimanche 10 avril, à quatre heures de l'après-midi, sous la présidence de M. Gabriel Leroy.

Sont également présents : MM. Bazin, Boué, Casron, Fischer, Houdart, Latour, Lhuillier, Lioret, Marc.

Absents excusés : MM. Aubergé, Balandreau, Bourges, de Crèvecœur, Drosne, Le Blondel, Michelin, Quesvers, Rabourdin.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

Après le dépouillement de la correspondance, M. Leroy fait hommage aux membres présents de deux brochures qu'il vient de publier : *L'obituaire de Saint-Jacques de Melun au XIII^e siècle.* — *Un prétendu portrait de Madame Fouquet dans l'église de Courtry, commune de Sivry.*

Il est ensuite procédé à la lecture des communications portées à l'ordre du jour.

M. Lhuillier lit un mémoire sur Antoine de Bourbon, comte de Moret, abbé commendataire de Saint-Faron de Meaux, fils naturel de Henri IV et de Jacqueline de Bueil. Pourvu de faveurs, gratifié du revenu des abbayes de Saint-Étienne de Caen, de Saint-Faron, de Longvillers, élevé comme un enfant de race royale et n'ayant rien à désirer, la reconnaissance ne fut point une de ses vertus.

Sous le règne de Louis XIII, dont il était frère adultérin, il prit part aux intrigues des princes, s'arma contre le pouvoir royal, guerroya dans le Midi, fut blessé et disparut au combat de Castelnaudary en 1632.

Ici, commence un mystère qui n'est point encore éclairci. Mort des suites de ses blessures, suivant les uns; il aurait, suivant les autres, pris l'habit religieux et serait mort, longtemps plus tard, ermite aux Gardelles, en Anjou. M. Lhuillier discute, avec pièces à l'appui, ces deux opinions, et se range à l'avis des historiens et des chroniqueurs les plus accrédités qui le font mourir des suites de ses blessures à Castelnaudary.

M. Bazin présente une collection d'instruments de l'âge de pierre, haches et marteaux qu'il a recueillis dans le canton de Rebais et aux environs. Il y a de beaux spécimens de l'industrie des populations primitives qui vivaient dans notre région à l'époque quaternaire, en même temps que le mammoth et le renne, il y a des milliers d'années.

M. Leroy lit une notice sur des sceaux du moyen-âge lui appartenant, parmi lesquels il en est un trouvé sous le pont de Melun, qui se rattache à une corporation melunaise de la batellerie de la Seine : S. M. NAVT. MELED. (*Sigillum. Magistri. Nautarum. Meledunensis.*) Un autre provient de Guillaume, sire de Peni, écuyer, qui vivait au xiv^e siècle.

M. Lhuillier fait passer sous les yeux de ses confrères des autographes de Jacqueline de Bueil, comtesse engagiste de Moret; un portrait de son fils Antoine de Bourbon, et un manuscrit attribué à Jacques Amyot, qui a été imprimé en 1805, sous le titre de *Projet de l'éloquence royale* composé pour Henri III, roy de France. Il y joint, à titre de comparaison de l'écriture du célèbre Melunais, sa signature et quelques mots autographes apposés au bas d'une quittance des revenus d'un de ses bénéfices.

MM. de Swarte, trésorier-général de Seine-et-Marne, et Hugues, archiviste départemental, sont admis en qualité de membres titulaires.

La séance est levée à 6 heures.

SEANCE DU 29 MAI 1892.

La section de Melun se réunit en séance ordinaire, à l'hôtel de ville, le dimanche 29 mai, à quatre heures de l'après-midi, sous la présidence de M. Gabriel Leroy.

Sont également présents : MM. Boué, Bourges, Casron, Drosne, Lhuillier, Lioret, Marc, Quesvers.

Absents excusés : MM. Bazin, Besoul, Fischer, Michelin.

Après l'adoption du procès-verbal de la séance précédente, il est procédé au vote pour le renouvellement annuel du bureau.

Sont élus : MM. Leroy, président, Lhuillier, vice-président, Fischer, secrétaire, Houdart, trésorier, Bazin, bibliothécaire.

M. Leroy fait hommage aux membres présents de deux notices :

Les vieilles maisons de Melun. L'hôtel des Guérin. — Variétés sigillographiques. Quelques sceaux du Melunais et autres.

M. Quesvers donne lecture d'un travail intitulé : *Notes sur les Cornu, seigneurs de Villeneuve-la-Cornue* (aujourd'hui Salins, près Montereau-faut-Yonne), *La Chapelle-Rablais et Fontenailles-en-Brie*. — L'auteur indique d'abord comment furent fondés en Brie, aux ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, de nouveaux villages appelés Villeneuves, distingués les uns des autres par le nom de leurs fondateurs, Villeneuve-le-Comte, Villeneuve-la-Cornue, etc. Cette famille des Cornu jouit d'un grand crédit en son temps, tous ses membres occupèrent des positions éminentes dans le clergé, dans l'armée, dans la diplomatie. Les rois de France en firent leurs confidents et leurs conseillers. Des Cornu furent archevêques ou évêques de Sens, de Nevers, de Chartres; d'autres prirent part aux Croisades. Leur race prit fin au ^{xiv}^e siècle en la personne d'une fille dont la tombe existe encore dans l'église de Salins et qui mourut veuve de Bandonin de Corbeil et de Simon de Jouy, capitaine de Provins.

Dans une fable intitulée le *Petit chat*, M. Besoul se plaint à louer des sentiments de fraternité qui sont assez fréquents.

M. Lhuillier lit une notice sur l'artiste peintre-dessinateur Benoist Graincourt, élève de Doyen et de Pierre, qui résida au château d'Aulnoy, commune de Champeaux, et mourut en décembre 1823.

Graincourt avait été chargé par le Gouvernement d'exécuter une série de portraits de marins pour la décoration de Versailles. La Révolution interrompit son travail, mais déjà une quarantaine de

portraits étaient terminés et livrés. Quelques-uns se retrouvent à Versailles, les autres doivent être enfouis dans les greniers du Louvre, qui recèlent des richesses artistiques qu'on dit ignorées des conservateurs eux-mêmes. — Graincourt qui ne se contentait pas de peindre, publia la vie des hommes illustres de la marine française et laissa des manuscrits dont on ignore le sort.

M. Lhuillier présente ensuite des dessins, d'excellente facture, snr Fontainebleau, Moret, Nemours, Héricy.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 6 heures.

SÉANCE DU 6 NOVEMBRE 1892.

La section de Melun de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne, s'est réunie en séance ordinaire le dimanche 6 novembre 1892, à l'hôtel de ville, sous la présidence de M. Gabriel Leroy, président.

Étaient également présents : MM. Bazin, Boué, Bourges, Drosne, Fischer, Houdart, Hugues, Journeil, Lhuillier, Lioret, Masbrenier, Rabourdin.

Absents excusés : MM. Balandreau, Besoul, Michelin, Quesvers.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

Il est ensuite procédé au vote sur l'admission, comme membres titulaires, de MM. Leclerc, instituteur à Aubepierre; René Morel, publiciste à Guignes; Sabot, chef de bureau à la préfecture.

L'admission de ces nouveaux membres est prononcée à l'unanimité.

M. Quesvers, appelé par ses affaires en Basse-Normandie, écrit que dans une visite à la cathédrale de Bayeux, il a remarqué la tombe d'un melunais, Jehan Petite, chanoine et vicaire-général du diocèse de Bayeux, mort dans cette ville le 4^e jour des Nones d'avril 1694, âgé de 76 ans. Il demande des renseignements sur ce personnage peu connu à Melun. — MM. Leroy et Lhuillier fournissent à ce sujet quelques détails biographiques. Jean Petite, né à Melun le 15 mai 1619, fils d'un contrôleur aux cuirs, résidant dans la paroisse Saint-Ambroise, a laissé, sur la théologie et l'histoire religieuse, des manuscrits conservés à la bibliothèque du chapitre de Bayeux. C'était un ecclésiastique d'une grande érudition.

M. Lioret donne lecture d'une notice intitulée : *La Compagnie de milice bourgeoise instituée sous le titre de Chevaliers de Moret*.

Après des renseignements généraux sur l'origine des milices bourgeoises, sur leur organisation et les services qu'elles rendirent en des temps de troubles, M. Lioret rappelle comment fut créée en avril 1779 la milice de Moret composée d'une vingtaine d'hommes seulement et de presque autant d'officiers. L'uniforme était brillant, les prises d'armes assez fréquentes et chacun s'y montrait zélé d'autant mieux qu'elles étaient toujours suivies de copieux banquets, quelquefois aussi de feux de joie et de bals. La milice figurait avantageusement aux proclamations des ordres du roi, des victoires de l'armée française sur terre et sur mer, des traités de paix, des naissances d'enfants de la famille royale. Elle escortait les princes et les princesses à leur passage à Moret et les saluait du feu de ses vingt fusils. L'institution de la garde nationale en 1789 entraîna la suppression des milices qui, sur le théâtre restreint où chacune d'elles existait, avaient rendu quelques services pour donner plus d'éclat aux cérémonies locales ou en contribuant au maintien de l'ordre public.

Dans une notice dont il donne lecture, M. Rabourdin rappelle le sort d'une statue de marbre blanc provenant de l'église des religieux de la Merci à Chenoise, près Provins, et représentant Philippe de Castille, mort en 1625 des suites d'une blessure reçue dans un combat. Achetée à l'époque révolutionnaire par un sieur Rosty, marbrier à Melun, qui la conserva plusieurs années dans son chantier, cette œuvre d'art fut cédée, en 1798, au Musée des monuments français, fondé par Alexandre Lenoir, et une vingtaine d'années plus tard, après la suppression des collections formées par cet archéologue, elle fut donnée à la cathédrale de Meaux, qui la possède encore. Les péripéties de la statue de Philippe de Castille, retracées par M. Rabourdin, sont entendues avec intérêt par la Société.

Au nom de M. Besoul, membre titulaire à Favières, lecture est donnée d'une poésie intitulée : *L'enfant malade*. C'est l'expression des vœux d'une mère pour la conservation des jours de son enfant en danger.

M. Héron de Villefosse, membre titulaire, fait hommage à la Société d'une publication dont il est l'auteur sur la statue de *Dionysios*, par Praxitèle, conservée au musée du Louvre.

M. Lhuillier soumet à la Société les comptes de la fabrique de l'église Saint-Nicolas de Penchard, près Meaux, datant du règne

de Henri IV. Il déclare en faire hommage aux archives de la préfecture de Seine-et-Marne.

M. Rabourdin offre à la Société un exemplaire de sa poésie : *La vision de Jeanne d'Arc sur les fossés de Melun*. — Remerciements et dépôt aux archives.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 6 heures.

SÉANCE DU 30 JANVIER 1893.

La section de Melun de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne, s'est réunie en séance ordinaire le dimanche 30 janvier 1893, à quatre heures de l'après-midi, à l'hôtel de ville, sous la présidence de M. Gabriel Leroy, président.

Étaient également présents : MM. Aubergé, Bazin, Bourges, Fischer, Hugues, Lhuillier, Michelin, Sabot.

Absents excusés : MM. Besoul, Drosne, Houdart, Morel, Rabourdin, de Swarte.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

Il est donné connaissance d'une lettre de M. René Morel, publiciste à Guignes, qui fait remarquer que les séances ayant lieu à quatre heures du soir, il se trouve dans l'impossibilité, à son grand regret, d'y assister.

Cette remarque est prise en considération ; il est décidé que, pour permettre aux membres *extra muros* d'assister facilement aux réunions, les séances s'ouvriront désormais à deux heures de l'après-midi, comme le portait le règlement primitif.

M. le président lit ensuite une lettre dans laquelle M. Charles Rabourdin appelle l'attention de la Société sur la dispersion des antiquités et objets de curiosité provenant des dragages de la Seine ou de fouilles de travaux publics. Il signale plusieurs exemples qui se sont passés à Samois, à Héricy et ailleurs. Il pense que les futurs travaux du chemin de fer de Corbeil à Montereau fourniront, surtout dans le voisinage de Melun, des antiquités gallo-romaines et autres analogues à celles qu'on y découvrit en 1847-1848, lors de la construction du P.-L.-M. L'honorable membre estime qu'il y aurait lieu de prendre des mesures pour éviter une dispersion regrettable des objets intéressants qui peuvent être découverts.

Après un échange d'observations entre MM. Lhuillier, Leroy, Bourges et Hugues, la section décide que des démarches seront faites en temps opportun auprès des ingénieurs et conducteurs des travaux de la nouvelle ligne, afin de les intéresser à la conservation des antiquités qui pourront être rencontrées.

L'admission comme membre titulaire de M. Lelièvre, avocat-avoué à Melun, présenté par MM. Leroy et Houdart, est prononcée à l'unanimité.

Appelée à nommer une commission pour la publication du Bulletin de la Société, la section charge les membres du bureau de faire procéder à cette publication.

M. Bazin donne lecture d'une intéressante notice historique sur la commune de Guérard, arrondissement de Coulommiers. Des détails topographiques soigneusement étudiés, des renseignements précis sur l'état ancien du pays, sur les voies de communication, sur la population, son industrie, ses usages, ses seigneurs, sur les faits dont cette localité a été le théâtre, font de cette notice une excellente monographie communale, qui prend rang parmi les meilleures qu'on a déjà publiées dans Seine-et-Marne.

Communication est donnée d'une étude de M. Lefèvre des Noëttes, capitaine au 2^e régiment de hussards en garnison à Melun, sur l'archéologie de l'église de Brie-Comte-Robert. Cet édifice, l'un des plus remarquables de l'arrondissement de Melun, fut entrepris au xiii^e siècle et terminé au xvi^e. On y constate deux styles bien tranchés, le style ogival et celui de la Renaissance. L'auteur décrit chacun d'eux, établit leurs distinctions et se plaît surtout à faire valoir les beautés du premier, si brillamment mises en valeur par des architectes de la trempe de Robert de Luzarches, des Pierre de Montereau et des Jehan de Chelles.

M. Lhuillier lit ensuite une notice résumant les recherches auxquelles il s'est livré sur le blason de Crécy-en-Brie : *D'azur à trois croissants entrelacés d'argent*. L'origine de ce blason est incertaine. D'aucuns y voient un souvenir de Diane de Poitiers. M. Lhuillier est d'un avis contraire; il estime qu'on doit plutôt y voir une trace des Médicis, qui, après leur venue en France, introduisirent le croissant dans leurs armées. Il explique ainsi que, sans droit apparent, la ville de Crécy-en-Ponthien a adopté récemment le blason de Crécy-en-Brie.

M. Leroy fait passer sous les yeux de ses confrères le fac-simile d'une lettre autographe de Sanson, exécuteur des hautes-œuvres du tribunal criminel de Paris, écrite en février 1793 au rédacteur

du journal *le Thermomètre*, et dans laquelle il rend compte de l'exécution du roi Louis XVI, le 21 janvier précédent.

Au nom de M. Besoul, lecture est donnée d'une poésie intitulée : *Le Jour de l'an des enfants*.

Il est fait hommage à la Société des publications suivantes :

Par M. Besoul, *A travers Crécy*, recueil de poésies, broché. in-12, Crécy, 1892 ;

Par M. Lhuillier, *Le peintre Claude Lefebvre, de Fontainebleau*, Paris, in-8°, 1892.

Remerciements et dépôt aux archives.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à six heures.

SÉANCE DU 26 MARS 1893.

La section de Melun de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne, s'est réunie en séance ordinaire, le dimanche 26 mars 1893, à deux heures de l'après-midi, à l'hôtel de ville, sous la présidence de M. Gabriel Leroy, président.

Étaient également présents : MM. Bazin, Boué, Casron, Drosne, Fischer, Houdart, Lhuillier, Mare, Morel, de Swarte.

Absents excusés : MM. Besoul, Bourges, Bureaud-Riofrey, Leclerc, Lioret, Michelin, Quesvers, Sabot.

Après la lecture et l'adoption du procès-verbal de la séance précédente et le dépouillement de la correspondance, M. de Swarte donne lecture d'un mémoire sur *la Vie et la correspondance de Samuel Bernard, banquier du Trésor au XVIII^e siècle*, d'après des documents inédits conservés aux Archives nationales. — Sous l'ancienne monarchie, à côté du surintendant général des finances, chargé de l'administration des fonds de l'État, il y avait un banquier du Trésor, qui avait pour mission d'assurer la rentrée des traites des fermes et de procurer au pouvoir royal les sommes qui lui étaient nécessaires en cas de guerre ou pour l'alimentation des services publics. Samuel Bernard, comte de Coubert, fut un de ces banquiers.

Fils d'un peintre de mérite, professant la religion réformée, Samuel Bernard n'était point juif, quoi qu'en ait dit Voltaire. Il pratiqua le protestantisme jusqu'au jour où, menacé dans sa

liberté et dans sa fortune, il dut abjurer, après la réception d'une lettre comminatoire de d'Artagnan, installé avec ses mousquetaires dans la maison du financier, à Chennevière-sur-Marne.

L'origine de la grande fortune de Samuel Bernard n'est pas clairement établie. Ce fut un homme heureux dans ses premières entreprises, et l'on ajoute que, plus tard, la fortune, favorable aux audacieux, lui assura un gain de cent millions dans une spéculation en Angleterre. C'était surtout un homme habile, entretenant des relations avec les plus grands négociants de France, d'Italie, d'Espagne, de Hollande, et trouvant dans ces relations la possibilité d'échanger ses traites et mandats en espèces trébuchantes, qui servaient à l'entretien des armées du roi pendant les guerres d'Espagne, du Palatinat ou des Flandres.

Plus heureux que Colbert qui se plaignait de ne pouvoir trouver un million quand il en avait besoin, Samuel Bernard était la providence du Trésor royal, épuisé par la guerre ou par la prodigalité de Louis XIV.

Plus d'une fois les ministres du grand roi recoururent au crédit du financier, qui fut comblé d'honneurs, reçut ses entrées à Marly et fut glorifié d'une entrevue royale que Louis XIV, si pointilleux sur l'étiquette, n'accordait pas toujours aux dignitaires de la noblesse. Mais cette condescendance pour le traitant ne s'exerçait, disons-le, qu'aux jours de pénurie des finances royales, quand les ministres Chamillart, Desmaretz et autres avaient échoué dans leurs négociations auprès de Samuel Bernard.

Cet homme, qui ouvrait ainsi sa bourse au roi, fit un jour, à Lyon, une banqueroute de 300 millions. Mais, le croira-t-on, son crédit n'en fut point ébranlé, sa fortune revint à flot; et quand il mourut sous Louis XV, après le désastre de la banque de Law, dont il avait été l'adversaire, il était encore riche et puissant, entouré d'admirateurs et de flatteurs, quoique les ennemis ne lui eussent pas manqué, jouant assez bien le rôle de grand seigneur, protégeant les artistes et faisant le bonheur des habitants de son comté de Coubert qu'il comblait de ses largesses.

Son fils, également comte de Coubert, honoré de titres et de charges achetés pour la plupart à beaux deniers comptants, tint de l'opulent seigneur qui dépensait sans compter. Mais il n'avait pas le don, comme son père, de refaire sa fortune par le négoce d'argent ou par d'heureuses spéculations. Il embellit et arrondit son comté de Coubert, et s'aperçut un peu tard qu'à ce jeu, sans

parler de ses galanteries et de ses prouesses dans le monde, l'héritage paternel s'était évanoui.

La physionomie de ces Samuel Bernard, si différents les uns des autres, artistes, financiers, grands seigneurs, est très heureusement dessinée par M. de Swarte, qui donne, en même temps, d'intéressants renseignements peu connus, sur l'administration des finances royales aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles.

Son savant mémoire est écouté avec toute l'attention qu'il mérite.

Ensuite, M. René Morel lit une notice sur *la Société de l'Arquebuse de Guignes-Rabutin*. — Cette Société, qui prit fin à la Révolution de 1789, paraît remonter aux temps de la guerre de Cent ans.

Instituées dans un but d'utilité générale pour la protection des villes et des villages, les Sociétés d'arquebusiers se distinguèrent à cette époque et plus tard, durant les guerres de la Ligue et de la Fronde. Mais ces calamités leur furent fatales : bon nombre d'entre elles disparurent faute de recrutement ou emportées par les dissensions politiques. La Société de Guignes subit ce sort au temps de la Fronde. Cependant, l'amour de porter les armes excita quelques habitants du pays à se joindre à la compagnie de Cbaumes, puis plus tard, vers la fin du ^{xvii}^e siècle, à fonder une autre société dont le maréchal de Schonberg et les Samuel Bernard, successivement seigneurs de Guignes, furent les protecteurs et les bienfaiteurs. Alors les nouveaux arquebusiers, au nombre d'une vingtaine, vêtus d'un brillant uniforme, marchaient sous un drapeau ayant pour symbole une... poupée; ils eurent des jours prospères, prirent part avec honneur aux prix provinciaux de la Brie, de l'Ile de France et de la Champagne, et escortèrent le roi, la reine, les princes, les princesses, à leur passage à Guignes.

Samuel Bernard avait posé la première pierre de l'hôtel de l'Arquebuse, où avaient lieu les exercices des chevaliers et aussi leurs joyeux banquets, qui entendirent des couplets célébrant l'honneur, la gloire, le vin et les dames.

La Révolution fut le triste épilogue des joûtes des arquebusiers de Guignes, d'ailleurs bien déchus de leur splendeur d'autrefois. Ils n'étaient plus que cinq, quand ils vinrent déposer leur étendard dans l'église paroissiale, après la dissolution de leur compagnie, ordonnée par les lois de l'époque.

L'excellente notice de M. Morel, qui forme une sorte d'appendice au mémoire de M. de Swarte sur les Samuel Bernard, complète la séance.

M. Lhuillier, dont la collection locale abonde en documents de tous genres, présente plusieurs pièces et documents originaux sur la famille Samuel Bernard et les arquebusiers de Guignes.

M. Besoul, membre titulaire, fait hommage d'une cantate de sa composition, paroles et musique, intitulée : *Les Enfants de la Brie*. — Remercements et dépôt aux archives.

Le titre de membre honoraire est conféré à M. de Vasco, auteur d'une traduction en vers du *Songe de la Vie*, par Calderon.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 9 JUILLET 1893.

La section de Melun de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne, s'est réunie en séance ordinaire, le dimanche 9 juillet 1893, à deux heures de l'après-midi, à l'hôtel de ville, sous la présidence de M. Gabriel Leroy, président.

Étaient également présents : MM. Boué, Casron, Fischer, Lhuillier, Leroy, Marc, Michelin, Morel, Rabourdin, Sabot, Sénéchal.

Absents excusés : MM. Bureau-Riofrey, Hugues, Journeil, de Swarte.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et adopté.

Au nom de M. Masillon-Rouvet, M. Bureau-Riofrey fait hommage à la Société d'un ouvrage intitulé : *Viollet-Leduc et Alphand au siège de Paris*, 1 vol. in-8°. — Remercements et dépôt aux archives.

M. René Morel donne lecture d'une notice intitulée : *La Brie légendaire*.

La Brie a ses légendes comme toutes les anciennes provinces de la France, légendes historiques, fantastiques, tragiques, hagiographiques. On les retrouve partout, dans les traditions des campagnes, dans les récits de quelques vieux chroniqueurs, dans les noms des champs, des bois, des sources, des monuments mégalithiques et autres, dans les us et coutumes des populations briardes. C'est comme un vaste livre dont les feuillets, malheureusement sont épars, effacés et bien près de disparaître. C'est

une histoire de tous les temps, depuis les Gaulois nos pères jusqu'à la Révolution de 1789, histoire naïve, si l'on veut, mais bien touchante, consolante parfois et non dénuée de vivifiantes espérances, qui n'étaient pas à dédaigner en un temps où le poids du joug et les querelles des grands pesaient lourdement sur les populations. La croyance aux légendes n'est plus de notre époque, toute de septicisme ou de matérialisme; ce n'est point un motif pour les oublier complètement. M. Morel pense qu'il faut faire en Brie, où les éléments abondent, ce qu'on fit naguère en Bretagne, en Normandie, en Auvergne et ailleurs. Il se trouvera, pense-t-il, un chercheur, doublé d'un érudit, qui fera revivre les contes, les récits, les traditions de nos pères. Puisse cet espoir se réaliser!

M. le président, remerciant M. Morel de son intéressante communication, est d'avis que le futur auteur des Légendes de la Brie est trouvé : c'est M. Morel lui-même, qui, dans sa notice parfaitement écrite, a si bien tracé le sommaire de l'ouvrage et montré le chemin qu'il n'y a plus qu'à suivre.

M. Morel donne aussi lecture de deux poésies : *La Libellule*, *Mes Souhaits*, tirées d'un recueil inédit qui promet d'autres pages non moins agréables.

M. C. Rabourdin communique la première partie de ses savantes recherches sur *l'Abbaye royale de Barbeau*. — Cette abbaye, fondée par Louis VII dans le voisinage de Seine-Port, Sacer Portus, transférée plus tard en un lieu proche Héricy, était riche et puissante. Louis VII, qui avait à se faire pardonner beaucoup parce qu'il avait beaucoup péché, la combla de libéralités pour le rachat de ses fautes. Bientôt, les moines de Barbeau possédèrent des forêts importantes, des fermes, des vignobles considérables, que l'État s'appropriâ en 1790 et qu'il vendit à titre de biens nationaux. Le vignoble de Barbeau, exposé au midi, sur le coteau de la Seine, produisait un vin excellent. La récolte était l'occasion de liesses monacales, dont le souvenir n'est pas éteint à Héricy et aux environs. Pour être moine on n'en est pas moins homme, et ce serait le cas de répéter avec Térence : « *Homo sum.....* »

L'église de Barbeau était un édifice remarquable, que les abbés se plurent à orner magnifiquement, notamment à l'époque de la Renaissance. Louis VII avait voulu y être enterré, exemple qui fut imité par des personnages de marque, appartenant à la noblesse, à l'armée et aux arts.

Il y a une légende attachée au lieu de la fondation de Barbeau. Il y en a presque partout, a dit M. Morel. On y pêcha, dit-on, un

énorme barbeau, dans le corps duquel on aurait retrouvé l'anneau pastoral de saint Loup, archevêque de Sens, qui l'avait jeté dans la Seine au port de Melun, pour éteindre un terrible incendie allumé au château.

Dans les séances ultérieures, M. Raebourdin continuera la lecture de son mémoire sur l'abbaye de Barbeau.

MM. Lhuillier et Leroy font passer sous les yeux des assistants différentes pièces, dessins, gravures, reproduction de tombeaux ou d'épigraphes concernant Barbeau.

M. Lhuillier communique aussi une image de la confrérie de Saint-Loup, fondée au ^{xvii}^e siècle dans l'église Saint-Ambroise de Melun, et transférée actuellement à Notre-Dame, où l'on conserve des reliques du saint archevêque.

M. Marc présente sept pièces en or, provenant de différentes trouvailles faites notamment à Paris. Toutes sont parfaitement conservées, elles portent les effigies de Claude, Nerva, empereurs d'Occident ; de Justinien, Phocas, Théodose, Léon, empereurs d'Orient.

M. Casron rappelle qu'il y a quelques mois, en nivelant des terrains contigus à la brasserie Gruber, proche la croix Saint-Jacques et la route de Fontainebleau, on a découvert un tombeau en pierre de l'époque gallo-romaine et quantité d'ossements humains. De semblables découvertes sont fréquentes en cet endroit ; elles se rattachent à la nécropole de *Metiosedum*, alias *Melodunum*, qui y subsista pendant les époques gallo-romaine et franque. Sur ce même emplacement, dit M. Leroy, les Anglais, assiégeant Melun en 1420, enterrèrent leurs morts ; il n'est donc point étonnant que des objets antiques ou d'époque moderne s'y trouvent mélangés.

Le vote pour le renouvellement du bureau pendant l'année 1893-1894 donne les résultats suivants :

Président, M. Gabriel Leroy ; *vice-président*, M. Th. Lhuillier ; *secrétaire*, M. H. Fischer ; *trésorier*, M. Houdart ; *archiviste*, M. Bazin.

M. le président remercie l'assemblée du nouvel honneur qu'elle vient de conférer à son ancien bureau, réélu tout entier, et lève la séance à quatre heures.



NOTES SUR LES CORNU¹

SEIGNEURS DE VILLENEUVE-LA-CORNUE, LA CHAPELLE-RABLAIS

ET FONTENAILLES-EN-BRIE

Par M. PAUL QUESVERS, membre fondateur.



LORSQU'UNE abbaye ou un grand seigneur, possesseurs de domaines incultes, faute de bras, voulaient aux ^x^e et ^{xii}^e siècles, augmenter leurs revenus, ils faisaient annoncer, à plusieurs lieues à la ronde, qu'ils distribueraient à tous ceux qui s'établiraient dans leur seigneurie, des bois à essarter ou des terres à défricher ; cette concession était faite à la charge, par les nouveaux venus, de construire une maison et de payer une redevance, généralement fort modique. On accourait, du moins ceux qui n'étaient point attachés à la terre de leur seigneur ou qui obtenaient la permission de quitter leur demeure ; on essartait, défrichait, bâtissait, et les habitations se groupaient : une *ville neuve* sortait du sol et prenait le nom de son fondateur. Le roi de France lui-même ne dédaignait pas de recourir à cet ingénieux moyen d'augmenter les revenus de la couronne, et c'est ainsi que prirent naissance les nombreux pays nommés *Ville-neuve-le-Roi*, qui existent en France². C'est ainsi également qu'en

1. Quelques auteurs écrivent Cornut, conservant ainsi le *t* du mot *Cornutus*, nom qui désigne cette famille. Je préfère supprimer le *t* qu'on n'employait déjà plus au ^{xiii}^e siècle, ainsi que le prouvent, et le *Rôle* que l'on trouvera en APPENDICE à la suite de ce petit travail, et la pierre tombale de Pierre Cornu, dernier seigneur de ce nom, de Villeneuve-la-Cornue.

2. Les rois de France favorisaient l'établissement des villes neuves ; mais si ces créations augmentaient le pouvoir royal, elles n'étaient pas sans causer un certain préjudice aux seigneurs voisins. Aussi, voyons-nous en 1207, Blanche de Navarre, comtesse de Champagne, Guy Gâté-Blé et Henri de Mauni payer 1,000 livres parisis à Philippe Auguste, à la charge par lui de ne point établir de nouveaux villages et de ne prendre, sous sa protection, aucune association, dans les environs de leurs seigneuries, « scilicet à Dymonte usque Malleium-Regis, et inde usque ad » Voisinas, et inde usque ad Fontes juxta Saliniacum, et inde usque ad » Thoreniacum, et inde sicut Aqua Oreuse decurrit usque ad Yonam » Quantin, *Recueil de pièces*, p. 29, n° 62).

nos contrées, furent créées *Villeneuve-l'Archevêque* par Guillaume de Champagne, archevêque de Sens; *Villeneuve-le-Comte* en Brie, par Gaucher, comte de Châtillon, *Villeneuve-la-Guyard*, par un seigneur appelé Guyard; *Villeneuve-la-Cornue*, par un seigneur du nom de Cornu.

Depuis longues années, je réunis des documents sur la famille Cornu, en faveur de laquelle les grands barons de Marolles¹ détachèrent, à une époque encore indéterminée, une certaine quantité de terres, sises en Brie, non loin des bords de la Seine. J'avais toujours cru que ces terres, ainsi concédées à la famille Cornu, étaient assez restreintes et ne dépassaient pas les limites actuelles de la paroisse de Villeneuve-la-Cornue, mais un manuscrit de la riche collection Joursanvault, acquise en 1883 par la Bibliothèque nationale, m'a démontré que les possessions des Cornu s'étendaient bien plus avant dans l'intérieur de la Brie, que je l'avais pensé jusqu'alors. Ce manuscrit, non encore numéroté à la Bibliothèque nationale, mais qui, dans la collection Joursanvault, porte le n° 2169, n'est autre chose, en effet, que le *Rôle* des vassaux des seigneuries de La Chapelle-Rablais et de Fontenailles-en-Brie qui appartenaient à la famille Cornu.

Le *Rôle* en question est un mince cahier, en parchemin, de 13 feuillets dont le dernier, quoique coupé par la moitié, est cependant complet. L'écriture est de la fin du xiv^e siècle, ainsi que le fragment de missel qui lui servait primitivement de couverture; c'est vraisemblablement la copie d'un manuscrit plus ancien dont la date est donnée par notre manuscrit lui-même aux folios 4 v^o et 6 r^o, où on lit : *En lan de grace mil cc iii^{xx} xi*; la forme des mots est, du reste, au point de vue philologique, au moins du xiii^e siècle. Les abréviations sont bonnes et l'écriture est très claire, sauf deux ou trois mots que je n'ai pu déchiffrer; il y a, en de rares endroits, quelques fioritures et dessins à l'encre rouge, le tout assez grossièrement fait. Enfin, il est à remarquer que le f° 2 depuis : *Ce sont cil qui tiennent en syen de Guiot dou Pré*, jusqu'à : *Cest le sey que Jahan de Vernou tient de mon sour Le Cornu por lui et por sa sour*, a été ajouté après coup; il ne faisait pas partie du manuscrit primitif, car l'écriture, quoique contempo-

1. Le seigneur de Marolles était l'un des quatre barons de l'archevêché de Sens qui étaient tenus de porter, sur leurs épaules, l'archevêque de Sens, lorsqu'après son élection, il faisait son entrée dans sa ville archiépiscopale.

raïne, n'est pas la même et le parchemin est d'une qualité sensiblement différente. Ce feuillet n'a pas été, du reste, numéroté avec les autres lorsqu'on a pris soin de le faire; c'est donc une addition assez postérieure, quoique ne provenant certainement pas d'un autre manuscrit.

C'est ce *Rôle* que je publie aujourd'hui, mais il m'a paru préférable de le donner comme APPENDICE à quelques *Notes* sur les Cornu, notes que j'ai extraites d'une histoire de la Seigneurie de Villeneuve-la-Cornue que je prépare en ce moment.

I

SIMON I^{er}

La famille Cornu dut posséder, dès le commencement du xii^e siècle, Villeneuve-la-Cornue, La Chapelle-Rablais et Fontenailles-en-Brie, mais je n'ai pu remonter plus haut que Simon qui vivait vers 1172 et qu'on trouve désigné dans *Le Livre des vassaux du comté de Champagne et de Brie*, publié par M. Longnon :

CE SONT LI FIÉ DE LA CHASTELLERIE DE PROVINS.

1^{re} partie (vers 1172).

.

63. *Simon li Cornuz, liges et III mois de garde.*

Simon Cornu était un des 215 chevaliers de la châtellenie de Provins qui étaient assujettis à la garde du château de cette ville¹.

Le Livre des Vassaux donne deux autres Cornu dans la châtellenie de Bray-sur-Seine :

CE SONT LI FIÉ DE LA CHASTELLERIE DE BRAY.

1^{re} partie (vers 1172).

.

421. *Gautiers li Cornuz*².

1. D'Arbois de Jubainville, *Histoire des ducs et des comtes de Champagne*, t. VII, p. 91.

2. Ce Gautier Cornu était probablement le frère, ou peut-être même le père de Simon I^{er} et c'est sans doute pour ce qu'il possédait à Misy, qu'il était vassal du comte de Champagne. En effet, on remarquera que, d'une part, le prénom Gautier fut porté par un fils et un petit-fils de Simon I^{er}; que, d'autre part, *Ysabel La Cornue*, veuve de Simon I^{er}, avait en 1201, des biens à Misy, et qu'enfin, un des petits-fils de ces derniers, Albéric Cornu, préchantre de Sens, donna au Chapitre de cette église, une rente qui lui était due sur une île située à Misy.

Dans le rôle de 1201 de la même châteltenie, on trouve aussi :

523. *Ysabel la Cornue, deu cens deu conte et ce que il a à Miri*¹.

Enfin, on connaît encore, à cette époque, une abbesse de La Joie, près de Nemours, qui s'appelait Jehanne la Cornu et qui, très probablement, était de la même famille. En effet, l'abbaye de La Joie fut fondée par Philippe de Nemours, sur les instances de Gautier Cornu, archevêque de Sens, et il est à supposer que c'est sur la recommandation de ce prélat et à cause de ses liens de parenté avec lui (peut-être même était-elle sa sœur), que Jehanne la Cornu fut choisie pour succéder à la première abbesse de La Joie².

Je pense que Simon I^{er} était sinon le fondateur, au moins le fils du fondateur de Villeneuve-la-Cornue, mais je n'en ai pas la preuve et la filiation des Cornu ne remonte d'une façon très sûre que jusqu'à Simon I^{er}³. Il fut, tant par les emplois qu'il dut occuper, que par son alliance avec une des premières familles du royaume, le véritable fondateur de sa race et c'est sans doute son tombeau et celui

1. C'était la veuve de Simon I^{er}. — *Miri*, aujourd'hui Misy, canton de Montereau-fault-Yonne.

2. Ce monastère de La Joie « fundatorem agnoscit Philippum Nemosii » dominum qui hortatu Galterii archiepiscopi Senonensis..... prima ejus » fundamenta jecit
« II. Johanna eidem presuli [Galterio] promisit obedientiam. Sepulta » dicitur in capitulo, ubi nuncupatur Johanna la Cornu » (*Gallia christiana*, t. XII, p. 245).

3. Alpaïs, femme de Guillaume I^{er}, seigneur de Pénil et mère d'Étienne de Pénil, dit Bécard, archevêque de Sens, ne serait-elle pas la sœur de Simon I^{er} Cornu? Taveau, dans ses *Vies et Actes des Archevêques de Sens*, dit, p. 106, qu'Étienne Bécard était parent des Cornu : « Cornutis san- » guine..... junctus ». La *Gallia christiana*, t. XII, pp. 68 à 69, va même plus loin : « Stephanus materno sanguine Cornutos archiepiscopos affin- » gebat ». — Cf. G. Leroy, *Essai généalogique sur les seigneurs autochtones de Vaux-le-Pénil*, dans le *Bulletin de la Société d'archéologie de Seine-et-Marne*, t. VIII, p. 25.

Pénil : de vair au lambel d'argent.

Bécard : de gueules à deux haches adossées d'or, d'après Julliot, et d'argent à la croix de gueules, accompagnée de haches ou hoyaux adossés au naturel, suivant Leroy.

Les Cornu étaient, du reste, alliés à toutes les grandes familles des environs, notamment avec leurs voisins, les seigneurs de Montigny-Lencoup. Le chroniqueur Geoffroy de Courlon qui était neveu de Geoffroy de Montigny, abbé de St Pierre-le-Vif et petit-fils de Guy, seigneur de Montigny-Lencoup, le dit expressément : [Gaufridus abbas] « consanguini- » neus Galterii, Gilonis fratrum, Henrici et Giloni nepotum Cornutorum. » Senonensium archiepiscoporum » (G. Julliot et Maurice Prou, *Le Lièvre des reliques de l'abbaye de Saint-Pierre-le-Vif de Sens*, p. 83).

de sa femme qu'on voit encore aujourd'hui dans l'église de Salins¹.

Simon I^{er} épousa Isabelle ou Élisabeth Clément², fille de Robert Clément, régent du royaume sous Philippe Auguste et sœur d'Albéric et de Henri Clément, maréchaux de France, de Hugues, doyen de l'église Notre-Dame de Paris et d'Eudes, archidiacre de la même église³.

1. Je reconnais cependant que ces tombeaux peuvent aussi, à cause de la finesse des détails, être ceux de Simon II et de sa femme qui moururent après 1250. — Ces jolis monuments du XIII^e siècle, deux des rares spécimens de tombes en relief qui restent dans la Brie, ont été décrits par Aufauvre et Fichot dans les *Monuments de Seine-et-Marne*; mais ces auteurs ont commis une grosse erreur en attribuant ces tombeaux aux Courtenay qui ne possédèrent Villeneuve-la-Cornue qu'au XVI^e siècle.

2. La *Gallia christiana*, t. XII, p. 60, en parlant de Gautier Cornu, archevêque de Sens, l'un des enfants de Simon I^{er}, dit que ce prélat était fils de Marguerite d'Obsonville, « filius Margaritæ dominæ Aubuçon-ville » (aujourd'hui Obsonville, canton de Château-Landon). Je ne sais où les auteurs de la *Gallia* ont puisé ce renseignement, mais il est évidemment erroné; en effet, il n'est pas douteux que la femme de Simon I^{er} était une Clément, ainsi qu'on le verra par la note suivante; de plus, bien qu'Obsonville soit assez près de Mez-le-Maréchal où la famille Clément possédait de grands biens, cette seigneurie paraît avoir toujours appartenu à la maison de Nemours. Cette Marguerite de Nemours paraît, du reste, avoir été bien mal connue des généalogistes, car si la *Gallia* lui donne pour mari Simon I^{er} Cornu, le P. Anselme, t. VI, pp. 625 et 628, la fait à la fois sœur et fille d'Ursion I^{er} de Nemours! En réalité, elle était bien la fille de ce dernier, ainsi que le prouve le *Cartulaire de Barbeau* qui mentionne son fils Gilles de Sully, ainsi que ses frères, Ursion II de Nemours, seigneur de Brécy, et Philippe de Nemours, évêque de Châlons.

Nemours: *desinople à trois jumelles d'argent, à la bordure engreslée de gueules.*
Sully : (?) *d'or au chêne de sinople.*

3. Tarbé, cité par Michelin dans ses *Essais historiques sur Seine-et-Marne*, p. 1719, dit que la mère de Gautier Cornu, archevêque de Sens, était sœur de Robert et de Gilles Clément, mais c'est une erreur que Tarbé a copiée dans Mestier, *Histoire des Archevêques de Sens*, p. 555 (ms. fr. de la Bibliothèque nationale, n° 11,583). En effet, la *Gallia christiana*, t. VII, p. 212, dit en parlant de l'archevêque Gautier Cornu : « Galterus filius Simonis Cornut, domini Villænove prope Monasteriolum oppidum et Henrici Clementis Franciæ marescalli ex sorore nepos »; de plus, Albéric Cornu, un des fils d'Isabelle Clément, dans l'acte de fondation de l'anniversaire d'Eudes (frère d'Élisabeth), l'appelle son oncle : « in anniversario defuncti » Odonis avunculi mei, quondam archidiaconi ecclesie Parisiensis » (*Cartulaire de N. D. de Paris*, t. II, p. 80). Dans l'Obituaire de la même église (*op. cit.*, t. IV, p. 613), on lit aussi : « Eodem die (VI id. maii — 10 mai), obiit Robertus Clemens et Albericus filius ejus; pro quorum animabus, Hugo decanus et Odo archidiaconus filii ejusdem Roberti, dederunt nobis carruatam terre arabilis.... in territorio Liricanti et quatuor hospites cum quibusdem censivis, Liricanti sitos ».

Liricantus, Larchant, canton de la Chapelle-la-Reine (Seine-et-Marne).

Le P. Anselme dans la généalogie des Clément, t. VI, p. 619, ne parle ni d'Eudes, archidiacre de Paris, ni d'Isabelle, femme de Simon I^{er} Cornu.

Clément : *de.... à la croix ancrée de....*

Simon I^{er} mourut avant 1218, ainsi qu'il résulte de la charte suivante conservée aux *Archives nationales*, ancien L. 1199, n° 22, aujourd'hui coté L. 806 :

Universis presentes litteras inspecturis, magistri Galterius et Albericus Cornuti, canonici parisienses, et Gilo frater eorum canonicus Aurelianensis, eternam in Domino salutem. Universitati vestre notum facimus quod domina Ysabel Cornuta mater nostra et dominus Symon frater noster et nos dedimus in escambium ecclesie sancti Germani de Pratis parisiensis ea que in dominio nostro tenebamus in territorio beati Germani, videlicet hostias in quibus site sunt domus Guillelmi de Sancto Germano¹, hominis nostri, et domus Stephani Balbi, et domus Petri de Subfurno, et terras arabiles cum nucibus que ibi sunt, scilicet terras quas tenebant a nobis Berbertus de Boissum et familia sua, et terram de Guerehia quam emimus a domina Agnete sorore nostra et marito suo, et terram quam habuimus ab eadem ecclesia in escambium apud Champgier² et aliam terram quam habebamus juxta Gardelou³. Insuper etiam quitavimus eidem ecclesie et dedimus feodum quem a nobis tenebat Milo filius defuncti Guiberti militis, pro sexaginta arpennis nemoris ad arpenos regis, quos ipsa ecclesia habebat contiguos nostro nemori juxta Villers⁴. Quod quidem excambium dederunt nobis abbas et conventus ad augmentum feodi nostri quem ab ipsis tenemus, fuit autem talis conventio, quod de ista commutacione tenenda ecclesiam debemus jurare bona fide quod, si forte quod absit, vel ipsa ecclesia non posset nobis garantire vel nos ecclesie, nos ad nostrum quod dedimus et ecclesia ad suum quod dedit integraliter rediremus. Quod ut ratum permaneant, presentes litteras sigillorum nostrorum munimine in testimonium roboravimus. Actum anno gracie m° cc° octavo decimo, mense septembri.

Les deux chanoines de l'église de Paris, cités dans la charte précédente, Gautier et Albéric Cornu, firent du bien au Chapitre, en mémoire de leur père, ainsi que le prouve cette mention de l'*Obituaire* de N. D. de Paris, que Guérard date « circa 1222 », mais qui est antérieure de quelques années, puisque Simon I^{er} Cornu était déjà mort en 1218 :

1. St-Germain-Laval, canton de Montereau-fault-Yonne.

2. Changy, ferme, commune de Courcelles, canton de Montereau-fault-Yonne.

3. Gardeloup, hameau, commune de Saint-Germain-Laval, canton de Montereau-fault-Yonne.

4. Villiers, ferme, commune de Salins, canton de Montereau-fault-Yonne.

V. Kal. novembris (28 octobre). Eodem die, obiit Symon Cornutus, miles; pro ejus anima, ipsius filii, dilecti fratres et concanonici nostri, Galterius decanus noster et magister Albertus (*lisez* Albericus) frater ejus dederunt nobis centum viginti arpennos terre, quos propriis sumptibus suis extirpari fecerunt in nemoribus nostris de Roseto¹.

Le *Livre des Vassaux* et la charte de 1218 sont les seuls documents du temps que j'aie, jusqu'à ce jour, rencontrés sur Isabelle ou Élisabeth Clément, femme de Simon I^{er} Cornu; cependant, j'ai trouvé dans le *Congrès archéologique de France, Séances générales tenues à Dijon en 1852*, la note suivante, note qui n'est appuyée d'aucune indication de sources et que, par suite, je ne rapporte qu'avec la plus grande réserve :

« Vers 1180, vivait à Villeneuve-Cornut, aujourd'hui Salins, près Montereau, une veuve nommée Élisabeth. Cette veuve avait quatre fils qu'elle éleva dans la crainte de Dieu; le premier, Gauthier Cornut devint archevêque de Sens; le deuxième, Albéric Cornut fut évêque de Chartres; le troisième, Gilon Cornut fut archidiaire, puis archevêque de Sens et succéda à Gauthier, son frère aîné; le quatrième resta avec sa mère à Villeneuve. Après son mariage, leur mère, Élisabeth Cornut se retira à Tart près Dijon et y mourut en odeur de sainteté; on l'appelle encore aujourd'hui la bienheureuse Élisabeth ».

Simon I^{er} laissa de sa femme, Isabelle Clément, cinq fils et une fille² : 1^o Simon II; 2^o Gautier, premier du nom; 3^o Albéric ou Aubry, premier du nom; 4^o Gilles ou Gilon, premier du nom; 5^o Robert, premier du nom; et 6^o Agnès.

1^o Simon II (V. plus loin § II).

2^o Gautier, premier du nom, était né à Villeneuve-la-Cornue : « natus in Bria. . . . in domo quæ Villænovæ Cornutorum vocatur » juxta Capellam de Rabelais », dit la *Gallia*, t. XII, p. 60; « nobili natus loco, filius Symonis Cornut domini Villænovæ Cornutorum non longe a Musterolo oppido », rapporte Taveau dans ses *Vies et Actes des archevêques de Sens*, p. 97. Élevé à Paris, « in primera ætate, in ecclesia nutritus Parisiensi »³, il se distingua promptement et devint chanoine de Notre-Dame. C'est en

1. *Cartulaire de N. D. de Paris*, t. IV, p. 174.

2. Peut-être, ainsi que je l'ai dit plus haut, Jehanne la Cornu, abbesse de La Joie, près de Nemours, était-elle aussi fille de Simon I^{er} et d'Isabelle.

3. *Cartulaire de N. D. de Paris*, t. IV, p. 50.

cette qualité qu'il fut, en mars 1210 (v. s.), choisi, avec l'archevêque de Sens, Pierre de Corbeil, à qui il devait succéder sur le siège archiépiscopal de Sens, comme arbitre, pour trancher des difficultés qui s'étaient élevées entre les Chapitres Notre-Dame et Sainte-Croix d'Étampes¹.

Il jouissait d'une grande considération, non seulement parmi ses confrères qui lui confièrent plusieurs charges, les prévôtés de Vernou² et de Rozoy³, puis le décanat, mais encore auprès des rois de France Philippe Auguste et Louis VIII dont il fut le chapelain, et du pape Honorius qui lui donna, à plusieurs reprises, la mission de juger quelques contestations, entre autres celles qui s'élevèrent en 1216, 1217 et 1218, entre Blanche de Navarre, comtesse de Champagne, et les abbayes de Cluni et de Pontigny⁴.

En 1215, lui et ses frères qui possédaient, ainsi qu'on le verra plus loin, des biens à La Chapelle-Rablais, eurent quelques difficultés avec l'abbaye de S^t Germain-des-Prés. Elles paraissent, du reste, avoir été facilement aplanies, car on a des lettres de Philippe Auguste, de cette année 1215, par lesquelles il atteste que Gautier Cornu et ses frères, « Galterius Cornutus et fratres ejus », ont renoncé aux droits auxquels ils prétendaient sur la chasse et les haies dans les bois de S^t Germain-des-Prés à Arrabloy⁵.

L'année suivante, Blanche de Navarre les autorisa, lui et son frère Albéric, depuis évêque de Chartres, à essarter tous les bois de Rozoy⁶; ce sont ces bois que les deux frères donnèrent au Chapitre de Paris, pour fonder l'anniversaire de leur père Simon. Les chanoines ne furent pas ingrats envers leur ancien doyen; ils l'inscrivirent dans leur *Nécrologe*, au 12 des calendes de mai, en rappelant ce don fait au Chapitre, « in bosco Venule »⁷.

J'ai donné, plus haut, la charte par laquelle il fit, de concert avec sa mère et ses frères, en 1218, un échange avec l'abbaye de S^t Germain-des-Prés. A l'original de cette charte qui est conser-

1. L'abbé J.-M. Alliot, *Cartulaire de Notre-Dame d'Étampes*, p. 7, in.8°; Paris, Picard, MDCCCLXXXVIII (Publication de la *Société historique et archéologique du Gâtinais*).

2. Vernou, canton de Moret-sur-Loing (Seine-et-Marne).

3. Rozoy-en-Brie (Seine-et-Marne).

4. D'Arbois de Jubainville, *Histoire des ducs et des comtes de Champagne*, t. V, p. 110, n° 1043; p. 112, n° 1056; p. 113, n° 1057; et p. 135, n° 1172 bis.

5. Archives nationales, K. 28, n° 7.

6. D'Arbois de Jubainville, *op. cit.*, t. V, p. 112, n° 1054, et *Cartulaire de Notre-Dame de Paris*, t. II, pp. 266 et 267.

7. Voinsles, canton de Rozoy-en-Brie (Seine-et-Marne).

vée, ainsi que je l'ai dit, aux *Archives nationales* (ancien L. 1199 n° 22, aujourd'hui, L. 806) est appendu le sceau de Gautier (*Collection des sceaux des Archives nationales*, n° 7782). Ce sceau de 0,048^m représente un bouquet de fleurs portant sur une tête d'homme de profil à gauche, avec cette légende :

+ S. MAGISTRI GALTERI CORNVTI

En 1220, le roi l'avait présenté pour l'évêché de Paris, mais sur la recommandation du pape Honorius, Guillaume de Seignelay, évêque d'Auxerre, lui fut préféré. Un siège plus important, du reste, devait lui échoir, car quelques années après, en 1223, il était élu archevêque de Sens sous le nom de Gautier III, ce qu'un poète du temps, Guillaume Le Breton, ne manqua pas de célébrer par ces vers :

At Galtere, tibi cum confirmata fuisset
Parisiani apicis electio, mox Senonensem
Ad Cathedram raperis, etc.

Presqu'aussitôt après sa prise de possession, Gautier acquit d'Erard de Brienne, seigneur de Ramerupt¹, la forêt de Rageuse, d'une contenance de 2000 arpents, à raison de 4 livres de Pro vins, l'arpent du Roi de 40 toises carrées, forêt que, par son testament, il laissa : trois quarts à l'Archevêché de Sens et un quart au Chapitre de sa cathédrale².

En novembre 1226, Gautier Cornu et autres archevêques et évêques annoncent à Thibaut IV que Louis IX sera couronné à Reims le dimanche 29 du même mois, et ils prient Thibaut de se trouver en personne à cette cérémonie³.

En février 1227, il fait savoir que Léonard (*aliàs* Renaud) curé de S^t Maurice de Montereau-fault-Yonne, ayant reçu à titre d'indemnité pour lui et ses successeurs, une rente d'un muid de froment, renonce à réclamer des dominages-intérêts pour le préjudice causé à l'église S^t Maurice, par la forteresse que Thibaut IV, comte de Champagne, venait de construire, à Montereau, au confluent de la Seine et de l'Yonne⁴.

Le 6 mai 1228, le roi d'Angleterre, Henri III, écrit à Gautier

1. Ramerupt, arr. d'Arcis-sur-Aube (Aube).

2. *Archives de l'Yonne*, G. 464, 698 et 1247.

3. D'Arbois de Jubainville, *op. cit.*, t. V, p. 233, n° 1731.

4. id. id. *op. cit.*, t. V, p. 249, n° 1218.

Cornu, archevêque de Sens, pour l'avertir qu'il envoie ses ambassadeurs au roi Louis IX, à l'effet de conclure une trêve qu'il promet d'observer et d'entretenir¹.

En 1229, il fonde dans sa cathédrale, quatre nouvelles prébendes et les dote, chacune, de 30 livres de rente, lesquelles devront être perçues sur les revenus de certaines églises paroissiales².

Gautier, non seulement faisait de longs séjours à la Cour, mais encore il suivait parfois l'armée. C'est ainsi qu'en juin 1230, pendant la guerre déclarée par saint Louis au duc de Bretagne, il était au camp devant Ancenis³ et signait une charte par laquelle les grands du royaume reconnaissaient que Pierre, duc de Bretagne, avait perdu le bail⁴ de son duché, à cause de sa conduite envers le roi de France. On trouvera ci-dessous le scel et le contre-scel de Gautier; ils sont appendus à cette charte qui est conservée aux *Archives nationales* J. 241 n° 5 (*Collection des sceaux des Archives* n° 6390). Le scel, de 0,075^m, représente un évêque debout, vu de face, mitré, crossé et bénissant, avec cette légende :

+ GVALTERUS DEI GRA. SENONENSIS ARCHIEPISCOPVS

Le contre-scel représente un archevêque à genoux, les mains jointes, de profil à gauche; sur sa tête une main bénissante, avec cette légende :

+ ADIVVA ME DOMINE

En août 1231, on le voit encore comparaître dans une charte sur les franchises accordées aux bourgeois de Nevers⁵.

Ce prélat eut beaucoup de part à toutes les affaires de son temps. Louis IX l'avait en grande estime; c'est à lui qu'il confia le soin d'aller demander la main de Marguerite de Provence; c'est par lui qu'il voulut être marié dans la cathédrale de Sens; c'est lui, enfin, qu'il chargea d'aller recevoir la couronne d'épines. Gautier écrivit même l'histoire de ce voyage par l'ordre du roi, ainsi que le sermon qu'il prononça le jour de la réception de la sainte couronne⁷.

En 1240, il sacra évêque de Nevers, son frère Robert⁶. Le 9 août

1. *Recueil des traités*, p. 180.

2. Dom Martène, *Veter. monum.*, t. I, col. 1231.

3. Ancenis (Loire-Inférieure).

4. Mot de l'ancien droit féodal qui signifie : pouvoir, autorité.

5. Bibliothèque nationale, *Mss. fr. nouv. aeq.* 2298.

6. Mestier, *Histoire des archevêques de Sens*, p. 562, ms. fr. de la Bibliothèque nationale, n° 11583.

7. Duchesne, *Historiæ Francorum scriptores*, t. V, pp. 407 et ss.

de la même année, le pape Grégoire IX l'invita à se rendre auprès de lui, pour conférer sur les nécessités de l'église; il renouvela cette invitation le 15 octobre suivant¹, mais il est probable que Gautier ne put se rendre à cette invitation, car il mourut le 20 avril 1241. Il fut enterré dans le chœur de sa cathédrale, à main droite de l'aigle, sous une tombe de cuivre, sur laquelle on grava une épitaphe qui se terminait ainsi :

Dum vigit tua, dum valuit, Galtère, potestas,
Fraus latuit, pax magna fuit, regnavit honestas².

3^e Albéric ou Aubry, premier du nom, fut, ainsi que son frère, élevé à Paris : « in ecclesia Parisiensi, a juventute nutritus »³; il enseigna le droit civil et le droit canon : « juris canonici et civilis » Luteciae professor, tum consiliorum regis fratri adjutor ad-
» citus⁴ ». Il fut chanoine de Paris, de Sens et de Chartres, et doyen de Saint-Martin de Tours.

Vers 1215, alors chanoine de Paris, il fonde un anniversaire pour le repos de l'âme de son oncle, Eudes, ancien archidiaque de Paris⁵.

En 1216, il prend à ferme du Chapitre N. D. de Paris, les halles de Rozoy-en-Brie, moyennant une redevance annuelle de trente livres provinoises⁶; la même année, ainsi que je l'ai déjà dit, Blanche de Navarre les autorise, son frère et lui, à essarter les bois de Rozoy; l'année suivante, il est adjoint à son frère Gautier, par le pape Honorius, comme juge dans diverses affaires litigieuses.

En septembre 1218, il est partie dans l'échange fait par sa mère et ses frères et il scelle cet acte de son sceau (*Collection des sceaux des Archives nationales*, n° 7781), sceau qui représente un bouquet de fleurs dans un pot, avec cette légende :

+ SIGILLVM ALBERICI CORNVTI

En octobre de la même année, il est prévôt de Rozoy⁷ et tran-

1. Raynaldus, *Annales ecclesiast.*, t. XIII, p. 550, col. 2, et p. 551, col. 2.

2. *Gallia christiana*, t. XII, p. 63.

3. *Cartulaire de N. D. de Paris*, t. IV, p. 172.

4. *Gallia christiana*, t. VIII, p. 1159.

5. *Cartulaire de N. D. de Paris*, t. II, p. 80.

6. *Id.* *id.* *id.* t. II, p. 318.

7. Rozoy-en-Brie (Seine-et-Marne).

sige pour les dîmes, avec le curé de Voinsles¹. En 1225, il est toujours prévôt de Rozoy, et le Chapitre Notre-Dame lui donne, à lui et à Guillaume Pullus, prévôt de Vernou, le droit de faire essarter tous les bois de cette dernière prévôté². En 1227, il fait savoir à son frère Gautier, archevêque de Sens, que Guillaume de La Brosse³ a vendu au Chapitre N. D. de Paris, la moitié du moulin de La Roche⁴. En août 1233, il est doyen de Saint-Martin de Tours et, en cette qualité⁵, il comparait à un acte relatif à des contestations avec Pierre de Chablis, se disant chevalier⁶. A cette chartre originale conservée aux *Archives nationales*, J. 176 n° 7 (*Collection de sceaux* n° 7599), sont appendus le scel et le contre-scel d'Albéric. Le scel, de 0,065 m., représente saint Martin nimbé, devant un autel, et élevant un calice des deux mains; à dextre deux fleurs de lys, avec cette légende :

+ S. ALBERICI DECANI BL. MARTINI TVRONENSIS

Le contre-scel représente un personnage debout, de trois quarts à droite, tenant un livre de la main droite et ayant la gauche levée, avec cette légende :

+ MAGR. ALBERICVS CORNVTVS

Élevé sur le siège de Chartres en 1236, il fut un évêque plein de zèle, si l'on en juge par l'article que lui ont consacré les auteurs de la *Gallia christiana*⁷. En mars 1242 [3], se trouvant à Épernon, il homologua une transaction au sujet des droits des religieux de S^t Magloire de Paris, sur des terres en labour situées à Hermeray⁸, par une chartre dont l'original conservé aux *Archives nationales*, S. 1156, n° 3, porte encore son scel et son contre-scel (*Collection de sceaux des Archives nationales*, n° 6569). Le scel représente un évêque debout, vu de face, mitré, crossé et bénissant, avec cette légende :

+ SIGILLVM ALBERICI CARNOTENSIS EPISCOPI

1. *Cartulaire de N. D. de Paris*, t. II, p. 279.

2. *Id.* *id.* *id.* t. II, p. 214.

3. Probablement La Brosse, commune d'Héricy, canton du Châtelet-en-Brie.

4. *Cartulaire de N. D. de Paris*, t. II, p. 212. — La Roche, commune de La Grand'Paroisse, canton de Montereau-fault-Yonne.

5. A., decanus Beati-Martini Turonensis.

6. Quantin, *Recueil de pièces*, p. 184.

7. T. VIII, pp. 1159 à 1161.

8. Hermeray, canton de Rambouillet (Seine-et-Oise).

Le contre-scel représente la Vierge assise tenant l'enfant Jésus sur ses genoux, avec cette légende :

+ AVE MARIA GRACIA PLENA

Appelé à Rome par Innocent IV, il mourut en chemin, le 15 des calendes (17 novembre) 1243, à Prémery¹, au diocèse de Nevers, ville dont Robert Cornu était alors évêque. C'est à cette circonstance, sans doute, qu'il dut d'être enterré dans la cathédrale de Nevers, au lieu de l'être dans celle de Chartres; du reste, les chanoines de cette église lui consacrèrent un long article dans leur *Nécrologe*.

Les chanoines de l'église N. D. de Paris ne l'oublièrent pas non plus et, en reconnaissance des bienfaits dont il avait comblé leur Chapitre, ils l'inscrivirent dans leur *Nécrologe*, à la date du 11 des calendes (21 novembre). Ils rappelèrent les services nombreux dont leur Église lui était redevable, et notamment le soin qu'il avait eu de rendre à la culture, des bois de Voinsles et de Vernou où il avait même fait construire une grange :

..... per cujus prudenciam et sollicitudinem nemora Venule communia ad agriculturam sunt redacta;..... in prepositura Vernoti nemora communia, que nemora Beate Marie vocabuntur, in quibus comes Campanie multique alii magni et potentes usum habebant, essartari et ad agriculturam redigi cum magnis sumptibus procuravit, et ibidem granchiam magnam et somptuosam, adjuvante capitulo, edificavit et multa ornamenta ecclesie nostre dedit, et multa alia bona fecit.

4° Gilles ou Gilon, premier du nom, si l'on en croit Mestier dans son *Histoire des archevêques de Sens*, p. 563, naquit à Villeneuve-la-Cornue et eut pour parrain Gilles Clément, ministre d'État sous Philippe Auguste, mort en 1182. Mais je me défie quelque peu de Mestier qui a confondu les deux générations des Cornu et qui a, sans doute, inventé cette parenté spirituelle, comme il l'a fait pour Robert et Henri, uniquement parce qu'il a remarqué que les mêmes prénoms étaient portés : par Gilles Cornu et son grand oncle Gilles Clément, par Robert Cornu et son oncle Robert Clément, enfin par Henri Cornu et son oncle Henri Clément.

Gilon apparaît pour la première fois, en 1218, comme chanoine d'Orléans, dans la chartre dont j'ai déjà parlé plusieurs fois. Son

1. Prémery, arr. de Cosne (Nièvre).

secan appendu à cette charte¹ représente un cerf passant à gauche avec cette légende :

...ILLVM GILONIS CORNVTI

Il était archidiacre de Sens, lorsque les chanoines de ce Chapitre qui l'avaient en grande estime, à cause de sa science et de sa vertu², le choisirent pour succéder à son frère Gautier. Son élection cependant souleva quelques difficultés, mais elles finirent par s'aplanir et il fut consacré, au mois de décembre 1244, à Lyon, par le pape Innocent IV qui s'y trouvait alors et le décora du pallium³. Il est connu sous le nom de Gilon 1^{er} et fut installé comme archevêque, le 25 décembre 1244, par son neveu Henri Cornu, alors archidiacre de Sens⁴.

En 1247, Gilon 1^{er} est à Marolles-sur-Seine, près de Montereau-fault-Yonne et il confirme le 22 mai (die Mercurii post Pentecosten), une transaction intervenue entre Thibaut IV, comte de Champagne, et le curé de St Maurice de Montereau, transaction aux termes de laquelle ce dernier renonce à élever aucune prétention sur les oblations faites à l'autel de la chapelle du comte, dans le château de ladite ville. En échange de l'abandon de ses droits, le curé de St Maurice recevra 20 sous de rente, sur la prévôté de Montereau⁵.

En novembre 1249, il approuve une vente faite à Thibaut IV, par le maître et les frères de la léproserie de Crolebarbe, près de Provins, de l'emplacement d'un moulin sur la Voulzie⁶.

Quelques mois après, le 9 mars 1249 [50], il déclare qu'en sa présence, Mathilde de Méry, femme de Simon l'Agneau, ayant obtenu du comte de Champagne, décharge viagère du joug de la servitude, lui a fait abandon de ses avoines de St Oulph et du terrage de Mesgrigny⁷. Dans le cours de la même année, il étend

1. *Archives nationales*, ancien L. 1199, n° 22; aujourd'hui L. 806.

2. Taveau, *Vies et Actes des archevêques de Sens*, p. 100.

3. « Demum apud Lugdunum per Innocentium papam consecratur et » honore pallii decoratur » (*Chronique de Geoffroy de Courlon*, publiée par G. Julliot, p. 522).

4. Mestier, *op. cit.*, p. 564.

5. D'Arbois de Jubainville, *op. cit.*, t. V, p. 422, n° 2796, et *Gallia christiana*, t. XII, p. 63.

6. D'Arbois de Jubainville, *op. cit.*, t. V, p. 439, n° 2893.

7. id. id., *op. cit.*, t. V, p. 442, n° 2908. — St Oulph et Mesgrigny, canton de Méry-sur-Seine (Aube).

aux chanoines de S^t Jean de Sens, le statut de son frère et prédécesseur Gautier Cornu¹.

Le 14 novembre 1252, Gilon signe à Paris, avec tous ses suffragants, une lettre adressée à Thibaut IV, comte de Champagne, par laquelle ils lui rappellent que, déjà, le concile provincial de Sens l'a invité à rendre les biens ecclésiastiques qu'il a fait saisir, bien que l'acquisition de ces bois remonte à plus de quarante années². A cette lettre qui existe en original aux *Archives nationales*, J. 498, n° 96, sont appendus le scel et le contre-scel de l'archevêque de Sens (*Collection de sceaux des Archives nationales*, n° 6391). Le scel assez mal conservé représente un archevêque debout, ou de face, mitré, crossé et bénissant, avec cette légende incomplète :

...LO DEI GRA...

Le contre-scel représente la lapidation de saint Étienne³, avec cette légende :

+ ADIVVA ME DOMINE DEVS

Gilon I^{er} suivit saint Louis à la septième croisade⁴; il fut le premier, dit Fenel, qui travailla à abolir la fête des *Fols* et mourut en 1254. Il fut enterré dans le chœur de sa cathédrale, sous une tombe de cuivre autour de laquelle on pouvait encore lire, au xviii^e siècle, les vers suivants rapportés par la *Gallia christiana*⁵ :

Præfuit ecclesiæ Senonis Gilo pietatis
Plenus, justitiæ cultor, vas sobrietatis,
Galteri frater, Henrici patruus iste
Constitit alme...

5° En indiquant Robert comme *frère* des deux archevêques Gautier III et Gilon I^{er}, et de l'évêque de Chartres, Albéric ou Aubry, je suis en contradiction complète avec les auteurs de la *Gallia christiana*. En effet, ils disent en deux endroits différents que Robert, d'abord chanoine de Chartres, puis évêque de Nevers, était neveu de Gautier, archevêque de Sens, et d'Aubry, évêque de

1. *Archives de l'Yonne*, G. 1483.

2. D'Arbois de Jubainville qui cite cette lettre. *op. cit.*, t. V, p. 466, n° 3046, la date du 15 novembre; cf. Labbe, *Conciles*, t. XI, col. 706 et 707.

3. Saint Étienne est le patron de la cathédrale de Sens.

4. Il ne resta pas en Palestine jusqu'à la fin de la croisade.

5. T. XII, p. 64.

Chartres : « Galteri Senonensis et Alberici Carnotensis præsulum » *nepos* Robertus episcopus »¹; « obiit [Albericus episcopus Carnotensis] apud Primeriacum castrum episcopi Niversensis qui » tunc erat Robertus ejus nepos »². Ailleurs encore³, les savants auteurs indiquent comme frères, Robert, évêque de Nevers, et Henri, archevêque de Sens, lequel, ce n'est pas douteux, était bien le neveu de Gautier III et de Gilon I^{er}.

La *Gallia christiana* est certainement dans l'erreur et voici pourquoi :

Robert Cornu, évêque de Nevers, neveu d'après la *Gallia*, de Gautier III et de Gilon I^{er}, et frère d'Henri, archevêque de Sens, Robert Cornu est mort, tous les auteurs sont d'accord sur ce point, en 1253. Or, comment expliquer que ce fils de Simon II Cornu, mort en 1253, ait pu ratifier, en 1266, la donation faite par son père, de 40 sous de rente au Chapitre de Sens, pour son anniversaire? Et il ne peut y avoir de doute sur ce point, car sept des fils de Simon II sont nominativement désignés dans cet acte que je reproduis plus loin *in extenso*. De plus, ce Robert, fils de Simon II et chanoine de Chartres comparait, à Preuilly⁴, le 15 août 1275, comme témoin d'une vente faite à Albéric Cornu, prévôt d'Ingré et chanoine de Sens, stipulant au nom de leur frère commun Gilon II, archevêque de Sens⁵. Enfin, on sait que ce dernier avait de son temps, c'est-à-dire après 1274, date de son élévation à l'épiscopat, cinq frères chanoines dans son église⁶ : il y a donc eu bien certainement, à cette époque, un Robert Cornu qui était, en même temps, chanoine de Chartres et chanoine de Sens.

Pour pouvoir admettre que Robert, évêque de Nevers, mort en 1253, ait été le neveu de Gautier III et de Gilon I^{er}, c'est-à-dire

1. T. XII, p. 644 A.

2. T. VIII, p. 1160.

3. T. XII, pp. 64 et 644 c.

4. Ancienne abbaye, canton de Donnemarie-en-Montois (Seine-et-Marne).

5. Deux autres frères de l'archevêque, Simon Cornu, chanoine de Sens, et Gautier Cornu, seigneur de La Chapelle-Rablais et de Fontenailles-en-Brie, furent aussi témoins de cette vente.

6. « Tempore suo, quinque habuit fratres canonicos sufficienter litteratos, optime cantantes, gratiosque legentes. Ex ipsis tres fuerunt archidiaconi, quartus precentor, et quintus cicius moritur » (Geoffroy de Courlon, édition Julliot, p. 550). — Ces cinq frères furent : 1° Simon; 2° Albéric; 3° Jean; 4° Robert; 5° et Guillaume; le préchantre fut Albéric et les trois archidiaques : Jean, Robert et Guillaume. Cf. *Archives de l'Yonne*, G. 700 et 1124.

le fils de Simon II, il faudrait évidemment que ce dernier ait eu deux fils du nom de Robert, l'un chanoine de Chartres et évêque de Nevers, mort en 1253, l'autre chanoine de Chartres et de Sens qui, après avoir ratifié, en 1266, la donation faite par son père au Chapitre de Sens, vivait encore en 1280 et dut mourir peu de temps avant 1294¹. N'est-il pas plus raisonnable de croire que Robert, évêque de Nevers, était le frère et non le neveu de Gautier III et de Gilon I^{er}, archevêques de Sens, et d'Aubry, évêque de Chartres?

Mais d'où proviendrait cette erreur? De Taveau, je crois, dans l'ouvrage duquel les auteurs de la *Gallia* ont largement puisé, je m'en suis assuré. Taveau, p. 101 de ses *Vies et Actes des archevêques de Sens*, donne les noms de sept des fils de Simon [II] Cornu, noms qu'il a certainement relevés dans l'acte de 1266, car il suit exactement l'ordre dans lequel les fils de Simon sont donnés par la charte. Après avoir écrit « Robertum canonicum » Carnotensem », Taveau se rappelant qu'un chanoine de ce nom était devenu évêque de Nevers, aura ajouté par distraction : « dein Nivernensem episcopum ».

J'espère que de nouvelles recherches ou des documents inconnus jusqu'à ce jour, viendront, soit confirmer mon hypothèse, soit concilier les dates données par Taveau et la *Gallia* d'un côté, et les *Archives de l'Yonne*, de l'autre. Je prépare, depuis plusieurs années, un travail aussi complet que possible sur les seigneurs de Villeneuve-la-Cornue; je serai donc très reconnaissant à ceux de mes lecteurs qui pourront rectifier mes assertions ou me fournir quelques renseignements de nature à éclaircir cette question.

Peut-être pourrait-on objecter contre mon système que Robert n'est pas nommé, avec ses frères dans la charte de 1218? L'argument ne manque pas d'une certaine valeur, je le reconnais, mais il peut très bien se faire qu'à cette époque, Robert était encore mineur et, par suite, inhabile à ratifier cet acte.

Je reviens à Robert Cornu qui, d'après Mestier², né et baptisé à Villeneuve-la-Cornue, eut pour parrain son oncle Robert Clément, ministre d'État et régent du royaume sous Philippe Auguste. L'épiscopat de Robert Cornu paraît avoir laissé peu de traces. Élu évêque de Nevers en 1240, il écrivit la même année au pape Innocent IV, au sujet de la canonisation de saint Edme, archevêque

1. *Archives de l'Yonne*, G. 1124.

2. *Op. cit.*, p. 555.

de Cantorbéry et mourut, d'après la *Gallia*, t. XII, p. 644, dans les premiers jours de l'année 1253¹.

6^o Agnès; je n'ai jusqu'à ce jour trouvé son nom que dans la charte de 1218 et j'ignore comment s'appelait son mari que, cependant, je soupçonne avoir été un seigneur de Grand-Puits².

II

SIMON II

Malgré toutes mes recherches, je n'ai rien pu découvrir sur Simon II, pas même le nom de sa femme. Je ne connais que deux actes dans lesquels il soit cité : l'un du mois d'août 1226, et l'autre du 26 octobre 1269; ils sont tous deux relatifs à la donation que le seigneur de Villeneuve-la-Cornue avait faite au Chapitre de Sens pour la fondation de son anniversaire³.

Je crois devoir donner l'acte de 1266, *in extenso*, d'abord parce qu'il est presque le seul document qu'on ait jusqu'à ce jour, sur Simon II; ensuite, parce qu'il donne les noms de sept des fils du seigneur de Villeneuve-la-Cornue⁴.

Omnibus, etc. Officialis curie Senon., notum facimus, etc., quod magister Gilo Cornuti, canonicus Senon., Galterus Cornuti, armiger, Symon Cornuti, canonicus Laudunensis, magister Albericus Cornuti, Johannes Cornuti, canonicus Senon., Petrus Cornuti, armiger, magister Robertus Cornuti, canonicus Carnotensis, fratres, heredes defuncti Symonis Cornuti, quondam militis, asseruerunt et recognoverunt, etc., quod dictus Symon, pater eorum, compos mentis, sui salutis non immemor, pro remedio suæ animæ legavit, donavit et concessit ecclesiæ Senon. quadraginta solidos tur. annui redditus percipiendos in censibus suis de Villanova-Cornuta, quæ recipiuntur in exaltatione Sancta-Crucis, pro anniversario sui in eadem ecclesia Senon., singulis annis faciendò, etc.

Datum, anno Domini m^o cc^o lx^o sexto, mense augusto.

1. Depuis la rédaction de cette petite étude sur Robert Cornu, j'ai découvert que Fenel n'avait pas commis la même erreur que Taveau que, cependant, il avait sous les yeux en rédigeant son travail. En effet, il dit à l'article de Henri Cornu : « Robert Cornu étoit aussy son oncle ».

2. V. Quantin, *Recueil de pièces*, p. 237.

3. Ces deux actes ont été publiés par Quantin dans son *Recueil de pièces pour faire suite au Cartulaire général de l'Yonne*, p. 306, n^o 626, et p. 325, n^o 656.

4. Copie de cet acte est conservée aux *Archives de l'Yonne*, G. 731, mais j'emprunte le texte que je donne au *Recueil* de Quantin.

Simon II eut neuf fils¹ :

1° Henri; 2° Gilles ou Gilon, deuxième du nom; 3° Gautier, deuxième du nom; 4° Simon, troisième du nom; 5° Albéric ou Aubry, deuxième du nom; 6° Jean; 7° Pierre; 8° Robert, deuxième du nom (d'après mon système); et 9° Guillaume.

1° Henri, d'après Mestier², naquit à Villeneuve-la-Cornue et eut pour parrain et marraine, son oncle et sa tante, Henri Clément, maréchal de France, et sa femme, N... de Nemours, fille de Philippe de Nemours et d'Aveline de Melun³. Il était archidiacre de l'église de Sens, lorsqu'en 1253, les chanoines de Nevers le choisirent comme évêque, pour succéder à Robert Cornu. Il ne fit que passer sur ce siège, car l'année suivante, il fut élu archevêque de Sens.

Au mois de juin 1257, il acquit de Gilles de Noslon, écuyer, et d'Alpaïs, sa femme, le fief et le manoir de Noslon⁴, pour lequel il rendit immédiatement hommage au roi de France⁵. Cet acte d'hommage existe, en original, aux *Archives nationales*, J. 261 n° 8, et il est revêtu du scel et du contre-scel d'Henri Cornu (*Collection des sceaux des Archives*, n° 6392). Ce scel original, de 0,080^m, représente un archevêque debout, vu de face, la tête de trois quarts à gauche, mitré, crossé et bénissant, avec cette légende :

+ HENRICVS DEI GRA. SENONENSIS ARCHIEPISCOPVS

Le contre-scel représente la Vierge assise tenant l'enfant Jésus dans ses bras; au-dessous un priant, avec cette légende :

+ AVE MARIA GRA. PLENA DNS. TECV

Henri, pendant le cours de son épiscopat, se distingua par sa charité envers les pauvres et par les mesures sévères qu'il prit contre les usuriers. Si l'on en croit Taveau, ces mesures auraient même été la cause de la mort de l'archevêque, empoisonné à l'instigation de certains usuriers, par son cuisinier : « Veneno, ut

1. Dans mes *Notes sur l'Histoire du Gastinois* de Dom Morin, j'ai dit pp. 162 et 295 que Simon II avait eu sept fils; je n'avais pas encore alors les renseignements que j'ai recueillis depuis et qui me permettent aujourd'hui, sinon de compléter, au moins d'augmenter la généalogie de cette famille briarde peu connue, bien qu'elle ait joué un certain rôle au xiii^e siècle.

2. *Op. cit.*, p. 567.

3. Le P. Anselme, t. VI, p. 619.

4. Noslon, commune de Cuy, canton de Pont-sur-Yonne (Yonne).

5. Cet acte fut approuvé par le Chapitre de Sens, le 10 octobre 1257. — V. cet acte dans le *Recueil des pièces*, p. 278, de Quantin, qui a donné le sceau de l'archevêque.

» fertur, a coquo nomine Frumentio sublatus. Causam mortis
» hanc ferunt quod contra usurarios sævus et inexorabilis sen-
» tentiam excommunicationis promulgaverat, qui censuram eccle-
» siasticam timentes coquum pretio subornaverunt, ut venenum
» porrigeret ». Henri, après sa mort qui eut lieu le 12 des ca-
lendes de novembre (20 novembre) 1257, fut enterré devant le
maître autel de sa cathédrale et on lisait, sur son tombeau, une
épitaphe, en partie rapportée par la *Gallia*¹ :

Hic jacet Henricus præsul Senonensis, amicus
Justitiæ, cultor sanctorum, criminis ultor,
Constans et lenis, verax et largus egenis,
Pauperis et cleri satagebat jura tueri.
Virginis eximiæ devotus, prece Mariæ, etc.

2° Gilles, qui est connu sous le nom de Gilon II, fut chanoine de
Sens dès 1260; en 1263, il fut délégué par le Chapitre, avec trois
de ses confrères, pour régler un différend qui s'était élevé entre le
curé de S^{te} Colombe et les autres chapelains de la cathédrale². Il
était préchantre de l'église de Sens lorsque le samedi 15 décembre
(sabbate post diem s^{te} Lucie) 1274, il fut élu archevêque pour
succéder à Pierre d'Anisy. Il était, d'après Geoffroy de Courlon,
maître en décrets et connu au loin par son éloquence, sa sagesse,
sa piété, son humilité, sa modestie et sa vertu³.

Le 4 octobre 1282, Gilon II écrit de Marolles-sur-Seine⁴ au roi
Philippe III le Hardi, au sujet de l'élection de Guillaume de Bello,
jadis prieur de S^t Sauveur de Melun, nommé abbé de S^t Séverin
de Château-Landon⁵. A cette lettre conservée aux *Archives natio-
nales*, J. 346, n° 77, sont appendus le scel et le contre-scel de l'ar-
chevêque de Sens (*Collection des sceaux des Archives nationales*,
n° 6396). Le scel, de 0,075^m, représente un archevêque debout,
vu de face, mitré, crossé et bénissant, avec cette légende :

+ DEI GRATIA ARCHIEPISCOPVS SENONENSI

Le contre-scel représente la lapidation de saint Étienne et au-
dessous un priant, avec cette légende :

+ ADIVVA ME DOMINE DEVS

1. T. XII, p. 65.

2. *Archives de l'Yonne*, G. 119.

3. « Magister in decretis, valde eloquens, laudabilis, prudens, pius,
humilis et modestus et honestus » : éd. G. Julliot, pp. 550 et 551.

4. Marolles, canton de Montereau-fault-Yonne (Seine-et-Marne).

5. Cf. *Gallia christiana*, t. XII, p. 202.

Le 16 janvier 1285, Gilon II fait don à la cathédrale de Sens, à la charge de célébrer son anniversaire, de 10 muids de froment de rente, à prendre sur le sixième du droit dit *la Malicorne*, perçu sur les moulins du roi et du vicomte de Sens audit lieu, sur la Vanne, près de l'abbaye de S^t Paul¹. Le 19 mars suivant (anno Domini millesimo cc^o octogesimo quarto die lune post *Lætare Jerusalem*), il déclare que, comme archevêque de Sens, il a reçu l'hommage de Philippe, fils aîné du roi, pour les biens que ledit Philippe possède du chef de sa femme, Jeanne de Navarre, héritière de Champagne, mais il reconnaît que si Philippe devient roi de France, cet hommage sera annulé et que Philippe mettra, à sa place, un vassal capable de faire hommage des fiefs en question². Enfin, quelques jours après, le 26 mars, il constate que Philippe le Bel et Jeanne de Navarre, sa femme, ont approuvé un échange fait entre le maître et les frères de la maison des pauvres de Provins, devant la fontaine, d'une part, et Mathieu de Meeringes, seigneur « de Plaisseto Brebannorum » et Isabelle sa femme, d'autre part³.

En 1287, Gilon II approuva après enquête, un échange de biens fait à Vareilles⁴, entre l'abbaye de S^t Remi de Sens, d'une part, et Hugues Angelart, d'autre part. Cet acte conservé en original aux *Archives de l'Yonne*, H. 313, est revêtu du scel de l'archevêque, scel qui paraît être le même, mal conservé, que le précédent.

Gilon II mourut le 12 des calendes de juin (20 juin) 1292 et fut enterré dans le chœur de sa cathédrale, à côté de son oncle. La *Gallia christiana* rapporte ainsi, t. XII, p. 68, son épitaphe également donnée par le ms. fr. 8225 de la Bibliothèque nationale :

Corpus Gilonis jacet hic, quem plebs regionis
Hujus patronum plangit abesse bonum.
Cantus meusque pia; facundia, philosophia,
Normaque juris ei dona fuere Dei.
Conservare fidem satagebat firmiter idem
Ut conservet eum, posco, rogate Deum⁵.

1. *Archives de l'Yonne*, G. 1362, et Quantin, *Recueil de pièces*, p. 376, n° 721.

2. *Archives nationales*, J. 198, n° 129, et Quantin, *Recueil de pièces*, p. 379, p. 723.

3. D'Arbois de Jubainville, *op. cit.*, t. VI, p. 404, n° 3871.

4. Vareilles, canton de Villeneuve-l'Archevêque (Yonne).

5. Moréri, par erreur, dit que cette épitaphe est celle de Gilon I^{er}.

3° Gautier, troisième du nom, fut seigneur de La Chapelle-Rablais et de Fontenailles-en-Brie.

En 1266, il échangea le terrage de Pont-sur-Yonne avec la terre que possédait, à Franoy, son frère Simon, chanoine de Laon¹. Ainsi que je l'ai déjà dit, il ratifia, la même année, avec six de ses frères, la donation faite par leur père Simon II, au Chapitre de Sens.

Le 15 août 1275, il fut témoin de la vente faite par Pierre et Guillaume de S^t Phalle, ainsi que par Marie leur sœur, à Girard de Rampillon², archidiaque de Sens, et à Albéric Cornu, prévôt d'Ingré, stipulant tous deux, au nom de l'archevêque Gilon II, de dix muids de froment de rente, sur la sixième partie du droit appelé *la Malicorne*, perçu sur les moulins du Roi et du vicomte de Sens, sis en ladite ville, sur la Vanne³. C'est ce droit que Gilon II donna, ainsi qu'on l'a vu plus haut, au Chapitre de sa cathédrale, pour la fondation de son anniversaire.

Gautier dut mourir après 1292, puisque le dénombrement que je publie en APPENDICE, lui fut rendu en cette année. Il paraît avoir laissé un fils :

« Simon dit le Cornuz », écuyer, sire de Fontenailles-en-Brie et de La Chapelle-Rablais qui, en 1310, vendit une partie des bois de sa seigneurie à Guillaume, chantre de Milly⁴.

4° Simon, troisième du nom, fut chanoine de Laon et de Sens. Je connais quatre actes dans lesquels il est nommé : l'un est la ratification qu'il fit, avec six de ses frères, de la donation de leur père Simon II, en 1266; l'autre est l'échange qu'il fit, la même année, avec son frère Gautier; le troisième est la vente à Gilon II, en 1272, dans laquelle il comparait comme témoin et prend la qualité de chanoine de Sens; le dernier, enfin, est la profession de foi, faite à Sens, en 1280, par l'évêque de Chartres, Simon de Perruche⁵.

5° Albéric, deuxième du nom, fut en même temps prévôt d'Ingré

1. *Archives de l'Yonne*, II. 285. — Il y a tant de Franoy et de Fresnoy en France que j'ai renoncé à identifier la terre cédée à Gautier Cornu par son frère. Je ne serais pas éloigné cependant de penser qu'il s'agit du Fresnoy, commune de Salins; cette ferme est située entre Villeneuve-la-Cornue et La Chapelle-Rablais dont Gautier était seigneur.

2. Rampillon, canton de Nangis (Seine-et-Marne).

3. *Archives de l'Yonne*, G. 1362.

4. *Archives nationales*, JJ. 45, n° 117, f° 79.

5. *Archives de l'Yonne*, fonds Tarbé, F.

en l'église de Chartres et chanoine de Sens. C'est cette double qualité qu'il prend en janvier 1272[3], comme exécuteur testamentaire, avec un abbé du diocèse de Chartres, nommé Simon¹, du testament de feu Guillaume de Maule, chanoine de Chartres. A cette charte conservée aux *Archives d'Eure-et-Loir* (Fonds de l'abbaye S^t Jean-lez-Chartres), est appendu le scel d'Albéric; il représente Moïse debout, vu de face la tête fortement inclinée sur l'épaule gauche, la main droite levée et tenant les Tables de la loi sur le bras gauche; les *cornes* du législateur des Hébreux sont très accentuées, sans doute par allusion au nom, *Cornutus*, de notre chanoine. La légende est ainsi conçue :

+ S. ALBERICI CORNVTI CAN. SENON.

Albéric fut successivement trésorier puis préchantre de l'église de Sens après l'élévation, sur le siège métropolitain, de son frère Gilon II de qui il fut, ainsi qu'on l'a vu plus haut, l'un des mandataires dans l'acte de 1275². Le 12 juin 1283, il transigea avec le Chapitre sur le partage de leurs hommes et femmes respectifs, mariés ensemble³.

Fenel, dans ses *Catalogues des chanoines de Sens*⁴, a confondu tous les Cornu et a indiqué la date de la mort d'Albéric au 24 mars, au 14 et au 17 décembre, sans donner l'année. Cette date doit être fixée entre 1290 et 1296 car, en 1290, Albéric comparait, comme trésorier, dans la charte d'affranchissement des habitants d'Évry et on trouve, dans les comptes de la fabrique de l'église cathédrale de Sens de 1296, que le prévôt du Chapitre paya 50 livres pour sa prébende, laquelle avait appartenu à feu Albéric Cornu, préchantre : « pro prebenda quæ fuit Alberici Cornuti quondam » precentoris senonensis »⁵.

Fenel a trouvé, dans l'*Obituaire* de la cloître, la mention sui-

1. Il devait être abbé de S^t Chéron, car c'est le seul abbé du nom de Simon que j'aie trouvé, à cette époque, dans le diocèse de Chartres. De plus la *Gallia christiana*, t. VIII, p. 1307, a dû connaître cet acte auquel elle fait sans doute allusion dans les deux lignes qu'elle consacre à cet abbé de S^t Chéron : « X. Simon reperitur in charta anni 1172, mense » januario, hoc est 1273 ».

2. V. page 52.

3. *Archives de l'Yonne*, G. 106 et 701. — Cet acte très curieux a été publié par Quantin dans son *Recueil de pièces*, pp. 371 et suiv., n^o 717.

4. *Archives de l'Yonne*, G. 700 et 701.

5. *Id.* *id.*, E. 558.

6. *Id.* *id.*, G. 1124.

vante qu'il donne dans ses *Catalogues*, p. 56 : « Obiit magister » Albericus Cornuti precentor huius ecclesie pro quo distribuimus » xxxij s. par. percipiendos super quandam insulam quam habemus » apud Miriacum, quam tenet relicta Johannis de Miriaco pro xxiiij » s. solvendos ad festum omnium Sanctorum »¹.

6° Jean fut aussi chanoine de Sens. Le jeudi avant les Rameaux 1268 (7 avril 1267), il vendit au Chapitre de Sens 30 sous de rente sur un étal situé en la draperie de ladite ville².

En 1274, il fut élu doyen de leur Chapitre, par les chanoines de Bray-sur-Seine, qui étaient tenus de choisir leur doyen parmi les chanoines de la métropole³.

On le trouve archidiacre de Sens, dès 1280, et il est nommé dans une charte du 23 juillet 1281, par laquelle, sur l'invitation de l'officialité de Paris, lui, Guillaume de Chaumont, prévôt en l'église de Chartres, et Guillaume de Château-Landon, chanoine de Sens, acceptent d'être arbitres pour juger un différend qui s'était élevé entre l'abbaye de S^t Victor, d'une part, et Adélaïde des Barres, dame de Chaumont⁴, et Eudes des Barres son fils, d'autre part, au sujet du prieuré de Montbéon au diocèse de Sens⁵. La charte en question, conservée aux *Archives nationales*, S. 2122, n° 52, porte encore le scel et le contre-scel de Jean Cornu (*Collection des sceaux des Archives nationales*, n° 7447). Le scel, de 0,050 m, représente sous un chapiteau architectural soutenu par deux colonnettes, un personnage debout, tenant un livre des deux mains, les pieds portant sur un chien ; dans le champ, en dehors des colonnettes, deux bois de cerf (par allusion sans doute au nom de la famille, Cornutus), avec cette légende :

+ IONIS CORNVTI ARCHIDIACONI SENON.

Le contre-scel est une pierre gravée représentant une tête jeune de profil à droite, accompagnée d'un oiseau et de deux objets indistincts, avec cette légende :

+ SIGNVM SECRETI

1. Ainsi que je l'ai déjà dit, *Miriacum* désigne Misy, canton de Montereau-fault-Yonne (Seine-et-Marne).

2. *Archives de l'Yonne*, G. 731.

3. *Id.* *id.*, G. 694.

4. Chaumont, canton de Pont-sur-Yonne (Yonne).

5. Montbéon, commune de S^t Agnan, canton de Pont-sur-Yonne (Yonne).

7° Pierre. — V. plus loin, § III.

8° Robert, deuxième du nom, fut chanoine de Chartres et de Sens. Son nom apparaît, en 1266, dans la ratification de la donation de son père; en 1275, dans la vente de Gilon II, comme témoin; en 1280, dans la profession de foi de Simon de Perruche, évêque de Chartres. Il devint archidiacre de Sens et mourut avant 1294, puisqu'à cette date, l'archidiacre de Sens était Guy Le Bouteiller dont le sceau a été publié par Douet d'Arcq. Du reste, un compte de la Fabrique de la cathédrale de Sens de 1295-1296, fait mention de droits perçus pour les funérailles de Robert Cornu, archidiacre de Sens¹.

9° Guillaume² ne figure pas dans l'acte de ratification de 1266, mais son existence ne peut être mise en doute. D'abord Taveau et les auteurs de la *Gallia* disent que, de son temps, l'archevêque Gilon II avait cinq frères chanoines, chanoines qui, ainsi que je l'ai expliqué plus haut, furent Simon, Albéric, Jean, Robert et Guillaume; ensuite, on retrouve Guillaume, archidiacre d'Étampes en 1296. En cette année, en effet, il rendit avec Girard de Vannoise, chanoine de S^t Paul de Sens, une sentence arbitrale aux termes de laquelle Baudouin de Corbeil et sa femme, fille de feu Pierre Cornu, écuyer³, furent condamnés à payer à l'abbaye de S^t Paul de Sens, une redevance d'un setier de froment et d'un setier d'orge sur le moulin de Villeneuve-la-Cornue⁴.

Enfin, Fenel rapporte que Guillaume Cornu fut doyen du Chapitre vers 1300 ou 1306 et que le Chapitre distribuait, le jour de son anniversaire, 40 sols parisis, perçus sur des jardins sis à S^t Pregts, au faubourg de Sens. La *Gallia christiana*, de son côté, dit, t. XII, p. 14 : « Guillelmus Cornu reperitur anno 1300 et 1306, » in regestis capituli », mais ce renseignement ne fait qu'un avec le précédent, car les auteurs de la *Gallia christiana* ont copié Fenel, tout autant que Taveau.

1. *Archives de l'Yonne*, G. 1124.

2. Moréri, v° Cornu, dit que Guillaume Cornu fut évêque de Nevers après Robert son oncle, mais il a confondu avec Henri. — On remarquera que, d'après Moréri, Robert était l'ONCLE de son successeur, tandis que si l'on en croyait Taveau et la *Gallia*, il aurait été son frère : c'est un argument de plus en faveur de mon système, car il est bien évident que c'est par suite d'un *lapsus calami* que Moréri a écrit Guillaume pour Henri.

3. Cette nièce de Guillaume Cornu s'appelait Marguerite; j'en reparlerai un peu plus loin.

4. « Die sabbati ante festum benedicti Barnabi apostoli (9 juin 1296.).... » Baldouynum de Corbolio ac eius uxorem, filiam quondam Petri Cornuti » armigeri »..... (*Archives de l'Yonne*, II. 487).

III

PIERRE CORNU

Je ne connais de Pierre que deux actes dans lesquels il soit nommé : la ratification faite, en 1263, de la donation de Simon II et la sentence arbitrale de 1296 dont je viens de parler. Mais sa tombe existe encore dans l'église de Salins et c'est un monument triplement précieux, car il indique la date de la mort de Pierre, il fait connaître comment la seigneurie de Villeneuve-la-Cornue passa dans la maison de Jouy et il donne, enfin, les armoiries des Cornu, chevaliers, armoiries toutes différentes de celles des Cornu, archevêques.

Voici l'épithaphe inscrite autour de cette superbe plate tombe qui recouvre les restes des derniers membres de cette illustre famille :

ci . gist . pierre . li . cornu . chevalier . et . sires . de . villeneuve
la . cornue . qui . trespassa . l'an . de . grace . m . cc . lxxvi .
ou . mois . de . septembre : ci . gist . marguerite . la . cornue .
dame . de . villeneuve . la . cornue . fême . iadis . bauduin . de .
corbueil . et . mons . oudart . de . iouy . q . trespassa . lan .
m . ccc . xv . ou . mois . de . mars .

Pierre Cornu et Marguerite, sa fille, sont représentés en pied sur cette tombe; appuyé contre Marguerite, est un troisième personnage, un enfant, dont le nom n'est pas donné par l'épithaphe, mais qui est certainement un fils mort jeune, de Marguerite. En effet, de chaque côté de cet enfant, on remarque deux petits écussons sur lesquels sont gravées les armoiries suivantes : *parti de... et de vair plein* qui est Cornu; il est malheureusement impossible, à cause de l'usure de la pierre, de déchiffrer la première partition de l'écu, en sorte qu'on ne saura jamais probablement duquel des deux mariages de Marguerite Cornu est issu cet enfant.

Devant Pierre Cornu est son écu, sur lequel sont gravées, admirablement conservées, les armoiries des Cornu : *de vair*

*plein*¹; enfin, de chaque côté de la tête de Marguerite, se trouvent deux petits écussons donnant les armoiries suivantes : *parti de...* qui est Corbeil ou Jouy et *de vair plein* qui est Corau. Impossible non plus, de déchiffrer la première partition qui ne peut donner évidemment que les armes, soit de Baudouin de Corbeil : *d'or au dragon volant de sinople lampassé de gueules*, soit d'Oudart de Jouy : *de... à la fasce de... surmontée d'une divise vivrée de²...* Mais il est plus vraisemblable cependant qu'on a dû graver sur la tombe de Marguerite Cornu les armes de son mari.

Pierre mourut donc en 1276, ne laissant qu'une fille qui, ainsi que l'indique leur épitaphe commune, mourut en 1315, après avoir eu deux maris : 1^o Baudouin de Corbeil dont elle eut une fille qui, on le verra plus loin, fut condamnée par son oncle Guillaume, en 1296, à payer une redevance à l'abbaye de S^t Paul de Sens; et 2^o Oudart de Jouy dont elle eut Simon de Jouy qui devint seigneur de Villeneuve-la-Cornue et capitaine de Provins.

A côté de la tombe que je viens de décrire, en existe une autre fort jolie, mais qui malheureusement, s'use chaque jour sous les pieds des fidèles. On y lit l'épitaphe suivante :

ci . gist . madame . angues . de . corbueil . dame . de .
champcueille . iadis . sueur . de . mons^r . symon . de . iouy .
chr . seigneur . de . villeneuve . la . cornue . qui . trespassa .
le . vendredi . prumier . iour . de . ianvier . lan . de .
grace . m . ccc . xxxviii . pries . pour . lame . de . li .

Dans le haut de cette tombe se trouvent, à droite et à gauche, deux écussons répétés de chaque côté de la tête d'Agnès; ceux de gauche donnent les armoiries des Corbeil et ceux de droite, les armoiries des Cornu.

1. J'ai fait reproduire cet écu exactement tel qu'il est sur la tombe du dernier des Cornu de Villeneuve-la-Cornue; on remarquera qu'il n'est pas tout à fait conforme aux règles de l'art héraldique, règles qui, du reste, ont été établies à une époque postérieure au XIII^e siècle.

2. Mss. de la Bibliothèque nationale, *Pièces originales*, vol. 1594, dossier 36,670, pièce 2.

V

ARMOIRIES DES CORNU

L'écu de Pierre Cornu, les petits écussons placés de chaque côté de la tête de Marguerite Cornu et de la tête de son fils, ceux enfin qui figurent sur la tombe d'Agnès de Corbeil, ne peuvent laisser de doute sur les armoiries des Cornu; elles étaient *de vair plein*.

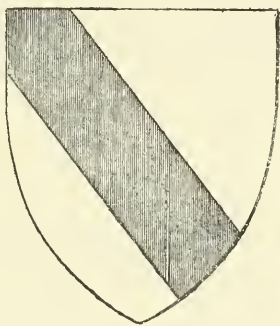
Et cependant les armoiries des Cornu données par le Recueil d'armoiries de Tarbé, aujourd'hui conservé à la Bibliothèque d'Auxerre, armoiries publiées par M. Julliot dans son *Armorial des archevêques de Sens*, ces armoiries sont toutes différentes. D'après Tarbé et M. Julliot, Gautier, Cornu et Gilon I^{er} Cornu, archevêques de Sens, portaient : *d'argent à la bande de gueules*, mais les manuscrits du curé Rousseau et de l'abbé Ythier, conservés, les uns à Provins, et les autres à Sens, prétendent qu'Henri Cornu écartelait les armoiries de ses oncles, avec celles du Chapitre de Sens qui étaient les suivantes : *d'azur à la croix d'argent, cantonnée de huit crosses d'or adossées 2 à 2*.¹

Il est possible que certains archevêques aient quitté les armoiries de leur famille pour en prendre de nouvelles, lorsqu'ils étaient élevés sur le siège de Sens. Ce qui semblerait le démontrer, c'est qu'Étienne Bécard, fils de Guillaume I^{er}, seigneur de Pénil, changea les armoiries bien connues de sa famille : *de vair au lambel d'argent*, pour en prendre de nouvelles : *de gueules à deux haches adossées d'or*². En tout cas, il serait intéressant de connaître la

1. Il est à remarquer qu'il y a eu, à une époque que j'ignore, une modification dans la composition des armoiries du Chapitre de Sens. Il existe, en effet, au trésor de la cathédrale d'Auxerre, un missel qui a appartenu à Étienne Bécard, archevêque de Sens, et dans lequel les armoiries du Chapitre de Sens sont plusieurs fois répétées : la croix d'argent est cantonnée de quatre crosses seulement. Le même manuscrit donne également, en plusieurs endroits, les armes de Bécard : *de gueules à deux haches adossées d'or, mises en pal*, et celles de Jean de Bouville, seigneur de Milly, avec qui Bécard était parent : *d'argent à la fasce de gueules, chargée de trois annelets d'or*.

2. D'après mon confrère et ami G. Leroy qui a publié dans le *Bulletin de la Société d'archéologie de Seine-et-Marne*, t. VIII, pp. 15 et ss., un *Essai généalogique sur les seigneurs de Vaux-le-Pénil*, Étienne Bécard, en montant sur le siège archiepiscopal de Sens, aurait pris les armoiries suivantes : *d'argent à la croix de gueules, accompagnée de haches ou hoyaux adossés au naturel*.

source où Tarbé a puisé son renseignement; j'ai, quant à moi, vainement cherché tant à la Bibliothèque de la rue de Richelieu qu'aux Archives nationales, un sceau ou même un fragment de sceau, avec armoiries, d'un Cornu quelconque. Je laisse donc à plus habiles que moi, le soin d'expliquer la différence qui existe entre les armoiries des tombes de Salins et les armoiries des archevêques de la famille Cornu, telles qu'elles sont données par les auteurs sénonais.



APPENDICE

— f^o 4 —

CE SONT LI FIEU QUE LEN TIENT DE MON SEIGNOR GAUTIER
LE CORNU A LA CHAPELLE ÉRABLOY¹.

Cest li fey que monsor Henri de Beau marches² tient de monsor Gautier Le Cornu : cest asauoir en viron iiij^{xx} arpenz de boys au grant arpent qui tient au boys deuant Le Mes³ et au haies de Brie, et xiiij arpenz au grant arpent delez le chemin de Brie, et lvij arpenz et iij quartiers delez les haies de Brie, et delez le boys Saint Germain a larpent de Champeigne, et des haies de Brie xxv arpenz au grant arpent; item la moitié du fey de La Charmée⁴.

C'est le fey que Guillaume de Vernou⁵ tient : premièrement, xxxvi arpenz de boys séans delez le boys de lopital de Coutançons⁶;

Li enfant de Minto⁷ tiennent Guillaume de Vernou vi xx arpenz de bois seans à Montis⁸ delez La Chapelle de Erabloy;

Houdat de Rubelle⁹ tient de Guillaume xxvi arpanz de bois au Montiz;

La fame feu Adam dou Val tient de Guillaume iiii arpanz de terre delez les boys dou chasteau;

Guiot de Montigny¹⁰ tient de Guillaume vij liurées de terre séans

1. Canton de Nangis, arrondissement de Provins.

2. Beaumarchais, commune des Chapelles-Bourbon, canton de Rozoy, arrondissement de Coulommiers.

3. Le Mée-L'Archevêque, commune de La Chapelle-Rablais.

4. La Charmée, commune de Fontenailles, canton de Mormant, arrondissement de Melun.

5. Vernou, canton de Moret-sur-Loing, arrondissement de Fontainebleau.

6. Coutençon, canton de Donnemarie-en-Montois, arrondissement de Provins.

7. Le Mitoy, commune de Landon, canton de Nangis, arrondissement de Provins.

8. Les Montils, commune de La Chapelle-Rablais.

9. Rubelles, canton nord de Melun.

10. Montigny-Lencoup, canton de Donnemarie-en-Montois.

à Fontanailles¹ et à Grioit; item, lx arpanz de boys que mestre Miles de La Brouce tient de lui séans delez Coutançons;

Item, la partie que Guillaume a es haies de Brie : cest asauoir en la haie de Moutiers² et en la haie dou Chastel³ ou il a luitieme en lune et la sezieme en lautre dou il ne set la somme.

Cest le fey que Guiot dou Pré tient à Fontenailles : premièrement, sa meson dou pre et ses iardins qui sont en viron, et xxxii arpens de terre arable, et vij arpenz et demi de prez, et vi livres et x s. de cens, et viij setiers et iiij mineaus dauene de coutumes et toutes lor suiuances et ij arpenz et demi de vignes séans tout en la paroisse de Fontenailles; item, liiij arpenz de boys séans à La Nooe Jart;

Item, iiij^{xx} arpenz de boys et xxx arpens de terre arable seanz delez Coutançons; item, iiij libr. de cens et xxiiij arpenz de bois séanz en la paroisse de Fontenailles à la Flatouere⁴ et au chemin de Grosbec, les boys que il a achatez de un escuier que len appelle Perrinet de Villouis⁵ qui fu des ays⁶ de Aveli⁷ les quieux cens et les quieux boys leu tenoit de Guiot en fuy⁸ a orre le tendroit de vos en fey se ainsinques estoit que il ne le fut retrait, que li anz et li iors nest pas passez; cest tout ceu de quoi il est apensez que il teigne de vos fors de ceaius qui teignent en fey de lui et il les tient de vos en fey.

— fo 2 —

Ce sunt cil qui tiennent en fyeu de Guiot don Pré :

Jacques de Bezart⁹ vi arpenz de terre et la moitié dou clos dou bois;

La fame feu Blondiau, de La Charmee, iii arpenz de terre;

Thomas Moreaus, de Fontins¹⁰, vi arpenz et demi de terre au Noier;

Jehen Rigoute, de La Charmee, v quartiers de terre et sa meson;

Jehen li gendres, de La Granche¹¹, v arpenz et demi de terre;

1. Fontenailles, canton de Mormant, arrondissement de Melun.

2. Peut-être Les Mouthieux, commune de Jouy-le-Châtel, canton de Nangis.

3. Peut-être Jouy-le-Châtel ou Le Châtel, près de Nangis.

4. Les Flatoirs, commune de La Chapelle-Rablais, section A du cadastre.

5. Villuis, canton de Bray-sur-Seine, arrondissement de Provins.

6. Hoirs.

7. Everly, canton de Bray-sur-Seine.

8. Pluriel de fief.

9. Bezard, commune de Fontenailles.

10. Fontains, canton de Nangis.

11. Peut-être Les Granges, commune de Fontains.

Pierrel Chevaliers, de Fontenailles, v arpenz de terre; item, la moitié dou clos dou bois;

Perrins, dou Routiz et Maroz sa serorge, ii arpens de terre;

Martins, dou Routiz, iii arpenz de terre et une mesun;

Eimeloz de La Fontaine, de Fontins, iiij arpens de terre séanz au Noier;

Nicholas, de La Charmée, iii arpenz de terre arable, 1 quartier mains, séant à Parres¹; item, v quartiers que vigne que pré séant entre La Charmée et le bois Cheualier²; item, ix quartiers de terre séanz as Peruches; item, v quartiers que pré que terre séanz à la fontaine de La Charmée;

Jehen li Clers, de La Charmée, i arpant de terre séant seur le pré Belon;

Estienes li fiz Richaut, viii arpenz i quartier moins de terre arable; item, iii quartiers de pré séanz à Saleri;

Jehen d'Avelli escuiers, iiij^{xx} arpenz de bois ii moins;

Jehen Grenche escuiers, iiij^{xx} arpenz de bois;

Jehen de Viluis³ escuiers, xxiii arpenz de terre arable et ii arpenz de prez et iii setiere de terrage de rante par an;

Estienes Peisloe, escuiers, iiij libr. et iiij s. que cens que rantes quil a es haies de Brie; item, xvi arpenz de bois;

Jehen de Malenoe⁴ escuier;

Les enfans au Lombart de Lespoisse⁵

Cest ce que Jehaus de Montrinble, seignor de Malenoe, tient en fye de Guiot dou Pré son cousin : premièrement, à Lepoise, xviii arpenz de terre et ii otises qui contiennent iiij arpenz de terre les queles otises deuent i sestier de forment et i sestier dauene et ij s. de cens, rendu le cens et la coutume à la Saint Martin diuer; item, au Petit Molin⁶, xiii arpenz de terre et j sestier de tot ble de terrae tōuz les anz et un s. de menu cens randu le premier iour de lan et de totes ces choses poi plus ou poi moins et se plus iauoit si la veil ie bien tenir de vous.

Ce est ce que damoisele Marguerite de Lepoisse tient en fye de Guiot dou Pré escuier : pmièrement, la moitié de leitan de Lepoisse

1. Pars, commune de Fontenailles, section A du cadastre ou Petit-Pars, section B du même cadastre ou Pars, commune et canton de Nangis.

2. Peut-être Bois-Boudran, commune de Fontenailles.

3. Villuis, canton de Bray-sur-Seine.

4. Malnoue, commune de Marolles-en-Brie, canton de La Ferté-Gaucher, arrondissement de Coulommiers.

5. L'Esposse, commune et canton de Nangis,

6. Peut-être le Moulin à vent, commune de La Chapelle-Rablais, section du cadastre.

si comme il se comporte parmi le ru et enuiron iiij arpenz de terre arable desus leitan par deuers Fontins; item, le molin de Lepoisse et le sauçoi delez le ru de leitan par deuers Fontins; item, enuiron xii arpenz do terre de sus le moulin par deuers Fontins; item, le sauçoi Grile et j arpent de terre de sus le sauçoi; item, enuiron iiii arpenz de terre et les vignes qui sient delez le chemin qui vient de Fontins à Nangis iuque au sauçoi qui est desus le bois de Lepoisse ou len dit au Sauçoi Gros et totes ces choses tient ele dou dit escuier et se plus iauoit plus en voudroit tenir de lui.

Cest le fey que Jahen de Vernou tient de monsour Gautier Le Cornu por lui et por sa sœur : xxxvi arpenz de boys a larpent de Champagne delez les boys a lopital de Coutençons.

Cest li fuy que li enfant au feu Moine, de La Chapelle de Erabloy, tient de mon sour Gautier Le Cornu : cest asauoir lor meson et le iardin et vij arpenz de terre derieres séanz.

Cest le fey Agnes, de La Chapelle de Erabloy : sa meson ou elle maint et sa granche et iiij arpenz de terre en terre meson et tout, et li doit xv d. o. de cens a la Saint Remi de lotise qui fut Gillet Le Forestier, et lendemain de Noël, les iiii parz de i chapon de ce meimes, et si tient iiii arpenz et demi de terre de vers la haie, et arpent et demi a La Flatoire, et xv quartiers au Trembles et doiuent xlv d. de cens a la S. Remj.

Cest le fie que Jehen Demant tient de mon seignor Gautier Le Cornu a Monceaux¹ : sa meson et tote la porprise et xv arpenz que pré que terre et xxxij s. de cens a la Saint Remi et ij setiers dauene iiij chapons dr. iiii pains quariau d.

Et Henri li meres de Monceaux tient de Jehen Demant de par la reson de la merie : sa meson et xij arpenz et demi de terre arable ou toute la porprise de Monceaux; item, itient de icelui seigneur ij arpenz de terre arable et vi d. de cens a la feste Saint Remy quites mon seigneur Gautier;

Item, cele dite merie vaut entor xxx s.; item, Jehens li Queuz tient de Henri enriere fié ij arpenz de terre arable et sa meson à Monceaux ou toute la porprise et est cil Jehens en lommage Henri;

1. Montceaux-lez-Provins, arrondissement de Provins.

item, Gautier dit de Felimain tient de Henri en fie ij arpens de terre arable et sa meson ou toute la porprise asisse à Felimain;

Item, Pierre de Felimain fiz dite Houdee, tient de icelui Henri en fie par la reson de la merie : ij arpenz de terre et sa meson ou toute la porprise asisse à Felimain et de toutes ces choses icil Henri est en lommage Jehen Demant.

Cest li fie que messires Jehan Malet, de Machiau¹ tient à Bosles² : xx arpenz de terre et i sestier auene et xxvi d. por hotisses et viij s. et viij d. de cens.

Cest li fie que Jehannet dou Rue tient des enfanz au Moine : à La Chapelle, sa meson et iiij arpenz de terre.

Ce sunt li cens appartenans à la meson dou Mes :

Perrot Gorneau iiij s. de sa place; item, li autre enfant iii s. et demi de lour meson et de j arpent de terre.

Ce sunt li cens de Noel au Rue : x s. vi d. iii mineaus auene et les deus parz dun bichet, iii chapons et les deus parz dun chapon.

Ce sunt les coutumes de Fontenailles lendemain de Noël : vi sestiers iii minaus auene et xiiij gellines et xi pains et iii s. et ij d. o. por por cens por deniers.

En lan de grace mil cc iiiij^s xii.

Ce sunt li cens mon seigneur Gautier Le Cornu receus le jor de la Saint Remy à La Chapelle de Erabloy tueus quites des terres mestre Gautier le Cornu :

Peronelle la fame au feu Moine, iii s. de iiij arpenz de terre à La Flatouere et ij vers la haie.

Gilotin, xxviiij d. de iiij arpenz de terre et de i arpent de pré.

Aaliz la fame feu Rigolet, xii d. de ii arpenz de terre.

Adenin le fiz feu Jehen Le Suor, iii d. de demi arpent quil tient vers la haie.

Biatriz la fame Denis, xii d. por ij arpenz de terre quele tient vers la haie.

Guillot Patrier, iii d. por demi arpent de terre vers la haie.

1. Machault, canton du Châtelet-en-Brie, arrondissement de Melun.

2. Les Bouleaux, commune de Fontenailles.

Agnès, de Foreteilles, xxvii d. por iiij arpenz et demi vers³ la haie; item, xxv. d. o. por iiij arpenz et i quartier quele tient à La Flatouere.

Raoul Patrier, vi d. por i arpent de terre vers la haie.

Rueline La Rouelière, iiij d. por demi arpent de terre vers la haie.

Aales la fame feu Jehen Le Suor, ix d. por arpent et demi de terre vers la haie; item, iii d. por iii quartiers quel tient deriers le Cortil Chopin.

Simonet Joliet, xii d. por ij arpenz de terre vers la haie.

La fame feu Adam le Charbonnier, xviiij d. por iiij arpenz à la haie; item, iiij d. por demi arpent de terre à La Flatoire; item, x d. por arpent et demi qui siet deriers Le Cortil Chopin et i arpent vers les Porches.

Thibaut La Vache, xi s. et j d. por ix arpenz vers La Flatoire et xij arpenz vers la haie et j quartier.

Guillaume Hebert, xxvi d. por vi arpenz et demi de terre qui sient deriers le Cortil Houdoin; item, xij d. por iiij arpenz de terre qui sient deriers Le Cortil Chopin; item, iiij d. por j arpent de pré ou pré au prior; item, ix d. por arpent et demi de pré qui siet à La Flatoire.

Gilot Patrier, iiij d. por j arpent de terre qui siet deriers Le Cortil Houdoin.

Jehennet et Gilot les fiz feu Estoine, v s. et ix d. por xi arpenz et demi de terre seanz à La Flatoire; item, iii d. o. por ce que il ont deriers lor cortil.

Le Prestres, viij d. o.; item, vi d. por i arpent à La Flatoire.

Jehen, de Meleun, iiij d. por j arpent de pré qui siet à La Flatoire.

Houdoin, iiij s. et iiij d. por viij arpenz et demi vers la haie; item, vij d. o. por v quartiers à La Flatoire; item, vi d. o. por ce que il a aclos en son cortil et por j arpent hors.

Henri, li mere de Monceaux, vi d. por terre que il tient à Monceaux. Summe xlvi s. et vij d. o.

En lan de grace mil cc iii^{xx} et xii.

Ce sunt li cens communs que len doit à mon seigneur labé de Sainte Colube et à mon seigneur Gautier le Cornu qui sont receuz à La Cha-

pele de Erabloi len demain de la Saint Remy des quicx cens mon seigneur labé prent xliij s. avant :

Gilotin, xxi d.
Biatriz, seur Houdoin, vi s.
Jehennet et Gilot les fiz feu Estoine, xxvi d.
Thibaut La Vache, xxxii d.
La fame feu Jehen Le Suor, iij s. ix d.
La Roueliere [*en blanc*].
Gilot Malier, ij s. vi d.
Milont Le Suor, xiii d.
Gilot Patrier, xii d. p.
Symonet Joliuet et ses neueuz, ij s.
Agnes la niece au prestre, xii d.
Symonet Joliuet, vi d. por la meson qui fut Berier.
Loré Le Charbonnier, xxiii d.
Mengey, viii d.
Gilou, fame feu Teuenot Le Cerelier, iiij s.
Theuenot le fiz feu Thifaine, xvi d.
Jehen Saillart et Loré son serorge, xi d.; item, vi deniers de Jehen Saillart.
Symon Le Torneor, xxxix d. iii pougeoises¹.
Aveline patoure, x d.
Theuenot Chapuis, vi d. o.
Mestre Jehen, gendre Berier, vi d.

Symonet Patrier, vi d.
Ysabeau La Picarde, vi d. o.
Crestienne, viii d. o.
Guillaume Liebert, vij d.
Gilot des Boys, ii s.
Jehen Le Roussignoul et Teuenot son frère, xxvii d.
Jehen Roussignoul, xii d. por le cortil qui fu Platpié.
Agnes, de Foreteilles, xv d. o. por la meson qui fut feu Gilot le Forestier.
Jehen Guignon, vi d. p.; item, xiii d.
Marie la fame feu Pigeut, ii s.
Gilou la fame Guerin, xxi d. o.
Hermenion la fame feu Jaquet Estoire, xv d.
Renaut des Molins et Mainart, xiiij d. o.

1. « Moneta Gallice species, sed minutioris » (Du Cange). — Il fallait deux pougeoises pour faire un denier.

Item, Mainart, xvij d.
Adenin le fiz feu Jehen Le Suor, xiii d.
Gilot Le Forestier, xv d.
Jehen Le Cendrier, xxx d. o.
Perrot Grissenot, xii d.
Labé, xii d.; item, ix d.
Margue la fame feu Rosilnoul, xvi d.
Pierre Platpié, vi d.
Theuenot Pion, xxvi d.
Gilou, la fame feu Gautier, ii s. i pougeoise.
Andrui, le fiz feu Gautier, ix d.
La fame feu Jaquet Le Cordier, xxi d.
Jacquet, le gendre feu Morelon, viii d.

Collet Melleie, xii d.
Mestre Mortier, vi d.
Houdelet La Begause, vii d.
Gilote La Margouillie, vi d. et une pougeoise.
Chopin, xxviii d.
Agnès La Blande, xii d.
Richier, viii d. o.
Adenet, xviii d.
Jaquet Marié et La Borue, xv d.
Le fiz feu Herbert Grape, v d. i pog.
Aleaume Le Suor, vii pougeoises por la maison Thomas Grape.
Aleaume et Charbonnier, xxv d. o.
Guillot Patrier et Milot Le Monier, xxxiii d.; item, Guillot Patrier,
vi d.
Saillart, xx d.
Jaquet Le Suor, xiii d. iii pougepises.
La Charpentiere, ii s.
Messote, v d. o.
Florie, xii d. o.
Marie, la fame feu Adam Le Charbonnier, v s. ix d.
Gilot Forcul, v d. o.
Houdoin, iiii s.
Robin Le Cerelier, xxvii d.
Symonet et Gilot son frère, les fiz feu mestre Girart Le Maçon, ij s.
Dame Aude, vi d.
Acelot et Berier son fiz, xix d.; item, Acelot iiii d. por la maison
de lez le guex.

Joane et Henri son gendre, v d. o.
Jehen Patrier, xii d.
Adenin Chief Doute, iiii s.
Joane la nièce au Cendrier, xii d.
Raoul Patrier, xii d.
Jehen Le Gey, iiii s.; item, vii d. por lui et por son serorge.
Theuenot des Molins, ii s.
Perout le fiz feu Emensent, xxviii d.
Mahout la fame feu Demilemunde, iii d.
Summe de la part monseigneur Gautier le Cornu de ces cens :
xliii s. vi d.
Por la meson deriers le for, xxi d. en deffaut que les seigneurs
deuent que la meson est lor.

*Ce sunt li cens monseigneur Gautier Le Cornu receus à Fontenailles
le jor de la Saint Remi en lan de grace mil cc iii^{xx} xii :*

Jehen Le Clert, de Fontenailles, xxvii d. por ix quartiers de terre
deriers le routiz; item, iii o. dou terre achat.

Jehen le fiz Noel don Plessi¹, xl d.

Nicholas, de La Charmée, por lui et por ses enfanx, xviii d. por
sa terre de Grosbec; item, ii d. por la terre dou Popelin.

Jehen Le Clert, de La Charmée, xxx d. por la terre de Grosbec;
item, ij d. por la terre dou Popelin; item, ij d. por sa terre des Val-
leies; item, ij d. por le pré feu Girard; item, ij d. por le pré dou
Clotet.

Jehen le gendre feu Thibaut Mignot, iiij d. de demi arpent de
terre qui siet de lez les cortiz Baudin.

Baudin Le Coureor, dou Routiz, xxxii d. de sa meson et de demi
arpent de terre qui est derieré; item, viij d. de son pré de Queu-
leuée; item, iiij d. de demi arpent de terre qui siet à Queueleuée.

Guillin le gendre au mere, iij poig. por j arpent de terre qui est au
pertuis dou Routiz; item, xii d. por j arpent de terre qui est deriers
le cortil au Goulu.

Vincent Lefebvre, xii d. por sa meson.

Thifane, iiii d. por i arpent de terre qui siet à Queueleuée.

1. Le Plessier, hameau de Fontenailles, canton de Mormant.

Guillaume le Plusbeau, vi d. de sa terre devant la meson.

Jehennet Maupaie, iiii d. por j arpent de terre qui siet vers le pertuis dou Routiz; item, iii p. de j quartier de vigne qui siet au Pré Lambert.

Guillemin le gendre Jehen Le Clerc et Jehen dou Garie, v d. et i poi. de lor terre dou pertuis dou Routiz.

Jehennin le fiz feu Guillaume dou Plessi, ii d. de son cortil; item, x d. de sa terre qui siet deriers Le Plessi.

Jehennet Truilleli, viij d. o. de son cortil dou Plessi et de sa terre deriers; item, viij d. de sa terre de La Troigne.

Colot le gendre feu Guillaume dou Plessi, ii d. de son cortil; item, vii d. o. de sa terre deriers Le Cortil Ticon.

Jehen dou Plessi, iii s. o. por ses terres qui sient entor le Plessi.

Aveline, de La Charmée, v d. de v quartiers de terre dou Charneau.

Estienne le fiz Martin, vi d. de iij quartiers de terre qui sient deriers les cortiz de la Croiz; item, ij d. de demi arpent de terre qui siet au prins dou Routiz; item, j d. de La Chaude Place¹; item, i d. dou Terreachat.

La fame feu Jehen Le Rei, xx d. de v arpenz de terre; item, iii d. de la terre dou Terreachat.

Guillemin le fiz au Roi, iiii d. de la terre devant lus au Cortillier; item, i d. por sa terre dou Terreachat.

Jehennet le fiz Guillemin, j parisi por sa vigne des prés Lambert.

Symon Le Marié, iii o. de sa terre dou Terreachat.

Jehen le mere de Besart, xviii d. por terre qui siet de souz les vignes dou Plessie; item, xii d. o. por terre qui siet deriers son cortil et en la gloissière qui siet lez le pré Guiart; item, j poitevine; item o. parisi por la meson qui fut à la Boutousse et à la Bonde. Summe xxxi d. iii poig.

Jehen Chobert, i o. par. por sa meson.

Jaques des Vitives, j o. por son pré lez la meson.

Jehen Le Rebours, xii d. por i arpent de terre qui est lez la vigne Paillart; item, ii parisi por i arpent de terre qui est en La Gloissière,

lez le pré Guiot; item, i o. por Rebours et por Perot por lor meson.

Pieres le Loheren, iii o. parisi por sa terre deuant la meson au feu Roi; item, ii d. iii pougeoises por la terre dou Terreachat.

Jehen de La Vacherie, xiii d. por j arpent de terre de souz le Plessie; item, vi d. por sa terre dou Routiz.

Marie de La Croiz et Li Fevre et Guillaume Li Madriers, j parisi.

1. La Place Chaude, commune de Fontenailles, section A du cadastre.

Item, Jehen li mere de Besart, iiii d. o.; item, ii d. de son pré qui siet en la valleie¹.

Erembore La Maunorie, ii d. por la vigne des prez Lambert; item, i d. por j quartier de terre qui siet deriers la meson au Goulu.

Houdin Le Roi, ij parisi por sa terre dou pertuis dou Routiz; item, iij de por sa meson.

Martin, dou Routiz iiii d. o.

Guiart dou Pré, ix d.

Guillaume Pépin, iiii d. por demi arpent de terre de souz le Plessie.

Jaques de Besart, xiii d. o. por sa terre de souz Queueueie; item, xii d. de sa terre de souz le Plessie; item, iiii d. por sa terre de la Gloissière; item, iiii parisii por son pré de la Valleie; item, iii pougeoises por son pré de lez la meson Jehen Chobert.

Vergot, xiii d. por sa terre.

Summe xlii s. v d.

Tibaut La Vache, xiiii s. ix d. o. por terres; item, ii s. vi d. por la terre qui fut Guillaume Hebert; item, vi d. por la terre à la Puisseière.

Aaumant et Gilaut, xlvi d. por vii arpenz et j quartier de terre et pour pré.

Renaut des Molins et Menart iii s. et v d. por terre.

Adenant Chidenier, ix d. por arpent et demi de terre.

Adenin fiz feu Jehen Le Suor, vii d. et o. por v quartiers de terre.

Margue fame feu Jehan Rosignol, v s. iiii d. o. por x arpenz et iii quartiers de terre; item, iii d. et pougeoise por iii quartiers de pré; item, xii d. por demi arpent de pré à Herberel.

Jaques Le Suor, iii d. iii p. por demi arpent et demi quartier de terre.

Agnes de Foreteilles, xv s. vi d. por xxxi arpent de terre; item, iii d. iii p. pour demi arpent et demi quartier de terre; item, xi d. por ii arpenz et demi quartier de pré; item, ii d. o. por le pré qui fu feu²Jehan Rossignol.

Jehen Ginon, vi d. por j arpent de terre.

Malier, vi d. por j arpent de terre.

¶ Guillaume Liebert, vii s. iii d. por xiii arpenz et demi de terre; item, vi s. por arpenz et demi de terre; item, vi d. por le jardin.

1. Peut-être La Vallée aux Cerfs, commune de Fontenailles, section B du cadastre.

Aaliz fame feu Jehan, de Rosoi', v s. et ix d. por xi arpenz et demi de terre.

Li gendres feu Jehan, de Rosoy, iiii s. por viii arpenz.

Chopin, xii d. por demi arpent de pré à Herberel; item, iiii d. por j arpent de pré; item, ii s. vii d. o. por v arpenz et i quartier.

Milaut Le Suor, xxvi d. por iiii arpenz et j quartier de terre.

Guillot Patrier, iiii s. ii d. iii p. por vi arpenz quartier et demi de terre.

Aales et Adenin fiz feu Jehan Le Suor, ii d. por arpent et demi de terre.

Aales fame feu Jehan Le Suor, xxi d. por iiii arpenz et demi de terre.

Perrot fiz feu Esmansaut, ix d. por arpent et demi de terre.

Loré Le Charbonnier, xi d. et i p. por i arpent et iiii quartiers et demi quartier.

Adenin Chiefdoute, xliii d. o. por vii arpenz et i quartier de terre.

Jehan Legay, xxi d. et iiii p. por iiii arpenz et demi quartier de terre.

Symonet Patrier, vi d. por j arpent de terre.

Guillot Le Baugue, ix d. por arpent et demi de terre.

Perot Griseuoot, ix d. por arpent et demi de terre.

Biatriz fame feu Deniso Le Moisant, xi s. et ii d. por xii arpenz quartier et demi de terre.

Jehan Patrier, viii d. o. por j arpent et quartier et demi de terre.

Perot Le Monier, xv d. por ii arpenz et demi de terre.

Marie fame feu Adeni, vii s. por xiii arpenz de terre; item, xii d. por demi arpent de pré à Herberel; item, iiii d. por i arpent de pré.

Jehan Le Cendrier, iiii s. vii d. o. por ix arpenz et i quartier.

Raoul Patrier, ii s. ix d. por v arpenz et demi de terre; item, iiii o. por quartier et demi de pré.

Jehan dou Rue, vi d. por j arpent de terre.

André dou Rue, vi d. por j arpent.

Alesote fame feu Thomas, iiii d. por j demi arpent.

Les enfanz feu mestre Mortier, x d. o. por vii quartiers.

Colin Le Coutelier, xxii d. o. por iiii arpenz iiii quartiers.

Estienne Chataignier, iiii d. por 1 arpent de pré.

Charbonier, iiii o. por j quartier de terre.

Gilot des Boys, iiii d. o. por iiii quartiers de terre.

Gilot Le Forestier, x d. por arpent et demi et demi quartier.

Mestre Jehan, iiii d. o. por iiii quartiers de terre.

Symon Joliuet, xx d. por ii arpenz de terre et por ij arpenz de pré.

Bourge, viii d. por ii arpenz de pré; item, xiii d. o. por ii arpenz et j quartier de terre.

Teuenot Chapuis, xii d. por ii arpenz de terre.

Renault li Telier, xviii d. por iii arpanz de terre.

Houdoin, viii s. x d. por terre et por pré.

Monseigneur Estiene, v s. por pré et por terre.

Monseigneur Tibaut, xii d. por ii arpenz de terre.

Teuenot des Molins, xxvi d. et iii p. por pré et por terre.

Gilotin, xii s. pour xxiiii arpenz de terre; item, vi d. por le gardin;
item, viii d. por ii arpenz de pré.

Estienne, de Provins, iiii s. iii d. iii p. por terre.

Gile, de Ranchecourt, vi s. xi d. por xiii arpenz iii quartiers et
demi quartier de terre; item, xi d. por ii arpenz et iij quartiers de
pré; item, vi d. por le gardin.

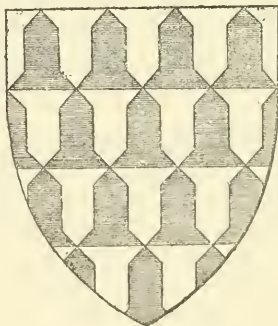
Jehen Rosignol, iii s. x d. o. por terre; item, xii deniers por demi
arpenz de pré à Herberel.

Aveline la Rouelière, iii d. por demi arpenz de terre.

Maupin, vi d. por j arpent de terre. Summe des cens receus ix lib.
iii d.

Jehen de Meleun vii s. ix d. iii p. en default.

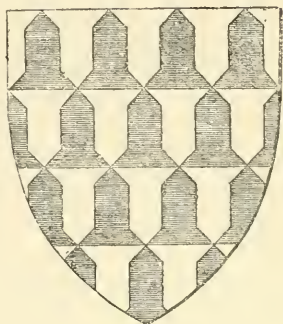
Summe de tot : ix lib. viii s. o.



GÉNÉALOGIE

DE LA

FAMILLE CORNU



SIMON II
seigneur de Ville-
neuve-la-Cornue ;
† avant 1266.

HENRI
archidiacre de Sens ;
évêque de Nevers
(1253) ;
archevêque de Sens
(1254) ;
† 20 novembre 1257.

GILON II
préchantre de Sens ;
archevêque de Sens
(1271) ;
† 20 juin 1292.

GAUTIER
seigneur de La Cha-
pelle-Rablais et de
Fontenailles-en-Brie ;
† après 1292.

SIMON
seigneur de La Cha-
pelle-Rablais et de
Fontenailles-en-Brie ;
vivant vers 1310.

SIMON
chanoine de Laon
et de Sens ;
† après 1275.

ALBÉRI
chanoine d'
prévôt d'
préchantre
† entre 1292

IMON 1^{er}
seigneur de
neuve-la-Cornue
vers 1172;
avant 1218.

ISABELLE CLEMENT
fille de
Robert Clément;
† après 1218.

PIERRE
de Paris,
Vernou
Rozoy,
e de Sens
(1213);
† 1241.

AUBRY
chanoine de Paris,
de Sens et de
Chartres,
doyen de St Martin
de Tours;
évêque de Chartres
(1236);
† 17 novembre 1243.

GILON 1^{er}
chanoine d'Orléans;
archidiacre de Sens;
archevêque
de Sens (1241);
† 1254.

ROBERT
chanoine de Char
tres et de Sens;
évêque de Nevers
(1241);
† 1253.

AGNÈS
femme de N.,
seigneur
de Grand-Puits (?).

JEAN
chanoine de Sens;
doyen de Bray
(1274);
archidiacre de Sens;
† après 1281.

PIERRE
seigneur de Ville-
neuve-la-Cornue;
† septembre 1276.

ROBERT
chanoine de Chartres
et de Sens;
archidiacre de Sens;
† avant 1294.

GUILLAUME
chanoine de Sens;
archidiacre d'Étampes
(1296);
doyen de Sens
vers 1306.

MARGUERITE — 1^o BAUDOUIN DE CORBEIL; 2^o OUDART DE JOUY.
dame de
Villeneuve-la-Cornue;
† mars 1315.

AGNÈS DE CORBEIL
dame de Champcueil;
† 1^{er} janvier 1338.

SIMON DE JOUY
seigneur de
Villeneuve-la-Cornue
et capitaine de
Provins.

LA QUESTION DE METIOSEDUM-MELUN

RÉSOLUE PAR UNE INSCRIPTION ANTIQUE DÉCOUVERTE DANS CETTE VILLE

Par M. G. LEROY, président de la section de Melun.

Certaines questions historiques longtemps discutées, analysées, commentées et scrutées à grand renfort de textes, de preuves et de vraisemblances, restent toujours environnées de doutes, et continuent de s'offrir aux méditations des chercheurs et des érudits comme autant d'énigmes à peu près insolubles.

Plusieurs localités mentionnées dans les Commentaires de César ont soulevé quelques-unes de ces énigmes, soit qu'elles s'appliquent à des villes disparues dont l'emplacement est ignoré ou douteux, comme *Alesia* et *Vellaudonunum*, soit que des noms modernes rendent difficiles ou problématiques l'identification des noms anciens.

Dans cette seconde catégorie se trouve *Metiosedum*, citée au VII^e livre des Commentaires, à l'occasion de la campagne de Labienus contre les *Parisii* réunis en armes sous les murs de *Lutetia*. Si ce nom de *Metiosedum* était uniquement employé par César, il n'y aurait pas de doute possible. Son identification avec Melun moderne ne ferait aucune difficulté, et l'on n'aurait pas vu s'élever les débats qui, depuis près de deux siècles, passionnent le monde savant.

Mais quelques-uns des manuscrits des Commentaires rapportent, à côté de ce nom de *Metiosedum*, celui de *Melodunum*, qui est une appellation du moyen âge, postérieure à l'époque gallo-romaine et aux temps mérovingiens, qui nous donnent comme noms de Melun *Meteglo*, *Methetum*, *Mecledum*, *Meclido*. Il en est résulté une confusion qui a causé tout le débat, et l'on en est venu à croire que les noms de *Metiosedum* et de *Melodunum* s'appliquaient à deux localités distinctes, tandis qu'en réalité, dans ma pensée et dans celle de savants qui m'ont précédé dans la

discussion, il s'agit d'une seule ville, de Melun, désignée sous le nom de *Metiosedum* aux premiers siècles de l'ère chrétienne, et sous celui de *Melodunum*, à partir du ^x^e siècle seulement, comme le témoignent les chartes, actes et diplômes des rois capétiens. L'erreur ou l'ignorance de copistes du moyen âge a causé le point de départ du procès. Deux camps se sont formés parmi les érudits, l'un patronnant *Metiosedum-Melun*, l'autre tenant pour une localité située au-dessous de Paris, de Meudon, a-t-on dit, et l'on a répandu des flots d'encre, sans mieux se mettre d'accord, depuis le temps où, pour la première fois, en 1738, l'abbé Lebœuf abordait lui-même le sujet.

La publication de l'Histoire de César, par l'empereur Napoléon III, et les travaux de la Commission de la topographie des Gaules, il y a trente ans, ont ravivé la question. De nouveau, plusieurs savants l'ont reprise; on s'en est occupé jusqu'en Allemagne, sans apporter de nouvelles lumières sur les points restés obscurs après la dissertation de l'abbé Lebœuf. Les opinions sont restées indécises sur la solution du problème soulevé par les variantes des manuscrits de César à propos de *Metiosedum*, quoique la Commission de la topographie des Gaules se soit prononcée en faveur de Melun.

A mon tour, sans prétention d'érudition, mais fort d'observations longuement méditées, j'entre dans le vif du débat en formulant ces propositions :

1^o Le texte de César indique que *Metiosedum* est en amont de Paris;

2^o Une inscription antique, retirée du sol même de l'île de Melun en 1865, et qui n'est pas postérieure au 1^{er} siècle de notre ère, porte le nom de *Metiosedum*, révélant ainsi que la localité anxieusement cherchée par les érudits depuis deux siècles, n'est autre que la ville de Melun. Dès lors, la leçon de *Melodunum* qui se trouve dans quelques-uns des manuscrits de César est fautive, du fait des copistes du moyen âge, et, comme l'ont pensé Scalliger, Danville, Heller et Brunet de Presle, *Metiosedum*, véritable nom de Melun à l'époque de César, doit être substitué partout à celui de *Melodunum*.

Il me reste à prouver cette double affirmation :

I

Campagne de Labienus contre les Parisiens.

Tout d'abord, il convient de suivre pas à pas la relation de la campagne de Labienus et d'y chercher les preuves, en s'inspirant de l'état des lieux et des actes du général romain, de la situation de *Meliosedum* au-dessus de Paris, contrairement à l'opinion de ceux qui pensent que cette localité s'identifie avec Meudon.

César, battu devant Gergovie et forcé d'en lever le siège, errait dans le pays des Senones, harcelé par l'armée de Vercingétorix, et menacé de voir se soulever autour de lui les puissantes nations des Éduens et des Carnutes. Déjà, chez les *Parisii* la révolte semble prochaine. Labienus, qui veut la prévenir, part à la tête de quatre légions et se dirige vers Lutèce après avoir laissé à *Agedincum*, pour la garde de ses bagages, des recrues nouvellement arrivées d'Italie.

Suivant son habitude, dont on trouve des preuves constantes dans les Commentaires, César décrit la position géographique de cette ville de Lutèce, « *Id est oppidum Parisiorum, positum in insula fluminis Sequanæ* ». — A la nouvelle de l'approche des Romains, un nombre considérable de troupes des nations voisines se rassemblent. César nous dit plus loin que les habitants de Melun en faisaient partie. « *Quorum magna pars erat ad bellum evocata.* » Le commandement en chef est déferé à Camulogène, vieillard du pays des Aulerques, dont la science militaire lui mérite cet honneur malgré son âge avancé.

Partant d'*Agedincum* (Sens), Labienus suit la rive gauche de l'Yonne et de la Seine, comme le lui commandent les principes les plus élémentaires de stratégie, pour ne pas être séparé par un grand fleuve de sa base d'opérations, et il arrive ainsi dans le voisinage de Lutèce. Là, sa marche se trouve arrêtée par un mauvais perpétuel, une sorte de cours d'eau qui tombe dans la Seine, « *Quæ influeret in Sequanam* ».

On a discuté pour savoir s'il s'agissait de la rivière d'Essonne ou de celle de la Bièvre. Il n'importe, la question est secondaire pour le fait qui nous occupe. Au delà, Camulogène a disposé son

armée pour disputer le passage aux Romains. Sous la protection de ses machines de guerre, Labienus tente d'établir un chemin solide à travers le marais; mais, reconnaissant l'inutilité de ses efforts, il abandonne silencieusement son camp, et, reprenant le chemin par lequel il était venu, il arrive à Melun. — « *Eodem, quæ venerat, itinere Metiosedum (vel Melodunum) pervenit.* » Et César, à ce passage de ses Commentaires, prend soin de décrire la position de cette ville, comme il l'a fait pour Lutèce, comme il le fait, du reste, pour toutes les localités dont il parle pour la première fois. « C'est un oppidum des Senones situé dans une île » de la Seine, comme nous avons dit précédemment de Lutèce, » — *Id est oppidum Senonum, in insula Sequanæ positum, ut paulo ante Lutetiam diximus.* » Il est difficile de préciser plus exactement la situation géographique de Melun.

Au port de cette ville, Labienus s'empare d'une cinquantaine de bateaux, qu'il réunit aussitôt en forme de radeau, « *deprehensis navibus circiter quinquaginta, celeriterque conjunctis* ». Il y fait entrer ses troupes et s'empare de l'oppidum, sans résistance des habitants effrayés par la promptitude de l'attaque, et dont la plus grande partie est allée rejoindre l'armée de Lutèce au début des hostilités. Il rétablit le pont rompu dans les jours précédents. « *Refecto ponte, quem superioribus diebus hostes resciderant* », fait passer son armée sur l'autre rive « *exercitum traducit* » — la rive droite —, et, en suivant le cours du fleuve, il se dirige vers Lutèce. « *Et secundo flumine ad Lutetiam iter facere cœpit.* » — Ces nouvelles connues des Gaulois par les fuyards de Melun, leur font prendre des résolutions extrêmes commandées par le salut commun. Ils ordonnent d'incendier Lutèce et de couper les ponts. Ils quittent ensuite le marais dont ils avaient défendu le passage aux Romains et vont s'établir en vue de la ville incendiée, à l'opposé de camp de Labienus, sur les bords de la Seine, « *in ripis Sequanæ e regione Lutetiæ, contra Labieni castra considunt* ».

Déjà, circulaient les nouvelles de la levée du siège de Gergovie, de la défection des Éduens, et du soulèvement de la Gaule. Dans leurs assemblées, les Gaulois rapportaient que César, empêché dans sa marche par la Loire, et manquant de vivres, s'était réfugié dans la Province. De leur côté, les Bellovaques, excités par ces rumeurs, réunissaient des troupes et se préparaient ouvertement à la guerre. Labienus, cédant à la gravité des événements, en renonçant à ses premiers projets, résolut d'abandonner toute idée de conquête, pour s'appliquer seulement

à ramener saine et sauve son armée à *Agedincum*. D'une part, il était menacé par les Bellovaques, connus dans la Gaule par leur courage; de l'autre, Camulogène commandait une armée exercée et disciplinée. La situation pouvait devenir critique pour les légions, qu'un grand fleuve, — la Seine — séparait de leur réserve et de leur matériel de guerre laissés chez les Senones, « *tum legiones, a præsidio atque impedimentis interclusas, maximum flumen distinebat* ». Tant de difficultés subitement élevées lui inspirent la résolution de faire appel au courage de ses troupes. Vers le soir, il les convoque et les exhorte à exécuter promptement et intelligemment ce qu'il leur commandera. Il confie à ses chevaliers les bateaux qu'il avait amenés de Melun, « *naves, quas a Metiosedo (vel Meloduno) deduxerat* », en leur ordonnant, la première veille écoulée, de descendre en silence le cours du fleuve, jusqu'à la distance de quatre mille pas, où ils devront l'attendre. Cinq cohortes, d'une légion qu'il estimait la moins ferme pour le combat, sont laissées à la garde du camp, tandis qu'il commande aux cinq autres cohortes de la même légion de partir au milieu de la nuit avec tout le matériel de guerre, et de remonter le fleuve avec grand bruit, « *quinque (cohortes) ejusdem legionis reliquas de media nocte cum omnibus impedimentis adverso flumine magno tumultu proficisci imperat* ». Il réunit aussi les nacelles, les bateaux de moindre dimension, *lintres*, et il les envoie dans la même direction, poussés à grand bruit de rames, « *conquirat etiam lintres. Has, magno sonitu remorum incitatas, in eandem partem mittit* ». Lui-même, peu de temps après, étant parti silencieusement avec trois légions, se rend au lieu où il avait ordonné que les bateaux confiés aux chevaliers romains fussent conduits, c'est-à-dire à quatre mille pas au-dessous de Lutèce.

Dès son arrivée, les éclaireurs gaulois, disposés sur les bords du fleuve, sont attaqués à l'improviste et dispersés ou écrasés par les Romains, à la faveur d'une tempête qui s'était subitement élevée. Par les soins des chevaliers préposés à cet effet, l'armée romaine effectue promptement son passage sur l'autre rive. Presqu'en même temps, à la pointe du jour, on annonce aux Gaulois qu'un tumulte extraordinaire règne dans le camp des Romains, qu'une grande troupe remonte le fleuve et que, dans la même direction, un bruit de rames est entendu, tandis qu'un peu au-dessous des soldats sont transportés par des bateaux. A ces nouvelles, les Gaulois, jugeant que les légions, troublées par la défection des Éduens, se préparaient à fuir en traversant le fleuve

sur trois points différents, divisèrent leurs troupes aussi en trois parties : une d'elles est laissée en surveillance vis-à-vis le camp romain ; une autre, de moindre importance, *parva manu*, est envoyée vers *Metiosedum* avec ordre de s'avancer aussi loin que les bateaux s'avanceront eux-mêmes, « *et parva manu Metiosedum* » *versus missa, quæ tantum progrediretur, quantum naves pro-* » *cessissent* ». Enfin, le reste des troupes est envoyé contre Labienus.

Le récit du combat dans lequel Camulogène et ses troupes furent défaits par les légions romaines n'a plus d'intérêt pour mon sujet. Si j'ai suivi jusqu'ici à peu près littéralement la narration de César, c'est parce qu'il y est question de Melun, désignée dans divers manuscrits sous les doubles noms de *Metiosedum* et de *Melodunum* ; parce qu'il importait de connaître l'itinéraire de Labienus, la disposition des lieux pour faciliter la recherche de la situation de *Metiosedum* ; et aussi les projets du général romain dont le but était de disperser sur trois points différents l'armée gauloise, en la trompant sur ses intentions véritables, afin de la vaincre plus facilement.

II

Variantes des Manuscrits des Commentaires sur *Metiosedum* et *Melodunum*.

Un des principaux auteurs modernes qui pensent que *Metiosedum* et *Melodunum* s'appliquent à une même localité, M. Brunet de Presle, établit, dans une note communiquée à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, en mars 1858, que le nom de « *Metiosedum* » se lit quatre fois dans quelques-unes des anciennes éditions de César, par exemple dans celle de Jungermann, Francfort, 1669, in-4°, et ces éditions représentent une série de manuscrits. Au moyen âge, des copistes n'ont pas hésité à substituer le nom de *Melodunum* ou *Melledunum* à celui de *Metiosedum*, et il cite, à titre d'exemple de cette correction, un beau manuscrit des Commentaires, qui paraît être du XI^e siècle, ayant appartenu successivement au président de Thou, puis à Colbert, et qui porte aujourd'hui le n° 5764 des Manuscrits latins de la Bibliothèque nationale.

Au folio 61, recto, le texte porte, dans la phrase citée précédemment : « *Silentio e castris tertia vigilia egressus, eodem quo* » venerat itinere, *Metiosedum pervenit* », et au-dessus du mot *Metiosedum* une main plus moderne a écrit *vel Melodunum*, mot qui est répété à la marge de cette même ligne. Dans les passages suivants, où il est question de la même ville, la correction n'a pas été faite et le nom de *Metiosedum* s'y lit seul.

« D'autres manuscrits, en grand nombre à la Bibliothèque nationale, continue M. Brunet de Presle, ont admis dans le texte la correction de *Meledunum*, *Melledunum* ou *Mellodunum* dans les trois premiers passages qui ont entre eux une connexion évidente. Mais, par une inconséquence qui est devenue la cause de tous les embarras des éditeurs et des commentateurs de César, ils ont laissé subsister *Metiosedum* dans le quatrième passage, qui est un peu plus éloigné, mais où il est cependant bien question de la même ville, comme Scaliger et Danville l'ont reconnu. »

Quelques-uns de ces Manuscrits offrent des preuves manifestes de l'inexactitude, de l'inattention et même de l'ignorance des copistes, qui ont altéré ce mot de *Metiosedum* jusqu'à le rendre absolument méconnaissable. Sous leur plume, dans le Manuscrit 5763 de la Bibliothèque nationale, l'M initiale de *Metiosdum* a été jointe au mot *manu* qui le précède; et est devenu conjonction, i a été tracé comme un l, ce qui donne cette leçon barbare : *cum parva manu et losedum*. — Traduisse qui pourra ces expressions! Nous sommes loin, on le voit, de l'appellation réelle, du vrai nom du Melun antique. Ailleurs, dans cinq ou six Manuscrits de la Bibliothèque nationale, nos 5763, 5768, 5769, 5770, 5771, c'est pour le moins aussi étrange. On trouve *Etlosedum*, *Elesedum*, *Edesedum*, *Etiosedum*, ou encore *Losedum*. Que faut-il de plus pour douter de la véracité des scribes du moyen âge? S'ils dénaturaient un nom de lieu avec tant de désinvolture, s'ils l'écorchaient de telle façon, devaient-ils y regarder de plus près quand il s'agissait de substituer à une appellation antique comme celle de *Metiosedum*, qui n'était plus en usage et qu'ils ignoraient probablement, le nom relativement moderne de *Melodunum*, usité dans les chartes du temps, d'un emploi journalier dans la langue des clercs et des légistes, sonnait mieux, en un mot, à l'oreille des transpositeurs des Commentaires que l'antiquité du nom rapporté par César?

A une époque où les savants s'occupaient beaucoup de la Gaule et des Gaulois, l'abbé Lebœuf, qui n'était pas encore de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, mais qui en fut plus tard

un des membres distingués, porta ses investigations sur la contradiction qui paraissait exister dans les Manuscrits de la guerre des Gaules au sujet de *Metiosedum* et de *Melodunum*. Ses travaux l'amènèrent à penser, comme déjà l'avaient fait Scaliger et Danville, que *Metiosedum* devait être placée au-dessus de Paris ; il n'alla pas toutefois jusqu'à l'identifier avec Melun. La pseudo-ressemblance de *Josedum* avec *Joiacum*, Jony-en-Josas, le fit entrer dans une discussion qui l'égara sur l'identification réelle de *Metiosedum*. Son Mémoire fut publié en 1738 sous le titre : « *Observations sur la position de METIOSEDUM voisin de Paris, dont* » *il est fait mention dans les Commentaires de César, contre le sen-* » *timent des modernes qui ont cru que c'était Meudon, avec quelques* » *remarques sur l'île de Melun et sur l'île de Paris.* » L'abbé Lebœuf s'y livre à une sévère analyse des plus anciens Manuscrits des Commentaires conservés dans les principales bibliothèques de Paris ou dans des collections particulières. Dans vingt-huit d'entre eux, il avait rencontré *Metiosedum* écrit dans les quatre passages où César désigne si clairement l'île de Melun : « » *Metiosedum....., id est opidum Senonum in insula Sequanæ* » *positum.....* », — ou seulement dans le quatrième passage, quand il parle de la petite troupe envoyée vers Melun. — « *Parva* » *manu Metiosedum, versus missa.* »

Le savant chanoine d'Auxerre défend Scaliger du reproche d'innovation téméraire, pour avoir mis *Metiosedum* où d'autres éditeurs avaient écrit *Melodunum*. « Il est certain, dit-il, que plusieurs des plus anciens exemplaires ont porté plus d'une fois » *Metiosedum.* »

Les coupables des variantes des manuscrits des Commentaires, sont les scribes qui les copièrent dans le cours des ^{xr}e, ^{xii}e et ^{xiii}e siècles, et qui écrivirent d'une manière si étrange et si diverse le nom primitif de Melun. Au moyen âge, le métier de copiste — c'était un véritable métier — était souvent exercé par des gens peu lettrés, qui n'étaient rien moins qu'infailibles. Dans sa *Géographie de la Gaule* (t. II, p. 673), M. E. Desjardins constate que leurs méprises étaient extrêmement fréquentes, et ce à propos de localités mentionnées dans les Commentaires, et confondues les unes avec les autres, témoin *Noviodunum* pour *Noviacum*. Il y a plus, Gerson dans son livre de la Louange des Scribes « *in libello de laude scriptorum* » mentionne certain genre d'écrivains qu'il appelle infimes, qui n'ont aucune espèce d'intelligence des choses qu'ils transcrivent, et qui sont considérés comme peintres,

se bornant à copier machinalement des lettres et des mots, —
« *commemorat genus quoddam scribentium quod appellat infimum,*
» *qui nullum penitus habeant intellectum eorum, quæ transcribant,*
» *qui quasi pictores appellentur* ».

Étonnons-nous donc maintenant des erreurs répétées dans les manuscrits des Commentaires, de ces phrases barbares ou incomplètes, de ces non-sens, de ces mots substitués à d'autres, de l'appellation toute moderne de *Melodunum* — qui n'est pas antérieure au ^x^e siècle — prenant la place de *Metiosedum* antique, de l'altération de ce dernier mot, rendu méconnaissable comme on l'a vu plus haut.

Je me résume en disant que le manuscrit le plus ancien et le plus correct du récit de César (n° 5764 de la Bibliothèque nationale) portant partout *Metiosedum*, qu'une main plus moderne a cru devoir expliquer par l'adjonction des mots « *vel Melodunum* », c'est cette version qu'il faut adopter, et que, n'aurions-nous pas comme preuve irréfutable le monument lapidaire dont je vais parler, il faudrait encore la tenir comme la seule vraie au double point de vue historique et topographique.

III

Position de Metiosedum.

Après avoir contesté que *Metiosedum* put être Melun, plusieurs auteurs ont soutenu que cette localité devait être au-dessous de Lutèce, à quatre mille pas en aval, et tous sont tombés à peu près d'accord pour la placer à Meudon. — Mais Meudon se dit en latin *Medo*, *Moudon* et *Moldun*, parentée fort éloignée, malgré toute la bonne volonté possible, de *Metiosedum*, qui offre plus d'affinité et de rapprochement avec le *Melodunum* des chartes capétiennes. La première assimilation du *Meudon-Metiosedum* est due à l'abbé Chatelain, qui, au cours du ^{xvii}^e siècle, avait été chargé de découvrir les anciens noms latins de toutes les cures du diocèse de Paris. Quoique rien ne justifiait semblable interprétation, il s'ensuivit une tradition qui eut ses partisans et ses contradicteurs. Au nombre de ces derniers, il faut citer M. Lancelot qui s'éleva contre l'opinion de l'abbé Chatelain dans ses *Recherches sur Gergovie et quelques autres villes de l'ancienne Gaule*, insérées dans les

Mémoires de l'ancienne Académie des Inscriptions, tome IX, page 410.

C'est cette même tradition, cette erreur admise par des savants fort estimables, qu'il convient de réfuter :

On a vu que Labienus, cherchant à tromper les Gaulois sur ses intentions, avait divisé son armée en trois parties :

Cinq cohortes sont préposées à la garde du camp.

Cinq autres, emmenant tout le matériel de guerre, remontent le cours du fleuve en faisant grand bruit, et des barques sont entraînées dans la même direction, en imitant le même tapage, « *magno sonitu remorum* ».

Enfin, le gros de l'armée, trois légions, commandées par Labienus en personne, suivent en silence la direction du fleuve jusqu'à la distance de quatre mille pas en aval de Lutèce, où se sont arrêtés les chevaliers romains chargés de la conduite des bateaux. C'est en cet endroit que les légions, après avoir écrasé les sentinelles gauloises, traversent le fleuve et se rangent en bataille sur la rive gauche, dans la plaine de Grenelle.

Avertis des mouvements de l'ennemi, les Gaulois veulent les déjouer ou y résister en les imitant. Ils divisent leurs forces en trois groupes, exactement comme les Romains : — « *suas quoque copias in tres partes distribuerunt. Nam et presidio è regione castrorum relicto, et parvâ manu METIOSEDUM versus missâ, quæ tantum progrediretur, quantum naves processissent, reliquas copias contra Labienum duxerunt* ».

Ceci est parfaitement clair, il y a là trois directions ou positions différentes; or, les partisans du *Metiosedum-Meudon* n'en reconnaissent que deux, lorsqu'ils font diriger deux des groupes gaulois du même côté, en aval de la Seine, vers le lieu où Labienus s'est porté à la tête de trois légions. En effet, si, dans leur opinion, *Metiosedum* est Meudon, le second des groupes ou corps d'armée gaulois se dirige au-dessous de Lutèce, et c'est également de ce côté que le troisième se rend en marchant contre Labienus. Alors, pourquoi composer trois corps d'armée, s'il en est deux qui, partant ensemble, doivent suivre exactement le même itinéraire. Et puis — observation plus importante — comment supposer, comment admettre que les Gaulois, d'ardeur téméraire, prompts à l'attaque, surtout en présence d'un ennemi qu'ils croient démoralisé en cherchant son salut dans la fuite, laissent partir, sans la poursuivre, la troupe qui remonte la Seine avec force tapage, dans le but évident d'attirer l'attention de ce côté. On ne s'explique

pas qu'ils restent insensibles à ce tapage prémédité, intentionnellement commandé par Labienus, pour faire diversion à l'action principale, qui doit avoir lieu à quatre mille pas au-dessous de Lutèce, à l'endroit où les trois légions ont traversé la Seine, à Meudon, si l'on veut, mais en tous cas, sur un point diamétralement opposé à la marche bruyante des cinq cohortes qui vont « *adverso flumine* ». S'il en était ainsi, si les Gaulois avaient considéré comme une quantité négligeable, quoiqu'elle menât grand bruit, la troupe qui remontait le fleuve, il n'y aurait pas eu nécessité de diviser leur armée en trois corps, puisqu'ils devaient ne la répartir que sur deux points seulement. Cette anomalie ne résulte pas du texte des Commentaires. Il en ressort, au contraire, que la station d'un de ces corps en face du camp des Romains, et la direction indiquée par César pour les deux autres — l'un qui va *versus Metiosedum*, l'autre *contra Labienum* — sont des points tout à fait différents, qui justifient la division de l'armée gauloise, à l'imitation de ce qu'ont fait ces adversaires, qui — ne l'oublions pas — se sont portés en trois endroits distants les uns des autres, et qu'il s'agit d'y poursuivre ou d'y observer : dans leur camp, *secundo flumine*, *adverso flumine*.

M. Brunet de Presle, discutant la même thèse, demande comment Camulogène a deviné que c'est précisément vers Meudon que se dirigent les Romains, et comment César a mentionné une localité si peu importante, qu'il nommerait ici pour la première fois, sans rien ajouter pour en préciser la situation, comme si tout le monde devait la connaître? Ce n'était pas sans but, sans intention, dirai-je encore, que les Gaulois divisaient leurs forces en trois parties; c'était pour les opposer aux trois corps d'armée formés par les Romains, et dont la position est connue : Le premier préposé à la garde du camp, le deuxième remontant le fleuve, le troisième le descendant. Or, puisque nous savons qu'un des groupes gaulois est laissé en observation devant le camp de Labienus, qu'un autre marche contre le général romain, et que le troisième est envoyé dans la direction de *Metiosedum*, il est facile de voir que cette direction n'est autre que celle de la troupe romaine qui va *adverso flumine*, en remontant le cours du fleuve, d'où la conclusion forcée qu'il faut chercher *Metiosedum* au-dessus de *Lutetiam*, et que, dans aucun cas, cette localité ne saurait être identifiée avec Meudon.

« Le seul motif qu'on invoque pour ne pas chercher *Metiosedum* en amont du camp des Romains, dit M. Brunet de Presle, c'est

que Labienus n'avait envoyé en amont que des batelets, *lintres*, et que César parle ici de bateaux, *naves*, envoyés dans la direction de *Metiosedum*. Mais Camulogène, averti au point du jour que l'on a entendu un bruit de rames, *sonitum remorum in eadem parte exaudiri*, ne savait pas si ces bateaux étaient plus ou moins grands. César devait donc, en se mettant à sa place, se servir du terme vague de bateaux, *naves*. Il se sert aussi de la désignation vague *Metiosedum versus*, dans la direction de Melun, pour ne pas répéter les mots *adverso flumine*, qu'il a déjà employés et parce qu'il a déjà suffisamment indiqué plus haut la situation de *Metiosedum*, Melun, seule ville importante sur la Seine, au-dessus de Lutèce. Il ne dit pas aller à Melun, mais dans la direction de Melun : *Metiosedum versus*. S'il eut voulu indiquer la direction contraire, il est probable qu'il aurait dit : *dans la direction de Rouen*, et non pas de Meudon, qui n'a jamais été un centre de population assez considérable pour être cité de la sorte.

» Je me résume ainsi, dit en terminant M. Brunet de Presle : C'est en amont du camp des Romains qu'il faut chercher *Metiosedum*; ce ne peut pas être Meudon. Il convient de rétablir ce nom dans les quatre passages des Commentaires, où il se lisait dans les plus anciens et les meilleurs Manuscrits, et il y désigne Melun, ainsi que Danville l'a dit dans sa notice de la Gaule. »

En posant cette conclusion, qui lui était dictée par l'examen approfondi du texte de César, M. Brunet de Presle et les autres savants qui avaient déjà formulé une opinion analogue, ne pouvaient espérer qu'ils seraient confirmés un jour dans leur appréciation par la découverte d'un texte lapidaire provenant du sol même de *Metiosedum*, texte absolument authentique, quasi contemporain de Labienus, et qui, plus heureux que les Manuscrits des Commentaires, a été préservé des altérations des scribes du moyen âge.

IV

L'inscription antique de *Metiosedum*.

En 1865, l'année même qui suivit la fondation de la Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne, l'attention des membres de cette Société attirée par la découverte, sur la place Notre-Dame de Melun, d'une inscription en l'honneur de

Mercure et des Lares de Tibère Claude, contemporain de Néron, les sollicita de procéder à des fouilles plus complètes sur le même emplacement. Leur espérance de rencontrer d'autres antiquités également importantes ne fut pas déçue. La moisson fut abondante, comme on peut le voir dans le compte rendu de ces fouilles inséré au Bulletin de la Société, tome 2^e, année 1865, pages 161 à 177. Au nombre des objets recueillis se trouvent quatre fragments de l'architrave d'un temple ou simplement d'un édicule ayant abrité la statue de Mercure, sur lesquels existe une inscription dédicatoire malheureusement incomplète. Elle est signalée dans le rapport précité, et plusieurs antiquaires, qui l'ont eue sous les yeux, ont renoncé à la rétablir, tout en reconnaissant qu'elle concerne un temple élevé à Mercure, sous les auspices du préfet ou gouverneur de la ville. Je pense qu'elle est plus explicite et qu'on y trouve le nom même de cette ville, c'est-à-dire ce nom de *Metiosedum*, dont la découverte à Melun tranche péremptoirement les difficultés soulevées par les variantes des Manuscrits des Commentaires.

Les fragments que nous possédons portent ces mots ou ces lettres :

////////VMDEIMERCVRICUMS//////////OSEDITI///VISAEDIFIC////////
 AVSPICISPRAEF////////// CVR///

Je propose la restitution suivante :

TEMPLVM . DEI . MERCURI[] . CVM . SIGNO . METIOSEDI .
 TI[TVS?] . CIVIS . AEDIFICAVIT . AVSPICIIS . PRÆFECTI .
 CVRAQVE .

Temple du dieu Mercure. Titus, citoyen de Metiosedum, l'édifia avec la statue, sous les auspices et l'administration du préfet.

On pourrait mettre *Pagi* comme attribut de *Præfecti*, mais le sens général de l'inscription n'y gagnerait rien. On apprendrait seulement que *Metiosedum* était le chef-lieu d'un *Pagus*, comme l'indique, d'ailleurs, d'une manière assez explicite, le titre de *Præfectus* que prenait ordinairement le gouverneur ou administrateur du territoire composant le *Pagus*.

Dans sa *Géographie de la Gaule*, M. Desjardins fait remarquer que si Melun avait été une cité, le soin de son administration aurait été confié non à un *Præfectus*, mais à des *Duumviri* ou *Triumviri*, des *curatores*, *quæstores*, *ædiles*. Mais la qualité de cité, dans le sens antique du mot, n'a jamais été revendiquée par Melun, simple *vicus* et non *civitas*, comme Paris, Meaux, Troyes, Sens.

L'addition de *Pagi* à la suite de *Præfectus* n'ajouterait rien à ce que nous connaissons déjà. De plus, il n'est pas établi que ce mot ait figuré dans le texte lapidaire. M. Desjardins, qui le propose dans son ouvrage, où il rapporte ce qu'il a lu de l'inscription, sans essayer de la compléter, a soin de le faire suivre d'un point interrogatif. *PRÆF (ecti. Pagi?)*

Rien ne justifie cette addition, tandis qu'au contraire les restitutions que je propose sont toutes appuyées par le commencement ou la fin de mots qui sont fournis par les débris de l'architrave du temple de Mercure, et que je complète d'après leur sens rationnel et les règles grammaticales latines.

Ainsi :

... VM, donne *Templ vm*.

S. (précédée de CUM) donne l'ablatif *signo*, préférable à *Statua*, qui contient trop de lettres pour entrer dans l'espace disponible. Du reste, *SIGNUM* est d'un usage aussi fréquent que *Statua* dans le style lapidaire, témoin l'inscription de Nîmes restituée par M. Desjardins :

« *Divo Nervæ Trajano Respublica . Nemausium . Basilicam .*
» *cum columnis . Marmoreis . signis . ceterisque . ornamentis . om-*
» *nibus dedicavit.* » (*Géographie de la Gaule*, tome III, planche XVII).

OSEDI . est la fin de *Meti osemi*.

TI . abréviation consacrée de *Titus* ou de *Tiberius*.

VIS . la fin de *Ci vis*, qualité souvent exprimée dans les inscriptions antiques, par exemple dans l'inscription d'Orléans qui a fourni le nom de *Cenabum*, où l'on lit : — *Lucius . Cornelius . Magnus . Antepomari . filius . civis . Senonius . . .*

AEDIFIC . le commencement de *AEDIFICAVIT* .

PRÆF . le commencement de . *præf . Fecti* .

Enfin CUR . le commencement de *cur aque*.

Je ne forge aucun mot entier, ce qu'il faudrait faire pour adopter *Pagi*. L'espace libre après *Præfecti* n'a rien qui puisse étonner, puisqu'on le voit se prolonger jusque devant *curaque*, dispo-

sition commandée par le désir de placer la deuxième ligne exactement au milieu de l'architrave de l'édifice, pour maintenir la régularité et l'harmonie dans l'aspect.

Enfin, l'espace non rempli devant *Auspiciis* est reproduit fidèlement après *curaque*. De part et d'autre, on peut compter au-dessus du blanc un même nombre de treize à quatorze lettres appartenant à la ligne supérieure.

Cette restitution, d'une simplicité élémentaire, est appelée à clore, il me semble, l'interminable discussion de *Metiosedum* et de *Melodunum*, qui aurait pu renaître et se prolonger longtemps encore malgré les probabilités, je dirai même les certitudes, qui existent en faveur de *Metiosedum*-Melun.

J'ajouterai, en terminant, que ce résultat est dû à la Société archéologique de Seine-et-Marne, qui justifie dans la circonstance sa devise : *Aperit tenebras*, puisque c'est elle qui, en faisant exécuter les fouilles de la place Notre-Dame, a mis en lumière un document plus authentique que tous les manuscrits des Commentaires de César, — reproduits plus ou moins exactement au moyen âge — la pierre dix-huit fois séculaire sur laquelle se retrouve le véritable nom antique de Melun : METIOSEDUM.



L'ANCIEN CHATEAU DES ÉVÊQUES DE MEAUX

A GERMIGNY-L'ÉVÊQUE

Par M. TH. LHUILLIER, membre fondateur,
vice-président de la section de Melun.

A neuf kilomètres au nord-est de Meaux, dans une anse formée par la Marne, se trouve situé le village de Germigny-l'Évêque, modeste commune de 280 habitants.

Placé sur la rive gauche du cours d'eau, ce village, qui dépend du canton de Meaux, était autrefois un peu plus populeux ; on y comptait 500 âmes au commencement du xvin^e siècle et 120 feux en 1770.

Pendant sept cents ans, les évêques du diocèse ont possédé en cet endroit une maison de plaisance — petit hôtel seigneurial et campagnard — que M. de Ligny, prédécesseur de Bossuet, transforma en château moderne ayant parc et jardins.

De cette résidence d'été, dont les prélats meldois ont fait les honneurs à d'illustres visiteurs, où sont venus des rois, des princes, et dont Bossuet aimait le séjour riant et paisible, il ne subsiste pour ainsi dire plus rien. Le château, en voie de reconstruction quand la Révolution éclata, fut vendu nationalement ; non seulement les travaux n'ont pas été repris dans la suite, mais ce qui était debout disparut successivement en passant de mains en mains : une terrasse d'un côté, les grands arbres du parc de l'autre, une tourelle, un colombier, servent aujourd'hui comme de repères pour retrouver l'emplacement occupé naguère par cette habitation seigneuriale.

Nous allons essayer de fixer quelques souvenirs de son passé ; puisque les souvenirs historiques sont à peu près tout ce qu'il en reste, prenons soin du moins de les noter au passage.

Le nom ancien de Germigny — *Germiniacum* — indique simplement, d'après M. l'abbé Denis, un lieu de plantations. Selon M. d'Amécourt, ce nom viendrait d'un Germanicus qui a dû posséder la terre à l'époque gallo-romaine. Dans un cas comme dans

l'autre, l'appellation d'origine latine, qu'on retrouve dans les documents d'autrefois, ne permet-elle pas de supposer que ce lieu a été habité au temps de la domination romaine?

Un lieu dit — *le Fond des Normands* — conservé par la tradition dans l'étendue du territoire de Germigny, près de la ferme de Rezel, semble attester aussi que les barbares danois et autres hommes du Nord — les Northmans — qui portèrent leurs ravages le long du cours de la Marne dans la seconde moitié du ix^e siècle, ont poussé leurs incursions jusque-là.

Nous n'avons pas à dire ici comment s'établit la transition entre le régime de la monarchie carolingienne et la société féodale, comment les fonctionnaires romains et les grands propriétaires de la Gaule arrivèrent, grâce à l'affaiblissement du pouvoir central, à conquérir peu à peu l'indépendance, à devenir seigneurs féodaux et à rendre la justice dans leurs terres. M. J. Flach l'indique dans son livre sur *les Origines de l'ancienne France* : les premiers rois francs consacrèrent ces usurpations et il y eut alors de véritables concessions, très nombreuses, surtout au profit des églises et des monastères. Ainsi se constitua une noblesse prête à profiter de l'anarchie qui suivit l'effondrement de l'empire carolingien; les leudes bénéficiers, les grands propriétaires d'alleux, finirent par se créer des droits et par transformer en charges établies à leur profit une part importante des impôts qui étaient dus primitivement à l'État. On pourrait ajouter qu'ils en abusèrent, et qu'au moment où la royauté se reconstitua, le peuple l'acclama parce qu'il vit en elle un pouvoir protecteur.

« Sous le régime féodal, dit Mgr Allou¹, les évêques étaient de véritables suzerains ayant leurs vassaux, comme eux-mêmes étaient les vassaux des rois. Nos anciens évêques de Meaux étaient seigneurs temporels de quatre paroisses, dites filles de l'évêché : Germigny-l'Évêque, Étrépilly, Varreddes et Villenoy. »

Cette possession remontait aux premières années du xi^e siècle (1004-1005), alors qu'on avait procédé au partage des biens de l'Église cathédrale entre l'évêque et les chanoines.

Dans leur mense de Germigny, où ils jouissaient de la justice, de la taille, des grosses dîmes, d'un moulin banal, de la pêche, de la chasse, les évêques possédaient, dès le xii^e siècle, à l'extrémité nord-est du village, un hôtel seigneurial qui devait leur servir de maison de plaisance.

1. *Chronique des évêques de Meaux.*

On connaît une charte datée de Germiniacum, au mois de juillet 1197, par laquelle l'évêque Anseau donne à la maison-Dieu des lépreux de Saint-Lazare de Meaux, pour le repos de l'âme de sa mère, cinq arpents et demi de terre et vigne que Hubelin, fils de Jean de Crécy, tenait dans sa justice près de Villenoy.

Anseau mourut en 1207, et pendant une longue période ses successeurs, issus des familles seigneuriales de Cuisy et de Poincy, possesseurs d'autres maisons de campagne dans la contrée, négligèrent celle de Germigny, dont on dut réparer le délabrement lorsqu'on voulut l'habiter de nouveau.

Au moment du mariage de Philippe le Bel, qui réunissait le comté de Champagne à la couronne, la prospérité publique semblait prendre un essor favorable ; malheureusement la peste, l'altération des monnaies, une série de troubles et de guerres qui devait se prolonger, vinrent encore jeter la désolation dans la Brie, en dépeuplant les villages. Au ^{xiv}^e siècle, pourtant, les habitants des campagnes étaient mieux traités par les seigneurs qu'aux siècles antérieurs ; Meaux jouissait depuis longtemps déjà de sa charte de commune, dont profitaient plusieurs localités voisines, et le servage avait été aboli sous certaines conditions dans les paroisses filles de l'évêché. C'est même le clergé qui avait donné le signal de l'affranchissement des serfs dans ses possessions, mesure favorable à la culture du sol et à l'accroissement des récoltes ; les rois, à leur tour, possédant la Brie dans leurs domaines, y avaient supprimé la double servitude réelle et personnelle.

Les anciens hommes de corps ou hôtes de Varreddes et de Germigny étaient affranchis, mais ils devaient en revanche la taille au seigneur, plus huit journées de corvée des animaux qu'on attelait à la charrue et une journée d'homme, en carême, pour travailler au clos de l'évêque. Le maire-juge, institué par le seigneur, était seul dispensé de ces corvées, qu'on remplaça plus tard par un impôt.

Quand la maison de plaisance de Germigny se trouvait en état et que les évêques y séjournaient, ils y ont reçu à diverses reprises les rois de passage dans la Brie.

Dom Mabillon mentionne des ordonnances de saint Louis, en 1253, et de Philippe le Long (août 1319), datées de ce lieu. La première prouve que cette maison fut quelquefois habitée par

l'évêque Pierre de Cuisy; la seconde ordonnance contient les privilèges accordés aux religieux de Royal-Lieu, près Compiègne.

Au temps de Philippe le Long, l'évêque était Guillaume de Brosse, chargé en 1318 d'une mission politique et que le roi devait encore députer auprès du pape Jean XXII pour traiter d'affaires délicates¹. De Brosse fréquenta Germigny, comme avait fait son prédécesseur Simon Festu, dont on a une charte pour l'abbaye de Faremoutiers signée à sa maison de campagne, en 1313.

Les Itinéraires des rois montrent également que Philippe le Bel y était venu en mai 1305 et en août 1309.

Plus tard, le roi Jean II dit le Bon nomma au siège épiscopal de Meaux son aumônier Jean Rouhier; celui-ci se rendit aussitôt dans cette ville (octobre 1361) et, avant même d'avoir accompli son entrée solennelle à la cathédrale, selon la coutume, il entreprit à l'hôtel seigneurial de Germigny des travaux de construction, pour lesquels il fit extraire la pierre de ses carrières de Varredes et de Rezel.

Plusieurs auteurs rapportent qu'à la considération de Jean Rouhier, le roi Jean venait chasser au château des évêques de Meaux; il y était en effet au mois d'août 1362, comme en témoignent les lettres relatives à l'union du château de Montaigny au bailliage de Troyes². L'année suivante on l'y retrouve avec son favori Gaucher de Châtillon³, et c'est là (6 septembre 1363) que le monarque signe le don, au profit de son quatrième fils, Philippe le Hardi, du duché de Bourgogne tenu en pairie, apanage fatal au repos du royaume et que ses successeurs devaient chèrement payer.

L'Itinéraire de Philippe le Hardi, publié par M. Ernest Petit⁴, constate que dès le samedi 12 août précédent le prince était venu de Coulommiers à Germigny pour souper; qu'il y trouva le roi son père et resta avec lui jusqu'au mercredi 23, « défrayé, ainsi que son commun, entièrement. »

Cette résidence d'été des évêques était alors un château à tourelles, peu propre à être défendu, malgré son aspect féodal et en

1. *Gallia christiana*.

2. *Ordonnances*, t. IV, p. 217-219. — Itinéraires des rois.

3. Ms. de Rochard. — Bibliothèque publique de Meaux.

4. Imprimerie nationale, 1863, 1 vol. in-4° de la collection des documents inédits sur l'histoire de France.

dépît de ses murailles, qui le fermaient du côté du village et des bois. Jamais d'ailleurs on ne l'avait considéré comme un lieu sûr; en 1228, Pierre de Cuisy avait fait confirmer par le comte de Dammartin-en-Goëlle un ancien privilège aux termes duquel celui-ci devait recevoir dans sa forteresse le prélat et sept personnes de sa suite, sans armes, dès que les circonstances lui faisaient craindre de n'être pas en sûreté chez lui.

Les seigneurs de Germigny¹ se voyaient assez fréquemment obligés d'user de rigueur pour faire respecter leurs prérogatives, leurs droits exclusifs de justice-mairie et de sergenterie, ceux de four, moulin et pressoir banaux, et aussi pour recouvrer la taille due par les vassaux. Les procès se succédaient. Jean Rouhier engagea notamment contre le prévôt de Meaux une procédure qui aboutit à un arrêt du Parlement du 28 juin 1365, déclarant que les évêques avaient toujours exercé la justice jusque sur la partie du territoire de Trilport qui s'étend vers Germigny et Drancy, ainsi que sur un pré voisin de la Marne, où se tenaient les jeux de la fête patronale Saint-Pierre. Cet arrêt maintient en conséquence l'évêque dans le droit de faire garder la fête, en sa qualité de seigneur haut justicier.

Le 10 décembre 1401, c'est l'un des successeurs de Jean Rouhier, Pierre Fresnel, qui obtient une sentence contre les habitants de Germigny, pour les obliger à se libérer de 25 livres de *taille abonée*. Mais les temps deviennent malheureux. Pendant l'occupation anglo-bourguignonne du ^{xv}^e siècle, les villages de la Brie sont en partie abandonnés et les champs restent incultes. La taille cessa encore d'être payée, même après le départ des Anglais. Le 13 mai 1452, les gens de Germigny se reconnaissent bien débiteurs de cette taille de 25 livres (plus de 40 sols de sergenterie)², mais l'évêque Le Meunier dut modérer le tout à 4 livres par an pendant dix années, « attendu la pauvreté des débiteurs. »

Jean Du Drac, qui vint ensuite, donna à bail (1463) le moulin et la pêche moyennant 34 livres; des baux successifs nous apprennent que le moulin « à fouler draps » fut transformé tour à tour en moulin à huile et à blé. En 1480 on l'amodiait encore avec la

1. On disait indifféremment Germigny-sur-Marne ou Germigny-l'Évêque, pour établir la distinction avec Germigny-sous-Coulombs, situé aussi dans le diocèse de Meaux; la dernière appellation prévalut dans la suite.

2. Dans la paroisse de Villenoy, autre fille de l'évêché, la taille abonée était de 30 livres et la sergenterie de 10 livres (*Archives de Seine-et-Marne*, G. 25).

pêche, mais le prix de location était porté à 56 livres tournois, plus 50 anguilles; par convention spéciale, le gros poisson revenait au bailleur à titre d'aubaine, et la totalité même de la pêche lui était réservée lorsqu'il se trouvait à sa maison de Germigny.

On affermait aussi la métairie, les grosses dîmes, le bac¹, le pressoir, les censives, en ne retenant guère que la jouissance du logis seigneurial, peu fréquenté au temps de Jean Du Drac, qui possédait en propre le château de Claye et s'y tenait de préférence lorsqu'il résidait dans son diocèse.

L'ensemble de ces locations ne constituait qu'un revenu relativement modique. Encore la maison de Germigny se trouvait-elle, de son côté, grevée de plusieurs rentes; elle payait 6 livres au chapitre de la cathédrale, 24 sols à la chapelle Saint-Nicolas, fondée à l'évêché, etc. Le prélat acquittait de plus, sur son moulin, une autre redevance d'un muid de seigle à l'abbaye du Pont-aux-Dames. Ces rentes n'étaient pas toujours exactement servies; les chanoines eux-mêmes durent obtenir sentence contre les fermiers de l'évêque Louis de Melun, en 1480.

Ce Louis de Melun, aumônier du roi, fils du seigneur de La Borde-au-Vicomte, près Melun, et de Nicole de Nantouillet, résidait à Germigny plus fréquemment que ses prédécesseurs, et c'est même là qu'il mourut de la peste le 13 mai 1483.

Un an avant la mort de Jean Du Drac — vers le temps de Pâques 1472 — les habitants de Meaux, avertis de l'approche des Bourguignons, avaient envoyé trois cents personnes dans le bois de Poincy pour couper des fascines destinées à garantir les murs de la ville; mais la seigneurie de Poincy appartenait à l'abbaye de Saint-Denis, près Paris: la coupe des fascines était à peine commencée que l'abbé s'opposait à l'introduction des travailleurs dans ses bois et les ajournait à la chambre des requêtes du palais. Il y eut accommodement moyennant 40 sols parisis, représentant le dommage causé, et les fascines furent complétées dans le bois de l'évêque. Cette fois, les dégâts allaient être autrement importants, car la sape des taillis se prolongea au delà de toute nécessité, sans protestation de la part des évêques Tristan de Salazar et Louis de Melun. Quand leur successeur Jean Lhuillier fut installé, il fit d'abord confirmer son droit de haute justice sur Germigny (13 septembre 1486) et son droit de garenne, afin d'interdire à quiconque de chasser dans l'étendue de cette justice; puis il

1. Ce bac a été remplacé, de nos jours seulement, par un pont.

demanda réparation des dommages causés dans les 1800 arpents de bois situés entre Germigny et Trilport, après la vacance du siège épiscopal qui s'était produite au décès de Jean Du Drac. Un procès s'engagea; nous n'en connaissons pas l'issue.

La ferme de Rezel, sur la paroisse de Germigny, apparaît alors comme une seigneurie particulière. Elle comprend, en 1487, 120 arpents de terres en friches, plus 80 arpents advenus au seigneur-évêque par droit d'aubaine, et le tout est affermé à raison de trois muids de grain, deux tiers seigle, un tiers avoine, — outre cette condition, imposée au preneur, de bâtir quelques travées neuves et de défricher 10 arpents par an. A côté des bâtiments d'exploitation existaient des masures entourées de terres, jardins, prés, bois, îles et censives; c'était ce qu'on appelait l'*hôtel de Roizel*, possédé par Philippe de Baisy, sieur de Villecomte et du Guisat, qui en fit donation au chapitre de la cathédrale, le 21 février 1472, à charge de services religieux.

L'évêché avait églement réuni à son domaine une nouvelle métairie. Jean de Pierrepont, devenu évêque, donna à bail, outre la ferme de l'enclos seigneurial ou ferme dimeresse, celle de la rue de Saint-Fiacre, qu'on appelait la Bosliart ou Bauiliard, du nom de ses anciens possesseurs¹. Il mourut en 1510, et au bout de sept ans — le 22 août 1517 — Catherine des Barres, veuve de Gilbert de Pierrepont, frère et seul héritier du prélat, crut pouvoir aliéner cette ferme de Bosliart, qu'elle considérait comme un bien propre de la succession. L'acquéreur était Arthus Saligot, seigneur de Montceaux. L'évêché, après avoir d'abord laissé l'héritier de M. de Pierrepont en jouissance de sa ferme, après avoir même touché les lods et vente lors de la cession de 1517, se ravisa un peu tardivement et il y eut procès. Un arrêt du Parlement de Paris du 4 mai 1527 obligea le seigneur de Montceaux à déguerpir, et Catherine des Barres à rembourser à ce dernier son prix d'acquisition : l'évêque Guillaume Briçonnet rentra ainsi en possession de la *Bosliart*.

Briçonnet a daté de *Germiniacum Episcopi*, au mois de janvier 1530 (1531), une charte reproduite par Dom Duplessis². Moins de dix ans après, son successeur médiat, Jean de Buz, concédait à des locataires les fermes de Bosliart et de Maisement, avec les terres d'une ancienne *ferme appelée Ourry*, en même temps qu'il donnait

1. Un château portait aussi ce nom, sur le territoire de Neufmontier.

2. *Histoire de l'église de Meaux*, t. II.

à bail emphytéotique pour 80 ans, à partir de Pâques 1541, à un charpentier nommé Hommet, le moulin à drap de Germigny, moyennant 30 livres de rente. Cette rente, représentant environ 500 fr. de notre monnaie, était garantie par divers biens, notamment par la moitié d'un moulin du pont du marché de Meaux, « de ceux qu'on dit les molins d'Angleterre' ».

Quand M. de Vieupont occupa à son tour le siège de Meaux, il bâtit à Germigny un pavillon neuf (1605). Les documents de cette époque constatent qu'il loue les deux colombiers « des tournelles du château », la ferme dimeresse, celle de Bosliart et une autre dite de Jacotin du bois (29 arp., plus 50 arp. en la garenne)².

La cour fréquentait Montceaux, château royal construit par Catherine de Médicis, à deux petites lieues de Germigny. — Louis XIII fit avec les évêques plusieurs échanges de bois pour redresser les limites de son domaine, et, à cette occasion, il visita la maison de plaisance à plusieurs reprises ; le 18 juillet, la reine vint même chasser à Germigny : c'est là, d'après Bassompierre, que fut consommée la ruine de La Vieuville.

Pendant la minorité de Louis XIV, alors que l'évêque Dominique Séguier restaurait et embellissait sa résidence de Meaux, la contrée voisine subit le passage des troupes de la Fronde. Au mois de mars 1652, Trilport était saccagé par le séjour de deux régiments ; à Varreddes, les soldats du roi, commandés par Vaubecourt, se livraient au pillage, maltraiétaient les habitants pour en tirer de l'argent, et leur enlevaient 10 chevaux et 40 vaches. Il semble, d'après les informations judiciaires qui s'ensuivirent, que Germigny échappa à cette épreuve.

M. Dominique de Ligny, neveu et successeur de Séguier, prit possession de l'évêché en 1659. En affermant le temporel, l'année suivante, moyennant 17,000 livres, il se réserva les émoluments du seau et — comme ses devanciers — le domaine de Germigny, où il allait exécuter de grands travaux. C'est lui qui transforma cette demeure ; il en fit un véritable château dans le goût moderne et y dépensa, dit-on, plus de 50,000 écus³.

A ce propos, M. Carro (*Histoire de Meaux*) remarque que les prélats d'alors ne restaient pas indifférents au goût du luxe et à

1. *Archives de Seine-et-Marne*, G. 38.

2. C'est maintenant La Queue du Bois.

3. D. Duplessis, *Histoire de l'église de Meaux*. — Mgr Allou, *Chronique des évêques*.

l'amour du bien-être, car la maison de plaisance de M. de Ligny fut superbe et ornée à l'avenant : « Il n'y manque presque rien de ce que l'art et la nature peuvent enfanter de plus beau ¹ ». Il est juste d'ajouter, avec M. de Longpérier-Grinoard², que le prélat faisait un noble emploi de sa fortune, et que les sacrifices qu'il s'imposa pour laisser un château à ses successeurs ne ralentirent nullement ses aumônes et ne l'empêchèrent pas de tester en faveur de nombreux établissements charitables.

L'église de la paroisse de Germigny, dédiée à saint Barthélemy, se trouvait encastrée dans la cour même du château ; en 1661, M. de Ligny l'avait fait abattre pour gagner de l'espace. Il construisit aussitôt une église neuve sur un emplacement plus convenable ; cet édifice fut suffisamment vaste (35 m. sur 10), mais absolument dépourvu d'architecture, sans bas-côtés ni piliers ; on fit cependant une voûte, un transept et un clocher assez élevé, surmonté d'une flèche.

Ce n'est pas que l'aspect du château lui-même fut très élégant, bien qu'on ait qualifié cette construction de superbe, et que Massillon la dise magnifiquement bâtie. Élevée de deux étages au-dessus du rez-de-chaussée et de l'entresol, avec toiture à la Mansart, accostée de deux pavillons fort simples, elle nous semblerait plutôt aujourd'hui modeste. Mais sa terrasse dominant le cours de la Marne sur une longue étendue, sa cour, son avant-cour fermées de grilles en fer forgé auxquelles aboutissaient trois avenues³, ne laissaient pas de lui donner un grand air. Les distributions intérieures, l'ordonnance des appartements confortablement meublés, ornés de tableaux et de tapisseries, avaient été parfaitement entendues : on y trouvait, à côté de vastes logements en quelque sorte distincts, salons de réception, bibliothèque, salle de billard, chapelle, auditoire pour les plaids du juge-maire et du juge-gruyer, car l'évêque avait une gruerie pour la répression des délits commis dans ses bois⁴. De vastes écuries et remises permettaient de recevoir à la fois de nombreux équipages. Ce qui ajoutait encore à l'agrément de cette demeure, c'était sa situation

1. D. Duplessis.

2. *Notice héraldique sur les évêques de Meaux*, Le Blondel, éditeur, 1876, in-8°.

3. Outre le grand chemin planté qui, partant de Trilport, allait longer le village de Germigny et passer devant le château.

4. En 1665, le juge-gruyer était Louis Péan, maire de Trilport et Germigny, receveur général de l'évêque.

avantageuse à courte distance de Meaux. Enfin, la beauté des jardins et du parc en faisaient une délicieuse résidence d'été, et l'on ne doit pas oublier que les bois d'alentour offraient des chasses giboyeuses, — dont, il est vrai, les terres labourables avaient fort à souffrir.

Les agréments de Germigny ont été célébrés, non seulement par P. Le Ber, vieux magistrat meldois¹, dans un petit poème latin qu'il fit paraître en 1677 (in-4° de 8 p.), mais aussi par le poète Santeul, au temps de Bossuet. Les vers latins de Santeul, que Danchet a traduits, ont été imprimés avec la traduction en regard, ils se retrouvent dans la *Santoliana*. (Cologne, 1722, in-4°.)

Bossuet aimait cette maison de plaisance, où les beaux jours le ramenaient chaque année, dès que ses fonctions à la cour et ses devoirs le lui permettaient. Ici, comme à Versailles, comme à Paris, comme à Meaux, « il travaillait et ses livres le suivaient partout² ». Sa présence en cet endroit y attira d'illustres visiteurs. Aussi M. Carro a-t-il pu dire³ que Germigny était alors connu de toute l'Europe, tant les étrangers de distinction, ainsi que les princes du sang et beaucoup d'autres hauts personnages de France, lorsqu'ils passaient à Meaux, se faisaient un devoir d'y aller visiter Bossuet et un plaisir d'y être reçus.

Lors du voyage de Louis XIV dans le Luxembourg, en 1687, le duc de Bourbon et le prince de Conti se détachèrent de la suite du roi pour s'arrêter à Germigny (12 mai); ils firent de même au retour (6 juin), et quelques jours après arrivèrent le comte de Toulouse, le marquis d'O, puis le duc du Maine.

Le 17 mai 1690, le Dauphin, partant la seconde fois pour la guerre d'Allemagne, vint à son tour trouver son ancien précepteur à Germigny; il y coucha, ainsi que le duc de Vendôme, le comte de Brienne, le comte de Sainte-Maure et d'autres officiers qui l'accompagnaient.

On sait avec quel soin l'illustre évêque entraînait dans les détails de l'administration diocésaine. Il avait été nommé à Meaux en 1681 et avait pris possession le 8 février 1682, au moment où il dirigeait

1. Conseiller du roi et prévôt de Meaux, mort à 96 ans le 10 avril 1687, — auteur d'une autre pièce de vers latins sur le Rocher de Crégy.

2. L'abbé Leduc; *Mémoires*, I, p. xxix.

Bossuet connaissait le château de Germigny avant d'être évêque de Meaux; il a daté de là le 29 juin 1673, une lettre à M. de Francastel, qui figure dans un catalogue d'autographes de Laverdet; 1855, n° 196.

3. *Histoire de Meaux*.

l'assemblée du clergé de France et publiait son *Discours sur l'Histoire universelle*; dès le 28 décembre de la même année, il donnait aux habitants de Germigny une ordonnance pour la police et le règlement des mœurs dans leur paroisse.

Ce règlement contient une série de défenses relatives aux cabarets, au repos du dimanche et des fêtes, aux mascarades, aux danses publiques, aux jurements et blasphèmes; il ressemble à nombre d'ordonnances édictées par les juges de police aux derniers siècles et est peut-être moins sévère que beaucoup d'autres, mais c'est un document d'un genre spécial, rédigé par Bossuet et encore inédit : il présente par cela même un intérêt particulier. Nous le reproduisons en appendice à la suite de cette notice.

Le 29 mai 1685, l'évêque signait à Germigny un mandement pour supprimer la fête-foire qui se tenait le jour de la Trinité, à la porte du couvent de Cerfroy. Cette réunion, en un jour solennel, était, paraît-il, l'occasion « de mille impiétés, d'un honteux commerce, de rendez-vous, de danses dangereuses, de fréquentes ivrogneries, de querelles et blasphèmes, qui scandalisaient le peuple et troublaient le service divin ».

Les abus qui s'étaient introduits dans l'administration des hôpitaux et du bien des pauvres ne pouvaient manquer d'attirer son attention; il fit des règlements pour la plupart de ces établissements.

Le village de Varreddes, voisin de Germigny, dont il n'est séparé que par la Marne, possédait un de ces Hôtels-Dieu remontant au xii^e siècle, longtemps desservi par des religieux et appauvri d'une partie de son revenu par le fait d'administrateurs peu scrupuleux; Bossuet y apporta une réforme complète (1691-1692), en supprimant le titre d'administrateur¹ et en plaçant là deux sœurs de charité. Il exigea que tous les fonds fussent consacrés exclusivement au soulagement des pauvres malades de Varreddes et de Germigny, et réunit à la cure de ce dernier village la chapelle de l'Hôtel-Dieu.

Le prélat entretenait lui-même dans son château une petite chapelle particulière, toute modeste, mais décemment ornée. C'est dans le silence de cet oratoire qu'il reçut l'abjuration de plusieurs protestants de marque, tels que Joseph Saurin (15 septembre 1690) et le docteur danois Jacques Winslow (octobre 1699).

1. Le 16 juin 1691, Bossuet nommait encore administrateur Charles Inger, prêtre, et dès le 29 du même mois il supprimait le titre. Cet acte du 29 juin, signé de l'évêque, est conservé à la mairie de Varreddes.

En 1695, Bossuet avait reçu à sa campagne M^{me} de Montespan, retirée de la cour, et sa sœur l'abbesse de Fontevrault. Les années suivantes et particulièrement durant l'été et l'automne de 1705, il y eut nombreuse société; outre des parents et des ecclésiastiques de distinction, on vit alors séjourner et se succéder chez lui les familles d'Ormesson, de La Briffe, Tubœuf, de Coulanges, d'Aguesseau, le président Portail, les Arnauld de Pomponne, etc.

Dans les premiers jours d'août, le cardinal de Noailles y était venu; le 13, il avait été remplacé par le maréchal de Villeroy, s'arrêtant au passage avant son départ pour le Milanais, et quelque temps après, c'est le peintre Hyacinthe Rigaud qui s'installe à Germigny pour commencer le portrait bien connu de Bossuet, — un nouveau portrait, comme nous le verrons tout à l'heure. « Il a, dit l'abbé Leduc, chanoine de Meaux et secrétaire particulier de l'évêque, le dessein d'en faire un grand tableau en pied, revêtu de l'habit d'église d'hiver. »

Leduc, qui écrit ses notes au jour le jour, constate que le peintre du roi arrive à Meaux le 2 novembre, sur les trois heures, dans une chaise roulante que l'abbé Bossuet lui avait envoyée à Paris; que le soir même, on l'emmène coucher à Germigny, où le lendemain jeudi il est à l'œuvre. Dès le 5, le portrait est achevé, — ou du moins, reprend Leduc, « la tête faite dans une petite toile qui se collera sur la grande ».

« Ce dimanche 6, Rigaud a donné une touche à son portrait et l'a mis à sa dernière perfection, en sorte qu'on trouve que c'est la plus belle tête et le plus parfait ouvrage qu'il ait peut-être jamais fait, comme il en convient lui-même et s'en fait honneur. M. de Meaux en est aussi très content. M. et M^{me} Bossuet, M. l'abbé (neveu du prélat), M. Chazot et toute la compagnie qui a vu faire cette peinture et comment elle a été conduite, tout le monde est dans l'admiration¹. »

Ce n'est donc pas, comme on l'a souvent répété, de l'année 1699 qu'il faut dater le joli portrait en pied qu'on voit au Louvre, toile de 2^m 40 sur 1^m 65 achetée par le Musée en 1821 à la vente Crawford, moyennant 5,000 francs.

Quand on cite la date de 1699, il s'agit évidemment d'un premier portrait exécuté par le même artiste, qui en avait fait plu-

1. Il paraît que Rigaud fit aussi le portrait de l'abbé Leduc. — lequel cependant n'en dit rien dans son journal; ce portrait se trouve maintenant au musée de Peronne.

sieurs copies; ainsi, Ledieu dit à la date du 27 septembre 1700 que « M. de Meaux a été chez Rigaud, l'après-dîner, faire retoucher ses deux portraits (deux copies) pour M. le châtre et pour M. de Moréri, de Meaux ». On a retrouvé en 1851, à la Villa del Poggio Imperiale, une de ces copies, faites par Rigaud; elle est maintenant à Florence au Musée des Uffizi (n° 684 du catalogue).

En ce qui concerne le *nouveau portrait* ¹, — celui du Louvre — où Bossuet est revêtu des habits pontificaux d'hiver, les Mémoires de l'ancienne Académie de peinture notent que Rigaud n'a peint en 1701 que la tête (comme le dit aussi Ledieu) et que l'ouvrage ne fut terminé qu'en 1705, — après la mort du prélat. Il a été gravé, en effet, par Edelinck en 1705 ², et au mois de novembre de la même année l'abbé Bossuet, neveu, achetait la planche chez un libraire, dans l'intention de placer cette gravure en tête du premier ouvrage de l'ancien évêque de Meaux qu'on imprimerait. La planche en taille douce fut payée 250 livres ³.

En 1702 (8 juin) Bossuet avait fait les honneurs de sa maison de campagne à deux savants bénédictins qu'il tenait en haute estime, dom Ruinart et Jean Mabillon ⁴.

Des membres de sa famille s'y réunissaient habituellement à l'arrière-saison; il arriva même que M^{me} L. Bossuet, sa nièce, y mit au monde le 19 octobre 1702 une fille qu'on baptisa le lendemain à l'église de la paroisse et dont l'évêque fut le parrain. Cette enfant, prénommée Marguerite-Bénigne, est morte en bas âge.

La beauté naturelle du site de Germigny charmait Bossuet, mais il ne perdait pas son temps dans les jardins; aussi son jardinier se plaignait d'une telle indifférence: Ah! dit-il un jour à l'évêque qu'il vénérât, si je plantais des saint Augustin et des saint Chrysostôme, vous les viendriez voir, mais pour vos arbres, vous ne vous en souciez guère.

Le maître, sensible au reproche du vieux serviteur, augmenta ses gages et lui envoya de superbes orangers provenant du château de Versailles.

Le célèbre prélat avait une manière de vivre là, dans sa famille, avec ses amis et même avec ses domestiques, d'une dou-

1. *Journal de Ledieu*, 3 septembre 1701.

2. Edelinck avait déjà gravé le premier portrait en 1701, in-f°.

3. *Journal de Ledieu*, II, p. 332.

4. A la suite de ce voyage, Mabillon parle de la maison de Germigny comme d'un lieu fort agréable, bâti magnifiquement, embelli par ses eaux et ses jardins.

ceur, d'une honnêteté, d'une noblesse qu'on ne saurait dire. Ainsi s'exprime l'abbé Ledieu dans ses Mémoires, où il rappelle encore que les plus fameux prédicateurs « lui ont fait l'honneur de prêcher dans sa cathédrale la fête de saint Étienne d'été, ravis de venir goûter à la campagne les délices de sa compagnie ».

Si le séjour de Germigny était particulièrement agréable à Bossuet, il n'était pas moins profitable aux populations d'alentour; l'évêque y accueillait les humbles comme les grands; les malheureux éprouvaient les effets de sa charité, d'autres venaient solliciter son appui, ses conseils, et nombre de contestations ont été aplanies de la sorte sans recourir à la justice.

L'aigle de Meaux s'éteignit le 12 avril 1704.

Dès le mois de juin suivant, à la Saint-Jean-Baptiste, M. de Bissy, évêque de Toul, désigné pour le remplacer, vint visiter sa future résidence et le jour même se rendit à Germigny, avec une nombreuse société d'ecclésiastiques; on y dina, on visita les appartements et les dehors, les jardins, la terrasse du bord de la rivière. Le 25, le nouvel évêque ayant entendu la messe à l'église de la paroisse, prit la poste pour regagner Toul. Il ne se fit installer qu'au mois de mai 1705, partageant déjà la prédilection de son illustre prédécesseur pour le château de Germigny, qu'il projetait d'embellir et de meubler à neuf.

L'un des premiers soins de ses hommes d'affaires fut d'actionner les héritiers de Bossuet, à propos d'une coupe de taillis et des réparations que réclamait la propriété. Il y eut accord à ce sujet, et l'abbé Ledieu s'en réjouit : « ç'aurait été une grande honte, dit-il, d'entendre les avocats se chamailler dans les audiences publiques sur les dégradations des bois, sur la palée de Germigny, sur les bassins ruinés et autres négligences criantes ». On ne plaida pas moins pour les réparations de la cathédrale; on plaida même assez longtemps, car le procès ne finit qu'en 1711.

Cet abbé Ledieu note ensuite dans son journal que M. de Bissy reçoit à sa campagne grande compagnie, qu'il y entreprend des travaux (avril 1706) et passe marché pour des embellissements, pour des parquets et des cheminées à la mode.

Le chroniqueur, tout entier à la mémoire de Bossuet et peu favorable à son successeur, nous apprend que ce dernier dépensa 12,000 écus pour meubler l'évêché et Germigny, mais qu'il n'hésita pas à enlever pour son usage des tapisseries de l'église. Il remarque encore que Germigny, où l'on prépare à loisir les mandements contre les jansénistes, est ouvert aux PP. Jésuites; que

l'évêque n'assiste pas à la messe de la paroisse, les dimanches et fêtes, non plus que ses domestiques; enfin, que son aumônier Denis (auquel on eut d'autres reproches plus graves à adresser et qui fut congédié assez promptement) s'en va chasser dans les bois voisins en pourpoint, la gibecière au côté et le fusil sur l'épaule...

Plus loin, on voit M. de Bissy s'occuper des jardins et augmenter le nombre des bassins (1707). Il paraît vouloir jouir de cette maison, remarque Ledieu; on ne manque pas de dire que Bossuet n'y a rien fait, « ce qui est faux, car il a dépensé 10,000 ₣ aux deux conduites des fontaines, où il a mis des tuyaux de grès, et il a tout entretenu ».

En 1709, à la suite d'une visite de Phélypeaux, intendant de la généralité de Paris, on adjuge les travaux de réparation du marche-pied de la Marne, en face du château; ce travail coûta 36,850 livres et fut payé sur le produit des bois de l'évêché.

M. de Bissy commençait alors à combattre les prétentions des officiers de la capitainerie royale des chasses de Montceaux, qui englobaient les bois de l'évêché dans leur juridiction; il y mit une grande persistance, des mémoires sur procès furent imprimés de part et d'autre et se renouvelèrent jusqu'à ce que des arrêts du Conseil, des 13 avril 1726 et 7 août 1728, eussent définitivement distrait de la capitainerie la garenne de Germigny.

Les parents de l'évêque venaient souvent pour profiter de ce droit de chasse; c'était l'occasion de grandes réunions au château, et, malgré les contestations pendantes, les principaux officiers de la capitainerie y étaient conviés.

Aux fêtes de la Pentecôte 1712, M. de Bissy réunit tous ses proches, ainsi que la famille Chauvelin, à la suite du mariage de son neveu, Anne-Claude de Thiard, marquis de Bissy, colonel de dragons, avec la fille de M. de Chauvelin, conseiller d'État. Cette société, dit Ledieu, passa une semaine à Germigny « en grands régals ».

C'est là aussi que le prélat sut, au mois de juin 1713, par un exprès de M. de Torcy, secrétaire d'État, la nouvelle de son élévation au cardinalat, comme Bossuet y avait appris naguère (30 octobre 1697) qu'il était choisi pour premier aumônier de la duchesse de Bourgogne.

Enfin, notons en passant un petit fait qui rappelle comment on se divertissait à l'occasion dans cette maison de plaisance.

En 1730, les jésuites avaient fait représenter chez eux, puis fait

imprimer à Lyon, sous la rubrique de Liège, une pièce de leur composition intitulée *la Femme docteur ou la théologie tombée en quenouille*. Les directeurs jansénistes y étaient peints sous les traits de nouveaux Tartuffes et les dames jansénistes avec le ridicule des femmes savantes. Cette pièce avait causé assez de bruit pour qu'on en fit saisir 200 exemplaires chez les libraires par ordre du prévôt des marchands; cependant les auteurs l'envoyèrent à M. de Bissy, qui leur était dévoué, dans l'espoir qu'elle serait donnée au public de Meaux au moment de la distribution des prix du séminaire-collège. On était en garde; elle ne fut pas donnée au collège, on se contenta d'en jouir en petit comité. D'après *les Nouvelles ecclésiastiques* du mois de juillet 1731, *la Femme docteur* fut jouée avec succès au château de Germigny devant le prélat, par les abbés qui composaient sa petite cour.

A cette époque, on avait réuni plusieurs fermes en une seule d'environ 400 arpents; on obtint même un arrêt du Conseil d'État¹ autorisant la démolition de celle de Rezel, restée deux ans sans locataire, « attendu la mauvaise nature des terres, sables brûlants, improductifs, et à la merci des bêtes fauves venant des bois voisins ». Cependant elle ne fut pas démolie; le 24 janvier 1732, on la donnait à bail emphytéotique à Charles Courtier.

Le cardinal de Bissy mourut en 1737.

A peine son successeur M. de La Roche de Fontenilles était-il installé à Meaux que la maison de plaisance était dévastée par la grêle (4 juillet 1739), qui, du même coup, détruisait la moitié des récoltes et causait la ruine des trois principaux fermiers de l'évêché. Il fallut réparer les bâtiments : le Conseil d'État autorisa, en 1740, la coupe du quart de réserve des bois, pour faire face à la dépense jusqu'à concurrence de 10,000 livres. Un autre arrêt du 5 avril de la même année permit en outre de couper 30 arpents de bois et 150 ormes, pour subvenir aux frais d'acquisition de cinq maisons joignant les dépendances du château et sur l'emplacement desquelles on allait aménager une basse-cour, élever un colombier, un bûcher et des remises.

En 1750, M. de Fontenilles faisait édifier un kiosque et achetait encore par échange, pour l'embellissement de sa demeure, divers immeubles amortis par le roi l'année suivante.

Il était remplacé, en 1759, par M. de La Marthonie de Caussade,

1. 17 mai 1731.

nommé à la même époque premier aumônier de M^{me} Adélaïde de France. A la fin de juin 1761, cette princesse et M^{me} Victoire, sa sœur, lors d'un voyage aux eaux de Plombières, s'arrêtèrent quelques instants à Meaux, puis leur carrosse prit la route de Germigny, où l'évêque les reçut à dîner avec toute leur suite¹.

Le prélat s'intéressait à un jeune garçon du village, Louis-Nicolas Gouin, orphelin de père², qui avait montré d'heureuses dispositions dans ses études au séminaire-collège de Meaux; il le recommanda à M^{me} Adélaïde et le fit attacher à la maison de la comtesse de Provence. Gouin passa ensuite dans le service des postes; il s'est fait connaître plus tard comme pamphlétaire royaliste et est mort administrateur des postes, le 21 décembre 1825.

En 1770, à l'occasion de travaux au château, un arrêt du conseil permit à M. de Caussade d'abattre trois longues avenues d'ormes qui aboutissaient à la cour d'entrée, à condition d'y replanter de jeunes arbres. On dépensa seulement 2 à 3,000 livres, en ajournant de plus importantes restaurations qu'on avait d'abord projetées.

Le mobilier de Germigny, la bibliothèque, les orangers, étaient la propriété de l'occupant; ils disparaissaient avec lui et se renouvelaient à chaque mutation. Élégant sous M. de Ligny, plus sévère au temps de Bossuet avec ses tapisseries de Flandre et d'Auvergne, somptueux pendant le séjour du cardinal de Bissy, ce mobilier était tout à fait modeste sous M. de Caussade. A la mort de ce dernier, en 1779, ses héritiers firent enlever et transporter les meubles à Meaux et on les vendit à l'encan avec ceux de l'évêché, qui était mieux pourvu. L'adjudication produisit 19,659 livres 9 sols 6 deniers, dont 6,586 livres pour les vins³.

M. de Polignac se rendit acquéreur de la majeure partie des effets de son prédécesseur⁴; mais il ne fit porter que le strict nécessaire à la campagne, où il se proposait de renouveler complètement l'habitation.

La reconstruction fut entreprise en effet, et, dès qu'on se mit à l'œuvre, l'évêque prit à bail un pied-à-terre dans le village de

1. *Archives de la ville de Meaux*, BB, 6.

2. Né à Germigny en 1743, fils de Paul-Nicolas Gouin, marchand, et de Marie-Anne Goujon.

3. *Archives de Seine-et-Marne*, B. 422.

4. Il en acheta pour 13,262 liv. 11 sols.

Germigny¹ : c'était une maison bourgeoise d'assez belle apparence appartenant à M. de Perthuis².

Les événements se précipitaient. L'une des ailes du château était à peine achevée quand la révolution éclata.

En 1789, au moment de la convocation des électeurs dans chaque paroisse, pour le choix des députés en vue des États généraux et pour la rédaction des cahiers de doléances, M. de Polignac, appelé en sa qualité de seigneur de Germigny, s'était fait représenter par M. de Saint-Hilaire, archidiacre; le curé du village, M. Lucas, avait aussi chargé de ses pouvoirs un chapelain de Coulommiers; quant à la communauté des habitants, elle désigna pour députés MM. Buron et Mênager, électeurs.

En thèse générale, remarque M. Babeau³, les seigneurs ecclésiastiques faisaient valoir leurs droits avec une modération qui permettait aux populations de les supporter plus facilement, et leur influence s'exerçait souvent aussi plus efficacement que de

1. Dans la cour Aury ou Ourry.

2. Remy de Perthuis, écuyer, conseiller du roi et contrôleur ordinaire des guerres, marié à Catherine-Nicole Claudin, était d'une famille noble Auxerroise et habitait Germigny-l'Evêque. Son fils, Léon de Perthuis de Laillevault, est né à Germigny le 11 avril 1757; officier distingué du génie, ce fils fut fait baron de l'Empire avec majorat, le 3 juillet 1813, et est mort à Paris le 17 octobre 1818.

Marié en 1791 à M^{lle} Marquet de la Noue, de Meaux, Léon de Perthuis quitta le service à cette époque, vendit la maison de Germigny à son oncle, ancien chanoine de la Sainte Chapelle de Paris, et résida dans sa terre de Moulins-sur-Ouanne (Yonne). Il s'est fait connaître comme ingénieur et agronome. Outre sa collaboration aux mémoires de la Société d'agriculture de Paris, au Dictionnaire d'agriculture, au Cours d'agriculture édité par Déterville, on lui doit diverses publications particulières :

Observations critiques sur l'ouvrage de M. Raulin, intitulé : Examen de la houille considérée comme engrais de terre; Amsterdam, 1777, in-12.

L'art de fabriquer le salin et la potasse, etc. (en collaboration avec Sage), 1777, in-8°; réimprimé en 1794 et traduit en allemand en 1795.

Recherches sur la houille d'engrais et les houillères, La Haye, 1783, 2 vol. in-12.

Moyens d'augmenter en France la fabrication de la potasse (en collaboration avec M. de Perthuis père).

Traité de l'aménagement et de la restauration des bois et forêts de la France (rédigé sur les manuscrits de M. de Perthuis père); Paris, veuve Huzard, 1803, in-8°.

Mémoire sur l'art de perfectionner les constructions rurales, 1805, in-4° (couronné par la Société d'agriculture de Paris).

Mémoire sur l'amélioration des prairies naturelles et sur leur irrigation, 1805, in-8°.

Traité d'architecture rurale, Paris, 1810, in-4°.

3. Le village sous l'ancien régime.

la part des seigneurs laïques. L'influence du seigneur de Germigny sur ses vassaux devait être celle d'un homme riche, instruit, disposé à combattre la misère et s'occupant de leurs intérêts, qui se confondaient avec les siens propres. Lorsqu'il intervenait auprès de l'intendant de la province, il était traité avec considération et voyait souvent ses demandes accueillies; il usait de son crédit pour soutenir les droits des habitants, « et dans ce rôle bienfaisant et utile, il ne rencontrait pas toujours l'ingratitude ».

A en juger cependant par le cahier de doléances des habitants de Germigny, qui nous est conservé, ceux-ci ne se montrent pas plus satisfaits de leur situation dans cette seigneurie qu'on ne l'était partout ailleurs. Le voisinage de la capitainerie des chasses de Montceaux était toujours désastreux pour leurs récoltes, assez médiocres naturellement en raison de la pauvreté du sol; c'est un mal dont on se plaignait depuis longtemps, car déjà le bailliage de Meaux réclamait aux États généraux de 1614 la suppression des capitaineries, créées pour les plaisirs du roi. En 1789, les doléances se ressentent de l'esprit du moment; elles sont vives contre les impôts croissants, contre les privilèges de la noblesse et du clergé qui en aggravent encore le poids. Les habitants exposent qu'ils sont à la veille de manquer de pain. — La disette commençait à se faire sentir, et ils l'imputent moins à la grêle qu'aux ravages continuels du gibier : « Le haut clergé et la noblesse, disent-ils, semblent avoir communiqué à ces animaux le privilège de dévorer la subsistance du pauvre peuple, à qui il ne reste, pour ne pas mourir de faim, que ce que les bêtes ne peuvent pas détruire¹. »

M. de Polignac émigra en 1791. On raconte qu'avant son départ, il réunit tous les ouvriers qu'il avait occupés, ne voulant pas laisser de dettes, et qu'il embrassa en gémissant son charpentier de Meaux, Jean-Louis Mayette.

Ses biens furent confisqués; on en fit l'estimation en 1792 et l'année suivante ils étaient mis en vente au profit de la nation.

Le mobilier de Germigny-sur-Marne (comme on disait alors) fut transporté à Meaux, où eut lieu la vente; il ne comprenait guère, en dehors des meubles courants, qu'une berline, quelques glaces, dix dessus de portes peints à l'huile et le tableau d'autel de la chapelle, toile assez insignifiante prisee seulement 3 livres dans l'inventaire estimatif.

1. *Archives de Seine-et-Marne*, B. 373.

L'adjudication du château en reconstruction et de ses dépendances comprenant 140 arpents, dont 60 arpents d'allées et d'avenues, s'effectua au district de Meaux, le mardi 19 mars 1793; le prix s'éleva à 113,200 livres, et l'acquéreur, Charles Quesnel, traiteur à Paris, rue de la Harpe, souscrivit au bout de quatre mois une déclaration de command au profit de Jacques-Antoine Rouveau, ancien marchand de Paris, retiré à Versailles.

A peine en possession, Rouveau offre au district de Meaux de céder 10 à 12,000 livres pesant de fers provenant des grilles de clôture, que la nation pouvait utiliser pour la fabrication des piques et qu'on n'avait pas pris soin de réserver lors de la vente; nous ignorons quel accueil reçut cette proposition, mais elle semble démontrer que le nouveau propriétaire était disposé à tirer parti en détail de son acquisition.

Les ventes nationales se succédaient. Après la ferme de l'évêque, située dans le village et comprenant 387 arpents 72 perches de dépendances, on vendit celle de Rezel avec 254 arpents, puis le pressoir, le moulin, enfin les terres de la cure, le presbytère, les biens de la fabrique et la maison d'école.

La description du château rédigée par l'expert Clicquot, architecte à Meaux, lorsqu'on préparait la vente nationale, donne une idée assez complète de ce qu'était alors cette propriété. Nous allons l'analyser.

Une avenue d'ormes avec contre-allées conduisait en droite ligne à la première cour, garnie d'arbres; une seconde cour précédait encore le château et était fermée par des fossés entourés de barrières et par trois murs d'appui surmontés de grilles.

En face de la principale grille se trouvait le vieux château, composé d'un rez-de-chaussée, d'un entresol et de deux étages, ayant une toiture en ardoises à deux égouts; il prenait jour à la fois sur la cour, sur les jardins et sur le parterre.

En entrant, au rez-de-chaussée, régnait sur la longueur du bâtiment un vestibule, à gauche duquel était un grand escalier; à la suite, venaient la salle à manger garnie de boiseries, éclairée de quatre fenêtres et dallée de carreaux noirs et blancs, — puis une chambre à coucher boisée et parquetée, prenant jour sur le jardin. Derrière, cabinet de toilette et accessoires; entresol au-dessus.

À droite du vestibule, une grande antichambre précédait le salon de compagnie, accompagné de deux grands cabinets, le tout parqueté et garni de lambris de hauteur. Entresol au-dessus.

Le premier étage se composait de cinq appartements complets, séparés par des corridors de dégagement.

Des chambres de domestiques et des greniers occupaient le second étage.

L'aile de droite « reconstruite depuis deux ans sur un plan circulaire et en pavillon », était destinée au logement du concierge. Le rez-de-chaussée communiquait par un vestibule avec les grands appartements de l'habitation principale ; à la suite venaient la salle de billard, la chapelle, une salle de bains et un appartement complet. Mais dans toutes ces pièces, aussi bien au rez-de-chaussée qu'à l'entresol, les menuiseries (sauf les croisées) restaient à faire, ainsi que les planchers, dont une partie devait être en carreaux de pierre blancs et noirs, les uns en place, les autres déposés dans l'intérieur.

Le premier étage formait un appartement complet, également inachevé ; le second étage, comme dans le bâtiment principal, était réservé aux greniers et aux chambres de domestiques.

L'autre aile conçue sur le même plan, mais qui n'était encore élevée qu'à la hauteur du premier plancher, était destinée aux offices, cuisines, salle de commun et accessoires, avec logement des officiers à l'entresol. La distribution prévue pour le premier étage devait comprendre deux appartements de maître. Cette annexe, comme la première, communiquait de plain-pied avec l'ancien château.

Près de l'aile de droite, une cour renfermait l'écurie pour 24 chevaux, avec greniers au-dessus, surmontés d'un comble en mansarde. A côté, se trouvaient les remises, un puits, une porte cochère ouvrant sur l'avenue. Dans une basse-cour à la suite, c'étaient des étables, d'autres écuries, un colombier circulaire ; enfin, dans une troisième cour, il y avait poulaillers, toits à porcs, bûchers et accessoires.

Passant aux jardins en face du château, l'expert indique qu'ils sont « du plus grand agrément, tant par la vue que par la distribution, » et qu'à l'opposé des bâtiments ils se trouvent clos par un mur de terrasse au pied duquel coule la Marne. A l'extrémité de la terrasse, à droite, s'élevait un pavillon rond percé de quatre fenêtres, garni intérieurement de lambris et carrelé de pierre noire et blanche ; vers la gauche, une grille de fer s'ouvrant dans le mur de clôture permettait d'accéder sur le port.

Le parc était en partie planté de taillis et de vignes ; le surplus,

distribué en jardin anglais, renfermait un autre pavillon, une glacière et le logement du jardinier.

La description se termine par les potagers, fermés de murs et de grilles; enfin l'expert a soin de noter les allées d'ormes, tilleuls et peupliers, « réunissant différents points de vue ».

Le tout occupait une superficie de 144 arpents 60 perches, ainsi répartie :

Château, cour et avant-cour.	2 arp. 60 p.
Parterre	11 » 55
Potager neuf.	0 » 40
Grand potager	3 » 20
Parc.	63 » 45
Vergers entourés de haies vives.	2 » 60
Allées.	60 » »
Pâtis en luzerne, planté de 7 ormes	0 » 80

L'évaluation de l'architecte-expert ne dépassait pas 42,775 livres; on a vu que le prix d'adjudication atteignit presque le triple de l'estimation.

Les constructions demeurèrent d'abord dans leur état au moment de la vente; ce qui était habitable fut occupé pendant une certaine période, tandis que les dépendances commencèrent à être démembrées.

Ce domaine passa des mains de l'acquéreur de 1793 à M. Ménager, natif de Germigny, qui fut député et baron sous la Restauration¹, puis à ses héritiers, ensuite à M. Gallois et à sa veuve, remariée à M. Deligny.

En 1833, Michelin constate dans ses *Essais historiques sur le département de Seine-et-Marne* que si le château a été en grande partie démolí, il subsistait pourtant à cette époque deux tourelles, un kiosque et un reste de galerie; que les jardins et les terrasses étaient de bon goût; enfin, que le parc, divisé en deux parties, venait d'être repeuplé de gibier².

1. Antoine-Jean-François Ménager, né le 17 janvier 1756, mort le 1^{er} avril 1826, était fils de François Ménager, marchand, puis notaire, et de Anne-Denise Collinet. Il fut lui-même notaire et négociant en bois et charbons.

Le notaire royal qui existait à Germigny cumulait, comme on voit, l'exercice de son office avec le commerce. Avant François Ménager père, son beau-père Collinet était à la fois notaire, arpenteur, cultivateur, marchand de blé et marchand de bois.

2. Il y avait alors quatre autres maisons de campagne à Germigny; deux appartenaient au baron Ménager fils, une autre à M^{me} Ménager d'Orfeuil.

Vingt-quatre ans plus tard, le 24 mars 1857, M^{me} Deligny vend sa propriété aux époux Billard ; il y a maison d'habitation, pavillon, parterre, granges, écuries et remises, — cédés plus tard à M. Durand.

De ce domaine des évêques, dénaturé par le temps et par la fantaisie des propriétaires successifs, que reste-t-il aujourd'hui ?

La terrasse du bord de la Marne est à peu près intacte, mais l'espace qui la longe, où s'étendaient les jardins et au delà les bâtiments, a été partagé en trois lots ; Mgr de Briey, reliant de la sorte la chaîne des souvenirs, s'est rendu acquéreur du lot situé au nord, où sont encore le colombier à pied, le kiosque, une petite tourelle aiguë qui abrite l'escalier de l'ancienne habitation Billard et Durand, enfin quelques vestiges des communs.

Le parc, toujours boisé en grande partie, appartient à M. Dagieu.

On peut se rendre compte jusqu'à un certain point de ce qui existait à la fin du xvi^e siècle, en consultant un petit plan gravé à l'angle de la carte de l'évêché de Meaux, levée par Chevalier, maître de mathématiques du roi, et publiée vers 1696 par Hubert Jaillot, qui l'a dédiée à Bossuet¹.

L'ensemble se voit également figuré, bien qu'à une très petite échelle, sur un plan manuscrit de la paroisse de Germigny, dressé en 1777 par Didier, arpenteur royal et géographe, et qui fait partie des Plans d'intendance conservés aux Archives du département de Seine-et-Marne.

Enfin, à la Bibliothèque nationale (Estampes) il y a un dessin de la grille du potager, bel ouvrage de ferronnerie aux armes de M. de Fontenilles ; ce dessin, daté de 1740, est approuvé par Cl. Charpentier, qui dirigeait les travaux que l'évêque faisait exécuter dans sa propriété pour réparer les dégâts causés l'année précédente par la grêle.

Tels sont les seuls souvenirs graphiques parvenus jusqu'à nous : on ne peut que regretter cette étonnante pauvreté.

On s'étonne que Germigny si connu, si fréquenté à l'époque de Bossuet, n'ait attiré l'attention d'aucun dessinateur de paysages, tandis que les châteaux d'alentour, des lieux moins réputés et des sites moins pittoresques, ont eu les honneurs de la gravure à partir d'une période antérieure, grâce à Claude Chastillon, à Israël Sylvestre, à Pérelle et à leurs imitateurs. Est-il supposable

1. Ce petit plan du château a été aussi gravé à part.

encore, que parmi tant de visiteurs, il ne s'est jamais rencontré un amateur tenté de crayonner un simple croquis?

En tout cas, les dessins qui ont pu exister n'ont pas été conservés, et l'on ne connaît aucune vue de cette demeure seigneuriale, qui a occupé pourtant un rang à part au milieu de nombreux châteaux dont le pays meldois était doté au temps passé.

APPENDICE

Ordonnance pour la police et le règlement des mœurs de la paroisse de Germigny.

Jacques-Bénigne BOSSUET, par la grâce de Dieu et du S^t Siège apostolique, EVESQUE DE MEAUX, seigneur spirituel et temporel de la paroisse de Germigny, aux habitans de notre dicte paroisse,

Nous, ne pouvant entendre qu'avec beaucoup de douleur les tristes plaintes qui nous ont esté portées par plusieurs personnes bien intentionnées pour le bon ordre, police et règlement des mœurs de nostre paroisse de Germigny contre quelques désordres et dérèglemens quy s'y sont glissez par la mauvaise conduite de plusieurs particuliers, au préjudice de ce qu'ils doibvent à Dieu et à leur prochain; Le souverain seigneur nous ayant mis l'autorité en main, AVONS FAIT CETTE ORDONNANCE pour estre mise à exécution contre les délinquans.

NOUS DEFFENDONS très étroitement aux cabaretiers et hosteliers de donner à manger ou à boire à quy que ce soit des domiciliés du lieu mesme ou aux gens des paroisses voisines, pendant le service divin; non plus qu'ès heures indues, qui sont après dix heures du soir depuis le jour de Pasques jusqu'au jour de la Toussaint, et après neuf heures du soir depuis le jour de la Toussaint jusqu'au jour de Pasques, excepté aux voyageurs, sur les peines pour les uns et les autres d'amende pécuniaire pour la première fois, et de prison pour la seconde, suivant les ordonnances et arrêts en cas de contravention.

NOUS FAISONS DÉFFENSES auxditz cabaretiers et hosteliers, mesme à toutes autres personnes de loger et tenir en leurs maisons des gens sans adveu ou inconnus plus d'une nuit, sans les dénoncer

à nostre procureur fiscal pour en cognoistre, sur les mesmes peines et d'en répondre à leur propre et privé nom.

NOUS DEFFENDONS pareillement auxdictz cabaretiers, hosteliers, mesme à toutes autres personnes de donner à leurs hostes ny souffrir qu'ils mangent des viandes deffendues en des jours d'abstinence, sur les mesmes peines, suivant l'ordonnance.

NOUS FAISONS INHIBITION à toutes sortes de personnes, gens mariés ou non mariés, de sortir de leurs maisons ès-dites heures indues, sinon en cas de nécessité ; enjoignant aux parens d'y tenir la main comme étant responsables de leurs enfans et de ceux qu'y leur sont commis, sur les mesmes peines portées cy-dessus.

NOUS DEFFENDONS très expressément aux joueurs de violon ou de quelques aultres instrumens de jouer publiquement ny entretenir aucune danse publique, ès jours de dimanches et festes, sur les peines cy dessus ; et deffendons à toutes personnes de dancer aux chansons esditz jours de dimanches et festes, sous les mesmes peines.

NOUS DEFFENDONS à toutes sortes de personnes de jouer ou entretenir aucuns brelans publics de dez ou de cartes, esditz jours, sur les peines portées cy-dessus.

NOUS DEFFENDONS à toutes sortes de personnes de charrier ou faire aucune œuvre servile ès jours de dimanche et feste, sinon en cas que l'on jugera estre de nécessité et ès jours de feste tolérée pendant le temps de la moisson, sur les mesmes peines, suivant les ordonnances.

DEFFENDONS pareillement à toutes sortes de personnes les mascarades et les déguisemens en tel temps que ce soit, ny mesme en celui de carnaval, sous les mesmes peines que dessus.

DEFFENDONS à tous garçons d'aller dans les lieux où les femmes et filles tiennent les veillées, pendant l'hiver, et au maistre ou maitresse de la maison où se tiendra la veillée, de permettre et souffrir que lesditz garçons y entrent et fréquentent, sur peine les uns et les autres de dix livres d'amende pour la première fois et de prison en cas de récidive.

NOUS DEFFENDONS à tous mariniers et allégeans d'alléger ny presser leurs bateaux à mesme fin, ny faire aucun aultre travail sur la rivière les jours de dimanche et feste, sy ce n'est, sçavoir : les jours de dimanches et festes solennelles, après les vespres dictes, et les jours de festes ordinaires après la messe, sous pareille peine de dix livres d'amende contre chacun contrevenant pour la première fois, et de prison en cas de récidive.

Et au surplus, ENJOIGNONS à tous nos officiers de justice de tenir la main à ce que dessus, mais surtout contre ceux quy auront juré et blasphémé le s^t nom de Dieu, dans toute la rigueur portée aux ordonnances et arretz; voulant que celles cy-dessus soient gardées, observées et exécutées très exactement, en chargeant leur conscience en cas de connivence ou négligence, comme de ceux qui contribueroient à entretenir ces désordres par leur silence et la faute de leur déposition, le cas eschéant. Voulons et ordonnons au sergent du lieu et à nos gardes de faire leur visite nécessaire pendant lesd. temps par les cabarets, les rues et estendue du terroir.

DONNÉ à MEAUX, en nostre palais épiscopal, le vingt-huitiesme jour de décembre mil six cent quatre-vingt-deux.

† BÉNIGNE, E. DE MEAUX.

Par Monseigneur :

ROYER, greffier.

ÉTUDE BIOGRAPHIQUE SUR L'ABBÉ PASQUES

Par feu M. AUGUSTE LENOIR

ancien secrétaire de la section de Provins.

L'étude qui va suivre est consacrée à un écrivain provinois, assez peu connu de nos jours, bien que son œuvre ait été volumineuse et que moins de trois quarts de siècle nous sépare de l'époque de sa mort. En dehors de ceux de nos concitoyens — rares aujourd'hui — qui, en interrogeant leurs souvenirs, se rappellent l'alerte et spirituel vieillard, et sauf les habitués de la bibliothèque dans les mains desquels on retrouve parfois quelques-unes de ses nombreuses élucubrations, qui connaît ici M. l'abbé Pasques, licencié en droit civil et canonique, ancien bibliothécaire de la ville, ancien secrétaire perpétuel de la Société libre d'agriculture, sciences et arts de Provins ?

La ville où il naquit, à laquelle il consacra la plus longue part de sa vie, la ville dont il écrivit l'histoire et qu'il chérissait, la ville qu'il chanta dans ses vers et dont il voulait faire revivre toutes les gloires, la ville enfin où il est mort plein de jours, n'a rien fait pour conserver sa mémoire. On sait la place où dorment — leurs tâches accomplies — d'autres enfants de Provins, devanciers ou contemporains de M. Pasques. J'ai vainement cherché la tombe où il repose. L'oubli s'est fait autour de ce nom, oubli épais, profond, dont nous devons tout à l'heure rechercher les causes.

Nicolas Pasques naquit à Provins, le 17 mars 1744, dans une maison de la rue du Val qui porte aujourd'hui le n° 48. Il était fils de Pierre-Nicolas Pasques, chapelier, et de Marie-Élisabeth Barrier, d'une vieille famille provinoise dont un membre, — le P. Jean Barrier, théologal de Saint-Quiriac et de Notre-Dame du Val, curé de Sainte-Croix, confesseur du duc de Guise le Balafré, — a acquis au xvi^e siècle un grand renom de savoir et de sainteté.

L'ancienne famille des Barrier avait fourni plusieurs prêtres et

plusieurs religieux qui habitaient notre ville. Michel Barrier fut curé de Saint-Brice et chanoine de Notre-Dame du Val : c'était un lettré, un bel esprit de son temps. Une des grandes tantes de l'enfant dont nous nous occupons était religieuse dans le monastère des Bénédictines. Les recherches sur la famille Barrier, publiées par M. le docteur Michelin, nous apprennent que cette religieuse était douée d'une beauté remarquable, qu'au reste nous pouvons encore apprécier aujourd'hui dans un gracieux tableau de la chapelle des dames religieuses de Nevers, où un artiste du temps a représenté sœur Michelle Barrier sous les traits de l'archange terrassant le démon.

Nicolas Pasques montra dès le premier âge une vive intelligence, et son père, qui possédait une honnête aisance, le plaça, à l'instigation de sa famille, au collège de Provins. Cet établissement, installé dans le palais des comtes de Champagne, était alors tenu par des prêtres de l'Oratoire. Les Oratoriens distinguèrent dans le jeune Pasques un esprit ouvert et un amour de l'étude dont ils surent tirer parti. Leur élève fit de rapides progrès dans les lettres et les sciences, et il se fit remarquer entre tous ses condisciples, au nombre desquels se trouvait Christophe Opoix, par de réels mérites littéraires; il faisait les vers latins et les vers français avec une surprenante facilité.

Son esprit curieux et chercheur le porta vers les sciences physiques, que lui enseigna un moine de l'abbaye de Saint-Jacques, et aussi les sciences naturelles, auxquelles les travaux de Buffon venaient de faire accomplir un pas immense. Il étudia l'anatomie avec ardeur et suivit même des cours de dissection à l'amphithéâtre de l'Hôtel-Dieu de Provins.

Pour être complet, je dois ajouter qu'aux connaissances nombreuses et variées qui ornaient son esprit, M. Pasques voulut en joindre d'autres d'un genre bien différent, mais non moins utiles au corps qu'ils assouplissent : au cours de ses études théologiques il fréquentait la salle d'armes; et, comme le raconte notre antiquaire provinois qui l'avait bien connu, à l'escrime de la dialectique on le vit unir celle du fleuret et pousser aussi vertement une botte qu'un argument *ad hominem*.

L'heure était venue où il lui fallait choisir une carrière. Guidé sans doute par les conseils de ses maîtres, par les souvenirs de son grand oncle et les encouragements de sa famille, le jeune Pasques entra dans les ordres. Il reçut les ordres mineurs à Provins; ce fut le cardinal de Luynes, archevêque de Sens, qui

l'ordonna prêtre en 1768, et qui, par une faveur spéciale, le nomma vicaire de Sainte-Croix, dans sa ville natale.

Il occupa ce poste jusqu'en 1779. Ces dix années de séjour à Provins durent être pour l'abbé Pasques des années studieuses. Il vivait là près d'un homme dont toute la vie fut consacrée au travail, à l'étude, et dont le labeur immense a été heureusement conservé pour le passé de notre ville. M. Ythier, de vénérable mémoire, était chanoine de Saint-Quiriac et vicaire de Sainte-Croix; plus âgé que son collègue, il dut, en maintes circonstances, lui servir de guide. Heureux ceux près desquels le destin a placé de pareils amis; on ressent, en dépit de tous les obstacles, leur salutaire influence. Plus tard, à travers tant d'événements qui les avaient séparés, l'abbé Pasques ne parlait de M. Ythier qu'avec toutes les marques d'un profond et affectueux respect.

Tout entier aux devoirs de son ministère, M. Pasques réservait à l'étude du droit civil et du droit canonique les loisirs dont il disposait. Il se fit recevoir licencié, tout en utilisant ses aptitudes littéraires dans la composition de sermons qu'écoutaient avec un grand attrait les fidèles de Sainte-Croix. Quelques-uns de ces sermons nous ont été conservés par M. Michelin, et je les lisais ces jours derniers avec un intérêt rétrospectif. On y sent poindre déjà le côté sarcastique et mordant par où se distinguera plus tard l'esprit de leur auteur. Le sermon sur la *Fausse douleur envers les morts*, prêché en 1772, est fort curieux à ce titre, et je regrette que les limites dans lesquelles je dois renfermer cette étude ne me permettent pas d'en reproduire quelques fragments, celui, par exemple, où l'orateur nous dépeint la douleur que fait éclater une jeune et jolie femme quand la mort lui enlève un vieux mari. Les réflexions piquantes abondent dans ces sermons; elles ne sont pas toujours exprimées dans le ton qui conviendrait à la chaire, mais les auditeurs ne s'en plaignaient guère : ils admiraient le débit gracieux de l'orateur et se pressaient en foule aux sermons du jeune abbé.

En 1779, M. Pasques fut — bien contre son gré, c'est lui qui nous l'apprend — obligé de quitter Provins. L'archevêque de Sens le pourvut d'un bénéfice à Venisy, petite cure située près de Saint-Florentin, sur la limite des généralités de Bourgogne et de Champagne. Le séjour de treize ans qu'il y fit lui fut moins profitable que son vicariat de Sainte-Croix. Il allait y voler de ses propres ailes, loin des exemples et des conseils des prêtres auprès desquels il avait jusqu'alors vécu. Son esprit vif, ses ma-

nières brillantes, son inépuisable gaité le firent bien accueillir dans son nouveau poste. Toutes les portes s'ouvrirent devant lui ; il fut le commensal choyé des châteaux du voisinage et partagea la vie large, insouciant, dissipée, souvent licencieuse, de la noblesse du temps. La tournure originale de son esprit s'accusa de plus en plus. Au grand étonnement de ses paroissiens, il vivait avec un singe fort mal élevé qu'il faisait asseoir à sa table, jouissant de la frayeur de ses autres convives. A sa mort, il fit à ce singulier compagnon de véritables funérailles.

M. Pasques avoue qu'à Venisy ses loisirs devinrent plus rares. Il aimait cependant à revenir à Provins. Dans les heures de solitude de son presbytère, il entreprit, pour une nièce qu'il affectionnait, un cours resté manuscrit, dont l'attrait n'est pas la qualité dominante. Ce cours se compose de résumés extrêmement rapides, de précis de grammaire et d'histoire d'une recherche extrême. On sent que l'auteur avait hâte de retourner à des occupations austères ou à des lectures plus attrayantes, qui devaient laisser dans son esprit une empreinte ineffaçable. C'était le moment où les écrits de Voltaire et des philosophes étaient accueillis avec une avidité caractéristique, où leur souffle contagieux produisait aussi dans les croyances un ébranlement profond.

La Révolution avançait à grands pas. L'orage prévu dès la moitié du siècle était sur le point d'éclater. Quelques années encore, et l'ancienne société française allait disparaître dans un cataclysme formidable : sur ses ruines un ordre social nouveau allait se fonder, mais au prix de quels bouleversements !

L'ouragan révolutionnaire n'épargna pas la paroisse de Venisy. M. Pasques essaya d'abord de tenir tête à l'orage. Il écrit quelque part : « J'ai dit exactement la messe dans mon église de Venisy pendant plus de quinze jours, lorsqu'on ne la disait plus dans toutes les églises du canton. J'attendais, ajoute-t-il, que les satellites du pouvoir arbitraire et usurpé vinssent me prendre à l'autel pour me faire partager le sort glorieux de mes confrères voisins ».

Mais le martyre, dont il paraissait avoir soif, ne vint pas. Ses paroissiens, qui l'aimaient malgré ses originalités, le réveillèrent un jour, de grand matin, et lui dirent : « Sauvez-vous, conservez-vous ! » Ils l'emmenèrent hors du pays, et les gendarmes vinrent occuper son presbytère.

L'abbé retourna dans sa famille à Provins. Suivant l'exemple de son évêque le cardinal de Loménie de Brienne, il satisfait aux exi-

gences du temps, quitta l'habit ecclésiastique, revêtit l'habit laïque, porta la queue, le grand chapeau de 1792, qui, au dire de ses compatriotes, le coiffait à merveille.

Ces concessions coûtèrent-elles beaucoup à la conscience de l'abbé Pasques ? C'est là assurément un point fort délicat, qui restera toujours dans l'ombre. Mais, grâce à elles, M. Pasques ne fut pas inquiété pendant la Terreur. Il put, sans en être atteint, voir passer la tempête. Il resta silencieux, notant seulement, pour en faire l'objet d'un chapitre curieux dans l'ouvrage sur Provins qu'il avait conçu, tous les incidents de ces temps troublés, où souvent le tragique et le comique se mêlaient étroitement.

L'ancien prêtre n'aimait pas la Révolution. On s'en aperçoit bien en lisant les curieux détails donnés par lui sur cette époque mémorable. Le chroniqueur les agrémenta d'appréciations ironiques, de vers et de chansons qui les rendent quelquefois piquantes. L'histoire des deux électeurs de Paris envoyés en réquisition de vivres pour la capitale fut féconde en incidents tumultueux. Ces deux électeurs, Garin et Charton, s'étaient fait accompagner par une cinquantaine d'aventuriers et de déserteurs, qui se disaient les vainqueurs de la Bastille, et que le major du Royal-Gravattes, alors en garnison à Provins, se paya le plaisir d'arrêter dans leurs courses vagabondes à travers le pays qu'ils épouvantaient. Il les consigna dans leur hôtellerie. Après une petite émeute et au reçu d'une lettre où le général Lafayette annonce que c'en est fait de Provins et de ses habitants si Garin et Charton ne sont pas mis immédiatement en liberté, les choses s'arrangèrent. Trente voitures de blé furent conduites par les Provinois à Paris, au bruit des chants patriotiques. Le général Lafayette vint au devant des voitures : on s'embrassa. Nos Provinois furent choyés, conduits à l'Opéra, où le spectacle recommença à leur arrivée ; et l'un d'eux, M. L. Michelin, des Apathistes de Florence, adressa en cette circonstance des vers tout galants à M^{me} Vestris, à M. de Lafayette, etc. Cette grave affaire finit par des chansons.

L'institution du tribunal de paix à Provins réjouit aussi considérablement M. Pasques. Le juge et ses six assesseurs étaient nommés par voie d'élection. Après l'élection de M. Naret comme juge, les électeurs se donnèrent le mot d'ordre, et, au lieu des praticiens en réputation qui se présentaient aux suffrages des sections pour les fonctions d'assesseurs, ils choisirent... six cordonniers. Ce fut le thème d'inépuisables plaisanteries. Je vous laisse à penser si ce tribunal fut chansonné. M. Pasques, on le

devine sans peine, se garde bien d'omettre ce détail dans ses pages sur la Révolution. Il nous raconte que M. Naret prit fort bien la chose, qu'il donna l'accolade fraternelle à ses adjoints et leur offrit même un plantureux dîner. Ce tribunal fonctionna pendant un an à la satisfaction générale : ses décisions, rendues *dans les formes*, furent acceptées par tous les justiciables, et le très petit nombre des sentences déférées au tribunal d'appel furent confirmées.

Il y eut des incidents moins gais. A l'instar de toutes les grandes villes, Provins eut son tribunal révolutionnaire ; mais ce tribunal ne fit pas couler le sang, il se borna à envoyer dans les prisons de la ville un certain nombre d'aristocrates, de bourgeois de la cité et des environs, et ceux des prêtres qui n'avaient pas transigé ou pris le chemin de l'étranger. Les anciennes prisons de Provins tombaient en ruines : le couvent des Jacobins et celui des Cordeliers regurent les prisonniers.

M. Pasques nous raconte la vie des pauvres reclus dans ces prisons improvisées. On s'exerçait à la patience, on jouait mélancoliquement aux cartes, on comptait les jours ; et parfois, pour se distraire, on faisait des vers où, nous apprend-il, on se moquait des geôliers et des juges. M. de Guerchy se faisait remarquer par ses hauteurs et ses dédains ; M. Rousselet, ex-député aux États généraux, par son calme et sa fermeté ; le doux évêque d'Orange par sa piété et sa résignation. On connaît l'histoire tragique de la belle-sœur du prélat, M^{me} la marquise du Tillet. Une lettre que la malheureuse mère écrivait à son fils émigré en Angleterre, et dans laquelle sa femme de chambre ajoutait quelques mots pour son mari, fut saisie, décachetée, et les deux femmes, arrêtées, furent amenées à Provins, conduites à Paris, jugées par le tribunal révolutionnaire, condamnées à mort et guillotonnées en trois jours.

Je le répète, Provins n'eut pas ces spectacles terrifiants. Comme l'a justement fait remarquer M. F. Bourquelot, pendant toute cette période nos compatriotes restèrent fidèles à leur caractère de modération.

La Terreur passa, les prisons se vidèrent et plus tard les églises se rouvrirent. A ce moment, M. Pasques reçut une lettre dans laquelle ses anciens paroissiens l'engageaient à venir reprendre sa cure. Devant son refus, les habitants de Venisy voulurent que M. Pasques désignât lui-même son successeur, ce qu'il fit avec l'assentiment des grands vicaires de Sens.

Il voulait rester à Provins, où ses concitoyens, connaissant son instruction étendue et ses aptitudes littéraires, lui confièrent le poste de bibliothécaire. La bibliothèque de la ville comptait alors 20,000 volumes et une foule de manuscrits précieux.

L'abbé, comme tous les lettrés, aimait les livres, les vieux livres, et ceux qui partagent cette passion concevront facilement l'enthousiasme avec lequel il prit possession de cette bibliothèque qu'avait enrichie l'abbé d'Aligre, et qui fut installée dans l'abbaye de Saint-Jacques, hôtel de la rue aux Aulx, gracieux édifice de la Renaissance.

Il se mit avec une ardeur juvénile à compulser tous ces vieux manuscrits dont la garde lui était confiée et que lui avait fait apprécier le savant abbé Ythier. Il put dès lors réaliser le projet qu'il avait formé de résumer l'histoire de son pays natal. Ce résumé, resté manuscrit, est le titre le plus sérieux qu'ait laissé M. Pasques. Il forme trois gros volumes in-folio, augmentés d'une grande quantité de cartes, de dessins à la plume, représentant les monuments de notre antique cité.

Quand on ouvre le premier volume et qu'on déploie le dessin qui représente la vue générale de Provins, on est frappé du caractère que devait offrir la ville au temps de sa splendeur, avec ses murailles imposantes, les quinze cloches de ses églises et de ses couvents, ces portes monumentales et pittoresques que le temps et les nécessités de la vie moderne ont presque toutes supprimées.

Souvent, par la pensée, je me reporte à deux siècles en arrière, et, assis sur une des collines qui la couronnent de toutes parts, je reconstruis dans mon esprit cette ville industrielle et monacale. Là-haut, avec ses vastes dépendances, ses jardins superbes, ses terrasses dominant la vallée où vont se confondre la Voulzie et le Durteint, c'est la grande et riche abbaye de Saint-Jacques. A côté du Pinnacle et de la haute tour féodale, voici Saint-Quiriace, avec son magnifique vaisseau, ses cloîtres et ce dôme que chantera plus tard Hég. Moreau ; puis c'est le palais des Comtes et la fenêtre où l'un d'eux eut sa miraculeuse vision. Sur cette place du Châtel, à quelques pas de l'endroit où il naquit, voici l'église dédiée à saint Thibault, et dont quelques vestiges marquent aujourd'hui la place. Si nous descendons la montagne, nous trouvons Saint-Pierre, dont les ruines servent de frontispice au sentier ombragé du Rubis ; l'Hôtel-Dieu, l'hôtel Vauluisant, respecté par le temps ; les Jacobins, si bien placés au flanc du coteau ; les Capucins, assis sur le Durteint ; les Cordeliers, fixés au cœur de la ville et sur

les restes desquels le temps a placé un théâtre, un palais, une prison.

Si nous avançons davantage dans la ville basse, nous découvrons les églises de Sainte-Croix et de Saint-Ayoul, que le temps a conservées; les diverses congrégations religieuses : le couvent des Bénédictins, devenu l'hôtel des sous-préfets, l'abbaye des Bénédictines, métamorphosée aujourd'hui en quartier de cavalerie; puis le chapitre de Notre-Dame du Val, son église, dont il ne reste pas une pierre; son clocher imposant, seul resté debout.

Autour de ces édifices religieux et sur les deux rivières aux capricieux méandres est agglomérée une population laborieuse, que fait vivre un nombre prodigieux de métiers. Dans ces rues populeuses, une foule d'hôtelleries reçoivent les marchands venus de loin pour trafiquer aux foires de Provins, dont le renom s'étend jusqu'à l'étranger. Les juifs y pullulent, nous apprend l'historien. Quelle vie, quel mouvement, quelle activité industrielle et commerciale!

L'histoire est une résurrection. Jamais cette définition élevée d'un de nos plus grands historiens ne fut plus vraie que pour Provins et pour les annales où son passé revit. Bien que sous le rapport de la méthode et de la composition, le travail de l'abbé Pasques ne puisse être comparé au livre si savant de notre regretté confrère M. Bourquelot, la lecture en est intéressante. Les recherches y sont faciles et l'auteur n'a rien négligé pour qu'elles soient fructueuses. La question de l'origine de Provins y est traitée avec clarté, et les développements de la cité sous les princes libéraux dans l'apanage desquels elle passa y sont clairement exposés. On y trouve l'historique de tous les établissements civils et religieux qu'elle renfermait dans son sein, des notices sur ses édifices, sur ses fortifications, sur ses portes, sur son commerce, sur ses foires, sur son industrie, sur ses coutumes et sur tous les faits par lesquels ses annales se rattachent à l'histoire générale. Hélas! on y trouve aussi des vers; je dois avouer ici que le travail de M. Pasques eût beaucoup gagné s'il se fût abstenu d'en émailler ses pages. Chez lui, le rimeur, quoi qu'il en pensât, était loin de valoir l'érudit; et je conseillerais à ceux qui entreprendraient la lecture de son manuscrit de préférer à ses vers, même les mieux faits, sa prose souvent maligne, épigrammatique, trop peu châtiée il est vrai, mais toujours claire, lucide, et disant nettement ce qu'elle veut dire.

Le résumé historique de M. Pasques contient dans ses derniers

chapitres tous les faits se rapportant à l'époque révolutionnaire, pour se terminer au moment où Bonaparte, consul à vie, est proclamé empereur. « A cette époque, écrit M. Pasques, finirent tous nos malheurs, et là doit finir aussi mon histoire. »

L'abbé avait l'enthousiasme facile. Les grandes victoires de Napoléon, ses triomphantes expéditions à travers l'Europe confondue, ses conquêtes multiples excitaient son admiration. Dans son imitation en vers macaroniques de Remi Belleau où il adapte les récits du poème de la guerre des Huguenots aux événements de la Révolution française et de l'Empire, il entonne, au II^e chant, un véritable dithyrambe en l'honneur de Napoléon. Mais la guerre d'Espagne et la désastreuse issue de l'expédition de Russie vinrent, quelques années plus tard, assombrir tous les esprits; la France commençait à se lasser des sacrifices d'hommes et d'argent que l'ambition du conquérant lui imposait sans cesse. Toutefois, la crainte dominait encore les cœurs. Si, tout bas, les esprits clairvoyants se communiquaient leurs appréhensions, publiquement la confiance dans le maître impérieux que la France s'était donné ne paraissait pas affaiblie. Le pauvre bibliothécaire nous raconte, en les critiquant avec une singulière amertume, quelles louanges, quelles flagorneries — c'est son mot — il dut prodiguer dans une adresse que la Société d'agriculture le chargea de rédiger à celui dont il maudissait en secret la violente tyrannie. L'aveu est instructif. L'Empereur commandait qu'on lui fit des éloges, il fallait s'incliner et s'exécuter.

Toutes les illusions, si tant est qu'il en restât, tombèrent bientôt. Le 1^{er} janvier 1814, les allés franchissaient le Rhin. L'Europe entière se ruait sur nous, et Provins, situé sur une des routes d'Allemagne, commença de craindre que ce flot de l'invasion ne l'atteignît bientôt.

Pendant cette campagne de France où l'Empereur déploya toutes les ressources de son prodigieux génie, l'abbé Pasques tint un journal de tous les événements qui intéressaient Provins. Il le tint avec la plus grande sincérité, jour par jour, enregistrant les plus petits faits, les passages de troupes, les réquisitions des armées et les bruits les plus divers circulant dans le public. Ce journal, fort curieux, le seul livre que nous ayons sur les faits de cette époque, comprend les quatre premiers mois de 1814. Il nous apprend en somme que Provins fut relativement épargné dans ces mois néfastes et que, comme dans des temps plus récents, les maux de l'invasion y furent, en réalité, très supportables. L'en-

neui arriva de Nogent le 14 février, il ne lit que passer. Les opérations militaires entourèrent Provins à une certaine distance; mais elles ne s'étendirent pas jusqu'à nous. Le combat de Lechelle, dont on parle souvent, ne fut pas sérieux : on y brûla beaucoup de poudre, dit M. Pasques, mais sans grand dommage ni pour les personnes, ni pour les biens. L'Empereur ne vint jamais à Provins. Le chroniqueur en remercie le ciel : Nous étions perdus ! s'écrie-t-il. — Je sais bien qu'une légende raconte que M^{me} de Montnirail, qui habitait alors à la ville haute la maison où est né Lelorgne de Savigny, reçut une nuit une mystérieuse visite, et que le voyageur dont les brusqueries ressemblent beaucoup à celles attribuées à l'Empereur, paraissait vouloir garder le plus strict incognito. C'est là un récit arrangé à plaisir, longtemps après les événements, et que démentent à la fois la Correspondance de Napoléon I^{er} et le journal où M. Pasques a consigné les moindres faits.

On relit avec un véritable intérêt ces tablettes curieuses, et je m'étonne qu'on ne les ait point imprimées. Elles conservent la physionomie des choses, les impressions fugitives du moment, beaucoup mieux que nos journaux d'aujourd'hui. Puis l'homme s'y révèle avec une sincérité inévitable, avec le cortège de ses défaillances, de ses illusions, de ses espoirs, que le lendemain anéantit; de ses craintes, de ses terreurs, que souvent les événements démentent et qui justifient la parole du sage : « Pourquoi nous tourmenter de choses qui n'arriveront peut-être jamais : à chaque jour suffit sa peine ! » Ces petites annales familières ont ainsi leur enseignement intime, et des choses qu'elles nous apprennent se compose le bagage que chacun de nous doit s'efforcer de grossir : l'expérience de la vie.

Le journal de 1815 n'a pas été composé de la même manière et n'offre pas le même intérêt. Ce sont des impressions écrites après coup, avec force réflexions sur la versatilité des hommes, versatilité au sujet de laquelle, — et pour cause, — l'abbé Pasques était tenu de se montrer indulgent. En le relisant récemment, j'y trouvai ce fait intéressant au point de vue archéologique : c'est que nos belles murailles, nos tours imposantes, tous nos édifices de la ville haute coururent, en juillet 1815, un très sérieux danger; — le gouvernement — on ne sait trop pourquoi — avait projeté de fortifier Provins. On envoya à cet effet des officiers du génie, qui — leurs études faites — déclarèrent indispensable de tout démonir : anciennes fortifications, églises, château, maisons, jusqu'aux

Jacobins et jusqu'à l'Hôtel-Dieu. Les ouvriers furent appelés en grand nombre et en toute hâte. M. Pasques, éperdu, les vit arriver en foule, armés de pinces, de pelles et de pioches; on n'attendait qu'un signal.

Mais il fallait payer ce monde de démolisseurs, indemniser les habitants alarmés, et la caisse était vide où l'on devait puiser. Force fut de licencier cette armée de travailleurs. — Cinquante ans plus tard, c'est au nom de la salubrité publique qu'un médecin militaire requerra le même sacrifice. Espérons, Messieurs, qu'il se passera du temps encore avant que les intérêts de la défense et ceux de la santé générale exigent que Provins soit ainsi découronné de ce qui fait aujourd'hui sa gloire et son orgueil.

M. Pasques ne s'occupait pas exclusivement d'études historiques. Mais ses autres travaux ne pouvaient rien ajouter à sa réputation littéraire; le contraire serait plutôt exact. Le *Nouveau Pentateuque*, « ouvrage lanternal et macaronique », ne soutient pas la lecture. Les vers écrits sur le tombeau d'Abeilard ne sont qu'une pâle imitation des poésies de Colardeau et de Dorat, et le roman théologique de *Cadet ou l'Homme tombé du ciel*, visiblement inspiré par un des plus fameux romans de Voltaire, est une œuvre licencieuse, désordonnée, dont il serait impossible de citer le plus court extrait. L'immoralité y atteint des limites difficiles à dépasser. On y rencontre quelques anecdotes sur Provins, que l'auteur s'est efforcé d'égayer, mais autant la gaieté de son modèle est vive, ailée, autant celle de M. Pasques est pesante et grossière.

En 1804, une Société d'agriculture s'était fondée à Provins; elle choisit M. Pasques pour son secrétaire perpétuel. Cette association, qui vécut jusqu'en 1821, rendit de véritables services; elle ne s'occupait pas exclusivement d'agriculture, elle étendait son paisible domaine dans le champ fécond des sciences et des arts. Ses comptes rendus forment plusieurs volumes et contiennent de nombreuses notices du secrétaire.

En ce temps-là, les problèmes archéologiques et historiques occupaient les esprits. En 1820, la Société mettait au concours la fameuse question de savoir si Provins était ou non l'*Agendicum* des *Commentaires*. Quelques-uns des mémoires produits, qu'en sa qualité de secrétaire M. Pasques dut examiner et apprécier, concluaient à l'affirmative; mais ce n'était pas l'opinion de l'abbé, qui, sur ce point, publia une dissertation, le seul ouvrage imprimé que l'on connaisse de lui. Le secrétaire s'effaça et fit place au

polémiste qui dépensa alors beaucoup de zèle et d'érudition, beaucoup de malice aussi, et trop peu de mesure.

L'un des concurrents, M. Barrau, médecin, habitué de la bibliothèque, ami de M. Pasques, en conçut du dépit. Il répondit aux critiques du secrétaire avec vivacité. Enchanté, celui-ci riposta. La lutte lui plaisait : c'était son élément. Il écrivit un petit libelle fort vif : *Le docteur Barrau rembarré*, qu'il fit lire à toutes ses connaissances.

Mais c'est surtout contre M. Christophe Opoix que s'exerça la verve satirique de M. Pasques. Les deux adversaires avaient été condisciples chez les Oratoriens; mais depuis longtemps la politique, un peu de jalousie peut-être, surtout la causticité d'esprit de M. Pasques les avaient séparés. Leur inimitié datait du temps où tous deux faisaient partie des *Lanterniers*, société littéraire fondée en 1770, avec Diogène pour patron, et qui avait doté la ville de ses premiers réverbères. Il y aurait beaucoup à dire sur cette société, de laquelle M. Opoix fit exclure, un jour de mauvaise humeur, M. Pasques et deux de ses amis, MM. Laval et Berthier.

A partir de ce moment, l'abbé Pasques poursuivra M. Christophe Opoix de ses railleries, de son mépris et de sa haine, avec une tenacité, une constance implacable. M. Opoix était apothicaire, et l'on sait quelle était autrefois l'une des principales fonctions de la corporation. Pour un esprit comme celui de son adversaire, quelle mine féconde à exploiter ! L'abbé ne s'en fera faute. Toutes ses facultés convergeront vers ce but unique : couvrir de ridicule le malheureux M. Opoix. La prose n'y suffira pas : les vers alors pleuvront, vers français, vers latins, vers macaroniques. Comédies en plusieurs actes, vaudevilles avec nombreux couplets, opéramiques, poèmes : tout sera mis en usage pour atteindre le but. J'ai lu, hélas ! ces divers ouvrages dont il suffira de rappeler les titres : *la Christofoirie*, *le Malade bourru*, *la Guerre de deux Apothicaires*, *les Fêtes de l'Ermitage ou le Frère Hilarion*, etc. Partout M. Opoix y apparaît avec l'attribut de son ancienne profession, sous le nom de Christophe, de Christophe-en-Jone, de Jérôme Pointu ; à chaque page, l'auteur lui prête les allures, le langage, les sentiments les plus grossiers.

Quand M. Opoix, avec la conviction qu'il apportait à tous ses travaux, publiera ses dissertations sur *Agenticum* et sur les origines de la ville-basse, l'abbé le suivra pas à pas et combattrà pied à pied ses doctrines à grand renfort d'invectives et d'injures.

A chaque opusculé de M. Opoix correspondra un ou deux manuscrits de M. Pasques, *son correcteur ordinaire*, comme il s'intitule. Quand paraîtra le livre où M. Opoix a consigné le résultat de ses études psychologiques, l'abbé le bombardera de deux diatribes nouvelles : *l'Ame qui dort et qui veille, par Opoix qui rêve*. Il traitera le livre d'absurde, l'écrivain de radoteur; il emploiera de plus grosses épithètes, impossibles à répéter, et se livrera aux commentaires les plus extravagants.

M. Pasques a consacré des années et des années encore à cette guerre impitoyable, ne s'apercevant pas qu'avec son esprit dépeusé si tristement, il amoindrissait la dignité de sa vieillesse. Il faut aujourd'hui un véritable courage pour lire les huit ou dix volumes qui contiennent ses attaques, ses invectives, ses récriminations. Comment y répondit M. Opoix? par le silence et le dédain. Le vieux Provinois jugea sagement que l'estime dont l'entouraient ses concitoyens était une suffisante compensation aux amertumes dont l'abreuva M. Pasques.

Il faut finir. Aussi bien, j'ai hâte de passer sur les dernières années de la vie de l'ancien curé de Venizy, consacrées à des écrits trop peu dignes, de son grand âge et de son esprit. Après le lamentable incendie du 2 janvier 1821, qui réduisit en cendres la bibliothèque dont il était le gardien, et la dissolution de la Société d'agriculture qui s'éteignit la même année, M. Pasques, dont l'esprit ne paraît pas avoir subi l'influence du temps, ne peut se résoudre à l'inaction. L'heure du repos n'avait pas sonné pour lui. A quatre-vingts ans, il compose sa *Lanterne magique*, recueil épicé, très épicé, en vers et en prose, de toutes les histoires, de tous les cancans, de toutes les aventures de la petite ville. Où puisera-t-il les éléments de ce recueil? Un peu partout, nous dit-il, au salon et au lavoir; et il les consignera dans de jolis cahiers aux faveurs roses et bleues, qu'il lira à ses amis et qui auront un vif succès de curiosité comme tout ce qui touche au scandale. L'auteur comprit un peu tard, il est vrai, que ces jeux d'esprit qu'on pardonne à la jeunesse, devaient être jugés plus sévèrement chez un vieillard. Il ordonna que les pages les plus scabreuses de sa Lanterne fussent jetées au feu. Colles qui nous restent justifient la curiosité dont ces dernières productions de l'abbé furent l'objet, mais elles nous expliquent, en partie du moins, l'oubli dans lequel est tombée sa mémoire.

L'abbé Pasques mourut le 29 juin 1830. Sa mort passa inaperçue et son souvenir est depuis longtemps effacé. Je le disais en com-

mençant cette notice : il ne semble pas difficile d'en expliquer les causes dans un pays facilement reconnaissant envers ceux de ses enfants qui se sont distingués. Il y a d'abord une première cause toute matérielle : M. Pasques n'a rien ou presque rien fait imprimer; il n'a pu ou n'a voulu donner à ses écrits la forme durable, indestructible du livre, et ses manuscrits sont forcément restés étrangers à la plupart de ses compatriotes. Je sais que, pour beaucoup de ses productions, la chose eût été difficile. Peu d'imprimeurs eussent consenti à se rendre volontairement le complice de ses écarts; mais son histoire de Provins, et surtout son précieux Journal de 1814 méritaient les honneurs de l'impression.

La seconde cause est d'un ordre plus élevé. L'abbé Pasques fut une figure originale de son temps; ce ne fut pas une physionomie sympathique. La sympathie est un don précieux, l'esprit seul ne suffit pas pour l'acquérir. Un mot spirituel, une chanson, une épigramme peuvent amuser, provoquer le rire, ils ne vous conquèrent pas les cœurs. On craint plus qu'on aime les gens qui font de l'ironie, toujours de l'ironie. La moquerie lasse, et ce monde, après tout, vaut bien qu'on le prenne au sérieux. Les compatriotes de notre personnage n'oublièrent pas sa lutte cruelle avec M. Opoix. Si le lanternier, toujours en verve, eut souvent les rieurs de son côté, finalement, l'estime, le respect, l'affection restèrent du côté de son adversaire. La preuve, c'est que, de son vivant, les Provinois donnèrent au vieux conventionnel le plus grand témoignage que puisse envier un citoyen; ils chargèrent une rue de perpétuer son nom. C'est la leçon qu'il faut tirer de cette trop longue notice, en rappelant, pour terminer, la parole d'un de nos meilleurs Provinois, le docteur Michelin : « Voulons-nous être honorés, voulons-nous être regrettés : sachons de loin nous en rendre dignes. »

SUR L'ORIGINE DU NOM PÉNIL

(VAUX-LE-PÉNIL (SEINE-ET-MARNE))

Par M. G. LEROY, président de la section de Melun.

Dans mon Essai généalogique sur les seigneurs autochtones de Vaux-le-Pénil, du x^e au xv^e siècle, — (*Bulletin de la Société archéologique de Seine-et-Marne*, tome VIII, année 1878, pages 15 à 43), — j'ai dû m'occuper de l'étymologie du nom PÉNIL, surnom de la commune de Vaux, que l'on a écrit successivement *Péni* et *Peny*.

Pen est un mot celtique signifiant élévation, sommet, montagne. Il est fréquent en Bretagne, où le celtique a laissé de nombreux vestiges soit dans le langage local, soit dans des appellations topographiques.

Cette signification est parfaitement justifiée à Vaux, où le nom de Pénil est spécialement donné au promontoire qui se trouve à la jonction de l'Almont et de la Seine et se prolonge vers le Sud-Est en suivant les bords du fleuve, dont il a constitué, à une époque extrêmement reculée, la berge ou limite des eaux sur la rive droite.

Mais à ce radical *pen*, qui a une signification complète, parfaitement précise, pourquoi le suffixe *i*, — plus tard *y*, *il*, — est-il venu s'ajouter? — Évidemment, ce n'est pas sans motif et sans cause. Autrement, il eût été parfaitement logique de dire : *Vaux-le-Pen*, signifiant Vaux-la-Colline ou Vaux-la-Hauteur, comme on dit en Bretagne *Pen-Marek*.

J'ai lieu de croire que ce motif est le même qui a fait donner à certaine partie des Alpes le surnom de Pennines, et dont l'origine est révélée par Tite-Live, au livre XXI, chapitre xxxviii de son Histoire romaine.

« Les Veragres, dit-il, habitants des Alpes-Pennines, n'ont aucun souvenir qu'elles aient reçu leur nom d'un passage quelconque des Carthaginois, mais bien d'un dieu honoré sur le sommet et que ces montagnards appellent Pennin. » — « *Neque mon-*

tibus his ab transitu Pœnorum ullo Veragi, incolæ jugi ejus, norunt nomen inditum; sed ab eo, quem, in summo sacratum vertice, Peninum montani appellant. »

Ce dire de Tite-Live est confirmé par la découverte, sur le sommet du Saint-Bernard, d'une stèle antique avec une inscription ainsi donnée par Gudius :

LUCIUS LUCULLUS
DEO PENINO
OPTIMO
MAXIMO
DOMUM DEDIT.

Des mythologues mentionnent *Jupiter Peninus* comme étant honoré sur les hauteurs. — (*Quicherat, Dictionnaire latin-français, Vocabulaire des dieux, des déesses, etc.*).

Le dieu Peninus, honoré sur le Saint-Bernard par Lucius Lucullus, paraît être ce même Jupiter Peninus, auquel un temple était consacré sur ce mont, à l'instar de celui qu'on avait érigé à Mercure sur le sommet du Puy-de-Dôme. De tout temps on se plut à élever sur les hauteurs des autels aux divinités, tradition que le christianisme a maintenue en élevant les plus célèbres de ses sanctuaires sur le sommet des montagnes et des collines.

Le temple de Jupiter Peninus, retrouvé sur le Saint-Bernard, est en ce moment soumis à des fouilles qui donnent d'heureux résultats. C'est ce que nous apprend la *Revue politique et littéraire* ou *Revue bleue*, n° du 7 novembre 1891. — « Des nouvelles fouilles » viennent d'être exécutées au sanctuaire de Jupiter, au Grand-Saint-Bernard, par le professeur von Duhn, d'Heidelberg, et MM. Castelfranco et Ferrero, qui vont publier bientôt leurs découvertes. Elles sont, dit-on, assez importantes. »

En présence de ces témoignages et de ces indications, quelle invraisemblance peut-il y avoir d'admettre que, sur la hauteur de Vaux, durant l'époque gallo-romaine, des légionnaires préposés à la garde de l'*oppidum* de *Metiosedum vel Melodunum*, ou tous autres Romains, aient érigé un autel au dieu *Peninus*, en souvenir du culte qu'ils lui rendaient dans la patrie absente. Ce fut une coutume des Romains d'introduire dans les pays conquis, à côté des divinités des vaincus, leurs dieux principaux et même des génies topiques aussi peu connus que le dieu *Peninus* du sommet des

Alpes. Aux portes de *Metiosedum*, la montagne de Pénil s'offrait naturellement aux conquérants pour l'établissement du culte d'un dieu qui présidait aux hauteurs.

Sur cette montagne de Pénil, on a recueilli fréquemment des monnaies romaines des premiers temps de l'Empire. Tout récemment, on me montrait un petit bronze d'Auguste, frappé après sa mort, avec l'appellation *Divus*, découvert non loin de l'église.

Ces trouvailles attestent le séjour ou le passage de gallo-romains en ce lieu.

Il y a plus, et c'est là un document probant sur lequel j'insiste : — c'est la découverte sur le sommet de Peny, à proximité de l'église et du château, d'un *ex-voto* en terre cuite rouge, comme on en trouve dans tous les sanctuaires antiques fréquentés par les populations gallo-romaines. Il est incomplet malheureusement. On n'en possède que la tête et le cou qui ont grand caractère. La figure est imberbe avec les cheveux relevés en forme de couronne. Le fragment mesure 5 centimètres; la hauteur totale pouvait être d'environ 25 centimètres. Cette figurine, longtemps conservée au château de Vaux, fait actuellement partie des collections du Musée de Melun. A coup sûr, c'est un *ex-voto* comme la piété des populations de l'antiquité avait coutume d'en offrir à leurs divinités protectrices.

L'usage étant, à l'époque de l'introduction du christianisme dans nos localités, de placer généralement les nouveaux temples à l'endroit où s'élevaient jadis les autels des dieux du paganisme — nous le voyons à Melun pour l'église Notre-Dame qui occupe l'emplacement d'un ancien temple de Mercure — il se pourrait que l'église de Vaux, située au point culminant du promontoire de Pénil, occupât le lieu même où se trouvait le *sacrum* ou *Fanum* de *Peninus*. Cette supposition, qui rentre dans l'ordre des faits connus en telle matière, n'a rien d'in vraisemblable ni de hasardé.

Quelques parties de l'église de Vaux remontent aux temps carolingiens, comme je l'ai démontré dans ma Monographie de cet édifice. — (Meaux, imp. A. Le Blondel, 1888, in-8° de 12 pages). Son existence est très ancienne. L'église carolingienne, soignée dans sa construction — d'après les portions de murs en pierre appareillée qui subsistent encore — avait dû succéder au premier temple chrétien qui avait probablement remplacé en ce lieu même le *sacrum* de *Peninus*. Les faits s'étant passés de la sorte à *Metiosedum* pour la basilique de Notre-Dame et le *Fanum* de Mercure,

il se peut qu'il en ait été de même sur les hauteurs de Pénî, situées dans le voisinage.

Il faut noter que l'église de Vaux est éloignée de plus d'un kilomètre du village proprement dit, *Valles*. C'est par la construction moderne de maisons et de propriétés qui ont effacé la distance, qu'elle s'y rattache aujourd'hui. Autrefois, elle était absolument isolée sur le coteau, n'ayant d'autre voisinage que le château féodal dont la construction lui est postérieure. On appelait *Vaux* le village ou groupe d'habitations des colons échelonné sur la crête du plateau et sur les pentes du cours d'eau de la Noue en tirant vers Livry, et *Peni* le lieu où se trouvait l'église, qui tout d'abord, fut moins un édifice paroissial qu'un sanctuaire érigé pour une cause spéciale, en vue d'une dévotion particulière, remplaçant le culte de *Peninus* — Jupiter *Peninus*? — qu'on y avait pratiqué à l'époque gallo-romaine.

Le vocable de Saint-Pierre, adopté à l'église actuelle de Vaux, ne remonte qu'au ^x^e siècle, à l'époque où Richer, archevêque de Sens, fondant la paroisse, conféra le droit de collation aux moines de Saint-Père de Melun, qui placèrent leur nouvelle possession sous le patronage de leur propre protecteur. Précédemment, l'autel chrétien qui s'élevait en cet endroit ne paraît pas avoir eu de dédicace particulière ou, du moins, elle ne nous est pas connue. C'était non une paroisse, mais un lieu d'oraison, un sanctuaire vénéré, où se rendaient les populations du voisinage, de même que les gallo-romains y étaient venus honorer, dans les siècles antérieurs, la divinité topique de *Peninus*, le dieu des hauteurs.

Notons aussi que, sur ce même coteau de Pénî, il y avait d'autres pratiques religieuses qui dataient de toute antiquité. Sur le flanc de la montagne, se trouve une source d'eaux vives et abondantes, en vénération dans la contrée pour sa prétendue vertu curative de la fièvre. Les pratiques s'y continuèrent après l'introduction du christianisme, mais alors la source fut placée sous l'invocation de sainte Gemme que les pèlerins et les malades invoquèrent durant le moyen âge, comme autrefois les païens avaient honoré la nymphe de la fontaine bienfaisante. Ces cultes, exercés sur la montagne de Pénî, vivent encore par le souvenir du pèlerinage à sainte Gemme, qui a eu des adeptes jusqu'à la fin du siècle dernier, et par la persistance du nom de la divinité principale vénérée en ce lieu.

Les faits qui précèdent sont très probables. Ils sont confirmés par ce qu'on sait des mœurs, des us et coutumes des anciennes

populations de la Gaule, par des faits historiques dûment établis concernant d'autres localités. En France, beaucoup de lieux doivent leurs noms à des divinités ou génies qu'on y honorait. La liste en serait longue, s'il fallait l'établir. Bourbonne-les-Bains tire son appellation du dieu *Borbo*, qui présidait aux eaux curatives qu'on fréquentait déjà en ce temps. Et combien d'autres localités sont dans le même cas? Par exemple, Luchon (*Lixo*), Basert (*Baeserte*), Gisai (*Gisacus*) — Le Vieil-Évreux — qui a fourni un fragment d'inscription où on lit *Gisaco Deo*. Pénî me paraît rentrer dans cette catégorie.

Cette hypothèse explique naturellement l'adaptation du suffixe *i* au radical *Pen*. L'*i* bref est devenu grave sous la prononciation briarde, qui a tendance à rendre tonique ou longue la dernière syllabe des mots. On a dit et écrit *Pény*, l'y équivalant à l'*i* grave, puis par altération *Penîl*.

Tel, dans les environs de Melun, l'*Oratorium* des latins est devenu *Orouer*, puis *Ozouer* et *Ozoir*, une singulière dégénérescence qui dérouté les conceptions savantes des grammairiens et des linguistes. A Vaux même, *Mons Ecclesiæ*, la montagne où s'élève l'église, ainsi nommée dans les chartres des xii^e et xiii^e siècles, a été traduit par *Montégly*. Le lieu dit *l'Alloy* — bien allodial — est devenu *l'Alloué*, puis *la Louée*. La ruelle *Feu-Gelon* s'est transformée en *Figelon*. La rue du *Bout-aux-Gaillards* — c'est-à-dire la partie du pays habitée par la famille Gaillard — est devenue la rue du *Bouton-Gaillurd*. — Que dire de ces altérations? Ne bouleversent-elles pas toutes les données grammaticales et les règles des grammaires comparées?

Les formes mêmes de *Penîl* ont également subi nombre de transformations par défaut de connaissances suffisantes de l'origine du mot. On a écrit : — (*Cartulaire du Jard*, xiii^e siècle. *Bibliothèque de Melun*. — *Charte dite de Moisenay*, xi^e siècle. *Archives nationales*) *Penulus*, *Peniculus*, *Penils*. Mais un monument qui a un caractère incontestable d'authenticité, nous conserve la forme primitive de *Pénî*. C'est le scel d'un seigneur de Vaux, à la fin du xiii^e siècle, sur lequel on lit : — S . GUILLAUME . SIRE . DE . PENI . ESCUIER. — (Il fait partie de ma collection.) — Certes, ce Guillaume était mieux placé que les moines du Jard ou autres scribes pour savoir comment devait s'écrire son nom, qui était celui du lieu où ses ancêtres s'étaient établis après l'invasion barbare du v^e siècle, lieu nommé *Peninus*, en mémoire de la divinité payenne qu'on y avait honorée.

En résumé, Pénil ne procède pas uniquement de *Pen*, mot celtique qui signifie élévation, hauteur; il tire aussi son origine de *Peninus*, génie topique qui présidait aux collines, aux montagnes, et dont le culte avait dû être importé en ce lieu par les Romains, à la suite de leur établissement à *Metiosedum*.

Si ces déductions ne sont pas positivement prouvées, comme elles pourraient l'être, par exemple, au moyen de la découverte, sur la montagne de Pénî, d'une inscription dédicatoire « *Deo Penino* », le faisceau de probabilités que j'ai réunies leur donne néanmoins une assez grande vraisemblance, à défaut de la certitude absolue qu'il est souvent difficile d'atteindre dans les études semblables à celles que je présente ici.

G. LEROY.

Saint-Martin, 11 novembre 1891.



NOTE SUR UN NOM DE LIEU CELTIQUE

DANS LE VOISINAGE DE MELUN

Par M. G. LEROY, président de la section de Melun.

En ces derniers temps, les études de linguistique ont démontré que s'il existe encore quelques mots de la langue des anciens Celtes, il convient de les chercher dans la nomenclature des cours d'eau, des montagnes ou autres particularités physiques du sol. M. Desjardins l'a constaté dans sa *Géographie de la Gaule* (t. II, p. 384) en engageant le géographe, le numismatiste et l'archéologue à ne négliger aucune information. Dans sa pensée, la topographie est appelée à déterminer le sens des mots d'apparence celtique, relevés soit dans les auteurs, soit dans les chartes du moyen âge « et surtout dans cette mine, encore à peu près » inexplorée, qu'on appelle les registres et les cartes du cadastre ». Les noms des cours d'eau se sont perpétués sans changement depuis l'arrivée des premiers Celtes en Occident. César s'est contenté de les reproduire sans les latiniser; et le christianisme ne leur a imposé aucun vocable de saints, au temps où son triomphe, au iv^e siècle, faisait subir une révolution si importante à l'onomastique de la Gaule. On peut donc y trouver de nombreux vestiges de la langue celtique, qu'augmenterait aussi l'étude des noms de terroirs fournis par d'anciens titres ou par le cadastre.

Le nom d'une rue, dans un village des environs de Melun, vient confirmer, à titre d'exemple, ces indications du savant auteur de la *Géographie de la Gaule*.

On trouve au Mée la rue de Live, un nom qui, au premier aspect, n'invoque aucune idée, ne rappelle aucun souvenir, ne dit absolument rien à l'esprit. On ne se doute guère que ce mot, d'une antiquité quasi-préhistorique, a été usité chez les Celtes, et qu'il est un débris de leur langage bien avant l'arrivée de César dans les Gaules.

D'après Ducange, l'armoricain *Liva* doit s'entendre d'une eau coulant abondamment, *exundare*. L'adjonction de l'A privatif aurait fait *Alivus vel Alinus*, qui se dit d'une chaussée côtoyant un amas d'eau, « *dicitur agger juxta aquam* », d'une chaussée ou levée qui retient un cours d'eau, un étang, dans son lit, et empêche les inondations, « *agger aquam in alveo continet cohibetque exundationes.* » *Liva* est l'eau abondante, *Alivus* l'obstacle apporté à ses ravages, aux inondations. La connexité des deux mots est tangible.

Il faut voir maintenant si la topographie, si la disposition des lieux justifie cette appellation de Live, en nous montrant, jadis ou à présent, la partie du territoire du Mée à laquelle elle s'applique, pourvue d'eaux abondantes et dès lors exposée à des inondations.

Le titre le plus ancien que j'ai pu consulter est un terrier de la seigneurie du Mée, daté de l'an 1512, conservé aux archives de la préfecture de Seine-et-Marne. (E. 527.) On y trouve mentionné l'*ostel de Lyves*, c'est-à-dire la demeure des seigneurs du lieu, avec deux étangs d'une certaine importance situés dans le voisinage :

« *Item, un grand estang assis au-dessus de lostel de Lyves contenant douze arpents ou environ.*

» *Item, un autre estang assis au-dessus du dit grant estang contenant un arpent.* »

Nous voyons que ce lieu de Live, par la quantité d'eau qu'on y trouve, motive pleinement son nom tiré de l'armoricain *Liva*, eau abondante, coulant abondamment, *exundare*, comme dit Ducange. De nos jours, la rue de Live est le prolongement du chemin de Melun, à partir de la rue Creuse jusqu'à la rue de la Ferme. Cette partie du territoire du Mée contient plusieurs sources, des pièces d'eau; elle est humide en tout temps, souvent inondée en hiver. Sur l'emplacement de « lostel de Lyves » existe maintenant le château moderne appartenant à la famille de Fraguier, et dans le voisinage se trouve un grand bassin alimenté par un ruisseau venant du bois des Courtillerais. C'est là qu'on voyait les étangs mentionnés dans le terrier de 1512, étangs que la langue celtique appelait *liva*, dont le moyen âge a fait *live*. En comparant la topographie locale au terme grammatical indiqué par Ducange, on découvre l'exactitude du sens de ce terme qu'on chercherait vainement dans les dictionnaires de la langue française. Son origine

est dévoilée, et cet inconnu, qui semblait privé de famille, acquiert un état civil.

La seigneurie de Live est mentionnée dès le ^{xii}^e siècle. C'est dire qu'elle était plus ancienne, datant probablement de l'origine de la féodalité qui prit naissance au temps des Mérovingiens et fut confirmée sous les successeurs de Charlemagne. Comme on le sait, les fiefs prirent leurs noms des lieux où ils existaient ou des biens qui les constituèrent. Or, si dès l'institution de la féodalité un fief prit l'appellation de LIVES — ce qui est assez probable puisque nous le trouvons existant sous ce nom au ^{xii}^e siècle — ce fait témoigne de l'antiquité du nom, ce dont il n'y a pas lieu de s'étonner le sachant issu de l'armoricain, autrement dit de la langue celtique.

Pierre de Lives, chevalier, vivant au temps de Philippe-Auguste, est cité dans la nomenclature des nobles de la châtellenie de Melun, dont les fiefs ne relevaient pas du roi et qui possédaient 60 livres de rente : « *Hæc sunt nomina militum qui*
» *tenent de aliis quam de domino Rege in castellaniâ Meleduni et*
» *habent sexaginta libratas redditus.* »

.....
» *Petrus de Lives.* »

Ce document est rapporté sous le titre : *Scripta de feudis ad regem spectantibus*, dans le tome XXIII du *Recueil des historiens de France*, page 687. Il atteste l'ancienneté du mot Live, tandis que, d'un autre côté, la topographie locale, rapprochée de ce que nous dit Ducange, en révèle l'antiquité, l'origine et la signification.

Les lieudits de nos villages conservent certainement d'autres vestiges de la langue des plus anciens habitants de la Gaule. M. Desjardins en a exprimé la pensée, nous en trouvons un exemple au Mée, et il ne serait pas impossible d'en découvrir d'autres dans maintes localités. Des noms sans signification apparente sont la mine qu'il faut creuser, la pépîte qu'il faut débarrasser de sa gangue. C'est une étude intéressante qui se recommande aux chercheurs et aux érudits. J'ajouterai que les difficultés qu'elle peut offrir se trouvent souvent augmentées par l'altération que subissent les noms de lieux en passant sous la plume des scribes modernes, gens de lois, hommes d'affaires ou autres. Pourra-t-on en douter quand on saura, comme je le sais moi-même pour l'avoir lu sur une affiche de biens à vendre au Mée, que la rue de *Live* est devenue rue de la *Lyre*, un mot d'origine grecque, soit, où

l'on chercherait vainement trace du celtique *Liva*, et ne s'adaptant en aucune façon à l'état des lieux. A chercher l'origine de la pseudo rue de la Lyre, les linguistes y perdraient le nord, et ils seraient en droit de déplorer sinon de maudire la légèreté ou l'ignorance de ceux qui, dans des actes publics, travestissent si complètement des noms antiques consacrés par le temps, par leur sens rationnel, et par des témoignages écrits datant des premiers siècles de notre histoire.

G. LEROY.



NOTICE HISTORIQUE

SUR LA COMPAGNIE DE L'ARQUEBUSE DE GUIGNES

Par M. René MOREL, publiciste, membre titulaire

(Section de Melun)

Guignes-en-Brie, *aliàs* Guignes la P. . . ., la Catin ou Rabutin (autrefois paroisse de la Brie française, bailliage de Melun, généralité de Paris, aujourd'hui commune du département de Seine-et-Marne, arrondissement de Melun, canton de Mormant) possédait, avant la Révolution, comme beaucoup de localités briardes, une Compagnie de Chevaliers de l'Arquebuse.

Nous ignorons l'époque exacte de l'origine de cette compagnie, mais nous croyons pouvoir avancer, sans craindre de tomber dans l'erreur, qu'elle existait dès le xv^e siècle.

On lit dans le « *Recueil de pièces concernant le prix provincial de l'Arquebuse royale de France rendu par la Compagnie de la ville de Meaux le 6 septembre et jours suivants 1778* » :

« La Compagnie du bourg de Guignes, dont M. Bernard, comte de Coubert, est colonel, est très ancienne : elle était au siège de Montereau en 1437, où son uniforme lui a été donné. »

Michelin, dans ses *Essais historiques sur le département de Seine-et-Marne*, dit simplement :

« Depuis un temps immémorial, il y avait eu à Guignes une Compagnie d'Arquebuse. Les titres de cette Compagnie donnés par les anciens seigneurs de L'Hospital-Vitry, et confirmés par les rois, ayant été perdus dans le temps des guerres, ils furent renouvelés le 11 août 1686 par M. le maréchal de Schonberg, seigneur pour lors de Coubert, Vitry et Guignes. »

La Compagnie de l'Arquebuse de Guignes en Brie disparut pendant la Fronde et ses titres primordiaux furent perdus à la même époque.

Rétablie en 1686 par Frédéric-Armand de Schonberg, maréchal

de France, comte de Coubert, seigneur de Vitry, Guignes, Yèbles, Barneau, Soignolles et autres lieux, elle subsista jusqu'en 1790.

Les registres de délibérations de la Compagnie nous ont conservé le procès-verbal de ce rétablissement, extrait des registres du greffe du Jeu royal de l'Arquebuse de Brie-Comte-Robert :

« Aujourd'huy dimanche onzième jour d'aoust mil six cent quatre vingt six, une heure de relevée, en l'hostel et pardevant nous François Portas, escuier, conseiller du Roy en ses conseils, gouverneur pour Sa Majesté de la ville de Brie Conte Robert et de ses dépendances, capitaine du Jeu royal de l'Arquebuse de cette ville de Brie Conte Robert, en la présence de maistre Claude Fontaine, bailly des baronnies de Lézigny, la Queux, leurs dépendances, Villemenon et aultres lieux, lieutenant de ladite Compagnie, du sieur Milan Sirodin, chevalier et roy de ladite Compagnie, de maistre Jean Petit, sergent major, François d'Arbonne, sergent de bande, de Pierre Petit l'aisné, greffier, Pierre Petit le jeune, René le Duc et Jacques Moulin, tous officiers et chevaliers d'ycelle Compagnie, sont comparus maistre Pierre Dubart, prevost des seigneuries et comté de Coubert, la ville de Guignes, Yèbles, Vitry, Nogent, Sognolles et aultres lieux en dépendant et de Tancarville, assisté de m^{re} Denis Le Vasseur, procureur fiscal desdits comté et seigneuries, de m^{re} Pierre Cheron, procureur esdites justices, Noël Chevard, sieur de la Villette, et Antoine Remy, marchand, demurant à la Burelle, qui nous ont remontré qu'anciennement il y a eu une Compagnie de l'Arquebuse établye au bourg de Guignes, Yèbles, et paroisse dudit Yèbles, composée de tous les officiers ordinaires; qu'elle avoit discontinué tant par la mort desdits officiers que par les troubles et mouvements de diverses armées ès années 1649 et 1652, les titres et papiers concernant ledit établissement et origines ayant été perdus, en sorte que ladite Compagnie ne s'est point restablie jusqu'à présent, sinon que depuis quatre ans, plusieurs bons habitans dudit bourg d'Yèbles, Guignes, Vitry, Nogent et dépendances, faisant une seule paroisse, et autres lieux dépendant dudit comté de Coubert, ont été obligés de se faire recevoir chevaliers dans la Compagnie du Jeu royal de la ville de Chaumes; avec laquelle Compagnie ils ont paru et tiré non seulement dans leurs jeux ordinaires, mais encore dans le prix provincial tiré à Melun en 1682, et au prix général tiré en la ville de Sezanne en 1685. Et mesme qu'ils ont été mandez séparément de ladite ville de Chaumes au prix provincial tiré en la ville de Nogent en 1684, comme ils ont

fait apparoir par le mandement du troisième aoust de ladite année et dont la suscription est adressée à *Messieurs les capitaine, roy, officiers et chevaliers du Jeu de l'Arquebuse de Guignes*. Et parce que dudit lieu et dépendances, ils sont en nombre suffisant pour rétablir leur ancienne Compagnie jusques présentement au nombre de plus de vingt; et que ledit bourg de Guignes et dépendances est bien plus suffisant et capable de recevoir et représente un bouquet et prix, et que d'ailleurs ladite ville de Chaumes leur est incommode par son éloignement.

» Pourquoi ils nous ont requis en rétablissant leur ancienne Compagnie qu'il nous plust les y recevoir, et leur donner de nouveau en tant que besoin seroit, le serment tel et semblable qu'il est accoutumé de faire en pareil cas, tant pour eux que pour les autres de ladite Compagnie de Guignes et dépendances, et de leur donner aussy les ordonnances anciennes et accoutumées sur le fait dudit Jeu de l'Arquebuse pour les garder et observer, sous les déclaration et serment desdits comparants, tant pour eux que pour leurs confrères, qu'ils sont tous de la religion catholique, apostolique et romaine.

» Sur quoy et après qu'il nous est apparu dudit mandat de la ville de Nogent en 1684 adressé à la Compagnie de Guignes, et que Monsieur le mareschal de Schonberg, comte et seigneur dudit Guignes et dépendances, nous a bien voulu faire certifier de tout le réquisitoire cy-dessus par le sieur Rochon, son intendant, et de la connoissance que nous avons que ledit bourg de Guignes et dépendances est capable de mettre sur pied une Compagnie de chevaliers de l'Arquebuse, et que le lieu est suffisant pour recevoir et représenter un Bouquet.

» Au moyen de quoy nous avons reçu et recevons lesdits sus-nommés comparants, tant pour eux que pour leurs confrères dudit bourg de Guignes, pour en former une Compagnie avec tous les officiers nécessaires, et en ce faisant leur avons donné le serment ordinaire tel et semblable qu'il est accoutumé de faire en pareil cas, ensemble copie signée de nostre greffier des ordonnances sur le fait du Jeu de l'Arquebuse, pour estre par eux gardées et observées sous les peines y portées, et autres qu'ils voudront, dûment assemblés, y augmenter ou diminuer¹.

» Le tout après que par serment d'eux pris et réitéré ils ont, tant pour eux que pour leurs confrères, juré, affirmé et déclaré qu'ils

1. Voir l'Appendice, *in fine*

sont tous de bonnes vie et mœurs, religion catholique, apostolique et romaine, et qu'ils ne porteront jamais les armes contre le Roy ny l'État. Sous lequel serment, nous leur avons donné le mot et le signal de chevalier de l'Arquebuse qu'ils promettent aussy sous le même serment de ne jamais révéler, et ont tous signé.

» Ce fut fait et donné par nous capitaine, lieutenant, roy, officiers et chevaliers de ladite Compagnie de l'Arquebuse dudit Brye Comte Robert. Les jour et an que dessus. »

La Compagnie de l'Arquebuse de Guignes devint bientôt l'une des plus nombreuses et des plus florissantes de la contrée.

Par délibération du 13 juillet 1698, les chevaliers convinrent de tirer désormais la royauté le deuxième dimanche de mai¹, et d'assister, tous les ans, le 17 janvier, en l'église d'Yèbles, au service de Saint-Antoine et au repas fait à frais communs après la cérémonie.

Nous lisons à la suite de cette délibération : « Nicolas Malettrait, tambour de la Compagnie, s'engage à servir ladite Compagnie, battre dans la marche que nous ferons tous les ans à nostre royauté, à tirer les charges, accompagner ladite Compagnie à la messe et service de Saint-Anthoine, aux bouquets qui seront donnés à nos chevaliers aux jours de leurs festes et à toutes les choses nécessaires à quoy il sera commandé pour raison de son exercice de tambour, même d'aller aux prix dans les villes où ladite Compagnie sera mandée, à condition qu'il sera nourry dans la marche et pendant les prix qui se tireront dans les villes. Pour et moyennant la somme de douze livres par chacun an. »

Le 20 octobre 1701, par acte devant Louis Feré, « notaire royal au Chastelet de Melun, demeurant à Ozouer-le-Voulgis en Brye... » M^e Daniel Chardon, avocat ancien en la cour et conseil de Monseigneur le duc de Schonberg (Ménard de Schonberg, mort en 1719, fils de Frédéric-Armand, maréchal de France), et M^e François Rochon, intendant des affaires dudit seigneur duc, estant de présent au château de Coubert, au nom et comme fondés de procuration de mondit seigneur duc de Schonberg, baillèrent à titre de pur et chef cens « aux officiers et chevaliers du noble Jeu de l'Arquebuse de Guignes rétably audit lieu » par ordre de feu monseigneur le mareschal de Schonberg » le terrain sur lequel ils se réunissaient pour se livrer à leurs exercices, « c'est à scavoir la quantité de neuf thoises de large sur

1. Le repas de royauté se donnait le jour de la Trinité.

» celle de quatre vingt quatre toises de long de terre, à prendre
» dans une pièce appartenant à mondit seigneur duc, dépendant
» de ses terres de Vitry et Mortry, seituée au bout de Guignes,
» proche l'hostellerye de Saint-Nicolas... »

Ce bail fut consenti à la charge « de par lesdits officiers et che-
» valliers establir en ladite terre le jardin de leur Jeu de l'Arque-
» buse qu'il a pleu à mondit seigneur le mareschal de Schomberg
» restablir audit Guignes, et en iceluy y faire leurs butte et basti-
» ments nécessaires; clore ladite terre de murs ou fossez pour la
» séparer de celle qui y tient appartenant audit seigneur, et en
» outre moyennant la somme de cinq sols de cens par chacun an,
» ledit cens portant de lods et ventes, deffault, saisine et amende
» toutes fois et quand le cas y eschet, etc... »

Le duc de Schonberg et ses descendants seigneurs de Guignes, et en leur absence leur principal officier, devaient, aux termes dudit acte, « ouvrir le feu et tirer le premier coup d'arquebuse les jours de royauté ».

Le 8 juin 1727, les chevaliers se réunirent « pour délibérer sur
» les affaires de la compagnie et notamment sur ce que depuis un
» temps considérable ladite Compagnie a toujours tiré à découvert
» dans le jardin, et que pour y remédier, il est important de faire
» faire un bastiment en place du chevalet dudit jardin. »

On convint dans cette réunion de faire construire « en la pré-
» sente année (1727) un bastiment sur deux pignons et deux gout-
» tières de maçonnerie couvert de tuiles, de la largeur de vingt
» pieds en œuvre et sur la longueur de vingt pieds en œuvre,
» composant une salle par bas avec une croisée pour faciliter le
» tirage dudit chevalet en face du ponton; au-dessus de laquelle
» salle sera une chambre à chauffoir et cheminée, à laquelle sera
» percée une croisée en face du tirage, une autre en face du grand
» chemin de Paris, du costé du septentrion et une autre du costé
» de l'Orient; ladite chambre crépie et blanchie. »

« Pour la construction duquel bastiment, la compagnie consent
» et offre de dépenser en la présente année, jusqu'à la somme de
» mille livres, à condition que dans la dépense de cette somme la
» Compagnie y sera à couvert et ledit bastiment bien et dûment
» fermé. Pour faciliter le payement de ladite somme, outre celle
» de plus de trois cent cinquante livres que la Compagnie a ac-
» tuellement de fonds, tant pour réceptions que pour autres
» causes, ladite Compagnie s'est présentement cotée volontaire-
» ment, etc. »

Le 13 juin 1728, les chevaliers tinrent conseil pour s'occuper de nouveau de la construction de leur « hostel ».

Le procès-verbal de cette délibération nous apprend : « ... Qu'il » a esté représenté par le s^r Le Sourt, capitaine, que pour par- » venir à l'exécution de l'acte de délibération du 8 juin de l'année » dernière 1727, la Compagnie avoit jugé de proposer par une » lettre du 30 may dernier à messire Samuel Bernard¹, chevalier » de l'un des ordres du Roy, comte de Coubert, seigneur de ce » lieu de Guignes et autres de consentir que nous fassions graver » sur une pierre de marbre une inscription comme quoy le basti- » ment que nous entendons faire construire dans le jardin de notre » Arquebuse se fait sous les auspices dudit seigneur Bernard, et » mettre ladite pierre sur une solide assiette de gresserie, qui sera » la première des fondemens du bastiment, placée par ledit sei- » gneur ou autre personne par lui proposée, avec ses armes² sur » le front en pierre dudit bastiment. »

Samuel Bernard ayant accepté la proposition des chevaliers, on choisit le 30 juin suivant pour poser solennellement la première pierre de l'hôtel du noble Jeu de l'Arquebuse de Guignes-en-Brie.

Dans la réunion où fut fixée la date de cette cérémonie, la Compagnie, trouvant que le plan auquel elle s'était d'abord arrêtée ne présentait pas toutes les qualités requises, décida de faire élever un bâtiment plus important et plus convenable.

A la date fixée, 30 juin 1728, on procéda « avec toute la solennité possible » à la pose de la première pierre, en présence des officiers et chevaliers et des notables du village. Le comte de Coubert, ne pouvant y assister, se fit représenter par son fils aîné, futur colonel de la compagnie.

Voici le procès-verbal de cette cérémonie :

« Aujourd'huy mercredy trente juin mil sept cent vingt huit, » neuf heures du matin, nous officiers et chevalliers du noble Jeu » de l'Arquebuse de Gnignes en Brie, soussignés, en exécutant » nos actes de dellibération et nottamment celuy du dimanche » treize des présents mois et an, nous sommes transportez au » jardin de nostre Arquebuse, où nous avons eu l'honneur d'ac- » compagner dans les cérémonies ordinaires messire Samuel-

1. Le célèbre financier.

2. D'azur à l'ancre d'argent, senestrée en chef d'une étoile de même et étincelante ou rayonnée d'or.

» Jacques Bernard¹, chevalier, conseiller du Roy en ses conseils,
» maître des requestes ordinaire de son hostel, surintendant des
» domaines, maisons et finances de la Reine, lieutenant des chasses
» et plaisirs de Sa Majesté, grand' croix, grand prevost et maistre
» des cérémonies de l'Ordre militaire de Saint-Louis, seigneur de
» Grosbois, le Roy du Sancy, Boissy-Saint-Léger, Vilcraigne,
» Cercay, Narellles, chastelain d'Hyères et autres lieux.

» Lequel seigneur, fils aîné, au nom et pour messire Samuel
» Bernard, chevalier de l'un des Ordres du Roy, comte de Cou-
» bert, seigneur de Vitry, Nogent, Yèbles, Soignolles, leurs dé-
» pendances et autres lieux, a posé dans l'enfonssure faite sur la
» face supérieure d'un dez de gresserie picqué, et mis à cet effet
» en sa présence dans la fondation qui fait l'angle et l'encoignure
» du costé du levant et la gouttière du costé du septentrion du
» bastiment que ladite compagnie fait élever dans le jardin de la-
» dite Arquebuse, une pierre de marbre blanc de largeur de dix
» pouces au quarré, sur laquelle sont gravés ces mots :

SOUS LES AUSPICES DE
MESSIRE SAMUEL BERNARD
CHEVALIER DE L'UN DES ORDRES DU ROY,
COMTE DE COUBERT,
SEIGNEUR DE VITRY, NOGENT,
YÈBLES, GUIGNES, SOIGNOLLES
ET AUTRES LIEUX,
LES FONDEMENTS DU JEU
DES CHEVALLIERS DE
L'ARQUEBUSE DE GUIGNES
ONT COMMENCÉ A ÊTRE POSÉS
LE MERCREDY 30 JUIN 1728.

» Dont a esté dressé le présent acte que ledit seigneur a bien
voulu honorer de sa signature.

» (Signé) Bernard.

» Le Sourt, capitaine, Le Sourt, aumosnier, Le Sourt,
Jacob, capitaine enseigne, Fontaine, major, C. Rémond,
lieutenant, Le Vasseur, roy, Cheron, doyen, Tallon, em-
pereur, Le Cestre, capitaine guidon, De La Rue, sergent
syndic, Boutillier, Taveau, greffier, Colleau, Rosty, Le
Sourt fils, Fontaine fils, Lambert, Lepeudry. »

1. Devint comte de Coubert après la mort de son père. Fit construire l'église de Guignes (1745-1747). Son fils Olivier-Samuel-Jacques Bernard (1730-1801), comte de Coubert, fut le dernier seigneur de Guignes.

Les dépenses occasionnées par la construction de « l'Arquebuse » s'élevèrent à deux mille cinq cent cinquante cinq livres cinq sols onze deniers, et furent acquittées partie avec les cotisations des chevaliers et partie avec une somme avancée par le capitaine Le Sourt, conducteur des travaux¹.

Des embellissements et des améliorations furent faits successivement à la propriété de l'Arquebuse. M. Sevené, receveur général du comté de Coubert, et capitaine de la compagnie, contribua largement à ces travaux. Grâce à lui, l'abbé Goudemetz, chanoine de Champeaux, put dire dans son *Voyage de Champeaux à Meaux fait en 1785*, que le pavillon de l'Arquebuse de Guignes était une fort jolie habitation.

Le 3 août 1728, Samuel Bernard, comte de Coubert, et son fils Jacques-Samuel Bernard acceptèrent les titres de colonel et de lieutenant-colonel des Arquebusiers de Guignes.

Bien souvent, la générosité du richissime banquier se manifesta en faveur de la Compagnie. En 1729 notamment, il lui fit don d'un drapeau de taffetas bleu portant d'un côté ses armes et de l'autre la devise de la Compagnie, d'un superbe étendard, d'une plaque ou marque en argent ornée de ses armes et des attributs de l'Arquebuse, de trois habits complets pour le hauteur et les tambours consistant en « trois justaucorps de drap bleu céleste » galonnés d'or en plein sur toutes les tailles, et entre les tailles » galonnés d'argent, parements écarlates, boutons dorés, vestes » écarlates galonnées en plein comme les habits, culottes écarlates, chapeaux brodés d'or, plumets bleu et blanc, cocardes de » même, trois ceinturons en drap bleu céleste galonnés d'or, » épées à gardes dorées, fourreaux et faux-fourreaux, deux » caisses armoriées aux armes dudit seigneur, deux porte-caisse » de drap bleu céleste galonné d'or et d'argent aux armoiries dudit seigneur colonel, cartouches et supports relevés en bosses » d'or et d'argent garnis de glands en or, argent et soie, avec

1. Des contestations surgirent après la mort du capitaine Lesourt, arrivée en 1732, entre sa veuve, ses héritiers et la Compagnie des arquebusiers au sujet du remboursement de cette somme. Jacques-Samuel Bernard, comte de Coubert, finit par les mettre d'accord le 12 décembre 1742.

En 1734, la Compagnie réclama à la dame Lesourt les registres de délibérations et les titres et papiers de ladite Compagnie restés depuis la mort du capitaine en la possession de sa veuve, pour les déposer dans une chambre de « l'Arquebuse », qui prit le nom de salle des Archives, et où on les enferma dans une armoire à trois clefs. A partir de cette époque, on conserva également dans cette salle les uniformes, drapeaux et ornements donnés en 1729 par Samuel Bernard.

» deux paires de baguettes en bois du Brésil, trois roquelaures
» de drap bleu céleste galonné d'or sur les collets, trois paires de
» gants chamois brodés d'or, etc. »

Le prince de Rohan, gouverneur de Champagne et de Brie, ayant supprimé, aux termes d'une ordonnance du 22 septembre 1733, la Compagnie de l'Arquebuse de Guignes « jusqu'à ce qu'elle eût » obtenu des Lettres patentes de Sa Majesté », Samuel Bernard sollicita les pièces nécessaires, et Louis XV, par brevet du mois de décembre de la même année, confirma l'existence de ladite compagnie, qui fut fixée à 30 chevaliers par le concordat renouvelé à Paris en 1775.

Nous rapportons la teneur du brevet royal :

« Aujourd'hui cinq décembre mil sept cent trente trois, le Roy, estant à Versailles, le sieur Bernard, comte de Coubert, seigneur de Guignes en Brie, conseiller d'État, chevalier de l'Ordre du Roy, a très humblement représenté à Sa Majesté que depuis environ quarante années, plusieurs habitants dudit lieu de Guignes-en-Brie se sont adonnés à l'exercice de l'arquebuse et s'y sont distingués particulièrement dans les années 1699 et 1729, où ils remporté le premier panton du prix provincial de Brie-Comte-Robert et les deux premiers pantons du prix général de Compiègne, mais qu'ils appréhendent d'être troublés dans leurs exercices tant que Sa Majesté n'aura point autorisé l'établissement de la dite Compagnie, et voulant donner de plus en plus au sieur Bernard des marques de la satisfaction qu'elle a du zèle qu'il témoigne en toute occasion pour le bien de son service, Sa Majesté a autorisé et autorise l'établissement de ladite Compagnie sous le titre de Chevaliers de l'Arquebuse, laquelle sera composée d'un colonel et d'un lieutenant-colonel, d'un capitaine, d'un lieutenant, d'un sous-lieutenant, d'un enseigne et d'un guidon, et pourra s'assembler pour vacquer à ses exercices aux jours, lieux et heures accoutumés, ainsi qu'elle a fait jusqu'à présent.

» Veut Sa Majesté que les capitaine, lieutenant et enseigne de ladite compagnie jouissent de l'exemption de la collecte des tailles et du logement des gens de guerre tant qu'ils seront en place, et que celui qui aura abattu l'oiseau jouisse des mêmes exemptions pendant une année seulement, à commencer du premier octobre qui suivra le jour qu'il aura abattu l'oiseau. Veut en outre Sa Majesté que la place de colonel soit remplie par ledit sieur Bernard et ses successeurs seigneurs de Guignes, et que le colonel de ladite Compagnie puisse nommer à la charge de capitaine qui se

trouve actuellement à remplir, et que ledit colonel et ses successeurs colonels puissent de même dans les cas de vacances desdits offices de lieutenant-colonel, de capitaine et de ceux de lieutenant, sous-lieutenant et enseigne choisir et nommer les sujets qu'ils jugeront capables de les remplir, lesquels seront tenus de prendre sur les nominations du colonel l'attache du gouverneur de la province; et pour assurance de sa volonté Sa Majesté m'a commander d'expédier le présent brevet qu'elle a signé de sa main et fait contresigner par moi conseiller secrétaire d'État de ses commandements et finances. (Signé) Louis, et plus bas, Phelipeaux. »

La Compagnie reprit ses exercices au mois de mars de l'année suivante, et décida dans sa première délibération de s'assembler tous les ans le premier dimanche de mai et le jour de la Trinité « pour tirer la royauté et le plat bassin », et de faire imprimer aux frais de la Compagnie le brevet de confirmation et une circulaire pour les envoyer « à toutes les Compagnies d'Arquebusiers du concordat des trois provinces de Champagne-Brie, Picardie et Isle-de-France ».

La réception d'un chevalier suivit cette délibération : (Les registres de la Compagnie contiennent de nombreuses pièces de ce genre; nous rapportons celle-ci à titre de document intéressant non seulement l'Arquebuse de Guignes, mais encore l'histoire générale des Arquebusiers.)

« Et lesdits jour et an que dessus (25 mars 1734), nous capitaine, officiers et chevaliers du noble Jeu de l'Arquebuse de Guignes, ayant égard à la requête faite par Messieurs Rémond l'aisné, lieutenant, et Fontaine l'aisné, major de ladite Compagnie, tendant à ce qu'il plenst à ladite Compagnie de recevoir pour chevalier la personne du s^r Charles Joseph De Larüe, praticien, demeurant à Guignes, fils du s^r Joseph De Larüe, roy et chevalier de lad. compagnie, sur quoy la matière a esté mise en délibération. Après que lesdits s^{rs} Rémond et Fontaine ont certiffié cedit s^r Charles Joseph De Larüe, à ce présent, estre de bonne vie et mœurs et religion catholique, apostolique et romaine, nous, capitaine en chef de ladite compagnie, du consentement desdits sous-signés, avons receu et recevons led. s^r Charles Joseph De Larüe pour chevalier en ladite Compagnie, à la charge d'observer les réglemens généraux et particuliers, de se mettre incessamment en équipage de chevalier, arme et habit uniforme, de payer le prix de sa réception, montant à quinze livres, de frayer sa part proportionnelle des dépenses communes de la Compagnie et de

donner son prix de réception en la manière accoutumée. Acte du serment fait par ledit sieur Charles Joseph De Larue d'estre fidèle au Roy, d'observer, comme il est ci-dessus dit, les réglemens généraux et particuliers et de ne jamais révéler le secret qui lui a esté montré. »

Certains chevaliers « soit par négligence ou affectation » n'ayant pas assisté « aux principales assemblées de la Compagnie » qui se tenaient le premier dimanche de mai et le jour de la Trinité, pour tirer la royauté et le plat bassin, et leur absence augmentant la somme que chaque chevalier présent devait verser pour subvenir aux frais des repas qui se donnaient à l'occasion de ces réunions, la Compagnie décida, le 24 août 1738, que le chevalier qui négligerait de se présenter et d'exercer pendant une année perdrait son rang et marcherait pendant les trois années suivantes à la queue de la Compagnie. En cas de récidive, le coupable pouvait être destitué, rayé du registre et du tableau, « ce qui ne le dispenserait pas de payer les sommes et prix dus à la Compagnie ».

En janvier 1739, la Compagnie perdit son colonel et bienfaiteur Samuel Bernard, comte de Coubert. Les chevaliers s'empresèrent d'adresser au fils du défunt, leur lieutenant-colonel, la lettre ci-après :

« Monsieur,

» Pénétrés de douleur et touchés à l'extrême de la mort de Monsieur le comte Bernard, notre colonel et bon protecteur, nous prenons la liberté de vous en faire nos compliments de condoléance. Le Ciel attirant à lui une personne aussy illustre pour la récompenser de la couronne de gloire qu'elle a méritée par ses vertus, ses actions et ses charités connües de toute la terre, nous favorise en nous donnant pour colonel celui qui de notre compagnie dès 1729 nous a fait l'honneur d'être lieutenant-colonel. Le brevet de Sa Majesté obtenu par M. le comte Bernard, qui l'a nommé et ses successeurs seigneurs de Guignes, colonel de nostre Compagnie et nous confirme dans nos exercices, a esté le fruit de son crédit pour la tranquillité et la satisfaction d'une Compagnie qui se fera toujours, Monsieur, un principe d'honneur et de devoir de vous estre subordonnée et de ne rien entreprendre que par vôtre commandement, nous avons espoir que vous voudrez bien honorer de vôtre protection ceux qui sont avec un très profond respect,

» Monsieur,

» Vos très humbles et très obéissants serviteurs, etc. »

Ils reçurent la réponse suivante :

« Je suis, messieurs, bien sensible à la part que vous prenez sur la perte que je viens de faire. Je tâcheray de répondre aux sentiments que feu mon père avoit pour vôtre Compagnie, vous assurant qu'en toutes les occasions où je pourroy vous rendre service, je m'y emploiray avec autant de plaisir que je suis parfaitement,

» Messieurs,

» Vôtre très humble et très obéissant serviteur,

» BERNARD.

» A Paris, ce 30 janvier 1739. »

Le 31 janvier, la Compagnie assista « dans les cérémonies du deuil accoutumé » à trois grand'messes chantées et célébrées en l'église d'Yèbles pour le repos de l'âme de Samuel Bernard, et le 18 mars suivant elle fit célébrer à ses frais, dans ladite église, un service solennel à la même intention.

Le dimanche 7 juin 1744, la Compagnie se rendit « avec les étendard et drapeau et dans les cérémonies ordinaires » au château de Coubert où résidait son nouveau colonel, Jacques-Samuel Bernard, « chevalier, comte de Coubert, marquis de Longneil, conseiller d'État, etc. », qui nomma aux offices vacants de la Compagnie. Le grade de lieutenant-colonel échut au fils dudit seigneur, messire Olivier-Jacques-Samuel Bernard de Coubert. Le même jour, les chevaliers tirèrent dans le parc du château une épée à poignée d'argent, aux armes du colonel et offerte par celui-ci.

Une occasion exceptionnelle allait permettre aux arquebusiers guignois d'étaler leur brillant uniforme, d'arborer leur drapeau, de montrer leur belle prestance. Le roi, le roi lui-même, suivi des plus grands seigneurs de la cour, devait traverser Guignes-en-Brie !

A la date du vendredi 13 novembre de cette même année 1744, nous lisons dans les registres de la Compagnie :

« Nous, capitaine, officiers et chevaliers du noble Jen de l'Arquebuse de Guignes, nous sommes assemblés au drapeau dans les cérémonies ordinaires et accoutumées et dans l'uniforme prescrit à la Compagnie par monsieur Bernard, notre colonel, consistant comme par le passé en habit bleu galonné, avec boutons d'argent aux officiers, et parements rouges, vestes et culottes rouges, les bas blancs augmentés sur l'ancien uniforme de la Compagnie, le

tout à l'effet d'estre au passage de Sa Majesté revenant de ses conquêtes de Flandre et d'Allemagne, en dernier lieu de la prise de Fribourg-en-Brisgau.

» Sa Majesté ayant passé audit Guignes, lui a été présenté un placet pour le bien de la Compagnie et une pièce de vers sur ses conquêtes, à l'heure de deux heures de relevée, autour du relais que Sa Majesté a pris au-dessous dudit Guignes, sur le grand chemin, vis-à-vis le moulin de Gratteloup. »

La pièce de vers et le placet ont disparu.

Nous relevons en suite quelques autres dates mémorables :

Le 11 octobre 1745, la Compagnie assiste à la pose de la première pierre de l'église de Guignes.

Le 7 février 1747, la Dauphine, Marie-Josèphe de Saxe, venant épouser le Dauphin, fils de Louis XV, reçoit à son passage à Guignes, les hommages de la Compagnie, qui, le 1^{er} mai suivant assiste à la bénédiction de l'église de Guignes. A l'issue de la cérémonie, le colonel traite magnifiquement ses arquebusiers en l'hostellerie de Saint-Christophe. Le 1^{er} octobre 1753, la Compagnie fait célébrer, en l'église de Guignes, un service solennel pour le repos de l'âme du comte de Coubert, son colonel. Le 15 août 1773, elle « supplie très humblement messire Olivier-Jacques-Samuel Bernard, comte de Coubert, « de continuer les bontés de ses ancêtres envers lad. Compagnie » et de vouloir bien signer au registre en qualité de colonel. « A l'exemple de ses dignes prédécesseurs, Monsieur le comte Bernard signa le présent acte, qui » sera pour tous nos successeurs un monument éternel de protection. » Le 26 juin 1774, la Compagnie fait célébrer par son aumônier, en l'église de Guignes, une messe solennelle pour le repos de l'âme de « très haut et puissant, magnanime et excellent prince Louis Quinze roy de France et de Navarre ». Un repas de corps donné par le comte de Coubert, à l'hôtel de l'Arquebuse, « avec toute la splendeur possible », suivit la cérémonie funèbre.

En mai 1775, pendant les troubles occasionnés par la misère du peuple, les arquebusiers de Guignes se mirent à la disposition du maréchal duc de Biron pour aider à réprimer les séditions populaires. Le maréchal « daigna » accepter et ajouta « qu'après qu'on luy auroit donné l'état des compagnies de la province, il donnerait des ordres en conséquence. » Fort heureusement les troubles cessèrent et nos braves chevaliers ne quittèrent pas leurs pénates.

Le 10 décembre 1775 « la Compagnie assemblée extraordinairement pour délibérer sur une lettre adressée à elle par le dépositaire

taire du « gage d'armes et conseil du Concordat, à l'effet de » députer un officier ou chevalier pour se trouver à l'assemblée » générale indiquée à Paris pour le 18 décembre 1775, et y donner » sa voix sur tout ce qui seroit proposé relativement à la confir- » mation de l'Ordre des Arquebusiers, du Concordat, statuts, » règlements, privilèges, prééminences et prérogatives y atta- » chées, » nomma député son capitaine, le sieur Baudet de la Cournelle. Par ce Concordat, la Compagnie de l'Arquebuse de Guignes fut fixée à 30 chevaliers.

Vers la fin de cette année, un différend assez grave s'éleva entre le trésorier et plusieurs chevaliers et divisa la Compagnie en deux camps. Sept officiers ou chevaliers donnèrent leur démission, et les exercices furent suspendus. En 1778, nous voyons les chevaliers se réconcilier et reprendre leurs exercices.

Dans la réunion du 19 juillet 1778, ils décidèrent que « pour se » rapprocher de l'uniformité de toutes les Compagnies d'arque- » busiers, ladite Compagnie quittera les vestes et culottes rouges, » et prendra dès ce jour vestes, culottes et guêtres de toile de » coton blanc, avec manchette de baptiste, chapeau à bord d'ar- » gent avec panache blanc, suivant les grades, et une cocarde de » bazin. »

Ils convinrent en outre d'assister au prix provincial de Meaux et d'emmener l'aumônier, la musique composée de deux tambours et de deux clarinettes et le hauteur.

Un décret de l'Assemblée nationale ayant supprimé en 1790 les Compagnies d'arquebusiers, les chevaliers de Guignes cessèrent leurs exercices, « se réservant de prendre quand ils le jugeraient à propos le titre de chevaliers de l'arquebuse et de s'assembler sous les armes suivant leur bon plaisir, » et le 4 novembre de ladite année, par acte devant M^e Tournesier, notaire à Coubert, « M. Olivier-Samuel-Jacques Bernard, comte de Coubert, colonel du Jeu de l'Arquebuse établi à Guignes, et MM. J.-B. Auvray, Jean-Charles-Fontaine, J.-B. Pareux, le jeune, Eutrope Notaire et Jean-Urbain Notaire, chevaliers dudit jeu », vendirent, moyennant seize cents livres, l'hostel de l'Arquebuse de Guignes en Brie, témoin des exercices, des réunions, des festins et des fêtes de messieurs les chevaliers. La dernière heure de la vieille Compagnie était sonnée¹!

1. « L'Hostel de Messieurs les Chevaliers de l'Arquebuse de Guignes-en-Brie », par René MOREL. — *Almanach historique de Seine-et-Marne*, 1893.



Le noble Jeu de l'Arquebuse, ayant cessé d'être d'utilité publique, n'était plus qu'une occasion de plaisir et de réjouissances. Des concours réunissaient de temps à autre les Compagnies dans des joutes pacifiques, prix provinciaux et prix généraux, qui donnaient lieu aux fêtes les plus brillantes, et plusieurs fois par an, des banquets pleins de cordialité et d'entrain rassemblaient à la même table les chevaliers d'une Compagnie ou de plusieurs Compagnies voisines.

Les arquebusiers étaient généralement de bons vivants, heureux de se réunir de temps en temps pour se récréer ensemble. La fraternité et la belle humeur ne cessaient de régner dans leurs repas de corps, véritables festins pantagruéliques où se chantaient les louanges de Cupidon, de Mars et de Bacchus. C'était la vieille gaieté française dans tout son épanouissement, cordiale, courtoise, bonne enfant, remplie de franchise et d'exubérance.

Parfois aussi les Compagnies se donnaient tour à tour des banquets suivis de bals et de réjouissances diverses, auxquels on invitait les notables du pays, et qui faisaient époque dans les annales locales.

Le « *Registre des délibérations de messieurs les chevaliers du noble Jeu de l'Arquebuse royale de Guignes en Brie* » nous a conservé les curieux documents qui suivent sur une de ces fêtes offertes au siècle dernier, par la Compagnie de Brie-Comte-Robert aux arquebusiers de Guignes et rendue par ceux-ci à leurs aimables confrères :

« Aujourd'hui lundi mil sept cent cinquante-quatre, nous officiers et chevaliers étant assemblés en notre Jeu d'Arquebuse, voulons faire mémoire que sur l'invitation de messieurs de la Compagnie de Brie, nous nous sommes rendus le jour d'hier toute la Compagnie au nombre de quatorze à cheval, en notre uniforme, audit lieu de Brie, où notre Compagnie a été reçue au dehors dudit lieu par un officier de ladite Compagnie de Brie aussi à cheval, qui nous a conduits à l'hôtel qu'ils nous avoient marqué, où ladite Compagnie de Brie, au nombre de vingt-trois, est venue nous prendre en cérémonie et nous faisant précéder la marche, le major à la tête de notre Compagnie, nous a conduits à leur Jeu de l'Arquebuse où le déjeuner était préparé amplement.

» Après lequel nous sommes sortis de leur Jeu sur deux lignes, nous sur la droite et eux sur la gauche, et avons été assis-

ter à la grand'messe qu'ils ont fait chanter solennellement en leur église paroissiale, avec pain bénit et offrande. Après laquelle messe ils nous ont conduits avec la même préséance sur leur Compagnie dans le lieu où ils avoient fait préparer un splendide dîner, où les deux Compagnies ont été dispersées à table. Après lequel repas, nous avons été dans le même ordre à leur Jeu d'Arquebuse pour y tirer le présent qui étoit disposé par les deux Compagnies. Lequel présent consistait en un couvert d'argent, qui a été gagné par M. Rosty, sous-lieutenant de notre Compagnie, à qui ledit présent a été délivré avec le panton. Après lequel tirage, messieurs de la compagnie de Brie nous ont reconduits en nôtre hôtel avec la même cérémonie qu'ils étaient venus nous prendre, avec invitation et promesse expresse de nous trouver le moment suivant au bal qu'ils avaient fait préparer dans le même endroit où nous avions diné. Où nous étant rendus toute notre dite Compagnie, nous avons trouvé le devant de la porte et toute la façade de la maison garnis de lampions. Et étant conduits en leur bal par les officiers de ladite Compagnie de Brie, ceux-ci ont fait ouvrir le bal par notre capitaine et ensuite par toute notre Compagnie, chacun à son rang.

» Auquel bal s'est trouvé la collation et tous les rafraîchissements que l'on pouvait souhaiter de toute espèce, tant pour les dames qui s'y sont trouvées que pour les deux Compagnies, en sorte que l'on ne peut rien ajouter aux politesses et à la décence avec lesquelles ces messieurs nous ont reçus, pour reconnoissance desquelles nous avons dressé le présent acte.

» En revenant de ladite feste reconduisant notre capitaine à Coubert, il nous a invités à dîner chez lui. En attendant lequel dîner, il nous a proposé de tirer un prix de la valeur de douze livres qu'il avoit dessein de donner au plus beau coup qui se ferait. Ce qui a été exécuté et gagné par M. Feuillette, député, auquel ledit présent a été délivré.

» Après lequel tirage nous avons été prendre le repas qui nous avait été préparé, etc. »

Probablement par suite de circonstances indépendantes de leur volonté, les chevaliers de l'Arquebuse de Guignes ne rendirent que quatre ans plus tard à leurs confrères de Brie la fête que ceux-ci leur avaient offerte.

Le 18 juin 1758, nos arquebusiers « très sensibles à l'invitation et à la réception que leur Compagnie avaient reçues de la part de celle de Brie-Comte-Robert au mois d'octobre de l'année 1754 »

décidèrent, à l'unanimité, d'inviter la Compagnie de Brie à un dîner, à un souper et à un bal.

Nous lisons dans le vieux registre : « Aujourd'hui lundy dix-huit septembre mil sept cent cinquante-huit, nous officiers et chevaliers étant assemblés et voulant faire mémoire de la feste donnée par notre Compagnie à celle de Brie-Comte-Robert, en conséquence de notre délibération du dix-huit juin dernier, Messieurs les officiers et chevaliers de Brie ayant été invités par notre lettre du même jour à se rendre chez nous le jour d'hier, tous au nombre de trente-trois sont venus à cheval et se sont rendus ici sur les huit heures du matin, conduits par notre capitaine-enseigne, député pour aller au devant d'eux, qui les a assistés jusqu'à l'hostellerie de Saint-Nicolas, hostel destiné pour leur logement, où, sur les dix heures, nous nous sommes rendus en cérémonie et rangés en haye devant la porte d'entrée; après quoy le major député pour inviter ces messieurs d'assister à la messe, s'en étant acquitté en s'adressant au commandant de la Compagnie qui était rangée en haye dans la cour de l'hostel, ils en sont partis et sont venus se mettre en haye en face de nous sur la droite; sont de là partis en cérémonie conduits par notre major sur deux lignes, notre Compagnie ensuite de même. Sommes tous entrés dans l'église, où messieurs de Brie ont occupé la droite du chœur et nous la gauche. Il y a eu pain béni par nous présenté, et les autres cérémonies se sont faites avec l'ordre et la décence possibles. La messe entendue, nos Compagnies, dans le même ordre qu'auparavant, se sont rendues devant notre hôtel, où celle de Brie, toujours à la conduite de notre major, est entrée la première et montée dans une salle où nous leur avons donné un dîner composé de viandes froides de la meilleure qualité et de vins excellents. Après lequel dîner, les Compagnies se sont, en ordre comme dessus, rendues au jardin de notre butte pour y tirer entre ces messieurs et nous l'épée à garde et poignée d'argent donnée par notre capitaine, et qui par l'événement du sort a été gagnée par M. Véricot, capitaine-enseigné de la Compagnie de Brie, auquel, sur le champ, nous en avons fait remise.

« Après quoy, les compagnies, toujours dans le même ordre, se sont rendues à notre hôtel sur les sept heures du soir, où nous avons fait servir un souper le plus somptueux qu'il a été possible, et dont nous avons eu, ainsi que ces messieurs, qui nous l'ont marqué, toute la satisfaction possible, tant par la délicatesse et le

nombre des mets, que par la manière dont il a été servi. Le tout par le commandement de notre capitaine, ses soins particuliers, et ceux de M. Fontaine, notre lieutenant, et M. Lepeudry, aide-major. Auquel souper monsieur le comte de Sourdis nous a fait l'honneur d'assister, placé à la droite de notre capitaine, même au bal qui s'est ensuivi, donné dans la salle de notre Jeu grandement illuminée en bougies et superbement décorée. Lequel bal a duré depuis onze heures du soir jusqu'à six heures du matin ; durant lequel ledit s^r Lepeudy, notre aide-major, a donné de sa façon un feu d'artifice de différentes parties dans l'avant-jardin de notre Jeu, le frontispice étant illuminé en lampions et le passage bordé de pots à feu des deux côtés¹. »

Comme on le voit, « messieurs de l'Arquebuse » savaient fort bien s'amuser, et les amis de la bonne chère, de la gaieté et du pittoresque ne sauraient trop regretter la disparition de ces aimables et joyeuses Compagnies.

On sait que chaque Compagnie d'arquebusiers avait son dicton particulier.

Celle de Guignes adopta pour dicton le fâcheux surnom attaché au village. Elle chantait sur l'air *Monsieur le Prévôt des Marchands* :

N'allez pas vous effaroucher,
Et gardez-vous de vous fâcher
De ce dicton si malhonnête.
Mesdames, n'ayez pas horreur,
Nous lèverions bientôt la crête
S'il s'agissait de votre honneur.

Elle avait anciennement, paraît-il, une bannière sur laquelle était peinte une femme nue, qu'on nommait *la P... de Guignes*.

Une poupée richement vêtue remplaça plus décemment, au siècle dernier, la femme peinte².

La Compagnie emportait cette poupée aux prix généraux ou provinciaux auxquels elle se rendait. C'est ainsi que *la P... de Guignes* assista au prix provincial de l'Arquebuse tiré à Meaux le

1. Souvenirs du temps passé. — Fête donnée par la Compagnie de l'Arquebuse de Brie-Comte-Robert à la Compagnie de l'Arquebuse de Guignes, le 6 octobre 1754, et fête offerte par la Compagnie de l'Arquebuse de Guignes à la Compagnie de l'Arquebuse de Brie-Comte-Robert le 17 septembre 1758. — René MOREL, *Almanach historique de Seine-et-Marne*, 1892.

2. L'Arquebuse de la Ferté-sous-Jouarre avait aussi une poupée.

La Compagnie de Rozoy-en-Brie figurait aux prix avec un marqueur « faisant manger de la soupe à une poupée ».

29 août 1717. On lit dans l'énumération des Compagnies qui prirent part à ce prix : « Guignes — « 20 chevaliers, habillés de » gris blanc, à boutons d'argent en façon de guigne ; le marqueur » portant la P... de Guignes. »

La Compagnie changea plusieurs fois d'uniforme, mais elle resta toujours fidèle à son vieux dicton. Le « Recueil des pièces » concernant le prix provincial de l'Arquebuse royale de France » rendu par la Compagnie de la ville de Meaux le 6 septembre et » jours suivants 1778 », nous montre en effet, que si l'uniforme a changé, le dicton est resté le même ; on y lit : « Guignes la P..., uniforme : « Habit de drap bleu de roi, revers, parements et » collet écarlate, galons, boutons d'argent, doublure rouge, » veste, culotte, guêtres de basin blanc, chapeau bordé d'argent » avec panache blanc¹. »

Depuis son rétablissement jusqu'à la Révolution, la Compagnie prit part aux prix suivants : Prix provincial de Brie-Comte-Robert en 1699 ; prix général de Laon en 1701 ; prix provincial de Thorigny en 1716 ; prix provincial de Meaux en 1717 ; prix général de Châlons-sur-Marne en 1754 ; prix provincial de La Ferté-sous-Jouarre en 1766 ; prix provincial de Montereau-faut-Yonne en 1773 et prix provincial de Meaux en 1778. De nombreuses récompenses obtenues dans ces réunions prouvent l'adresse des chevaliers de l'Arquebuse de Guignes en Brie.

Dans le volume que nous nous proposons de consacrer à la Compagnie dont l'esquisse historique précède, nous entrerons dans des détails et nous rapporterons des documents qui ne peuvent trouver place ici ; notamment en ce qui concerne les prix généraux et provinciaux, les pièces justificatives, les noms des officiers et des chevaliers, avec des notes historiques et biographiques.

1. Un facheux surnom, Guignes-Rabutin ou Guignes-la-P..., par René MOREL, *Almanach historique de Seine-et-Marne*, 1891.

APPENDICE

Ordonnances faites sur le fait du Jeu de l'Arquebuse octroyées par le roy nostre sire, aux habitans de la ville de Brye Comte Robert par les lettres patentes en forme de chartes données au mois de janvier 1613. Signé Louis, et sur le reply : par le roy, la reine régente sa mère présente, Bruslart, et scellées d'un laes de soye rouge et verte et de cire verte, que chacun chevalier du Jeu doit observer et garder inviolablement pour éviter les querelles et débats qui se pouroient mouvoir entre le roy dudit Jeu et ses chevaliers et afin d'exercer ledit Jeu modérément et avec assurance. Desquelles la teneur suit :

Aucun ne sera reçu audit Jeu s'il n'est pas habitant et domicilié de Brye Comte Robert, aagé de plus de dix huit ans, certifié par deux des chevaliers dudit Jeu, estre de la religion catholique, apostolique et romaine et de bonnes vie et mœurs, honnestes estat et conversation, ayant arquebuse et moyen de l'entretenir.

Celuy qui jurera et blasphémara le saint nom de Dieu et prononcera des parolles sales et malhonnestes payera deux sols tournois d'amende pour la première fois, et qui récidivera payera le double et s'il continue sera déféré à la justice ordinaire et licencié du Jeu.

Qui par dépy, frayeur ou querelle rompera son arquebuse ou fourniment ou sera reconnu insolent payera huit sols tournois d'amende et sera son arquebuse confisquée, et qui continuera telle insolence, blasphémara ou dira de vilaines paroles déshonnettes sera interdit du Jeu de la compagnie desdits chevaliers comme dist est cy-dessus.

Sy aucun desdits chevaliers est atteint et convaincu d'aucun crime dans ledit Jeu ou pour raison d'iceluy, son procès lui sera fait par les officiers dudit Jeu appelés avec eux le capitaine et six chevaliers dudit Jeu.

Ne sera aucun chevalier receu à parier sur coup ou partie fermée à peine de quatre sols d'amende.

Ne sera aucun receu à tirer d'arquebuse empruntée sinon qu'à jeu de prix ou partie fermée ou au cas que la sienne fût rompue, à peine de cinq sols d'amende et estre privé de ce qui pourroit avoir été gagné.

Celuy qui tirera à la butte ne bandera ni amorcera son arquebuse ailleurs qu'en la présence des députés sur la barrière à peine de perdre son coup et de payer deux sols d'amende.

Avant que de tirer sera tenu de crier à haute voix et ce par trois fois : hors ! à peine de deux sols d'amende.

Qui couchera son arquebuse pour tirer sur le prix et qu'il n'y ait rien dedans payera douze deniers d'amende.

Qui couchera son arquebuse le rouet n'estant bandé et le chien abattu payera douze deniers d'amende.

Qui tirera d'arquebuse rayée, fillettée, arrestée, marmottée ou autrement défectueuse contraire aux ordonnances et règlements des prix mandés sera le coup déclaré nul et l'arquebuse confisquée et payera vingt sols d'amende.

Seront tenus les chevaliers tirer leurs coups à bras étendus sans se couler ny couder pour se servir comme de fourchette, sur peine de perdre son coup et de cinq sols d'amende.

Qui détournera, cachera ou malprendra l'arquebuse, poudre, amorce, fourniment d'aucun desdits chevaliers sera exclu de la compagnie et payera soixante sols d'amende.

Aucun ne pourra tirer plus d'un plomb seul et sans dragée, et qui chargera et tirera autrement sera privé du bénéfice du Jeu et payera soixante sols tournois d'amende avec confiscation de son coup.

Ne sera receu aucun à s'opposer au coup de son compagnon s'il ne le fait premier et avant que l'on commence à tirer sur peine à l'opposant de douze sols d'amende.

Quand on tirera pour faire un roy où sera baillé jeu de prix, aucun ne soit sy téméraire de tirer deux fois et autrement qu'à tour de roolle, à peine de soixante sols d'amende et de nullité du coup.

Aucun ne se mettra devant la barrière ny au long, à costé ou à découvert ou en danger lorsqu'on tirera, à peine s'il est blessé sans intérêt ny action pourveu que celui qui tirera ait crié par trois fois : hors !

Nul ne sera receu chevalier au Jeu qu'il ne soit présenté par l'un des chevaliers dudit Jeu, qu'il n'ait payé les droits et devoirs qui sont de mettre à la boëtte une seule fois la somme de vingt livres, cy. 20 lb

Aucun chevalier n'ira voir son coup sans permission du roy ou de celui qui sera le plus apparent au jeu, à peine de cinq sols d'amende.

Qui tirera pendant le service divin payera cinq sols d'amende, et s'il récidive sera son arquebuse confisquée au profit des officiers.

Nul ne tirera sur la royauté étant garny de poignard ou de couteau à peine de nullité et de cinq sols d'amende.

Qui usera de voies de fait, tirera son épée pour frapper son compagnon, bien qu'il ne frappe, payera six sols d'amende et ses armes seront confisquées, néanmoins pourra être pris et appréhendé au corps sy le cas le requiert, pour luy être fait son procès.

Qui frappera de balle les jambages ou garde-fous de la butte payera pour chaque fois douze deniers d'amende.

Au payement desquelles amendes seront les délinquants condamnés et sans déport par saysie et vente de leurs arquebuses et autres voyes dues et raisonnables, et en cas d'appel en consignnant l'amende l'Arquebuse sera rendüe.

Ressortiront les appellations qui seront interjetées des sentences données par le prevost dudit Jeu pardevant monsieur le bailly dudit Brye Comte Robert pour y estre jugées et terminées.

Ne pourront le roy, capitaine du Jeu ou enseigne seuls connoître des amendes qui seront dûes par les contrevenants auxdites présentes ordonnances, ains appartiendra la connoissance et jugement d'icelles au prevost et procureur du roy dudit Jeu, leurs lieutenants ou commis assistés du capitaine roy et autres officiers dudit Jeu.

Celuy qui sera receu audit jeu jurera et promettra avoir toujours arquebuse en bon équipage suffisant pour s'en servir en tous temps pour la defense de la ville dudit Bry; qu'il ne portera jamais les armes contre le roy nostre sire, ny laditte ville, et au contraire s'il seait, entend ou découvre conspiration ou entreprise que ce soit contre Sa Majesté ou laditte ville, sera tenu d'en avertir promptement le roy dudit Jeu, capitaine, officiers et chevaliers, à peine d'encourir punition du crime de lèse majesté ainsy qu'il appartiendra; qu'il observera ces présentes ordonnances selon leur forme et teneur et sera sujet à icelles et pour ce faire sera tenu prêter le serment par devant ledit prevost, en la présence dudit procureur du roy, le roy, capitaine enseigne et chevaliers dudit Jeu.

Ne pourront le roy ni autres recevoir aucun chevalier sans l'advis de quatre desdits chevaliers.

Une fois l'an, le premier jour de may, se fera montre générale desdits chevaliers, et marchera le roy en état de prééminence du roy, et où aucun desdits chevaliers ne se trouvera pas, payera vingt sols d'amende, sinon qu'il en fut excusé légitimement, auquel cas sera tenu ledit deffaillant y envoyer homme d'apparence en son lieu en bon et suffisant équipage, lequel sera mis en rang où bon semblera audit capitaine, et ne sera son rang qu'après les chevaliers.

Lequel jour premier may se commencera à tirer le prix royaul pour l'établissement d'un nouveau roy et autres officiers dudit Jeu. Iceuluy prix tel qu'il sera avisé et ordonné par le capitaine roy et autres officiers dudit Jeu aux dépens de la boîte.

Sera tenu chacun desdits chevaliers bailler un prix honneste qui sera receu par le roy, capitaine et chevaliers à peine autrement de huit sols d'amende et privé de tirer au prix qui seront présentés par les autres chevaliers.

Celuy qui gagnera ledit prix payera à la boîte le tiers de la valeur dudit prix et payera la collation lors de la délivrance d'iceluy.

Celuy qui sera roy pour l'année qu'il aura mieux tiré et abattu l'oiseau ou mis trois coups francs dedans le blanc le plus près de la broche, luy sera la Royauté délivrée par le capitaine et officiers dudit Jeu, et fera le serment par devant le prevost dudit Jeu, en la présence du procureur du roy et autres chevaliers.

Sera tenu le roy faire les droits et devoirs contenus es présentes ordonnances, et conserver les droits dudit jeu, autrement ne jouira du privilège.

Seront les livres, tiltres, règlements, comptes et enseignements dudit Jeu mis dans un coffre fermant à trois clefs, qui demeurera en la possession du roy, une des clefs en la possession du capitaine, une autre, du procureur du roy et la troisième entre les mains du plus ancien stable chevalier de la compagnie.

Sera tenu le roy quinze jours après sa réception bailler un prix valant trois livres pour être tiré par les chevaliers soit à l'oiseau, soit à la butte et délivré à celui qui l'aura gagné.

Celui qui sera receu chevalier audit Jeu sera tenu quinze jours après sa réception de bailler au roy un prix de la valeur de trente sols, qui sera joué et tiré par les chevaliers.

Celuy qui sera roy sera tenu pendant son année de se trouver les jours de dimanches et fêtes que l'on tirera, y porter ses faveurs deux fois seulement, l'une lors de la présentation de son prix et l'autre le jour de l'ascension de Nostre Seigneur, et en cas d'empeschement sera tenu les envoyer au procureur du roy dudit Jeu ou son substitut, pour estre distribuées auxdits chevaliers.

Les fifres et tambours seront entretenus aux dépens de la boîte.

Le jour de l'ascension de N.-S. seront tenus tous les chevaliers d'aller quérir le roy en son logis, garnis de leur épée seulement, et iceluy conduire à la messe qui se dira ledit jour, ce fait, le ramener à son logis, sur peine à chacun deffaiillant de cinq sols d'amende, sinon en cas d'excuse légitime, auquel cas seront tenus envoyer un homme sur peine de pareille amende, et sera tenu ledit roy, comme il est cy-dessus dit, bailler à déjeuner auxdits chevaliers.

Si le roy décède en son année, capitaine ou autres officiers dudit Jeu seront tenus tous les chevaliers assister au convoy avec leur arquebuse, à peine de seize sols d'amende, auquel convoy sera portée l'enseigne dudit Jeu qui sera couverte et revestue d'un cresse noir, comme pareillement le tambour. Lesquels crespes seront acheptés aux dépens de la compagnie. Et quand aucun desdits chevaliers décèdera, seront tenus ledit roy, capitaine et autres chevaliers assister au convoy, en le faisant scavoir par le roy par l'un des sergents dudit Jeu, sans y porter aucune arquebuse ny tambour, sur peine de pareille amendes sinon en cas d'excuse légitime.

Auquel cas seront déchargés en envoyant un homme à leur place.

Et le lendemain sera chantée et célébrée pour le repos de l'âme du défunt une messe d'obit solennel aux dépens de la compagnie, qui sera payée des deniers de la boîte.

Seront reçues les actions qui seront intentées entre lesdits chevaliers à fin de payement de ce qui aura été gagné audit Jeu, au payement de quoy pourront estre contraints par saisie de l'arquebuse.

S'il arrive que deux ou trois coups soient si près de la broche qu'il n'y ait point de différence des échantillons, il est ordonné que pour en ôter le débat, que le coup qui sera le plus droit au-dessus sera le premier à celui de dessous, celui de dessous à celui du costé droit et celui du costé droit à celui du costé gauche, le tout faisant une pareille distance de ladite broche, sinon le plus près l'emporte sans distinction de lieu.

Quy quittera partye commencée audit Jeu sera tenu de payer tout ainsy que s'il avoit tenu. Et où il arrivera que l'arquebuse d'aucun chevalier ne fut en état pour tirer, seront tenus les autres chevaliers de la partye aider de l'une des leurs, à quoy faire ils pourront être contraints.

Seront tenus tous lesdits chevaliers de contribuer en commun aux réparations du jeu et autres affaires qui pourroient intervenir concernant leur compagnie, et rembourser le roy de ce qu'il pourroit avoir frayé et déboursé pour ce que dessus, à quoy ils seront contraincts par toutes voyes deues et raisonnables, même par saisie, arrest et vente si leur arquebuse et autres armes, pourveu que lesdites réparations et autres affaires soient faites du consentement du roy, capitaine ou son lieutenant, officiers et des autres chevaliers du Jeu.

Lesquelles ordonnances et contenu en icelles ont esté accordées, arrestées, faites et passées en la présence et consentement de Me Claude Mande, conseiller secrétaire du roy au grenier à sel de Brye Comte Robert, capitaine dudit jeu, après le roy, lieutenant dudit Jeu, enseigne, prevost, procureur du roy, sergent, sergent de bande, sergent-major, greffier et substitut du procureur du roy dudit Jeu.

Pour icelles ordonnances tenir et entretenir et garder de point en point, selon leur forme et teneur, et pour plus grande forme et validité desquelles a été accordé, octroyé et homologué en justice par devant monsieur le bailly, juge supérieur de la jurisdiction desdites présentes. En tesmoins de quoy, nous capitaine et officiers dudit Jeu avons signé.

LE
DROIT D'USAGE A BOISSISE-LA-BERTRAND
AU ~~X~~XII^e SIÈCLE

Par M. G. LEROY, président de la Section de Melun.

Fondée vers l'année 1146, en un lieu appelé *Saint-Acire*, l'abbaye des Frères de Saint-Port, transférée plus tard à Barbeau, prit immédiatement un essor considérable par l'effet des libéralités des seigneurs de la région, et surtout du roi Louis VII, qui, s'en déclarant le protecteur, lui continua ses faveurs aussi longtemps qu'il vécut.

Une charte de ce monarque, donnée à Paris entre le 20 avril et le 8 juin 1147, énumère les biens et droits possédés par l'abbaye un an à peine après sa fondation. Déjà, des donateurs s'étaient plu à la doter pour assurer la subsistance des moines et la célébration du service divin dans le nouvel établissement. Des territoires entiers, comme ceux de Sénart, du Perray, de Villefermy, des moulins, des bois, des étangs, des prés, des droits d'usage constituaient la masse conventuelle, dont l'importance ne cessa de s'accroître durant près de deux siècles, c'est-à-dire jusqu'à l'époque de la Guerre de Cent ans qui mit un terme à la prospérité des associations religieuses.

Parmi les droits ou biens mentionnés dans la charte de Louis VII, figure : — « l'usage dans la forêt royale de Beaulieu, sauf les » droits de gruerie et de chasse que le roi se réserve, et l'usage » qu'il maintient aux hôtes royaux de Saint-Leu. » — La charte ajoute que « le prévôt de Melun et le maire de Savigni sont invités » à respecter sur ce point les privilèges de l'abbaye. »

Cette forêt royale de Beaulieu doit s'entendre de tous les bois couvrant le plateau qui domine la Seine, au-dessus des hameaux de Beaulieu et du Larré, entre les villages de Boissise-la-Bertrand, Saint-Leu, Seine-Port et Noisement, hameau de la paroisse de

Savigny-le-Temple. Ce sont, de nos jours, les bois de Sainte-Assise, les bois de Beaulieu proprement dits — possédés aussi par les hospitaliers de Saint-Jean et les Célestins de Paris, — puis aussi les Uselles de Boissise-la-Bertrand et de Seine-Port, le tout représentant une lieue carrée de superficie, soit environ 1,600 hectares. C'était un cadeau tout à fait royal.

Moins de dix ans plus tard, les frères de Saint-Port quittaient Saint-Assise pour s'établir en un site appelé Barbeau, sur le bord de la Seine, entre Fontaine-le-Port et Héricy, à proximité du pont de Samois. Là, s'éleva bientôt une abbaye importante, de l'ordre de Cîteaux, dans l'église de laquelle Louis VII voulut être enterré. Une autre charte de ce prince, prenant date entre le 15 avril 1156 et le 30 mars 1157, précise cette translation. Il y est dit : — « que » les religieux de Saint-Port ont transféré leur abbaye à Barbeau, » près de Samois, et que lui-même leur a donné l'endroit où » s'élève leur nouvelle habitation. »

Éloignés de Saint-Assise, n'y ayant pas maintenu de prieur pour la gestion et la surveillance de leurs biens et droits dans la localité, les moines de Barbeau, jugeant faire acte de bonne administration, les aliénèrent pour les remplacer par d'autres à proximité de leur nouvelle résidence, d'une gestion plus facile et d'un produit plus fructueux.

En 1164, ils vendent l'étang et les moulins de Saint-Leu aux Templiers, possesseurs du domaine de Savigny, depuis la donation que Louis VII, reconnaissant des services qu'ils lui avaient rendus en Terre-Sainte, leur avait faite en 1150.

En 1166, ils cèdent à l'abbaye de Saint-Victor de Paris tout ce qu'ils possédaient dans la forêt de Sénart, probablement aussi le domaine du Perrai, qui la confinait.

Dans le voisinage de Saint-Assise, après ces aliénations, leurs possessions se réduisaient au bois de Beaulieu. Mais, en vertu d'une jouissance ancienne, encouragés peut-être aussi par l'éloignement des moines, les habitants du pays élevaient la prétention d'y exercer un droit d'usage pour le pâturage de leurs bestiaux, pour la coupe et l'enlèvement des bruyères, des herbes et du bois mort. En fait, ils l'exerçaient utilement malgré les protestations des moines. Comment aurait-il pu en être autrement ? La partie n'était pas égale. Ces derniers, éloignés de Beaulieu, n'avaient pas de moyens de répression pour s'opposer à une jouissance journalière, pratiquée par quelques centaines d'habitants, que la charte dont nous allons parler appelle : — « les sujets royaux de

» Boissise, les hommes des Templiers de Saint-Port et de Saint-Leu et les hommes du Larré. »

Il faut le dire, c'était à bon droit que les habitants soutenaient leurs prétentions, élevaient des conflits, et résistaient aux réclamations des moines, tout puissants à l'époque, protégés par le roi de France, peu habitués à la contradiction d'adversaires soumis au servage royal et féodal. La charte de 1147, qui confirmait à l'abbaye l'usage des bois de Beaulieu, contenait une réserve en faveur « des hôtes royaux de Saint-Leu ». Pour ceux-ci, il ne pouvait y avoir de doute, le droit usager leur était reconnu et en quelque sorte confirmé. Mais cette réserve pouvait-elle s'appliquer aux autres réclameurs ? C'était le point délicat du procès. Avait-on omis de mentionner le droit antérieur des hommes de Boissise, de Saint-Port et du Larré, qui déployaient tant d'ardeur pour contester à l'abbaye l'usage exclusif des bois de Beaulieu ? La sentence royale rendue en leur faveur et qui mit fin au débat le fait croire ; autrement, Louis VII aurait-il pris parti pour de malheureux serfs de village, de pauvres paysans attachés à la glèbe, vendus et transmis avec la terre, à l'encontre de religieux tout puissants en ces âges de foi absolue, et pour lesquels il avait une prédilection particulière. Sans médire de la justice royale contemporaine, on peut bien supposer qu'un vilain devait avoir cent fois raison pour obtenir gain de cause contre la noblesse ou le clergé, et contredire, une fois par hasard, l'adage si vrai du bon La Fontaine « la raison du plus fort est toujours la meilleure ».

Du reste, la charte de 1172 est suffisamment explicite à cet égard. Il y est dit que les habitants auxquels l'usage des deux tiers du bois de Beaulieu est accordé, en disposeront de la manière qu'ils avaient coutume d'en jouir anciennement : — « *eo modo quo antiquitus habere solebant.* »

Il est donc certain que les droits d'usage dont jouissent encore les habitants de la commune de Boissise-la-Bertrand sur les friches, taillis et bruyères du bois de Beaulieu remontent à une haute antiquité, probablement à l'apparition des peuplades primitives sur ces territoires. En effet, la chasse étant, en ces temps reculés, un des principaux moyens d'existence de l'homme à l'état barbare, sinon à demi-sauvage, il fut naturel qu'il s'y livrât sur les territoires voisins de sa résidence, à proximité du lieu où il avait bâti sa hutte, de même que, plus tard, adonné à la domestication des animaux, il prit l'habitude d'y envoyer paître ses

bestiaux, et de s'y fournir du bois qui lui était nécessaire. C'était la mise en pratique de la maxime : — « la terre au premier occupant » — maxime qui fut l'origine du droit de propriété à l'aurore des civilisations. Sauf l'effet de donations particulières, datant du moyen-âge, le droit de propriété ou d'usage des biens de la plupart des communes ne résulte pas d'autre titre qu'une jouissance ininterrompue pendant une longue succession de siècles. Cette opinion a été émise par Montesquieu dans l'*Esprit des Lois*, Brussel dans le *Traité des Fiefs*, Fustel de Coulanges dans les *Institutions de l'ancienne France* et d'autres historiens ou jurisconsultes qui se sont occupés de l'état des biens et des personnes aux premiers siècles de la monarchie franque. Les jouissances usagères s'exercèrent traditionnellement, à peu près sans modification, depuis les âges où les peuplades primitives se les étaient appropriées comme une nécessité de leur existence, comme un incident de la lutte pour la vie.

A l'époque de la substitution des conquérants mérovingiens dans les domaines du fisc impérial romain en Gaule, il n'y eut aucune modification dans l'exercice des droits de propriété ou d'usage que les hôtes des villas gallo-romaines, autrement dits les habitants des campagnes, possédaient sur quelques-uns de ces domaines. Il eut été impolitique de les troubler dans cette possession, alors qu'au lieu de s'en faire des adversaires, les envahisseurs, mal assis dans le pays, devaient s'efforcer de les gagner à leur cause par la reconnaissance des droits acquis, du droit de propriété entre autres, et, s'il y avait lieu, suivant les circonstances, par de nouvelles concessions. La création de la féodalité ne modifia pas cette situation. Au contraire, les premiers barons de France trouvèrent devant eux des adversaires résolus aux dernières extrémités, quand ils manifestèrent la pensée d'altérer ou d'abolir les prérogatives des habitants des villes et des campagnes en matière de droit coutumier et usager. C'est ainsi que les chartes ou autres actes authentiques des premiers temps de la race capétienne, c'est-à-dire des ^{x^e} et ^{xii^e} siècles, expriment en termes formels la reconnaissance de droits communaux sur des domaines royaux, ecclésiastiques ou nobles.

Un exemple nous est fourni par la charte de 1147, rappelant le don du bois de Beaulieu aux frères de Saint-Port, et mentionnant, en même temps, l'usage appartenant aux hôtes royaux de Saint-Leu. Mais, pourquoi le silence à l'égard des habitants de Boissise, de Saint-Port et du Larré qui jouissaient du même

droit? On ne peut l'expliquer que par un *lapsus* de la chancellerie contemporaine, puisque vingt-cinq ans plus tard, Louis VII reconnaissait cette jouissance en déclarant qu'elle datait de longue date « *antiquitus* ».

Les dissensions entre les moines de Barbeau et les hôtes résidant à proximité de leur bois de Beaulieu naquirent de cette lacune; elles furent ardentes, opiniâtres, jusqu'à ce que, faute d'accord, elles furent portées devant la juridiction royale à laquelle les parties demandèrent de trancher le différend et d'établir pour l'avenir un *modus vivendi*.

En 1172, Louis VII séjournait en son château royal de Melun, avec ses grands dignitaires, sa cour, et tout le personnel qui gravite d'ordinaire autour des princes et des rois. L'occasion était favorable pour obtenir de sa justice une charte qui réglât le désaccord. Le roi écouta favorablement la requête des suppliants et leur octroya la charte suivante, reproduite par M. Luchaire dans ses *Études sur les actes de Louis VII*, d'après une copie moderne conservée aux Archives nationales, K, 190, n° 42. — (*Histoire des Institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens. Mémoires et documents.* 1 vol. in-4°. Paris, Alph. Picard, 1885.)

« In nomine sancte et individue Trinitatis, amen, Ego Ludovicus, Dei gratiâ Francorum rex. Quoniam ecclesiâ de Barbeel nostro specialiter fundata est beneficio, nostro etiam specialiter et consilio refoveri et roborari decet auxilio. Quia ergo occasione usuarii quod homines nostri de Busseis et homines fratrum de Templo apud Sanctum Portum et Sanctum Lupum commanentes et homines de Lare clamabant in toto nemore quod dicitur Bellus Lucus, eadem ecclesia gravari videbatur et frequenter pati molestiam, tandem, ex nostra et abbatis voluntate, consideratum est et concessum et firmiter statutum ut ipsa ecclesia, que predictum nemus ex elemosine nostre largitate possidet, tertiam ejus partem perpetua libertate ad propriam forestam quiete et absque contradictione sibi retineat, et homines jam dicti in duabus aliis partibus nemoris que designate sunt usuarium suum, salvo jure spediecte ecclesie, habeant, eo modo quo antiquitus habere solebant, nichil ulterius in tertia parte de jure reclamaturi. Ut autem hec nostra constitutio immobilem obtineat firmitatem, scripto eam precepimus annotari et sigilli nostri auctoritate roborari, appposito caractere nomini nostri.

» Actum publice Miliduni, anno incarnati Verbi millesimo cen-

tesimo septuagesimo secundo, astantibus in palatio nostro quorum subtitulata sunt nomina et signa.

» Signum comitis Theobaldi, dapiferi nostri. Signum Guidonis buticularii. Signum Mathei camerarii. Signum Radulphi constabularii.

» Data per manum Hugonis cancellarii et episcopi Suessionensis. »

TRADUCTION.

Au nom de la Sainte et indivisible Trinité, Amen. Moi, Louis, par la grâce de Dieu, roi des Français : — L'église de Barbeau ayant été fondée particulièrement par notre générosité, il convient, par ce motif, la soutenir et affermir également par notre secours et notre conseil. C'est pourquoi, à l'occasion de l'usage que nos hommes de Boissise et les hommes des Frères du Temple demeurant à Saint-Port et à Saint-Leu, et les hommes du Larré réclamaient dans tout le bois appelé Beau-Lieu, la même église se trouvant exposée fréquemment à des tribulations et vexations dont elle souffre, par notre volonté et celle de l'Abbé, tout bien considéré, il est concédé et ordonné, à titre immuable, que ladite église, qui possède par aumône, de notre libéralité, le bois précité, en retienne la tierce partie, pour en jouir perpétuellement, comme de forêt à elle propre, paisiblement et sans trouble ; et que les hommes susdits aient les deux autres parties du même bois, dans lesquelles ils exercent leurs usages, sauf le droit de l'église susdite, — justice, gruerie — sans pouvoir réclamer ultérieurement aucun droit dans la troisième partie.

Afin que notre présente ordonnance demeure ferme et stable, nous prescrivons qu'il en soit dressé acte, et qu'elle soit confirmée par l'autorité de notre sceau et l'opposition du signe de notre nom.

Fait publiquement à Melun l'an de l'incarnation du Verbe mil cent soixante douze, assistant dans notre palais ceux dont les noms et signatures suivent :

Seing du comte Thibauld, notre senechal.

Seing de Guy, bouteiller.

Seing de Mathieu, camérier.

Seing de Raoul, connétable.

Donné par la main de Hugue, chancelier et évêque de Soissons.

La charte était précise, les droits de chacun déterminés, il semblait que la paix devait régner à jamais entre les moines et leurs voisins, les habitants de Boissise, du Larré, de Saint-Port et de Saint-Leu. Mais, dit un vieux proverbe, « qui terre a guerre a ». On le vit bien dans la circonstance. L'accord dura-t-il quelque temps? Nul ne saurait l'affirmer. Ce que l'on sait mieux, c'est que sept ans plus tard, en 1179, le roi Louis VII, se trouvant à Melun, fut de nouveau sollicité d'intervenir pour apaiser la discorde qui, de rechef, s'était élevée au sujet des usages de Boissise et de Saint-Port. C'est à croire qu'autrefois, bien plus que maintenant, les habitants des campagnes, réputés ardents à la défense de leur bien, poussaient plus loin encore l'esprit processif dont la plupart sont animés. Ce n'est point une vaine supposition, les archives des anciennes justices seigneuriales, bondées de procès et de pièces de procédure, attestent cet amour de la chicane porté si loin par nos ancêtres.

Appelé à régler le nouveau différend des usagers des bois de Beaulieu, Louis VII octroya une charte ainsi conçue :

« In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Ludovicus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi, presentes pariter et futuri, quod contentio quam habebant homines nostri et homines Templariorum adversus ecclesiam de Sancto Portu super usuario quod volebant habere in nemore Belli-Lucii, sub hac forma compositionis sopita est : — quod pars illius nemoris certis metis et divisionibus distincta, libera et quieta ecclesia est assignata; ita quod de cetero in parte illa predicti homines nichil unquam vel usuarii vel alterius juris sibi vindicabunt. In reliqua vero ejusdem nemoris parte suum usuarium et homines jam dicti, sicut consueverunt, et monachi habebunt, salva tamen justitia, salvis etiam aliis consuetudinibus, quas in eodem nemore idem monachi prius habuerant. Huic compositioni assensum prebuerunt Ivo, abbas Sancti Portus et universus ejusdem ecclesie conventus, et ex altera parte fratres Templi et omnes illi qui suum petebant usuarium in nemore prememorato. Nos etiam eidem compositioni manum confirmationis apponimus et, ut robur inviolabile et perpetuam stabilitatem optineat, presentem cartam sigilli nostri auctoritate ac regii nominis karactere subter annotato communitivimus.

» Actum Meleduni, anno ab incarnatione Domini millesimo

centesimo septuagesimo nono, astantibus in palatio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa.

» Signum comitis Theobaudi, dapiferi nostri.

» Signum Guidonis buticularii.

» S. Reginaudi camerarii.

» S. Radulfi constabularii.

» Data per manum secundi Hugonis cancellarii. »

(Luchaire, *Étude sur les actes de Louis VII.* — *Actes inédits*, n° 766.)

TRADUCTION.

Au nom de la Sainte et indivisible Trinité, Amen. Louis, par la grâce de Dieu, roi des Français. Sachent tous, tant présents que futurs, que le différend que nos hommes et ceux des Templiers avaient contre l'église de Saint-Port au sujet de l'usage qu'ils voulaient avoir dans le bois de Beau-Lieu a été réglé par transaction sous cette forme : — Que la partie du même bois, comprise entre certaines bornes et divisions, est assignée à l'église, pour en jouir librement et tranquillement, de sorte que dans cette même partie les hommes susdits ne réclameront jamais rien en fait d'usages ou autres droits. Mais dans le surplus de ce bois, les hommes prénommés et les moines auront chacun la partie des usages dont ils ont coutume de jouir, sauf cependant la justice, sauf aussi les autres coutumes que les moines auraient eues précédemment. — A cet accord donnèrent leur consentement : Ive, abbé de Saint-Port et tout le couvent de ladite église, et, d'autre part, les frères du Temple et tous ceux qui réclamaient des usages dans le bois susmentionné. Nous aussi, au même acte, nous apposons la main en signe de confirmation. Et afin que la présente charte ait force inviolable et demeure stable à jamais, nous la munissons de l'autorité de notre sceau et du caractère du nom royal ci-dessous figuré.

Fait à Melun, l'an de l'Incarnation du Seigneur 1179, assistant dans notre palais ceux dont les noms suivent :

Seing du comte Thibaud, notre sénéchal.

Seing de Guy, bouteiller.

Seing de Regnaud, chambrier.

Seing de Raoul, connétable.

Donné par la main de Hugue second, chancelier. — (*Hugue du Puiset.*)

Louis VII n'eut plus à s'occuper des démêlés relatifs à la jouissance des usages de Boissise et de Saint-Port. On sait, du reste, qu'il mourut à Paris le 18 septembre 1180, un an environ après l'octroi de la charte qui précède.

En 1790, à l'époque de sa suppression, l'abbaye de Barbeau ne possédait plus ses bois de Beaulieu et de Sainte-Assise. Aliénés depuis longtemps, en des jours où, par le fait d'une mauvaise administration ou des malheurs publics, la communauté cistercienne connaissait la gêne, ils étaient devenus la propriété des seigneurs de Saint-Port, pour être incorporés, en dernier lieu, au domaine de Sainte-Assise, créé par le duc d'Orléans, petit-fils du Régent.

Tandis que disparaissaient ces vestiges des largesses de Louis VII en faveur de ses bons amis les moines de Barbeau, les usages qu'il avait confirmés aux habitants de Saint-Port et de Boissise demeuraient immuables, malgré les péripéties, les événements et les troubles dont le pays fut le théâtre à différentes époques. On peut croire que la possession ou exercice en fut paisible, sans que l'autorité royale dût intervenir de nouveau.

En ces dernières années, la commune de Seine-Port a vendu ses Uselles au prince de Beauvau, propriétaire de Saint-Assise. Mieux inspirée, ce nous semble, Boissise, comprenant que la terre et non l'argent, sujet à tant de dépréciation, constitue la véritable richesse, a conservé ses usages. C'est une propriété d'une contenance de 70 arpents environ, contiguë aux bois de Sainte-Assise et à d'autres, qui pourraient être des voisins gênants, par le gibier qu'ils recèlent, si ce même gibier, en s'aventurant dans les Uselles, ne devenait un avantage profitable à la commune. Quelques taillis, des bruyères, des genêts, des essais de plantations y végètent tant bien que mal. Le pâturage, utilisé d'une manière suivie au temps où les bestiaux étaient nombreux à Boissise, est à peu près abandonné; le vieux pâtre, préposé à sa surveillance, n'a pas été remplacé après son décès. Encore une coutume tombée en désuétude, à joindre aux autres que le temps emporte.

Mais, il y a la chasse, qu'on ne connaissait guère autrefois, parce qu'elle était seulement le privilège de quelques-uns, et qu'on n'avait pas chance d'y rencontrer, comme aujourd'hui, le gibier, élevé à grands frais dans les bois gardés d'alentour, le faisan surtout, cet oiseau rare des chasses royales, quand Louis XV et Louis XVI, chassant aux forêts de Sénart et de Rougeau, poussaient jusque dans les bois de Sainte-Assise et de Boissise. C'est la chasse qui constitue maintenant le plus clair produit des Uselles

de Boissise-la-Bertrand. De ce chef, la commune encaisse chaque année une somme plus ou moins importante, d'après le nombre de chasseurs qui se livrent à leurs exploits; chaque fusil doit une contribution fixée par le conseil municipal.

Jadis, la jouissance des Uselles engendrait des luttes dont l'ardeur dut être réprimée par les chartes royales que nous connaissons; il ne fallut rien moins que l'autorité de Louis VII pour ramener la concorde. De nos jours, ce ne sont plus des luttes, ce sont seulement des rivalités qu'engendrent les plaisirs cynégétiques qui se pratiquent dans les Uselles de Boissise; ce sont aussi des procès suscités par la poursuite du gibier, quelquefois par des actes de braconnage. Mais la juridiction d'un tribunal de première instance suffit à les régler, sans être obligé, comme au ^{xii}^e siècle, de recourir à la sanction royale. Autres temps, autres mœurs !

JOURNAL D'UN BOURGEOIS DE MELUN

AU XVI^e SIÈCLE

Par M. G. LEROY, président.

Melun n'a pas eu la bonne fortune de certaines villes de province, où des bourgeois du temps passé prirent soin de consigner, au jour le jour, les faits dont ils étaient témoins. Aucun de ses anciens habitants n'eut cette précaution, comme firent à Meaux Rochard et Lenfant, à Provins Claude Haton et autres historiographes des siècles écoulés. On peut le regretter, car, pour une époque où les journaux font défaut, ces sortes de mémoires peuvent seuls donner une relation fidèle de la vie provinciale, et reproduire la physionomie originale d'une petite ville comme fut Melun au moyen âge, en ses jours d'agitations, d'émotions et de troubles, par exemple, au temps des guerres de religion, de la Ligue, et de la Fronde.

Le journal de Jehan Colleau, reproduit ci-dessous, est loin de suppléer à l'absence des documents dont nous parlons. L'original consiste en une simple feuille in-folio, écrite au verso et au recto, conservée dans les Archives municipales, depuis que la famille Despatys, alliée aux Colleau, en a fait don à la ville, avec les papiers ou titres de la collection Gauthier, il y a cinquante ans environ.

Jehan Colleau, procureur au Châtelet de Melun, vivant au temps de Henri IV, n'avait pas l'intention d'écrire un journal des événements qui s'accompliraient sous ses yeux, quand il commença cette rédaction. C'était un simple mémorial de famille qu'il avait en vue, un *memento* relatant son mariage, la naissance de ses enfants, les décès qui se produiraient dans la famille. Il fut amené, par hasard, à y consigner les intempéries, les accidents, les solennités de son temps; mais le tout est écourté, laconique, exempt des détails intéressants qu'un chroniqueur réel n'aurait pas manqué d'y insérer.

Le journal du Procureur melunais s'étend du mois de janvier 1592 à l'année 1605. Dans cet espace de treize années, l'auteur n'y a inscrit que quatorze faits, dont une partie concerne l'état civil de sa famille. C'est dire, par cela même, que ce journal ne se rattache en aucune façon à la catégorie des chroniques que les villes de Meaux et de Provins, pour ne citer que des localités du département de Seine-et-Marne, sont heureuses de posséder.

La famille Colleau appartenait à la bourgeoisie du vieux Melun. Ses membres occupaient des positions diverses : Les uns appartenaient au clergé, à la magistrature, au barreau ; d'autres à l'agriculture, au commerce. Elle n'est pas éteinte dans le pays melunais. La famille Despatys, qui a fait don du manuscrit de Jehan Colleau aux archives municipales, s'allia jadis aux Colleau. Vers 1740, M. Despatys, conseiller en l'élection de Melun, épousa une demoiselle Colleau, dont il eut, entre autres enfants, Louise-Eugénie, décédée à Vaux-le-Pénil en 1746, et inhumée dans la chapelle de la Vierge de l'église de cette paroisse.

Comme nous l'avons dit, Jehan Colleau, l'auteur du journal, exerçait les fonctions de procureur au châtelet de Melun, fonctions laborieuses en un temps où l'esprit de chicane était très développé, plus encore qu'à présent, joint à cela que les procureurs de l'ancien régime cumulaient généralement l'office de prévôts des justices seigneuriales du voisinage, aux lieu et place des seigneurs titulaires, qui s'affranchissaient de la charge de rendre en personne la justice aux habitants de leurs domaines. Marié le 27 janvier 1592, à Catherine Lefebure, dont il eut trois enfants, il mourut le 1^{er} mai 1625, et fut inhumé dans l'église Saint-Aspais, où sa femme, morte le 10 septembre 1615, avait également reçu la sépulture, au tombeau de sa famille.

Leurs trois enfants furent :

Suzanne, née le 15 juillet 1593, décédée de la contagion en mai 1597.

Jehan, né le 27 décembre 1595.

Guillaume, né le 23 décembre 1597.

L'habitation des Colleau, appelée la *Maison des Piliers*, était située en la Grand'Rue, paroisse Saint-Aspais, à l'angle de la rue Jehan Chatelain, dite plus tard rue aux Oignons, actuellement de l'Hôtel-de-Ville. C'était une construction du x^v^e siècle, contemporaine de Charles VII ou de Louis XI, édifiée en pans de bois, avec poutres apparentes, sur lesquelles étaient sculptés des rinceaux de feuillage, des angelots, des marmousets, des animaux

fantastiques, comme on en voit aux porches de Saint-Aspais. Le pignon triangulaire, soutenu par deux poutres en ogive, s'avancait au-dessus des étages disposés en encorbellement les uns au-dessus des autres, et soutenus, au rez-de-chaussée, par des piliers qui avaient valu à la maison des Colleau le nom sous lequel elle était connue. La saillie des étages formait abri, sous lequel se réfugiaient, en temps de pluie ou de grand soleil, les portefaix et mesureurs du marché au blé qui se tenait dans le voisinage. La réunion de ces gens et de ceux que la curiosité attirait pour deviser des nouvelles du jour, mérita au carrefour à l'angle duquel s'élevait la Maison des Piliers, la dénomination du *Coin Musard*, qu'il conserve encore aujourd'hui. L'ancienne demeure des Colleau a disparu en 1817, lors des premiers alignements opérés par l'administration des ponts et chaussées dans les rues du vieux Melun.

Au dix-septième siècle, on trouve des membres de la famille Colleau habitant une maison bourgeoise dans la rue Neuve, paroisse Saint-Aspais. Il y en avait aussi au faubourg Saint-Liesne. La famille était nombreuse et considérée, elle obtint des lettres de noblesse, des armoiries, des grades dans les armées du Roy, fit, en un mot, très bonne figure à la ville comme à Versailles. Nous nous bornerons à citer :

1674. — Noble homme Nicolas Colleau, greffier de la Prevosté, conseiller du Roy et élu en l'Élection de Melun.

1673-1691. — Guillaume Colleau, d'abord avocat et procureur au Châtelet de Melun, postérieurement conseiller du Roy, assesseur en la Maréchaussée de Melun et Nemours. Marguillier de Saint-Aspais pour deux ans, à compter du jour Saint-Remy 1691, en vertu d'une assemblée des habitants du 23 septembre précédent. En l'année 1673, il avait donné 60 sols pour la réparation de Saint-Aspais dont partie des voûtes s'était écroulée. D'après l'Armoirial de la Généralité de Paris, dressé en 1698, ses armoiries étaient : *d'azur à deux fascés ondulés et abaissés d'argent, accompagnés en chef de 3 poissons de même, rangés en pal.*

Nicolas Colleau de Barnoche, officier aux armées du Roy, qui épousa Marie Riotte, d'une vieille famille de Melun, dont les ancêtres avaient coopéré aux subsides des troupes de Barbazan, pendant le siège de 1420.

1682. — Louis-François Colleau, conseiller au bailliage et siège présidial de Melun, marguillier de Saint-Aspais en 1697-98, doyen des conseillers en 1717.

Jean-Pierre Colleau, conseiller du roy, lieutenant criminel au bailliage et siège présidial de Melun.

1759. — Louis-François Colleau, prêtre, curé de Vaux-le-Penil, doyen rural au détroit de Melun, décédé le 10 novembre 1759, âgé de 66 ans, enterré dans l'église de Vaux.

La famille Colleau n'est pas éteinte, mais aucun de ses descendants de la branche masculine n'existe plus à Melun. On croit pouvoir y rattacher des cultivateurs du nom, qui résident dans l'arrondissement de cette ville.

JOURNAL.

MOY, JEHAN COLLEAU, procureur au Chastelet de Melun, ay esté fiancé avec Catherine Lefebure, ma femme, fille de honorable homme Maistre Jehan Lefebure, aussy procureur, le jour saint Michel V^c, IIII^{xx} XI, et mariez le XXVII^e ensuivant V^c IIII^{xx} XII.

En marge est écrit :

« Mariage 27 janvier 1592.

» Décès de ma femme, 10 septembre 1615. Elle est décédée
» le Jendi dixiesme septembre mil six cent quinze, deux
» heures après midy, inhumée en l'église Monsieur Saint
» Aspais. »

« Décès de Maistre Jehan Colleau mon père, arrivé le premier jour de may 1625, entre cinq et six heures du soir, et
» inhumé le lendemain en l'église Sainct-Aspais, moy estant
» au lict fort malade encores. »

Le Jeudy quinziesme Juillet V^c IIII^{xx} XIII, environ les dix heures du soir, ma femme accoucha d'une fille, laquelle fut baptisée en l'église Monsieur Sainct-Aspais par le cousin Messire Pierre Massin, prebtre, avec la permission et consentement du vicaire du dict Saint-Aspais et fut nommée Suzanne. Les parrain et marraine Maistre Lefebure, mon beau-père; dame Magdelaine Chapelle, femme de Maistre Abel Mangin, qui la nomma; et Catherine Colleau, ma sœur, pour l'autre marraine.

La dicte Suzanne decedda de la contagion le jour de may 1597.

Cas estrange et mémorable :

Les quinze, seize et dix-septième jours d'apvril V^e III^{xx} et quinze, troys sepmaines après Pasques, il neigea de telle sorte que les maisons et superficie de la terre en estoient couvertes, mesme le dict jour XVII, gella à glace fort rudement.

Le Mercredy XXVII^e décembre mil V^e III^{xx} XV, jour Saint-Jehan l'Évangéliste, ma femme est accouchée entre les cinq et six heures du matin d'un enfant masle, qui a esté baptisé le dict jour en l'église Monsieur Saint-Aspais. Et ses parrains et marraines sont Maistre Pierre Lefebure, advocat, Estienne Chambourg, mes deux beaux frères, et damoiselle Anthoinette Sayve, fille de M. le Président Sayve, femme de Monsieur Fremyn, prévost de Melun. — La louange en soict à Dieu! — Le nom du dict enfant est Jehan.

Le Mardy XXIII^e décembre mil V^e III^{xx} XVII, ma femme est accouchée sur les trois heures du matin d'un enfant masle, lequel a esté baptisé en l'église Monsieur Saint-Aspais, et ses parrains et marraines sont le cousin Guillaume Lefebure, procureur, qui l'a nommé et imposé nom Guillaume; l'autre parrain Claude Lefebure, frère de ma femme, et Anthoinette Girard, femme de Vincent Pegnet, fermier. — Saint-Guillaume est le X^e jour de janvier.

Le Lundy XII^e May mil V^e III^{xx} XVIII, je suis party pour aller faire le voyage Monsieur Saint-Adon, en l'abbaye de Pontigny, près Auxerre, à l'intention de feu Anthoinette Massin, ma mère; et, à son intention, laisse un drap de toile neuve. Auquel lieu de Pontigny me fiet, et à ceulx de ma compaignie, monstrent le corps du glorieux Monsieur Saint-Adon, et aultres précieux reliquaires, estans en la dicte abbaye, et en laquelle y a deux beaux cloistres; au plus grand desquels y a entre autres singularitez ung bassin de fontaine d'une pièce et seule pierre, que j'ay mesuré, et contient quarante pieds de tour et plus.

Le Dimanche XVII^e jour du dict mois, jour de la Très-Sainte Trinité, a esté par illustrissime Evesque de Chaalons, Messire

Hierosme de Clausse, beneist et sanctifié le cimetière de la paroisse Sainet-Aspais, près la porte Sainet-Jehan.

Rue Bancel, ei-devant de Bourgogne, 38. On y enterra pendant environ deux siècles. Il remplaçait le cimetière qui occupait l'emplacement du Marché-au-Blé actuel, Boulevard Victor Hugo, à la sortie de la porte de Paris, à gauche en montant au faubourg-St-Barthélemy. Ce dernier cimetière avait été détruit ou bouleversé au temps de la Ligue, pour l'établissement d'un bastion destiné à renforcer la vieille enceinte fortifiée datant de l'époque de Philippe-Auguste.

Le Mercredy XIX^e May 1599, à trois heures après midy, la foudre et feu du ciel est tombée sur le clocher de l'abbaye du Jard, qui l'auroist entièrement brulé et consummé, où il y a eu un faict incroiable.

L'abbaye du Jard, fondée par Alix de Champagne, femme du roi Louis VII, dans le voisinage de Melun, à une lieue environ au nord de cette ville. Son église renfermait un grand nombre de tombeaux de membres de la famille des vicomtes de Melun et de seigneurs du voisinage. Un des derniers abbés fut Claude Henry Fusée de Voisenon, de l'Académie française, auteur d'œuvres théâtrales et de poésies légères.

En l'an mil six cens, fut publié l'an du grand Jubilé et pleinière remission, octroyé par nostre Sainet-Père Clément huitiesme. pape de Rome, en faveur et à la prière et requeste de nostre Roy très chrestien Henry, quatriesme Roy de France et de Navarre, pour estre troyis mois en l'église Saincte Croix d'Orléans, à commencer le XIX^e novembre et finissant le XIX^e febvrier ensuivant mil six cent ung. Suivant laquelle publication, moy indigne de mériter de si grandes faveurs et indulgences, me mis à chemin pour aller au dict Orléans le mardy VI^e jour de febvrier mil six cent ung, avec et en la compaignye de Maistres Mathieu Gaillard et Claude Fuzelier, advocats, Maistres Pierre Henry et Jehan Desfriches, procureur au châtelet de Melun, et arrivasmes au dict Orléans le jedy ensuivant, huitiesme du dict moys, environ les dix heures du matin; et le lendemain vendredy neufviesme du dict moys fusmes receus à la communion en la dicte eglise Saincte Croix, et le lendemain samedi partimes du dict Orléans pour nous revenir. Je pryé la bonté et misericorde de mon Dieu que ce petit voiage soit à nostre salut et à luy agreable.

Le vendredy XVI mars au diet an mil six cens et ung, Monsieur l'Evesque de Biert, envoyé par Monseigneur l'archevesque de Bourges et de Sens, venant donner les ordres à Melun, en l'église Monsieur Sainct-Michel, me suis faict confirmer par luy, et mon parrain a esté Maistre Isaac Chenoier, chanoine de Notre-Dame Dame de Melun, et promoteur au doynné du dict lieu. Le dict sieur Esvesque m'a octroyé dispense de porter le frontail ou bandeau.

L'église St Michel, dont il est parlé ici, était une simple chapelle, voisine de l'église Saint-Ambroise. Elle était très ancienne et se trouve mentionnée dans des actes du ^x^e siècle. La rue Saint-Michel, dans le quartier St Ambroise, en rappelle le souvenir.

Grande gelée. — Le premier, second, trois, quatre et cinquiesme jour de febvrier 1603, gela de telle sorte que toute la rivière fut prinse et glacée, tant au-dessus que au-dessous de la ville de Meleun, de sorte que on la traversoit facilement par-dessus, de bord à aultre, et dura de ceste sorte six ou sept jours.

Le mercreddy XXI^e avril 1604, l'esglise de l'abbaye Saint-Père a este renovée et reconciliée par Monseigneur Arnault de Beaulne, patriarche, archevesque de Sens et grand aulmosnier de France, à laquelle rénovation j'ay assisté.

L'abbaye de Saint-Père de Melun, dont l'origine remontait aux temps mérovingiens, était située au faubourg Saint-Barthélemy, sur la crête du coteau qui domine la Seine. La Préfecture occupe son emplacement. En septembre 1590, au moment où le duc de Parme s'avancait au secours des Parisiens et venait de prendre Corbeil, le gouverneur de Melun, craignant une diversion de l'ennemi et voulant lui ôter la ressource de s'établir dans les faubourgs pour attaquer la ville, les fit détruire de fond en comble avec les églises, abbayes ou couvents qui s'y trouvaient. L'abbaye du Mont-Saint-Père fut détruite dans cette circonstance, et il s'écoula une quinzaine d'années avant qu'on entreprit de la reconstruire. Dans l'intervalle, les offices et cérémonies de l'église Saint-Barthélemy étaient célébrés dans la chapelle de l'ancienne léproserie Saint-Lazare, sur la route de Paris, non loin du bois de Vert-Saint-Denis. Rendue au culte en 1604, l'église de Saint-Père, indépendante de celle de la paroisse, fut renovée par l'archevêque de Sens le 21 avril, comme nous l'apprend le Journal de Jehan Colleau.

Le vendredi XVII^e septembre 1604, mon fils Jehan Colleau a esté confirmé et a receu tonsure en l'église Saint-Michel de ceste

ville, par Monseigneur l'Evesque de Boulongne, dont y a eu huit de tonsurés.

En l'an mil VI^e et cinq, nostre Saint-Père Paul, cinquiesme, a envoyé pleinières indulgences, afin de prier Dieu pour la chres-tienté. Les dictes indulgences, pardon ou jubilez ont esté célébrez à Meleun la sepmaine de devant la Toussainct et celle d'après. Dieu veuille que ce ayt estez au salut de nous. *Amen.*

FAITS
relatés dans le Journal
de JEHAN COLLEAU.

- 15 janvier 1592. — Son mariage.
15 juillet 1593. — Naissance de Suzanne, son premier enfant.
15 avril 1595. — Neige et gelée.
27 décembre 1596. — Naissance de Jehan, son second enfant.
Mai 1597. — Mort de Suzanne.
23 décembre 1597. — Naissance de Guillaume, son troisième enfant.
12 mai 1598. — Pèlerinage à Pontigny, près Auxerre.
17 mai 1598. — Bénédiction du cimetière de la paroisse Saint-Aspais, près la porte Saint-Jehan.
19 mai 1599. — La foudre détruit le clocher de l'abbaye du Jard.
6 février 1600. — Jubilé et voyage à Orléans.
16 mars 1600. — L'évêque de Biert confirme à Melun.
1^{er} février 1603. — Grande gelée. La Seine est prise.
21 avril 1604. — Rénovation de l'église de l'abbaye de Saint-Père.
17 septembre 1604. — L'évêque de Boulongne confère les ordres à Melun.
Novembre 1605. — Jubilé célébré à Melun.
10 septembre 1615. — Mort de Catherine Lefebure, femme de Jehan Colleau.
1^{er} mai 1625. — Mort de Jehan Colleau.

FINIS MEMORIALIS.

LE BOIS DE LA GRANGE A REBAIS

Par A. BAZIN, archiviste-bibliothécaire de la Société.

La petite ville de Rebaïs, autrefois célèbre par son abbaye de Saint-Pierre et son École militaire, est située à peu près à égale distance des rivières du Grand et du Petit-Morin, à l'endroit le plus resserré du plateau qui sépare ces deux cours d'eau. Elle est environnée, au nord, par plusieurs groupes d'habitations : Boulivillers, les Jardins, la Boyère (la Bovière), la Trétoire (Trajectum) dont le nom rappelle la proximité d'une voie ancienne, les Fosses, le Vinot, Champ-la-Bride et Coupigny. L'existence de ces villages doit remonter à une haute antiquité, et, dans tous les cas, bien avant que la forêt du Mahant, qu'ils bordaient, fût défrichée de ce côté. (Voir la *Forêt du Mans*, par M. Réthoré, de Jouarre, dans les *Almanachs du diocèse de Meaux* des années 1890 et suivantes.) Ce qui confirme notre hypothèse, c'est la présence, aux abords de ces lieux, de silex taillés et polis, de tuiles à rebords, de débris de meules à moudre le grain de l'époque gallo-romaine, de puits à section carrée; enfin, d'une foule d'autres objets antiques qu'on y rencontre journellement. Malgré les défrichements successifs qu'eut à subir la vieille forêt gauloise, dans ces parages, il en restait encore, il y a environ cinquante ans, de ci, de là, quelques bouquets assez importants, disséminés dans la plaine, et appelés : le Bois de la Grange, des Hutereaux, des Cuiteux, de l'Aumônerie, des Verseaux, des Noues, etc.; mais, dans ces dernières années, presque tous ont disparu; seul le bois de la Grange s'est conservé jusqu'à nos jours, non à cause des profits qu'il peut donner, mais surtout en raison des particularités qu'il présente et que nous allons faire connaître en peu de mots.

Ce bois, qui appartient aujourd'hui à un assez grand nombre de propriétaires, est situé à une demi-lieue de Rebais, à droite du chemin conduisant de Rebais à Saint-Ouen (construit en 1770 par les moines de l'abbaye de Rebais et le seigneur de Saint-Ouen), et à 185 mètres au-dessus du niveau moyen des mers. Il domine toute la plaine environnante. La vue y est superbe et très étendue ; on découvre : Jouarre, le Limon de la Ferté (sur la rive droite de la Marne), Bussières, Bassevelle, Hondevilliers, et, quand le temps est clair, Montmirail, à 28 kil., Saint-Remy, Saint-Siméon, les hauteurs de la rive gauche du Grand-Morin, puis Boissy, Montebise et la butte de Doue.

Dans l'intérieur du bois, on rencontre un fossé de 6 mètres de largeur et 4 mètres de profondeur dont les terres sont relevées intérieurement en forme de cavalier. La surface limitée par ce fossé a la forme d'un carré d'environ 230 mètres de côté.

A son extrémité Est (côté de Rebais) existe une mare circulaire de 15 à 20 mètres de diamètre contenant toujours de l'eau. A proximité de cette mare, on a découvert les vestiges d'une chaussée qui mettait l'enceinte en communication avec le chemin de Rebais à Boulivillers, ou plutôt, avec la voie romaine, de Provins à Soissons, qui, venant de Rebais, longeait le bois de la Grange, passait derrière le hameau des Jardins, à Champlion (corruption peut-être de Campus legionis) où existaient encore, il y a quelques années, des vestiges d'enceinte fortifiée, puis au Moulin du Pont (commune d'Orly), à Bassevelle, etc. Nous avons constaté directement l'existence de cette voie sur un grand nombre de points.

D'un autre côté, la surface entourée par ce fossé a, comme nous l'avons dit plus haut, la forme d'un carré de 230 mètres de côté : c'est, à peu de chose près, la surface nécessaire pour contenir une cohorte romaine composée d'environ 420 à 450 hommes. (Voir *Histoire des Romains*, par Duruy, tome I, page 404.)

La position topographique de cet endroit est tellement pourvue d'avantages stratégiques que les Romains ont dû l'occuper dès leur arrivée dans la contrée, et y établir un poste d'observation pour surveiller le passage d'une vallée à l'autre.

Dix-huit siècles plus tard, un autre conquérant, non moins illustre que le célèbre proconsul romain, Napoléon, frappé de ces avantages, eut un moment la pensée d'y livrer bataille aux alliés : c'était au commencement de mars 1814, après les combats glorieux de Champaubert et de Montmirail ; il expliquait son plan à son

état-major réuni autour de lui à la ferme de Gibraltar située non loin de là. A cheval sur le plateau qui sépare les deux rivières, occupant la seule route carrossable qui les reliait : une plaine immense pour y développer ses escadrons, des bois pour masquer son infanterie et son artillerie, c'était plus qu'il ne lui en fallait pour vaincre. Mais, le duc de Raguse n'ayant pas strictement exécuté ses ordres, Napoléon dut renoncer à son projet.

Si l'on pénètre dans l'enceinte, on trouve, en assez grand nombre, des morceaux de meulière disséminés sans ordre. Nous avons cherché à nous rendre compte d'où provenaient ces pierres et à quoi elles avaient pu servir. Le sol étant argileux, elles ont dû y être apportées d'ailleurs, de La Trétoire ou de Launoy, par exemple ; mais nous devons déclarer que, malgré un examen attentif, nous n'avons pu découvrir une seule parcelle de mortier adhérent à l'une d'elles. On peut donc conjecturer que si ces pierres ont été employées dans une construction, la destruction de celle-ci remonterait à une époque fort éloignée, puisque la tradition ne nous a rien légué à ce sujet, et qu'il n'en est fait mention dans aucun titre. — Cependant sur le côté Est, mais extérieurement, et dans la partie basse, on a mis à jour, il y a quelques années, en creusant un fossé, un amas assez considérable de tuiles paraissant avoir subi l'action du feu. Ces tuiles semblent provenir d'une construction rurale, une grange, peut-être, établie au moyen âge et détruite au moment des guerres de religion, car leur forme, ainsi que leur fabrication, est d'origine relativement moderne.

On nous a rapporté cependant qu'on y a trouvé, au commencement de ce siècle, des chapiteaux et des fûts de colonnes en pierre, mais nous n'avons pu vérifier le fait.

Quoi qu'il en soit, et malgré ce qu'on a pu dire à l'égard de ce bois, nous ne pensons pas qu'il y ait existé une ville ou un château-fort quelconque, mais qu'on se trouve en présence, seulement, d'un camp romain à proximité duquel, et beaucoup plus tard, fut édifiée une construction rurale.

Depuis peu d'années, le fossé a été comblé sur le côté droit, les défrichements continuent et dans un temps peu éloigné, ce qui reste de la vieille forêt aura disparu sous la hache du bûcheron, la charrue fouillera la terre qu'auront foulée les soldats romains et il ne restera plus de son antique origine que les légendes mystérieuses au sujet d'une cave que la croyance populaire affirme devoir y exister. C'est ainsi, qu'à ce sujet, on nous racontait, il y

a bientôt 20 ans, que cette cave avait 365 marches (ni plus ni moins), qu'elle renfermait une suite de chambres contenant : les plus proches des monnaies de bronze, les autres d'argent et enfin les dernières d'or, mais qu'on ne pouvait se les procurer qu'à des conditions ridicules ou impossibles à remplir. La cave, nous disait-on, ne s'ouvre qu'une fois par an, le jour des Rameaux, et on ne peut y descendre qu'au moment où le prêtre lit le grand Évangile. Mais, une fois entré, il ne faut pas s'y attarder et malheur à celui que tente l'appât de l'or, car, s'il n'en sort pas avant la fin de la lecture, la porte se referme, et il devient la proie du diable qui garde la cave.

On trouve cette légende dans beaucoup d'endroits. Ainsi, d'après M. Carro (*topographie de la ville de Meaux*), le diable garderait dans le château de la Bauve, à Meaux, des trésors merveilleux que l'on ne pourrait se procurer qu'au prix de difficultés insurmontables.

Si l'on observe que le bois de la Grange est situé tout proche le hameau de la Boyère ou Bovière¹ dont la signification paraît être la même que celle de la Beauve, à Meaux, on ne sera pas surpris d'y retrouver la même légende, les localités de même nom devant avoir, selon nous, une semblable origine. Aujourd'hui, on n'y croit plus guère, et il faut espérer que ces naïves croyances disparaîtront prochainement.

Vers la fin du ^{xvii}^e siècle, ce bois appartenait à M. Naudran de la Grange, bourgeois de Paris, qui, par son testament, en date du 12 août 1690, le légua, avec d'autres biens, à l'Abbaye de Rebais, à charge par celle-ci de payer à chacune des trois paroisses de La Trétoire, Saint-Léger et Saint-Nicolas de Rebais une rente annuelle de 75 livres.

L'emploi de cette rente était réglé par une ordonnance de M^{sr} Jacques-Bénigne Bossuet, évêque de Meaux, dont la teneur suit :

« Nous, Jacques-Bénigne, Évêque de Meaux, Conseiller
» d'État et du Roi, en tous ses conseils, premier aumônier de
» Madame la Duchesse de Bourgogne; sur ce qui nous a été
» représenté par nos divers curez de Saint-Nicolas de Rebetz,
» Saint-Léger-les-Rebetz et Saint-Christophe de la Trétoire aussi

1. Bove, bova, cave, caverne (lieu souterrain en basse latinité).

» les Rebetz, par rapport à l'exécution de la fondation faite par le
» sieur Naudran de la Grange, bourgeois de Paris, de la somme
» de 75 livres de rente annuelle destinée à chacune des dites
» trois paroisses suivant son testament et contract de transport
» des dites rentes annuelles en date du 12 août 1690 qui nous a
» été mis en mains, que notre consentement était nécessaire pour
» régler l'emploi de la somme conformément aux nécessités des
» lieux susdits du diocèse, tant pour l'instruction des pauvres
» enfants des paroisses, que pour le soulagement des pauvres
» malades et honoraires des dits curés, après avoir pris lecture
» du dict testament et contract.

» Faisant droit sur la dite requête, nous avons ordonné par
» provision :

» 1^o Que les marguilliers, en charge, sur la somme de trente
» livres léguées pour chaque maistre d'Escolles des dites pa-
» roisses n'y donneront à chacun d'iceux que celle de 10 livres,
» attendu que les dits maistres d'Escolles ne pourront acquitter
» toutes les charges de la dite fondation, et ce, à la charge et
» conditions d'instruire gratuitement les pauvres enfants des dites
» paroisses qui pourront commodément venir à leurs Escolles,
» et, sur la somme de 20 livres restant du dit legs, les dits mar-
» guilliers fourniront aux enfants les livres, plumes, papier et
» encre nécessaires et payeront les mois des pauvres enfants des
» hameaux dont Monsieur le Curé donnera l'état qui, à cause des
» eaux et la distance des lieux et des mauvais chemins ne pour-
» ront se rendre chez les dits maistres d'Escolles, et sont obligés
» d'aller dans les paroisses les plus proches de leurs habitations
» et que s'il y a quelque revenant bon de la dite somme de
» 20 livres il sera appliqué aux besoins les plus pressants de la
» fabrique et les marguilliers en charge seront tenus de les
» mettre en recette dans leurs comptes. Enfin que la distribution
» de la somme de 30 livres destinée pour les pauvres malades de
» chacune des dites paroisses se fera de l'avis des marguilliers
» et quatre des plus anciens paroissiens conjointement avec les
» dits sieurs curés qui doivent connoître mieux que personne
» l'état et les besoins des pauvres de leurs paroisses, au surplus
» que la distribution desdits legs et aussi pour les malades s'exé-
» cutera de la manière qu'il est spécifié dans le susdit testament
» et contract.

» Et sur la somme de quinze livres restant de celle de soixante
» quinze livres léguée, il sera donné la moitié aux sieurs curés

» pour leurs honoraires en se chargeant de fournir la cire, le pain
» et le vin de l'offrande pour la messe haute que l'on doit célé-
» brer par chaque année, et la prière nominale au prosne, et
» l'autre moitié tournera au profit de la fabrique.

¹ » Fait à Meaux le 1^{er} septembre 1701 au synode général
de notre diocèse. »

† J. BÉNIGNE, Évêque de Meaux.

*De mandatæ
ad reverendissimum datum.*

ROYEZ.

Ces rentes furent régulièrement payées jusqu'à la Révolution par les abbés de Rebais, mais à cette époque, le bois de la Grange, comme tous les biens de l'Abbaye, fut confisqué et vendu au profit de l'État qui ne tint aucun compte des conditions de la donation consentie par le sieur Naudran.

1. Sur l'original, ces deux dernières lignes sont de la main de Bossuet.



A PROPOS DU COSTUME AU TEMPS PASSÉ

Par M. TH. LHUILLIER, vice-président de la section de Melun.

I

Le goût du luxe dans les vêtements remonte loin. Variant selon les époques, il se répandit d'autant mieux qu'on mettait des obstacles à son développement, et il apparaît plus vivace de siècle en siècle, gagnant les diverses classes sociales, pour ne faiblir qu'à la Révolution, c'est-à-dire le jour où on cessa de réglementer le prix des étoffes, la couleur et la richesse de l'habillement, en laissant à chacun la liberté de se vêtir à son gré.

Nous n'avons pas besoin de dire que la somptuosité ne s'étendait guère jusqu'au populaire, au manant du bon vieux temps ; — pendant une longue période celui-là ne songea pas à la coquetterie, bien qu'il finît par aspirer à un luxe relatif à partir du xvi^e siècle. Mais il s'agit surtout ici des seigneurs titrés, des possesseurs de fiefs nobles, sur lesquels les bourgeois et les marchands aisés cherchaient à se modeler.

Dès le temps de Charlemagne, il y avait des capitulaires proscrivant l'usage des manteaux courts et défendant de mettre plus de 20 sols à un sayon double et 10 sols s'il était simple, à peine de 40 sols d'amende. Philippe-Auguste, réputé pour son élégance, interdit aux chevaliers les fourrures et les étoffes écarlates ; plus tard, après avoir limité les dépenses de toilette, de mobilier et de table, Philippe le Bel défendit en 1294 à tout bourgeois de porter fourrures, or, perles et pierres précieuses. Les ducs, comtes, barons et leurs femmes, jouissant d'un revenu de 6,000 n, pouvaient seuls acheter quatre paires de robes par an ; les chevaliers ou bannerets n'avaient droit qu'à trois, les prélats à deux ; pour les garçons une seule suffisait. Encore le prix de l'étoffe était-il soigneusement fixé : 25 sols l'aune pour les barons et les prélats,

12 sols 6 deniers pour les bourgeois; les bourgeoises pouvaient dépenser jusqu'à 16 sols l'aune. Ce curieux monument de l'histoire somptuaire a été souvent cité.

On a longtemps attribué au luxe la ruine des États; est-ce à tort, est-ce à raison? Les philosophes et les économistes ne sont pas d'accord à cet égard; d'après les premiers, le luxe est un signe de décadence morale, les seconds y trouvent le témoignage évident de la richesse publique. Chacun peut soutenir son opinion, en se plaçant à un point de vue différent : nous n'aurons garde de trancher la question.

Les économistes n'existaient pas au temps du roi Charles VII, qui, tout en aimant le faste, édicta à son tour des prohibitions pour les objets de luxe. Louis XI, au contraire, dédaignait le coûteux apparat, « ne tenant compte, selon Comines, de soi vestir ne parer richement, et se mettoit si mal que pis ne pouvoit. » Les chroniqueurs le représentent dans des circonstances solennelles, avec une camisole étroite retenue par des aiguillettes, un pourpoint de futaine, un haut-de-chausses étriqué et le même bonnet gras porté depuis plusieurs années. Sous son règne, pourtant, la bourgeoisie qu'il protégeait contre la noblesse féodale, rivalisa de dépense avec celle-ci. Le monarque favorisa la fabrication des étoffes d'or et d'argent, fit venir d'Italie et d'Orient des ouvriers capables d'initier les nôtres aux procédés de leur métier; mais il était entendu que l'usage des produits de ce genre devait toujours être réservé aux dignitaires, dans les solennités.

A la suite des États de Tours, où l'on s'était élevé contre les progrès du luxe, les habits de drap noir, d'argent et de soie, furent encore interdits à tous autres qu'à la haute noblesse, et l'ordonnance datée de Melun le 17 décembre 1485, pendant la minorité de Charles VIII, contribua à la ruine de la plupart des fabricants que Louis XI avait encouragés.

Avec le xvi^e siècle, à la Renaissance, le goût de la parure prit une extension nouvelle; le pouvoir lança une série d'ordonnances à ce sujet, en y introduisant des sévérités particulières à l'égard des contrévenants. S'inspirant d'un édit de mars 1514, François I^{er} prohiba encore en 1542 les habits d'or et d'argent, les broderies, le velours, même pour les gentilshommes et les princes, sauf pour le dauphin et le duc d'Orléans, ses fils; toutefois, ceux qui possédaient des vêtements de cette valeur étaient autorisés à les user.

Il est difficile d'admettre que c'était le cas des échevins de Meaux — quatorze ans plus tard, en 1557, à l'entrée solennelle de Henri II dans cette ville, — où on les vit paraître en robes de drap fin et de velours, dont les valets du roi voulurent s'emparer.

Charles IX se contenta de restreindre l'usage des objets de soie et d'or au profit de certaines classes sociales, en graduant cet usage selon la condition des personnes; en revanche, il supprima les vertugadins de plus d'une aune et demie et fit défense aux tailleurs, brodeurs et chaussetiers de façonner des vêtements s'écartant de l'ordonnance, à peine de 200 livres parisis d'amende. En cas de récidive l'amende était doublée et l'on encourait quelque peine corporelle.

Une déclaration du roi, datée de Poitiers le 7 septembre 1577, vint encore interdire à tous autres qu'aux nobles de race possédant 2,000 livres de revenu, de porter des vêtements de velours et de soie, des broderies d'or et d'argent, sous peine de 1,000 écus d'amende et de confiscation des habits. Malgré les défenses, dit le chroniqueur Claude Haton, les nouveaux gentilshommes du pays provinois, — enfants de tanneurs et de marchands des villes, « n'ont voulu rabaisser leur estat ni quitter leurs velours et habits nouveaux, et si n'ai poinct ony dire qu'ilz ayent payé les mille escuz d'amende, aucuns desquels n'avoient vaillant 2,000 solz tournois, leurs dettes payées. »

Qu'on ne croie pas que la monarchie, en combattant l'abus du luxe extérieur, était guidée uniquement par de sages principes d'économie et agissait dans l'intérêt des petits seigneurs prodigues; c'était surtout pour ménager la source des impôts royaux, pour maintenir la rigueur de l'étiquette, reconnaître la situation sociale des personnes et conserver cette démarcation des castes qui disparut seulement en 1789.

La noblesse s'était plaint, aux États de Blois de 1588, de voir les femmes d'avocats, de procureurs, de trésoriers, de bourgeois, porter chaperons de velours : on en fit l'objet de nouvelles prohibitions.

Mais comment obtenir d'une bourgeoise, jalouse de la femme de qualité,

Que d'une serge honnête elle ait son vêtement,
Et ne porte le noir qu'aux bons jours seulement?

C'était trop exiger. Aussi les ordonnances succédaient aux ordonnances sans qu'on s'inquiétât outre mesure des résultats; car, il faut le dire, tous les édits sur cette grave matière devenaient facilement lettres mortes. L'exemple contraire au précepte venait toujours d'en haut, les premiers délinquants appartenaient aux classes privilégiées, à la finance, à la riche bourgeoisie, qu'il fallait ménager.

Les courtisans estimaient que les lois somptuaires n'étaient pas faites pour eux; les petits gentilshommes imitaient la cour, comme la bourgeoisie imitait la noblesse. Les folies des grands n'ont-elles pas été de tout temps des folies contagieuses?

« Dire qu'il n'y aura que les princes qui mangent du turbot, qui puissent porter du velours et de la tresse d'or, et l'interdire au peuple, qu'est-ce autre chose que mettre en crédit ces choses-là et faire croître l'envie à chacun d'en user. »

Montaigne avait raison.

Les modes étaient tout aussi changeantes que de nos jours, non moins coûteuses, et le goût qu'elles inspiraient s'étendait sans cesse. « Notre changement est si subit et si prompt en cela, remarque encore Montaigne, que l'invention de tous les tailleurs du monde ne pourrait fournir assez de nouvelletéz. »

Quand Henri IV arriva au trône, on put croire que le faste des courtisans allait diminuer, en présence de la simplicité de vêtement dont le maître donnait l'exemple. Erreur! Ce roi, que Legrain nous montre « avec un pourpoint de toile blanche, toute sale de la cuirasse, déchiré par la manche, et les chausses fort usées », rappela bien aussi les anciennes lois somptuaires en 1594, 1600, 1601, 1604, 1606; il imagina même un moyen assez original de mettre un frein aux écarts de la coquetterie, en défendant à tous de porter or ou argent sur les habits, excepté aux filles galantes et aux filous. C'était en faire la livrée de l'infamie. Au premier moment le commerce s'en émut, mais les passementiers, brodeurs et lapidaires furent bien vite rassurés.

Le Béarnais, dès que ses finances embarrassées le lui permettaient, n'était-il pas le premier à offrir à Gabrielle d'Estrées des robes tellement surchargées de perles et de pierres que'elle avait peine à les porter, comme il arriva au baptême du fils de M^{me} de Sourdis?

Le 14 septembre 1606, au baptême des enfants du roi, à Fontainebleau, Bassompierre se montra en habit de toile d'or violet,

brodé et enrichi de cinquante livres de perles. Cet habit, avec l'épée, avait coûté 19,000 écus, payés, à ce que raconte Bassompierre lui-même dans ses mémoires, avec de l'argent gagné au jeu. Mais tous les courtisans n'avaient sans doute pas le même bonheur à la bassette, et pourtant Jean de Serres, à propos de cette cérémonie, rapporte qu'ils « concertoient à qui devanceroit l'un l'autre en dépense. » Le duc d'Épernon montrait fièrement la garde de son épée formée de 1,800 diamants revenant à 30,000 écus; quant à la robe de la reine, « 32,000 perles et 3,000 diamants la mettaient hors de pair et de prix. »

En 1609, parut encore un nouvel édit contre le luxe. Le mercredi 2 septembre, raconte le chroniqueur Lestoille, le roi rentrant de Montceaux à Paris, reçut aussitôt la visite de bon nombre de marchands de soie, qui venaient lui présenter leurs doléances. « Vous ressemblez tous aux anguilles de Melun, répondit simplement Henri IV, vous criez avant qu'on ne vous écorche. » L'édit subsista, sans plus gêner que les précédents.

L'amour de la toilette avait gagné du terrain et pénétré jusque dans les campagnes. Une trentaine d'années auparavant, les privilégiés se récréaient déjà contre les villageois qui portaient des draps de couleur et des habits somptueux, au lieu de « se gouverner selon leur état de laboureur et de vigneron¹. » Il paraît même qu'en l'an 1600 les servantes se mêlaient de coquetterie, puisqu'à cette date on leur avait défendu de porter « cottes empees et souliers légers, à peine de fouet². »

II

Le grand siècle vint ensuite. Louis XIV étala une « magnificence lourde et écrasante comme son despotisme. » On ne saurait dire combien de gentilshommes désertèrent leurs domaines pour venir parader à Versailles, en portant sur leur dos, selon la pittoresque expression de Henri IV, prés et moulins transformés en habits brodés.

Un inventaire dressé en 1671 chez une fermière de Beauval (au Plessis-Placy, dans le pays Meldois), énumère les vêtements des grands jours pour les femmes de laboureurs, comme on appelait

1. Archives municipales de Troyes, BB. 16.—Cahiers de ce bailliage, 1576.

2. M. BABEAU, *La ville sous l'ancien régime*, I, p. 335.

les plus riches fermiers d'alors : « Un corps de drap de Hollande garni de dentelles, un autre en satin à fleurs garni de passements d'argent, des tabliers garnis de bandes de velours, des cottes de serge violette et de camelot rouge ornées de passements, etc. »

En haut lieu, c'était bien autre chose. M^{me} de Sévigné annonce à sa fille, le 6 novembre 1676, que M. de Langlé a donné à M^{me} de Montespan « une robe d'or sur or, rebrodée d'or, et par dessus un or frisé, rebroché d'un or mêlé avec un certain or, — ce qui fait la plus divine étoffe qui ait jamais été imaginée. »

Le pouvoir prenait le parti de faire des concessions. Un édit de mars 1700 permit aux femmes de procureurs, notaires, greffiers et marchands, ainsi qu'à leurs filles, de porter des boucles et des ornements dont le prix n'excéderait pas 2,000 livres. On songea même aux artisans et manants, mais ce fut pour leur interdire les pourpoints de soie, les chausses brodées ou bouffées de soie, et leur défendre par surcroît d'user des parfums apportés de l'étranger !

C'est sous Louis XIV que la mode masculine produisit à la cour, et bientôt après à la ville, un habit de drap d'Elbeuf, étroit, serrant la taille et descendant presque au genou, avec des boutons jusqu'au bas de ses longs pans, des passements aux manches, des pattes sur le côté, des galons, des tresses d'or et de soie, et une bande à la Bourgogne. C'était le justaucorps. Tout le monde en eut; seulement le petit bourgeois s'en tenait au justaucorps noir, sans ornements tranchants, et M^{me} de Sévigné nous apprend qu'on en donna même aux laquais et aux cochers, mais en drap gris.

Malgré l'impuissance et l'inutilité de tant d'ordonnances successives, sur l'inobservation desquelles on fermait les yeux, il resta pourtant un point qui n'admettait pas la tolérance.

L'étiquette réservait exclusivement au roi et à quelques favoris de son choix particulier le justaucorps de couleur bleue; un brevet royal permettait seul d'endosser cet habit, — honneur très envié comme on pense.

C'est ce qu'on appelait l'habit à brevet.

Créé à partir du 1^{er} janvier 1662, il donnait droit aux entrées chez le monarque, aux voyages de la cour, aux chasses royales. Il y eut d'abord trente titulaires, puis quarante-quatre, tous étaient chevaliers des ordres, — sauf Turenne pourtant, à cause de la religion.

Olivier d'Ormesson lorsqu'il parle, dans son journal, de Louis XIV assistant au *Te Deum* chanté à Notre-Dame de Paris

le 13 mars 1668, pour la conquête de la Franche-Comté, a soin de noter que Sa Maj. portait le justaucorps bleu à broderies.

Deux pièces originales de ma collection briarde se rapportent à ce chapitre spécial de l'histoire du costume au xvii^e siècle. La première, signée par le roi et par Colbert en 1665, est le brevet sur parchemin accordé au marquis de Gesvres, — qui fut duc et pair, gouverneur du château de Montceaux, capitaine des chasses de la varenne de Meaux, — pour l'autoriser à porter le justaucorps bleu, garni de galons, passements et dentelles en broderie d'or et d'argent¹.

La seconde pièce montre le prix qu'on attachait à obtenir un tel privilège. Elle est signée (1686) par le duc de Mazarin, marquis de La Meilleraye, seigneur de Bois-le-Vicomte, qui résigne son droit à l'habit bleu en faveur de son fils, « sous le bon plaisir du roi », et aussi solennellement que s'il se fût agi de son titre de duc et pair.

III

Quelques dignitaires ecclésiastiques recherchèrent eux-mêmes, comme la noblesse, les étoffes précieuses et les couleurs éclatantes pour leurs vêtements. L'usage du violet a prévalu pour les évêques. Mais ce qu'on sait moins, c'est qu'à la Renaissance, dans bon nombre de chapitres, les doyens ont pris la soutane écarlate, — une couleur qui fut longtemps considérée comme un signe de souveraineté. Ainsi firent les doyens du chapitre cathédral de Meaux, Nicolas Braquet et Philippe du Valengelier.

Cette entreprise parut sans doute trop hardie à leurs successeurs, qui se contentèrent du violet, comme l'évêque.

Les chanoines à leur tour donnèrent lieu à critique en faisant usage d'habits courts et d'étoffes de soie. Sous Louis XIII, M. de Belleau dut les ramener à la régularité du costume, il les obligea à allonger leurs habits et à raccourcir leurs moustaches²; mais tenons-nous en à la couleur de la robe.

L'usage du violet pour le doyen durait encore du temps de Bossuet, qui d'abord n'y fit aucune opposition. Quand arriva à

1. Nous donnons plus loin le texte de ce brevet.

2. Déjà les chanoines eux-mêmes avaient enjoint, le 24 mars 1553, à leur confrère Louis de Fleury, archidiaque de Brie, de se faire raser suivant l'usage.

Meaux l'abbé Bossuet, son neveu, en qualité d'archidiacre du diocèse, des divisions surgirent parmi les chanoines à propos de cette robe violette. « Quoique ce ne fussent encore que de légers différends, dit le bénédictin Duplessis¹, on put craindre des suites fâcheuses. »

En 1694, un nouveau doyen, Charles-François Richer, docteur de la maison de Navarre, fut installé; à côté de lui siégeaient au chapitre, comme dignitaires, l'abbé Bossuet, archidiacre de Brie, Phéliepeaux, trésorier, qui était son ancien précepteur, le grand-chantre Pidoux et le chancelier Léger, lesquels — un beau jour de l'année 1695 — se présentèrent tous au chœur avec l'habit violet. Le doyen protesta, soutenant qu'il avait seul droit à une telle distinction, et fit si bien que l'illustre évêque, à l'instigation de son neveu, paraît-il, sollicita du roi une lettre de cachet lui permettant de supprimer — même pour le doyen — la fameuse soutane violette.

M^e Richer ne jugeant pas le prélat suffisamment désintéressé dans l'affaire, réclamait pour arbitre le premier président de Harlay; il mettait en œuvre huissier et procureur quand la lettre de cachet lui fut communiquée. A son avis, la religion du roi avait été surprise, sur « un exposé contraire à la vérité »; mais les lettres de cachet n'annonçaient jamais rien de bon, il fallait se soumettre.

Le doyen toutefois prit soin de faire dresser acte de ses dernières protestations, pardevant notaire², et en même temps de sa soumission aux ordres du roi, en attendant que S. M. ait pu être mieux informée.

La robe violette était définitivement condamnée. Ch. F. Richer, après avoir soutenu avec une puérile opiniâtreté le privilège qu'il croyait tenir de ses devanciers, prit la soutane noire comme les chanoines et la légua à ses successeurs qui, à part quelques timides tentatives, ne la quittèrent plus dans la suite.

En présence de cette contestation mesquine, aussi bien qu'au souvenir des réglementations d'antan — à propos du costume, on est naturellement porté à comparer le passé avec le présent, dont on médit souvent sans raison. Nos mœurs ont changé avec avantage, il faut le reconnaître : c'est l'œuvre incessante du progrès.

1. Histoire de l'église et du diocèse de Meaux.

2. Devant Berthault, notaire à Meaux, 31 novembre 1695. — Cet acte est reproduit ci-après, en appendice.

APPENDICE

Brevet royal pour le port du justaucorps bleu à broderies.

Aujourd'huy douziesme février mil six cens soixante-quatorze, le Roy estant à Versailles, ayant par son ordonnance du xvi^e janvier 1665 ordonné que personne ne pourroit faire appliquer sur les justaucorps des passemens, dentelles en broderie d'or et d'argent sans avoir la permission expresse de Sa majesté par un brevet particulier, et désirant gratifier le s^r marquis de Gesvres et lui donner des marques particulières de sa bienveillance qui le distinguent des autres auprès de sa personne, Sa Majesté lui a permis et permet de porter un justaucorps de couleur bleue, garny de galons, passements, dentelles en broderie d'or ou d'argent en la forme et manière qui luy sera prescrite par S. Ma^{tes}, sans que pour raison de ce il luy puisse être imputé d'avoir contrevenu à la sude ordonnance, de la rigueur de laquelle Elle l'a relevé et dispensé par le pñt brevet, lequel pour tesmoignage de sa volonté elle a voulu signer de sa main et estre consigné par moy, son conseiller secrétaire d'Estat et de ses commandemens et finances.

LOUIS.

COLBERT.

Acte de constat dressé à la requête du doyen du chapitre de la cathédrale de Meaux. (31 octobre 1695.)

Pardevant le notaire royal et apostolique en la ville et diocèse de Meaux, duement immatriculé ès-sièges royaux et officialité dudit lieu, demeurant aud. Meaux, soussigné, fut présent messire Charles-François Richer, prestre, docteur en théologie de la faculté de Paris, de la maison royale de Navarre, chanoine et doyen de l'esglise cathédrale St-Estienne de Meaux, y demeurant, lequel a déclaré que ses prédécesseurs doyens et luy en cette qualité ayant tousjours eu le droit et la possession incontestablement de porter les jours de festes solemnelles en lad. esglise, l'habit violet, seul et à l'exclusion des autres dignités inférieures, Messieurs l'abbé Bosuet, archidiacre de Brie, Pidoux, chantre, Phelipeaux, trésorier, et Léger, chancelier, auroient entrepris de porter le même habit violet et auroient continué à le porter esdits jours de grandes festes depuis le jour et feste de l'Ascension 12^e may dernier passé,

sans aucun droit ny possession de leur part, ny aucune permission et consentement du chapitre, mais contre sa volonté et bien que lui, doyen, fût en droit et bien fondé d'intenter action aussitôt contre lesd. s^{rs} susnommez, pour faire cesser une telle entreprise et le trouble à lui causé dans la jouissance des prérogatives et honneurs attribuez de tout temps à sa dignité de doyen, qui n'ont esté faites que par jalousie de sa dignité et pour tascher de la déprimer de leur part, et aussy sur un simple consentement verbal, à ce qu'ils ont dit, de Monsieur l'Evesque de Meaux, lequel n'a droit ny pouvoir d'accorder telle marque de dignité à qui que ce soit, surtout au préjudice de la première dignité de lad. esglise, qui a eu tousjours cette prérogative sur les autres. Cependant, luy doyen, se seroit contenté seulement de former son opposition et ses protestations pures et simples contre lesdites entreprises desd. sieurs susnommés, affin de ne pas laisser dépérir sa cause ny son droit, ny establir une possession au contraire, ce qu'il auroit fait signifier ausdits sieurs dénommés le 4^e jour d'aoust dernier passé, après avoir néanmoins employé auprès dud. seigneur évesque toutes les voies d'honnesteté, de douceur et de pacification, luy avoir esté, avec partie de sa famille et luy seul, représenter dans son pallais épiscopal à plusieurs fois son bon droit, le préjudice que luy et ses successeurs souffroient dans leur dignité par telles nouveautéz, que l'on vouloit déprimer, ce qu'il ne pouvoit souffrir en conscience ny en honneur, luy offrant même en considération de M^r son neveu d'entrer dans toutes les voies de tempérament et d'accommodement honneste que l'on pouvoit trouver pour luy proeurer et mesme aux autres des marques d'honneur, sans préjudicier à sa dignité de doyen et pourvu qu'on lui confirmât tousjours quelque marque d'honneur et de distinction, ainsy qu'il l'avoit toujours eue. Même depuis lad. protestation signifiée, luy Doyen, n'auroit encore cessé jusqu'au 20^e jour de septembre dernier, de continuer ses démarches, tant par sa famille à Paris qu'en cette ville de Meaux par luy-même, auprès dud. seigneur évesque et dud. s^r abbé Bossuet, auxquels il auroit offert, afin d'éviter toutes chicanes, procédures, altercations et frais que pouroit causer un procès, de se choisir de part et d'autre des personnes dans la robbe des plus notables pour en passer par leur advis, en qualité de juges de rigueur, mesme de s'en rapporter absolument au jugement de M. de Harlay, premier président, seul en qualité de juge de rigueur, s'il vouloit bien l'accepter, avec et en prenant toutes les assurances possibles et nécessaires pour acquiescer au jugement des uns et des autres, sans que led. seigneur évesque ny autre aient voulu y déférer; mesme led. seigneur évesque auroit menacé, luy doyen, d'employer toute son autorité contre luy s'il ne vouloit pas consentir que lesdites autres dignitéz portassent à l'advenir le même habit

violet que luy, et même auroit déclaré en présence de plusieurs chanoines de lad. esglise, lorsque luy doyen lui fit lesd. offres, qu'il ne vouloit pas mettre son droit en compromis : ce qui est une déclaration de sa part qu'il prétend qu'il n'y a que luy évesque qui ait droit de porter led. habit violet et. par conséquent, qu'il est la partie véritable de luy doyen, et qu'il a suscité les autres dignitez en cette entreprise. Cependant, luy doyen, s'étant rendu chez led. sgr Evesque le 20^e jour de septembre dernier, à la requisition dud. sgr Evesque, il fut surpris lorsqu'il fit lire en sa présence une lettre de cachet du Roy, datée du 14^e jour dud. mois de septembre, à Versailles ¹, par laquelle Sa Majesté, marquant luy avoir esté exposé par led. sgr Evesque, que luy doyen et les autres dignitez alloient entrer en grand procès qui troubleroit son esglise au sujet des robes violettes que le doyen et autres prétendoient porter, qui estoient des nouveautés; Sa Majesté, sur led. exposé, donne son pouvoir aud. sgr Evesque pour supprimer toutes lesd. nouveautés, ce que luy doyen entendit et reçut avec tout le respect et obéissance possible qu'il doit à Sa Majesté, en qualité de son sujet, avec déclaration de sa part de lui obéir en toute chose, comme il a commencé ce jourd'huy, veille de la feste de tous les saints, auquel il avoit accoutumé de porter led. habit violet, en cessant de le porter, et continuera de cesser à le porter tant que Sa Majesté n'en ordonnera rien au contraire. Mais, comme lad. lettre de cachet est une surprise faite à Sa Majesté, à laquelle on a exposé ce qui n'est point du tout (sauf correction) vray, sçavoir : que les doyens, ses prédécesseurs et luy, n'ont point esté en droit ny en possession de porter ledit habit violet comme dit est et que ce sont des nouveautés, — à la vérité de la part desdites dignitez, mais non pas de la part de luy et des doyens, ses prédécesseurs; qu'il est notoire en avoir tousjours joui et estre encore en possession; comme aussy que luy doyen et les dignitez alloient avoir un grand procès, — puisque luy doyen n'a voulu encore jusqu'à présent intenter aucune action pendant près de cinq mois qu'il a employé toutes les voies d'honnestetez, de douceurs et de pacification auprès dud. sgr Evesque et autres; mais que ce sont lesdites dignitez et ledit sgr Evesque qui en ont fourni la cause, par leur entreprise et l'autorisation qu'il y a donnée, sans vouloir donner aucun consentement à toutes les voies de pacification, d'accommodement et autres propositions faictes comme dit est cy-dessus. Luy doyen, m'a requis acte ce jourd'huy de l'obéissance qu'il a rendue et qu'il prétend rendre aveuglément aux ordres de Sa Majesté, protestant néanmoins que sad. obéissance ne pourra nuire ny préjudicier au fond à son droit ny celui de ses successeurs, jusqu'à ce que Sa Majesté

1. Elle était en réalité datée de Marly.

ayant esté instruite de la vérité et de la justice du fait et de sa cause, il luy plaise en ordonner ou faire ordonner autrement; et, comme lad. lettre de cachet n'a esté exécutée par led. sgr Évesque qui n'a rendu aucune ordonnance en conséquence, ne l'a fait signifier ny donner à luy doyen, ainsy qu'il se voit, et qu'elle peut estre changée, supprimée ou autrement, en sorte qu'on pouroit luy imputer de n'y avoir par déféré et obéi dans tout son entier et luy en faire un crime, proteste d'en tirer tel avantage qu'il conviendra en sa faveur et de faire signifier la présente protestation, si, quand, où et à qui il conviendra. Dont, et de quoi, mondit s^r doyen m'a requis acte pour luy servir et valloir en temps et lieu, ce que je luy ai octroyé par ces présentes, qui furent faites et passées en l'estude du notaire, en présence de M^e Toussaint Berthault, procureur ès-sièges royaux de Meaux, et Jehan Hébert, praticien, demeurant aud. Meaux, tesmoins à ce requis et appelés. L'an mil six cens quatre vingt quinze, le lundy trente un^e et dernier jour d'octobre, après midi, et est la minute signée de mondit s^r Richer, tesmoins et du notaire susdit et soussigné, contrôlée et registrée à Meaux suivant l'ord^e.

BERTHAULT.



OLYMPE DUNOYER

DAME HAUTE JUSTICIÈRE DE DAMPMART

Par M. LIUILLIER, vice-président de la section
de Melun.

(Communication faite en séance générale et publique de la Société, tenue à Meaux sous la présidence de M. Alfred MAURY, membre de l'Institut.)

Mesdames, Messieurs et chers Confrères,

Le titre de la Société d'archéologie, — on me l'a dit quelquefois, — effraie un peu et tient éloignées certaines personnes aimant l'étude, instruites et que nous serions heureux de compter parmi nous. Ceux-là s'abusent, qui supposent que nous nous renfermons dans un cercle étroit pour traiter exclusivement de sujets graves et arides, capables seulement de captiver l'attention des adeptes de l'antiquité ou des fanatiques de l'âge de pierre.

Vous avez pu juger d'ailleurs par les lectures que vous venez d'entendre, par le compte rendu qui vous a été présenté du résultat des fouilles de Saint-Faron, que les sujets sérieux ne sont pas forcément arides et que, en dehors même du sentiment de curiosité qu'excite toujours la recherche du passé lorsqu'il s'agit du sol que nous habitons, de tels sujets sont susceptibles d'une forme heureuse sous la main d'un archéologue expérimenté.

On n'a pas tous les jours la bonne fortune de découvrir une sépulture gauloise ou un amphithéâtre romain; en revanche, n'avons-nous pas dans les archives publiques une mine non moins précieuse à fouiller que le sol lui-même? Ouvertes à tous, elles réservent aussi aux chercheurs des découvertes — plus modestes sans doute que la restitution d'un monument antique, — mais qui ont bien aussi leur intérêt et leur utilité.

Il y a quelques années, dans cette même enceinte, notre érudit président nous montrait combien était étendu, varié, attrayant, le champ ouvert aux études dans une Société comme la nôtre, où

chacun peut trouver un sujet conforme à ses aptitudes et à ses goûts. C'est qu'en effet tout rentre dans le domaine de l'histoire. L'histoire revendique tout ce qui est advenu dans l'existence des peuples et des individus, tout ce qui peut servir à composer un tableau fidèle et animé du passé.

La recherche minutieuse des données ignorées est le lot des Sociétés de province, nous a dit M. Maury; ne dédaignons pas les petites remarques, les petits faits, les détails, — en apparence isolés et insignifiants, qui de prime abord semblent des minuties, des bagatelles historiques : c'est sur ces détails que s'appuient les généralisations, ce sont les fils de la trame sur laquelle travaille ensuite l'historien.

Permettez-moi donc de vous entretenir d'un de ces petits faits, qui se rattache à la fois au passé d'un village de la Brie et à la biographie de l'écrivain le plus célèbre du dernier siècle.

I

A la fin de l'année 1713, Voltaire, qui ne s'appelait encore que François Arouet, avait été envoyé à La Haye, auprès du marquis de Châteauneuf, ambassadeur de France et frère de l'abbé de Châteauneuf, son parrain. Le marquis en avait fait son page et son secrétaire intime, pour calmer la mauvaise humeur de Maître Arouet, le père, qui n'admettait pas qu'on préférât le commerce des muses au grimoire du procureur.

A La Haye, le poète de 19 ans fit la connaissance de M^{lle} Olympe Dunoyer, — ou plus familièrement Pimpette, — qui lui inspira une tendre passion.

Née à Nîmes le 2 mars 1692, elle avait 22 ans; c'était la fille cadette d'une dame Dunoyer, femme de lettres, séparée de son époux et réfugiée en Hollande, où elle vivait du produit de sa plume, après avoir passé tour à tour du calvinisme au catholicisme, pour redevenir ensuite protestante¹.

1. Le nom de M^{me} Dunoyer figure dans les Biographies générales.

Anne-Marguerite Petit, née à Nîmes en 1664 d'une famille protestante, honorable et fortunée, avait subi dans sa jeunesse quelque persécution pour cause de religion. Elle séjourna plusieurs années en Suisse, en Angleterre, en Hollande, puis rentra en France où, selon son propre récit, on l'obligea à se convertir. Enfermée dans des couvents, elle n'obtint la

La liaison du jeune page du marquis de Châteauneuf avait commencé par une correspondante galante, dont on trouve des fragments dans ses œuvres complètes; elle tourna bientôt au romanesque. Pour pénétrer plus facilement à l'hôtel de l'Ambassade, Olympe en était venue à prendre un costume masculin; c'est Voltaire qui nous l'apprend¹, et il parlait d'épouser M^{me} Dunoyer quand le marquis de Châteauneuf s'empressa de le renvoyer à son père.

En s'éloignant, le poète espérait qu'Olympe le suivrait de près. Il essaya même d'intéresser les jésuites, ses anciens maîtres, au sort de cette jeune fille, née catholique, qui subissait l'influence d'une mère intrigante, devenue ardente religionnaire. M. Dunoyer

liberté que grâce à son abjuration et pour contracter le mariage qui lui était en quelque sorte imposé.

Un certificat de Fléchier, évêque de Nîmes, du 11 mars 1689, constate que cette dame revenue de Hollande depuis sept mois environ, a fait abjuration de l'hérésie de Calvin, et que depuis sa conversion elle a toujours été assidue à la messe et aux offices de l'église. (*L'Amateur d'autographes*, 1866, p. 137).

Dans la suite, M^{me} Dunoyer abandonna le foyer conjugal, avec ses deux filles, et gagna pour la seconde fois les Pays-Bas, où une abjuration nouvelle la rendit au protestantisme. Tout en écrivant des historiettes, des poésies, des mémoires pour le compte des libraires, elle a dirigé à La Haye, de 1713 à 1720, *la Quintessence des nouvelles* paraissant tous les cinq jours (un feuillet petit in-8°). On connaît surtout ses *Lettres historiques et galantes* (Cologne, 4 vol. in-12), qui ont été réimprimées à Londres, avec des additions (1739, 6 vol. in-12) et ont eu encore d'autres éditions. On y a joint les *Mémoires* de l'auteur et de prétendus mémoires de M. Dunoyer, ainsi qu'une plate satire dramatique, jouée le 20 mars 1713, à Utrecht, sous ce titre : *Le mariage précipité*. M^{me} Dunoyer, Olympe et Jean Cavalier y sont mis en scène.

1. Je vous ai vu, belle que j'aime,
En cavalier déguisé dans ce jour,
J'ai cru voir Vénus elle-même
Sous la figure de l'Amour.
L'Amour et vous, vous êtes du même âge,
Et Vénus a moins de beauté;
Mais malgré ce double avantage
J'ai reconnu bientôt la vérité.
Pimpette, vous êtes trop sage
Pour être une divinité.

La correspondance de Voltaire débute, dans plusieurs éditions de ses œuvres, par 14 lettres adressées à Pimpette; c'est M^{me} Dunoyer qui, la première, avait pris soin de les publier dans ses *Lettres historiques*. Les réponses n'ont pas eu le même sort; cependant M. de Monmerqué en possédait une dans sa collection d'autographes, et elle a été reproduite par M^{me} de Saint-Surin dans la 2^e édition du *Miroir des salons* (Paris, Levasseur, 1834, in-8°). Cette lettre se retrouve, avec une note du bibliophile Jacob, dans *L'Amateur d'autographes*, n° du 1^{er} février 1867.

— son père — était bon catholique, il habitait Paris; pourquoi ne réclamerait-il pas sa fille?

Quelques lettres s'échangèrent encore, mais au bout de trois mois Olympe avait oublié Arouet!

Tous ces détails sont connus, grâce surtout à M^{me} Dunoyer qui n'a pas craint d'en faire confidence au public dans ses *Lettres historiques et galantes*. Elle nous montre sa fille aimable, jolie, spirituelle, distinguée, mais fluette et de santé délicate; on sait encore qu'Olympe épousa à 23 ou 24 ans, en Hollande, un noble étranger, M. de Winterfeld.

Ce qu'elle devint dans le suite, on s'en est peu inquiété, et il est juste d'ajouter que, sans son aventure avec Voltaire, personne à notre époque n'eût songé davantage à M^{lle} Dunoyer.

Quelques biographes, sachant qu'elle était délicate et malade, ont avancé un peu au hasard qu'elle était morte jeune; la conjecture n'a rien d'exact. Voltaire aussi naquit délicat, vécut malingre et il mourut plus qu'octogénaire.

M^{me} de Winterfeld a été qualifiée de comtesse; ce sont les mémoires de sa mère qui ont contribué à lui attribuer ce titre.

Le hasard m'a fourni quelques renseignements nouveaux, qui permettent d'affirmer, d'une part, que M^{lle} Dunoyer dépassa l'âge très respectable de 75 ans, — survivant pendant plus de 20 ans à son époux; d'autre part, qu'elle ne fut pas comtesse, mais seulement baronne par son mariage¹. Les mêmes documents m'ont appris, de plus, qu'elle a été, par droit de succession, dame haute-justicière de Dampmart, paroisse voisine de Lagny-sur-Marne.

II

Avant d'aller plus loin, notons tout de suite ce que nous savons de son père et de son mari.

M. Dunoyer, père, était Parisien et bien apparenté. Capitaine au régiment de Normandie, puis au régiment de Toulouse, il avait épousé à Paris, au mois de mai 1688, Anne-Marguerite Petit, orpheline séquestrée dans un couvent pour cause de religion et

1. C'est le titre que lui donne Condorcet, dans sa *Vie de Voltaire*.

privée de ses biens, — dont il obtint la restitution après son mariage, avec une pension du roi. Ces biens valaient 150,000 livres.

Les époux allèrent habiter Nîmes, où, dès 1692, le mari se faisait élire premier consul, puis il fut syndic du diocèse et député des États de Languedoc. Pourvu ensuite d'une charge modeste à Villeneuve-lès-Avignon, il visa plus haut et acheta l'office de grand-maître des eaux et forêts du Languedoc, avec résidence à Toulouse, fonction importante qu'il ne remplit que pendant quatre ans.

Le ménage était troublé par une mésintelligence, à laquelle la religion servait de prétexte, mais que la dissipation et des pertes d'argent accentuaient chaque jour. Les deux époux avaient quitté Toulouse pour habiter Paris, quand ils se séparèrent à la fin d'avril 1701.

M^{me} Dunoyer, avec ses deux filles¹, gagna la Hollande, où elle prouva par sa conduite, comme le remarque Condorcet², que ce n'était pas précisément la liberté de conscience qu'elle y était allée chercher. Le mari resta dans la capitale, auprès de son frère, secrétaire honoraire du roi, ancien maître des comptes et greffier en chef du parlement; c'est là qu'il est mort en 1715³. Sa veuve finit ses jours à l'étranger quatre ans plus tard⁴.

Quant à M. de Winterfeld, on en sait moins sur son compte; au milieu de ces personnages peu marquants, il reste dans l'ombre.

Quelque temps après l'aventure de Pimpette avec Voltaire, M^{me} Dunoyer avait marié sa fille aînée à un officier nommé Constantin, âgé d'une cinquantaine d'années, mais bien renté, dont le premier soin fut de rompre avec sa belle-mère, — en attendant qu'il abandonnât également son épouse.

1. Elle avait eu quatre enfants. Sa fille aînée, prénommée comme sa mère, Anne-Marguerite, née le 17 mars 1689, à Nîmes, épousa M. Constantin, officier de cavalerie, qui comptait plus du double de son âge, l'abandonna et mourut capitaine avant 1715. La seconde fille, Marie, née en 1691, est morte à deux ans; la troisième est Olympe; enfin, il y avait un fils, resté malade auprès de son père lors du départ de M^{me} Dunoyer, et qui succomba quelques années après.

2. *Vie de Voltaire*.

3. A l'occasion de la mort de M. Dunoyer, les *Lettres historiques et galantes* font son éloge. « Son plus grand plaisir était de faire le bien, et il préférerait au soin d'en amasser celui d'en procurer au prochain... Il est mort dans les plus beaux sentiments du monde et il n'y a personne qui n'en ait été édifié... »

4. Elle mourut en 1719, à Woorburg, près La Haye.

Les prétendus mémoires de M. Dunoyer, espèce de chronique scandaleuse qu'on a imprimée à la suite des œuvres de sa femme, ne méritent guère de confiance. Nous ne nous arrêterons pas sur les pages où s'étalent les intrigues dans lesquelles celle-ci aurait entraîné très rapidement sa seconde fille (Olympe), tantôt avec Jean Cavalier, chef des camisards, qu'elle comptait lui faire épouser, tantôt avec un comte de D... , avec le jeune Guyot de Merville et avec d'autres encore. On y trouve cependant des détails sur le mariage d'Olympe.

Cavalier avait pris femme en Irlande, malgré ses engagements envers M^{lle} Dunoyer et sa mère; à son retour à La Haye, il imagina, de concert avec quelques amis, de présenter à sa place chez ces dames le jeune Winterfeld, « proprement habillé et pourvu d'un gouverneur ». Le mariage fut bientôt conclu, M^{me} Dunoyer croyant avoir affaire à un fils de famille et « espérant passer ses jours dans l'aisance à quelque terre éloignée... »

Winterfeld, fils d'un officier du Brandebourg resté dans les Pays-Bas lors de la venue des troupes de la maison d'Autriche, était baron, mais il n'était pas riche, tant s'en faut.

L'union d'Olympe ne fut pas plus heureuse que celle des M^{me} Dunoyer, sa mère, et de M^{me} Constantin, sa sœur¹. Séparée de son mari dès 1716, la baronne resta veuve avant 1747, sans enfant². D'après Condorcet, Voltaire eut occasion de la revoir, dans des conditions tout autres qu'en 1713, et d'être utile à celle qu'il avait aimée.

Condorcet n'est pas mal informé. Voltaire, dès 1720, avait renoué connaissance à Paris avec cette Olympe qu'il avait connue légère et frivole. Voyant sa situation gênée, il avait essayé sans succès de lui venir en aide³; il dut se contenter de lui rendre quelques services, et leurs relations, pour être intermittentes, ne furent pas moins durables.

Au mois de juillet 1736, le poète écrit de Cirey à l'abbé Mousinot : « ... J'ajoute à cette prière, mon cher abbé, celle de me faire acheter une petite table à écran qui puisse servir d'écran et d'écritoire, et de la faire porter de ma part chez M^{me} de Win-

1. Voir *Lettres histor. et galantes*, éd. de 1739, Londres; t. IV, p. 401.

2. M. Gustave Desnoireterres (*La Jeunesse de Voltaire*) dit que Winterfeld fut tué en 1757 à la bataille de Kollin; mais nous voyons, par un acte de la prévôté de Dampmart, du 26 novembre 1747, qu'Olympe Dunoyer était déjà veuve à cette époque.

3. Œuvres compl., éd. Beuchot; t. LV, p. 578. Lettre à d'Argental.

terfelt, rue Plâtrière, près des filles de S^{te} Agnès¹. » Le 30 du même mois, il rappelle sa recommandation à l'abbé Moussinot : « ... La petite table avec écran que je vous ai supplié d'acheter pour M^{me} de Winterfelt, rue Plâtrière, près S^t Jacques, est une bagatelle. Il la faut très simple et à très bon marché. ...² »

Dans son supplément au *Siècle de Louis XIV*, l'auteur a pris la défense de M^{me} Dunoyer et surtout de ses filles contre les attaques de La Baumelle. « L'aînée, dit-il, est morte à la communauté de S^{te} Agnès, honorée et chérie; l'autre est pensionnaire du roi et vit d'ordinaire dans une terre qui lui appartient et où elle nourrit les pauvres; elle s'est acquis, auprès de tous ceux qui la connaissent, la plus grande considération. Son âge, son mérite, sa vertu, la famille respectable et nombreuse à laquelle elle appartient, les personnes du plus haut rang dont elle est alliée, devaient la mettre à l'abri de l'insolente calomnie d'un scélérat absurde³. »

Enfin, dans une lettre de Voltaire à Thiriot (1745), qui a fait partie de la collection d'autographes de Villenave, on lit ce post-scriptum : « Assurez bien la baronne de la rue S^{te} Anne que ses procès sont en bonne voie et que son souvenir m'est toujours cher. »

Or, la baronne de Winterfeld habitait précisément la rue Sainte-Anne, sur la paroisse Saint-Roch, quand elle prit possession de la terre de Dampmart, en 1745, après le décès de sa tante qui en jouissait auparavant en qualité d'usufruitière.

III

Arrivons maintenant à nos documents originaux dans lesquels Olympe Dunoyer apparaît avec cette qualité de dame de Dampmart en Brie. Les renseignements puisés à cette source sont autrement sûrs que les mémoires de M^{me} Dunoyer ou ceux qui portent le nom de son époux.

Le petit dossier que j'ai eu entre les mains renferme la nomination

1. Lettres originales de Voltaire à Moussinot. — Bibl. nationale, ms. français, 15, 208.

2. Id. — Cette lettre a été publiée en 1875 par M. Courtat, avec un certain nombre d'autres (Paris, Lainé).

3. Éd. Beuchot, t. XX, p. 510.

par « dame Olympe-Catherine Dunoyer, veuve de M^{re} Charles, baron de Winterfeldt », de Louis-François Maubuisson, en qualité de garde-chasse en l'étendue de sa seigneurie et prévôté de Dampmart. Cette nomination, datée : « En notre château de Dampmart le 18 décembre 1759 », est signée tout au long : « Dunoyer-Dewinterfeldt, dame haute justicière de la terre et seigneurie de Dampmart ».

Dans d'autres pièces, dès 1746 notamment, son mari est nommé Jean-Charles-Joseph, baron de Winstrefeld¹.

Cette seigneurie de Dampmart comprenait seulement une partie du village s'étendant jusqu'au clocher; une ferme de 160 arpents en faisait partie, avec le château et la justice, autrefois engagés par le roi à la famille Potier de Gesvres. Une autre portion de seigneurie et les dîmes appartenaient aux chanoines de Notre-Damo de Paris, l'archevêque nommant à la cure; enfin, l'abbé, comte de Lagny, se qualifiait aussi seigneur de Dampmart en partie, à cause des terres, cens et redevances qu'il possédait dans la paroisse.

Le château était échu à la baronne de Winterfeld dans la succession de son oncle paternel, Nicolas Dunoyer, l'ancien greffier en chef du parlement, qui avait acquis cette terre d'un sieur Groillard, en 1710.

Nicolas Dunoyer, mort à Paris le 9 mars 1731 et inhumé à Saint-Nicolas-des-Champs, après avoir perdu ses enfants, laissa des biens assez considérables² à ses deux nièces, et particulièrement la seigneurie de Dampmart à Olympe, en réservant toutefois l'usufruit au profit de Claude Monache, sa veuve³. Il légua une petite rente à l'église de son village, malgré certains démêlés qu'il avait eus avec le curé.

Le *Répertoire de jurisprudence* de Guyot⁴ mentionne à la date de 1723 le procès soutenu par ce seigneur contre Nicolas-Pierre

1. Comme on le voit, ce nom est orthographié de diverses façons, mais dans le corps des actes il est toujours écrit : de Winterfeldt.

Nous avons deux signatures d'Olympe portant Dewinterfeldt; le fac-simile reproduit en 1867, dans l'*Amateur d'autographes*, prouve cependant qu'elle a signé quelquefois Winterfeldt, en supprimant le t final.

2. Il s'était fait construire au faubourg Saint-Antoine, par l'architecte Dulin, un élégant hôtel, qu'il prêta sous la régence du duc d'Orléans.

Les héritiers Dunoyer le vendirent au comte de Clermont.

3. Cousine maternelle de MM. Bernard, seigneur du Chemin et de la Fortelle, en Brie.

4. Tome XXIII.

Mouton, curé de Dampmart, qui refusait de rendre à sa femme et ses enfants les honneurs dus aux seigneurs-patrons. L'abbé Mouton ne voulait pas nommer M^{me} Dunoyer aux prières du prône, prétextant ignorance de son mariage; on fournit des justifications, il persista néanmoins. Des mémoires furent imprimés à ce propos, et le 14 mars 1724 une sentence des requêtes du palais donna gain de cause au seigneur; le curé interjeta appel, mais son appel fut mis à néant par arrêt du 21 juillet de la même année.

Claude Monache, veuve Dunoyer, apparaît encore dans plusieurs actes avec la qualité d'usufruitière en 1741 et 1742. C'est seulement trois ans plus tard, au décès de cette tante, qu'Olympe Dunoyer eut la pleine possession de sa seigneurie. Si elle conservait un logement à Paris, rue Sainte-Anne, elle résidait aussi volontiers à la campagne, où, d'après le témoignage de Voltaire, sa bienfaisance lui attirait respect et considération.

Au mois de mai 1746, elle date de Dampmart plusieurs documents relatifs à l'exercice de sa justice; c'était au moment où son ami, dont le nom retentissait partout, entra à l'Académie française. L'année suivante, en novembre 1747, la baronne de Winterfeld vend par adjudication 368 ormes à abattre dans une allée du château descendant vers la Marne; le 14 novembre 1759, étant à Dampmart, elle institue Joseph Sauvage, dit Comtois, garde de sa terre et prévôté.

Nous la voyons figurer dans diverses instances à côté de ses gens de justice : Mathieu Pielude, lieutenant et juge ordinaire; Nicolas Thiercelin, procureur fiscal; Jean-Charles Montauban, greffier. Le 8 août 1768, elle accorde encore à Folignié des provisions de voyer, que celui-ci fait enregistrer par le prévôt au mois de juin de l'année suivante.

Ce Folignié était alors le factotum de la baronne de Winterfeld à sa campagne; il lui rend compte par écrit de sa gestion et demande des instructions. Nous n'avons vu qu'un feuillet isolé des notes de Folignié, relatives à des débiteurs de redevances; les réponses sont en marge : — « Ne tourmentez pas ce pauvre homme, il a nombreuse famille. » Pour un autre : « Il faut l'occuper à la terrasse, il s'aquitera. » Ou bien encore : « Délivré luy quelque secours, la saison est mauvaise¹. »

Bientôt, la dame de Dampmart disparaît. En septembre 1770, c'est le marquis André-Victor de Bizemont, seigneur de Giron-

1. Collection de l'auteur.

ville-en-Gâtinais et Magnanville, baron des Grands et Petits-Carneaux, de Boisneville et Fontaine en partie, brigadier des armées du roi, colonel des grenadiers royaux du comté de Bourgogne, qui lui succède comme seigneur-châtelain de Dampmart.

Le 27 septembre, M. de Bizemont délivre à Nicolas Thiercelin, notaire royal à Lagny, des provisions de notaire-tabellion de sa prévôté et châellenie.

Olympe Dunoyer a donc dû mourir à la fin de 1769 ou au commencement de 1770, âgée de 77 ou 78 ans, et à Paris très probablement, car les registres paroissiaux de Dampmart ne nous apprennent rien à cet égard¹.

Il reste à faire connaître comment le marquis de Bizemont se trouvait à son tour seigneur de ce village briard. C'est qu'il était le neveu et l'héritier d'Olympe Dunoyer.

Tandis que celle-ci recueillait la terre de Dampmart en Brie, sa sœur aînée, veuve du capitaine Constantin, avant d'aller finir ses jours chez les religieuses de Sainte-Agnès, à Paris, avait convolé en secondes noces avec un autre officier, Nicolas de Bizemont, qui la laissa veuve de nouveau et en même temps propriétaire foncière dans le Gâtinais.

Le nom de Marguerite Dunoyer, veuve de Bizemont, figure parmi les débiteurs de redevances dans un censier de la terre de Nainville, dépendance féodale de Cély, près Melun². Son fils, André-Victor, — le colonel héritier de M^{me} de Winterfeld, — qui possédait en outre le château de Gironville en Gâtinais, concourut à ce titre en 1789, avec la noblesse du bailliage de Melun, à l'élection des députés aux États-Généraux.

Quant à la terre de Dampmart, il ne l'avait pas conservée; dès 1779 elle était cédée à François-Joachim Serge de Laugier de Beaurecueil, sieur de Roussat, ancien officier aux gardes françaises.

Ainsi, par une coïncidence assez curieuse, les deux filles de

1. On trouve seulement dans ces registres les mentions suivantes : — 4 juillet 1746, baptême d'un fils de Louis Desmarest, fermier de M^{lle} Dunoyer, dame de Damart. — 5 janvier 1763, baptême d'une fille de Jeanne Leclère, garde-chasse de M^{me} de Winterfeld. — 1764, Philippe Bailly, fermier de M^{me} de W. — 4 juin 1765, inhumation de la veuve de Pierre-Isaac Bizet, jardinier de M^{me} de W. — 7 octobre 1766, inhumation d'une fille de Denis Dubois, jardinier de M^{me} de W. — 10 février 1771, baptême d'un fils d'Antoine Gilbert, cocher du marquis de Bizemont.

2. Arch. de Seine-et-Marne; E. 452.

l'auteur des *Lettres historiques et galantes*, absolument étrangères à notre pays, nées à Nîmes, emmenées en Hollande par leur mère, sont devenues l'une et l'autre propriétaires dans la Brie et le Gâtinais.

En recherchant quelle était cette baronne de Winterfeld, dame de Dampmart au XVIII^e siècle, je n'abordais qu'un détail minuscule, qu'un de ces petits faits — que nos maîtres recommandent de ne pas dédaigner. Je crois avoir mis la main sur un détail inédit, — et en vous entretenant ici de l'Olympe Dunoyer de Voltaire, n'est-ce pas prouver que la Société d'archéologie ne limite pas étroitement son domaine aux débris des vieux temps et aux dissertations savantes ?

Vous le voyez, au contraire, chacun est à même de concourir à l'œuvre commune ; il suffit de fouiller les archives avec quelque persévérance. Si l'on n'y rencontre que rarement la trace de faits capables d'éclairer des points historiques importants, les renseignements nouveaux abondent et l'on peut toujours y trouver matière à des causeries sans prétention, qui satisfont notre ambition dès qu'elles ne sont pas sans profit pour l'histoire locale.



M. DROUYN DE LHUYS

NOTES BIOGRAPHIQUES

Par M. Charles RABOURDIN, membre titulaire.

M. Drouyn de Lhuys (Édouard), homme d'État, est né à Paris le 19 novembre 1805, mais Melun pourrait à plus d'un titre le revendiquer pour l'un de ses enfants.

Par ses qualités nombreuses, précoces, et par ses succès scolaires, il s'annonça de bonne heure comme devant être un jour, un homme supérieur, une intelligence d'élite.

Élève au lycée Louis-le-Grand, il remporta en 1823 le prix d'honneur de rhétorique au concours général; ses études de droit ne furent pas moins brillantes.

Sa vocation l'entraînant vers la diplomatie pour laquelle il avait des aptitudes remarquables, il fit ses débuts dans la carrière comme attaché à l'ambassade de Madrid, en 1830. On l'en rappela en 1837 pour l'envoyer comme chargé d'affaires à La Haye. Quelques années plus tard, il fut placé à la tête de la direction commerciale des affaires étrangères, dont il devait être un jour le ministre. En 1842, Melun le choisit pour député, l'opposant au candidat officiel. Élu à une majorité considérable, il siégea avec l'opposition et combattit le cabinet Guizot, ce qui lui attira les foudres du premier ministre, lequel le destitua.

Devenu plus indépendant par son retrait d'emploi, il donna alors un libre cours à ses idées d'opposition et devint l'un des adversaires les plus résolus du gouvernement.

Orateur habile, il combattit avec une grande force d'argumentation la majorité par des discours pleins de chaleur, de talent et d'à-propos, qu'il prononça à la Chambre et dans les banquets. Il fut l'un des promoteurs de la mise en accusation du ministère Guizot.

Le département de Seine-et-Marne nomma M. Drouyn de Lhuys représentant à l'Assemblée constituante et à la législative, le troisième sur neuf membres.

Il fit partie du comité des affaires étrangères qui le choisit bientôt pour son président; il prit place parmi les modérés.

Quand Louis Napoléon fut élu à la présidence, il fit appeler M. Drouyn de Lhuys qu'il avait distingué, et lui confia la direction des affaires étrangères. C'était alors un poste des plus difficiles à occuper, en raison de la nouvelle situation dans laquelle la France se trouvait placée et des complications multiples survenues dans la politique européenne. Il fallut au nouveau ministre beaucoup de sang froid et d'habileté pour réorganiser son département et pour le diriger dans un pareil moment. Il se tira de cette difficulté avec honneur. Le 2 juin 1849, il quitta le ministère, pour être envoyé comme ambassadeur à Londres, où il rassura le cabinet de Saint-James sur les craintes qu'avait fait naître de l'autre côté du détroit l'avènement du prince Président.

M. Drouyn de Lhuys fut rappelé au ministère des affaires étrangères le 28 juillet 1852, en remplacement de M. Turgot.

Le continent européen vivait encore dans l'appréhension de graves événements. De gros nuages obscurcissaient l'horizon. L'Autriche menaçait toujours le Piémont. La Russie menaçait Constantinople. La question grecque, celles des réfugiés français en Angleterre et en Belgique, pouvaient être d'un instant à l'autre le point de départ d'une conflagration. Il fallait donc au département des affaires étrangères un ministre aussi sage qu'habile, aussi prudent qu'expérimenté. M. Drouyn de Lhuys fut à la hauteur des circonstances.

Lorsque l'écrasement des Turcs à Sinople en 1854 rapprocha la France de l'Angleterre et poussa les deux nations à une action commune pour mettre un terme aux agissements de la Russie, M. Drouyn de Lhuys multiplia ses tentatives en faveur d'une solution pacifique. Il alla prendre part aux conférences qui eurent lieu à Vienne au commencement de l'année 1855; mais les décisions de ces conférences ayant été contraires à son attente, il quitta le ministère et rentra dans la vie privée.

On vit alors ce travailleur infatigable, ennemi de tout repos, délaisser momentanément la politique pour se livrer à des travaux d'un autre genre. Il étudia à fond les questions agricoles dans ce département de Seine-et-Marne, auquel il témoigna toujours une vive et constante sollicitude. Dans cette spécialité aussi, il devait arriver un jour à se conquérir une place au premier rang, par sa compétence, son activité et son esprit d'initiative.

Mais un diplomate de cette valeur ne pouvait rester longtemps

en dehors de la sphère politique; les événements se chargèrent de le rappeler à l'activité.

Il mit de nouveau son expérience au service du pays. C'était en 1862, quelques années seulement s'étaient écoulées depuis que nos armées triomphantes avaient fait en partie l'unité italienne, et déjà Napoléon III commençait à voir clairement les conséquences inattendues de notre intervention. Malgré sa réserve habituelle, il dissimulait mal son dépit et ses regrets; il crut devoir alors retirer le portefeuille des affaires étrangères à M. Thouvenel qui passait pour subir les influences du prince Napoléon et se montrait par trop favorable à la cause italienne; il le confia à M. Drouyn de Lhuys qui avait de tous temps envisagé la question italienne à un point de vue différent. En effet, l'habile diplomate n'avait jamais cessé de considérer comme un danger sérieux pour la France la création d'un royaume puissant sur sa frontière sud-est et en face de nos ports de la Méditerranée. Il s'était trouvé constamment en opposition d'idée sur ce point avec Napoléon III, lui répétant sans cesse, que le résultat de la campagne, même en cas de succès, serait de nous donner pour l'avenir, non pas un ami, mais un *ennemi* de plus. Des événements encore récents semblent, hélas! lui donner raison.

Dès sa rentrée au ministère, M. Drouyn de Lhuys, tout en assurant l'Italie des bonnes dispositions de notre gouvernement à son égard, aussi bien que de son désir de continuer l'œuvre de conciliation entre le pape et le roi, répondait par un refus formel à l'invitation qui lui était faite par le gouvernement de Victor-Emmanuel de rappeler de Rome notre corps d'occupation.

Dans la même année, il fit de concert avec l'Angleterre et l'Autriche des démarches officieuses auprès de l'Empereur de Russie en faveur de la Pologne.

Enfin, lors de la guerre entre les deux Amériques, c'est M. Drouyn de Lhuys qui fut chargé de proposer, par voie diplomatique, l'idée d'un congrès Européen, sur l'invitation de l'Empereur.

Les services rendus à son pays par l'illustre homme d'État pendant sa longue carrière sont considérables et lui ont conquis une juste célébrité. Napoléon III l'en récompensa en l'élevant à la dignité de grand'croix de la Légion d'honneur.

Plusieurs souverains étrangers lui ont donné également des témoignages de leur estime. En 1865, le roi de Prusse lui envoya

la décoration de l'Aigle noir et le roi Victor-Emmanuel le grand cordon de l'ordre de Saint-Maurice et Lazare.

Napoléon III consultait souvent l'éminent diplomate, même quand celui-ci n'était plus ministre; il regretta amèrement dans les dernières années de son règne de n'avoir pas suffisamment tenu compte de ses avertissements, qu'on pourrait qualifier de prophétiques.

M. Drouyn de Lhuys était doué d'un sens politique profond. Plusieurs de ses appréhensions patriotiques dont il fit part dans des circonstances difficiles, soit à l'Empereur, soit à ses ministres, sont devenues en effet de véritables prophéties.

Quelques anciens familiers de Napoléon III se rappellent encore les transes de M. Drouyn de Lhuys quand il eut connaissance de l'alliance secrète contractée entre la Prusse et l'Italie en 1866. Dès les premiers mouvements de l'armée prussienne, le clairvoyant ministre, qui en sonda tout de suite les conséquences, mit tout en œuvre pour obtenir de l'Empereur l'envoi immédiat d'une armée française sur le Rhin. Il espérait par cette démonstration éviter la guerre, ou tout au moins modifier sensiblement les conditions de la lutte, en obligeant les Prussiens à diviser leurs forces.

Il vint en toute hâte à Compiègne, où se trouvait Napoléon III, et lui démontra en termes éloquents l'urgence de cette mesure. Il réussit à convaincre le souverain, et déjà des ordres étaient donnés dans ce sens, le même jour, au ministre de la guerre, quand le prince Jérôme Napoléon, qui en eut connaissance, accourut à Compiègne à son tour pour combattre l'idée de M. Drouyn de Lhuys; et, après un tête-à-tête long et fort animé avec son cousin, le prince eut assez d'influence sur le monarque pour obtenir le retrait de l'ordre de mobilisation. On sait le reste. Quelles considérations le gendre de Victor-Emmanuel fit-il valoir? C'est son secret; mais, ce qui est certain, c'est que dans cette circonstance grave, le prince Napoléon a sacrifié les intérêts de la France à ceux de son beau-père. Quelques semaines plus tard l'Autriche était écrasée à Sadowa.

Le prince de Bismarck a dit depuis que si la France avait envoyé un corps d'armée sur le Rhin, comme l'avait demandé M. Drouyn de Lhuys, la Prusse inquiète et placée dès lors dans des conditions défavorables pour entreprendre la campagne, y eut certainement renoncé.

On peut donc conclure de cet aveu que si les conseils de

M. Drouyn de Lhuys eussent prévalu sur ceux du prince Jérôme, Sadowa, qui était la préface de Sedan, n'aurait pas eu lieu, et la France ne se fût pas lancée quelques années plus tard dans une guerre désastreuse.

M. Drouyn de Lhuys, qui avait donné sa démission de sénateur en 1856, quand Napoléon III adressa au Sénat un message qui empiétait sur les droits de cette assemblée, y fut rappelé par un décret daté de 1865.

Il quitta la vie politique vers 1870. Tous ceux qui l'ont connu au pouvoir ou qui ont vécu dans son intimité, s'accordent à dire que, s'il eût fait partie du gouvernement à cette époque néfaste, la guerre eût été sans nul doute évitée.

Rentré dans la vie privée, l'éminent homme d'État se livra avec ardeur à des travaux qui convenaient à sa haute intelligence. L'académie des sciences morales et politiques l'avait reçu à titre de membre libre. Il peut aussi être considéré comme l'un des hommes de son temps qui ont le plus contribué aux progrès de l'agriculture. Il ne cessa de prodiguer ses conseils et ses encouragements à la classe nombreuse et si intéressante des agriculteurs, notamment à ceux de la Brie, et à chercher avec eux le moyen d'atténuer le plus possible les conséquences résultant du manque de bras, depuis que la fâcheuse tendance des travailleurs des campagnes à quitter les champs pour la ville s'est accentuée. Il a fait les plus louables efforts dans ce but, et a eu la satisfaction d'avoir bientôt de nombreux imitateurs dans tous les départements agricoles.

Il fut nommé président de la société d'acclimatation et président du comice agricole de Melun et de l'ontainebleau. Nous ne devons pas oublier qu'il a fait partie de notre société d'archéologie de Seine-et-Marne dès sa fondation.

Enfin la société des agriculteurs de France le choisit aussi pour son président. On sait avec quelle compétence et quelle distinction il s'acquitta de cette importante fonction.

La mort de M. Drouyn de Lhuys, survenue le 1^{er} mars 1881, a causé un grand vide dans notre département de Seine-et-Marne, où il jouissait d'un prestige considérable appuyé sur l'estime et le respect de tous.

TABLE

	Pages.
LISTE DES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ et composition du bureau.	I
ALLOCUTION de M. G. Leroy, président, à la séance du 5 juillet 1891	V
AVIS PRÉLIMINAIRE.	1
SOMMAIRE DES PROCÈS-VERBAUX des séances (section de Melun), de décembre 1881 à décembre 1885	5
PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES tenues à Melun; année 1890. — Metiosedum-Melun, par M. Leroy. — Les tableaux et la bibliothèque de Louis Trabouillet, chanoine de Meaux, en 1720, par M. Lhuillier. — Projet de verrières pour l'église Saint-Aspais de Melun. — Un nom celtique dans la commune du Mée, par M. Leroy. — Le poète Guichard, par M. Rabourdin. — Monnaie gauloise trouvée à Moissy-Cramayel. — Fragments d'armes trouvés dans la Seine.	12
PROCÈS-VERBAUX; année 1891. — Journal d'un bourgeois de Melun au xvi ^e siècle, par M. Leroy. — Une page inédite du journal de l'abbé Ledieu, par M. Lhuillier. — L'ancien château des évêques de Meaux, à Germigny-l'Évêque, par le même. — Hommage par M. Leroy de notices imprimées dont il est l'auteur : Germe- noy, paroisse de Vaux-le-Pénil; les Gallo-Romains à Réau et à Limoges-Fourches. — Architecture de N.-D. de Melun, par M. Bé- rard. — Le général Breton, de Melun, tué à Malakoff, notes bio- graphiques, par M. Rabourdin. — Sur l'origine du mot <i>Pénil</i> , par M. Leroy. — Découverte de monnaies du xii ^e siècle, à Coutençon.	16
PROCÈS-VERBAUX; année 1892. — Hommage d'une étude de M. Toulouse sur la <i>Bataille navale de Morsang-Saintry</i> , et d'une notice de M. Leroy sur les <i>Capitaineries de la Brie et du Gâtinais avant 1789</i> . — Le traité de paix de La Tombe, près Montereau, en 1418, par M. Aubergé. — Un prétendu portrait de M ^{me} Fouquet, par M. Leroy. — M. Drouyn de Lhuys, par M. Rabourdin. — Communication relative au calligraphe Bernard, de Melun, par M. Lhuillier. — Hommage par M. Leroy de deux mémoires impré- més : L'obituaire de Saint-Jacques de Melun au xiii ^e siècle et Un prétendu portrait de M ^{me} Fouquet, dans l'église de Courtry. — Antoine de Bourbon, comte de Moret, par M. Lhuillier. — Com- munication de haches et outils de l'âge de pierre, par M. Bazin. — Sceaux du moyen-âge, par M. Leroy. — Hommage par M. Leroy de deux notices imprimées : L'hôtel des Guérin, à Melun; Variétés sigillographiques. — Les Cornu, seigneurs de Villeneuve-la- Cornue, La Chapelle-Rablais et Fontenailles, par M. Quesvers. —	

	Pages.
Poésies, par M. Besoul. — Le peintre-dessinateur Benoit Graincourt, par M. Lhuillier. — Communication relative à Jean Petite, de Melun, vicaire général de Bayeux au xvii ^e siècle, par M. Quesvers. — La milice bourgeoise de Moret, par M. Lioret. — La statue de Philippe de Castille, par M. Rabourdin. — Hommage par M. Antoine Héron de Villefosse de sa publication sur la statue de Dionysios, conservée au Louvre. — Anciens comptes de fabrique de Penchard, communiqués par M. Lhuillier	21
PROCÈS-VERBAUX; année 1893. — Notice sur la commune de Guérard, par M. Bazin. — Archéologie de l'église de Brie-Comte-Robert, par M. Lefèvre des Noëttes. — Le blason de Crécy-en-Brie, par M. Lhuillier. — Poésies, par M. Besoul. — Hommage par M. Lhuillier d'une notice imprimée sur le peintre Claude Lefebvre, de Fontainebleau. — Vie et correspondance de Samuël Bernard, comte de Coubert, banquier du Trésor, par M. V. de Swarte. — Notice sur la compagnie de l'Arquebuse de Guignes-Rabutin, par M. René Morel. — La Brie légendaire, par le même. — L'abbaye royale de Barbeau, par M. Rabourdin. — Poésies, par M. Morel. — Monnaies romaines en or, communiquées par M. Marc.	29

MÉMOIRES

NOTES SUR LES CORNU, seigneurs de Villeneuve-la-Cornue, La Chapelle-Rablais et Fontenailles-en-Brie, par M. Paul Quesvers, membre fondateur	37
LA QUESTION DE METIOSEDUM-MELUN, résolue par une inscription antique découverte dans cette ville, par M. G. Leroy, président	79
L'ANCIEN CHATEAU DES ÉVÊQUES DE MEAUX, à Germigny-l'Évêque, par M. Th. Lhuillier, vice-président.	95
ÉTUDE BIOGRAPHIQUE SUR L'ABBÉ PASQUES, par feu M. Auguste Lenoir, ancien secrétaire de la section de Provins	121
SUR L'ORIGINE DU MOT PÉNIL (Vaux-le-Pénil), par M. G. Leroy.	122
NOTE SUR UN NOM DE LIEU CELTIQUE dans le voisinage de Melun, par M. G. Leroy.	141
NOTICE HISTORIQUE SUR LA COMPAGNIE DE L'ARQUEBUSE DE GUIGNES, par M. René Morel, membre titulaire.	145

	Pages.
LE DROIT D'USAGE A BOISSISE-LA-BERTRAND, au xii ^e siècle, par M. G. Leroy	169
JOURNAL D'UN BOURGEOIS DE MELUN au xvi ^e siècle, par M. G. Leroy.	179
LE BOIS DE LA GRANGE, A REBAIS, par M. A. Bazin, archiviste- bibliothécaire de la Société.	187
A PROPOS DU COSTUME AU TEMPS PASSÉ, par M. Th. Lhuillier	193
OLYMPE DUNOYER, dame haute justicière de Dampmart, par M. Th. Lhuillier.	205
M. DROUYN DE LHUYS, notes biographiques, par M. Ch. Rabour- din, membre titulaire	216



FONTAINEBLEAU. — E. Bourges, imp. breveté.

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE

SCIENCES, LETTRES ET ARTS

DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

Fondée à MELUN, le 16 mai 1864

SUPPLÉMENT AU DIXIÈME VOLUME

(1906)



MELUN

V. H. MICHELIN, IMPRIMEUR BREVETÉ

13, rue de l'Hôtel-de-Ville

1906

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE
SCIENCES, LETTRES ET ARTS
DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

BULLETIN

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE

SCIENCES, LETTRES ET ARTS

DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

Fondée à MELUN, le 16 mai 1864

SUPPLÉMENT AU DIXIÈME VOLUME

(1906)



MELUN

V^e H. MICHELIN, IMPRIMEUR BREVETÉ

13, rue de l'Hôtel-de-Ville

1906

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE

SCIENCES, LETTRES ET ARTS

DU DÉPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

SÉANCE DU 29 OCTOBRE 1893

La Société d'archéologie s'est réunie en séance ordinaire, le dimanche 29 octobre, à l'hôtel de ville, sous la présidence de M. Gabriel Leroy, président.

Etaient également présents : MM. Bazin, Boué, Casron, Fischer, Houdart, Journeil, Lhuillier, Marc, Michelin, Rabourdin, Sabot.

Absents excusés : MM. Bourges, de Crèvecœur, Morel, Quesvers, de Swarte.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. Rabourdin continue la lecture de ses *Recherches sur l'abbaye de Barbeau*. — A l'époque des vendanges, le clos de Barbeau, où l'on récoltait un vin qui figura sur la table de quelques rois de la troisième race, était parfois le théâtre d'incidents dont la vieille gaité gauloise faisait les frais. La discipline monacale n'en souffrait pas, paraît-il, quoique la malignité publique s'efforçât d'en médire. Un moine, justement jaloux de sa réputation, contraignit ses détracteurs à lui accorder réparation par acte passé au tabellionage d'Héricy peu de temps avant la Révolution. Ces détails de la vie monastique à Barbeau, retracés par M. Rabourdin, sont intéressants.

L'église abbatiale renfermait de nombreuses sépultures, quelques-unes de membres de la famille royale, notamment celle de Louis VII, fondateur de Barbeau. Le roi était inhumé au chœur, sous un mausolée surmonté de sa statue en pierre,

le représentant couché avec la couronne sur la tête et un sceptre à la main. C'était une précieuse relique pour l'abbaye, les moines la conservaient pieusement ; des abbés se plurent à embellir le tombeau, notamment le cardinal de Furstenberg, abbé commandataire à la fin du ^{xvii}^e siècle.

Des princes, des princesses, des chevaliers contemporains des croisades, d'autres ayant vécu dans des temps plus récents, reposaient sous les voûtes de Barbeau.

Il y avait aussi des artistes qui avaient concouru à la décoration de Fontainebleau aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècles, entre autres Fréminet, Jean de Hoëy.

Mais la Révolution survint qui, en des jours d'égarement, malgré les décrets de la Convention pour la conservation des objets d'art et d'antiquités, spolia les tombeaux, brisa les marbres et les statues.

M. Rabourdin s'efforce de faire la lumière sur le sort de ces débris, dispersés au gré du hasard ou mieux encore de la cupidité, faisant argent de tout ce qui pouvait avoir quelque valeur. Le buste en bronze de Fréminet, longtemps exposé à la porte d'un chaudronnier de Melun, fut acquis par Alexandre Lenoir pour le Musée des Monuments français des Petits Augustins, d'où il a passé au Louvre qui le conserve dans la salle des œuvres de la Renaissance.

Cette intéressante notice sur Barbeau, sera continuée par son savant auteur.

Au nom de M. René Morel, de Guignes, qui n'a pu assister à la séance, lecture est donnée de l'ordonnance royale du roy Louis XIII, « faicte sur le faict du jeu de l'Arquebuse de Brie-Comte-Robert », reproduite d'après un *vidimus* d'un notaire de Yèbles en 1686, dont les minutes sont conservées à Guignes.

La réglementation des joutes des chevaliers de l'Arquebuse de Brie est curieuse ; c'était à peu près la même dans toutes les villes de la Brie, à Melun, à Meaux, à Provins et ailleurs.

En premier lieu, il fallait être bon catholique, posséder arquebuse et avoir moyen de l'entretenir, ne point jurer ni blasphémer, se bien conduire en toutes choses, sous peine d'amendes qui pleuvaient dru comme grêle ; les statuts étaient sévères pour maintenir entre les chevaliers une discipline modèle et de bons rapports avec les officiers de la compagnie, avec le roi, qui était le plus adroit tireur, abattant le marmot, *alias* la poupée ou l'oiseau.

Ce roi, dont le pouvoir était spécial, jouissait de quelques prérogatives, exerçait même juridiction sur les chevaliers pour répression de crimes et délits commis dans l'enceinte du jeu.

Certains jours, on banquetait, on fêtait la royauté de l'heureux tireur qui s'était le plus signalé, mais, comme tout honneur comporte des charges, il incombait au monarque d'offrir à déjeuner à ses sujets.

Le document retrouvé par M. Morel règlement tous ces détails, qui sont une page entrevue de la vie des populations briardes sous l'ancien régime.

Deux poésies du même auteur suivent cette lecture : — *La Fée*, une bonne fée qui se plaît à embellir l'existence des mortels, à combler leurs désirs et leurs souhaits. — *L'Hiver*, le triste hiver qui arrive à grands pas, qui fait tomber les feuilles des bois, rend la nature morose, assombrit tout, et fait s'enfuir jusqu'au printemps prochain les plaisirs champêtres.

M. Lhuillier communique une déclaration à terrier du x^e siècle, concernant les seigneuries de Nantouillet et de Thieux-en-France; des autographes des poètes ouvriers Magn et Alexis Durand, vivant à Lizy-sur-Ourcq et à Fontainebleau, dans la première moitié du siècle actuel, et dont les œuvres imprimées sont recherchées par les amateurs.

M. Leroy soumet une série de vues de Melun à différentes époques, représentant la ville, dont l'aspect et la configuration ont subi de profondes modifications depuis une cinquantaine d'années.

L'admission de M. Boudier, pharmacien à Melun, présenté par MM. Marc et Lhuillier, termine la séance qui est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 10 DÉCEMBRE 1893

La Société d'archéologie s'est réunie en séance ordinaire le dimanche 10 décembre 1893, à deux heures de l'après-midi, sous la présidence de M. Gabriel Leroy, président.

Etaient également présents : MM. Boué, Bourges, Casron, Fischer, Houdard, Lhuillier, Michelin, Rabourdin, Sabot.

Absents excusés : MM. Aubergé, Bazin, Boudier, Drosne, Latour, Le Blondel, Lelièvre, Lioret, René Morel, de Swarte.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. Le Blondel fait hommage de l'*Almanach historique de Seine-et-Marne et du diocèse de Meaux*, dont il est l'éditeur et qui est arrivé à sa 34^e année de publication. Spécialement consacré au département, il contient des notices sur les communes, des faits et récits d'histoire locale, des légendes de la Brie, des renseignements statistiques, administratifs et autres qui en font un livre d'un intérêt tout spécial pour les habitants de Seine-et-Marne. — Remerciements et dépôt aux archives.

Au nom de M. Morel, lecture est donnée d'une *Notice sur les seigneurs et la seigneurie de Vernouillet*, commune de Verneuil, canton de Mormant. — Cette seigneurie, peu importante à son origine, appartenait à l'abbaye de Saint-Denis, qui la tenait sans doute de la libéralité d'un roi de France ou de quelque chevalier désireux d'assurer le repos de son âme en se recommandant aux prières des religieux.

Aliénée en faveur de la famille de Rochefort, elle passe ensuite aux mains des Chanteprime, des Lhopital, de la Maison de Sorbonne, qui en fit une retraite pour ses membres malades ou convalescents, des Brouilly, ensuite de la famille Longuet. — Le manoir des temps féodaux disparut au cours de ces transmissions de propriété et fut remplacé en des temps plus modernes par un élégant château, au milieu de jardins et d'un parc agréablement dessinés. Le domaine s'agrandit par l'adjonction de fiefs et seigneuries du voisinage entre autres de celle de l'Etang, où Louis Longuet, grand audiencier de France, fit construire une chapelle dans laquelle il fut inhumé avec plusieurs membres de sa famille.

Au temps de la possession des Longuet, Vernouillet prit une vie nouvelle. Distingués par leur savoir, amis des arts, ils se plurent à recevoir, outre des magistrats et des hommes politiques, des littérateurs et des artistes dans leur demeure champêtre, transformée, embellie, ornée de tableaux, de statues, de curiosités de la Chine et du Japon. Mentionnée dans la description de la Généralité de Paris, éditée au xvii^e siècle, la seigneurie de Vernouillet était une des plus considérables de la partie de la Brie où elle était située.

La notice de M. Morel sera continuée dans une prochaine séance.

M. Lhuillier rappelle que l'église de l'Étang, où les Longuet furent inhumés, a été démolie il y a une quarantaine d'années. Les dalles funéraires de ces personnages, qui occupèrent des positions dans la magistrature, l'Armée et l'Eglise, furent dispersées et employées à des usages profanes. L'épithaphe de l'un d'eux, retrouvée dans le moulin de Vernouillet, a été reproduite dans le *Recueil des épitaphes de l'ancien Diocèse de Paris*, par M. de Guilhermy. Cette épave est peut-être la dernière trace du passage des Longuet à Vernouillet et à l'Étang.

M. Rabourdin continue la lecture de ses *Recherches sur l'abbaye de Barbeau*. Il parle des occupations des moines, plus adonnés aux travaux de l'agriculture qu'aux études littéraires. Ce n'étaient point des oisifs, comme on le dit de nos jours. Aux premiers siècles de leur création, ils défrichèrent des terrains sans valeur, les mirent en culture, et poursuivirent, à travers les âges, un labeur pénible qui était tout à la fois un exemple pour les populations du voisinage, et un élément de prospérité pour le pays. M. Rabourdin donne la nomenclature des abbés, du personnel en 1790, et expose le sort de l'abbaye à cette époque avec les dévastations dont elle fut le théâtre aux plus mauvais jours de la Révolution. Le tombeau de Louis VII fut brisé, mais déjà, ses restes avaient été enlevés par l'abbé Lejeune, curé de Chartrettes, pour les soustraire à une odieuse profanation.

Sous l'empire, Barbeau devint une succursale de la Maison des Orphelines de la Légion d'honneur. La chapelle servit d'asile aux cendres de Louis VII, réintégrées par l'abbé Lejeune. En 1817, après la suppression de la succursale de Barbeau, les tombeaux royaux de Saint-Denis recurent les quelques ossements qui subsistaient de la dépouille mortelle du fondateur de l'antique abbaye. Leur translation faite avec une pompe royale fut précédée d'un service funèbre dans l'église de Fontaine-le-Port, le 30 juin 1817. M. Rabourdin, aïeul de l'auteur, étant alors maire de cette commune.

Barbeau ne tarda pas à être démoli. La propriété fut vendue, elle eut de nombreux possesseurs jusqu'à notre époque. Aujourd'hui on y voit un joli château qui appartient au directeur d'un théâtre de Paris. Ses hôtes ou visiteurs n'engendrent pas la mélancolie ; naturellement, ils aiment à dire les œuvres musicales en vogue, rien d'étonnant alors qu'aux lieux mêmes où les moines psalmodaient leurs prières, on entende maintenant

les airs d'opéras ou des vaudevilles qui font courir tout Paris. Etrange destinée des choses de ce monde !

M. Leroy lit une notice intitulée : *Le Gentilhomme briard au XVI^e siècle*. C'est une étude des mœurs du petit noble qui vivait dans ses terres à l'époque de la guerre de Cent-Ans.

Le gentilhomme campagnard de l'ancien régime avait pour principale occupation le soin de son domaine et de ses terres. C'était un rustique par excellence, grand chasseur, ami des plaisirs de la table, peu lettré, professant des principes religieux où la superstition et les croyances naïves tenaient la plus grande place, mais pointilleux sur son honneur et celui de sa maison, prompt à entrer en guerre à l'appel de son roi, brave jusqu'à la témérité, frappant d'estoc et de taille, revenant de la guerre couvert de blessures, quand il n'y trouvait pas une mort glorieuse.

Sous le titre : *Le Pavillon de la Madeleine à Samois*, M. Lhuillier lit une intéressante notice sur cet élégant château, bâti en un coin de la forêt de Fontainebleau, dans une position charmante, avec une vue délicieuse sur la Seine et les alentours. Cette propriété, relativement moderne a son histoire : — Sous Louis XIII, un gentilhomme, quelque peu aventurier, Jacques Goudmel, s'y fit ermite, vivant avec une grande austérité, essayant, mais en vain, de fonder un ordre religieux, et finissant par se rattacher à l'ordre de Saint-Augustin. Un instant, les Bonshommes ou Minimes de Passy possédèrent la Madeleine, mais l'ermitage fut bientôt abandonné.

La propriété retourna au roi Louis XIV, qui projeta d'en faire un rendez-vous de chasse, un lieu de repos et de plaisirs. Des plans furent dressés par un architecte habile, mais ne furent point exécutés.

Les Carmes des Basses-Loges substitués aux Bonshommes de Passy, dans la partie de l'ermitage qui n'avait pas fait retour au domaine royal, la donnèrent à bail à vie à Touron de Moranzel, architecte de réputation en son temps. L'habitation était en ruine, des vagabonds et des malfaiteurs y prenaient gîte, ce qui donna naissance à d'effrayantes légendes, à des histoires de brigands racontées dans les villages à plusieurs lieues à la ronde.

Touron de Moranzel substitua un élégant pavillon, construit sur ses dessins, aux bâtiments de l'ancien ermitage ; il l'entoura de jardins agréables, embellis par des eaux vives, et

créa une magnifique propriété qui n'a guère changé depuis. Mais, à la Révolution, le sol de l'ancien ermitage, qui appartenait aux Carmes des Basses-Loges, devint bien national et fut vendu au District de Melun en l'an V. Auboin, qui s'en rendit acquéreur, traita avec la veuve de Moranzel et devint seul possesseur du pavillon de la Madeleine.

M. Lhuillier rappelle les différents personnages qui se succédèrent après ce temps dans la charmante habitation. Entre autres, il y eût Madame Hamelin, une intime de Napoléon I^{er}, accréditée en haut lieu sous l'Empire ; Charles Tattet, qui personnifiait la société élégante et mondaine du temps de Louis-Philippe. Des artistes, des littérateurs étaient les hôtes assidus et bien venus de la Madeleine ; Alfred de Musset était pour ainsi dire de la maison ; il y composa quelques unes de ses meilleures pièces, et se réconfortait des tristesses de son âme dans l'amitié du maître de céans. Musset, accueilli à la Madeleine, se rappelait les vacances de son enfance, passées dans le voisinage, à Melun, chez sa tante, Madame Solente, rue de Bourgogne, 28.

Cette notice, nourrie de faits et de renseignements inédits, empreinte du plus vif intérêt, se retrouvera dans un des Bulletins de la Société.

M. Rabourdin communique une lettre que lui a adressée un colonel de l'armée russe, et dans laquelle celui-ci relate les sentiments de reconnaissance du peuple tout entier à l'occasion de la réception enthousiaste des marins russes en France au mois d'octobre dernier. Le magnifique cadeau de la ville de Lyon à l'Impératrice fait tourner la tête à toutes les dames de la haute société, qui commandent à l'envi de riches soieries aux fabricants lyonnais.

Jusqu'à présent, les corps de musiques de l'armée russe avaient emprunté leur répertoire aux Allemands. Désormais, ils le demanderont aux compositeurs français, se proposant de jouer la *Marseillaise* et autres marches triomphales en usage en France. — Ces détails, d'une actualité patriotique, intéressent vivement la réunion.

M. Reignier, de la section de Meaux, qui assiste à la séance, présente une collection d'armes et d'outils de l'âge de pierre, trouvés à Chelles, dans la carrière de ballast de la Compagnie de l'Est. Ce sont de beaux échantillons du type chelléen.

M. le Président annonce que le Bulletin de la Société est sous

presse. Il sera distribué aux sociétaires à la réunion d'avril.

M. le comte Georges de Montgermont, présenté par MM. Lhuillier et Leroy, est admis en qualité de membre titulaire.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures et demie.

SÉANCE DU 18 FÉVRIER 1894

La Société d'Archéologie s'est réunie le dimanche 18 février à l'hôtel de ville.

Etaient présents : MM. G. Leroy, président ; Th. Lhuillier, vice-président ; Henri Fischer, secrétaire ; Bazin, Boué, Lioret, Michelin, Morel, Sabot.

Absents excusés : MM. Bourges, Besoul, Hugues, Marc, de Swarte.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

M. le Président annonce que, depuis sa dernière réunion, la Société a perdu un de ses membres, M. Journeil, qui en faisait partie depuis les premières années de sa fondation. C'était un excellent collègue, assidu aux séances, auxquelles il prenait un intérêt particulier. On aimait à voir cet aimable vieillard, dont l'âge n'avait pas affaibli la force physique ; à l'entendre surtout, quand, engagé dans la discussion, il donnait ses conseils et fournissait l'autorité de son expérience pour mener à bien l'administration de la Société et lui rendre une vitalité qui avait paru s'affaiblir pendant quelque temps. M. le Président termine en exprimant les regrets causés par la mort de ce bon et excellent confrère.

M. Lioret commence la lecture d'une notice sur *Jacqueline de Bueil, comtesse de Moret*, connue par ses relations avec Henri IV. L'auteur trace d'abord, de main de maître, un portrait de ce monarque, vaillant guerrier, brave comme son épée, spirituel, un peu gascon, habile politique et diplomate, ne rêvant que la gloire de la France et le bonheur de son peuple, vert galant comme on sait, l'homme aux cinquante-six maîtresses, a-t-on dit, mais ne leur sacrifiant jamais l'honneur et la fortune de son royaume.

Au premier rang de ses amours, figurent Gabrielle d'Estrées et Henriette d'Entraques, que les poètes et les romanciers ont célébrées à l'envi. Jacqueline de Bueil occupe un rang secondaire. D'une vieille famille noble de Touraine, ses ancêtres, fidèles serviteurs de la cause royale, avaient versé leur sang dans les luttes héroïques contre les Anglais, et les autres ennemis de la France à Azincourt, Marignan, Pavie, Hesdin, dans les combats de la Ligue, ou aux côtés de Henri IV, luttant contre les Espagnols et les troupes de Mayenne. Pendant des siècles, les de Bueil soutinrent vaillamment l'honneur de leur maison.

Née en 1588, orpheline de bonne heure, Jacqueline fut confiée aux soins de sa parente, la princesse de Condé, une femme galante, intrigante, mêlée aux affaires politiques de son temps, prenant part volontiers aux complots qui ne tendaient rien moins qu'à bouleverser l'Etat ou à renverser l'autorité légitime du roi de France. Jacqueline fut élevée à bonne école.

Henri IV fréquentait assidument la princesse ; il eut occasion d'y voir sa future maîtresse, une charmante fillette de 16 ans, éveillée, spirituelle, qui ne manqua pas de faire impression sur le monarque déjà grisonnant, animé d'un goût particulier pour le fruit vert. Les attraites de Jacqueline n'agirent pas seuls sur le roi. Gabrielle d'Estrées, son ancienne et bien-aimée maîtresse, était morte ; Henriette d'Entraques, comtesse de Verneuil, s'était aliéné ses bonnes grâces, par ses caprices, ses exigences et ses intrigues. L'épouse légitime, Marie de Médicis, mariée depuis peu, n'avait pas su prendre assez d'empire sur son mari pour se l'attacher entièrement. Ce fut alors que Jacqueline fit la facile conquête du cœur du monarque amoureux, dans l'existence duquel elle tint une grande place.

M. Lioret continuera la lecture de son intéressant mémoire dans une prochaine séance.

Sous le titre de : *Le Bois de la Grange à Rebais*, M. Bazin, après avoir donné une description topographique de la région, fournit des détails sur l'ancienne forêt du Mans, dont l'origine gauloise est attestée par la découverte d'antiquités importantes, d'un temps antérieur à la conquête de César. Des traces de séjour de populations moins anciennes y ont été également signalées. Défrichée en grande partie, la forêt du Mans, qui comprenait le territoire s'étendant de Rebais à La Ferté-sous-

Jouarre et à Meaux, a laissé des vestiges dans quelques bois épars disséminés çà et là, entre autres dans les bois de la Grange, avoisinant Rebais. Situé en amphithéâtre sur un coteau élevé, on y jouit d'une vue magnifique embrassant tous les environs, à plusieurs lieues à la ronde. Un instant, Napoléon I^{er} eut la pensée de s'y établir en 1814, pour livrer une bataille aux troupes alliées.

Cette même situation avait motivé, au temps de l'occupation gallo-romaine, l'établissement d'un camp retranché où séjournait une légion. M. Bazin a constaté des traces certaines, offrant tous les caractères de la castrametation des Romains. Les défrichements se continuent au bois de la Grange, et, dans un temps plus ou moins rapproché, il ne restera plus aucun vestige de ce dernier débris de l'ancienne forêt gauloise. Il en restera quelques légendes locales dans la mémoire des populations, qui se transmettent, avec plus ou moins de fidélité, les récits de leurs pères sur l'existence fabuleuse de trésors cachés dans de prétendus souterrains qui sillonnent la forêt. Semblables légendes existent dans tous les coins de notre Brie; on en ferait un gros livre, si — comme le proposait naguère notre honoré confrère, M. Morel — un chercheur doublé d'un érudit prenait soin de les recueillir.

Singulière coïncidence, c'est de la recherche d'un de ces fabuleux trésors dont M. Lhuillier entretient la Société dans sa notice intitulée : *La recherche du trésor, à Thomery*. — La croyance aux trésors dissimulés dans le sein de la terre n'est pas nouvelle, dit-il; elle fut en faveur au moyen âge, elle n'est pas éteinte de nos jours. De tout temps, des intriguants, voire même des escrocs et des filous, abusèrent de la crédulité des simples et des naïfs, piqués par la larentule de la richesse, pour les duper et leur extorquer des écus qui n'étaient point fabuleux. Les anciens sorciers de la Brie, de vieux bergers, qui avaient la réputation de devins, étaient passés maîtres dans cet art d'exploiter les naïfs. L'auteur cite les fouilles fameuses des Rochottes, de Montaiguillon, de Preuilly, de Lizines, faites en vue de découvrir des trésors et qui tournèrent à la confusion de leurs auteurs. Il rappelle les légendes ayant trait aux trésors cachés dans d'immenses souterrains, qui s'ouvrent seulement devant le chercheur pendant le temps de la lecture de l'évangile de la Passion le dimanche de Pâques Fleuries.

A Thomery, le 25 juin 1718, les parterres du château de la

Rivière étaient creusés, fouillés, bouleversés, pour trouver trois tonnes remplies d'argent monnayé, qu'un ancien propriétaire du lieu, Jean de Bérighen, y avait fait enfouir à l'époque de la révocation de l'édit de Nantes. La tradition en avait été rapportée par un vigneron de la maison, qui l'avait transmise à son fils *in articulo mortis*. Les héritiers de Jean de Bérighen se mirent en campagne ; le notaire du lieu fut mandé pour assister aux fouilles et en constater le résultat, afin de sauvegarder tous les droits ; on creusa à l'endroit indiqué, on y multiplia les tranchées dans tous les sens, etc... l'on ne trouva rien. Le souvenir de cette piquante aventure n'est pas éteint à Thomery, mais le temps en a altéré l'exactitude et l'on doit savoir gré à M. Lhuillier de son intéressante notice qui la remet au point.

Sous le titre : *Le droit d'usage à Boissise-la-Bertraud au XII^e siècle*, M. Leroy commente deux chartes du roi Louis VII relatives à la propriété des Uselles de cette commune, dépendant autrefois du bois de Beaulieu, donné par ce monarque aux religieux de Saint-Port, avant leur translation à Barbeau.

La charte de donation aux moines n'avait pas mentionné le droit d'usage qui appartenait aux hommes de Boissise, de Saint-Port, de Beaulieu et du Larré, et qu'ils revendiquèrent avec une ardeur qui peut étonner, en un temps où la royauté, l'Eglise et la noblesse étaient tout, et le Tiers-Etat rien. Les moines tentèrent de résister, la lutte devint plus vive, on en appela au roi, qui séjournait alors dans son château de Melun, et les habitants obtinrent gain de cause. Le monarque leur confirma le droit d'usage dans les bois de Beaulieu, dont ils jouissaient de toute antiquité. Cette charte constitue le titre de propriété des Uselles dont la commune de Boissise jouit encore.

La paix ne fut pas parfaite, paraît-il ; car, en 1179, on dut recourir, de nouveau, à l'autorité royale pour fixer les limites des usages respectifs des parties, parmi lesquelles figurent les Templiers, auxquels Louis VII, reconnaissant des services qu'ils lui avaient rendus en Terre-Sainte, venait de donner l'important domaine de Savigny, désormais appelé Savigny-le-Temple. Saint-Port, qui avait eu sa part des usages de Beaulieu, s'en est défait à beaux deniers comptants il y a peu d'années ; Boissise, animée d'un esprit plus conservateur, possède encore ses Uselles.

M. Lhuillier présente un projet de construction de maison

commune ou hôtel de ville à Melun, par l'architecte Normand, sous la première République. Normand fit aussi un projet de décoration pour la place Saint-Jean, au milieu de laquelle devait s'élever la Colonne départementale, dont la première pierre fut posée par Alexandre de La Rochefoucauld, premier préfet de Seine-et-Marne en l'an VIII, messidor.

Le même membre offre à tous ses collègues présents, qui acceptent avec reconnaissance, deux mémoires historiques qu'il vient de publier :

L'ancien château de Nangis et les restes de sa galerie de portraits.

Notes pour servir à la biographie des deux Cotellet, peintres du roy.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 15 AVRIL 1894

La Société d'archéologie s'est réunie le 15 avril dernier, à l'hôtel de ville.

Etaient présents : MM. G. Leroy, président, Th. Lhuillier, vice-président, Fischer, secrétaire, Houdart, trésorier, Bazin, archiviste, Aubergé, Bourges, Boué, Brandin, Casron, Hugues, Lioret, Marc, Michelin, Rabourdin, Sabot, Sénéchal.

Absents excusés : MM. Drosne, Lelièvre, Morel, Quesvers, de Swarte.

La lecture du procès-verbal de la précédente séance ne donne lieu à aucune observation.

A signaler dans la correspondance une lettre de M. le Secrétaire de la Société d'histoire et d'archéologie de Provins, annonçant une séance générale dans cette ville le lundi de la Pentecôte, et invitant la Société d'archéologie de Seine-et-Marne, dont le siège est à Melun, à s'y faire représenter. La Section prend acte de cette invitation, dont elle remercie ses confrères de Provins, et fera le nécessaire pour être représentée suivant le désir qu'ils en manifestent.

M. Rabourdin donne lecture d'un travail biographique intitulé : *Le comte Philippe de Ségur, ambassadeur de France à Saint-*

Pétersbourg sous Catherine II. D'une famille qui avait donné à la France des personnages illustres dans l'armée, dans la direction des affaires de l'Etat et la diplomatie, Philippe de Ségur, doué des qualités du cœur et de l'esprit, beau caractère, parfait gentilhomme, se joignit à Lafayette pour aller prêter le secours de son épée aux Etats-Unis, dans la guerre de l'indépendance contre l'Angleterre. Instruit, aimant l'histoire et les arts, il écrivit, dans l'intervalle des combats, quelques ouvrages qui furent appréciés.

De retour en France, M. de Vergennes, ministre de Louis XVI, qui avait remarqué en lui les qualités qui font le bon diplomate, l'envoya, quoique bien jeune encore, auprès de Catherine II, impératrice de Russie, comme ambassadeur de la cour de France. La mission était délicate, difficile à remplir.

Ambitieuse pour la grandeur de son pays, poursuivant les projets de Pierre-le-Grand, obligée de lutter contre une puissante aristocratie, à demi barbare et rebelle à toute idée de soumission, Catherine, fière et arrogante elle-même, despote, rude, malgré son désir de s'assimiler les délicatesses de Versailles qu'elle enviait pour sa cour, Catherine, bizarre et fantasque, était une souveraine difficile à satisfaire. D'une volonté de fer, il eût été dangereux de la blesser. Le jeune ambassadeur de France sut éviter tant d'écueils. Comme diplomate, il gagna l'estime de la toute-puissante impératrice. Spirituel et beau, il sut garder auprès de la femme, la réserve qui convenait à son rang et à ses fonctions, alors que d'autres, profitant de l'amour qu'ils lui avaient inspiré, se fussent laissés aller aux jouissances d'une facile conquête. Dans cette situation délicate, Philippe de Ségur, qui avait à lutter contre les désirs passionnés de Catherine II, n'oublia jamais le respect qu'il devait à son pays et à lui-même.

Revenu en France, il se tint éloigné des affaires pendant la période révolutionnaire, utilisa ses loisirs forcés à la culture des lettres. Il fit paraître plusieurs ouvrages qui furent remarqués.

Recherchant l'appui de l'ancienne noblesse, Napoléon, qui se connaissait en hommes, se l'attacha. La Restauration en fit un pair de France. Les affaires de son pays, la rédaction d'écrits relatifs à l'histoire de son temps, d'intéressants mémoires, remplirent alors l'existence de l'ancien diplomate, qui, devenu aveugle, trouva, dans l'affection d'une compagne incomparable, le bonheur des derniers instants de sa vie, comme il se plaît à

le proclamer dans la préface de ses Mémoires. Il mourut en 1830, laissant, à défaut d'autre richesse, un précieux héritage d'honneur et de vertu à son fils, le général Philippe de Ségur, l'auteur de la *Campagne de 1812*, membre de l'Académie française, dont la famille habite Seine-et-Marne.

M. Lioret, continue la lecture de sa notice sur *Jeanne de Bueil, comtesse de Moret*. La conquête de Jeanne fut facile, Henri IV n'eut qu'à manifester un désir pour être exaucé. La nouvelle favorite fut fêtée, chantée, jalousée aussi. Était-elle jolie ? Les avis sont partagés ; les hommes disaient oui ; les femmes, dont il faut réserver le jugement en pareil cas, disaient le contraire. C'était une belle blonde, fine, spirituelle, d'une conversation agréable. Ses jaloux l'appelaient « la Nymphe au petit museau ». On lui décocha des traits acérés, on se passa des pièces de vers qui emportaient le morceau ; l'inventaire de la Nymphe au petit museau est une des plus cruelles.

En 1604, Henri IV exigea qu'elle se mariât, on lui choisit un mari *in partibus*, le sieur Champvallon, qui s'attira le mépris général et le méritait bien.

Jacqueline, comblée de présents par son royal amant, devint comtesse de Moret, succédant à Sully, à Zamet, qui lui vendit le domaine au prix de 85,104 livres.

Moret la vit souvent dans son vieux château, surtout pendant les séjours du roi à Fontainebleau. Jacqueline était un accessoire obligé des déplacements du monarque. Elle s'occupait de la gestion de sa terre, passait des baux, vendait, achetait, payant avec les libéralités de son amant, trop libéral au gré de Sully, qui maugréait quand il lui fallait tirer de la cassette royale, pour cette cause, des sommes qui eussent été placées mieux autrement.

Mais Henri IV était volage ; suivant l'impulsion de son cœur, de ses caprices, il allait de la brune à la blonde. La brune, c'était la marquise de Verneuil, une femme habile, celle-là, rouée, passionnée, qui avait pris un tel ascendant sur Henri qu'il ne put jamais l'éloigner de son cœur. C'était une rivale redoutable pour Jacqueline, qui n'y mettait pas tant de malice. L'heure des désenchantements vint pour la comtesse de Moret.

A partir de 1606, le roi lui fut moins fidèle. Le souvenir de la marquise de Verneuil hanta ses esprits ; il fit aussi la connaissance de M^{lle} Des Essarts dont la beauté l'avait frappé. Jacqueline allait connaître les peines de cœur.

M. Lioret continuera la lecture de son intéressante notice dans une séance ultérieure.

L'heure avancée ne permet pas d'entendre la suite du travail de M. Morel sur les *Seigneurs et la seigneurie de Vernouillet*.

M. Lhuillier communique une suite de dessins sur la ville et les antiquités de Provins, dessins qui sont d'autant plus intéressants que la plupart des monuments qu'ils représentent ont disparu.

Il présente aussi un silex taillé, remarquable par sa grande dimension; il est rare d'en trouver de ce volume.

M. Thoulouze, archéologue, demeurant à Saint-Mammès, présenté par MM. Marc et Lhuillier, est admis en qualité de membre titulaire.

Le Bulletin de la Société, tome 10^e, est distribué aux membres présents.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 17 JUIN 1894

La Société d'archéologie s'est réunie dimanche dernier, 17 juin.

Étaient présents : MM. G. Leroy, président, Th. Lhuillier, vice-président, Fischer, secrétaire, Bazin, archiviste, Boué, Bourges, Casron, Garnuchot, Lioret, Masbrenier, Michelin, Morel, Sabot, Sénéchal.

S'étaient fait excuser : MM. Bureau-Riofrey, Drosne, Houdart, Hugues, Quesvers, Rabourdin, de Swarte.

Le procès-verbal de la précédente séance est lu et adopté.

Dépouillement de la correspondance :

Demande d'adhésion à l'Alliance française, association nationale pour la propagation de la langue française dans les colonies et à l'étranger. En vue de témoigner sa sympathie pour cette œuvre utile, la Société décide de s'inscrire comme adhérente, pour une souscription annuelle de six francs ;

Circulaire de la Société archéologique de Sens au sujet des fêtes du cinquantenaire de sa fondation, qu'elle doit célébrer incessamment ;

Autre circulaire relative à la fondation d'un Comité du Répertoire des fouilles, découvertes et antiquités nationales, publiant le résultat des communications dans l'*Ami des Monuments et des Arts*;

Hommage par M. Ed. Piette, d'une notice intitulée *L'Epoque éburéenne et les races humaines de la période glyptique*. Remerciements et dépôt aux archives;

Hommage à la Société, par M. Charles Rabourdin, membre titulaire: *Le Journalisme contemporain devant l'Académie française*. — Brochure in-8° de 20 pages. Melun, imp. Drosne. — Remerciements et dépôt aux archives;

Hommages aux membres présents par M. G. Leroy, d'une notice intitulée: *Une Journée à Sens*. — In-12 de 27 pages. — Melun, imp. Drosne, 1894.

M. le Président prononce une allocution pour rappeler les travaux de la Société depuis la reprise de ses réunions régulières, il y a trois ans. Il espère que l'activité dont elle a fait preuve ne se ralentira pas et que le recrutement de ses membres assurera la continuation de l'œuvre. Il redit comment la Société fut fondée il y a trente ans, ses heureux débuts, le nombre important de ses membres, les vides que la mort y a causés. Il termine en disant qu'il y a lieu de procéder au renouvellement annuel du bureau, et décline, pour son compte personnel, l'honneur d'une réélection à la présidence. Il prie ses confrères d'appeler à cette fonction le vice-président actuel, M. Th. Lhuillier.

M. le Président annonce le décès récent de M. Adrien Delacourtie, membre titulaire, et rend en ces termes un juste hommage à sa mémoire:

« Nous avons appris tardivement le décès de M. Adrien Delacourtie, un de nos bons confrères qui nous appartenait depuis les premiers temps de l'existence de la Société. Il s'est éteint doucement, presque nonagénaire, dans son domaine de La Planche, commune de Perthes. Avant qu'une extrême vieillesse n'eût affaibli son activité, M. Delacourtie assistait fréquemment à nos réunions.

Ancien avoué à Paris, il était d'une vieille famille bourgeoise de Melun, y demeurant depuis plusieurs siècles, durant lesquels ses membres exercèrent avant 1789 les fonctions de procureur, de notaire, de certificateur aux criées des saisies du bailliage.

Le père de notre regretté confrère fut maire de Melun sous le gouvernement de Juillet. Son aïeul, qui s'honorait d'avoir été

l'un des otages de Louis XVI au 10 août 1792, prit l'initiative, après la fin de la persécution religieuse, de la célébration publique du culte catholique, en 1793, dans sa demeure de la rue de la Juiverie. La famille Delacourtie était le type de l'ancienne bourgeoisie de Melun, dont la race a disparu de nos murs depuis que les chemins de fer et l'attraction de Paris changent, déplacent et transforment la population locale, à l'instar d'une marée montante et descendante qui apporte et remporte les sables d'un rivage.

Vous vous joindrez à moi, Messieurs, dans l'expression des regrets excités par la mort de notre honoré confrère, M. Adrien Delacourtie. »

M. Lioret continue la lecture de sa notice intitulée *Jacqueline de Bucil, comtesse de Moret*. Cette partie de son travail mentionne les prodigalités de Henri IV en faveur de sa maîtresse; l'ingratitude de celle-ci, qui excita les soupçons et la jalousie du monarque par ses intrigues avec le prince de Joinville; la frivolité du roi, allant de la comtesse à la marquise de Verneuil et à Mademoiselle Des Essarts; la naissance de Antoine de Moret, comte de Bourbon, légitimé de France; la rupture du ridicule mariage de la comtesse avec Champvallon, mari pour rire, sans honneur et sans scrupules; les pamphlets sanglants dont la comtesse et son triste mari furent flagellés; l'exécution de Mademoiselle Des Essarts, c'est-à-dire son éloignement de la Cour, son confinement en religion, puis ses deux mariages; enfin d'autres détails des plus intéressants sur des mœurs qui n'étaient précisément pas des modèles de vertu.

M. René Morel lit la fin de sa monographie sur *les Seigneurs et la seigneurie de Vernouillet en Brie*. Il expose comment ce domaine, possédé jadis par de grandes familles de France, par les Lhospital entre autres, passa aux mains de familles bourgeoises moins connues; les transformations du château, la disparition des œuvres d'art et des constructions élégantes dont les Longuet s'étaient plu à l'embellir; l'état du domaine au temps de la Révolution, et ses phases jusqu'à nos jours.

M. Leroy présente deux vases funéraires en terre provenant de fouilles exécutées rue Malgouverne, en face sa demeure, près la rue Saint-Barthélemy. Il lit à ce sujet une note sur le cimetière de la paroisse Saint-Aspais, ouvert à cet endroit au x^ve siècle, abandonné 130 ans plus tard, à l'époque des troubles de

la Ligue. La défense de Melun nécessita d'y construire un bastion pour la protection de la porte de la Geôle ou de Paris, pendant le siège soutenu par Tristan de Rostaing contre les Ligueurs en mai 1588. Les vases en question accompagnaient des sépultures de cet ancien cimetière.

M. Lhuillier communique plusieurs chartes du xiii^e siècle concernant les seigneurs de Courceaux, paroisse de Montereau-sur-le-Jard, et lit une note ayant trait à des découvertes d'antiquités à Saint-Mammès, de monnaies du moyen âge à Echou-Boulains et autres localités.

La Section prononce, à l'unanimité, l'admission comme membres titulaires de :

M. Wever, professeur de rhétorique au collège de Melun. Présentateurs, MM. de Swarte et Leroy.

M. Vavasseur, professeur honoraire de l'Université. Présentateurs, MM. Drosne et Leroy.

M. Padrona, conducteur des ponts et chaussées. Présentateurs, MM. René Morel et Leroy.

M. Racinet, employé des archives de Seine-et-Marne. Présentateurs, MM. Hugues et Bazin.

Le scrutin ouvert pour le renouvellement annuel des membres du bureau maintient en fonctions les titulaires actuels : MM. Leroy, président ; Lhuillier, vice-président ; Fischer secrétaire ; Houdart, trésorier ; Bazin, archiviste.

M. Leroy, au nom du bureau, remercie les membres présents de l'honneur de cette réélection ; mais en ce qui le concerne, comme il l'a annoncé, il déclare décliner les fonctions de président qui viennent de lui être conférées. Il en a exposé les motifs dans son allocution à l'ouverture de la séance, et prie ses confrères, qu'il remercie cordialement, de substituer à sa place M. Lhuillier, que la majorité des suffrages comme vice-président désigne naturellement pour la présidence.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 14 OCTOBRE 1894

La Société d'archéologie de Seine-et-Marne s'est réunie dimanche dernier, 14 octobre, à l'hôtel de ville, sous la présidence de M. Th. Lhuillier.

Présents : MM. Bazin, Boué, Casron, Chantecler, Drosne, Fischer, Leroy, Marc, Michelin, Morel, Padrona, Rabourdin, Racinet, Sabot, Sénéchal et Vavas seur.

Excusés : MM. Houdart, Hugues, Lioret, de Swarte, Toulouze et Wever.

Dès l'ouverture de la séance, il a été procédé à la nomination du président, en remplacement de M. G. Leroy, non acceptant lors du dernier renouvellement du bureau. M. Lhuillier, vice-président, est élu à la présidence. Il remercie ces confrères de cette marque unanime de confiance, tout en regrettant la détermination prise par son érudit prédécesseur ; il se fait l'interprète de la Société en rendant hommage à la mémoire de deux de ses membres, récemment décédés et que chacun tenait en haute estime : M. Ernest Bourges et M. le docteur Tabouret, de Fontainebleau.

A cette occasion, M. Ch. Rabourdin exprime l'espoir que M. Maurice Bourges fils viendra occuper la place que tenait si dignement son regretté père dans les rangs d'une société qu'il aimait et à laquelle il appartenait depuis trente ans.

Sur l'avis des membres présents, le scrutin est immédiatement ouvert pour compléter le bureau, par la nomination du vice-président. M. Paul Quesvers est élu.

Plusieurs ouvrages provenant de Sociétés correspondantes sont déposés sur le bureau, ainsi que trois opuscules adressés, pour prendre place dans la bibliothèque de la Société d'archéologie, par MM. Quesvers, Besoul et Dufour (de Corbeil) ; — Gastins en Gatinais, Chants villageois, Bataille de Morsang-Saintry.

M. Rabourdin offre aux membres présents une brochure qu'il vient de publier sur le général Philippe de Ségur, aide de camp de Napoléon 1^{er}, qui fut membre de l'Académie française et a résidé au château de la Rivière, commune de Thomery.

M. G. Leroy donne ensuite lecture de la première partie d'une *Notice sur Vaur-le-Pénil*. Après avoir établi l'origine ancienne de ce village, au territoire duquel on a découvert, il y a une vingtaine d'années, une sépulture gauloise que l'auteur a décrite à cette époque, il indique les transformations successives du château, rappelle le souvenir des seigneurs autochtones, qui ont fourni un archevêque au diocèse de Sens, et plus tard firent place aux Rostaing, — parmi lesquels le vaillant Tristan de Rostaing, défenseur de Melun au temps de la Ligue. La lecture de cette intéressante étude sera continuée dans une autre séance.

M. Leroy fait passer sous les yeux des sociétaires, une série de dessins, gravures, portraits, ayant trait à l'histoire du village qu'il a étudié, ainsi qu'un sceau original du *xiv^e* siècle ayant appartenu à Guillaume de Pénil.

M. Lhuillier, dans une notice intitulée : *Un vidame de Trilbardou sous Louis XIII*, fait connaître ce qu'était cette vidamie, — titre féodal peu commun, puisqu'il n'en existait plus que cinq ou six en France à la chute de l'ancien régime. Quant au vidame dont il est ici question, c'est François d'Averton, comte de Belin, seigneur de Trilbardou, Charmentray et Bois-Garnier, baron de Milly en Gatinais et possesseur de tout le Belinois, dans le Maine. Le comte de Belin, gentilhomme fastueux, était une sorte de Mécène manceau, protégeant à Paris, Mondory et le théâtre du Marais, et entretenant chez lui des poètes, parmi lesquels Rotrou et Mairet, qui lui ont dédié plusieurs de leurs œuvres dramatiques. Ce vidame de Trilbardou, mort au Mans en 1637, a été inhumé dans l'église de Milly.

M. René Morel lit une piquante étude sur *La Noblesse et le Clergé pendant la Révolution dans un coin de la Brie*. Ce coin de la Brie, c'est surtout la région qui avoisine Mormant ; l'auteur fait ressortir comment bon nombre de seigneurs de villages et de prêtres adoptèrent ou firent mine d'adopter les idées nouvelles et purent de la sorte traverser sans encombre les temps troublés de la période révolutionnaire. Quelques-uns même ne furent pas les moins exaltés parmi ceux qui prirent part aux affaires publiques ; de même, quelques ci-devant seigneurs profitèrent des événements pour acquérir à bon compte des biens nationaux et accroître leur ancien domaine.

Un second mémoire de M. Morel est consacré à l'histoire du village de Verneuil ; l'auteur établit la succession des anciens

possesseurs de la seigneurie et du château, et il se propose de compléter ultérieurement son travail.

Il est ensuite donné lecture d'une étude d'onomastique sur Athis, hameau de Villiers-sur-Seine, canton de Bray, adressée par l'abbé M. A. Garnier, de Lusigny (Aube). C'est un travail documenté, qui a exigé de sérieuses recherches et malgré l'aridité du sujet, offre un réel intérêt : après avoir exposé et discuté successivement les variantes du nom d'Athis, ses formes anciennes, le nom gentilice du possesseur primitif, l'auteur arrive à cette conclusion qu'un gallo-romain appelé *Atteius* ou *Ateius* a possédé les cases ou maisons dites *Atteias* ou *Ateias* ; que le vocable de sa propriété nous est conservé par ce nom d'Athis ; enfin que ce petit domaine gallo-romain a dû être constitué vers la fin du III^e ou le commencement du IV^e siècle.

En raison de l'absence de MM. Lioret et Thoulouze, les mémoires dont l'un et l'autre devaient donner communication sont inscrits à l'ordre du jour de la prochaine séance.

M. Rabourdin annonce qu'il a recueilli des renseignements assez étendus et puisés à des sources sûres, au sujet du général baron Jacquinot, né à Melun, en 1772 ; il se propose de présenter aussi à la prochaine réunion une biographie de ce vaillant officier, dont les états de services sont des plus brillants.

M. Leroy fait remarquer que dans la plupart des villes on s'applique à fixer le souvenir des célébrités locales ; il regrette qu'à Melun rien ne rappelle le nom du général Jacquinot, non plus que du général Simon et de maints autres personnages d'origine melunaise qui se sont illustrés dans des carrières diverses.

M. Chantecler dépose sur le bureau deux silex taillés — une jolie pointe de lance et une pointe de flèche, recueillies par lui à fleur de terre dans la commune de Limoges-Fourches. Ces objets, qui ont pu être apportés là par des peuplades nomades, paraissent être d'une époque de transition entre la pierre taillée et la pierre polie. Plusieurs pièces de même nature, ainsi que des haches en bronze, ont été trouvées dans la même région ; elles feront l'objet d'une autre communication.

Il est procédé au vote sur l'admission de nouveaux sociétaires, dont les présentateurs sont MM. René Morel, Leroy, Weyer, Bazin, Marc et Thoulouze. Sont admis comme membres titulaires : MM. François, directeur de l'Ecole normale ; Lesobre, professeur au collège ; Colin, instituteur à Combs-la-Ville ; Flou,

conducteur des ponts et chaussées; Parvenchère, de Moret; Raoul Muzard, de Saint-Mammès.

Est nommé membre correspondant M. Charles Mague, architecte à Paris, présenté par MM. Marc et Thoulouze.

SÉANCE DU 9 DÉCEMBRE 1894

Dimanche dernier, la Société d'archéologie a tenu séance à l'hôtel de ville de Melun, sous la présidence de M. Th. Lhuillier.

Etaient présents : MM. Bazin, Boué, Collin, Fischer, François, Houdart, Hugues, Leroy, Lesobre, Marc, René Morel, Rabourdin, Racinet, Sabot, Vavasseur.

Absents excusés : MM. de Swarte, Lioret, Thoulouze, Lelièvre, et Drosne.

Après déponillement de la correspondance et dépôt des publications adressées par diverses sociétés, il est fait hommage par M. Le Blondel, de l'Almanach historique de Seine-et-Marne pour 1895, dont il est l'éditeur et qui en est à sa 35^e année d'existence.

Le président exprime les regrets de la Société à propos de la perte qu'elle a faite de M. Camille Bernardin, l'un des membres fondateurs. Puis la parole est donnée à M. G. Leroy, qui lit un chapitre de sa *Notice historique sur Vaux-le-Pénil*, étude érudite commencée dans une précédente séance. Ce chapitre consacré aux Rostaing et à leurs successeurs dans la seigneurie de Vaux, les Beaumanoir de Lavardin, se termine à l'année 1728, date de la vente consentie par la marquise de Lavardin au conseiller Fréteau; l'auteur aborde d'intéressants détails et rappelle en passant le souvenir d'Henry Chesneau, poète, dessinateur et graveur, entretenu à gages par les Rostaing, qui chanta leurs louanges en prose et en vers, grava leurs portraits au burin et produisit aussi des médailles en leur honneur.

M. Leroy communique le fac-simile d'une de ces médailles à l'effigie de Charles, marquis de Rostaing.

M. Charles Rabourdin donne lecture de la première partie d'une étude biographique sur le général Jacquinot (Claude-Charles), né à Melun, paroisse Saint Aspais, le 3 août 1772, qui

débuta à 19 ans dans la carrière des armes, pour prendre une part glorieuse aux guerres de la République et du premier Empire. La mémoire de ce brillant officier de chasseurs mérite en effet d'être rappelée et mieux connue, surtout au lieu de sa naissance. M. Rabourdin achèvera dans la prochaine séance la consciencieuse biographie qu'il a entreprise de ce général, fait tour à tour baron de l'Empire, inspecteur de cavalerie, grand-officier de la Légion d'honneur, pair de France, mort à Metz en 1848.

A cette occasion, M. Lhuillier fait passer sous les yeux de ses confrères une série de lettres autographes de Jacquinet, qui peuvent servir à préciser certains détails de sa vaillante carrière.

M. Vavasseur a dit ensuite *Un Conte de Noël*, gracieuse poésie, qui a été accueillie avec grand plaisir par les auditeurs.

M. Marc donne lecture au nom de M. Thoulouze, empêché d'assister à la séance, d'un compte rendu très précis de la découverte faite il y a quelques mois dans la commune de Saint-Mammès d'une sépulture de l'époque néolithique. M. Thoulouze conduit ses fouilles et en décrit les résultats en archéologue expérimenté; il a recueilli les objets ainsi mis à jour, — ossements, petite urne funéraire, silex taillés, — auxquels il a pu réunir depuis une hache trouvée antérieurement au même endroit et que lui a offerte M. Lioret.

Enfin, il est donné communication d'une notice dans laquelle M. R. de Crèvecœur signale l'existence au xvi^e siècle d'un personnage possédant des biens à Féricy et qui prenait le titre assez étrange de *Sauvage du roi* : C'est Pedro Gonsallès, — nommé ailleurs don Pèdre et Pierre de Perogonsallès, *sauvage du roi, docteur ès droit*, dans l'acte de baptême d'un de ses fils, à Paris, sur la paroisse Saint-Nicolas du Chardonnet, en 1576. — Il était marié à Catherine Raffin, fille d'un valet de chambre de Henri III, et avait choisi pour parrain un huissier de la Chambre; lui-même appartenait effectivement à la maison du roi; on le trouve qualifié « *sauvage pensionné du roy, demeurant à Féricy-en-Brie,* » dans un contrat dressé par le notaire parisien Cothereau, le 28 juin 1584, où sont également nommés Nicolas et Claude Bouvot, bourgeois de Paris. Les Bouvot ont possédé longtemps des biens dans le même village et l'on peut voir encore dans l'église la tombe de l'un d'eux, mort le 22 août 1633, seigneurs des fiefs de Chamrond et de la Gennerie.

Mais d'où venait ce Gonsallès et que signifie le titre de sauvage du roi ? M. de Crèvecœur espère que le hasard des recherches jettera un jour ou l'autre quelque lumière sur le personnage énigmatique qu'il signale à l'attention.

M. Sabot expose plusieurs paysages exécutés par lui à l'aquarelle, les uns sur les côtes de Normandie, les autres aux environs de Melun. Parmi ceux-ci, se trouve une vue de l'église et du clocher de Moisenay, accompagnée de dessins qui reproduisent des détails de cet édifice, dont l'intéressant clocher de style roman exigerait à bref délai des travaux importants, si l'on veut assurer sa conservation ; le conseil municipal a voté un premier crédit, et un projet de restauration dressé par un architecte très compétent, M. Bérard, est soumis depuis longtemps à la commission des monuments historiques, dont on attend toujours la décision.

Avant de clore la séance, il a été procédé au vote sur l'admission de deux nouveaux membres titulaires ; ont été admis à l'unanimité M. Maurice Bourges, imprimeur à Fontainebleau, présenté par MM. Rabourdin et Lhuillier, et M. Beautier, directeur des Domaines, présenté par MM. Boné et Lhuillier.

SÉANCE DU 17 FÉVRIER 1895

Dimanche dernier, la Société d'archéologie a tenu à Melun sa séance ordinaire, sous la présidence de M. Lhuillier. Étaient présents : MM. Bazin, Boné, Drosne, Fischer, Flon, Houdart, Hugues, Lesobre, Michelin, René Morel, Racinet, Sabot, L. Vavasseur et Wever.

Absents excusés : MM. Aubergé, Collin, G. Leroy, Lioret, Rabourdin et de Swarte.

Après adoption du procès-verbal de la précédente réunion, dépouillement de la correspondance et dépôt de plusieurs volumes destinés à la bibliothèque de la Société, il est fait hommage à chacun des membres présents, au nom de M. Charles Rabourdin d'un rapport imprimé sur un travail dont il est l'auteur ; il s'agit d'un recueil biographique consacré à des per-

sonnages marquants, se rattachant à Seine-et-Marne, soit par la naissance, soit par leur séjour dans le pays. Cette tâche entreprise il y a 10 ans sur les indications du regretté secrétaire général de la Société d'encouragement au bien, M. Honoré Arnoul, a fourni à M. Rabourdin la matière de 40 volumes manuscrits.

M. L. Varasseur dit une poésie intitulée : 1870. C'est naturellement une évocation de la guerre franco-allemande et des événements de l'année terrible, souvenir plein de verve où l'élégance de la forme s'allie à merveille à la vigueur de la pensée patriotique.

Conformément à l'ordre du jour, M. René Morel communique une monographie du village d'Yèbles, — dont Guignes fut distrait au xv^e siècle pour être érigé en paroisse distincte. L'auteur fournit la liste des anciens possesseurs de cette seigneurie depuis le xiii^e siècle jusqu'aux descendants de Samuël Bernard, qui étaient là à la Révolution : il fait l'historique des fiefs assez nombreux qui se partageaient une partie du territoire, décrit l'église — édifice des xiii^e et xiv^e siècles, et rappelle quelques familles notables qui ont résidé à Yèbles, comme les Guérin de Sereilly au siècle dernier, — comme de nos jours Romain Desprez, — fervent amateur de roses, dont le fils Charles Desprez cultiva — en amateur aussi et non sans succès — la peinture et les lettres.

M. Lhuillier fait passer sous les yeux de ses confrères les portraits de plusieurs des seigneurs d'Yèbles et Coubert, dont a parlé M. Morel : les Lhospita-Vitry et les Schomberg. Il communique ensuite un mémoire intitulé : *Remarque sur la prononciation des noms de lieux dans la Brie*. De même que certaines locutions briardes, cette prononciation donne lieu à d'assez curieuses observations ; ainsi que l'exprime l'auteur en terminant, le langage rustique, la façon de prononcer nombre de mots dans nos villages sont moins éloignés qu'on ne pense de notre langue nationale du xv^e et du xvi^e siècles.

Les lectures que devaient faire MM. Leroy, Rabourdin et Liorret sont ajournées à la prochaine réunion.

SÉANCE DU 27 OCTOBRE 1893

La Société d'archéologie, sciences, lettres et arts s'est réunie en séance ordinaire dimanche dernier, à deux heures, à l'hôtel de ville de Melun, sous la présidence de M. Th. Lhuillier.

Etaient présents : MM. Bazin, Boué, Casron, Drosne, Fischer, Flon, Houdart, G. Leroy, Lesobre, Michelin, Morel, Rabourdin, Thoulouze, Vavasseur.

Absents excusés : MM. de Swarte, Collin, Balandreau, Sénéchal, Sabot, Racinet et Le Blondel.

Le président ayant déposé sur le bureau plusieurs volumes envoyés par des Sociétés correspondantes et par M. le Ministre de l'instruction publique, a annoncé l'hommage fait par M. le Préfet d'un exemplaire du livre de M. Hugues sur le département de Seine-et-Marne, de 1800 à 1893, et par M. Le Blondel, imprimeur-éditeur à Meaux, d'un volume de feu M. Rethoré, intitulé : *Le territoire de Jouarre*. — Remerciements aux donateurs et dépôt de ces ouvrages à la bibliothèque de la Société.

M. Rabourdin donne lecture de la deuxième partie de l'étude biographique qu'il a consacrée au général baron Jacquinet, né à Melun, — l'un des héros des guerres du premier Empire. Plusieurs épisodes de la brillante carrière de Jacquinet, qui conquiert tous ses grades sur les champs de bataille, sont mis en relief d'après des sources originales, ou des mémoires militaires du temps, et retracés dans un style soutenu, empreint de l'accent patriotique inspiré par le sujet.

Le général quitta l'armée, entouré du respect et de l'estime de tous : il fut fait pair de France et finit ses jours à Metz en 1848. Melun, sa ville natale, s'honorerait en attachant le souvenir du nom de Jacquinet à l'une de ses rues nouvelles.

On entend ensuite, avec l'intérêt qu'offrent toujours les études d'histoire et d'érudition de M. G. Leroy, un chapitre de sa notice sur Vaux-le-Pénil. Cette partie du travail a traité à la possession du domaine seigneurial par la famille Fréteau, depuis 1728. L'auteur établit la succession des membres de cette famille, trace le tableau de la société qui fréquentait le château de Pény à la fin du xviii^e siècle, et rappelle les événements qui

firent conseiller au Parlement Michel-Philippe Fréteau de Saint-Just, l'une des victimes de la Terreur. M. Leroy conduit son étude jusqu'à l'acquisition et à la transformation du château, en ces dernières années, par M. Michel Ephrussi.

L'ordre du jour appelle M. L. Vavas seur à donner lecture d'une poésie intitulée : *Première audition d'un acte d'opéra*. C'est une délicieuse pièce de vers qui a été couronnée à un concours poétique à Dunkerque, le mois dernier.

M. René Morel communique une intéressante étude sur le fâcheux surnom porté pendant des siècles par la ville de Guignes, et que la bienséance — sans doute — a transformé après 1793 en Rabutin, sans que la famille de Rabutin ait jamais rien eu de commun avec cette localité. Il résulte de documents authentiques que l'appellation de Guigne-la-Put... qui figure encore sur des cartes publiées au temps de Louis XV et à laquelle la compagnie d'arquebusiers empruntait son dicton, était en usage dès 1384, ainsi qu'en témoignent notamment les comptes de dépenses de la maison de Philippe-le-Hardi, alors duc de Bourgogne.

M. Lhuillier présente l'exposé des découvertes archéologiques qui ont eu lieu depuis le mois d'avril 1893 dans notre région : à Melun même, rue de l'Ecluse, ce sont les restes d'un four à poterie de l'époque gallo-romaine mis à jour en creusant une sablière ; à Ussy, c'est un lot considérable de monnaies en or du xiii^e siècle (environs 300 pièces, vendues à Paris) ; à Rigny (Ormeaux), c'est un lot plus modeste de monnaies romaines en bronze, contenues dans un vase en terre cuite que la pioche a brisé, comme à Ussy ; à Veneux-Nadon, une sépulture antique, isolée, a été étudiée avec soin et décrite par un membre de la Société, M. E. Thoulouze. Enfin, les tranchées et les fouilles nécessitées par les travaux du chemin de fer de Corbeil à Monttereau ont permis d'étudier des couches géologiques intéressantes et de recueillir sur différents points des monnaies romaines, comme à Vernou, des outils de l'âge de pierre, comme à La Celle sous-Moret, etc.

Lecture est donnée d'un mémoire sur les tufs de La Celle-sous-Moret et sur la découverte, à la base de ces tufs reposant sur le diluvium gris, d'un groupe de 25 silex taillés du type Acheuléen, parfaitement conservés. Ce mémoire, dû à M. Reynier, ainsi qu'un dessin de la coupe des terrains, contient des données précises au double point de vue géologique et archéo-

logique ; l'auteur a d'ailleurs accompagné MM. Adrien de Mortillet et Emile Collin sur le lieu de la découverte. C'est en leur nom collectif que les silex de La Celle ont figuré au Congrès de Bordeaux le 3 août dernier et qu'il a été rendu compte de la trouvaille dans la *Revue de l'Ecole d'anthropologie de Paris*, du 13 septembre.

M. Eugène Thoulouze fournit des renseignements complémentaires tant sur la découverte de la Celle-sous-Moret que sur celle qu'il a étudiée à Veneux-Nadon, et qu'à rappelée M. Lhuillier. Il expose sur le bureau des spécimens de haches et d'instruments en silex de cette provenance ; c'est, dit-il, grâce à l'obligeance de M. Pierre, instituteur à La Celle, et en son nom, qu'il communique plusieurs pièces de l'époque néolithique recueillies sur le territoire de cette dernière commune.

M. René Morel fait passer sous les yeux de ses confrères une petite urne funéraire du xiv^e siècle, en terre cuite jaunâtre, avec des stries rouges, provenant de Blandy, ainsi que des monnaies de diverses époques trouvées à Vitry-Guignes, entre autres une pièce romaine du bas-empire et un teston d'argent de Charles IX.

M. Ch. Rabourdin offre à chacun des membres présents un exemplaire d'une notice sur l'ancienne abbaye royale de Barbeau, dont il est l'auteur.

Il est procédé ensuite au renouvellement annuel du bureau de la Société. Sont réélus : M. Lhuillier, président ; M. Quesvers, vice-président ; M. Fischer, secrétaire ; M. Bazin, archiviste-bibliothécaire ; M. Houdart, trésorier.

La séance est levée à quatre heures.

SÉANCE DU 16 FÉVRIER 1896

La Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne s'est réunie à l'hôtel de ville de Melun, le dimanche 16 février 1896, à deux heures, sous la présidence de M. Th. Lhuillier.

Étaient présents : MM. Bazin, Beautier, Boué, Cardot, Collin,

H. Fischer, Houdart, Lesobre, René Morel, Sénéchal, Eng. Thoulouze et Vavasseur.

Absents excusés : MM. Lioret, Rabourdin, Drosne, G. Leroy, Sabot et Hugues.

À l'ouverture de la séance, le président a exprimé les regrets de la Société à l'occasion de la perte récente de M. Henri Michelin, l'un de ses membres depuis 1864.

Après lecture de la correspondance et dépôt sur le bureau de plusieurs publications adressées par le ministère de l'instruction publique et par des Sociétés correspondantes, un mémoire imprimé a été distribué aux membres présents, au nom de son auteur, M. Rabourdin ; ce mémoire est le compte rendu détaillé de la découverte d'une sépulture gallo-romaine mise à jour dans la commune d'Héricy, lors des fouilles exécutées pour la construction de la ligne ferrée de Corbeil à Montereau.

Ont été également offertes pour la bibliothèque de la Société, deux monographies qui viennent d'être publiées, l'une sur la commune de Guérard, par M. Bazin, l'autre sur Mitry-Mory, par MM. Benoist et Th. Lhuillier.

M. René Morel a analysé, dans une notice succincte et bien présentée, un petit manuscrit, une sorte de livre de raison laissé par un maître d'école de la Brie qui vivait à la fin du ^{xvii}^e siècle. Jean Charton, né en 1674, mort en 1741, a exercé tour à tour à La Fermeté et à Yèbles ; il a pris soin de noter non seulement des détails sur son mariage et la naissance de ses nombreux enfants, mais aussi des renseignements économiques toujours curieux à recueillir, sur les récoltes, les faits atmosphériques, le prix des denrées dans la Brie, il y a 200 ans.

Deux poésies fort agréablement tournées ont charmé les auditeurs :

C'est le *Papillon*, gracieuse allégorie, par M. René Morel, et *Un Poète*, par L. Vavasseur, où la perfection de la forme s'allie à merveille à d'excellents conseils.

La parole a été donnée à M. E. Thoulouze, pour une communication archéologique. Après avoir rappelé qu'en mai 1894, il a exploré, à Saint Mammès, une sépulture néolithique, dont il a recueilli le contenu, M. Thoulouze fait connaître que des dragages exécutés en Seine, à 300 mètres du lieu de cette découverte, et sur les bords d'une ancienne île qui a disparu aujourd'hui (au Pré-aux-Bœufs), ont mis à jour divers objets qui

paraissent être les déchets de cuisine des premiers habitants de la région.

La drague, fonctionnant à trois mètres de profondeur dans le sable, a ramené à la surface de nombreux crânes, des fragments de crânes, en contact avec des ossements de grands mammifères, de lapins, de chiens, de jeunes veaux, de cerfs, des coquilles, etc.

D'après M. Thoulouze, cet amas considérable de débris culinaires indique un point où les habitants primitifs prenaient leurs repas, jetant autour d'eux les déchets qui se sont amoncelés jusqu'au jour où l'on est venu creuser le lit de la Seine. A côté de ces objets, il a été également recueilli une magnifique pointe de lance taillée et polie et un fragment de hache taillée, toutes deux d'un silex brun, très rare dans notre contrée.

L'auteur de cette intéressante communication a fait passer sous les yeux de ses confrères, outre des dessins à la plume habilement exécutés, les silex taillés dont il vient d'être question et plusieurs fragments de crânes ; l'un d'eux, le plus important, est un crâne brachycéphale, dont le frontal mesure environ 142 millimètres de courbe antéropostérieure et 148 millimètres de diamètre transversal ; il offre en avant une glabelle saillante et des arcades sourcillières très proéminentes à leur partie interne, mais s'atténuant en dehors au point de ne plus former de saillie au niveau des apophyses orbitaires externes. La voûte crânienne est très surbaissée.

M. Lhuillier donne ensuite lecture d'une étude biographique sur l'abbé Jean Testu, qui fut prieur de Saint-Jean de Dammartin-en-Goële jusqu'à sa mort en 1706 et membre de l'Académie française, — grâce à la protection du duc d'Orléans, frère de Louis XIV.

L'auteur fournit un ensemble de renseignements inédits pour la biographie de cet académicien peu connu et d'autant mieux oublié qu'il n'a laissé aucun ouvrage imprimé. M. Lhuillier prouve, en reproduisant pour la première fois l'acte d'inhumation de Testu de Mauroy, comme l'appelaient ses contemporains, que ce personnage n'est pas mort à Paris, — ainsi que le disent tous les biographes, — mais bien à son prieuré de Dammartin, et qu'il a été enterré dans cette localité, où d'ailleurs il ne résidait pas habituellement.

La séance est levée à 4 heures.

SÉANCE DU 7 JUIN 1896

La Société d'archéologie s'est réunie dimanche dernier, 7 juin 1896, à 2 heures, en séance ordinaire à l'hôtel de ville de Melun, sous la présidence de M. Th. Lhuillier.

Présents : MM. Bazin, Casron, Fischer, Hugues, Le Blondel, Lelièvre, Lesobre, René Morel, Ch. Rabourdin, Racinet, Sabot, Wever.

Absents excusés : MM. Boué, Drosne, Collin, Flon, Houdart, Leroy, Lioret, Padrona, Thoulouze, Vavasseur.

Après dépouillement de la correspondance, le président exprime les regrets de la Société pour la perte qu'elle a faite récemment de M. Robert de Crèvecœur, un de ses membres, auteur de publications intéressantes et dont les communications étaient toujours bien accueillies.

Sont déposés sur le bureau, plusieurs volumes adressés par des Sociétés correspondantes, une étude très documentée sur *Jeanne de Bueil, comtesse de Moret*, dont il est fait hommage par l'auteur M. G. Lioret; et une notice nécrologique sur M. G. Cotteau, par M. Degrange-Touzin, de Toulouse.

La lecture des mémoires a commencé ensuite. Les sociétaires présents ont entendu avec plaisir la 1^{re} partie des recherches de M. René Morel, sur les dictons et les insignes des anciennes compagnies d'arquebusiers. L'auteur ayant surtout en vue les chevaliers de l'arquebuse de la province de Brie, fournit de curieux détails sur le sujet qu'il a choisi et qu'il traite avec compétence.

Le même sociétaire a également donné communication d'une notice historique sur l'Étang, aujourd'hui hameau dépendant de Verneuil, mais qui au xv^e siècle fut érigé avec Vernouillet en paroisse distincte. Cette petite paroisse détachée de celle d'Aubepierre en 1667, a subsisté jusqu'à la Révolution; une loi du 20 juillet 1791 a réuni cette cure à Guignes. L'Étang et Vernouillet relevant au point de vue féodal de la Sainte-Chapelle du Vivier-en-Brie, ont eu pour seigneurs aux derniers siècles, les Lhospital, plusieurs membres de la famille Longuet, Philippe-Jean de Lisle, Pierre Danjou, etc.

L'ancien domaine de Vernouillet dont l'abbaye de Saint-Denis avait commencé le défrichement et la mise en culture au x^e siècle, eut plus tard un château, et le village fut entouré de murailles ruinées pendant les guerres du x^e siècle. De nos jours, le vieux manoir a été remplacé par un édifice moderne.

M. Rabourdin lit une notice intitulée : *Marie-Eléonore de Rohan-Montbazon, abbesse de Malnoue*, d'après sa correspondance. Cette religieuse, d'abord placée à la tête d'un monastère de Caen et plus tard abbesse des Bénédictines de la rue du Cherche-Midi, à Paris, où elle finit ses jours en 1681, à 33 ans, était sœur de la belle duchesse de Chevreuse et fille d'Hercule de Rohan, baron de Coupyray par son premier mariage avec Madeleine de Lenoncourt. Femme lettrée, en relations avec les habitués de la Chambre bleue de la marquise de Rambouillet, elle a publié quelques ouvrages de piété, tels que la *Morale de Salomon* et la *Paraphrase des Psaumes de la pénitence*. De nos jours on a donné un recueil de poésies d'Anne de Rohan Soubise, avec des lettres d'Eléonore de Rohan, à laquelle on a quelquefois aussi attribué certaines poésies.

En étudiant l'abbesse de Malnoue, M. Rabourdin examine la situation intérieure des couvents féminins au x^e siècle, il fournit des appréciations sur la façon d'écrire de Madame de Rohan, qui avait la plume facile, ne manquant ni de délicatesse, ni d'agrément. Mais il hésite à attribuer à cette abbesse de bon renom, particulièrement estimée par Huet, évêque d'Avranches, et par Fléchier, des vers un peu galants que le bibliophile Jacob a cru pouvoir mettre à son actif.

L'étude entreprise par M. Rabourdin sera continuée et inscrite à l'ordre du jour de la prochaine séance.

M. Th. Lhuillier donne lecture d'une notice sur l'Institut d'Egypte et Francois-Michel de Rozière, minéralogiste. L'ingénieur de Rozière, né en 1775, à Melun, où il revint finir ses jours en 1842, inspecteur général honoraire des mines, avait fait partie à 23 ans de la commission scientifique attachée à l'expédition d'Egypte; il fut membre de l'Institut créé au Caire par Bonaparte, et dont l'existence prit fin avec l'expédition elle-même. Le jeune savant a été l'un des collaborateurs pour la rédaction et la publication de la *Description de l'Egypte*, ce grand ouvrage imprimé aux frais de l'Etat, de 1809 à 1828, où sont réunis les matériaux précieux recueillis sur place par la

vaillante phalange d'érudits et d'artistes qui suivait l'armée d'occupation.

L'auteur esquisse la biographie de ce melunais, devenu ingénieur en chef, puis inspecteur divisionnaire après avoir professé la minéralogie et la géologie à l'Ecole des mineurs de Saint-Etienne, dirigée par son compatriote Beaunier. Avec Beaunier, il concourut aussi à la création du premier chemin de fer qui a fonctionné en France, entre la Loire et le bassin houiller de Saint-Etienne.

Le nom de Michel de Rozière mérite de n'être pas oublié ; il est avec ceux des généraux Henri, Simon et Jacquinot, nés aussi à Melun, — digne d'un hommage que l'édilité locale saura certainement lui réserver lors de l'ouverture des rues nouvelles en ce moment projetées.

Communication est donnée de renseignements adressés par M. Leclerc, instituteur à Aubepierre, au sujet d'une station préhistorique qu'il a constatée près de cette localité et où il a recueilli déjà de nombreux échantillons de silex taillés, quelques-uns très intéressants.

Il y a lieu de féliciter à la fois M. Leclerc et de lui adresser des remerciements. D'autre part, le président a été informé que les recherches se poursuivent, que M. Chantecler y prend part et se propose d'en entretenir prochainement la Société.

M. Rabourdin présente deux petites haches en silex poli recueillies à Héricy, et deux monnaies romaines, l'une tout à fait fruste, l'autre à l'effigie de l'empereur Constantin.

M. Lhuillier met sous les yeux de ses confrères une série de portraits (dessins gravures, et lithographies) de personnages se rattachant à l'histoire de Melun, ainsi que le fac-simile d'une médaille commémorative de la reconstruction de l'église d'Esbly, en 1692.

Cette dernière pièce offerte à M. Lhuillier par M. Anatole de Barthélemy, de l'Académie des inscriptions, — représente l'église même, telle que l'a fait réédifier Jacques Charlet, prieur de Verdelot, co-seigneur d'Esbly, par Charles Jû, architecte-entrepreneur des bâtiments du roi. La médaille d'argent dont M. de Barthélemy a fait exécuter le moulage est évidemment un double de celle qui a été déposée le 24 juin 1692 sous la première pierre du pilier joignant le sanctuaire, côté de l'évangile,

ainsi que le curé d'Esblly à cette époque a eu soin de le consigner dans son registre paroissial.

La séance a été levée à 4 heures.

SÉANCE DU 25 OCTOBRE 1896

La Société d'archéologie a tenu séance le 25 octobre 1896, à deux heures, dans une des salles de l'hôtel de ville de Melun, sous la présidence de M. Th. Lhuillier.

Étaient présents : MM. Aubergé, Beautier, Boué, Casron, Chantecler, Collin, H. Fischer, Hugues, G. Leroy, Lesobre, René Morel, Racinet et L. Vavasseur.

Absents excusés : MM. Bazin, Drosne, Houdart, Lioret, Rabourdin, Wever.

Après dépouillement de la correspondance, la parole a été donnée à M. René Morel, pour la communication de ses Recherches historiques sur les seigneurs et la seigneurie d'Andrezel. La première partie du mémoire de M. Morel, dont on a entendu lecture, établit la succession complète des possesseurs de cette terre depuis les seigneurs autochtones du ^x^e siècle jusqu'à la famille Nouëtte, en passant par les Hacqueville, les Longueval, les Viote, le surintendant Fouquet, les Longuet et les Picon qualifiés marquis d'Andrezel sous Louis XV.

Ce travail, basé sur des documents authentiques, sera continué dans une prochaine réunion.

M. René Morel a également communiqué une note extraite d'une étude sur d'anciennes représentations de scènes religieuses dans les églises de la Brie. Il s'agit ici de l'usage qui se pratiquait dans l'église de Mormant, au siècle dernier, à l'office qu'on appelait la fête des trois Marie. De jeunes garçons et des jeunes filles y tenaient des rôles déterminés à l'avance et chantaient successivement des versets et des antienne en simulant des épisodes de la Résurrection du Sauveur.

Des cérémonies analogues, — la fête de la Belle-Etoile, celle du Rameau, d'autres scènes ayant trait à la Crèche de la Messe

de Minuit, à l'Adoration des Bergers, à la Descente du Saint-Esprit. — se sont longtemps perpétuées sur divers points de notre pays. Avant que le souvenir en soit complètement disparu, il est intéressant de recueillir les détails de ces usages transmis par le moyen âge, qui mêlait volontiers le profane au sacré ; c'est ce que s'est proposé de rappeler M. René Morel en poursuivant les recherches qu'il a entreprises.

M. L. Vavas seur a lu ensuite une poésie — charmante, comme sait les ciseler le poète délicat. — Elle avait pour titre : *La Route ronde du cimetière et la Maison de Travail*. Après une description du riant paysage de la vallée de l'Almont, à Melun, que l'œil embrasse des hauteurs du quartier des Carmes, le poète évoque le souvenir des religieux d'autrefois installés près de là, et rapprochant le présent du passé, il termine par un discret hommage à ceux qui ont fondé au pied du coteau sillonné par la route ronde, un asile bienfaiteur pour les passagers malheureux : la Maison de Travail.

Les fouilles opérées récemment dans la propriété Grüber, à la sortie de Melun, au-delà du chemin de fer de Paris à Lyon, ont mis à jour des sépultures et des débris de vases funéraires de l'époque gallo-romaine, comme on en a rencontré sur ce point, à maintes reprises depuis 30 ans.

La nouvelle découverte fournit à M. G. Leroy l'occasion de communiquer à ses confrères une intéressante notice accompagnant l'un des objets les plus curieux qu'on vient d'exhumer de la nécropole de *Metiosedum* ou *Melodunum* ; il s'agit d'une petite statuette en terre cuite, blanchâtre, placée dans une sépulture de femme. Cette figurine, une divinité symbolisant la Maternité, a par hasard, échappé aux coups de pioche des terrassiers : c'est une femme assise dans un fauteuil d'osier et tenant dans chaque bras un enfant à la mamelle.

Ce type des déesses-mères, protectrices de la famille, est connu. Il est cité par M. de Caumont. Des spécimens ont été trouvés à Rouen, à Strasbourg et surtout dans l'Allier ; il en existe au musée de Moulins, et M. de Cleuziou en a reproduit plusieurs dans son ouvrage sur l'*Art national*, qui paraissent d'une exécution plus grossière que la figurine communiquée par M. Leroy.

Il a d'ailleurs été recueilli dans les fouilles de la brasserie Grüber deux statuettes semblables ; la seconde, d'une dimension moindre, a été offerte à M. Balandreau. Toutes deux doivent dater de la fin de l'occupation romaine.

M. Lhuillier présente des fragments de poterie rouge dite de Samos, ornés de dessins et trouvés aussi à Melun, dans le quartier de la Varenne. L'un de ces fragments de vases gallo-romains porte un nom de potier : RISCINI M.

M. Leroy donne lecture d'un chapitre d'une étude biographique, très documentée, consacrée à Fréteau de Saint-Just, ancien conseiller au parlement de Paris, député de Melun aux Etats généraux, dernier seigneur de Vaux-le-Pénil. Ce chapitre a trait à l'arrestation et au procès de Fréteau, dénoncé par le curé Métier, sous la Terreur, traduit deux fois devant le tribunal révolutionnaire et finalement exécuté le 14 juin 1794.

La séance a été levée à 4 heures.

SÉANCE DU 27 DÉCEMBRE 1896

La Société d'archéologie a tenu sa séance dimanche 27 décembre 1896, à l'hôtel de ville de Melun.

Présents : MM. Aubergé, Bazin, Beautier, Boué, Casron, Chantecler, Fischer, Flon, Hugues, Lelièvre, Lesobre, Lhuillier, Rabourdin, Racinet, Wever.

Absents excusés : MM. Houdart, G. Leroy, Lioret, René Morel, Quesvers.

M. Th. Lhuillier, président, a exprimé les regrets de la Société pour la perte qu'elle a faite de M. Eugène Drosne, décédé depuis la dernière réunion ; M. le Président a donné ensuite communication de la correspondance et déposé sur le bureau divers ouvrages et opuscules dont il est fait hommage, notamment :

Documents publiés par la Smithsonian institution, à Washington ;

Bulletin et mémoires de la Société des antiquaires de France, 1894 et 1895.

La Tiare de Saïtapharnès, réponse à M. Furtwangler, par M. A. Héron de Villefosse, de l'Institut ; hommage de l'auteur ;

Le Camp romain de Champ-Clair, par M. Gustave Mallard ; hommage de l'auteur ;

Les Routes de Seine-et-Marne avant 1789, par M. Hugues, archiviste; hommage de M. le Préfet;

Le Livre du sacre des rois; — *Notice sur le pontificat de Guillaume II de Melun, archevêque de Sens*; — *Les Coutumes de Brie-Comte-Robert au XIII^e siècle*; — *Les Vitraux de la collégiale Saint-Martin, à Châmpceaux*, et *Note sur l'Eglise de Villiers-en-Bierre*, par G. Leroy; hommage de l'auteur.

Des remerciements sont adressés aux donateurs.

Il est donné lecture d'une lettre par laquelle M. le Maire de Melun expose que la municipalité organise pour le 27 juin, dans cette ville, une fête d'inauguration du chemin de fer de Corbeil à Melun et à Montereau, sous la présidence de M. le Ministre des Travaux publics, et qu'en vue de donner à cette solennité tout l'éclat désirable, les diverses Sociétés de la ville sont priées de se joindre aux organisateurs pour recevoir les invités. M. le Maire demande que les membres de la Société d'archéologie en soient informés.

Les membres présents décident de laisser au bureau le soin de représenter la Société.

M. Ch. Rabourdin communique la seconde partie de son *Etude sur Marie-Eléonore de Rohan-Montbazou, abbesse de Malnoue-en-Brie, d'après sa correspondance*. C'est une physionomie curieuse que celle de cette abbesse du xvn^e siècle, fille d'Hercule de Rohan, seigneur de Coupvray, et sœur de la célèbre duchesse de Chevreuse; lettrée, aimable, liée avec la société précieuse de son temps, elle gouvernait avec dignité son monastère, mais ne se désintéressait nullement des choses politiques et mondaines de son temps. On lui doit quelques publications, comme la *Morale de Salomon* et la *Paraphrase des Psaumes*; sa correspondance la fait connaître sous un jour particulier que M. Rabourdin a su mettre en relief.

La parole est donnée à M. A. Hugues qui, dans un mémoire très documenté, traite des *Emprunts forcés sous la Révolution, dans Seine-et-Marne*. Il expose ce que furent ces sortes de contributions en l'an IV et en l'an VII, — premiers essais de l'impôt sur le revenu et de l'impôt progressif, — avec l'arbitraire de l'assiette, les réclamations nombreuses qui surgirent, les difficultés nées de la dépréciation des assignats, et en définitive le médiocre résultat obtenu.

M. Lhuillier a lu ensuite une notice intitulée la *Comtesse de la Suze, dame de Lumigny au XVII^e siècle*. Il s'agit d'Henriette

de Coligny, fille aînée du maréchal de Châtillon, mariée en deuxièmes nocés à Gaspard de Champagne de la Suze, lequel avait recueilli de sa famille de grands biens dans le Maine et la terre de Lumigny dans la Brie. Spirituelle et poète, la comtesse de la Suze (1618-1673) eut son salon littéraire fréquenté par les amis des précieuses; protestante et fantasque, elle se fit catholique pour parvenir à la cassation de son mariage, vivre au milieu des beaux esprits et être assurée, selon le mot de Christine de Suède, de ne revoir son époux dans ce monde ni dans l'autre. Cette femme-poète, si vantée de son temps, placée par Titon du Tillet dans son Parnasse français, est aujourd'hui moins connue par ses vers auxquels Boileau accorde « un agrément infini, » que par ses aventures, sa réputation de beauté et de galanterie dont Tallemant des Réaux a pris soin de nous informer.

Dans sa notice, M. Lhuillier esquisse la vie de cette amie de Madeleine de Scudéry et de Ninon de Lenclos, dont il a retrouvé la trace dans notre pays, — en faisant la part de la médisance, en tenant compte des circonstances essentielles de temps, de lieu et de mœurs. Un contemporain de Henriette de Coligny a dit d'elle avec assez de raison qu'elle était « surtout originale, inconséquente et folle, » — ce qui ne l'empêcha pas de prendre place et de rester parmi les meilleurs élégiaques de l'époque.

L'auteur fait passer sous les yeux de ses confrères deux portraits gravés de Madame de la Suze, ainsi que le portrait de Madame de Rohan, abbesse de Malnoue, placé en tête de la 2^e édition de *La Morale de Salomon*.

M. Bazin entretient la Société d'une intéressante découverte faite, en janvier dernier, dans une carrière de sable appartenant à M. Porta, située dans la Varenne de Melun, à proximité de la Seine. Il communique avec une notice à l'appui, une dent énorme et bien conservée, provenant de l'*éléphas primigenius* ou mammoth. D'autres fragments de même provenance sont, les uns en la possession de M. Porta, et d'autres entre les mains de M. Chantecler, qui se propose de les présenter dans une prochaine réunion. Ce n'est pas la première fois, d'ailleurs, que des découvertes identiques ont lieu aux abords de Melun et de la Seine; il a été signalé vers 1850 la présence, à peu près sur le même point qu'aujourd'hui, de débris fossiles provenant de la mâchoire d'un mammoth et ayant une grande analogie avec ceux qu'on a trouvés aussi à 5 ou 6 mètres de profondeur dans

des carrières de plâtre à Monthyon, près de Meaux, en 1840, 1841 et 1869.

M. Rabourdin dépose sur le bureau un marteau-hache en diorite polie affectant la forme des haches en bronze, qu'il a recueilli à Héricy : c'est un superbe spécimen, rare dans nos contrées et qui paraît appartenir à la période néolithique.

M. Lhuillier communique : 1^o une sèpia très finement exécutée vers 1820, représentant les ruines du château et de la chapelle du Vivier-en-Brie, près Fontenay : ce dessin est signé par son auteur, le peintre Antoine-Félix Boisselier, élève de Bertin ; 2^o une série de documents relatifs à la famille de Rostaing, qui a possédé les seigneuries de Thieux, d'Épiais, de Vaux-le-Pénil et Saint-Liesne de Melun. Plusieurs pièces portent la signature de Tristan de Rostaing, gouverneur de Melun sous Henri IV ; une autre est l'expédition sur un parchemin qui ne mesure pas moins de 2 m. 50 de longueur, du contrat de mariage de Tristan de Rostaing avec Françoise Robertet (9-13 janvier 1544).

Il est procédé successivement au vote pour l'admission, comme membre titulaire, de M. Blondeau, architecte à Brie-Comte-Robert, présenté par MM. Chantecler et Fischer, — et pour le renouvellement annuel du bureau de la Société.

M. Blondeau est admis à l'unanimité.

Pour le renouvellement du bureau, tous les membres sortants sont réélus : président, M. Lhuillier ; vice-président, M. Quesvers ; secrétaire, M. Fischer ; trésorier, M. Houdart ; bibliothécaire, M. Bazin.

La séance, ouverte à deux heures, a été levée à 4 heures 1/2.

SÉANCE DU 13 MARS 1898

La Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne a tenu sa séance dimanche dernier, 13 mars, à deux heures, à l'hôtel de ville de Melun, sous la présidence de M. Th. Lhuillier.

Étaient présents : MM. Bazin, Beautier, Boué, Casron, Chan-

tecler, Collin, Fischer, Flon, Houdart, Hugues, Lelièvre, Lesobre, Poussié, Rabourdin.

Absents excusés : MM. G. Leroy et Lioret.

Après dépouillement de la correspondance et les félicitations adressées par le président à trois sociétaires auxquels les palmes académiques ont été récemment accordées, M. Charles Rabourdin donne lecture d'une étude sur l'amiral Malet de Graville, baron d'Héricy, comte de Melun.

L'auteur fournit des renseignements certains sur l'illustre famille de Graville, d'après une généalogie manuscrite, et retrace la vie et les faits d'armes de Louis Malet, le vaillant sire de Graville, grand amiral, qui servit Louis XI, Charles VIII, Louis XII, et mourut en 1516, peu après l'avènement de François 1^{er} au trône.

« Croye qui voudra le proverbe disant qu'il y auroit eu sire à Graville avant que roy en France, » — a écrit Sébastien Rouillard ; mais sans remonter aussi loin, Louis Malet avait des aïeux dont il pouvait être fier et était suffisamment noble seigneur par lui-même, possédant, outre la sirerie de Graville, la baronnie d'Héricy et la Brosse, les terres de Milly, Marcoussis, Bois-Malesherbes, Melun par engagement, Corbeil, Dourdan, etc. « De son humeur fort adonné à la piété, sciences et vertus » a dit encore Rouillard, il a « employé ses grands moyens au parachèvement et à la décoration des Carmes de Melun. » C'est donc une illustration locale que M. Rabourdin met en relief.

L'amiral de Graville, marié à Marie de Balzac d'Entragues, fut le dernier représentant mâle de la branche aînée de sa maison ; après lui, le comté de Melun fit retour au roi, mais la baronnie d'Héricy passa à sa fille Louise, épouse de Jacques de Vendôme, vidame de Chartres, prince de Chabanois.

M. Hugues, archiviste du département, communique les cahiers de doléances des paroisses de Quiers et de Soisy-sur-Ecole, rédigés en vue des Etats Généraux de 1649, sous la Fronde.

Ces cahiers de deux villages, les seuls de l'ancien baillage de Melun que possèdent aujourd'hui les archives, pour cette réunion des trois Etats projetée à Orléans et qui n'eut pas lieu, montrent la situation lamentable de nos campagnes pendant la minorité de Louis XIV. Les habitants de Quiers, comme ceux de Soisy, se plaignent des déprédations et des mauvais traitements que leur font subir les soldats du roi aussi bien que

ceux du parti des princes; ils déclarent qu'ils sont ruinés et dans l'impossibilité d'acquitter les impôts dont ils se trouvent surchargés. Leurs doléances tendent naturellement à obtenir protection et dégrèvement.

. Dans un mémoire succinct qui accompagne la présentation de ces deux pièces originales, M. Hugues expose très clairement la situation dans laquelle se trouvaient sous la Fronde la Brie et le Gâtinais; il rappelle les circonstances qui avaient motivé une convocation des Etats en 1649 et celles qui empêchèrent ensuite la réunion d'aboutir. Les Etats Généraux ne devaient plus être convoqués qu'à la veille de la Révolution.

M. Lhuillier entretient ensuite ses confrères d'une découverte archéologique importante faite au commencement de décembre dernier, à Montigny (Lesches), dans l'arrondissement de Meaux. Il fournit des détails à ce sujet : un tumulus de six à sept mètres de long sur deux à trois mètres de large a été mis à jour; on y a recueilli, au milieu d'ossements qui paraissaient avoir déjà été bouleversés à une époque antérieure, des haches, des silex taillés, des poinçons, des amulettes, etc. Les fouilles ont été suivies par plusieurs délégués de la société d'anthropologie de Paris et elles doivent être l'objet d'un rapport qui sera imprimé par les soins de cette Société.

La parole est donnée à M. le Dr Poussié, pour rendre compte du congrès des Orientalistes qui s'est tenu Paris, au mois de septembre dernier, et auquel il a pris part comme délégué de la Société d'archéologie.

M. Poussié fait à ce propos une véritable conférence que ses connaissances étendues et l'agrément de son récit rendent fort intéressante. Les voyages de l'érudit docteur chez les peuples de l'Orient, lui permettent, en dehors même de ce qui s'est passé au Congrès, d'entrer dans des détails précis et instructifs sur la vie de ces peuples, les mœurs et coutumes qu'il y a observées. Après cette causerie sans prétention, à laquelle les auditeurs ont pris plaisir, M. Poussié offre, pour la bibliothèque de la Société, la troisième édition de son manuel de conversation en 30 langues.

M. Lhuillier met sous les yeux de ses collègues, une curiosité bibliographique. C'est un opuscule de 23 pages, petit in-4°, imprimé à Paris, chez Richard Charlemagne, en 1632, et qui a pour titre :

Proposition pour subvenir généralement à tous les pauvres du

royaume et empêcher la mendicité en iceluy, par Me François de Maisières, melunois, advocat au Parlement.

Cet opuscule est fort rare et l'auteur, — un contemporain de Sébastien Rouillard — ne paraît pas avoir été signalé jusqu'ici parmi les Melunais qui ont produit quelque œuvre imprimée. François de Maisières, d'une famille de petite noblesse de robe, portant « de gueule fascé d'hermines », est né à Melun, vers 1580, fils de Guillaume de Maisières, conseiller au bailliage, avocat au Parlement, il se fit avocat au Châtelet de sa ville natale, et épousa Françoise Caillau, fille du bailli de Nangis. Un de ses oncles, — Jacques, acquit la seigneurie de Vosves, les fiefs du Bois-Louis et de la Baste-lès-Melun, que sa fille porta en dot à Jean Coquille, maître d'hôtel du roi, seigneur de Fortoiseau.

C'est au moment où Louis XIII venait de convoquer une assemblée à Paris, pour rechercher les moyens « de remédier au désordre des pauvres mendiants qui y affluaient journellement », que François de Maisières livra à l'impression sa *Proposition*, dédiée au Roi.

M. Rabourdin offre à chacun des membres présents, un exemplaire d'une brochure intitulée *le Pont d'Héricy-Samois*, dont il est l'auteur.

Est ensuite admis, comme membre titulaire de la Société, M. Legrand, imprimeur à Melun, présenté par MM. Fischer et Lhuillier.

La séance a été levée à 4 heures 1/4.

SÉANCE DU 22 MAI 1898

La Société d'archéologie, sciences, lettres et arts de Seine-et-Marne, s'est réunie en séance ordinaire le 22 mai 1898, à deux heures de l'après-midi, sous la présidence de M. Lhuillier, président.

Étaient également présents : MM. Bazin, Beantier, Boué, Fischer, Flon, Houdart, Hugues, Lesobre, Racinet et Wever.

M. le président fait part des excuses de MM. Lelièvre, Poussié, Rabourdin et Thoulouze, qui ne peuvent assister à la réunion.

Le procès verbal de la séance précédente est lu et adopté.

M. le Président annonce que M. Thoulouze a quitté Saint-Mammès et demande à continuer à faire partie de la Société comme membre correspondant. La demande de M. Thoulouze est accueillie.

Il est fait hommage à la Société d'une brochure publiée par M. Rabourdin sur un curé briard pendant le bombardement de Paris. Remerciements et dépôt aux archives. Des exemplaires en sont distribués aux membres présents.

M. Lhuillier donne lecture d'un mémoire sur les gardes d'honneur de Seine-et-Marne en 1813-1814.

Il est ensuite procédé au renouvellement annuel du bureau pour l'année 1898-1899.

Sont réélus : Président, M. Lhuillier ; vice-président, M. Quesvers ; secrétaire, M. Fischer ; trésorier, M. Houdart ; bibliothécaire, M. Bazin.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 3 heures 1/2.

SÉANCE DU 24 JUILLET 1898

La séance est ouverte à 2 heures 1/2, sous la présidence de M. Th. Lhuillier.

Présents : MM. Boué, Casron, Flon, Hugues, Legrand, Dr Poussié, Reynier, Ch. Rabourdin.

M. le Président fait part des excuses de MM. Bazin, Fischer, Lioret et René Morel, empêchés d'assister à la réunion.

Lecture est donnée du procès-verbal de la précédente séance ; il est adopté.

M. le Président offre à la Société une notice historique sur Sablonnières — au nom de M. Bazin, qui en est l'auteur. — Remerciements et dépôt à la bibliothèque. M. Rabourdin donne lecture d'un mémoire *sur deux chevaliers briards de la guerre de cent ans*. Le premier de ces personnages, Denis de Chailly, prit

part au siège de Moret et ne put défendre cette place contre l'armée du roi d'Angleterre. Ce seigneur de Chailly-en-Bière et de la Motte de Nangis, dont l'existence se passa dans une lutte perpétuelle contre les armées anglaises, fut plus heureux au siège de Melun, il vit ses hautes capacités militaires et sa bravoure proverbiale justement récompensées : à diverses reprises, l'envahisseur dut battre en retraite avec précipitation, devant ce guerrier dont la sépulture existe encore dans l'église Notre-Dame de Melun.

M. Rabourdin retrace ensuite la vie militaire de Jean Bureau de la Rivière, seigneur de Crècy, créateur de l'artillerie, dont il recut le titre de grand-maitre. C'est à Meaux contre les Anglais, que ce personnage remarquable fit les premiers essais de son invention, appelée à tenir un rôle si capital dans les guerres postérieures et surtout à assurer la prédominance du pouvoir royal sur celui des seigneurs féodaux.

La parole est donnée à M. le docteur Poussié, pour une conférence sur les monuments religieux de l'Inde, de la Chine et du Japon, dont il communique de superbes photographies. Il débute par un rapprochement entre les deux grandes sectes qui se partagent les populations, celles du bouddhisme et du brahmanisme, et indique le principe de la construction des temples, édifices destinés avant tout à devenir les demeures mystérieuses du dieu. De là une architecture sans baies sur l'extérieur, et des monuments où règnent le silence et surtout une obscurité profonde, que la lumière discrète de la lampe doit seule atténuer.

Le temple est en outre un refuge, un asile inviolable, ainsi qu'il l'était en Gaule, au moyen âge.

M. le docteur Poussié connaît admirablement ces régions asiatiques par les séjours fréquents qu'il y a faits, il expose d'une façon très claire, le fonctionnement de la vie sociale et sacerdotale ; il passe en revue les diverses castes de la population, serviteurs, commerçants, guerriers, et bien au dessus des autres, la caste fermée des brahmanes, dont les membres consacrent leur vie entière à l'étude des livres sacrés, *les Védas*, et conservent le dépôt de la science, de même que les Druides dans l'ancienne Gaule.

Les temples de Bénarès, la ville sainte, le Taj-Mahel, à Agra, celui de Madouira offrent un aspect grandiose.

Les monuments du Japon, plus simples et construits en bois,

présentent un grand intérêt, surtout au point de vue des pratiques qu'ils abritent, telles, le lancement de boulettes de papier sur le dieu, en vue d'attirer sa bienveillante attention, la planchette offerte en guise d'*ex-coto*, le miroir dans lequel chaque fidèle doit regarder son visage, à son entrée dans le temple, afin de constater s'il possède bien la sérénité d'une âme pure.

Le conférencier communique à l'appui de son exposé, divers objets rares et curieux de marbre et de bronze entre autres, un miroir japonais, l'éléphant de Birmanie, objet du culte comme symbole de la force et de la bonté, la Trinité hindoue à trois visages, une bayadère du Cambodge.

L'assemblée exprime ses félicitations à l'orateur et le remercie de sa très intéressante communication.

M. Hugues lit ensuite un mémoire sur l'assiette de l'impôt foncier au XVIII^e siècle et expose les diverses tentatives faites dans le but de parvenir à une meilleure répartition.

M. Reynier expose sur le bureau une série d'outils préhistoriques en grès dur, nucléi, ébauches de haches, enclume, percuteur à manche, racloir, etc., provenant d'une station désignée sous le nom de la Vignette et située au nord-est de Villiers-sous-Grez. Cette station, déjà signalée à la Société en 1873 par M. Doigneau, réserve encore aux chercheurs de nombreux spécimens d'éclats de dégrossissement et d'instruments taillés, ayant de l'analogie avec les formes néolithiques connues, mais qui pourraient bien être d'une période antérieure. Quelques pièces de même provenance ont été soumises en juillet 1897, à la Société d'anthropologie de Paris, où elles ont fait l'objet d'un rapport de MM. Emile Collin, Reynier et Fouju, inséré dans les bulletins; un exemplaire du tirage à part, accompagné de dessins, est offert à la Société d'archéologie.

M. Charles Rabourdin met sous les yeux de ses confrères, un petit tableau d'un peintre melunais, M. Léon Favier, qui représente un coin de la prairie des Marais en 1834, et comporte des détails fort bien traités.

En raison de l'heure avancée, d'autres lectures et communications encore inscrites à l'ordre du jour, sont ajournées à la prochaine réunion, et la séance est levée à 3 heures.

SÉANCE DU 23 AVRIL 1899

La Société d'archéologie s'est réunie dimanche dernier, 23 avril 1899, à 2 heures, à l'hôtel de ville de Melun, sous la présidence de M. Th. Lhuillier.

Présents : MM. Aubergé, Bazin, Beautier, Boué, Chantecler, Fischer, Flon, Hugues, Lioret, Rabourdin, etc.

Absents excusés : MM. Brandin, Houdart, Lelièvre, René Morel et Colin.

Avant le dépouillement de la correspondance, le président s'est fait l'interprète de la Société en adressant des félicitations à trois confrères qui ont récemment obtenu des distinctions honorifiques ; M. Hugues a été nommé officier de l'instruction publique, M. René Morel, officier d'académie, et M. Bazin, chevalier du mérite agricole ; il fait connaître que M. Drouin, ancien secrétaire de la section de Melun, vient également d'être honoré d'un prix de l'Institut. Il adresse ensuite un souvenir ému à la mémoire de ceux que la mort a frappés depuis la dernière réunion ; c'est M. Gaudard, M. l'abbé Denis, M. Montaut, anciens membres de la Société, M. Moulin, président de la Société historique de Château-Thierry, et M. Frédéric Moreau (mort à 101 ans), qui tous deux étaient membres correspondants.

Il est donné lecture de plusieurs lettres adressées au nom de la Société d'histoire et d'archéologie de Provins, qui organise pour le jeudi 18 mai prochain une excursion à l'ancienne collégiale de Champeaux, aux ruines de Blandy et au château de Vaux-le-Vicomte, et invite la Société d'archéologie de Seine-et-Marne à y prendre part avec les diverses associations similaires de la région. Cette proposition est accueillie favorablement.

L'excursion, à laquelle seront représentées les Sociétés de Sens, de Brie, de Coulommiers, du Gâtinais, de Meaux, de Melun et de Provins, sera présidée par M. Ant. Héron de Villefosse, membre de l'Institut. Le rendez-vous est fixé à Champeaux, à 10 heures du matin ; une voiture partira de Melun à 8 heures 40. Les membres qui désirent prendre part à cette

excursion sont priés d'adresser leur adhésion avant le 8 mai à M. l'abbé Bonno, curé de Chenoise, secrétaire de la Société de Provins, qui fera parvenir à chacun d'eux, en temps utile, l'horaire exact et le programme détaillé.

Le président dépose sur le bureau deux monnaies romaines trouvées à Melun, dans le quartier de la Varenne, et qui lui ont été communiquées. L'une est un moyen bronze de Trajan (*Imp. Caes. Nerva Trajan, Aug. Germ. P. M.*) ; l'autre, à l'effigie de *Septime-Sévère-Pertinax*, est entourée d'un cercle avec attache pour être portée en breloque et pourrait bien n'être qu'une contrefaçon relativement moderne.

M. Charles Rabourdin communique : 1^o un fragment de madrépore et un poinçon en silex, taillé et poli, de l'époque néolithique, provenant de dragages dans la Seine, à Héricy ; 2^o deux ammonites de la variété appelée *nodotianus* (période Jurassique), recueillies : l'une dans une ancienne carrière située près de Barbeaux, l'autre à Lyon.

M. Hugues, archiviste du département donne lecture d'un mémoire intitulé : *Procès pour faits de sorcellerie dans la Brie au XVIII^e siècle*. On sait comment l'ignorance, l'imperfection des connaissances humaines, l'attrait du mystère et de l'inconnu, joints à l'ambition de se faire craindre et d'en tirer profit, avaient contribué à propager la magie et la sorcellerie au moyen âge ; dès les premiers siècles de l'église, les hérétiques étaient accusés de magie et de sorcellerie. Sous Louis XIV, c'est encore comme sorciers que des bergers qui commettent certains méfaits et empoisonnent les troupeaux par vengeance, ou pour extorquer de l'argent aux fermiers, sont jugés et condamnés à la peine capitale. Le procès des bergers de Pacy (Chevry-Cossigny) qui dura de 1687 à 1691, fit du bruit à cette époque ; mais déjà une ordonnance royale de 1682 tendait à réduire les crimes de magie à des proportions naturelles, en traitant les faits incriminés comme des impiétés, des sacrilèges, accompagnés le plus souvent d'empoisonnements. Aussi est-ce sous la prévention de maléfices, superstitions, sacrilèges, profanations et empoisonnements de bestiaux, que Pierre Hocque fut envoyé aux galères, d'autres bannis, et finalement les nommés Biauile et Lavaux pendus à Pacy même, le 22 septembre 1691.

Les pratiques des prétendus sorciers étaient sans doute productives, car cet exemple ne rompit pas la tradition ; au siècle

suisant, les bergers briards usaient encore de *gobs* et *bols* empoisonnés, et la crédulité publique les accusait même de jeter des sorts sur les gens. Ces malfaiteurs connus, mais redoutés et ménagés dans les campagnes, ne laissaient pas de tirer d'assez grosses sommes de leurs victimes, sous prétexte de lever les sorts. Quand une plainte surgissait, la justice se mettait en mouvement. Ce sont des procès de cette nature, instruits à Provins au temps de Louis XV (1743-1763) dont M. Hugues fait connaître les curieux détails d'après les dossiers originaux conservés aux archives de Seine-et-Marne.

Malgré de nouvelles condamnations aux galères, malgré la pendaison du berger Triconet sur la place publique de Provins, et en dépit des progrès de la civilisation depuis lors, pourrait-on affirmer que les soi disant sorciers n'aient pas laissé dans certains villages des représentants qu'entretient toujours l'ignorance superstitieuse des naïfs ?

M. Th. Lhuillier lit une notice sur *Augustin Dupré, graveur général des monnaies de la République*, de 1791 à 1803, né à Saint-Etienne en 1748, mort à Armentières (Seine-et-Marne), le 30 janvier 1833. La vie et les œuvres du célèbre artiste que M. Marquet de Vasselot appelle le plus grand graveur de la France, sont passées en revue ; l'auteur fournit des renseignements sur le double concours ouvert en 1791, dont Dupré sortit vainqueur, et sur les types nombreux de monnaies et médailles qu'il a créés, « toujours heureux dans le système de composition abrégée, l'expression de force idéale, la richesse et la clarté d'emblèmes, qui constituent la perfection du graveur de coins ». Ce mémoire contient des détails nouveaux sur les relations de Dupré dans la Brie, où il avait acquis, dès le 8 mars 1793, le domaine d'Armentières, vendu nationalement sur l'archevêché de Paris.

M. Lhuillier communique ensuite une série de dessins et d'esquisses, habilement exécutés au crayon, peu après 1830, par Mademoiselle Léonie Cholet, pendant le séjour de sa famille à Crécy-en-Brie. Ce sont des vues représentant l'ancien hôtel de ville de Crécy, les fossés et les vieilles tours, le pont Dame-Gille, le moulin de Serbonne, l'église de La Chapelle, etc.

L'artiste paraît avoir exploré à cette époque des localités assez éloignées du lieu où elle résidait ; plusieurs dessins et croquis de même provenance sont des vues de la Celle-sur-Morin, de Montceau, de Saint-Pathus, et même d'Andrezel et de

Blandy. L'auteur de ces crayons a exposé au Salon comme peintre paysagiste ; le *Journal des Artistes* a donné d'elle il y a 60 ans une vue de l'église de Crécy, gravée par son frère, Aristide Cholet, graveur en taille douce alors bien connu par ses vignettes d'illustration et par de belles planches comme le portrait de Madame de Warens, le Galilée dans les prisons de l'Inquisition et la Dernière cartouche (d'Horace Vernet).

M. Rabourdin a offert aux membres présents des exemplaires de la biographie qu'il vient de publier du général baron Jacquinet, né à Melun en 1772, mort à Metz en 1848.

La séance a pris fin à 4 heures.

TABLE

	Pages.
SÉANCE DU 29 OCTOBRE 1893. — <i>Recherches sur l'abbaye de Barbeau</i> (suite), par M. Ch. Rabourdin. — <i>Ordonnance de Louis XIII pour les arquebusiers de Brie</i> , par M. René Morel. — <i>La Fée, l'Hirer</i> , poésies, par le même. — Déclaration à Terrier concernant Nantouillet et Thieux-en-France; autographes des poètes ouvriers Magu et Alexis Durand, présentés par M. Lhuillier. — Anciennes vues de Melun, présentées par M. G. Leroy. — Admission de M. Boudier, pharmacien à Melun.	1
SÉANCE DU 10 DÉCEMBRE 1893. — Hommage, par M. Le Blondel, de l' <i>Almanach historique de Seine-et-Marne</i> . — <i>Notice sur la seigneurie et les seigneurs de Vernouillet</i> , par M. René Morel. — <i>Observations sur l'église de l'Etang</i> , par M. Th. Lhuillier. — <i>Recherches sur l'abbaye de Barbeau</i> (suite), par M. Ch. Rabourdin. — <i>Le gentilhomme briard au XIV^e siècle</i> , par M. G. Leroy. — <i>Le pavillon de la Madeleine, à Samois</i> , par M. Lhuillier. — Une lettre d'un colonel russe, communication de M. Rabourdin. — Armes et outils de l'âge de pierre, présentés par M. Reynier. — Admission de M. le comte G. de Montgermont	3
SÉANCE DU 18 FÉVRIER 1894. — Regrets pour le décès de M. Journeil, membre titulaire. — <i>Jacqueline de Bueil, comtesse de Moret</i> , par M. Lioret. — <i>Le bois de la Grange, à Rebais</i> , par M. Bazin. — <i>La recherche du trésor, à Thomery</i> , par M. Th. Lhuillier. — <i>Le droit d'usage à Boissise-la-Bertrand au XII^e siècle</i> , par M. G. Leroy. — Projet de construction d'un hôtel de ville à Melun, par l'architecte Normand. — Projet d'une colonne départementale sur la place Saint-Jean, par le même. — Communication de M. Lhuillier. — Hommage de brochures, par le même.	8
SÉANCE DU 13 AVRIL 1894. — <i>Le comte Philippe de Ségur, ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, sous Catherine II</i> , par M. Rabourdin. — <i>Jacqueline de Bueil, comtesse de Moret</i> (suite), par M. Lioret. — Dessins et antiquités de Provins, communication de M. Lhuillier. — Admission de M. Thoulouze, archéologue à Saint-Mammès.	12
SÉANCE DU 17 JUIN 1894. — Hommage de brochures, par MM. Piette, Ch. Rabourdin, G. Leroy. — Allocution du Président. — Regrets sur la mort de M. Adrien Delacourtie, membre titulaire. — <i>Jacqueline de Bueil, comtesse de Moret</i>	

- (suite), par M. Lioret. — *Les seigneurs et la seigneurie de Vernouillet-en-Brie* (fin), par M. René Morel. — Vases funéraires du xv^e siècle, présentés par M. G. Leroy, et observations sur l'ancien cimetière de la paroisse Saint-Aspais existant à la porte de la Geole ou de Paris, à Melun. — Chartres du xiii^e siècle concernant Courceaux (*Curciacus*), présentées par M. Lhuillier. — Admission de MM. Weyer, professeur de rhétorique ; Vavasseur, professeur honoraire de l'Université ; Padrona, conducteur des ponts et chaussées ; Racinet, employé aux archives de Seine-et-Marne. — Renouvellement du Bureau. — M. G. Leroy, réélu président, décline cet honneur 15
- SÉANCE DU 14 OCTOBRE 1894. — M. Lhuillier est élu président en remplacement de M. Leroy, non acceptant. — Regrets de la mort de M. Ernest Bourges et du docteur Tabouret. — M. Quesvers, élu vice-président. — Hommage d'opuscules, par MM. Quesvers, Besoul, Dufour (de Corbeil) et Rabourdin. — *Notice sur Vaux-le-Pénit*, par M. G. Leroy. — *Un ridame de Trilbardou sous Louis XIII*, par M. Th. Lhuillier. — *La noblesse et le clergé pendant la Révolution dans un coin de la Brie*, par M. Morel. — *Historique du village de Verneuil*, par le même. — *Etude d'onomastique sur Athis, hameau de Vilhers-sur-Seine, canton de Bray*, par M. l'abbé A. Garnier. — Un souvenir au général Jacquinet, melunais. — Silex taillés, présentés par M. Chantecler. — Admission de MM. François, directeur de l'école normale ; Lesobre, professeur au collège ; Colin, instituteur à Combs-la-Ville ; Flon, conducteur des ponts et chaussées ; Parvenchère, de Moret ; Raoul Muzard, de Saint-Mammès 19
- SÉANCE DU 9 DÉCEMBRE 1894. — Regrets de la mort de M. Camille Bernardin, de Brie-Comte-Robert. — *Notice historique sur Vaux-le-Pénit* (suite), par M. G. Leroy. — *Etude biographique sur le général Jacquinet, né à Melun*, par M. Ch. Rabourdin. — *Un conte de Noël*, poésie, par M. Vavasseur. — *Note sur une sépulture néolithique, découverte à Thomery*, par M. Thoulouze. — *Le saurage du roy, à Féricy*, par M. R. de Crèvecœur. — Présentation de vues et paysages, notamment de l'église de Moisenay, par M. Sabot. — Admission de MM. Maurice Bourges et Beautier. 22
- SÉANCE DU 17 FÉVRIER 1895. — Hommage d'un recueil biographique consacré, par M. Rabourdin, à des personnages marquants se rattachant à Seine-et-Marne. — 1870, poésie, par M. Vavasseur. — *Monographie du village d'Yèbles*, par M. René Morel. — Portraits de plusieurs des seigneurs d'Yèbles et de Coubert, présentés par M. Lhuillier. — *Remarques sur la prononciation des noms de lieux dans la Brie*, par le même. 24
- SÉANCE DU 27 OCTOBRE 1895. — Hommage d'ouvrages et brochures, notamment : *Le département de Seine-et-Marne de 1800 à 1893*, par M. Hugues, archiviste ; — *Le territoire de Jouarre*, par M. Réthoré. — *Le général Jacquinet* (suite), par M. Rabourdin. — *Notice sur Vaux-le-Pénit* (suite), par M. G.

Leroy. — *Première audition d'un acte d'opéra*, poésie, par M. Vavasseur. — *La rille de Guignes, son fâcheux surnom*, par M. Morel. — Découvertes archéologiques à Melun, à Ussy, à Rigny, à Veneux-Nadon, à La Celle-sous-Moret. — *Mémoire sur les tufs de La Celle-sous-Moret*, par M. Reynier. — Haches et silex taillés provenant de cette localité, présentés par MM. Thoulouze et Pierre, instituteur. — Urne funéraire du xiv^e siècle, provenant de Blandy-les-Tours, présentée par M. Morel. — Hommage, par M. Rabourdin, de sa *Notice sur l'abbaye de Barbeau*. — Renouvellement annuel du Bureau. 26

SÉANCE DU 16 FÉVRIER 1896. — Regrets de la mort de M. Henri Michelin, imprimeur à Melun, membre fondateur. — Hommages d'ouvrages et brochures : par M. Bazin. *Notice sur Guérard* : par MM. Benoist et Lhuillier, *Notice sur Mitry-Mory* : par M. Rabourdin. Compte rendu de la découverte d'une sépulture gallo-romaine, à Héricy-sur-Seine. — *Livre de raison d'un maître d'école de la Brie*, par M. Morel. — *Le papillon*, allégorie, par le même. — *Un poêle*, par M. Vavasseur. — Découvertes archéologiques à Saint-Mammès, notes par M. Thoulouze. — *Etude biographique sur l'abbé Jean Testu, prieur de Dammartin-en-Goële et membre de l'Académie française*, par M. Lhuillier. 28

SÉANCE DU 7 JUIN 1896. — Regrets de la mort de M. R. de Crèvecœur. — Hommages de brochures, entre autres *Jacqueline de Bueil, comtesse de Moret*, par M. Lioret. — *Recherches sur les dictons et les insignes des arquebusiers*, par M. René Morel. — *Notice historique sur l'ancienne paroisse de l'Etang*, par le même. — *Marie-Eléonore de Rohan-Montbazou, abbesse de Malnoue*, par M. Rabourdin. — *Notice sur l'Institut d'Egypte*, et F.-M. de Rozière, minéralogiste, né à Melun, par M. Lhuillier. — Station préhistorique à Aubepierre, communication de M. Leclerc, instituteur. — Antiquités recueillies à Héricy-sur-Seine. — Dessins, gravures, se rattachant à l'histoire de Melun. — Médaille commémorative de la reconstruction de l'église d'Esbly. 31

SÉANCE DU 23 OCTOBRE 1896. — *Recherches historiques sur Andrezel*, par M. René Morel. — *Etudes sur la représentation de scènes religieuses dans les églises de la Brie*, par le même. — *La route du cimetière et la maison du travail*, poésie, par M. Vavasseur. — Antiquités gallo-romaines trouvées à Melun, note par M. G. Leroy. — Note de M. Lhuillier sur le même sujet. — *Une victime de la Terreur (Fréteau de Saint-Just)*, par M. G. Leroy. 34

SÉANCE DU 27 DÉCEMBRE 1896. — Regrets de la mort de M. Eugène Drosne, membre titulaire. — Hommages d'ouvrages et brochures, par MM. Héron de Villefosse, Mallard, Hugues, G. Leroy. — Inauguration du chemin de fer Corbeil-Melun-Montereau. — *Etude sur Madame de Rohan-Montbazou, abbesse de Malnoue* (suite), par M. Rabourdin. — *Emprunts forcés sous la Révolution, dans Seine-et-Marne*, par M. Hugues. — *La comtesse de la Suze, dame de Lunigny*, par M. Lhuillier. — Antiquités préhistoriques trouvées à Melun, note par M. Bazin.

	Pages.
Antiquités trouvées à Héricy-sur-Seine. — Dessins, documents divers, se rattachant à Seine-et-Marne. — Titres et pièces concernant la famille de Rostaing, communication de M. Lhuillier. — Admission de M. Blondeau, architecte à Brie-Comte-Robert. — Renouvellement du Bureau.	36
SÉANCE DU 13 MARS 1898. — <i>Etude sur l'amiral Mallet de Grarille, baron d'Héricy, comte de Melun</i> , par M. Rabourdin. — <i>Cahiers de doléances de Quiers et de Soisy-sur-Ecole en 1649</i> , par M. Hugues. — Découverte archéologique à Montigny (Lesches). — <i>Relation de voyages en Extrême-Orient</i> , par M. le docteur Poussié. — Un ouvrage de F. de Maizières, melunais, avocat au Parlement (1632). — Hommage d'une brochure, par M. Rabourdin. — Admission de M. Legrand, imprimeur à Melun.	39
SÉANCE DU 22 MAI 1898. — M. Thoulouze nommé membre correspondant. — Hommage d'une brochure, par M. Rabourdin. — <i>Mémoire sur les gardes d'honneur de Seine-et-Marne en 1813-1814</i> , par M. Th. Lhuillier. — Renouvellement du Bureau.	42
SÉANCE DU 24 JUILLET 1898. — Hommages de brochures : <i>Sablonnères</i> , par M. Bazin ; — <i>Deux chevaliers briards de la guerre de Cent-Ans</i> , par M. Rabourdin ; — <i>Jean Bureau de la Rivière, seigneur de Crécy</i> ; — <i>Denis de Chailly</i> , par le même. Conférence de M. le docteur Poussié sur les monuments religieux de l'Inde. — Mémoire de M. Hugues sur <i>l'Assiette de l'impôt foncier au XVIII^e siècle</i> . — Communication de M. Reynier sur des objets préhistoriques provenant de la Vignette, près Villiers-sous-Grez. — Un coin de la prairie de Trois-Moulins, peinture, par M. Favier, artiste melunais.	43
SÉANCE DU 23 AVRIL 1899. — Distinctions honorifiques. — Décès de plusieurs sociétaires. — Excursion à Champeaux, Blandy, Vaux-le-Vicomte. — Monnaies romaines trouvés à Melun. — Fossiles et objets préhistoriques, présentés par M. Rabourdin. — <i>Procès pour faits de sorcellerie dans la Brie au XVIII^e siècle</i> , par M. Hugues. — <i>Augustin Dupré, graveur général des monnaies de la République, mort à Armentières Seine-et-Marne</i> , par M. Th. Lhuillier. — Vues prises à Crécy et aux environs par M ^{lle} Léonie Cholet, artiste. — Hommage d'une brochure, par M. Rabourdin.	46

MELUN. — V^o H. Michelin, imp. breveté.



